



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 3433 06183720 3







12/11/11
DAF

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

HISTOIRE
DE FRANCE.

TOME TREIZIEME.

A P A R I S ,

LE MERCIER, rue S. Jacques, au Livre d'or.
DESAINT & SAILLANT, rue S. Jean de Beauvais.
DE HANSY, Pont au Change, à S. Nicolas.
JEAN TH. HERISSANT, rue S. Jacques, à S. Paul & à S. Hilaire.
BOUDET, rue S. Jacques, à la Bible d'or.
Chez BAUCHE, Quai des Augustins, à Sainte Geneviève.
DURAND, rue du Foin, au Griffon.
CL. J. B. HERISSANT fils, rue Notre-Dame, à la Croix d'or.
D'HOURY fils, rue de la vieille Bouclerie, au Soleil d'or.
DESPREZ, rue S. Jacques, à S. Prosper.
LE PRIEUR, rue S. Jacques, à la Croix d'or.

HISTOIRE *DE FRANCE,*

DEPUIS
L'ÉTABLISSEMENT
DE
LA MONARCHIE FRANÇOISE
DANS LES GAULES,

Par le Pere G. DANIEL, de la Compagnie de JESUS;

NOUVELLE ÉDITION,

Augmentée de notes, de dissertations critiques & historiques, de l'histoire
du regne de Louis XIII, & d'un journal de celui de Louis XIV,

ET

Ornée de plans, de cartes géographiques, & de vignettes représentant des
médaillles & des monnoyes de chaque regne.

TOME TREIZIEME,

Qui comprend les regnes depuis 1610 jusqu'à 1630.



A PARIS,
CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS.

M. D. C. C. LVI.

AVEC APPROBATION, ET PRIVILEGE DU ROI.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

1215 5th Ave. New York, N.Y. 10028

Telephone: (212) 875-5000

Open: Monday - Saturday, 10:00 a.m. - 5:00 p.m.

Sunday, 12:00 p.m. - 5:00 p.m.

For more information, call (212) 875-5000

or visit our website at
www.nypl.org

For a complete list of our services, visit
www.nypl.org/services

For a complete list of our locations, visit
www.nypl.org/locations



PRÉFACE.



VOIQUE le règne de Louis XIII. n'ait duré que trente-trois ans , il en est peu qui fournissent à l'histoire des événemens plus considérables & plus variés. On y voit le royaume en paix avec les ennemis du dehors pendant la minorité , troublé au-dedans par des divisions intestines. L'empire absolu que la maréchale d'Ancre avoit acquis sur l'esprit de la reine régente , & qu'elle partageoit avec son mari , fait naître trois guerres civiles. Marie de Medicis, qui gouverne encore après la majorité , ne conserve pas long-temps une puissance , que l'on avoit sù rendre odieuse & suspecte au roi son fils , & dont elle usoit avec autant de hauteur que d'incapacité. Sa qualité de reine & de mere ne peut la mettre à couvert de ces coups de la fortune , qui tombent si rarement sur les têtes couronnées ; elle est obligée de quitter la cour ; son exil fait voir que la jalousie d'autorité l'emporte souvent sur les sentimens de la nature , & que rien ne peut résister au favori d'un roi majeur. Cette princesse s'apperçoit trop tard que monsieur de Luynes

s'est rendu maître de l'esprit du roi , qui le connoissoit dès sa plus tendre enfance , & qui lui étoit attaché par goût & par habitude. Ce courtisan fin & délié profite habilement des circonstances , pour s'élever au plus haut degré de faveur & de fortune , où un particulier puisse jamais aspirer. Il fait assassiner le maréchal d'Ancre , dont il auroit pû se défaire par des voies moins violentes & plus légitimes ; & après avoir déterminé le roi à renvoyer sa mere , il s'empare de toute l'autorité , que le roi se fait un plaisir de lui abandonner. Il conçoit le dessein d'abattre le parti huguenot qui s'étoit rendu redoutable. Il se conduit en plusieurs occasions avec beaucoup de prudence & de fermeté , & si sa mort prématurée ne lui laissa pas le temps de faire paroître toute l'étendue de son mérite , on peut dire au moins qu'il vécut assez pour sa fortune.

Le roi , après avoir été quelque temps sans premier ministre & sans favori , donne enfin toute sa confiance au cardinal de Richelieu , dont le ministère est sans contredit la partie la plus intéressante du regne de Louis XIII.

Ce ministre , supérieur à tous ceux qui l'avoient précédé , forme des projets qu'aucun autre que lui n'eût été capable d'exécuter.

Il se propose de rétablir en France l'autorité du gouvernement , & de fonder le repos & la liberté de l'Europe sur l'équilibre des puissances.

Son premier soin est d'ôter aux grands du royaume , l'envie & le pouvoir de résister au souverain. Au

lieu d'acheter par des graces la soumission des rebelles, & d'appaiser leurs révoltes par des traités honneux; il accoutume les François à les voir terminées par des procès criminels, & par le supplice des principaux chefs de la rébellion. Il enleve aux huguenots toutes leurs places de sureté, & par-là il met fin aux guerres de religion qui désoloient le royaume depuis près d'un siecle. Dès qu'il a établi la paix au-dedans, il entreprend de porter la guerre au-dehors, & d'attaquer ouvertement la maison d'Autriche.

Il envoie des armées sur toutes les frontieres, & les conquêtes qui ont ajouté au royaume tant de riches provinces ont été le fruit de ses travaux. Jamais homme ne rencontra peut-être de plus grands obstacles à l'exécution de ses desseins: traversé perpétuellement dans ses entreprises, les intrigues du cabinet lui causent plus de peine & plus d'embarras que l'Europe entiere. Mais lorsque ses ennemis devenus ceux de l'état, par leurs intelligences avec les étrangers, employent toutes sortes de moyens pour le perdre, il découvre leurs secrets; il dissipe leurs cabales; il gagne les uns par son adresse & par ses bienfaits; il épouvante les autres par sa sévérité, & il triomphe de tous par sa prudence & par son bonheur.

Loin de manquer des monumens nécessaires pour éclaircir les événemens d'un regne & d'un ministère si glorieux, on est plutôt surchargé par le nombre des auteurs contemporains ou modernes qui ont entrepris de les décrire.

La dernière histoire de Louis XIII. qui ait paru,

est celle que Michel le Vaissor apostat de l'Oratoire, réfugié en Hollande, a donnée au public en dix-neuf volumes. Cet auteur entre dans un très-grand détail : mais il s'en faut beaucoup qu'il ait donné à cet ouvrage toute la perfection dont il est susceptible.

1°. Il s'étend fort au long sur tout ce qui regarde les disputes de religion & les matieres de théologie, qui appartiennent proprement à l'histoire ecclésiastique.

2°. Il raconte plusieurs faits sur la seule autorité des *Memoires de Pontis*, quoiqu'il soit averé que ces mémoires ne sont qu'une espece de roman historique dont le témoignage ne peut être d'aucun poids. Le sieur le Clerc qui avoit écrit avant lui *l'histoire du cardinal de Richelieu*, est tombé dans la même faute.

3°. Ces deux écrivains n'ont eu aucune connoissance de divers mémoires très-importans, qui n'ont paru qu'après leur mort, tels que *l'histoire de la mere & du fils*, *les mémoires de madame de Motteville*, *du comte de Brienne secrétaire d'état*, *ceux du marquis de Montglat*, & *ceux de monsieur Talon*.

4°. Retirés en Hollande, ils n'étoient point à portée de consulter eux-mêmes les manuscrits qui se trouvent à Paris dans différentes bibliothèques ; & au lieu de les faire consulter par d'autres qui auroient pû leur en donner des extraits, ils s'en sont toujours tenus au seul témoignage des livres imprimés. Ainsi les connoissances les plus sûres & les plus essentielles pour la preuve & pour l'éclaircissement des principaux faits de l'histoire leur ont souvent manqué,

P R E F A C E.

5°. Le Vassor a encore un défaut qui lui est particulier, ce sont des invectives perpétuelles contre tous ceux qui ont eu part au gouvernement, dont il a rempli son ouvrage. L'esprit républicain qui conduit sa plume, lui fait adopter indistinctement toutes les satyres publiées par les ennemis du cardinal de Richelieu. Il prend le parti de tous les rebelles, il justifie tous les coupables. Il oublie que la plûpart des calomnies que l'on affectoit de répandre pour noircir la réputation de ce ministre, ont été réfutées dans le temps même qu'elles ont parû, par des preuves sans réplique. Il ne fait pas réflexion que les familles illustres dont les parens étoient bannis, emprisonnés ou mis à mort par la rigueur inflexible de ce cardinal, étoient intéressés à décrier sa mémoire, & que l'on ne doit pas croire légèrement tout ce que la haine & la vengeance leur a fait dire ou écrire contre un homme qu'ils détestoient. Le rapport d'un ennemi est toujours suspect, & un historien qui ne cherche que le vrai, avant que de taxer ceux qui gouvernent, de tyrannie & d'injustice, doit examiner avec soin s'ils persécutent des innocens ou s'ils punissent des coupables; parce qu'ils cessent d'être injustes, lorsque ceux qu'ils poursuivent sont véritablement criminels. Il est persuadé qu'il ne lui appartient pas de fouiller dans les intentions les plus secrètes des princes & des ministres, pour leur attribuer des motifs odieux sans en avoir d'autres preuves que le témoignage souvent infidèle de leurs plus cruels ennemis, & que s'il est obligé de se défier des éloges outrés de

leurs panégyristes, il ne doit pas être moins en garde contre les saryres violentes de leurs adversaires & de leurs rivaux.

Le Vassor ne s'est pas même contenté de décrier sans aucun ménagement, la conduite de Louis XIII. & de son ministre ; sa plume trempée dans le fiel répand son venin jusques sur les actions de Louis XIV. qui ne devoient entrer pour rien dans l'histoire de son prédécesseur, & s'il est vrai que ses invectives flattent quelquefois la malignité de la plupart des lecteurs, on ne peut nier qu'elles ne les fatiguent encore plus souvent par leur insupportable continuité.

Il faut cependant rendre justice au mérite & au travail de cet auteur. Il avoit lû tout ce qui étoit imprimé de son temps sur le regne de Louis XIII. il éclaircit plusieurs faits avec sagacité ; il les raconte avec feu, & il se fait lire en plusieurs endroits avec plaisir, quoique son histoire peche en général par son excessive longueur. Ce défaut se fait sentir surtout dans les détails trop multipliés & trop étendus que l'on y trouve, sur les événemens arrivés dans tous les états de l'Europe, qui font perdre trop longtemps de vûe ceux du regne dont il écrit l'histoire.

On a suivi d'autres regles & d'autres principes dans celle que l'on donne ici au public. On en a d'abord écarté toutes les discussions qui doivent être réservées aux écrivains de l'histoire ecclésiastique, & en ne racontant que les faits qui ont rapport au gouvernement civil, on s'est fait une loi d'éviter égale-

ment le style de la flatterie & celui de la satire. On a peint le cardinal de Richelieu avec toutes ses grandes qualités, sans dissimuler ses défauts. On a mis au jour une partie des ressorts les plus secrets de sa conduite, & l'on a eu pour les découvrir des secours qui ont manqué à tous ceux qui ont écrit jusqu'à présent l'histoire de Louis XIII. car sans parler de cette multitude de mémoires, de relations, de dépêches & de pieces imprimées dans ces derniers temps sur tout ce qui concerne le regne de ce prince, que l'on a lûs avec attention, & dont on a pesé le témoignage avec plus d'équité que le sieur le Vassor; on a cru devoir chercher encore la vérité dans des sources plus pures & plus inconnues.

On a eu premierement en main une histoire manuscrite de Louis XIII. en trois volumes *in folio*, composée par le pere le Moine Jesuite auteur du poëme de saint Louis, à qui madame la duchesse d'Aiguillon avoit communiqué tous les papiers du cardinal de Richelieu son oncle, dont elle étoit dépositaire; Gui-Patin n'ignoroit pas que le pere le Moine avoit été chargé de travailler à cet ouvrage par la niece du cardinal. Il en parle ainsi dans une de ses lettres: *Aujourd'hui je vous dirai, que le pere le Moine Jesuite, historien du cardinal de Richelieu, aux dépens & aux gages de madame d'Aiguillon, est ici mort le 22 Août, âgé de soixante-neuf ans.*

Lettre 192.
du 7. Septembre 1671.

Ce pere n'eut pas le temps d'achever cette histoire qu'il n'a conduite que jusqu'à l'année 1638. Elle est écrite d'un style qui ne plairoit pas aujourd'hui, &

Edition de
1685.

l'auteur s'attache principalement à relever le mérite & la gloire de toutes les actions du cardinal de Richelieu : mais en mettant à part les louanges , peut-être excessives , qu'il affecte par tout de lui donner , on y trouve quantité de faits & de particularités remarquables , que les autres écrivains ont ignorés , & qu'il avoit pris dans les mémoires originaux que madame d'Aiguillon lui avoit communiqués

On a encore profité de quelques traits répandus dans les mémoires manuscrits de François Duval , marquis de Fontenai-Mareuil , maréchal de camp , ambassadeur du roi à la cour de Londres en 1626. & deux fois à celle de Rome en 1641. & en 1647. c'est de lui que le cardinal de Retz , qui l'avoit connu dans sa vieillesse , parle dans ses mémoires en ces termes : *Le bon homme, monsieur de Fontenai, qui avoit été deux fois ambassadeur à Rome , qui avoit de l'expérience, du bon sens, & l'intention sincere & droite pour l'état, &c.*

On ne s'est pas contenté de puiser dans ces sources , on a parcouru avec soin le recueil immense des manuscrits de Bethune & de Colbert , qui se conservent à la bibliothèque du roi , où l'on trouve une infinité de lettres originales , de pièces authentiques ou de copies exactement prises sur les originaux , qui servent beaucoup à l'éclaircissement des principaux événemens du regne de Louis XIII. On ne s'en est pas tenu là , on a fait encore d'autres découvertes dans les manuscrits que monsieur le maréchal duc de Richelieu conserve dans sa bibliothèque. On y voit

T. 4. p. 57.
Edit. de 1617.

voit entr'autres plusieurs pieces originales de l'information faite à Nantes au procès du comte de Chalais; les papiers qui furent saisis dans le cabinet du garde des sceaux de Château-neuf, tous signés & paraphés de la main de monsieur de Bullion, des deux Bouthilliers & du sieur Testu chevalier du Guet, qui avoient été chargés d'en faire l'inventaire: on y découvre les intrigues de ce magistrat avec madame de Chevreuse, qui furent cause de sa disgrâce. Les lettres qu'ils s'écrivoient l'un à l'autre; la correspondance que le chevalier de Jars leur ami commun, entretenoit de concert avec eux à la cour d'Angleterre, & les avis qui en furent donnés au roi par le marquis de Fontenai-Mareuil son ambassadeur à Londres.

On ne prétend pas faire ici une énumération complète de toutes les pieces curieuses que l'on a trouvées dans ce riche thresor: on se contente d'indiquer celles qui ont paru les plus singulieres.

On sait, par exemple, que le cardinal de Richelieu, ayant appris que la reine Anne d'Autriche écrivoit à l'insû du roi dans les cours étrangères qui étoient en guerre avec la France, suscita une cruelle affaire à cette princesse. Or, presque toutes les pieces qui concernent cette affaire sont en original parmi les manuscrits de monsieur le maréchal de Richelieu. Il a le procès-verbal de la visite que le chancelier alla faire au Val-de-Grace dans l'appartement de la reine, signé de la propre main de ce magistrat. Les divers interrogatoires que la Porte valet

de chambre affidé d'Anne d'Autriche , à qui elle confioit ses lettres secretes , subit à la Bastille. Les lettres que le chancelier écrivoit au roi pour lui rendre compte de la procédure , la copie authentique des aveux que la reine fut obligée de signer avec un récit de toute cette affaire , écrit tout entier de la main du cardinal de Richelieu.

Il est aisé de comprendre tout l'avantage que l'on peut retirer de la lecture de ces pieces , pour l'éclaircissement & pour la perfection de l'histoire.

Enfin , on a découvert dans un volume des manuscrits de Colbert , qui sont présentement à la bibliothèque du roi , une piece qui nous a paru très-importante.

Personne n'ignore que le testament politique du cardinal de Richelieu , contient un abrégé de l'histoire de Louis XIII. intitulé : *Succinte narration de toutes les actions du roi , jusqu'à la paix faite en l'an* Cet abrégé commence au temps où le cardinal étoit entré dans le ministère , après la réconciliation du roi avec la reine sa mere , & il finit à l'an 1638. dans tous les exemplaires imprimés ou manuscrits du testament politique. Le cardinal de Richelieu en avoit composé la suite , qui se trouve corrigée de sa main en plusieurs endroits dans un volume des manuscrits de Colbert intitulé : *Affaires de France*. Cette suite développe ce qui s'étoit passé de plus remarquable pendant les années 1639 , 1640 & 1641. Le cardinal étant mort en 1642. n'eut pas le temps de la pousser plus loin. On doit , sans dou-

re, regarder ce morceau comme une véritable découverte, qui ne permet plus de douter que le cardinal de Richelieu ne soit le véritable auteur du testament politique qui porte son nom ; & s'il eût été connu dans le temps de la dispute que monsieur de Voltaire a fait naître à ce sujet, on auroit pû la terminer sans aucune discussion, en lui montrant seulement les traces de la main du cardinal de Richelieu, imprimées sur ce précieux manuscrit (a).

On s'est beaucoup servi des gazettes de France, qui ne commencerent à paroître qu'en 1631. Celles qui ont été imprimées du temps de Louis XIII. sont d'une grande autorité.

Le cardinal de Richelieu prenoit un soin particulier de cet ouvrage, & il envoyoit souvent à Théophraste Renaudot qui en étoit l'inventeur, des articles entiers, où l'on reconnoît aisément le style & la main de ce grand ministre. Il faisoit insérer dans ces gazettes les traités d'alliance ; les capitulations ; les relations des sièges & des batailles, écrites par les généraux, & les dépêches des ambassadeurs, lorsqu'elles contenoient des faits que l'on vouloit faire savoir à toute l'Europe. Louis XIII. ne dédaignoit pas lui-même d'employer une partie de son temps à composer des articles de la gazette. On en voit encore plusieurs dans le recueil des manuscrits de Bethune, que l'on retrouve imprimés dans les ga-

No. 9334

(a) On trouvera la suite de ce imprimé à la fin du regne de Louis premier chapitre du testament politique nouvellement découverte, XIII.

zettes ; ils sont écrits de sa main avec un grand nombre de ratures & de corrections , qui ne permettent pas de douter qu'il n'en soit l'auteur.

C'est sur de pareils monumens , que sont appuyés la plupart des faits qui font le sujet de cette histoire , & si elle ne mérite pas le suffrage du public par la beauté du style , on se flatte qu'elle sera au moins intéressante , par la multitude & la singularité des recherches dont on a tâché de l'enrichir.



S O M M A I R E

D U R E G N E

DE LOUIS XIII.

*L*A reine mere est déclarée régente du royaume pendant la minorité de Louis XIII. Conseil de régence. Procès de Ravallac. Le duc de Savoye abandonné par le nouveau gouvernement. Sacre du roi. Crédit du marquis d'Ancre. Disgrace de monsieur de Sulli. Affaire de la Décomman. Assemblée générale des protestans à Saumur. Le duc de Rohan s'empare de Saint-Jean d'Angeli. Le prince de Condé se retire de la cour, & se met à la tête des mécontents. Guerre civile. Conférences à Soissons. Traité de Sainte-Menehould. Majorité du roi. Assemblée des états généraux. Commencement de la faveur de monsieur de Luynes. Mort d'Henri de Montmorenci connétable de France. Assemblée & remontrances du parlement. Mécontentement des princes. Seconde guerre civile. Mariage du roi. Conférences de Loudun. Disgrace du chancelier de Sillery. Empri-sonnement de prince de Condé. Le peuple de Paris pille la maison du maréchal d'Ancre. Changemens dans le ministère. Troisième guerre civile. Mort du maréchal d'Ancre. Les anciens ministres sont rappelés. La reine mere est exilée à Blois. Procès fait à la maréchale d'Ancre & à la mémoire de son mari. Le duc d'Epéron se brouille avec monsieur de Luynes. Intrigues pour délivrer la reine mere. Affaires de Bearn. La reine mere sort du château de Blois, & est conduite à Angoulême par le duc d'Epéron ; elle s'accommode avec la cour & s'établit à Angers. Le roi rend la liberté au prince de Condé. Plusieurs princes vont trouver la reine mere à Angers. Quatrième guerre

Tome XIII.

A

SOMMAIRE DU REGNE

civile. Attaque du pont de Cé. La reine mere fait sa paix & vient demeurer à la cour. Voyage du roi en Bearn. Révolte des huguenots. Bassompierre envoyé en Espagne pour terminer l'affaire de la Valteline. Traité de Madrid. Le duc de Luynes est fait connétable. Nouvelles entreprises des huguenots assemblés à la Rochelle. Le roi marche contre eux & se rend maître de Saumur dont il ôte le gouvernement à Duplessis-Mornai. Siège de Saint-Jean d'Angeli & de Clerac. Prise de ces deux villes. Mauvais succès du siège de Montauban. Disgrace du pere Arnoux confesseur du roi. Mort du connétable de Luynes, son caractère. La reine mere rentre dans le conseil. Guerre contre les huguenots. Siège de Tonneins & de Royan. Reddition de Sainte-Foi. Siège de Negrepelisse & de Saint-Antonin. Prise du fort & de l'isle d'Argenton. Le maréchal de Lesdiguières est fait connétable. Entrée du comte de Mansfeld en Champagne. Siège de Montpellier. Traité de la paix accordée aux huguenots. L'évêque de Luçon est fait cardinal. Conférence d'Avignon sur les affaires de la Valteline. Disgrace du chancelier de Sillery & du marquis de Puisieux. Le cardinal de Richelieu entre dans le conseil. Mariage d'Henriette de France sœur du roi avec Charles I. roi d'Angleterre. Disgrace du marquis de la Kieuville. Chambre de justice établie pour la recherche des financiers. Guerre de la Valteline. Guerre contre les Genoïs, entreprise par le duc de Savoye de concert avec la France. Soulèvement des huguenots. Guerre en Languedoc. Monsieur de Soubize attaque la flotte du roi. Assemblée des notables à Fontainebleau pour délibérer sur l'affaire de la Valteline & sur les propositions que le legat étoit venu faire de la part du pape. Ambassade du maréchal de Bassompierre en Suisse. Les huguenots demandent la paix & l'obtiennent. Traité avec l'Espagne sur l'affaire de la Valteline. Projets du cardinal de Richelieu. Mariage de monsieur frere du roi, avec l'héritiere de Montpensier. Intrigues de Chalais. Empisonnement du maréchal d'Ornano, du duc de Vendôme & du grand prieur son frere. Procès du comte de Chalais, sa condamnation & sa mort. Disgrace de Barradas. Assemblée des notables. Supplice du comte de Boutteville & du comte des Chapelles. Descente des Anglois dans l'isle de Rhé. Entreprise du duc de Rohan sur la citadelle de Montpellier. Siège de la Rochelle. Guerre en Languedoc &

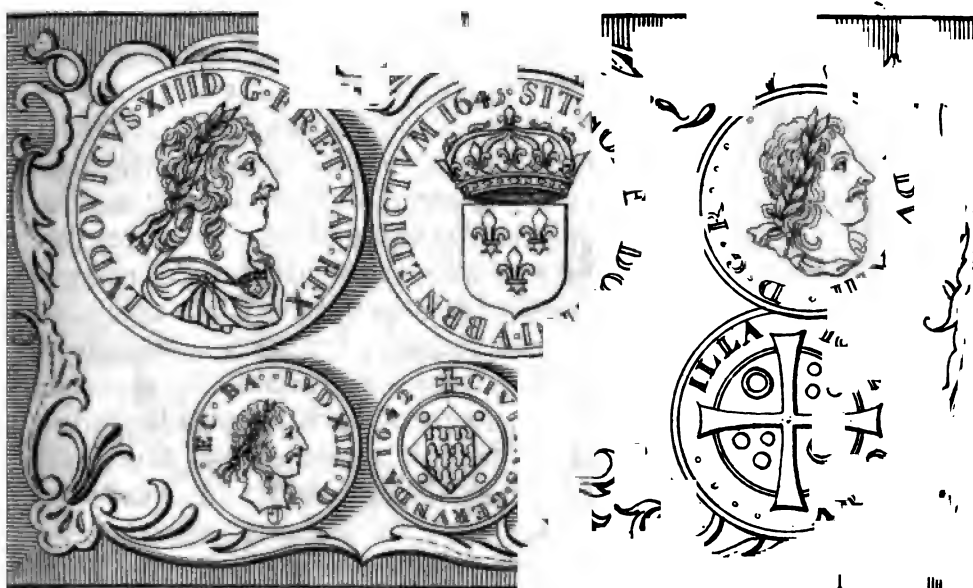
DE LOUIS XIII.

3

en Vivarais. Siege de Cazal. Enregistrement du code Michau. Remontrances & oppositions du parlement de Paris. Le roi marche en Italie & force le pas de Suse. Traité de Suse. Guerre en Languedoc. Siege de Privas. Paix avec les huguenots. Réduction de Montauban. Brouilleries du cardinal de Richelieu avec la reine mere. Monsieur sort du royaume sans la permission du roi, & se retire en Lorraine. Négociations pour son retour: Le cardinal part pour l'Italie, où il prend le commandement de l'armée, il s'empare de Pignerol.



HISTOIRE



HISTOIRE DE FRANCE.

LOUIS XIII.



LOUIS XIII. n'avoit pas encore neuf ans accomplis lorsqu'il monta sur le throne : ce prince étoit né à Fontainebleau le 27 Septembre 1601, & il ne commença à régner que le 14 Mai de l'année 1610. les premiers jours de son regne furent employés à établir la forme du gouvernement pendant sa minorité. De tous les seigneurs qui étoient dans le carrosse d'Henri IV. quand il fut assassiné, aucun ne fit paroître plus de fermeté & de présence d'esprit que le duc d'Epernon. Dès qu'il vit que ce prin-

1610.

A ij

1610.

Vie d'Epernon

T. 1.

ce avoit rendu le dernier soupir , il fit baisser les portieres & les mantelets du carrosse , & il dit à ceux qui l'environnoient que le roi n'étoit que blessé. On retourna au Louvre , mais afin que la reine fut instruite de ce triste accident avant que le corps du roi son époux pût y être transporté, le duc d'Epernon donna ordre au marquis de Montferrand de prendre les devants , & de faire mettre sous les armes les gardes Françaises pour s'assurer des portes & des avenues de ce palais. A peine Montferrand y fut-il arrivé, que le chancelier de Sillery qui y venoit de son côté pour tenir le conseil , aperçut un mouvement extraordinaire parmi les soldats de la garde : il appella Montferrand qui donnoit les ordres , pour savoir de lui la cause de ce mouvement. Montferrand lui dit , que le roi étoit mort. *Que nous dites-vous , M. de Montferrand* , reprit le chancelier en lui serrant le bras & le regardant d'un oeil menaçant, *savez-vous ce que vous dites ?* Il vouloit lui faire sentir de qu'elle conséquence il étoit de débiter de pareilles nouvelles.

Peu de temps après on vit entrer le carrosse du roi , d'où l'on tira le corps de ce prince, que l'on couvrit d'un manteau & qui fut porté sur le lit de sa garde-robe.

La reine informée du malheur qui venoit d'arriver , sortit de son cabinet toute en pleurs , & rencontra le chancelier à qui elle dit : *Helas ! le roi est mort.* Ce magistrat lui répondit, gravement & sans s'émouvoir : *Madame , votre majesté m'excufera , les rois ne meurent point en France* , & l'ayant priée de rentrer dans son cabinet , il lui représenta qu'il falloit réserver ses pleurs pour un autre temps , & ne songer qu'au gouvernement de l'état , qui dans cette triste conjoncture avoit plutôt besoin de sa vigilance , que de ses larmes.

Le duc d'Epernon lui tint à peu près les mêmes discours ; & elle chargea ce seigneur de donner les ordres nécessaires pour prévenir les suites d'un accident si funeste.

Vie d'Epernon

T. 1.

Elle lui recommanda ses enfans, en l'assurant qu'elle comptoit également sur sa prudence & sur sa fidélité.

Vitry capitaine des gardes reçut ordre de conduire tous les enfans du feu roi dans une même chambre , & de défendre à la garde d'y laisser entrer personne. Dans la consternation où l'on étoit , on craignoit que l'on n'eût préparé pour

les enfans quelque coup semblable à celui qui venoit d'ôter la vie à leur pere.

1610.

Le duc d'Épernon commença par faire assembler le regiment des gardes Françoises, dont les deux principaux officiers étoient absens. Crequy mestre de camp, s'étoit rendu à l'armée, & Antoine d'Arquien lieutenant colonel ayant appris la mort du roi, étoit parti pour s'assurer de la citadelle de Metz. Sainte-Colombe premier capitaine prit donc le commandement de cette troupe, sous les ordres du duc d'Épernon; une partie du regiment fut destinée à garder le Louvre avec les gardes Suisses, *auxquels le duc d'Épernon, dit l'auteur de sa vie, avoit aussi fait prendre les armes; étendant sur cette nation comme sur les gardes Françoises le pouvoir que la reine lui avoit donné.*

Il envoya cinq cents hommes à M. de Liancour gouverneur de Paris, qui les fit poster à l'hôtel de ville, où ils demeurèrent deux jours pour contenir les bourgeois: le reste fut mis sur le Pont-neuf, dans la rue Dauphine & aux principales avenues du couvent des Augustins, où se tenoit le parlement, parce que l'on préparoit les salles du Palais pour le festin de l'entrée de la reine. Le duc d'Épernon alla lui-même à l'hôtel de ville pour y donner les ordres nécessaires, conjointement avec le duc de Guise. Le Jay lieutenant civil & Sanguin prévôt des marchands se rendirent au Louvre, où on leur ordonna de faire fermer les portes de la ville, de s'emparer des clefs & de parcourir tous les quartiers, pour dire que le roi n'étoit que blessé, & pour empêcher le tumulte.

Le duc d'Épernon ayant pris toutes ces précautions, se rendit au cloître Nôtre-Dame, chez le président Seguier, auquel il confia le dessein qu'il avoit d'engager le parlement à déclarer, dès-le jour même, la reine mere régente du royaume pendant la minorité de son fils. Ils confererent ensemble sur les moyens qu'il falloit prendre pour y réussir, & le président se chargea de faire donner promptement les avis nécessaires pour que l'on tint sans délai l'assemblée des chambres.

Déjà le bruit de la mort du roi étoit répandu dans tout Paris, & la plupart des seigneurs s'empressoient de se rendre au Louvre pour en savoir la vérité. M. de Sully reçut des pre-

1610.
Mémoires de
Sully, T. 3. anc.
édit.

miers la nouvelle de cet accident. Saint-Michel gentilhomme ordinaire, un de ceux qui avoient saisi Ravaillac, lui arracha le couteau dont il avoit frappé le roi, & le porta à l'arsenal chez M. de Sully. Quoique ce seigneur fût alors incommodé, il monta aussi-tôt à cheval & marcha vers le Louvre accompagné d'environ quarante cavaliers. Il rencontra Bassompierre qui avoit une suite beaucoup plus nombreuse. M. de Sully s'arrêta, & parlant avec émotion, il voulut les exhorter à jurer qu'ils serviroient fidelement le jeune roi, & qu'ils sacrifieroient leur sang & leur vie pour venger la mort de celui qu'ils venoient de perdre. Bassompierre lui répondit froidement: *Monsieur, c'est nous qui faisons faire ce serment aux autres, & nous n'avons pas besoin d'exhortation en une chose à quoi nous sommes si obligés.*

» Je ne sai, dit Bassompierre dans ses mémoires, si ma réponse le surprit, ou s'il se repentit d'être venu si avant hors de son fort; il partit à même temps & nous tourna visage, & alla s'enfermer dans la Bastille, envoyant en même temps enlever tout le pain qu'il put trouver aux halles & chez les boulangers.

T. 3. ancien.
édit.

Ce ne fut point la réponse de Bassompierre, qui déterminna M. de Sully à retourner sur ses pas. Il nous apprend dans ses mémoires, qu'en allant vers le Louvre, il reçut des billets par lesquels on l'assuroit que le roi étoit mort, & que s'il paroïssoit à la cour, il y avoit tout à craindre pour lui.

Hist. de Louis
XIII. p. 2 & 3.

Ces avis n'étoient peut-être pas sans quelque fondement; s'il est vrai, comme l'assure l'historien Matthieu, que l'on avoit déjà conseillé à la reine de s'assurer du duc de Sully, parce qu'il avoit en main la Bastille, l'artillerie & l'argent du roi. Les alarmes que l'on vouloit lui inspirer par ces billets ne l'empêcherent pas de poursuivre sa route. Mais ayant rencontré Vitry, qui l'assura qu'on ne le laisseroit entrer au Louvre qu'avec deux ou trois personnes tout au plus, que sa vie y feroit en péril, & qu'ainsi il feroit sagement de retourner chez lui; il crût devoir déférer à cet avis, & il ne songea plus qu'à se mettre en sûreté. La plupart des écrivains de ce temps-là disent, qu'il n'avoit avec lui qu'environ quarante ou soixante chevaux; mais il assure dans ses mémoires que cette troupe grossissoit à chaque instant, & qu'il avoit déjà trois cents chevaux

chevaux à sa suite, lorsqu'il rencontra le sieur de Vitri. Sulli prit donc le parti de ne point aller au Louvre, & d'envoyer seulement un gentilhomme à la reine, pour l'assurer de son obéissance & lui offrir ses services.

1610.

Ce gentil-homme n'avoit pas encore eu le temps d'arriver chez la reine, lorsqu'il en vint un de la part de cette princesse avertir monsieur de Sulli qu'il étoit attendu au Louvre avec impatience; que la reine avoit des affaires de grande importance à lui communiquer; mais qu'elle le prioit de n'y amener qu'un petit nombre de personnes avec lui. Il reçut ce message lorsqu'il entroit dans la rue de Saint-Antoine, pour regagner l'Arsenal & la Bastille. Cette invitation au lieu de le rassurer, ne fit qu'augmenter ses alarmes. Il répondit au gentilhomme de la reine, que celui qu'il avoit envoyé au Louvre feroit savoir à sa majesté les raisons qui l'empêchoient d'y aller lui-même, & qu'il attendroit ses ordres à l'Arsenal & à la Bastille, d'où il étoit résolu de ne pas s'éloigner.

La reine fit de nouvelles instances, & lui envoya successivement messieurs de Montbason, de Praslain, de Schomberg, la Varenne & enfin monsieur de Bethune son frere, pour l'engager à se rendre promptement auprès d'elle: mais malgré tout ce qu'on lui put dire, il persista dans sa résolution, & se renferma dans la Bastille. Il craignoit toujours que l'on ne lui tendît un piège en l'appellant à la cour sous la condition d'y amener peu de personnes avec lui, & il ne promit d'y aller le lendemain, sans être accompagné, que sur les assurances positives qui lui furent données de la part du connetable & du duc d'Epemon, qu'il n'avoit rien à craindre.

Mémoires de la régence.

» On remarqua, dit le maréchal d'Estrées, que monsieur de Sulli surintendant des finances ne vint point au Louvre comme les autres, à quoi on trouva beaucoup à redire, & de ce qu'il envoya seulement sa femme pour reconnoître l'état des choses, & faire ses excuses sur la douleur où il étoit d'avoir fait une si grande perte.

L'objet le plus intéressant pour la reine mere étoit l'établissement de sa régence; le comte de Soissons & le prince de Condé étoient absens. Il falloit profiter de cette circon-

1610.

tance. C'étoient les plus puissans & les plus accrédités de tous les princes du sang. Ils auroient pû lui disputer la regence , ou entreprendre de mettre des bornes à son autorité.

Le comte de Soissons n'étoit pas loin , & pour prévenir leurs brigues , le duc d'Epemon ne vouloit pas que le jour finît sans que la reine eût été déclarée regente.

Une partie de la grand'chambre du parlement étoit assemblée aux grands Augustins , où le président de Blancmesnil tenoit l'audience du soir , lorsque le bruit se répandit dans la chambre que le roi venoit d'être assassiné.

Le président représenta de quelle importance il étoit d'en approfondir la vérité. Les gens du roi furent envoyés au Louvre , & l'on chargea un huissier d'aller avertir le premier président (a) qui étoit alors dans son lit malade de la goutte. Il se leva aussitôt , & renvoya l'huissier dire de sa part au président de Blancmesnil , qu'il le prioit de ne point sortir des Augustins , & d'y faire rester tous les conseillers qui y étoient ; qu'il alloit s'y rendre dans l'instant , & que son mal ne l'empêcheroit pas de s'y faire porter. Pendant qu'il s'habilloit , Dollé , procureur général de la reine , arriva chez lui pour lui dire que la reine le prioit instamment de se rendre promptement aux Augustins ; d'y assembler les chambres & de n'en point sortir qu'il n'eût reçu de ses nouvelles. Alors le premier président fit dire au président de Blancmesnil d'envoyer les huissiers avertir les présidents & les conseillers qui se trouveroient chez eux de se rendre au parlement pour l'assemblée des chambres. Un instant après , il y arriva lui-même. Il avoit rencontré en chemin le sieur de Beaumont son fils qui revenoit du Louvre , & qui lui dit que la reine l'avoit chargé de prier le parlement de sa part , de délibérer sur ce qu'il convenoit de faire , pour le bien de l'état , dans la funeste conjoncture de la blessure du roi. Dès que le premier président eut pris sa place , on fit entrer le sieur de Beaumont qui répéta la même chose aux chambres assemblées : on n'étoit pas encore suffisamment informé de la mort du roi. Beaumont ne parloit que de sa blessure , & il y a apparence que les gens du roi , en revenant du Louvre , n'en étoient pas eux-mêmes parfaitement instruits ; puisqu'on jugea à propos de les y ren-

Regist. du parlement du 10.
Mai 1610.

(a) Achilles de Harlay.

voyer, pour en avoir des nouvelles plus précises. Ils déclarèrent, à leur retour, que le roi étoit mort, & ils requièrent que l'on pourvût, sans délai, au gouvernement de l'état, en assurant la régence du royaume à la reine mere. On étoit encore à délibérer sur cette proposition, lorsque le duc d'Epéron parut, & s'approcha du premier président auquel il dit quelques paroles tout bas ainsi qu'aux autres présidents. On l'invita à prendre sa place de duc & pair. Il en fit d'abord quelques difficultés, sur ce qu'il n'avoit pas l'habit convenable pour prendre séance, & il pria la compagnie d'excuser son incivilité: mais enfin il s'assit sur le banc des pairs, & montrant son épée qu'il tenoit à la main sans l'avoir tirée: *Elle est encore dans le fourreau, dit-il: mais il faudra qu'elle en sorte, si l'on n'accorde pas dans l'instant à la reine mere un titre qui lui est dû selon l'ordre de la nature & de la justice.* Il représenta que la fortune du jeune roi ne pouvoit être mise en des mains plus sûres & plus fideles que celles de sa mere.

Il ajouta que plusieurs seroient peut-être d'avis de demander du temps pour délibérer sur une affaire de cette importance; mais qu'il ne pourroit rien y arriver de plus préjudiciable que le retardement; & que c'étoit là une de ces occasions où la prudence demandoit que l'on tranchât tout à coup les difficultés. Il fit valoir le dessein qu'avoit eu le feu roi de déclarer la reine regente pendant qu'il feroit à l'armée, & il finit en assurant la compagnie qu'elle ne devoit pas craindre de compromettre son autorité par une décision trop précipitée, & qu'il étoit prêt de mourir avec tous ses amis pour la faire inviolablement observer. Ce discours fut d'abord suivi d'un profond silence: ensuite le premier président remercia le duc d'Epéron du zele qu'il faisoit paroître pour le bien de l'état & pour la dignité de la compagnie, & l'exhorta à persévérer dans des sentimens si dignes de sa vertu & du rang qu'il occupoit dans le parlement. Le duc prit ensuite le parti de se retirer pour ne pas paroître gêner, par sa présence, la liberté des suffrages. Mais avant que de sortir il dit tout haut, qu'il falloit s'en tenir absolument à ce qu'il avoit proposé, & qu'il n'y avoit pas un moment à perdre. Lorsqu'il se retiroit, le duc de Guise arriva, & prit sa place de duc & pair. Il commença par dire qu'il étoit venu pour offrir ses services au roi, à l'état

1619.

Relation de Gil-
lot.

Vie du duc d'E-
péron, t. 2.

1610.

& au parlement. Le premier président lui répondit, que cette offre étoit digne de lui, & que les registres de la cour en seroient chargés ; mais qu'il ne suffisoit pas d'offrir sa personne, qu'il avoit à l'extrémité du royaume ce grand gouvernement de Provence, où il falloit prouver par des effets la sincérité des assurances qu'il venoit de donner à la compagnie. Le duc de Guise répliqua qu'il avoit déjà pourvû aux affaires de son gouvernement, & qu'il venoit de présenter au roi & à la reine mere son lieutenant en Provence, avec cinq ou six gentils-hommes qui y avoient des commandemens, qui venoient de prêter un nouveau serment de fidélité à leurs Majestés, & qui étoient partis sans délai pour maintenir cette province dans l'obéissance. Il ajouta que la reine attendoit des nouvelles du parlement avec impatience. Le premier président lui dit que la reine seroit informée de ce que la cour auroit décidé par des députés que l'on se proposoit de lui envoyer. Après cette réponse le duc de Guise se retira. La délibération fut achevée, & il fut arrêté « que la reine mere du roi seroit & étoit déclarée régente en France pour avoir l'administration des affaires du royaume pendant le bas âge dudit seigneur son fils, avec toute puissance & autorité ».

*La reine est déclarée régente.
Arrêt du 14. Mai
1610.*

L'assemblée étoit composée de sept présidents & de cinquante cinq conseillers, qui furent tous du même avis. Les présidens de Blancmesnil & de Thou, avec les quatre plus anciens conseillers furent députés pour aller au Louvre apprendre à la reine l'arrêt qui venoit d'être prononcé. Ils partirent des Augustins sur les six heures & demie du soir accompagnés des gens du roi.

Pendant qu'ils s'acquitoient de leur commission, le sieur de la Guesle procureur général qui étoit fort incommodé de la goutte, fit demander par un huissier la permission de se faire porter dans la chambre, où la compagnie étoit assemblée. Il l'obtint sans difficulté, & après avoir entendu la lecture de l'arrêt il se retira. Les députés étant revenus du Louvre rapporterent que la reine, qui leur avoit paru très-affligée, les avoit chargés de remercier la compagnie du soin & de la diligence qu'elle avoit apportée à décider promptement l'affaire de la régence, qu'il y avoit encore un autre point à régler, sur lequel on déliberoit dans le conseil du roi, & qu'elle les

prioit de ne point se separer jusqu'à ce qu'elle leur eut fait savoir ses intentions : on examinoit dans le conseil si l'arrêt du parlement étoit suffisant pour établir solidement l'autorité de la reine. Plusieurs prétendoient qu'il y manquoit une formalité essentielle , parce que les princes du sang , les pairs & les grands officiers de la couronne n'avoient point été appelés.

Le parlement demeura assemblé conformément au désir de la reine , dont il attendit les derniers ordres jusqu'à huit heures du soir. Alors le premier président voyant que la nuit approchoit , proposa d'envoyer au Louvre un des quatre notaires de la cour pour savoir ce que sa majesté vouloit encore exiger de la compagnie. Le sieur Daniel Voisin fut chargé de cette commission , mais il n'alla pas jusqu'au Louvre , car il revint aussi-tôt pour dire que quelques-uns des gardes qui étoient sur le Pont-neuf , l'avoient assuré que le sieur de Bullion étoit parti du Louvre pour venir trouver le parlement de la part de la reine. Un moment après arriva le sieur de Bullion : il dit que la reine l'avoit chargé de les remercier de leur arrêt , & de les avertir en même-temps qu'on lui avoit conseillé d'aller le lendemain au parlement , & d'y amener le roi son fils avec un grand nombre de princes , seigneurs , prélats & officiers de la couronne , afin que l'arrêt qui venoit d'être prononcé fût confirmé dans un lit de Justice. Le sieur de Bullion ajouta , que pour cet effet il falloit que la compagnie s'assemblât le lendemain avec l'ordre & les cérémonies ordinaires. Le premier président répondit , que puisque la reine avoit pris conseil & qu'elle leur avoit fait savoir sa volonté , le parlement ne manqueroit pas de s'y conformer , & monsieur de Bullion s'étant retiré , on arrêta que le parlement s'assembleroit le lendemain dès le matin pour la cérémonie du lit de justice. Il étoit prêt de neuf heures quand l'assemblée se sépara.

Le lendemain 15. de Mai le parlement se rassembla aux Augustins sur les sept heures du matin. Monsieur de Sulli reçut ordre de s'y trouver. Il vit le roi & la reine mere au Louvre , où il arriva peu accompagné , quoi que plus de trois cents personnes à cheval fussent venues à l'arsenal pour lui faire cortège. La reine le présenta au roi en lui disant : *Mon*

1610.

Relation de Jacques Gillot.

Memoires de Sulli, t. 8. Nouvel édit.

1610.

filz , c'est monsieur de Sulli ; il le faut bien aimer ; car c'est un des meilleurs & des plus fideles serviteurs du roi votre pere , & je le prie de continuer à vous servir de même.

Monsieur de Villeroi avoit conseillé à cette princesse d'en user ainsi avec tous les ministres du feu roi, pour ne pas effaroucher les esprits dès le commencement de sa régence , par des changemens qui ne feroient point agréables au public.

En attendant l'arrivée du roi au parlement , on y lut l'information de vie & de mœurs de l'abbé de saint Denys frere du duc de Guise , & pourvû de l'archevêché de Reims. Sa qualité d'abbé de saint Denys lui donnoit séance dans l'assemblée comme conseiller : mais il vouloit y assister comme pair , & quoi qu'il ne fût que soudiacre , & qu'il n'eût pas encore vingt-cinq ans , il ne laissa pas d'être admis à prêter le serment , après quoi il prit séance sans difficulté à la tête des pairs ecclésiastiques.

Sur les dix heures du matin le roi & la reine sa mere arriverent aux Augustins. Le roi étoit monté sur une petite haquenée blanche accompagné des principaux seigneurs de sa cour & des officiers de la couronne qui marchaient à pié. La reine étoit dans son carosse en grand habit de deuil & toute couverte de crêpes. Les députés nommés pour aller au-devant du roi le reçurent à la porte du cloître , & ils sortirent jusques dans la rue où le roi mit pied à terre.

Il se plaça sur le throne qu'on lui avoit préparé , & la reine mere se mit à sa droite en laissant une place vuide entre deux. Plus bas , aux hauts sièges étoient assis le prince de Conti , le comte d'Enghien fils aîné du comte de Soissons qui n'étoit qu'un enfant de quatre ans , ce qui parut extraordinaire ; les ducs de Guise , de Montmorenci pair & connétable , de Montbason & de Sulli pairs de France , & après eux les maréchaux de Brissac , de Lavardin , & de Bois-Dauphin.

Sur les hauts sièges du côté gauche , étoient les cardinaux de Joyeuse , de Gondi , de Sourdis & du Perron , & après eux l'archevêque de Reims , les évêques de Beauvais , de Châlons , de Noyon , & l'évêque de Paris , non pair , mais conseiller-né du parlement. A côté du roi , sur la premiere marche du throne , étoit monsieur de Souvré son gouverneur,

à genoux ; sur la seconde marche à ses piés , le duc d'Elbœuf faisant les fonctions de grand chambellan , & plus bas le baron de Chouppes prévôt de Paris.

1610.

Le vieux duc de Mayenne , quoique pair de France , ne prit point place sur les hauts sièges avec les autres pairs ; il fut assis sur une chaise au milieu du parquet , vis-à-vis les présidens , parce qu'il étoit incommodé de la goutte. L'assemblée du parlement étoit composée de cent vingt-quatre conseillers.

La reine mere ouvrit la séance par un petit discours qui fut souvent entre-coupé de soupirs & de sanglots.

« Messieurs , dit-elle , ayant plû à Dieu , par un si misérable accident , retirer à soi notre bon roi , mon seigneur ; je vous ai amené le roi mon fils , pour vous prier tous d'en avoir le soin que vous êtes obligés , par ce que vous devez à la mémoire du pere , à vous-même & à votre pays ; je desire qu'en la conduite de ses affaires , il suive vos bons avis & conseils ; je vous prie de les lui donner tels que vous aviserez en votre conscience pour le mieux.

Après avoir prononcé ce discours avec assez de peine , elle baissa son voile & descendit pour se retirer : Conchine (a) & le sieur de Chateaufieux lui donnoient la main. Mais les princes , les seigneurs & les magistrats la prièrent avec tant d'instance de continuer à honorer l'assemblée de sa présence , qu'après quelque refus , elle y consentit , & reprit sa place.

Le roi parla ensuite & dit : « Messieurs , Dieu ayant retiré à soi mon seigneur & pere , je suis venu en ce lieu par l'avis & conseil de la reine ma mere , pour vous dire à tous qu'en la conduite de mes affaires , je désire suivre vos bons conseils , espérant que Dieu me fera la grace de faire mon profit des bons exemples & instructions de mon seigneur & pere. Je vous prie donc de me donner vos bons avis , & de liberer présentement sur ce que j'ai commandé à monsieur le chancelier de vous représenter.

Après le discours du roi que peu de personnes entendirent , à cause de la foiblesse de sa voix , & du bruit que l'on faisoit dans la salle ; le chancelier prit la parole. Il fit l'éloge du

(a) Conchine depuis maréchal d'Ancre , étoit premier écuyer de la reine.

1610.

jeune roi & de la reine mere, il insista sur la nécessité de confier à cette princesse la régence du royaume. Il assura que le feu roi avoit souvent déclaré que son intention étoit de lui remettre entièrement après sa mort, l'administration des affaires de son royaume; & il ajouta qu'un pareil témoignage tant de fois répété, valoit pour le moins un testament ou une simple déclaration.

Le premier président parla ensuite, & après avoir déploré la mort du feu roi, il exhorta le roi régnant à suivre l'exemple de Louis XII. pere du peuple. Il s'étendit sur les louanges de la reine, & il dit, que la régence de cet état lui étoit due. Ensuite l'avocat général Servin fit un long discours, qu'il conclut par requérir que l'arrêt que le parlement avoit rendu la veille fût publié dans tous les bailliages & sénéchaussées du ressort, & dans tous les autres parlemens & sièges du royaume.

Ces conclusions sont remarquables, en ce qu'elles supposoient que la régence de la reine mere étoit suffisamment établie par l'arrêt du jour précédent, & que celui qui seroit prononcé au lit de justice ne pouvoit avoir d'autre objet que la publication du premier. Ce n'étoit pas le sentiment du chancelier. Il prit d'abord l'avis du roi seul, & ensuite celui de la reine mere seule. De-là il parcourut tous les rangs pour recueillir les autres voix. Le procès-verbal du lit de justice, le journal de l'Etoile, & le mercure François le disent expressément; il est donc étonnant qu'on lise dans les mémoires de Sulli que la reine dut être fort contente, parce que tout ce qu'elle demandoit lui fut accordé, sans même que l'on recueillît les suffrages. Peut-on croire que le chancelier ait manqué de les aller prendre, lui qui ne cherchoit qu'à donner à la régence de la reine mere toute l'authenticité possible. On étoit déjà sûr des suffrages du parlement par l'arrêt qu'il avoit rendu la veille, & il y avoit là très-peu de seigneurs que l'on pût soupçonner de vouloir contredire les dispositions de cet arrêt, celui que le chancelier prononça étoit conçu en ces termes :

» Le roi séant en son lit de justice, par l'avis des princes
 » de son sang, autres princes, prélats, ducs, pairs & officiers de sa couronne : oui, & ce requérant son procureur général,

« général, a déclaré & déclare conformément à l'arrêt donné
 « en sa cour de parlement du jour d'hier, la reine sa mere ré-
 « gente en France, pour avoir soin de l'éducation & nourri-
 « ture de sa personne & administration des affaires de son
 « royaume pendant son bas âge.

1610.

On doit cependant observer que le chancelier, en pronon-
 çant l'arrêt, omit expressement ces paroles : *Conformément à l'arrêt
 donné en sa cour de parlement du jour d'hier.* Le premier pré-
 sident remarqua cette omission qui auroit pu faire croire que
 l'arrêt du jour précédent étoit regardé comme nul. Il repré-
 senta au chancelier que l'avis le plus commun de l'assemblée
 étoit de confirmer simplement cet arrêt, & nullement de
 donner la régence à la reine mere par un arrêt indépendant
 du premier. Le chancelier lui répondit, que s'il n'avoit pas
 prononcé ces paroles, c'étoit un pur oubli de sa part, &
 qu'on auroit soin de les insérer dans l'arrêt du lit de justice,
 lorsqu'il seroit rédigé par écrit. En effet, cette clause fut
 mise dans l'original que le chancelier signa & dans toutes les
 copies imprimées qui furent envoyées dans les provinces.

Relat. de Jac-
ques Gillot.

« Après la levée de la cour, dit le journal de l'Etoile, la
 « reine très-affligée, mais aussi très-satisfaite, de ce qui ve-
 « noit d'être fait, se rendit au Louvre, (a) & le roi accompa-
 « gné des princes, seigneurs & gentilshommes, entouré de
 « ses gardes, alla à Notre-Dame, où tout le peuple cria fort
 « haut : *Vive le roi*, mais la plupart les larmes aux yeux.

L'affaire de la régence étant terminée, les gardes que l'on
 avoit posés à l'hôtel-de-ville & en d'autres endroits furent
 levés, & le même jour Ravaillac fut conduit à la concier-
 gerie & enfermé dans la tour de Montgomeri, où il fut
 gardé à vue.

Journal de l'E-
toile.

Dans le moment qu'il avoit consommé son crime, on l'a-
 voit mis entre les mains des valets de pié du roi, qui le livre-
 rent au sieur de Montigni; celui-ci le fit mener à l'hôtel de
 Retz, proche du Louvre, où il fut assis & lié dans une chaise,
 avec une table devant lui; il y demeura deux jours gardé par
 des archers. La reine y envoya d'abord le président Jean-
 nin, les sieurs de Lomenie secrétaire des commandemens,

(a) D'autres, tels que l'historien de la suite le roi à Notre-Dame,
 mere & du fils, assurent que la reine

1610.

& Bullion conseiller d'état pour l'interroger. Ils voulurent lui faire accroire que le roi n'étoit que blessé : mais il leur répondit qu'il savoit bien ce qui en étoit, & qu'il n'étoit pas possible qu'il ne fût mort. Du reste, il persista à nier qu'il eût aucun complice. On crut qu'il parleroit avec plus de confiance à des gens d'église, & on lui envoya (a) l'archevêque d'Aix (b) l'archevêque d'Ambrun & quelques évêques auxquels il tint les mêmes discours. Le sieur de Bellangreville grand prévôt de l'hôtel, voyant que les remontrances & les exhortations de ces prélats étoient inutiles, voulût l'engager par une autre voie à s'expliquer plus clairement ; il lui fit ferrer fortement les poudres avec un rouet d'arquebuse. Ravallac lui demanda, s'il se croyoit plus habile que ceux qui l'avoient interrogé avant lui, & il l'appella huguenot.

Supp. aux mé-
moires de Condé.

Ces faits rapportés par quelques historiens peuvent servir d'éclaircissement à ce que l'on lit dans les interrogatoires de Ravallac ; « qu'il fut exhorté par l'archevêque d'Aix, & » qu'il eut les os du pouce rompus par la question que lui » donna un *huguenot* de son autorité privée, le tenant prison- » nier à l'hôtel de Retz.

Conseil de ré-
gence.

Mem. de la ré-
gence.

Pendant que le parlement travailloit au procès de Ravallac, la reine mere étoit occupée à former le conseil de la régence. Elle y trouvoit beaucoup de difficultés, parce que la plupart des grands & des officiers de la couronne prétendoient y avoir entrée. On ne doutoit pas que le comte de Soissons & le prince de Condé ne voulussent y avoir la place qu'ils croyoient attachée au droit de leur naissance ; le connétable de Montmorenci & le cardinal de Joyeuse ne pensoient pas que l'on pût les en exclure. Le duc de Guise & le duc de Mayenne son oncle y prétendoient : mais plusieurs pensoient que l'un ne pouvoit en être que l'autre n'en fût exclus, parce que ç'eût été donner un trop grand crédit à la maison de Guise que de les y admettre tous les deux. Le duc de Guise vouloit avoir la préférence, parce qu'il étoit le chef de cette maison ; & le duc de Mayenne paroissoit plus autorisé par son âge, son expérience & sa capacité reconnue, d'autant plus que trois ou quatre ans auparavant le feu roi étant tombé malade à Fontainebleau, d'une retention d'urine

(a) Paul Hurault de l'Hopital.

(b) Honoré du Laurens.

qui le mit à deux doigts de la mort, avoit nommé le duc de Mayenne parmi ceux qui devoient assister au conseil en cas de minorité. Le duc de Nevers qui se croyoit en droit de prendre le pas sur la maison de Guise, demandoit aussi à y entrer.

1610.

Les ministres qui ne cherchoient qu'à se rendre maîtres du gouvernement sous le nom & sous l'autorité de la régente, n'étoient pas fâchés de voir naître tant de prétentions différentes & opposées, qui se détruisoient mutuellement. Ils jugeoient d'ailleurs que plus le conseil seroit nombreux, moins aucun de ceux qui y assisteroient auroit de part à la confiance de la reine; que la nécessité & le péril du secret obligeroit cette princesse à ne pas communiquer à tant de personnes les affaires importantes, & qu'ils en seroient par conséquent les seuls dépositaires. Ainsi ils engagèrent la reine à ne pas se rendre difficile à accorder l'entrée au conseil à ceux qui la demandoient; & on *forma plutôt*, dit le maréchal d'Estée, *une assemblée confuse, qu'un conseil réglé.*

Cependant les ministres prenoient des heures particulieres pour travailler séparément avec la reine, & pour déterminer avec elle ce qui devoit être décidé sans le conseil, & ce qui devoit y être porté.

Monsieur de Sulli assure que l'on forma proprement deux conseils, l'un secret & l'autre public. Le premier, qui se tenoit selon lui aux heures les plus indues, étoit composé de Conchine & de la Caligai sa femme, du nonce du pape, de l'ambassadeur d'Espagne & du chancelier de Silleri, du duc d'Epéron, de Villeroi secrétaire d'état, d'Arnaud intendant des finances, qui pour avoir été attaché à monsieur de Sulli n'en étoit pas moins livré à Conchine, du medecin Duret, de Dollé & du pere Coton.

Mem. de Sulli ;
t. 8. l. 28. nouv.
édit.

Waldini, le duc
de Feria.

Mais s'il est vrai que quelques-uns de ceux que monsieur de Sulli désigne comme étant du conseil secret, avoient beaucoup de part à la confiance de la reine, il n'y a aucune apparence qu'ils se soient trouvés réunis tous ensemble pour former un conseil & une assemblée régulière. La reine pouvoit leur parler & leur communiquer les affaires, selon le degré de confiance qu'elle jugeoit à propos de leur donner. Mais à qui persuadera-t-on que le nonce du pape, l'ambassadeur d'Espagne, le chancelier & le duc d'Epéron se

1610.

soient jamais assis dans un conseil avec le medecin Duret ; Dollé & le pere Coton ? La maniere dont le maréchal d'Estrees d'écrivit la forme du gouvernement qui fut établie au commencement de la régence, paroît beaucoup plus conforme à la vérité. La reine déliberoit en particulier avec les secretaires d'état, ou avec ceux qu'elle jugeoit à propos de consulter, & ensuite on rapportoit au conseil les affaires qui devoient y être mises en délibération.

La reine qui se croyoit en partie redevable de la régence au duc d'Epemon, lui donna un appartement au Louvre, en disant qu'elle ne s'y croyoit pas en sureté, s'il en étoit éloigné. Les ministres eurent ordre de lui communiquer toutes les dépêches, & de ne se conduire que par ses avis. Il est étonnant que Monsieur de Sulli ne le nomme pas parmi ceux qui assistoient au conseil public. Outre les anciens ministres du feu roi, il fut composé selon lui, du prince de Conti & du comte de Soissons, du cardinal de Joyeuse, du connétable, des ducs de Mayenne & de Guise, du maréchal de Brissac, des sieurs de Châteauneuf, de Pontcarré, de Vic & de Caumartin. Le prince de Condé & le duc de Bouillon qui y eurent entrée dans la suite n'étoient pas encore arrivés.

Monsieur de Sulli, comme on peut croire, ne nous donne pas une idée fort avantageuse de ce qu'il appelle le conseil secret. « On n'est pas embarrassé, dit-il, de savoir ce qui s'y traitoit. L'union des couronnes de France & d'Espagne. Le renoncement aux plus anciennes alliances de la couronne avec les princes étrangers ; l'abolition de tous les édits de pacification ; la destruction des protestans ; l'expulsion de tous ceux de cette religion qui étoient en place ; la disgrâce de tous ceux qui ne voudroient pas plier sous le joug de ces nouveaux favoris ; la dissipation des trésors amassés par le feu roi pour s'attacher les avarés & les ambitieux.... c'est-à-dire, mille projets aussi pernicioeux au roi & à l'état, qu'avantageux aux ennemis, étoient le grand objet des délibérations de ces nouveaux conseillers.

Le comte de Soissons arriva à Paris le 17. Mai (a). La reine lui avoit envoyé la Varenne pour lui faire part de la mort du roi, & pour le prier de se rendre au plutôt à la cour. (a) D'autres disent le 16. On a suivi la date marquée dans le journal de l'Etoile,

Mem. de Sulli,
t. 8. l. 28. nouv.
édit.

Mercur. Fran-
çois.
Arrivée du com-
te de Soissons.

Il étoit encore en route , lorsqu'il apprit que cette princesse avoit été déclarée régente. Il s'en plaignit hautement à son arrivée , & il prétendit que l'on n'auroit pas dû terminer une affaire de cette importance sans l'en avoir averti , & même sans attendre son retour : mais comme la chose étoit sans remède , il ajoûtoit que par-là on lui avoit ôté la satisfaction qu'il auroit eue à y donner son consentement , ainsi qu'il l'avoit promis à la reine il y avoit long-temps. Mais comme il s'étoit persuadé qu'il n'y avoit qu'à parler haut pour se faire craindre , il soutint que l'arrêt qui donnoit la régence à la reine mere étoit nul ; qu'il n'appartenoit pas au parlement de la donner , & qu'elle ne pouvoit être établie que par le testament des rois , par une déclaration faite de leur vivant , ou par l'assemblée des états généraux.

1610.

Hist. de la mere
& du fils.

Ces discours débités par un prince hardi & entreprenant embarrassèrent les ministres. Ils tâcherent de l'appaiser en lui représentant que le parlement avoit agi dans cette occasion de son propre mouvement & sans leur participation ; qu'on avoit eu égard au besoin de l'état , qui dans le trouble général qu'avoit causé la mort inopinée du feu roi, auroit été exposé à un péril évident , pour peu que l'autorité du gouvernement eût été seulement quelques jours douteuse & incertaine ; que le parlement n'avoit point prétendu accorder la régence à la reine mere de sa propre autorité ; qu'il n'avoit fait que suivre & déclarer l'intention du feu roi , qui avoit toujours été de confier à cette princesse le gouvernement du royaume , non-seulement en son absence pendant qu'il seroit à l'armée , mais même après sa mort , ainsi qu'il s'en étoit expliqué plus d'une fois assez publiquement. Mais ce qui contribua le plus à le persuader & à l'adoucir , fut une pension de cinquante mille écus & le gouvernement de Normandie , que le sieur de Bullion après avoir eu quelques entretiens avec ce prince , conseilla à la reine de lui accorder. (a)

Le duc d'Epemon étoit allé au-devant de lui , avec une grande suite de gentilshommes , & ce prince voyant le cré-

(a) Monsieur de Sulli assure dans ses mémoires , que le feu roi lui avoit offert ce gouvernement , pourvu qu'il changeât de religion ; mais qu'il ne voulut pas l'accepter à cette condition , & qu'Henri IV. le mit sur la tête d'un de ses enfans , à qui on l'ôta pour le donner au comte de Soissons.

1610.

Vie du duc d'Ep-
pernon, t. 2.Journal de l'E-
toile.

Du 22. Mai.

Mercure Fran-
çois, t. 1.

dit que ce seigneur avoit à la cour rechercha son amitié; leur liaison fut d'abord si étroite, que le comte de Soissons fit part au duc d'Epéron du dessein qu'il avoit de faire poignarder le duc de Sulli dans le Louvre, & le conjura de ne pas s'y opposer. Mais quoique le duc d'Epéron ne fût pas ami du duc de Sulli, il rejetta cette proposition avec horreur, & il représenta au comte de Soissons que les gardes qu'il avoit l'honneur de commander, étant principalement chargés de faire rendre à la personne de sa majesté le respect qui lui est dû, il ne pouvoit consentir à une pareille violence sans manquer au plus essentiel de ses devoirs. Le duc de Sulli n'eut sans doute aucune connoissance de cet horrible projet; mais il n'ignoroit pas à quel point le comte de Soissons étoit irrité contre lui, & craignant le ressentiment de ce prince, il résolut de rechercher ses bonnes grâces, & de faire sa paix avec lui. Il alla donc le trouver, lui fit les plus basses soumissions, & le supplia de lui pardonner ce qui s'étoit passé du temps du feu roi. Le comte de Soissons parut se contenter de cette satisfaction, & l'ayant embrassé, dit le journal, *se dit son ami (comme devant) & Sulli son serviteur (comme il avoit toujours été)*. Il n'est point parlé de cette démarche du duc de Sulli dans ses mémoires: on y voit seulement qu'il fut *l'un de ceux dont monsieur le comte de Soissons voulut bien pendant quelque temps se dire l'ami*; mais que l'avidité insatiable de ce prince, ses demandes éternelles, les ruses mêmes & les artifices qu'il employoit pour tirer de l'argent ne tarderent pas à le brouiller de nouveau avec le sur-intendant.

La première attention de la régente, fut de calmer les alarmes des huguenots, par une déclaration qui confirmoit toutes les dispositions portées par l'édit de Nantes. Ils comptoient sur la bonté du feu roi, & il s'en falloit beaucoup qu'ils eussent la même confiance dans ceux qui paroissoient avoir le plus de crédit auprès de la reine: ils s'imaginoient que l'on ne songeoit qu'à les détruire, & ils étoient encore assez puissans pour se faire craindre; ainsi l'on se hâta de publier cette déclaration, pour les rassurer & pour prévenir les soulèvemens qu'ils auroient pu exciter dans les provinces. On en publia une autre pour défendre le port d'armes, datée du 27. Mai. Ce fut le jour de l'exécution de Ravillac, dont

le procès avoit été commencé dès le 17. du même mois. Quoiqu'il fût gardé fort exactement, on se plaignit en ce temps-là de ce que toutes sortes de personnes avoient la liberté de le voir & de lui parler. Il fut jugé par le parlement, les trois chambres assemblées, c'est-à-dire, la grand'chambre, la tournelle & la chambre de l'édit. Avant qu'il comparût devant ce tribunal, on lui voila le visage en le tirant de prison, sans lui dire où on le menoit, dans l'espérance que la vûe des magistrats assemblés feroit plus d'impression sur son esprit, & que la crainte soudaine dont il seroit frappé pourroit le porter à découvrir la vérité : mais cette précaution n'eut pas le succès qu'on en attendoit. Quand il fut sur la sellette, assis vis-à-vis du premier président, on lui ôta son voile. Il s'aperçut qu'il étoit dans la grand'chambre au milieu de ses juges ; il les regarda froidement sans témoigner aucune crainte, se mit à genoux, baïsa la terre, & répondit hardiment aux interrogations qu'on lui fit, avouant son crime, mais continuant à nier, comme il avoit toujours fait, qu'il eût aucun complice. On proposa de lui donner des questions beaucoup plus cruelles que toutes celles qui étoient en usage : mais cette proposition fut rejetée, & on se contenta de l'appliquer rudement aux questions usitées. Le premier président de Harlai voulant l'intimider, lui dit, que s'il persistoit à cacher ses complices, on feroit venir d'Angoulême son pere & sa mere, que l'on brûleroit tout vifs en sa présence, afin de détruire par le feu jusques au dernier reste de sa maudite race. Ce magistrat lui ajouta, qu'il étoit permis par les loix civiles & canoniques d'en user ainsi, dans des cas aussi affreux & aussi énormes que le sien : mais il nia au premier président que cela eût jamais été pratiqué, & il soutint que l'on ne le pouvoit faire, sans violer toutes les loix divines & humaines. Il parut cependant frappé de cette menace ; mais elle ne lui fit pas changer de langage. On peut voir ce qui nous reste de son procès dans le premier tome du mercure François, & dans le dernier des mémoires de Condé.

Son jugement porte, qu'il aura la main droite brûlée dans un feu de soufre, qu'il sera tenaillé aux mammelles, aux bras, aux cuisses & aux gras des jambes ; & que tous ces en-

1610.

Procès de Ravallac.

Journal de l'Etoile, t. 4.

1610.

droits seront ensuite arrosés de plomb fondu , d'huile bouillante , de poix-résine , de cire & de soufre fondus ; qu'il sera tiré & démembré à quatre chevaux , & ses membres jettés au feu & réduits en cendres.

Le même arrêt ordonne que la maison où il est né sera démolie sans qu'à sa place il puisse être fait aucun bâtiment. L'on montre encore les ruines de cette maison dans la ville d'Angoulême. Il est enjoint à son pere & à sa mere de vider le royaume dans quinzaine après la publication de l'arrêt ; avec défenses d'y jamais revenir , à peine d'être pendus & étranglés , sans autre forme ni figure de procès : on défend à ses freres , sœurs , oncle & parens de porter le nom de Ravallac , & l'on leur enjoint d'en changer sous les mêmes peines.

Lorsqu'on le fit sortir de la prison pour lui prononcer cet arrêt , les prisonniers en le voyant passer , l'accablèrent de malédictions & d'injures. Le greffier le pressa de reveler ses complices : mais il répondit qu'il n'en savoit pas plus qu'il en avoit déclaré. Il avoua qu'il avoit fait une grande faute , où la tentation du diable l'avoit porté , priant le roi , la reine , la cour & tout le monde de lui pardonner ; il répéta plusieurs fois les mêmes choses ; & le greffier voyant qu'il n'en tiroit rien de plus , le laissa entre les mains des sieurs Filescac & Gamaches docteurs de Sorbonne , qui étoient chargés de l'assister à la mort. Il voulut qu'ils déclarassent au greffier , que ce qu'il leur avoit dit en confession par rapport aux complices , étoit entièrement conforme à ce qu'il avoit toujours répondu dans ses interrogatoires. Le greffier revint encore pour le sommer de dire la vérité sur ce point , & il persista à soutenir qu'il avoit agi de son propre mouvement & sans le conseil de personne. (a) Il seroit difficile d'exprimer tous les sentimens d'indignation & de douleur que le peuple fit paroître à la vue de ce misérable , lorsqu'on le conduisit au parvis de Notre-Dame pour y faire amende-honorable , & ensuite à la greve pour y être exécuté. Il en fut lui-même si

(a) Ravallac avoit été reçu dans la maison des Feuillans de Paris pour y être frere convers. Il en fut chassé avant la fin de son noviciat , parce qu'il étoit

sujet à des accès de folie, *ut lunaticus* , c'est ce qui fut écrit sur le registre de la communauté.

frappé

frappé, qu'il ne put s'empêcher de dire, que s'il avoit su que le roi eût été si chéri de son peuple, il n'auroit jamais eu la pensée d'attenter à sa vie. Lorsqu'on eut fait silence pour écouter la lecture de son arrêt, & que l'on en vint à ces mots : *tué le roi de deux coups de couteau*, les clameurs recommencerent, & l'on entendit de tous côtés des cris affreux. Les docteurs qui l'assistoient furent obligés de chanter seuls le *Salve regina*. Le peuple refusa de chanter avec eux, on les empêcha même de continuer. On pressa ce malheureux jusqu'au dernier instant de déclarer ses complices : mais il persista jusqu'à la fin à dire qu'il n'en avoit aucun.

Lorsqu'on jeta du plomb fondu & de l'huile bouillante sur les plaies qu'on lui avoit faites en le tenaillant, il poussa de grands cris. Un jeune garçon en eut pitié, & soit qu'il fût transporté du même esprit de fureur qui avoit animé ce parricide ; soit qu'il ne parlât que par un sentiment de compassion, il s'avisa de dire tout haut : *Quelle cruauté !* Il pensa payer cher cette parole, & s'il n'eût pris la fuite, le peuple étoit disposé à le mettre en pieces.

Matthieu dans
un écrit intitulé :
mort d'Henri le
Grand.

Il est certain qu'en ce temps-là même, l'esprit & les maximes des plus furieux & des plus scelerats d'entre les ligueurs n'étoient pas tellement effacés, qu'il n'y eût encore quelques malheureux qui en conservoient des traces & des vestiges. On en peut juger par des traits semblables rapportés dans le journal de l'Étoile, & qui montrent qu'il se trouvoit encore des gens à qui le parricide de Ravaillac ne paroissoit pas un crime aussi exécrationnable qu'il l'étoit en effet. On tâcha d'y remédier en faisant condamner par la Sorbonne quelques livres, où l'on lisoit des maximes contraires au respect inviolable que l'on doit à la majesté des souverains.

Les obseques d'Henri IV. se firent à Saint-Denys le 29. de Mai. Elles avoient été précédées quelques jours auparavant de celles d'Henri III. dont le corps étoit demeuré dans l'église de saint Corneille de Compiègne. Henri IV. l'y avoit laissé, & l'auteur de l'histoire de la mere & du fils en apporte une raison singulière, mais dont il seroit difficile de garantir la vérité. Il prétend qu'Henri IV. étant monté sur le throne, on lui dit que peu de jours après que le corps d'Henri III. seroit porté en terre, le sien y seroit mis aussi ; & que

1610.

Le 25. de Mai.

Lettre du prince
de Condé dans le
journal de l'Etoi-
le, datée de Mi-
lan le dernier Mai
1610.

Mem. de Ne-
vers, t. 2. p. 864.

ce prince frappé de cette prédiction, s'imaginoit prolonger sa vie en différant l'enterrement de son prédecesseur. Quoiqu'il en soit, ce fut le duc d'Epernon à qui la mémoire d'Henri III. étoit toujours chère, qui détermina la reine mere à lui rendre les derniers honneurs, en faisant porter son corps à saint Denys, dans le tombeau d'Henri II. & de la reine Catherine de Medicis.

Le prince de Condé étoit alors à Milan, où il reçut la nouvelle de la mort d'Henri IV. par une lettre de la princesse de Condé sa mere, à laquelle il adressa aussitôt deux lettres; l'une pour le jeune roi, & l'autre pour la reine mere: & en la chargeant de les présenter, il lui manda que la reine savoit mieux que personne les justes raisons qui l'avoient déterminé à sortir du royaume. *C'est pourquoi, dit-il, je vous prie de l'assurer que tout ce qu'on peut lui avoir dit que j'aye parlé hors de cette cause, est très-faux, lui ayant toujours gardé & au roi monseigneur, son fils, l'honneur & le respect que doit un très-humble serviteur.*

On avoit accusé ce prince d'être entré dans les vûes des Espagnols pour troubler le royaume; & l'on voit dans une instruction donnée par Henri IV. à monsieur de Bullion, qu'il envoyoit traiter avec le duc de Savoye, un article qui regarde le prince de Condé, où il est dit, que sa sortie du royaume étoit fondée sur des motifs tout différens de ceux qu'il avoit publiés & qui étoient d'une toute autre conséquence pour le roi, pour monseigneur le Dauphin, & pour la France. L'on y apporte en preuve de ses pernicieux dessein, les langages tenus par ledit prince étant à Bruxelles, & depuis par les principaux conseillers dudit roi d'Espagne. C'est apparemment à ces accusations qu'il fait allusion dans sa lettre. Il est certain que les Espagnols n'oublioient rien pour empoisonner l'esprit de ce prince: Pierre Guzman de Tolede comte de Fuentes, gouverneur du Milanès, osa même lui proposer après la mort d'Henri IV. de disputer la couronne à Louis XIII. sous prétexte que le divorce d'Henri IV. avec la reine Marguerite étant insoutenable, les enfans nez de son mariage avec Marie de Medicis n'étoient pas légitimes; il lui dit que s'il vouloit se porter pour roi de France, ses prétentions seroient appuyées de l'Espagne. Mais il paroît

que le prince de Condé rejeta ces propositions, où il y avoit pour le moins autant de chimere que d'injustice.

1610.

Hist. de la mere
& du fils.

Quelque empressement qu'il eût de se rendre au plutôt à la cour de France, il ne put y arriver que le 19. de Juillet 1610. & par conséquent deux mois après la mort d'Henri IV. parce que le comte de Fuentes lui déclara qu'il ne pouvoit le laisser sortir de son gouvernement sans un ordre de la cour d'Espagne, qu'il fallut attendre quelque temps. D'ailleurs le prince ne vint point directement de Milan à Paris, il voulut passer par Bruxelles, où il avoit laissé sa femme.

Le duc de Bouillon qui étoit à Sedan lorsque Henri IV. mourut, arriva plutôt que le prince de Condé; sa souveraineté de Sedan, ses alliances & ses intelligences avec les princes étrangers, le credit qu'il avoit dans le parti huguenot, dont il étoit regardé comme un des principaux chefs, le rendoient fort considérable : c'étoit d'ailleurs un homme d'un esprit supérieur, habile à profiter des circonstances & à se prévaloir des moindres avantages; aussi propre à former des intrigues qu'à en sortir heureusement. Il avoit su se faire craindre plus d'une fois d'Henri IV. même, & lorsque ce grand prince fatigué des inquiétudes & des embarras qu'il lui causoit, paroissoit avoir pris la résolution de s'en venger; il avoit toujours trouvé le moyen de détourner l'orage qui le menaçoit, & de se réconcilier du moins en apparence avec son souverain.

Il vint assez à temps pour assister au conseil extraordinaire qui se tint au commencement de la régence, où l'on examina ce que l'on feroit des deux armées que le feu roi avoit mises sur pié; l'une étoit en Dauphiné, & l'autre en Champagne. La première, commandée par le maréchal de Lesdiguières étoit destinée à prêter main-forte au duc de Savoye pour lui aider à conquérir le Milanès. Le feu roi s'y étoit engagé par le traité de Burfol, qui venoit d'être signé par le maréchal de Lesdiguières & par monsieur de Bullion le 25. Avril 1610. vingt jours avant la mort d'Henri IV. Par ce traité la France devoit fournir au duc de Savoye douze cents cavaliers, quatre cents carabins & quatorze mille hommes d'infanterie entretenus aux dépens du roi. Le duc de son côté offroit de mettre sur pié quatorze mille hommes d'infanterie, mille

1610.

cavaliers & mille arquebusers à cheval ; & au lieu du duché de Savoye que l'on lui avoit demandé d'abord en dédommagement des frais de la guerre , il s'engageoit à remettre au roi le fort & château de Montmelian pour les faire démolir , à condition que la conquête entière du duché de Milan seroit réunie à la Savoye & au Piémont. Il fut réglé que pour la sûreté des troupes du roi les villes de Valence & d'Alexandrie, ou deux autres villes de pareille qualité qui seroient prises sur le duché de Milan , demeureroient en dépôt entre les mains du roi jusqu'à ce que les troupes de sa majesté se retirassent pour revenir en France.

Il est dit à la fin du Traité que les ambassadeurs du duc de Savoye se rendront auprès du roi le 25. du mois de Juin prochain pour y passer le contrat authentique du mariage de Madame fille du roi , avec monseigneur le prince de Piémont. Tels sont les principaux articles du traité de Burfol ; & il fut question de savoir , si la régente maintiendrait ce traité , ou s'il demeureroit sans exécution.

A l'égard de l'armée de Champagne , elle étoit destinée à soutenir les prétentions de divers princes d'Allemagne sur la succession de Cleves , & à reprendre la ville de Juliers , dont l'archiduc Leopold s'étoit rendu maître en qualité de commissaire de l'empereur.

Il faut remarquer que ces deux armées n'étoient pas encore complètes , & que l'on faisoit tous les jours des levées pour achever de les former. On mit donc en délibération , si l'on continueroit ces levées , & si les deux armées, ou seulement une des deux seroient conservées : si l'on soutiendrait l'entreprise du duc de Savoye sur le duché de Milan , où seulement celle des princes d'Allemagne qui assiégeoient déjà la ville de Juliers. Les avis furent fort partagés sur ces différens objets. Les uns proposèrent de licencier toutes ces troupes , & d'abandonner tous les projets du feu roi. Ils représentèrent que dans un temps de minorité, il étoit de l'intérêt de la France d'être en paix avec tous ses voisins ; dans la crainte que les puissances à qui elle déclareroit la guerre, ne cherchassent à exciter dans son sein des troubles & des divisions intestines, qui feroient plus de tort au royaume, que toutes les conquêtes à faire sur l'étranger ne pourroient lui

procurer d'utilité ; que la puissance de l'Espagne étoit si grande qu'on ne pouvoit trop la ménager , & qu'il valoit mieux s'unir avec elle par les mariages qui avoient déjà été proposés , que d'entreprendre de lui résister ou de la détruire. D'autres prétendirent qu'il seroit honteux à la France , & injurieux à la mémoire du feu roi , de violer la foi des traités qu'il avoit signés , & de ne pas tenir aux alliés de la couronne toutes les paroles que ce grand prince leur avoit données. Les uns vouloient que l'on diminuât seulement le nombre des troupes qu'on leur avoit promises ; d'autres qu'on ne leur donnât plus aucun secours d'hommes , mais seulement en argent. L'opinion de monsieur de Sulli fut de cesser les levées qui étoient commencées , parce qu'il lui paroissoit indubitable que les desseins du feu roi ne seroient pas suivis dans toute leur étendue. Mais il ajouta que l'on devoit au moins les suivre en partie pour ne pas manquer absolument à ce que l'on devoit à la mémoire de ce prince & à la réputation de la France. Qu'ainsi sans chercher à augmenter les armées que l'on avoit sur pié , il falloit les conserver afin qu'elles fussent en état d'agir , supposé que les princes d'Allemagne & le duc de Savoye eussent besoin de notre secours.

Le chancelier de Silleri approuva le projet de s'unir avec l'Espagne : mais il vouloit que l'on y travaillât sans montrer ni crainte ni foiblesse. Ainsi il conclut à licencier l'armée du Dauphiné , qui donnoit le plus d'ombrage aux Espagnols , & à envoyer à Juliers celle de Champagne. Cet avis prévalut , & la résolution fut prise de rompre entièrement le traité de Burfol , & d'abandonner le duc de Savoye. Monsieur de Sulli eut beau représenter le plus fortement qu'il lui fût possible , l'indignité , d'une telle conduite , on n'eut aucun égard à ses remontrances , & le sieur de Bullion fut renvoyé au duc de Savoye pour lui déclarer qu'il devoit songer à pourvoir à ses affaires , sans compter sur le secours qu'on lui avoit promis du temps du feu roi. Bullion fut même chargé d'en demander à ce prince une décharge expresse au plutôt dans le mois de Juillet prochain , parce que la France n'étoit pas en état d'entretenir un si grand nombre de troupes , & que d'ailleurs elle ne vouloit plus s'engager avec lui dans une ligue offensive. On permettoit seulement de lui offrir une ligue défensive.

Mem. de Condé,

t. 2.

1610.

Datée du der-
nier jour de Juin
1610.

sive, qui ne pouvoit donner aucun ombrage aux autres puissances.

L'instruction qui fut donnée à Monsieur de Bullion, rapportée au second tome des memoires de Nevers, est pleine d'artifices & d'ambiguités. On y cherche mille détours pour pallier la conduite odieuse que l'on tenoit à l'égard du duc de Savoye : cependant on y paroît toujours disposé à conclurre le mariage du prince de Piémont avec une fille de France : mais on charge monsieur de Bullion de ne pas rechercher cette alliance avec autant d'empressement que l'on en avoit témoigné sous le regne précédent. On y suppose que rien ne sera plus facile au duc de Savoye, que de se réconcilier avec l'Espagne ; on lui offre la médiation de la France pour ménager cette réconciliation, & on lui insinue que pour y parvenir, il peut, s'il le veut, mettre un de ses enfans au service de la couronne d'Espagne.

Mais il s'en falloit beaucoup que les Espagnols fussent dans des dispositions aussi favorables pour le duc de Savoye, qu'on vouloit le lui persuader. Quelque soin qu'on eût pris pour leur cacher le traité de Burfol, ils n'avoient pas laissé d'en être informés, & dès qu'ils virent que le duc de Savoye étoit abandonné de la France, ils résolurent d'en tirer une vengeance éclatante. Le gouverneur du Milanès reçut ordre d'entrer en Piémont avec les troupes que l'on avoit rassemblées dans son gouvernement, & le duc de Savoye n'étant point en état de résister à une si grande puissance, eut recours à la négociation. Il fallut offrir au roi d'Espagne toutes les satisfactions qu'il jugeroit à propos d'exiger.

Le jeune prince de Piémont fils aîné du duc de Savoye ; fut obligé de partir pour la cour d'Espagne, accompagné du comte de Verrue & de l'évêque de Saint-Jean de Maurienne qui devoient lui servir de conseil. Il prit sa route par Lyon & par Bourdeaux ; on ne lui rendit aucun honneur dans les villes d'Espagne qu'il traversa. Etant arrivé à Madrid, il eut d'abord audience du roi d'Espagne, qui le reçut assez bien ; mais qui affecta de lui demander des nouvelles de la cour de Piémont, sans lui parler de son pere. Le prince de Piémont tâcha d'appaiser ce monarque irrité dans une seconde audience, en prononçant une harangue qu'il avoit préparée avec

son conseil. On avoit tâché d'y ménager tellement les termes, qu'elle pût satisfaire le roi d'Espagne, sans être cependant trop basse & trop soumise. Le roi parut disposé à s'en contenter : mais les ministres d'Espagne n'en furent pas contens. Ils demanderent une satisfaction par écrit, & ils en dressèrent eux-mêmes la formule. Elle étoit conçue en ces termes :

1610.

» Sire, le duc monseigneur & pere, arrêté lui-même par
» son âge & ses affaires, m'envoye supplier votre majesté à
» genoux, d'agréer la satisfaction que je lui fais ici. Je n'ai
» point d'expression assez forte pour lui marquer l'extrême
» douleur que la perte de ses bonnes grâces cause au duc mon
» pere. Je me jette encore une fois aux piés de votre majesté,
» résolu de ne me relever pas quand je devrois y mourir,
» qu'elle ne m'ait accordé ce que je lui demande. C'est de
» prendre le duc, mon pere & toute notre maison sous votre
» royale protection. Vous nous donnerez, sire, en cette occasion
» une marque de votre facilité à pardonner les plus
» grandes fautes, & de la bonté que vous avez toujours eue
» pour une maison qui vous est parfaitement dévouée, & qui
» vous honore comme son seigneur & son pere. C'est la protestation
» qu'en fait à vos genoux un prince de votre sang,
» & je la signerai du mien s'il est nécessaire. Le duc, mon
» pere, se repose entièrement sur la bonne volonté de votre
» majesté, & nous nous abandonnons à elle sans réserve. Si
» elle daigne nous accorder la grâce que je lui demande humblement ;
» ce sera un nouveau lien qui nous attachera éternellement à votre service.

Le conseil du prince de Piémont n'oublia rien pour lui épargner une démarche si humiliante. Le comte de Verrue représenta que le jeune prince avoit suivi exactement les instructions que son pere lui avoit données, & qu'il n'étoit point autorisé à en faire davantage : mais il fallut subir la loi du plus fort, & le discours fut prononcé par le prince de Piémont en présence du roi d'Espagne, qui répondit gravement en ces termes :

Le 19. Dec.
1610.

» A la priere du pape & du roi de France, en considération de ce que vous êtes venu ici, & de la demande que vous m'en faites, je veux bien ne pas exécuter les résolutions que j'avois prises. Je donnerai des marques de ma

1610.

» bienveillance au duc votre pere , à mesure que sa bonne
» conduite m'y engagera.

Le prince de Piémont fit une profonde révérence , & remercia le roi de la grace qu'il vouloit bien accorder au duc de Savoye. La cour d'Espagne contente d'avoir réduit ce duc à un si grand abaissement , révoqua les ordres qu'elle avoit donnés au gouverneur de Milan. Ce gouverneur se nommoit Velasco , il étoit connétable de Castille , & venoit de succéder dans ce gouvernement au comte de Fuentes , qui mourut cette année à l'âge de quatre-vingts-cinq ans.

Ceux qui regrettoient en France le gouvernement du feu roi , ne manquèrent pas de se plaindre de ce que l'on avoit souffert qu'un prince souverain eût été réduit à faire au roi d'Espagne une satisfaction si humiliante , précisément pour avoir fait un traité d'alliance avec nous : mais leurs plaintes ne furent point écoutées. La résolution étoit prise dans le conseil de régence d'entretenir la paix avec l'Espagne , & même de s'unir avec elle par un double mariage , & l'on songeoit seulement à donner quelques secours aux princes d'Allemagne & aux Etats Généraux , qui appuyoient les prétentions de ces princes sur la succession de Bergues & de Juliers. L'armée de Champagne étoit destinée à les soutenir , & comme le feu roi devoit en prendre le commandement , il n'y avoit point encore de général nommé pour la commander. Le duc de Bouillon demandoit cet emploi , & monsieur de Villeroi lui avoit donné quelque espérance de l'obtenir dans un temps où ce ministre étoit persuadé que cette armée feroit incessamment congédiée , ou du moins qu'elle resteroit en Champagne pour garder les frontieres sans entrer dans le pays ennemi : mais quand on eut décidé au conseil que nos troupes iroient joindre celles des Etats Généraux & des princes d'Allemagne , le duc de Bouillon somma monsieur de Villeroi de lui tenir parole & de lui en procurer le commandement. Ce ministre se trouva d'autant plus embarrassé , qu'il ne pensoit pas qu'il fût à propos de confier à un des principaux chefs du parti huguenot des troupes qui devoient agir conjointement avec celles des princes & des états protestans. Monsieur de Bouillon eut beau dire , malgré ses demandes & ses plaintes , le commandement de l'armée fut donné

donné au maréchal de la Châtre qui eut ordre de la conduire au siège de Juliers.

Le prince de Condé arriva enfin à Paris le 15. Juillet. En passant par Bruxelles, il fut sollicité comme à Milan par les Espagnols, de se porter pour héritier légitime de la couronne de France au préjudice du roi régnant. Ils étoient si entêtés de cette chimere, qu'ils avoient chargé leur ambassadeur à la cour de Rome de sonder là-dessus les sentimens du pape Paul V. qui ne se trouverent pas conformes à leur idée, non plus que ceux du prince de Condé.

La reine l'envoya complimenter sur la frontiere par le sieur de Barraut qui avoit été ambassadeur en Espagne. Sa prochaine arrivée ne laissoit pas de causer beaucoup d'inquiétude à cette princesse. Elle craignoit qu'il n'entreprît de lui disputer la régence, & de se rendre maître du gouvernement. On jugea même à propos d'armer les bourgeois de Paris, & de créer de nouveaux officiers pour les commander qui prêterent serment de fidélité à la reine. Tout le peuple parut disposé à soutenir les interêts de la régente, & l'on n'entendoit que ces mots dans les rues : *Nous ne reconnoissons que le roi & la reine.*

Le prince de Condé de son côté n'étoit pas exempt de crainte & de soupçon. Il ne voulut pas entrer dans Paris sans être bien accompagné, & il fit solliciter sous main un grand nombre de seigneurs & de gentilshommes d'aller au-devant de lui, afin de paroître d'abord avec une suite qui obligéât la cour à le respecter.

Les princes de la maison de Lorraine & le duc de Bouillon allerent le trouver jusques à Senlis. Le maréchal d'Estrees y ajoute monsieur de Sulli : mais celui-ci ne fait pas entendre dans ses mémoires qu'il ait été si loin.

L'empressement de ces seigneurs ne plaisoit pas à la reine mere, & monsieur de Sulli n'obtint qu'avec peine la permission de les suivre. Comme il étoit brouillé avec le comte de Soissons, & que la plupart de ceux qui étoient en crédit auprès de la reine avoient juré sa perte, il vouloit gagner la faveur du prince de Condé pour se soutenir. Dans ce dessein il se hâta de lui faire payer une pension qui lui étoit due.

Le prince de Condé entra dans Paris avec une suite d'en-

Tome XIII.

E

1610.

Arrivée du prince de Condé,
Mémoires de la régence.
Hist. de la mere & du fils.

Mercure François, t. 1.

Mémoires de la régence.

1610.

viron quinze cents chevaux. Il alla droit au Louvre; il vit le roi & la reine, & la manière dont il fut reçu le tranquillisa. Le président de Thou qui étoit chef de son conseil avoit déjà travaillé à le rassurer : mais ce qui contribua le plus à dissiper ses alarmes , fut une pension de deux cents mille francs que la reine lui donna, & l'hôtel de Gondy (a) qu'elle acheta pour lui en faire présent.

*Commencement
de la disgrâce de
M. de Sulli.*

Le duc de Sulli s'apercevoit tous les jours de la diminution de son crédit. Il fit sonder Conchine qui avoit dès-lors un empire absolu sur l'esprit de la reine, par le moyen de sa femme, pour savoir ce qu'il avoit à espérer ou à craindre du nouveau gouvernement. Arnaud intendant des finances, fut chargé de pressentir les dispositions de ce favori, à l'égard du sur-intendant. Il ne fut pas difficile de les pénétrer ; à peine Arnaud eut-il exposé le sujet de sa commission, que Conchine répondit d'un ton aigre : » Comment , monsieur » Arnaud , monsieur de Sulli prétend donc encore gouverner les affaires de France comme du temps du feu roi ? c'est » à quoi il ne doit nullement s'attendre. La reine étant » gente , c'est à elle à disposer de tout , & je lui conseille de » se rendre souple à ses volontés. Quant à ma femme & à » moi , nous n'avons besoin de l'aide ni de la faveur de personne. Sa majesté nous aime , parce que nous l'avons bien » servie. Personne ne sauroit empêcher le bien qu'elle voudra nous faire.

Ce discours étant rapporté au duc de Sulli, lui fit comprendre que l'on étoit résolu de ne point suivre ses conseils, & que tôt ou tard, il seroit obligé de se défaire de ses charges, & de quitter la cour.

Il suffisoit qu'il proposât un avis au conseil, pour qu'il fût rejeté ; il avoit beau l'appuyer des plus solides raisons, on n'y avoit aucun égard. On en a déjà vu un exemple dans l'affaire du duc de Savoye. Il ne fut pas plus écouté dans celle de Juliers ; il voulut empêcher que l'on ne fît partir l'armée de Champagne pour aller joindre celle des Etats Généraux, commandée par le fameux comte Maurice qui assiégeoit cette place & qui la serroit de si près, qu'il étoit impossible qu'elle lui échappât ; il représenta qu'on n'avoit nullement

(a) On l'appelle aujourd'hui l'hôtel de Condé.

besoin de notre secours pour la prendre, que c'étoit s'engager dans une dépense fort inutile, que d'envoyer une armée se montrer simplement à un siège déjà formé & prêt à finir, sans que nous pussions en espérer aucune gloire ni en tirer aucun avantage. On affectoit de le contredire en toute occasion. Les affaires même des finances qui sembloient plus particulièrement de son ressort étoient souvent décidées contre son avis ou sans sa participation.

1610.

On révoqua un grand nombre d'édits burfaux publiés par le feu roi: le maréchal d'Estrées n'en compte que cinquante-quatre; mais l'auteur du mercure François qui en fait le dénombrement & qui en rapporte les titres, en compte jusqu'à cinquante-neuf. Monsieur de Sulli étoit l'auteur de ces édits, ou du moins il les avoit laissé subsister, & l'on ne cherchoit pas à faire l'éloge de son administration en les supprimant.

Les lettres patentes qui ordonnent cette suppression sont datées du 22 juillet 1610. Elles furent enregistrées au parlement le 23 Août & à la chambre des Comptes le premier Septembre de la même année, avec des clauses expressees contre ceux qui avoient acheté les charges de nouvelles créations, sans les formalités nécessaires. D'autres édits semblables furent seulement sursis jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné.

Sur les requêtes présentées au conseil par des communautés entières & par divers particuliers, qui se plaignoient des vexations que l'on commettoit dans l'imposition & dans la perception des taxes des francs-fiefs & des nouveaux acquêts, il fut ordonné que les rôles de ces taxes seroient remis entre les mains des commissaires nommés pour les examiner. On accorda par le même arrêt la main-levée de toutes les saisies qui avoient été faites à ce sujet dans le ressort du parlement de Paris, & on ordonna qu'il seroit sursis à toutes exécutions & contraintes à l'occasion de ces droits.

On fit un nouveau bail de la ferme du sel dont le prix fut diminué d'un quart, quoique les fermiers s'obligeassent à en payer toujours la même somme au roi. Tous ces changemens étoient agréables au peuple, & plusieurs les regarderent comme une censure tacite de ce qui s'étoit passé sous

Mercure François, t. 1. f. 510.
Mem. de la régence, p. 14.

1610.

Mémoires de
Sulli, t. 8. l. 29.

le regne précédent. La reine exigea le payement du *comptant* que le feu roi faisoit mettre dans ses coffres, & cette princesse manda au duc de Sulli que l'argent qui en proviendrait seroit distribué par Beringhen premier valet de chambre, aux mêmes personnes auxquelles il avoit coutume de l'être. On appelloit *comptant* une ordonnance de payement, ou la quittance d'une somme payée par ordre du roi, sans spécifier à qui ni pourquoi elle avoit été donnée. Conchine fondeoit en quelque sorte sur ce comptant l'espérance de sa fortune. Il obtenoit par-là tout l'argent qu'il vouloit sans que le sur-intendant ni aucun des trésoriers de l'épargne en eussent la moindre connoissance. Il acheta de la maison d'Humieres le marquisat d'Ancre dès le commencement de la régence. Il eut encore le gouvernement de Perrone, Mondidier & Roye avec la lieutenance-générale de Picardie qu'il acheta de monsieur de Créqui. Le duc de Bouillon s'offrit de lui vendre sa charge de premier gentilhomme de la chambre. Monsieur de Bellegarde qui possédoit une charge pareille étoit brouillé avec Conchine qui ne trouva pas de meilleur moyen pour chagriner Bellegarde que de s'égalier à lui. Le duc de Bouillon lui céda volontiers la sienne; & Conchine ne se contenta pas de la lui payer, il fit encore supprimer tous les bureaux que le feu roi avoit établis aux environs de Sedan, pour la levée de ses droits d'entrée & de sortie; ce qui affranchissoit au profit du duc, toutes les denrées & toutes les marchandises qui sortoient de cette ville; avantage qui lui valut dans la suite plus que toute sa principauté.

Cette conduite déplaisoit extrêmement à monsieur de Sulli, & sembloit l'avertir qu'il ne conserveroit pas longtemps les charges importantes que le feu roi lui avoit confiées.

L'armée de Champagne qui étoit partie contre son avis pour aller à Juliers, joignit celle du comte Maurice & des princes confédérés au siège de cette ville; il étoit déjà fort avancé quand le maréchal de la Châtre y arriva. Les assiégés capitulerent le premier septembre: Raufchemberg & Schomberg qui commandoient dans Juliers en sortirent avec quinze cents hommes. Le premier qui étoit à la tête de cette gar-

raison ayant apperçu les trois princes Allemans qui avoient commandé au siège, savoir, le marquis de Brandebourg, le comte palatin du Rhin & le prince d'Anhalt, descendit de cheval pour les saluer. Après quelques complimens il présenta la main au maréchal de la Châtre qui lui tendit la sienne, Il voulut faire la même civilité au marquis de Brandebourg, qui le regardant de travers, se contenta de lui dire : *allez vous-en, monsieur, voilà votre chemin.*

1610.

Le siège de Juliers avoit duré environ cinq semaines, les assiégeans y perdirent plus de trois mille hommes.

Monsieur de Sulli assure dans ses mémoires que le comte Maurice eut tout l'honneur de cette expédition ; & comme il n'aimoit pas le maréchal de la Châtre qui s'étoit rendu odieux aux protestans dans le temps de la ligue, il a soin de remarquer que le comte Maurice fut surpris de ce que le général François qu'on lui envoyoit, n'avoit qu'une connoissance fort commune de ce qui se pratiquoit dans les sièges, & ne paroïssoit pas beaucoup plus habile dans les autres parties de l'art militaire. La guerre fut terminée par la prise de Juliers. Le comte Maurice ramena ses troupes en Hollande, & le maréchal se hâta de retourner en France, pour assister au sacre du roi, qui se fit à Rheims le 17 octobre, par le cardinal de Joyeuse. L'archevêché de Rheims étoit possédé par un prince de la maison de Lorraine, qui n'étant pas dans les ordres, ne se trouvoit pas en état d'officier à cette cérémonie. (a)

Les anciens ducs de Bourgogne, de Normandie & d'Aquitaine y furent représentés par les princes de Condé & de Conti & par le comte de Soissons ; & les anciens comtes de Toulouse, de Flandre & de Champagne par les ducs de Nevers, d'Elbœuf & d'Epéron. Le maréchal de la Châtre y fit les fonctions de connétable. Le lendemain de la cérémonie, le prince de Condé reçut l'ordre du Saint-Esprit. Le même honneur avoit été offert au cardinal de Joyeuse, qui le

Relat. mss. de
monseigneur de Rhodé
des grand maître
des cérémonies.

(a) Presque tous les historiens ont varié sur la date du sacre de Louis XIII. Le maréchal d'Estrées dans ses mémoires de la régence le place au mois de Novembre. Bassompierre au 10. d'Octobre.

L'auteur de l'histoire de la mere & du fils & le journal de l'Etoile au 18. Il est certain que ce prince fut sacré le 17. Octobre à Reims, où il étoit arrivé le 14. du même mois.

1610.

refusa pour n'être pas obligé de céder le pas au prince de Condé.

Monsieur de Sulli qui ne vouloit pas assister au sacre avoit pris ce temps-là pour faire un voyage dans ses terres. Il étoit déjà fort dégoûté de la cour, & il pensoit même à n'y plus revenir lorsqu'il reçut une lettre de la reine mere (a), qui le prioit de se trouver à Paris en même temps que le roi, qui devoit y retourner dans peu de jours. Cette invitation à laquelle il ne s'attendoit pas, releva un peu son courage & ses espérances. Il fit promptement réponse, & il assura la reine qu'il ne manqueroit pas de se rendre à Paris, si sa santé le lui permettoit, pour le temps qui lui étoit marqué.

Avant que le roi partît pour Reims, la reine mere avoit envoyé ses ordres au sieur d'Augier que l'on avoit chargé de pourvoir à l'embarquement des Maures chassés d'Espagne, qui se réfugioient en France pour passer en Barbarie. Sur la fin de l'année précédente, le roi d'Espagne leur avoit ordonné de sortir de ses états sur peine de la vie, par un édit daté de Madrid au mois de décembre 1609.

Mem. de Bassomp.
t. 1.

Bassompierre raconte que ces peuples s'étoient adressés à monsieur de la Force, lorsqu'Henri IV. vivoit encore, pour lui faire savoir qu'ils étoient résolus de se révolter contre le roi d'Espagne, pourvû que le roi de France leur envoyât quatre navires chargés d'armes & quatre mille hommes de troupes réglées avec monsieur de la Force pour les commander. Il ajoute que leur conspiration ayant été découverte, le secrétaire de monsieur de la Force que ce seigneur avoit envoyé en Espagne pour traiter avec eux, fut pendu à Sarragosse, & que sur cette découverte la résolution fut prise au conseil d'Espagne de faire exécuter avec la dernière rigueur l'édit par lequel les Maures étoient tous bannis de ce royaume à perpétuité. Dès que cet édit eut été publié en Espagne, les provinces de France voisines de ce royaume furent inondées de ces barbares, qui s'y rendoient par milliers avec leurs femmes & leurs enfans, & tout ce qu'ils pouvoient emporter avec eux.

Henri IV. jugea que le passage d'un peuple si nombreux,

(a) Cette lettre qui fut incontestablement écrite après le sacre, se trouve datée du 6. Octobre dans les mémoires de Sulli, c'est une faute manifeste.

étoit digne de son attention. Il publia un édit daté du 10 Février 1610, par lequel il permettoit à ceux qui voudroient embrasser la religion catholique, de rester dans le royaume, & de s'y établir; & à l'égard de ceux qui ne voudroient pas renoncer à la secte de Mahomet, il ordonnoit que l'on leur fournît des vaisseaux pour les transporter en Barbarie. Le sieur d'Augier, prévôt général du Languedoc, eut ordre de les faire conduire dans les ports où l'on trouveroit plus de facilité pour les embarquer. Après la mort d'Henri IV. il en arrivoit encore tous les jours de nouvelles troupes, & la régente fut avertie que plus de cinquante mille de ces Maures, sortis des royaumes d'Arragon & de Grenade, étoient sur le point d'entrer en France. Elle envoya en Provence le sieur d'Aymar, maître des requêtes, pour avoir soin de les faire transporter en Barbarie: mais d'Augier demeura seul chargé de cette commission dont il s'étoit acquitté jusques alors avec beaucoup de sagesse & de fidélité. Le feu roi avoit réglé ce que chacun devoit payer par tête pour les frais de l'embarquement. On avoit eû soin de fixer le prix des vivres qu'on leur fournissoit: mais afin que ceux qui étoient pauvres ne prétendissent pas rester dans le royaume, sous prétexte qu'ils étoient hors d'état de payer, d'Augier eut ordre de leur déclarer que les riches seroient obligés de payer pour les pauvres. Les ordres de la cour furent mal exécutés. Les Maures se plaignirent que ceux même que l'on avoit chargés de les secourir & de veiller à leur conservation, avoient été les premiers à les dépouiller. D'Augier fut obligé de se justifier par des écrits publics, & les Maures envoyèrent un député à la cour qui le poursuivit en justice. L'affaire fut renvoyée au parlement, où elle ne fut jugée que le 18 Mai 1613. D'Augier & deux bourgeois d'Agde qui avoient été complices de ses larcins, furent pendus en effigie dans la place de Greve. Le prévôt ayant d'abord été décrété d'ajournement personnel, avoit pris la fuite, & s'étoit retiré en Languedoc; ce qui ne donna pas au public une idée favorable de sa cause. On voit au second tome du mercure François, un certificat donné en sa faveur par quelques-uns de ces Maures qu'il avoit gagnés.

1610.

La France perdit cette année quelques hommes illustres dont la mort mérite d'être remarquée.

Celle de Charles de Bourbon, fils naturel d'Antoine, roi de Navarre, & par conséquent frere d'Henri IV. arriva au commencement de Juin dans son abbaye de Marmoutiers, où il s'étoit retiré après avoir quitté son archevêché de Rouen. Il étoit évêque de Lectoure en 1590, lorsqu'il se rendit à l'armée du roi avec le casque & la cuirasse, conduisant une compagnie de cinquante hommes d'armes. En passant par Tours il y trouva le cardinal de Bourbon son oncle, qui fut surpris de le voir dans cet équipage, & qui lui fit des reproches de ce qu'étant évêque, il vouloit se mêler de faire la guerre. Je n'ai pas commencé le premier, lui répondit-il, le feu cardinal de Guise m'en a donné l'exemple, & j'ai plus de droit de porter les armes pour mon frere, qu'il n'en a eu de les porter pour le sien.

Journal de l'Étoile.

L'abbaye de Marmoutier qu'il laissoit vacante par sa mort, fut donnée au frere de la marquise d'Ancre, que l'on appelloit le *magot de la cour*, parce qu'il étoit fort laid. On dit qu'il avoit si mauvaise mine, que jamais Conchine n'avoit osé le présenter au feu roi, dans la crainte que ce prince qui aimoit à railler ne fît des plaisanteries sur sa figure. On ajoute qu'il étoit aussi mal fait d'esprit que de corps, & d'une ignorance si crasse, qu'à peine savoit-il lire. Les moines de Marmoutier accoutumés à avoir pour abbés des princes ou de très-grands seigneurs, firent difficulté de le reconnoître en cette qualité. Il fut depuis nommé archevêque de Tours.

Du sieur de Vic.

Le sieur de Vic, gouverneur de Calais, & vice-amiral de France, mourut à Paris le 15 Juillet. C'étoit un homme d'une *assez basse naissance*, dit l'historien de la mere & du fils; mais d'une grande valeur, qui ne fut redevable de sa fortune qu'à son mérite & ses belles actions.

Le même auteur dit qu'il fut long-temps capitaine aux gardes, & qu'il s'étoit signalé en tant d'occasions, qu'Henri IV. le nomma sergent de bataille, à la journée d'Ivry. Il avoit le gouvernement de Calais, & il y faisoit observer une discipline si exacte, que la garnison qu'il commandoit étoit regardée comme un école fameuse, où les seigneurs de la plus haute

haute condition envoyoient leurs enfans pour y apprendre les regles & les véritables principes de l'art militaire. Le sieur de Valencé ayant appris à Calais la mort du gouverneur, commença par se rendre maître de la citadelle, & il écrivit ensuite à la reine - mere, pour lui demander ce gouvernement, en l'assurant qu'il n'auroit pas moins de zele pour le service du roi, que le sieur de Vic. Cette façon de demander un gouvernement parut si singuliere & si dangereuse, que non-seulement on obligea Valencé de sortir promptement de cette place; mais qu'il fut résolu qu'on ne le nommeroit point à l'ambassade d'Angleterre à laquelle il étoit destiné. Le gouvernement de Calais fut donné à d'Arquien.

Hist. de la mere
& du fils.

De Fresne Canaye, celebre par ses ambassades, & de Fresne Forget, secrétaire d'état, moururent aussi dans le cours de cette année.

Il ne se passa rien de fort considérable pendant l'année suivante; le crédit du marquis d'Ancre qui augmentoit tous les jours, attiroit toute l'attention des courtisans; tout passoit par ses avis, & l'on n'obtenoit des graces que par son canal, ou du moins de son consentement. Lorsque la charge de maître de la garde-robe fut partagée en deux, ce fut le marquis d'Ancre qui fit donner une de ces deux places à monsieur de la Rochefoucault.

1611.

Mem. de la ré-
gence.

Les capitaines des gardes du corps ayant demandé à se défaire de leurs emplois, sous prétexte qu'ils étoient d'un âge trop disproportionné à celui du roi, le sieur de Nerestan obtint celui qu'avoit monsieur de Montefpan, contre l'avis des ministres, & par la seule faveur du marquis d'Ancre. Toute la cour plioit devant lui, & les princes du sang eux-mêmes recherchoient son amitié. Monsieur de Bellegarde osoit cependant être ouvertement brouillé avec ce favori. Ils étoient tous deux premiers gentilshommes de la chambre, & le marquis d'Ancre entroit en exercice au commencement de l'année 1611. Il prétendit que Bellegarde devoit lui céder l'appartement qu'il occupoit dans le Louvre en qualité de premier gentilhomme de la chambre. Bellegarde au contraire soutenoit que la femme du marquis ayant déjà un appartement au Louvre comme dame d'atour de la reine, il n'étoit pas juste que l'on en donnât encore un autre à son mari. Le

Sa querelle avec
M. de Bellegarde
grand écuyer.

1611.

marquis d'Ancre lui fit demander plus d'une fois les clés de cet appartement, que Bellegarde lui refusa toujours sous divers prétextes. Enfin le marquis l'ayant rencontré dans le cabinet de la reine, où il se croyoit le plus fort, se plaignit à lui de ce refus. Bellegarde lui répondit avec hauteur, & ils en vinrent aux injures. Le marquis d'Ancre piqué au dernier point, sortit du Louvre pour éviter les défenses de se battre, en disant qu'il n'y retourneroit plus qu'il n'eût vû auparavant monsieur de Bellegarde l'épée à la main.

Cette querelle fit grand bruit, & partagea toute la cour; chacun prit parti selon son inclination ou ses intérêts.

*Mém. de la ré-
gence, p. 42.*

Le comte de Soissons étoit alors mécontent du marquis d'Ancre. Ce prince avoit demandé qu'il fût permis au sieur de la Varenne d'acheter de monsieur de Frontenac la charge de premier maître d'hôtel du roi, & on lui avoit refusé cette grâce. Il attribuoit ce refus au marquis d'Ancre. Il ne manqua pas de se déclarer pour M. de Bellegarde, & dans le transport de sa colere, il lui échappa de dire qu'il feroit chasser le marquis d'Ancre de la cour. Mais le marquis de Cœuvres son confident lui représenta si fortement les inconvéniens d'une telle menace, qu'il vint about de l'apaiser. Le marquis d'Ancre de son côté voulant profiter de cette occasion pour regagner les bonnes grâces du comte de Soissons, lui fit dire par le marquis de Cœuvres, qu'il étoit résolu de le prendre pour arbitre de sa querelle; qu'il le supplioit de demeurer neutre, & qu'il verroit un jour qui des deux lui étoit plus sincèrement attaché, de lui ou du sieur de Bellegarde.

Le comte de Soissons fut extrêmement flatté de cette déference. Il fit promettre à monsieur de Bellegarde qu'il verroit le marquis d'Ancre, & qu'il se raccommoderoit avec lui.

Le duc d'Epemon fâché de n'être entré pour rien dans cette négociation, dont il avoit voulu se mêler, chercha vainement à la retarder par de nouvelles difficultés. Le comte de Soissons fut ferme à ne rien rabattre des conditions dont on étoit convenu.

Il fut question de savoir ce que deviendroit la clé de cet appartement, qui avoit été le sujet de la querelle. L'on décida que monsieur de Bellegarde la remettrait au comte de Soissons, pour en disposer comme il le jugeroit à propos; & l'on

peut croire que le prince ne tarda pas de la faire tenir au marquis d'Ancre. Celui-ci ravi de s'être tiré aussi promptement & aussi avantageusement d'une si fâcheuse affaire, s'empressa de remercier le prince, du service essentiel qu'il venoit de lui rendre ; & pour lui en marquer sa reconnoissance , il lui promit de faire consentir la reine au mariage du comte d'Anghien son fils, avec mademoiselle de Montpensier , & de travailler efficacement à l'éloignement de monsieur de Sulli. Il restoit encore à satisfaire le comte de Soissons sur l'article de la Varenne , qui demandoit l'agrément du roi pour acheter la charge de premier maître d'hôtel : mais il supplia le prince de ne pas insister davantage sur ce point ; parce que la reine s'étoit mise dans l'esprit , que si l'on plaçoit la Varenne auprès du roi , il pourroit avoir dans la suite la même complaisance pour les passions de ce jeune prince , qu'il avoit eue pour celles du feu roi. Cette premiere querelle étoit à peine apaisée, qu'il en survint deux autres qui firent encore plus d'éclat.

1611.

Mem. de la régence.

Le 10 de Janvier, le prince de Conti allant en carosse au Louvre , rencontra monsieur le comte de Soissons son frere qui étoit dans le sien. Le premier n'avoit que quatre ou cinq cavaliers à sa suite , & l'autre en avoit dix-huit ou vingt. La rue se trouva tellement embarrassée, qu'il falloit nécessairement que l'un des deux carosses s'arrêtât pour laisser passer l'autre.

Autre querelle du prince de Conti & du comte de Soissons.

Mercur. François.

L'écuyer du comte de Soissons, ne reconnut point les gens de monsieur le prince de Conti, qui étoient apparemment sans livrée. Il ordonna au cocher de ce prince de s'arrêter , & de reculer pour faire place au carosse de monsieur le comte, en le menaçant de coups de bâton s'il refusoit d'obéir ; ceux qui accompagnoient le prince de Conti lui crièrent d'avancer. On s'apperçut bientôt de la méprise , & le comte de Soissons en étant averti, envoya un de ses gens faire des excuses au prince de Conti, & l'assurer de sa part que ce qui venoit d'arriver, s'étoit fait par hasard & sans aucun dessein de l'offenser. Le prince de Conti dans le premier mouvement de sa colere ne se contenta pas de cette satisfaction , & lorsque son carosse passa devant celui de monsieur le comte, il lui cria, à demain pour point bas. Cette parole étoit regardée

1611.

comme un appel qui devoit nécessairement engager un combat entre les deux princes.

La reine en fut bientôt avertie, & pour prévenir les suites de ce différend, elle envoya ordre au comte de Soissons de ne point sortir que cette affaire ne fût accommodée : elle pria en même temps le prince de Condé & le duc de Guise de travailler à cet accommodement. Le duc parla le premier au prince de Conti, & lui fit entendre que l'on ne pouvoit attribuer ce qui étoit arrivé, qu'à la méprise & à la précipitation des gens de monsieur le comte, dont l'écuyer qui étoit le seul coupable viendrait lui demander pardon. Le prince de Conti promit de ne point exiger d'autres satisfactions ; & il ajouta qu'il s'en rapporteroit au jugement du prince de Condé. Celui-ci ayant approuvé cet expédient, la querelle fut bientôt finie : mais le duc de Guise en voulant accommoder cette affaire s'en fit une avec le comte de Soissons, qui ne fut pas terminée avec la même facilité. En allant chez le prince de Conti, il avoit passé devant l'hôtel de Soissons avec une suite de cent cinquante gentilshommes à cheval. Monsieur le comte se persuada qu'il avoit eu dessein de le braver, & il prétendit avoir justice de cet attentat ; il étoit même sur le point de se la faire lui-même, & de se mettre à la tête d'une pareille troupe pour charger le duc de Guise, lorsqu'il reçut défense de la part de la reine de sortir de chez lui. Le prince de Condé l'alla voir & lui offrit de se déclarer pour lui : mais en même temps il fit dire sous main à messieurs de Guise à qui l'on avoit signifié la même défense, qu'il ne faisoit cette démarche que pour ménager un accommodement, & qu'il ne prendroit pas parti contre eux.

Malgré les ordres précis de la reine, ce ne fut pas sans beaucoup de peine que l'on déterminâ le comte de Soissons à se tenir dans sa maison ; il obtint même la permission de venir au Louvre, qui ne fut pas accordée au duc de Guise ; & l'on prétendoit lui donner par-là une espèce de satisfaction, & lui faire sentir la différence que l'on mettoit en France entre un prince du sang & un prince de la maison de Lorraine.

Le comte de Soissons s'étant rendu au Louvre, se plaignit à la reine de l'insulte qu'il croyoit avoir reçue du duc de Guise, & l'on tint un grand conseil pour chercher les moyens

de pacifier ce différend. Le marquis de Cœuvres & le baron de Luz y furent appelés, l'un pour exposer les raisons de monsieur le comte, & l'autre pour expliquer celles du duc de Guise. Les ducs de Sully, de Bouillon & d'Epemon prirent hautement la défense de ce duc. Enfin après de longs débats, on remit au marquis de Cœuvres & au baron de Luz, un mémoire qui portoit en substance : que le duc de Guise pour montrer qu'il n'avoit eu aucun dessein d'offenser le comte de Soissons, ni d'animer contre lui le prince de Conti, l'iroit voir comme à l'ordinaire, & lui feroit des excuses en l'assurant qu'il désiroit d'être toujours son très-humble serviteur.

Le comte de Soissons accepta sans difficulté des conditions qui n'étoient avantageuses que pour lui : mais le duc de Guise ne voulut pas s'y soumettre. Il avoit dit d'abord sans y faire assez de réflexion, qu'il étoit résolu d'en passer par tout ce que la reine ordonneroit, pourvû qu'il lui fût permis d'en parler auparavant au vieux duc de Mayenne son oncle. On le crut engagé par cette parole à remplir les conditions marquées dans le mémoire, sans pouvoir s'en dédire ; & le comte de Soissons se croyoit déjà sûr d'un triomphe complet : mais il arriva par malheur que le duc de Mayenne ayant eu communication du mémoire désapprouva formellement les conditions proposées, & conseilla à son neveu de ne les pas accepter. Le duc de Guise se trouva embarrassé à dégager sa parole ; il se repentit alors de s'être si fort avancé par une promesse indiscrete & sans restriction. Le duc de Mayenne se chargea de le tirer d'embarras, & d'engager la reine à changer de sentiment. Par ce retardement la satisfaction que le comte de Soissons attendoit avec tant d'impatience demeura suspendue. Il entra dans une furieuse colère, & menaçoit de sortir de Paris, puisqu'on ne lui tenoit pas ce qu'on lui avoit promis. Dans cet intervalle toute la cour se partagea, les uns alloient à l'hôtel de Soissons, & les autres à l'hôtel de Guise.

On se crut au moment de voir renouveler les anciennes querelles de la maison de Bourbon avec celle de Guise. La cour craignit que les deux partis n'en vinssent à une guerre ouverte, & l'on fit armer les bourgeois dans tous les quartiers situés aux environs du Louvre. On remarqua que le duc

Mercur. François, t. 2.

1611.

de Sulli, le marquis de Rosny son fils, le duc de Rohan son gendre, & tous leurs amis allerent offrir leur service à la maison de Guise, & l'on publia un écrit dans lequel on lisoit cette réflexion : *Je ne sai si on pourroit faire croire à la postérité, que les petits enfans de feu monsieur de Châtillon se soient offerts à monsieur de Guise, & l'ayent assisté contre les enfans des feus princes de Condé.*

Mercurie François, t. 2.

Le duc de Mayenne alla trouver la reine, qui se plaignit d'abord de ce que la plupart des seigneurs qui étoient comblés de grâces du roi, aimoient mieux se jeter dans différens partis, & s'attacher à des particuliers qu'à leur bienfaiteur & à leur maître. Elle lui dit ensuite qu'elle vouloit absolument que la querelle de son neveu fût promptement terminée, qu'il falloit surtout conserver l'honneur que l'on devoit aux princes du sang, & que c'étoit attaquer le roi son fils que d'y donner la plus légère atteinte. Le duc de Mayenne lui répondit, que l'on ne pouvoit assurément avoir trop d'égard & de ménagement pour les princes du sang : mais qu'il la supplioit d'avoir aussi quelque attention à l'honneur de la maison de Guise, & de ne pas l'abandonner au jugement de gens passionnés. Il la fit souvenir du zèle qu'ils avoient fait paroître pour elle dans l'affaire de la régence, & il fut si bien tourner son esprit, qu'après avoir dressé une formule de satisfaction, il fut décidé qu'elle ne seroit point faite directement au comte de Soissons par le duc de Guise, mais à la reine mère elle-même par le duc de Mayenne au nom de son neveu, sans que le comte de Soissons ni le duc de Guise fussent présens. Le lendemain 14 Janvier, le duc de Mayenne vint au Louvre sur les deux heures après midi, & parlant au nom du duc de Guise, il adressa ces paroles à la reine en présence du roi, des princes & des seigneurs de la cour,

« Madame,

» Sur l'opinion que monsieur le comte de Soissons a eue,
 « que ce qui se passa mardi a donné quelque occasion de se
 » plaindre de moi, je puis assurer vôtres majesté, que je n'ai
 » eu nulle pensée, ni intention de lui en donner sujet, & suis
 » très-marri de l'avoir fait : au contraire si je l'eusse rencontré,
 » je lui eusse rendu l'honneur qui lui est dû, désirant
 » demeurer son très-humble serviteur.

La reine répondit : *Je suis bien aise de ce que vous me dites , & en demeure fort contente.*

1611.

C'est ainsi que la conclusion de cette affaire se trouve rapportée dans le mercure François. Le discours prononcé par le duc de Mayenne , est un peu différent dans les mémoires de la régence : on y remarque diverses restrictions qui le rendent beaucoup moins humiliant pour le duc de Guise.

Selon ces mémoires , le duc de Mayenne vint trouver la reine en présence des principaux seigneurs de la cour , & lui fit des excuses de ce que le duc de Guise avoit passé la ville en si grande compagnie ; que ce n'avoit pas été à dessein d'émouvoir aucune brouillerie , ayant fait ce qu'il avoit pû pour faire retirer ses amis ; qu'il aimeroit mieux mourir que de rien entreprendre qui pût déplaire à sa majesté. Et que pour monsieur le comte de Soissons , messieurs de Guise demeureroient toujours dans les termes de civilité , d'honneur & de bienséance qu'ils devoient , & que quand il voudroit bien vivre avec eux , ils l'honoreroient & feroient ses serviteurs. On voit ici que les excuses ne sont que pour la reine , & que la promesse d'être serviteur du comte de Soissons n'est faite que sous la condition que ce prince voudroit bien vivre avec eux.

Mem. de la ré-
gence , p. 56.

Le prince de Condé fut chargé de rapporter au comte de Soissons ce qui avoit été dit par le duc de Mayenne , & de lui ordonner de la part de la reine de s'en contenter. C'est ainsi que fut terminée cette grande querelle , plus dangereuse & plus importante par la qualité des personnes qui y étoient intéressées , que par le sujet qui l'avoit fait naître.

On a dit que le marquis d'Ancre avoit promis au comte de Soissons de travailler efficacement à l'éloignement de monsieur de Sulli , dont il y avoit long-temps que l'on pré-
paroit la disgrâce. Dès le jour de la mort d'Henri IV. il avoit commencé à se rendre odieux & suspect à la cour , par ses résistances opiniâtres à venir au Louvre , malgré les invitations & les ordres pressans de la reine mere. Mais si l'on en croit Bassompierre , il fit encore le même jour une faute beaucoup plus considérable & qui ne fut pas oubliée. Dès qu'il fut le roi mort , il écrivit au duc de Rohan son gendre , qui étoit alors à l'armée de Champagne , de marcher droit à Paris avec six mille Suisses , qu'il commandoit en qua-

Disgrâce de M.
de Sulli.

1611.

Mem. de Bassompierre.
t. 1.

lité de colonel général. *Ce qui fut, dit Bassompierre, un des prétextes que l'on prit pour l'éloigner des affaires.*

Il est vrai que le duc de Rohan ne parut point au portes de Paris avec ses Suisses : mais il s'étoit déjà avancé d'une journée, lorsque le duc de Sulli le contre-manda.

Ce duc s'étoit brouillé depuis avec tous les ministres ; il prenoit dans le conseil un ton de hauteur & d'autorité qui leur déplaisoit, & l'on voit dans ses mémoires qu'il en étoit venu jusques aux invectives avec monsieur de Villeroi. Le marquis & la marquise d'Ancre ne le pouvoient souffrir, parce qu'il ne cessoit de s'opposer aux libéralités excessives de la reine.

Mem. de la régence.

Il étoit difficile qu'il se soutînt long-temps au milieu de tant d'ennemis. Le comte de Soissons & le prince de Condé se réunirent pour demander son éloignement, & ces deux princes furent les premiers qui en parlèrent ouvertement à la reine. Ils voulurent engager le duc de Bouillon à se joindre à eux : mais il répondit au marquis de Cœuvres, qu'ils avoient chargé de lui en parler, qu'à la vérité monsieur de Sulli avoit bien mérité la disgrâce dont il étoit menacé, mais qu'il ne vouloit pas que les huguenots pussent lui reprocher d'avoir travaillé à la perte d'un seigneur de leur parti. Ceux qui entreprirent de perdre monsieur de Sulli ne manquèrent pas de prétextes ; ils représentèrent à la reine que la rigueur inflexible du sur-intendant, & la manière souvent incivile dont il répondoit aux requêtes qu'on lui présentait, rendoient sa régence odieuse ; que le feu roi en avoit trop souffert, & qu'il étoit temps de se délivrer d'un ministre indocile & impérieux ; toujours entêté de ses sentimens, qui ne suivoit que ses idées particulières, & qui ne respectoit pas même les volontés de sa majesté ; qu'il ne falloit point chercher d'autres preuves de ses malversations que la fortune immense qu'il avoit faite en si peu de temps ; qu'il étoit à propos de supprimer entièrement la charge de sur-intendant des finances qui donnoit trop de pouvoir à celui qui l'exerçoit ; & qu'il seroit plus avantageux d'en partager les fonctions entre quelques gens de robe, dont le crédit est toujours moins à charge & moins redoutable que celui des gens d'épée.

Hist. de la mère & du fils.

Le chancelier de Sillery faisoit beaucoup valoir cette dernière

rière raison , parce qu'il espéroit rappeler à lui seul toute l'autorité de cette charge, par la supériorité que la sienne lui donnoit sur les autres magistrats. On remarqua que la maison de Guise fut la seule qui parut s'intéresser pour monsieur de Sulli. Elle agissoit par reconnoissance de ce qu'il s'étoit déclaré pour elle dans le différend qu'elle avoit eu avec le comte de Soissons , & par animosité contre les princes du sang qu'elle voyoit unis pour le perdre. Monsieur de Bellegarde par complaisance pour monsieur de Guise affecta pareillement de prendre le parti du sur-intendant , quoi qu'il n'eût d'ailleurs aucune raison de l'aimer , & qu'il eût même sujet de se plaindre de lui. Mais toutes les démarches que l'on fit pour empêcher , ou pour retarder sa chute , ne lui furent pas d'un grand secours , sa perte étoit résolue. Cependant il ne fut point renvoyé comme un criminel : on lui fit dire seulement qu'il étoit temps qu'il demandât à se retirer , & il offrit à la reine la démission de ses charges.

Quoiqu'on fût déjà résolu de l'accepter , la reine lui écrivit en ces termes :

» Mon cousin ,

« J'ai entendu avec déplaisir le dessein que vous temoignez avoir de vous décharger du soin des affaires du roi
 « monsieur mon fils , & sur tout pour ce qui regarde les finances , contre l'espérance que j'avois conçue , que vous continueriez à bien servir dans cette charge , comme vous
 « aviez fait du temps du feu roi , monseigneur. Je vous prie de bien penser à ce dessein avant de l'exécuter , & si
 « cela est , de me faire savoir votre résolution , afin que je puisse prendre la mienne. Sur ce je prie Dieu , mon cousin ,
 « qu'il vous ait en sa digne garde. Signé , *Marie*. Et plus bas , *Phelipeaux*.

Mem. de Sulli ;
 t. 2. anc. édit.

La réponse de monsieur de Sulli ne se fit pas attendre. Le vingt-cinq Janvier le sieur de Bullion lui apporta des brevets , par lesquels il étoit déchargé de ses emplois de sur-intendant des finances & de capitaine de la Bastille. Le vingt-sept il reçut un don de cent mille écus pour le dédommager des revenus de ses charges. Celle de capitaine de la Bastille fut donnée au sieur de Château-vieux , chevalier d'honneur de la reine ; celle de sur-intendant demeura supprimée. On

1611.

nomma seulement trois directeurs pour régir les finances ; qui furent le président Jeannin ; le président de Thou , & monsieur de Château-neuf : mais le premier eut la qualité de contrôleur général , qui lui donna une entière supériorité sur les deux autres. Le président de Thou ne garda pas longtemps sa place de directeur : il comptoit devenir premier président du parlement , par la démission que monsieur de Harlai son ami & son beau-frere vouloit faire de cette charge en sa faveur : mais ce projet ne réussit pas. La cour de Rome blessée par divers traits que ce président avoit mis dans son histoire , fit représenter à la reine qu'il ne convenoit pas de le mettre à la tête du parlement de Paris. Monsieur de Harlai fut remplacé par le sieur de Verdun premier président du parlement de Toulouse , parent & ami de monsieur de Villeroy ; & monsieur de Thou quitta sa place de directeur des finances , sans pouvoir arriver à celle de premier président.

S'il en faut croire monsieur de Sulli , le président Jeannin n'étoit pas propre à gouverner les finances. Il passoit à la vérité pour une des meilleures têtes du conseil , & un des plus habiles négociateurs de l'Europe : mais il manquoit de fermeté pour résister aux sollicitations des courtisans avides , & il n'étoit pas assez en garde contre les ruses & les artifices de ceux qui manient les deniers du roi. Monsieur de Sulli en apporte pour preuve , les déprédations qui furent commises sous ses yeux , surtout par Jeannin de Castille son frere , & par le marquis d'Ancre pendant le cours de son administration.

Dès que monsieur de Sulli ne fut plus en place , on affecta de le décrier avec plus de hardiesse que jamais.

Lettre de la reine du 24. Avril aux mémoires de Sulli , t. 3. anc. édit.

Il écrivit à la reine mere pour s'en plaindre ; & cette princesse lui répondit que ces sortes de discours ne faisoient aucune impression sur son esprit , qu'elle savoit *discerner le vrai d'avec le faux* , & qu'elle n'avoit pas oublié avec quel zèle , & quelle fidélité il s'étoit conduit dans son emploi.

Peu de temps après , la pension dont il jouissoit fut augmentée de vingt-quatre mille livres , par un brevet daté du vingt Mai 1611. De son côté il publia des apologies , & parce que ses ennemis prétendoient qu'il ne falloit point d'autres

preuves de ses malversations que les grandes richesses qu'il avoit acquises, il fit un mémoire dans lequel il rendoit compte au public du commencement & du progrès de sa fortune. Il semble que la postérité lui a rendu justice, & on le regarde aujourd'hui comme un des plus sages ministres qui ait jamais gouverné les finances du roi.

1611.

L'affaire de la d'Escouman occupoit dans le même-temps l'attention du public. Cette femme quoique d'une naissance obscure est devenue un personnage considérable dans l'histoire, par l'importante découverte qu'elle prétendit avoir faite des véritables auteurs de la mort d'Henri IV. Elle se nommoit Jaqueline le Voyer, & avoit épousé Isaac la Varennes qui prenoit la qualité d'écuyer sieur d'Escouman. Elle mena d'abord une vie si déréglée, que son mari se crut obligé de la poursuivre en justice pour crime d'adultère; elle fut même condamnée à mort par le Châtelet: mais le parlement adoucit la rigueur de cette sentence en la condamnant à être enfermée dans un couvent; à la charge que son mari lui payeroit cent francs de pension tous les ans, à moins qu'il n'aimât mieux la reprendre. Ce mari qui n'étoit alors qu'un simple soldat aux Gardes refusa de payer cette pension; & sur son refus elle présenta requête pour demander sa liberté qu'elle obtint.

*Affaire de la
d'Escouman.*

*Mercuré Fran-
çois, t. 2.*

Son affaire étoit encore pendante au parlement lorsque l'on fit le procès à Ravallac, & elle étoit dans la Conciergerie quand ce misérable en sortit pour aller au supplice. Cette femme se trouva bien-tôt réduite à une extrême indigence, & l'on ne sait si ce ne fut pas pour obtenir quelque secours, qu'elle s'avisa d'aller trouver la reine Marguerite le 15 de Janvier 1611, pour lui déclarer qu'elle connoissoit les complices de Ravallac. Elle faisoit un détail fort circonstancié de leur complot, qu'elle répéta plus d'une fois & toujours dans les mêmes termes; elle accusoit le duc d'Epéron & la marquise de Verneuil d'en avoir été les principaux auteurs. La reine régente voulant que cette accusation fût approfondie, renvoya l'affaire au parlement par des lettres-patentes datées du 17 Janvier 1611.

La d'Escouman fut interrogée, & sur ses dépositions, un nommé Etienne Sauvage, valet de chambre du sieur d'Entra-

1611.

gues, fut décrété de prise de corps & conduit à la Conciergerie. Trois jours après un nommé Jacques Godin fut mis au cachot : mais ces deux accusés après lui avoir été confrontés furent élargis par un arrêt du 15 Mars ; & enfin le parlement la condamna le 30 Juillet à être enfermée le reste de ses jours, & à mille livres d'amende envers le roi.

Le maréchal d'Etrées parle ainsi de cette affaire dans ses mémoires de la régence. « En ce même temps la d'Escouman fit une accusation très-pernicieuse contre le duc d'Épernon, soutenant que lui & la marquise de Verneuil dont elle avoit été domestique, avoient eu connoissance & part à l'attentat détestable commis en la personne d'Henri le Grand : mais l'affaire ayant été renvoyée au parlement, & n'ayant pu vérifier cette accusation, elle fut condamnée à être renfermée entre quatre murailles le reste de ses jours.

Ces mots n'ayant pu vérifier cette accusation, que ce seigneur a mis peut-être sans y penser, ont donné lieu à d'étranges commentaires. On en a conclu que la d'Escouman n'avoit pas été condamnée pour avoir intenté une fausse accusation, mais pour n'avoir pas su prouver une accusation qui pouvoit être véritable ; ce qui laisseroit toujours de terribles soupçons contre tous ceux qu'elle accusa.

Cependant l'auteur du mercure François, assure que cette femme fut pleinement convaincue de fausseté & d'impostures dans les confrontations, où l'on vérifia jusques aux moindres circonstances qui pouvoient conduire à la connoissance des faits qu'elle avoit allégués ; & que plusieurs de ces circonstances se trouverent évidemment fausses, quoiqu'elle manquât si peu de mémoire, qu'elle ne varioit jamais sur aucun article de ses premières dépositions. On fit réflexion qu'elle étoit en prison dans le temps du procès de Ravailiac, & qu'il étoit bien étonnant qu'elle n'eût pas déclaré tout ce qu'elle savoit de cette affaire, lorsqu'elle étoit elle-même en danger de voir confirmer la sentence du Châtelet qui la condamnoit à la mort, & qu'elle pouvoit espérer d'obtenir sa grace par une découverte de cette importance.

Il est vrai que le même auteur observe, que les interrogations que l'on lui fit sont demeurées sous le secret. Mais les détails d'une pareille accusation ont toujours quelque chose de

si odieux, qu'ils déplaissent encore, lors même qu'ils sont refutés. Ainsi quelque innocentes que fussent les personnes considérables que la d'Escouman avoit accusées, il étoit toujours de leur intérêt & de leur honneur que l'accusation demeurât ensevelie dans les ténèbres.

1611.

L'assemblée générale des protestans qui se tint cette année à Saumur, donna beaucoup d'inquiétude & d'embarras au nouveau gouvernement. Ils avoient toujours deux députés à la cour chargés de veiller à leurs intérêts, dont la commission ne duroit que trois ans, & ce temps expiré il falloit une nouvelle assemblée pour en nommer d'autres. La coutume étoit d'en présenter six au roi, qui choisissoit dans ce nombre les deux qui devoient résider à la cour. L'assemblée de Saumur à en juger par le brevet qui fut expédié pour la permettre, n'étoit proprement convoquée que pour procéder à la nomination des députés : mais dans un temps de minorité les protestans n'avoient garde de borner leurs délibérations à un objet si simple.

Leurs assemblées générales étoient ordinairement composées de soixante-dix députés ; savoir, trente gentilshommes, vingt-pasteurs ou ministres, seize anciens ou députés du tiers état, & quatre députés de la maison de ville de la Rochelle. Pour rendre celle-ci plus considérable, les principaux seigneurs du parti furent priés d'y assister. On y vit arriver les ducs de la Tremoille, de Bouillon, de Sulli, de Rohan, avec monsieur de Soubise son frere, monsieur de la Force, monsieur de Châtillon, & une infinité d'autres seigneurs & gentilshommes de la premiere distinction. Dès que les députés se furent rendus à Saumur, l'assemblée s'étant formée, élut le sieur du Plessis-Mornay pour son président : on lui donna pour adjoint le ministre Chamier ; & un nommé des Bordes fut choisi pour secrétaire.

On doit remarquer que ce fut précisément en ce temps-là, que la cour augmenta de vingt-quatre mille livres la pension de monsieur de Sulli. Ce qui pourroit peut-être faire soupçonner que l'on cherchoit plutôt à le gagner, & à l'apaiser pour le temps présent par cette libéralité, qu'à le récompenser de ses services passés.

Le bruit couroit dans tout le royaume, que les protestans

1611.

avoient de grands desseins qui devoient éclater à cette assemblée. On disoit qu'ils ne prétendoient rien moins que d'obtenir deux places de sûreté dans les provinces où l'on ne leur en avoit point encore accordé ; se faire autoriser à employer pour l'entretien de leurs ministres toutes les dixmes qu'ils devoient aux curés, & s'unir entre eux par de nouveaux sermens, pour se maintenir dans les gouvernemens & dans les charges qu'ils possédoient. Le mercure François ajoute, que ces bruits causerent de grandes inquiétudes à la cour, & qu'ils déterminèrent la reine mere à envoyer le prince de Condé dans son gouvernement de Guienne, pour s'opposer aux entreprises du parti huguenot. Le maréchal d'Etrées dit au contraire, que ce fut le prince de Condé lui-même qui demanda la permission d'aller prendre possession de ce gouvernement ; que sa demande déplut à la reine, qui craignoit qu'il n'eût choisi exprès le temps de l'assemblée de Saumur, pour s'en faire un appui. Il assure que la régente fit tout son possible pour le détourner de ce dessein ; mais que le prince persistant toujours dans la résolution qu'il avoit prise, la reine le laissa plutôt aller dans son gouvernement, qu'elle ne lui accorda la permission de s'y rendre.

Le duc d'Epemon qui de son côté demandoit à se retirer dans son gouvernement de Xaintonge & d'Angoumois, parce qu'il étoit mécontent de ce que le marquis d'Ancre & sa femme étoient plus écoutés que lui, reçut ordre avant son départ de veiller sur la conduite de monsieur le prince ; & cette commission lui attira des marques de faveur qu'il n'auroit pas eues sans le besoin qu'on avoit de lui.

Les protestans qui n'avoient eû la permission de s'assembler à Saumur, que pour y nommer les six députés, au lieu de procéder à cette nomination, commencerent par proposer de nouvelles formules de serment pour s'unir entr'eux plus étroitement que jamais,

Ils firent rédiger un cahier général de leurs plaintes ; & comme il étoit arrivé un tumulte à Chatillon-sur-Indre, dans lequel les huguenots avoient été maltraités, ils envoyèrent un député exprès à la reine régente, pour en demander la réparation, après avoir pris la résolution de ne traiter d'aucune affaire avec les commissaires que le roi se proposoit d'envoyer

à leur assemblée , jusques à ce qu'on leur eut accordé sur ce point une pleine & entiere satisfaction.

1611.

Les intérêts du duc de Sulli ne furent pas oubliés. Le parti avoit vû avec chagrin son éloignement de la cour , & la démission qu'il avoit donnée d'une partie de ses charges. Il lui en restoit encore deux , celles de gouverneur du Poitou & de grand-maître de l'artillerie. La cour pour l'engager à s'en défaire, lui offroit le bâton de maréchal de France , ou une somme d'argent. L'assemblée fit un acte exprès pour l'exhorter à les conserver , & particulièrement celle de grand-maître de l'artillerie , & au cas qu'il voulût en quitter une des deux , à préférer toujours dans le dédommagement qu'il accepteroit *la sûreté & l'honneur , au profit & à l'utilité*. Enfin elle déclara que si on vouloit contraindre ce duc à quitter ses charges par des voies indues & illégitimes , toutes les églises protestantes prendroient fait & cause pour lui , & demeureroient toujours inséparablement unies à ses intérêts. Le duc de Bouillon à qui l'on prétend que la cour avoit déjà promis le gouvernement de Poitou , ne fut pas d'avis que l'assemblée se déclarât si hautement en faveur du duc de Sulli. Il représenta au duc de Rohan , que quelque grande que soit l'exaëtitude & la fidélité d'un sur-intendant des finances , & d'un grand-maître de l'artillerie , il est difficile que l'on ne trouve quelque chose à reprendre dans sa conduite , quand on l'examine à la rigueur : que si la cour le mettoit en justice , elle auroit bientôt trouvé le moyen d'obliger monsieur de Sulli à quitter toutes ses emplois , en n'usant pour y réussir que des voies les plus juridiques & les plus légitimes. Mais le duc de Rohan qui avoit épousé la fille de monsieur de Sulli , prit le parti de son beau-pere avec beaucoup de hauteur , & il fit entendre au duc de Bouillon que si la cour entreprenoit de le pousser à bout , elle y trouveroit de plus grands obstacles qu'elle ne s'imaginoit.

Mem. du duc de Rohan.

Le 5 Juin , les sieurs de Bullion & de Boissise , conseillers d'état , arriverent à Saumur avec la qualité de commissaires du roi envoyés à l'assemblée des églises protestantes. Ils y assisterent deux jours après , & commencerent par déclarer que la cour étoit disposée à faire observer exactement tout ce qui avoit été accordé précédemment aux prétendus réfor-

Mercurie François, t. 2.

1611.

més, & même à interpréter à leur avantage tous les articles des édits, déclarations & brevets donnés en leur faveur, où il se pourroit trouver quelque ambiguité : mais en même-temps ils sommerent l'assemblée de proceder sans délai à la nomination des six députés qui devoient être présentés au roi, afin que sa majesté en choisit deux pour résider auprès de sa personne. L'assemblée leur répondit par de grandes protestations de soumission & d'obéissance aux volontés du roi : mais elle n'obéit pas. Au lieu de proceder à la nomination de six députés, elle en nomma deux, qu'elle envoya aux commissaires, pour leur porter des plaintes de ce qui étoit arrivé à Chatillon-sur-Indre. Elle s'occupa ensuite à dresser des cahiers qui contenoient d'autres griefs & plusieurs demandes.

Le 14 Juin, les deux commissaires du roi se rendirent à l'assemblée, & y présentèrent des lettres de la reine, avec un arrêt du conseil qui commettoit le sieur Frere maître des requêtes, pour informer des violences exercées contre les protestans à Chatillon sur Indre, avec ordre de faire le procès aux coupables, & de les juger en dernier ressort, conjointement avec le présidial le plus prochain de cette ville. On es-
peroit sans doute que cette satisfaction accordée aux protestans les engageroit à se conformer aux volontés de la reine, en nommant au plutôt les six députés qu'ils devoient présenter au roi. Les commissaires presserent de nouveau l'assemblée de procéder à cette nomination qui étoit proprement le seul objet sur lequel il lui fût permis de délibérer : mais cette seconde injonction n'eut pas plus d'effet que la première : l'assemblée ne s'occupa qu'à dresser un gros cahier de plaintes sur les changements & les infractions que les protestans prétendoient que l'on avoit fait à l'édit de Nantes. Les commissaires du roi revinrent encor assurer l'assemblée que l'intention de la reine étoit que toutes les dispositions de cet édit fussent inviolablement observées : on ne leur répondit que par des cahiers de plaintes, & ils furent obligés de retourner à la cour sans avoir pu obtenir la nomination des six députés. L'assemblée au contraire s'empressa d'en nommer cinq qui furent chargés de porter à la cour jusques à cinq cahiers differens, dont le premier qu'on appelloit le cahier général, contenoit six articles. Dès que ces cinq députés furent arri-
vés

vés à Paris , ils eurent ordre de remettre leurs cahiers entre les mains du chancelier , qui les ayant examinés , leur déclara en présence de la reine , des princes du sang & des officiers de la couronne , que leurs cahiers étoient expédiés , & qu'entre-autres articles le roi leur laissoit encore pour cinq ans les places de sureté qu'on leur avoit accordées avec une augmentation de quarante cinq mille livres sur les fonds destinés à l'entretien de leur ministres : mais il ajouta que la réponse du roi aux différentes demandes qu'ils avoient faites ne leur seroit point délivrée que l'assemblée n'eût fait la nomination des six députés. Ils se plaignirent de ce qu'en leur continuant pour cinq ans les places de sureté , on donnoit atteinte au brevet qu'ils avoient obtenu du feu roi , l'an 1605 , par lequel ces places ne leur étoient pas accordées pour un temps si court : mais le chancelier ayant contesté la vérité de ce brevet , ils n'insisterent pas davantage sur ce point.

Il y eut encore un autre article sur lequel on leur résista avec fermeté. Les protestans de Bearn avoient député à l'assemblée de Saumur , comme faisant corps avec les autres églises protestantes du royaume. La cour déclara que le Bearn étant nouvellement réuni à la couronne , les églises de cette province ne pouvoient pas être comprises dans les édits qui avoient été précédemment accordés aux églises protestantes ; & qu'ainsi les affaires qui concernoient celles de Bearn devoient être traitées séparément , & par des requêtes particulières. L'assemblée qui ne pouvoit se refuser à l'évidence du fait , convint à la vérité que ces églises n'étoient pas comprises dans les édits & déclarations accordés aux protestans , avant que le Bearn eût été réuni à la couronne de France : mais elle déclara en même-temps que les églises réformées de France , unies à celles de Bearn , supplioient sa majesté de faire entretenir l'édit fait pour la religion en ses pays de Bearn , l'an 1599 , & leur faire droit sur leurs plaintes & requêtes , &c.

Dans la suite elle fit quelque chose de plus , en chargeant les cinq députés qui portoient ses cahiers à la cour , de ne point traiter séparément des affaires du Bearn , parce que si la cour faisoit quelque reglement préjudiciable aux protes-

1611.

tans de cette province , l'assemblée ne pourroit se dispenser d'en prendre connoissance.

Mais la cour résolut de ne point se relâcher sur cet article ; & lorsque les cinq députés représenterent les intentions de l'assemblée à cet égard , on leur donna pour toute réponse un ordre précis de se retirer & de retourner promptement à Saumur : on leur fit dire en même-temps que le sieur de Bullion s'y rendroit incessamment avec la réponse du roi aux cahiers qu'ils avoient présentés. Ils demandoient que l'assemblée ne fût point obligée de nommer les six députés avant que d'avoir reçu l'expédition de leurs cahiers. C'étoit là le point qui faisoit toute la contestation entre l'assemblée & la cour. La reine écrivit à l'assemblée que leurs cinq députés avoient été entendus , & que le roi avoit reçu favorablement les protestations d'obéissance qu'ils lui avoient faites de la part des protestans ; mais qu'au lieu de présenter au roi la liste des six députés qu'on leur demandoit depuis si long-temps , ils n'avoient apporté que des cahiers de requêtes & de remontrances que l'on auroit pû rejeter avec justice jusques à ce que la nomination des six députés eût été faite ; que cependant le roi par un excès de condescendance avoit bien voulu faire examiner leurs requêtes , & y répondre même aussi favorablement qu'il étoit possible ; que les deux principaux articles des réponses de sa majesté , avoient été communiqués aux cinq députés , afin qu'ils en fissent part à l'assemblée , qui connoitroit par-là combien l'on étoit éloigné d'avoir aucun dessein de leur nuire ; qu'ainsi il ne leur restoit plus d'autre parti à prendre , que celui de nommer promptement les six députés dont la liste devoit être présentée au roi.

Cette lettre ayant été lue dans l'assemblée le 7 d'Août , il fut résolu qu'on attendroit l'arrivée du sieur de Bullion , avec les réponses qu'il apportoit. Il arriva le 14 , & il déclara qu'il avoit ordre de la reine de ne point communiquer les réponses du roi aux cahiers des remontrances , que la nomination des six députés n'eût été faite. L'assemblée résista long-temps , & cette nomination tant attendue ne se fit que le premier Septembre , après beaucoup de conférences & de difficultés. Alors le sieur de Bullion rendit à l'assemblée le cahier des

remontrances ; avec les réponses du roi. Les protestans n'en furent pas contens : ils envoyèrent deux députés au sieur de Bullion , pour lui déclarer que l'on ne pouvoit les accepter. Il répondit que la reine avoit écrit au duc de Bouillon , que sa majesté étoit disposée à expliquer davantage quelques articles sur les avis qu'il donneroit après la séparation de l'assemblée. Cependant la liste des six députés que l'assemblée avoit nommés , fut présentée à la reine , qui se hâta de choisir les deux qu'elle agréoit pour résider à la cour. Le brevet dans lequel ce choix étoit fixé , fut envoyé au sieur de Bullion , & communiqué le 9 Septembre à l'assemblée qui fut séparée à l'instant par ordre du roi. Sa longue durée commençoit à inquiéter les ministres ; le bruit s'étoit répandu que les protestans ne demeureroient si long-temps assemblés , que parce qu'ils avoient entrepris de reprendre les armes. Les peuples s'imaginoient que le royaume alloit être replongé dans toutes les horreurs des anciennes guerres civiles , & il y eut quelques villes considérables , & entr'autres , Poitiers & Orleans qui firent garder leurs portes , & qui se mirent en défense.

Il y avoit sans doute dans l'assemblée des esprits factieux qui n'eussent pas été fâchés de prendre les armes : mais beaucoup d'autres étoient plus modérés , & quelques-uns entretenoient de secrettes intelligences avec la cour. On profita de leurs divisions pour faire échouer les pernicioeux desseins des plus séditieux. Tous les historiens conviennent que le duc de Bouillon rendit en cette occasion de très-grands services au roi & à l'état. *Monsieur de Bouillon* , dit Bassompierre , fit le partisan de la reine contre messieurs de Rohan & de Sulli qui vouloient manier l'assemblée. Le maréchal d'Estées lui rend le même témoignage , ainsi que l'historien de la mere & du fils , qui nous apprend que la reine pour lui marquer sa reconnoissance lui donna l'hôtel qui depuis a porté son nom au fauxbourg saint Germain : mais cet auteur ajoute que si la cour fut fort contente de la conduite du duc de Bouillon , il ne le fut pas de celle de la cour. Il prétendoit que les services qu'il avoit rendus méritoient pour le moins qu'on le fit entrer dans le ministere , & que le royaume ne fût gouverné que par ses conseils. Quand il vit que ,

H ij

1611.

T. 1.

Mem. de la régence , p. 89.

1611.

malgré toutes les marques de satisfaction qu'on lui donnoit; son crédit n'augmentoît pas, & qu'il n'avoit pas plus de part au gouvernement que les autres seigneurs, il se repentit d'avoir si bien fait, & il résolut de tenir une autre conduite.

On prétend qu'il travailla dès-lors à gagner la confiance du Prince de Condé dans la vûe de lui inspirer cet esprit de mécontentement & de révolte qu'il fit éclater dans la suite.

Le duc d'Orléans frere du roi, mourut cette année à Saint-Germain en Laye le 17 Novembre, âgé de quatre ans & demi. Il étoit né à Fontainebleau le 16 Avril 1607. Jean-Baptiste Gaston qu'on nommoit alors le duc d'Anjou étoit son cadet. La reine fut sensiblement affligée de la mort de ce prince. On s'en prit aux medecins, & le sieur le Maître medecin ordinaire du roi, & premier medecin des enfans de France, fut obligé de publier une apologie.

Le vieux duc de Mayenne étoit mort à Soissons le 3 d'Octobre. Catherine de Savoie sa femme mourut peu de jours après lui, & ils furent tous deux enterrés dans l'église cathédrale de Soissons.

Mariage du roi.

1612.

Le 25 Mars de l'année suivante on déclara le double mariage du roi avec Anne d'Autriche infante d'Espagne, & de madame Elisabeth de France sœur-du roi avec Philippe prince d'Espagne. Il y avoit long-temps que cette affaire se traitoit entre les deux cours. La résolution étoit prise dans le conseil de régence de s'allier avec l'Espagne, parce qu'on étoit persuadé que c'étoit le seul moyen d'entretenir la tranquillité intérieure du royaume pendant la minorité.

Ces mariages avoient été proposés dès le temps du feu roi: mais ce prince avoit toujours paru fort éloigné d'y donner son consentement. Loin de vouloir s'allier avec l'Espagne, il songeoit plutôt à lui déclarer la guerre & à mettre des bornes à cette puissance formidable qui menaçoit toute l'Europe. A l'égard de la princesse sa fille, il étoit résolu de la donner au prince de Piémont; & quand on lui représentoit que le prince d'Espagne étoit un parti plus digne d'elle, puisqu'en l'épousant elle pouvoit devenir reine d'Espagne, il répondoit, que *pour faire son fils un grand roi, il n'étoit nullement nécessaire que sa fille fût reine.*

Les vûes de la cour changerent après sa mort: le pape &

le grand duc de Toscane sollicitoient vivement l'union des deux couronnes, & leurs démarches étant conformes aux intentions de la reine régente & aux vûes de son conseil, ils ne trouverent plus de difficulté dans leur négociation. Le contrat de mariage de Louis XIII. avec l'infante d'Espagne fut signé à Madrid par le nouveau duc de Mayenne qu'on nommoit auparavant le duc d'Aiguillon & par monsieur de Puisieux le 22 Août 1612 (a).

1612.

Après la signature le duc de Mayenne étant prêt à revenir en France, alla prendre les ordres de l'infante & lui demanda ce qu'elle vouloit qu'il dît de sa part au roi très-chrétien. Elle lui répondit en François qu'elle le chargeoit seulement de lui dire *qu'elle avoit une extrême impatience de le voir.* La comtesse d'Altemire sa gouvernante ne trouvant pas dans cette parole assez de réserve & de modestie, lui dit en Espagnol : *Quoi, madame, que dira le roi de France lorsque monsieur de Mayenne lui rapportera que vous avez tenu un pareil discours ?* L'infante, sans s'étonner, lui répondit aussitôt : *Madame, vous m'avez appris qu'il falloit toujours être sincère, vous ne devez donc pas vous étonner si je dis la vérité.* Le contrat de mariage de madame Elisabeth de France avec le prince d'Espagne fut signé à Paris le 25 d'Août par le duc de Pastrane au nom du roi d'Espagne. Cette double alliance ne fut pas généralement approuvée. Les protestans qui en craignoient les suites pour leur religion s'en plaignirent hautement, & ils engagèrent les ambassadeurs d'Angleterre & d'Hollande à faire quelques tentatives pour s'y opposer. Celles de l'ambassadeur d'Angleterre ne durent pas être fort vives. Jacques premier qui étoit alors sur le throne de la Grande-Bretagne, ne songeoit qu'à vivre tranquillement dans son royaume, & se mêloit assez peu des affaires de ses voisins. Le ministre des Provinces-Unies agit sans doute avec plus de vivacité : mais il ne fut pas écouté.

T. 2. fol. 456r

Ibid. fol. 461.

Un grand nombre de seigneurs catholiques jugerent qu'il eût mieux valu se conformer aux intentions du feu roi ; ils

(a) On trouve une copie de ce contrat imprimée dans le recueil du sieur Dupin. Elle est datée du mercredi 20. Août, & il se trouve que l'an 1612. le

22. Août étoit un mercredi, & le 20. un lundi ; ainsi la date marquée dans le mercure François au mercredi 22. Août est la seule véritable.

T. 2. fol. 456.

1612.

prétendirent que l'Espagne n'avoit donné les mains à ce double mariage que pour être plus en état de soutenir les intérêts de la maison d'Autriche en Allemagne, & pour ôter à la France la confiance & l'appui des états protestans, & qu'ainsi la régente alloit directement contre les véritables intérêts de la couronne. On tâcha d'inspirer ces sentimens au comte de Soissons & au prince de Condé. On exhorta le comte de Soissons à refuser son consentement à ces mariages & à empêcher le prince de Condé d'y donner le sien : mais la cour employa tant de promesses & d'artifices pour les gagner, qu'enfin ils y consentirent. La plupart des seigneurs protestans blâmerent hautement la complaisance des deux princes.

Le parti huguenot étoit alors divisé en deux factions. La première, dont le duc de Rohan étoit le chef, ne vouloit rien relâcher de ses prétentions, & paroissoit toujours disposée à prendre les armes. L'autre, conduite par le duc de Bouillon, étoit plus tranquille & plus modérée. La cour avoit eu soin de mettre à saint Jean d'Angely un commandant zélé pour le service du roi. C'étoit Jean de Gallard comte de Brassac & baron de la Rochebeaucourt, qui, quoique protestant, ne cherchoit pas à troubler la paix du royaume. Le maire de la ville nommé Brochard entroit dans les vues du commandant, & la cour se croyoit assurée de conserver cette place par leur union & par leur fidélité : mais les habitans passionnés pour les intérêts de leur secte, & dévoués à monsieur le duc de Rohan, souffroient impatiemment de se voir gouvernés par des officiers si paisibles & si soumis ; ils firent part de leurs dispositions au duc de Rohan, qui entreprit de dépouiller le commandant & le maire de leurs emplois, & de se rendre maître de la ville. Il étoit venu à la cour pour se justifier de la conduite qu'il avoit tenue à l'assemblée de Saumur. Il s'aperçut de la défiance qu'on avoit de lui, & il résolut de se rendre promptement à saint Jean d'Angely pour exécuter son dessein. Dans cette vue il se fit écrire une lettre qu'il montra à la reine mere, où l'on lui marquoit que monsieur de Soubise son frere (b) étoit tombé dangereuse-

Mem. mss. du
marquis de Fon-
renai-Mareuil, 1.
part.

(b) Le duc de Rohan dit dans ses mémoires, qu'il seignit une maladie de son pere. C'est évidemment une faute d'im-

pression, puisque le pere du duc de Rohan étoit mort à la Rochelle en 1585, à l'âge de trente-six ans.

ment malade à sa maison du Parc dans le bas-Poitou, & qu'il desiroit de le voir avant de mourir. Il feignit d'être fort alarmé de cette nouvelle, & il demanda permission de partir sur le champ, avec promesse de revenir aussi-tôt que son frere seroit mort ou hors de danger.

1612.

La reine ne jugea pas à propos de lui refuser la permission qu'il demandoit : mais comme on se défioit beaucoup de lui, & que l'on le soupçonnoit même d'avoir des vûes sur la ville de saint Jean d'Angely, on envoya ordre à monsieur de la Rochebeaucourt qui en étoit lieutenant de roi, de s'y rendre en diligence pour y faire sa charge, & pour empêcher qu'il ne s'y passât rien contre le service du roi. Le courrier qui portoit cet ordre ne l'ayant pas trouvé chez lui, employa beaucoup de temps à le chercher ailleurs ; & pendant qu'on le cherchoit, le duc de Rohan joignit son frere dans sa maison du Parc, d'où ils partirent ensemble sans différer pour se rendre à saint Jean d'Angely avec quelques amis choisis qui devoient seconder leur entreprise. Ils y entrerent sans difficulté, & lorsque M. de la Rochebeaucourt qui avoit enfin reçu les ordres du roi se présenta pour y être admis, ils lui firent fermer les portes. Le premier soin du duc de Rohan fut de faire déposer l'ancien maire qui n'étoit pas dans ses intérêts. La cour envoya un ordre de le continuer qui ne fut point exécuté. Il en vint un second qui n'eut pas plus d'effet que le premier. On destitua ce maire dont le temps étoit fini, & l'on élut trois sujets pour le remplacer dont les noms furent envoyés à la cour suivant l'usage. Une désobéissance si marquée déplut extrêmement à la reine ; les deux envoyés du duc de Rohan qui avoient apporté la liste des trois proposés, furent mis à la bastille. On tâcha de persuader à la reine mere d'assembler promptement une armée pour faire le siège de saint Jean d'Angely : mais ce conseil ne fut pas suivi, elle aima mieux employer la négociation que la force, dans la crainte qu'un grand nombre de villes huguenotes ne prissent le parti du duc de Rohan, & que cette affaire particuliere n'attirât un soulèvement presque général dans les provinces où les protestans étoient les plus forts. Il fut donc résolu que l'on termineroit au plutôt cette affaire par un accommodement, & le sieur de Themines sénéchal de Guer-

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil, 1.
part.

1612.

cy fut chargé de le négocier. Il y réussit, au gré de la cour, quoiqu'au préjudice de l'autorité royale. On convint de sauver les apparences, que les clés de la ville seroient remises entre les mains de l'ancien maire, seulement pour huit jours, après quoi l'on procederoit à une nouvelle élection des trois sujets qui devoient être présentés au roi : que les deux principaux officiers de la garnison, la Rochebeaucourt, & Foucaut rentreroient dans la ville, où l'on avoit refusé de les recevoir, avant que l'on s'assemblât pour élire un nouveau maire; qu'en suite ils en sortiroient pour n'y plus revenir; que la compagnie de l'un appartiendrait au duc de Rohan, & que celle de l'autre seroit commandée par un officier de son choix; qu'enfin la place de sergent-major de la garnison venant à vacquer par mort ou autrement, il auroit droit d'y nommer. Par ce traité le duc de Rohan eut toute l'autorité dans la ville de St. Jean d'Angely, où se trouva délivré de tous les officiers qui lui étoient suspects, & il n'y resta plus personne qui fût en état de lui résister. On donna quelque temps après le gouvernement de Châtelleraux à monsieur de la Rochebeaucourt.

Les égards que l'on eut en cette occasion pour le duc de Rohan, étoient une marque sensible de la faiblesse du gouvernement, qui ne savoit se faire respecter ni au dedans, ni au-dehors.

On en eut encore une nouvelle preuve dans ce qui se passa en Italie au sujet de la succession du duc de Mantoue, qui étoit mort le 22 Decembre de l'année précédente, sans laisser d'enfans mâles. Cette succession devoit passer à son frere aîné nommé Ferdinand qui étoit cardinal. Le duc de Savoye qui ne laissoit échapper aucune occasion de s'aggrandir, entreprit de lui enlever le Montferrat; & après avoir publié un manifeste pour établir les droits qu'il prétendoit avoir sur ce marquisat, il y parut avec une armée pour en faire la conquête. Ce bruit de guerre alarma toute l'Italie; le nouveau duc de Mantoue implora le secours de la France & de l'Espagne. Le marquis de Linojosa gouverneur de Milan, reçut ordre de faire marcher des troupes contre le duc de Savoye qui fut obligé de reculer.

La régente assembla un grand conseil, où il fut décidé que

que l'on enverroit trois armées en Italie; que l'une commandée par le duc de Guise, iroit joindre celle du duc de Mantoue dans le Montferrat; que la seconde commandée par le maréchal de Lesdiguières entreroit dans la Savoye par le Dauphiné, & que la troisième entreroit par la Bresse sous les ordres du duc de Bellegarde: mais tous ces projets demeurèrent sans exécution. Le régente se contenta d'envoyer le marquis de Cœuvres en Italie, pour y ménager un accommodement entre les ducs de Savoye & de Mantoue. Ce seigneur nous apprend lui-même qu'il partit le 21 Decembre 1613. avec un ordre secret d'engager le duc de Mantoue qui conservoit encore la dignité de cardinal, à remettre son chapeau au pape, à condition que sa sainteté le donneroit à *monseigneur Galigai* frere de la marquise d'Ancre. Ce projet ne réussit pas: mais au mois de Fevrier de l'année suivante le marquis d'Ancre obtint aisément le bâton de maréchal de France, vacant par la mort du maréchal de Fervaques. Le point principal de la négociation du marquis de Cœuvres, devoit être d'obliger le duc de Savoye à licentier ses troupes, & d'empêcher que la cour d'Espagne ne disposât à son gré des états du duc de Mantoue. On ne pouvoit y réussir qu'en se montrant en Italie les armes à la main pour se faire craindre, & le marquis de Cœuvres n'y apportoit que des raisonemens pour persuader. Ainsi toute sa négociation n'aboutit qu'à proposer divers projets d'accommodement, & à laisser à l'Espagne le soin & le pouvoir de terminer la querelle. Après beaucoup de voyages & de conférences inutiles, le marquis revint en France au mois de Mai 1614; & il y trouva la cour divisée par de puissantes factions, la régente en butte à la jalousie des grands, & le royaume prêt à être déchiré par une guerre civile.

Le duc de Bouillon ne cessoit d'animer le prince de Condé contre le gouvernement, & si l'on en croit un écrit qui parut en ce temps-là, il lui représentoit qu'étant *le plus judicieux prince de l'Europe*, il n'avoit pas besoin qu'on lui fît remarquer l'arrogance du marquis d'Ancre, dont l'autorité approchoit de la tyrannie. Il lui offroit ses biens & sa personne, avec cent mille hommes résolus de verser jusques à la dernière goutte de leur sang pour le salut de l'état, & pour

Tome XIII.

I

1613.

Mémoires de
la régence, pag.
152.

Discours du mar-
réchal de Bouil-
lon pour engager
le prince de Con-
dé à s'absenter de
la cour, imprimé
dans le recueil de
Dupin, t. I. p.
42.

1613.

*Le prince de
Condé se retire de
la cour.*

*Mém. de Bas-
fomp. t. 1.*

*Mém. de la ré-
gence, p. 134.*

la juste défense des princes & des grands du royaume, que ce *faquin de Florentin* vouloit opprimer. Il lui faisoit entendre que toutes les villes se déclareroient pour lui, & surtout les villes protestantes qui étoient les mieux pourvues de toutes sortes de munitions & d'artillerie.

Ces discours firent impression sur l'esprit de ce jeune prince qui n'avoit alors que vingt-cinq ans. Il résolut de se retirer de la cour, & de former un parti contre la régente; plusieurs princes & seigneurs qui possédoient les belles plus charges, & les principaux gouvernemens du royaume, tels que les ducs de Nevers, de Mayenne, de Longueville, & de Vendôme se joignirent à lui. Le premier avoit le gouvernement de Champagne, le second celui de l'Île de France, le troisième celui de Picardie, & le dernier étoit gouverneur de Bretagne. On a prétendu que le marquis d'Ancre lui-même étoit favorable à cette cabale, dont il vouloit se servir pour perdre les ministres. Il est certain qu'il paroissoit alors lié avec ces princes.

Bassompierre assure même que cette liaison déplaçoit extrêmement à la reine, qui en témoigna son mécontentement avec assez de vivacité: mais la conduite de cet Italien étoit si enveloppée & si équivoque, qu'il étoit difficile de pénétrer ses véritables sentimens. Peut-être trompoit-il à la fois la reine & les princes, en disant à l'une qu'il n'avoit avec eux qu'une liaison simulée, & qu'il ne paroissoit entrer dans leurs vues que pour rompre leurs mesures & pour connoître leurs secrets; & en tâchant de persuader aux autres qu'il ne se servoit de son crédit auprès de la reine que pour les soutenir. Si le discours attribué au maréchal de Bouillon n'est pas une pièce supposée, il est évident que les princes en vouloient principalement au marquis d'Ancre, & que la faveur dont il jouissoit étoit un des principaux motifs de leur révolte. On ne voit pas cependant qu'il soit parlé de lui dans le manifeste qu'ils publièrent sous le nom du prince de Condé. Les déclamations & les plaintes dont il est rempli, tombent uniquement sur le gouvernement de la reine & des ministres, sans qu'il y ait un seul mot qui puisse être appliqué directement au marquis d'Ancre.

C'est ce qui a fait dire au maréchal d'Etrées, que lorsque monsieur le prince quitta la cour, le *marquis d'Ancre même*,

soit en effet, ou en apparence, sembloit être éloigné des bonnes grâces de la reine; dont on a toujours été en doute, y ayant des raisons qui pouvoient obliger à le croire; & d'autres qui appuyoient l'opinion contraire.

1614.

L'intrigue des princes & des seigneurs mécontents fut d'abord conduite avec tant de secret, que la reine & les ministres n'en eurent aucune connoissance. Le prince de Condé fut le premier qui demanda la permission de se retirer de la cour, sous prétexte de faire un voyage dans ses terres avec promesse de revenir autant de fois que l'on jugeroit sa présence nécessaire pour le service du roi. Cette permission lui fut accordée sans difficulté, parce qu'on s'imaginoit que ce prince n'avoit aucun mauvais dessein: mais quand on vit le duc de Mayenne partir pour se rendre à Soissons, le duc de Nevers aller dans son gouvernement de Champagne, le duc de Longueville s'échapper en quelque sorte la nuit, sans avoir pris congé du roi ni de la reine; on ne douta plus qu'il n'y eût un complot formé entre tous ces princes pour troubler l'état.

Le 10. Février.

Le duc de Bouillon fut celui qui se retira le dernier. Le duc de Rohan assure dans ses mémoires, que monsieur de Bouillon se conduisit si adroitement dans cette affaire, qu'il trouva le secret de conserver en même temps la confiance de la reine mère & celle du prince de Condé; & que cette princesse même consentit à son départ, trompée par l'esperance qu'il lui donna d'engager tous ces princes à revenir à la cour. D'autres disent qu'après le départ du prince de Condé, le duc de Bouillon vint trouver les ministres pour leur dire que ce prince, & ceux de son parti étoient résolus de demeurer toujours dans les termes de l'obéissance qu'ils devoient au roi & à la reine sa mère; qu'ils n'avoient en vue que le bien public, sans aucun égard à leurs intérêts particuliers; que tout étoit dans une si grande confusion, depuis la mort du feu roi, que les maux de l'état deviendroient incurables, si on n'y apportoit un prompt remède; que c'étoit uniquement pour y remédier que les princes étoient convenus entre eux de s'assembler le 19. Février à Mezieres: mais qu'ils s'y rendroient sans aucune suite extraordinaire, pour ne pas donner d'ombrage au gouvernement.

Mem. de Rohan, p. 45.

Mercure François, t. 3. f. 306.

Ce discours rendit le duc de Bouillon suspect. On assem-

1614

blâ un conseil, qu'on proposa de se faire à Brévières dans lequel on étoit occupé à délibérer, il parut brusquement & prit la route de Mezières. Les princes n'y parurent point, & la ville pour le lieu de leur assemblée, & à cause de son éloignement de Sedan, dont le duc de Bouillon étoit alors le souverain & le chef. La reine voyant que son autorité alloit être ouvertement attaquée, se mit en devoir de la soutenir. Elle fit savoir au duc de Vendôme qu'il étoit sur le point de quitter la ville pour se rendre dans son gouvernement de Bretagne, & elle le fit arrêter dans son appartement par le sieur de Blainville capitaine des Gardes. On tira des grilles de fer à ses fenêtres & on y mit une garde dans sa chambre, avec un exempt qui étoit chargé de ne le pas perdre de vue. On délibéra ensuite sur les moyens de défendre l'autorité de la régente contre les entreprises des princes. Le duc d'Épernon fut d'avis de faire prendre les armes à toutes les troupes de la maison du roi, de mettre le roi à la tête de cette petite armée, & de poursuivre les princes & les seigneurs fugitifs, avant qu'ils eussent le temps de rassembler leurs troupes & de fortifier leur parti. Le duc d'Épernon se souvenoit d'avoir donné le même conseil à Henri III, qui se repentit de ne l'avoir pas suivi.

Vie du duc d'Épernon, t. 2.

Il fut fortement appuyé par le cardinal de Joyeuse & par le monsieur de Villeroy. Mais quand le gouvernement étoit si faible, le parti de la douceur & de la modération étoit toujours préféré. On résolut d'envoyer des députés aux princes, pour leur proposer un accommodement. Il avoua dans la suite que si l'on avoit suivi le conseil du duc d'Épernon, son parti eût été bientôt dissipé, les princes & les seigneurs ligés n'avoient encore ni troupes pour combattre, ni places fortes pour se retirer, & si la seule maison du roi eût marché contre eux, ils ne pouvoient éviter d'être pris, ou obligés de sortir du royaume.

Du 21. Fev.

Ils se hâtèrent de publier un manifeste pour séduire les peuples, & pour les mettre dans leurs intérêts. C'étoit une grande lettre que le prince de Condé adressoit à la régente, & qui ressembloit plutôt à une violente déclamation contre le gouvernement, qu'à une remontrance respectueuse. La personne de la reine y étoit cependant ménagée, on y reconnoissoit que ses vues étoient droites & ses intentions louables, mais

compréhension, quelle est l'assemblée qui s'occupe par des gens
attentifs à lui cacher la vérité. Les princes de Condé, sous
prétexte de s'acquiescer de ce qu'il leur a plu, au roi, & à la
Reine, ont entrepris de la lui faire connaître & de la décou-
vrir sans déguisement. Il dit ensuite, que l'on n'assembloit le
conseil que pour la forme; que les résolutions étoient prises
dans le particulier; avant que les affaires y eussent été mises
en délibération; & qu'il étoit inouï que l'on en eût décidé
aucune à la pluralité des voix: que les princes n'étoient con-
sultés qu'à titre de maniere d'acquiescement; qu'on avoit rasé la citadelle
de Bourg contre leur avis, malgré les justes représentations
des principaux officiers de la couronne; & en particulier de
monseigneur le connétable; & que l'on avoit dépensé mal à pro-
pos quatre cents mille livres, tant pour les frais de la démoliti-
on que pour le rachat de la place; que les mariages du roi
& de mesdames ses sœurs avoient été précipités; que la plu-
part des grâces étoient vendues à prix d'argent; que les gou-
vernemens & les ambassades avoient été donnés sans discri-
mination à des sujets indignes; & que les instructions des am-
bassadeurs avoient toujours été inconnues à ceux qui avoient
le plus d'intérêt à la conservation de l'état; que les anciens
alliés de la couronne avoient été abandonnés; le mariage
projeté par le feu roi de sa fille aînée avec le prince de Pié-
mont, rompu sans aucune délibération du conseil; que les
trésors amassés par ce prince avoient été dissipés; les finan-
ces mal administrées; l'église, la noblesse & le peuple égale-
ment opprimés; que l'on avoit voulu arrêter le duc de Bouil-
lon contre toute justice; que l'on avoit refusé au duc de Lon-
gueville la permission d'aller dans son gouvernement; que le
duc de Vendôme, qui n'étoit accusé d'aucun crime, avoit
été retenu prisonnier dans le Louvre, par une violence qui
n'avoit point d'exemple en France, surtout dans un temps
de minorité.

Il finissoit par supplier la reine, de lavis de plusieurs princes,
ducs, pairs, officiers de la couronne, cours souveraines, écle-
siastiques & autres seigneurs, tant présents qu'absens, qui ont lu
& approuvé ladite supplication. Premièrement, d'accorder l'as-
semblée des états généraux libres & sûrs dans trois mois au plus
tard. Secondement, de suspendre l'accomplissement du ma-

1614.

T. I. p. 56.
Le duc de Vendôme se retire en Bretagne.

Mercur. Franç.
t. 3.

Mariage du roi, & de mesdames les sœurs jusqu'à l'assemblée des États.

Dans le temps que le prince écrivoit cette lettre, le duc de Vendôme trouva moyen de s'échapper de la prison. Les historiens varient sur les circonstances de son évafion. Les uns difent que quelques dames étant venues rendre vifite à la duchefle de Vendôme qui étoit avec lui, il prit un habit de femme & fortit fans que les gardes le reconnuffent; qu'il fe tint d'abord caché dans un caroffe; où l'on lui apporta d'autres habits, & qu'ayant trouvé un moment favorable, il fortit du Louvre & prit auffi-tôt la pofté pour fe rendre en Bretagne. D'autres racontent que l'exempt qui le gardoit étoit allé foupper avec fes amis, le duc profita de fon abfence pour faire enfoncer par fes domeftiques une petite porte qu'on avoit condamnée, & par où on avoit coutume de lui apporter du bois avant fa captivité. Cette porte donnoit dans un bûcher qu'il traversa, il gagna enfuite un efcalier qui le conduifit à la porte de derrière du Louvre. Un laquais l'y attendoit avec un cheval fur lequel il monta, & il fortit de Paris par la porte faint Honoré fur les huit heures du foir.

Il fut fort furpris en arrivant à Ancenis d'apprendre, que malgré fa qualité de gouverneur on étoit réfolu de lui refufer l'entrée de la plupart des villes. La reine avoit écrit au parlement & aux villes de Bretagne, de fe tenir fur leurs gardes, & de ne recevoir perfonne de quelque qualité qu'il fut fans un commandement expès du roi. Elle avoit envoyé le duc de Montbazon à Nantes pour y commander. Ainfi le duc de Vendôme fut obligé de refter quelque temps à Ancenis. Une grande quantité de noblefle y accourut pour lui offrir fes fervices, & le duc de Retz fe mit à lever des troupes qui ne devoient agir que fous les ordres de monsieur le gouverneur.

Le prince de Condé écrit au parlement.

Le prince de Condé non-content de faire préfenter à la reine fa lettre du 18 Février, en adreffa une copie au parlement de Paris, & à tous les autres parlemens du royaume. Celle qui étoit deftinée pour le parlement de Paris y fut préfentée le 22 par un gentilhomme du prince nommé Fief-Brun, dans un paquet cacheté. Le parlement, fans l'ouvrir, l'envoya auffi-tôt à la reine par deux confeillers, qui menerent avec

aux au Louvre le sieur Fief-Brun. La reine en ayant lû l'adresse, ordonna aux deux conseillers de le porter à monsieur le chancelier qui l'ouvrit en leur présence. Le sieur Fief-Brun demeura encore quelques jours à Paris, & il porta des lettres du prince de Condé au prince de Conti son oncle, & à tous les cardinaux, princes, ducs, pairs & officiers de la couronne qui étoient à la cour; chaque lettre étoit accompagnée d'une copie de celle qu'il avoit écrite à la reine.

1614.

La plupart des seigneurs sans ouvrir le paquet qui leur étoit adressé, le remirent à la regente, d'autres l'ouvrirent & y firent réponse. Le cardinal du Perron fut de ce nombre. Mais loin d'approuver la conduite du Prince de Condé, il lui représenta que s'il avoit un désir sincère de travailler au bien de l'état, il devoit commencer par se rendre auprès du roi, pour l'assister de ses conseils; que tant qu'on l'en verroit éloigné, on ne manqueroit pas de se servir de l'ombre de son nom pour troubler la tranquillité publique; qu'il n'y avoit point de gouvernement d'état si parfait, sur-tout pendant la minorité des rois, où l'on ne pût trouver quelque chose à redire; qu'après tout, il falloit s'en tenir à la maxime, qu'il n'y avoit point de si mauvais prince, & par conséquent point d'administration si répréhensible qui ne valût mieux qu'une guerre civile. Cette lettre dattée du 3 Mars fut imprimée ainsi que plusieurs autres qui ne servirent qu'à amuser le public. A l'égard des parlemens, le prince de Condé n'en reçut aucune réponse. On en publia une sous le nom du parlement de Bourdeaux: mais elle fut désavouée aussi-bien qu'une apologie qu'un auteur inconnu fit imprimer sous le nom du prince.

La reine de son côté lui écrivit une grande lettre (a) pour servir de réponse à celle dont il avoit affecté de répandre des copies dans tout le royaume. C'étoit une espece d'apologie de son gouvernement qui contient une ample réponse à tous les sujets de plaintes que le prince avoit articulés dans sa lettre.

Lettre de la reine au prince de Condé.

(a) Quelques historiens disent qu'elle fut composée par monsieur de Vallerol. On la voit toute entière dans les manuscrits de Besançon, écrite de la main de président Jeannin, & à en juger par le style de cette piece, il y a lieu de croire qu'il en étoit l'auteur.

1614.

La reine demande à son neveu pourquoi il avoit attendu quatre années entières sans l'avertir des désordres dont il se plaint, quoiqu'il les ait toujours connus. Elle lui soutient qu'il a été consulté sur les plus importantes affaires de l'état, & qu'on lui a témoigné toute la confiance possible, jusques-là que les ministres qui étoient chargés des dépêches & des finances, avoient eû ordre d'aller prendre ses avis chez lui, & qu'ils n'avoient cessé de le faire, que parce que le prince s'étoit lassé lui-même de les écouter. Elle prétend qu'en préférant l'alliance d'Espagne à celle de Savoye, elle n'a fait que se conformer aux intentions du feu roi. Elle nie formellement qu'il ait jamais été question d'arrêter le duc de Bouillon, elle nie pareillement qu'elle ait jamais refusé au duc de Longueville la permission d'aller dans son gouvernement, ajoutant qu'elle l'avoit seulement prié de vouloir bien différer son départ de quelques jours; mais qu'il s'étoit dérobé la nuit pour témoigner une défiance très-mal fondée. A l'égard du duc de Vendôme, elle dit qu'ayant appris qu'il avoit eu une longue conférence avec le duc de Longueville, & qu'il étoit sur le point de s'échapper comme lui pour lever l'étendart de la révolte, elle avoit cru devoir lui donner des gardes dans son appartement, afin de le garantir d'une désobéissance dans laquelle il étoit prêt de se précipiter. Elle trouve étrange que ses libéralités que l'on appelle excessives, lui soient reprochées par ceux mêmes qui en ont profité, & qui les lui ont cent fois extorquées, pour lui vendre en quelque sorte leur fidélité & leur obéissance. Elle finit par exhorter le prince de Condé à revenir auprès du roi.

*Révolte du duc
de Vendôme.*

Pendant que la regente se défendoit par des apologies, le duc de Vendôme tâchoit de soulever la Bretagne. La reine ayant appris qu'il levoit des troupes, envoya ordre au parlement de Rennes de s'opposer à ces levées, en déclarant criminels de lèse-majesté, tous ceux qui prendroient les armes sans commission du roi. Cet ordre étoit contenu dans une lettre que la reine écrivit à cette compagnie, & qui lui fut présentée par le comte de Vertus, que le roi avoit nommé commandant de la province.

Le parlement obéit, & il fit publier une défense de s'assembler en armes sous les ordres du duc de Vendôme.

La

La reine de son côté voulant rassembler des forces pour résister à tant d'ennemis, fit demander aux cantons la levée de six mille Suisses. Le duc de Rohan étoit leur colonel général : mais on avoit tant de raisons de se défier de sa fidélité, que l'on résolut de lui ôter cette charge. Monsieur de Villeroi proposa au conseil de la donner à monsieur de Longueville, que l'on détacheroit par cette faveur du parti de monsieur le prince : mais la reine qui se défioit presque autant du duc de Longueville que du duc de Rohan, rejeta cette proposition, & témoigna qu'elle avoit dessein de la donner à Bassompierre, qui savoit parler Allemand, & qui étoit né dans la Lorraine, pays voisin de celui des Suisses. Monsieur de Villeroi fâché de se voir contredit à l'égard du sujet qu'il avoit proposé, entreprit de donner l'exclusion à celui que la reine avoit en vue. Il représenta que par les anciennes capitulations (a) des rois de France avec les cantons Suisses ; il étoit dit expressément qu'ils auroient toujours pour colonel général, un prince du sang ; qu'à la vérité ils s'étoient relâchés dans la suite sur ce point ; mais à condition que leur colonel, s'il n'étoit pas de la maison royale, auroit au moins la qualité de prince. Il en citoit des exemples, & comme on n'ignoroit pas que cette charge avoit été possédée par un des fils du connétable Anne de Montmorenci, il prétendoit que les

1614.

Memoires de
Bassomp. t. 1.*Bassompierre est
fait colonel gé-
néral des Suisses.*

(a) Tout ce récit est tiré des mémoires de Bassompierre, c'est lui qui attribue à monsieur de Villeroi les discours & les raisonnemens qu'on vient de lire, sur la nécessité de donner aux Suisses un colonel général qui eût au moins la qualité de prince. Ce qui pourroit faire douter de la fidélité ou de l'exactitude de Bassompierre, c'est qu'il est faux que dans les traités & les capitulations de la France avec les Suisses, on eût jamais stipulé que leur colonel général seroit un prince du sang ; ou qu'il auroit au moins la qualité de prince, comme le pere Daniel l'a fort bien remarqué, au II^e. tome de l'histoire de la milice Françoisé, ch. 10. pag. 297. & suivantes. Il est également faux qu'ils eussent toujours eu un prince pour colonel général, puisque le premier qui posséda cette charge en titre d'office fut monsieur de Meru, fils du connéta-

ble de Montmorenci, & le second, monsieur Harlai de Sanci, auquel monsieur de Rohan avoit succédé. Il faut cependant observer qu'en 1587 les sept cantons catholiques avoient demandé à monsieur de Silleri ambassadeur du roi Henri III. auprès du corps Helvétique, qu'il plût à sa majesté leur faire cet honneur de leur donner un prince pour colonel général de tous leurs régimens. C'est tout ce que monsieur de Villeroi pouvoit alléguer de plus fort pour appuyer son opinion, & peut-être qu'il n'en dit pas davantage, & que Bassompierre n'a pas rendu fort exactement dans ses mémoires le discours de ce ministre. Voyez les négociations de monsieur de Silleri en Suisse, l'histoire de la milice Françoisé, & l'histoire militaire des Suisses de monsieur de Zurlauben, t. 1. p. 101.

1614.

Suisses s'en étoient plaints , & qu'ils ne l'avoient souffert qu'à cause du grand crédit & de la réputation de monsieur le connétable, & qu'enfin, monsieur le comte de Soissons qui n'aimoit point les Montmorenci , avoit engagé les Suisses au temps du renouvellement de leur alliance avec le feu roi , à demander que l'on ne leur donnât jamais qu'un prince pour colonel général , & qu'alors monsieur de Sulli fit nommer à cette charge le duc de Rohan , à qui l'on ne pouvoit contester cette qualité.

La reine ne sachant que répondre à ces raisons , proposa le chevalier de Guise ; mais monsieur de Villeroi s'opposa encore à ce choix , disant qu'il donneroit un nouveau prétexte de brouillerie à ceux qui se plaignoient déjà de la faveur déclarée que la reine accordoit à la maison de Lorraine. *Il faudra donc* , dit la reine , *chercher quelqu'un qui soit propre pour cette charge* , & le conseil se sépara sans que l'on eut rien décidé ; mais elle avertit Bassompierre du dessein qu'elle avoit eu de la lui donner , & des difficultés que monsieur de Villeroi lui avoit opposées. Bassompierre ne se rebuta pas. Il parla au colonel Gallati , qui lui dit qu'il se faisoit fort d'obtenir le consentement des Suisses , pour qu'il fût leur colonel général , & de partir dès le lendemain pour le demander aux cantons. La reine accorda un délai de quinze jours & même de trois semaines à Bassompierre , pour lui donner le temps de ménager cette affaire , avec promesse de lui donner la charge , s'il obtenoit le consentement des Suisses. Gallati se rendit promptement à Soleure , & l'assemblée des treize cantons , en donnant avis au roi qu'elle consentoit à la levée de six mille Suisses , ajouta dans sa lettre que s'il plaisoit à sa majesté de leur donner monsieur de Bassompierre pour colonel général , ils le verroient aussi volontiers dans cette place qu'aucun prince qui fût au monde.

La reine ne balança plus à la lui accorder ; & il ne fut plus question que de traiter avec le duc de Rohan , pour le dédommagement qui lui étoit dû. Ce duc envoya sa procuration aux sieurs Arnaud & de Murat. Le traité fut conclu : Bassompierre en avança l'argent , par le commandement de la reine , & il prêta serment pour cette charge le 12 mars

1614.

Les princes songeoient aussi à lever des troupes. Déjà un grand nombre de seigneurs & de gentilshommes s'étoient déclarés pour eux : mais leur armée n'étoit pas nombreuse. Le prince de Condé voulut appeller les huguenots à son secours. Dans ce dessein il envoya le lieutenant de ses gardes au duc de Rohan, qui se tenoit toujours cantonné dans la ville de saint Jean d'Angeli. Il lui fit dire que s'il vouloit prendre son parti, il ne s'accommoderoit jamais avec la cour que de son consentement : mais le duc de Rohan ne pût se résoudre à prendre aucune confiance dans un parti qui n'étoit gouverné que selon les vûes & par les conseils du duc de Bouillon qu'il regardoit comme un politique artificieux, & capable de tout sacrifier à ses intérêts particuliers ; il avoit éprouvé dans l'assemblée de Saumur à quel point il étoit peu sensible aux avantages de la religion protestante, dont le duc de Rohan étoit uniquement occupé : ainsi il fit assez peu de cas des avances du prince de Condé. Il prévint que ce prince ne tarderoit pas à s'accommoder avec la cour, & il se contenta de lui envoyer Haute-Fontaine, un de ses confidens, pour examiner de près ses véritables dispositions ; en même-temps il fit savoir à la reine qu'il ne se sépareroit jamais du parti des huguenots, & que si elle vouloit les contenter, elle auroit bientôt réduit celui des princes mécontents.

L'événement vérifia les conjectures du duc de Rohan. La reine en se préparant à la guerre, cherchoit toujours les moyens de réunir les esprits par un traité de paix ; elle envoya le président de Thou au prince de Condé, pour lui proposer un accommodement, & le prince consentit à se rendre à Soissons pour une conférence qui fut assignée au 14 Avril. Il y arriva le cinq accompagné de tous les princes & seigneurs de son parti, avec une armée de quatre mille hommes de pié & de six à sept cens chevaux. Les députés du roi arriverent le lendemain. C'étoient le duc de Ventadour, les présidens de Thou & Jeannin, & les sieurs de Boissize & de Bullion conseillers d'état.

On s'assembla dans le château de Soissons. Les princes d'abord la convocation des états généraux, la surseance du double mariage avec l'Espagne, & que l'on désarmât de part & d'autre, à condition que l'on traiteroit ensuite

1614.

Le prince de Condé recherche le secours des protestans.

Memoires de Rohan.

Conférences de Soissons.

Mercure François, t. 3.

1614.

de la fureté des états & des intérêts particuliers des princes & des seigneurs mécontents.

Il n'y eut que l'article de la surseance des mariages qui souffrit de la difficulté. La reine l'accorda enfin à condition que cette surseance ne dureroit que jusques au temps de la majorité du roi, qu'il n'en seroit point parlé dans les articles de paix qui seroient publiés ; mais que la reine s'y engageroit par une lettre particuliere qu'elle écriroit au prince de Condé.

On croyoit être sur le point de voir les conférences heureusement terminées, lorsque de nouveaux incidens penserent aliéner les esprits & rallumer le feu de la guerre.

L'armée du roi qui s'assembloit en Champagne grossissoit tous les jours, les six mille Suisses étoient campés près de Troyes. Le prince de Condé en prit ombrage, & ses soupçons augmentèrent lorsqu'il apprit que le régiment Lorrain de Vaubecourt avoit ordre d'entrer dans Vitri, & que le reste des troupes marchoit pour investir sainte Ménehould. Il partit brusquement de Soissons avec son armée pour sauver Vitri : mais en arrivant, il trouva que les troupes du roi s'y étoient établies.

*Sainte-Mene-
hould pris par le
prince de Condé.*

Il ne paroissoit pas cependant qu'il fut encore déterminé à rompre les conférences, puisqu'en partant de Soissons, il écrivit à la reine pour la remercier de ce que ses trois premières demandes avoient été accordées, & pour l'avertir qu'il laissoit à Soissons les ducs de Mayenne & de Bouillon avec un plein pouvoir d'achever le traité, & de conférer avec les députés du roi sur tous les articles qui restoient encore à régler. Ces articles concernoient principalement les intérêts particuliers des princes mécontents; c'étoient ceux qui les touchoient le plus. Et il y a toute apparence que le prince de Condé cherchoit à s'emparer de quelque place pendant les conférences, pour obtenir de la cour avec plus de facilité les grâces qu'il se proposoit d'exiger pour lui & pour eux : car après avoir manqué Vitri, il tourna tout à coup ses armes contre Sainte-Menehould, dont il se rendit maître.

Le duc de Nevers avoit voulu entrer dans cette place; suivi seulement de ses domestiques & de huit de ses gardes. Bouconville qui en étoit gouverneur, vint au-devant de lui

avec quelques-uns des principaux habitans, pour lui dire que la cour leur avoit défendu de recevoir personne dans leur ville, de quelque qualité qu'il fût, sans un commandement exprès du roi. Le duc de Nevers répondit, qu'il y entreroit malgré eux, & qu'il ne souffriroit pas qu'on osât lui fermer les portes d'aucune ville située dans son gouvernement. Bouconville se retira dans le château séparé de la ville par la rivière d'Aisne. L'on tint plusieurs conseils dans la ville, sans savoir à quoi se déterminer.

1614.

Le duc de Nevers avoit déclaré, que si on s'obstinoit à lui en refuser l'entrée, il s'en rendroit le maître dans vingt-quatre heures, & qu'il ruinerait la ville & les habitans. Il savoit que l'armée du prince de Condé étoit proche; elle arriva en effet aux portes de Sainte-Menehould à deux heures après minuit, & à huit heures du matin la ville se rendit.

Cette démarche du prince de Condé hâta la conclusion de la paix. Les députés du roi qui étoient à Soissons eurent ordre de se rendre à Sainte Menehould.

Traité de Sainte-Menehould.

Pendant que l'on y travailloit au traité, le sieur de Haute-Fontaine envoyé du duc de Rohan y arriva. Il fut reçu avec de grands honneurs, & admis dans le conseil des Princes; ils affectèrent de publier qu'il étoit venu leur offrir de la part de son maître, mille chevaux & huit mille hommes d'infanterie, & ils écrivirent même au duc de Rohan qu'il n'y avoit point d'accommodement, & qu'ils le prioient de prendre les armes: mais ce n'étoit qu'un artifice pour embarrasser la cour, & pour en obtenir des conditions plus avantageuses; car Haute-Fontaine lui manda que les princes étoient résolus de s'accommoder, & que le traité étoit conclu. Il fut signé le 13 de Mai.

Par le premier article, la cour s'obligeoit à convoquer les états généraux dans la ville de Sens, pour le vingt-cinq du mois d'Août prochain au plus tard.

Le second regardoit les mariages conclus avec l'Espagne, & comme on avoit une extrême répugnance à les déclarer suris par un traité en forme, ce qui ne pouvoit manquer de blesser la cour d'Espagne; ce second article fut rédigé en ces termes :

« Quant aux mariages la reine régente a écrit à monseigneur

K. iiij

1614.

» gneur le prince sur ce sujet des lettres, dont il a reçu con-
 » tentement. Ainsi il n'est besoin d'en faire mention en cet
 » article.

Il est parlé du traité de Sainte-Menehould dans les mémoires du duc de Rohan : mais les conditions de ce traité n'y sont pas rapportées exactement. On y voit qu'Amboise fut donné au prince de Condé, Sainte-Menehould au duc de Nevers, & que l'on promit une somme d'argent au duc de Bouillon. Il est vrai que, par le sixième article, il est dit que la ville & château d'Amboise seront mis en dépôt entre les mains du prince de Condé, jusques après la tenue des états généraux, avec cent hommes de garnison, pour la garde du château : mais il ne paroît pas par le traité, que la ville de Sainte-Menehould ait été accordée au duc de Nevers. L'article 16. porte seulement qu'il aura la survivance du gouvernement de Champagne pour son fils.

Quant au duc de Bouillon, il n'est pas nommé une seule fois dans tout le traité, on n'y apperçoit son nom que parmi les signatures. On accorde à la vérité par l'article 14, la somme de quatre cent cinquante mille livres au prince de Condé pour être distribuée aux princes & seigneurs de son parti, comme il le jugera à propos, afin de les indemniser des frais qu'ils pouvoient avoir faits à l'occasion de ces mouvemens ; & il se peut faire qu'une grande partie de cette somme fût destinée pour le duc de Bouillon ; mais le traité ne le dit pas.

On voit dans les historiens beaucoup d'autres conditions, qui n'y sont point exprimées, soit que ces historiens en ayant parlé sur des bruits incertains, & sans avoir consulté le traité même, soit qu'elles aient été arrêtées par des conventions secrètes, & particulières, que l'on ne jugea pas à propos d'y insérer.

Si l'on en croit l'historien de la mere & du fils, le duc de Mayenne eut cent mille écus, & la survivance du gouvernement de Paris, que ce prince vouloit joindre à celui de l'Isle-de-France, qu'il avoit déjà. Le duc de Nevers obtint le gouvernement de Mezieres, & la coadjutorerie de l'archevêché d'Auch. On accorda cent mille francs de pension au duc de Longueville, on augmenta du double la compagnie

des gens d'armes du duc de Bouillon, & on lui attribua la connoissance des affaires du taillon (a), qu'il révendiquoit en qualité de premier maréchal de France : mais il est certain qu'aucun de ces articles ne se trouve exprimé dans le traité.

1614.

On régla pour le duc de Vendôme que le fort de Blavet, dont il s'étoit emparé, & qu'il avoit commencé à fortifier, feroit démoli & remis au même état où il étoit avant les troubles, que toutes les fortifications qui auroient été faites en Bretagne, par quelque personne que ce fût, depuis le commencement de ces troubles seroient entièrement rasées ; que le duc de Vendôme, en rentrant dans l'obéissance qu'il devoit, au roi, seroit rétabli dans son gouvernement, & que les états de Bretagne auroient la liberté de lui fournir l'argent nécessaire pour l'entretien de ses gardes. Enfin le roi s'engageoit à déclarer par des lettres-patentes, que le prince de Condé, & tous ceux qui l'avoient suivi n'avoient jamais eu aucun mauvais dessein contre son service, & à faire écrire dans les cours étrangères, qu'on avoit reconnu leur innocence & la pureté de leurs intentions.

Mercurie François, t. 3.

Il étoit dit dans l'article cinq, que les troupes seroient licenciées de part & d'autre, ce qui obligea la reine de congédier une partie des six mille Suisses qu'elle avoit fait lever : elle en retint trois mille pour le service du roi, parce que l'article qui obligeoit de licentier les troupes, ne pouvoit s'entendre à la rigueur qu'à l'égard des princes confédérés, qui n'avoient aucun droit d'en avoir, au lieu qu'on ne pouvoit pas exiger du roi qu'il demeurât sans forces.

Après la signature du traité, les députés du roi retournèrent à Paris, & les princes se séparèrent. Le duc de Longueville fut le premier qui revint à la cour, où il ne resta pas long-temps. Le duc de Mayenne vint y faire quelque séjour ; le duc de Nevers se retira à Nevers ; le duc de Bouillon à Sedan, & le prince de Condé dans ses terres. Mais il écrivit une lettre très-respectueuse à la reine, qui lui envoya sa réponse à Saint Valery. Il alla prendre possession du gouvernement d'Amboise, qui lui fut remis par le sieur Descures. Quelques temps après il eut une conférence avec le duc de Rohan à la

Entrevue du prince de Condé & du duc de Rohan.

(a) C'étoit un impôt qu'on levoit pour l'entretien de la gendarmerie.

1614.

Mémoires de
Rohan.

Roche-des-Aubiers en Anjou ; il tâcha de se justifier auprès du duc , de la précipitation avec laquelle il avoit conclu le traité de Sainte-Menehould , en lui disant que le maréchal de Bouillon l'avoit trompé , qu'il avoit trouvé moyen de lui débaucher la plupart de ses partisans , pour se rendre maître des délibérations , parce qu'il vouloit avoir l'honneur & le profit de tout ; que dans tout le parti il n'y avoit que le seul duc de Nevers qui eût tenu une conduite ferme & sincère : mais qu'il espéroit être le plus fort aux états généraux qui devoient s'assembler incessamment , parce que les princes & seigneurs mécontents travailleroient dans leurs gouvernemens , à faire nommer des députés dont ils seroient sûrs , & qu'alors on pourroit agir efficacement pour remédier aux désordres de l'état.

Le duc de Rohan lui répondit , qu'il se flattoit en vain de dominer dans les états ; que la plupart des députés se tourneroient contre lui ; & qu'au lieu de l'autoriser , ils ne manqueroient pas de l'abandonner , parce que les deux grands ressorts qui font agir les hommes , la crainte du mal & l'espérance du bien étoient entre les mains de la cour.

Il se plaignit ensuite de ce qu'on lui avoit écrit de prendre les armes lorsque le traité étoit fait ; le prince alléguant d'assez mauvaises raisons pour justifier cette conduite ; il fit de grandes protestations d'amitié au duc de Rohan , & il finit par lui dire qu'il approuvoit fort le conseil qu'il avoit donné au duc de Vendôme , de ne point accepter le traité de Sainte-Menehould.

Le prince craignant que la conférence qu'il avoit eue avec le duc de Rohan , ne le rendit suspect à la cour , écrivit au président Jeannin , qu'il n'avoit voulu conférer avec monsieur de Rohan que pour l'empêcher de se joindre au duc de Vendôme , qui entretenoit toujours la guerre en Bretagne.

Mémoires de la
régence , p. 163.
*Le duc de Ven-
dôme persiste dans
sa révolte.*

La reine y avoit envoyé le marquis de Cœuvre pour porter au duc de Vendôme le traité de Sainte-Menehould , & pour l'engager à souffrir la démolition des nouvelles fortifications qu'il avoit ajoutées au fort de Blavet.

Le marquis trouva que ce duc , ainsi que le duc de Retz , étoient fort mécontents de ce traité , dans lequel ils prétendoient que monsieur le prince de Condé n'avoit point eû assez d'égard

d'égard à leurs intérêts. Ils lui firent entendre qu'ils étoient en état de se soutenir par eux-mêmes, & qu'ils espéroient obtenir de la cour de plus grands avantages que ceux qui avoient été stipulés pour eux.

1614.

Le marquis de Cœuvre retourna promptement à la cour, pour y rendre compte des dispositions du duc de Vendôme & du duc de Retz. La reine jugea à propos de faire quelque changement à l'article qui regardoit le fort de Blavet ; au lieu d'en ordonner la démolition, on exigeoit seulement que le duc de Vendôme en fit sortir la garnison pour y mettre des Suisses ; alors le duc de Vendôme signa le traité sans demander aucune autre condition.

Mais on s'aperçut bientôt que l'acquiescement de ce prince n'étoit pas sincère, & que l'on ne parviendroit pas aisément à le réduire par la voie des négociations. L'on apprit par les lettres de Bretagne, qu'il y agissoit en Souverain, & qu'il ne paroïssoit pas disposé à céder le fort de Blavet, comme il s'y étoit engagé. Sur ces avis, la régente prit la résolution de mener le roi en Bretagne, pour l'obliger à exécuter ses promesses, & pour le réduire à une entière obéissance.

La cour se rendit d'abord à Nantes où les états de la province devoient s'assembler.

Avant que d'y arriver, la reine apprit que le duc de Vendôme n'avoit encore congédié qu'une partie de ses troupes : mais quand il fut que le roi étoit entré en Bretagne, il les renvoya, & il vint à Nantes pour rendre ses respects au roi & à la reine, & pour les assurer qu'il étoit résolu de se soumettre sans aucune réserve à toutes leurs volontés.

Il s'en falloit beaucoup qu'il eût attiré toute la province dans son parti : il paroît au contraire par les cahiers que les états présenterent au roi, que les Bretons n'avoient aucun penchant pour la guerre civile. Ils demanderent que l'on poursuivît en justice tous ceux qui avoient commis des excès & des violences sous l'autorité du gouverneur, & qu'ils ne fussent point compris dans les lettres d'abolition. La cour fut obligée de mettre des bornes à leur zele en restreignant cette poursuite à certains cas particuliers.

Ils ne se contenterent pas de demander que l'on rasât entièrement les fortifications de Blavet : ils supplierent encore

1614.

Le 16. Sept.
Statue d'Henri
IV. sur le pont-
neuf.

Mercur. Fran-
çois, t. 3.

Majorité du roi.

Traité de la
majorité, par Du-
pas, p. 501.

le roi de faire démolir celles de Lamballe, de Montcontour, de Broons, de Douarnenez & de plusieurs autres places. La cour n'eut pas de peine à leur accorder toutes ces demandes. Les troubles de la Bretagne étant apaisés, le roi & la reine revinrent à Paris, où on leur fit une réception magnifique.

La statue équestre d'Henri IV. qu'on nomme communément le cheval de bronze, avoit été placée sur le pont-neuf pendant leur absence.

Ferdinand, grand duc de Toscane avoit fait fondre cette statue par un excellent sculpteur, nommé Jean de Boulogne; Cosme second y fit mettre la dernière main par un autre sculpteur nommé, Pietro Taca. Le chevalier Pescholini fut chargé de la conduire en France. Elle fut embarquée à Livourne. Le navire qui la portoit, avant que d'arriver au Havre, échoua contre un ban de sable, l'équipage se sauva, mais il fallut repêcher la statue qui étoit enfoncée dans la vase. Enfin on la remit sur un autre vaisseau, & elle arriva au Havre dans les premiers jours de Mai. Le chevalier Pescholini se rendit promptement à la cour pour avertir que cette statue étoit enfin arrivée à bon port, & qu'il l'avoit laissée au Havre. On fit aussitôt travailler au piédestal dont le roi posa la première pierre le 2 Juin: mais la statue ne put être transportée à Paris qu'après le départ de la cour pour le voyage de Bretagne. Elle fut placée sur le piédestal le 23 Avril 1614. Les ornemens en bronze que l'on y voit, furent faits par le sieur de Franqueville premier sculpteur du roi. On mit dans le ventre du cheval une longue inscription en françois, écrite sur un parchemin renfermé dans un tuyau de plomb, où sont marqués les noms des principaux magistrats de ce tems là qui assistèrent à la cérémonie.

Le roi étant entré dans sa quatorzième année le 28 Septembre, résolut de tenir un lit de justice au parlement pour y déclarer sa majorité.

On avoit eu dessein de faire cette cérémonie dès le 30 Septembre: mais il y survint des difficultés qui obligèrent de la différer jusqu'au 2 Octobre. Le duc d'Epemon & les autres pairs prétendirent que, lorsque le roi seroit placé sur son trône, ils se leveroient de leurs places pour aller lui rendre leurs hommages avant monsieur le chancelier. Le conseil du

roi éluda cette première difficulté, en réglant qu'il n'y auroit que la reine seule qui quitteroit sa place pour aller saluer le roi, & que tous les autres le salueroient sans sortir de leur rang. La contestation des pairs ecclésiastiques avec les cardinaux parut plus difficile à décider. La reine chargea le parlement de la juger.

1614.

Deux jours avant le lit de justice, les pairs ecclésiastiques demandèrent instamment que les chambres fussent promptement assemblées pour terminer ce différend : mais le parlement jugea qu'il ne restoit pas assez de temps jusqu'au lit de justice, pour pouvoir examiner mûrement une affaire de cette importance, & que d'ailleurs la déclaration de la majorité n'étant point une action de pairs, ni un jugement, mais une simple manifestation de la volonté du roi en exécution de la loi du royaume, sa majesté pouvoit se faire accompagner dans une telle cérémonie, par qui il lui plairoit. Les gens du roi furent envoyés au Louvre pour faire part à la reine de cette décision, & ils la prièrent d'employer son autorité pour que la cérémonie se fit sans trouble & sans confusion.

Le 2. d'Octobre, le cardinal de Sourdis s'étant présenté pour prendre séance au parlement, le premier président lui dit, que les cardinaux n'y avoient point d'entrée. Il se retira, en attendant que le roi fût arrivé ; & sa majesté étant dans la grand'chambre, il le suivit avec les autres cardinaux. Le premier président leur dit, qu'ils n'avoient point de séance en la cour : mais le roi prenant la parole, déclara qu'il leur avoit ordonné de l'accompagner, & qu'il vouloit qu'ils se missent à la place qu'ils avoient coutume d'occuper. Les cardinaux se mirent sur les hauts sièges à la gauche du roi : mais aucun des pairs ecclésiastiques ne voulut assister au lit de justice. Et l'on mit dans le procès-verbal : *N'y ont assisté les pairs clercs, parce qu'ils ont prétendu précéder les cardinaux.*

L'évêque de Paris qui avoit coutume de se placer à la suite des pairs ecclésiastiques, ne voulut pas se mettre après les cardinaux ; & il se plaça au-dessus du sieur Menardeau doyen des maîtres des requêtes, qui s'en plaignit : mais le parlement décida que l'évêque de Paris demeureroit dans la place qu'il avoit prise.

La marquise de Guiercheville, dame d'honneur de la reine,

1614.

fut assise à côté du prévôt de Paris. La princesse de Conti, la comtesse de Soissons, les duchesses de Guise, d'Elbœuf, de Ventadour & de Montmorenci, prirent place sur des tabourets dans le parquet. Il ne se passa rien de fort remarquable au lit de justice. Le roi y parla le premier, & il déclara qu'étant parvenu à l'âge de majorité, il prétendoit gouverner son royaume avec piété & justice. Le chancelier prononça ensuite une harangue qui ne se trouve point dans les registres du parlement, les relations portent qu'il fit de grands éloges du gouvernement de la reine. Lorsqu'il eut fini son discours, la reine se leva & dit, qu'elle remercioit Dieu de ce qu'il lui avoit fait la grace d'élever le roi son fils jusques à l'âge de sa majorité, & de maintenir son royaume en paix; qu'elle lui en remettoit aujourd'hui le gouvernement, exhortant la compagnie & tous les sujets de sa majesté à lui rendre le service, la fidélité & l'obéissance qu'ils lui devoient comme à leur souverain.

Le roi s'étant levé de son throne, s'avança deux ou trois pas vers elle, le chapeau à la main, & lui dit; qu'il la remercioit des soins qu'elle avoit bien voulu prendre pour lui, qu'il la prioit de continuer à gouverner & à commander comme elle avoit fait jusques alors: qu'il vouloit qu'elle fût obéie en tout & par-tout, & qu'en son absence elle fût toujours chef de son conseil.

Le premier président & l'avocat général firent chacun leur harangue, & ce dernier conclut par requérir l'enregistrement d'une déclaration qui confirmoit les édits de pacification, & qui défendoit les duels, les blasphèmes, & toutes ligue & associations contraires au bien de l'état. L'assemblée se sépara sur les deux heures après midi, & le roi retourna au Louvre au milieu des acclamations du peuple.

Education de
Louis XIII.

Mémoires de la
régence, p. 62.

Quoique le roi fût majeur, la reine mere continua toujours à gouverner le royaume avec la même autorité. Les historiens du temps n'ont presque point parlé de l'éducation de ce prince; tout ce que l'on en fait, c'est que le feu roi son pere lui avoit donné pour précepteur le sieur Vauquelin des Yveteaux. Cette place avoit été fort recherchée. Le cardinal du Perron l'avoit sollicitée pour son frere, & s'étoit offert à diriger lui-même les études du jeune prince; on avoit pro-

posé de la donner à Scaliger ; mais Henri IV. de son propre mouvement , y avoit nommé le sieur des Yveteaux , qui ne la garda pas long-temps. Elle lui fut ôtée dès le commencement de la régence , & il eut ordre de se retirer de la cour. Le maréchal d'Etrées , en parlant de son éloignement , dit que ceux qui lui succéderent firent voir à tout le monde que la jalousie qu'on avoit conçue de son savoir & de son mérite , avoit été cause de sa disgrâce , plutôt qu'aucun dessein de donner à ce jeune prince une éducation royale. Des Yveteaux fut remplacé par Nicolas le Fevre, qui avoit été chargé par Henri IV. d'instruire le prince de Condé. Il étoit en commerce de lettres avec le cardinal Baronius , à qui il fournissoit de temps en temps d'excellens mémoires pour la composition de son histoire ecclésiastique : mais on peut être fort savant sans avoir toutes les qualités nécessaires pour élever un prince. Le Fevre avoit plus de soixante-dix ans, lorsqu'il fut nommé précepteur de Louis XIII. & comme il mourut le 13. Novembre 1612. il ne demeura que fort peu de temps auprès de son auguste élève. Après sa mort, Fleurance Rivaut habile mathématicien qui étoit sous-précepteur, fut seul chargé de l'instruction du roi , à qui il donna des connoissances sur ce qui regarde l'artillerie & les fortifications , selon le degré de science qu'on en avoit en ce temps-là. Il parut aussi en quelques occasions que Louis XIII. entendoit assez la langue Latine , du moins telle qu'on la trouve dans les prières communes & dans les livres d'église : mais il n'aima jamais la lecture. On prétend que les livres du président Fauchet qu'on lui fit lire malgré lui , l'en dégoûterent pour le reste de sa vie.

La reine s'étoit obligée par le traité de Sainte-Menehould, de convoquer les états généraux le 25. d'Août au plus tard dans la ville de Sens. Cette convocation fut ensuite différée jusqu'au 10. Septembre. Le voyage du roi en Bretagne la fit encore remettre au 10. d'Octobre : mais le roi étant devenu majeur dans cet intervalle , la reine se trouva plus puissante que jamais , par la confiance entière que ce jeune monarque lui témoigna. Elle usa de son pouvoir ; & de sa propre autorité , elle changea le lieu de l'assemblée des états. Ils avoient été convoqués à Sens par une déclaration du 25. Juin,

*Etats généraux
assemblés à Paris.*

1614.

Hist. de la mere
& du fils.

& par une autre déclaration du 13. Octobre, ils furent convoqués à Paris.

Le prince de Condé affecta de témoigner une extrême indifférence pour cette convocation, il fit même dire à la reine que si elle vouloit ne point assembler d'états, ceux-mêmes qui les avoient demandé feroient les premiers à approuver sa conduite: mais on fit regarder à la reine cette proposition comme un piège qu'on lui tendoit, & le conseil jugea que le prince de Condé ne donnoit cet avis que pour se préparer un prétexte de se plaindre, de ce qu'on avoit ouvertement violé le traité de Sainte-Menehould; prétexte qu'il ne manqueroit pas de faire valoir au premier mécontentement pour exciter de nouveaux troubles.

Ainsi, plus il s'efforçoit de persuader à la reine, que les états étoient inutiles, plus elle s'affermissoit dans le dessein où elle étoit de les assembler. Quand le prince de Condé & ses adhérens s'aperçurent que l'on pensoit sérieusement à les convoquer, les émissaires qu'ils envoyèrent dans toutes les provinces, travaillèrent à faire nommer des députés favorables à leurs desseins.

Mais, malgré tous leurs soins, le prince & ses partisans n'eurent aucun crédit dans les états, soit que les députés qu'ils avoient choisis manquassent de courage & de fermeté, soit qu'ils n'eussent pû réussir à faire tomber le choix sur ceux qu'ils désiroient.

La liste de ces députés est si longue, que l'on n'a pas jugé à propos de l'insérer ici. On la trouve dans le mercure François & dans le recueil du sieur Dupin. Les députés de la noblesse n'y sont nommés qu'après ceux du clergé, & ceux-ci ne sont pas tous tirés du clergé séculier, on y voit quelques religieux. Le prieur des Chartreux de Paris est du nombre des députés du clergé de cette ville; le ministre du couvent de l'ordre de la Sainte Trinité de la rédemption des captifs, établi à Bar-sur-Seine, fut député pour le bailliage de Bar-sur-Seine; & le supérieur des Capucins de la mission, établie au pays de Gex, y fut député du clergé de ce bailliage.

L'évêque de Luçon qui fut depuis le cardinal de Richelieu, eut une double députation: celle du clergé de la sénéchaussée de Loudunois, & celle du clergé de Poitou, Fon-

tenai & Niort. La chambre ecclésiastique étoit composée de cent quarante députés, dont cinq étoient cardinaux, sept archevêques, quarante-sept évêques & deux chefs d'ordre; savoir les abbés de Cîteaux & de Clairvaux. Les autres étoient des abbés commendataires, des doyens, & chanoines de cathédrales, des curés & des supérieurs de couvens. Il y avoit cent trente-deux gentilshommes dans la chambre de la noblesse; & dans celle du tiers-état, cent quatre-vingts-douze députés, selon le calcul du mercure François, qui n'est pas tout à fait conforme aux listes imprimées. Ces sortes d'assemblées commencent ordinairement par des cérémonies, & par des disputes sur la préséance. Le roi régla par un arrêt du conseil l'ordre que devoient garder entre eux les députés de différens gouvernemens; & il laissa à la chambre ecclésiastique le soin de décider celle qui s'éleva entre les abbés commendataires, & les dignités des églises cathédrales. Ceux-ci ne pouvoient souffrir que les abbés commendataires eussent le pas sur eux. L'abbé d'Etampes, aumonier du roi, & abbé de Bourgueil, parla pour les abbés, & Charles de la Saussaye doyen d'Orléans, soutint la cause des églises cathédrales. Chacun défendit son droit avec beaucoup de force & d'érudition: mais la question ne fut pas décidée, la chambre ecclésiastique jugea seulement que, sans préjudice des droits des parties, chacun se placeroit sans distinction, ni préséance. Il n'y eut que les abbés de Cîteaux & de Clairvaux, qui, en qualité de chefs d'ordre titulaires, eurent un rang distingué.

François de Joyeuse, cardinal, archevêque de Rouen, & doyen du sacré collège, fut élu président de la chambre ecclésiastique; Henri de Beaufremont baron de Senecey, le fut de la chambre de la noblesse, & Charles Miron prévôt des marchands de la ville de Paris, fut élu président du tiers-état.

On indiqua un jeûne de trois jours, qui fut suivi d'une procession générale. Leurs majestés y assisterent avec tous les députés, on alla de l'église des Augustins à celle de Notre-Dame. L'ouverture des états se fit le lendemain 27 Octobre dans la salle de Bourbon au Louvre, & le premier Novembre, jour de la Toussaints, tous les députés communierent dans l'église des Augustins. Le roi avoit réglé que le clergé

1614.

Mercure François, t. 3.

1614.

s'assembleroit dans leur couvent, la noblesse dans celui des Cordeliers, & le tiers-état à l'hôtel-de-ville. Mais après leur première assemblée, la noblesse & le tiers-état demandèrent qu'il leur fût permis de s'assembler aux Augustins, afin que les trois ordres pussent conférer ensemble plus commodément, ce qui leur fut accordé sans difficulté. Leurs conférences se faisoient par des députés que l'on envoyoit d'une chambre à l'autre; ceux de la noblesse qui venoient à la chambre ecclésiastique, étoient reçus par deux évêques & deux députés du second ordre, & ensuite placés dans des fauteuils vis-à-vis du président; ceux du tiers-état, n'y étoient reçus que par un évêque & deux députés du second ordre, on donnoit un fauteuil à celui qui devoit porter la parole, les autres étoient assis sur des bancs. Lorsque le clergé envoyoit ses députés à la chambre de la noblesse, on les plaçoit au-dessus de tous les gentilshommes.

Les conférences des trois ordres furent très-fréquentes pendant la tenue des états : mais presque toujours infructueuses, parce qu'ils eurent des vûes & des sentimens opposés. Il s'agissoit de travailler à la réformation de l'état; la noblesse proposa d'abord de demander au roi, 1^o. la suppression du droit annuel, appelé communément *la paulette*, parce que le premier traitant à qui l'on accorda la perception de ce droit se nommoit Paulet, 2^o. le retranchement des nouvelles commissions expédiées pour examiner la quantité de sel que les nobles & les ecclésiastiques avoient pris depuis deux années. Le droit annuel avoit été établi pour rendre les charges & les offices de judicature héréditaires. On payoit au roi tous les ans le soixantième denier du prix de la charge; & en vertu de cette taxe la charge appartenoit de plein droit aux héritiers. Elle revenoit au roi quand la taxe n'avoit pas été payée. Henri IV. n'avoit établi cette imposition & le privilège qui y étoit attaché que pour neuf ans. Elle avoit commencé en 1605, & devoit finir par conséquent en 1614. La noblesse demanda que la Paulette fût supprimée, & qu'en attendant, le payement en fût sursis. Le clergé y consentit sans peine, ainsi qu'au retranchement des recherches sur le sel.

La suppression du droit annuel n'intéressoit en rien ces deux corps : mais la chambre du tiers-état étoit pleine de magistrats,
&

& d'officiers de justice, qui regardoient comme un avantage de pouvoir transmettre leurs charges à leurs héritiers. Ils ne refuserent pas cependant de se joindre au clergé & à la noblesse, pour demander la suppression du droit annuel & des recherches sur le sel : mais ils jugerent à propos d'y ajouter deux autres demandes ; la première que les tailles fussent diminuées d'un quart, & réduites sur le pié où elles étoient en 1556 ; & la seconde que l'on suspendît le payement des pensions & des gratifications que le roi donnoit.

Ce dernier article intéressoit particulièrement la noblesse : elle fit dire au tiers-état que ces deux demandes lui paroissent justes ; mais qu'il ne falloit pas demander tant de choses à la fois, & qu'il valoit mieux se borner d'abord aux deux points arrêtés dans la chambre du clergé & dans celle de la noblesse, qui exigeoient une prompte expédition, & que l'on pourroit revenir dans la suite à ceux que le tiers-état proposoit, lorsqu'on auroit eû le temps d'en examiner plus à loisir les inconvéniens & les avantages.

Mais le tiers-état représenta qu'il étoit absolument nécessaire de diminuer les dépenses, à proportion que l'on diminueoit les revenus ; que ceux du roi seroient considérablement affoiblis par la réduction des tailles, & par la suppression du droit annuel qui lui rapportoit quatorze cents mille francs chaque année, & qu'il n'y avoit pas de dépenses plus inutiles que celle des pensions, dont la plupart avoient été extorquées pendant la minorité du roi par des gens sans mérite ; qu'enfin puisque le tiers-état avoit consenti à la surseance, & même à la suppression du droit annuel qui intéressoit tous les magistrats, la noblesse ne devoit pas faire difficulté de donner son consentement à la surseance & au retranchement des pensions, & de sacrifier pareillement au bien public l'intérêt personnel de quelques-uns de ses membres.

La contestation ne regardoit proprement que la chambre de la noblesse & celle du tiers-état : le clergé qui n'y avoit aucun intérêt, fit tous ses efforts pour accorder les deux autres chambres, & pour engager le tiers-état à contenter la noblesse : mais il ne put y réussir, & lorsqu'on alla au Louvre le 17 Novembre, pour faire au roi les demandes dont on étoit convenu ; la noblesse & le clergé demanderent d'uncôté

1614.

la surseance du droit annuel, & la révocation des commissions ordonnées pour la recherche du sel ; & de l'autre le tiers-état demanda séparément la diminution des tailles & des pensions.

La cour profita de cette division pour ne rien accorder ; elle assura les députés qu'on auroit égard à leurs requêtes, dans tout ce qui seroit juste & raisonnable, & les exhorta à dresser le cahier général de leurs plaintes, sans s'arrêter à des propositions particulières.

On publia divers écrits pour & contre la vénalité des offices de judicature. Un financier nommé Beaufort, proposa un système pour le remboursement de ces offices dans toute l'étendue du royaume, & il présenta là-dessus divers mémoires, que l'on examina dans la chambre du tiers-état ; qui ne les approuva pas.

Le clergé résolut de demander au roi la publication du concile de Trente : mais le tiers-état s'y opposa fortement, & cette contestation fut soutenue de part & d'autre avec beaucoup de vivacité.

1615.

Les trois chambres ne se réunirent que pour obtenir l'établissement d'une chambre de justice, composée des députés des trois ordres, pour examiner les malversations des financiers. Cette demande fut faite par des députés qui se transportèrent au Louvre. La cour eût bien voulu que l'on ne s'occupât dans chaque chambre qu'à dresser le cahier général, sans s'arrêter à faire de pareilles demandes. On leur remit cependant les états de recette & de dépense : il se trouva que la dépense de l'année (1614.) montoit à vingt-un million cinq cents mille livres, & que la recette ne montoit qu'à dix-sept millions huit cents mille livres : mais on refusa de leur faire voir le détail des pensions.

Rien ne causa tant de trouble & de division dans les états, qu'un article proposé par le tiers-état, pour la sûreté de la vie des rois, contre la détestable doctrine qui n'avoit été que trop en vogue dans le temps de la ligue, & pour établir l'indépendance entière & absolue de leur couronne. Le clergé refusa de l'adopter, & les évêques en proposèrent un autre sur le même sujet, qui fut rejeté par le tiers-état. C'est ainsi qu'une grande partie du temps que les états furent assemblés, se passoit en contestations & en disputes. La cour pressoit toujours

les députés de travailler à leur cahier général. On obéit enfin, & les cahiers furent présentés au roi le 23 Février.

1615.

Ce fut l'évêque de Luçon qui harangua au nom du clergé. Ce prélat doit faire une si grande figure dans le regne de Louis XIII, qu'il est à propos de le faire connoître plus particulièrement. Il étoit fils de François du Pleffis seigneur de Richelieu, & de Susanne de la Porte. Son pere avoit été grand prévôt de l'hôtel, & chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. Henri IV. l'avoit nommé capitaine des gardes du corps : mais il mourut sans avoir pris possession de cette charge. Il eut de son mariage avec Susanne de la Porte trois fils & deux filles. L'ainé se nommoit Henri, le second Alphonse, & le troisième Armand-Jean. L'ainée de ses filles nommée François, fut mariée en premières nœces à Jean de Beauvau seigneur du Rivau, & en secondes nœces, elle épousa René de Vignerod seigneur du Pont de Courlay ; la cadette nommée Nicole, fut mariée à Urbain de Maillé marquis de Brezé. Armand-Jean du Pleffis dont nous parlons ici, étoit né à Paris le 5 Septembre de l'année 1585. Il n'avoit que cinq ans lorsqu'il perdit son pere.

Susanne de la Porte sa mere prit soin de son éducation, il fut instruit des premiers élémens des belles-lettres par le prier de Saint-Florent, ensuite on le mit en pension au collège de Navarre, & quelque temps après à celui de Lyzieux, où il fit son cours de philosophie.

Après ses premières études, comme il n'étoit point destiné à l'état ecclésiastique, on l'envoya à l'académie, où il fit ses exercices. Il portoit alors le nom de marquis du Chilou ; son frere Alphonse qui étoit abbé fut nommé à l'évêché de Luçon, qui avoit été possédé quelques années auparavant par Jacques du Pleffis aumônier du roi Henri II, & grand oncle de messieurs de Richelieu. Alphonse y renonça pour se faire Chartreux : mais la famille obtint du roi que la nomination passeroit à son cadet, qui embrassa l'état ecclésiastique. Armand s'appliqua d'abord à l'étude de la théologie, & il reçut le bonnet de docteur après avoir soutenu ses theses en camail & en rochet, comme évêque nommé. Il se retira ensuite dans une maison de campagne auprès de Paris, où il employa deux ans entiers à l'étude de la théologie & des controverses, sous

1615.

Gallia christiana
de messieurs de
Sainte-Marthe.

la conduite d'un docteur de l'université de Louvain. Il voyoit que le cardinal du Perron avoit fait une grande fortune par cette voie, & il étudioit souvent huit heures par jour : mais la délicatesse de sa santé le rendoit incapable de soutenir long-temps un travail si opiniâtre, & il fut obligé d'y mettre des bornes. Il n'avoit que vingt-un ans, lorsqu'il se rendit à Rome pour y solliciter lui-même l'expédition de ses bulles, & la dispense d'âge nécessaire pour se faire sacrer. Il eut audience du pape Paul V. qui lui accorda la dispense qu'il demandoit, & il fut sacré à Rome par le cardinal de Giuri, au mois de Juin de l'année (a) 1606. On lit dans les libelles qui furent publiés contre lui, que pour obtenir plus facilement la dispense dont il avoit besoin, il avoit trompé le pape en se disant plus âgé qu'il n'étoit, & qu'après la cérémonie de son sacre, il alla demander au pape l'absolution de ce mensonge : mais ce fait n'a jamais été bien éclairci. Tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'il seroit assez extraordinaire, que l'on lui eût accordé une pareille dispense dans une si grande jeunesse, s'il ne se fût pas donné quelques de plus années. Lorsqu'il harangua le roi au nom du clergé, il étoit déjà connu de Marie de Medicis & du maréchal d'Ancre ; il avoit trouvé moyen de s'introduire chez la marquise de Guercheville dame d'honneur de la reine mere, & il étoit ami de Barbin, que cette princesse consultoit quelquefois sur les plus importantes affaires, depuis qu'il avoit obtenu la charge d'intendant de sa maison, après avoir été procureur du roi à Melun.

Il y eut deux endroits dans la harangue de l'évêque de Luçon qui furent fort remarqués. Dans l'un, il se plaignoit assez vivement de ce qu'aucun ecclésiastique n'étoit admis dans les conseils du roi ; & dans l'autre, il supplioit sa majesté de continuer à donner sa confiance à la reine sa mere, & à lui laisser l'entière administration des affaires de son royaume.

Le clergé & la noblesse demanderent dans leurs cahiers, la publication du concile de Trente ; l'entier rétablissement de la religion catholique dans le Bearn ; l'abolition du droit

(a) D'autres disent, qu'il fut sacré le 17. Avril 1607. & dans ce cas, il l'auroit été à l'âge de vingt-deux ans. On a suivi les dates marquées dans le livre de messieurs de Sainte-Marthe qui a pour titre : *Gallia Christiana*.

annuel ; la suppression de la vénalité & de l'hérédité des charges , tant civiles que militaires ; & l'accomplissement des mariages conclus entre la France & l'Espagne. C'étoit le point que la reine avoit le plus à cœur , parce que le prince de Condé & ses partisans s'étoient flattés d'engager les états généraux à s'opposer formellement à ces mariages : mais ils ne purent y réussir ; & l'évêque de Luçon ne manqua pas de dire dans sa harangue , que le clergé souhaitoit que sa majesté accomplît les mariages du roi & de madame sa sœur , avec l'infante & le prince d'Espagne , *pour attacher à jamais la paix entre ces deux royaumes*. Il n'ignoroit pas qu'il ne pouvoit faire à la cour une demande qui lui fût plus agréable.

Les états avoient demandé que la cour répondît à leurs cahiers avant que de les congédier : mais on n'avoit garde d'y consentir ; ç'eût été se mettre dans une espece de nécessité de les contenter sur tous les points , ou de voir continuer leur assemblée au-delà des bornes ordinaires. Il fut résolu qu'ils se separeroient dès le jour même qu'ils auroient présenté leurs cahiers au roi : mais en même temps , pour ne pas leur donner lieu de croire qu'on étoit résolu d'avance à n'y avoir aucun égard , on leur permit de s'assembler chez les présidens avec des commissaires du roi , pour conférer sur les demandes différentes qui se trouveroient dans les cahiers.

Il y eut diverses conférences , qui au lieu de résoudre les difficultés ne firent que les augmenter. Les cahiers contenoient un si grand nombre d'articles , qu'il eût fallu beaucoup de temps & d'application pour les discuter. Le roi manda au Louvre le 24 Mars les principaux députés des trois ordres , & le chancelier leur dit , que le roi & son conseil avoient lû leurs cahiers ; mais qu'ils contenoient un si grand nombre d'articles , qu'il n'étoit pas possible d'y répondre aussitôt que leurs majestés l'avoient espéré ; que cependant le roi pour leur donner des preuves de sa bonne volonté , les satisferoit incessamment sur quelques-uns de ces articles , auxquels ils avoient paru plus particulièrement attachés : que la vénalité des charges seroit abolie ; que l'on établiroit une chambre pour la recherche des financiers , & que les pensions seroient retranchées ; qu'à l'égard des autres articles , on auroit soin d'y pourvoir le plus promptement qu'il seroit pos-

M ij

1615.

Mercurie François , t. 3.

1615.

Recueil de pié-
ces, concernant
l'histoire de Louis
XIII.

sible. On supprima ensuite le droit annuel : mais sept semaines après, il fut rétabli pour contenter les magistrats, dont la plupart aimoient mieux le payer que de ne pas laisser dans leur famille les charges qu'ils possédoient. Les financiers ne furent pas plus inquiétés, ni les pensions plus rares, ou données avec plus de discernement qu'auparavant : ainsi les états dont on avoit tant espéré ne produisirent aucun effet ; ce sont les derniers qui se soient tenus en France.

Il est vrai que les cahiers qu'ils présenterent étoient si longs, que ce n'eût pas été un petit ouvrage que d'y répondre ; ceux du tiers-état seul faisoient un volume. On y établissoit comme une loi fondamentale de l'état d'assembler les états généraux tous les dix ans.

Le prince de Condé n'avoit eu le gouvernement d'Amboise, que comme un dépôt qu'il étoit obligé de rendre ; il avoit affecté de ne point assister aux états, & il y avoit eu si peu de crédit, qu'on avoit mis dans les cahiers un article exprès pour le faire souvenir de cette obligation. On y disoit au roi, que » par le traité de Sainte-Menehould, sa majesté » trouva bon de laisser quelques villes en ôtage pour sûreté » des conditions accordées, & d'y entretenir quelques garnisons jusques à la convocation des états, ce qui ayant été » fait, il est plus que raisonnable que l'établissement desdites » garnisons cesse, pour soulager dès à présent vos finances, » & que lesdites places, baillées & consignées en dépôt » soient remises ès mains de votre majesté, sans que pour » cela elle soit tenue à aucune récompense.

Cet article regardoit évidemment le prince de Condé. Il fut donc obligé de remettre son gouvernement d'Amboise, qui fut donné à Charles d'Albert de Luynes, que l'on verra bientôt élevé à la plus haute fortune.

Il étoit né à Mornas ville du Comtat l'an 1578, son pere se nommoit Honoré d'Albert seigneur de Luynes, de Brantes, & de Cadenet ; sa mere nommée Anne Rodulf, étoit alliée aux maisons de Foix, de Partenai, d'Angennes, & de Montmorenci.

Monsieur le Laboureur a inséré dans ses additions aux mémoires de Castelnau une généalogie, que ce célèbre historien oppose à ce qui s'est publié par un esprit de haine & d'en-

vie , contre la noblesse de monsieur de Luynes (a). On a vû dans l'histoire du regne de Louis XI. qu'un de ses ancêtres avoit eu la charge de prevôt maître des cérémonies de l'ordre de Saint-Michel , dès le temps que cet ordre fut institué.

1615.

Honoré d'Albert pere de Charles , connu dans nos histoires sous le nom du capitaine Luynes , fut fait chevalier de l'ordre par le roi Charles IX , & il obtint par ses services des emplois considérables en ce temps-là. On le voit successivement gouverneur du château Dauphin , des villes & château de Beaucaire , colonel des bandes Françoises en Languedoc , maître général de l'artillerie du roi dans la même province , chambellan de monsieur le duc d'Alençon frere du roi , & enfin gouverneur du Pont-Saint-Esprit , & des places situées dans les dioceses de Viviers & d'Uzès.

Pris sur les pie,
ces originales.

Charles d'Albert son fils aîné avoit deux freres , dont l'un se nommoit Brantes & l'autre Cadenet. Charles qui portoit le nom de Luynes fut amené à la cour par son pere , & présenté au roi Henri IV. qui le fit page de la chambre. Il fut reçu ensuite dans la maison du comte de Lude , où il ne demeura pas long-temps.

Les trois freres vivoient ensemble dans une si parfaite union, qu'elle leur attiroit l'estime de tout le monde. L'aîné obtint d'Henri IV. une pension de douze cents écus qu'il partageoit avec Brantes & Cadenet. Il avoit l'air doux & la physionomie heureuse. Henri IV. le mit auprès du Dauphin , & il trouva bon que ses deux freres & lui prissent part aux divertissemens de ce jeune prince.

Hist. de la mere
& du fils.

Ils continuerent à le voir familièrement quand il fut sur le throne ; & Luynes ayant remarqué qu'il avoit un goût particulier pour la fauconnerie , s'appliqua à lui rendre cette chasse agréable. Il lui fit présent de quelques pies-grièches , que l'on avoit dressées à fondre sur les petits oiseaux , comme les oiseaux de proie fondent sur le gibier. Le roi prenoit un extrême plaisir à cet amusement , & son inclination pour le sieur de Luynes augmentoit de jour en jour. On n'y fit aucune attention pendant tout le temps de sa mi-

(a) Il a paru depuis une histoire du comtat Venaissin , où l'on rapporte un titre , qui prouve que les d'Alberts établis à Mornas , étoient de la même maison que les Alberti de Florence.

1615.

norité : mais quand il fut majeur, sa faveur ne fut plus regardée avec la même indifférence. Le maréchal d'Ancre en prit ombrage, & il fit entendre à la reine qu'il falloit qu'elle s'attachât le sieur de Luynes par ses bienfaits.

C'est ce qui détermina Marie de Medicis à lui donner le gouvernement d'Amboise, que l'on regardoit en ce temps-là comme une place importante, & la même année il eut encore un brevet de conseiller d'état.

Mémoires de la
régence, p. 17.

Le maréchal d'Etrées prétend que le maréchal d'Ancre cherchoit à se faire un appui du sieur de Luynes, contre monsieur de Souvré gouverneur du roi, qui lui paroissoit avoir trop de crédit sur l'esprit de ce jeune monarque; ce qui montre, ajoute le maréchal d'Etrées, *la foiblesse & l'incertitude du jugement humain, puisque le maréchal d'Ancre reçut du mal du côté où il attendoit le remède.*

Il paroît cependant que le maréchal d'Ancre, n'étoit pas assez aveugle pour mettre toute sa confiance dans l'amitié du sieur de Luynes : loin de le regarder comme un appui solide, il s'en défioit comme d'un rival dangereux, dont il auroit souhaité d'être délivré.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil, t.
p. 11.

Le roi dans ses premières années avoit eu pour favori le grand-prieur de Vendôme, que l'on avoit eu soin d'éloigner en lui faisant faire le voyage de Malte. La faveur de monsieur de Luynes ne causoit pas moins d'inquiétude au maréchal d'Ancre que celle du grand-prieur; & l'on raconte qu'un jour ce maréchal, dans un entretien particulier qu'il eut avec la reine en présence de sa femme, lui ayant représenté tout ce qu'elle avoit à craindre de monsieur de Luynes, elle en fut si frappée, qu'elle lui promit de faire son possible pour persuader au roi de l'éloigner de la cour. Elle ajouta, que si le roi y résistoit, elle ordonneroit elle-même à Luynes de se retirer, croyant avoir encore assez de pouvoir sur l'esprit de son fils, pour qu'il n'osât le retenir malgré elle. On se flattoit ensuite de lui faire bientôt oublier son favori par tous les amusemens que l'on auroit soin de lui procurer. La conversation durcit encore, lorsque le maréchal & sa femme s'aperçurent que Sauveterre, premier valet de garde-robe du roi, & huissier du cabinet de la reine mere étoit à la porte. Ils craignirent qu'il n'eût entendu ce qu'ils avoient dit; & pour

pour l'empêcher de traverser leur projet, ils conseillèrent à la reine mere de le mettre dans la confiance. Cette princesse lui fit part elle-même de ses inquiétudes, & lui conseilla de dire au sieur de Luynes dont il étoit ami, qu'il feroit mieux de se retirer de lui-même, que d'attendre qu'on le renvoyât, parce que s'il quittoit la cour sans y être forcé, elle continueroit à lui faire du bien; au lieu que s'il l'obligeoit à l'éloigner d'autorité, il seroit perdu sans ressource. Sauveterre parut d'abord surpris de cette proposition, il tâcha de justifier son ami: mais la reine ayant repris avec aigreur, que les choses étoient venues à un tel point, qu'il falloit nécessairement que lui ou elle sortît de la cour, il répondit qu'il étoit sans doute bien plus raisonnable que ce fût lui: *Mais madame*, ajouta-t-il, vous avez donc un autre favori tout prêt pour donner au roi, dont vous serez plus sûre que de celui-ci: car enfin vous savez qu'il lui en faut un, & s'il vient à choisir un homme plus entreprenant & plus élevé en dignité, vous pourriez vous repentir de l'avoir éloigné. Le maréchal & sa femme parurent embarrassés de cette réflexion, qui ne leur étoit pas venue à l'esprit; ils se mirent aussitôt à examiner tous ceux qui pouvoient prétendre à la place de favori, jusques à un garçon de la chambre nommé Haran à qui le roi parloit assez volontiers: mais après avoir long-temps délibéré, ils ne purent jamais venir à bout de faire un choix, & il fut décidé que l'on laisseroit le sieur de Luynes auprès du roi, jusques à ce qu'on eût trouvé un homme propre à le remplacer.

Il y eut quelques personnes considérables qui moururent dans le cours de l'année 1614, & au commencement de 1615.

Henri de Montmorenci connétable de France, finit ses jours à Agde le premier Avril 1614. Après avoir passé les dernières années de sa vie dans tous les exercices de la pénitence & de la piété, il expira dans un habit de Capucin, & voulut être inhumé sans pompe dans l'église de ces peres, qu'il avoit fondée auprès de la ville d'Alais.

Il étoit le second des cinq fils du connétable Anne de Montmorenci, & on l'appella d'abord monsieur de Damville. Son pere s'étoit démis entre ses mains de son gouvernement de Languedoc en 1563. Deux ans après, il fut fait ma-

1615.

Mort du connétable de Montmorenci.

Addit. aux mémoires de Castelnau, t. 2.

1615.

réchal de France , & en 1567. il combattit en cette qualité à la bataille de Saint-Denys. Henri III. qui ne l'aimoit pas avoit entrepris de le chasser de son gouvernement : mais il fut toujours s'y maintenir par le grand crédit qu'il s'étoit acquis dans la province.

Il se déclara hautement en faveur d'Henri IV. contre les attentats de la ligue , sans cesser de professer , ni même de soutenir la religion catholique contre les protestans ; ce qui le fit regarder comme un des principaux chefs du parti que l'on nommoit le parti des politiques. Henri IV. lui donna en 1595. la charge de connétable , qui étoit demeurée vacante depuis la mort d'Anne de Montmorenci son pere.

A peine savoit-il lire , & il écrivoit si mal , que son seing étoit plutôt une marque qu'une véritable signature : cependant il vouloit dicter & signer toutes ses lettres. Il se faisoit rendre compte des moindres affaires , & il répondoit lui-même à tout ce qu'on lui écrivoit. Il régloit toutes ses dépenses avec une extrême attention , quoi qu'il connût à peine la valeur de la monnoie. On raconte qu'un entrepreneur lui ayant demandé cinq cents livres , il le traita de voleur , parce qu'un autre s'étoit offert à faire le même ouvrage pour trois cents écus. *Henri IV.* , dit monsieur de Laboureur , *le railloit quelquefois sur son ignorance : mais il admiroit son bon sens : & lorsque ce prince parloit des grands desseins qu'il avoit formés , pour tenir toutes les puissances de l'Europe dans une espece d'équilibre , il avoit coutume de dire , que tout lui pouvoit réussir par le moyen d'un connétable qui ne savoit pas écrire , & d'un chancelier qui ne savoit pas le Latin. C'est l'idée qu'il avoit du chancelier de Silleri.*

Le connétable Henri de Montmorenci fut marié trois fois. Il n'eut que deux filles. d'Antoinette de la Marck sa première femme. La seconde nommée Louise de Budos , lui donna un fils & une fille.

La troisième se nommoit Laurence de Clermont-Montoison , avec laquelle il contracta un mariage où plusieurs formalités nécessaires ne furent pas observées ; il fallut les ramarier , & le connétable qui n'avoit plus de goût pour elle , voulut mettre les défauts de son mariage à profit pour le rompre tout-à-fait. Il écrivit au pape : mais sa femme s'étant op-

posée à la dissolution de son mariage, il consentit à l'épouser une seconde fois avec les dispenses & les formalités nécessaires. Peu de temps après, il s'en sépara par mécontentement ou par scrupule, & l'envoya au château de Villiers-le-Bel. Il n'eut point d'enfans de cette femme, qui fut dame d'honneur de la reine Anne d'Autriche, & qui survécut long-temps à son époux, car elle ne mourut qu'en 1654.

1615.

Le connétable faisoit observer la discipline militaire avec beaucoup d'exactitude, & même de sévérité. Il se proposoit d'imiter en tout Anne de Montmorenci son pere.

François de Bourbon prince de Conti, mourut le 13 Aout de l'an 1614. dans l'abbaye de saint Germain-des-Près, où il fut enterré.

Mort du prince de Conti.

Il étoit fils puîné de Louis de Bourbon prince de Condé, tué à la bataille de Jarnac, & d'Eleonore de Roye sa premiere femme. Il naquit à la Ferté sous Jouarre le 19 d'Août 1558. En 1582. il avoit épousé Jeanne de Coëme, dame de Lucé & de Bonnestable en Anjou, dont il n'eut point d'enfans. Elle mourut en 1601, & quatre ans après, il épousa en secondes noces Louise-Marguerite de Lorraine sœur du duc de Guise, dont il n'eut qu'une fille qui mourut au berceau. On prétend qu'après sa mort cette princesse épousa secretement monsieur de Bassompierre par un mariage de conscience.

Hist. générale de Sainte-Marthe t. 2.

La reine Marguerite dont les aventures sont assez connues, mourut à Paris le 27 Mars 1615. âgée de soixante-trois ans.

De la reine Marguerite.

Le prince de Condé, le duc de Bouillon & les autres princes & seigneurs mécontents, voyant qu'ils n'avoient point réussi à se rendre maîtres des délibérations dans les états généraux, se tournerent du côté du parlement de Paris, pour l'engager à demander la réforme du gouvernement. Les séances fixes & perpétuelles de cette compagnie, la mettent plus à portée de suivre une affaire que les assemblées passageres des états généraux, qui se separent au bout de quelques mois.

Le 28 Mars le parlement arrêta, » que sous le bon plaisir du roi les princes, ducs, pairs & officiers de la couronne ayant séance, & voix de délibération en la cour, & qui se trouveroient alors à Paris, seroient invités de venir en la-

Assemblée du parlement. Mercure François, t. 3.

1615.

» dite cour, pour avec monsieur le chancelier, toutes les
 » chambres assemblées, aviser sur les propositions qui se-
 » roient faites pour le service du roi, le soulagement de ses
 » sujets, & le bien de l'état.

La reine fut extrêmement offensée de cet arrêté, on fit défense aux princes, aux pairs, & aux officiers de la couronne d'aller aux assemblées du parlement, & le lendemain les gens du roi furent mandés au Louvre. Le chancelier leur parla de l'arrêté du 24 Mars, comme d'un attentat manifeste contre l'autorité royale. On assembla le conseil, dont le résultat fut que les gens du roi auroient ordre de représenter au parlement; 1°. que le roi étant à Paris, le parlement ne devoit prendre aucune résolution sur ce qui regardoit les affaires d'état, sans avoir demandé auparavant l'avis de sa majesté. 2°. Que le roi étant majeur ne devoit pas être traité avec moins de respect que ses prédécesseurs. 3°. Que la convocation des princes, des ducs, pairs & officiers de la couronne ne pouvoit être faite que par des lettres-patentes du roi, parce qu'elle devoit être regardée comme un acte de souveraineté qui n'appartenoit qu'à lui seul.

On leur ordonna en même-temps d'apporter au roi l'arrêté du parlement, & le registre des délibérations. Les gens du roi firent d'abord quelque difficulté de se charger de cette commission: ils représenterent qu'elle leur feroit perdre tout le crédit qu'il leur étoit important d'avoir dans la compagnie pour l'intérêt du roi même, & pour le bien du service; mais ils reçurent des ordres si précis qu'ils ne crurent pas pouvoir se dispenser d'obéir.

Ils rendirent compte au parlement de ce qui s'étoit passé au Louvre, & la compagnie les chargea de porter au roi l'arrêté qu'il avoit demandé, & d'assurer sa majesté qu'elle n'avoit prétendu ordonner la convocation dont elle se plaignoit, que *sous son bon plaisir*, & autant qu'elle lui seroit agréable. Le roi parut satisfait de cette protestation, & ayant reçu l'arrêté que les gens du roi lui présenterent, il leur dit qu'il le feroit examiner dans son conseil.

Les chambres furent encore assemblées le 9 d'Avril, & l'on y arrêta, que le roi seroit très-humblement supplié de faire savoir ses intentions à la compagnie, au sujet de la convoca-

tion des princes , des ducs , pairs & officiers de la couronne , attendu qu'il n'étoit pas convenable que les délibérations de la compagnie demeurassent sans effet.

1615.

Le parlement reçut ordre d'envoyer des députés au Louvre , où le roi leur dit : » Messieurs , vous avez voulu savoir » ma réponse sur votre arrêté , que mes gens m'ont apporté , » monsieur le chancelier vous la fera entendre.

Alors le chancelier de Silleri prit la parole , & il dit : que le parlement n'avoit pas plus de droit de se mêler du gouvernement de l'état , que des affaires des comptes & des gabelles. Il les fit souvenir de la réponse que le premier président de la Vaquerie , avoit faite au duc d'Orleans du temps de Charles VIII , lorsque ce prince voulut engager le parlement à entrer dans ses vûes , & dans ses intérêts par rapport au gouvernement ; des marques de mécontentement que Louis XII. & François I. leur avoient données dans des occasions bien moins importantes ; de l'arrêt rendu du temps de Charles IX , par lequel il fut dit , qu'un arrêté que ce monarque avoit jugé contraire à son autorité seroit biffé des registres , ce qui fut exécuté. Il ajouta , qu'on n'ignoroit pas que l'arrêté par lequel ils avoient convoqué les princes & les pairs , étoit d'abord absolu , & que la clause *sous le bon plaisir du roi* , n'y avoit été inferée qu'après coup , & il leur défendit de la part du roi de l'exécuter.

Louis appuya le discours de son chancelier , en disant : « Messieurs , ce que monsieur le chancelier vous a dit , c'est » moi qui vous le dis : je vous enverrai demain ma réponse par » écrit. Cependant je vous fais défense de passer outre.

Le premier président lui répondit par de grandes protestations d'obéissance & de soumission , & il n'omit rien de ce qui pouvoit justifier la conduite & les intentions du parlement. La reine lui dit , qu'elle avoit appris que c'étoit les jeunes conseillers qui avoient proposé cet avis , & qui l'avoient fait passer à la pluralité ; qu'elle n'en savoit point mauvais gré à la compagnie , & qu'elle remercioit les anciens & tous ceux qui s'y étoient opposés ; elle ajouta , qu'elle engageroit le roi son fils à leur en marquer sa reconnaissance. Le premier président répliqua , qu'ils avoient tous participé à l'arrêté , & qu'ils la supplioient de leur procurer à tous également les bonnes

1615.

graces du roi. Le lendemain 10 Avril, les chambres assemblées arrêterent, que l'on feroit des remontrances au roi sur les désordres de l'état, & on nomma des commissaires pour les dresser.

Le même jour le parlement eut ordre de se rendre au Louvre par députés. Le roi leur dit, qu'il avoit été informé que le parlement vouloit lui faire des remontrances, & se mêler des affaires d'état malgré sa défense. Le chancelier n'étoit point alors avec le roi, & ce fut la reine elle-même qui se chargea d'expliquer plus au long les intentions de sa majesté. Elle dit, que c'étoit une chose inouïe que l'on osât ainsi contrevenir aux défenses les plus expressees du roi; que, si le parlement continuoit à braver ainsi son autorité, il ne l'oublieroit jamais, & qu'il se serviroit de tout son pouvoir pour s'en venger. *Il est votre roi & votre maître, disoit-elle, il usera de son autorité si l'on contrevient à sa défense.*

Le premier président se contenta de répondre, qu'il ne manqueroit pas d'en avertir le parlement. Les mouvemens de cette compagnie furent suspendus par les fêtes de Pâques, qui firent cesser les assemblées: mais le 29 Avril on s'assembla pour examiner les remontrances. Comme elles étoient longues, & qu'elles devoient embrasser presque toutes les parties du gouvernement, cet examen occupa plusieurs séances. Enfin lorsqu'elles furent entièrement finies & approuvées, le parlement fit demander audience par les gens du roi. Elle fut accordée pour le 22 Mai. Le premier président accompagné des députés présenta les remontrances au roi, qui les ayant remises au sieur de Lomenie, leur dit de se retirer: mais le premier président supplia le roi d'ordonner que l'on en fit la lecture sur le champ.

Mem. du Comte de Brienne, p. 25.

(a) Le jeune Lomenie eut ordre de les lire à la place de son pere, dont la vûe étoit affoiblie. Il les lut à voix haute, & si distinctement, qu'il se fit écouter avec beaucoup d'attention. Pendant cette lecture tout le monde resta debout excepté le roi, la reine, & le maréchal d'Ancre, qui se fit apporter un siège derriere celui de leurs majestés. Il lui échappa de dire

(a) Il obtint quelque-temps après la survivance de la charge de secrétaire d'état, avec la permission de signer pour son pere, quoiqu'il n'eût pas encore vingt ans accomplis.

quelques paroles offensantes contre les magistrats, qui en furent très-irrités.

1615.

Le parlement commençoit ses remontrances, par soutenir qu'il avoit droit de prendre connoissance des affaires d'état, & il s'autorisoit de divers exemples tirés de l'histoire, en rapportant les occasions où les rois avoient jugé à propos de le consulter sur les plus grandes affaires de la monarchie. Il exposoit ensuite les raisons qui l'avoient déterminé à convoquer les princes, les pairs & les grands officiers de la couronne; il entroit dans le détail des abus, auxquels il étoit nécessaire de remédier, il demandoit que l'on entretint les alliances faites, ou renouvelées par le feu roi avec les puissances étrangères: ce qui paroissoit attaquer du moins indirectement le double mariage conclu avec l'Espagne. Le maréchal d'Ancre étoit désigné dans plusieurs articles.

On demandoit :

- » 1°. Que les officiers de la couronne, & les gouverneurs
- » des provinces, ou des villes du royaume fussent maintenus
- » dans leur autorité, sans que personne pût se mêler de ce
- » qui regardoit leurs fonctions. Cet article sembloit faire allusion aux démêlés que le duc de Longueville, gouverneur de Picardie avoit eus avec le maréchal d'Ancre, gouverneur d'Amiens sur les droits de leurs charges.
- » 2°. Qu'aucun étranger ne pût posséder dans le royaume
- » une charge, ni une dignité militaire, ni le gouvernement
- » d'une province, ou de quelque place importante. Cet article regardoit directement le maréchal d'Ancre.
- » 3°. Que les Juifs, les magiciens, les empoisonneurs fussent punis selon la rigueur des loix. On accusoit le maréchal d'Ancre & sa femme de consulter ces sortes de gens, de les introduire à la cour, & de les protéger; ce qui fut dans la suite un des principaux titres de leur condamnation, dans le procès qui fut fait à la maréchale, & à la mémoire de son mari.

Le chancelier de Silleri étoit attaqué dans un article, où l'on se plaignoit de l'augmentation des droits du sceau.

On s'étendoit beaucoup sur les abus énormes qui s'étoient glissés dans l'administration des finances. Le feu roi avoit laissé quatorze millions dans la Bastille, dont il ne restoit plus

1615.

que deux millions cinquante mille livres , le reste avoit été dissipé. La dépense de la maison du roi qui ne montoit , sous le regne d'Henri IV. qu'à onze cens mille livres étoit allée jusques à seize cents. Les pensions qui de son temps ne montoient qu'à dix-huit cents mille livres , alloient à plus de quatre millions quatre cents mille livres.

La plupart des autres articles étoient conformes à ce que le tiers état , avoit déjà représenté dans le cahier de ses remontrances.

Le roi ayant écouté jusques à la fin celles du parlement ; entra au conseil , & les députés de cette compagnie , attendirent la réponse de sa majesté , dans une chambre voisine. Ils furent ensuite appelés dans le cabinet du roi , qui leur dit : *J'ai entendu vos remontrances , je n'en suis point content , la reine ma mere vous dira le surplus.* Cette princesse dit alors : Que le roi avoit grande raison de s'offenser de la conduite du parlement , qui vouloit s'ingerer dans les affaires d'état , & se mêler du gouvernement des finances ; qu'elle n'étoit point si peu clairvoyante qu'elle ne s'aperçût bien que l'on attaquoit sa régence , quoiqu'elle eût été louée par tous les ordres du royaume assemblés en corps d'états , & que le parlement même en eût fait l'éloge ; qu'elle étoit bien avertie que les remontrances n'avoient pas été approuvées de tout le parlement ; qu'elle connoissoit six présidens , dont les uns étoient présens , & les autres absens qui s'y étoient opposés ; que ces remontrances étoient proprement l'ouvrage de six ou sept autres présidens ou conseillers qui en avoient été les promoteurs ; qu'au surplus , elle vouloit que chacun fût , & qu'elle pouvoit dire tout haut , qu'il n'y avoit jamais eu de régence en France plus heureuse que la sienne.

La colere dont elle étoit animée parut alors étouffer sa voix ; elle cessa de parler ; & le chancelier répondit , au nom du roi , que la France étant un état monarchique , le roi ne devoit rendre compte de ses actions qu'à Dieu seul , & qu'ainsi personne n'avoit droit de contrôler son gouvernement ; que par le même principe , la reine n'étoit responsable qu'à Dieu de la conduite qu'elle avoit tenue pendant le cours de sa régence. Il répondit aux exemples que le parlement avoit allégués pour montrer qu'il étoit autorisé par l'usage à prendre
connoissance

connoissance des affaires d'état. Et il finit par promettre aux députés que l'on répondroit plus en détail à leurs remontrances. Ils étoient sur le point de se retirer, lorsque le président Jeannin prit la parole pour se justifier sur ce qui regardoit l'administration des finances. On avoit dit dans les remontrances, que le feu roi mettoit tous les ans deux millions en réserve; il soutint que ce prince n'avoit jamais pû réserver par ses épargnes que huit cents mille livres chaque année, & il ajouta que si l'on avoit touché à l'argent que ce prince avoit laissé dans la bastille, on y avoit été obligé par la nécessité des affaires pour appaiser les mouvemens de la guerre civile; que depuis la mort du feu roi, la recette étoit diminuée de deux millions par la diminution des gabelles, & que la dépense étoit augmentée de quatre millions. Lorsqu'il eût fini son discours, les ducs de Guise, de Vendôme & de Montmorenci adressant la parole au roi, lui offrirent leurs biens, leurs vies, & leurs épées envers & contre tous, & ils déclarèrent qu'ils n'iroient point au parlement si sa majesté ne le leur commandoit pour le bien de son service. Le duc d'Epéron dit tout haut, que le parlement n'avoit aucun droit d'appeler les pairs ni de les assembler, sans la permission du roi; qu'il avoit l'honneur d'être duc & pair, mais qu'il se donneroit bien de garde d'y aller pour l'instruire des affaires d'état. Le premier président lui répondit, que par les termes de l'arrêté du parlement, les pairs n'avoient été convoqués que *sous le bon plaisir du roi*. Le duc d'Epéron répliqua que l'on étoit bien instruit de tout ce qui s'étoit passé; que l'arrêté avoit d'abord été fait sans cette clause, que l'on y avoit ajoutée depuis. Le premier président alloit lui répondre, lorsque la reine leur imposa silence, en disant : *C'est assez*. Alors le maréchal d'Ancre s'étant approché d'elle, lui mit en main un petit livre intitulé : *La Cassandre*. C'étoit une satire contre le gouvernement.

La reine l'ayant pris, dit au premier président, que l'on laissoit vendre des libelles diffamatoires contre l'honneur du roi & le sien sans en faire justice. Ensuite elle donna le livre au sieur de Puisieux secrétaire d'état qui en lut quelques pages, que l'on avoit marquées. Le premier président répondit, qu'il y avoit trois jours que l'on faisoit une exacte per-

1615.

quisition chez les imprimeurs ; sans avoir pu rien découvrir. Le duc d'Epéron reprit, que ce n'étoit pas ces gens-là qu'il falloit punir, mais les auteurs.

Jusques-là le duc de Nevers ne s'étoit point mêlé dans la conversation, il étoit beaucoup plus favorable au parlement que ceux qui avoient parlé avant lui : il ne put se résoudre à cacher ses sentimens ; & lorsqu'il vit les députés prêts à se retirer, il déclara qu'il n'avoit donné procuration à personne de parler pour lui ; qu'il savoit ce qu'il devoit au roi, & qu'il ne croyoit pas que l'on fût assemblé pour renouveler le serment de fidélité ; qu'au reste, il y avoit beaucoup d'endroits dans les remontrances dont on pouvoit profiter, & que si l'on y trouvoit quelque chose à redire, c'étoit au roi à le rejeter. Comme ce discours n'étoit pas agréable à la reine & aux ministres, on affecta de le laisser tomber, & l'on ne parut y faire aucune attention.

Le lendemain 27. de Mai, le conseil rendit un arrêt contre les remontrances du parlement, dans lequel le roi après avoir déclaré que cette compagnie n'avoit aucun droit de prendre connoissance des affaires d'état, cassa de nouveau l'arrêté du 28. Mars, & ordonnoit qu'il fût biffé des registres avec les remontrances, & que le greffier fût tenu d'en certifier sa majesté en lui apportant le registre, à peine d'être destitué de sa charge. Sa majesté se réservant cependant de pourvoir au plutôt le plus favorablement qu'il seroit possible, aux plaintes & aux remontrances, contenues dans les cahiers des états généraux. On joignit à cet arrêt des lettres patentes adressées au parlement pour le faire enregistrer, & l'on manda les gens du roi au Louvre, où l'on leur fit la lecture de l'arrêt avec ordre de le porter au parlement. Ils s'en défendirent assez long-temps. La reine leur dit que le roi le vouloit ; qu'il étoit résolu de conserver son autorité, & qu'il falloit que ses commandemens fussent exécutés, sans excuse & sans délai. Molé procureur général se mit à genoux, & supplia le roi avec les plus vives instances, de vouloir bien les dispenser d'une commission si désagréable, qui les rendroit odieux à la compagnie & incapables d'y travailler utilement pour le service de sa majesté. On prétend même qu'il ajoûta : *Madame, vous nous faites porter un flambeau qui allumera un feu,*

dont les cendres dureront long-temps : nous en craignons l'événement. Quel événement , reprit la reine ? Est-ce que le peuple remuera ? Non , madame , lui dit Molé : mais nous craignons un changement dans l'affection des peuples & la désolation des grandes compagnies du royaume , qui exercent la justice , qui fait régner les rois. Le roi prit alors la parole & se contenta de dire : Je le veux & la reine aussi.

1615.

Ils obéirent , & l'arrêt du conseil fut présenté au parlement le lundi premier Juin. Les gens du roi l'ayant mis sur le bureau , Servin avocat général exhorta la compagnie à tâcher d'appaîser le roi & la reine , en les assurant que le parlement n'avoit jamais eu dessein de les offenser , ni de décrier le gouvernement de leurs majestés , & d'ajouter à cette protestation les plus fortes assurances de soumission & de respect.

Ces conclusions furent suivies. L'on arrêta que l'on cherchoit à contenter le roi & la reine par toutes sortes de soumissions , & que le premier président se rendroit au Louvre avec un nombre de députés pour assurer leurs majestés que la cour n'avoit jamais prétendu attaquer leurs actions & encore moins leurs personnes ; qu'elle n'avoit eu en vûe dans ses remontrances , que le service du roi & le bien de son état ; qu'elle les croyoit véritables , & qu'elle supplioit sa majesté de les écouter favorablement , à l'exemple des rois ses prédécesseurs. Le roi refusa de recevoir la députation ; il ne donna audience qu'aux gens du roi , à qui la reine déclara que le roi ne vouloit rien entendre , que l'arrêt donné en son conseil n'eût été lû & enregistré. Ils firent , au nom du parlement , toutes les protestations possibles de soumission & de respect : mais on leur répondit , que le roi vouloit absolument que ses ordres fussent exécutés , & que l'arrêt fût lû & enregistré sur peine de désobéissance. Pour se conformer à des ordres si précis , l'arrêt du conseil fut lû aux chambres assemblées , & l'on délibéra sur l'enregistrement.

Les opinions se trouverent partagées , & l'on proposa tant d'avis différens , que plusieurs jours se passerent sans qu'il y eût rien d'arrêté. Les fêtes de la Pentecôte arriverent , & suspendirent pour quelque-temps les délibérations. On profita de cet intervalle pour négocier un accommodement ; il

1615.

ne fut plus parlé de la convocation des pairs ni des remontrances, & le conseil du roi n'insista plus sur l'enregistrement de son arrêt; les gens du roi vinrent assurer le parlement que sa majesté avoit reçu favorablement les témoignages de leur soumission respectueuse à ses volontés, & les louanges qu'ils avoient données à la sage conduite de la reine mere pendant sa régence.

Le parlement fit un long arrêté, où après avoir renouvelé toutes les protestations d'obéissance que les gens du roi avoient été chargés de faire en son nom, il rappelloit à la reine mere la priere qu'elle avoit faite à la compagnie au lit de justice de la régence, d'aider le roi de ses conseils; priere qui fut aussi-tôt confirmée par le roi même. Il finissoit par déclarer que ses remontrances étoient véritables, & qu'elles seroient trouvées telles, quand il plairoit au roi de les faire examiner. L'affaire n'alla pas plus loin; l'arrêt du conseil ne fut pas exécuté, & tout ce que le parlement avoit proposé dans ses remontrances demeura sans effet.

On a vû qu'il y avoit un article qui faisoit allusion aux démêlés du duc de Longueville & du maréchal d'Ancre. Celui-ci étoit gouverneur de la ville & de la citadelle d'Amiens, & le duc de Longueville étoit gouverneur de Picardie. Le maréchal avoit entrepris de fortifier & d'embellir cette citadelle; il fit faire un pont-levis à la place d'un pont dormant qui communiquoit de la citadelle à la ville.

*Démêlé du duc
de Longueville &
du maréchal d'An-
cre.*

*Mercurie Fran-
çois, t. 4.*

Ce pont-levis le rendoit maître du passage. Le duc de Longueville fut fort mécontent qu'on eût fait un pareil changement sans le consulter, & il résolut de faire détruire ce nouveau pont. Dans ce dessein, il se rendit au couvent des Celestins, situé près de la citadelle avec une suite nombreuse de gentilshommes.

Le maréchal d'Ancre ayant eu quelques avis de ce projet, avoit envoyé à la citadelle d'Amiens des officiers choisis qui lui étoient attachés, & entr'autres un nommé du Thier qui s'étoit distingué par sa valeur sous le regne précédent.

Le duc de Longueville étant aux Celestins, envoya trois hommes de sa suite avec un grand nombre de ferruriers pour briser les chaînes du pont. Du Thier sortit aussi-tôt de la citadelle, & s'adressant à ceux qui avoient amené les ferru-

riers , il leur représenta qu'en rompant ces chaînes , ils entreprennent ouvertement contre le service du roi & contre l'autorité du maréchal d'Ancre. Ils lui demanderent en riant, s'il croyoit que monsieur de Longueville fût obligé de rendre compte de ses actions au marquis d'Ancre. Du Thier mit aussi-tôt l'épée à la main , & saisit au collet celui des trois qui lui parloit : les ferruriers s'enfuirent , douze soldats de la citadelle vinrent au secours de du Thier ; de l'autre côté , quelques gens accoururent pour défendre ceux que monsieur de Longueville avoit envoyés : on se fit des menaces de part & d'autre. On reprocha à du Thier qu'il s'attaquoit à monsieur de Longueville , & on ajouta que les princes *avoient les bras longs*. Il répondit , que , hors le service du roi , il étoit très-humble serviteur de monsieur de Longueville : mais qu'eux devoient apprendre que les rois avoient les bras plus longs que les princes.

Le duc de Longueville avoit environ cent cinquante hommes avec lui. Il proposa de sortir des Celestins , l'épée à la main , & d'aller passer sur le ventre à du Thier qui les attendoit de pié ferme : mais le baron de Pont-Saint-Pierre lui représenta que s'il prenoit ce parti , il se perdrait infailliblement avec toute sa troupe. On avoit pointé le canon de la citadelle du côté du pont-levis , & outre les douze soldats qui étoient sur ce pont avec du Thier , il y en avoit beaucoup d'autres dans la citadelle qui n'avoient qu'un pas à faire pour le seconder. Le duc de Longueville qui vouloit sortir avec honneur de cette affaire , se trouva fort embarrassé. Il envoya le marquis de Vardes proposer un accommodement à l'officier qui commandoit dans la citadelle. Le marquis lui représenta que monsieur de Longueville étoit fâché de ne l'avoir pas averti de la résolution qu'il avoit prise de faire rompre le pont ; qu'après tout , ce prince étant gouverneur de la province avoit droit d'y donner des ordres ; que ceux qui lui résistoient seroient infailliblement désavoués par le maréchal d'Ancre , qui ne voudroit pas s'attirer la haine du duc de Longueville , & des habitans de la ville & du pays , qui lui étoient dévoués & qui étoient déjà en armes prêts à bloquer la citadelle , & à mourir pour son service ; que la fortune du maréchal n'étoit pas si solidement établie qu'elle ne

1615.

1615.

put être renversée ; que pour accommoder ce différend , il n'avoit qu'à permettre que monsieur de Longueville fît rompre le pont en sa présence , & qu'après son départ d'Amiens on le rétablirait , si le maréchal d'Ancre le vouloit absolument.

Le commandant fut tellement ébranlé par ces raisons , qu'il consentit à donner cette satisfaction au duc de Longueville. Il envoya ordre à du Thier de rentrer dans la citadelle , & lui fit part des propositions qu'il avoit acceptées : mais du Thier lui déclara qu'il avoit entrepris de conserver le pont ou d'y mourir ; qu'on ne pouvoit l'abandonner sans commettre la plus grande lâcheté du monde , & sans se rendre indigne de porter l'épée. Il revint à son poste , & demanda l'avis des soldats , qu'il trouva plus fermes & plus résolus que le commandant ; ils lui promirent tous de le défendre au péril de leur vie. Du Thier se fit apporter à déjeuner & dîna avec eux sur le pont : le commandant nommé Hotecloque , envoya dire à monsieur de Longueville qu'il le prioit de ne rien entreprendre , parce que du Thier & toute sa garnison étoient résolus de combattre jusques à la dernière extrémité. Alors ce prince , ayant tenu conseil avec ses amis , prit le parti de se retirer. On admira le courage de du Thier ; mais l'avantage que le maréchal d'Ancre eut en cette occasion sur le duc de Longueville , ne servit qu'à augmenter la haine que la puissance excessive de ce favori inspiroit depuis long-temps aux princes & aux grands du royaume.

*Le prince de
Condé se retire de
la cour.
Hist. de la mere
& du fils.*

Pendant les démêlés du parlement avec la cour , le prince de Condé qui en étoit le principal auteur , avoit affecté de ne point paroître à Paris. Il étoit demeuré dans sa maison de Saint-Maur : mais quand il fut que le conseil avoit rendu un arrêt contre le parlement , & que cette compagnie refusoit de l'enregistrer , il vint à Paris pour être plus à portée de savoir ce qui se passoit , & pour encourager les magistrats par sa présence. La reine craignit qu'il n'allât au parlement , & on lui envoya monsieur de Saint-Geran , pour lui défendre de la part du roi de s'y présenter. Il n'osa contrevenir à une défense si formelle , & n'espérant pas trouver dans cette compagnie tout l'appui qu'il désiroit , il se retira à Creil , place dépendante de son comté de Clermont , dont le château

Étoit assez fort pour le mettre à couvert d'une surprise.

La cour se dispoſoit alors à ſe rendre ſur la frontière d'Eſpagne , pour y recevoir l'Infante qui devoit épouſer le roi , & pour y conduire madame de France qui devoit épouſer le prince d'Eſpagne. La reine ſouhaitoit extrêmement que le prince de Condé accompagnât le roi dans ce voyage. On lui en avoit parlé pluſieurs fois : mais il avoit toujours éludé cette propoſition ſous divers prétextes. Lorſqu'on le vit s'éloigner de la cour , on comprit que non-ſeulement il ne ſuivroit point le roi pour aſſiſter à la cérémonie de ſon mariage , mais même qu'il chercheroit à profiter de l'abſence de ſa majeſté pour exciter de nouveaux troubles. On apprit en effet que ſe voyant en ſûreté à Creil , il avoit déclaré qu'il ne conſentiroit jamais à ſe trouver à la cérémonie du mariage , à moins qu'on ne le différât à un temps où le roi ſeroit plus maître de ſes volontés , ſes ſujets plus contents , & ſes voiſins plus tranquilles. Par ſes voiſins , il entendoit ſur-tout le duc de Savoye , qui étoit alors ſur le point d'être accablé par les forces de l'Eſpagne.

Monſieur de Villeroi fut envoyé à Creil pour demander au prince de Condé , les raiſons qu'il avoit eues de ſe retirer de la cour , & pour l'engager à y revenir : mais il ne put rien obtenir. Il revint une ſeconde fois trouver le prince à Clermont en Beauvoſis ; ce ſecond voyage n'eut pas plus d'effet que le premier. Le prince de Condé répondit toujours qu'avant que de ſe déterminer à retourner à la cour pour accompagner le roi dans ſon voyage , il étoit réſolu d'attendre que l'on eût remédié aux déſordres de l'état. 1°. Par rapport au conſeil du roi , qu'il falloit réformer. 2°. Par rapport aux remonſtrances du parlement , qu'il falloit écouter. Il ajouta qu'il y avoit encore d'autres articles qui regardoient ſes intérêts particuliers & ceux de ſes amis , ſur leſquels il demandoit qu'on lui donnât une pleine ſatisfaction.

Monſieur de Villeroi fut chargé de ſavoir du prince qu'elle eſpece de réforme il déſiroit que l'on mît dans le conſeil : il répondit , qu'il vouloit que Dollé & Bullion en fuſſent chargés & l'on prétend que la cour étoit diſpoſée à lui faire ce ſacrifice , en les nommant tous deux à quelques ambaffades : mais quand on pria le prince de ſ'expliquer ſur ce qu'il déſi-

1615.

Mercuré François , t. 4. p. 140.

1615.

*Assemblée des
princes à Coucy.*

roit, par rapport à ses intérêts particuliers & à ceux de ses amis ; il éluda cette question, en disant, qu'il ne pouvoit y satisfaire, sans en avoir conféré auparavant avec les princes & les seigneurs qui lui étoient attachés, & qu'il étoit nécessaire que la cour lui permît de les assembler dans un lieu sûr & commode.

Ils s'assemblerent à Coucy avec l'agrément du roi. Le prince de Condé s'y rendit promptement, & affecta même de quitter Clermont avec précipitation, sous prétexte que l'on avoit vû quelques compagnies de gendarmes & de chevaux-légers rôder autour de cette ville.

Le sieur de Villeroi vint trouver le prince à Coucy. Le maréchal d'Estrées, & après lui l'historien de la mere & du fils, assurent que le président Jeannin y fut pareillement envoyé, mais il n'est point parlé de lui dans la lettre que le prince de Condé écrivit au roi, ni dans la déclaration qu'il publia le 9 Août.

La négociation ne faisoit pas beaucoup de progrès : les princes mécontents ne cherchoient qu'à la prolonger, pour avoir le temps de rassembler des troupes & de commencer la guerre. La cour ennuyée de ce retardement, envoya le sieur de Pontchartrain à Coucy, pendant que monsieur de Villeroi y étoit encore. L'historien de la mere & du fils assure, que le chancelier persuada à la reine que monsieur de Villeroi étoit bien-aise de faire durer la négociation, pour retarder le voyage du roi & l'accomplissement des mariages, & qu'ainsi il étoit à propos de lui donner un adjoint pour éclairer ses démarches.

Le sieur de Pontchartrain apporta au prince de Condé une lettre du roi, datée du 26 Juillet, par laquelle sa majesté lui mandoit, qu'il étoit résolu de partir le premier jour d'Août, & qu'il le prioit de l'accompagner ou de déclarer en présence du sieur de Pontchartrain, s'il vouloit obéir ou non. Un ordre si pressant servit de prétexte au prince de Condé, pour lever le masque, & pour rompre la négociation,

Il répondit au roi, que le départ précipité de sa majesté étoit une suite des mauvais conseils que lui donnoient les gens qui abusoient de sa confiance, qu'il s'étoit abstenu jusques à présent de les lui nommer, pour ne pas lui déplaire & pour ménager

ménager la reine sa mere : mais qu'enfin il ne pouvoit s'empêcher de lui dire que les véritables auteurs de tous les défordres, dont les états généraux & le parlement s'étoient plaints dans leurs remontrances, étoient le maréchal d'Ancre, le chancelier, le commandeur de Sillery, Bullion & Dollé; il demandoit ensuite que l'on fît justice de l'assassinat commis en la personne du sieur Prouville sergent-major de la citadelle d'Amiens, & que l'assassin fût mis entre les mains des juges ordinaires. Enfin, il prioit le roi de l'excuser, s'il refusoit de l'accompagner dans son voyage; il s'offroit cependant à le suivre, supposé que le roi voulût remédier auparavant à tous les abus que les états généraux & le parlement avoient eu l'honneur de lui représenter. C'étoit assurément remettre le voyage du roi à un terme fort éloigné, que de le faire dépendre de cette condition.

Le prince de Condé en demandant justice de l'assassinat de Prouville sergent-major de la citadelle d'Amiens, prétendoit attaquer indirectement le maréchal d'Ancre, que l'on regardoit comme le principal auteur de ce meurtre. Cette affaire fit grand bruit en ce temps-là, parce qu'elle intéressoit la réputation du maréchal; & comme elle servit en partie de fondement à l'arrêt du parlement qui flétrit sa mémoire, il est à propos de l'expliquer plus en détail.

Il n'y avoit dans la garnison de la citadelle d'Amiens que quatre soldats Italiens. L'un d'eux ayant pris querelle avec le garçon d'un apoticaire de la ville, lui donna un coup de dague sur la tête. Le soldat fut pris, & l'on lui fit son procès avec une extrême diligence. Le procureur du roi ne conclut contre lui qu'à une amende-honorable devant la boutique de l'apoticaire & au bannissement : mais le juge criminel le condamna à être pendu; & il fut exécuté le même jour. Le garçon qu'il avoit blessé étoit déjà guéri, & il se portoit si bien, qu'il assista au supplice avec les autres spectateurs. Le soldat condamné à mort, soutenoit qu'il ne l'avoit pas tué, & il disoit avec simplicité qu'il croyoit que Dieu le punissoit, parce qu'il n'avoit pas entendu la Messe ce jour-là.

On accusoit Prouville sergent-major d'avoir sollicité contre lui. Quelques jours après, Prouville fut tué de deux coups de dague par un des trois soldats Italiens nommé Alphonse.

Tome XIII.

1615.

Lettre du prince de Condé, datée de Coucy le 28 Juillet.

Assassinat attribué au maréchal d'Ancre.

1615.

qui fut mis en prison dans la citadelle. La justice leva le corps de Prouville, & sur la plainte de ses parens & de ses amis, elle demanda au commandant de la citadelle le soldat Alphonse pour lui faire son procès.

Le commandant répondit que l'on étoit allé trop vite dans l'affaire du soldat qui avoit été pendu ; qu'Alphonse n'étoit point soumis à la justice d'Amiens ; qu'il falloit informer la cour de ce qui venoit d'arriver & attendre ses ordres ; qu'Alphonse racontoit que Prouville l'ayant rencontré lui avoit dit : *N'est-tu pas du reste de ces pendants d'Italiens*, & qu'ayant répondu à Prouville par quelques injures, il en avoit reçu un soufflet, ce qui l'avoit obligé de le tuer sur la place.

La cour envoya à Amiens le sieur Nerestan pour informer de la vérité des faits : mais à peine fut-il parti pour en aller rendre compte à leurs majestés, que le commandant de la citadelle fit sortir de prison le soldat Alphonse, & s'enfuit avec lui en Flandre.

Le maréchal d'Ancre n'aimoit pas Prouville. Le soldat Alphonse étoit Italien. On fit courir le bruit qu'il avoit ordonné le meurtre de l'un, & qu'il avoit voulu sauver la vie à l'autre. Les princes étoient assemblés à Coucy, lorsque Prouville fut assassiné. Ils en firent grand bruit, & il fut résolu que le prince de Condé en porteroit ses plaintes au roi.

On peut encore remarquer dans la lettre de ce prince qu'il y paroît fort content du sieur de Villeroy ; ce qui pourroit donner lieu de croire que ce n'étoit pas sans fondement que le chancelier de Sillery avoit dit à la reine, que ce ministre ne cherchoit qu'à retarder le départ du roi pour la Guienne, parce qu'il avoit été d'avis de différer encore pour quelque temps l'accomplissement du mariage.

Datée de Paris,
le 30 Juillet
1615.

La cour avertie que le prince de Condé & ses adhérens se dispoient à prendre les armes, publia une déclaration pour défendre qu'on les reçût dans les villes où ils voudroient entrer. Le prince de Condé de son côté fit courir un manifeste qui fut imprimé à Sedan, & qu'on eut soin de répandre dans tout le royaume.

Manifeste du
prince de Condé.

Il y parle des états généraux tenus à Paris, comme d'une assemblée corrompue, qui n'avoit d'états que le nom. Il en excepte seulement le tiers état, dont il se plaint que les remontrances n'ont point été écoutées. Il y attaque ouverte-

ment le maréchal d'Ancre que *la faveur seule, non le mérite, l'extraction & les services rendus à la France, avoit introduit aux premières charges & aux plus importants gouvernemens de l'état, contre les loix du royaume.*

1615.

Il l'accuse d'avoir appelé à Paris & à la cour des personnes détestables envers Dieu & les hommes, comme Juifs, magiciens, empoisonneurs, meurtriers, par le ministère desquels on avoit fait plusieurs entreprises contre la vie du prince de Condé, contre celle de monsieur de Longueville, & des autres princes & seigneurs affectionnés au bien de l'état.

On s'étoit déjà plaint dans les remontrances du parlement de ce qu'un grand nombre de Juifs s'établissoient à Paris. Il est certain que le maréchal d'Ancre les protégeoit : mais il ne put empêcher que le roi, pour contenter le parlement, ne fît publier des lettres patentes, datées du 23 Avril 1615. qui leur enjoignoit de vider le royaume un mois après la publication de ces lettres.

Le maréchal & sa femme consultoient perpétuellement des magiciens & des astrologues, & l'on assure qu'un de ces astrologues nommé Cosme Ruger, Italien de nation, à qui l'on avoit donné l'abbaye de Mahé en Bretagne, étoit mort comme un vrai athée, en disant aux prêtres qui l'exhortoient, qu'il n'y avoit point d'autres démons que les hommes qui nous persécutent en ce monde, ni d'autres Dieux que les rois & les princes qui sont en état de nous faire du bien. Le maréchal d'Ancre se donna de grands mouvemens pour obtenir que son corps fût mis en terre sainte : mais il ne put jamais empêcher que l'évêque de Paris ne le fît jeter à la voirie. On ne rapporte ce fait, que parce qu'il contribua beaucoup à rendre le maréchal odieux, & qu'il fut en partie cause des excès auxquels le peuple se porta dans la suite contre le corps de ce favori.

Hist. de la mere
& du fils.

La haine publique qu'il s'étoit attirée faisoit trouver des soldats au prince de Condé. Il assembloit ses troupes, & il faisoit solliciter les protestans de se joindre à lui, on se préparoit de tous côtés à la guerre civile. Il n'y eut en Picardie que le gouverneur de Corbie & celui du Catelet, qui se déclarerent pour le parti des princes, tous les autres demeurèrent fideles aux roi. La cour pour se mettre en état de résis-

1615.

*Enlèvement du
président le Jay.*

ter aux rébelles , mit deux armées sur pied. La première , commandée par le maréchal de Bois-Dauphin , étoit destinée à poursuivre celle des princes. La seconde , dont le commandement fut donné au duc de Guise , devoit couvrir la marche du roi pendant son voyage de Guyenne.

Le 17 d'Août jour de son départ , le président le Jay fut enlevé dans sa maison. Il passoit pour être livré au prince de Condé , & il avoit eu plus de part que personne aux derniers démêlés du parlement avec la cour. On craignit qu'il ne profitât de l'absence du roi pour exciter de nouveaux troubles , & l'on résolut de s'assurer de sa personne. Le roi lui fit dire qu'il auroit besoin de lui pendant son voyage , & qu'il se tint prêt pour l'accompagner. Le président ayant prétexté une maladie pour s'en dispenser , un lieutenant des gardes eut ordre de l'aller prendre chez lui. On le mit dans un carosse , dont les portières furent fermées & les mantelets abattus , & il partit avec une escorte de quinze gardes du corps. Sa femme eut recours au parlement qui envoya deux députés au Louvre : mais quand ils y arriverent , le roi & la reine étoient déjà partis. Le parlement chargea un président & quelques conseillers , d'aller trouver le roi sur sa route : ils ne le joignirent qu'à Amboise , où le roi leur dit , qu'il avoit jugé à propos de faire arrêter le président le Jay , pour de grandes & justes raisons , & pour l'intérêt même de ce magistrat ; qu'on auroit soin de le bien traiter , & qu'ils pouvoient s'en retourner à Paris pour y faire les fonctions de leurs charges. On leur donna une lettre de cachet adressée au parlement , qui contenoit à peu près la même réponse. Les députés revinrent à Paris , & le parlement ayant entendu cette réponse & la lecture de la lettre qu'ils avoient apportée , cessa de faire de nouvelles instances en faveur du président , qui demeura prisonnier au château d'Amboise.

Cette compagnie parut si éloignée de favoriser le parti des princes , qu'elle enregistra sans difficulté le 18 Septembre une déclaration datée du 10 , qui fut expédiée à Poitiers , par laquelle le prince de Condé & ses adhérens étoient privés de tous états , dignités & honneurs , comme rebelles & criminels de lèse-majesté.

L'armée qui devoit les poursuivre s'étoit assemblée à Meaux ,

sous les ordres du maréchal de Bois-Dauphin, & celle des princes à Noyon. La première étoit de dix mille hommes d'infanterie, & de quinze cents chevaux. L'autre étoit presque aussi nombreuse, mais mal pourvue d'artillerie. Les troupes étoient mal disciplinées, & la plupart des soldats peu accoutumés au feu & aux fatigues de la guerre.

1615.

Le duc de Bouillon eut le commandement de cette armée, sous l'autorité de monsieur le prince de Condé. On convint que l'on saisiroit les deniers du roi dans les endroits où l'on se trouveroit les plus forts; que l'on y établiroit de nouveaux bureaux, & que le duc de Bouillon en auroit la direction: par-là il devint en quelque sorte l'ame du parti, avec une souveraine autorité sur les troupes & sur les finances.

L'armée des princes ayant passé la rivière d'Aisne à Soissons, s'avança vers Château-Thierry, qui fut investi le 28. Septembre, & qui se rendit le 30. De-là, elle marcha à Epernay, qui ouvrit ses portes: elle prit ensuite Mery-sur-Seine, afin de s'assurer un passage sur cette rivière. Ce fut à Mery que le prince de Condé publia une déclaration, datée du 14 d'Octobre, contre ceux qu'il appelloit *les ennemis du roi & de l'état*; c'est-à-dire, contre les ministres: il leur ordonnoit de se retirer dans leurs maisons, ou de se rendre auprès de lui dans un mois, sans quoi il les déclaroit criminels de lèse-majesté, & déchus de tous états, honneurs, dignités & prérogatives.

Marche de l'armée des princes.

Le maréchal de Bois-Dauphin suivoit toujours l'armée des princes, dont il n'étoit éloigné que d'une journée. Le prince de Condé avoit quelques intelligences dans la ville de Sens dont il s'approcha; mais le maréchal de Bois-Dauphin l'avoit prévenu. Il y étoit entré, & la couvroit avec toute son armée. Le dessein du prince étoit de passer la Loire & d'entrer en Poitou, afin de se joindre aux protestans. Il s'avança du côté de cette rivière, toujours suivi par le maréchal de Bois-Dauphin. Les deux armées se trouverent si près l'une de l'autre, que l'on crut qu'il leur seroit impossible d'éviter une action générale. On tira trois coups de canon dans l'armée du roi, que l'on prit dans celle des princes pour un signal, qui avertissoit les troupes de se mettre en bataille. Le prince y répondit par trois coups semblables: on se prépara

1615.

de part & d'autre au combat ; les deux armées se mirent en bataille & y demeurèrent tout le jour : mais après quelques légères escarmouches , le maréchal de Bois-Dauphin se retira le premier.

*L'armée des
princes passe la
Loire.*

Cependant le duc de Bouillon faisoit chercher un gué pour passer la Loire ; on en trouva trois : les eaux étoient si basses que les chevaux n'en avoient pas jusques au genou. La nuit du 28 au 29 d'Octobre , l'armée des princes passa la Loire à Neuvy, une lieue au-dessus de Bony.

*Mem. de Bassomp.
t. 1.
Mem. de la ré-
gence, p. 193.*

Ce passage fit beaucoup d'honneur au duc de Bouillon , & le maréchal de Bois-Dauphin fut généralement blâmé de n'avoir pas donné bataille , étant comme sûr de vaincre par la supériorité de ses forces. Il dit pour s'excuser , qu'il avoit des ordres précis de ne rien hasarder. Et Bassompierre assure qu'il s'applaudissoit encore de sa belle conduite : mais ses raisons , dit monsieur d'Estrées , furent mal reçues à la cour , où l'on comprit que ce passage faisoit grand tort aux affaires du roi , & qu'il releveroit considérablement le parti & les espérances des princes.

Pendant tous ces mouvemens , le duc de Nevers étoit demeuré neutre. » Comme il avoit des pensées toutes particulières , dit monsieur d'Estrées , il méditoit alors de former » un tiers parti , dans lequel plusieurs personnes de qualité lui » avoient donné parole de s'engager : mais il est vrai que son » inclination penchoit plutôt du côté des princes que de l'autre.

*Mem. de Rohan,
p. 69.*

Le duc de Rohan se moque dans ses mémoires de cette conduite du duc de Nevers qui prit les armes sans se déclarer , & qui prétendit se faire médiateur pour contraindre les deux partis de s'accommoder , en les menaçant de faire pencher la balance du côté auquel il se joindroit ; dessein , dit le duc de Rohan , convenable à un roi d'Espagne ou d'Angleterre , mais ridicule pour lui.

Les protestans étoient alors assemblés à Grenoble , & le prince de Condé les sollicitoit vivement de se déclarer en sa faveur. Le maréchal de Lesdiguières tâchoit de les en détourner. Il leur représentoit qu'il n'étoit plus possible d'empêcher le mariage du roi , qui étoit sur le point de s'accomplir ; que monsieur le prince en faisant la guerre à une extré-

mité du royaume , tandis que le roi se marioit à l'autre , n'y pouvoit mettre aucun obstacle ; que ce prince n'avoit en vûe que de faire chasser quelques ministres du conseil , ce qui n'intéressoit en rien les églises protestantes ; que l'on parloit déjà d'un accommodement , & que la conduite du prince & du maréchal de Bois-Dauphin faisoit assez connoître que de part & d'autre , on n'avoit nulle envie de porter les choses à l'extrémité , que l'on avoit tort de craindre que l'union de la France & de l'Espagne devînt funeste aux églises protestantes ; qu'un prince en épousant la fille de son voisin n'épousoit pas ses conseils , & que le roi ne mettroit pas volontiers le feu dans ses états pour faire plaisir au roi d'Espagne.

1615.

Ces raisons persuaderent les gens sages & modérés , mais les esprits turbulens ne les goûterent pas. Ils craignirent que le maréchal de Lefdiguieres n'acquît une trop grande autorité dans l'assemblée , si elle continuoit ses séances dans la capitale du gouvernement de ce maréchal , & ils vinrent à bout de la faire transférer à Nîmes , où ils pouvoient dire leur sentiment avec plus de liberté.

Le duc de Rohan eut alors plus de crédit dans l'assemblée , & il fit nommer des députés pour traiter avec le prince de Condé. Ils se rendirent au camp de Sanzay , & y signèrent avec le prince un traité qui portoit en substance : que l'on feroit une exacte recherche de ceux qui avoient participé à la mort du feu roi ; qu'on empêcheroit la publication du concile de Trente ; qu'on préviendroit les inconvéniens qui pouvoient naître de l'accomplissement des alliances avec l'Espagne , & que l'on ne poseroit les armes que d'un commun consentement. Ce traité fut signé le 27 Novembre : mais le duc de Mayenne refusa constamment d'y prendre part , & il déclara qu'il ne souscriroit jamais à aucune condition , dont les calvinistes pussent tirer le moindre avantage.

La cour s'étant arrêtée à Poitiers pour attendre la guérison de madame de France qui fut attaquée de la petite vérole , en partit à la fin de Septembre ou au commencement d'Octobre (a).

(a) Le mercure François après avoir dit qu'elle demeura à Poitiers jufques au 3 Octobre , ailleurs quelques pages après , qu'elle en étoit partie dès la fin de Sep-

tembre , & qu'elle arriva le premier d'Octobre à Angouleme. L'auteur de ce livre est tombé plus d'une fois dans de pareilles contradictions.

1615.

Vie du duc d'E-
pernon , t. 1.

Ce fut vers ce temps-là que le comte de Candale , fils aîné du duc d'Epemon , abandonna son pere pour se jeter dans le parti des protestans. Ce jeune seigneur vint à Nîmes , où se tenoit leur assemblée , il se fit déclarer général des Cevennes , & il témoigna tant de zèle pour les interêts du parti , qu'il fit rejeter les avis moderés de monsieur de Châtillon , à qui le nom de l'amiral de Coligni donnoit une grande autorité. Le duc d'Epemon qui fut toujours ennemi déclaré des protestans , conçut un chagrin si vif de la démarche de son fils , qu'il en pensa mourir de douleur. On le transporta à Angoulême , où l'auteur de sa vie assure qu'il demeura plus de quarante heures sans poulx & sans mouvement ; il revint avec peine de cette maladie , mais sa douleur augmenta sans doute , lorsqu'il vit que par le traité que les protestans conclurent avec le prince de Condé , on demandoit d'abord que l'on fît une exacte recherche des principaux auteurs de la mort du feu roi. Il avoit été accusé de ce crime par la d'Ecouman. Cet article rappelloit nécessairement à toute la France le souvenir de cette accusation , & il étoit bien dur pour un pere de voir son fils dans un parti qui attaquoit si cruellement sa réputation. Il fit tous ses efforts pour ramener le comte de Candale , & il fut assez heureux pour y réussir. Ce comte ne tarda pas à reconnoître sa faute. Il revint à son pere , & abandonna le parti & la religion des protestans , qu'il n'avoit embrassé que par un dépit & une légereté qu'il étoit difficile de pardonner même à la vivacité de sa jeunesse.

Mercurc Fran-
çois , t. 4.

La cour étant arrivée à Bourdeaux le 7 Octobre , la reine fut si contente d'avoir amené ses enfans jusqu'aux extrémités du royaume sans aucun accident , au milieu des troubles d'une guerre civile , qu'elle en pleura de joie. On apprit cependant que le duc de Rohan avoit pris les armes , & qu'il s'étoit avancé jusqu'à Tonneins. Il n'étoit pas assez fort pour attaquer l'armée , commandée par le duc de Guise , qui couvroit la marche du roi , il n'avoit pû assembler que deux mille cinq cents hommes d'infanterie , & trois ou quatre cents chevaux. Les approches de cette petite armée qui pouvoit grossir de jour en jour , ne laisserent pas de donner de l'inquiétude à la cour. On tint conseil au château du Ha , où la reine mere étoit logée , & il fut résolu que la Brosse enseigne

gne des gardes du corps , iroit trouver le duc de Rohan à Tonneins , pour lui demander les raisons qui l'avoient déterminé à prendre les armes , & ce que la cour pouvoit faire pour le contenter.

1615.

La Brosse se rendit à Tonneins où il trouva le duc de Rohan ; le marquis de la Force, Favas, Pardaillan, & plusieurs autres gentilshommes, qui faisoient passer la Garonne à leurs troupes du côté de l'Armagnac : il leur exposa le sujet de sa commission ; mais ils lui dirent qu'on ne lui feroient aucune réponse à moins qu'il ne commençât par montrer les instructions & les ordres dont il étoit chargé. La Brosse répondit, que par sa qualité d'enseigne des gardes du roi, il étoit suffisamment autorisé à porter ses ordres, sans être obligé de les montrer par écrit : mais que s'ils vouloient lui promettre de lui donner une réponse par écrit, il leur montreroit ses instructions. Ils s'y engagèrent sans difficulté. La Brosse leur fit voir ses ordres, & après les avoir lûs, ils se rassemblèrent pour concerter leur réponse. La délibération fut longue & dura plusieurs heures. Enfin ils apportèrent à la Brosse un écrit non-signé, dans lequel ils disoient, qu'ils s'étoient crus obligés de prendre les armes, parce qu'ils avoient vû le roi lever des troupes, & rassembler deux armées sans y admettre aucuns protestans, ce qui leur faisoit soupçonner que ces troupes étoient destinées à leur faire la guerre ; que l'assemblée de Grenoble les avoit exhortés à se mettre en état de défense, en cas que les députés qu'elle envoyoit au roi, n'en obtinssent pas des réponses favorables ; qu'on n'avoit eû aucun égard aux demandes de ces députés, non plus qu'aux remontrances de monsieur le prince, ni à celles du parlement de Paris ; qu'on avoit publié en divers endroits du royaume, & même à Bourdeaux dans la maison de ville & dans des sermons publics, que les mariages entre la France & l'Espagne, entraîneroient la ruine de la religion protestante ; que cette juste crainte les avoit obligés de se mettre en défense ; mais qu'il n'avoient commis aucun acte d'hostilité, excepté à l'abbaye de Saint-Ferme proche Sainte-Foy, où l'on les avoit attaqués à force ouverte.

La Brosse ayant rapporté cette réponse à Bourdeaux, le conseil résolut de traiter le duc de Rohan, comme un enne-

1615.

mi de l'état, & d'ôter à monsieur de la Force qui étoit avec lui le gouvernement de Bearn; quelque temps après on publia une déclaration pour ordonner aux protestans de mettre bas les armes dans un mois, à peine d'être poursuivis comme rebelles, & comme criminels de lèse-majesté.

Le 18 Octobre le mariage de l'infante avec le roi fut célébré à Burgos, & le même jour on célébra à Bourdeaux celui de madame de France avec le prince d'Espagne.

Le duc de Guise fut chargé de conduire madame sur la frontière d'Espagne, où se fit l'échange des deux princesses. L'armée du roi qu'il commandoit accompagna la princesse. On eut soin de s'assurer de la fidélité des gouverneurs de Tartas, d'Acqs & du Mont-de-Marsan. L'échange se fit le 9 Novembre sur la rivière de Bidasoa. La nouvelle reine de France fit son entrée à Bayonne le 11 du même mois. Elle y reçut deux lettres; l'une du roi, & l'autre de la reine mere, qui lui furent présentées par le sieur de Luynes. Le roi avoit désiré qu'il fût chargé de cette commission, & il dit dans sa lettre qu'il l'envoye par le sieur de Luynes, *l'un de ses plus confidens serviteurs*.

Celle de la reine mere commence ainsi: » Le roi monsieur » mon fils, ayant choisi le sieur de Luynes, *comme l'un de* » *ses plus confidens*, pour se conjour avec vous de votre » heureuse arrivée en son royaume, &c.

Ainsi la faveur dont Luynes jouissoit auprès du roi étoit déjà très-connue: mais on étoit alors bien éloigné d'en prévoir les suites.

Anne d'Autriche arriva le 21 à Bourdeaux sur les neuf heures du soir, & le 25 leurs majestés reçurent la bénédiction nuptiale des mains de l'évêque de Xaintes, (a) la cérémonie fut longue, & la Messe ne finit qu'à six heures du soir.

Pendant ce temps-là diverses provinces du royaume continuoient à être le théâtre de la guerre civile. L'armée des princes étant entrée en Poitou, le maréchal d'Ancre se mit en campagne avec une petite armée qu'il avoit levée en Picardie, pour maintenir cette province dans l'obéissance. Elle étoit composée de neuf mille cinq cents hommes d'infanterie, & de six à sept cents chevaux, deux cents Irlandois, &

(a) Nicolas le Cornu.

trois cents Liégeois. Il bloqua la ville de Corbie par deux forts, qu'il fit construire aux environs de cette place. Il y logea son infanterie étrangère avec quelques compagnies de cavalerie pour empêcher les courses de la garnison.

1615.

De là il marcha vers Clermont en Beauvoisis, où le prince de Condé avoit laissé le sieur d'Haraucourt avec un régiment de huit compagnies, une compagnie de carabins & quelques cavaliers. Cette garnison incommodoit extrêmement le Beauvoisis, la Picardie & les provinces voisines par la levée des tailles. La ville & le château furent obligés de se rendre le 29 Octobre.

Le duc de Rohan de son côté s'empara de la ville & du château de Lectoure. Il fut reçu dans la ville par Fontrailles, qui étoit d'intelligence avec lui. Il trouva plus de résistance dans la ville du Mas en Agenois, dont il tenta vainement de se rendre maître.

Neuf-Châtel-sur-Aisne, où le duc de Bouillon avoit établi un bureau pour la levée des tailles, & Meri-sur-Seine furent pris par le marquis de la Vieuville : mais Epernay & Château-Thierry demeurèrent au pouvoir des princes.

Le maréchal de Bois-Dauphin avoit suivi leur armée dans le Poitou, il ne s'y passa rien de considérable : mais quand la cour eut appris à Bourdeaux le traité du prince de Condé avec les protestans, elle résolut de réunir toutes ses forces sous les ordres du duc Guise : on expédia des lettres-patentes pour déclarer que le roi étoit dans le dessein de rassembler toutes ses troupes, pour en faire une seule armée, qu'il commanderoit en personne, & dans laquelle le duc de Guise seroit son lieutenant général. Par là on ôtoit au maréchal de Bois-Dauphin le commandement de l'armée qu'il avoit conduite en Poitou. On affecta cependant de ménager sa réputation, en faisant dire au roi dans ses lettres-patentes que ce maréchal s'étoit acquité de sa commission, *à l'entière satisfaction de sa majesté.*

Le duc de Nevers arriva au commencement de Décembre à Bourdeaux, & il pria le roi d'agréer qu'il allât trouver le prince de Condé, pour lui proposer un accommodement. Ce duc étoit intime ami du prince de Condé & du maréchal de Bouillon ; il étoit oncle du duc de Longueville, &

1615.

beau-frère du duc de Mayenne. Ces alliances avec les principaux des confédérés le rendoient plus propre que personne à réussir dans cette négociation. Dans le même temps Edmond ambassadeur d'Angleterre reçut ordre d'offrir, sa médiation pour terminer la guerre civile, & ses offres furent acceptées. Le prince de Condé avoit envoyé en Angleterre le marquis de Bonnivet, pour implorer le secours de sa majesté Britannique : mais ce monarque pacifique se contenta de promettre ses bons offices pour réconcilier les princes avec le roi. Bonnivet à son retour d'Angleterre, fut pris par les troupes du maréchal d'Ancre, qui le fit mettre à la Bastille.

Edmond partit avec le duc de Nevers pour aller trouver le prince de Condé qui étoit alors à Saint-Jean d'Angeli, & qui ne leur parut pas éloigné de la paix.

Lettre de M.
de Thou, t. 12.
de la traduction
Françoise.

Pendant que la cour étoit à Bourdeaux, le cardinal de Sourdis archevêque de cette ville, eut une querelle avec le parlement de Guienne, qui fut portée jusques aux dernières extrémités. Cette compagnie faisoit le procès à un gentilhomme de la province nommé Hautcastel, accusé de plusieurs crimes énormes. On étoit sur le point de le condamner à mort, lorsque le cardinal de Sourdis, à la prière du sieur de Themines, demanda au roi la grace du criminel. Il l'obtint sans difficulté, & sans que l'on eût pris une connoissance fort exacte des crimes que ce gentilhomme avoit commis. Le parlement persuadé que cette grace avoit été accordée trop légèrement, & qu'elle seroit d'un dangereux exemple, vint faire des remontrances au roi & à la reine mere, qui lui permirent de continuer les procédures. Dès le lendemain le gentilhomme fut condamné à mort, & comme on craignoit que l'appareil de son supplice n'excitât quelque tumulte dans la ville, le parlement ordonna qu'il seroit exécuté dans la prison.

Le cardinal de Sourdis instruit de l'arrêt qui venoit d'être prononcé, résolut d'arracher le coupable des mains de la justice. Il assembla ses domestiques, auxquels se joignirent plusieurs gentilshommes, & il se rendit avec eux à la prison, avant que l'exécuteur y fût arrivé. Le concierge nommé Castets, ayant refusé d'ouvrir les portes, on les força. Les

Gentilshommes entrèrent dans la prison l'épée à la main ; on commença par tuer le concierge , qui tomba mort aux piés du cardinal de Sourdis , & l'on délivra le criminel.

1615.

Une pareille violence commise sous les yeux du roi excita de grands murmures. Le chancelier surtout en parut indigné. Il déclara publiquement qu'il auroit soin de faire punir d'une maniere éclatante l'outrage fait à la majesté du roi & à la justice , & qu'il rempliroit à cet égard les devoirs de sa charge dans toute leur étendue.

Le parlement décréta de prise de corps le cardinal de Sourdis , qui fut obligé de sortir de la ville. Le cardinal Ubal dini nonce du pape , demanda instamment que l'affaire fût renvoyée au pape , & que l'on fit défenses au parlement de continuer ses poursuites contre monsieur de Sourdis. Il obtint d'abord que ce prélat ne seroit point cité à son de trompe , suivant l'usage , dans le marché public ; on permit seulement de le faire citer sans bruit par un huissier à la porte de l'archevêché. Le parlement qui prétendoit le juger par contumace , continua ses procédures. Le nonce en fut alarmé , & il fit de nouveaux efforts pour en arrêter le cours. On tint plusieurs conseils sur cette affaire ; & l'on résolut enfin d'en ôter la connoissance au parlement. Le chancelier qui avoit d'abord paru si ferme , & si déterminé à faire justice de cet attentat , changea tout à coup de sentiment.

Le roi consentit que l'affaire fût renvoyée au Pape , & l'on dit au nonce , que sa majesté en ufoit ainsi par respect pour le saint-siége , & qu'elle aimoit mieux dissimuler l'injure qui lui avoit été faite , & paroître négliger ses droits , que de ne pas déférer aux prières de sa sainteté.

Le pape ayant examiné cette affaire , prononça un jugement contre le cardinal de Sourdis , par lequel il lui défendit de célébrer les divins mystères , jusques à ce qu'il eût été absous de l'irrégularité qu'il avoit encourue , pour le meurtre du nommé Castets , commis par ses ordres & en sa présence. Il demeura interdit pendant quelques mois. Ensuite le pape l'ayant relevé de cette interdiction , il revint à Bourdeaux , où il fit son entrée le 6 de Mai de l'année suivante.

Le roi en étoit parti le 17 Decembre pour se rendre à la Rochefoucault , où il demeura jusques au 2 Janvier , tou-

1616.

1616.

Jours accompagné de son armée , commandée par le duc de Guise. Celle des princes ne fit aucun mouvement pendant la marche du roi , qui fut aussi tranquille que si l'on eût été en pleine paix. On disoit en plaisantant dans l'armée des princes , que les officiers des troupes du roi avoient encore leurs beaux habits , & qu'il ne falloit pas attaquer des gens qui re-venoient des nôces.

La cour prit la route de Poitiers , & après trois jours de marche , l'armée qui l'accompagnait fut jointe à celle du maréchal de Bois-Dauphin , qui en remit le commandement au duc de Guise.

Ce duc étant arrivé à Pamprou , ne se trouva qu'à deux lieues & demie du prince de Condé , qui s'étoit avancé jusques à Saint-Maixant , il avoit déjà fait faire au roi des propositions de paix par le baron de Thiangès : mais comme on n'étoit pas encore convenu de la suspension d'armes , on proposa au duc de Guise de marcher droit à Saint-Maixant , pour enlever le prince avec les principaux chefs de son parti. Il eut avis de ce dessein , & l'on soupçonna le duc de Guise lui-même de l'en avoir fait avertir. Il partit aussi-tôt pour se mettre en fureté , & le duc défit seulement un petit corps d'infanterie de l'armée des princes.

Cette escarmouche ne mit aucun obstacle à la paix. Le maréchal d'Ancre la désiroit , & le maréchal de Brissac eut ordre d'aller trouver le prince de Condé avec le sieur de Villeroi , pour convenir d'une suspension d'armes , & du lieu où se tiendroient les conférences : il fut décidé que l'on s'assembleroit à Loudun le 30 Février , & dès le 23 Janvier la suspension d'armes fut publiée dans l'armée du roi. La cour se rendit promptement à Tours , & les conférences commencerent à Loudun le jour dont on étoit convenu. La comtesse de Soissons , le duc de Nevers , le maréchal de Brissac , le sieur de Villeroi , le sieur Phelippeaux comte de Pontchartrain , le président de Thou & le sieur de Vic conseillers d'état , y assistèrent de la part du roi.

Le prince de Condé y vint , accompagné de la princesse douairière de Condé sa mere , de madame de Longueville ; des ducs de Longueville , de Mayenne , de Luxembourg & de Bouillon ; les ducs de Rohan , de Sulli , de la Tremoille ,

& le jeune comte de Candale qui n'étoit pas encore réconcilié avec son pere, s'y rendirent peu de temps après, ainsi que les députés de l'assemblée de Nîmes, qui fut transférée à la Rochelle avec l'agrément du roi. Edmond ambassadeur d'Angleterre, y assista comme témoin.

1616.

Le duc de Vendôme avoit tenu pendant la guerre une conduite singuliere. Il reçut d'abord de l'argent & des commissions du roi pour lever des troupes. Le président Jeannin répondoit de sa fidélité, & le roi y comptoit tellement, qu'il lui écrivit de Bourdeaux le 10 Novembre, pour lui apprendre la résolution qu'il avoit prise de se mettre lui-même à la tête de ses troupes pour marcher contre les rebelles. Il lui ordonnoit en même-temps de le venir joindre avec toutes les forces qu'il avoit rassemblées : mais le duc de Vendôme au lieu d'obéir à cet ordre, marcha en Bretagne, où il vouloit employer contre l'autorité du roi, les troupes qu'il avoit levées sous ses ordres. Quoiqu'il eût toujours entretenu de secretes intelligences avec les princes, la cour rassurée par les discours du président Jeannin n'en avoit pas la moindre défiance.

Bassompierre fut le premier qui avertit la reine mere de la perfidie du duc de Vendôme. Il montra au conseil des lettres que le prince de Condé, & les ducs de Longueville & de Mayenne avoient écrites à divers particuliers pour les exhorter à se joindre à ce duc. Ces lettres firent ouvrir les yeux au président Jeannin, & l'on ne douta plus de l'infidélité de monsieur de Vendôme.

Mem. de Bas-
comp. t. 1.

Il écrivit au roi pour se justifier, & il soutint qu'il n'avoit aucune intelligence avec monsieur le prince, ni avec ceux de son parti : que les troupes qu'il avoit levées n'agiroient que pour le service du roi & pour garantir la Bretagne, dont il étoit gouverneur, d'une conspiration dont il avoit eu avis. Il ajoutoit cependant, qu'elles seroient encore employées à lui conserver toutes les prérogatives qui lui avoient été accordées par le feu roi. La cour ne fut pas la dupe de ces vaines protestations, & l'on comprit que son dessein étoit de se rendre maître de la Bretagne, & qu'il n'entendoit autre chose par les prérogatives dont il parloit, que l'indépendance & le pouvoir absolu qu'il y vouloit usurper.

Mercur. Fran-
çois, t. 4. p. 40.

1616.

Lorsque le roi reçut cette lettre, on étoit déjà assemblé à Loudun, & l'on s'imagina que le duc de Vendôme étoit convenu avec monsieur le prince de paroître séparé d'intérêts avec lui, & de tenir cependant une armée sur pié, qui se déclareroit en sa faveur au moment qu'il faudroit employer la force pour obtenir les avantages que la cour lui auroit refusés. Dans cette idée, le roi ordonna à toutes ses troupes de passer la Loire pour marcher en Bretagne. Et l'on envoya un héraut au duc de Vendôme pour le sommer de la part du roi, de mettre bas les armes & de congédier ses troupes.

Le héraut arriva le 18 Fevrier au château de Chantocé en Anjou, à cinq lieues d'Ancenis. Il y trouva le duc de Vendôme, auquel il fit la sommation dont il étoit chargé, en ces termes :

Mercuré François, t. 4.

» A vous, César de Vendôme, je vous commande de par
 » le roi, mon souverain seigneur, votre maître & le mien,
 » & à tous vos adhérens, que vous ayez incontinent à poser
 » les armes que vous avez prises, & licencier les troupes que
 » vous avez levées, & venir trouver sa majesté; & à tous
 » ceux qui vous assistent de se retirer dans leurs maisons; &
 » à faute de ce, je vous dénonce rebelles & criminels de le-
 » se-majesté; & que serez comme tel poursuivi par la force
 » des armes.

Le duc de Vendôme répondit: » Je suis très-humble servi-
 » teur du maître que vous servez. Je parlerai à messieurs qui
 » me font l'honneur de m'assister, & vous ferai réponse.

Cette réponse fut, » qu'il étoit très-humble serviteur du
 » roi; que les armes qu'il avoit prises étoient jointes à celles
 » de monsieur le prince, pour venger la mort du feu roi son
 » pere, & que pour cet effet, il employeroit sa vie & ses biens.

Mais en se déclarant ainsi, uni au prince de Condé, il s'obligeoit à reconnoître le traité de la suspension d'armes qui venoit d'être conclu à Fontenay-le-Comte.

Le parlement de Rennes voyant le duc de Vendôme prêt à entrer en Bretagne, avoit rendu plusieurs arrêts pour défendre aux villes de lui ouvrir leurs portes, & aux habitans de la province de lui obéir. Le marquis de Cœuvres qui étoit son maréchal de camp, fit assurer le roi qu'il n'avoit accepté cet emploi,

emploi, que pour rendre service à sa majesté, & il eut ordre de se retirer à Crespy en Valois avec la troupe qu'il commandoit.

1616.

Plusieurs autres gentilshommes qui avoient suivi le duc de Vendôme, prirent le parti de se retirer. Ses troupes se débandoient, & ce qui lui en resta demeura cantonné dans ses terres & aux environs d'Ancenis. Le duc se voyant ainsi abandonné se rendit à Loudun, où il fut admis aux conférences. Elles se tenoient chez la comtesse de Soissons; chacun y alloit avec des vûes & des intérêts différens. Le prince de Condé & les ducs de Mayenne & de Bouillon travailloient sincèrement à la paix, mais ils n'agissoient pas par les mêmes motifs. Le premier ne pensoit qu'à faire réformer le conseil d'état & celui des finances, dont il espéroit se rendre le maître. Le duc de Mayenne qui n'aimoit pas les protestans, voyoit avec peine une désunion dont leur parti retiroit toujours de grands avantages. Le duc de Bouillon vouloit entrer dans le gouvernement, & assurer à sa postérité la souveraineté de Sedan. Il n'excitoit des troubles que pour avoir le mérite de les apaiser; il espéroit par-là obliger la cour à lui donner sa confiance. Erreur, dit monsieur d'Estrées, dont il s'étoit flaté depuis le commencement de la régence; mais dont il auroit dû être désabusé par l'expérience. Le duc de Longueville ne savoit à quoi se déterminer: il auroit eu naturellement du penchant pour la paix, mais il craignoit que le maréchal d'Ancre n'ayant plus d'ennemis à combattre ne profitât de leur inaction, pour lui ôter tout crédit & toute autorité dans son gouvernement. Les ducs de Sulli & de Rohan, les députés de l'assemblée des protestans & le duc de Vendôme, qui, sans avoir embrassé leur religion, s'étoit uni d'intérêts avec eux, étoient fort éloignés de désirer la paix; ou s'ils la vouloient, c'étoit à des conditions que le roi ne pouvoit admettre, sans affoiblir considérablement son autorité. Ils ne cessent de représenter au prince de Condé les forces du parti dont il étoit le chef; combien il lui étoit facile de se maintenir dans son gouvernement de Guienne, avec la puissance & l'autorité qu'il avoit entre ses mains; que la cour ne cherchoit qu'à le tromper; que lorsque son parti seroit dissipé par la paix, on ne songeroit qu'à éluder ou à violer toutes les pa-

Mem. de la régence, p. 198,

1616.

roles qu'on lui auroit données ; qu'après avoir pris deux fois les armes contre son souverain, il ne pouvoit trouver sa sûreté qu'en conservant ses forces ; que par l'espérance d'arranger les affaires de sa maison & par l'appât de quelques sommes d'argent que la cour lui offroit pour le séduire, il se séparoit de tous ses amis, & perdoit une occasion d'établir sa puissance, qu'il ne retrouveroit plus.

Mais ces discours ne firent aucune impression sur l'esprit d'un prince las de la guerre civile, qui ne pouvoit se résoudre à vivre éloigné de la cour, & qui se flattoit d'y avoir bientôt un crédit absolu : d'ailleurs il n'avoit pas plus d'inclination pour les protestans, que le duc de Mayenne. Il ne balançoit pas même à offrir d'échanger son gouvernement de Guienne, pour celui de Berry.

Cependant, il affecta toujours de persister dans ses premières demandes, & de paroître zélé pour le bien public & pour les intérêts particuliers de ceux qui l'avoient suivi.

Il présenta d'abord trente articles qui devoient servir de fondement au traité. Il fallut du temps pour les discuter, & l'on fut obligé de renouveler jusqu'à cinq fois la suspension d'armes, & de prolonger les conférences qui durèrent depuis le 10 Février jusqu'au 3 de Mai.

Lettre de monsieur de Thou.

Le prince commença par demander, que l'on fît une exacte recherche des auteurs & des complices de la mort du feu roi, & que l'on envoyât une commission au parlement pour l'obliger à y travailler, avec ordre aux gens du roi d'y tenir la main, parce qu'on s'étoit plaint de quelques officiers accusés d'avoir usé de nonchalance dans cette affaire.

Cet article fut accordé sans difficulté, *comme conforme à la volonté que le roi avoit toujours eue de l'exécuter*. On accorda encore avec la même facilité, que tous les archevêques & évêques fussent obligés de faire publier dans leurs diocèses le decret du concile de Constance, contre ceux qui osent attenter à la vie des rois, avec celui que la Sorbonne avoit fait pour le renouveler : mais le prince ajoutoit à ces demandes, que l'on admît l'article dressé par le tiers-état, sur l'indépendance des rois de toute autre puissance que celle de Dieu, dans les mêmes termes qu'il avoit été conçu & qui avoient donné lieu aux débats du clergé & du tiers-état pen-

dant la tenue des états généraux. Cet article fut surfis.

Il demanda que l'on fît droit à messieurs de Courtenai , suivant l'ordre & les loix du royaume , sur les requêtes qu'ils avoient présentées plusieurs fois pour la conservation de l'honneur de leur maison ; ce qui ne fut ni accordé , ni refusé. On répondit seulement que l'on en parleroit au roi.

1616,

A l'égard des remontrances du parlement , & de celles des états généraux : il fut dit que la cour y satisferoit dans trois mois , après la publication du traité.

Quant à l'arrêt du conseil rendu contre le parlement , dont le prince demandoit la révocation ; on répondit que l'on en délibéreroit , & qu'en attendant , cet arrêt ainsi que les arrêts du parlement demeureroient sans exécution. Il obtint sans peine , que toutes les déclarations & tous les arrêts des parlemens , publiés contre lui & contre tous ses adhérens pendant le cours de la guerre civile , fussent entièrement révoqués.

L'article qui regardoit l'emprisonnement du président le Jay fut surfis , & celui qui concernoit le maréchal d'Ancre fut éludé. Ce maréchal n'y étoit pas nommé : mais il est évident que l'on vouloit le faire depouiller de ses charges , quand on demandoit que le roi déclarât , suivant les anciennes ordonnances & les loix du royaume , que personne ne pût posséder aucune charge militaire ou autre , s'il n'étoit originaire François. Le roi y consentit , mais avec cette clause ; que sa majesté se réservoir le pouvoir de *donner ce qui conviendrait au mérite , services & qualités des personnes*. Les deux articles qui souffrirent le plus de difficulté , furent ceux qui regardoient la réforme du conseil & la démolition de la citadelle d'Amiens. L'un paroissoit attaquer directement l'autorité de la reine mere , & l'autre intéressoit particulièrement le maréchal d'Ancre.

Le prince de Condé demandoit simplement , que l'on réformât le conseil du roi. L'article étoit conçu en termes généraux : mais quand il fallut expliquer ce qu'il entendoit par cette réforme , il déclara qu'il vouloit être chef de tous les conseils , & en cette qualité signer tous les arrêts & tous les comptes de l'épargne , ce qui s'appelloit *avoir la plume*.

Le duc de Longueville de son côté , vouloit absolument

1616.

que la citadelle d'Amiens fût rasée. Il se souvenoit de l'affront qu'il y avoit reçu, & il ne pouvoit se résoudre à laisser subsister dans son gouvernement une place qui lui attiroit des querelles perpétuelles, avec un homme plus puissant & plus accrédité que lui. Monsieur de Villeroi voyant que le prince de Condé insistoit extrêmement sur ces deux articles, lui fit entendre qu'il ne seroit pas impossible de les obtenir.

Le sieur de Pontchartrain l'écrivit aussi-tôt à la reine mere, qui n'approuva pas que monsieur de Villeroi se fût tant avancé; elle en marqua son mécontentement à Barbin qui étoit alors un de ses principaux confidens, & à Bassompierre qui avoit pareillement beaucoup de part à sa confiance. Elle leur dit, que monsieur de Villeroi lui avoit gardé *un paquet* & au maréchal d'Ancre, pour la conclusion de la paix. Elle leur apprit les deux demandes de monsieur le prince, dont l'une alloit directement contre l'autorité du roi & la sienne, & l'autre n'avoit pour objet, que de chagriner le maréchal d'Ancre, que monsieur de Villeroi haïssoit. Barbin la confirma dans cette idée, & dans le temps qu'il déclamoit contre ce ministre avec le plus de vivacité, on avertit la reine que monsieur de Villeroi venoit d'arriver de Loudun, & qu'il demandoit à lui parler. Barbin dit alors à la reine.

» Madame, écoutez-le sans lui montrer aucune altération,
 » & demandez-lui son avis sur ce qu'il vient vous proposer;
 » s'il vous conseille d'accorder ces deux demandes, il décou-
 » vrira manifestement ses mauvais desseins qu'il a voulu ca-
 » cher jusqu'à présent, & l'on ne pourra plus douter qu'il ne
 » soit plus attaché à monsieur le prince, qu'à votre majesté.
 » Si, comme je le crois, il vous exhorte à les refuser, vous
 » direz, en plein conseil, que vous rejetez ces propositions
 » par le conseil de monsieur de Villeroi, qui n'osera le désa-
 » vouer; par-là vous renverserez contre lui la fleche qu'il
 » avoit tirée sur vous, & vous le décréditerez auprès de son
 » cher ami monsieur de Bouillon, qui ne lui pardonnera ja-
 » mais de vous avoir détournée de contenter monsieur le
 » prince.

La reine mere goûta fort cet expédient, & promit d'en faire usage. On fit entrer monsieur de Villeroi à qui elle dit:
 » Pauvre homme, vous avez bien de la peine à aller & venir

si souvent, & peut-être n'y gagnerez-vous rien, ni pour vous ni pour moi.

1616.

Villeroi faisoit en effet de fréquens voyages de Loudun à Tours, pour venir rendre compte de ce qui se passoit dans les conférences; & pour prendre l'avis de la reine & du conseil, sur ce qu'il devoit accorder ou refuser. La reine mere le fit approcher de la fenêtre, où étoient Barbin & Bassompierre, qui voulurent se retirer: mais elle leur ordonna de rester, en leur disant, qu'ils pouvoient bien être de la conversation. Elle dit ensuite à monsieur de Villeroi.

« Vous venez m'apporter le dernier plat pour mon dèssert.
 « Monsieur le prince veut être régent; il veut avoir la plume.
 « Et monsieur de Longueville pour se rendre absolu en Picardie, veut en chasser le maréchal d'Ancre. Je fais tout
 « ce que vous avez à me dire de leur part, car Phelippeaux
 « me l'a mandé. Villeroi lui répondit: Madame, si je savois
 « aussi-bien votre résolution, que vous êtes informée de ma
 « proposition, je partirois tout-à-l'heure pour leur faire savoir votre volonté. Hé bien, reprit la reine, que vous en
 « semble? Dois-je encore passer cela pour le bien de la paix,
 « ou rejeter ces articles comme impertinens? Dites-moi librement votre avis, avec les raisons qui doivent me porter
 « à l'un ou à l'autre, afin que tantôt au conseil j'en puisse
 « mieux parler comme y étant préparée.

Le sieur de Villeroi s'excusa d'abord sur ce que loin d'être seul tout son conseil, il n'en étoit que la moindre partie: il ajouta que lorsqu'on seroit assemblé pour délibérer, il diroit son avis à son rang, selon ce que Dieu lui inspireroit pour le bien du service du roi & de l'état. *Non*, dit la reine, *je veux savoir présentement ce que vous pensez là-dessus.* Alors il ne balança pas à lui dire nettement, qu'il lui conseilloit d'accorder les deux articles dont il s'agissoit; qu'à l'égard de la citadelle d'Amiens, elle pouvoit en l'ôtant au maréchal d'Ancre, lui donner dans une autre province quelque gouvernement plus considérable, qui le dédommageroit amplement de celui qu'il auroit perdu; que par-là le maréchal paroîtroit avoir sacrifié ses propres intérêts & son établissement au bien de la paix, & qu'elle feroit voir à toute la France, sans qu'il lui en coûtât rien, que ses serviteurs & ses créatures particu-

Memoires de
Bassomp. t. 1.

1616.

culieres ne lui étoient pas si cheres que le repos de l'état.

Quant à l'article qui concernoit le prince de Condé, il fit ce raisonnement à la reine. » Ou ce prince viendra à la cour, » ou il n'y viendra point : s'il n'y vient point, il ne vous de- » mande rien, & vous ne lui accordez rien ; puisqu'étant ab- » sent de la cour, il ne pourra signer aucun arrêt du conseil, » ni aucun compte de l'épargne : s'il y vient, ou il dépendra » absolument de vous, & ne fera rien sans votre consente- » ment, ou il continuera dans ses mauvais desseins & cher- » chera à empiéter sur votre autorité, ou à la partager. Dans » le premier cas, vous aurez l'avantage d'avoir à votre dévo- » tion un premier prince du sang, très-habile & très-entendu » dans les affaires. Dans le second, comment pouvez-vous » craindre de mettre une plume dans la main d'un homme » dont vous tiendrez toujours le bras ?

A peine eut-il achevé de parler, que Barbin frappé de la justesse & de la solidité de ce raisonnement, vint effronté- ment prendre le bras de la reine, qu'il lui serra en disant : » Madame, voilà le plus grand conseil & du plus grand per- » sonnage que vous sauriez trouver ; il faut vous y tenir & » n'en point chercher d'autre ; car c'est le seul que vous puis- » siez prendre. « La reine remercia aussi-tôt monsieur de Vil- leroi, en l'assurant qu'elle seroit de son avis. Et lorsqu'il pro- posa au conseil les deux demandes du prince de Condé ; la reine sans attendre que personne eût opiné, déclara qu'elle les acceptoit.

Mais quoique Bassompierre qui raconte toutes ces parti- cularités dans ses mémoires, assistât alors au conseil du roi, il ne paroît pas que cette affaire ait été conclue avec tant de promptitude ; car avant qu'elle fût décidée on eut le temps de publier un long mémoire, où l'on expliquoit les inconvé- niens qu'il y avoit à laisser subsister la citadelle d'Amiens, & les raisons qui devoient déterminer le roi à la faire raser. Le maréchal d'Ancre qui étoit alors à Paris, apprit que l'on dé- libereroit au conseil du roi, s'il convenoit de raser la citadelle d'Amiens, ou seulement d'y mettre un autre gouverneur, & il eut le temps d'écrire une lettre à la reine mere qui fut ren- due publique, dans laquelle il s'offroit pour le bien de la paix, de travailler lui-même à la démolition de cette citadelle, &

de la remettre entre les mains de celui que le roi jugeroit à propos de nommer pour y commander. Le conseil décida, que la citadelle seroit conservée : mais que pour contenter monsieur de Longueville , on y mettroit un autre gouverneur. Et l'on exigea qu'en attendant que ce changement fût fait, le duc de Longueville demeureroit dans sa maison de Trie.

1616.

Les princes demandèrent encore que la gendarmerie fût réglée, suivant les anciennes ordonnances, & que les deniers du taillon ne fussent employés qu'à l'entretien de cette troupe. Ce qui fut accordé. Ils firent une autre demande, qui, quoique juste en elle-même, n'avoit pour objet que de chagriner le duc d'Epemon. C'étoit que le régiment des gardes ne dépendît que du roi, qui nommeroit seul tous les capitaines, à qui l'on laisseroit le pouvoir de nommer eux-mêmes un tiers des places d'officiers qui vaqueroient dans leur compagnie. On repréenta à la reine que si elle passoit cet article, les partisans des princes ne manqueroient pas de publier que ceux qui servoient le roi n'en recevoient que des désagremens, & qu'il y avoit par conséquent plus d'avantage à suivre le parti des princes : mais cette considération n'empêcha pas que l'article ne fût accordé.

On convint que le président le Jay seroit remis en liberté, & rétabli dans l'exercice de sa charge ; que Bonnivet sortiroit de la Bastille ; que le château de Lectoure seroit remis entre les mains d'un exempt des gardes du corps, faisant profession de la religion protestante, jusqu'à ce que le différend survenu entre les sieurs de Fontrailles & d'Angalin fût jugé par sa majesté. Que le sieur d'Aradon seroit rétabli dans le gouvernement de la ville de Vannes, par le gouverneur ou par le lieutenant de roi de la province, & que le roi accorderoit au prince de Condé, tant pour lui que pour les autres princes & seigneurs, catholiques ou protestans qui s'étoient joints à lui, la somme de quinze cents mille livres, ce qui n'empêcha pas que ces princes & ces seigneurs ne voulussent avoir chacun des gratifications particulières. Il fallut les contenter, & l'on prétend que cette paix coûta au roi plus de six millions. On promit au prince de Condé la ville & château de Chinon, avec le gouvernement de Berry & de

Hist. de la mere
& du fils.

1616,

Touraine. On eut égard aux intérêts des moindres particuliers qu'il recommanda : mais lorsqu'il fût question de signer le traité, les protestans firent encore naître de nouvelles difficultés.

Le duc de Rohan vouloit toujours la guerre, ou des conditions que le roi ne pouvoit pas accorder. Le duc de Sully son beau-pere avoit un peu plus de penchant pour la paix ; parce qu'ayant été ministre, il s'étoit accoutumé à préférer le bien général de l'état, aux intérêts particuliers de son parti. Le comte de Candale appuyoit le duc de Rohan, & se montroit plus opiniâtre que les autres. Le prince de Condé eut une grande maladie qui hâta la signature du traité. On craignit que si ce prince venoit à mourir, la cour ne se crût dispensée de tenir les engagemens qu'elle avoit pris avec lui. Le duc de Rohan qui ne trouvoit pas que les protestans obtinssent d'assez grands avantages par le traité, dit : que lorsque le prince le signa, *il étoit encore si mal, qu'il ne pouvoit en entendre la lecture, ni comprendre les difficultés qu'il y avoit encore à vuider* : mais il y a toute apparence que ces difficultés, quand même il eût été plus en état de les comprendre, ne l'auroient pas arrêté. Les intérêts des protestans n'étoient pas ce qui le touchoit le plus, & il n'avoit nulle envie de voir croître leur puissance.

Memoires de
Brienne, t. 1.

On signa le traité dans la maison du prince, & le duc de Bouillon demanda qu'il fût signé par l'ambassadeur d'Angleterre, afin que le roi de la Grande-Bretagne en fût garant ; il le proposa aux confédérés qui y consentirent. Mais monsieur de Villeroi s'y opposa, & dit : qu'il ne signeroit aucun des articles, si l'on faisoit la moindre mention du roi d'Angleterre.

Le duc de Bouillon surpris de cette fermeté, dont il ne l'avoit pas cru capable, imagina une autre expédient pour parvenir au même but. Il demanda que l'ambassadeur assistât ; comme témoin à la signature, & que l'on fît mention de sa présence. Monsieur de Villeroi rejetta encore cette proposition avec la même fermeté, & l'ambassadeur fut obligé de se retirer.

Quelques seigneurs protestans ne paroissant pas disposés à signer, le duc de Bouillon s'emporta contre eux, les traita d'ennemis

d'ennemis de l'état, de rebelles, & de désobéissans. Il étoit secondé par le duc de la Tremoille, & ils signerent tous deux un écrit qu'ils mirent entre les mains des commissaires, par lequel ils consentoient que l'on courût sus à l'assemblée de la Rochelle, & à ceux qui l'assisteroient en cas qu'elle refusât de se séparer après les six semaines que le roi lui avoit accordées.

1616.
Memoires de
Rohan.

Le Vaffor dit que par cet écrit, ils s'engageoient eux-mêmes à déclarer la guerre à cette assemblée: mais le duc de Rohan qui ne ménage pas le duc de Bouillon dans ses mémoires, dit seulement qu'ils permirent aux commissaires du roi de la lui déclarer.

Vaffor, l. 3.

Dès que la paix fut assurée, le roi partit de Tours pour se rendre à Blois, où la reine mere qui étoit demeurée seule à Tours l'alla joindre quelques jours après. Ce fut à Blois que l'on ôta les sceaux au chancelier de Silleri, pour les donner à du Vair, premier président du parlement de Provence. Les historiens du temps ne s'accordent pas sur les causes de ce changement: Plusieurs l'attribuent au dessein que le maréchal d'Ancre avoit toujours eu de chasser les anciens ministres, pour leur en substituer d'autres qui lui fussent entièrement dévoués. Il est vrai que le maréchal n'étoit pas à la cour, lorsque le chancelier fut disgracié: mais il ne s'y faisoit rien de considérable que par son avis, & il conduisoit toutes les affaires par le moyen de sa femme, de Barbin, & des autres confidens qu'il avoit auprès de la reine mere. Sauveterre, cet huissier du cabinet, dont on a déjà parlé, avoit éprouvé quelque temps auparavant les effets de son pouvoir. Il fut chassé de la cour, parce qu'il étoit trop attaché au sieur de Luynes, qui n'osa prendre sa défense. Le commandeur de Silleri, frere du chancelier, qui étoit chevalier d'honneur de la reine mere, avoit eu le même sort que Sauveterre, & sa disgrâce dût faire comprendre au chancelier, qu'il étoit menacé d'une chute prochaine. Il n'oublia rien pour parer le coup que l'on lui préparoit; il alla même jusques à faire solliciter sous main le prince de Condé, d'exiger qu'il demeurât à la cour, & qu'il fût maintenu dans l'exercice de sa charge: mais cette précaution ne servit qu'à le rendre plus suspect, & plus désagréable à la reine mere, qui en fut bientôt informée.

Disgrace du
chancelier.

1616.

Hist. de la mere
& du fils.

Il y avoit long-temps que le président Jeannin & monsieur de Villeroi s'étoient réunis pour le perdre. Pendant le voyage de Guienne, monsieur de Villeroi ne cessoit de répéter à la reine & à la maréchale d'Ancre, que si l'on ne sacrifioit pas le chancelier, tout étoit perdu. Le président Jeannin étoit du même sentiment, & le chancelier ayant su ce qui se tramoit contre lui, s'étoit réconcilié avec eux, & les avoit gagnés par ses soumissions. Après leur accommodement, monsieur de Villeroi voulant réparer le mal qu'il avoit fait, tâcha de persuader à la reine mere, qu'elle pouvoit se contenter d'éloigner de la cour le commandeur de Silléri & le sieur de Bullion son allié : (a) mais il s'aperçut bientôt, qu'il avoit plus de pouvoir pour perdre le chancelier, que pour le maintenir dans sa place, & qu'à la cour il est toujours beaucoup plus facile de nuire, que de servir. Car la reine chassa d'abord le commandeur de Silléri & le sieur de Bullion, & persista toujours dans la résolution de renvoyer le chancelier.

Monsieur de Villeroi lui avoit proposé de donner les sceaux à du Vair, premier président du parlement de Provence, homme d'un mérite & d'une capacité reconnue, dont le choix ne pouvoit manquer d'être agréable au public. Quand il vit que la reine mere étoit toujours déterminée à renvoyer Silléri, il eut recours à un autre moyen pour arrêter sa chute. Il écrivit à du Vair, qu'il ne lui conseilloit pas d'accepter les sceaux, en cas qu'on les lui offrît ; que le temps étoit si orageux, qu'il ne trouveroit dans cet emploi que des pièges à éviter, des ennemis à craindre, & peu ou point de ressource dans ceux qui avoient la principale autorité.

Mercure Fran-
çois, t. 4.

Du Vair, intimidé par ce discours, dans lequel il ne soupçonnoit aucun artifice, & qui au fond n'étoit que trop véritable, refusa les sceaux jusqu'à trois fois, lorsque la reine mere lui fit écrire pour savoir, s'il étoit disposé à s'en charger. La maréchale d'Ancre qui conduisoit cette affaire, fut extrêmement surprise de ses refus obstinés. Elle s'adressa pour en savoir les motifs, à Ribier, neveu de du Vair, qui lui dit que son oncle n'en usoit ainsi que par le conseil de monsieur

(a) Claude de Bullion avoit épousé re secrétaire du roi, & de Magdelaine Angelique Faure, fille de Guichard Faure Brulart de Sillery.

de Villeroi, qui le détournoit de prendre cette place : mais que si elle vouloit, il partiroit sur le champ pour l'aller chercher, & qu'il se faisoit fort de l'amener à la cour. Il eut ordre de partir, & le neveu n'eut pas de peine à le rassurer, & à lui persuader de venir recevoir les graces que la fortune lui offroit.

1616.

Le bruit se répandit bientôt, que le premier président du parlement de Provence étoit appelé à la cour. Le chancelier de Silléri en fut des premiers informé. Il partit aussi-tôt de Tours avec le président Jeannin pour se rendre à Blois ; dans le chemin, il ne put s'empêcher de confier au président, ses peines & ses inquiétudes ; il le supplia d'aller trouver la reine mere pour lui demander, si le bruit qui se répandoit de la prochaine arrivée du sieur du Vair avoit quelque fondement, & de faire tous ses efforts pour suspendre ou pour écarter la disgrâce dont il étoit menacé. Monsieur de Villeroi étoit alors à Loudun.

Jeannin étant arrivé à Blois avec le chancelier, eut une audience de la reine mere, dans laquelle il fit tous ses efforts pour l'engager à différer du moins pour quelque temps, le changement qu'elle méditoit. Il lui représenta qu'à la vérité, monsieur de Villeroi & lui avoient été les premiers à demander que le chancelier fût éloigné ; mais qu'il paroïssoit déterminé à ne plus agir que de concert avec eux, & par conséquent à suivre aveuglement toutes les volontés de la reine mere ; & que Bullion & le commandeur de Silléri, qui lui donnoient de mauvais conseils, n'étant plus auprès de lui, il y avoit tout lieu d'espérer que l'on feroit satisfait de sa conduite. La reine ne fut pas la dupe de ce discours : elle demanda au président Jeannin, si c'étoit ainsi qu'il prétendoit gouverner les affaires du roi, selon ses intérêts particuliers, & dès le lendemain le chancelier eut ordre de rapporter les sceaux au roi. Le sieur du Vair avoit fait dire à la maréchale d'Ancre, par son neveu Ribier, qu'il souhaitoit fort de ne plus trouver monsieur de Silléri à la cour quand il y arriveroit, & c'est ce qui obligea de précipiter sa disgrâce. Le chancelier se rendit au château de Blois, précédé de son secrétaire Thomassin, qui portoit les sceaux devant lui ; ils étoient renfermés dans un sac de velours ; il les remit lui-

Mercuré François, t. 4.

1616.

même au roi ; & quand il sortit de l'appartement de sa majesté , on remarqua qu'il avoit les larmes aux yeux. *Ce sont les larmes du roi* , dit-il , en s'essuyant avec son mouchoir , *qui ont attiré celles-ci*. On s'aperçut en effet , que le roi avoit pleuré , & la reine qui le regardoit encore , comme un enfant , ne fit peut-être pas assez d'attention à la douleur de ce prince , mécontent de ce que l'on lui ôtoit ce ministre , ni à des larmes qui furent payées bien cher dans la suite par ceux qui lui avoient donné sujet de les répandre.

Duchefne , hist.
des chanceliers.

Le chancelier partit de Blois après son diné pour se rendre à Berny , maison de campagne qu'il avoit auprès de Paris. La dignité de chancelier de France étoit alors distinguée de celle de chancelier de Navarre , que Silleri n'avoit eue qu'en 1606. après la mort de Soffrey de Calignon , qui la possédoit. Il demanda que l'on lui laissât les sceaux de Navarre , dont la garde étoit attachée à la qualité de chancelier de Navarre , & l'on ne jugea pas à propos de lui refuser une grace si légère.

Le roi après avoir signé les articles dont on étoit convenu à Loudun , se rendit avec la reine son épouse à Fontainebleau , où il demeura quelques jours. La reine mere revint droit à Paris , où son premier soin fut d'aller voir le superbe palais qu'elle faisoit bâtir au fauxbourg Saint-Germain , & que l'on appelle le Luxembourg , parce qu'il est situé dans l'endroit où étoit autrefois l'hôtel de Luxembourg que cette princesse avoit acheté. Les troubles de la guerre civile n'avoient point empêché que l'on ne continuât de travailler à ce bâtiment. Il n'occupe pas seulement le terrain de l'ancien hôtel de Luxembourg qui fut abattu : la reine mere acheta plusieurs maisons & jardins contigus, afin d'avoir un plus grand emplacement.

Duchefne , hist.
des chanceliers.

Le roi & la jeune reine n'arriverent à Paris que le 16 de Mai. C'est le jour que les sceaux furent donnés à du Vair , qui les employa d'abord à sceller l'édit de pacification qui avoit été dressé & signé à Blois.

Il contenoit cinquante-quatre articles que l'on avoit dessein de rendre publics , il y en eut plusieurs de secrets qui n'y sont point exprimés. Cet édit ne fut pas capable de calmer entièrement les inquiétudes des princes confédérés : ils en

attendoient l'exécution, & ne se pressoient pas de revenir à la cour.

1616.

Immédiatement après les conférences de Loudun, le prince de Condé s'étoit retiré en Berry, le duc de Vendôme à sa terre de Chenonceaux, le duc de Longueville à sa maison de Trie; & la reine apprit que le duc de Bouillon pensoit à se retirer dans ses terres de Limousin & à Negrepolisse, qu'il avoit acquis depuis peu. Elle lui écrivit de sa propre main, pour le prier de se rendre auprès d'elle. Il y vint accompagné du duc de Mayenne, & il arriva à Paris peu de jours après le roi. Il se mit alors à cabaler contre le gouvernement, & il donna tant de chagrins à la reine mere, qu'elle souhaita que le prince de Condé vint à la cour pour y balancer le crédit de ce duc, qui lui faisoit ombrage. Le prince ne demandoit pas mieux que d'aller prendre dans tous les conseils, le rang qui lui étoit assuré par le traité de Loudun: mais les ducs de Bouillon & de Mayenne lui écrivoient sans cesse pour l'engager à différer son retour. La reine mere lui envoya quelques personnes de confiance pour le presser de revenir, & le prince de son côté lui dépêcha plusieurs de ses confidens, avec des lettres remplies de propositions & de demandes si contradictoires & si opposées, qu'il n'étoit pas facile de décider à laquelle on devoit plutôt s'arrêter.

La reine mere choisit l'évêque de Luçon pour débrouiller ces difficultés. Ce prélat fit deux voyages en Berry, & il détermina le prince à revenir à la cour.

L'évêque de Luçon est envoyé au prince de Condé.

Pendant ces négociations, Puisieux fils du chancelier de Silleri, reçut ordre de quitter la cour. Il étoit difficile qu'on lui laissât exercer sa charge de secrétaire d'état, après la disgrâce de son pere. Le garde des sceaux du Vair sollicitoit son éloignement avec beaucoup de vivacité, dans l'espérance de faire avoir sa dépouille à son neveu Ribier: mais il y fut trompé. Mangot maître des requêtes étoit ami du maréchal d'Ancre, & l'on vouloit un secrétaire d'état qui lui fût dévoué; il l'emporta sur le neveu du garde des sceaux, & il reçut une commission datée du 9 d'Août 1616. pour exercer la charge du sieur de Puisieux, conjointement avec monsieur de Villeroi. L'évêque de Luçon fit agréer ce changement au prince de Condé, & il n'oublia pas de l'assurer que le

Hist. de la mere & du fils.

1616.

maréchal d'Ancre & sa femme l'appuyeroient de tout leur crédit auprès de la reine mere, & que par leur moyen, il deviendrait le maître de la cour, qui ne se conduiroit plus que par ses avis.

En même - temps l'Evêque de Luçon ne cessait d'exhorter la reine mere à donner au prince de Condé toutes les satisfactions qu'il pouvoit désirer. Ses conseils furent suivis.

Ce prince se plaignoit de ce que le baron de la Châtre gouverneur de Berry, étoit encore à Bourges, où on lui avoit persuadé qu'il ne demeurait que pour épier ses actions.

Me.n. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil, 1.
part.

La Châtre eut ordre de se rendre promptement à Paris ; & on lui donna cent mille écus avec le bâton de maréchal de France, pour le dédommager du gouvernement de Berry, qu'il fut obligé de céder au prince. On tira des villes de Berry tous les gouverneurs particuliers que le roi y avoit mis afin qu'il eût dans cette province une autorité plus absolue ; & on lui en donna tout le domaine. Alors il ne douta plus que la reine mere n'eût un desir sincere de se réconcilier avec lui, & de tenir exactement toutes les promesses qu'on lui avoit faites aux conférences de Loudun, & il prit enfin la résolution de se rendre à la cour.

Le maréchal
d'Ancre insulté.

On a vu que pendant ces conférences le maréchal d'Ancre étoit à Paris ; il y reçut une mortification à laquelle il fut très-sensible. Il avoit deux maisons, dont l'une assez petite étoit située sur le quai du Louvre, & l'autre plus grande & plus magnifique étoit dans le fauxbourg Saint-Germain, proche le Luxembourg ; c'est celle dont on a fait depuis l'hôtel des ambassadeurs. Ce fauxbourg étoit alors séparé de la ville, & on y entroit par la porte Bussi, qui ne subsiste plus.

On faisoit en ce temps-là une garde exacte à toutes les portes de Paris, & personne ne pouvoit entrer ni sortir qu'il ne montrât un passe-port signé du gouverneur, & visé par le prévôt des marchands & par les échevins. Le maréchal d'Ancre voulant aller passer les fêtes de Pâques dans sa maison du fauxbourg Saint-Germain, se présenta le samedi-Saint à la porte de Bussi avec toute sa suite. Un cordonnier nommé Picard, sergent du quartier de la rue de la Harpe, qui étoit de garde ce jour-là, lui demanda son passe-port. Il

n'en avoit point, & il fut fort étonné que l'on prétendit affujettir un homme comme lui à une pareille formalité. Mais il eut beau faire valoir sa qualité de maréchal de France, le cordonnier se mit en défense avec tous les autres gardes, & il présenta sa hallebarde à la portière du carrosse où étoit le maréchal; la sentinelle le coucha en joue, & après beaucoup de paroles menaçantes dites de part & d'autres, le maréchal d'Ancre fut obligé de s'en retourner sans pouvoir sortir de la ville. Il ne put digérer cet affront, & il résolut de s'en venger: mais il voulut attendre que la cour fût revenue à Paris. Alors il chargea un de ses écuyers de faire donner des coups de bâton au cordonnier qui l'avoit insulté, lorsqu'il pourroit le rencontrer hors des murailles de la ville. L'écuyer s'acquitta de cette commission. Le 19 Juin le cordonnier ayant paru dans le fauxbourg Saint-Germain, fut attaqué par deux valets du maréchal que l'écuyer conduisoit; ils l'accablèrent de coups, & le laissèrent pour mort sur la place. Le peuple s'attroupa, on porta le cordonnier chez lui, & le bruit se répandit que les gens du maréchal d'Ancre venoient d'assassiner un sergent de la ville. La femme & les parens du blessé demandent justice; les esprits s'échauffent; il se fait un cri général contre les assassins. Le guet arrêta les deux coupables jusques dans l'hôtel du maréchal, qui n'osant avouer cette violence, fut obligé de les abandonner. Le lieutenant-criminel les condamna à être pendus, & la sentence ayant été confirmée par le parlement, ils furent exécutés le 2 Juillet. Quelques-uns disent que l'écuyer auroit eu le même sort, s'il ne s'étoit sauvé; & d'autres que le maréchal fut obligé de donner une somme d'argent au cordonnier pour l'engager à se contenter du supplice des deux valets, & à cesser toute poursuite contre cet écuyer.

La situation de la cour & du royaume donnoit d'étranges inquiétudes à la reine mere. Le mécontentement avoit saisi tous les esprits, & le traité de Loudun, au lieu d'appaiser les troubles, n'avoit servi qu'à les augmenter; chacun se plaignoit d'avoir été trompé par la cour. Le duc de Rohan & le nombreux parti qu'il avoit parmi les protestans; prétendoient qu'on n'avoit point eu assez d'égard à leurs intérêts. Le duc de Longueville n'étoit pas content de n'avoir pu obtenir la

1616.

Mercurie François, t. 4.

Hist. de la messe & du fils.

Valler, l. 2.

Mécontentement des princes.

1616.
Mem. de la ré-
gence.
Hist. de la mere
& du fils.

Mémoires de
Rohan.

Le comte d'Au-
vergne sort de la
Bastille.

Mercur Fran-
çois.

Déclaration du
roi pour expliquer
le serment qu'il
fait à son sacre.

Retour du prin-
ce de Condé.

démolition de la citadelle d'Amiens. Il est vrai qu'on l'avoit ôtée au maréchal d'Ancre : mais on avoit mis à sa place monsieur de Montbason, dont la haute naissance exigeoit peut-être de plus grands ménagemens que toute la faveur du maréchal d'Ancre. Celui-ci avoit eu pour dédommagemens, la lieutenance de roi de Normandie, le gouvernement de la ville & château de Caën, celui du Pont-de-l'arche, & peu après celui de Quilleboeuf : mais son marquisat d'Ancre étoit situé en Picardie, & il ne pouvoit plus se montrer avec honneur ni même avec sûreté dans une province, où il n'avoit plus de place forte, & dont le duc de Longueville avoit eu assez de pouvoir pour le chasser. On prétend même qu'il fit disgracier monsieur de Villeroi, parce qu'il avoit consenti que le duc de Longueville remportât cet avantage sur lui, en faisant donner à un autre, le gouvernement de la citadelle d'Amiens. Le duc de Guise étoit entré dans la cabale des mécontents ; ils en vouloient au maréchal d'Ancre, & ils avoient délibéré de le faire assassiner pour se rendre seuls maîtres du gouvernement. La reine mere ne trouvoit presque plus à la cour de prince & de seigneur, dont elle n'eût quelque sujet de se défier.

Dans cette extrémité, elle prit le parti de tirer de la Bastille le comte d'Auvergne, pour l'opposer à cette cabale ennemie. Il devoit y demeurer le reste de ses jours, & la reine mere avoit lieu d'espérer, qu'en lui rendant la liberté, elle l'attacheroit inviolablement à son service. Elle le fit sortir de sa prison le 26 de Juin. Sa longue captivité l'avoit rendu sage, & sa liberté le rendit reconnoissant. Il promit à la reine mere, d'employer tout ce qu'il avoit de force & de courage dans l'esprit & dans le cœur, pour défendre son autorité, & l'on se servit utilement de lui dans la suite. Le prince de Condé entra dans Paris le 20 de Juillet, & ce jour-là même, le roi publia une déclaration pour rassurer les protestans, sur le serment qu'il avoit fait de chasser de son royaume tous les hérétiques condamnés par l'église. Il y déclaroit, qu'il n'avoit jamais prétendu que ses sujets protestans qui vivoient dans son royaume sous la protection des édits, fussent compris dans ce serment. Lorsque le prince de Condé arriva à Paris, le maréchal d'Ancre étoit à la maison de Lesigni ; il ne crut pas pou-
voir

voir se dispenser de rendre visite au prince : mais il craignoit la fureur du peuple, & il écrivit à Bassompierre pour le prier de l'attendre à la porte Saint-Antoine, & de l'accompagner ensuite à l'hôtel de Condé. Bassompierre alla au-devant de lui avec trente chevaux, le maréchal en avoit environ quarante. Cette suite augmenta quand ils furent entrés dans la ville, & lorsqu'ils arriverent à l'hôtel de Condé, ils avoient près de cent cavaliers avec eux. Le maréchal eut encore le chagrin de rencontrer le cordonnier Picart, qui, en le voyant, se mit à crier, pour soulever le peuple : mais le peuple retenu sans doute par la présence des cavaliers, ne fit aucun mouvement. Le maréchal demeura environ une heure avec le prince de Condé, auquel il offrit toute la faveur de la reine mere, s'il vouloit l'honorer de sa protection. Le prince la lui promit. Le maréchal & sa femme compterent trop légèrement sur cette promesse, & se voyant soutenus du prince, ils crurent leur fortune assurée pour toujours.

Barbin, qui avoit alors toute leur confiance, les avertit que monsieur le prince ne cherchoit qu'à s'établir sur leurs ruines, que l'amitié qu'il leur témoignoit, n'étoit qu'apparente, & qu'ils devoient le regarder comme un appui qui leur manqueroit à la premiere occasion. Fiers d'avoir su joindre à la faveur de la reine mere la protection déclarée du premier prince du sang, ils mépriserent les avis de Barbin, s'imaginant que leur pouvoir seroit inébranlable. Ils furent bientôt désabusés par l'entreprise du duc de Longueville sur la ville de Peronne, qui devint le signal de la troisieme guerre civile. Ce prince non content d'avoir chassé le maréchal d'Ancre de la citadelle d'Amiens, voulut encore lui ôter le gouvernement de Peronne. Les habitans qui haïssoient le maréchal étoient tous disposés à la révolte ; on leur avoit persuadé qu'il vouloit leur envoyer toutes les troupes qui devoient sortir d'Amiens pour se rendre maître de leur ville ; & pour l'abandonner au pillage. Le maire & l'avocat du roi, qui étoient les principaux auteurs de ces faux bruits, furent députés au maréchal pour savoir ses intentions. Il leur déclara que rien n'étoit plus éloigné de sa pensée, & qu'il ne vouloit que les maintenir dans le service du roi & dans leurs privilèges, sans autre garnison que celle qu'on leur avoit tou-

1616.

Mem. de Bassomp.

Le duc de Longueville se rend maître de Peronne.

Mem. mss. du marquis de Fontenai-Mareuil.

1616.

jours donnée : mais l'on étoit trop prévenu contre lui pour le croire. Le peuple prit les armes & eut recours au duc de Longueville ; le maréchal eut beau leur envoyer le chevalier Conchine son frere pour les détromper , on lui refusa l'entrée de la ville , & Favols qui commandoit la garnison étant forti pour lui parler , on lui ferma les portes quand il voulut rentrer. Le duc de Longueville y arriva peu de temps après , & fut reçu sans difficulté. Les troupes de la garnison s'étoient retirées dans le château , le duc de Longueville fit dire aux soldats , que s'ils se défendoient il les feroit tous pendre , & que s'ils se rendoient, ils seroient payés sur le champ de quatre mois de leur montre qui leur étoient dûs. Ceux-ci poussés par la crainte de la mort & par l'amour de l'argent , qui sont deux grands ressorts pour faire agir les hommes , lui ouvrirent les portes du château , malgré les prieres & les remontrances du sieur de Rames & des autres officiers qui les commandoient ; & la vaisselle d'argent de Favols servit à payer la somme qu'on leur avoit promis. La cour ne fut pas plutôt informée de ce qui se passoit à Peronne , qu'elle envoya Mangot au duc de Longueville pour lui défendre de s'y présenter , & aux habitans de l'y recevoir : mais quand il y arriva le duc étoit déjà maître de la ville , & l'on le fit attendre à la porte jusqu'à ce que le château se fût rendu. On le conduisit ensuite au duc de Longueville , auquel il signifia un ordre de se retirer à Abbeville : il répondit qu'il avoit cru devoir punir la garnison du château , qui refusoit de le reconnoître en sa qualité de gouverneur de la province , qu'il ne s'agissoit que d'une querelle particuliere entre lui & le maréchal d'Ancre , dans laquelle il espéroit que sa majesté ne prendroit aucune part , comme il l'en avoit fait supplier par les habitans ; qu'au reste , ils étoient tous bons serviteurs du roi , & qu'ils n'avoient cherché qu'à se soustraire aux mauvais traitemens qu'ils recevoient de la garnison. Avant le départ de Mangot , la cour avoit ordonné au comte d'Auvergne de marcher à Peronne avec des détachemens de la maison du roi , & au marquis de Richelieu , mestre de camp du régiment de Piémont , de tirer le plus de troupes qu'il pourroit des garnisons de Picardie pour attaquer le duc de Longueville , en cas qu'il refusât d'obéir : mais quand on fut qu'il s'étoit

rendu maître , non-seulement de la ville , mais du château , l'on suspendit la marche des troupes , & l'on eut recours à la négociation. On consulta le prince de Condé que l'on soupçonnoit de favoriser sous main le duc de Longueville , & son avis fut qu'il ne falloit employer dans cette affaire que les voies de la douceur. Le duc de Bouillon fit deux voyages à Peronne , dans lesquels il travailla plutôt à confirmer le duc de Longueville dans sa révolte , qu'à le ramener à son devoir.

L'autorité de la reine mere étoit attaquée de toutes parts : les mécontents tenoient des assemblées , où l'on délibéroit sur les moyens d'abattre la puissance du maréchal d'Ancre , pour se rendre maître du gouvernement ; les uns vouloient qu'on le fit prisonnier , & que l'on le mît entre les mains du parlement pour lui faire son procès ; les autres disoient que la reine mere ne manqueroit pas de le soustraire à la justice , & qu'il valoit mieux l'assassiner.

Un jour que le prince de Condé donnoit un grand repas à l'ambassadeur d'Angleterre , où tous les factieux étoient invités , le maréchal d'Ancre eut le courage ou l'imprudence de rendre visite à monsieur le Prince , qu'il trouva environné de ses ennemis. On proposa au prince de le faire poignarder sur le champ : mais il répondit , qu'il ne souffriroit pas que l'on commît un lâche assassinat dans sa maison , & moins encore en sa présence.

Il y eut une assemblée où le prince déclara qu'il approuveroit que l'on se défit du maréchal , & qu'il le poignarderoit lui-même s'il le falloit ; mais que dans ce cas , il étoit à propos de prendre des mesures pour se mettre à couvert de la vengeance de la reine mere , laquelle ayant en main toute la puissance royale , ne manqueroit pas de venger la mort de son favori ; qu'il n'y voyoit qu'un seul remede , qui étoit d'éloigner cette princesse d'auprès du roi , quand on auroit fait le coup. A cette proposition , il se fit un grand silence dans l'assemblée , personne n'osant découvrir ses véritables sentimens. Alors le duc de Guise prenant la parole , dit qu'il y avoit une grande différence entre attaquer un homme tel que le maréchal d'Ancre , & attenter à la personne de la reine , mere du roi ; que pour lui il haïssoit le maréchal , mais qu'il seroit

1616.

*Assemblée des
mécontents.*

*Mem. de la ré-
gence.*

*Hist. de la mere
& du fils.*

1616.

toujours très-humble serviteur de la reine mere. Barbin avoit parlé quelques jours auparavant au duc de Guise pour tâcher de le gagner , & ce prince qui avoit l'ame noble n'étoit pas capable d'entrer dans des complots si odieux.

Le prince de Condé affectoit cependant de ne pas rompre ouvertement avec le maréchal d'Ancre. Il lui dit un jour qu'il voyoit les esprits si animés contre lui, que toute sa protection ne seroit pas capable de le sauver , & qu'il lui conseilloit de se retirer en Normandie, où il seroit plus en sûreté qu'à Paris. Le maréchal partit en effet pour se rendre dans cette province, où sa femme le voulut suivre : mais en montant en carrosse elle eut une si grande foiblesse, qu'il fallut la remettre dans son appartement. On lui représenta qu'elle n'avoit rien à craindre dans le Louvre, & que d'ailleurs ses ennemis se garderoient bien de rien entreprendre contre elle, tant qu'il ne seroit pas en leur pouvoir de nuire à son mari.

La fuite du maréchal d'Ancre donna un nouveau relief au prince de Condé. Le Louvre étoit désert, & tout le monde s'empressoit de faire sa cour au prince. On le jugeoit plus puissant que la reine mere, depuis qu'il avoit eu le pouvoir de chasser son favori.

Déclaration du
roi contre le prin-
ce de Condé.
Mercure Fran-
çois, t. 4.

La cour étoit exactement informée des assemblées nocturnes qui se tenoient par les conjurés, à Saint - Martin des Champs & au fauxbourg Saint-Germain. On sut que quelques - uns d'entre eux avoient dit, qu'il n'y avoit que Dieu qui pût les empêcher de changer le gouvernement; que les partisans du prince disoient dans leurs festins, *barre à bas*, pour faire entendre qu'ils désiroient que l'on ôtât de ses armes la barre qui les distinguoit de celles du roi, & que l'on commençoit à lever des troupes dans les provinces sans commission de sa majesté. Ces faits sont rapportés dans une déclaration que l'on publia contre le prince de Condé, & qui fut enregistrée dans un lit de justice. Il faut cependant observer que cette piece ayant été dressée dans un temps de trouble & de faction, par des ennemis qui ne cherchoient qu'à noircir la réputation de ce prince, il se pourroit faire qu'il y eût de l'excès dans le nombre, ou dans la qualité des accusations dont ils affectoient de le charger.

Le duc de Sulli, soit qu'il eût un zèle sincère pour le repos de l'état, soit qu'il voulût regagner les bonnes grâces de la reine mère, & rentrer dans les affaires, lui demanda une audience dans laquelle il lui dit clairement, qu'elle étoit menacée de perdre son autorité; que les choses ne pouvoient pas subsister long-temps dans un état si violent, & qu'il aimeroit mieux la voir en campagne à la tête de douze cents chevaux, qu'au milieu du Louvre avec tant d'ennemis acharnés à sa ruine, & qui sembloient avoir perdu tout respect pour la majesté royale.

Bassompierre lui tenoit à peu près le même langage. Elle répondit que tout le monde lui découvroit le mal; mais que personne ne lui en montrait le remède. Mais en parlant ainsi, elle cachoit ses véritables sentimens; car elle avoit déjà pris la résolution de faire arrêter le prince de Condé avec les principaux chefs de sa faction. Barbin lui avoit représenté que pour guérir les maux extrêmes, il falloit nécessairement recourir à des remèdes violens, & qu'il n'en connoissoit point d'autres que de s'assurer de la personne du prince.

L'on prétend que le maréchal d'Ancre lui avoit donné le même conseil avant que de partir pour la Normandie.

Elle jeta les yeux sur le sieur de Lausieres marquis de Themines pour l'exécution de ce dessein, qui demandoit un homme ferme & déterminé.

Le feu roi qui prenoit quelquefois plaisir à lui définir le caractère & l'humeur des officiers & des courtisans, lui avoit dit plusieurs fois, que Themines étoit homme à ne reconnoître jamais que les caractères de la royauté.

D'ailleurs, il avoit fait connoissance avec Barbin pendant le voyage de Bourdeaux, & l'avoit prié de dire à la reine, que si elle avoit besoin d'un homme pour quelque coup difficile & périlleux, elle pouvoit l'employer sans crainte, qu'il lui offroit sa vie sans réserve, & qu'il n'y avoit rien qu'il ne fût capable d'entreprendre pour son service.

Il fut mandé à la cour, où il arriva le 24 d'Août. Barbin lui demanda, s'il se sentoit assez de courage pour arrêter le prince de Condé, & de quel moyen il prétendoit se servir pour y réussir. Themines lui répondit, que si la reine mère le lui ordonnoit, il ne balanceroit pas à le faire; qu'il avoit

1616.

*La reine mère
prend la résolu-
tion de faire ar-
rêter le prince de
Condé.*

*Hist. de la mère
& du fils.
Mem. de Bas-
comp. t. 1.*

1616.

avec lui ses deux fils, & sept ou huit hommes dont il répon-
doit, comme de lui-même. Barbin qui conduisoit seul cette
affaire, jugeant qu'on ne pouvoit prendre trop de précau-
tion pour s'assurer du succès, parla encore au sieur d'Elbe-
ne, qui promit d'amener au Louvre sept ou huit hommes
dont il étoit sûr. Ils eurent ordre d'y venir tous les jours avec
ceux qu'ils avoient choisis, & d'être prêts à toute heure au
premier commandement; on vouloit qu'ils fussent armés de
pertuisannes. Themines se chargea de les acheter, il les fit
mettre dans une caisse, qui fut portée le lendemain chez Bar-
bin, où l'on dit que c'étoit des étoffes de soie que l'on en-
voyoit d'Italie à la reine mere.

La caisse fut ensuite transportée au Louvre, où elle fut
reçue par un des valets de chambre de la reine mere, que
Barbin avoit chargé de la prendre, en lui disant, que c'étoit
des étoffes de soie qui venoient d'Italie pour cette princesse.
Le valet de chambre le dit aux archers qui gardoient la porte
du Louvre, afin que la caisse passât sans être visitée.

Mem. de Bal-
somp. t. 2.

Le dernier jour d'Août le prince de Condé & les ducs de
Vendôme, de Mayenne & de Bouillon vinrent trouver la
reine sur les dix heures du matin pour lui parler de quelques
affaires. Ils devoient ensuite aller dîner ensemble à Chaillot,
chez le président Jeannin. Chacun d'eux n'avoit amené avec
lui qu'un écuyer, & ils demeurèrent plus d'une heure & de-
mi seuls dans la chambre de la reine. Barbin jugea le mo-
ment favorable pour les prendre tous quatre à la fois, il dit
à Bassompierre que la reine lui vouloit parler, & il le fit
monter dans la chambre de la maréchale d'Ancre. Lorsqu'il
entendit le tambour des Suisses qui battoit à la levée de la
garde, il pria Bassompierre d'envoyer dire sous main à la
compagnie qui sortoit, de demeurer encore quelque-temps
en bataille avec celle qui restoit, & d'attendre ses ordres.
Bassompierre se douta de quelque chose, & ses soupçons
augmenterent lorsqu'il s'aperçut que Barbin ayant dit quel-
ques mots à l'oreille à la maréchale d'Ancre, elle courut
aussi-tôt chez la reine mere. La maréchale ne fit que touf-
fer à la porte du petit cabinet de la reine, qui lui fût ouverte
aussi-tôt, elle lui parla du projet de Barbin, & tâcha de lui
faire comprendre combien l'exécution en étoit facile. Elle

lui représenta que monsieur de Themines n'attendoit que ses ordres avec six hommes sûrs & déterminés, dont il répondoit ; que le prince de Condé & ceux qui l'accompagnoient étoient sans défense , & qu'il y avoit actuellement dans le Louvre des forces suffisantes pour les prendre , sans courir aucun risque. La reine fut d'abord frappée de ces réflexions : mais comme elle n'avoit pas pris ses mesures pour ce jour-là , elle ne put jamais se résoudre à rien entreprendre. Le roi étoit allé aux Tuileries , & elle vouloit absolument qu'il autorisât l'entreprise par sa présence. D'ailleurs, comme elle craignoit un soulèvement du peuple , elle avoit dessein de sortir de Paris & d'emmener le roi son fils à Mantes , en cas de sédition ; elle avoit mandé deux cents gendarmes de sa compagnie qui devoient arriver le soir , & elle aima mieux les attendre , que de courir le moindre risque en prenant une résolution précipitée. Ainsi elle manqua l'occasion d'arrêter dans le même instant , ces quatre principaux chefs du parti des mécontents.

Barbin voyant son projet échoué , pria Bassompierre de le mener voir ses deux compagnies de Suisses qui étoient en bataille dans la cour du Louvre, feignant que c'étoit uniquement pour avoir ce plaisir, qu'il lui avoit demandé de les y faire rester.

Le prince de Condé sortit du Louvre avec les ducs de Vendôme , de Mayenne & de Bouillon pour aller dîner à Chaillot , sans savoir le péril qu'ils avoient évité. Ils eurent ensuite avis que la cour tramoit contre eux quelque entreprise secrète , & ils résolurent de ne pas se trouver au Louvre tous les quatre ensemble , s'imaginant que l'on n'oseroit jamais arrêter l'un sans l'autre. Ils apprirent en même temps que la reine avoit exigé un nouveau serment de fidélité des sieurs de Crequi , de Bassompierre , de Saint-Gerain , de la Curée , & de tous ceux que l'on appelloit à la cour, *Les dix-sept seigneurs*. Cette nouvelle augmenta leurs soupçons. Le duc de Mayenne pria le prince de Condé de ne point aller au conseil le lendemain : mais ce prince s'imagina que l'on n'oseroit jamais rien entreprendre contre lui , & que les mouvemens que l'on remarquoit à la cour , ne pouvoient regarder que le duc de Bouillon. Ainsi malgré les sages remontrances du duc de Mayenne , il se rendit au Louvre le

1616.

premier de Septembre sur les huit heures du matin pour assister au conseil. Il étoit environné d'une foule de gens qui lui présentoient des placets ; la reine qui le remarqua, ne put s'empêcher de dire : *Voilà maintenant le roi de France : mais sa royauté sera comme celle de la fève , elle ne durera pas longtemps.*

*Le prince de
Condé est arrêté
au Louvre.*

Dès la veille toutes les mesures avoient été prises pour l'arrêter. Le roi lui-même avoit fait prendre en sa présence, à ceux qui furent chargés de cette expédition, les pertuisannes que Barbin avoit fait conduire au Louvre, en leur disant : *Je ne vous donne point des armes pour en offenser personne , si vous ne voyez que Themines & d'Elbene soient contraints de mettre l'épée à la main , & qu'on fasse résistance à l'exécution du commandement que je leur ai fait.*

Mercur. François, t. 4.

*Mémoires de la
régence, p. 219.*

*Hist. de la mere
& du fils.*

Le baron de Thiange ayant remarqué que l'on redoubloit les gardes, se douta que l'on méditoit quelque grand dessein, qui ne pouvoit regarder que monsieur le Prince. Il l'attendit à la porte du conseil, & lorsqu'il en sortit, il lui dit quelques mots à l'oreille pour l'avertir du danger où il étoit. Le prince lui répondit, que si ses alarmes étoient fondées, il n'y voyoit plus de remède. D'autres historiens disent, que le duc de Mayenne avoit envoyé exprès le sieur de Thiange pour donner cet avis au prince de Condé.

Mais il n'étoit plus temps, & le prince s'étant présenté pour entrer dans le cabinet de la reine mere, rencontra le sieur de Themines avec ses deux fils, qui lui dit : *Monseigneur, le roi ayant été averti que vous écoutiez plusieurs conseils contre son service , & qu'on veut vous faire embrasser des desseins ruineux à l'état & à votre propre condition , m'a commandé de m'assurer de votre personne pour vous empêcher de tomber dans ces accidens.* Et en même-temps les deux fils de Themines joignirent le prince des deux côtés : *Moi, Themines !* dit-il d'abord avec surprise. Themines lui répondit avec fermeté : *Oui vous , monseigneur. Vous savez ma qualité ,* lui dit le prince. *Je fais ,* repartit Themines, *le respect que je vous dois : mais je fais bien aussi l'obéissance que je dois au roi.* Alors le prince demanda à parler au roi, & à se justifier devant leurs majestés. Mais Themines lui dit : *Allons , monseigneur , où le roi m'a commandé de vous conduire.*

Il y avoit là un grand nombre de seigneurs, & de gentils-hommes qui étoient témoins de cette contestation. Le prince dit en se retournant de leur côté : *Quoi, ne trouverai-je ici personne pour moi ? Ce n'est point ici, monseigneur*, lui dit Themines, *où il faut faire de la résistance*, en le pressant toujours de sortir de la chambre : mais le prince s'obstinoit à y demeurer ; & il prolongeoit la conversation, soit qu'il esperât que quelqu'un viendrait le tirer d'un si mauvais pas, soit qu'il craignît que l'on ne voulût le conduire à la mort. Mais Themines le rassura, en lui protestant que l'on ne lui feroit aucun mal ; & enfin après bien des difficultés, il se laissa conduire jusqu'à l'escalier, & en descendant, il dit à Themines : *Vous n'êtes pas capitaine des gardes. Il est vrai*, répondit Themines, *mais nous avons un commandement souverain pour nous assurer de vous, monseigneur.*

Le prince fut conduit d'abord dans une des salles basses du Louvre ; il y trouva le sieur d'Elbene avec des gens armés de pertuisannes. Il crut qu'on l'alloit tuer, & s'écria : *Hélas ! je suis mort.* Mais d'Elbene lui dit, que tous ceux qu'il voyoit étoient des gentilshommes, & non pas des meurtriers, & qu'ils n'avoient d'autre commandement du roi que de le veiller & de le garder avec soin. Le prince ne répliqua pas : il parut triste & demeura long-temps dans le silence.

Le roi fit voir en cette occasion, à quel point il étoit capable de cacher ses véritables sentimens ; car un moment avant que le prince de Condé fût arrêté, il lui avoit dit d'un air gai : *Bon jour, monsieur le prince. Je vais à la chasse, en voulez-vous être ?* Le prince s'en étant excusé, le roi lui répondit : *Je vais dire à la reine ma mere, que j'irai courre un chevreuil, dès que j'aurai entendu la Messe aux Capucins. Adieu monsieur le Prince.* Il entra ensuite dans le cabinet de la reine mere, où le prince alloit le suivre, lorsqu'il fut arrêté par Themines. La reine mere en s'assurant de la personne du prince, eût bien voulu tenir en même-temps les principaux chefs de son parti : mais ils lui échapperent. Saint-Geran fut envoyé pour prendre le duc de Vendôme, qui logeoit à l'hôtel de Mercœur. On prétend qu'il le fit avertir, & que tandis que les troupes environnoient l'hôtel d'un côté, il s'enfuit par l'autre pour se rendre en diligence à Verneuil, d'où

Mercure François, t. 4.

1616.

il passa à la Fere. On le poursuivit quelque temps par ordre de la reine : mais on ne pût l'atteindre ; & l'on jugea par l'extrême lenteur de ceux qui le poursuivoient, qu'ils n'avoient aucune envie de le prendre.

Le duc de Mayenne ayant appris que les portes du Louvre étoient fermées, sortit promptement de Paris par la porte Saint-Antoine, d'où il se rendit à celle de Saint-Martin pour y attendre ceux qui voudroient se joindre à lui. Il s'éloigna exprès du voisinage de la Bastille, dont le canon auroit pû incommoder ceux qu'il vouloit rassembler. Le duc de Bouillon revenant du prêche de Charenton, étoit déjà proche du petit Saint-Antoine, lorsqu'on vint lui dire qu'il y avoit beaucoup de mouvemens au Louvre. Il descend aussitôt de carrosse, monte à cheval, & va joindre le duc de Mayenne.

Le marquis de Cœuvre, ami & oncle maternel de monsieur de Vendôme, prit aussi la fuite. Le président le Jay qui passoit pour être le conseil du prince de Condé, se souvenant de sa prison d'Amboise, ne fut pas moins prompt à se retirer.

Mem. de Bas-
lemp. t. 1.

La reine mere envoya monsieur de Pralain ordonner de sa part au duc de Guise, de venir au Louvre. Il demanda à monsieur de Pralain, s'il pouvoit y aller sûrement. Celui-ci répondit : *Monsieur, je vous dis simplement ce que le roi & la reine m'ont commandé de vous dire : c'est à vous de mettre la main sur la conscience, & de savoir, si vous y pouvez aller ou non.* Ce discours alarma le duc de Guise, & lui fit prendre le parti de suivre les ducs de Mayenne & de Bouillon.

On crut à la cour que monsieur de Pralain, jaloux de ce qu'on ne s'étoit pas fié à lui pour arrêter monsieur le prince, ne s'étoit pas acquité fidèlement de la commission dont on l'avoit chargé auprès de monsieur de Guise, & qu'il avoit été le premier à lui conseiller de s'éloigner.

Les princes & les seigneurs mécontents ayant tenu un es-
pece de conseil à la porte Saint-Martin, rentrèrent dans Paris pour soulever le peuple : mais ils ne purent y réussir. Le duc de Bouillon leur conseilla de prendre la route de Soissons, comme la plus assurée. Ils s'y rendirent tous avec la plus grande partie de ceux qu'ils avoient rassemblés, ce qui formoit une troupe d'environ trois cents chevaux : mais elle

diminua considérablement en chemin. Plusieurs se retirèrent sans rien dire, d'autres en cherchant de mauvaises excuses & en promettant de revenir; à peine eut-on fait une lieue, que cette troupe se trouva réduite à environ six vingt chevaux.

1616.

Le duc de Guise arriva le premier à Soissons: mais le sieur du Fresne qui y commandoit, n'ayant reçu aucune nouvelle du duc de Mayenne, refusa de lui ouvrir les portes, & le laissa dans le fauxbourg jusqu'à l'arrivée de monsieur de Mayenne; il en témoigna du dépit, mais tout le monde approuva la conduite de du Fresne.

Rochefort, favori du prince de Condé, ayant appris qu'il étoit arrivé un malheur à son maître, courut au Louvre avec environ trente cavaliers; & lorsqu'il fut sur le Pont-neuf, il envoya deux gentils-hommes demander aux portes du Louvre, si monsieur le Prince étoit mort. Bassompierre leur dit, qu'il se portoit bien, qu'il étoit arrêté, mais qu'on ne lui avoit fait aucun mal. Ils rapportèrent cette réponse à Rochefort, qui partit aussi-tôt pour se rendre à Chinon, dans le dessein de s'y enfermer avec tous les serviteurs du prince qu'il pourroit ramasser, & de défendre cette place contre le roi.

Lettre de Mandu-
got du 13 Sept.
1616. dans les
mss. de Bethune
n^o. 9151.

La princesse de Condé la mere ne fut pas plutôt instruite de l'emprisonnement de son fils, qu'elle monta en carosse pour se montrer dans les rues, afin de soulever le peuple. Elle étoit accompagnée de quelques gentilshommes qui crioient: *Aux armes, messieurs de Paris, le maréchal d'Ancre a fait tuer monsieur le prince de Condé, premier prince du sang; aux armes, bons François, aux armes.* La princesse alla jusques au Pont-Notre-Dame, sans que sa présence ni les cris de ses gentilshommes produisissent aucun effet. Les princes mécontents avoient envoyé un exprès au cordonnier Picard, pour le prier d'ameuter la populace sur laquelle il avoit un grand crédit, en l'assurant qu'ils viendroient bientôt le joindre avec cinq cents chevaux. Quand il entendit les bruit que faisoient les gens de la princesse de Condé, il tâcha d'exciter une sédition: mais il fut mal secondé, & il ne put jamais rassembler qu'une assez petite troupe dans la rue de la Harpe. Les marchands fermerent leurs boutiques: mais le peuple demeura tranquille; on apperçut seulement

Mercuré François.

1616.

une femme qui entreprit de tendre la chaîne auprès de Sainte-Croix de la cité.

La princesse retourna à l'hôtel de Condé, où l'on tint plusieurs conseils. Quelques-uns proposèrent d'assembler la noblesse affectionnée au prince, & d'aller droit au Louvre pour tâcher de le délivrer. D'autres représenterent, que les bourgeois ne paroissant pas disposés à prendre les armes, on seroit infailliblement repoussé par les troupes de la maison du roi, & peut-être ensuite poursuivi par le peuple, qui n'est jamais favorable aux vaincus; que le meilleur parti étoit de faire piller la maison du maréchal d'Ancre, & d'y attirer la multitude par l'espoir du gain.

*La maison du
maréchal d'An-
cre pillée.*

Le lendemain quelques domestiques du prince s'attrouperent à la porte de la maison du maréchal. Des ouvriers qui travailloient au Luxembourg se joignirent à eux. On enfonça la porte. Le suisse du maréchal & tous les domestiques qui étoient dans la maison prirent la fuite. Le peuple accourut de toutes parts, & se mit à piller.

Sur les deux heures après-midi, monsieur de Liancourt gouverneur de Paris, accompagné du chevalier du guet & de ses archers, vint pour arrêter le tumulte : mais les domestiques de l'hôtel de Condé qui étoient armés pour défendre le peuple, tirèrent sur les archers du guet. Un nommé Ardouville, proche parent du chevalier du guet, ayant été tué d'un coup de pistolet, les archers s'enfuirent & les séditieux continuèrent à piller. La nuit vint, & le pillage fut interrompu : mais il recommença le lendemain, & le peuple ne trouvant plus rien à prendre dans la maison du maréchal, se jeta sur celle de Corbinelli son secrétaire, qui fut pareillement ravagée. Les habitans du fauxbourg Saint-Germain commencèrent à craindre que le peuple n'entreprît de forcer leurs maisons. Ils prirent les armes pour se défendre, & la cour envoya monsieur de Crequi avec trois compagnies du régiment des gardes pour faire main-basse sur les séditieux ; ils prirent la fuite, & l'on jugea à propos de leur laisser le passage libre pour se retirer. La perte que le maréchal d'Ancre & sa femme firent en cette occasion fut estimée deux cents mille écus. Les curés de Paris parlerent dans

Leurs prônes contre ce pillage, & ils déclarèrent que tous ceux qui y avoient eu part, étoient obligés à la restitution. La maréchale d'Ancre, dont le mari étoit alors en Normandie, présenta requête au parlement pour demander qu'il fût informé contre ceux qui avoient pillé sa maison. Le parlement se contenta d'ordonner par un arrêt du 16 Décembre au lieutenant civil, de faire rendre les effets que l'on avoit pris. Henri de Mémé lieutenant civil, donna une sentence pour enjoindre de les rapporter à l'hôtel que le maréchal d'Ancre avoit auprès du Louvre, & de les remettre au sieur de la Place en présence de deux commissaires. On fit ensuite réflexion que la crainte d'être poursuivi comme coupable, pourroit empêcher un grand nombre de personnes de se découvrir aux commissaires & à celui qui avoit procuration de la maréchale d'Ancre, pour recevoir ses effets. Les curés de Paris proposèrent d'envoyer un chariot dans toutes les rues où chacun jetteroit, sans se faire connoître, tout ce qu'il voudroit restituer. Cet expédient fut approuvé, & l'on recouvra une grande quantité de meubles & de papiers.

La maréchale d'Ancre s'étant plainte à la reine mere, de ce que ces restitutions ne réparaient que très-imparfaitement le dommage qu'elle avoit souffert, en obtint d'abord la somme de trois cents soixante mille livres, & ensuite d'autres gratifications qui la dédommagerent amplement de ce qu'elle avoit perdu.

Pendant tous ces mouvemens, le prince de Condé étoit prisonnier au Louvre dans une chambre qui lui avoit été préparée, d'où on le transféra le 3 Septembre dans une autre, dont on avoit eu soin de griller les fenêtres, & où il étoit plus facile de le garder.

Dès le premier jour de sa prison, lorsqu'on lui apporta à dîner, il refusa de prendre aucune nourriture, à moins qu'elle n'eût été préparée par ses officiers. On les fit venir pour le servir. Le roi lui envoya le sieur de Luynes pour l'assurer de sa part, qu'on ne lui feroit aucun mal; & le sieur de la Motte vint lui donner les mêmes assurances de la part de la reine mere. Il demanda avec tant d'instance de voir Barbin, qu'on ne crut pas devoir lui refuser cette satisfaction. Dès

1616.

Mercure François, t. 4.
Hist. de la mere
& du fils.

1616.

qu'il l'aperçut, il commença à lui faire plusieurs questions à la fois; & entre autres, il lui demanda, si monsieur de Bouillon étoit pris. Barbin ayant répondu qu'il ne l'étoit pas, le prince répéta plusieurs fois que l'on avoit eu tort de ne le pas arrêter, & qu'en quatre heures il lui auroit fait trancher la tête. Il pria en même-temps Barbin de supplier la reine mere de le mettre en liberté, & d'engager la maréchale d'Ancre à se jeter aux piés de sa majesté pour l'obtenir. Il ajouta que si on vouloit lui faire son procès, il ne répondroit point: mais que si le maréchal d'Ancre & le sieur de Themines l'assuroient de sa liberté, il découvreroit toutes les cabales, que lui & ceux de son parti avoient faites contre le roi.

La reine lui fit dire, qu'elle ne vouloit pas en apprendre plus qu'elle n'en savoit, & qu'elle aimoit mieux oublier le passé, que de s'en rappeler le souvenir.

Hist. de la mere
& du fils.

Pour récompenser le sieur de Themines du service qu'il avoit rendu, en arrêtant le prince de Condé, on lui donna cent mille écus, & le bâton de maréchal de France. Son fils aîné fut fait capitaine des gardes de la reine mere, & Lau- sieres son second fils eut la charge de premier écuyer de Monsieur, frere du roi.

Cependant il se plaignoit encore de ce que ses services étoient mal récompensés. Monsieur de la Grange-Montigny voyant avec quelle facilité, Themines venoit d'obtenir le bâton de maréchal de France, se mit à dire partout, qu'il le méritoit mieux que lui. On le lui donna pour l'appaiser. On ne savoit pas qu'ayant rencontré monsieur de Vendôme qui s'enfuyoit, & dont les chevaux étoient extrêmement fatigués, il lui avoit prêté les siens qui étoient frais pour qu'il courût plus vite.

Saint-Geran voyant qu'il n'y avoit qu'à crier pour avoir des graces, se plaignit hautement de l'ingratitude de la cour & du peu d'égard que l'on avoit pour lui. Il obtint un brevet, qui lui promettoit le bâton de maréchal de France à la premiere promotion. Monsieur de Créqui eut un brevet de duc. Bassompierre ne demanda rien, & il dit à la reine mere qui en témoignoit sa surprise, qu'il ne croyoit pas que l'on dût le récompenser pour avoir fait son devoir bien simplement :

mais qu'il eseroit mériter un jour par de plus grands services , que le roi lui accordât des biens & des honneurs sans qu'il les demandât.

1616.

Le 6 Septembre, le roi alla au parlement pour y faire enregistrer une déclaration , dans laquelle il rendoit compte des motifs qui l'avoient déterminé à faire arrêter le prince de Condé. Monsieur de Themines assista à ce lit de justice, comme maréchal de France , avec les maréchaux de Brissac & de Souvré. Le 4 du même mois, on publia dans Paris une ordonnance, par laquelle il étoit enjoint à tous les serviteurs & domestiques du prince de Condé, & des ducs de Vendôme & de Mayenne, de vider la ville & les faubourgs dans vingt-quatre heures, avec défense aux habitans de les loger & de leur fournir des vivres, à peine de confiscation de leurs biens, dont la moitié seroit applicable aux dénonciateurs, & l'autre moitié aux pauvres.

*Lit de justice.
Déclaration
contre le prince
de Condé.*

*Mercure Fran-
çois, t. 4.*

On exceptoit de ce bannissement, ceux qui feroient serment de vivre & de mourir dans l'obéissance du roi, & qui auroient rompu tout commerce avec les princes & les seigneurs rebelles.

Ils s'étoient assemblés à Soissons, d'où ils se répandirent en diverses provinces pour y lever des troupes. La reine mere suivant toujours la conduite qu'elle avoit tenue pendant les troubles de sa régence, chercha d'abord à les diviser & à les gagner par des propositions d'accommodement, pendant qu'elle assembloit des troupes pour les réduire.

On n'eut pas de peine à ramener le duc de Guise ; il ne se plaisoit pas dans le parti des mécontents ; divers motifs contribuoient à l'en dégoûter. Il s'étoit vanté jusqu'alors d'avoir toujours été attaché au roi, & il perdoit tout le fruit & tout le mérite de sa fidélité passée ; il avoit eu le commandement de l'armée royale pendant le voyage de Guienne, & il n'étoit pas sûr de commander celle des mécontents. Le duc de Longueville lui disputoit le pas, & d'autres le regardoient au moins comme leur égal. On s'appercevoit de ses dégoûts, & on lui témoignoit une défiance qui les augmentoit. Il fut le premier qui abandonna le parti pour revenir à la cour, où l'on le reçut à bras ouverts. Le duc de Longueville fut gagné par Mangot, qui le connoissoit depuis long-temps, &

*Le duc de Guise
se abandonne le
parti des princes.*

1616.

*Mercure Fran-
çois, t. 4.
Hist. de la me-
re & du fils.*

l'on fit une espece d'accord avec les mécontents, qui fut si-
gné au conseil du roi le dernier jour de Septembre 1616. &
râtifié par les princes le 6 d'Octobre de la même année.

Pendant que l'on négocioit, le maréchal de Montigny fut
envoyé dans le Berry, dont il soumit toutes les places à l'o-
béissance du roi. Le sieur de la Lande qui commandoit dans
la grosse tour de Bourges voulut faire quelque résistance :
mais après quatre volées de canon, il fut obligé de se rendre.

Rochefort qui s'étoit enfermé dans Chinon avec quatre
cents hommes d'infanterie, deux cents chevaux & une gran-
de quantité de munitions, ayant appris que le maréchal de
Souvré se préparoit à l'assiéger, & que huit pieces de canon
alloient arriver pour battre la place, se rendit sans aucune
résistance. Le découragement & la consternation des rebelles,
flattoient extrêmement l'ambition du maréchal d'Ancre. Il ne
lui restoit plus, pour se rendre tout-à-fait maître du gouverne-
ment, que de faire chasser les anciens ministres, & d'en mettre
d'autres à leur place qui lui fussent entièrement dévoués. Il eut
bientôt obtenu ce qu'il désiroit. La maréchale d'Ancre fit
entendre à la reine mere, que le garde des sceaux du Vair,
le président Jeannin & le sieur de Villeroi, favorisoient sous
main le prince de Condé, & qu'il falloit se délivrer au plû-
tôt de ces conseillers timides, pour en prendre de plus fide-
les & de plus courageux.

*Disgrace du
garde des sceaux,
du président Jean-
nin, & de mon-
sieur de Villeroi.
Hist. de la me-
re & du fils.*

Il est vrai que ces trois ministres n'approuvoient, ni l'em-
prisonnement du prince de Condé, ni l'ascendant que la ma-
rêchale d'Ancre avoit sur l'esprit de la reine mere. Ils ne ca-
choient pas même à cette princesse ce qu'ils pensoient de sa
conduite. Du Vair osa lui dire un jour en présence des ducs
de Mayenne & de Bouillon, qu'elle avoit tort de ne pas don-
ner toute sa confiance à ces deux Princes, & que si elle con-
tinuoit à décider les plus grandes affaires de l'état sans les
consulter, ils ne manqueroient pas de chercher d'autres
moyens que celui de sa faveur, pour se rendre considérables.
Le jour même que le prince de Condé fut arrêté, ces trois
ministres vinrent ensemble trouver la reine mere, pour lui
déclarer que l'état étoit perdu si l'on ne rendoit prompte-
ment la liberté à monsieur le prince. D'autres racontent que
dans le moment même où il fut arrêté, il s'étoit tourné vers
le

le garde de sceaux du Vair, en lui disant : *Monsieur, je sais que vous êtes homme de bien, est-ce vous qui avez conseillé que l'on violât ainsi les paroles solennelles que l'on m'a données tant de fois ?* & que du Vair lui avoit répondu, *qu'il ne tiendrait pas à lui que la faute que l'on faisoit en ôtant la liberté au premier prince du sang ne fût promptement réparée, parce que les plus courtes folies étoient les meilleures.*

1616.

Un autre trait acheva de perdre du Vair dans l'esprit de Marie de Medicis. Une femme de mauvaise vie accusa sur la fin d'Octobre un des chevaux-légers de la compagnie du prince de Condé, nommé Boursier, d'avoir dit qu'il auroit tué la reine mere, lorsqu'elle alloit voir son bâtiment de Luxembourg, s'il n'avoit été retenu par la présence du cardinal de Guise, & une autre fois par celle de monsieur de Bassompierre. Le bruit de cette accusation s'étant répandu à la cour, Barbin conseilla à la reine mere de faire interroger cette femme par le garde des sceaux. Ce magistrat après l'avoir interrogée, dit à la reine mere que cette femme étant décriée par ses mœurs, son témoignage ne méritoit aucune créance. Barbin représenta que c'étoit trop négliger une affaire de cette importance, que de ne pas chercher à l'approfondir.

Marie de Medicis frappée de cette réflexion, fit donner une commission extraordinaire au lieutenant civil, pour juger l'affaire conjointement avec les conseillers du Châtelet.

Boursier fut arrêté, l'on instruisit son procès, on le confronta avec la femme qui l'avoit d'abord accusé, & avec une autre femme devant laquelle il avoit tenu les mêmes discours, & le 4 Novembre il fût condamné, presque tout d'une voix, à être pendu & ensuite brûlé.

Il fut appliqué avant son supplice à la question ordinaire & extraordinaire en présence de tous les conseillers du Châtelet, il avoua les discours que les deux femmes lui imputoient; quoiqu'il niât toujours qu'il eût en un véritable dessein d'attenter à la vie de la reine mere. Sa condamnation ne fit pas honneur au garde des sceaux, qui se trouva convaincu de négligence, ou de mauvaise volonté dans une affaire qui intéressoit la conservation de cette princesse.

Marie de Medicis continuellement sollicitée par la maré-

1616.

chale d'Ancre , à qui elle n'avoit pas la force de rien refuser , resolut enfin de lui sacrifier les trois ministres dont elle demandoit l'éloignement avec tant d'ardeur.

Du Vair remit les sceaux le 25 Novembre. Barbin fut contrôleur général des finances à la place du président Jeannin , & l'évêque de Luçon fut fait secrétaire d'état à la place de Mangot à qui l'on donna les sceaux. Il y avoit long-temps que ce Prélat aspirait à entrer dans le ministère ; il avoit obtenu par le crédit de Barbin , & par la faveur de la maréchale d'Ancre la charge de grand aumonier de la reine régnante , qui lui servoit de prétexte pour rester à la cour , où il eseroit ne pas demeurer long-temps sans trouver le moyen de se faire employer dans les affaires. Il avoit eû d'abord une place de conseiller d'état avant la disgrâce du chancelier de Sillery , & à mesure que le credit de Barbin augmentoit , la reine mere témoignoit beaucoup de confiance à l'évêque de Luçon.

Lorsqu'elle apprit que le duc de Nevers armoit dans son gouvernement de Champagne en faveur des princes mécontents , elle lui envoya d'abord le sieur Maréscot maître des requêtes pour tâcher de le gagner : mais les raisonnemens de ce magistrat n'ayant fait aucune impression sur son esprit , elle crut que l'évêque de Luçon dont on connoissoit déjà l'adresse & la capacité réussiroit mieux à le persuader.

Elle avoit éprouvé combien il étoit habile à manier les esprits , lorsqu'après le traité de Loudun il avoit engagé le prince de Condé à revenir à la Cour. Il fut donc envoyé en Champagne pour traiter avec le duc de Nevers : mais il n'eut pas le même succès qu'avec le prince de Condé. Il trouva dans le duc un esprit singulier & prevenu , qui n'étoit presque pas capable d'entendre raison.

Il fut nommé quelque temps après ambassadeur extraordinaire à la cour d'Espagne. Cet emploi étoit assez de son goût , il lui donnoit occasion de faire connoître ses talens , il ne l'éloignoit de la cour que pour un temps , & il espéroit y revenir avec une réputation qui l'éleveroit aux plus grandes places. Mais Barbin lui fit entendre que dans la situation présente des affaires , il n'avoit pas besoin de prendre un si long détour pour arriver à son but ; que le ministère alloit

changer, & qu'il seroit incessamment secrétaire d'état. Il renonça dès-lors à l'ambassade d'Espagne, quoiqu'il fût prêt à partir, & que l'on eût déjà commencé à emballer ses meubles & à préparer ses équipages.

1616,

Le brevet de secrétaire d'état qui lui fut accordé quelques jours après est daté du dernier Novembre 1616. Il y est dit qu'il exercera (a) cette charge conjointement avec monsieur de Villeroi ou séparément. Mais comme monsieur de Villeroi n'étoit plus en faveur, l'exercice de la charge demeura tout entier à l'évêque de Luçon, & monsieur de Villeroi ne parut plus dans le conseil. Les appointemens du prélat furent fixés à 17000 liv. y compris les 2000 liv. qu'il avoit déjà comme conseiller d'état. Il obtint encore une grâce beaucoup plus singulière, ce fut un brevet qui lui donnoit la préférence sur tous les autres secrétaires d'état à cause de sa dignité d'évêque, *sans tirer à conséquence pour tout autre que pour lui*. Il est qualifié par le roi dans les deux brevets, de *grand aumônier de la reine notre épouse, ou notre très-chère & très-aimée compagne*. Ce qui prouve, 1°. qu'il étoit grand aumônier de la reine régnante, & non pas de la reine mere, comme quelques historiens l'ont écrit : 2°. Que lorsqu'il fut nommé secrétaire d'état, il ne s'étoit pas encore défait de cette charge, qu'il vendit dans la suite à monsieur Zamet évêque de Langres.

Il eut en même-temps le département de la guerre & celui des affaires étrangères, & l'on fut surpris de voir un évêque se charger du détail de la guerre qui paroît si peu convenable à sa profession. Plusieurs prélats en murmurèrent : mais on fait assez que l'ambition ne se laisse ni arrêter par les bienséances, ni étonner par les murmures. Le premier soin de l'évêque de Luçon, dès qu'il se vit nommé secrétaire d'état, fut d'écrire une lettre de remerciement au maréchal d'Ancre, qui étoit alors en Normandie. Il lui envoya un gentilhomme exprès *pour tâcher, disoit-il, de satisfaire à une partie de son devoir dont il se fut acquitté lui-même, si les affaires aux-*

Lettre de l'évêque de Luçon, qui fut trouvée dans les papiers du maréchal d'Ancre. Mercure François, t. 14.

(a) Aubery assure que l'évêque de Luçon étoit déjà secrétaire d'état, lorsqu'il fut envoyé en Champagne pour traiter avec le duc de Nevers. On lit le contrai-

re dans l'histoire de la mere & du fils, qui ayant été revue & corrigée par ce prélat, nous a paru mériter plus de créance.

Hist. du card. de Richel. ch. 4.

1616.

quelles le maréchal l'avoit attaché lui eussent permis. Il l'assuroit ensuite qu'il feroit voir par toute la suite de ses actions, qu'il avoit perpétuellement devant les yeux les diverses faveurs qu'il avoit reçues de lui & de madame la maréchale d'Ancre.

L'ambassade d'Espagne, à laquelle Richelieu avoit renoncé, fut destinée au comte de la Rochefoucault, & différentes raisons l'ayant empêché de partir, l'on ne songea plus à envoyer un ambassadeur à la cour de Madrid. Le conseil de France étoit si occupé des affaires du dedans, qu'il ne prenoit presque pas d'intérêt à celles du dehors.

Guerre en Champagne.

Les mouvemens du duc de Nevers en Champagne, attiroient toute l'attention de la reine mere. Dès le premier Décembre, ce prince étoit entré par surprise dans la ville de Sainte-Menehould, & il avoit mis dans le château une garnison de cinq cents hommes. Monsieur de Pralain eut ordre d'y marcher avec les troupes du roi, qui ne consistoient qu'en deux mille hommes, tant François que Suisses. Quand il fut arrivé près de la ville, les partisans du duc de Nevers proposèrent aux habitans de prendre les armes. Mais ils répondirent, qu'ils étoient sujets du roi, & qu'ils n'entreroient pour rien dans les querelles particulières du duc de Nevers avec la cour.

Leur réponse alarma Bouconville qui commandoit dans le château; il ne pensa plus à se défendre, & après une négociation de quatre heures, il rendit la ville & le château à monsieur de Pralain à condition : 1°. que l'on lui en conserveroit le gouvernement, pourvu qu'il fît serment de demeurer toujours fidèle au roi : 2°. Que les cinq cents hommes qu'il commandoit seroient renvoyés au duc de Nevers, & conduits à Rhetel : 3°. Que l'on mettroit six cents Suisses à leur place : 4°. Que la cour s'engageroit à lui payer cent mille écus. C'est ainsi que la reine mere achetoit la fidélité des gouverneurs, & qu'elle prodiguoit les trésors de l'état pour soutenir son autorité chancelante.

Le maréchal d'Ancre étoit allé en Normandie, pour ne pas paroître l'auteur de l'emprisonnement du prince de Condé & du changement qui s'étoit fait dans le ministère. Mais il avoit beau s'éloigner de la cour, on étoit toujours persua-

dé que la reine mere ne se conduisoit que par ses avis.

Il jugea qu'il falloit prendre de nouvelles précautions pour s'assurer de la personne du prince de Condé, qui avoit été transferé à la Bastille la nuit du 24 au 25 Septembre. L'affaire de Boursier fournit un prétexte plausible de le resserrer plus étroitement. Jusques-là il avoit été servi par ses propres officiers. On découvrit que l'un d'eux lui apportoit quelquefois des lettres dans un pâté. On les lui ôta tous, & il ne fut plus servi que par les officiers du roi.

1616.

Le comte de Lausieres fils aîné du maréchal de Themines, qui étoit chargé de le garder, devint lui-même suspect au maréchal d'Ancre, qui fit entendre à la reine mere qu'il falloit confier la garde de ce prince, à un homme plus sûr & plus fidele. On jeta les yeux sur ce brave officier nommé du Thier, qui avoit défendu le pont-levis de la citadelle d'Amiens contre le duc de Longueville, & qui étoit attaché au maréchal d'Ancre. Il fut mis à la place de Lausieres, & les précautions que l'on prit pour le faire entrer dans la Bastille, sans que Lausieres eût le temps de s'y opposer, firent voir que l'on croyoit celui-ci capable de vouloir se maintenir dans son poste, malgré les ordres de la cour. Ce changement qui surprit & qui inquiéta le prince de Condé, se fit le 19 Décembre 1616.

Deux hommes illustres, par leur naissance & par leurs emplois étoient morts dans le cours de cette année. Le premier fut le cardinal Pierre de Gondy, fils d'Antoine de Gondy seigneur du Perron & de Marie-Catherine de Pierrevive gouvernante des enfans de France sous François I. & frere d'Albert de Gondy duc de Retz, grand chambellan, & seul premier gentilhomme de la chambre sous les regnes de Charles IX. & d'Henri III. En 1570. Pierre de Gondy avoit été transferé de l'évêché de Langres à celui de Paris, dont il se démit en 1598. du consentement d'Henri IV. en faveur d'Henri de Gondy son neveu, se réservant seulement avec la permission du pape, la collation des bénéfices. Il étoit cardinal du titre de saint Silvestre depuis le 18 Décembre 1587. Il fut le premier de sa maison qui posséda l'évêché de Paris, & après lui ce siège a été long-temps occupé par des prélats du même nom.

Mort du cardinal de Gondy.

Hist. de la maison de Gondy.

1616.

Il mourut à Paris le 17 Février 1616. âgé de quatre-vingts-
quatre ans.

La mort d'Achilles de Harlay arriva le 23 d'Octobre de la même année. Il étoit né le 7 Mars 1536. Il fut conseiller au parlement à vingt-deux ans, président à trente-six. Et il en avoit quarante-six, lors qu'Henri III. le nomma pour succéder à Christophe de Thou, dans la charge de premier président. Il l'exerça jusques en 1611. que son âge & ses infirmités l'obligerent à s'en démettre. Il avoit alors soixante-quinze ans, & il commençoit à perdre la vûe. Il mourut à quatre-vingts ans, avec la réputation d'un des plus grands magistrats de son siècle. Comme il aimoit sincèrement la religion & l'état, il fut toujours également opposé aux attentats de la ligue, & à la révolte des protestans. On raconte que le duc de Guise l'étant venu voir le jour des barricades, lorsqu'il eut obligé Henri III. de sortir de Paris, il eut le courage de lui dire: *C'est grande pitié, quand le valet chasse le maître, mon ame est à Dieu, mon cœur est au roi, & mon corps est entre les mains de la violence pour en faire ce qu'elle voudra.*

1617.

L'année 1617. fut fatale au maréchal d'Ancre, par la funeste catastrophe qui termina ses jours. Il en eut une espee de pressentiment, & il fut plus d'une fois sur le point de quitter la France pour aller s'établir en Italie.

Memoires de
Bassomp. t. 1.

Il avoit une fille unique qu'il aimoit tendrement, & qu'il espéroit faire épouser à un prince du sang. Elle mourut le 2 Janvier 1617. il fut inconsolable de cette perte; & Bassompierre l'étant allé voir pour le consoler, le maréchal lui dit que cet accident lui paroissoit le présage de quelque nouveau malheur; qu'il avoit proposé à sa femme de quitter la France, & d'offrir aux pape six cents mille écus pour acheter l'usufruit du duché de Ferrare, où ils pourroient demeurer en repos le reste de leurs jours, sans craindre aucun des revers dont ils étoient menacés. Il lui fit ensuite le détail des grands biens qu'il possédoit, & qui montoient à des sommes que l'on appelleroit encore aujourd'hui, des sommes immenses. Il ajouta que sans les obligations qu'il avoit à la reine mere, & qui ne lui permettoient pas de l'abandonner, il ne balanceroit pas à quitter le royaume, & à y laisser sa femme, pour se retirer dans quelque endroit, où il put être à l'abri des ora-

ges de la cour & des caprices de la fortune. Il n'eut jamais la force d'exécuter cette résolution, & il ne fut pas longtemps sans avoir sujet de s'en repentir. La plupart des historiens du temps ont parlé du desir que le maréchal d'Ancre avoit eu cent fois, de mettre sa vie & sa fortune en sureté; & ils prétendent que ce fut la seule ambition de sa femme, qui l'empêcha d'exécuter un projet si raisonnable.

1617.

Mais on ne peut disconvenir, qu'après ce que la reine mere avoit fait pour eux, il ne leur eût pas été facile de sortir du royaume, sans en avoir auparavant obtenu la permission de cette princesse, qui ne l'eût jamais accordée. Auroit-elle pû se résoudre à se séparer de la maréchale d'Ancre, avec qui elle étoit accoutumée de vivre dès sa plus tendre enfance, & pour qui elle n'avoit rien de caché? Le maréchal pouvoit-il demander une telle permission pour lui seul, sans faire entendre à la reine mere qu'il ne la croyoit, ni assez habile, ni assez puissante pour le soutenir? Auroit-il osé lui faire une pareille insulte après les biens dont elle l'avoit comblé? Il faut reconnoître ici, qu'il y a des circonstances qui lient en quelque sorte les hommes à des situations, dont ils connoissent les périls & les inconvéniens, sans leur laisser aucun moyen praticable de les éviter. Quoique les ducs de Guise & de Longueville se fussent détachés de la faction des mécontents, quoi qu'on eût appaisé une querelle survenue entre le duc d'Epéron & les Rochelois, au sujet d'un fort dont ceux-ci s'étoient emparés, & dont le duc avoit entrepris de les chasser, il s'en falloit beaucoup que le royaume fût tranquille. Le maréchal de Lesdiguières qui agissoit en souverain dans son gouvernement de Dauphiné, étoit entré en Piémont avec des troupes pour faire la guerre aux Espagnols, & pour soutenir le duc de Savoye, sans en avoir aucun ordre, ni aucune permission de la cour.

Troisième guerre civile.

Lettre de l'évêque de Luçon du 18 Janv. 1617. dans les mss. de Bethune, n°. 9152.

Le parti des mécontents subsistoit encore dans la personne des ducs de Nevers, de Mayenne & de Bouillon. Le premier levait des troupes en Champagne, en Nivernois, & dans le pays de Liège, & celles qu'il avoit déjà rassemblées commettoient toutes sortes d'hostilités. Les deux autres écrivoient des lettres au roi, que l'on pouvoit regarder comme

1617.

de véritables déclarations de guerre ; on répandoit par-tout des libelles contre le gouvernement.

La cour jugea à propos de laisser agir le maréchal de Lefdiguières, parce qu'on étoit persuadé que ses intentions étoient droites, & que d'ailleurs ses exploits & ses conquêtes ne pouvoient avoir d'autre effet, que de forcer l'Espagne à s'accommoder avec le duc de Savoye. Mais à l'égard du parti des mécontents, on résolut de prendre les mesures les plus efficaces pour le réduire. L'évêque de Luçon appuyoit fort ce sentiment, il attribuoit à la foiblesse du gouvernement les troubles précédens, & il vouloit que la reine mere se mît en état d'étouffer ceux-ci, par la force des armes. Il fut chargé de répondre au nom du roi, aux lettres des ducs de Mayenne & de Bouillon, & il le fit avec plus de fermeté & plus de dignité que les ministres n'en avoient mis jusqu'alors dans leurs écrits.

On publia une déclaration particuliere contre le duc de Nevers qui fut enregistrée au parlement le 17 Janvier. On en fit une pareille contre les ducs de Vendôme & de Mayenne, le maréchal de Bouillon, le marquis de Cœuvres & le président le Jay, qui fut enregistrée le 13 Fevrier. La cour fit imprimer le 18 du même mois une espece de manifeste, pour répondre aux plaintes des mécontents. Il étoit signé *Louis*, & plus bas *de Richelieu*, & il y a toute apparence qu'il étoit de la composition de ce prélat. Le 10 de Mars le roi réunit à son domaine par une déclaration qui fut enregistrée le 16, tous les biens des ducs de Nevers, de Mayenne, de Vendôme, du maréchal de Bouillon, du marquis de Cœuvres & du président le Jay. Et comme tous ces écrits ne contenoient que des paroles qui n'inquiétoient pas beaucoup les mécontents, on en vint aux effets.

Le 27 Fevrier un gentilhomme Ecoissois qui avoit été garde du corps, convaincu par plusieurs témoins d'avoir levé des soldats pour le parti des princes, fut décapité devant le Louvre ; & le 21 Mars le baron de Heurteuan eut le même sort à la Croix du Tirouer. Il faisoit aussi des levées pour les princes, & il avoit tâché de surprendre une place en Normandie. Les prévôts de la maréchaussée firent pendre tous
les

les soldats qui se trouvoient en armes , sans pouvoir certifier qu'ils étoient au service du roi. Ces exemples de sévérité obligerent un grand nombre de gens qui avoient dessein d'aller joindre les troupes des princes, à rester dans leurs maisons. On fit planter des potences en divers endroits de Paris, & l'on mit trois armées en campagne. La premiere commandée par le comte d'Auvergne, fut destinée à poursuivre les rebelles dans le Perche, dans le pays du Maine, dans le Soissonnois & dans l'Isle-de-France. Le commandement de la seconde fut donné au duc de Guise & au maréchal de Themines, qui ne pouvoit agir que sous ses ordres. Le sieur de Pralain en étoit le seul maréchal de camp, elle étoit destinée pour la Champagne. La troisieme, commandée par le maréchal de Montigni, eut ordre de marcher dans le Nivernois & dans le Berry; le marquis de Richelieu frere aîné de l'évêque de Luçon y fit les fonctions de maréchal de camp.

Le comte de Schomberg envoyé du roi dans les cours d'Allemagne, reçut ordre de lever promptement quatre cents reîtres & quatre mille lansquenets. Il étoit parti avec une instruction dressée par l'évêque de Luçon, qui contenoit une apologie fort étendue de la conduite de la reine mere depuis le commencement de sa régence. Les mécontents & le duc de Bouillon en particulier affectoient de décrier son gouvernement dans les cours étrangères, où ils ne manquoient pas d'envoyer les libelles & les satyres qui couroient en France. L'évêque de Luçon entreprit d'y répondre dans cette instruction, en justifiant la reine mere sur tous les points, sans en excepter la faveur déclarée qu'elle accordoit au maréchal d'Ancre. Les princes & les seigneurs mécontents, écrivirent de leur côté au pape, à la republique de Venise & à toutes les puissances alliées de la France pour justifier leur conduite; leur lettre au pape étoit datée de Rethel le 6 Mars 1617. Ils supplioient sa sainteté d'ajouter foi à tout ce que lui diroit de leur part le gentilhomme qui devoit la lui présenter, & ils se contentoient de protester en général qu'ils ne s'étoient ligués que pour le bien de l'état. Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans cette piece, c'est un grand cachet aux armes du roi, qui y est attaché, au tour duquel on lit en-

1617.

Quatrieme guerre civile.

Hist. de la mere & du fils.

Lettre du roi au maréchal de Montigni, du premier Mars 1617. dans les mss. de Bethune, no. 9299.

Mss. de Bethune, no. 9305.

1614.

core cette inscription singulière (a). *Pro Regno periclitante, REGIS VITA, REGIA FAMILIA*. C'étoit une espece de sceau que les princes confédérés avoient fait graver exprès, & qui fut appliqué à toutes les lettres qu'ils écrivirent dans les pays étrangers.

Le comte d'Auvergne s'étoit mis en campagne dès le 26 Janvier : il parcourut d'abord le Perche & la province du Maine : il mit des garnisons dans plusieurs petites places qui tenoient pour les princes. Il en chassa les gouverneurs qui leur étoient attachés ; il fit raser le Château de la ville du Mans, qui servoit de refuge à leurs partisans. Le maréchal de Montigni se saisit pareillement de toutes les places du Nivernois, & il fit prisonnier le prince de Porcien, second fils du duc de Nevers.

Le duc de Guise étant parti de Paris le 17 Fevrier alla prendre le commandement de l'armée de Champagne, & le premier Mars il investit le château de Richecourt-sur-Aisne. Le capitaine Fesme qui le défendoit avec soixante soldats demanda le 15 à capituler après avoir essuyé plus de deux cents coups de canon.

Le roi fit raser ce château, dont la garnison incommodoit en temps de guerre les habitans de Reims.

Le duc de Guise attaqua ensuite Rozay, qui n'est qu'à trois lieues de Vervins. Les habitans de ce bourg abandonnerent leurs murailles aux approches de son avant-garde. Mais le capitaine Camar se retira dans le château avec soixante-dix soldats, & se mit en état de le défendre.

Les ducs de Vendôme & de Mayenne marcherent à son secours avec le marquis de Cœuvres. Le duc de Guise fit un gros détachement de son armée qu'il envoya au-devant d'eux, sous les ordres du maréchal de Themines & des sieurs de Pralain & de la Vieuville ; il les suivit peu de temps après avec le reste de ses troupes. Les ennemis s'arrêterent, & voyant qu'ils alloient être attaqués par toute l'armée royale, ils prirent le parti de se retirer. Le duc de Guise ramena ses troupes à Roisoy, qui se rendit le 10 de Mars. Château-Porcien se défendit jusques à la fin du mois ; la garnison qui étoit de mille

(a) C'est-à-dire, pour le salut du royaume qui est en péril, pour la vie du roi & la maison royale, pour défendre

hommes François & étrangers, capitula le 31 ; tous s'engagerent à ne plus porter les armes contre le roi, & les étrangers promirent de sortir du royaume à peine d'être pendus s'ils manquoient à leur parole. Déjà le duc de Guise étoit dans Rhetel qui se rendit le 16 Avril, & il se préparoit à faire le siège de Mezieres, lorsqu'il reçut ordre de s'avancer sur la frontiere de la Lorraine pour y recevoir les troupes Allemandes que le comte de Schomberg envoyoit au roi, & pour s'opposer à celles qui venoient au secours des princes.

Le maréchal d'Ancre qui étoit allé faire un voyage en Normandie, avoit écrit au roi dès le 13 Mars une lettre qui fut rendue publique, dans laquelle il faisoit souvenir sa Majesté, qu'il s'étoit engagé en prenant congé d'elle dans la gallerie du Louvre à la servir *pendant quatre mois à ses dépens*, avec six mille hommes d'infanterie & huit cents chevaux.

Une promesse si fastueuse fit faire de nouvelles reflexions sur la fortune prodigieuse de cet étranger, que l'on avoit vu si pauvre du temps du feu roi, qu'il n'avoit pas seulement de quoi payer un domestique, & qui étoit devenu assez riche, pour lever & pour entretenir une armée à ses dépens.

On lit dans un des libelles que l'on publioit contre lui, qu'il avoit touché plus de quatre millions d'or, c'est-à-dire, plus de douze millions de livres, car un million d'or signifioit un million d'écus d'or, qui avoient valu trois livres dans le temps qu'ils avoient cours. On'accusoit sa femme d'avoir exigé plus de trois millions de livres pour les affaires du conseil qui avoient passé par ses manis. On ajoutoit que la dépense du maréchal pour l'entretien de sa maison, montoit chaque année à deux cents cinquante mille livres, qu'il prenoit à l'épargne ; que celle qu'il faisoit pour le jeu n'avoit point de bornes, & qu'on l'avoit vû perdre en une seule nuit jusques à quatre-vingts mille pistoles.

Il est certain qu'il aimoit le gros jeu : Bassompierre assure dans ses mémoires qu'il avoit gagné en une année cent mille écus au trictrac, ou à monsieur de Guise, ou à monsieur de Joinville, ou au maréchal d'Ancre. Ce favori lui offrit un jour six cents mille livres de sa charge de colonel-général des Suisses. Bassompierre en demandoit six cents cinquante

1617.

Lettre originale de l'évêque de Luçon, du 7 Av. 1617. dans les mss. de Bethune, n^o. 9152.

1617.

mille , & le maréchal refusa de l'acheter à ce prix. On ne parloit par-tout que de son avarice & de son orgueil. On remarqua qu'il disoit aux officiers & aux soldats qui s'engageoient dans ses troupes : *En me servant vous servez le roi.* Il se vantoit publiquement de faire des gardes des sceaux, des secrétaires d'état & des contrôleurs généraux des finances ; de disposer à son gré du commandement des armées , & de décider seul de la paix ou de la guerre. Cette conduite aigrissoit les esprits de plus en plus. Les princes & les seigneurs mécontents publièrent le 5 Mars un manifeste intitulé : *Déclaration des princes , ducs , pairs , &c. contre la conjuration & tyrannie du maréchal d'Ancre & de ses adhérens.*

Il ne se rendoit pas moins odieux aux ministres , & aux confidens de la reine mere , qu'au reste du royaume. On le trouvoit léger , soupçonneux & indiscret. La reine mere elle-même étoit souvent obligée de le traiter rudement , & sa femme plus adroite & plus modérée que lui , engageoit quelquefois cette princesse à lui refuser les graces qu'il demandoit pour réprimer son orgueil , & pour le tenir toujours dans la dépendance , craignant qu'il ne se dégoûtât d'elle au moment qu'il croiroit n'en avoir plus besoin

Quand il n'obtenoit pas ce qu'il désiroit , il s'en prenoit aux ministres , & non-content d'avoir chassé ceux du feu roi , il voulut encore éloigner Mangot , Barbin & l'évêque de Luçon quoiqu'ils fussent de son choix , parce qu'il ne les trouvoit pas assez soumis à ses volontés. Son dessein étoit de mettre à leur place Ruccelai abbé Italien , qui possédoit de riches bénéfices en France , de Mesme & Barentin. Ce dernier devoit avoir les sceaux. L'évêque de Luçon fut averti de ce projet , & il engagea Barbin à venir avec lui chez la reine pour lui demander la permission de se retirer. Mangot fut retenu par la considération de ses enfans qui l'empêcha de faire la même démarche , quoiqu'il n'ignorât pas que sa place étoit destinée à Barentin.

La reine mere parut fort surprise quand l'évêque de Luçon & Barbin vinrent lui offrir la démission de leurs charges : elle leur demanda quel pouvoit être le sujet de leur mécontentement. Barbin lui répondit que le maréchal & sa femme avoient pris la résolution de les en dépouiller , &

qu'ils vouloient les prevenir. C'étoit faire entendre à la reine mere, que ces deux personnes avoient un souverain empire sur son esprit. Elle le comprit, & reçut fort mal la proposition de Barbin, assurant qu'elle ne se gouvernoit pas par leurs fantaisies. L'évêque de Luçon appuya fortement le discours de Barbin. Mais la reine mere les pria tous deux de continuer à servir le roi dans les places qu'ils occupoient.

1617.

Elle ne manqua pas de rendre compte de ce qui s'étoit passé à la maréchale d'Ancre, qui le fit savoir à son mari. Il accourut aussi-tôt chez la reine mere qui lui fit des reproches très-vifs. Il tâcha de s'excuser, & pour appaiser la colère de cette princesse, il alla trouver Barbin qu'il mena chez l'évêque de Luçon. Il se plaignit de la demande qu'ils avoient faite. L'évêque de Luçon lui expliqua les raisons qu'ils avoient eues d'en user ainsi ; & le maréchal sans entrer dans aucun éclaircissement, se contenta de leur dire qu'il étoit de leurs amis, & qu'il les prioit de dire à la reine mere qu'ils ne pensoient plus à se retirer. Il continua cependant à inventer toutes sortes de calomnies, pour les perdre dans l'esprit de la reine mere, jusques à lui dire que Mangot, Barbin & l'évêque de Luçon la trahissoient, & qu'ils avoient dessein de la faire empoisonner ; il s'offrit même à lui donner des preuves de ce complot chimérique. Un procès qu'il eut avec le duc de Montbason augmenta sa haine contre ces trois ministres. Il avoit vendu à ce prince divers effets qui étoient dans la citadelle d'Amiens en lui remettant le gouvernement de cette place, & comme monsieur de Montbason différoit à le payer, il avoit fait saisir une de ses terres au dernier voyage qu'il fit à Caen. La reine lui écrivit pour lui défendre de continuer ses poursuites contre monsieur de Montbason. Il partit aussi-tôt pour se rendre à la cour dans le dessein de faire lever cette défense, & de se venger de ceux qu'il soupçonnoit d'avoir conseillé à la reine mere de lui écrire cette lettre. Si-tôt qu'il fût arrivé à Paris, il en écrivit une à l'évêque de Luçon, qui commençoit ainsi :

« Par Dieu, monsieur, je me plains de vous, vous me traitez trop mal, vous traitez la paix sans moi : vous avez fait que la reine m'a écrit ; que pour l'amour d'elle je laisse la poursuite que j'ai commencée contre monsieur de Mont-

1617.

» bason pour me faire payer de ce qu'il me doit ; que tous les
 » Diables, la reine & vous, pensez-vous que je fasse ? la rage
 » me mange jusques aux os, &c. le reste étoit du même style.

Cet Italien dissimulé ne laissa pas de donner à Mangot, à l'évêque de Luçon & à Barbin mille marques de confiance & d'amitié, qui paroissent si naturelles qu'on ne se fût jamais douté qu'il y eût entre eux & lui le moindre refroidissement. Mais l'évêque de Luçon n'en fut pas la dupe. Il apprit que le maréchal d'Ancre travailloit avec plus de vivacité que jamais à les perdre tous trois dans l'esprit de la reine mere, & qu'il commençoit à être écouté.

Le garde des sceaux Mangot ayant voulu donner une commission en province au sieur Barentin, la maréchale d'Ancre vint le prier de le laisser à Paris, parce qu'on y avoit affaire de lui. Ce magistrat ne douta plus que le bruit qui couroit déjà de la prochaine élévation de Barentin à la dignité de garde des sceaux ne fût que trop véritable : mais toujours retenu par la considération de sa famille & de ses enfans, il ne put se résoudre à en offrir sa démission.

L'évêque de Luçon eut moins de peine à prendre son parti ; il ne balança pas à demander pour la seconde fois à la reine mere la permission de quitter la cour ; Barbin l'avoit chargé de faire la même demande pour lui. La reine répondit à l'évêque qu'il étoit vrai qu'on lui avoit dit quelque chose contre lui & contre Barbin qui l'avoit frappée ; qu'elle lui diroit dans huit jours de quoi il s'agissoit, & qu'elle le conjuroit de différer jusques à ce temps-là l'exécution de son dessein. Mais le maréchal d'Ancre fut tué dans l'intervalle, & il paroît que les trois ministres n'eussent pas été fâchés de sa mort, si elle n'eût pas été suivie de la disgrâce de la reine mere & de la leur.

Hist. de la mere
& du fils.

T. 4.

Quelques historiens assurent que la reine mere voulut plus d'une fois le renvoyer en Italie avec sa femme, qui s'offroit à le suivre ; mais qu'il s'y opposa toujours, & qu'il disoit à ses amis, qu'il avoit envie d'essayer *jusques où la fortune d'un homme pouvoit aller*. On lit le contraire dans les mémoires de Bassompierre, & il n'est pas facile de démêler la vérité parmi des rapports si différens.

Le maréchal d'Ancre affectoit peut-être de parler aux uns

de sa retraite , lorsqu'il avoit le moins d'envie de se retirer , & de faire entendre aux autres que sa fortune étoit inébranlable , lorsqu'il étoit sur le point d'y renoncer. La contrariété de ses discours pouvoit venir encore de divers mouvemens que produisoit successivement dans son cœur l'ambition qui le devoroit , & la crainte des malheurs auxquels il étoit obligé de s'exposer pour la satisfaire.

1617.

Ces intrigues de cour qui mettoient une division perpétuelle dans l'intérieur du cabinet étoient alors fort secretes. Si les mécontents en avoient eû connoissance , ils n'eussent pas manqué de s'en prévaloir , pour décrier de plus en plus la conduite du maréchal dans leurs manifestes & dans leurs libelles. Car ils ne cessoient de l'attaquer avec la plume sans aucun ménagement : mais de si foibles armes ne faisoient pas grand mal à un homme défendu par celles du roi qui remportoient tous les jours sur eux de nouveaux avantages.

Le comte d'Auvergne ayant rassemblé ses troupes à Crespy en Valois , assiegea le château de Pierre-Fonds le 24 Mars & l'obligea de se rendre le 2 Avril. De-là il s'avança pour assieger Soissons , où le duc de Mayenne s'étoit renfermé avec une garnison de douze cents hommes de pié & d'environ trois cents chevaux. Il investit cette place le 12 Avril. Les assiegés firent d'abord quelques sorties : mais le comte d'Auvergne serra la place de si près , & son artillerie faisoit un si grand feu , qu'il n'étoit pas possible qu'elle ne fût bientôt prise , lorsqu'une révolution subite à laquelle le public ne s'attendoit pas , termina en un moment la guerre civile , renversa tous les projets du maréchal d'Ancre , détruisit le pouvoir de la reine mere , & changea tout le système du gouvernement.

Cette révolution fut l'effet d'une intrigue de cour qui se tramait depuis long-temps , & dont le secret fut si bien gardé , que la reine mere , qui en eut de temps en temps quelques soupçons , n'en fut jamais assez instruite pour pouvoir prévenir les coups que l'on lui préparoit.

Peu de temps après le traité de Loudun on l'avoit avertie que le sieur de Luynes avoit seul toute la confiance du roi , & qu'il en abusoit pour la décrier dans l'esprit de son fils , en insinuant à ce jeune prince que sa mere usurpoit toute son

1617.

autorité pour le tenir en tutelle ; quoiqu'il fût majeur & en état de gouverner par lui-même. Elle ne crut pas devoir négliger cet avis , & pour connoître les véritables sentimens du roi , elle lui représenta dans un entretien particulier qu'elle n'étoit pas si jalouse de se maintenir dans le gouvernement , qu'on vouloit lui persuader : qu'elle le voyoit avec la plus grande satisfaction parvenu à un âge où il étoit en état de prendre connoissance de ses affaires , & qu'elle étoit prête à lui remettre toute l'autorité qu'il avoit bien voulu lui confier , & à chercher une retraite , où elle pût passer tranquillement le reste de ses jours sans être continuellement exposée aux secrettes attaques de la calomnie , ni aux subites révolutions de la fortune.

Le roi lui répondit qu'il n'avoit qu'à se louer des soins qu'elle avoit pris jusques alors des affaires du royaume , & qu'il la prioit de les continuer. La reine mere ne jugea pas à propos de s'en tenir à cette premiere réponse : elle fit de nouvelles instances pour obtenir la permission de se retirer. Elle proposa même au roi de prendre un jour pour aller au parlement , où elle lui feroit une démission solennelle du pouvoir qu'elle exerçoit en son nom. Mais il persista toujours à l'assurer qu'il étoit très-satisfait de son administration , & que personne ne lui avoit jamais parlé d'elle que dans les termes les plus convenables au respect qui lui étoit dû.

Le sieur de Luynes se joignit au roi pour la détromper. Ses discours furent accompagnés de gestes & de sermens les plus capables de persuader. Elle crut cependant appercevoir dans ses protestations un air d'affectation qui la mit en défiance , & dès-lors elle pensa à faire l'acquisition de quelque souveraineté , où elle pût se retirer en cas qu'elle fut obligée de renoncer au gouvernement du royaume , elle fut même sur le point d'acheter la principauté de la Mirandole.

Hist. de la mere
& du fils.

Lumagne fameux banquier , fut envoyé en Italie pour convenir du prix : mais la cour d'Espagne qui ne vouloit pas absolument que les François eussent un pareil établissement , traversa l'exécution de ce dessein.

Les craintes & les inquiétudes de la reine mere , se renouvelèrent au commencement de la troisieme guerre civile. Quand elle vit tant de princes & de seigneurs ligués contre son

son gouvernement ; elle se douta bien qu'un mécontentement si général serviroit de prétexte au sieur de Luynes pour la perdre dans l'esprit de son fils. Elle dit à Barbin que les affaires étoient si désespérées qu'elle étoit résolue de ne s'en plus mêler , & d'en remettre la conduite entre les mains du roi : mais Barbin lui représenta qu'elle seroit deshonorée dans toute l'Europe , si elle abandonnoit ce jeune prince dans de pareilles circonstances ; qu'il s'agissoit de maintenir l'autorité royale que l'on attaquoit de toutes parts , & de conserver la couronne au roi ; qu'elle ne pouvoit en honneur ni en conscience sacrifier de si grands intérêts à l'amour de son repos , en laissant à un prince jeune & sans expérience , le soin de dissiper une faction si puissante.

La reine mere avoit assez bonne opinion d'elle-même , & assez d'envie de gouverner pour se rendre à ce raisonnement : mais il ne suffisoit pas pour la rassurer contre la crainte que lui inspiroient les vues ambitieuses du sieur de Luynes , & le crédit qu'il avoit sur l'esprit du roi. Elle voulut donc avoir une conversation avec son fils , à qui elle offrit encore de quitter le gouvernement , en présence de Barbin , de Mangot & du sieur de Luynes. Ce dernier prit aussi-tôt la parole pour la supplier d'abandonner un projet si contraire au bien public & à la sûreté de son maître. Peut-être parloit-il sincèrement , parce qu'il craignoit de se charger lui-même du poids des affaires dans un temps si difficile ; peut-être aussi ne vouloit-il pas que la reine mere quittât ainsi le gouvernement par une démission volontaire , qui lui auroit toujours laissé une assez grande autorité sur l'esprit du roi pour balancer la sienne. Il prétendoit l'obliger à une séparation forcée qui lui ôtât toute espérance de gouverner son fils.

La reine mere dit au roi que s'il lui ordonnoit de continuer à le servir , comme elle avoit fait jusques alors , il étoit juste qu'il partageât avec elle la charge du gouvernement :

il devoit commencer par disposer des graces , en donnant les places qui viendroient à vaquer à ceux qui lui seroient agréables ; que si , par exemple , il vouloit récompenser le zele & la fidelité de monsieur de Luynes par de nouveaux bienfaits , il n'avoit qu'à commander , qu'elle se feroit un plaisir de le voir comblé de faveurs de son maître , & que s'il lui

1617.

difoit avec franchise les graces qu'il vouloit accorder à son favori, elle regarderoit cette marque de confiance comme la preuve la plus sûre de la sincerité de son affection.

Luynes feignit d'être fort touché de ce discours. Il vint trouver la reine mere en particulier pour lui en faire des remercimens, qu'il accompagna de mille protestations de reconnoissance, & de promesses réitérées d'être toujours dépendant de ses volontés, & inviolablement attaché à son service. Cependant les entretiens qu'il avoit avec le roi devenoient de jour en jour plus longs & plus fréquens, il ne le quittoit presque pas, & tous les soirs il causoit une heure ou deux au chevet de son lit lorsqu'il étoit couché, en attendant qu'il s'endormît. Luynes avoit quelques amis particuliers qui entroient dans ses vues, & qui avoient aussi le privilège de s'entretenir familièrement avec le roi. C'étoient des gens sans conséquence, & qui faisoient si peu de figure à la cour, que la reine mere n'en eut aucune défiance. L'un nommé Marillac avoit été chassé avec ignominie de la maison du prince de Condé, qui lui fit donner des coups de bâton pour l'avoir trahi. L'autre nommé Tronçon étoit un homme très-peu considéré à la cour. L'autre étoit un simple soldat des gardes nommé Desplan, qui avoit été domestique de Brantes frere de Luynes. Le quatrième enfin qui se nommoit Deagent étoit commis de Barbin.

Memo. du Ro-
han.

Tels furent ceux qui décidèrent alors du sort de la France. Luynes persuadoit au roi que pour connoître la vérité, il devoit plutôt s'en rapporter à leur témoignage qu'à tout ce que pouvoient lui dire ses ministres & les seigneurs de la cour, qui ne lui parloient jamais que par de vûes d'intérêt & d'ambition. La reine mere de son côté ne s'imaginait pas que le roi pût s'entretenir d'autre chose avec de pareilles gens que de ses parties de chasse & de ses autres divertissemens, dont il paroissoit uniquement occupé; les fausses confidences que lui faisoit Deagent contribuerent principalement à la tromper. On le croyoit fidele parcequ'il étoit commis de Barbin. Il faisoit semblant d'éclairer de près les actions du sieur de Luynes, pour en rendre compte à la reine mere, & de lui rapporter tout ce qui se disoit dans les entretiens qu'il avoit avec le roi, & la reine mere rassurée par les

faux rapports de ce fourbe , croyoit que son fils ne disoit pas une parole dont elle ne fût exactement informée.

1617.

Luynes & ses amis n'eurent aucune peine à perdre le maréchal d'Ancre dans l'esprit du roi , qui ne l'avoit jamais aimé. Dès le commencement de la régence trois mois après la mort d'Henri IV. le maréchal s'étoit aperçu de l'aversion naturelle que ce jeune prince avoit pour lui , & il dit alors qu'il tâcheroit de la vaincre par ses services. Il se fit charger par la reine mere de distribuer au roi pendant son enfance, l'argent dont il avoit besoin pour ses divertissemens , afin d'avoir souvent occasion de lui parler : mais il s'apercevoit toujours qu'il n'avoit pas le bonheur de lui plaire , & que tout ce qu'il faisoit pour y réussir étoit mal reçu , il s'en prenoit à Luynes , & l'on prétend qu'il lui dit un jour : *Monsieur de Luynes , le roi me regarde de mauvais œil , vous m'en répondrez* , ne faisant pas reflexion qu'il ne faut jamais menacer un favori , quand on n'a pas le pouvoir de le perdre.

Mem. de la régence.

Additions aux mémoires de Castelnaud, t. 2. p. 457.

On proposa d'abord au roi de faire arrêter le maréchal d'Ancre , & de le mettre entre les mains de la justice. Louis y consentit sans peine : mais Luynes & ses confidens vouloient quelque chose de plus. Ils craignoient que les longueurs d'une procédure criminelle ne donnassent aux amis du maréchal le tems de se reconnoître. Il avoit à ses gages un grand nombre de braves officiers , qui auroient pû entreprendre de lui sauver la vie en poignardant le sieur de Luynes , dans l'espérance que le maréchal délivré d'un si puissant ennemi , ne manqueroit pas de récompenser magnifiquement un si grand service. Pour leur ôter cette idée , il falloit que le maréchal pérît en un instant : mais comme il ne convenoit pas au roi d'ordonner qu'on assassinât un homme de sang froid , on prit une espece de milieu. Ce fut d'obtenir un ordre d'arrêter le maréchal , ou de le tuer *en cas de résistance*. Mais Luynes & ses amis convinrent entre eux que le moindre geste qu'il feroit , & la moindre parole qui lui échapperoit lorsque l'on voudroit l'arrêter , seroit prise pour une résistance qui autoriseroit à le tuer sur le champ. Le roi n'eut aucune part à cette interprétation , & c'est ce qui lui fit dire souvent dans la suite , qu'il n'avoit jamais entendu que l'on dût tuer le maréchal d'Ancre.

Mem. de la régence, p. 245.

1617.

Il étoit encore important pour le sieur de Luynes, que la reine mere fût éloignée de la cour dès qu'une fois on se seroit défait du maréchal d'Ancre. Il est indubitable que si elle y fût restée, elle auroit tâché de regagner les bonnes grâces de son fils, & de perdre les auteurs & les complices du meurtre de son favori : mais il ne fut pas si facile de déterminer le roi à se séparer de sa mere. Il n'y eut point d'artifices que l'on n'employât pour y réussir. On imputoit à son incapacité, & à son aveugle prévention pour la maréchale d'Ancre tous les troubles de l'état. On empoisonnoit toutes les actions de cette princesse. Si elle empêchoit le roi de sortir de Paris pour aller à la chasse, on lui disoit qu'on le retenoit prisonnier dans son propre palais. On alla enfin jusques à lui dire, que sa vie n'étoit pas en sûreté tant qu'il demeureroit sous la tutelle de sa mere, qu'elle aimoit mieux le duc d'Anjou son frere que lui, & qu'elle étoit capable de le faire empoisonner pour mettre la couronne sur la tête de son cadet.

Mem. de Bassompierre, t. 2.

Il n'est pas possible de douter que l'on n'eût cherché à le persuader au roi pour peu que l'on fasse attention à ce que Louis XIII. dit un jour en présence de Bassompierre, quelque temps après que la reine mere se fut retirée à Blois. Ce jeune prince aimoit à sonner du cor. Bassompierre, lui représenta que ce violent exercice étoit capable de nuire à sa santé, & que Charles IX. à force de sonner de cet instrument s'étoit rompu une veine dans le poulmon, qui lui avoit causé la mort. » Vous vous trompez, répliqua le roi. Ce n'est pas là ce qui le fit mourir : mais c'est qu'il se mit mal avec la reine Catherine sa mere à Monceaux, & qu'il la quitta & s'en vint à Meaux. Mais si par la persuasion du maréchal de Retz qui le fit retourner à Monceaux auprès de la reine sa mere, il n'y fût pas revenu, il ne fût pas mort si tôt.

Bassompierre comprit par ce discours les noires idées dont on avoit rempli l'esprit de ce Prince pour le détacher de sa mere. On voit un autre trait dans l'histoire de la mere & du fils, qui montre que pour la lui rendre odieuse, on lui avoit persuadé qu'elle étoit capable d'attenter à sa vie.

Le roi avoit eu le jour de la Toussains de l'année précédente une espèce d'évanouissement, dont il fut incommodé trois ou quatre jours. Le Garde des sceaux du Vair dit à la rei-

ne mere, qu'il étoit à craindre que ce même mal ne lui reprît au printemps. Elle en parla au sieur Herouart premier médecin. Le roi le fut, & Luynes lui fit entendre qu'apaisément on lui préparoit quelque morceau funeste, que l'on différerait de lui donner jusques au printemps. Il en eut une telle frayeur qu'il fut sur le point de quitter la reine mere, & de partir sans elle pour se retirer à Compiègne, où il espéroit, disoit-il, que les princes confédérés viendroient le trouver; & monsieur de Gèvres dépêcha un courrier à Soissons pour le faire savoir au duc de Mayenne.

1617.

Cette nouvelle releva le courage des princes ligués. On écrivit au cardinal de Guise qui étoit à Paris d'en faire des remerciemens au sieur de Luynes, & de lui recommander les intérêts du parti. Luynes chargea la Chesnaie gentilhomme ordinaire du roi son intime ami, de les avertir qu'ils pouvoient compter sur lui. Dès lors il y eut une secrète intelligence entre Luynes & les princes ligués, & il y a toute apparence que le secours qu'ils en attendoient, & l'espérance qu'il leur donnoit sous main de la révolution qui se préparoit, ne contribua pas peu à les opiniâtrer dans leur révolte, malgré les pertes qu'ils faisoient par le succès des armes du roi, & par la supériorité de ses forces.

Hist. de la mere
& du fils.
Mémoires de la
régence.

Luynes qui étoit naturellement timide & soupçonneux se conduisit avec beaucoup de prudence & de précaution. Il ne vouloit rien précipiter, & il différa si long temps l'exécution de ses projets, que lorsqu'ils éclaterent les princes ligués n'avoient plus d'autre parti à prendre que de sortir du royaume, ou de se soumettre à toutes les volontés de la reine mere. On a vu que plusieurs d'entre eux savoient en général que le roi n'étoit pas content du maréchal d'Ancre, & que l'on devoit s'attendre à voir dans peu de temps un grand changement à la cour. Il étoit difficile qu'un secret communiqué à tant de personnes fût si bien gardé, que la reine mere n'en eût aucune connoissance, ou du moins aucun soupçon.

Luynes s'appliqua à la rassurer; non content de lui envoyer Deagent qui ne cessoit de la tromper par de fausses confidences, il en faisoit lui-même. Il vint un jour l'avertir qu'il y avoit des gens qui vouloient engager le roi à se sépa-

Hist. de la mere
& du fils.

1617.

rer d'elle : il ajouta qu'elle ne devoit pas s'en inquiéter parce que son maître avoit trop de confiance en lui pour ne pas lui découvrir les auteurs de ces complots, s'ils osoient lui en parler, & qu'après les services qu'elle lui avoit rendus, il se regarderoit comme le plus ingrat de tous les hommes s'il n'empêchoit pas le roi de les écouter. Une autre fois il lui apprit que monsieur de Lefdiguieres avoit écrit au roi pour lui offrir toutes les troupes qu'il commandoit, s'il en avoit besoin pour se mettre hors de tutelle, & pour se tirer des mains de sa mere.

Le bruit s'étant répandu que le roi n'étoit pas content d'elle, il vint la trouver avec Tronçon & Marillac & lui protesta que ce bruit n'avoit pas le moindre fondement. Il l'assura qu'il ne se passeroit rien chez le roi, dont elle ne fût la première informée, ajoutant qu'il avoit amené avec lui ses deux plus intimes amis, pour être garants de ses promesses, & pour le couvrir de honte à la face de l'univers, s'il étoit assez perfide pour les violer. Dans le même temps il faisoit proposer au maréchal d'Ancre de lui donner en mariage une de ses nièces qu'il avoit à Florence, & peut-être que le maréchal y auroit consenti si sa femme ne s'y étoit opposée, dans la crainte que son mari se voyant appuyé auprès du roi par cette alliance ne voulût plus dépendre d'elle.

Luynes feignant toujours de vouloir s'unir avec les principaux confidens de la reine mere, parut désirer qu'une des nièces de Barbin épousât le sieur de Brantes son frere. Barbin représenta que sa nièce étoit sans biens, & que Brantes n'étoit pas plus riche qu'elle. Luynes répondit que le roi qui vouloit ce mariage auroit soin de leur fortune. Barbin y auroit volontiers consenti, & l'évêque de Luçon le lui conseilloit : mais il ne put jamais se résoudre d'en parler à la reine mere, prévoyant que le maréchal d'Ancre & sa femme ne manqueroient pas de l'accuser d'abandonner celle qui l'avoit élevée pour chercher un autre appui.

Il est impossible de savoir ce qui se passoit alors dans le cœur du sieur de Luynes. Peut-être ne proposoit-il de s'allier avec les confidens de la reine mere, que pour les empêcher de croire qu'il pensât à s'élever sur leurs ruines : peut-être aussi qu'effrayé dans certains momens de l'entreprise

qu'il meditoit, recherchoit-il sincerement leur alliance, pour jouir paisiblement à l'ombre de leur crédit de la faveur de son maître. Quoi qu'il en soit, la reine mere ne fut pas tellement la dupe de ses artifices, qu'elle ne pensât sérieusement à se mettre à couvert de l'orage dont elle étoit menacée.

1617.

Ces bruits sourds qui précèdent presque toujours les événemens extraordinaires, se faisoient entendre de toutes parts. (a) L'évêque de Carcassonne qui se trouvoit alors à la cour avec les députés des états de Languedoc, lui déclara que dans la situation présente des affaires, il falloit absolument qu'elle renvoyât le maréchal d'Ancre & sa femme.

Bassompierre lui dit un jour : » Madame il me semble que » vous ne songez pas assez à vous, & qu'un de ces jours on » vous tirera le roi de dessous l'aile. On l'anime contre vos » créatures premièrement, & puis ensuite on l'anime contre vous. Votre autorité n'est que précaire, elle cessera dès » que le roi ne le voudra plus, & l'on l'indura pié à pié à » ne le plus vouloir. Si le roi s'en étoit allé un de ces jours » à Saint-Germain, & qu'il nous eût dit à monsieur d'Epernon & à moi de ne vous plus reconnoître ; nous sommes » vos très-humbles serviteurs : mais nous ne pourrions faire » autre chose que de venir prendre congé de vous.... Jugez, madame, ce que pourroient faire les autres officiers, » & comme vous demeurerez les mains vuides après une telle » administration.

Mem. de Bassomp.
t. 1, p. 2.

Bassompierre ne dit point ce que la reine mere lui répondit. Peut-être ne voulut-elle pas lui découvrir ses véritables sentimens. Il est certain qu'il y avoit long-temps qu'elle faisoit toutes ces réflexions, & n'ayant pû acheter le duché de la Mirandole, elle fit proposer au pape Paul V. de lui vendre l'usufruit du duché de Ferrare sa vie durant. Le maréchal d'Ancre de son côté pensoit à prendre l'ambassade de Rome, ou à faire l'acquisition de la principauté de Montbelliard : mais la révolution qui arriva lorsqu'ils s'y attendoient le moins, ne leur laissa pas le temps d'exécuter aucun de ces projets.

Hist. de la reine & du fils.

Mem. de la régence, p. 245.

Lorsque Luynes crut appercevoir que le roi étoit bien affermi dans les résolutions qu'il lui avoit inspirées, il songea

(a) Christophe de l'Érang.

1617.
Hist. de la me-
re & du fils.

à chercher un homme qui voulût se charger de tuer le maréchal d'Ancre. Il jeta les yeux sur Nicolas de l'Hôpital baron de Vitry capitaine des gardes du corps qui passoit pour un homme courageux, & capable de tout entreprendre pour faire sa fortune. Il faisoit profession de haïr & de mépriser le maréchal d'Ancre, & il affectoit même de ne le point saluer. Ce maréchal le craignoit, & lorsqu'il fut fait capitaine des gardes à la place de son pere, Conchine avoit dit, *il ne me plaît point que ce Vitry soit maître du Louvre*. Il le regardoit comme un homme capable d'un coup hardi, & il en parloit souvent conformément à cette idée.

Luynes commença d'abord par engager le roi à faire des caresses extraordinaires au Baron de Vitry. Il lui disoit souvent que le roi avoit en lui une confiance particulière, & que loin de chercher à détruire la bonne opinion que sa majesté avoit de lui, il étoit résolu de le servir auprès d'elle, comme s'il eût été son propre frere. Vitry reçut ces offres de service avec de grandes marques de reconnoissance. Quelques jours après Luynes l'avertit, que le roi lui avoit dit en particulier, qu'il regardoit Vitry comme un homme sûr, à qui l'on pouvoit confier les plus grandes entreprises, & qu'il s'y fieroit sur sa vie. Vitry le pria d'assurer le roi qu'il ne se trompoit pas dans l'opinion avantageuse qu'il avoit conçue de sa fidélité, qu'il pouvoit y compter en toute occasion, & qu'il n'y avoit rien qu'il ne fît dès qu'il s'agiroit de la lui témoigner.

Peu de temps après Luynes lui raconta qu'il avoit rapporté au roi toutes les protestations d'attachement & de fidélité; qu'il l'avoit chargé de faire en son nom, que le roi en avoit paru fort satisfait, & que pour ne pas différer à mettre ses sentimens à l'épreuve, il lui avoit ordonné de le voir pour lui faire promettre avec serment de ne parler à qui que ce pût être au monde, d'une affaire que l'on vouloit lui confier, & en même temps pour savoir de lui s'il étoit véritablement résolu d'exécuter tout ce qui lui seroit commandé de la part du roi. Vitry ne balança pas à faire le serment qu'on lui demandoit, & à prendre à l'égard des ordres du roi l'engagement le plus général & le plus absolu.

Alors Luynes qui ne vouloit pas avoir une longue conversation

tation avec Vitry dans la crainte de donner quelque soupçon, lui dit qu'il n'avoit qu'à se rendre la nuit aux Tuileries à une heure qu'il lui marqua, qu'il y trouveroit des gens que le roi avoit chargés de lui faire savoir ses intentions, & qu'il devoit écouter tout ce qu'ils lui diroient, comme s'il l'entendoit de la propre bouche de sa majesté.

1617.

Vitry se rendit aux Tuileries à l'heure qu'on lui avoit indiquée, il y trouva Tronçon, Marillac & Deagent, avec un jardinier du château, & il disoit depuis que jamais homme n'avoit été plus étonné qu'il le fut, quand il vit que l'on avoit choisi de pareilles gens pour lui déclarer les plus secrètes intentions du roi.

Ils lui expliquèrent tout le plan que l'on avoit formé de concert avec le roi pour perdre le maréchal d'Ancre, & pour éloigner la reine mere. Ils lui firent entendre à quel point le roi desiroit d'en être délivré, & lui promirent de sa part le bâton de maréchal de France, s'il venoit à bout d'arrêter Conchine viv ou mort. Ils lui apprirent l'interprétation qu'il falloit donner aux volontés du roi, en supposant que le maréchal d'Ancre s'étoit mis en défense afin d'être autorisé à le tuer sur le champ. Il lui nommerent tous ceux qui étoient dans le secret; il fut surpris de leur nombre: mais l'espérance d'une grande fortune, les engagemens qu'il avoit déjà pris, & le desir de plaire à un jeune roi le déterminèrent à entrer dans le complot, & à prendre incessamment les mesures nécessaires pour le faire réussir. Il commença par s'assurer de quelques parens & amis, & d'un certain nombre de gentilshommes, & de gardes affidés qui lui promirent de le seconder.

Les principaux étoient du Hallier son frere, Persan son beau-frere, Bournonville beau-frere de Persan, un gentilhomme nommé Guichaumont & Rigaud exempt des gardes du corps. Tous convinrent qu'ils viendroient au Louvre avec des pistolets cachés sous leurs manteaux prêts à tirer sur le maréchal au premier signal. Plusieurs jours se passerent sans qu'ils pussent trouver un moment favorable pour l'exécution de leur dessein, soit parce que le maréchal ne sortoit point de chez lui, soit parce que ceux qui devoient faire le coup ne se trouvoient point rassemblés quand il arrivoit au Louvre. Jean-Baptiste d'Ornano colonel des gardes Corfès, qui

Vie mss. du maréchal d'Ornano.

1617.

fut depuis maréchal de France, étant venu prendre congé du roi avant que de se rendre à Bourdeaux où il devoit aller, trouva ce jeune prince enfermé avec ses favoris dans la petite galerie du Louvre. On lui confia le dessein que l'on avoit de faire assassiner le maréchal d'Ancre quand il seroit dans le cabinet des livres. D'Ornano représenta qu'il ne convenoit pas de faire mourir un homme dans le Louvre, & moins encore dans un des cabinets du roi; que le palais du prince étoit une demeure sacrée, où l'on ne devoit jamais répandre le sang humain; & que s'il arrivoit que le maréchal d'Ancre fût assassiné dans la maison du roi, cette indignité feroit un tort irréparable à la gloire de sa majesté, & seroit universellement blâmée dans toute l'Europe. On ne fait si ce discours fit changer la résolution qu'on avoit prise d'attendre que le maréchal d'Ancre fût dans le cabinet des livres pour l'assassiner: mais on ne changea certainement pas le dessein de le faire tuer dans le Louvre. Il y vint le 23 Avril, pendant que le roi étoit à la messe aux Feuillans. Luynes qui l'accompagnoit en fut aussi-tôt averti: mais il fallut attendre que la messe fût finie, & pendant que le roi rentroit au Louvre par une porte, le maréchal d'Ancre en sortit par une autre.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

Le lendemain 24 du même mois il y arriva sur les six heures du matin, c'étoit l'heure où il y venoit ordinairement pour attendre dans la chambre de sa femme que la reine mere fût éveillée. Vitry avoit placé un garde du corps à la porte du Louvre pour voir quand le maréchal sortiroit de la maison qu'il avoit proche ce palais, avec ordre de venir aussi-tôt l'avertir à la porte du grand cabinet du roi où il l'attendoit. Le garde n'eut pas plutôt apperçu le maréchal qui s'approchoit du Louvre, qu'il courut en donner avis à son capitaine. Vitry partit sur le champ avec une extrême promptitude, & prenant avec lui en passant tous ceux qui l'attendoient dans la cour, il fit une telle diligence qu'il trouva encore le maréchal sur le petit pont, qui lisoit une lettre; & comme Vitry étoit fort vif, il seroit peut-être passé sans le voir, si du Hallier qui suivoit immédiatement son frere ne lui eût dit: *Monsieur, voilà monsieur le maréchal. Où est-il*, reprit monsieur de Vitry? *Tenez, le voilà*, lui dit Guichaumont, & en

même-temps il tira son pistolet, & lui donna le premier coup, les autres tirèrent aussi : mais on a toujours cru que Guichamont l'avoit tué, parce qu'il tomba dès qu'il l'eut frappé ; d'autres disent que Vitry s'approchant de lui, le prit d'une main par le bras, & que levant de l'autre son bâton de commandement, il lui déclara qu'il avoit ordre du roi de l'arrêter. *Moi prisonnier*, reprit le maréchal, en faisant un pas en arriere, & au même instant on lui tira trois coups de pistolet ; l'un dans la tête, l'autre dans le cœur, & l'autre dans le ventre. On remarqua que de plus de trente gentilshommes qui l'accompagnoient, aucun d'eux ne mit l'épée à la main, excepté Saint-Georges, qui fut depuis capitaine des gardes du cardinal de Richelieu : mais voyant que tous les autres l'abandonnoient, & ne songeoient qu'à se retirer, il suivit leur exemple.

Tous les historiens du temps s'accordent sur ce fait : mais chacun d'eux y ajoute des circonstances différentes. Plusieurs disent, que le maréchal se voyant attaqué, fit mine de vouloir tirer son épée pour se défendre : mais monsieur de Brienne assure dans ses mémoires, *qu'aucun de ceux qui en pouvoient rendre témoignage n'en étoit convenu en particulier.*

Memoires de
Brienne, t. 1.

Dès que le coup fut fait, Vitry & ceux qui l'accompagnoient se mirent à crier : *Vive le Roi.* Aussi-tôt le roi parut à la fenêtre, & leur ôta son chapeau avec un air de satisfaction. Quelques-uns disent que ceux qui étoient alors auprès du roi leur crièrent, *le roi vous remercie.* Le corps du maréchal fut mis dans la salle des portiers. Un diamant de grand prix qu'il avoit au doigt, & son écharpe qui étoit magnifique eurent bientôt disparu. On trouva dans ses poches des billets sur les sieurs Camus & Feydeau, & sur d'autres riches particuliers pour la somme de dix-neuf cents mille livres. Ces papiers furent mis en réserve. Lorsqu'on l'eut dépouillé de ce qu'il avoit de plus précieux, on porta son corps dans le petit jeu de paume du Louvre, qui ne servoit alors qu'à ferrer des marbres. Il y demeura jusqu'à neuf heures du soir.

Mercurc Fran-
çois, t. 4.

Vitry monta dans la chambre du roi & lui dit, que n'ayant pu prendre le maréchal vif, on avoit été obligé de le tuer. Il se transporta ensuite dans l'appartement de la maréchale d'Ancre, qui n'étoit pas éloigné de celui de la reine mere.

1617.

Il l'arrêta prisonniere. On commença par mettre la main sur tout ce qu'elle avoit de précieux en or, en bijoux & en pierrieres. Celles de la couronne qu'elle portoit sur elle furent mises à part. Quand elle voulut s'habiller, elle s'aperçut qu'on lui avoit pris jusqu'à ses bas. Elle fut obligée d'envoyer demander de l'argent à son fils, qui étoit un enfant de douze ans. Il avoit sur lui quelques pieces de monnoie qu'il fit tenir à sa mere, qui s'en servit pour acheter des bas de toile. Elle fut conduite dans la même chambre où l'on avoit d'abord enfermé le prince de Condé.

La reine mere ne tarda pas à être instruite de la mort du maréchal d'Ancre, qui la surprit extrêmement. Elle comprit alors que toute son autorité étoit perdue. *J'ai regné sept ans,* dit-elle, *il ne faut plus penser qu'à la couronne du Ciel.* Dans le temps qu'elle étoit le plus troublée, quelqu'un vint lui dire imprudemment, qu'on ne savoit comment annoncer une si triste nouvelle à la maréchale d'Ancre, & on lui demanda si elle vouloit bien se charger de la lui apprendre elle-même. Ce discours lui fit perdre patience. *J'ai bien autre chose à faire présentement,* dit-elle : *si on ne peut dire à la maréchale que son mari est tué, il faut le lui chanter aux oreilles; qu'on ne me parle plus de ces gens-là : je leur avois dit il y a longtemps, qu'ils feroient bien de s'en retourner en Italie.*

Elle racontoit ensuite, qu'un jour qu'elle pressoit le maréchal d'Ancre de se retirer promptement, il lui avoit répondu : *Pourquoi, madame, le roi me fait meilleur visage que jamais; & qu'elle lui avoit répliqué : Ne vous y fiez pas, le roi ne dit pas tout ce qu'il pense.*

Elle désiroit extrêmement d'avoir un entretien avec son fils; elle chargea le sieur de Bressieux son premier écuyer, de l'aller trouver pour le supplier avec les plus vives instances, d'accorder cette consolation à sa mere. Le roi répondit au sieur de Bressieux, qu'il avoit trop d'affaires dans le moment présent, & qu'il la verroit une autre fois; que du reste il pouvoit l'assurer de sa part, qu'il auroit toujours pour elle les sentimens d'un bon fils. Il ajouta que Dieu l'ayant fait naître roi, il vouloit gouverner lui-même son royaume, qu'il étoit à propos que la reine mere n'eût point d'autres gardes que les siens, & il chargea Bressieux de lui faire bien enten-

dre ses intentions. Un instant après Vitry vint lui ôter tous ses gardes, & il mit à leur place des gardes du roi.

1617.

La reine mere ne se rebuta pas, elle renvoya Bressieux pour faire de nouvelles instances auprès du roi: mais dès que Louis l'apperçut, il lui fit dire que s'il venoit encore lui parler pour la reine mere, il pouvoit s'en retourner, & qu'il n'avoit rien à lui dire, si ce n'est qu'on en useroit bien avec elle. Malgré la secheresse de cette réponse, la reine mere renvoya encore Bressieux pour faire une troisième tentative: mais il fut si mal reçu, que Marie de Medicis dut perdre toute espérance d'obtenir la grace qu'elle demandoit. Le roi fit dire à Bressieux, qu'on le mettroit en prison s'il revenoit encore. La princesse de Conti voyant l'affliction de la reine mere à qui elle étoit fort attachée, entreprit de vaincre l'obstination du roi, & de procurer à cette princesse l'entrevue qu'elle désiroit. Elle fit appeller Luynes, & le conjura de parler lui-même au roi pour le déterminer à voir sa mere: mais elle eut beau employer tout ce qu'elle avoit d'adresse & d'insinuation dans l'esprit pour l'y engager, personne n'étoit plus éloigné que lui de parler au roi en faveur de la reine mere. La princesse de Conti désespérant de réussir par ce côté-là, se servit d'une autre voie pour faire passer jusques au roi les desirs de sa mere: mais Louis fut toujours inflexible. Enfin la princesse de Conti lui fit demander une audience pour elle-même. Il répondit qu'il la verroit volontiers, pourvu qu'elle ne vînt point de la part d'une autre; sur quoi elle prit le parti d'aller voir le roi sans lui dire un seul mot de la reine mere. La jeune reine, le duc d'Anjou frere du roi, les deux dames de France ses sœurs, & les princesses du sang demanderent inutilement la permission de la voir. L'ambassadeur d'Espagne étant venu au Louvre, crut pouvoir entrer comme à l'ordinaire dans son appartement; mais Vitry l'arrêta en lui disant: *Où allez-vous, monsieur, on ne va plus-là; c'est au roi que vous devez aller faire vos complimens.*

Tandis que l'infortunée Marie de Medicis étoit retenue prisonniere dans son appartement, tout retentissoit dans celui du roi de louanges & d'acclamations; les courtisans s'y rendoient en foule, & l'on fut obligé de mettre ce jeune prince sur un billard, afin qu'il fût plus à portée de voir ceux qui

1617.

venaient lui rendre hommage, & d'en être vû. Il disoit aux uns qu'il avoit été obligé de ne s'occuper pendant six ans, qu'à des jeux pueriles qui ne lui convenoient pas : mais qu'il alloit être roi ; aux autres, qu'il ne seroit pas si embarrassé qu'ils se l'imaginoient, & qu'il avoit eu beaucoup plus de peine à faire l'enfant, qu'il n'en auroit à gouverner son royaume.

Hist. de la mere
& du fils.

Les anciens ministres d'état furent rappelés, Villeroi & Jeannin arriverent les premiers. Le roi leur fit mille caresses. L'évêque de Luçon étoit en Sorbonne, lorsqu'il apprit la mort du maréchal d'Ancre par un docteur qui revenoit du palais. Il accourut au Louvre, & rencontra en chemin le sieur du Tremblay, qui lui dit que le roi le faisoit chercher. Quand il fut proche du Louvre, on lui vint dire que Mangot & Barbin étoient tous deux chez le sieur de Bressieux. Il y monta, & ils délibérèrent ensemble sur la conduite qu'ils devoient tenir dans une conjoncture si délicate. Toutes les nouvelles qu'ils recevoient à chaque instant leur annonçoient une prochaine disgrâce : mais tous s'accordoient à dire qu'on en vouloit sur-tout à Barbin. Il fut résolu entre eux que l'évêque de Luçon iroit d'abord seul au Louvre, & qu'ensuite il leur feroit savoir ce qu'ils avoient à espérer ou à craindre.

Richelieu avoit toujours entretenu quelque liaison avec le sieur de Luynes ; il le faisoit avertir sous main par Pont-Courlai son beau-frère, des mécontentemens particuliers qu'il avoit du maréchal d'Ancre. Lorsqu'il entra dans l'appartement du roi, ce prince étoit encore élevé sur son billard. La plupart des historiens du temps assurent que le roi ne l'eut pas plutôt aperçu qu'il lui dit : *Eh bien, monsieur de Luçon, me voilà délivré de votre tyrannie.* On lit au contraire dans l'histoire de la mere & du fils, que le roi l'appella pour lui dire : « Monsieur de Luçon, je sai que vous n'avez » eu aucune part aux mauvais conseils du maréchal d'Ancre, » & que vous m'avez toujours aimé ; ainsi, je suis résolu de » vous bien traiter.

Luynes qui étoit alors auprès du roi, prit ensuite la parole & dit tout haut, que le roi n'ignoroit pas que l'évêque de Luçon s'étoit brouillé souvent avec le maréchal d'Ancre, pour divers sujets qui intéressoient la personne de sa majesté,

& qu'il avoit demandé plus d'une fois à la reine mere la permission de se retirer , parce qu'il ne pouvoit vivre avec le maréchal.

1617.

L'évêque répondit , qu'à la vérité , il avoit toujours désapprouvé la conduite du maréchal d'Ancre ; mais qu'il lui devoit la justice de dire qu'il n'avoit jamais fû qu'il eût aucune mauvaise volonté contre la personne du roi , ni aucun dessein qui allât directement contre son service ; que s'il en avoit eu , ils ne lui avoient pas été connus. Qu'à l'égard de la reine mere il n'avoit qu'à se louer de ses bontés , & que s'il lui avoit demandé son congé , c'étoit uniquement pour n'être pas en butte aux soupçons & aux calomnies du maréchal d'Ancre ; qu'au reste , Mangot & Barbin avoient toujours été dans les mêmes sentimens que lui.

Il s'approcha ensuite du sieur de Luynes pour lui parler en particulier : il en reçut mille marques d'amitié auxquelles il répondit par de grandes protestations de reconnoissance & d'attachement. Il osa même le solliciter en faveur de Barbin dont il vanta fort les bonnes qualités : mais Luynes témoigna par ses gestes & par l'air de son visage , que ce discours ne lui plaisoit pas. L'évêque ne laissa pas de lui dire qu'il seroit loué de tout le monde , s'il épargnoit à Barbin des désagréemens qu'il n'avoit pas mérités. *Au nom de Dieu* , dit Luynes , *ne vous mêlez pas de parler pour lui , le roi le trouveroit tres-mauvais : mais allez vous-en au lieu où sont assemblés messieurs du conseil , afin que chacun voye la différence que le roi met entre ceux qui vous ressemblent , & les autres ministres qui étoient employés dans les affaires avec vous.* Il ajouta ensuite : *Il faut que quelqu'un vous y conduise , car autrement on ne vous laisseroit pas entrer.* Alors il appella le sieur de Vignoles qu'il chargea d'accompagner l'évêque de Luçon , & de dire à messieurs du conseil , que le roi lui avoit commandé d'y assister , & que sa majesté vouloit qu'il y fût admis.

Richelieu délibéra en lui-même , s'il accepteroit cet honneur. Il prévoyoit qu'on ne manqueroit pas de dire , qu'une pareille grace ne pouvoit être que la récompense de quelque trahison : mais comme il se croyoit sûr d'effacer entierement ces indignes soupçons , par la conduite qu'il étoit résolu de tenir à l'égard de la reine mere , il ne crut pas devoir négli-

1617.

ger ce moment de faveur que la fortune sembloit lui avoir réservé.

Avant que de prendre congé du sieur de Luynes, il lui demanda s'il n'auroit pas la permission de voir la reine mere, en l'assurant que si on la lui accordoit, il ne se serviroit du crédit qu'il avoit sur son esprit, que pour lui inspirer une soumission plus parfaite aux volontés du roi. Luynes répondit, qu'il n'étoit pas encore temps de penser à obtenir cette permission : mais que si on l'accordoit à d'autres, il se souviendrait de la demande qu'il venoit de lui faire.

L'évêque de Luçon le quitta ensuite pour aller au conseil.

Lorsque le sieur de Vignoles fut entré dans la salle où le conseil étoit assemblé, pour dire que l'intention du roi étoit que l'on y admît l'évêque de Luçon, monsieur de Villeroi demanda, en quelle qualité il prétendoit y assister. Il proposoit cette difficulté pour faire entendre, qu'étant rentré dans l'exercice de sa charge conjointement avec le sieur de Puisieux (a) qui venoit d'être rappelé à la cour comme lui; il ne regardoit plus l'évêque de Luçon comme secrétaire d'état. D'ailleurs, la presséance que Richelieu avoit eue jusques alors dans le conseil n'étoit pas tellement établie, que l'on ne fût très-disposé à la lui disputer (b). Vignoles fit part à l'évêque de Luçon de la question que lui avoit fait monsieur de Villeroi, à laquelle il ne savoit que répondre. L'évêque le pria de dire, que s'il se présentoit encore au conseil, c'étoit uniquement pour obéir au commandement du roi, sans aucun dessein d'y conserver le rang qu'il y avoit eu jusques alors, non plus que la charge de secrétaire d'état, dont le roi l'avoit honoré. Cette réponse ayant calmé les inquiétudes du sieur de Villeroi, l'évêque de Luçon entra au conseil : mais il ne fit que s'y montrer, & ne prit aucune part aux délibérations. Il se mit à causer avec diverses personnes qui n'en étoient pas plus occupées que lui, & après y avoir été assez de temps pour dire qu'il y avoit assisté, il se retira sans avoir donné son avis.

On travailloit dans ce conseil à dresser la lettre que le roi

(a) Puisieux avoit épousé la petite fille de monsieur de Villeroi.

(b) Le brevet qui la lui accordoit fut

révoqué quatre mois après par un brevet contraire, daté du 20 Août 1617.

devoit envoyer à tous les gouverneurs de province , pour leur annoncer la mort du maréchal d'Ancre. Deagent en avoit fait un modele qui fut lû & approuvé.

1617.

Mercuré Fran-
çois, t. 4.

On y faisoit dire au roi , que *le maréchal d'Ancre & sa femme abusant de son bas âge , & du pouvoir qu'ils s'étoient acquis de longue main sur l'esprit de la reine sa mere , avoient projeté d'usurper toute l'autorité ; en sorte , qu'il ne lui étoit resté jusques ici , que le seul nom de roi , & que ç'eût été un crime capital à ses officiers & sujets , de le voir en particulier & de l'entretenir de quelque discours sérieux.*

Le roi racontoit ensuite , que le maréchal d'Ancre étant allé en Normandie pour y faire un long séjour , fut averti que sa majesté vouloit prendre connoissance de ses affaires & les conduire elle-même , sans quoi le royaume étoit menacé d'une *entiere subversion* ; que sur cet avis , il étoit revenu promptement à la cour pour s'opposer à ce dessein , par des moyens que *l'on aime mieux taire que publier* : Qu'alors le roi ayant pris la résolution de s'assurer de la personne dudit maréchal , avoit commandé au sieur de Vitry capitaine de ses gardes , de l'arrêter prisonnier ; mais que le maréchal d'Ancre étant *extrêmement accompagné* , à son ordinaire , ayant voulu faire *résistance avec ceux de sa suite* , il se seroit tiré quelques coups d'aucuns desquels il auroit été porté mort par terre. On s'exprimoit ainsi , pour empêcher que la mort du maréchal d'Ancre ne fût regardée comme un assassinat prémédité , & l'on eut soin de ménager tellement les termes , qu'elle ne put être attribuée qu'à la résistance qu'il avoit voulu faire avec ceux de sa suite , à l'exécution des ordres du roi. On y parle des coups qui furent tirés d'une maniere confuse , & qui donne lieu de douter , si l'on en tira de part & d'autre : quoi-qu'il soit constant que les gens qui accompagnoient le maréchal ne tirèrent pas un seul coup.

L'évêque de Luçon rencontra en sortant du Louvre , le garde des sceaux Mangot , qui montoit chez le roi. Ce magistrat fut obligé de rester dans l'anti-chambre , où Luynes vint lui demander les sceaux. Il les rendit , & l'on lui permit de se retirer chez lui.

Barbin fut traité avec plus de rigueur. En venant au Lou-

1617.

vre, il rencontra un exempt des gardes du corps avec deux archers, qui le ramenerent chez lui au cloître Saint-Germain l'Auxerrois. A peine y fut-il arrivé, qu'il vit entrer Castille intendant des finances, & Aubry maître des requêtes & président du grand conseil, qui venoient faire l'inventaire de ses papiers. Il fut gardé quelques jours dans sa maison, d'où on le conduisit au Fort-l'Evêque, & ensuite à la Bastille.

On arrêta pareillement le fils du maréchal d'Ancre, que l'on appelloit le comte de la Pêne, c'est le nom d'une illustre famille d'Italie, dont le maréchal son pere prétendoit descendre. Les soldats qui le firent prisonnier, commencerent par lui prendre son manteau & son chapeau; il parut extrêmement sensible à cet affront. On eut pitié de son sort, il n'avoit que douze ans, & n'avoit pas eu le temps d'être coupable. Le sieur de Fiesque (a) se chargea de le garder dans une chambre du Louvre. La jeune reine lui envoya des confitures, & le fit même venir dans son appartement pour le consoler. Il avoit la réputation de danser avec beaucoup de grace. Elle eut l'imprudence d'exiger qu'il dansât devant elle. Il le fit par obéissance; mais en laissant appercevoir toute la peine qu'il avoit à vaincre sa douleur, pour donner à cette princesse une satisfaction si déplacée.

Le corps du maréchal d'Ancre demeura jusqu'au soir dans le petit jeu de paume du Louvre. On consulta les députés du parlement qui étoient venus complimenter, le roi pour savoir s'il n'étoit pas à propos de faire quelque procédure juridique contre sa mémoire, & de condamner son corps à être porté au gibet. Les députés répondirent qu'il étoit plus digne de la clémence du roi de laisser mettre en terre ce malheureux cadavre, & qu'à l'égard de la mort du maréchal, le commandement absolu du roi suppléoit au défaut de formalités. Ainsi le corps du maréchal fut porté à Saint-Germain l'Auxerrois sur les neuf heures du soir. On l'avoit enseveli dans un méchant drap, & il n'y eut à son enterrement que le prêtre & son clerc, à qui l'on ne permit pas de chanter. Le maréchal fut enterré sous l'orgue, & afin de cacher au peuple le lieu de sa sépulture, dans la crainte qu'on ne vînt le dé-

(a) C'étoit un bâtard de la maison de Fiesque.

terrer, on mit la bierre vuide par-dessus le corps, & on eut soin de raccommo-der le pavé de façon qu'il ne parût pas que l'on eût fait aucune fosse en cet endroit.

1617.

Le même jour Vitry fut fait maréchal de France, & le roi lui donna deux cents mille francs pour sa charge de capitaine des gardes, qui fut accordée à du Hallier son frere. Les maréchaux de France croyoient en ce temps-là que cette place étoit au-dessous d'eux.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

La nouvelle de la mort du maréchal d'Ancre fut portée à Soissons, par un courrier que le cardinal de Guise envoya au duc de Mayenne. On ne la savoit pas encore dans l'armée du comte d'Auvergne.

Le marquis de Fontenai-Mareuil étant à la tranchée, entendit sur le minuit un homme qui crioit de toute sa force sur le bastion de Saint-Marc, que l'on vouloit attaquer : *Messieurs retirez-vous, la guerre est finie. Le maréchal d'Ancre votre maître est mort, le roi notre maître l'a fait tuer.* Il repeta plusieurs fois les mêmes paroles, le marquis s'en moqua : mais Arnaud mestre de camp des carabins qui étoit auprès de lui, & qui comptoit sur la protection du maréchal d'Ancre, en fut fort alarmé. Cependant on ne fut véritablement instruit de cet événement dans l'armée royale, qu'à l'arrivée d'un commis du président Chevry, qui étoit parti de Paris pour venir annoncer cette nouvelle à son maître. Le lendemain, Tavannes apporta un ordre au comte d'Auvergne de cesser les hostilités, & le duc de Mayenne fit partir le comte de la Suze pour aller présenter au roi les clés de la ville de Soissons.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

La haine du peuple de Paris ne put être assouvie par la mort du maréchal d'Ancre. Son corps ne reposa qu'une seule nuit dans la terre. On fut le lieu de sa sépulture, & dès le lendemain quelques gens de la lie du peuple, ou appestés par ses ennemis, ou conduits par leur propre fureur, s'attrouperent dans l'église de Saint-Germain l'Auxerrois. Ils prirent le temps que les prêtres en étoient sortis pour la procession qui se fait tous les ans le jour de saint Marc. Ils leverent la tombe, & se mirent à creuser la terre : mais ne trouvant qu'une bierre vuide, ils crurent d'abord qu'on les avoit trompés ; d'autres mieux instruits les avertirent, qu'ils trouveroient le corps du maréchal sous cette bierre. Ils le déterrerent & le

Mercur. Franç.
1617, t. 4.

1617,

Hist. de la mere & du fils.

promenerent par les rues, en le frappant à grands coups de bâton, & en criant: *Vive le Roi*. On le pendit à une des potences qu'il avoit fait dresser lui-même. On coupa sa chair en morceaux; on lui arracha le cœur; on alluma un grand feu pour le brûler, & ces mêmes potences lui servirent de bucher. Enfin, on jetta ses cendres & les restes de ses os dans la rivière.

L'évêque de Luçon étant monté en carrosse pour aller chez le nonce, se trouva par hasard au milieu de cette populace. Son cocher prit querelle avec un de ces furieux. L'évêque craignit en ce moment d'être reconnu pour un des partisans du maréchal d'Ancre: & pour leur ôter cette idée il gronda son cocher, il appella ceux qui brûloient le corps du maréchal, *bons serviteurs du roi*, & il fit semblant de témoigner sa joie en criant de toute sa force, *vive le roi*.

L'archevêque de Tours frere de la maréchale d'Ancre, qui étoit logé au Collège de Marmoutiers se cacha dans un couvent. On l'obligea peu de jours après de se démettre de son archevêché & de son abbaye de Marmoutiers, en rétenuant mille écus de pension sur ces deux bénéfices; trop heureux d'obtenir à cette condition la liberté de sortir du royaume.

Lettre du roi à la reine mere, datée du 30 Nov. 1622.

Mss de monsieur de Tronçon secrétaire du cabinet, dans la bibliothèque du séminaire de saint Sulpice.

Le jeune comte de la Pene fut conduit au château de Nantes, où il demeura cinq ans prisonnier. La reine mere n'obtint sa liberté que sur la fin de l'année 1622. Il eut ordre de sortir du royaume, & il se retira à Florence, où il mourut de la peste en 1631. Il y jouissoit encore de quatorze mille écus de rente qu'il avoit recueillis des débris de la fortune de son pere.

Le maréchal d'Etrées dans ses mémoires de la régence paroît étonné des excès auxquels on se porta à l'égard du maréchal d'Ancre & de sa famille. « Quand je fais reflexion, » dit-il, sur les circonstances de la mort du maréchal d'Ancre, je ne la puis attribuer qu'à sa mauvaise destinée, ayant été conseillé par un homme qui avoit les inclinations fort douces; & comme il étoit lui-même *naturellement bienfaisant*, & qu'il avoit *désobligé peu de personnes*, il falloit que ce fût son étoile, ou la nature des affaires qui eussent fait soulever tant du monde contre lui. » Ainsi parloit un hom-

me dont le témoignage est d'autant moins suspect, qu'il s'étoit jetté dans le parti des princes. Il avoit donc eu part à cette multitude de libelles, de déclarations & de remontrances, où l'on représentoit le maréchal d'Ancre, comme un tyran, un ennemi de la France, un monstre digne de l'exécration publique. Il les avoit avoués; & comme il étoit certainement un des meilleurs écrivains de la faction, peut-être y avoit-il travaillé lui-même. Les excès qui causoient sa surprise n'étoient-ils pas son ouvrage?

1617.

La reine mere étoit toujours retenue dans son appartement, sans avoir la liberté de voir le roi. On coupa le pont qui conduisoit à son jardin, & on mura une porte de derriere afin que l'on ne pût entrer chez elle que par un seul endroit. Elle logeoit immédiatement au-dessous du roi. On imagina que pour se venger elle auroit pu cacher des caques de poudre, pour faire sauter l'appartement de ce prince, & l'on eut la cruauté de visiter ses chambres & ses cabinets, pour voir s'il n'y avoit rien qui pût autoriser ce soupçon. On vouloit la contraindre à force d'insultes & de mauvais traitemens, à demander elle-même la permission de s'éloigner de la cour; elle n'eut pas de peine à s'y déterminer. Elle témoigna qu'elle iroit volontiers à Monceaux: mais on souhaitoit qu'elle allât plus loin. Elle demanda qu'on lui permît de se retirer à Moulins, dont le domaine faisoit partie de son douaire. La proposition fut acceptée: mais comme le château de Moulins avoit besoin d'être réparé, l'on convint qu'en attendant, elle pourroit demeurer à Blois. Cette affaire se négocioit par des écrits que l'on s'envoyoit de part & d'autre. On lui promit qu'elle auroit un pouvoir absolu, non-seulement dans la ville qu'elle auroit choisie pour le lieu de sa retraite, mais encore dans toute la province; qu'elle y jouiroit de tous ses revenus sans aucune diminution; qu'on lui laisseroit la liberté de se faire accompagner par les personnes qui lui seroient les plus agréables; qu'enfin elle verroit le roi son fils avant que de partir. Elle demanda que l'on lui rendît Barbin qui étoit intendant de sa maison: mais on ne lui donna point de réponse positive sur cet article. On se contenta de répondre en général, que l'on tâcheroit de la contenter. On régla jusques aux moindres circonstances de son entrevûe avec le roi. Il

*La reine mere
est exilée à Blois.*

1617.

Mem. de Bassomp.
t. 2.

fut dit, que le maréchal de Vitry & du Hallier son frere n'y paroîtrent pas. Les propres termes dont elle devoit se servir en prenant congé de son fils, ainsi que la réponse du prince furent concertés. On les mit par écrit, & ils furent examinés par le conseil.

(a) Le 4 Mai jour fixé pour son départ, l'entrée de son appartement fut libre à tout le monde. Elle reçut les visites de toute la cour, & les complimens de tous les corps. Elle fit paroître beaucoup de constance & de tranquillité dans son malheur.

» Si mes actions, disoit-elle, ont déplû au roi mon fils ;
» elles me déplaissent à moi-même : mais il connoitra, je m'assure un jour, qu'elles lui ont été utiles. Pour ce qui regarde le maréchal d'Ancre, je plains son ame & la forme que l'on a fait prendre au roi pour s'en délivrer.

Mem. de Brienne,
t. 1.

» Il y a long-tems que j'avois prié le roi de me débarrasser du soin de ses affaires.

Elle chargea monsieur de Brienne de lui faire avoir réponse des lettres qu'elle écriroit au roi, & lui dit qu'elle espéroit qu'il la *regarderoit toujours comme la mere de son roi, & la veuve de celui qui l'avoit été.*

Le roi après son dîner, entra chez sa mere pour lui dire adieu. Luynes & ses deux freres y entrerent avec lui, & il tenoit le premier par la main.

Sitôt que la reine l'aperçut, elle fondit en larmes, & se couvrit le visage de son éventail & de son mouchoir pour les cacher.

Bassompierre qui étoit présent raconte, qu'elle mena le roi jusqu'à la fenêtré, & qu'elle lui dit : » Monsieur, je suis
» fâchée de n'avoir pas gouverné votre état pendant ma régence & mon administration plus à votre gré, j'y ai néanmoins apporté toute la peine & le soin qui m'a été possible,
» & vous supplie de me tenir toujours pour votre très-humble & très-obéissante mere & servante.

Le roi répondit : » Madame, je vous remercie très-humblement du soin & de la peine que vous avez prise en l'ad-

(a) Bassompierre & le mercure François disent, que le départ de la reine mere fût fixé au 4 de Mai, veille de l'Ascension : mais il se trouve qu'en 1617. la veille de l'Ascension tomboit au 3 de

Mai & non pas au 4. L'auteur de l'histoire de la mere & du fils, dit que ce départ fut d'abord arrêté pour le 3 de Mai, qu'il fut ensuite reculé d'un jour, & qu'elle partit le 4.

« ministration de mon royaume , dont je suis satisfait & m'en
 « ressens obligé ; & vous supplie de croire que je serai tou-
 « jours votre très-humble fils.

1617.

L'auteur du mercure François suppose que le roi parla le premier , & le discours qu'il lui fait tenir est tout différent de celui qu'on vient de lire. L'auteur de l'histoire de la mere & du fils en rapporte un troisieme qui ne ressemble point aux deux autres. La reine mere y parle avec tant de force & de dignité , que l'on seroit tenté de croire que ce discours a été fait à plaisir. Voici ce que cet historien lui fait dire.

« Monsieur, mon fils, le tendre soin avec lequel je vous ai
 « élevé en votre bas âge , les peines que j'ai eues pour con-
 « server votre état, les hasards où je me suis mise & que j'eus-
 « se aisément évité si j'eusse voulu relâcher quelque chose de
 « votre autorité, justifieront toujours devant Dieu & les hom-
 « mes, que je n'ai jamais eu d'autre but que vos intérêts. Sou-
 « vent je vous ai prié de prendre en main l'administration &
 « la conduite de vos affaires, & de me décharger de ce soin ;
 « vous avez crû que mes services ne vous étoient pas inuti-
 « les, & vous m'avez commandé de les continuer. Je vous
 « ai obéi pour le respect que je dois à vos volontés, & parce
 « que ç'eût été lâcheté de vous abandonner dans le péril.

« Si vous considerez qu'au sortir de ce maniement, je me
 « trouve sans aucune place, où je puisse honorablement me
 « retirer, vous verrez que je n'ai jamais cherché ma sureté
 « qu'en votre cœur & dans la gloire de mes actions. Je vois
 « bien que mes ennemis vous ont mal interpreté mes actions
 « & pensées; mais Dieu veuille qu'après avoir abusé de votre
 « jeunesse à ma ruine, ils ne se servent point de mon éloigne-
 « ment pour avancer la vôtre; pourvû qu'ils ne vous fassent
 « point de mal, j'oublierai volontiers celui qu'ils m'ont fait.

Il est difficile de se persuader qu'un pareil discours eût été concerté avec les ministres & le favori du roi; l'auteur qui le rapporte l'a si bien senti, qu'il ajoute que le roi s'aperçut que la reine mere ne lui parloit pas dans les termes dont on étoit convenu, & qu'il y répondit, conformément à l'instruction qu'il avoit reçue, *qu'il vouloit gouverner seul son état, qu'il en étoit temps, & qu'il lui témoigneroit en toute occasion qu'il étoit bon fils.*

1617.

La reine mere reprit aussitôt la parole pour demander au roi, s'il trouveroit bon qu'elle allât de Blois à Moulins quand le château seroit réparé. Il répondit qu'elle pouvoit aller partout où elle voudroit. Comme cette réponse du roi n'avoit point été concertée, elle crut pouvoir entrer en conversation avec lui, & obtenir quelque nouvelle grace. *Monsieur*, lui dit-elle, *je m'en vais, je vous demande une grace en partant, j'espère que vous ne me la refuserez pas; c'est de me rendre Barbin mon intendant, je crois que vous n'avez pas dessein de vous en servir.*

Mem. de Bas-
comp. t. 2.

Le roi qui ne s'attendoit pas à cette demande, la regarda fixement sans lui répondre. *Monsieur*, dit-elle, *ne me refusez pas cette seule demande que je vous fais.* Il continua à la regarder sans rien dire. Elle ajouta: *peut-être est-ce la dernière prière que je vous ferai jamais*, & voyant qu'il ne répondoit pas, elle dit *or sus*, & se baissa pour le baiser. Le roi tourna promptement le dos, & se retira. Après qu'elle eut baisé le jeune duc d'Anjou son second fils, monsieur de Luynes s'avança pour prendre congé d'elle. Ils se dirent quelques paroles qui ne furent point entendues: mais lorsque Luynes se relevoit, après lui avoir baisé la robe, on entendit qu'elle lui disoit: *J'ai prié le roi de me rendre Barbin, & vous me ferez un singulier plaisir de l'engager à m'accorder cette grace, qui n'est pas si importante que l'on doive me la refuser.* Monsieur de Luynes alloit répondre, lorsque le roi l'appella, en criant cinq ou six fois: *Luynes, Luynes.* Il la quitta sur le champ pour suivre le roi.

Alors la reine mere s'appuyant contre la muraille entre les deux fenêtres, se mit à pleurer amèrement, toute la cour fondoit en larmes autour d'elle: mais elle étoit si troublée qu'elle ne s'en apperçut pas. Le sieur de la Curée (a) eut ordre de la conduire à Blois. Le roi se mit sur le balcon qui étoit devant l'appartement de la reine sa femme pour la voir monter en carrosse, & quand elle fut sortie du Louvre, il courut à un des balcons de la galerie pour la voir passer sur le Pont-neuf. Sa suite étoit nombreuse. Elle emmenoit avec elle toute sa maison. Les deux dames de France & toutes les princesses du sang l'accompagnèrent jusques au Bourg-la-

(a) Il est mal nommé la Carce dans les mémoires de Brienne, t. 1.

Reine. Le roi partit ensuite pour aller passer quelques jours à Vincennes, où la jeune reine & tout le reste de la cour se rendirent le lendemain. Ce fut là que les ducs de Vendôme, de Nevers & de Mayenne vinrent se présenter au roi, sans avoir fait aucun traité & sans avoir pris aucunes lettres d'abolition, ce que monsieur de Villeroi qui avoit alors le principal crédit dans le conseil, trouva d'un dangereux exemple. Il représenta que c'étoit autoriser la révolte dont ils étoient coupables que de les recevoir à la cour, sans exiger au moins un aveu du crime qu'ils avoient commis en levant des troupes pour faire la guerre au roi, & en soutenant des sièges contre ses armées. Mais on vouloit persuader au roi, qu'ils n'avoient pris les armes que contre le maréchal d'Ancre. Il fallut cependant donner une déclaration pour révoquer celles qui avoient été publiées contre eux. Le 11 de Mai elle fut envoyée au parlement, qui l'enregistra le même jour : mais cette déclaration avoit plutôt l'air d'une apologie de leur conduite, que d'une abolition de leur crime. On reconnoissoit qu'ils n'avoient pris les armes, que pour s'opposer *aux violens & pernicieux desseins du maréchal d'Ancre, qui se servoit des forces du roi contre l'intérêt de sa majesté pour les opprimer.* On déclaroit cependant que leurs armes avoient été *illicites* ; ce qui renfermoit une espece de contradiction que tout le monde remarqua.

Le duc de Bouillon ne revint pas à la cour avec les autres princes ligués. Il étoit occupé à renvoyer les troupes qu'il avoit fait venir d'Allemagne. Le roi vouloit qu'elles sortissent au plutôt du royaume. Il manda au duc de Guise de les charger pour peu qu'elles s'obstinassent à rester en Champagne : mais ces troupes demandoient leur solde, & depuis que la guerre civile étoit finie, les recettes du roi n'entroient plus dans la caisse militaire des princes. Le duc de Bouillon ne fut pas peu embarrassé à trouver les moyens d'engager les Allemands à retourner chez eux.

Le duc de Longueville n'avoit pris aucune part à la dernière guerre, il s'étoit contenté de se tenir dans son gouvernement de Picardie sans venir à la cour, parce qu'il étoit ouvertement brouillé avec le maréchal d'Ancre. Il y revint le

1617.

premier , & quelques jours après son arrivée , il épousa une demoiselle de Soissons.

Le roi réforma une grande partie de ses troupes , & celles que l'on conserva furent mises en garnison dans les villes. La guerre civile cessa en quelque sorte d'elle-même , & sans aucun traité ni convention de quelque espece que ce fût , on eût dit que l'on ne combattoit de part & d'autre , que parce que le maréchal d'Ancre étoit en vie. Dès qu'il fut mort , les François des deux partis ne se regarderent plus comme ennemis. Les généraux se réunirent ; il n'y eut que le duc de Guise qui s'abstint de voir le duc de Nevers , à cause des querelles particulières qui subsistoient depuis long-temps pour la préséance entre les deux maisons.

L'armée du duc de Guise fut la dernière à se séparer ; la difficulté de renvoyer dans leur pays les troupes Allemandes qui étoient au service des princes , l'obligea de rester quelque-temps en Champagne , & il ne revint à la cour que le 30 de Mai. Dix jours auparavant , Luynes avoit pris le gouvernement de la Bastille , dont il fit donner la survivance à Persan beau-frere de Vitry , avec la charge de garder monsieur le Prince. Le président Jeannin étoit rentré dans la charge de sur-intendant des finances , & Maupeou dans celle de controlleur général , qu'on lui avoit ôtée après la mort d'Henri IV. Deagent avoit été fait intendant des finances en récompense de son infidélité. Le chancelier de Sillery étoit revenu à la cour , & l'on avoit rendu les sceaux à du Vair sans lui donner de nouvelles provisions. Le roi s'étoit contenté d'envoyer une déclaration au parlement , qui portoit , qu'on avoit ôté les sceaux à ce magistrat contre le gré de sa majesté , & qu'il rentreroit dans l'exercice de sa charge en vertu de ses anciennes provisions. Vitry étoit allé le 23 au parlement pour y prêter serment de fidélité , en qualité de maréchal de France. L'avocat général Servin y fit un discours qui ne fut qu'une longue invective contre le maréchal d'Ancre , dans laquelle il avança que ce maréchal étoit fils d'un notaire d'Arezzo. Ce n'étoit qu'un bruit mal fondé que ses ennemis avoient répandu : mais tout ce qui pouvoit contribuer à le rendre odieux ou méprisable étoit bien reçu.

Hist. général.
des grands officiers de la couronne.

Le maréchal de Vitry craignit cependant qu'on ne lui fît un jour quelque procès criminel pour l'assassinat qu'il avoit commis, & il obtint une charge de conseiller de robe-courte au parlement de Paris, que l'on créa pour lui, afin qu'en cas de poursuite, il ne fût jugé que par les chambres assemblées. Luynes s'étoit fait donner le 21 de Mai un office de conseiller honoraire au même parlement.

1617.

L'évêque de Luçon avoit suivi la reine mere à Blois avec la permission du roi, qu'il voulut avoir par écrit. Dès qu'il y fut arrivé, il écrivit à monsieur de Luynes qu'il se rendoit garant que la reine mere ne feroit rien qui pût déplaire à la cour, & qu'il tâcheroit de la maintenir dans cette disposition. La reine mere lui ayant offert la charge de sur-intendant de sa maison, & de chef de son conseil, il ne voulut pas accepter ces emplois sans avoir auparavant consulté monsieur de Luynes, & être assuré de l'agrément du roi : on lui permit de les prendre, mais à peine commençoit-il à en faire les fonctions, qu'il apprit que les ennemis qu'il avoit à la cour travailloient à le rendre suspect au favori. Il eut beau lui écrire que tant qu'il seroit auprès de la reine mere, il répondoit de toutes les résolutions qui se prendroient dans son conseil; il eut beau promettre que l'autorité du roi y seroit toujours respectée, que les intérêts même de ses confidens & de ses ministres y seroient ménagés, & que s'il se tramoit à la cour de Blois quelque intrigue capable de causer le moindre trouble dans l'état, il seroit le premier à en donner avis : ses lettres ne persuaderent pas. On prétendit toujours qu'il ne restoit auprès de la reine mere, que pour lui donner des conseils de vengeance, & le marquis de Richelieu son frere lui manda qu'il recevroit bientôt un ordre de sortir de Blois. Il ne jugea pas à propos de l'attendre, & il demanda permission à la reine mere d'aller passer quelques jours à son prieuré de Couffay en Anjou; à peine y fut-il arrivé qu'il reçut une lettre de cachet, qui lui enjoignoit de se rendre dans son diocèse. La reine mere qui avoit espéré de le revoir bientôt fut extrêmement affligée de cette disgrâce; elle dépêcha l'évêque de (a) Beziers au roi, pour le prier de lui rendre monsieur de Luçon. Elle écrivit les lettres du monde les plus fortes & les plus

(a) Il se nommoit Bonzy.

1617.

*Procès de la maréchale d'Ancre,**Mercuré François, t. 4.*

pressantes, mais elle ne put obtenir que des promesses vagues qui ne furent suivies d'aucun effet; plus elle paroissoit désirer le retour de l'évêque de Luçon, plus on se faisoit bon gré de l'avoir éloigné. Elle reçut un surcroît d'affliction par le procès & par la condamnation de la maréchale d'Ancre. Cette femme avoit été interrogée deux jours après la mort de son mari par des commissaires du conseil, lorsqu'elle étoit encore prisonnière au Louvre. Le 2 de Mai on la transféra à la Bastille, où elle subit encore plusieurs interrogatoires devant les mêmes commissaires. Il y eut ensuite des lettres patentes adressées au parlement pour faire le procès à la mémoire du maréchal d'Ancre, à la maréchale sa femme & à leurs complices.

Le 12 de Mai, elle fut transférée de la Bastille à la Conciergerie, & les sieurs Courtin & Deslandes Payen, conseillers de la cour, furent chargés d'instruire le procès selon les formes ordinaires.

Pierre Mulard procureur au parlement, fut créé curateur à la mémoire du maréchal d'Ancre; on mit en prison Vincent Ludovic & Antoine Montaubert, ses secrétaires les plus affidés. On renouvela les accusations intentées contre le mari & la femme dans l'affaire d'un nommé Maignat, qui avoit été puni du dernier supplice pour ses intrigues dans les cours étrangères. On fit intervenir dans le procès Marie Bochart veuve de Prouville, sergent-major de la citadelle d'Amiens, qui présenta requête pour demander justice de l'assassinat de son mari. On produisit plusieurs lettres trouvées parmi leurs papiers, pour montrer qu'ils entretenoient des intelligences criminelles avec les étrangers.

On leur reprocha d'avoir fait venir en France des Juifs, des magiciens, des devins, des astrologues, & des tireurs d'horoscopes. Il fut prouvé qu'ils les consultoient, & l'on trouva dans leurs cassettes des talismans, des images de cire, & d'autres symboles ou écrits mystérieux, dont ces sortes de gens se servoient alors pour tromper la crédulité des grands. On y trouva en particulier l'horoscope du roi & des enfans de France.

La maréchale d'Ancre après une de ses couches étoit tombée dans un état de langueur, dont elle ne put être guérie

par les remèdes ordinaires. Elle avoit alors auprès d'elle un Juif Portugais, nommé Montalto, qui avoit été médecin du grand duc ; elle le consulta sur cette maladie, & ce Juif ne pouvant lui apporter de bonnes raisons, lui en disoit de mauvaises. Il lui persuada qu'elle étoit enforcélée, & qu'il y avoit des gens qui avoient le secret d'enforceler & d'empoisonner par leurs regards. Elle le crut, & depuis ce temps-là, elle se tenoit cachée ne voulant être vûe de personne, & ne pouvoit souffrir qu'on la regardât fixement.

On fit venir des moines d'Italie pour l'exorciser, & ces exorcismes se faisoient la nuit dans une église ; peu de personnes y étoient admises, & l'on y pratiquoit des cérémonies extraordinaires. On y tua un coq & quelques pigeons, dont le corps ou le sang devoit servir de remède à la maréchale. Il y avoit dans tout cela beaucoup d'extravagance. Ces cérémonies nocturnes pratiquées dans des églises, furent traitées d'opérations magiques & de sacrilèges exécrables.

On croit communément que le parlement condamna la maréchale d'Ancre à être brûlée, comme *forcieri* : mais cette qualité ne lui est point donnée dans l'arrêt, qui la déclare seulement criminelle de *lese-majesté divine & humaine*, sans dire en quoi consistoit son crime, ni si c'étoit sorcellerie, impiété ou sacrilège.

Les biens immenses qu'elle avoit acquis en si peu de temps furent un des principaux chefs de l'accusation. Ce que le maréchal & sa femme avoient de biens en fonds de terre dans le royaume, ne leur avoit pas coûté plus de cent soixante mille écus. Le reste qui montoit à des sommes bien plus considérables avoit été envoyé dans les pays étrangers sans permission du roi, & sur-tout à Rome & à Florence.

Instruction envoyée à l'archevêque de Lyon, à Rome dans le recueil d'Aubry, t. 1.

La maréchale d'Ancre n'étoit point en communauté de biens avec son mari, & les *monts* de Rome qu'elle avoit achetés lui appartenoient en propre. Il fut prouvé que toutes ces richesses avoient été le fruit *des plus étranges vols, & du plus insigne péculat* que l'on eût commis en France depuis longtemps. La maréchale vendoit toutes les grâces, elle tiroit de l'argent par toutes sortes de voies.

On lit dans l'instruction adressée (a) à l'archevêque de Lyon,

(a) Denis de Marquemont.

1617.

ministre de France à la cour de Rome, que le maréchal & sa femme se servoient de leur autorité & puissance extraordinaire pour adjuger les plus grandes fermes du royaume à bas prix, malgré le conseil ; qu'ils faisoient accorder aux fermiers des rabais immenses & du tout injustes, & des dédommagemens qui ne leur étoient pas dûs, sans aucune raison, sinon qu'une partie de l'argent tomboit en leur bourse ; qu'ils obtenoient pour eux-mêmes des ordonnances de comptant pour mieux cacher leurs larcins, & qu'enfin une grande partie des trésors laissés par le feu roi, avoit été la proie de leur avarice.

L'on proposa même d'obliger la maréchale, pendant qu'elle étoit en prison, de passer une procuration pour faire revenir de Rome l'argent qu'elle y avoit envoyé : mais cette proposition fut rejetée. Premièrement, parce que le roi ne vouloit pas que l'on touchât à ses biens, avant qu'il eût été décidé juridiquement qu'elle en devoit être dépouillée. Secondement, parce que l'on ne crut pas qu'il convînt à un grand roi de se servir d'un pareil moyen pour ravoir ce qui lui appartenoit, puisque quand on auroit jugé que ces biens étoient à lui, il auroit toujours assez de pouvoir (a) pour se les faire rendre.

La maréchale d'Ancre se défendit sur tous ces chefs avec beaucoup de fermeté & de présence d'esprit. Depuis quelques mois, elle étoit tellement tourmentée de vapeurs, qu'elle sembloit en perdre la raison. Elle revint à elle-même quand elle fut en péril ; elle méprisa l'accusation de magie comme une chimère, & lorsqu'on lui demanda de quel charme elle s'étoit servie pour séduire la reine mere, au point de lui persuader tout ce qu'elle vouloit ; on prétend qu'elle répondit : *Point d'autre que l'ascendant qu'un esprit supérieur a toujours sur un esprit foible.* Elle disoit quelquefois que la reine mere avoit si peu d'esprit, qu'il ne falloit pas être sorcier pour la gouverner. Il est certain que dans le temps de sa faveur, elle en parloit souvent avec mépris ; quand elle n'en étoit pas contente, elle s'emportoit contre elle, jusqu'à la traiter d'ingrate & de barbare ; & lorsqu'elle étoit avec ses

Hist. de la reine
& du fils.

(a) Ces biens que le pape revendiqua, furent employés dans la suite avec le consentement du roi, à la fabrique de

l'église de saint Pierre de Rome. *Mém. mss. du marquis de Fontenai-Mareuil.*

amies, elle ne l'appelloit point autrement que *cette balourde*.

Lorsqu'on lui demanda d'où venoient les grandes richesses qu'elle avoit amassées en si peu de temps, elle répondit; qu'elle les avoit reçues de la reine mere, qui avoit expressément consenti à toutes ses acquisitions; que ce consentement avoit été si public que personne n'en pouvoit douter, & qu'il suffisoit pour la mettre à l'abri de toute recherche & de tout reproche; puisque la reine mere avoit en main l'autorité souveraine, & qu'elle dispoisoit à son gré de tous les revenus de l'état: mais cette réponse ne parut pas satisfaisante à la plupart des juges, & la maréchale éprouva que l'on peut faire un tel abus de la confiance des princes, que leur autorité même, sur-tout quand ils viennent à la perdre, n'est pas suffisante pour le couvrir.

D'autres cependant ne crurent pas que l'on pût la condamner à la mort. Deslandes-Payen l'un des deux rapporteurs fut de ce nombre, & il le dit nettement au sieur de Luynes, qui vint le solliciter avant le jugement. Luynes le pria avec instance de n'y pas assister, dans la crainte que la réputation de sa probité n'entraînât les autres juges dans son sentiment: mais Deslandes déclara qu'il y assisteroit pour y dire son avis, selon sa conscience. La maréchale fut interrogée pour la dernière fois sur la sellette, le 6 de Juillet. Quoiqu'on eût assemblé les trois chambres pour le jugement du procès, il ne s'y trouva que dix-neuf juges. La maréchale leur dit d'abord, que si quelques-uns d'eux avoient eu sujet de se plaindre de feu son mari, elle les prioit de ne s'en point ressouvenir en la jugeant. Elle répondit ensuite à tout ce qu'on lui demanda, d'une manière si spécieuse & si plausible, qu'elle sortit de la chambre fort contente d'elle-même, & persuadée que les juges la condamneroient tout au plus à être bannie du royaume. Le 7 on commença les opinions, qui ne furent achevées que le 8. La maréchale fut condamnée à être décapitée, sa tête & son corps, brûlés & réduits en cendres. Par le même arrêt la mémoire du mari fut flétrie à perpétuité: leur fils déclaré ignoble & incapable de posséder aucun état, office ou dignité dans le royaume; les biens qu'ils avoient en France, acquis & confisqués au roi; & quant à ceux qu'ils avoient à Rome, à Florence,

1617.

Mercure François, t. 4.

1617.

& ailleurs hors du royaume, il fut dit, *qu'ils appartoient au roi*, comme provenus de ses deniers, & *mal pris au fond de ses finances*, & l'on chargea le procureur général d'en poursuivre la restitution. Ludovici & Montaubert furent élargis, à la charge de se représenter toutes les fois qu'ils en feroient requis; & il fut ordonné que Barbin, ci-devant contrôleur général, feroit oui & interrogé sur les cas résultans du procès.

On attendit que la maréchale d'Ancre eût dîné pour lui signifier son arrêt. Dès qu'elle fut levée de table, un guichetier entra dans sa chambre & lui dit: *Allons, madame, c'est pour la dernière fois, vous sortirez aujourd'hui d'ici.* Elle s'imagina qu'on alloit la mettre en liberté. Elle fut conduite à la chapelle où l'on lui lut son arrêt, & quand elle entendit ces mots: *& ladite Galigai à avoir la tête tranchée sur un échafaut*; elle s'écria en Italien: *Ohimè poveretta*; elle dit ensuite en François qu'elle étoit grosse; elle vouloit gagner du temps. Le greffier Voisin lui représenta, qu'elle n'en avoit point parlé pendant tout le cours de son procès. On appella cependant des chirurgiens & des matrones pour vérifier le fait. Ils déclarèrent qu'elle n'étoit point grosse, & elle n'insista pas davantage là-dessus: mais elle s'emporta contre le sieur Courtin un de ses deux rapporteurs, & lui dit, qu'il répondroit de sa mort au jugement de Dieu. *Implorez plutôt*, lui dit-il, *la miséricorde de Dieu pour vos péchés, vous en avez grand besoin.*

On la mit entre les mains de deux docteurs de Sorbonne qui l'exhortèrent à la mort. Elle se confessa, & ne fit plus paroître que des sentimens de religion, dont tout le monde fut édifié. On la conduisit à la Greve sur les sept heures du soir; elle fit arrêter la charette devant l'église de saint Pierre des Arcis pour faire sa prière. En arrivant dans la greve, elle apperçut d'assez loin un gentilhomme qui étoit au service du commandeur de Silleri; elle l'appella plusieurs fois par son nom, & le pria de dire à monsieur le chancelier & au commandeur son maître, qu'elle les supplioit de lui pardonner les persécutions injustes qu'elle leur avoit suscitées.

Le peuple en eut pitié, & la duchesse de Nevers qui la haïssoit depuis long-temps & qui s'étoit mise à une fenêtre pour

pour satisfaire son animosité par la vûe de son supplice, fondit en larmes en la voyant sur l'échaffaut. La maréchale demanda humblement pardon à tous ceux qu'elle avoit offensés, & pendant qu'elle recommandoit son ame à Dieu, le bourreau lui trancha la tête, qu'il jeta dans le feu avec le corps. Le peuple fut vivement touché de ce spectacle, & tout le monde ne fut pas persuadé qu'elle eût mérité un jugement si rigoureux. Plusieurs la regarderent comme une victime immolée aux sollicitations de la cour & à l'intérêt particulier de ceux qui gouvernoient. Le duc de Rohan dit dans ses mémoires, que Luynes fit faire le procès à la maréchale d'Ancre pour avoir son bien, & qu'il employa tant de *sollicitations illicites* & de *voies extraordinaires* pour la faire mourir, que le peuple de Paris changea sa haine en pitié. Le roi donna en effet à son favori, tous les biens immeubles du maréchal & de sa femme qui avoient été confisqués. Il voulut alors appuyer sa fortune par quelque grande alliance. On lui proposa d'épouser mademoiselle de Vendôme : mais il craignit que ce mariage ne lui attirât des envieux trop puissans. Il aima mieux épouser Marie de Rohan, fille aînée du duc de Montbason ; ce qui prouve que s'il savoit quelquefois modérer son ambition, il ne la retenoit pas non plus dans des bornes trop étroites.

Quoiqu'il fût déjà parvenu à la plus haute faveur, il affectoit de ne point entrer dans le conseil : mais il vouloit être instruit de tout ce qui s'y passoit. Il offrit un jour à monsieur de Brienne de lui faire part de son crédit, s'il vouloit s'engager à lui donner un journal de tout ce qui seroit arrêté dans le conseil. Brienne se tint fort offensé de cette proposition, & lui fit entendre qu'il n'étoit pas homme à lui servir d'espion. Mais il faut croire que Luynes en trouva d'autres qui ne furent pas si difficiles. Il dispoisoit déjà de toutes les grâces, & le duc de Bouillon voyant qu'il gouvernoit avec la même autorité qui avoit attiré tant d'ennemis au maréchal d'Ancre, disoit assez publiquement, que dans la révolution qui étoit arrivée, on n'avoit pas changé de taverne, mais seulement de bouchon.

Ce fut pour faire cesser ces murmures & pour rendre son gouvernement agréable au peuple, que Luynes engagea le roi à convoquer à Rouen une assemblée de notables qui de-

Tome XIII.

D d

1617.

Memoires de
Rohan.

Assemblée de
notables à Rouen,
recueil de Dupris
t. 2.

1617.

voit délibérer sur les moyens de réformer les abus. Les lettres de convocation sont datées du 4 Octobre 1617. & l'ouverture de l'assemblée se fit le 4 Décembre dans la grande salle de l'archevêché. Elle étoit composée (a) d'un certain nombre de prélats & de gentilshommes que le roi avoit nommés pour y assister; du premier, du second président, & du procureur général du parlement de Paris; des premiers présidens & procureurs généraux des chambres des comptes & cours des aydes, de Paris & de Rouen.

Il y eut d'abord une contestation assez vive entre la noblesse & les magistrats. Les gentilshommes demandoient à être placés vis-à-vis le clergé, & vouloient que les magistrats fussent placés après eux comme étant du tiers-état. Ceux-ci représenterent qu'il ne leur convenoit point de céder le pas à la noblesse, dont ils étoient les juges; qu'ils n'assistoient jamais aux états généraux, comme députés du peuple, & qu'ils se trouvoient seulement à la clôture & à l'ouverture, comme conseillers d'état. On régla que les gentilshommes seroient placés autour de la personne du roi, & de celle de monsieur le duc d'Anjou son frere, qui devoit présider en l'absence de sa majesté. Mais en même-temps, il fut dit par une déclaration particuliere, que ce reglement ne pourroit tirer à conséquence par rapport à la séance que la noblesse avoit toujours eue dans les états généraux, *après l'ordre ecclésiastique.*

L'assemblée adressa un cahier de remontrances au roi & à la reine mere du roi, gouvernante & lieutenant générale pour sa majesté en Normandie, & à monseigneur de Luynes conseiller d'état, premier gentilhomme de la chambre du roi, grand fauconnier de France, gouverneur des villes & château d'Amboise & du Pont-de-l'Arche, & lieutenant général au pays & duché de Normandie.

(a) Il y eut onze députés pour le clergé tous archevêques ou évêques, treize pour la noblesse; savoir, messieurs de Ragny, de Palaiseau & d'Andelot, chevaliers de l'ordre; messieurs de Beuvron, de Montpezat, de la Mailleraie, de Saulieu, d'Ambres & de Vaillac, tous catholiques. Messieurs de Plessis-Mornay,

de Mourgue, de la Noue, & de la Rochebeaucour, tous quatre protestans. Monsieur qui présidoit à l'assemblée eut pour adjoint les cardinaux du Perron & de la Rochefoucault, avec le duc de Montbason & le maréchal de Brissac. *Mem. mss. du marquis de Fontenai-Mareuil.*

La reine mere n'étoit nommée que pour la forme ; car quoi qu'elle eût encore le gouvernement de Normandie , monsieur de Luynes , qui n'étoit que son lieutenant y avoit seul toute l'autorité.

1617.

Le roi envoya ensuite à l'assemblée vingt propositions qui concernoient les différentes parties du gouvernement , sur lesquelles sa majesté demandoit que chacun lui donnât son avis : mais on ne vit point d'autre effet de tous les beaux réglemens qui furent proposés, que la suppression de la paulette ordonnée par un édit du 15 Janvier de l'année suivante , qui fut révoquée trois ans après. Monsieur de Brienne dit que cette assemblée ne fut pas convoquée *dans le dessein de faire aucun bien à l'état , mais seulement pour avoir un prétexte honnête de continuer les impôts.* Il ajoute , *qu'on y résolut de ne pas rappeler la reine mere à la cour , & de ne pas mettre en liberté le prince de Condé.*

Tout ce que l'on avoit pû obtenir en faveur de ce prince, depuis la mort du maréchal d'Ancre , c'est qu'il fût permis à la princesse de Condé sa femme de s'enfermer avec lui dans la Bastille. Elle y entra le 29 Juin 1617. & le suivit à Vincennes , où il fut transféré le 15 Septembre de la même année.

Mem. de BaC.
tomp. t. 2.

Un des premiers soins du sieur de Luynes avoit été d'ôter à Monsieur frere unique du roi , le gouverneur que la reine mere lui avoit donné , pour en mettre un de sa main.

Changemens
dans la maison de
Monsieur.

Ce prince né le 25 Avril 1608. fut d'abord élevé par madame de Monglat gouvernante des enfans de France. Il eut ensuite pour gouverneur le sieur de Breves gentilhomme de Nivernois , qui avoit servi le roi & l'état pendant plus de trente ans , en qualité d'ambassadeur à la cour de Constantinople ; il est l'auteur de la plupart des capitulations qui s'observent encore aujourd'hui entre la France & l'empire Ottoman.

Il obtint ensuite l'ambassade de Rome , où il eut occasion de rendre service au maréchal d'Ancre & à sa femme , par rapport aux grands établissemens qu'ils se propoisoient de faire en Italie ; ils lui procurerent à son retour la charge de gouverneur de monsieur le duc d'Anjou dont il étoit très-capable. Il se conduisit si sagement , que l'on fut obligé de lui

1617.

épargner en le renvoyant, la plus grande partie des désagrémens qui accompagnent ordinairement la disgrâce. Le chancelier le fit appeler, & lui dit en présence du garde des sceaux, du président Jeannin, & du sieur de Villeroi, que le roi jugeoit à propos de le décharger de l'éducation de monsieur le duc d'Anjou son frere, pour des raisons que l'on lui laisseroit ignorer : Que sa majesté étoit d'ailleurs fort satisfaite de sa conduite, & que pour le récompenser des peines qu'il avoit prises pour bien élever son frere, elle lui accordoit la somme de cinquante mille écus qui lui seroient payés en trois ans sur les fonds de l'épargne ; qu'il auroit outre cela une pension de six mille livres, & la permission de venir rendre de temps en temps ses respects à sa majesté. On renvoya en même-temps quelques autres officiers de la maison de Monsieur, & entre autres Puylaurent, cousin du sieur de Breves, qui étoit un des deux sous-gouverneurs.

Hist. de la mere
& du fils.

De Breves crut devoir informer la reine mere de ce changement : mais il se contenta de lui écrire, que le roi ayant égard à son grand âge, lui avoit fait la grace de le décharger d'un emploi qui demandoit beaucoup de vigilance & d'assujettissement. La reine se plaignit de ce que l'on changeoit ainsi le gouverneur de son fils sans la consulter ; on ne s'embarassa pas beaucoup de ses murmures, & le comte du Lude à qui les Luynes avoient obligation fut nommé gouverneur de Monsieur à la place du sieur de Breves. Du Lude qui n'aimoit pas à se gêner, abandonna tout le soin de l'éducation du jeune prince au sieur Contade qui avoit pris la place de Puylaurent. On remarqua que ces changemens ne furent pas avantageux à l'éducation de Monsieur.

Mort du président
de Thou.

La France perdit dans le cours de cette année un magistrat illustre, & un ministre qui s'étoit acquis une grande réputation. Le premier étoit Jacques-Auguste de Thou, qui mourut le 17 Mai 1617. âgé de soixante-quatre ans. Sa complexion avoit paru si foible & si délicate pendant les premières années de sa vie, que l'on désespéra long-temps qu'il fût jamais capable d'aucune application. Cependant sa santé s'étant raffermie, il fit les plus grands progrès dans les sciences. Il ne réussit que médiocrement dans la poésie Latine, & ses vers sont d'un mérite fort inférieur à celui de sa prose. Il

embrassa d'abord l'état ecclésiastique qu'il ne quitta qu'en 1584. pour prendre une charge de maître des requêtes. Il avoit reçu les ordres que l'on appelle mineurs, & il jouissoit de quelques bénéfices dont il se démit. Il fut marié deux fois. Sa première femme étoit de la maison de Barbançon-Cany, & la seconde de la maison de la Châtre. Son histoire est généralement estimée pour le style : mais elle lui attira beaucoup de chagrins, parce qu'il y découvroit ses sentimens avec trop de liberté.

1617.

Le roi fit encore une perte plus considérable dans la personne de monsieur de Villeroi, qui mourut à Rouen le 12 Décembre pendant l'assemblée des notables, âgé de soixante-quatorze ans.

Mort de monsieur de Villeroi.

Il avoit épousé en 1559. Magdelaine de l'Aubespine fille du secrétaire d'état : ce fut-là le commencement de sa fortune. Dès-lors il fut employé dans les plus grandes affaires, & il ne cessa de travailler pour le bien de l'état sous quatre rois différens pendant l'espace de cinquante-six ans. On l'envoya d'abord en Espagne pour demander l'exécution de quelques articles du traité de Cateau-Cambresis ; de-là en Italie, où il fit reconnoître le droit de presséance dont les rois de France avoient joui jusques alors. En 1567. son beau-pere l'Aubespine se démit en sa faveur de sa charge de secrétaire d'état, que Villeroi continua d'exercer avec tant de désintéressement, qu'après tant d'années de service, il se trouva que son patrimoine n'étoit augmenté que de deux mille livres de rente. Il étoit difficile qu'il fût si long-temps chargé des affaires dans des temps pleins de troubles & de factions, sans essuyer divers orages dont quelques-uns l'obligerent à se retirer : mais son mérite & le besoin qu'on avoit de lui, le firent toujours rappeler. Henry IV. en avoit une si haute idée, qu'il disoit souvent, *que les affaires de France étoient les affaires de monsieur de Villeroi, qu'il travailloit toujours & ne se lassoit jamais de bien faire.* L'an 1605. ce grand roi sachant que monsieur de Villeroi étoit tombé malade ; *je ne sai, dit-il, laquelle des deux vies est plus nécessaire au bien de mon état, la mienne ou celle de monsieur de Villeroi.*

Mercuré François, t. 5.

On a remarqué que cet habile ministre n'avoit point eu l'esprit cultivé par l'étude. Monsieur de Sulli qui ne l'aimoit pas,

1617.

dit qu'il n'auroit osé se risquer à parler en public : mais ceux qui avoient le plus étudié admiroient son génie & sa capacité dans le maniement des affaires. *C'est dommage*, disoit l'un d'eux, *que la science de monsieur de Villeroi ne se trouve pas dans nos livres.*

Le duc d'Epéron qui n'avoit pû souffrir la domination du maréchal d'Ancre, eut encore plus de peine à s'accoutumer à celle de monsieur de Luynes. Il étoit retiré dans son gouvernement d'Angoumois, lorsqu'il apprit la révolution arrivée à la cour le 24 Avril 1617. Il envoya au roi le sieur Duplessis un de ses principaux confidens, pour lui faire compliment sur ce qu'il s'étoit défait du maréchal d'Ancre. Cet envoyé eut ordre de voir la reine mere à Blois, & de lui témoigner la part que le duc d'Epéron prenoit à son affliction.

Le duc fit ensuite partir pour la cour le marquis de la Valette son second fils, & il le suivit quelques mois après, amenant avec lui quelques soldats choisis qu'il avoit dessein de placer dans la colonelle du régiment des gardes. Quand il fut à Loches dont il étoit gouverneur, il envoya cette recrue au marquis de la Valette. Le sieur de Luynes qui étoit naturellement soupçonneux, regarda ces nouveaux soldats comme une troupe d'assassins, que le duc d'Epéron avoit amenés du fond de la Gascogne pour les employer dans l'occasion ; il engagea le roi à les faire chasser du régiment de ses gardes, & ils furent congédiés par ordre de sa majesté, sans qu'on en eût fait auparavant aucune politesse au duc d'Epéron. Il étoit déjà près de Paris lorsqu'il apprit cette nouvelle, & il en fut si piqué que s'il eût pû retourner sur ses pas sans faire un éclat, il auroit sur le champ repris la route de ses gouvernemens.

1618.

Dès qu'il fut arrivé à la cour, monsieur de Luynes qui le craignoit s'empresse de lui faire beaucoup de caresses. Le duc d'Epéron dissimula son ressentiment, & y répondit par des protestations de reconnoissance : mais lorsqu'il apprit au mois de Mars que Henri de Gondy évêque de Paris, venoit d'avoir le chapeau de cardinal par la nomination du roi de France, il ne garda plus de mesures & il se brouilla ouvertement avec le favori. Cette nomination avoit été promise depuis

plus de dix ans par le feu roi à l'archevêque de Toulouse , troisième fils du duc d'Epéron , & la reine mere avoit confirmé plus d'une fois la même promesse à laquelle le favori n'eut aucun égard. Le duc d'Epéron s'en plaignit avec beaucoup de hauteur , & il chercha tous les moyens possibles de chagriner monsieur de Luynes. Dans ce dessein , il renouvela une ancienne querelle pour la presséance entre les ducs & le garde des sceaux. Celui-ci prenoit le pas sur eux au conseil & dans les cérémonies. Le duc d'Epéron & les autres ducs s'en étoient plaints plus d'une fois : mais le sieur du Vair s'étoit toujours maintenu dans le rang qu'on lui disputoit. Monsieur de Luynes aimoit fort le garde des sceaux , & le duc d'Epéron savoit bien qu'il ne pouvoit lui faire une peine plus sensible , que de susciter une fâcheuse affaire à ce magistrat.

1618.

Querelle des ducs & du garde des sceaux.

Il assembla chez lui tous les ducs & leur donna un grand dîner , auquel le seul duc de Montbason ne voulut pas assister , pour ne pas offenser monsieur de Luynes son gendre. Le duc d'Epéron leur représenta , qu'il étoit honteux qu'ils se laissassent enlever leur rang par un magistrat qui n'avoit pas même la qualité de chancelier , dont il ne faisoit les fonctions qu'en partie. Tous résolurent de supplier le roi de leur faire rendre leurs places , & on convint que le duc de Montmorenci porteroit la parole.

Duchefne , hist. des chanceliers , p. 721.

Le lendemain 19 Avril , le roi étant au conseil , le duc de Montmorenci lui dit : Sire , *ce nous est un grand regret de ce que nous ne rendrons à votre majesté le service que nous lui devons en son conseil , parce que monsieur le garde des sceaux ayant pris notre place , nous ôte le moyen de nous y trouver.* C'est ainsi que l'historien Matthieu fait parler le duc de Montmorenci : mais du Chesne cite une relation écrite de la propre main de du Vair , où l'on voit que le duc de Montmorenci dit simplement au roi , qu'il supplioit très-humblement sa majesté au nom de tous les ducs , de leur donner le rang qui leur appartenoit au conseil. Du Vair ajoute , que ne se trouvant pas attaqué nommément par cette demande générale , il jugea à propos de garder un profond silence.

Matthieu.

Le duc d'Epéron prit aussitôt la parole & dit , que le garde des sceaux avoit usurpé une place qui ne lui apparte-

16:8.

Mem. de Brien-
ne, t. I.

noit pas, qu'il ne prétendoit nullement attaquer sa personne dont il connoissoit le mérite & la vertu : mais que sa charge ne lui donnoit aucun droit de précéder les ducs ; que d'autres l'avoient possédée avant lui sans avoir le rang qu'il occupoit ; que lui ni les autres ducs ne pouvoient souffrir avec honneur un pareil changement ; que puisque monsieur du Vair se piquoit d'être grand justicier, il devoit commencer par se faire justice à soi-même ; que cependant il lui avoit reproché son usurpation sans qu'il eût voulu s'en désister. Il ne manqua pas d'alléguer qu'anciennement les grands du royaume, quoiqu'ils ne fussent pas ducs, précédoient les chanceliers dans les conseils, ce qui s'étoit encore pratiqué sous les derniers regnes ; & il produisit un titre par lequel un de nos rois accordoit au comte de Laval la presséance sur le chancelier. Du Vair voyant que le roi ne se levoit point, crut devoir défendre sa cause ; il commença par déclarer qu'il ne vouloit avoir ni rang ni bien, ni honneur dans le royaume, qu'autant que sa majesté le jugeroit utile pour le bien de son service. Ensuite entrant en matiere, il ajouta : « Monsieur d'Épernon dit, » que j'ai usurpé cette place au préjudice de messieurs les » ducs : Sire, vous me l'avez donnée, puisque vous m'avez » donné une charge tout-à-fait semblable à celle de monsieur » le chancelier. Je me suis trouvé du temps de la reine votre » mere une douzaine de fois au conseil près de votre majesté, » où messieurs les ducs, tous, hors monsieur d'Épernon & » monsieur de Ventadour qui étoient absens, ont pris place » au-dessous de moi.

Le duc d'Épernon qui l'écoutoit impatiemment, l'interrompit en disant : *Vraiment, vous vous êtes scellé des lettres, & vous êtes donné tel pouvoir que vous avez voulu.* Du Vair répondit : *Non, monsieur, c'est le roi lui-même qui m'a fait l'honneur de sceller mes lettres en présence de messieurs les princes.* Le roi dit : *Oui, c'est moi.* Nous n'y avons pas été appelés, reprit le duc d'Épernon. Du Vair répliqua que l'usage n'étoit pas d'appeller personne pour décider de pareilles choses. Il n'appella pas les autres ducs, ajouta-t-il, quand il vous donna vos lettres.

Monsieur de Brienne ajoute, que du Vair se tournant vers le chancelier de Silleri, l'accusa publiquement de lui avoir attiré

attiré cette affaire , & que ces deux magistrats en vinrent à de grosses paroles en présence de sa majesté ; le chancelier dit à du Vair , qu'il étoit un méchant homme , & il prit Dieu à témoin qu'il l'accusoit injustement. Le roi pour faire finir ces contestations se leva , en disant , qu'il y pourvoiroit. Alors le duc d'Epéron s'emporta contre du Vair , jusqu'à le traiter d'impudent , & adressant la parole à monsieur de Guise qui étoit amiral du levant , il lui dit : *Vous allez sur mer contre les pirates , lorsqu'il faut chasser les pirates de terre.* (a)

Le cardinal de la Valette se plaint dans une relation qui porte son nom , de ce que le sieur de Luynes n'attribua cette affaire qu'au seul duc d'Epéron , quoiqu'elle fût commune à tous les autres ducs , & que monsieur de Montmorenci eût porté la parole en leur nom ; ce qu'il rapporte comme une preuve de la mauvaise volonté , que le sieur de Luynes avoit pour son pere. Les historiens du temps assurent au contraire que la dispute vint uniquement de la mauvaise volonté , que le duc d'Epéron avoit pour le sieur de Luynes , d'ailleurs le duc de Montmorenci se comporta en homme qui cherche simplement à faire valoir ses droits , au lieu que le duc d'Epéron agit en homme passionné.

Ce duc , fit une autre insulte au garde des sceaux , qui fut accompagnée d'un scandale encore plus grand.

Le jour de Pâques lorsque le roi & toute la cour assistoient à l'office dans l'église de saint Germain-l'Auxerrois , il s'aperçut que le garde des sceaux s'étoit placé au-dessus des ducs , il alla droit à lui , & le tira par force de la place qu'il occupoit. Du Vair sortit de l'église , & après la cérémonie , il représenta au sieur de Luynes qu'il étoit temps de réprimer de si grand excès , & que si l'on n'y mettoit ordre , le duc d'Epéron appuyé par les ducs formeroit un parti considérable qui braverait en toute occasion l'autorité royale , & qui ménageroit encore moins la personne du favori. L'auteur de la vie du duc d'Epéron fait entendre que la résolution fut

1618.

Relat. du card.
de la Valette dans
le recueil d'Aube-
ry , t. 1.

Vie du duc d'E-
peron.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

(a) La plus grande partie de ce détail est tirée d'une relation écrite par le sieur du Vair , que du Chefne a insérée dans l'histoire des chanceliers. La querelle qu'il eut avec les ducs y est datée de l'an

1610. quoiqu'il soit indubitable qu'elle arriva long-temps avant que la reine mere sortit de Blois. Or tout le monde convient que la sortie de cette princesse doit être rapportée à l'an 1612.

1618.

Mem. de Bassomp.
t. 2.

prise de l'arrêter, qu'il y eut même quatre compagnies Suisses commandées pour investir son hôtel pendant la nuit, mais qu'il en fut averti si à propos par ses amis, qu'il eut le temps de s'échapper.

Bassompierre suppose au contraire, que l'on ne chercha pas à surprendre le duc d'Epéron dans sa maison pendant qu'il étoit à Paris, & que ce fut la cour elle-même qui le fit menacer pour l'obliger à partir. Il se rendit à sa terre de Fontenai en Brie : mais au lieu de poursuivre sa route, il s'y arrêta pendant sept ou huit jours. Le roi en fut fort mécontent, & les chevaux-légers de la garde eurent ordre de s'avancer jusques à Rosoy. Le chancelier qui étoit ami particulier du duc d'Epéron, & qui d'ailleurs ne lui savoit pas mauvais gré de ses querelles avec le garde de sceaux, lui envoya un exprès pour lui faire sentir à quoi il s'exposoit par ses retardemens affectés. Il se mit aussi-tôt en marche pour se rendre à Metz où il arriva le 20 de Mai.

Rekt. du card.
de la Valette.

Luynes ne pouvoit se faire des ennemis sans donner des partisans à la reine mere. Quand on vit le duc d'Epéron rompre ouvertement avec lui ; diverses personnes ou par attachement pour elle, ou par haine pour le favori, l'exhorterent à se déclarer en faveur de cette princesse. Les uns s'adresserent directement au duc, & les autres parlerent à l'archevêque de Toulouse son fils. Chanteloube un des principaux confidens de la reine mere écrivit de Blois à ce Prélat, pour lui proposer un rendez-vous dans une maison de campagne. La lettre lui fut apportée par le marquis de Mosny. (a) L'archevêque n'osa faire aucune réponse, sans avoir pris l'avis de son pere, qui lui défendit de voir Chanteloube, disant qu'il ne vouloit entendre parler de rien jusques à ce qu'il fût arrivé à Metz. La reine mere ne se rebuta pas, elle écrivit elle même au duc d'Epéron, & chargea mademoiselle du Tillet de lui présenter sa lettre avec une montre enrichie de diamans, dont elle lui faisoit présent. Mademoiselle du Tillet détermina le duc à lire la lettre & à garder la montre. Mais il déclara qu'il ne s'engageroit à rien pendant son séjour à Paris. Il y avoit à la cour de la reine mere

(a) Louis de la Marck marquis de Mosny, étoit premier écuyer de la reine régnante.

un abbé Italien nommé Ruccelai, fils d'un gentilhomme Florentin qui étoit venu s'établir en France du temps de la reine Catherine de Medicis. Cet abbé jouissoit de plus de soixante mille livres de rente, tant en patrimoine qu'en bénéfices, & il possédoit entre autres l'abbaye de Signy en Champagne. Il avoit été ami du maréchal d'Ancre, & lorsque la reine mere fut éloignée de la cour, il eut part à sa disgrâce. Il la suivit à Blois, & il entreprit de la tirer de l'état d'oppression où elle étoit réduite. Dans cette vue il demanda permission de retourner à la cour, & il l'obtint par le credit de monsieur de Bassompierre qui fut obligé de se rendre caution, que l'abbé n'entreroit dans aucune intrigue qui pût déplaire au roi : cet engagement fut sincère de la part de Bassompierre ; mais Ruccelai n'y eut aucun égard. Il ne fut pas plutôt à la cour qu'il se mit à cabaler en faveur de la reine mere avec tous ceux qui lui parurent envier la puissance, ou blamer la conduite du nouveau favori ; & il sût si bien cacher toutes ses démarches, que Luynes & ses espions n'en eurent aucune connoissance. Il fit plus, lorsqu'il crut qu'en demeurant à la cour il ne seroit plus d'aucune utilité à la reine mere, il fit donner de faux avis à monsieur de Luynes à qui l'on persuada que Ruccelai entroit dans diverses affaires qui lui étoient désagréables : mais qui n'avoient aucun rapport aux intérêts de cette princesse. Ces mêmes émissaires envoyés par Ruccelai conseillèrent à monsieur de Luynes de reléguer cet Italien dans son abbaye de Signy en Champagne. C'est justement là qu'il vouloit aller afin d'être à portée de se rendre à Sedan auprès du duc de Bouillon, & de l'engager dans le parti de la reine mere. Luynes donna dans le piège, & il crut mortifier extrêmement l'abbé Ruccelai en lui faisant donner un ordre de se retirer à Signy. Ruccelai s'y rendit, & alla trouver le duc de Bouillon, qui lui conseilla de s'adresser plutôt au duc d'Epéron ; il en avertit la reine mere, & ce fut apparemment sur cet avis qu'elle fit demander par Chanteloube une entrevue avec l'archevêque de Toulouse, & qu'elle écrivit elle-même au duc d'Epéron par mademoiselle du Tillet. Luynes étoit fort attentif à découvrir tout ce qui se passoit à la cour de la reine mere. Il faisoit épier toutes ses actions. Le sieur de

1618.

Mem. de Basq
fomp. t. 2.

1618.

Roissy lui fut envoyé pour tenir dans sa maison & dans son conseil, la place que l'évêque de Luçon y avoit occupée. On lui faisoit dire par des gens affidés, que pour se réconcilier avec le roi son fils, elle devoit commencer par avouer elle-même ses fautes, en lui écrivant qu'elle avoit suivi de mauvais conseils, & que l'on avoit eu raison de punir comme on avoit fait, ceux qui les lui avoient donnés, & de lui ôter à elle-même l'administration des affaires. C'étoit-là où Luynes vouloit l'amener, persuadé que si on lui eût arraché une fois un pareil aveu, la mort du maréchal d'Ancre & de sa femme, l'exil de la reine mere, l'emprisonnement de Barbin, & tous les désagréments que les principaux serviteurs de cette princesse avoient essuyés, seroient pleinement justifiés dans l'esprit du public. La fermeté de la reine mere à rejeter ces propositions, fit soupçonner au sieur de Luynes, qu'elle se flattoit de trouver bientôt quelque ressource dans sa disgrâce. Il éclaira de plus près toutes ses actions, & il entreprit de découvrir ses desseins les plus cachés. Il usa pour cela d'un stratagème qui lui réussit d'abord, mais qui dans la suite lui fit prendre le change, & ne servit qu'à le tromper lui-même.

Tandis que le prince de Condé fût à la Bastille, on empêcha Barbin d'avoir aucune communication au-dehors, sous prétexte que si on lui laissoit quelque liberté, il eut fallu à plus forte raison en accorder une pareille au prince de Condé, que l'on vouloit tenir au plus grand secret. Mais quand on eut transféré le prince à Vincennes, Barbin eut permission de voir son valet de chambre & de le charger de quelques commissions pour la ville : il ne manqua pas de lui donner une lettre pour la reine mere, qu'il lui ordonna de porter lui-même à Blois. Il en reçut une réponse, dans laquelle cette princesse lui contoit toutes ses peines, & lui témoignoit le désir qu'elle avoit de sortir du lieu de son exil. Barbin lui conseilla d'attendre la fin de l'assemblée des notables, dans l'espérance qu'on y feroit des remontrances au roi en faveur de sa mere, & que sa majesté pourroit y avoir égard. Il lui représenta qu'avant que de rien entreprendre, il falloit voir si l'on retireroit de cette assemblée les avantages que l'on s'en promettoit pour le bien public ; parce que si elle ne produi-

soit aucun effet, comme il y avoit lieu de le croire, la reine mere se trouveroit bien plus autorisée à se plaindre du nouveau gouvernement. Dès-lors il y eut une correspondance établie entre la reine mere & Barbin. Celui-ci fit reflexion que des voyages trop fréquens de son valet de chambre à Blois, pouvoient donner quelque soupçon : Il prit le parti d'adresser ses lettres à un de ses parens, qui les faisoit tenir à la reine mere, dont il recevoit les réponses qu'il envoyoit à Barbin.

Ce parent ne fut pas fidele, il se laissa gagner par le sieur de Luynes, auquel il montrait toutes (a) les lettres de Barbin, & toutes les réponses de la reine mere. Avant que de les envoyer, Luynes en tiroit des copies, & il croyoit savoir par-là tous les secrets de Marie de Medicis.

Barbin voyant le peu d'effet qu'avoit produit l'assemblée des notables, lui conseilloit de sortir de Blois, & de former un parti contre le favori. La reine mere lui nommoit les seigneurs qui lui étoient affectionnés & qui lui faisoient des offres de services.

Luynes sachant que Barbin avoit trouvé moyen de lui donner des conseils du fond de la Bastille, ne douta pas que l'évêque de Luçon qui étoit beaucoup plus libre ne se mêlât aussi de la conduire. Peut-être même connut-il par les lettres qu'il ouvroit, à quel point la reine mere comptoit sur l'attachement de ce prélat.

Depuis qu'il étoit relegué dans son diocèse, il ne paroissoit occupé que des devoirs & des fonctions de son ministère. Il y publia un écrit contre les protestans, qui fut fort estimé, mais qui ne persuada pas à monsieur de Luynes, que ce prélat donnât toute son attention à la théologie & au gouvernement de son diocèse. Il fut ou il soupçonna qu'il songeoit encore plus à aider la reine mere de ses conseils, & pour l'éloigner encore davantage de cette princesse, il engagea le roi à lui envoyer ordre de se retirer dans le comtat d'Avignon.

L'évêque ayant reçu cet ordre le mercredi de la semaine Sainte, partit le jour du vendredi Saint après avoir écrit au roi, qu'il ne vouloit pas différer de lui témoigner son obéis-

(a) On voit des copies de quelques-unes de ces lettres interceptées dans la bibliothèque du séminaire de saint Sulpice parmi les mss. de monsieur Tronçon.

1618.

sance, & qu'il supplioit sa majesté de faire examiner sa conduite par des gens équitables & désintéressés. Le marquis de Richelieu frère aîné de l'évêque de Luçon, & le sieur de Pontcourlay son beau-frère furent exilés avec lui dans le comtat.

Vers le même temps, Bartholini résident du grand duc à la cour de France eut ordre de sortir du royaume; on prit pour prétexte que son maître avoit fait saisir dans le port de Livourne quelques barques chargées de marchandises qui appartenoient à des François, parce qu'il prétendoit que l'on avoit fait de semblables prises sur les Florentins dans le port de Saint-Tropez.

On profita de cette occasion pour se délivrer d'un homme que l'on soupçonnoit de travailler sourdement pour les intérêts de la reine mere.

Le pape se plaignit de ce qu'on exiloit l'évêque de Luçon hors de son diocèse : *Que deviendra*, dit-il à monsieur de Marquemont, *la résidence qu'il doit en son évêché, & que dira le monde de le voir interdit d'aller où son devoir l'oblige? Encore si l'on se fût servi de l'autorité du nonce à lui faire ce commandement, &c.*

Lettre de monsieur de Marquemont du 17 Mai 1618.

Recueil d'Aubery, t. 1.

Monsieur de Marquemont, qui n'avoit encore reçu aucun avis de la cour sur ce fait, répondit au pape, qu'il n'étoit pas à présumer que le roi eût exilé monsieur de Luçon, sans y avoir été déterminé par de fortes & puissantes raisons, attendu la justice & la piété qui paroissent dans toutes les actions de sa majesté; qu'à l'égard de la résidence, l'évêque de Luçon avoit assez témoigné qu'il n'étoit pas fort jaloux de l'observer, puisqu'il avoit exercé pendant deux ans une charge de secrétaire d'état, qui l'obligeoit à demeurer continuellement à la cour. Le cardinal Borghese ajouta que « cet exemple étoit de très-dangereuse conséquence, & que si un roi très-chrétien & aussi pieux que l'étoit Louis XIII. traitoit de cette façon les évêques. quoique avec raison, il se trouveroit dans la suite d'autres princes & potentats qui à tort & sans cause, feroient toutes sortes de violences & d'oppressions aux ecclésiastiques.

Monsieur de Marquemont ne manqua pas de rendre compte au roi des conversations qu'il avoit eues avec le pape, & en

suite avec le cardinal Neveu au sujet de l'exil de monsieur de Luçon. Le roi répondit par une lettre, datée du 5 Juin 1617. qu'il étoit fort surpris que le pape se fût formalisé du séjour de ce prélat dans la ville d'Avignon, *puisque étant ecclésiastique, il ne pouvoit être mieux qu'en terre d'église. Tant s'en faut, ajoutoit-il, qu'il vaquât aux exercices de sa profession, que j'ai découvert qu'il faisoit des pratiques préjudiciables à mon service.*

1618.

Monsieur de Puisieux lui écrivit en même-temps, que le conseil du roi avoit jugé que le pape le prenoit un peu bien haut en se scandalisant de la retraite de monsieur de Luçon en Avignon. Que si ce prélat se fût contenté de faire simplement le bon évêque dans son diocèse, il ne se seroit pas mis dans le cas d'être exilé; mais qu'il étoit un de ces esprits qui s'emportent bien au-delà de leur devoir, & qui sont très-dangereux dans un désordre public; que l'on avoit eu raison de représenter au pape le peu d'inclination que ce prélat avoit témoigné pour la résidence, s'étant absenté deux années entières de son diocèse pour aider comme les autres aux confusions de l'état. Qu'au surplus en lui ordonnant de se retirer à Avignon, on avoit écrit au vice-légat pour justifier cette résolution, & que par cette voie le pape devoit avoir été suffisamment instruit des raisons qui avoient déterminé le roi à traiter ainsi l'évêque de Luçon.

On fit encore de plus grands exemples de sévérité pour ôter à la reine mere toute espérance de former un parti dans le royaume. Le grand conseil fut chargé par une commission extraordinaire, de faire le procès à tous ceux qui publioient des libelles contre le gouvernement, ou qui tâchoient par quelque moyen que ce fût d'exciter des troubles dans l'état.

On fait le procès aux serviteurs de la reine mere.

Mais malgré toutes ses recherches, Luynes n'eut aucune connoissance des intrigues de Ruccelai, dont le nom ne se trouva point dans les lettres ni dans les papiers qu'on avoit saisis.

Cet abbé étoit fort mal avec le duc d'Epemon, depuis une querelle qu'il avoit eue avec le marquis de Rouillac neveu du duc. Il n'osa l'aller trouver à Metz, persuadé qu'il y seroit fort mal reçu: mais il y envoya Vincentio Ludovici, qui avoit été secrétaire du maréchal d'Andre, avec une lettre de créance signée de la reine mere, & datée du 18 Juillet 1618.

1618.

Vie du duc d'E-
pernon, t. 2.

Vincentio se conduisit avec beaucoup de prudence. Il se logea d'abord à Metz dans une hôtellerie. Ensuite il fit dire au sieur Duplessis, confident du duc d'Epernon, qu'un de ses anciens amis, qui venoit d'arriver à Metz, seroit ravi de le voir dans l'hôtellerie *de la tête noire* où il étoit logé. Duplessis comprit d'abord que ce compliment lui venoit de quelque envoyé secret, qui avoit quelque affaire importante à traiter avec le duc d'Epernon. Il envoya un valet de chambre affidé, nommé Cadillac, à *la tête noire*, pour savoir quel étoit cet inconnu. Le valet de chambre parla à Vincentio, qui ne lui dit rien autre chose, si ce n'est qu'il seroit bien-aise de voir son maître & de l'embrasser. Cadillac reconnut à son accent qu'il étoit étranger. Il examina sa figure avec soin, & il en fit le portrait à Duplessis. Celui-ci ayant pris l'avis du duc d'Epernon se rendit à *la tête noire*, & reconnoissant Vincentio sur la description que son valet de chambre lui en avoit faite; il courut l'embrasser devant un grand nombre de gens qui se trouvoient-là par hasard, comme si ç'eût été son meilleur ami. Il lui demanda des nouvelles de leurs amis communs qui demeuroient en Xaintonge, & ils parlerent ensemble de plusieurs personnes qu'ils ne connoissoient ni l'un ni l'autre; ensuite ayant pris Ludovici en particulier, il apprit quel étoit le sujet de sa commission. Il en rendit compte au duc d'Epernon, qui donna audience le lendemain à l'envoyé de la reine mere. Vincentio lui présenta la lettre de cette princesse, & le conjura de ne pas l'abandonner dans son affliction. Le duc répondit, qu'il pouvoit l'assurer du desir extrême qu'il avoit de la servir; mais qu'avant que de prendre aucun engagement, il vouloit savoir quels étoient les seigneurs qu'elle comptoit avoir dans son parti, & quelles sommes elle pouvoit fournir pour les frais de la guerre que l'on seroit peut-être obligé de soutenir. Il représenta qu'il ne pouvoit tirer la reine mere de Blois sans sortir de Metz, & que pour être toujours maître de cette place, il falloit que l'on lui donnât cinquante mille écus afin qu'il pût s'assurer de la garnison; il ajouta qu'il n'entreroit dans aucun traité, si Rucelai en avoit la moindre connoissance.

Relat. du card.
de la Valette

Vincentio ne balançoit pas à l'assurer que Rucelai ignoroit parfaitement cette négociation, & qu'il l'ignoreroit toujours;

jours; que la reine mere n'en confieroit le secret qu'au marquis de Mosny & au sieur de Chanteloube, & qu'à l'égard de l'argent dont il avoit besoin, il ne seroit pas difficile de le trouver; parce que la reine outre ses pierreries, qu'elle étoit résolue de vendre, s'il le falloit, avoit encore deux cents mille écus à Florence que l'on feroit venir quand on voudroit.

Le duc d'Epéron renvoya Vincentio à Blois, pour demander les assurances & les éclaircissmens qu'il désiroit. Vincentio revint à Metz, & il dit au duc que la reine mere avoit lieu de compter sur les ducs de Guise, de Montmorenci, de Bouillon, & sur plusieurs autres seigneurs qui lui offroient leurs services. Il apporta un écrit que le duc avoit demandé pour sa décharge, & une lettre que le roi avoit écrite à sa mere, par laquelle il lui permettoit d'aller dans toutes les villes de son royaume qu'il lui plairoit, & commandoit à tous les gouverneurs de la recevoir.

Ce fut à ce second voyage de Vincentio, que le duc d'Epéron s'engagea par une parole positive, à prendre en main la défense de la reine mere & à la tirer de sa captivité.

Vincentio fut obligé d'aller à Florence pour retirer l'argent de Marie de Medicis. On fit tenir au duc d'Epéron les cinquante mille écus qu'il avoit demandé; on en donna douze mille au duc de Bouillon pour fortifier Sedan, & huit mille à monsieur de Saint-Luc pour acheter des armes.

Luynes qui n'avoit aucune connoissance de ces intrigues, fit alors quelques avances pour se réconcilier avec le duc d'Epéron. On lui écrivit à Metz que le favori vouloit être de ses amis, qu'il étoit fâché de ce qui s'étoit passé dans la querelle des ducs avec le garde des sceaux, & que s'il envoyoit l'archevêque de Toulouse son fils à Paris, on lui feroit des propositions dont le duc auroit lieu d'être content.

Monsieur d'Epéron comprit par-là que le sieur de Luynes ignoroit absolument ses liaisons avec la reine mere, & pour lui en ôter tout soupçon, il feignit d'avoir un desir sincere de se réconcilier avec lui.

L'archevêque de Toulouse partit de Metz au mois de Juillet 1618. pour aller trouver le favori de la part de son pere. En arrivant à la cour, il apprit que Mademoiselle du Tillet étoit arrêtée, que l'on faisoit le procès à Barbin, & que l'on

1618.

procédoit avec une extrême rigueur contre tous les serviteurs de la reine mere. Ces nouvelles ne lui firent point changer de résolution. Son pere lui avoit ordonné de ne parler de son dessein qu'au seul marquis de Mosny, & de lui dire qu'il comptoit partir de Metz le 15 ou le 16 d'Août pour aller en Xaintonge, d'où il exécuteroit le projet dont on étoit convenu pour la liberté de la reine mere.

L'archevêque de Toulouse ayant recontré le marquis de Mosny dans le cabinet de la jeune reine, voulut s'acquitter de la commission dont son pere l'avoit chargé : mais le marquis jugeant que dans un temps de défiance & de soupçon ; où l'on poursuivoit avec tant d'animosité tous les partisans de la reine mere, on ne pouvoit sans une extrême imprudence s'entretenir d'une pareille affaire au milieu de la cour ; quitta brusquement l'archevêque sans lui répondre un seul mot.

Refar. du card.
de la Valette.

Le lendemain il lui envoya Ruccelai, qui apparemment avoit trouvé moyen de tromper encore monsieur de Luynes, pour obtenir la permission de revenir à la cour. Ruccelai dit à l'archevêque, qu'il venoit de la part du marquis de Mosny, pour savoir toutes les nouvelles qu'il avoit voulu lui apprendre dans le cabinet de la reine, & que le marquis avoit refusé d'écouter. Le prélat qui regardoit cet abbé, comme l'ennemi déclaré de son pere, fut fort embarrassé de ce discours. Il nia qu'il eût parlé au marquis de Mosny & qu'il eût rien à lui dire ; alors Ruccelai lui conta toutes les particularités des divers voyages que Vincentio avoit faits à Metz. Il l'assura que c'étoit lui-même qui avoit conduit toute l'intrigue, & lui apprit que toutes les affaires de la reine mere passaient par ses mains. L'archevêque le voyant si bien instruit ; n'osa plus lui rien cacher. Il l'avertit seulement de prendre bien garde que le duc d'Epemon ne sût qu'il étoit du secret, parce qu'il n'en faudroit pas davantage pour le déterminer à rompre la négociation, & à ne rien exécuter de ce qu'il avoit promis.

Quelques jours après, le vicomte de Sardiny & Ruccelai eurent ordre de sortir de Paris. Le premier partit aussi-tôt : mais l'autre refusa d'obéir au commandement du roi jusqu'à ce qu'il eût parlé à monsieur de Luynes. Il vint à bout d'en

obtenir par le moyen du colonel d'Ornano, la permission de rester quelque temps à Paris : mais ce temps expiré, Ruccelai fut obligé de partir, & il se retira à Joinville auprès du cardinal de Guise ; ce fut-là qu'il prit la résolution de se rendre à Metz, pour négocier directement avec le duc d'Epéron. Il s'avança d'abord jusqu'à deux lieues près de la ville, & il fit demander au duc la permission d'y entrer. Dès que le duc entendit prononcer le nom de Ruccelai, il entra dans une si furieuse colere, qu'il fut sur le point de rompre tout commerce avec la reine mere. Duplessis prit soin de l'appaiser, & lui persuada enfin, non-seulement de le laisser entrer dans Metz ; mais de le loger dans son palais, où il demeura caché pendant un mois : un domestique affidé lui apportoit tous les jours à manger dans une chambre d'où il ne sortoit jamais, & dans laquelle on ne laissoit entrer personne qui ne fût du secret. Le duc d'Epéron l'alloit voir presque tous les jours, & Ruccelai fut si bien s'insinuer dans son esprit, qu'il ne se conduisit plus que par ses avis.

1618.

L'archevêque de Toulouse eut quelques entretiens particuliers avec monsieur de Luynes sur les affaires de son pere ; on se fit de part & d'autre des complimens réciproques, & des protestations générales qui n'engageoient à rien. L'archevêque retourna ensuite à Metz peu de jours après le (a) jugement de Barbin, & par conséquent dans les premiers jours de Septembre. Ce fut là que ce prelat, Ruccelai, le marquis de la Valette, le sieur Duplessis & le duc d'Epéron prirent ensemble les dernieres mesures pour l'exécution de leur dessein. Il fut résolu qu'elle seroit différée jusques au commencement de l'année suivante. Le duc recevoit de temps en temps les lettres de la reine mere avec cette adresse : *A monsieur, monsieur Fabert, demeurant pour le présent à Saverne*. Ces lettres étoient écrites en style mystérieux, mais en même-temps si simple & si naturel, qu'on eût crû en les lisant, qu'elles étoient envoyées par des particuliers qui s'entretenoient de leurs affaires ; les personnes y étoient dési-

Relat. du card.
de la Valette.

Vie du duc d'Epéron, t. 2.

(a) Il fut condamné au bannissement, mais le roi commua sa peine en prison perpétuelle. Il obtint dans la suite la liberté, à condition qu'il sortiroit du royaume.

1618.

gnées par des noms empruntés , & il falloit en avoir la clé pour en comprendre le véritable sens.

L'intrigue se conduisoit avec tant de secret , que le sieur de Luynes n'en eut jamais aucune connoissance ; cependant elle fut plus d'une fois sur le point d'être découverte.

Hist. de la mere
& du fils.

Au second voyage que Vincentio fit à Metz , il fut arrêté à Troyes ; il portoit au duc d'Epemon des lettres de la reine mere, qu'il avoit eu la précaution de coudre dans la doublure de son habit ; après l'avoir fouillé on se mit à découdre cette doublure en plusieurs endroits , excepté dans celui où étoit la lettre. Vincentio sans se déconcerter , soutint toujours avec fermeté qu'il prenoit la route d'Allemagne pour sortir du royaume. On lui rendit son habit, & on le laissa poursuivre son voyage.

Vie du duc d'E-
pernon.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

Une autre fois, Ruccelaï ayant écrit une longue dépêche au comte de Bresne qui étoit à Blois , la donna à un page nommé de Lorme , en lui recommandant un grand secret. Ce page étant arrivé à Paris fut tenté de porter son paquet à monsieur de Luynes , dans l'espérance d'en tirer une grosse récompense. Il se présenta souvent à sa porte sans pouvoir lui parler ; un des gens de monsieur (a) du Buiffon conseiller au parlement qui avoit le secret de la reine mere, l'ayant rencontré par hasard dans les rues en avertit son maître , qui voyant que ce page n'étoit pas venu chez lui , se douta de la trahison. Il fit de telles perquisitions , qu'il découvrit enfin la maison où il étoit logé , & lui ayant fait hardiment demander son paquet au nom de monsieur de Luynes , & donner en même temps cinq cents écus , il le retira & le fit tenir à monsieur de Bresne.

Quoique monsieur de Luynes ne fût pas instruit de ce qui se tramoit avec tant de secret en faveur de la reine mere , il ne laissoit pas d'être fort inquiet. Il savoit en général que cet-

(a) L'auteur de l'histoire de la mere & du fils , dit que ce conseiller se nommoit de Villiers , & il suppose que ce page lui découvrit lui-même son dessein , sans savoir qu'il fût dans les intérêts de la reine mere ; il ajoute que ce conseiller l'en détourna , & que pour le dédomma-

ger de la récompense qu'il espéroit , il lui donna cent écus : mais on a cru devoir préférer à son témoignage , celui du marquis de Fontenai-Mareuil , & de l'historien du duc d'Epemon qui étoit son secrétaire.

te princesse souffroit impatiemment son exil , & qu'elle avoit un desir extrême de retourner à la cour. Elle écrivoit sans cesse au roi pour lui demander cette grace , elle osoit même prier le sieur de Luynes de la solliciter , elle lui protestoît qu'elle ne témoigneroit jamais le moindre ressentiment de ce qui s'étoit passé , & assuroit le roi qu'elle étoit résolue de ne se mêler d'aucune affaire , & d'en laisser le soin à tous ceux dont il jugeroit à propos de suivre les conseils : mais le sieur de Luynes croyoit l'avoir trop offensée pour pouvoir se fier à ses protestations & à ses promesses.

1618.

On lui défendit de s'éloigner de Blois , & l'on lui assigna le lieu & le terme de ses promenades. On ne pouvoit la voir ni lui parler , sans permission de la cour. Ceux qui la demandoient devenoient suspects. On approuvoit la conduite des personnes de marque qui passoient par Blois , sans paroître avoir aucun desir de lui rendre leurs respects. On fut qu'elle recevoit des messagers inconnus que l'on faisoit entrer pendant la nuit dans le château par de petites portes qui donnoient dans la campagne. Le sieur de Roissy fut envoyé à Blois avec ordre de faire murer ces portes , & de veiller de plus près sur la conduite de la reine. Elle écouta les remontrances de ce magistrat , & lui laissa exécuter ses ordres sans aucune résistance ; & lorsqu'il partit de Blois pour retourner à la cour , elle manda au roi qu'à la vérité le sieur de Roissy étoit venu chargé d'une commission qui lui avoit causé quelque déplaisir ; mais qu'il s'en étoit acquitté avec tout le respect & toute la modération possible.

Lettre originale de Marie de Medicis dans les mss. de Bethune, n^o. 9305.

Modene , oncle de Luynes , & le pere Arnoux confesseur du roi firent plusieurs voyages à Blois , pour représenter à la reine mere les malheurs dont la France étoit menacée , si elle revenoit à la cour. Ils lui disoient que pour balancer son pouvoir , on seroit obligé de rendre la liberté à monsieur le prince , ce qui donneroit lieu à de nouvelles brouilleries. Le pere Arnoux lui faisoit entendre que sa conscience étoit intéressée à ne point troubler le repos de l'état. D'un autre côté , Modene la menaçoit de toute l'indignation du roi , si elle ne demeurait tranquille dans le lieu de sa retraite. Il alla jusques à lui dire , que l'on seroit peut-être obligé de la renvoyer hors du royaume.

1618.

Ces menaces ne l'effrayoient pas ; elle demandoit au roi la permission de faire des voyages de dévotion , & quand on la lui refusoit ; elle se plaignoit amèrement de ce qu'on la retenoit prisonnière. Pour l'appaiser , le roi lui envoya le pere Arnoux son confesseur avec cette lettre écrite de sa main.

Dupin, t. 3.

» Madame , ayant su que vous aviez la volonté de visiter
 » quelques lieux de dévotion , je m'en suis réjoui & serai en-
 » core plus aise , si vous preniez la résolution de vous prome-
 » ner & voyager dorenavant plus que vous n'avez fait par le
 » passé , parce que j'estime que cela servira grandement à vo-
 » tre santé qui m'est extrêmement chere. Si les affaires me
 » permettoient d'être de la partie , je vous y accompagnerois
 » de bon cœur comme je ferai par écrit aux lieux où vous
 » irez , où je désire que vous soyez reçue , respectée , & ho-
 » norée comme moi-même , qui suis plus qu'on ne vous sau-
 » roit exprimer , Madame , votre tres-humble & très-obéis-
 » sant fils Louis. A Paris le dernier jour d'Octobre 1618.

Mais en donnant à la reine mere la liberté qu'on lui accordoit par cette lettre , on voulut s'assurer qu'elle n'en abuseroit pas. Le pere Arnoux fut chargé de tirer d'elle un écrit signé de sa main , par lequel cette princesse promettoit au roi *devant Dieu & ses anges*. 1°. » De n'avoir ni pour le temps
 » présent ni pour l'avenir , désir ni pensée , qui ne tendît à la
 » prospérité & à l'avancement des affaires du roi : 2°. De lui
 » rendre toute sa vie l'obéissance qu'elle lui devoit comme à
 » son souverain seigneur , résignant toutes ses volontés dans
 » ses mains : 3°. De n'avoir aucune correspondance au-de-
 » dans ni au-dehors du royaume , qui pût préjudicier au ser-
 » vice du roi : 4°. De l'avertir de toutes les intrigues con-
 » traies à sa volonté dont elle auroit connoissance : 5°. En-
 » fin , de n'avoir aucun dessein de retourner à la cour , que
 » lorsqu'il plairoit au roi de lui ordonner.

L'écrit finissoit par ces paroles , » & afin que cette déclara-
 » tion puisse être notoire à un chacun , nous avons conve-
 » nu qu'il en soit expédié plus d'une copie pour être publiée ,
 » si notre dit sieur & fils le désire. Fait à Blois le 3^e jour de
 » Novembre 1618.

Dans le temps que la reine mere signoit cet écrit , ses négociations avec le duc d'Epemon étoient déjà fort avancées ,

& son parti étoit pris de sortir de Blois sans attendre le consentement du roi, à qui elle sembloit vouer *devant Dieu & ses anges*, une obéissance sans bornes. Ainsi elle trompoit le sieur de Luynes comme on a vû, qu'il l'avoit lui-même trompée dans le temps qu'il travailloit à l'éloigner de la cour, & à la perdre entièrement dans l'esprit de son fils. Il ne fut pas cependant tellement rassuré par les promesses de la reine mere, qu'il n'eût voulu la mettre hors d'état de lui échapper; il lui fit proposer par le sieur de Villefavin de se retirer de son propre mouvement dans un monastere, pour montrer qu'elle ne pensoit plus à retourner à la cour. La reine mere n'eut garde d'accepter cette proposition, & Luynes qui se défioit toujours de la sincerité de ses promesses, prit la résolution de mener quelque jour le roi à Blois, sous prétexte de rendre une visite à sa mere, de lui faire ensuite proposer par son fils de l'accompagner jusqu'au château d'Amboise où l'on la laisseroit prisonniere, avec une garde dont on seroit bien assuré: mais il différa trop long-temps l'exécution de ce projet, & la reine mere profita de ce retardement pour sortir de sa captivité, & pour prevenir celle dont elle étoit menacée.

Un des grands reproches que l'on avoit fait à cette princesse & aux ministres qui avoient gouverné sous son autorité, étoit d'avoir abandonné les alliés de la couronne, & en particulier le duc de Savoye. Le maréchal de Lesdiguières avoit marché plus d'une fois au service de ce prince avec les troupes qu'il commandoit en Dauphiné, sans attendre les ordres de la cour, & même sans demander son consentement. Marie de Medicis avoit souvent offert sa médiation au duc de Savoye & à la cour d'Espagne pour terminer leurs différends: mais les Espagnols qui voyoient le gouvernement de France peu disposé à secourir le duc de Savoye, avoient toujours éludé les propositions qu'on leur avoit faites de la part du roi, & s'étoient plaints hautement de la conduite du maréchal de Lesdiguières. Don Pedro de Toledé, gouverneur de Milan, étoit entré dans le Piémont & avoit pris Verceil. Le duc de Savoye sachant que le gouvernement de France étoit entièrement changé depuis la mort du maréchal d'Ancre, implora la protection du roi. On résolut alors d'accorder à ce prince

Affaires d'Espagne.

1618.

des secours réels, & de le soutenir autrement que par des négociations inutiles. Le roi commença par déclarer, qu'il approuvoit tout ce qu'avoit fait le maréchal de Lesdiguières pour défendre le duc de Savoye; on expédia même un acte authentique de cette déclaration, qui fut envoyé au parlement. Le roi menaça ensuite l'ambassadeur d'Espagne, de faire passer une armée en Italie. Alors les Espagnols commencèrent à devenir plus traitables; ils s'engagerent à rendre Vercell: mais comme ils différoient l'exécution de leur promesse, le roi dit au duc de Monteleon, ambassadeur de sa majesté catholique: » Monsieur l'ambassadeur, je sai la véritable cause » de la lenteur du gouverneur de Milan à donner satisfaction » au duc de Savoye, mon oncle; on fait croire au roi votre » maître, que je n'oserois sortir de mon royaume pour secou- » rir mes alliés. Je veux bien qu'il sache que mes affaires ne » sont pas en aussi mauvais état qu'il se l'imagine: mais quand » tout devroit être renversé pendant mon absence, rien ne » m'empêchera de passer les monts, & d'aller contraindre le » roi votre maître à tenir la parole qu'il m'a donnée, & dont » le duc de Savoye s'est contenté à ma considération ». Louis tenoit le même langage en présence de ses courtisans, afin que ses discours fussent rapportés à l'ambassadeur d'Espagne: » Si le roi d'Espagne, disoit-il, ne rend pas Vercell comme » il me l'a promis, je serai obligé de lui déclarer la guerre; » & si nous en venons là, je veux que ce soit le maréchal de » Lesdiguières qui me mette l'épée à la main.

Ces menaces réitérées eurent leur effet; le gouverneur de Milan rendit Vercell le 25 Juin 1618. & sur la fin de Novembre de la même année, le cardinal de Savoye vint en France pour remercier le roi de la protection qu'il avoit accordée au duc son pere. Il fut aussi chargé de faire la demande de madame Christine de France pour le prince de Piémont; ce mariage fut conclu sans que l'on pensât seulement à demander le consentement de la reine mere, ce qu'elle regarda comme un nouvel affront ajouté à tous ceux que l'on lui faisoit souffrir tous les jours dans le lieu de son exil.

*Affaires de
Bearn.
Mercure Fran-
çois, t. 1.*

Le conseil du roi fut encore fort occupé des affaires du Bearn pendant le cours de cette année.

Dès l'an 1569. Jeanne d'Albret reine de Navarre, avoit
aboli

abolí l'exercice de la religion catholique dans tout le pays de Bearn, & le comte de Montgomery son lieutenant, par une ordonnance du 2 Octobre de la même année, avoit saisi tous les biens ecclésiastiques qui furent employés à l'entretien des ministres, & à la fondation de divers collèges, où la jeunesse devoit être élevée dans la religion protestante.

1618.

En 1599. Henri IV. permit en Bearn l'exercice public de la religion catholique : mais il crut devoir laisser aux protestans les biens de l'église dont ils s'étoient emparés, & il aima mieux prendre sur son domaine les sommes nécessaires pour l'entretien des églises & des prêtres qui les desservoient, que d'obliger les protestans à restituer ce qu'ils avoient usurpé.

Le clergé demandoit toujours à rentrer dans ses biens. Louis XIII. lui en accorda enfin la main-levée pleine & entière, par un arrêt daté de Fontainebleau le 25 Juin 1617. & pour en rendre l'exécution plus facile, il ordonna que les protestans en seroient dédommagés par des revenus annuels qui seroient pris sur ses propres domaines : mais les protestans s'étant assemblés au mois de Juillet dans la ville d'Ortez, déclarèrent qu'ils aimoient mieux mourir que de consentir à une restitution qui devoit entraîner selon eux, la ruine entière de la religion & de l'état. Ils envoyèrent un député à la cour pour faire des remontrances. Le roi les écouta : mais loin d'y avoir aucun égard, il confirma l'arrêt du conseil du 25 Juin ; & par un édit daté de Paris au mois de Septembre 1617. il ordonna que les ecclésiastiques rentreroient dans la pleine & entière possession de leurs biens, à commencer du 2 Février 1618. & que de ce jour les receveurs du domaine cesseroient de leur payer la somme de vingt-quatre mille livres, que le roi leur donnoit tous les ans pour leur entretien.

On publia en même-temps un autre édit pour appaiser les murmures des protestans, que l'on appella l'édit de *Remplacement*. Il portoit que les revenus des biens ecclésiastiques de Bearn, ayant été évalués à la somme de soixante-dix-huit mille livres par an ; sa majesté ordonnoit que pareille somme seroit prise tous les ans sur ses domaines pour remplacer ce que les protestans tiroient des biens de l'église, & pour être employée aux mêmes usages. Cet édit fut enregistré le 4 Décembre 1617. au parlement de Bourdeaux, & le 6 à celui

1618.

de Toulouse. Les protestans du Bearn, loin d'obéir à ces édits, s'opposèrent ouvertement à leur exécution. Ils tinrent des assemblées contre les défenses expresses du roi, & parurent se disposer à la révolte. Le roi envoya un commissaire en Bearn, qui y fut mal reçu, & qui courut risque d'être assommé par la populace.

Le 29 Juin 1618. le conseil souverain de Pau rendit un arrêt, par lequel il ordonnoit de sa propre autorité, que l'exécution des édits seroit sursise.

Il y avoit environ cinquante ans que les protestans de Bearn s'étoient mis en possession des biens ecclésiastiques. Ils prétendoient qu'un si long espace de temps formoit un droit de prescription, contre lequel on ne pouvoit plus revenir. On leur répondoit qu'une possession si récente ne pouvoit pas former un droit de prescription, contre une possession aussi ancienne que celle de l'église, qui jouissoit de ces biens depuis plusieurs siècles, lorsque les protestans étoient venus les lui enlever par la force des armes. On avoit beau leur représenter que par l'édit de remplacement, ils auroient toujours le même revenu pour soutenir les établissemens que la reine Jeanne d'Albret avoit faits en faveur de leur religion: ils répondoient que ces revenus assignés sur les domaines du roi dépendroient toujours des volontés de la cour, qui pourroit les leur ôter quand elle le jugeroit à propos, au lieu que la reine Jeanne leur avoit donné des fonds solides & assurés, qu'ils vouloient conserver. Leur résistance fut si opiniâtre, que l'exécution des édits demeura suspendue jusqu'à la fin de l'année 1620.

Mort du cardinal du Perron.

Le cardinal du Perron célèbre par ses écrits contre la doctrine des protestans, étoit mort le 5 Septembre 1618. âgé de soixante-un ans, neuf mois & onze jours. Il se nommoit Jacques Davy: le nom de du Perron lui venoit d'une petite terre que sa famille possédoit dans la basse-Normandie. Ses parens ayant embrassé la religion protestante, se retirèrent à Geneve, & s'établirent ensuite dans le canton de Berne; ce fut là qu'il nâquit le 5 Novembre 1556. Son pere prit la peine de lui enseigner la langue Latine & les mathématiques. Il apprit seul le Grec & l'Hebreu. Il étoit encore jeune lorsqu'il revint en France, où il se fit catholique. Philippe des

Portes abbé de Tiron, l'introduisit à la cour d'Henry III. Il y fut regardé comme un prodige d'esprit & de savoir. Il eut une charge de lecteur du roi avec douze cents écus de pension. Après la mort d'Henry III. il fut présenté à Henry IV. par le cardinal de Bourbon. Il contribua beaucoup à la conversion de ce prince, qui l'envoya à Rome pour traiter l'affaire de son absolution conjointement avec monsieur d'Ossat. Il fut nommé évêque d'Evreux en 1601. & ensuite cardinal en 1604. Il étoit à Rome quand le roi lui donna l'archevêché de Sens, & la charge de grand aumônier de France. C'étoit un homme doux, sans fiel, d'un abord assez froid, & qui n'entroit pas volontiers en conversation ni en dispute : mais quand une fois il étoit animé, c'étoit un torrent auquel il étoit difficile de résister. Le pape Clément VIII. disoit quelquefois : *Prions Dieu qu'il inspire le cardinal du Perron, car il nous persuadera tout ce qu'il voudra.* Les calvinistes contre lesquels il a beaucoup écrit, débitèrent contre lui plusieurs calomnies, que Guy Patin a rapportées dans ses lettres, comme des vérités incontestables; cependant il étoit regardé même par les seigneurs protestans, comme un des plus grands prélats de l'église de France. Monsieur de Sulli entre autres avoit pour lui la plus sincère amitié & la plus haute estime. Il mourut d'une suppression d'urine dans sa maison de Bagnolet, proche Paris, où il s'étoit retiré pour travailler aux ouvrages de controverse qu'il a donnés au public. Sa charge de grand aumônier de France fut donnée au cardinal de la Rochefoucault.

1618.

La reine mere étoit toujours à Blois, attendant avec impatience l'effet des promesses du duc d'Epéron. Monsieur de Bellegarde ayant su confusément que cette princesse avoit quelque dessein de se livrer au duc d'Epéron, lui écrivit fortement pour l'en détourner. Il lui manda qu'elle auroit plus à souffrir de l'humeur altière & impérieuse de ce duc, que de toutes les persécutions de ses ennemis, & il lui offrit une retraite dans son gouvernement de Bourgogne : mais la reine mere croyoit avec raison qu'elle trouveroit toujours plus de sagesse & plus de fermeté dans monsieur d'Epéron, que dans monsieur de Bellegarde, qui ne parloit ainsi que par jalousie. D'autres lui écrivoient contre Ruccelart, & pour

1619.

1619.

mieux leur cacher son dessein ; elle leur répondoit que tous les défauts de cet abbé lui étoient connus , qu'elle n'avoit en lui aucune sorte de confiance , & que s'il venoit leur dire quelque chose de sa part , elle le défavouoit d'avance , & les prioit de n'en rien croire.

Le duc d'Epéron n'ignorant pas qu'il ne pouvoit tirer la reine mere du lieu de son exil , sans commettre un attentat contre l'autorité royale , vouloit au moins que toutes ses démarches fussent tellement mesurées , qu'elles donnassent le moins de prise sur lui qu'il seroit possible.

Dans cette vûe , il commença par demander au roi la permission d'aller en Xaintonge sans passer par Paris. Le duc de Bellegarde son parent & son ami , qui paroissoit être fort bien avec monsieur de Luynes , se chargea de lui obtenir cette grace. Deagent promit à monsieur de Bellegarde qu'elle seroit accordée , & le duc d'Epéron s'y attendoit ; mais au lieu de la permission qu'il espéroit , il fut extrêmement surpris de recevoir une lettre du roi , datée du 11 Janvier 1619. par laquelle sa majesté lui mandoit , qu'ayant appris par les dernières nouvelles d'Allemagne que la guerre y étoit allumée , il jugeoit que sa présence étoit absolument nécessaire dans la ville de Metz , d'où il lui défendoit très-expressément de sortir jusqu'à ce qu'il eût reçu d'autres ordres , qui lui seroient accordés tels qu'ils avoient été promis , aussi-tôt que les affaires permettroient qu'il s'éloignât de la frontière du royaume. Le duc d'Epéron répondit au roi , qu'il étoit assez instruit de ce qui se passoit en Allemagne pour savoir qu'il n'y avoit rien à craindre de ce côté-là ; & qu'en tout cas , il comptoit laisser à Metz le marquis de la Valette son fils , très-capable de donner les ordres nécessaires en son absence. Il se plaignoit ensuite de ce que depuis deux ans il n'avoit reçu de la cour , que *la simple paye de colonel à dix mois par an* , ce qui le mettoit hors d'état de faire la dépense convenable à sa dignité. La lettre étoit datée de Metz le 17 Janvier 1619. ce qui prouve qu'il n'en sortit pas le 6 ou le 7 de ce mois , comme le cardinal de la Valette le marque dans sa relation , mais plutôt le 22 comme l'assure l'auteur de sa vie.

Mercuré François , t. 5.

On raconte qu'en sortant de la ville , il ne put s'empêcher de dire : *Je vai faire le coup le plus hardi que j'aie jamais fait de*

ma vie. Ceux qui l'entendirent s'imaginèrent qu'il vouloit parler de son départ de Metz sans permission du roi, car on ignoroit encore le dessein qu'il avoit formé de délivrer la reine mere. Il avoit fait partir devant lui l'archevêque de Toulouse, & il laissa dans Metz le marquis de la Valette son second fils, avec ordre de tenir les portes de la ville fermées pendant quelques jours après son départ. En passant par la Bourgogne, il chargea un officier de mander de sa part au duc de Bellegarde que la faim l'avoit chassé de Metz, & le contraignoit d'aller vivre dans ses terres de Xaintonge & d'Angoumois. Il pria cet officier de ne point envoyer sa lettre par un courrier exprès. L'officier le lui promit : mais il ne tint pas sa parole à l'égard du courrier ; car il en envoya un, & ce fût par-là que la cour apprit que le duc d'Épernon étoit parti de Metz. On ne le savoit pas encore à Paris, quoiqu'il y eût déjà près de huit jours qu'il fût en chemin.

Le départ inopiné de ce duc causa beaucoup de surprise. Le roi dit tout haut qu'il avoit toujours pensé, que si l'on refusoit à monsieur d'Épernon la permission qu'il demandoit, il la prendroit de lui-même, & partiroit sans ordre.

Le sieur de Luynes se douta bien que le duc d'Épernon n'avoit pas entrepris ce voyage sans quelque dessein caché, qu'il ne découvroit pas encore : mais comme il ignoroit absolument ses liaisons & ses traités avec la reine mere, il ne pensa pas qu'il fût question de délivrer cette princesse. Il résolut d'envoyer au duc un homme de confiance pour tâcher de le gagner, en lui promettant toute sorte de satisfaction : mais il n'étoit plus temps.

Le duc d'Épernon étant arrivé au pont de Vichy, écrivit au roi une lettre fort soumise & fort respectueuse en apparence, dans laquelle il tâchoit de justifier sa sortie de Metz, sur ce qu'il avoit appris que les troubles de Bohême étoient sur le point d'être terminés. Il protestoit que loin de croire désobéir aux commandemens de sa majesté, il croyoit plutôt les avoir expliqués selon leur véritable sens ; parce que sa présence étoit beaucoup plus nécessaire au service du roi en Xaintonge & en Angoumois, qu'à Metz.

Du 7 Fev.

Du pont de Vichy, le duc poursuivit sa route à grandes journées jusqu'en Angoumois. La reine mere étoit alors dans

1619.

de cruelles inquiétudes. Le marquis de Mosny & Chanteloube, qui seuls de tous les officiers de sa maison, savoient le secret de ses intrigues, n'étoient point auprès d'elle; elle les avoit envoyés pour négocier avec différens seigneurs, qui lui avoient fait savoir la part qu'ils prenoient à sa disgrâce. Elle fut quelque-temps sans avoir aucune nouvelle du duc d'Epéron: mais enfin Cadillac & ensuite le sieur Duplessis arriverent à Blois. Ils la virent en secret, & lui apprirent que le duc d'Epéron l'attendroit à Loches, & l'archevêque de Toulouse à Montrichard. On convint qu'elle sortiroit de Blois la nuit du 21 au 22 Février; qu'elle seroit seulement accompagnée du comte de Bresne son premier écuyer, du sieur Duplessis, d'une seule femme de chambre Italienne, nommée Catherine, qui lui étoit fort attachée, & de deux exempts de ses gardes; que son carosse partiroit avant elle pour l'attendre vers le bout du pont, & qu'il se tiendrait à l'écart pour n'être point aperçu de ceux qui passeroient sur le pont. Il fut encore résolu qu'elle sortiroit par la fenêtre de son cabinet, où l'on poseroit une échelle qui lui serviroit à descendre sur la terrasse, & qu'il y auroit une seconde échelle appliquée à la terrasse pour descendre jusques en bas. Toutes ces mesures étant prises, le comte de Bresne sortit le premier par la fenêtre du cabinet pour donner la main à la reine mere qui descendit après lui. Duplessis, Catherine, & les deux exempts la suivirent. Quand elle fut arrivée sur la terrasse, elle se trouva si fatiguée d'avoir descendu la première échelle, qu'elle déclara qu'il lui seroit impossible de se servir de la seconde. Elle aima mieux se faire traîner sur un manteau jusques au bas de la terrasse qui avoit un peu de pente, parce qu'elle n'étoit point revêtue.

Le comte de Bresne & le sieur Duplessis lui donnerent la main, & la conduisirent le long du fauxbourg jusques vers le bout du pont. Elle fut rencontrée dans le chemin par quelques officiers de sa maison, qui ne la reconnurent point, & qui voyant une femme entre deux hommes sans flambeau se mirent à en faire des plaisanteries. La reine dit en riant au sieur Duplessis: *Ils me prennent pour une bonne dame.* Quand on fut arrivé hors du fauxbourg, on ne trouva point le carosse ni personne pour avertir de l'endroit où il étoit. La reine

mere en fut alarmée, elle se crut trahie, & ceux qui l'accompagnoient entrerent en défiance les uns des autres, mais leur inquiétude ne dura pas long-temps: un valet de pié vint leur dire l'endroit où le carosse s'étoit mis à l'écart. La reine y entra avec le comte de Bresne, Duplessis & Catherine, les autres monterent sur des chevaux qu'on leur avoit préparés; On s'apperçut qu'il manquoit une petite cassette, c'étoit celle qui contenoit les pierreries de la reine. Il y en avoit pour cent mille écus; on l'avoit laissé tomber à deux cents pas de là; il fallut l'aller chercher, & l'on la trouva heureusement. Le carosse partit enfin, & la reine mere se rendit à Montrichard, où elle changea de chevaux. Elle y trouva l'abbé Rucelai & l'archevêque de Toulouse qui l'attendoient. Le premier étoit parti de Metz avec le duc d'Epéron en habit déguisé & sous un nom emprunté, pour n'être pas connu de ceux même qui accompagnoient le duc. L'archevêque de Toulouse l'envoya au-devant d'elle avec douze ou quinze chevaux, & il l'attendit avec le reste de sa troupe qui gardoit le passage du pont. Il avoit amené avec lui cinquante gentilshommes.

On prit la route de Loches, où le duc d'Epéron s'étoit rendu la veille. Il fut au-devant de la reine à une lieue de la ville, avec cent cinquante cavaliers. La sortie de la reine mere fut ignorée dans sa propre maison, jusqu'à ce que le jour étant venu ceux qui la servoient après avoir attendu long-temps aux portes de son appartement, allerent d'abord chercher Catherine, & ensuite la reine mere elle-même, qu'ils ne trouverent point.

Cependant un grand nombre de personnes dont la discrétion devoit être fort équivoque, avoient eu connoissance de son dessein. Saint-Luc en passant à Blois, en avoit dit toutes les particularités à mademoiselle de Bains. Le marquis de Mosny en avoit parlé à une autre demoiselle en présence d'une de ses femmes de chambre, qui en avoit averti madame de Bonneuil & madame de Sardini. Lorsque le duc d'Epéron prit la route de Loches, les domestiques de sa maison disoient publiquement que leur maître alloit enlever la reine mere. On prétend même que le secret fut découvert à Paris par une fille qui attiroit chez elle les jeunes courtisans. Ce qui a fait

Relat. du card.
de la Valette.

1619.

dire au cardinal de la Valette , que *monsieur de Luynes fut se peu soigneux ou si malheureux , qu'il n'eut aucun avis d'une chose qui étoit sue de tant de personnes.*

Dès que la reine mere fut arrivée à Loches , elle manda à la marquise de Guercheville sa dame d'honneur de la venir trouver avec toute sa maison , & d'avertir ceux qui n'avoient pas le temps de la joindre à Loches , de se rendre à Angoulême , où elle avoit dessein de se retirer.

Mercuré François, t. 5.

Cette princesse avoit dans sa maison quarante ou cinquante domestiques qu'elle soupçonnoit d'être autant d'espions apostés par ses ennemis , pour examiner toutes ses actions & pour leur en rendre compte ; elle ordonna à la marquise de Guercheville de les congédier. Elle écrivit en même-temps au roi une lettre qui commençoit ainsi : » *Monsieur mon fils , j'ai laissé opprimer long-temps mon honneur & ma liberté , & ai supporté de fortes appréhensions de ma vie ; & ce qui m'étoit plus sensible , c'étoit la privation de votre vûe , &c.*

Elle ajoûtoit ensuite que les plus grands du royaume & des pays étrangers , lui avoient conseillé de se retirer dans quelque lieu de sûreté , où elle pût être à couvert des entreprises de ses ennemis ; & que par leur avis , elle avoit prié le duc d'Epéron de lui donner une retraite dans la ville d'Angoulême ; que le feu roi lui avoit fait connoître depuis long-temps , le mérite & la fidélité de ce duc , *jusques à me commander , dit-elle , sur ses derniers jours , de me confier & servir entièrement de sa probité & prudence en vos plus importantes affaires , & pour les miennes particulieres si j'en pouvois avoir de séparées des vôtres.*

Elle écrivit en même-temps au prince Victor-Amedée de Savoye , qui étoit venu en France pour épouser madame Christine. Le duc d'Epéron écrivit de son côté une lettre au roi , dans laquelle il avertissoit sa majesté de l'ordre qu'il avoit reçu de la reine sa mere , de l'attendre à Loches & de la conduire ensuite à Angoulême ; ce qu'il a cru , dit-il , ne pouvoir lui refuser , sans manquer à ce qu'il devoit à la mere & au fils. Il finissoit par assurer le roi , que *quelques mauvais traitemens qu'il eût reçu , il ne manqueroit jamais à ce qu'il devoit à sa majesté.*

Le roi étoit à Saint-Germain en Laye , lorsqu'il apprit par
trois

trois courriers différens , l'évasion de la reine mere. Il revint aussi-tôt à Paris.

1619.

On regardoit cet événement comme le signal d'une guerre civile , & l'on résolut de prendre toutes les mesures nécessaires pour en prévenir les suites. On commença par écrire à tous les gouverneurs pour leur enjoindre de veiller avec plus d'attention que jamais , à la conservation de leurs places. Le comte de Schomberg eut ordre de marcher avec quelques régimens contre le duc d'Epéron , afin de tirer la reine mere de ses mains & de la mettre au pouvoir du roi. Et en attendant Louis écrivit au duc de Bouillon qui étoit alors à Sedan , pour le consulter sur le parti qu'il y avoit à prendre dans une si fâcheuse conjoncture. La lettre étoit datée du 26 Février , cinq jours après l'évasion de Marie de Medicis ; elle fut portée au duc de Bouillon par un gentilhomme ordinaire , nommé la Chesnaye. Le duc de Bouillon répondit au roi , qu'il falloit traiter cette affaire avec douceur , & que les résolutions violentes ne serviroient qu'à aigrir le mal. Ce conseil fut suivi , & l'on résolut d'entrer en négociation avec la reine mere , plutôt que d'en venir à une guerre ouverte.

Le roi ne fit aucune réponse à la lettre du duc d'Epéron ; mais il répondit à celle de sa mere , & le comte de Bethune lui porta à Angoulême cette réponse , qu'elle attendoit depuis long-temps : car elle ne fut faite que le 12 de Mars , quoique la reine mere eût écrit le 23 Février. Dans cette lettre qui étoit écrite de la propre main du roi , le duc d'Epéron n'étoit pas ménagé. Le roi commençoit par déclarer , qu'il ne se fût jamais imaginé , *qu'il y eût un homme (quel qu'il fût) qui , en pleine paix , eût l'audace , je ne dis pas d'exécuter , mais de concevoir la résolution d'entreprendre sur la mere de son roi , & qu'avec l'aide de Dieu , il châtieroit si puissamment cette injure , que le mal en tomberoit sur ceux qui cherchoient leurs propres avantages dans la ruine de son peuple , & dans la diminution de son autorité. Il nioit ensuite que le feu roi son pere eût jamais conseillé à la reine mere de suivre les conseils du duc d'Epéron. Vous savez , madame , en votre conscience , dit-il , que l'opinion & sentiment du feu roi y étoient du tout contraires , comme plusieurs fois vous me l'avez déclaré*

1619.

Quant à l'administration de mes affaires, ajoutoit-il, dont sans raison vous avez été pressée de vous plaindre, je ferai connoître à ceux qui l'ont entrepris, que c'est moi qui gouverne mon royaume, & qui agis en tous mes conseils. Et quand vous serez mieux informée de la vérité, vous louerez Dieu avec moi de cette benediction. Afin donc de vous délivrer de la peine où vous êtes, j'ai résolu de prendre les armes pour vous mettre en pleine possession de la liberté que vos ennemis vous ont ôtée.

Malgré le ton menaçant qui régnoit dans cette lettre, le comte de Bethune qui en étoit le porteur avoit ordre de proposer un accommodement, & de faire son possible pour engager la reine à séparer sa cause de celle du duc d'Epéron. Mais elle déclara qu'elle n'entendrait à aucun traité si ce duc n'y étoit compris.

Diverses lettres
du roi & de la reine
mere dans les
mss. du séminaire
de saint Sulpice.

Tout paroissoit se disposer à une guerre civile, Marie de Medicis écrivoit dans toutes les provinces pour demander du secours, elle faisoit lever des troupes. Le roi armoit de son côté, & quoique le parti de sa mere fût beaucoup plus foible que le sien, il pouvoit grossir avec le temps. Le fils & la mere s'écrivoient l'un à l'autre des lettres pleines de reproches, dans lesquelles ils s'accusoient mutuellement de suivre de mauvais conseils. Le comte de Bethune, le cardinal de la Rochefoucault, le duc de Montbazou & le pere de Berulle, supérieur général de l'Oratoire, firent plusieurs voyages de Paris à Angoulême, & d'Angoulême à Paris sans pouvoir appaiser l'orage dont la cour étoit menacée. Marie de Medicis présenta un long mémoire où elle exposoit ses griefs; il contenoit des plaintes ameres contre le gouvernement, & des invectives contre Luynes & ses freres, aussi violentes & aussi peu mesurées que toutes celles qu'on avoit publiées contre le maréchal d'Ancre.

La cour souhaitoit extrêmement qu'elle consentît à séparer ses intérêts de ceux du duc d'Epéron: mais les commissaires du roi ne purent jamais venir à bout de l'y engager, & le comte de Bethune lui-même n'osoit lui conseiller une pareille lâcheté.

Pendant ce temps-là l'évêque de Luçon retiré à Avignon, s'occupoit à composer des livres de dévotion, & entre autres celui qui a pour titre: *l'Instruction du chrétien*. Il ne voyoit que des ecclésiastiques ou des reli-

gieux, il évitoit même la compagnie de son frere & de son beau-frere, il ne logeoit point avec eux, il ne leur parloit que rarement & en public, & lorsqu'ils s'en plaignoient il leur répondoit qu'ils n'avoient pas la vûe longue, & qu'ils ne connoissoient pas la cour. En même temps il ne cessoit de faire assurer monsieur de Luynes de ses bonnes intentions, en protestant qu'il ne songeroit jamais à sortir du lieu où il l'avoit mis s'il ne l'en tiroit lui-même, pour le mettre à portée de lui rendre service. Cette conduite qu'il tint constamment pendant près de deux ans sans jamais s'en écarter, réussit enfin au gré de ses désirs. Monsieur de Luynes aimant mieux traiter avec lui dans l'embarras où il se trouvoit qu'avec le duc d'Epéron & l'Abbé de Rucellaï, qu'il regardoit comme des esprits inflexibles, & comme ses ennemis personnels : les uns disent que l'évêque de Luçon s'offrit de lui-même à aller trouver la reine mere, pour la disposer à se réconcilier avec le roi. D'autres assurent que cette proposition fut faite d'abord à un ami de monsieur de Luynes par l'abbé Bouthillier, qui fut depuis évêque d'Aire, & par le pere Joseph ami intime de l'évêque de Luçon, qui commençoit déjà à entrer dans les grandes affaires, & que l'on avoit même chargé l'année précédente d'une négociation à la cour d'Espagne. Quoi qu'il en soit, monsieur de Luynes persuadé que si l'évêque de Luçon retournoit auprès de la reine mere, la négociation commencée avec cette princesse deviendroit beaucoup plus facile, lui envoya ordre par le sieur du Tremblai frere du pere Joseph, de se rendre au plutôt à Angoulême. Il partit sans délai, quoiqu'il fit alors un froid excessif, & que la terre fut couverte de neige & de glaces. Le marquis d'Alincourt gouverneur de Lyon, ne sachant pas les ordres que l'évêque avoit reçus de la cour, le fit arrêter par son capitaine des gardes entre Vienne & Valence. Richelieu lui fit savoir par le sieur du Tremblai le motif de son voyage, & continua sa route. Il arriva à Angoulême le mercredi de la semaine sainte. Marie de Medicis l'attendoit avec impatience depuis qu'elle avoit été instruite de sa prochaine arrivée par l'abbé Bouthillier, qui étoit venu exprès à Angoulême pour l'avertir des ordres que la cour avoit envoyés à Avignon.

L'arrivée de l'évêque de Luçon ne fut agréable ni au duc

Hh ij

1619.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

Hist. de la me-
re & du fils.

Lettre de mon-
sieur de Puiseux,
recueil d'Aubery.

1612.

d'Epemon, ni à l'abbé Ruccelai, ni à Chanteloube, qui partageoient entre eux toute la confiance de la reine mere. Ils craignirent que ce nouveau confident ne s'en emparât à leur préjudice, & ils n'oublierent rien pour le lui rendre suspect. Ils lui dirent qu'elle devoit regarder ce prélat, comme un espion de la cour, qui ne lui étoit envoyé que pour la tromper. Il n'y eut dans toute la maison de la reine, que la marquise de Guercheville sa dame d'honneur qui lui fit un accueil favorable. Ceux qui prenoient soin des affaires craignoient sur-tout que l'évêque n'entrât avec eux dans le conseil, & la reine mere qui avoit une haute idée de sa capacité souhaitoit extrêmement qu'il y fût admis. Richelieu pour calmer leurs alarmes, déclara d'abord qu'il ne prétendoit nullement leur enlever le fruit du service important qu'ils venoient de rendre à la reine mere, en lui procurant les moyens de sortir de sa prison; que c'étoit à eux à terminer une affaire qu'ils avoient si heureusement commencée, & qu'il ne vouloit pas même en partager la gloire avec eux.

Cette déclaration les surprit. Ils représenterent à Marie de Medicis, que si l'évêque de Luçon refusoit d'entrer dans le conseil, c'étoit par la mauvaise opinion qu'il avoit des affaires de sa majesté; qu'il vouloit se dispenser d'y mettre la main, dans la crainte de se perdre pour elle, & qu'il étoit à propos de l'y faire entrer pour l'obliger à s'expliquer ouvertement. Ils s'imaginoient que la crainte de déplaire à la cour l'empêchoit de parler hardiment pour les intérêts de la reine, & qu'il leur donneroit prise par ses avis.

Quoiqu'il eût pénétré leur dessein, il ne laissa pas de prendre place le lendemain au conseil; on le pressa de dire son avis, & il commença par déclarer, qu'après avoir été si longtemps éloigné de la reine, il étoit trop peu instruit de ce qui s'étoit passé, & des intelligences qu'elle pouvoit avoir audedans & au-dehors du royaume pour opiner sur l'état présent de ses affaires; que tout ce qu'il en pouvoit dire, c'est qu'il lui sembloit que l'on auroit dû prendre une route toute opposée à celle qu'on avoit suivie; que l'on avoit fait écrire à la reine des lettres hardies & même piquantes, mais que la force & la hardiesse étoient hors de leur place dans les lettres, & qu'elles devoient être réservées pour l'action, &

pour les armes ; qu'il eût mieux valu écrire avec douceur & agir avec fermeté ; qu'avant toutes choses il falloit songer à lever de bonnes troupes , & que les mains des écrivains & des négociateurs n'empêcheroient pas le parti de la reine mere de succomber, s'il n'étoit soutenu de celles des soldats & des capitaines.

1619.

Ce discours étonna les ennemis de l'évêque de Luçon. Ils furent obligés d'en reconnoître la vérité : mais il ne servit qu'à augmenter leur jalousie & à les irriter d'avantage.

Deux jours après le duc d'Epéron vint trouver la reine mere, pour lui dire que Ruccelai vouloit être son chancelier ; qu'elle lui avoit assez d'obligation pour ne pas lui refuser cette place , & que si elle la donnoit à l'évêque de Luçon, Ruccelai la quitteroit infailliblement pour suivre le parti de la Cour.

La reine indignée de cette menace , répondit qu'elle avoit destiné cette charge à l'évêque de Luçon dès le jour qu'il s'étoit rendu auprès d'elle à Blois , & que le mécontentement de Ruccelai ne l'empêcheroit pas de la lui donner.

Elle raconta ensuite à l'évêque de Luçon la conversation qu'elle venoit d'avoir avec le duc. L'évêque supplia sa majesté de ne point tant exposer aux yeux de l'envie les bontés qu'elle avoit pour lui. Il désira même qu'elle fit entendre à ses serviteurs, qu'il s'étoit excusé de prendre la charge de chancelier qu'elle lui avoit offerte , & qu'il l'avoit instamment priée d'en disposer en faveur de quelqu'autre qui fût agréable à son conseil.

Ce refus persuada aux ennemis de l'évêque, qu'il commençoit à se dégouter du service de la reine. Le duc d'Epéron lui fit dire qu'il seroit beaucoup plus tranquille dans son évêché, qu'au milieu d'une cour orageuse, où il s'attiroit tant d'ennemis. Il répondit qu'il resteroit auprès de la reine tant qu'il plairoit à sa majesté , & qu'il n'auroit jamais là dessus d'autre volonté que la sienne.

On fit encore de nouveaux efforts pour l'exclure du conseil , & il prit lui-même le parti de n'y plus assister.

Cependant les négociations commencées avec la cour ne faisoient aucun progrès. Les troupes du roi s'assembloient de toutes parts pour accabler le parti de Marie de Medicis. Le

1619.

comte de Schomberg étant entré en Limousin, entreprit de s'emparer de l'abbayé d'Uzerche, où le duc d'Epéron avait mis garnison. Ce poste étoit important. Le duc partit avec cinq cents chevaux & deux mille hommes d'infanterie pour attaquer le comte de Schomberg : mais il étoit encore en marche lorsqu'il apprit que ce comte venoit de se rendre maître d'Uzerche. D'un autre côté, le duc de Mayenne se préparoit à entrer en Angoumois avec six mille hommes, & le duc de Nevers assembloit des troupes pour chasser de Metz le fils du duc d'Epéron.

Ruccelai qui avoit su tirer la reine mere de Blois avec tant d'esprit & d'adresse, ne parut pas alors avoir le même talent pour agir à découvert que pour conduire une intrigue secrète ; il se brouilla avec le duc d'Epéron qui fut sur le point de lui faire donner des coups de bâton. Il osa proposer à Marie de Medicis d'abandonner son libérateur, & de lui enlever la ville d'Angoulême pour faire sa paix avec la cour. Il imaginoit tous les jours mille projets chimériques ou dangereux, & s'emportoit avec violence quand on n'entroit pas dans ses vûes. Il voulut engager la reine mere à se retirer à Brouage, dont Saint-Luc étoit gouverneur, & à passer ensuite la mer sur des vaisseaux Anglois pour aller épouser le roi d'Angleterre.

Le duc d'Epéron, dégoûté de Ruccelai, fut obligé de se tourner du côté de l'évêque de Luçon, qui rentra dans le conseil de la reine. L'accommodement devint alors plus facile. Il fut conclu à Angoulême le dernier jour d'Avril 1619. avec le cardinal de la Rochefoucault & le comte de Be-thune.

Recueil de Dupin, t. 2.

La reine mere promit de remettre au roi le gouvernement de Normandie, à condition qu'on lui donneroit en échange celui d'Anjou avec les gouvernemens particuliers de la ville & château d'Angers, du pont de Cé & de Chinon. Le traité portoit, 1^o que le roi permettoit à la reine sa mere de disposer de toutes les charges de sa maison ; de demeurer en tel lieu du royaume qu'il lui plairoit de choisir, avec la jouissance de ses revenus, & la collation de toutes les charges & bénéfices dépendant du domaine dans toutes les terres dont elle avoit l'usufruit. 2^o. Que le roi traiteroit favorablement comme

ses autres sujets , ceux qui avoient assisté la reine dans sa retraite de Blois , & nommément le duc d'Epéron & ses enfans. 3°. Qu'on accorderoit une amnistie générale à tous ceux qui avoient pris les armes pour elle , & que tous les emprunts qu'elle avoit été obligée de faire depuis sa sortie de Blois seroient acquittés par le roi. 4°. Que l'on feroit enregistrer dans tous les parlemens , une déclaration qui confirmeroit tous les articles du traité.

1619.

On fit en même-temps un accord particulier avec le duc d'Epéron, qui comprenoit six articles, par lesquels le roi promettoit d'oublier le passé , & de conserver au duc toutes ses charges & tous ses appointemens.

Le roi ayant ratifié le traité d'Angoulême , écrivit à la reine sa mere pour lui témoigner le desir & l'empressement qu'il avoit de la revoir ; & monsieur de Luynes lui écrivit en même-temps pour l'assurer de sa soumission & de son respect : mais avant que de partir d'Angoulême , elle voulut attendre l'exécution des articles stipulés dans le traité ; ainsi , elle demeura encore dans cette ville pendant plus de quatre mois. La déclaration d'amnistie qu'on lui avoit promise pour elle & pour ses serviteurs , qui fut signée à Saint-Germain le 2 de Mai 1619. ne fut enregistrée au parlement de Paris , que le 2 de Juin. On donna cent mille écus au maréchal de Bois-Dauphin qui avoit le gouvernement d'Anjou , & cent mille francs à la Varenne qui avoit celui du château d'Angers , pour les engager à s'en démettre. La reine mere remit de son côté le gouvernement de Normandie , lorsque monsieur de Bethune lui eut apporté les provisions de celui d'Anjou , & se voyant autorisée à nommer les gouverneurs qui devoient agir sous ses ordres dans toutes les places de cette province , elle en laissa le choix à l'évêque de Luçon. Les marquis de Mosny & de Themines demandoient tous deux le château d'Angers , & ils croyoient que cette place leur étoit dûe : le premier , pour l'attachement qu'il avoit toujours eu au maréchal d'Ancre ; & le second , parce qu'il avoit rejeté toutes les offres que lui avoit fait monsieur de Luynes pour suivre la reine mere , jusques à quitter son pere même qui étoit demeuré auprès du roi : mais l'évêque de Luçon persuadé que celui qui seroit maître des places , le seroit aussi de la fortune

Mem. mss. du
marquis de Fontenai-Mareuil ,
1. part.

1619:

ne de Marie de Medicis , résolut de partager tous ces gouvernemens entre ses parens & ses amis. Il fit donner celui du château d'Angers qui étoit le plus considérable de tous au marquis de Richelieu son frere ; le vicomte de Betancourt eut celui du pont de Cé , & le sieur de Chanteloube celui de Chinon. Cette promotion excita de grands troubles dans la petite cour de Marie de Medicis. L'abbé de Ruccelai qui sollicitoit vivement pour le marquis de Mosny son ami intime , se tint si offensé du refus qu'on lui avoit fait , qu'il partit avec lui d'Angoulême pour se retirer à Poitiers. La reine mere lui fit offrir cent mille francs pour le récompenser du service important qu'il lui avoit rendu ; il refusa de les accepter , & il écrivit à monsieur de Luynes pour demander permission d'aller trouver le roi ; il l'obtint sans difficulté , & il fut reçu à bras ouverts dans l'espérance que l'on sauroit par lui tous les secrets de la reine mere , & les partisans qu'elle pouvoit avoir au-dedans & au-dehors du royaume.

*Querelle du
marquis de Ri-
chelieu & du mar-
quis de Themines.*

Le marquis de Themines indigné pareillement du refus qu'il avoit essuyé , faisoit éclatter son mécontentement par les plaintes les plus ameres ; & quoiqu'il ne parlât qu'en termes généraux , sans attaquer personne en particulier , le marquis de Richelieu s'imagina que son honneur pouvoit y être intéressé ; il lui envoya un de ses amis , nommé des Roches , pour lui dire qu'ayant sù les discours qu'il tenoit au sujet du choix que la reine mere avoit fait pour le gouvernement de ses places , il ne croyoit pas y être compris , ayant toujours été son ami & son serviteur.

Themines qui protesta toujours depuis qu'il n'avoit aucune envie d'offenser le marquis de Richelieu ni de se brouiller avec lui , répondit qu'il ne lui savoit point mauvais gré de ce qui s'étoit passé , & qu'il vouloit toujours être de ses amis. Des Roches au lieu de s'en tenir là , répliqua qu'il étoit ravi de l'entendre parler ainsi , parce que s'il lui eût répondu différemment , le marquis de Richelieu n'auroit pas pû s'empêcher d'en avoir du ressentiment. Themines qui étoit vif & délicat sur le point d'honneur , crut entrevoir dans la réplique du sieur des Roches un air de menace qui lui déplut , & sans lui en demander l'explication : *Je vous entends , lui dit-il , je suis gascon , je sai comment il en faut user ; conduisez-*

duisez-moi tout à l'heure au marquis de Richelieu, je suis prêt à lui faire raison. Des Roches le mena aussi-tôt hors de la ville, où le marquis de Richelieu l'attendoit; il mirent tous deux l'épée à la main: mais des gens qui se trouverent là par hasard, les empêcherent de se battre. Cette querelle fit du bruit, & chacun en parla diversement. Ils se donnerent un second rendez-vous, & ils furent encore séparés. Enfin, s'étant rencontrés pour la troisième fois, ils se battirent, & du second coup que le marquis de Themines porta au marquis de Richelieu & que celui-ci reçut au milieu du corps, il tomba, si prêt d'expirer, qu'à peine eut-on le temps de lui faire demander pardon à Dieu. L'évêque de Luçon fut vivement touché de sa perte. Son frere n'avoit point d'enfans, & la maison du Plessis-Richelieu fut éteinte par sa mort. Le marquis de Fontenai-Mareuil qui l'avoit connu particulièrement, & qui avoit acheté de lui la charge de mestre de camp du régiment de Piémont, assure qu'il étoit le seul des parens de monsieur de Luçon capable de le seconder dans ses grandes entreprises, lorsqu'il fut chargé dans la suite du gouvernement de l'état, & l'on laisse à imaginer combien de titres & de dignités le marquis de Richelieu auroit accumulé sur sa tête par le crédit immense de son frere, s'il eût assez vécu pour le voir premier ministre.

Le marquis de Themines ne croyant pas pouvoir demeurer davantage auprès de la reine mere après avoir tué le frere de son principal confident, se retira dans une terre qu'il avoit auprès d'Agen: mais il s'abstint d'aller à la cour. Il perdit sa charge de capitaine des gardes de la reine mere, que l'évêque de Luçon fit donner au marquis de Brezé son beau-frere, & quoique cette charge fût vacante par la faute du marquis de Themines, & abandonnée par sa retraite, l'évêque de Luçon ne laissa pas de lui en payer trente mille écus. Ce prélat obtint encore le gouvernement d'Angers pour le commandeur de la Porte son oncle; & comme il craignoit que si l'on faisoit le procès à la mémoire du marquis de Richelieu son frere en vertu des édits portés contre les duels, tous ses biens ne fussent confisqués, il engagea la reine mere à demander cette confiscation au roi, supposé qu'elle vînt à être ordonnée par la justice dans le dessein de la remettre à l'évêque de Luçon. Le

1619.

*Mort du mar-
quis de Richelieu.*

*Hist. mss. de
Louis XIII.*

*Lettre du roi à
la reine mere,
mss. du séminaire
de saint Sulpice.*

1619.

roi la lui accorda sans difficulté. Luynes ne pensoit alors qu'à ôter à cette princesse tout prétexte de se plaindre pour ne pas tomber dans les embarras d'une guerre civile. Elle reçut à Angoulême la visite du prince de Piémont qui avoit épousé madame Christine de France, & le 5 Septembre elle partit pour se rendre à Tours, où l'on étoit convenu qu'elle verroit le roi. Le duc d'Epéron l'accompagna jusqu'à l'extrémité de son gouvernement, & avant que de le quitter elle lui fit présent d'un diamant en cœur d'une beauté singulière.

Le roi qui étoit depuis long-temps à Tours alla au-devant d'elle jusqu'à Cousières, qui appartenoit au duc de Montbason. La reine mere lui dit en l'embrassant : *Monsieur mon fils, que vous vous êtes fait grand ?* Il lui répondit : *J'ai crû, madame, pour votre service.* Elle reçut ensuite les respects de toute la cour. L'évêque de Luçon lui présenta le maréchal de Vitrý, à qui elle dit : *J'ai toujours loué votre affection au service du roi.* Madame ; reprit le maréchal, *c'est cette seule considération qui m'a porté à faire tout ce que le roi a voulu, sans toutefois avoir jamais pensé à offenser votre majesté.*

Luynes avoit eu auparavant un éclaircissement avec elle sur ce qui s'étoit passé à la mort du maréchal d'Ancre, dont elle affecta de paroître contente. Elle présenta au roi l'archevêque de Toulouse, & demanda pour lui un chapeau de cardinal ; le roi le promit, & peu de jours après il écrivit de sa propre main à son ambassadeur à Rome, de le solliciter.

Dupin, t. 3.

Le roi & les deux reines se rendirent ensuite à Tours. On y avoit donné le 13 Juin une déclaration particulière en faveur du duc d'Epéron, dans laquelle on supposoit que ce duc n'étoit parti de Metz sans attendre l'ordre du roi, que pour aller appaiser quelques troubles dans la Xaintonge & dans l'Angoumois ; qu'il n'avoit fait sortir la reine mere de Blois, augmenté de sa propre autorité les garnisons de plusieurs places situées dans ses gouvernemens, & fait de nouvelles levées, que dans la persuasion où il étoit qu'en tenant cette conduite, il ne faisoit rien de contraire au service du roi & qui ne dût lui être agréable. *Suppositions chimériques*, dit un écrivain moderne, *incapables de faire illusion à personne, & toutes propres à rendre le gouvernement méprisable.* Cette réflexion est juste : mais il y avoit long-temps que l'on étoit

Mem. chronol.
t. 1.

dans l'habitude d'en user ainsi. C'étoit le style & l'usage du temps. Les seigneurs révoltés n'auroient pû se résoudre à poser les armes, si on ne leur eut offert que des lettres d'abolition. Ils ne vouloient pas être traités en criminels dans les actes même, où l'on leur accordoit le pardon de leur crime.

1619.

Le roi demeura encore onze jours à Tours avec les deux reines. Il partit ensuite pour se rendre à Compiègne, & la reine mere qui vouloit aller prendre possession de son gouvernement, d'Anjou, se retira à Chinon en attendant que tout fût disposé pour la magnifique entrée que l'on lui préparoit dans la ville d'Angers. Elle y fut reçue le 16 d'Octobre. Le maréchal de Bois-Dauphin, le commandeur de la Porte, le marquis du Bellay, le comte de Montforeau & le marquis de Brezé, accompagnés d'un grand nombre de gentilshommes, étoient venus au-devant d'elle jusqu'au pont de Cé, où elle avoit couché la veille.

Elle parut alors réconciliée avec le roi, qui lui écrivoit souvent pour lui demander des nouvelles de sa santé, & pour lui donner des siennes : mais elle n'avoit aucune part au gouvernement, dont le roi abandonnoit la conduite à son favori, & les anciennes aigreurs subsistoient toujours. On affectoit cependant de la ménager ; on avoit soin de l'informer exactement de ce qui se passoit à la cour, & de lui demander même son consentement dans les affaires qui pouvoient l'intéresser. Luynes qui craignoit toujours de voir naître de nouveaux troubles, conseilloit au roi d'en user ainsi pour ne pas rallumer un feu qui n'étoit que couvert.

Diverses lettres du roi & de la reine mere dans les mss. du séminaire de saint Sulpice.

Il y avoit long-temps que ce favori avoit dessein de tirer le prince de Condé de la prison de Vincennes, où la reine mere l'avoit fait enfermer ; il espéroit le gagner par un si grand bienfait, ne doutant point qu'il ne fût plus attaché à celui qui lui auroit rendu la liberté, qu'à celle qui la lui avoit ôtée. On commença d'abord par lui adoucir les rigueurs de sa prison. Pendant une maladie dont il fut attaqué sur la fin de Mars ; le roi non-content de s'informer tous les jours de l'état de sa santé, lui renvoya le 8 Avril par le sieur de Cadenet son écharpe & son épée avec cette lettre. « Mon cousin, je suis bien marri de votre maladie, & vous supplie de prendre patience. Je vais donner ordre aux affaires de mon état,

1619.

» & vous donnerai contentement & votre liberté, tranquil-
 » lisez-vous donc & vous assurez de mon amitié. LOUIS.

Lorsqu'il fut en convalescence, on lui permit de sortir du donjon de Vincennes pour passer la journée dans une salle du château, d'entendre la messe dans la Sainte-Chapelle, & de voir quelquefois chasser dans le parc.

Mais le sieur de Luynes ne crut pas devoir le remettre en liberté sans en avoir fait pressentir la reine mere, à qui l'on en parla d'abord à Tours & ensuite à Champigny, peu de temps avant qu'il sortit de prison. Elle y donna les mains sans difficulté, soit qu'elle espérât en tirer quelque avantage, soit qu'elle ne crût pas avoir assez de crédit pour l'empêcher. La résolution étant prise de le délivrer, monsieur de Luynes apporta au prince une lettre du roi conçue en ces termes :

Lettre du roi,
 datée de Chantilly le 16 Octobre
 1619.

» Mon cousin, je ne vous dirai pas combien je vous aime,
 » je vous envoie mon cousin le duc de Luynes qui sait les
 » secrets de mon cœur, & vous le dira plus amplement. Ve-
 » nez vous-en le plus promptement que vous pourrez, car
 » je vous attends avec impatience, & cependant je prierai
 » Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. LOUIS.

Dès que le prince eut reçu cette lettre, Luynes fit retirer ceux qui le gardoient. Il le mena ensuite dans le parc avec la princesse de Condé, où ils se promenerent quelque-temps tous trois ensemble. Le prince & la princesse couchèrent encore la nuit suivante à Vincennes, & ils n'en sortirent que le lendemain 20 Octobre pour aller trouver le roi à Chantilly. ils y furent conduits par le duc de Luynes qui étoit venu les prendre à Vincennes sur les huit heures du matin, accompagné de son frere Cadenet, du sieur du Vernet son beau-frere, & du sieur de Modene son oncle.

Le roi écrivit aussi-tôt à la reine sa mere pour lui faire part de cette nouvelle, qui ne parut pas lui être désagréable : mais elle fut vivement piquée de la déclaration qui fut publiée dans le mois de Novembre en faveur du prince de Condé.

Datée de Fontainebleau le 9 de
 Novembre, & en-
 registrée le 26 au
 parlement de Pa-
 ris.

On y faisoit dire au roi, que l'audace de ceux qui avoient abusé de son nom & de son autorité, auroit porté les choses à une entiere & déplorable confusion, si Dieu ne lui eût donné la force & le courage de les châtier ; qu'un des plus grands maux qu'ils eussent procuré étoit la détention du prince de

Condé, qui n'avoit eu d'autre cause que *les artifices & le mauvais dessein* de ceux qui vouloient joindre la ruine de ce prince à celle de l'état, ainsi que sa majesté l'avoit reconnue, après s'être soigneusement informée de tout ce qui avoit pu servir de prétexte à son emprisonnement; c'étoit attaquer ouvertement la reine mere qui avoit fait arrêter le prince de Condé. Elle écrivit au roi pour s'en plaindre, & ce monarque par le conseil du sieur de Luynes tâcha de l'appaiser, en l'assurant dans sa réponse, qu'il étoit fâché de ce que les termes de la déclaration lui avoient déplû; qu'il avoit toujours loué & approuvé son administration pendant sa régence, que le prince de Condé favoit le respect qui lui étoit dû, & qu'il étoit résolu de ne point s'en écarter; qu'il étoit là-dessus dans les mêmes sentimens que ce prince, qu'il vouloit qu'elle fût honorée & respectée dans son royaume, & qu'il seroit le premier à en donner l'exemple à tous ses sujets.

L'évêque de Luçon qui voyoit mieux que personne les suites que pouvoient avoir les mécontentemens de la reine mere, lui conseilloit d'aller à la cour au lieu de se tenir renfermée dans la ville d'Angers. Il ne cessoit de lui représenter qu'en demeurant ainsi éloignée du roi son fils, elle donnoit gain de cause à ses ennemis dont il étoit obsédé; que les princes n'étoient gueres capables d'aimer de loin, & que le seul moyen de jouir du crédit & de la considération dûs à son rang, étoit d'être toujours auprès du roi à portée de lui parler, & de détruire les sinistres impressions qu'on lui donnoit à toute heure pour l'indisposer contre sa mere.

Tous les confidens de Marie de Medicis n'étoient pas de cet avis. Chanteloube un des principaux à qui elle avoit donné le gouvernement de Chinon, lui représentoit au contraire qu'en allant à la cour, elle se mettroit au pouvoir & à la discrétion de ses ennemis, qui étoient gens à lui préparer une seconde prison plus étroite encore, & plus rigoureuse que celle de Blois; qu'ainsi, elle n'avoit pas d'autre parti à prendre que de rester dans son gouvernement, où elle étoit en état de se faire craindre.

Ce conseil n'étoit peut-être pas le plus sage: mais il fut le plus goûté; & la reine mere persista toujours à ne point sortir d'Angers contre l'avis de l'évêque de Luçon.

Luynes étoit alors au comble de la faveur. Le roi avoit

1619.

Lettre de la reine mere du 7 Décembre 1619.

Réponse du roi du 16 Décembre.

1619.

Pris sur l'original écrit de la main de Marie de Médicis.

érigé pour lui en duché-pairie sous le nom de Luynes, la terre de Maillé en Touraine; son frere cadet avoit épousé l'héritiere de la maison d'Ailly, qui lui apporta en dot les terres de Chaune & de Pequigny, à condition qu'il porteroit le nom & les armes de cette illustre maison; & en considération de cette alliance, le roi l'avoit fait maréchal de France. Le duc de Luynes & ses deux freres furent compris dans une promotion de cinquante-neuf chevaliers de l'ordre que le roi nomma sur la fin de cette année, & qui reçurent les marques de cet honneur le dernier Décembre dans l'église des grands Augustins. Avant la cérémonie de leur réception, Luynes en avoit envoyé la liste à la reine mere, qui sollicita vivement une place pour le sieur de Marillac & pour le comte de Montforeau, à qui elle avoit été promise depuis long-temps. Mais le favori n'eut aucun égard à sa recommandation, & l'on remarqua que tous les seigneurs qui avoient des charges dans la maison de cette princesse, ou qui passaient pour lui être attachés, furent exclus de la promotion. Des cinquante-neuf chevaliers, il y en eut quatorze qui furent nommés par le roi; on laissa au chapitre la liberté de choisir les autres; mais ceux qui le composaient étoient si soumis aux volontés du favori, que leur choix se trouva parfaitement conforme à ses intentions.

Mem. pour servir à l'histoire de Hollande, par Aubery du Merisier, p. 288.

La fortune prodigieuse de Luynes & de ses freres ne manqua pas de réveiller la jalousie des courtisans, & de leur attirer beaucoup d'ennemis. On publioit tous les jours de nouvelles satyres contre le favori. Dans le temps qu'il recherchoit l'héritiere de Pequigny pour son frere Cadenet, l'électeur Palatin allié de la France, dispuoit la couronne de Bohême à l'empereur Ferdinand. Mademoiselle de Pequigny étoit élevée auprès de l'Infante Isabelle, & l'on ne pouvoit l'épouser sans le consentement de la cour d'Espagne. On prétendit que Luynes s'étoit engagé à ne donner aucun secours à l'électeur, pourvu que l'on permît à son frere d'épouser l'héritiere de Pequigny, & on l'accusa d'avoir sacrifié dans une occasion si importante l'intérêt de l'état à l'élévation de sa famille.

Il est cependant vrai qu'il avoit envoyé en Allemagne messieurs d'Angoulême, de Bethune & de Château-neuf pour y soutenir la cause de l'électeur. Ces trois ambassadeurs menagerent un accommodement entre les deux partis dans

une assemblée qui se tint à Ulm. On y conclut un traité par lequel les princes protestans d'Allemagne, qui fournissoient des troupes au Palatin, & les princes catholiques qui servoient la maison d'Autriche s'engagerent à poser les armes, & à laisser les deux prétendans à la couronne de Bohême, démêler leur querelle avec leurs propres forces. Ce traité fut exécuté par les protestans qui licentierent leurs troupes : mais le duc de Bavière & les autres princes du même parti continuèrent à donner les mêmes secours à l'empereur Ferdinand, qui accabla l'électeur Palatin à la bataille de Prague. On prétendit que les trois ambassadeurs avoient été complices de cette infidélité, & qu'ils avoient trompé les princes protestans par ordre de monsieur de Luynes, qui s'entendoit, disoit-on, avec la maison d'Autriche, afin d'avoir le consentement qu'il obtint en effet pour le mariage de son frère.

Le bruit s'étant répandu que le roi alloit lui donner la charge de connétable, vacante depuis la mort de monsieur de Montmorenci, le duc de Mayenne dit publiquement qu'il seroit bien étonnant que l'on fit connétable un homme qui ne savoit pas encore ce que pesoit une épée. On publia un libelle intitulé : *Avis au roi sur le rétablissement de l'état de connétable*, où le duc de Luynes étoit fort maltraité. Un gentilhomme qui avoit eu autre fois une querelle avec le sieur de Brante, fut soupçonné d'en être l'auteur, on le mit à la Bastille, & le parlement eut ordre de lui faire son procès. Il fut condamné à faire amende honorable en chemise & la corde au cou ; & après l'exécution de l'arrêt, on le remit à la Bastille pour y demeurer prisonnier le reste de ses jours. Cet exemple de sévérité loin d'arrêter le cours des libelles ne servit qu'à en augmenter le nombre. Les mécontents regardoient la ville d'Angers où la reine mere avoit toute l'autorité comme un asyle assuré pour eux.

Le duc de Luynes pour leur ôter cette ressource entreprit de son côté d'attirer cette princesse à la cour, où l'on seroit à portée de veiller de plus près sur sa conduite.

Hist. mss. de
Louis XIII.

Le duc de Montbazon eut ordre de l'aller trouver à Angers pour lui en faire la proposition. Le roi partit en même temps de Fontainebleau avec toute sa maison, & il vint jusques à Orléans, dans le dessein de chasser la reine mere de son gou-

1619.

vernement d'Angers, & de la contraindre par la force à lui obéir.

Cette démarche offensa la reine mere qui s'en plaignit au duc de Montbafon. Il s'étoit d'abord adressé à l'évêque de Luçon, & il avoit employé les promesses & les menaces pour l'engager à seconder les vûes de la cour, ainsi qu'il s'y étoit engagé quand on l'avoit rappelé de son exil. L'évêque y étoit assez disposé : mais il n'osoit s'expliquer ouvertement dans la crainte d'être défavoué par la reine mere, dont il connoissoit le caractère incertain & irrésolu ; il se contenta de promettre en général qu'il ne conseilleroit jamais rien à la reine de contraire aux intérêts du roi & au bien l'état.

1620.

Marie de Medicis entra dans un plus grand détail avec le duc de Montbafon, elle lui expliqua tous les sujets de plaintes que l'on lui avoit donné depuis son accommodement. Elle insista particulièrement sur ce que plusieurs articles du traité d'Angoulême étoient demeurés sans exécution, & entre autres celui qui regardoit les six cents mille écus qu'on lui avoit promis pour payer ses dettes. Elle parut vivement piquée de ce que le roi s'étoit avancé jusques à Orleans, dans la vûe de négocier avec elle les armes à la main, & elle fit entendre au duc de Montbafon que si l'on en venoit à cette extrémité, elle trouveroit assez d'amis & de partisans pour se défendre.

Cette menace étonna le duc de Luynes. Il comprit que la reine n'auroit pas osé parler avec tant de hauteur, si elle n'eût été assurée d'un grand parti, & comme il vouloit éviter la guerre civile, il ramena promptement le roi à Fontainebleau. Sa modération ne servit qu'à augmenter l'audace de ses ennemis. On s'apperçut bientôt qu'il y avoit une conjuration prête à éclater en faveur de la reine mere. Le duc de Mayenne fut le premier qui se déclara. Ce prince sortit brusquement de Paris sous prétexte qu'il avoit été averti qu'on avoit dessein de l'arrêter, & il manda au roi par une lettre datée de Pressigny le 30 Mars 1620. qu'il avoit été obligé de se retirer pour se mettre à couvert de la fureur de ses ennemis.

Luynes eut encore recours aux voies de la douceur pour prévenir cet orage. Le roi revint à Paris, & le sieur de Blainville fit trois voyages à Angers pour engager la reine mere à revenir à la cour. Elle reçut une somme d'environ cinquante mille écus, en attendant que l'on fût en état de lui payer en

en entier les six cents mille qu'on lui avoit promis. Mais l'aigreur & la défiance étoient trop grandes de part & d'autre pour que l'on pût s'accorder ; & comme il falloit absolument que la reine cédât enfin aux instances de la cour , ou qu'elle se mît en état de lui résister , elle tint plusieurs conseils pour délibérer sur le parti qu'elle avoit à prendre.

1620.

L'évêque de Luçon lui déclara qu'il ne savoit que deux moyens de se tirer du fâcheux état où elle se trouvoit : le premier de retourner à la cour , & de s'y appliquer uniquement à gagner les bonnes grâces du roi , de lui parler souvent & toujours avec douceur , de soutenir en toute occasion les intérêts du public sans parler des siens , & de prendre courageusement le parti de l'équité contre celui de la faveur , sans attaquer les favoris , & sans paroître envier leur crédit & leur fortune.

Hist. mss. de Louis XIII.

Il ajouta que ce premier moyen n'avoit rien de violent , qu'il ne demandoit que de la résolution & de la conduite , que s'il n'étoit pas le plus efficace il étoit du moins le plus innocent , que s'il y avoit quelque danger à se rendre à la cour , il seroit tout entier pour ses serviteurs , puisque sa qualité de reine & de mere du roi la mettoit à l'abri de toute violence : mais qu'aucuns ne seroient dignes de sa confiance & de son estime , s'ils ne faisoient gloire de courir tous les risques d'une démarche dont elle pouvoit retirer de si grands avantages.

Le second moyen qu'il proposa étoit de prendre les armes : mais il eut soin de lui en faire sentir les dangers & les inconvéniens. Il représenta que ses ennemis avoient pour eux l'autorité royale qui est toujours la plus connue & la plus réverée des peuples , que la guerre demanderoit un fond d'argent inépuisable , des places fortes , des gouverneurs fideles , d'habiles généraux , & mille autres secours qui pouvoient manquer à tout moment.

De tous les confidens de la reine , il n'y en eut que deux qui appuyerent l'avis de l'évêque de Luçon ; ce fut le pere Suffren , confesseur de cette princesse , & le sieur de Marillac ; tous les autres se déclarerent pour la guerre & leur avis l'emporta. Ils se laisserent éblouir par le grand nombre de princes & de seigneurs mécontents qui paroissoient disposés

1620.

à soutenir les intérêts de Marie de Medicis contre le duc de Luynes.

On apprit que le duc de Longueville s'étoit retiré dans son gouvernement de Normandie ; que le duc de Vendôme avoit quitté la cour , pour se rendre d'abord dans sa maison d'Anet & ensuite à Vendôme ; que le chevalier de Vendôme grand prieur de France , le duc de Nemours , le comte & la comtesse de Soissons devoient se joindre aux mécontents , & qu'ils étoient sur le point de se déclarer.

T. 2.

Bassompierre raconte que le 27 Juin en entrant au Louvre il reçut un billet , par lequel on l'avertissoit que le comte & la comtesse de Soissons devoient partir la nuit prochaine , & que le grand prieur & le comte de Saint-Aignan s'en iroient avec eux. Cet avis lui fut encore confirmé par le chevalier d'Epinal. Il se hâta de faire part au roi & au duc de Luynes de cette découverte.

Le roi devoit aller ce jour là coucher au château de Madrid dans le bois de Boulogne. Dès qu'il eut entendu le récit de Bassompierre , il proposa de son propre mouvement & sans attendre le conseil du duc de Luynes de différer son voyage , & de faire arrêter le comte & la comtesse de Soissons.

Mais Luynes & Bassompierre , lui représenterent qu'il ne convenoit pas d'arrêter des personnes d'une si grande considération sur des avis incertains , sans en approfondir la vérité , & sans avoir des preuves plus convaincantes de leur dessein.

Il fut conclu que le roi feroit son voyage à Madrid , & qu'il renverroit ses chevaux-légers à Paris , avec ordre d'exécuter ce que monsieur de Luynes leur diroit. Ce duc assura le roi qu'il pouvoit se reposer sur lui de la conduite de cette affaire : mais quand il se vit chargé seul de l'événement , il parut embarrassé. Il consulta Bassompierre qui lui proposa différens avis , ce qui ne servit qu'à le rendre plus irrésolu. Il fit assembler le conseil , où le président Jeannin opina d'abord qu'il falloit laisser partir le comte & la comtesse de Soissons sans leur rien dire. Il représenta qu'ils apporteroient dans la cour de la reine mere plus de trouble & de confusion que

de profit & d'utilité; qu'étant mal intentionnés pour le service du roi, il étoit à souhaiter qu'ils sortissent de Paris d'où sa majesté ne pourroit s'éloigner s'ils y restoient; qu'il y avoit tout lieu de croire que tous les mécontents s'en iroient ainsi l'un après l'autre, mais qu'au premier qui reviendrait, les autres ne tarderoient pas à le suivre.

Tout le conseil fut de l'avis du président Jeannin. & sur les onze heures du soir le comte & la comtesse de Soissons prirent la route d'Angers sans que personne s'opposât à leur départ. Le duc de Vendôme & le grand prieur son frere, le duc de Nemours, & le comte de Saint-Aignan y accoururent.

Tout le monde fut persuadé que la reine mere alloit avoir un parti formidable. Le duc de Longueville travailloit à lever la Normandie, il étoit maître de Dieppe, & il avoit assemblé un grand nombre de gentilshommes & de soldats dans la ville de Rouen, sous prétexte de l'entrée solennelle que l'on y préparoit pour madame de Longueville sa femme. Le comte de Torigny allié du duc de Longueville étoit lieutenant-général de la Basse-Normandie. Le grand prieur commandoit dans le château de Caën. Le comte de Soissons avoit Dreux & la Ferté-Bernard dans le Pérche. La reine avoit Angers & le Pont de Cé, passage important sur la rivière de Loire, & toute la noblesse de la province s'étoit déclarée pour elle. Les ducs de Retz, de la Tremoille, de Roannez & de Rohan possédoient des terres ou des gouvernemens considérables en Bretagne & en Poitou, le duc d'Epéron commandoit dans l'Angoumois & dans la Xaintonge: le duc de Mayenne dans la Guienne & à Bourdeaux, le vicomte d'Aubeterre à Blaye. Barbin retiré dans le pays de Liège y faisoit des levées pour le marquis de la Valette, qui commandoit dans Metz. Le duc de Nemours avoit envoyé son secrétaire Pasquier lever quelques troupes dans le pays de Geneve.

La cour pour dissiper ce parti, résolut d'employer la négociation & la force. On nomma quatre députés pour aller à Angers offrir la paix à la reine mere: savoir l'Archevêque de Sens, le duc de Montbason, le sieur de Bellegarde, grand écuyer, & le président Jeannin. Le 8 Juillet Belle-

Mercuré Fran-
çois, t. 6.

1620.

garde & le maréchal de Brissac furent reçus ducs & pairs au parlement, & le lendemain le premier partit pour Angers avec les trois autres députés & le maréchal de Brissac pour la Bretagne.

Le roi tint un grand conseil, où il fut décidé que l'on commenceroit par soumettre la Normandie. Le prince de Condé dit au roi qu'il falloit marcher contre les rebelles sans leur donner le temps de se reconnoître, & que si l'on avoit suivi le conseil de monsieur de Villeroy, au commencement de la première guerre civile en attaquant les mécontents qui s'étoient retirés à Mezieres, leur rébellion eût été infailliblement étouffée dès sa naissance.

Au sortir du conseil, le sieur Rouillet grand prévôt de Normandie vint dire au roi qu'il n'étoit pas à propos que sa majesté allât en personne dans cette province, où il ne trouveroit que de la révolte & des désagremens. « Vous n'êtes pas de mon conseil, lui répondit le roi, j'en ai pris un plus généreux : sachez que quand les chemins seroient tous pavés d'armes, je passerai sur le ventre de mes ennemis, puisqu'ils n'ont nul sujet de se déclarer contre moi qui n'ai offensé personne. Vous aurez le plaisir de le voir, je sai que vous avez trop bien servi le feu roi mon pere. pour ne pas vous en réjouir.

On expédia des commissions pour lever des troupes dans toutes les provinces. Tous les gouverneurs eurent ordre de veiller à la sûreté des places où ils commandoient. Le maréchal de Themines fut envoyé en Guienne, le comte de la Rochefoucault en Poitou, le marquis de Courtenvaux en Touraine. Le duc de Nevers fut chargé de lever des troupes en Champagne, & de s'opposer à l'entrée des soldats que Barbin faisoit assembler dans le pays de Liège.

Le roi avant que de partir de Paris, fit appeller toutes les cours supérieures, & il les chargea de veiller pendant son absence à la tranquillité de sa bonne ville de Paris, où il laissoit la reine son épouse avec monsieur le chancelier, & une partie du conseil. Il leur dit que son voyage ne seroit pas long, & qu'il comptoit être de retour dans trois semaines.

Les princes qui s'étoient rendus à Angers apporterent, ainsi que le président Jeannin l'avoit prévu, beaucoup de

trouble & de confusion dans le conseil de la reine mere. Lorsqu'ils furent que le roi leur envoyoit quatre députés, le duc de Vendôme proposa de les retenir prisonniers, ou du moins de les renvoyer sans les entendre. L'évêque de Luçon vouloit au contraire qu'on les reçût avec honneur, & qu'on écoutât leurs propositions. Cependant, l'opinion du duc de Vendôme prévalut, & l'on envoya un courrier aux députés du roi pour leur dire que la reine mere ne vouloit pas les voir. Mais l'évêque de Luçon fit si bien sentir à cette princesse dans un entretien particulier, les inconvéniens de ce procédé, que l'on avertit les députés par un second courrier qu'ils pouvoient poursuivre leur route, & que l'on étoit résolu de les écouter. Leur négociation n'eut d'abord aucun effet. Le nouveau conseil de la reine mere avant que de rien conclurre, vouloit savoir quel seroit le succès des armes du roi dans la Normandie.

Louis partit de Paris le 7 Juillet accompagné de monsieur le duc d'Anjou son frere, & du prince de Condé avec un corps d'armée de huit mille hommes de pié & de huit cents chevaux. Il coucha le 8 à Magny, & le même jour ses maréchaux des logis arriverent à Rouen. Le duc de Longueville y étoit encore. Il avoit tâché de se rendre maître de la ville: mais il s'en falloit beaucoup qu'il eût réussi dans son dessein. Il ne put jamais gagner dans le parlement que le second président nommé Bouteroude, & son fils qui étoit lieutenant-général du Bailliage, tous les autres magistrats lui déclarerent qu'ils demeureroient toujours inviolablement attachés au service du roi. Le peuple entra dans les mêmes sentimens, & le duc de Longueville étoit résolu de ne pas attendre l'arrivée du roi pour abandonner la ville. Dès qu'il fut que les maréchaux des logis étoient déjà venus pour marquer les logemens, il en fit appeller un, & lui demanda où il avoit laissé le roi? *A Pontoise, monseigneur*, lui dit cet officier: *mais il est présentement bien avancé, car il vient en diligence & doit coucher cette nuit à Magny. Où prétendez vous le loger*, reprit le duc de Longueville? *Dans la maison où vous êtes, monseigneur*, répondit le maréchal de logis. *Il est juste*, répliqua le duc, *que je lui cede la place*, & sur les cinq heures du soir il prit la route du pays de Caux. Le second président du parlement & son fils sortirent de

1620.

Hist. mss. de Louis XIII.

Le roi va en Normandie.

Mercuré François, t. 6.

1620.

Rouen le même jour. Il n'y avoit pas plus d'une heure que le duc de Longueville étoit parti, lorsque le colonel d'Ornano entra dans la ville, pour donner avis au parlement de la prochaine arrivée du roi. Il trouva que tout étoit disposé pour le recevoir. Louis étoit à Escouy, lorsqu'il apprit la retraite du duc de Longueville, & se voyant assuré qu'il ne trouveroit aucune résistance dans la ville de Rouen, il ordonna au maréchal de Praslain & à monsieur de Crequy de s'avancer jusques à Caën avec six compagnies du régiment des gardes, & quelques autres troupes destinées à faire le siège du Château. Il se rendit ensuite à Rouen le 10 de Juillet. Le lendemain il tint un lit de justice, où le pouvoir du duc de Longueville dans la province de Normandie, fut déclaré suspendu jusques à ce qu'il se fût justifié en présence de sa majesté.

Le grand prieur en se retirant à Angers avoit envoyé au château de Caën un officier nommé Prudent pour garder cette place. Le maréchal de Praslain en fit le siège & la tranchée fut ouverte le 14 Juillet. Le grand prieur étoit accouru pour y jeter du secours : mais les gens de la ville qui demeurèrent toujours fideles au roi l'en avoient empêché. Louis s'étant rendu à Dives y reçut une lettre de la reine sa mere qui lui fut présentée par le sieur Sardini : mais il refusa de la lire, & dit qu'il avoit envoyé à sa mere des députés à qui elle pouvoit déclarer ses intentions, & en même tems il envoya Boyer, un de ses gentilshommes ordinaires à ses députés pour leur expliquer les raisons qui l'avoient déterminé à ne point recevoir cette lettre.

Le 15 de Juillet sur les quatre heures après midi, le roi fit son entrée dans la ville de Caën, pendant qu'une partie de ses troupes faisoient le siège du château. Une heure après il envoya sommer le sieur Prudent par un héraut de rendre le château au roi qui venoit d'entrer dans la ville. Prudent feignit d'ignorer que le roi fût arrivé, & il déclara qu'il étoit résolu de se défendre. Le héraut en se retirant dit tout haut qu'il y avoit dix mille écus à gagner pour celui qui apporteroit au roi la tête de Prudent. Le 17 sur les sept heures du soir Parisot lieutenant du sieur Prudent demanda à parler à monsieur de Crequy, qu'il supplia de lui dire s'il étoit vrai

que le roi fût en personne dans la ville. Monsieur de Crequy l'en ayant assuré, il déclara que ceux du château étoient tous prêts à ouvrir leurs portes à sa majesté sans aucune capitulation. Le roi leur fit dire qu'il leur accordoit une entière abolition de leur crime. On mit dans le château deux compagnies de gardes Françoises & une de Suisses. Parisot fut présenté au roi par le sieur Turgot de Saint-Cler, maître des requêtes. Prudent n'osoit encore paroître. Le lendemain 18 la garnison sortit du château sans garder aucun ordre. Le roi y entra l'après-dînée. Ce fut là que Prudent vint se présenter à sa majesté, qui lui pardonna. Les seigneurs & les officiers qui accompagnoient le roi ayant visité les fortifications de la place, jugerent qu'elle auroit pû se défendre encore long-temps. Ils furent étonnés que les assiégés se fussent ainsi rendus à discrétion sans capitulation, & sans aucune marque d'honneur. Ils prétendoient que la garnison auroit pû arrêter un mois l'armée du roi, en demeurant couchée sur le ventre; ce qui leur fit dire en riant, que *pour bien garder les places à l'avenir, il falloit choisir des fous, puisque les Prudens n'y entendoient rien.*

On proposa au conseil de faire raser le château de Caën; mais il fut décidé qu'il falloit le conserver à cause du voisinage de l'Angleterre. On en donna le gouvernement au marquis de Mosny. Prudent se retira auprès du grand prieur, suivi de quelques gentilshommes qui s'étoient enfermés avec lui dans la place.

Deux jours après, le marquis de Beuvron, messieurs de Matignon, de la Luzerne, de Montgomeri & plusieurs autres gentilshommes distingués se rendirent auprès du roi. Toutes les villes de la Basse-Normandie lui envoyèrent des députés pour l'assurer de leur fidélité. Le duc de Longueville même qui s'étoit retiré à Dieppe, écrivit à sa majesté une lettre soumise & respectueuse, par laquelle il promettoit de ne rien entreprendre contre son service. Quoiqu'on ne comptât pas beaucoup sur ses protestations, on ne jugea pas à propos d'entreprendre de le chasser de Dieppe. Toute la Normandie étoit soumise, & le duc d'Elbœuf que le roi avoit nommé pour y commander, étoit en état d'empêcher le duc de Longueville d'y faire aucun mal. On le laissa donc

1620.

dans la ville de Dieppe, & le roi prit la route de l'Anjou pour achever de réduire le parti des rebelles. Pendant sa marche il ne reçut que des nouvelles agréables. Le duc de Montmorenci lui manda que tout le Languedoc, sans aucune exception, lui conserveroit une fidélité inviolable. Il reçut les mêmes assurances du parlement de Toulouse. Il apprit que le commandant mis par le duc de Vendôme dans le château de Verneuil avoit rendu cette place; que Dreux après quelques difficultés avoit ouvert ses portes au marquis de Bassompierre qui lui amenoit un renfort considérable. Il reçut à l'Aigle des députés du parlement de Bretagne, qui lui répondirent de la fidélité de cette grande province, & il arriva le 30 au Mans. La reine mere avoit eu dessein de s'emparer de cette ville. Elle étoit partie d'Angers avec huit mille hommes de pié, douze cents chevaux, & six pieces de canon pour se rendre à la Fleche, dont elle prit le château. Elle voulut aller jusques au Mans : mais la Varenne l'avoit arrêtée à Sainte-Susanne. Elle étoit ensuite retournée à Angers dans la crainte que le roi qui s'avançoit avec toutes ses forces ne lui enlevât cette place, qu'elle regardoit comme le centre de sa domination.

L'archevêque de Sens & le pere de Berulle vinrent trouver le roi au Mans, pour lui rendre compte de leurs négociations. Ils assurèrent sa majesté que la reine sa mere étoit très-disposée à faire la paix : mais qu'elle désiroit que ceux qui s'étoient déclarés pour elle, fussent compris dans le traité, & qu'elle demandoit du temps pour les déterminer à entrer dans ses vûes. Le roi leur répondit qu'ils pouvoient assurer la reine sa mere, qu'il auroit toujours le cœur & les bras ouverts pour la recevoir; qu'il ne se lasseroit point de la prier de se rendre auprès de lui, ni de la faire honorer dans sa cour & par tout son royaume; qu'à l'égard des brouillons qui opprimoient ses sujets & qui vouloient partager son autorité par leur factions, il n'y avoit point de péril auquel il ne s'exposât pour les chasser de ses états, ou pour les réduire à son obéissance.

Le prince de Condé leur dit, que ce qu'il désiroit le plus c'étoit de voir l'autorité du roi si réverée qu'elle fût en état de donner la loi à tout le reste du monde. Il les pria d'assu-
rer

crer la remercier, qu'il se croiroit heureux de la voir révenir à la cour, comblée des grâces du roi; pourvu qu'elle lui vînt de la propre volonté de sa majesté, sans lui avoir été arrachées par la force. Le duc de Luyne leur tint à peu près le même langage.

Les députés retournerent à Angers où les partisans de la reine mère étoient dans de grandes inquiétudes. Ils voyoient de quoi prêt à les attaquer avec des forces supérieures, auxquelles il ne leur étoit pas possible de résister. Quelques-uns proposoient à la reine mère d'aller joindre les ducs de Mayenne & d'Epemnon avec une partie de ses troupes, & de laisser l'autre pour la défense d'Angers & du Pont de Cé. Il y eut un seigneur qui s'offrit de rester à Angers pour lui conserver cette place, qu'il promettoit de défendre en cas de siège jusques au dernier soupir de sa vie; mais ayant fait depuis réflexion sur la disposition des peuples qui souffroient impatiemment les malheurs de la guerre, & qui paroissent attendre l'arrivée du roi avec impatience, il rejeta sa parole. L'évêque de Luçon en prit occasion de faire entendre à la reine mère, qu'elle n'avoit point d'autre parti à prendre que celui de se rapprocher du roi son fils; il lui représenta que tous les seigneurs qui s'étoient retirés auprès d'elle n'avoient en vue que leurs intérêts particuliers, qu'ils préféroient toujours aux siens & à celui de l'état & du public; qu'il étoit encore en son pouvoir de traiter avec le roi; mais qu'aussi-tôt qu'elle auroit passé la Loire, elle ne seroit plus libre de choisir entre la paix ou la guerre; parce que son sort dépendroit uniquement de la volonté des grands, qui ayant une fois les armes à la main ne seroient pas si aisés à contenter qu'elle se l'imagineroit; qu'il ne falloit pas croire qu'aussi-tôt qu'elle auroit passé la Loire, elle se trouveroit soutenue par toutes les forces du duc de Mayenne; que ce duc étoit encore aux bords de la Garonne; qu'il n'osoit quitter parce qu'il savoit que le maréchal de Themines étoit sur le point d'entrer en Guienne; avec les troupes qu'il avoit rassemblées dans le Quercy; que le parlement de Bourdeaux n'attendoit que le départ du duc de Mayenne pour reprendre l'autorité qu'il avoit auparavant dans la province, dont il ne se serviroit que pour donner au roi des preuves de sa fidélité; qu'elle con-

1562.

noissoit elle-même par sa propre expérience combien elle devoit peu compter sur l'affection de ce parlement, puisqu'à l'exemple de celui de Paris & des autres parlemens du royaume, il avoit renvoyé au roi un paquet de lettres qu'elle lui avoit adressées, sans vouloir l'ouvrir.

Les raisonnement de l'évêque de Luçon firent une telle impression sur l'esprit de Marie de Medicis, qu'elle envoya au roi le duc de Bellegarde, l'archevêque de Sens & le pere de Bernis, pour lui déclarer qu'elle étoit résolue de vivre désormais à la cour, & qu'elle desiroit seulement de quitter avec honneur le parti où elle étoit engagée. C'est ce dernier article qui faisoit toute la difficulté, car le roi étoit déterminé à recevoir la reine sa mere avec affection ; mais on vouloit qu'elle abandonnât les seigneurs de son parti ; & c'est à quoi elle ne pouvoit se résoudre.

Les trois députés trouverent le roi à la Fleche & lui exposèrent les véritables sentimens de sa mere. Le traité fut conclu ; & les députés retournerent à Angers pour le faire approuver par la reine mere ; mais le duc de Bellegarde ayant différé d'apporter au roi le consentement de cette princesse, Louis fit avancer ses troupes, & leur ordonna d'attaquer le Pont de Cé. La reine mere y avoit mis trois mille hommes de pié & quatre cents chevaux, avec trois pieces de canon ; le reste de ses troupes étoit retranché dans les faubourgs d'Angers. Bassompierre dit cependant que la garnison du Pont de Cé étoit de cinq mille hommes ; mais comme il fut un de ceux qui commanderent l'attaque de cette place, peut-être a-t-il un peu augmenté le nombre des défenseurs pour enfler le mérite de sa victoire. Cette garnison étoit commandée par les ducs de Vendôme & de Retz, & par le comte de Saint-Aignan. La division se mit parmi eux, le duc de Vendôme se retira pendant le combat, & le duc de Retz (a) ne s'y trouva point, il n'y eut que le comte de

Attaque du
pont de Cé.
Mercure Fran-
çois, t. 6.
T. 2.

(a) Il partit avant l'attaque des retranchemens, mécontent de ce que Marillac lui avoit été présenté pour le commandement, & de ce que priant la reine mere d'obtenir dans le traité une augmentation de garnison pour Belle-Isle & pour Machecoul, place qui lui apparté-

noient, cette princesse lui avoit répondu, qu'il en avoit parlé trop tard, & qu'il ne lui étoit plus possible de faire de nouvelles propositions sans risquer de rompre la négociation. Cette réponse irrita tellement le duc de Retz, qu'il lui déclara qu'il renonçoit pour toujours à elle & à

Saint-Aignan qui tint ferme : mais il fut mal secondé par les troupes qu'il commandoit, dont la résistance fut assez foible. Le comte après avoir combattu avec beaucoup de valeur, se voyant abandonné, fut obligé de se rendre à un officier nommé Boyer.

1620.

Bassompierre dit que du côté des ennemis, il y eut plus de deux cents morts ou noyés, & à peu près autant de prisonniers. Du côté du roi, il y eut quelques officiers de blessés, & entre autres les sieurs de Nerestan & Desmarais, qui moururent de leurs blessures. Du Thier comette des chevaux-légers de la reine mere revenoit d'Angers au Pont de Cé lorsque la ville fut attaquée. Le combat étoit fini quand il arriva : mais le château tenoit encore. Il voulut s'y jeter en passant au milieu des troupes du roi : mais il fut reconnu, on tira sur lui, & il fut dangereusement blessé d'un coup de feu dont il eut la gorge percée. Le roi loua beaucoup le courage de cet officier, il ordonna à ses chirurgiens d'en avoir soin, il lui fit rendre son équipage, & ne voulut pas que l'on exigeât rien de lui pour sa rançon. Le château se rendit le lendemain au matin. Une partie de la nuit avoit été employée à régler les articles de la capitulation, dont les principaux furent que les assiegés sortiroient avec armes & bagages, mais la mechie éteinte, jusques à ce qu'ils fussent en pleine campagne, & que leurs drapeaux demeureroient au roi. On en avoit déjà pris sept à l'attaque des retranchemens de la ville, le roi les fit porter à la jeune reine, qu'il avoit laissée à Paris, excepté ceux où l'on avoit mis les armes, les chiffres & les couleurs de la reine mere, qu'il lui renvoya, avec tous les officiers de sa maison.

A l'égard du comte de Saint-Aignan, on délibéra dans le conseil du roi si on ne le mettroit pas entre les mains du garde des sceaux pour lui faire son procès, sur ce qu'il avoit été pris les armes à la main contre le roi, quoiqu'il fût engagé à son service en qualité de mestre de camp de cavalerie. Monsieur

Lettre du roi à la reine mere, datée du pont de Cé le 12 Juill. 1620. dans les mss. du séminaire de saint Sulpice.

tous les traités. Il sortit sur le champ de la ville d'Angers & vint au pont de Cé, d'où il retira plus de douze cents hommes qu'il avoit amenés de Bretagne. Il reprit avec eux le chemin de cette province

dans la persuasion où il étoit que l'accord étoit conclu, & qu'il n'y auroit point de combat, quoique l'armée du roi fût déjà très-proche. *Mem. mss. du marquis de Fontenai-Mareuil.*

Mem. de Bassomp. t. 2.

1620.

de Bassompierre s'y opposa fortement, il représenta au roi que le comte de Saint-Aignan étoit prisonnier de guerre, que monsieur de Crequi & lui l'avoient reçu comme tel, & que l'on ne pouvoit le mettre en justice sans violer la foi publique & le droit des gens. Il fit promptement donner avis à monsieur de Crequi du péril où se trouvoit le comte de Saint-Aignan, & le pria de se joindre à lui, pour empêcher qu'on ne lui tranchât la tête. Monsieur de Crequi manda au roi qu'il alloit se retirer dans l'instant, & qu'il abandonneroit tout, si on ne lui donnoit une assurance positive de différer toute poursuite contre monsieur de Saint-Aignan, jusques à ce que l'on eût entendu les raisons qu'il avoit à proposer. On ne voulut pas mécontenter monsieur de Crequi, & l'on différa de prendre une résolution définitive jusques au lendemain. Ce délai donna le temps de faire de nouveaux efforts pour sauver la vie au comte de Saint-Aignan. Il en fut quitte pour perdre son emploi de mestre de camp, qui fut donné au sieur de la Curée.

Le 9 d'Août le cardinal de Sourdis & l'évêque de Luçon accompagnés du duc de Bellegarde, de l'archevêque de Sens, du président Jeannin, & du pere de Berulle, vinrent trouver le roi pour lui déclarer de nouveau, que la reine mere étoit résolue de renoncer pour jamais à toutes sortes de cabales & de factions, & pour l'assurer que la seule crainte d'être opprimée l'avoit forcée à prendre les armes. On leur répondit que le roi ne lui avoit jamais donné aucune occasion de le craindre, & que sa justice & sa bonté étoient si connues, qu'il n'y avoit pas un seul homme dans son royaume qui eût lieu de se plaindre d'aucune sorte d'oppression. Les deux envoyés de la reine mere supplierent sa majesté de pardonner à tous ceux qui avoient pris les armes. On leur dit que les seigneurs qui s'étoient revoltés avoient eu des vûes & des intérêts totalement séparés de ceux de la reine mere; que cependant le roi, par considération pour elle, vouloit bien leur accorder un pardon qu'ils ne meritoient pas, pourvu que dans huit jours après la publication de la paix ils posassent les armes, & se remissent dans l'obéissance qu'ils devoient à sa majesté. On leur ajouta, que le roi n'entendoit nullement rendre à aucun de ces seigneurs, les charges & les gouver-

nemens dont il avoit disposé depuis leur révolte , comme le gouvernement de Caën , & celui du vieux palais de Rouen , & que par conséquent le roi ne reprendroit point à son service les douze compagnies qui avoient abandonné son armée de Champagne pour se jeter dans Metz avec leurs drapeaux ; que cependant pour ne pas entierement rejeter les supplications de la reine sa mere , il feroit rendre la liberté à tous les prisonniers , & qu'il se chargeroit lui-même de payer leur rançon à ceux qui les avoient pris. Ces conditions ayant été acceptées , le traité de paix fut signé par le roi , le 10 d'Août , & monsieur de Crequi le porta le même jour à la reine mere avec une lettre du roi pleine de tendresse & de respect.

1620.

On accusa dans la suite l'évêque de Luçon d'avoir trahi cette princesse. On dit qu'il entretenoit des intelligences secrètes avec le duc de Luynes , & que pour forcer Marie de Medicis à un accommodement , il avoit été cause de la défaite de ses troupes au Pont de Cé ; que lui ou ses proches parens s'étant chargés de pourvoir à tout , & n'avoient pourvu à rien ; qu'ils avoient laissé la ville d'Angers sans vivres , & le Pont de Cé sans munitions de guerres ; que les soldats qu'on y avoit mis pour la défendre n'avoient ni poudre , ni plomb , ni meches. Il est pourtant certain qu'ils firent de furieuses décharges sur les troupes du roi , qui furent obligés d'en venir aux mains pour forcer leurs retranchemens. Il n'y eut que le château qui se trouva dépourvu de munitions , ainsi que l'a remarqué l'auteur du mercure François. A l'égard de l'évêque de Luçon , il est vrai comme on l'a dit qu'il conseilla toujours à la reine mere des'accommoder avec le roi , & de retourner à la cour. Il se peut faire que pour menager cet accommodement , & pour obtenir des conditions plus avantageuses il ait traité secrettement avec le sieur de Luynes à l'insû des autres confidens de cette princesse : mais étoit-ce la trahir que d'en user ainsi ? N'étoit-ce pas lui rendre un service essentiel que de la raccommoder avec son fils , plutôt que de la faire errer de province en province , engagée dans une guerre civile , dont il étoit moralement impossible qu'elle sortît avec honneur , & dont les événemens pouvoient lui être si funestes , qu'elle eût été peut-être reduite à se retirer hors du royaume ?

Meni. de Rohan.
Mem. chronol.
t. 1.

1620.

Si l'évêque de Luçon traitoit secrètement avec le duc de Luynes, étoit-ce de concert avec elle ou à son insû ? Si elle le savoit, il ne la trahissoit pas : & comment prouvera-t-on qu'elle l'ait ignoré ? Etoit-ce faute d'argent, ou par la négligence affectée de l'évêque & de ses parens que les places & les troupes étoient dépourvues des munitions les plus nécessaires ? Qui empêchoit les généraux, que l'on n'accusa point d'avoir été d'intelligence avec le duc de Luynes de s'en apercevoir, & de s'en plaindre ? Etoit-il difficile à la reine mere de s'en informer ? Si elle consentit elle-même à cette négligence, pour forcer les seigneurs de son parti à un accommodement qu'elle désiroit, ce ne seroit pas l'évêque de Luçon qui l'auroit trompée, ce seroit elle-même qui auroit voulu ou consenti que l'on trompât ces seigneurs qui avoient envie de perpétuer la guerre.

Quoi qu'il en soit deux jours après la signature du traité, le sieur de Modene vint trouver la reine mere à Angers avec une lettre de créance du roi, & lui apprit que sa majesté étoit partie du Pont de Cé pour se rendre au château de Brissac où il comptoit la recevoir. Il ajouta que si les seigneurs qui étoient auprès d'elle avoient encore quelque défiance dans l'esprit, le roi pour la leur ôter enverroit à Angers monsieur le duc d'Anjou son frere, & le prince de Condé qui y demeureroient en ôtage. La reine mere répondit qu'elle ne demandoit point d'autre assurance que la parole du roi. Elle lui fit ensuite plusieurs questions sur la maniere dont le roi son fils s'étoit conduit pendant le cours de la guerre, & finit par lui dire : « Assurez le roi que je le verrai demain à Brissac, que je suis fort satisfaite de lui, & que je ne songe plus qu'à lui plaire & à prier Dieu pour sa personne, & pour la prospérité de son royaume ». Le maréchal de Praslain vint au-devant d'elle jusques au Pont de Cé, d'où il fit sortir les troupes du roi, pour faire place à celles de la reine mere. Le sieur de Brantes frere du duc de Luynes eut ordre de se trouver sur sa route entre Brissac & le Pont de Cé. On l'appelloit alors le duc de Luxembourg, depuis qu'il avoit épousé l'héritiere de cette maison, & en conséquence de ce mariage, le roi étant à Rouen lui avoit accordé des lettres de duc & pair, qui ne furent enregistrées que le 8 Fevrier de l'année suivante.

Louis accompagné du duc d'Anjou son frere, du prince de Condé, du duc de Luynes, & suivi de deux cents seigneurs à cheval, s'avança lui-même jusques à trois quarts de lieues pour recevoir sa mere, & dès qu'il apperçut sa litiere il mit pied à terre, & s'approcha pour la saluer. La reine mere descendit aussi-tôt, & courut l'embrasser. Ils demeurèrent ensemble trois jours dans le château de Brissac. Ce fut là que Louis fit expédier la déclaration d'innocence promise à la reine mere. Elle étoit datée de Brissac le 16 d'Août 1620. & le parlement l'enregistra le 27.

Luynes se fut bon gré d'avoir étouffé dans leur naissance les premieres étincelles d'une guerre civile, qui sembloit devoir embraser tout le royaume; il craignoit de nouveaux mouvemens de la part des huguenots, & il étoit résolu de les humilier. On leur avoit permis l'année précédente de s'assembler à Loudun, pour nommer de nouveaux députés. Ils y tinrent à peu près la même conduite qu'à Saumur, ils refuserent de procéder au choix de six députés dont les noms devoient être présentés au roi; ils commencerent par demander la revocation de l'édit qui accordoit aux ecclésiastiques du Bearn la main-levée de leurs biens; ils s'occupèrent ensuite à dresser un gros cahier rempli de plaintes & de griefs qui fut présenté au roi le 20 Decembre de la même année, & ils écrivirent une lettre circulaire à toutes les églises protestantes pour rendre raison de leur conduite.

La cour ne vouloit pas répondre à leurs plaintes, que les députés ne fussent nommés & l'assemblée séparée. Ils déclarerent qu'ils demeureroient assemblés jusques à ce qu'on leur eût donné la satisfaction qu'ils demandoient sur tous les articles de leurs cahiers. Il fallut les menacer d'être déclarés criminels de lèse-majesté, s'ils ne procédoient dans trois semaines à la nomination de leurs députés, & si ce terme expiré ils ne se séparoient pas pour se retirer chacun dans leur province.

On s'apperçut bien-tôt que ces menaces n'étoient pas capables de les effrayer, & l'on fut obligé de négocier avec eux. Le prince de Condé se joignit au duc de Luynes pour les appaiser, & l'on y employa le crédit du maréchal de Lefdiguieres, du marquis de Châillon & du sieur du Plessis-Mornai, tous trois protestans, qui servirent utilement la cour en

1620.

Hist. général.

t. 4.

Mercur. François, t. 6.

1620.

cette occasion. L'assemblée nomma enfin les six députés & se separa en témoignant toujours très-peu de confiance dans les promesses de la Cour, & beaucoup de résolution de lui résister, pour obtenir surtout que les huguenots du Bearn demeurassent en possession des biens ecclésiastiques. C'est ce qui déterminna le duc de Luynes à faire prendre au roi la résolution d'employer le reste de l'année 1620. à parcourir la Guienne & le Bearn, pour y rétablir l'ordre & la tranquillité par sa présence.

Diverses lettres du roi à la reine mere, écrites pendant le voyage de Guienne & de Bearn, dans les mss. du séminaire de saint Sulpice.

Ce monarque fit son entrée à Bourdeaux le 18 Septembre, & lorsqu'il voulut prendre la route du Bearn, monsieur de la Force qui en étoit gouverneur fit tous ses efforts pour l'empêcher d'aller jusques-là; il lui représenta que la difficulté des chemins & la disposition des esprits rendroient ce voyage très-périlleux pour sa majesté; que s'il arrivoit un soulèvement général, comme il y avoit lieu de le craindre, toutes les troupes que le roi menoit avec lui, ne seroient peut-être pas suffisantes pour dompter la rébellion; que s'il ne s'agissoit que de faire exécuter les édits du roi, on en viendroit plus aisément à bout par la douceur que par la violence. Louis n'eut aucun égard à ses remontrances. On tint un conseil où le seul duc de Mayenne fut d'avis, qu'il ne falloit pas exposer en cette occasion, la personne du roi; il insistoit principalement sur ce que les chemins étoient impraticables, & qu'il falloit traverser une rivière, dont le passage étoit très-dangereux. Le roi déclara que rien ne seroit capable de le faire changer de résolution. Il partit de Bourdeaux le 10 d'Octobre, & arriva le 13 à Grenade. Le conseil de Pau crut pouvoir arrêter sa marche en se hâtant d'enregistrer les édits qui ordonnoient la main-levée, & le remplacement des biens ecclésiastiques dans le Bearn. L'avocat général lui apporta l'arrêt d'enregistrement daté du 8 Octobre: mais il ne suffisoit pas que ces édits fussent publiés, il falloit encore qu'ils fussent exécutés, & l'on prévoyoit que si le roi retournoit sur ses pas, l'exécution n'en seroit pas à beaucoup près aussi prompte & aussi facile que l'enregistrement; ainsi le roi déclara qu'il seroit dans deux jours à Pau. *Vous avez intérêt que j'y aille*, dit-il, à monsieur de la Force & à un député du conseil, *pour appuyer votre foiblesse.*

Il arriva le 14 à Arzac, où l'on vint lui demander comment il vouloit être reçu dans la ville de Pau : *En souverain de Bearn*, répondit-il ; *je descendrai d'abord à l'église ; s'il y en a une : mais s'il n'y en a point , je ne veux ni poëse , ni cérémonie d'entrée ; car il ne me feroit point de recevoir des honneurs dans un lieu où je n'ai jamais été , avant d'avoir rendu grace à Dieu , de qui je tiens tous mes états & toute ma puissance.*

1620.

Comme il n'y avoit alors aucune église catholique dans la ville de Pau , le roi y fit son entrée le 14 sans aucune cérémonie. Le 17 il s'avança jusques à Navarreins. C'étoit une place considérable. De Salles , vieil officier protestant qui en étoit gouverneur, fit sortir la garnison & la plupart des habitans pour aller au-devant du roi. Louis qui vouloit y mettre un gouverneur catholique , demanda à de Salles la démission de son gouvernement , qui fut donné au baron de Poyanne. De Salles eut pour dédommagement un brevet de maréchal de camp , & une somme considérable. Le 19 le roi revint à Pau , & ne songea plus qu'à terminer promptement les quatre affaires qui l'avoient obligé de se rendre en Bearn.

La premiere concernoit l'exécution des édits de la mainlevée & du remplacement des biens ecclésiastiques ; le rétablissement des évêques & des abbés dans leur droit de séance , & de voie délibérative au conseil de Pau , & enfin divers réglemens à faire pour l'exercice de la religion catholique , dont on avoit fait un cahier qui comprenoit vingt-cinq articles.

La seconde regardoit la grande église de Pau , demandée par les catholiques. La troisieme , la réunion de la basse-Navarre & de la souveraineté de Bearn à la couronne de France , & l'union des deux conseils souverains , dont l'un étoit établi à Saint-Palaiz pour la basse-Navarre , & l'autre à Pau pour le Bearn. La quatrieme enfin regardoit la suppression des capitaines de la milice de Bearn.

Ces quatre affaires ayant été terminées en cinq jours , le roi partit pour se rendre à Paris , où il arriva le 7 Novembre. Il y trouva la reine sa mere dans la résolution de ne plus quitter la cour. Le projet de l'évêque de Luçon qui la gouver-

1620.

noit, étoit de l'unir étroitement avec le duc de Luynes, & de lui faire rendre par le crédit de ce duc, la place qu'elle avoit eue autrefois dans tous les conseils. Il représentoit sans cesse au favori, qu'il s'affermiroit lui-même par l'appui qu'il donneroit à cette princesse, en ôtant aux grands du royaume tout prétexte de s'élever contre lui. Le duc de Luynes ne refusoit pas de bien vivre avec la reine mere : mais il étoit très-résolu de ne lui donner aucune part dans la confiance du roi, & de la tenir toujours éloignée des conseils.

Pour augmenter leur union réelle ou apparente, l'évêque de Luçon proposa de faire épouser mademoiselle de Pont-Courlay sa nièce au marquis de Combalet, de la maison de Beauvoir du Rouvre neveu du duc de Luynes. La reine mere qui désiroit fort ce mariage, donna deux cents mille francs de dot, & pour douze mille écus de pierreries à mademoiselle de Pont-Courlay, qui épousa le marquis de Combalet le 26 Novembre.

Le voyage du roi en Bearn avoit causé de grands mouvemens parmi les huguenots. Ils s'assemblerent en différens endroits, & ceux de Montauban écrivirent aux églises de Languedoc une lettre qui commençoit ainsi : *Messieurs, le terrible orage qui est tombé sur nos freres de Bearn & qui nous menace de près, nous a fait assembler, &c.* Ils indiquèrent une assemblée générale dans la ville de la Rochelle pour le 24 Décembre, sans en demander la permission au roi ; ils prétendoient y être autorisés par une délibération de l'assemblée de Loudun, qui portoit que l'on se rassembleroit de plein droit dans six mois, supposé que l'on n'exécût pas fidelement tout ce qui leur avoit été promis. La cour avoit souffert que cette délibération fût mise sur le registre, & ils prenoient cette tolérance pour un consentement. Le roi leur fit défense de s'assembler de nouveau par une déclaration, dont ils se moquerent. On fut qu'ils imploroient le secours de l'Angleterre ; & pour leur ôter cet appui, le maréchal de Cadenet frere du duc de Luynes, fut envoyé en Angleterre en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Il y renouvela l'union des deux couronnes, & à son retour il fut reçu duc & pair au parlement, & prit le nom de duc de Chaune.

Du 26 Octob.

1621.

Pendant qu'il étoit à Londres, le pape fit le 11 Janvier une

promotion de dix cardinaux, dans laquelle Louis de la Vaillette archevêque de Toulouse fut compris. On a vu que dès le temps du traité d'Angoulême, le roi avoit promis à la reine mere de solliciter pour ce prélat un chapeau de cardinal. Elle demanda ensuite la même grace pour l'évêque de Luçon, & le marquis de Cœuvres ambassadeur de France à la cour de Rome, reçut ordre de demander au pape deux chapeaux au lieu d'un, pour la couronne de France. L'on se fondeoit sur ce que Paul V. avoit accordé depuis quelque-temps un chapeau de cardinal extraordinairement à la cour d'Espagne, sans faire la même grace à celle de France. La reine mere qui desiroit alors passionnément de voir l'évêque de Luçon cardinal, écrivoit elle-même au pape pour le solliciter en sa faveur: elle ne voyoit jamais le nonce qu'elle ne lui en parlât. Lorsque la niece de l'évêque eut épousé le marquis de Combalet, le duc de Luynes parut prendre plus à cœur le succès de cette affaire. Il manda au marquis de Cœuvres que les soins de ce prélat pour réconcilier le roi avec la reine sa mere, & l'alliance qu'il venoit de contracter avec lui par le mariage de sa niece, l'obligeoient à lui recommander d'employer toutes les voies imaginables pour lui obtenir un chapeau de cardinal, & pour empêcher même que l'archevêque de Toulouse ne fût nommé sans lui.

La reine mere ayant eu nouvelle que le pape alloit faire incessamment la promotion, envoya exprès un courrier à Rome pour faire de nouvelles instances; elle eut même tant d'impatience de le voir partir, qu'elle ne se donna pas le temps d'attendre une lettre de recommandation pour le cardinal Neveu que le nonce lui avoit promise, & qu'elle avoit elle-même demandée avec empressement.

Le pape disoit au marquis de Cœuvres, que la promotion ne seroit pas assez nombreuse pour que l'on pût accorder à la France deux chapeaux à la fois. L'ambassadeur pressé par les lettres de la reine mere & du duc de Luynes, menaçoit le pape de toute la colere du roi, si l'évêque de Luçon n'étoit pas cardinal; & dans une audience qu'il eut le 10 Janvier veille de la promotion, il fit les derniers efforts pour forcer le pape à lui accorder cette grace. Le saint pere le voyant si animé, lui demanda pourquoi il s'intéressoit si vivement pour

. 1621.

Promotion de cardinaux
Vie de Richelieu, par le Clerc.

Diverses lettres du roi au pape, écrites en 1620. & 1621. dans les mss. de la bibliothèque du séminaire de saint Sulpice.

1621.

l'évêque de Luçon. Le marquis lui lut les lettres qu'il avoit reçues du duc de Luynes. Alors le pape lui en montra une écrite de la propre main du roi, dans laquelle ce prince lui marquoit qu'il ne souhaitoit point du tout que l'évêque de Luçon fût cardinal, & qu'il prioit sa sainteté de n'avoir aucun égard à toutes les demandes que l'on lui feroit là-dessus en son nom.

Le marquis de Cœuvres qui croyoit avoir le secret de la cour, demeura fort étonné. Il se plaignit amèrement du peu de confiance que l'on lui témoignoit, & il cessa d'importuner le pape pour une affaire qui lui avoit été recommandée avec si peu de sincérité. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'évêque de Luçon ne put parvenir à la dignité de cardinal, tant que le duc de Luynes vécut; & qu'aussi-tôt après sa mort, la reine mere n'eut aucune peine ni à rentrer dans le conseil, ni à obtenir le chapeau de cardinal pour ce prélat.

*Troubles en
Vivarais & en
Bearn.*

*Mercuré Fran-
çois, t. 7.*

Pendant que l'affaire de la promotion se traitoit à Rome, les huguenots avertis que le roi songeoit à les réduire par la force des armes, se préparoient à lui résister; ils furent même les premiers à commencer les hostilités dans le Vivarais & dans le Bearn. Ils s'emparèrent au mois de Fevrier du château de Privas, qui se rendit par composition après un siège de quatorze jours. Le duc de Ventadour lieutenant-général de Languedoc, étoit alors dans son château de la Voute qui n'est qu'à deux lieues de Privas. Il rassembla neuf cents hommes d'infanterie, & deux cents chevaux pour secourir les assiégés. Il se mit à la tête de cette troupe, & s'avança jusqu'à une portée de fusil du château: mais il y avoit une heure que la place étoit rendue quand il arriva.

Le duc de Montmorenci gouverneur de Languedoc, rassembla en cinq jours une armée de huit mille hommes d'infanterie & de quatre cents chevaux pour tenir les protestans en respect. Ils lui opposèrent le marquis de Châtillon, avec un corps de quatre mille hommes.

Le dessein du duc étoit de marcher à Privas & de reprendre le château: mais le maréchal de Lesdiguières qui étoit sur le point de se rendre à la cour, le pria de le venir trouver à Valence avec le duc de Ventadour; & dans la conférence qu'ils eurent ensemble, il lui fit si bien appercevoir

toutes les difficultés de cette entreprise, qu'il fut obligé d'y renoncer. Les protestans tenoient alors une assemblée particulière dans la ville de Lunel, qui dirigeoit la marche des troupes commandées par le marquis de Châtillon. Elle lui ordonna de mettre une forte garnison dans la ville de Valons, & peu de jours après, cette garnison fit une sortie sur quelques troupes du roi qui s'étoient postées dans le voisinage, & qui furent taillées en pieces.

1621.

L'assemblée voulut aussi que l'on donnât un renfort aux habitans de Villeneuve-de-Berg, lieu fort commode pour le passage des secours que les Cevennes pourroient envoyer à Privas en cas de siège.

Le duc de Montmorenci qui pénétra leur dessein, résolut de se rendre maître de cette place. Il s'en approcha le 6 de Mars, & il fit sommer les consuls de lui ouvrir les portes de leur ville. Elle n'étoit pas assez fortifiée pour soutenir un siège. Les consuls obéirent, & ils apportèrent les clés au duc de Montmorenci, en disant qu'ils ne demandoient qu'à jouir de la liberté qui leur étoit accordée par les édits. Le duc leur répondit, que ce qu'ils demandoient étoit conforme aux intentions du roi, qui vouloit que tous ses sujets catholiques ou protestans fussent également libres dans l'exercice de leur religion. « Vous ne ferez point troublés dans la vôtre, leur dit-il : mais j'empêcherai bien que vous ne troubliez les catholiques dans la leur. Il entra ensuite dans la ville, & le lendemain la Messe y fut dite pour la première fois depuis plus de soixante ans.

Siège de Villeneuve de Berg.

La cour voyoit avec peine le feu de la guerre s'allumer dans ces provinces avec tant de promptitude. On fit partir pour le Vivarais le sieur des Reaux lieutenant des gardes du corps, avec ordre au duc de Montmorenci & au marquis de Châtillon de mettre bas les armes, & de congédier leurs troupes.

L'arrivée de des Reaux suspendit pour quelque temps les hostilités. Les habitans de Valons consentirent même à renvoyer la garnison que monsieur de Châtillon leur avoit donnée, & à recevoir un exempt des gardes du roi pour commander dans leur ville.

Mais ce calme ne dura pas. Le marquis de Châtillon se

1621.

*Siege de Valz.*Mercure Fran-
çois, t. 7.

contenta de séparer ses troupes sans les congédier, & le duc de Montmorenci en usa de même.

Peu de temps après les habitans de Valz qui avoient reçu quatre cents soldats des Cevennes, refuserent l'entrée de leur ville au duc de Montmorenci; il prit aussi-tôt la résolution d'y entrer par force, & il fit avancer des troupes pour l'assiéger. Il y eut d'abord une action fort vive à l'attaque d'un moulin, dans lequel cent soldats de la garnison s'étoient retranchés. Ils en furent chassés après un combat opiniâtre, par le marquis de Portes. On les poursuivit jusques aux portes de la ville: mais l'un d'eux ayant été pris, fut mis au conseil de guerre, qui le condamna à être pendu; tous les autres auroient eu le même sort si l'on avoit pu les faire prisonniers; pour avoir osé tenir contre toute l'armée dans un poste si foible; le duc de Montmorenci s'approcha si près de l'attaque, que les plumes de son casque furent emportées d'un coup de mousquet.

La ville fut investie, & le duc s'étant avancé pour reconnoître les fortifications avec le marquis de Portes, & le sieur de Morezes maréchal de camp, les ennemis firent sur eux une terrible décharge; Morezes fut blessé aux deux cuisses, & mourut deux jours après. Le duc de Montmorenci aida lui-même à le relever, & à le transporter sous le feu des assiégés qui tiroient sans cesse.

Ils n'attendirent pas pour se rendre, que le canon eût fait brèche à leurs murailles; dès qu'ils virent les batteries dressées, ils demanderent à parler au sieur des Reaux, qui étoit dans l'armée de monsieur de Montmorenci; ils lui dirent qu'ils étoient prêts à se soumettre, & qu'ils ne demandoient que l'exécution des édits.

Des Reaux conseilla au duc de Montmorenci de leur accorder une capitulation: il y consentit, à condition que l'on mettroit en garnison dans la ville, trois cents hommes du régiment de Mazargues, & que les consuls du Valz viendroient demander pardon au roi, à genoux devant monsieur de Montmorenci qui le représentoit. Les habitans se soumirent à ces conditions, & ouvrirent leurs portes. Le duc de Montmorenci entra dans la ville, où il fit célébrer la Messe, qu'on n'y avoit point dite depuis soixante ans. Le sieur d'Autiege, qui

s'étoit avancé avec douze cents hommes, voyant qu'elle étoit rendue, alla se jeter dans Valons, d'où il chassa l'exempt des gardes que des Reaux y avoit mis.

1621.

Le duc de Montmorenci n'eut pas plutôt appris cette nouvelle, qu'il se mit en marche pour assiéger Valons, qui se rendit après neuf jours de siège. L'on convint que d'Autiege & tous ses soldats sortiroient avec leurs armes seulement, sans tambour & la meche éteinte; qu'aucun d'eux ne porteroit les armes dans la province pendant l'espace de six mois, & que s'il se trouvoit parmi eux quelques habitans de Valons, le capitaine qui l'auroit reçu dans sa troupe seroit arrêté & puni, comme infrauteur de la capitulation. Les habitans n'y furent pas compris, & leur ville fut abandonnée au pillage pendant toute une journée. Ceux qui avoient appelé le sieur d'Autiege, craignant d'être pendus, trouverent moyen de se sauver: mais on abattit les maisons des plus coupables. D'Autiege avec sa garnison, alla joindre l'armée du marquis de Châtillon qui étoit postée à deux lieues de Valons.

Siege de Valons.
Mercuré François, t. 7.

Les protestans de Bearn ne furent pas moins empressés que ceux du Vivarais, à lever l'étendard de la révolte. Le roi avant que de quitter cette province, y avoit laissé dix compagnies du régiment de Picardie, autant de celui de Champagne, avec une compagnie de chevaux-legers pour tenir les huguenots en respect. Ils ne laisserent pas de prendre les armes; le marquis de Poyanne se mit à la tête des troupes catholiques, & le duc d'Épernon vint à son secours avec deux mille hommes d'infanterie, cinq cents chevaux, & une grande quantité de noblesse volontaire.

Troubles en Bearn.
Bernard, l. 6.

En moins de deux mois toute la province fut soumise, & monsieur de la Force obligé de se retirer dans ses terres de Gascogne. Le roi lui ôta le gouvernement de Bearn, & le donna au maréchal de Themines. Sa charge de capitaine des gardes du corps dont son fils aîné avoit la survivance, fut donnée au marquis de Mosny, & Montpouillan le plus jeune de ses fils, qui avoit été élevé avec le roi, eut ordre de ne plus paroître à la cour.

Le conseil du roi n'étoit pas tellement occupé à pacifier les troubles intérieurs du royaume, qu'il ne songeât en même-temps aux affaires étrangères.

1621.

*Bassompierre
envoyé en Espa-
gne.*

Le duc de Feria gouverneur de Milan, s'étoit emparé des passages de la Valteline, petit pays qui appartenoit aux Grisons. Cette entreprise avoit donné l'alarme à toute l'Italie. Les Grisons alliés de la France, implorerent la protection du roi.

Le marquis du Fargis de la maison d'Angennes, ambassadeur de France à la cour de Madrid, eut ordre de solliciter vivement le roi d'Espagne de faire retirer ses troupes de la Valteline; & de restituer aux Grisons ses anciens maîtres, tout ce que le gouverneur de Milan avoit usurpé sur eux. Les instances de l'ambassadeur ordinaire ayant eu peu d'effet, on résolut d'envoyer en Espagne un ambassadeur extraordinaire pour presser davantage la conclusion de cette affaire. Bassompierre fut choisi pour cet emploi. On prétend que le duc de Luynes ayant remarqué que le roi lui parloit volontiers, ne fut pas fâché de l'éloigner de la cour pour quelque temps, dans la vûe d'arrêter le progrès d'une inclination qui commençoit à lui donner de l'ombrage. Bassompierre partit de Paris le 10 Février, & arriva le 9 Mars à Madrid. Il ne put pas négocier long-temps avec le roi d'Espagne Philippes III. car ce prince étoit tombé malade le 24 Février: mais il nomma des commissaires pour traiter avec lui, & sa maladie paroissant diminuée il lui donna audience le 21 Mars; ce jour-là même son mal augmenta tellement, qu'il mourut dix jours après.

*Mem. de Bas-
somp. t. 2.*

L'affaire de la Valteline attira l'attention de ce monarque dans les derniers momens de sa vie; car la veille même de sa mort, il fit ajouter cette clause à son testament: » D'autant » que le 27 de Mars de la présente année, je reçus une lettre » de la main de sa sainteté Grégoire XV. par laquelle il m'ex- » hortoit & enchargeoit, qu'en sa considération & pour l'a- » mour de lui, ayant égard au bien public, j'avissasse de paci- » fier l'affaire de la Valteline, & ôter toute occasion de scan- » dale qui en pourroit arriver; j'ordonne au sérénissime prin- » ce, mon très cher & très-aimé fils, de recevoir en ceci le » conseil paternel de sa sainteté dans la forme susdite, puis- » que ma principale intention n'a été que pour le bien public » & sûreté des catholiques de cette vallée, dont sa sainteté » prend soin comme pere universel, & que je veux que ce » mien

*Recueil de Du-
pin, t. 2.*

« mien écrit & ordonnance soit tenue pour clause spéciale de
 « mon testament, comme si elle y avoit été comprise en vertu
 « de l'article contenu en mondit testament par lequel je re-
 « commande que tous les papiers qui paroîtront signés de
 « mon nom soient tenus pour parties d'icelui. Fait en mon
 « palais-royal de Madrid le 30 Mars 1621.

1621.

Cette déclaration du roi mourant fut inferée toute entiere
 dans le traité qui fut conclu à Madrid le 25 Avril de la mê-
 me année, entre les deux commissaires du nouveau roi d'Es-
 pagne & les deux ambassadeurs de France.

Le premier article de ce traité porte « que toutes choses
 « seront remises en leur premier état, tant d'un côté que de
 « l'autre, chacun retirant ses forces & ses garnisons établies
 « de nouveau.

« Et conséquemment que sa majesté catholique retirera les
 « troupes qu'elle a aux confins de l'état de Milan, joignant
 « la Valteline & le Val de Chiavenne; enforte qu'il n'y ait
 « aucunes troupes que celles qui avoient accoutumé d'y
 « être avant les derniers mouvemens; & que d'autre part,
 « messieurs les Grisons en feront de même dans la Valteline,
 « & dans les comtés de Chiavenne & de Bormio. Le second,
 « que messieurs des ligues accorderont un pardon général
 « pour tout ce qui s'est fait dans ces derniers mouvemens, sans
 « que leurs sujets de la Valteline, & des comtés de Chiaven-
 « ne & de Bormio, puissent jamais être inquiétés dans leurs
 « personnes & dans leurs biens pour tout ce qui a été fait à
 « l'occasion de ces mouvemens, que lesdits sieurs Grisons
 « mettront en perpétuel oubli.

« Le troisieme, que pour ce qui concerne la religion dans
 « la Valteline, & dans les comtés de Chiavenne & de Bor-
 « mio, on ôtera toutes les nouveautés préjudiciables à la re-
 « ligion catholique, qui pourroient y avoir été introduites, dès
 « le commencement de l'année 1617. jusqu'à présent.

Les autres articles ne concernoient que les différens moyens
 d'assurer l'exécution des trois premiers.

Bassompierre à son retour en France, trouva le duc de
 Luynes en possession de la charge de connétable. Ce favori
 se voyant maître de l'esprit du roi, voulut pousser sa fortune
 jusques où elle pouvoit aller: mais malgré la faveur singulie-

Le duc de Luynes est fait connétable.

Bernard, l. 5.

1621.

re & presque sans exemple, dont il jouissoit, il trouva deux grands obstacles à vaincre pour parvenir à cette grande dignité, & il y aspira long-temps sans oser la demander ou sans pouvoir l'obtenir.

Premierement, le roi s'étoit mis dans l'esprit qu'il n'étoit pas à propos de faire un connétable. La charge étoit demeurée vacante depuis la mort de monsieur de Montmorenci, & Louis avoit entendu dire cent fois, qu'il seroit dangereux de la rétablir, parce qu'elle donnoit trop d'autorité à celui qui la possédoit. Or ce prince étoit tellement jaloux de la sienne, qu'il avoit une aversion naturelle pour tout ce qui pouvoit y donner quelque atteinte.

Secondement, il avoit une si haute idée du mérite & de la capacité du maréchal de Lesdiguières, qu'il étoit persuadé que si l'on rétablissoit la charge de connétable, elle ne pouvoit être donnée qu'à lui. Le duc de Luynes se conduisit dans cette affaire, avec toute l'adresse & toute la dextérité possibles. Il tâcha d'abord de persuader au roi, que le seul moyen de rétablir l'ordre & la discipline dans les troupes étoit de faire un connétable, parce que les commandans particuliers n'avoient pas assez d'autorité pour se faire respecter, ni des pouvoirs assez étendus pour se faire obéir dans toutes les provinces du royaume; que leurs querelles & leurs divisions perpétuelles nuisoient au bien du service, & que rien n'étoit plus propre à les faire cesser, que d'avoir au-dessus d'eux un commandant général qui pût en prendre connoissance pour les terminer; & afin que le roi ne crût pas qu'en lui parlant ainsi il n'avoit en vue que de satisfaire sa propre ambition, il lui faisoit tenir les mêmes discours par les ministres qui dépendoient de lui, par le prince de Condé, par le duc de Guise, & par un grand nombre de princes & de seigneurs qu'il avoit gagnés.

Mais si l'on vint à bout d'engager le roi à rétablir la charge de connétable, il ne fut pas possible de l'empêcher de la donner au maréchal de Lesdiguières; tout ce que put faire le duc de Luynes, ce fut de confirmer le roi dans la résolution où il étoit d'exiger qu'auparavant le maréchal renonçât à sa religion pour se faire catholique. Cette condition fut exprimée dans les provisions de connétable que le roi envoya

au maréchal de Lefdiguieres. Le duc de Luynes avoit prévu sans doute , qu'il ne pourroit jamais se résoudre à s'y soumettre. Il étoit encore entêté de la religion des protestans , & il n'étoit pas homme à s'exposer à leurs railleries & à leurs reproches. Il refusa de se faire catholique , comme le duc de Luynes l'avoit prévu. Alors on lui proposa de rétablir pour lui la charge de maréchal général des camps & armées du roi , qu'avoit eu autrefois le maréchal de Biron , sans exiger qu'il changeât de religion. Deagent & ensuite monsieur de Bullion furent chargés de lui faire cette proposition, qu'il accepta ; & ils furent si bien tourner son esprit , qu'ils l'engagerent non-seulement à se contenter de la charge de maréchal général , mais encore à se rendre à la cour pour assurer le roi , qu'il ne pouvoit mieux faire que de donner au duc de Luynes celle de connétable. Un pareil suffrage appuyé de celui des princes , des ministres , & de la plupart des seigneurs de la cour , dont le duc de Luynes s'étoit assuré , fit une telle impression sur l'esprit de Louis , que le 31 Mars il déclara au duc de Luynes , qu'en considération du zele & de l'affection qu'il lui avoit témoignée dans ses plus grandes affaires , & dans l'espérance qu'il continueroit à le bien servir , il lui donnoit l'office de connétable de France. Le duc mit aussi-tôt un genou en terre , & baïsa la main du roi , en lui jurant une fidélité éternelle.

Le 2 Avril il fut installé par le roi dans cette charge , avec les mêmes cérémonies qui avoient été pratiquées , lorsque Charles VI. donna l'épée de connétable à Charles d'Albret.

Le roi avec toute sa cour s'étant rendu dans la galerie des peintures , le chancelier fit un discours sur les obligations attachées à la charge de connétable. Ensuite le roi présenta lui-même au duc de Luynes une épée nue , dont la garde & le fourreau étoient garnies de diamans & de pierres , que l'on disoit valoir trente mille écus. Monsieur le duc d'Anjou frere du roi la lui mit au côté ; tous les courtisans s'empresserent de complimenter le nouveau connétable , & parurent applaudir au choix du roi : mais on prétend que la plupart en murmurèrent en secret.

Le maréchal de Lefdiguier fut déclaré dans le même temps maréchal général des camps & armées du roi , & il

1621.

Le 10 Avril.

Nouvelles entreprises des huguenots, assemblés à la Rochelle.

Mercurie François, t. 7.

assista même avec le duc de Guise à l'enregistrement des provisions du nouveau connétable.

Celui-ci ne fut pas plutôt revêtu de cette grande dignité, qu'il pensa sérieusement à humilier le parti huguenot, dont les entreprises commençoient à lui donner de l'inquiétude. L'assemblée de la Rochelle continuoit toujours ses délibérations malgré les défenses du roi. Quelques-uns des principaux seigneurs protestans eurent une conférence à Niort, avec des députés de l'assemblée à laquelle ils conseilloyent de se separer : mais les députés ne furent pas de cet avis. Le roi prit enfin la résolution de marcher lui-même contre eux à la tête de ses troupes pour maintenir son autorité, & pour les forcer de se soumettre à ses édits. Il fit expédier des commissions pour lever des troupes dans toutes les provinces, & il partit de Fontainebleau le 29 Avril dans le dessein de parcourir le Poitou, la Guienne, la Xaintonge & le Languedoc, & de se rendre maître des places occupées par les huguenots. L'assemblée de la Rochelle pour se mettre en état de lui résister, fit un reglement qui comprenoit quarante-sept articles, par lesquels on partageoit tout le royaume en différens cercles, qui avoient chacun leur commandant particulier, & qui formoient ensemble une espece de république au milieu du royaume, formée sur le modele de la république de Hollande. Monsieur le duc de Bouillon premier maréchal de France, devoit avoir dans son département la Normandie, l'Isle de France, le Berry, l'Anjou, le Maine, le Perche & la Touraine, excepté l'Isle Bouchard. Monsieur de Soubise devoit avoir la Bretagne, l'Isle Bouchard, le Poitou & ses dépendances. Monsieur de la Tremoille, l'Angoumois, la Xaintonge, & les Isles adjacentes. Monsieur de la Force le pere, la basse Guienne. Monsieur le marquis de la Force son fils, le Bearn. Monsieur le duc de Rohan, le haut Languedoc & la haute Guienne. Monsieur de Châtillon, le bas Languedoc, les Cevennes, le Gevaudan & le Vivarez. Monsieur de Lesdiguières, le Dauphiné, la Provence & la Bourgogne.

On donnoit au maréchal de Bouillon une inspection générale sur tous les départemens, & une autorité supérieure pour commander toutes les troupes.

Mss. de Bethune, n^o. 9314.

Cette nouvelle république auroit pu devenir formidable, si elle avoit été plus unie : mais la plupart de ses chefs étoient divisés entre eux. On donnoit au maréchal de Bouillon un commandement qu'il étoit résolu de ne pas accepter, content de jouir de la souveraineté de Sedan, dont il vouloit assurer la possession à ses descendans, il n'avoit aucune envie de se mettre à la tête des troupes huguenotes, & le parti ne pouvoit tout au plus attendre de lui que des conseils. Le duc de la Tremoille retiré dans ses terres, n'étoit pas plus disposé que lui à se mettre en campagne; & le maréchal de Lesdiguières étoit si éloigné de soutenir les protestans dans leur révolte, qu'il avoit pris le commandement des troupes que le roi faisoit marcher contre eux.

D'ailleurs le reglement de la Rochelle ne pouvoit donner aux autres seigneurs protestans, qu'une autorité imaginaire dans les vastes départemens qui leur étoient assignés. Les catholiques dominoient dans la plupart des provinces, l'autorité royale y étoit respectée; les huguenots y avoient seulement quelques places, souvent éloignées les unes des autres, mal pourvues ou mal fortifiées, qui n'attendoient que l'arrivée des troupes du roi, ou le premier bruit du canon pour ouvrir leurs portes. Leur parti n'étoit proprement redoutable qu'en Poitou, en Guienne, en Languedoc & dans quelques-unes des provinces voisines; ils comptoient cependant plus de sept cents églises dans toute l'étendue du royaume.

L'assemblée de la Rochelle fit faire un sceau particulier pour sceller ses commissions & ses ordonnances. On y voyoit un ange appuyé sur une croix, qui tenoit un livre à la main, qu'il levoit en l'air, & autour cette inscription Latine *Pro Christo & rege*, pour le Christ & pour le roi. D'autres disent, que la véritable inscription étoit, *pro Christo & grege*, pour le Christ & pour le troupeau : mais que la première lettre du second mot ayant été mal gravée, on avoit lû *rege*, qui signifie roi, au lieu de *grege*, qui signifie troupeau. Et peut-être les huguenots avoient-ils eux-mêmes prétendu donner lieu à cette méprise, pour persuader aux uns qu'ils reconnoissent encore un souverain, & pour faire croire aux autres qu'ils avoient entièrement secoué le joug, & qu'ils n'o-

Dupin, t. 45

1621.

Vie de Duplessis-Mornai, l. 4.

béiſſoient plus qu'à cette nouvelle république, qu'ils appelloient le troupeau de Jeſus-Chriſt. (a)

Duplessis-Mornay gouverneur de Saumur, ayant appris que le roi devoit bien-tôt y arriver, envoya au-devant de ſa majeſté le ſieur Villarnoul ſon gendre, pour ſavoir comment elle vouloit y être reçue.

Celui-ci ſ'adreſſa au connétable, qui lui répondit que monſieur Duplessis n'avoit pas beſoin d'être inſtruit là deſſus, que le roi étoit auſſi content de lui que d'aucun gentilhomme de ſon royaume, & que ſa majeſté trouveroit bon tout ce qu'il feroit.

Villarnoul ayant inſiſté pour avoir une inſtruction plus particulière, le connétable lui dit que lorſque le roi iroit voir le château, il faudroit en faire ſortir la garniſon huguenote, & que juſques-là elle pourroit continuer ſes fonctions ordinaires.

Bernard, l. 5.

Il paroît cependant que la réſolution étoit déjà priſe avant l'arrivée du roi à Saumur, d'en chaffer non-ſeulement cette garniſon huguenote, mais encore le ſieur Duplessis lui-même qui la commandoit. Le duc de Luynes avoit appris par une lettre interceptée & par des avis reçus de la Rochelle, que l'on étoit convenu dans l'aſſemblée d'avertir les gouverneurs de Saumur & de Loudun, que ſi le roi venoit à paſſer par leurs villes, il falloit éviter avec ſoin de lui donner aucun ſoupçon, & prendre plutôt toutes les précautions poſſibles pour lui perſuader que l'on ne feroit aucun mouvement qui pût lui déplaire, afin qu'il continuât ſa marche, ſans ſ'y arrêter : mais que, ſitôt qu'il feroit arrivé à Poitiers, on devoit garnir les places de ſoldats, & que l'on mettroit dans

Vie de Duplessis, l. 4.

(a) Le règlement fait à l'aſſemblée de la Rochelle pour partager toutes les provinces du royaume entre différens chefs, n'y fut publié que le 10 de Mai 1621. & le roi n'arriva que le 11 du même mois à Saumur. L'auteur des mémoires chronologiques en a conclu, que ce règlement dont on ne pouvoit pas même avoir reçu la nouvelle quand le roi arriva à Saumur, ne pouvoit avoir inſué, comme l'aſſure le ſieur Dupin, dans la réſolution qu'on avoit priſe long-temps auparavant de ſ'afſurer de cette ville : mais il faut remarquer que ſi le règlement ne fut pu-

blié que le 10 de Mai, il y avoit long-temps qu'on le préparoit & que la cour, qui n'ignoroit rien de ce qui ſe paſſoit à l'aſſemblée, pouvoit fort bien être inſtruite de la réſolution où l'on étoit de le publier, long-temps avant la publication. On voit en effet dans la vie de Duplessis-Mornay, imprimée à Leyde en 1647. que le connétable étant arrivé à Saumur, parla au ſieur Duplessis d'une forme de république établie en l'aſſemblée, qui partageoit le royaume, ordonnoit des gouverneurs, créoit un général, &c.

Saumur une garnison de six mille hommes. On fit part de ces avis au maréchal de Lefdiguieres, & quoiqu'il fût ami particulier du sieur Duplessis-Mornay, il convint que le roi devoit s'assurer de cette place, & de celle de Loudun. La Chesnaye fut envoyé à Loudun pour commander dans le château, l'on prit d'autres précautions pour s'emparer de Saumur.

1621.

Mercure François, t. 7.

Le 9 de Mai, les maréchaux des logis de la maison du roi arrivèrent, & après avoir salué monsieur Duplessis, ils firent tendre la chambre du roi dans une maison de la ville appartenant au sieur de Chappes, dans laquelle sa majesté avoit déjà logé. Deux jours après, le plus ancien de ces maréchaux vint trouver le gouverneur de Saumur, pour lui dire qu'il ne savoit où loger le roi dans la ville, que toutes les maisons y étoient étroites & obscures, qu'il alloit visiter le château pour voir s'il ne s'y trouveroit point quelque appartement plus commode & plus spacieux. Duplessis eut beau lui représenter que le feu roi, le roi régnant & le reine mere avoient toujours logés dans la ville, le maréchal des logis ne laissa pas de marquer tous les appartemens du château, ce qui mettoit le gouverneur & toute sa famille dans la nécessité d'en sortir. Duplessis surpris de cette nouveauté, demanda au maréchal des logis, s'il avoit eu ordre d'en user ainsi : il répondit qu'il ne le faisoit que pour mieux s'acquitter des fonctions de sa charge, sans avoir reçu aucun ordre particulier.

Vie de Duplessis, l. 4.

Le gouverneur qui craignoit toujours qu'on ne voulut lui ôter sa place, ne fut pas tout-à-fait rassuré par la réponse du maréchal des logis, & pour être plus instruit des véritables desseins de la cour, il envoya dire ce qui se passoit à monsieur de Lefdiguieres, qui s'avançoit sur la levée de la Loire, tandis que le roi descendoit cette rivière en bateau avec le connétable. Monsieur de Lefdiguieres ne fit pas grande attention à ce qui lui fut dit de la part de monsieur Duplessis, & il parut persuadé que le logement du roi n'avoit été changé que par la faute du maréchal des logis.

Mais sur les deux heures, du Hallier capitaine des gardes, vint dire au sieur Duplessis, que le roi vouloit être logé dans le château, & qu'il eût à lui en remettre toutes les clés.

1621.

Dupleffis lui répondit que le roi étoit le maître , & sur le champ l'on donna à du Hallier les clé qu'il avoit demandées. La garnison huguenote se retira pour faire place aux gardes du roi , qui arriverent quelques heures après à Notre-Dame des Ardilliers. Dupleffis descendit du château dans son carrosse & vint au-devant du roi qui le reçut avec bonté , & qui lui dit en entrant dans l'église de l'aller attendre au château , où sa majesté se rendit après avoir fait ses prieres. Il y trouva le gouverneur , & lui dit en le voyant : Monsieur Dupleffis , j'ai pris votre logis : mais j'ai commandé que l'on vous baille celui qui étoit marqué pour moi. Je ne pensois pas , ajouta-t-il , loger ici que demain ; pour lui faire croire que s'il fût arrivé un jour plus tard , comme il le croyoit , on lui eût donné plus de temps pour se retirer du château avec toute sa famille.

Dupleffis fut donc obligé de coucher dans la maison du sieur de Chappes : mais le lendemain il fallut encore la céder à la reine mere , qui accompagnoit le roi dans son voyage , ainsi que la reine régnante. Il alla voir le maréchal de Lesdiguières , pour lui faire part de ses inquiétudes. Le maréchal de Lesdiguières lui dit que ses plaintes lui paroissent justes : mais en même temps il l'assura que l'intention du roi n'étoit pas de rien innover dans la ville de Saumur ; que l'on vouloit seulement chercher de concert avec lui , par quels moyens l'on pourroit s'assurer davantage de cette place pour sa majesté & pour lui-même.

On lui fit dire ensuite , que s'il vouloit remettre son gouvernement entre les mains du roi , outre le payement de tout ce qui lui étoit dû , on lui donneroit encore cent mille écus , & le bâton de maréchal de France : mais il rejetta toutes ces offres , disant qu'il n'avoit tenu qu'à lui d'avoir des millions ; qu'il avoit été plus jaloux de mériter les dignités & les charges que de les obtenir comme tant d'autres , par des importunités & par des bassesses , & qu'il ne pouvoit se résoudre à vendre la liberté & la sûreté des autres , que l'on lui avoit confiées. Une réponse si fiere ne plut pas à la cour.

Il eut un entretien particulier avec le connétable , qui se plaignit de la conduite des protestans , & sur tout de ceux qui s'étoient assemblés à la Rochelle. Il lui parla de la nouvelle

velle république qu'ils avoient deſſein d'établir ſur le modèle de celle de Hollande. Il lui dit que l'on avoit appris par les dernières nouvelles, qu'ils avoient encore fait graver un ſceau pour expédier des commiſſions en leur nom ; ce qui alloit directement à la ruine de la monarchie.

Dupleſſis tâcha de rejeter ces fautes ſur quelques particuliers ; il dit qu'aucune des aſſemblées provinciales ne les avoient autorisés dans les inſtructions données à leurs députés. Le connétable lui repréſenta que ces aſſemblées auroient dû au moins les déſavouer en révoquant les pouvoirs de ces députés, & que ne l'ayant pas fait, on pouvoit dire que tout le corps des proteſtans, & par conſéquent tous les membres de ce corps étoient actuellement dans un état de rébellion.

Dupleſſis répondit, que par la déclaration donnée à Fontainebleau le 24 Avril & enregistrée le 27 au parlement de Paris, le roi ſans attendre ni exiger aucun déſaveu de ce qui ſe paſſoit à la Rochelle, prenoit *en ſa protection & ſauve-garde*, tous ceux de ſes ſujets proteſtans qui demeureroient *dans ſon obéiſſance* ; que d'ailleurs les aſſemblées provinciales étant défendues, il n'étoit pas poſſible aux proteſtans d'en tenir aucune pour déſavouer la conduite des députés. Le connétable lui déclara que le roi ne pouvoit plus avoir la même confiance qu'autrefois dans ſes ſujets proteſtans, & que malgré la droiture de ſes intentions, il devoit lui-même ſe défier des ſoldats de cette ſecte, qui prendroient parti dans ſa garniſon ; qu'il lui feroit plaiſir de lui découvrir les moyens que l'on pourroit prendre pour aſſurer au roi la ville de Saumur ; & il lui ajouta, qu'il n'y en avoit point de plus ſûr que d'y recevoir une autre garniſon choiſie par le roi.

Dupleſſis eut peine à retenir ſa colère, il répliqua brufquement, qu'il n'avoit aucun avis à donner là-deſſus ; que tout ce qu'il ſavoit, c'eſt que le roi lui avoit donné une parole poſitive de ne rien innover dans la ville de Saumur ; que le maréchal de Leſdiguières en étoit garant, & qu'il ne conſentiroit jamais à aucun changement qui pût lui être reproché avec juſtice. Le connétable pour l'appaiſer lui dit, que ce qu'il lui avoit dit n'étoit que de propos de converſation, qu'il y falloit réfléchir, & que l'on n'avoit encore pris aucun parti là-deſſus : mais Dupleſſis s'apperçut bientôt, que les

1621.

u.

propositions du connétable étoient plus sérieuses qu'il ne disoit ; car le 16 Mai sur les trois heures après midi, il fut appelé au conseil, où l'on lui déclara que l'intention du roi étoit de donner au comte de Sault, (a) fils de monsieur de Crequi & petit-fils du maréchal de Lesdiguières, le commandement de la ville & du château de Saumur, avec cinq hommes de chaque compagnie du régiment des gardes, & deux compagnies Suisses, pendant l'espace de trois mois seulement, à commencer du 17 Mai jusques au 17 Août ; après quoi le sieur Duplessis, qui conserveroit toujours la qualité de gouverneur, commanderoit comme auparavant dans la place, & même plutôt si l'état des affaires du roi le permettoit.

Le roi n'étoit pas au conseil quand on annonça ses intentions au sieur Duplessis, il y arriva un moment après, & lui dit que c'étoit sa volonté, & qu'en s'y soumettant il lui rendroit un service qu'il n'oublieroit jamais, & dont il lui marqueroit en toute occasion sa reconnoissance ; qu'au reste il pouvoit se fier à la parole qu'il lui donnoit de le rétablir dans son gouvernement, & pour achever de le rassurer, on lui expédia un brevet signé du roi & contre-signé par un secrétaire d'état, dans lequel cette promesse étoit clairement exprimée avec divers autres articles qui concernoient le changement de la garnison. Ce brevet étoit daté de Tours le 17 Mai 1621. mais monsieur Duplessis ne le reçut qu'après l'arrivée du roi à Niort.

Il se retira dans une de ses terres, & malgré la promesse qu'on lui avoit faite qu'il feroit rétabli dans son gouvernement au bout de trois mois, il ne put jamais obtenir la permission d'y rentrer, quoiqu'il ne cessât de la demander par des lettres & par des mémoires qu'il envoyoit à la cour.

Le roi demeura cinq jours à Saumur, & avant que d'en partir il écrivit au comte de Saint-Paul de s'assurer de la ville de Gergeau ; le duc de Sulli qui en avoit le gouvernement étoit alors en Languedoc, elle fut assiégée le 16 de

Mem. chronol.
4.

Mem. mss.

(a) Un écrivain moderne paroît supposer que le comte de Sault qui fut mis à la place du sieur Duplessis étoit catholique. *Quelque bon sujet que Duplessis eût été, dit-il, on jugeoit nécessaire de lui substituer un catholique.* Il est pourtant

certain que le comte de Sault faisoit alors profession de la religion protestante. L'auteur de la vie de Duplessis en convient, & le mercure François l'assure positivement, ainsi que le marquis de Fontenai-Mareuil dans ses mémoires.

Mai, & se rendit le 23 au comte de Saint-Paul & au maréchal de Vitry qui étoit venu le 18 au siège, avec le baron de Perfan son beau-frere, & le marquis de Rothelin.

1621.

Dès que le roi fut entré en Poitou, la plupart des villes que les protestans avoient dans cette province, se soumirent sans aucune résistance. Il demeura trois jours à Niort, & y fit expédier une déclaration datée du 26 Mai contre les villes de la Rochelle & de Saint-Jean-d'Angely.

Ses armes étoient déjà victorieuses dans la plupart des provinces du royaume. Sancerre se rendit au prince de Condé qui fit démolir le château.

En Normandie monsieur de Longueville fit désarmer les protestans de Dieppe & de Rouen; monsieur de Villars ceux du Havre, & le marquis de Mofny ceux de Caën: en Bretagne, ceux de Vitré furent désarmés par le duc de Vendôme; en Picardie, on désarma pareillement ceux de Saint-Quentin; & en Champagne, ceux de Vitry.

Le roi fit en personne le siège de Saint-Jean-d'Angely, qui fut long & meurtrier. Monsieur de Soubise la défendoit avec deux mille cinq cents hommes de garnison. Le comte d'Auriac avoit commencé à l'investir avec quatre mille hommes, le 16 de Mai; le roi y arriva le 31. Le connétable & le maréchal de Lesdiguières commandoient sous lui avec les maréchaux de Brissac, de Praslain, & de Chaunes. Le cardinal de Guise & le prince de Joinville étoient dans l'armée en qualité de volontaires sans aucun commandement; les quatre maréchaux de camp étoient messieurs Arnaud, de Contenan, de Thermes, & de la Rochefoucault.

Siège de Saint-Jean-d'Angely.

Le premier Juin le canon commença à tirer contre la ville, entre la tour ronde & le bastion de la porte de Niort. Le lendemain le roi envoya un heraut d'armes sommer monsieur de Soubise de se rendre. Le heraut étant arrivé à une des portes de la ville demanda à parler à monsieur de Soubise, qui se présenta avec quelques gentilshommes. La sommation lui fut faite en ces termes.

Mercuré François, t. 4.

» A toi Benjamin de Rohan. Le roi ton souverain seigneur
» & le mien, te commande de lui ouvrir les portes de la
» ville de Saint-Jean-d'Angely, pour y entrer avec son ar-
» mée, à faute de quoi je te déclare criminel de lèse-majesté.

O o ij

1621.

» té au premier chef, roturier toi & ta postérité, tous tes
 » biens acquis & confisqués, tes maisons rasées de toi & de
 » tous ceux qui t'assistent ou qui t'assisteront.

Le heraut s'apercevant que Soubise n'avoit pas ôté son
 chapeau, lui dit : » Vous n'êtes pas en votre devoir ; ôtez vo-
 » tre chapeau. » Alors un gentilhomme de la suite de mon-
 sieur de Soubise prenant la parole, répondit au heraut : » Ex-
 » cusez, s'il vous plait, monsieur de Soubise, il n'a jamais reçu
 » de pareilles sommations, & s'il savoit qu'il fallût mettre un
 » genou en terre, il les y mettroit tous deux.

Monsieur de Soubise s'étant retiré pour conférer avec les
 gentilshommes qui l'accompagnoient, sur la réponse qu'il de-
 voit faire, la donna au heraut par écrit. Elle étoit conçue
 en ces termes : » Je suis très-humble serviteur du roi : mais
 » l'exécution de ses commandemens n'est pas en mon pou-
 » voir. Signé, Benjamin de Rohan.

On fit travailler aux tranchées, & il fut décidé que les
 soldats seroient payés de leur travail, dont on feroit le prix
 à la toise, selon que l'endroit seroit plus ou moins périlleux,
 & que les soldats partageroient entre eux la somme entière,
 quel que pût être le nombre de ceux qui auroient été tués.
 On représenta au roi que le prince d'Orange, & le marquis
 de Spinola faisoient travailler leurs soldats aux tranchées
 sans les payer de leur travail : mais il répondit qu'il feroit
 conscience d'exposer les soldats à des périls qui n'étoient pas
 attachés à leurs fonctions ordinaires, sans les animer par l'es-
 pérance de quelque profit, & par l'assurance d'être traités
 avec soin, s'il arrivoit qu'ils fussent blessés.

La ville se rendit le 24 Juin jour de Saint Jean. Le con-
 nétable voulut que la capitulation eût la forme d'une grace
 & d'un pardon accordé par le roi, & il eut à ce sujet une
 contestation assez vive avec les échevins de Saint - Jean-
 d'Angely, qui demandoient à traiter dans la forme ordinaire,
 à condition que leurs fortifications ne fussent point dé-
 truites.

» J'ai plus d'intérêt que vous autres, leur dit le conné-
 » table, à l'honneur & à la fortune de monsieur de Soubise ;
 » chacun sait la proximité qu'il y a entre nous : mais s'agis-
 » sant de la dignité du roi & de la réputation de ses armes,

« j'aimerois mieux mourir tout-à-l'heure que de voir mon-
« sieur de Soubise sortir en triomphe de Saint-Jean-d'An-
« gely.

1621.

« Vous êtes les premiers du royaume, qui sans aucun titre
« de justice, d'honneur, ni d'exemple que celui de trente
« mutins assemblés à la Rochelle, avez mis plusieurs fois la
« vie du roi en péril pendant ce siège. Cependant il vous a
« traité si favorablement que les catholiques devroient en
« être jaloux. Il vous a conservé vos places de sûreté, aug-
« menté vos garnisons, & pardonné les crimes que vous
« aviez commis par l'introduction de vos cercles, & conseils
« provinciaux, & autres attentats contre son autorité; &
« maintenant que vous devez être à ses piés, vous com-
« battez avec sa majesté, à qui demeurera la gloire du camp?
« Retirez-vous, car je ne saurois plus souffrir le mépris que
« vous en faites, & souvenez-vous qu'il n'y aura plus de ca-
« pitulation pour vous, si vous n'obéissez. »

Il fallut se soumettre & accepter la grace que l'on leur offroit, sans autres conditions que celles qui y seroient mises par le souverain.

Les lettres de grace qui leur furent expédiées étoient conçues en ces termes.

« Le roi ne prétend faire aucun traité : mais à la très-
« humble supplication par plusieurs fois réitérée, de ceux qui
« sont dans Saint-Jean, sa majesté leur pardonnera à tous
« généralement de quelque qualité & condition qu'ils soient,
« tout ce qu'ils ont fait & commis durant le siège, & pour
« le sujet d'icelui, à condition qu'ils lui demanderont par-
« don & jureront de demeurer éternellement sous son obéis-
« sance. Sa majesté entendant aussi, comme elle a toujours
« fait, qu'ils jouissent de la liberté de conscience suivant les
« édits, &c. Pour toutes autres demandes par eux faites elles
« demeureront au pouvoir de sa majesté pour en user com-
« me il lui plaira.

Les députés de Saint-Jean-d'Angely, signerent qu'ils ac-
ceptoient ces lettres avec toutes les conditions qui y étoient
exprimées; & par un autre écrit ils s'engagerent à ne jamais
porter les armes contre le roi, pour quelque cause & prétexte
que ce fût, & de n'adhérer directement, ni indirectement

1621.

aux unions, associations & assemblées qui se pourroient faire, & tenir sans la permission de sa majesté & contre son service.

Monsieur de Soubise sortit de la ville avec dix-huit cents arquebusiers & environ deux cents gentilshommes. Le roi étant à cheval avec les princes & les principaux seigneurs & officiers de son armée, vit défilier cette garnison. Monsieur de Soubise s'approcha du roi, & mit deux genoux en terre pour lui demander pardon. Sa majesté lui dit : « Je serai bien aise que vous me donniez dorénavant plus d'occasion d'être satisfait de vous, que je n'en ai eu sujet par le passé. Levez-vous & me servez mieux à l'avenir. »

Mort du cardinal de Guise.

Le cardinal de Guise étoit mort à Xaintes pendant le siège de Saint Jean-d'Angely, il n'étoit que diacre quoiqu'il possédât l'archevêché de Reims. Il s'occupoit beaucoup plus du métier de la guerre que des fonctions ecclésiastiques. On a vu qu'il servoit au siège en qualité de volontaire, il y tomba malade, & se fit transporter à Xaintes. Il avoit eu un procès avec le duc de Nevers, au sujet du prieuré de la Charité, que le duc vouloit avoir pour un de ses fils ; & sur lequel le cardinal de Guise avoit des prétentions. Ils plaiderent, & le cardinal mécontent de quelques expressions qui avoient été mises dans les écrits faits par la maison de Nevers, résolut d'en tirer vengeance. Un jour qu'il fut que le duc étoit chez le rapporteur, il y vint avec une épée cachée sous son manteau, accompagné du duc de Chevreuse son frère & d'une grande suite de gens armés. Il y trouva le duc de Nevers à qui il donna un soufflet, & aussi-tôt le cardinal, le duc de Chevreuse & tous les gens de leur suite mirent l'épée à la main. Le duc de Nevers n'en avoit point, son écuyer perça la foule pour lui prêter la sienne : mais la partie n'étoit pas égale. Tout ce que put faire le duc de Nevers fut de se débarrasser de la foule qui l'environnoit. Deux de ses domestiques qui vouloient le défendre furent grièvement blessés. Il se plaignit au roi, & il envoya un cartel de défi au cardinal de Guise & au duc de Chevreuse, qui s'étoient retirés à la campagne : le premier vouloit absolument se battre, fallut-il quitter le chapeau de cardinal & perdre tous ses bénéfices. Sa famille s'y opposoit. Le duc de Guise qui

Mss. de Berhune, n^o. 9304.

en étoit le chef , pria le roi de le faire arrêter. Il fut mis à la Bastille & ensuite transféré à Vincennes , d'où il sortit pour servir dans l'armée du roi en qualité de volontaire. Avant que de mourir , il chargea ses parens de faire une satisfaction au duc de Nevers ; ce qu'ils exécuterent l'année suivante par ordre du roi.

Louis demeura jusques au 25 Juin au camp de Saint-Julien proche Saint Jean-d'Angely , pour faire reposer son armée. Il avoit envoyé le maréchal de Chaune assiéger le château de Pons , dont les clés lui furent apportées à Cognac ; la garnison avoit été obligée de se rendre à discrétion. Le roi voulut que l'on rasât les fortifications de ce château. Celles de Saint Jean-d'Angely ne furent pas plus épargnées. Par une ordonnance datée de Cognac au commencement de Juillet , il fut dit que les murailles de cette ville seroient abbatues , ses fossés comblés , ses habitans soumis à la taille , & dépouillés de leurs privilèges.

Le maréchal de Praslain , le duc d'Elbœuf & le comte de la Rochefoucault , avoient eu ordre d'entrer dans le bas Poitou pour s'opposer aux entreprises des Rochelois , qui avoient mis quelques troupes en campagne. Ces troupes furent battues le 28 Juin , tandis qu'elles étoient occupées à la construction d'un fort. Le 19 Juillet le château de Sulli en Orléanois , se rendit à monsieur le prince , celui de Caumont , & la ville de Nerac furent pris par le duc de Mayenne.

Le roi étant arrivé à Tonneins le 20 Juillet , on tint conseil pour savoir , si l'on iroit attaquer Clerac ou Montauban. Le connétable fit décider pour le siège de Clerac où il prétendoit avoir quelques intelligences qui faciliteroient la prise de cette place. Ceux qui la défendoient prenoient la qualité de *soldats sans peur , défendans une ville sans roi*. Cependant quand ils virent que l'armée étoit en marche pour les assiéger , quatre des principaux habitans vinrent trouver le connétable pour lui dire qu'ils ne demandoient que leur liberté & la conservation de leurs murailles pour mettre leur vie en sûreté , & que si le roi vouloit leur garantir ces deux points , ils étoient prêts à se soumettre.

Le connétable leur répondit : « Vous devriez être plus sages ou plus puissans pour tenir ce langage. Vous ne vous

1621.

» souvenez pas que vous avez le roi à vos portes, & qu'il a
 » derriere lui trente canons pour les ouvrir : jetez-vous à
 » ses piés, & demandez lui pardon des vos criminels des-
 » seins, & remettez-vous à la discretion de sa clemence; au-
 » trement n'espérez aucune capitulation. Le roi n'en a point
 » voulu faire à monsieur de Soubise qui a l'honneur d'être
 » son allié: & vous qui êtes un peuple rébelle, qui ne peut
 » subsister que par sa seule volonté, entreprenez de disputer
 » son autorité, & de donner atteinte à sa réputation ?

Les quatre députés convinrent que le connétable avoit raison : mais ils ajouterent qu'ils n'étoient pas suffisamment autorisés pour offrir de rendre la ville sans capitulation. Elle se défendit avec beaucoup de courage & d'opiniâtreté.

Monsieur de Termes, frere du duc de Bellegarde, fut blessé à mort à l'attaque d'une barricade, au commencement du siège; il se fit transporter à Tonneins, où il mourut le lendemain. Les habitans ne parlerent de se rendre que le 4 du mois d'Août. Le ministre de Clerac vint trouver le connétable, accompagné d'un grand nombre de bourgeois & de soldats de la garnison; ils le supplierent d'interceder pour eux auprès du roi, offrant de se soumettre pourvû qu'ils eussent la vie sauve, & que leur ville ne fût point abandonnée au pillage.

Le connétable leur déclara qu'il falloit absolument qu'ils se rendissent sans aucune condition, & qu'ils n'avoient que deux partis à prendre, ou de venir se jeter aux piés du roi pour implorer sa clemence sans demander aucune capitulation, ou de rentrer à l'instant dans leur ville, au risque d'éprouver dans peu de jours la juste sévérité de ses armes. Ils furent obligés de choisir le premier. Le connétable les présenta au roi; ils se mirent tous à genoux, & le ministre qui étoit comme le chef de la députation lui parla en ces termes:

Mercuré Fran-
çois, t. 7.

» Sire, les habitans d'une ville pleine de rébellion, la-
 » quelle s'est laissée emporter à un furieux torrent de révol-
 » te, sous prétexte de religion & d'oppression de conscien-
 » ce, se jettent aux piés de votre majesté pour offrir à la
 » discretion de sa justice, ou de sa misericorde, nos vies, nos
 » libertés & nos biens. Nous avons commencé d'éprouver
 » quelque partie de la premiere, bien qu'elle soit beaucoup
 » moindre

« moindre que notre crime , & ne pouvons espérer aucune
 « chose de l'autre , si ce n'est que votre majesté , veuille aussi
 » dignement acquérir le titre de miséricordieux qu'elle pos-
 » sède celui de juste. Si ce bonheur nous arrivoit , nous par-
 » lerions tout au contraire des enfans d'Israël , qui disoient :
 » *Nous avons vû Dieu & nous mourrons* ; mais nous laisse-
 » rions en mémoire éternelle à nôtre postérité , d'avoir vû le
 » roi , de la bonté duquel nous avons eu la vie ; si votre ma-
 » jesté nous la laisse , nous le reconnoîtrons pour le Dieu tu-
 » telaire de ce monde ; nous n'aurons la bouche ouverte
 » que pour benir votre nom , & votre glorieux regne ; nos
 » cœurs ne désireront que la grandeur & le maintien de votre
 » sceptre , & tout ainsi que nous avons été les plus rebelles
 » & moins dignes de votre miséricorde , nous serons désor-
 » mais les plus fideles & les plus obéissans de tous vos sujets.

1621.

Bernard, l. 6.

Le roi fut si touché de ce discours , qu'il s'en fallut peu
 qu'il ne leur pardonnât à tous sans exception ; malgré la ré-
 solution qui avoit été prise au conseil d'en punir quelques-
 uns des plus mutins. Mais pour ne pas démentir cette réso-
 lution , il se contenta de leur répondre , qu'ils avoient raison
 de se remettre entierement à sa miséricorde , dont ils éprou-
 veroient les effets. Il les renvoya ensuite au connétable.

Le lendemain 5 Août le maréchal de Lesdiguières entra
 le premier dans Clerac avec deux compagnies des gardes ,
 il fut suivi du connétable , à qui les consuls présenterent les
 clés de la ville. Le sieur Pierrebrune de Saint-Torse , qui
 commandoit la garnison , lui ayant remis son épée , ils le
 supplierent de leur déclarer les intentions du roi.

Le connétable leur répondit , que le roi l'avoit chargé de
 leur dire qu'il leur commandoit de rester toujours dans l'o-
 béissance & dans la fidélité qu'ils lui devoient , sans jamais
 plus s'engager dans le parti de ces assemblées illicites , aux-
 quelles ils s'étoient imprudemment attachés ; que s'ils retom-
 boient dans la même faute , ils éprouveroient tous sans ex-
 ception les effets de la colere du roi : mais que pour le pré-
 sent , sa majesté vouloit bien se contenter de la punition d'un
 petit nombre des plus coupables d'entre eux , qui serviroient
 d'exemple , & qu'elle accordoit à tout le reste des habitans
 la vie , les biens , & la liberté.

1621.

Dupin, t. 4.

Selon les relations du temps citées par Dupin, on en arrêta six, dont il y en eut quatre de pendus : la Fargue procureur à la chambre de l'édit à Nerac, son fils ministre de Duras, Denys son gendre consul de Saint Jean-d'Angely, qui fut pendu avec son chaperon, & un Cordonnier qui avoit fait la fonction de sergent major pendant le siège. Le roi pardonna aux deux autres, dont l'un étoit un medecin nommé le Poy, à qui Marillac apporta sa grace, lorsqu'il étoit déjà au pié de l'échelle, on ignore le nom du sixieme.

*Mort du garde
des sceaux.*

Le garde des sceaux du Vair étant tombé malade d'une fièvre continue pendant le siège de Clerac, se fit transporter à Tonneins, où il mourut le 3 d'Août agé de 65 ans. Sa fortune avoit commencé sous le regne d'Henri IV. qui lui donna une charge de maître des requêtes, pour le récompenser des services qu'il lui avoit rendus pendant les troubles de la ligue. Ce prince le nomma ensuite premier président du parlement de Provence. Il passoit pour un des meilleurs écrivains de son siècle. Il avoit embrassé l'état ecclésiastique, & l'an 1618, il fut nommé évêque de Lyzieux. Le nonce Bentivoglio le sacra dans l'église des Bernardins, où il est enterré. Son corps fut transporté à Paris, où il arriva le 30 d'Août. Lorsqu'il passa par Bourdeaux, le parlement lui fit faire un service solennel auquel il assista en corps.

*Duchefne, hist.
des chanceliers.*

Après la mort de du Vair le roi remit les sceaux entre les mains du connétable de Luynes, qui réunit par là toute l'autorité des armes & de la justice. Il les tint par commission, & il ne prenoit pas comme les autres la qualité de *garde des sceaux*, mais seulement celle de *tenant le sceau du roi*, ou *ayant la garde des sceaux du roi*. Monsieur de Brienne nous apprend qu'il faisoit les fonctions de cette charge avec beaucoup d'assiduité, & qu'au lieu de rester au camp comme connétable, il présidoit au conseil, & tenoit le sceau. Il ajoute, qu'il interrompoit quelquefois les maîtres des requêtes qui rapportoient, pour mettre la tête à la fenêtre quand il entendoit un coup de canon, afin de voir si le coup venoit des tranchées, ou de la ville. La plupart des officiers qui n'avoient pas une haute idée de sa capacité dans le métier de la guerre, n'étoient pas fâchés de voir qu'il laissât à d'autres le commandement des troupes pour s'occuper des fonctions de la magistrature.

*Mem. de Brien-
ne, t. 1.*

Quoique les Hollandois fussent alliés du roi , ils ne laissoient pas d'envoyer des munitions aux protestans de France. Le 4 Août on faist un de leurs vaisseaux que l'on trouva plein d'armes. Le duc de Montmorenci gouverneur de Languedoc , qui étoit alors à Pezenas , se transporta exprès à Cette , pour le visiter. On fut depuis que ces armes étoient destinées pour les églises du cercle du bas Languedoc. La charge de ce vaisseau fut estimée deux cents mille écus.

Pendant que le duc de Mayenne se rendoit maître de toutes les places du comté d'Armagnac , le duc d'Epéron faisoit une rude guerre aux Rochelois. Il bloqua leur ville du côté de la terre , & il battoit souvent leurs troupes lorsqu'elles se montroient dans la campagne. Ils avoient bâti divers forts autour de la Rochelle , & un entre autres que l'on nommoit le fort de la Moulinette , qui n'en étoit éloigné que de mille pas. Le duc d'Epéron le fit attaquer par six cents hommes qui l'emportèrent l'épée à la main , les deux cents qui le gardoient furent tous tués ou pris. Les Rochelois firent sortir jusques à douze cents hommes pour les soutenir : mais le duc avoit posté près du fort quelques escadrons de cavalerie qui couvroient l'attaque , & qui les empêcherent d'avancer. Le 29 d'Août , il s'approcha de la Rochelle pendant la nuit , avec deux mille hommes d'infanterie & trois cents chevaux , & fit mettre le feu à tous les moulins qui étoient autour de la ville. La lumière du feu avertit les Rochelois de l'arrivée des troupes du roi , ils firent sortir mille ou douze cents hommes pour défendre leurs moulins ; il y eut un combat assez vif , dans lequel les Rochelois furent repoussés jusques à leurs barrières. Ils perdirent environ cent hommes. Le duc d'Epéron reçut un coup de mousquet dans le bord de son chapeau , & un autre dans une canne qu'il tenoit à la main. Il y eut un autre combat le 11 Septembre aux portes de la Rochelle , où le duc d'Epéron eut encore l'avantage. Les Rochelois furent obligés de se tenir renfermés dans leurs murailles , & de laisser faire par les soldats du duc leurs moissons & leurs vendanges. Les protestans ne furent pas mieux traités en Languedoc par les troupes du duc de Montmorenci , & en Vivarais par celles du duc de Ventadour.

1621.

Prise d'un vaisseau Hollandois. Mercure François , t. 7.

Exploits du duc d'Epéron contre les Rochelois.

1621.

Siège de Montauban.

Dupin, t. 4.

Le roi étant arrivé à Agen le 10 d'Août, on délibéra dans le conseil, si l'on feroit le siège de Montauban. Le marquis de la Force le pere s'y étoit jetté avec deux de ses fils. Il y avoit trouvé le comte d'Orval fils du duc de Sulli, & beau-frere du duc de Rohan. La garnison étoit de quatre ou cinq mille hommes, sans parler d'un grand nombre de braves officiers huguenots qui s'y étoient renfermés. Le duc de Rohan qui comptoit beaucoup sur le zele des habitans de Montauban y étoit venu quelque temps auparavant pour visiter leurs fortifications, & pour les exhorter à suivre l'exemple de leurs peres, qui avoient soutenu jusques à trois sièges sous les précédens regnes pendant les guerres de religion. La harangue qu'il prononça en présence du conseil de la ville est remarquable. » Vous avez juré, leur dit-il, en ma » présence l'union des églises : ce serment est sacré, vous devez le garder inviolablement... ne vaut-il pas mieux pour » vous, vendre bien cherement votre sang à ceux qui le cherchent, que d'être honteusement traînés au supplice?... » Je vais disposer ceux de Castres & des villes voisines à » vous envoyer du secours.... & je vous prie de croire que » je ne vous abandonnerai point, quoi qu'il arrive. Quand il » n'y auroit que deux personnes de la religion, je serai un » des deux ; mes maisons & mes revenus sont saisis.... mais » l'épée & la vie me restent, & j'employerai l'une & l'autre » pour votre défense.

Ce discours avoit inspiré tant d'ardeur à tout le conseil, que l'on y résolut de défendre la ville jusques à la dernière extrémité. Lorsque l'on proposa dans celui du roi d'en faire le siège, les sentimens se trouverent partagés. Les uns représenterent qu'il étoit plus à propos de différer cette entreprise jusques au printemps prochain ; que l'automne, où l'on alloit entrer étoit la saison des maladies, qui se mettoient infailliblement dans l'armée ; que les troupes n'étoient déjà que trop fatiguées par les travaux des sièges précédens ; que l'on avoit à craindre les débordemens du Tarn, qui arrivoient ordinairement dans le mois de Septembre ; que la place étoit bien munie & bien fortifiée ; qu'elle seroit défendue avec une extrême opiniâtreté, & que le duc de Rohan rassembloit déjà des troupes pour la secourir ; qu'il valoit beaucoup

mieux entrer dans le Quercy , dans le Rouergue & dans l'Albigeois qui lui fournissoient des soldats , afin d'ôter toute ressource à la ville de Montauban avant que d'en faire le siège.

1621.

Les autres dirent , qu'il seroit honteux pour le roi de marcher à des conquêtes faciles en laissant derrière lui une place si considérable ; qu'une telle conduite ne pouvoit avoir d'autre effet que de ternir la gloire qu'il avoit acquise , & de décréditer sa puissance ; qu'en moins de deux mois la ville seroit prise , & que les débordemens du Tarn n'arrivoient que sur la fin d'Octobre ; qu'en quelque endroit que l'on conduisît les troupes du roi , elles y seroient également exposées aux maladies de l'automne ; que le roi pouvoit envoyer le duc d'Angoulême dans l'Albigeois pour donner la chasse aux troupes du duc de Rohan , & pour arrêter les secours qu'il préparoit ; que la ville de Toulouse s'offroit de contribuer aux frais du siège , & qu'il ne seroit pas juste d'abandonner une ville si fidele aux insultes perpétuelles de la garnison de Montauban. Ces raisons l'emporterent , & le siège fut résolu. Le connétable qui appuyoit cet avis , prétendoit avoir des intelligences dans la ville qui lui avoient déjà servi pour la prise de Clerac , & dont il espéroit tirer le même avantage pour celle de Montauban. Ces intelligences consistoient dans les soins que prenoit un protestant nommé *Sauvage* , de donner avis au connétable de ce qui se passoit dans la ville assiégée , & de semer la division parmi les habitans pour les empêcher de concourir tous avec le même zèle à la défense commune. Son manége avoit réussi au siège de Clerac. Le duc de Rohan n'attribue la prise de cette place , qu'à la division qui s'étoit mise parmi ceux qui la défendoient : mais les artifices de Sauvage n'eurent pas le même succès au siège de Montauban. On le reçut d'abord à la recommandation de monsieur de la Force. Il tint des discours qui donnerent quelques soupçons. Il fut arrêté , on trouva dans ses poches des lettres du connétable & du sieur Desplan. Sur ces indices , on le mit à la question. Il avoua tout , & fut pendu comme espion. Le connétable perdit par-là un des plus surs moyens qu'il croyoit avoir pour prendre Montauban.

Le roi avoit écrit au duc de Mayenne de le venir joindre

1621.

avec toutes les troupes qu'il commandoit. Ce duc étoit alors sur le point d'assiéger la ville de Saint-Antonin en Rouergue ; il fallut renoncer à cette entreprise pour se rendre au camp du roi, & Saint-Antonin demeura au pouvoir des protestans. Montauban fut investi le 18 d'Août. Quelques-uns disent que l'armée du roi étoit de vingt-quatre ou vingt-cinq mille hommes. L'historien Bernard assure qu'il n'y en avoit pas plus de dix mille, ce qui fut cause que la ville ne put être investie que de trois côtés, & que celui de la porte Saint-Antoine demeura libre jusqu'à la mi-Septembre. Les assiégés furent bien profiter de cette position. Le roi prit son quartier à Piquecot ; il fut décidé que l'on attaqueroit la ville par trois endroits différens ; le roi voulut commander la première attaque du côté de Montmirat avec le connétable, & les maréchaux de Chaune & de Praslain.

Le duc de Mayenne fut chargé de l'attaque du fauxbourg de Villebourbon, séparé de la ville par la rivière de Tarn ; il avoit sous lui le maréchal de Themines.

Enfin le maréchal de Lefdiguieres commandoit la troisième du côté du Moutier, avec le duc de Chevreuse & le maréchal de Saint-Gerain.

Le duc d'Angoulême eut le commandement de la cavalerie légère, & Bassompierre celui des Suisses dont il étoit colonel général.

Le comte de Schomberg à qui le président Jeannin avoit cédé la charge de sur-intendant des finances faisoit les fonctions de grand maître d'artillerie.

Bernard, t. 6.
Mercure François, t. 7.

Le duc de Sulli, qui s'étoit retiré depuis quelque temps dans des terres qu'il avoit achetées en Quercy & en Languedoc, vint trouver le roi, pour lui présenter les députés de plusieurs villes voisines de Montauban. Il s'offrit d'entrer dans cette place pour engager les habitans à se soumettre ; il les avoit toujours protégés dans le temps de son ministère, & l'on avoit lieu de croire que ses discours feroient une grande impression sur leur esprit : mais il eut beau les exhorter à implorer la clémence du roi, le premier consul lui répondit, après en avoir délibéré avec le conseil, qu'ils étoient résolus de vivre & de mourir dans l'union des églises, comme ils s'y étoient engagés par serment, & qu'ils ne consentiroient jamais qu'à un

traité général, où tous les protestans feroient compris, & qui seroit approuvé par le duc de Rohan général de la province. Le duc de Sulli en rapportant cette réponse, dit, qu'il avoit trouvé que monsieur de la Force & le comte d'Orval, étoient sans aucun crédit dans la ville; que la garnison n'obéissoit qu'aux ordres du comte de Boulfrand gentilhomme Bearnois, connu sous le nom du capitaine Mazeres; que toutes les affaires étoient portées au conseil de la ville, qui en décidoit souverainement, & qui suivoit les impressions du ministre Chamier, le plus séditieux & le plus opiniâtre de tous les hommes. Ce ministre qui a laissé quelques ouvrages de controverse, fut tué d'un coup de canon pendant le siège.

1621.

Il se peut faire que le duc de Sulli cherchât à rendre moins odieux monsieur de la Force & le comte d'Orval, en rejetant l'opiniâtreté de la garnison & des habitans, sur le capitaine Mazeres & sur les délibérations du conseil. Peut-être aussi qu'il y fut trompé lui-même, & que monsieur de la Force & le comte d'Orval feignirent de n'avoir aucun crédit dans la ville, afin que la cour ne les rendit pas responsables de sa résistance.

Le premier Septembre, quarante-cinq pièces de canon, distribuées en différentes batteries, commencerent à battre la ville; le lendemain le feu prit aux poudres dans le quartier du roi; sur les dix heures du matin, & il brûla quelques officiers d'artillerie avec plusieurs canoniers, & entre autres un des plus adroits qui se nommoit la Vallée. Le même accident arriva sur les quatre heures du soir au quartier du duc de Mayenne, où il y eut encore des officiers d'artillerie qui périrent, avec deux peres Capucins qui prêchoient dans l'armée, & qui confessoient les malades & les blessés; le fils aîné du comte de Riberac ressentit les atteintes du feu, & mourut le lendemain. Le marquis de Villars frere uterin du duc de Mayenne & maréchal de camp, fut à demi brûlé, & il vécut encore quelques jours.

Deux accidens semblables arrivés dans le même jour, firent soupçonner quelque trahison de la part des huguenots qui servoient dans l'armée du roi. L'auteur du mercure François les en accuse: mais l'historien Bernard les disculpe, & il prétend que le premier embrasement n'arriva que par l'imprudence de ceux qui laissoient des sacs de poudre trop près

1621.

Mem. de Puy-
gugur.Défaite du mar-
quis de Malauze.
Memoires de
Rohan.

du canon. Il ajoute que sur le soir, toute la ville partit en feu par l'embrasement subit de deux moulins à poudre qui servoient aux assiégés. La nuit le duc de Mayenne fit attaquer un des bastions du fauxbourg de Villebourbon : mais les rebelles se défendirent avec tant de valeur, que les troupes du roi furent obligées de se retirer après avoir perdu trente-deux officiers ou gentilshommes, & quarante soldats. Le 4 Septembre le duc de Mayenne y fit donner un second assaut, qui ne réussit pas mieux que le premier. Le marquis de Themines fils aîné du maréchal de ce nom, fut tué d'un coup de mousquet dans la tête, dès le commencement de l'attaque ; les échelles que les assiégeans avoient apportées pour monter sur les remparts s'étant trouvées trop courtes, les assiégés les accabloient à coups de pierres, & jetoient sur eux des feux d'artifices dont ils firent un grand usage pendant le siège ; & quand ils les voyoient tomber sur quelqu'un, ils se mettoient à crier : *grillade, grillade*. Les femmes se mêloient dans le combat, & se battoient quelquefois avec autant de courage & d'acharnement que les hommes ; on les appercevoit dans la mêlée qui apportoit des pierres aux soldats ou qui en jetoient elles-mêmes avec une force surprenante. Cet assaut fut extrêmement meurtrier, les ennemis y perdirent le capitaine Mazeres, le capitaine la Pierre, Hollandois ; la Ferté Saint-Loup, & quantité de soldats : mais ils demeurèrent maîtres de leurs remparts, & les troupes du roi furent repoussées avec une perte considérable. Le duc de Mayenne conçut un chagrin très-vif du peu de succès de ces deux attaques ; on lui entendit dire, qu'il étoit au désespoir de survivre à tant de braves gens qu'il avoit envoyés à une action si périlleuse.

Les assiégés se défendoient avec d'autant plus d'opiniâtreté, qu'ils comptoient sur le secours que le duc de Rohan leur avoit promis. Le duc d'Angoulême étoit parti avec la cavalerie legere & quatre mille hommes d'infanterie, pour leur ôter cette ressource. Le marquis de Malauze qui commandoit un gros détachement des troupes huguenotes, destinées à secourir la place, fit donner avis de la marche de cette armée au duc de Rohan, qui lui envoya Boyer un de ses mestres de camp, avec un renfort de mille fantassins. Le mar-
quis

quis de Malauze au lieu de se tenir sur la défensive , comme le duc de Rohan lui avoit mandé , se laissant entraîner par l'importunité des peuples qui le pressoient d'attaquer l'ennemi pour l'éloigner de leurs terres , sortit de Réalmont dans le dessein d'assiéger un petit fort nommé la Fauch ; Boyer y fut tué en allant reconnoître la place. Les rebelles se saisirent du fort : mais le duc d'Angoulême y accourut , & le marquis de Malauze se vit bien-tôt enveloppé par les troupes du roi. Sainte - Baume vint à son secours avec cinquante cavaliers , qui entreprirent de passer au milieu de l'armée royale : ils furent taillés en pièces , & leur chef demeura sur la place. Le duc d'Angoulême fit attaquer les retranchemens du marquis de Malauze , qui les défendit avec beaucoup de valeur : mais il fallut céder au nombre , & les rebelles se rendirent à condition qu'ils auroient la liberté de se retirer avec armes & bagages , en laissant seulement leur canon , & qu'ils ne serviroient point pendant l'espace de six mois. Ce qu'il y a de singulier , c'est que le duc de Rohan assure positivement dans ses mémoires , que le marquis de Malauze fut tué dans cette action , quoi qu'on lise dans la plupart des historiens qu'il fut compris dans la capitulation , & qu'il se trouve nommé parmi ceux qui la signèrent.

La victoire du duc d'Angoulême ne fit pas perdre courage à ceux de Montauban , ils défendirent pendant six heures une demi-lune que le duc de Chevreuse fit attaquer au quartier du Moutier : mais ils n'y eurent pas le même succès qu'à celui de Villebourbon ; la demi-lune fut emportée malgré leur résistance. Le baron de Prie , quelques autres gentils-hommes , & quatre-vingts soldats de l'armée du roi y périrent. Le vicomte d'Arpajon , Zamet & Machaut aide de camp y furent blessés : mais les troupes du roi se logerent sur la demi-lune , & conserverent ce logement jusqu'à la fin du siège.

On préparoit une mine au quartier de Montmirat , qui eut un effet tout contraire à celui qu'on en attendoit. Les assiégés qui étoient informés de tout ce qui se passoit dans le camp du roi , savoient l'endroit où étoit la mine ; ils prévirent qu'aussi-tôt après qu'elle auroit fait son effort , les assiégés ne manqueroient pas de monter à l'assaut. Ils se tinrent à une juste

1621.

distance ; la mine trop chargée fit élever en l'air un affreux tourbillon de poussière & de fumée , que le vent porta du côté des assiégeans. Les rebelles profiterent de cet instant pour les attaquer , ils en tuèrent un grand nombre , renversèrent les batteries , brûlerent les affûts , & comblèrent une partie des tranchées.

Peu de jours après , le duc de Mayenne étant allé visiter le quartier de Villebourbon avec le duc de Guise & le comte de Schomberg , y fut tué d'un coup d'arquebuse qui lui perça l'œil gauche.

Il étoit fils unique du fameux chef de la ligue , & il étoit si chéri du peuple de Paris , que la nouvelle de sa mort y excita une espèce de soulèvement contre les huguenots.

Le connétable de Luynes voyant que le siège de Montauban tiroit en longueur , eut recours à la négociation pour engager cette ville rebelle à se soumettre.

Bernard , l. 6.
Mémoires de
Rohan.

Desplan , Marillac , la Saludie & quelques autres firent des propositions aux habitans , qui déclarerent toujours qu'ils ne pouvoient traiter que de concert avec le duc de Rohan. On leur permit de lui envoyer quelques députés , qui furent conduits par Desplan. Ces députés lui rendirent compte de l'état de leur ville , & des moyens qu'il pouvoit prendre pour la secourir. Ils lui dirent , qu'ils n'avoient besoin que de soldats , & que pourvû qu'ils eussent seulement mille ou douze cents hommes de plus , ils tiendroient jusqu'à l'hyver. Le duc de Rohan leur promit que dans huit jours ils seroient secourus ; & à peine furent-ils partis , qu'il envoya ordre à cinq cents chevaux qu'il avoit tout prêts , de marcher droit à Montauban : mais ceux qui les commandoient y trouverent tant de périls & de difficultés , que son ordre ne fut point exécuté. Comme il prévoyoit que par une infinité d'accidens ce premier secours pouvoit manquer , il avoit eu soin d'en préparer un autre ; c'étoit un corps de mille ou douze cents hommes d'infanterie , commandé par un gentilhomme des Cevennes nommé Beaufort ; il lui envoya ordre de marcher. Beaufort se rendit d'abord à Saint-Antonin , & comme il vouloit éviter la rencontre du duc d'Angoulême , il prit des guides pour se faire conduire jusqu'à Montauban. Ces guides l'ayant égaré par malice ou par ignorance , il se trouva

encore à quatre lieues de la ville à la pointe du jour, quoique son dessein fût d'y arriver la nuit. Il prit le parti de retourner à Saint-Antonin, d'où il trouva moyen de faire savoir aux habitans le besoin qu'il avoit d'un guide sûr & fidele. Ils lui en envoyèrent un qui le conduisit avec sa troupe sans aucune fâcheuse rencontre, jusqu'à une demi lieue de Montauban, quoique tous les passages fussent gardés par les troupes du duc d'Angoulême : mais la difficulté étoit d'entrer dans la ville. On savoit dans l'armée du roi, que le secours étoit proche. Un sergent & trois soldats de la troupe de Beaufort s'étant égarés étoient venus dans le camp, où ils avoient déclaré tout ce qu'ils savoient. Beaufort partagea ses troupes en trois bataillons. Il mit à la tête du premier, un officier nommé Penavert gouverneur de Saint-Antonin, & il prit le commandement de celui qui devoit entrer le dernier. Ils arriverent jusques aux premières sentinelles, qui les reconnurent, & ils furent d'abord attaqués par vingt-cinq des chevaux-legers du roi. Beaufort fit tirer sur eux & deux de leurs principaux officiers furent tués. Le jour n'ayant pas encore paru, les assiégés avoient allumé des feux sur leurs remparts pour marquer au secours qui leur arrivoit, la route qu'il devoit prendre : mais il falloit forcer une barricade gardée par le régiment de Normandie, qui chargea rudement les rebelles. Ils tournerent sur la gauche, & se trouverent dans le quartier des Suisses qui ne furent pas d'abord s'ils étoient amis ou ennemis. On avoit donné aux Suisses pour mot du guet, *Saint-Jean*, & il étoit arrivé par hasard que Beaufort avoit donné à ses soldats le nom de *Jean* pour mot de ralliement : mais la méprise ne dura pas long-temps. Un des soldats de Beaufort s'avisa de crier : *Vive Rohan*. On comprit alors qu'ils étoient ennemis, & ils furent aussi-tôt chargés par les Suisses.

Penavert fut fait prisonnier, ainsi que Beaufort, qui reçut plusieurs blessures. Bassompierre qui pensa être tué dans cette action, dit que le premier bataillon entra presque tout entier dans la ville ; que le second fut tellement défait qu'il n'en resta pas quatre hommes, & que le troisième n'osant avancer reprit la route de Saint-Antonin : mais qu'il rencontra en chemin le comte d'Ayen de la maison de Noailles, qui fit tout le

Bernard, l. 6.
Mem. de Bassomp.
t. 2.

1621.

bataillon prisonnier. Le duc de Rohan assure dans ses *mémoires*, qu'il y eut sept cents hommes qui entrèrent dans la ville avec douze drapeaux. On dit cependant au roi qu'il n'en étoit entré que cent ; cette affaire se passa le 28 Septembre.

Vers le point du jour le connétable se rendit au lieu du combat. Bassompierre lui présenta Penavert & Beaufort dont les blessures n'étoient pas dangereuses. Le soir on apporta au roi six drapeaux qu'on leur avoit pris, & on lui amena tous les prisonniers au nombre de quatre cents, en comptant ceux qu'avoit fait le comte d'Ayen. Le roi ordonna que ceux qui n'étoient pas blessés fussent conduits à Toulouse, pour être mis à la chaîne & envoyés aux galères. Beaufort & le gouverneur de Saint-Antonin furent déclarés prisonniers de guerre. Le premier fut conduit à Paris, & mis à la Bastille.

(a) Si la garnison de Montauban fut un peu renforcée par les six ou sept cents hommes qui y pénétrèrent, l'armée du roi reçut un renfort beaucoup plus considérable par l'arrivée du duc de Montmorenci, qui amena trois ou quatre mille hommes du Languedoc : mais on n'en tira pas un grand service ; car les maladies s'étant mises dans les troupes, le siège ne fit plus que languir. Le duc de Montmorenci fut un des premiers attaqué : un grand nombre de gentilshommes se retirèrent avec lui.

*Entrevûe du
connétable & du
duc de Rohan.
Mem. de Ro-
han.*

Le connétable craignant de ne pas réussir par la force, eut encore recours à la négociation. Il voulut avoir lui-même une conférence avec le duc de Rohan, à qui Desplan proposa de sa part une entrevûe à Villaine, proche de Montauban. Le duc de Rohan s'y rendit, & après les premiers complimens, le connétable le prit en particulier & lui parla en ces termes :

« Je vous ai de l'obligation de vous être fié à moi, votre
» fureté est ici aussi grande que dans Castres. Ayant pris vo-
» tre alliance, je désire votre bien, & veux vous montrer du-
» rant ma faveur, que je désire la grandeur de votre maison.
» Vous avez secouru Montauban à la face de votre roi, ce

(a) Le mercure François parle d'un ministre que l'on trouva parmi les prisonniers, & qui fut pendu. L'historien Bernard dit qu'un ministre qui accompa-

gnoit Beaufort, mourut en prison. Ou l'un des deux se trompe ; ou ils parlent de deux hommes différens.

« vous est une grande gloire : mais vous ne devez pas en abu-
 » ser , il est temps de travailler pour vous & pour vos amis.
 • Le roi ne fera point de paix générale ; songez à vos inté-
 » rêts particuliers & à ceux de vos amis ». Après ce préam-
 » bule , il lui conseilla de représenter aux habitans de Montau-
 » ban , que leur perte n'étoit différée que de quelques jours ,
 » parce qu'il ne seroit plus possible de jeter aucun secours
 » dans leur ville , par la multitude de forts & de barricades que
 » l'on faisoit autour d'eux , & qui alloient être entièrement ache-
 » vés. Il lui proposa de leur déclarer qu'étant réduits à une
 » telle extrémité , il ne pourroit s'empêcher de les abandonner ,
 » s'ils ne consentoient ou à la démolition de leurs fortifica-
 » tions , ou à la construction d'une citadelle , ou à recevoir une
 » garnison de la main du roi.

» Pour Castres , ajouta-il , & autres lieux de votre départe-
 » ment , demandez ce que vous voudrez , vous l'obtiendrez ;
 • & pour votre particulier , la carte blanche vous est offerte.

Il s'attacha sur-tout à lui persuader que s'il persistoit à sou-
 » tenir les rebelles , il ne trouveroit aucun appui , ni au-dedans
 » ni au-dehors du royaume ; qu'il n'avoit rien à espérer de l'Al-
 » lemagne qui avoit plutôt besoin de secours dans les guerres
 » intestines qui la déchiroient , qu'elle n'étoit en état d'en don-
 » ner aux autres ; ni de l'Angleterre gouvernée par un roi * dont
 » l'humeur pacifique étoit assez connue ; qu'en France la reine
 » mere avoit marié ses enfans dans les cours d'Espagne , & de
 » Savoye qui n'étoient pas favorables aux protestans ; que s'il
 » venoit à bout d'attirer le prince de Condé dans son parti , on
 » auroit bientôt trouvé le moyen de l'en retirer *pour une piece*
 » *d'argent* ; qu'il ne devoit pas plus compter sur les grands du
 » royaume , qui ne cherchoient qu'à faire leurs affaires à ses
 » dépens.

* Jacques II

Il conclut enfin son discours en disant : » Jusques ici j'ai
 » eu de la peine à empêcher la confiscation de votre bien &
 » de vos gouvernemens. Je ne puis plus m'y opposer , il faut
 » vous résoudre à une perte ignominieuse & assurée , ou à
 » relever votre maison plus quelle ne fut jamais. Car si vous
 » continuez en votre opiniâtreté , le roi s'accordera plutôt
 » avec ceux de la religion pour faire un exemple de votre
 » personne & de votre maison.

1622.

« Mais si à ce coup vous me croyez , vous sortirez de
 » cette fâcheuse affaire avec gloire , vous gagnerez les bon-
 » nes graces de votre roi ; & vous aurez tout ce que vous
 » souhaiterez pour votre fortune , laquelle je desire telle-
 » ment fortifier qu'elle soit l'appui de la mienne. »

Le connétable parloit à un homme aussi peu capable d'être ébloui de ses promesses , que de se laisser effrayer par ses menaces.

Le duc de Rohan lui répondit avec beaucoup de tranquillité : « Je serois ennemi de moi-même , si je ne souhaitois les bonnes graces de mon roi & votre amitié ; je ne
 » refuserai jamais de mon maître les biens & les honneurs
 » qu'il voudra m'accorder , ni de vous l'office d'un bon parent. Je considere bien le péril auquel je me trouve : mais
 » je vous prie aussi de regarder le vôtre. Si vous êtes si universellement haï parce que vous possédez seul ce qu'un chacun desire , la ruine de ceux de la religion n'est pas si prochaine , qu'elle ne donne aux mécontents le loisir de former
 » des partis. » Il lui dit ensuite que les guerres soutenues par les protestans avoient toujours été malheureuses dans leurs commencemens : mais que l'inquiétude de l'esprit François , le mécontentement de ceux qui ne gouvernent pas , & les secours étrangers leur avoient procuré les moyens de réparer leurs disgraces ; que rien ne pouvoit être plus glorieux au roi , & plus avantageux à l'état que de leur donner la paix avant qu'ils se fussent relevés ; que par là il dissiperoit tous les partis , & feroit voir qu'il n'en vouloit point à leur religion , mais seulement à leur désobéissance *prétendue* ; que cette conduite assureroit à jamais la fortune du connétable contre les entreprises de ses ennemis. » Mais ajouta-t-il , si
 » vous poussez les affaires jusques au bout , & que le torrent
 » de votre prospérité ne continue pas , comme vous êtes à
 » la veille de le voir arrêté devant Montauban , chacun reprendra ses esprits encore étourdis de l'affaire du Pont de Cé & de celle-ci. On vous donnera des affaires fâcheuses à
 » démêler. Songez que vous avez moissonné tout ce que les
 » promesses mêlées de menaces vous pouvoient acquérir.
 » Ce qui reste , combat pour la religion qu'il croit. Pour
 » mon particulier , je me suis imaginé la perte de mes biens

• & de mes charges , & si vous en avez retardé l'effet , à
 • cause de notre alliance , je vous en ai de l'obligation : mais
 • je suis tout préparé à souffrir, puisque cela est résolu, l'ayant
 • promis solennellement ; & ma conscience m'obligeant
 • aussi à n'entendre qu'à une paix générale. Après cette conversation , le connétable fut obligé de retourner au siège , sans avoir pû vaincre la fermeté du duc de Rohan.

1621.

Quoique les habitans de Montauban n'eussent reçu que la moindre partie du secours qu'on leur envoyoit , ils ne laisserent pas de se défendre avec plus de courage & d'opiniâtreté que jamais.

Le 10 d'Octobre , le maréchal de Themines fit sauter par une mine l'ouvrage qui couvroit la demi-lune du bastion de Villebourbon. Quelques soldats s'y logerent : mais la nuit suivante les alliés firent une sortie & leur couperent la gorge ; ils nettoyerent les tranchées & en comblèrent une partie : ils brûlerent les galleries , & les affuts des canons ; ils mirent le feu aux poudres , s'emparerent d'un fauconneau , poursuivirent les troupes du roi jusques à la tente du maréchal de Themines , & demeurèrent maîtres des tranchées pendant plus de six heures. Dans cette sortie les assiégés ne perdirent que six hommes , dont il y en eut quatre de tués & deux prisonniers. La perte fut très-grande du côté des assiégeans , qui eurent vingt-huit officiers & deux cents soldats de tués. Les troupes du roi fatiguées & rebutées ne se présentoient plus au combat avec la même ardeur ; les ennemis faisoient de fréquentes sorties , où ils remportoient toujours quelque avantage. Lorsqu'on vouloit les attaquer par différens endroits pour diviser leurs forces , les mesures étoient si mal prises du côté du roi , que les attaques ne se faisoient jamais à l'heure marquée. Les chefs n'agissoient pas de concert , le maréchal de Lesdiguières n'étoit point écouté ; le maréchal de Saint-Geran croyoit en savoir plus que lui ; Marillac qui avoit été chargé de conduire les travaux du siège à la sollicitation de la reine mere , prenoit souvent de fausses mesures , dont les rebelles profitoient pour faire échouer tous ses projets ; ceux du comte de Schomberg n'étoient pas mieux concertés. On faisoit de faux rapports au roi , on lui déguisoit la vérité , & on le repaissoit d'espérances chiméri-

1621.

Lettre du roi à
la reine mere sur
la levée du siège
de Montauban,
datée du 20 No-
vembre 1621.

* Christophe de
l'Étrang.

* Charles de
Leberon.

ques, au lieu de lui rendre un compte exact de la foiblesse de son armée, & de la supériorité des forces ennemies. Le connétable n'avoit pas assez d'expérience pour décider les contestations de ceux qui commandoient. Il paroissoit inquiet & embarrassé. Il se repentit plus d'une fois d'avoir rompu les négociations commencées avec le duc de Rohan, il voulut les renouer : mais il n'étoit plus temps, & le duc de Rohan, qui jugeoit encore mieux que lui du véritable état du siège, s'obstina plus que jamais à demander un traité général. Le connétable ne pouvoit s'y résoudre, & en attendant qu'il eût pris son parti, le roi se trouva dans la nécessité de lever le siège. On résolut d'y laisser le maréchal de Saint-Geran avec un corps de troupes pour bloquer la ville.

Trois prélats qui entroient dans le conseil du roi étoient morts de maladie pendant le siège, savoir : l'archevêque de Sens, frere du feu cardinal du Perron, & les évêques de * Carcassonne & * de Valence. Phelippeaux de Pontchartrain & Potier de Sceaux, tous deux secrétaires d'état eurent le même sort, ainsi que l'Historien Matthieu, à qui Charles Bernard succéda dans la charge d'historiographe de France.

Le connétable écrivit une lettre au duc de Montbason, qui fut rendue publique, dans laquelle il attribuoit le mauvais succès du siège, 1°. à l'imprudence du duc de Mayenne, qui fit donner des assauts à des ouvrages qui n'avoient pas été suffisamment ruinés par le canon. 2°. Au secours que le duc d'Angoulême avoit laissé passer. 3°. A la maladie de monsieur de Montmorenci, qui fut cause que trois mille hommes qu'il avoit amenés se retirèrent en une nuit; d'où il arriva que le quartier de monsieur de Lesdiguières se trouva dégarni, & les soldats qui restèrent étant obligés à un travail continuel & forcé, tomberent malades ou se dissipèrent par la désertion, sans qu'il fût possible d'y remédier. 4°. Enfin aux maladies qui se mirent dans l'armée du roi. Mais cette apologie que le connétable affecta de répandre par-tout ne demeura pas sans réponse. On publia des libelles dans lesquels, on l'accusoit d'avoir entrepris mal à propos le siège de Montauban, & de s'être mis dans la nécessité de le lever par sa mauvaise conduite : on disoit, que le roi n'avoit pas assez de troupes pour investir entièrement cette ville, préalable

able absolument nécessaire pour la prendre, & qu'au lieu de renforcer l'armée, le connétable entretenoit inutilement une garnison de quinze cents hommes dans la ville d'Amiens dont il étoit gouverneur, & où il avoit déposé une partie de ses thrésors, qu'il faisoit travailler tous les jours six cents hommes à Lesigny, autant à Quillebœuf; huit cents à Amiens, cinq cents à Calais, deux cents à l'hôtel de Luynes que l'on bâtissoit dans Paris, tous à vingt sols par jour, somme considérable pour ce temps-là, qui étoit payée par le roi; & que ces dépenses excessives diminueoient nécessairement les fonds destinés à la subsistance de l'armée, dont les soldats mal payés se croyoient en droit de désertter.

Le peuple de Toulouse voyant que malgré les sommes qu'il avoit avancées pour hâter la prise de Montauban, il alloit encore être exposé aux courses de la garnison de cette place, murmura hautement contre le connétable. Il en fut averti par un de ses parens. Il lui répondit par une lettre qui fut imprimée, dans laquelle il paroît se mettre au-dessus de tous ces bruits populaires. Il est cependant vrai qu'il en fut vivement piqué, & il n'en faut point d'autre preuve que le soin qu'il prenoit de publier tous les jours de nouvelles apologies.

Le roi arriva le 15 de Novembre à Toulouse, où on lui fit une entrée magnifique.

Le lendemain le président Bertier vint le complimenter à la tête d'une députation du parlement, parce que le premier président étoit incommodé. Il osa lui représenter que Toulouse alloit rester exposée aux courses des troupes huguenotes, qui viendroient attaquer ses habitans jusques aux portes de la ville; il supplia le roi de rester dans la province pour y mettre ordre, & de ne pas donner lieu à ses ennemis de dire qu'il leur avoit tourné le dos.

Ce discours déplut au connétable, qui ne put s'empêcher d'en faire des reproches au président Bertier, lorsqu'il vint le saluer avec les autres députés. Après avoir écouté la harangue que lui fit ce président, où il n'y avoit rien que de flatteur & d'obligeant pour lui; il dit en adressant la parole à tous les députés, qu'ils n'avoient pas toujours tenu le même langage sur son compte; qu'ils avoient cherché à lui attirer

1621.

la haine du peuple en le rendant responsable de tous les malheurs de la France : mais qu'après avoir eu la *témérité* de dire au roi, qu'en quittant la province il tournoit le dos à ses ennemis, on ne devoit point s'étonner qu'ils eussent osé l'attaquer par tant de calomnies. Il alloit continuer, lorsqu'un ancien conseiller nommé Bertrand, que le terme de *témérité* avoit choqué, voyant que le président ne répondoit rien, osa prendre la parole pour dire au connétable, qu'il ne convenoit pas d'accuser le parlement de *témérité*, ni de parler ainsi des soins qu'il prenoit pour le bien de la province; que les rois même ne leur avoient jamais parlé de la sorte; que les affaires étoient en si mauvais état, qu'ils ne pouvoient le déguiser sans crime, & que c'étoit à eux qu'il appartenoit de faire connoître au roi ce que les gens de cour n'osoient lui découvrir. Les députés se retirèrent ensuite fort mécontents, & l'on prétend qu'ils firent mettre dans leurs registres la réponse du conseiller Bertrand, & qu'ils y ajoutèrent des plaintes amères contre le connétable, sur ce qu'il ne daignoit seulement pas les regarder; & que quelques-uns d'entre eux ayant à lui parler pour des affaires, on avoit affecté de les faire attendre long-temps à sa porte.

Mercurie François, t. 7.

Troubles en Dauphiné.

Il est certain que la levée du siège de Montauban releva extrêmement le courage des protestans; ils recommencerent à remuer dans toutes les provinces. Le baron de Lérans rassembla trois mille hommes, & assiégea Vareilles dans le comté de Foix. Le sieur d'Urban avec quelques gentilshommes catholiques, s'étoit jetté dans la place. Les barons d'Aunoux & de Saint-Chamant vinrent à son secours; ils attaquèrent les trois mille hommes qui assiégeoient Vareilles, & en même-temps d'Urban fit une sortie sur eux; ils furent entièrement défaits, & le baron de Lérans demeura prisonnier. Le maréchal de Lesdiguières ne suivit point le roi à Toulouse, parce qu'il fut obligé de se rendre en Dauphiné pour s'opposer aux nouvelles entreprises des protestans de cette province.

L'assemblée de la Rochelle qui ne comptoit pas beaucoup sur le zèle du maréchal, lui avoit donné pour lieutenant le marquis de Montbrun, dont elle se croyoit beaucoup plus assurée. Celui-ci entreprit de surprendre la ville de Grenoble; il fit part de son dessein au comte de la Suze, qui accourut avec plu-

seurs gentilshommes pour le seconder. Il devoit entrer dans la ville le 16 d'Octobre; mais avant que d'y arriver, le comte de la Suze rencontra quelques troupes de payfans armés, qui, le voyant avec une grande fuite, eurent le courage de l'attaquer. On en vint aux mains; il y eut trois payfans de tués & six de blessés; le reste prit la fuite, & le comte de la Suze poursuivit sa route. Mais comme il vouloit toujours marcher par des chemins détournés pour ne pas donner de soupçon, il s'égara; & après une longue course au lieu de se trouver aux portes de Grenoble, il ne put arriver qu'au village de Saint-Mury. Il crut devoir prendre un guide, & il offrit quatre pistoles à un payfan pour l'engager à le conduire à Grenoble. Ce payfan avant que de se mettre en marche, envoya un homme dans les villages voisins avertir les communes de prendre les armes, & de se rendre au milieu des rochers & des précipices de Murinette, où il alloit conduire le comte de la Suze, en lui faisant accroire que c'étoit le chemin de Grenoble.

Le comte, trompé par le payfan, se trouva bien-tôt enveloppé au milieu de ces précipices par une troupe de villageois qui lui crièrent de mettre bas les armes, sans quoi lui & toute sa troupe alloient être massacrés. Il voulut se retirer: mais les chemins étoient si difficiles, qu'il ne put échapper à ces villageois qui en avoient une parfaite connoissance; il fallut se rendre, & il fut fait prisonnier avec vingt-cinq gentilshommes qui l'accompagnoient.

Ils furent désarmés & conduits à Grenoble. Le premier président du parlement & le sieur de Morges gouverneur de la ville, après les avoir interrogés les fit mettre en prison. Les payfans en amenèrent encore quatorze qu'ils avoient arrêtés en différens endroits; on les trouva saisis de plusieurs lettres adressées au marquis de Montbrun, du plan de la ville de Grenoble, & de diverses instructions où l'on leur marquoit la conduite qu'ils devoient tenir pour surprendre la ville.

Les protestans de Grenoble voyant leur entreprise manquée ne perdirent pas courage; ils formerent un autre projet qui ne réussit pas mieux que le premier. Et le marquis de Montbrun en attendant qu'il pût se rendre maître de cette

1621.

capitale, s'occupoit à ravager la campagne, à piller les châteaux, les villages, & les églises des catholiques.

Le parlement ordonna au vicomte de Pasquier, & aux sieurs de Belier & de Maugiron, de lever six mille hommes pour arrêter ces désordres.

Le maréchal de Lefdiguieres étant encore au siège de Montauban écrivit au marquis de Montbrun, qu'il apprenoit avec surprise les troubles du Dauphiné dont on ne cessoit de lui faire des reproches, parce qu'on s'imaginoit que Montbrun n'agissoit que par ses ordres & de concert avec lui; qu'il lui ordonnoit de mettre bas les armes, & surtout de ne rien entreprendre sur la ville de Grenoble.

Mercur. François, 2. 7.

» Vous savez, lui disoit-il, que les armes du roi ne tendent
» point contre la religion prétendue réformée & ne poursuivent
» que des rebelles, autrement je ne voudrois pas m'y trouver, ni moins apporter aucun consentement; d'autant que
» ce seroit contre ma conscience, qui m'est plus recommandable que toutes choses. Il est plus raisonnable que la majesté se rende maîtresse de ses villes, & que celles qui ne
» voudront se ranger de gré à son obéissance, il les y contraingne par la force de ses armes, autrement il faudroit qu'il
» ne fût ni maître, ni roi, & que chacun formât un parti à
» part.

Cette lettre ne fit pas changer de conduite au marquis de Montbrun, qui continua ses ravages & ses hostilités dans le Dauphiné, tant que le maréchal de Lefdiguieres en fut absent: mais dès qu'il fut de retour, il fit cesser tous les troubles par sa présence & par la grande autorité qu'il avoit acquise dans la province.

Les protestans assemblés à Die, lui ayant envoyé des députés, il refusa de les écouter, jusqu'à ce que leur assemblée se fût séparée, & que tous les protestans eussent mis bas les armes. Il fallut obéir, & le maréchal, de son côté, congédia les troupes qui avoient été levées par ordre du parlement.

Siège de Monheur.

Le roi partit de Toulouse le 17 Novembre pour aller reprendre la ville de Monheur, dont les protestans s'étoient rendus maîtres.

Cette ville & celle de Sainte-Foi avoient pour gouver-

neur, Boesse Pardaillan gentilhomme protestant, mais fort attaché au service du roi, qui étoit venu au siège de Montauban pour l'assurer de sa fidélité. Mirambeau son fils & Theobon son gendre qui commandoient en son absence, l'un à Monheur, & l'autre à Sainte-Foi, profiterent de son éloignement pour faire révolter ces deux villes. Boesse n'en fut pas plutôt averti qu'il accourut d'abord à Monheur, d'où il chassa la garnison huguenote que Mirambeau y avoit reçue. Il voulut ensuite aller à Sainte-Foi, & en passant par Gensac, il rassembla les consuls pour leur représenter l'obligation où ils étoient de demeurer fideles au roi. Cette conduite le fit regarder par les protestans comme un traître : la résolution fut prise de l'assassiner, & un gentilhomme du voisinage nommé Savignac d'Eynesse s'étant chargé de l'exécution, entra un soir avec quarante mousquetaires dans la maison où Boesse étoit logé à Gensac. Il comprit en voyant arriver cette troupe, que l'on en vouloit à sa vie. Il se jeta aussitôt sur ses armes en criant : *Ah ! traîtres, me ferez-vous mourir si malheureusement ?* Mais on ne lui donna pas le temps de se défendre. Il reçut à l'instant plusieurs coups de mousquet dont il tomba mort, ainsi qu'un prêtre catholique qui étoit à ses côtés, & qui travailloit à sa conversion. Le roi étoit encore au siège de Montauban, lorsqu'il reçut la nouvelle de ce parricide ; car on ne douta point que le meurtre du sieur de Boesse n'eût été concerté avec son fils Mirambeau & son gendre Theobon ; l'un & l'autre donnerent un asyle aux meurtriers dans les villes où ils commandoient : & le connétable de Luynes dans sa lettre au duc de Montbason, qui fut rendue publique, les accuse ouvertement de ce crime, en disant, que le sieur de Boesse avoit été *assassiné par ses enfans, & par son gendre*. Le duc de Rohan a eu soin de déguiser dans ses mémoires une circonstance si odieuse, & il représente la mort de Boesse comme une juste punition de *sa perfidie*.

Cette mort fut le signal de la révolte de Monheur, de Gensac & de Sainte-Foi, qui ouvrirent leurs portes aux troupes protestantes, & qui se déclarerent contre le roi. Ce monarque irrité envoya ordre au maréchal de Roquelaure d'investir Monheur, & il résolut d'y marcher en personne.

Avant que de partir de Toulouse, Luynes obtint avec assez

Mercurie Fran-
çois t. 7.

Disgrace du pe-

1621.

re Arnoux, con-
fesseur du roi.

Lettre mss. sur
la disgrâce du pe-
re Arnoux dans
les mss. de Col-
bert, n°. 2. vol.
intitulé: *Affaires
de France.*

de peine, le renvoi du pere Arnoux confesseur du roi. Le connétable s'étoit apperçû que ce pere n'approuvoit pas toujours sa conduite, & peut-être fut-il par le roi lui-même qu'il exhortoit quelquefois ce prince à prendre connoissance de ses affaires, & à ne point se laisser conduire à l'aveugle par son favori. Luynes qui se confessoit au pere Arnoux, demeura exprès à Toulouse après le départ du roi, pour lui déclarer les intentions de sa majesté. Il ne manqua pas de lui dire, qu'il ne lui annonçoit qu'à regret une nouvelle si désagréable. Le pere Arnoux lui ayant répondu, qu'il ne devoit avoir aucune peine de lui signifier un ordre qu'il avoit sans doute sollicité: *Mon pere*, lui répliqua le connétable, *je vous dirai franchement la cause de tout ceci. J'ai connu que vous ne m'aimiez pas, & que vous aviez contre moi quelque dessein, que vous aviez traité avec le roi à mon préjudice, & que vous étiez résolu de passer plus outre. A cause de quoi j'ai prié sa majesté de trouver bon que moi n'ayant plus de confiance en vous, je fisse choix de quelque autre confesseur. Le roi m'a répondu, qu'il seroit bien-aise que je ne changeasse point, jusqu'à ce que me voyant résolu à cela, il m'a dit qu'il me laissoit en ma liberté, & que cela étant, il ne vouloit avoir autre confesseur que celui que j'aurois. Ce qu'il m'a commandé de vous faire savoir, afin que vous soyez assuré qu'il n'a nul mécontentement, dégoût, ni mauvaise volonté de votre personne, & qu'au contraire il en est très-satisfait. Je l'ai supplié très-humblement de ne faire aucun changement à ma considération, sans qu'il m'ait été possible de lui persuader.*

Le pere Arnoux lui demanda, s'il ne pourroit pas prendre congé de sa majesté. Luynes lui dit qu'il en parleroit au roi, qu'en attendant il n'avoit qu'à s'approcher de Grenade sans y entrer, & que le lendemain il lui feroit savoir la réponse de sa majesté, par le cardinal de Retz.

Le pere Arnoux se mit en route & s'arrêta proche de cette ville dans une abbaye appelée la Chapelle. Le lendemain le cardinal de Retz son intime ami vint le trouver de grand matin, & lui représenta qu'il se flattoit en vain de l'emporter sur le connétable, qui avoit prevenu le roi contre lui, & que le seul parti qu'il eût à prendre étoit de s'en retourner promptement à Toulouse, & de ne plus penser à la Cour. Le

pere Arnoux se retira, & le connétable étant arrivé à Nerac écrivit au pere Seguiran Jesuite, que la roi l'avoit choisi pour son confesseur à la place du pere Arnoux. Sa lettre est datée du 27 Novembre, il y parle fort avantageusement de tous les Jesuites en général & même du pere Arnoux en particulier, dont il assure qu'il estimera toujours la vertu. Il n'entre dans aucun détail sur les causes de son éloignement. Il se contente de dire : *Chacun philosophera sur ce changement à sa fantaisie ; mais je peux dire qu'il n'y a que la volonté du roi, lequel, quelque peu dégoûté, l'a désiré ainsi. Cela ne se doit point prendre autrement.*

1621.

Dupin, t. 4.
Lettre du connétable du 17 Novembre, mss. Colbert, n^o. 4.

On a prétendu que ce fut l'Abbé Ruccelai, qui aigrit le connétable contre le pere Arnoux, parce que ce pere avoit empêché le roi de lui donner l'archevêché de Sens. Bassompierre assure que le roi lui manda qu'il avoit été contraint d'abandonner le pere Arnoux à la haine de monsieur le connétable : Ce qui lui fut encore confirmé par une lettre de monsieur de Puiseux.

Lorsque le roi arriva devant Monheur, le siège en étoit déjà fort avancé par les soins du maréchal de Roquelaure & du marquis de Bassompierre. Le roi & le connétable se logerent au château de Longuetille. La compagnie des gendarmes du connétable fut mise dans Gontaut. C'étoit la plus leste & la mieux équipée de toute l'armée : mais elle ne se tint pas assez en garde contre la surprise. Un détachement de la garnison de Sainte-Foi vint attaquer à la pointe du jour le quartier qu'elle occupoit. Les huguenots ayant appliqué le pétard à une des portes de Gontaut, entrèrent dans la ville lorsque les gendarmes du connétable étoient presque tous endormis. Ceux-ci se retrancherent dans quelques maisons, & abandonnerent leurs chevaux & leurs équipages, dont les ennemis s'emparerent, & qu'ils conduisirent à Sainte-Foy. Cet échec mortifia extrêmement le connétable déjà chagrin de la levée du siège de Montauban, & encore plus de la diminution de faveur dont il s'apercevoit tous les jours. L'on envoya le duc de Luxembourg avec douze cents hommes de pié & quatre cents chevaux à la poursuite des ennemis : mais ils eurent le temps de rentrer dans la ville de Sainte-Foi avant qu'il pût les atteindre,

1621.

La présence du Roi hâta la prise de Monheur, qui se rendit à discrétion le 12 Décembre. On accorda la vie aux gentilshommes, & les soldats en sortirent le bâton à la main. A l'égard des habitans, sa majesté déclara qu'elle ne vouloit leur accorder aucune grace. Le 13 au matin, la ville fut abandonnée au pillage, après qu'on en eut fait sortir les femmes, les filles & les enfans. Les soldats en y entrant rencontrèrent le marquis de Mirambeau qui étoit à cheval. Ils le chargerent avec fureur, & il eût été massacré si le maréchal de Roquelaure n'étoit accouru pour le tirer de leurs mains. La garnison de Monheur n'étoit que de deux cents soixante hommes qui se retirèrent. Les troupes du roi mirent le feu à la ville après l'avoir pillée, & la plupart des maisons furent réduites en cendres.

Mort du connétable de Luynes.

Le siège de Monheur assez peu important par lui-même est devenu mémorable par la mort du connétable de Luynes. Il y fut attaqué d'une fièvre maligne, dont il mourut à Longuetille le 14, & selon d'autres le 15 Décembre, c'est-à-dire deux ou trois jours après la prise de Monheur. Il étoit âgé de 43 ans, & il ne parvint au comble des honneurs que la dernière année de sa vie. Il n'y avoit qu'environ neuf mois qu'il étoit connétable, & cinq qu'il exerçoit les fonctions de garde des sceaux.

Mem. mss.

Plusieurs crurent qu'il étoit mort de poison, comme si une fièvre pourprée n'étoit pas suffisante pour ôter la vie à un homme, sans avoir besoin d'être aidée ou procurée par une cause étrangère. Le marquis de Fontenai-Mareuil raconte qu'il avoit donné toute sa confiance à un medecin de Montpellier nommé Ranchin qui avoit été au connétable de Montmorenci, & qui contre l'avis des medecins de la cour ne le fit point saigner quoiqu'il eût une fièvre très-violente. On crut aussi que le chagrin avoit beaucoup contribué à sa mort; ce qui peut être vrai, quoiqu'il soit assez difficile de pouvoir l'assurer avec certitude.

» Cet homme si grand & si puissant, dit le marquis de
 » Fontenai-Mareuil, se trouva tellement abandonné dans sa
 » maladie & après sa mort, que pendant deux jours qu'il fut
 » à l'agonie, à peine y avoit-il un de ses gens qui voulût de-
 » meurer dans sa chambre. Les portes en étoient toujours
 ouvertes,

« ouverts, & y entroit qui vouloit, comme si ç'eût été le
 « moindre des hommes. Et quand on porta son corps pour
 « être enterré à sa duché de Luynes, au lieu de prêtres qui
 « priaient pour lui, je vis deux de ses valets jouer au pi-
 « quet sur son cercueil, pendant qu'ils faisoient repâître leurs
 « chevaux.

1621.

Sa fortune prodigieuse lui avoit attiré un grand nombre d'ennemis. On lui reprocha la levée du siège de Montauban. Les railleries & les satyres ne lui furent pas épargnées ; & il y a toute apparence qu'il ne se seroit pas fort embarrassé des discours de ses envieux, s'il avoit pu se promettre d'avoir toujours le même credit sur l'esprit du roi. Mais Louis ne l'eut pas plutôt fait connétable qu'il se repentit de l'avoir tant élevé, & qu'il devint en quelque sorte jaloux de son propre ouvrage ; jusques à regarder comme un rival capable d'obscurcir sa gloire & d'affoiblir son pouvoir, un sujet dont l'autorité ne subsistoit que par la sienne, & qu'il ne tenoit qu'à lui d'abaisser d'une seule parole. Les ennemis du connétable faisoient remarquer au roi, que Luynes & ses deux freres, dans l'espace de trois ans, étoient devenus ducs & pairs ; qu'ils partageoient entre eux & leurs parens presque toutes les forccs du royaume ; que leurs biens montoient à plus de trois millions d'or, & qu'ils étoient devenus si puissans que bientôt il ne seroit pas le maître de les abaisser quand il le voudroit. Le roi ne se contentoit pas d'écouter ces discours ; il prenoit plaisir à les répéter à d'autres. Le pere Arnoux fut le premier à qui il en parla ; ensuite il ne put s'empêcher de faire les mêmes confidences à monsieur de Puisieux.

T. 2.

Bassompierre raconte qu'après le siège de Saint Jean-d'Angeli, le connétable vint un jour chez le roi avec ses Suisses, & ses gardes qui marchaient devant lui, suivi de toute la cour, & des principaux officiers de l'armée. Louis qui l'aperçut de la fenêtre, dit alors à Bassompierre : *Voyez, Bassompierre, c'est le roi qui entre. Vous me pardonnerez, sire, reprit l'adroit courtisan, c'est un connétable favorisé de son maître, qui fait votre grandeur, & qui étale vos bienfaits aux yeux de tout le monde. Vous ne le connoissez pas, dit le roi, il croit que je lui en dois de reste, & veut faire le roi : mais je l'en empêcherai bien, tant que je serai en vie.*

1621.

Bassompierre sentit tout le péril d'une pareille confiance ; qui devoit naturellement lui attirer la haine du connétable , si elle venoit jamais à sa connoissance. Il répondit au roi : *Sire , vous êtes bien malheureux de vous mettre ces fantaisies dans la tête , le connétable l'est bien aussi de ce que vous prenez ces ombrages de lui , & moi je le suis encore davantage de ce que vous me les avez découvertes. Car , ajouta-t-il , un de ces jours vous vous querellerez ensemble , ensuite vous vous appaiserez , & vous ferez comme les maris & les femmes qui chassent les valets auxquels ils ont confié la mauvaise volonté qu'ils avoient l'un contre l'autre ; vous ne manquerez pas de dire au connétable , que vous m'avez fait part des mécontemens que vous avez de lui , & j'en serai la victime.* Le roi lui promit avec serment de n'en point parler à son favori , quelque raccommodement qu'il pût y avoir entr'eux. Il protesta qu'il ne s'en étoit encore ouvert qu'au seul pere Arnoux , & lui fit promettre de garder là dessus un profond secret , & de n'en parler qu'avec le pere Arnoux , lorsqu'il le lui ordonneroit.

Les mécontentemens du roi augmentèrent encore pendant le siège de Montauban , & toutes les fois qu'il voyoit Bassompierre en particulier , il ne manquoit jamais de se plaindre du connétable.

Le roi d'Angleterre avoit envoyé milord Hay en qualité d'Ambassadeur extraordinaire pour menager un accommodement entre le roi & les huguenots. Cet ambassadeur après avoir eu sa premiere audience du roi , se rendit à celle du connétable. Le roi appella Bassompierre , & lui dit en présence de Puisieux : *Voilà mylord Hay , qui va prendre l'audience du roi Luyne.* Bassompierre qui s'imaginoit qu'il n'y avoit que le pere Arnoux & lui qui fussent dans le secret , fut fort étonné de l'entendre parler ainsi devant Puisieux ; il fit semblant de ne pas comprendre ce que le roi vouloit dire. Louis qui s'aperçut de son embarras , tâcha de le rassurer en lui disant : *Il n'y a point de danger devant Puisieux , car il est de notre secret. Il n'y a point de danger , sire , reprit Bassompierre ? Je suis assurément perdu , car Puisieux est homme craintif & peureux , comme monsieur le Chancelier son pere , qui au premier coup de fouet confessera tout , & perdra ensuite tous les complices & adhérens.* Le roi se mit à rire , & lui dit que mon-

sieur de Puisieux étoit son ami , & qu'il pouvoit se fier à lui. Ensuite il commença à déclamer contre le connétable , dont il dit tout le mal qui lui vint à l'esprit ; il trouvoit sur tout à redire qu'il eût joint la charge de garde des sceaux à celle de connétable après la mort de du Vair. (a)

Bassompierre ayant entendu le discours du roi , en conclut que le connétable étoit sur le penchant de sa ruine ; il crut devoir l'en avertir , & s'étant trouvé quelques jours après dans le cabinet de monsieur de Luynes , il lui dit qu'il étoit trop son ami & son serviteur , pour ne pas lui représenter qu'il ne paroïssoit pas assez attentif à conserver la faveur du roi , dont les lumieres & les connoissances croissoient avec l'âge ; que plus il en avoit reçu de bienfaits & d'honneurs , plus il devoit s'appliquer à lui en marquer sa reconnaissance , & qu'il le conjuroit d'y faire une sérieuse attention , parce qu'il y alloit de l'intérêt de sa fortune. Le connétable après l'avoir remercié de ses avis , lui répondit qu'il connoissoit le roi , *jusques au plus profond du cœur* , » qu'il savoit les moyens par lesquels » il le falloit conserver aussi bien qu'il avoit su ceux de l'acquérir , & qu'il lui donnoit quelquefois exprès des petits » sujets de plaintes qui ne servoient qu'à augmenter l'ardeur » de l'affection qu'il avoit pour lui.

Je vis bien alors , continue Bassompierre , *qu'il étoit de la même trempe que tous les autres favoris* , qui s'imaginent que leur fortune sera éternelle , & qui ne connoissent leur disgrâce que lorsqu'ils n'ont plus aucun moyen de l'éviter.

Cette reflexion n'est peut être pas aussi juste qu'elle le paroît. Qui fait premièrement , si le connétable parloit sincèrement à Bassompierre , lorsqu'il se vantoit de connoître à fond les dispositions du roi , & de savoir les moyens de se maintenir toujours dans le même degré de faveur , quand même il auroit vû quelque changement dans l'esprit de son maître ? ne suivoit-il pas l'usage ordinaire des favoris , qui ne peuvent souffrir que les courtisans s'apperçoivent de la diminution de leur crédit , & qui sont presque toujours les derniers à en

(a) Il y a une faute en cet endroit dans les mémoires de Bassompierre , où l'on a mis le nom du garde des sceaux de Vic , pour celui de du Vair ; car il est certain que le connétable de Luynes prit les sceaux après la mort du garde des sceaux du Vair , & non pas après celle de de Vic , qui ne les eut lui même qu'après la mort du connétable. Voyez Duchesne , *histoire des chanceliers*.

1621.

convenir. Il paroît cependant que le connétable avoit une idée assez juste du véritable caractère de Louis XIII. qui ne cessa de se plaindre dans la suite, du faste & de la puissance du cardinal de Richelieu ; sans jamais pouvoir se résoudre à dire un seul mot pour la détruire, ni même pour la diminuer. Il auroit peut-être tenu la même conduite à l'égard du connétable, en lui laissant toujours la même autorité, & ne se réservant que la satisfaction de murmurer contre lui. Il lui dit un jour pour le chagriner, que la connétable sa femme étoit aimée du duc de Chevreuse, qu'elle épousa en effet avant que la première année de son veuvage fût expirée, & il se vanta ensuite à Bassompierre de s'être servi de ce moyen pour mortifier son favori. Bassompierre eut le courage de lui répondre qu'il avoit très-mal fait, & que c'étoit pécher grièvement, *que de mettre mauvais ménage entre le mari & la femme.* Le roi lui répondit : *Dieu me le pardonnera, s'il lui plaît ; mais j'ai eu grand plaisir de me venger de lui & de lui faire ce déplaisir.* Il ajouta, *qu'avant qu'il fût six mois, il lui feroit bien rendre gorge de tout ce qu'il lui avoit pris.* On ne peut gueres douter que Louis XIII. ne l'ait dit : mais la question est de savoir, s'il l'auroit fait.

Plusieurs écrivains ont affecté de décrier le connétable de Luynes, comme un homme d'un mérite fort au-dessous de sa fortune. Il est certain qu'il parvint à la dignité de connétable sans avoir eu le temps de la mériter par ses services : mais s'il n'avoit pas encore acquis beaucoup d'expérience dans le métier de la guerre, il savoit du moins consulter les plus habiles généraux & se les attacher. Il fit entreprendre mal-à-propos le siège de Montauban, parce qu'il compta trop sur des intelligences qui lui manquèrent : mais il ne fut pas le seul de son sentiment, il fut seulement cause que l'avis de quelques-uns des généraux l'emporta sur celui des autres. D'ailleurs, il remarque fort à propos dans la lettre qu'il écrivit au duc de Montbason, *que le feu roi, le plus grand capitaine des siècles passés, avoit attaqué cent places moins fortes que Montauban, sans les avoir prises.*

Le duc de Rohan dit, que le gouvernement de Luynes étoit *violent & absolu.* Le maréchal d'Estrées assure au contraire, qu'il étoit d'un *caractère doux.* Le premier n'a fait

attention qu'à la conduite qu'il tint à l'égard des huguenots ; & le second , qui s'embarraſſoit fort peu des intérêts de la religion protestante , n'a considéré sa conduite que par rapport aux gens de la cour & au gouvernement général du royaume.

1621.

C'est ainsi que nos intérêts sont pour l'ordinaire la règle de nos jugemens. Le duc de Rohan , zélé pour son parti , ne trouve que de la tyrannie & de la violence dans la guerre que le connétable entreprit pour le détruire. Cette guerre étoit cependant très-juste & même nécessaire ; à moins qu'on ne dise qu'il étoit de la bonne politique de laisser subsister dans l'état une espèce de république , toujours prête à combattre contre l'autorité de son souverain. Ce fut le connétable de Luynes qui lui porta les premiers coups ; il commença à lui enlever les places de sûreté qui faisoient toute sa force , & il fut proprement l'auteur du projet auquel le cardinal de Richelieu vint mettre la dernière main.

Le connétable de Luynes n'eut recours à la violence en faisant périr le maréchal d'Ancre & sa femme , que pour établir sa fortune. Quand il eut une fois l'autorité en main , il l'exerça toujours avec douceur ; & après l'avoir acquise par une action cruelle , il ne se servit plus que de sa prudence & de sa modération pour la conserver. Il gagna les seigneurs qui s'étoient déclarés en faveur de la reine mere , & il engagea cette princesse à demeurer à la cour , quand il s'aperçut qu'elle devenoit redoutable par le grand nombre de partisans que lui attiroient ses disgrâces. Il ne fit sortir de prison le prince de Condé , que lorsqu'il crut en avoir besoin pour l'opposer à Marie de Medicis. Il s'allia même avec l'évêque de Luçon , parce qu'il ne vouloit pas l'avoir pour ennemi , & il ne lui donna aucune part aux affaires du cabinet , parce qu'il ne vouloit pas non plus l'avoir pour rival. Enfin , il s'éleva au-dessus de tous les grands du royaume , & il vint à bout de triompher de leur jalousie sans les accabler. Une si grande fortune préparée & soutenue avec tant d'art & de conduite , ne fut certainement pas l'effet du hasard ; ni l'ouvrage d'un homme sans mérite. On assure que le roi fut peu touché de sa mort. Il est certain qu'il fit part de cette nouvelle à la

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

1621.

Bernard, l. 6.

Anecdotes du
card. de Richelieu, t. 1.

T. 7.

reine sa mere, par une lettre (a) écrite avec plus d'affection qu'il ne lui en avoit témoigné du vivant du connétable : mais il ne laissa pas d'accorder une faveur marquée aux deux freres de monsieur de Luynes. Ils eurent toujours quelque part à sa confiance ; & l'on prétend que ce fut à la sollicitation du duc de Luxembourg, que monsieur de Vic fut fait garde des sceaux.

On lit dans quelques historiens, qu'aussi-tôt que le connétable eut rendu le dernier soupir, il fut abandonné de tout le monde ; que tous ses meubles furent enlevés ; qu'il ne resta pas seulement un drap pour l'ensevelir, ni de quoi lui acheter un cercueil, & que ce fut l'abbé Ruccelai qui fournit aux frais de ses funérailles. Mais il paroît que ce récit a été au moins exagéré par ceux qui ne pouvant plus nuire au connétable, cherchoient à rendre ses freres odieux, en les accusant d'une ingratitude monstrueuse, à l'égard de celui qui les avoit élevés par son crédit à la plus haute fortune. On voit dans le mercure François, que le corps du connétable fut transporté à Tours, d'où il fut conduit à la terre de Maillé, qu'il avoit fait ériger en duché-pairie sous le nom de Luynes ; qu'il arriva à Tours le 11 Janvier ; que tous les corps religieux vinrent le recevoir ; qu'il étoit accompagné de Suisses & de gentilshommes en deuil ; élevé sur une espee de char, tiré par six chevaux, avec toutes les marques de sa dignité, & qu'il fut déposé dans l'église cathédrale, où l'on lui fit le lendemain un service magnifique, auquel le maréchal de

(a) Voici les propres termes de cette lettre, dont la copie se trouve dans le recueil des mss. de monsieur Tronçon, secrétaire du cabinet, qui se conserve à la bibliothèque du séminaire de saint Sulpice de Paris.

» Madame, vous apprendrez ici une
» mort assez subite de mon coulin le con-
» nétable, & jugerez aisément de l'en-
» nui que j'en reçois sans que je vous le
» représente. L'affection que j'ai vers
» vous plus forte que tout autre ressen-
» timent, ne souffre pas que mon esprit
» demeure davantage en ces tristes pen-
» sées, sans lui donner l'allegement que
» je reçois, en vous faisant part de tout

» ce qui m'arrive ; c'est aussi à l'instant
» que Dieu a disposé de celui qui étoit
» sien, que j'envoie le baron des Ous-
» ches vous en porter la nouvelle, qui
» ne peut partir de ma main sans vous
» assurer que le déplaisir que j'ai d'être
» éloigné de vous, me donne une envie
» extrême de retourner à Paris, ainsi
» que vous saurez plus particulièrement
» par ledit baron.

On trouve dans le même recueil les lettres que le roi écrivit sur le même sujet à la veuve du connétable, au duc de Montbazon son beau-pere, & à quelques uns de ses plus proches parens.

Souvré, le marquis de Courtenvaux, le chevalier de Souvré, le présidial & le corps de ville assisterent. Il est difficile de se persuader que de telles funérailles ayent été faites à Tours par l'ordre & aux frais de l'abbé Ruccelai, sans que les deux freres du connétable, dont l'un étoit le maréchal de Chaune, & l'autre le duc de Luxembourg, ayent songé à en faire la dépense.

1621.

Le prince de Condé n'eut pas plutôt appris la mort de monsieur de Luynes, qu'il partit de Paris pour se rendre à Bourdeaux, où il joignit la cour. Il trouva toute l'autorité entre les mains du cardinal de Retz, du comte de Schomberg & du marquis de Puisieux.

Etat de la cour après la mort du connétable.

Les deux premiers craignant que si le roi retournoit à Paris sans avoir disposé des sceaux, ils ne fussent rendus au chancelier, les firent donner au sieur de Vic, frere du fameux de Vic gouverneur de Calais.

Le 24 Decembre.

Monsieur de Bienne assure, que c'étoit *un médiocre sujet & un esprit foible*, qui par conséquent ne pouvoit leur être suspect. Monsieur de Puisieux désespérant d'obtenir le suffrage de ces deux ministres, n'osa redemander les sceaux pour son pere. Le roi eut quelque envie de les donner au président Jeannin : mais il avoit alors plus de quatre-vingts ans, & l'on fut persuadé qu'il auroit refusé une charge, dont il n'étoit presque plus en état de faire les fonctions.

Mem. de Bienne, t. 1.

Les ministres cherchoient à parler au roi le plus souvent qu'il leur étoit possible. Bassompierre s'aperçut que ce prince en étoit importuné : *Mon Dieu*, disoit-il, *que ces gens-là sont fâcheux ; quand je crois passer mon temps agréablement, ils me viennent tourmenter, & le plus souvent ils n'ont rien à me dire*. Bassompierre ne laissa pas tomber cette parole ; il représentâ au roi qu'hors les heures du conseil, les ministres ne devoient point le venir trouver sans être mandés ou sans l'avoir fait avertir auparavant qu'ils avoient quelque chose d'important à lui communiquer, afin de savoir l'heure où il jugeroit à propos de leur donner audience ; qu'il devoit agir en roi & ne pas se laisser traiter en écolier, ni souffrir que ses ministres vinssent comme des pédagogues lui donner la leçon quand il leur plairoit ; que les ministres du feu roi ne lui parloient jamais qu'aux heures qu'il leur avoit marquées, &

Mem. de Bassompierre, t. 2.

1621.

que si les siens venoient encore l'importuner , il falloit les renvoyer sans les entendre. Ce discours fit une telle impression sur l'esprit du roi , que le cardinal de Retz , le garde des sceaux de Vic & le comte de Schomberg étant entrés dans sa chambre sans qu'il les eût mandés , il continua à s'entretenir fort long-temps avec le maréchal de Praslain & Bassompierre. Les trois ministres se laisserent d'attendre , & ils engagèrent le prince de Condé à dire au roi qu'ils étoient venus pour tenir conseil. *Quel conseil , monsieur , reprit brusquement le roi , je ne les ai point mandés , je serois enfin leur valet ; ils viennent quand il leur plaît , & lorsqu'il ne me plaît pas. Qu'ils s'en retournent s'ils veulent , & qu'ils ne reviennent que quand je les manderai ; c'est à eux à prendre mon heure & à me l'envoyer demander , & non à moi à prendre la leur car je suis leur maître.*

Le prince de Condé fut fort étonné de cette réponse , qu'il alla aussi-tôt rapporter aux trois ministres. Egalement surpris & effrayés , ils prièrent le prince d'assurer le roi qu'ils n'étoient venus que pour recevoir ses ordres comme courtisans , & qu'ils supplioient sa majesté de leur dire un mot , après quoi , ils se retireroient. Le roi les fit approcher & se contenta de leur dire : *Messieurs , je m'en vais jouer avec cette bonne compagnie.* Ils lui firent tous trois une profonde révérence , & se retirèrent dans une consternation qu'ils avoient peine à dissimuler.

Le prince de Condé s'étoit uni avec eux pour empêcher la reine mere de rentrer dans le conseil & d'y introduire à sa suite l'évêque de Luçon. Ils ne doutoient pas que cette princesse , délivrée par la mort du connétable , d'un rival dangereux , ne cherchât à profiter de cette circonstance pour regagner la confiance de son fils. Luynes s'étoit toujours appliqué à rendre inutiles tous les efforts qu'elle avoit fait jusques alors pour y réussir. On proposa plus d'une fois à Marie de Medicis de s'en venger , en faisant périr le connétable par les mêmes voies dont il s'étoit servi pour se défaire du maréchal d'Ancre : mais elle rejetta toujours cette proposition avec horreur. On eut beau lui représenter qu'une pareille entreprise n'auroit rien d'odieux à l'égard d'un homme qui en avoit lui-même donné l'exemple , & qu'elle seroit regardée par
les

les personnes désintéressées, comme une juste représaille.

L'évêque de Luçon la détourna de ces conseils violens, dont il lui fit envisager le péril & les suites, & il aima mieux passer dans l'esprit de ceux qui les donnoient pour un partisan secret du connétable, que de les approuver.

1621.

Après la mort de ce favori, les ministres jugèrent que le vrai moyen d'empêcher que la reine mere ne tirât aucun avantage de cet événement, étoit de la tenir séparée du roi le plus long-temps qu'il seroit possible; dans cette vûe ils proposèrent au roi de rester dans les provinces jusqu'à ce qu'il se fût rendu maître des places occupées par les huguenots.

Hist. mss. de
Louis XIII.

La levée du siège de Montauban leur avoit tellement enflé le courage, que dès le 21 Novembre la ville de Montpellier s'étoit révoltée. L'on y publia une défense aux prêtres & aux religieux, de dire la Messe. Toutes les églises des catholiques furent abattues ou dépouillées. On mit plusieurs ecclésiastiques en prison. La plupart des religieux furent obligés de sortir de la ville, ou de s'y tenir cachés. L'exercice de la religion catholique fut pareillement aboli dans plusieurs autres villes, qui suivirent l'exemple de Montpellier, & l'on comptoit plus de trente-six églises en Languedoc, détruites par les huguenots, depuis que le roi avoit levé le siège de Montauban.

Le jour de la prise de Montauban, Louis avoit appris que la ville & le château de Royan après une résistance simulée, avoient ouvert leurs portes à monsieur de Soubise. Les ministres conseillèrent à ce monarque de ne point quitter les provinces où les huguenots avoient commis tous ces attentats, jusqu'à ce qu'il eût entièrement dompté ces rebelles. Mais le maréchal de Praslain, Bassompierre & quelques autres seigneurs lui ayant représenté que la saison étoit trop avancée pour faire des sièges, il prit la résolution de retourner à Paris, & de laisser le commandement de ses troupes au maréchal de Themines dans la haute Guienne, & dans la basse au duc d'Elbœuf.

La reine mere avertie de la marche du roi, envoya l'évêque de Luçon à Orleans pour le complimenter sur son heureux retour. L'évêque profita de l'occasion pour exhorter fortement ce prince à prendre lui-même en main les rênes.

1621.

du gouvernement. Il l'affura que la reine sa mere, loin de vouloir entrer en concurrence d'autorité avec lui, seroit la premiere à donner aux grands l'exemple de la plus parfaite soumission. Il ajouta, que si les dépenses de la guerre ne lui avoient point laissé de fonds pour récompenser ceux qui l'avoient servi, la reine offroit de lui remettre les gouvernemens d'Angers, de Chinon & du pont de Cé, dont il disposeroit comme il jugeroit à propos, parce qu'elle ne vouloit plus avoir d'autre place de sûreté que celle qu'il lui donneroit dans son cœur. Le roi parut touché de ce discours, & la reine mere instruite par l'évêque de Luçon des dispositions de son fils, dit publiquement qu'elle n'avoit plus rien à desirer, puisque l'obstacle qui la séparoit du roi ne subsistant plus, elle pourroit s'unir à lui sans opposition & sans réserve.

Mercur. Fran-
çois, A. 7.

Quoique les armes du roi eussent remporté des avantages considérables sur les huguenots, il y avoit à la cour & dans le conseil un grand nombre de seigneurs qui s'opposoient à la continuation d'une guerre civile, qui désoloit le royaume & qui coûtoit au roi des sommes immenses. On avoit demandé un secours extraordinaire à l'assemblée du clergé, qui se tint à Paris au mois de Juin 1621. d'où elle fut transférée à Poitiers, & ensuite à Bordeaux. Il fut arrêté dans cette assemblée, que le clergé assisteroit le roi d'un million d'or; & que pour trouver une grande partie de cette somme, on créeroit des offices de receveurs & controlleurs particuliers & provinciaux des décimes, à condition qu'elle ne seroit point employée à d'autres usages qu'au siège de la Rochelle. Cette ville étoit regardée comme la principale forteresse du parti. Les Rochelois levoient des troupes en leur nom; ils faisoient la guerre au roi sur terre & sur mer. Le duc de Rohan étoit l'ame & le chef de toutes leurs entreprises. Il étoit alors à Montpellier, où le maréchal de Lesdiguières envoya le sieur du Cros président au parlement de Grenoble, pour lui proposer un accommodement. L'arrivée de ce président donna de l'ombrage aux protestans; ils se persuaderent qu'il n'étoit venu que pour engager le duc de Rohan à les abandonner; ils craignirent de perdre leur chef, & pour mettre fin à la négociation du sieur du Cros, quelques-uns des plus fédé-

tieux résolurent entre eux de l'assassiner. Le ministre Suffrein fut un des principaux auteurs de ce complot, que l'on eut soin de cacher au duc de Rohan.

1621.

Les conjurés s'étant assemblés au nombre de quarante, vinrent trouver le président, & l'un d'eux prenant la parole, commença par lui dire : *Eh bien, monsieur le traître, vous êtes donc venu nous enlever monsieur le duc, qui seul est aujourd'hui le défenseur de la foi, & le protecteur des pauvres fideles. Vous avez sans doute conjuré notre ruine avec ce beau monsieur de Lesdiguières, à qui il ne tient pas que toute notre religion ne soit bouleversée en France ? Si nous le tenions ici, nous lui ferions porter aussi-bien qu'à vous la peine qu'il mérite.* Le président voulut se justifier : mais il n'eut le temps que de prononcer le mot de *messieurs* ; car il reçut à l'instant quinze ou vingt coups d'épée, dont il mourut sur le champ.

Le duc de Rohan désapprouva hautement le crime de ces assassins. Il eut même le crédit d'en faire pendre quatre. Les autres prirent la fuite, & on l'accusa d'avoir favorisé leur évasion. Il est certain que le duc de Rohan n'étoit pas capable d'approuver une action si indigne & si lâche : mais les chefs de parti sont souvent obligés de dissimuler des crimes, qu'ils ne sauroient punir sans commettre leur autorité & sans perdre des gens déterminés, dont ils ont besoin eux-mêmes pour se soutenir.

Le roi étant arrivé à Paris le 22 Janvier 1622. jugea à propos de partager entre différens seigneurs les gouvernemens qu'avoit eu le connétable de Luynes. Il donna celui de Calais au marquis de Palaiseau ; celui de Boulogne & du Boulonnois, au marquis d'Aumont ; celui de la Fere au sieur de Beaumont, premier maître d'hôtel ; & enfin celui de Picardie au duc d'Elbœuf. Le maréchal de Chaune obtint celui d'Amiens, en payant cinquante mille écus au prince de Condé.

1622.

Hist. mss. de Louis XIII.

L'évêque de Luçon voyant que les ministres s'obstinoient à exclure la reine mere du conseil, dans la crainte qu'il n'y entrât après elle, leur représenta qu'ils ne devoient pas confondre ses intérêts avec ceux d'une grande princesse, à qui le roi ne pouvoit refuser la place qu'elle demandoit ; ajoutant que pour lui il étoit fort éloigné d'y prétendre. Ils lui firent

La reine mere rentre dans le conseil.

1622.

comprendre qu'ils n'étoient pas la dupe de ses protestations ; & lorsqu'il s'apperçut qu'il ne viendrait jamais à bout de vaincre leur répugnance , & de dissiper leurs préventions, il conseilla à la reine mere de parler elle-même au roi , & de lui demander la place qu'elle avoit autrefois occupée dans le conseil. Elle le fit , & dès la premiere conversation qu'elle eut avec son fils , elle obtint ce qu'elle désiroit. Elle étoit convenue avec l'évêque de Luçon qu'elle ne parleroit pas de lui pour ne pas alarmer les ministres.

Marie de Medicis étant rentrée dans le conseil , s'y conduisit d'abord avec beaucoup de sagesse & de circonspection ; elle sembloit plutôt y assister pour écouter l'avis des autres , que pour faire valoir le sien. Elle évitoit sur-tout de se faire remarquer par la singularité de ses opinions, elle appuyoit toujours celle qui lui paroïssoit tendre le plus directement au bien de l'état. Elle s'appliquoit principalement à découvrir les inclinations du roi & à s'y conformer. Ce qui fit dire au prince de Condé, qu'il ne paroïssoit pas que la reine mere eût été appelée au conseil pour prendre part aux délibérations, mais seulement pour les autoriser par sa présence. Cependant la guerre continuoit toujours en Guienne & en Languedoc , où les protestans formoient sans cesse de nouvelles entreprises.

*Le roi prend la
résolution de con-
tinuer la guerre
contre les protes-
tans.*

Clerac fut surpris par le marquis de Lusignan. Le duc d'Elbœuf de son côté, assiégea le château de la Force, & tua deux cents hommes au marquis de la Force qui s'étoit présenté pour secourir la place. On convint par un traité, que ce château demeurerait neutre. Monsieur de Soubise ravageoit le bas Poitou avec une armée de six mille hommes ; il s'étoit emparé des îles de Rié, du Perier, & de Mons qui lui servoient de retraite, & il se flattoit que l'on ne viendrait jamais à bout de l'en chasser.

On délibéra dans le conseil , si l'on ne feroit pas cesser au plutôt tous ces désordres par un traité de paix avec les huguenots, ou si l'on entreprendroit d'achever de les réduire par la force des armes. Le prince de Condé se déclara pour la continuation de la guerre ; il y étoit porté , premierement par l'extrême aversion qu'il avoit toujours eue pour les huguenots ; secondement, par l'espérance d'avoir plus de part au gouvernement pendant la guerre que pendant la paix, prévoyant que

le roi le nommeroit infailliblement son lieutenant général dans l'armée qu'il commanderoit en personne; enfin, par le désir de l'éloigner de la reine sa mere, du chancelier, & des anciens ministres qu'il ne pouvoit souffrir.

La reine mere instruite par l'évêque de Luçon, craignit d'être long-temps séparée du roi, s'il retournoit en Guienne & en Languedoc; elle tâcha de le détourner de ce dessein: mais elle eut beau lui en représenter le plus fortement qu'il lui fut possible, les inconvéniens & les suites; elle ne put jamais vaincre l'inclination naturelle que ce prince avoit pour la guerre, & le désir qu'il eut toujours de maintenir son autorité, ouvertement attaquée par des sujets rebelles. Marie de Medicis voyant qu'elle ne pouvoit l'empêcher de partir, prit la résolution de l'accompagner. En vain les ministres lui représenterent que les fatigues & les incommodités d'un si long voyage seroient capables d'altérer sa santé; elle ne parut pas fort touchée de leurs remontrances dont elle connoissoit le motif. Ils tâcherent alors de persuader au roi, qu'il étoit à propos que la reine sa mere demeurât à Paris, pour prevenir ou pour dissiper les troubles qui pourroient arriver pendant son absence; ils proposerent même de donner à cette princesse le commandement des troupes en deçà de la Loire: mais elle persista toujours à demander à son fils la permission de le suivre. Elle l'obtint enfin à force de sollicitations & de prières, & il ne fut plus question que de savoir, si le duc d'Anjou seroit du voyage. La reine mere s'y opposa fortement; elle représenta qu'il ne convenoit pas d'exposer à la fois les deux premieres têtes de la maison royale, aux périls de la guerre & à la vengeance des huguenots; & il fut décidé que le roi ne seroit accompagné que de la reine sa mere.

Comme on avoit besoin d'argent pour fournir aux frais de la guerre, on envoya au parlement douze édits burfaux, qui portoient création de divers offices & imposition de plusieurs nouveaux droits. Le parlement fit quelque difficulté de les enregistrer; le roi s'y rendit en personne le 18 Mars & y tint un lit de justice, dans lequel l'enregistrement fut ordonné. Le lendemain, le prince de Condé & le comte de Soissons allerent, l'un à la chambre des comptes, & l'autre à la cour des aydes, pour engager ces compagnies à enregistrer sans

difficulté les mêmes édits, qui furent vérifiés en leur présence.

1622.

*Démolition des
fortifications de
Quillebœuf.*

Le roi avant son départ reçut une députation de la ville de Rouen, qui demandoit que l'on rasât les fortifications de Quillebœuf, dont la vue alarmoit les vaisseaux qui remontoient la Seine pour apporter des marchandises jusques à Rouen, ce qui faisoit un tort considérable au commerce de cette grande ville.

Mercuré François, t. 7.

Louis leur répondit que son dessein étoit de faire raser non-seulement les fortifications de Quillebœuf, mais encore celles de toutes les places situées dans l'intérieur du royaume, & de ne conserver que celles des places frontières. On expédia ensuite un arrêt du conseil, qui ordonnoit au Parlement de Rouen de faire combler les fossés & démolir les fortifications de Quillebœuf.

Dupin, t. 7.

Le parlement donna aussi-tôt les ordres nécessaires pour l'exécution de ce projet : mais les habitans de Quillebœuf représenterent qu'ils alloient être exposés aux insultes des ennemis quand leur ville seroit démantelée, que les fortifications que l'on vouloit démolir avoient couté plus de six cents mille écus, dépense disoient-ils, que l'on n'auroit pas faite si on ne l'avoit crue absolument nécessaire. Et voyant que l'on ne paroissoit pas fort touché de leurs remontrances, ils en vinrent aux menaces, & ils déclarerent qu'ils feroient main-basse sur tous les ouvriers qui oseroient toucher à leurs remparts. Le duc de Longueville fut obligé de se rendre à Quillebœuf avec le premier président & six compagnies d'infanterie pour tenir les habitans en respect, & les fortifications furent démolies sans qu'ils pussent y mettre obstacle. On voit par-là qu'avant le ministère du cardinal de Richelieu, Louis XIII. avoit déjà conçu le projet de détruire les fortifications des places situées au dedans du Royaume, & que ce grand ministre eut seulement la gloire d'y mettre la dernière main.

Départ du roi.

Le roi avoit fixé le jour de son départ au lundi de la semaine sainte 21 de Mars : mais il partit dès la veille, & alla coucher à Berni. Il apprit sur le chemin d'Orléans un accident arrivé à la reine sa femme vers la mi-carême, qu'on lui avoit caché jusques alors. Cette princesse, grosse de six mois

étoit allée passer la soirée chez la princesse de Condé qui étoit incommodée; elle en sortit après minuit avec la connétable de Luynes & mademoiselle de Verneuil, qui la tenoient sous les bras. S'étant mise à courir elle tomba sur ses genoux, se blessa & fit une fausse-couche. Le roi surpris & affligé de ce malheur, s'en prit à la connétable de Luynes & à mademoiselle de Verneuil, qui sachant l'état de la reine auroient dû l'empêcher de courir. Il envoya de Toury un exprès à la reine pour lui dire qu'il ne vouloit plus que ces deux personnes fussent auprès d'elle, & il leur écrivit à chacune en particulier de ne plus paroître au Louvre. Il arriva le 22 à Orléans, & après y avoir fait ses Pâques, il descendit par eau jusques à Blois, où il prit pendant quelques jours le plaisir de la chasse, en attendant que le conseil & le reste de sa maison fussent arrivés. Il eut une grosse fluxion qui ne l'empêcha pas de donner audience à ses ministres. Son premier dessein avoit été de prendre la route de Lyon pour se rendre d'abord en Languedoc : mais on jugea plus à propos d'entrer dans le bas Poitou. Le comte de la Rochefoucault qui commandoit dans cette province avec deux mille hommes d'infanterie & deux cents chevaux n'étoit pas en état de résister aux forces de monsieur de Soubise. Il est vrai que le roi avoit ordonné au duc d'Epéron gouverneur de Xaintonge & d'Angoumois, au marquis de Saint-Luc gouverneur de Brouage & au comte de la Rochefoucault de se secourir mutuellement; & quand le duc avoit eu besoin des deux autres, ils n'avoient fait aucune difficulté de lui envoyer du secours : mais quand ils eurent besoin de lui il leur refusa les troupes qu'ils demandoient. Ils s'en étoient plaints au roi, qui avoit envoyé ordre au duc d'Epéron de marcher en Poitou. Mais ce duc qui n'aimoit pas à obéir, & qui ne suivoit que ses idées particulières avoit déclaré qu'il ne pouvoit abandonner ses gouvernemens, où sa présence étoit absolument nécessaire. Il avoit même maltraité de paroles le gentilhomme que le roi avoit chargé de lui expliquer ses intentions, & quoique ce gentilhomme fût revenu le trouver avec de nouveaux ordres, plus précis que les premiers, il n'avoit pas été mieux reçu, ni le roi mieux obéi. C'est ce qui fit prendre à Louis la résolution d'aller lui-même secourir

1622.

Mem. de Bel-
somp. t. 2.Mem. de Bel-
somp. t. 2.

1622.

le Poitou , afin d'entrer ensuite par la Guienne dans le Lan-
guedoc , au lieu de s'y rendre directement par le Lyonnais.

Il partit de Blois le 30 Mars , & en passant par Saumur où il arriva le 5 Avril , il ordonna que l'on démolît les fortifications que Dupleffis-Mornay avoit fait construire avec beaucoup de dépense au fauxbourg de la Croix-Verte. Il réunit le gouvernement de cette ville à celui d'Anjou , il en tira quelques compagnies du régiment de Navarre qu'il joignit à son armée , & il y établit une garnison de trois cents hommes d'infanterie commandée par le sieur d'Aiguebonne , & une compagnie de chevaux-légers du marquis du Bellay lieutenant-général de la Province. La démolition ordonnée par le roi fut entièrement achevée le 15 de Mai.

Le 10 Avril , Louis étoit arrivé à Nantes , où il ne demeura qu'un jour. La reine mere y tomba malade & se trouva hors d'état de l'accompagner. Il apprit que monsieur de Soubise étoit cantonné dans l'Isle de Rié , qu'il ne faut pas confondre , comme ont fait quelques historiens , avec l'Isle de Rhé qui est auprès de la Rochelle. Il fut résolu que l'on iroit le forcer dans ce poste , & qu'on l'attaqueroit par deux endroits. Le prince de Condé fut chargé de la première attaque , du côté de la digue du Perier ; & le comte de la Rochefoucault , de la seconde , du côté de Saint Gilles.

Le 15 Avril , le maréchal de Vitri entra dans l'Isle du Perier avec Zamet & Marillac maréchaux de camp , & en même temps le comte de la Rochefoucault s'avança du côté de Saint Gilles.

Le roi étoit au centre à la tête de sa gendarmerie. Il avoit auprès de lui le sieur du Hallier capitaine des gardes , le comte de Schomberg , messieurs de Courtanvaux & d'Humieres , tous deux premiers gentilshommes de la chambre ; les marquis de Nesle & de Mortemart , monsieur de Liancourt & quelques autres seigneurs de marque , avec lesquels il vivoit plus familièrement. Il se rendit à l'attaque du prince de Condé , & à minuit il traversa le canal de Bessé , large d'environ cinq cents pas pour entrer dans l'isle de Rié. L'infanterie avoit de l'eau jusques à la ceinture. Le roi étoit à cheval , ainsi que les seigneurs de sa suite. Les ténèbres de la nuit , les abîmes qui pouvoient être cachés sous les eaux , les décharges

ges que les ennemis auroient pû faire pour défendre l'entrée de l'isle , rendoient ce passage également difficile & périlleux : mais Louis étoit naturellement intrépide , & l'on peut dire qu'en cette occasion il montra qu'aucune espece de danger n'étoit capable de l'arrêter.

1622.

Monsieur de Soubise qui s'étoit retiré dans le bourg de Rié , n'attendit pas que ses retranchemens fussent attaqués. Dès qu'il fut que le roi approchoit , il se retira & abandonna son canon & ses équipages , où l'on trouva quantité de chariots chargés de cloches brisées , que les huguenots avoient enlevées en pillant les églises des catholiques. Son dessein étoit de se rendre à la Rochelle , & il avoit des barques toutes prêtes pour recevoir ses soldats : mais ils s'y jetterent avec tant de précipitation & de désordre , que plusieurs de ces barques coulerent à fond , d'autres ne purent voguer facilement parce que la marée étoit trop basse.

Ceux qui restèrent ou qui revinrent à terre furent chargés par les troupes du roi , qui en tuèrent plus de quinze cents , & qui firent environ six ou sept cents prisonniers. Soubise se rendit à la Rochelle avec environ quatre cents hommes. Les huguenots eux-mêmes ne purent s'empêcher de blâmer hautement sa conduite. L'on demanda au baron de la Motte-Saint-Seurin , gentilhomme protestant , pourquoi les troupes huguenotes avoient témoigné si peu de courage en cette rencontre : *C'est*, dit-il, *à notre général qu'il faut s'en prendre , il n'a jamais pû se résoudre à combattre, quelque chose que l'on lui ait dit.* Il ajouta qu'au dernier conseil qui s'étoit tenu , il avoit fait paroître tant d'irrésolution , que quelques-uns d'entr'eux avoient été tentés de le poignarder , voyant qu'il étoit sur le point de les abandonner.

Mercur. Franç.
çois, t. 8.

On trouva parmi les prisonniers plusieurs officiers qui servoient dans la garnison de Saint Jean-d'Angeli, lorsque cette place se rendit au roi , & qui par conséquent s'étoient formellement engagés par la capitulation à ne plus porter les armes contre leur souverain. Messieurs de Vendôme , de Schomberg & d'Humieres prièrent le roi de leur pardonner , ou du moins de les traiter en prisonniers de guerre : mais le prince de Condé s'y opposa fortement ; il représenta que ces prisonniers ne méritoient aucune grace après avoir violé les en-

1622.

gagemens qu'ils avoient pris , & qu'en Espagne de pareilles fautes ne demeuroient jamais impunies. Louis renvoya l'affaire au conseil, où il fut décidé que les gentilshommes seroient regardés comme prisonniers de guerre , mais que l'on traiteroit les soldats selon toute la rigueur des loix. On en conduisit à Nantes plus de cinq cents quatre-vingts. Il y en eut treize de pendus, & cinq cents soixante & quinze qui furent condamnés aux galeres.

Le roi après sa victoire ordonna au comte de la Rochefoucault d'assiéger le château de la Chaume, où il y avoit une garnison de cinq cents hommes , qui se rendirent le 18 Avril après la premiere sommation.

*Guerre de
Guienne.
Mercure Fran-
çois, t. 8.
Siège de Mon-
travel.*

Pendant que les armes du roi remportoient tous ces avantages dans le Poitou , les huguenots se défendoient en Guienne contre le duc d'Elbœuf. Il assiégea Montravel dont le fauxbourg fut forcé le 23 Fevrier par le capitaine Maillaillan, qui fut tué le lendemain d'un coup de mousquet , en faisant dresser une batterie. On battit en breche ; & la Motte-Gachon gouverneur de la place voyant qu'on alloit donner l'assaut, demanda à capituler. Le duc d'Elbœuf lui fit dire qu'il n'y avoit point de capitulation à espérer , & qu'il falloit se rendre à discrétion. Il aima mieux soutenir l'assaut, qui dura deux heures. Il y fut tué d'un coup de pique au travers du corps. Cent huit de ses soldats y périrent avec lui. La ville fut forcée, & tous ceux que l'on trouva les armes à la main furent passés au fil de l'épée.

Quatre officiers & soixante soldats de la garnison se cantonnerent dans une tour où il se défendirent. Les troupes du roi qui les attaquèrent furent repoussées avec perte : mais le lendemain voyant que l'on préparoit une seconde attaque plus vigoureuse que la premiere, ils capitulerent à condition que les quatre officiers seroient prisonniers de guerre, & que tous les soldats se livreroient à la discrétion du vainqueur, qui en fit pendre quelques-uns comme rebelles.

*Siège de Ton-
neins.*

Monsieur de la Force fut dédommagé de la perte de Montravel par la prise de Tonneins passage important sur la Garonne. Cette ville étoit en quelque sorte partagée en trois. La ville haute que l'on nommoit *Tonneins-dessus*, la ville basse, nommée *Tonneins-dessous*, & le château entre

deux. Le comte de la Vauguion qui en étoit seigneur s'y étoit renfermé avec une garnison que le roi lui avoit envoyée. Monsieur de la Force s'étant présenté devant Tonneins y fut reçu par les habitans qui étoient tous protestans , & qui se joignirent à lui pour assiéger le château. La garnison n'étoit pas assez forte pour le défendre long-temps. Après quelques jours de siège le comte de la Vauguion fut obligé de capituler : mais les habitans de Tonneins au lieu de garder la capitulation , se jetterent comme des furieux sur les soldats de cette garnison qui furent tous massacrés & jettés par les fenêtres. Le comte de la Vauguion fut excepté de ce massacre , & on le conduisit à Sainte-Foy où il demeura prisonnier. Monsieur de la Force laissa dans Tonneins son fils Montpouillant & le vicomte de Castets , avec quinze cents hommes d'infanterie choisis entre ses meilleures troupes. Le duc d'Elbœuf justement indigné de la conduite des habitans de Tonneins , résolut de faire un effort pour reprendre cette place. Il écrivit au maréchal de Themines, qui commandoit dans la haute Guienne , de le venir joindre , & après la jonction il marcha droit à Tonneins. Il fit d'abord attaquer la ville basse & le château , qui furent emportés , après que l'on eut forcé jusques à six barricades , & tué environ trois cents hommes aux ennemis. Montpouillant se retira dans la ville haute , dont le siège fut long & meurtrier. Le duc d'Elbœuf battit jusques à deux fois monsieur de la Force qui s'approcha de la place pour y jeter du secours , & les assiégés ne se rendirent que le 4 de Mai , quoique la ville basse & le château eussent été forcés dès le 15 de Mars. On mit le feu , par hasard , ou par malice , à la ville de Tonneins , qui fut entièrement réduite en cendres , ainsi que le château. L'incendie dura quatre ou cinq jours & il n'y resta plus que des ruines ; dont les plus hautes ne s'élevoient pas en quelques endroits à plus de trois piés de terre.

Le roi ayant chassé monsieur de Soubise du bas Poitou, se rendit à Niort & ensuite à Xaintes. Il avoit donné ordre au duc d'Epéron d'investir Royan avec un corps de quatre mille hommes. Le baron de Saint-Seurin frere de celui qui avoit été pris à l'attaque de l'isle de Rié , commandoit dans cette place.

Siege de Royan.

1622.

Les Rochelois s'étoient imaginé qu'il falloit au moins six mois pour la prendre. La garnison étoit nombreuse, la place défendue par un double fossé, taillé dans le roc, & entourée de la mer par deux côtés.

L'ancien fossé avoit vingt-deux piés de profondeur & quarante de large, & le nouveau étoit large de trente & profond de douze. Le château des seigneurs de Royan, de la maison de la Tremoille défendoit l'entrée du port ; & les huguenots, suivant leur usage, avoient eu soin d'ajouter de nouvelles fortifications aux anciennes. Le duc d'Epernon s'étant emparé du fauxbourg de Royan fit sommer Saint-Seurin de rendre la place, & l'invita en même temps à une conférence. Saint-Seurin muni d'un sauf-conduit le vint trouver avec quelques officiers de la garnison. Cette démarche déplut aux zelés du parti ; ils en informèrent l'assemblée de la Rochelle, qui craignit que Saint-Seurin ne se laissât gagner par le duc d'Epernon. Elle envoya promptement à Royan des officiers plus déterminés à rejeter toute espece d'accommodement, tels que Favas & la Noue. Ceux-ci ne furent pas plutôt dans la ville, qu'ils prirent des mesures pour en ôter le commandement à Saint-Seurin, & pour se défaire de ceux qu'ils croyoient capables d'entrer dans ses vûes. On cria dans toutes les rues : *vive Soubise*, & le lieutenant du gouverneur fut tué d'un coup de pistolet, sur le pont levis du château. Saint-Seurin étoit alors en conférence avec monsieur d'Epernon, & quelques-uns de ses officiers : on tira sur eux dix-huit coups de canons, qui par bonheur ne leur firent aucun mal. Saint-Seurin s'étant ensuite présenté pour rentrer dans la place, on refusa de lui ouvrir les portes, & on le renvoya chargé d'imprécations & d'injures. Le duc d'Epernon comprit alors qu'il ne viendrait pas à bout de soumettre Royan par la négociation, & il n'avoit pas assez de troupes pour la prendre par force.

Mem. de Bal-
somp. t. 2.

Le roi fut instruit de ce qui s'étoit passé à Royan en arrivant à Xaintes, il s'avança jusques à Saujon où le duc d'Epernon le vint trouver. On voulut engager ce duc à continuer le siège de Royan, & l'on lui offrit de renforcer le corps de quatre mille hommes qu'il commandoit : mais il refusa constamment de se charger d'une commission si difficile, quelque

chose que lui pût dire le prince de Condé, & il soutint toujours qu'il ne falloit rien moins que toute l'armée du roi pour prendre cette place. Il fut donc résolu que le roi iroit l'assiéger en personne avec toutes ses forces.

1622.

Les troupes se mirent en marche, & l'on s'assura en passant, de la ville & du château de Taillebourg. Le célèbre ingénieur Pompée Targon servit au siège de Royan, où l'on fit deux attaques. Le bastion de Soubise fut emporté à la première par le régiment de Navarre. Les assiégés y avoient fait une mine qui fut éventée. Ils en firent sauter une autre à la seconde qui emporta quantité de soldats & quelques officiers : mais il fallut enfin céder à la valeur des troupes du roi. Les rebelles demanderent à capituler le onze de Mai, c'étoit le sixième jour du siège depuis l'arrivée du roi. On leur accorda la vie & la permission de se retirer à la Rochelle.

Louis s'étoit comporté pendant le siège avec un intrepidité qui avoit fait trembler plus d'une fois pour sa vie.

Un jour il monta trois ou quatre fois sur la banquette de la tranchée pour reconnoître à découvert, & il s'y tint si long-temps sous le feu des ennemis, que les officiers qui étoient avec lui, fremissoient du péril où ils le voyoient exposé. Il régla lui-même le travail de la nuit suivante avec autant de présence d'esprit qu'un vieux capitaine, & autant de capacité que le plus habile ingénieur.

Pour retourner au camp, il falloit qu'il passât par un endroit que les ennemis connoissoient, & qu'ils savoient être à la portée de leur canon. Ayant apperçu la troupe des officiers & des seigneurs qui l'accompagnoient, ils firent une décharge, & il y eut un boulet qui passa deux piés au-dessus de la tête du roi. Bassompierre s'écria aussi-tôt : *Mon Dieu, sire, cette balle a failli vous tuer. Non pas moi, reprit le roi, mais monsieur d'Epéron.* Et ayant apperçu des gens de sa suite qui s'écartoient pour éviter le coup : *Comment, leur dit-il, vous avez peur que cette piece tire? ne voyez-vous pas qu'il faut auparavant que l'on charge de nouveau?*

Bassompierre, ajoute qu'il lui avoit toujours vû montrer le même courage dans des occasions très-périlleuses, & qu'il n'avoit jamais connu d'homme plus brave que lui. *Le feu roi*

1622.

Reddition de
Sainte-Foy.

son pere, dit-il, qui étoit dans l'estime que chacun fait, ne témoignoit pas pareille assurance.

Après la prise de Royan, Louis résolut de passer en Guienne, & de marcher droit à Sainte-Foi. Il envoya ordre au duc d'Elbœuf de s'approcher de cette place avec son armée, composée de vingt compagnies du régiment de Picardie, & quinze de celui de Piémont; six de celui de Chappes, cinq de celui de Villeroi, dix de celui de Riberac; & de trois nouveaux régimens, que l'on y ajoûta.

Le prince de Condé partit avant le roi, avec l'avant-garde de la grande armée, & en chemin il prit Gensac & quelques autres petites places. Le roi s'approcha ensuite de Sainte-Foy avec le reste de ses troupes. On savoit déjà que monsieur de la Force qui commandoit dans la place, songeoit à faire son accommodement avec la cour: mais on étoit persuadé que la vûe des troupes du roi réunies pour l'assiéger, ne contribueroit pas peu à l'y déterminer & à en rendre les conditions plus faciles. D'ailleurs, les seigneurs qui commandoient dans les villes huguenotes n'étoient pas toujours maîtres de les remettre au roi, sans le consentement de la garnison & des habitans, sur lesquelles les ministres protestans avoient souvent plus de crédit que les gouverneurs & les commandans eux-mêmes. Ainsi il étoit en quelque sorte de l'intérêt de monsieur de la Force, que toutes les troupes du roi fussent auprès de Sainte-Foy, pour lui faciliter à lui-même l'exécution de son dessein. Monsieur de la (a) Ville-aux-Clercs secrétaire d'état, fut chargé de traiter avec lui, & de lui offrir deux cents mille écus avec le bâton de maréchal de France. Il lui écrivit pour lui demander une entrevûe dans un endroit d'où il pût se retirer avec sûreté, en cas que l'accommodement n'eût pas lieu. La Force y consentit, & lui donna un rendez-vous à la Bouse qui n'est qu'à deux ou trois lieues de Sainte-Foy. Ils ne purent convenir de rien dans cette première conférence. Monsieur de la Force demandoit un accommodement général où tous les protestans fussent compris. On se sépara sans rien conclurre & sans rompre cependant la négociation; car on se promit réciproquement une autre entrevûe: mais monsieur de la Force déclara

Mémoires de
Brienne, t. 1.

(a) C'est ainsi qu'on appelloit alors monsieur de Brienne.

qu'il ne pouvoit plus s'éloigner de la place où il commandoit, depuis sur-tout que monsieur le Prince lui avoit fait savoir, qu'il comptoit l'assiéger incessamment. Il proposa donc à monsieur de la Ville-aux-Clercs de venir le trouver dans Sainte-Foy sur sa parole ; ce qui fut accepté. Le secrétaire d'état y étant entré, persuada enfin à monsieur de la Force, de faire un traité particulier pour lui & pour cette ville, sans parler en aucune sorte de l'intérêt des églises protestantes, d'autant plus qu'elles ne l'avoient autorisé par aucune commission à se mêler de leurs affaires.

Le gentilhomme qui avoit assassiné Boesse Pardaillan, étoit alors à Sainte-Foy. Il vint demander à monsieur de la Ville-aux-Clercs une abolition de son crime, qui lui fut refusée. On lui promit seulement la liberté de se retirer où il jugeroit à propos. Le prince de Condé souhaitoit fort que la ville se rendît avant l'arrivée du roi, & qu'elle fût remise entre ses mains : mais monsieur de la Ville-aux-Clercs, mécontent de ce que ce prince l'avoit accusé d'être dans les intérêts de monsieur de la Force ; ne voulut pas lui laisser cette satisfaction. Il courut en diligence à Montlieu où étoit le roi, pour lui faire approuver les conditions du traité, & il engagea monsieur de la Force à ne remettre la place qu'à sa majesté. Il revint ensuite à Sainte-Foy, où il trouva que les ministres protestans avoient soulevé le peuple, qui ne vouloit pas entendre parler d'accommodement. On lui dit en même temps que monsieur de la Force étoit tombé malade, & il craignit que ce ne fût une maladie feinte, pour se dispenser de tenir les conditions dont on étoit convenu : mais il apprit bien-tôt que cette maladie n'étoit que trop réelle ; c'étoit une fièvre violente, dont monsieur de la Force pensa mourir peu de jours après.

Monsieur de la Ville-aux-Clercs ne fut pas sans inquiétude, quand il se trouva au milieu d'une populace séditieuse & continuellement animée contre la cour, par les déclamations des ministres. Il tâcha de faire entendre raison aux principaux habitans & aux troupes de la garnison, & leur représenta tout ce qu'ils avoient à craindre de la colere d'un grand roi qui marchoit contre eux avec toutes ses forces, s'ils persistoient plus long-temps dans leur révolte. Il se retira ensuite dans la

1622.

maison qu'on lui avoit préparée, où il ne passa pas une nuit fort tranquille. Le roi s'approchoit en effet, & il vint loger dans le château de Saint-Aulaire; la crainte de ses armes fit sans doute plus d'effet, que tous les discours de son secrétaire d'état. Le lendemain au matin, on vint dire à monsieur de la Ville-aux-Clercs, que les ministres demandoient à lui parler. Il se crut perdu. Il savoit qu'il n'y avoit point d'attentat dont ils ne fussent capables, dans les accès de fureur que leur inspiroit quelquefois leur attachement outré pour les intérêts de leur secte; & il fut agréablement surpris, quand ils se contenterent de lui demander la permission de se retirer dans telle ville qu'ils voudroient choisir parmi celles qui obéissent au roi. Il la leur accorda sur le champ, & il fut fort aise d'en être délivré. Leur éloignement volontaire joint aux approches du roi, rendit la négociation plus facile. Monsieur de la Force revint de sa maladie, & il signa son traité d'accommodement pour lui & pour la ville de Sainte-Foy. Celle de Montflanquin, dont il étoit maître, y fut aussi comprise. On leur accorda une abolition générale pour le passé, un aveu de toutes les élections, jugemens & condamnations qui s'étoient faites dans la ville de Sainte-Foy depuis le premier Février 1620. le libre exercice de la religion protestante conformément aux édits de pacification. On leur promit de leur laisser leurs munitions & leur artillerie. Ils demanderent à être déchargés du passage de l'armée du roi, attendu leur extrême disette, ce qui leur fut accordé. A l'égard de monsieur de la Force, il eut le bâton de maréchal de France, & deux cents mille écus.

Monsieur de la Ville-aux-Clercs présenta au roi, Pierre de Caumont baron d'Aymet, fils de monsieur de la Force, qui devoit servir de caution de la fidélité de son pere. Le prince de Condé & le duc d'Elbœuf entrèrent dans Sainte-Foy le 24 de Mai, & le lendemain le roi y vint lui-même. La fête-Dieu qui arrivoit cette année le 26 de Mai, y fut célébrée avec une pompe extraordinaire. Le roi après avoir entendu la Messe où il communia, assista à la procession, avec tous les ministres & tous les chevaliers de l'ordre, chacun un cierge à la main. (a) L'archevêque de Tours premier aumônier

(a) Bertrand Deschaux.

y porta le Saint Sacrement , assisté d'une grande partie du clergé de Perigueux que l'on avoit fait venir exprès. Le dais fut porté par le prince de Condé , par les ducs d'Uzès , & de Retz , & par le maréchal de Prasslain.

1622.

Le roi partit de Sainte-Foy le 28 de Mai , & en attendant la démolition des fortifications , il y laissa pour la sureté de la ville le sieur de Beaumont , avec quelques troupes de son régiment & de celui de Villeroi. Le sieur d'Andrault conseiller au parlement de Bourdeaux , eut ordre d'y demeurer en qualité d'intendant de justice.

Le roi avant que de quitter Sainte-Foy , donna le bâton de maréchal de France au marquis de la Force (a). Cette promotion ne plut pas au prince de Condé ; il se plaignit de ce que l'on récompensoit ainsi les rebelles , tandis que l'on laissoit sans récompense les plus fideles serviteurs de sa majesté , tels que monsieur de Schomberg , qui outre sa charge de sur-intendant des finances , exerçoit encore avec beaucoup de succès celle de grand maître de l'artillerie ; & monsieur de Bassompierre qui étoit premier maréchal de camp & colonel général des Suisses , & qui avoit rendu de si grands services au pont de Cé , dans les derniers sièges , à la défaite du secours de Montauban , & à celle de monsieur de Soubise dans l'isle de Rié.

Le roi ne douta pas que Bassompierre n'eût chargé monsieur le prince de lui faire cette remontrance : cependant si l'on en croit Bassompierre lui-même , le prince avoit parlé de son chef. Il assure dans ses mémoires , qu'il ne pensoit nullement alors à obtenir le bâton de maréchal de France , qui lui paroissoit une charge trop sérieuse pour la vie dissipée qu'il avoit menée jusques alors à la cour , & qu'il vouloit continuer encore quelques années. Le roi qui l'aimoit & qui le croyoit fort en colere lui dit , pour l'appaiser : *Bassompierre je fais que vous êtes fâché de ce que je fais maréchal de France monsieur de la Force , & que monsieur de Schomberg & vous , vous en plaignez avec raison : mais ce n'est pas moi qui en suis cause , ci bien monsieur le Prince qui me l'a ainsi conseillé pour le bien de mes affaires , & afin de ne laisser aucune chose der-*

(a) Le 27 Mai.

1622.

riere moi en Guienne, qui m'empêche de passer promptement en Languedoc.

Louis persuadé que le prince de Condé ne lui avoit parlé sur la promotion de monsieur de la Force, qu'à la sollicitation de Bassompierre, fut bien-aïse de lui apprendre que celui-là même à qui il s'étoit adressé pour porter ses plaintes, avoit été le premier auteur de l'espece d'injustice dont il se plaignoit.

Il lui dit ensuite, *avisez ce que vous voulez que je fasse pour vous, que j'aime & que je tiens pour mon bon serviteur.* Bassompierre répondit au roi, qu'il étoit fort éloigné de trouver à redire à la grace que l'on venoit d'accorder à un vieux seigneur expérimenté, dont il étoit ami, & à qui il savoit que le feu roi avoit destiné le bâton de maréchal de France, qu'il lui auroit infailliblement donné s'il eût encore vécu un mois; que si monsieur de la Force avoit été rébelle il ne l'étoit plus, & que rien n'étoit plus digne de sa bonté royale que d'oublier les fautes de ses serviteurs, & de ne se souvenir que de leurs services; que pour lui il n'aspiroit nullement à la charge de maréchal de France ni à aucune autre; qu'il ne vouloit recevoir des graces que de la seule volonté de sa majesté, sans jamais lui en demander, ni pour lui-même ni pour autrui; & qu'il la supplioit, *que sa considération ne lui fût jamais retarder aucune chose qui fût de sa volonté & du bien de son service.* Le roi parut touché de cette générosité; il l'en remercia, & l'assura qu'il pouvoit se reposer sur lui du soin de sa fortune.

Le comte de Schomberg n'eut pas la même retenue. Lorsque le roi lui parla de cette promotion, il le pressa vivement de lui accorder la même grace qu'à monsieur de la Force: mais il ne put jamais l'obtenir, quoi qu'il eût affecté de solliciter le bâton pour monsieur de Bassompierre, moins par un vrai désir de l'obliger, que pour autoriser la demande qu'il faisoit pour lui-même. Le roi qui s'apperçut de son artifice n'en devint que plus ferme à le refuser, & tout ce qu'il gagna par son importunité, c'est que Bassompierre fut fait dans la suite maréchal de France plutôt que lui.

Louis en partant de Sainte-Foy prit la route d'Agen, où il reçut les hommages du vieux duc de Sulli, qui lui remit

quatre petites places qu'il avoit acquises dans le Quercy ; savoir, Figeac, Cayrac, Cadenac & Carillac. On lui permit d'en retirer quantité d'armes & de munitions, qu'il fit transporter dans son château de Sulli. Le roi se rendit ensuite à Moissac, où il demeura deux jours pour attendre le canon & les équipages de son armée ; ce fut-là que le prince de Condé, le cardinal de Retz, & le comte de Schomberg ayant pris Bassompierre en particulier dans le cloître de l'abbaye, lui firent de grandes plaintes de la conduite de monsieur de Puisieux, que le prince de Condé haïssoit extrêmement. Ils lui dirent » qu'ils ne pouvoient plus souffrir l'insolence de » cet homme, qui n'étant que secrétaire d'état, avoit plus de » privauté avec le roi que monsieur le prince même ; qu'il » mettoit mal avec sa majesté ceux d'entre eux qu'il vouloit » perdre, qu'il faisoit des négociations à part sans les leur » communiquer ; & que les résolutions prises au conseil demeurent sans exécution, à moins qu'il ne les eût précédemment approuvées.

Ils le prièrent de se joindre à eux pour le faire éloigner, & lui proposerent de prendre la place de favori, qui étoit demeurée vacante depuis la mort du connétable de Luynes. Bassompierre qui étoit ami de monsieur de Puisieux, refusa d'entrer dans leurs vûes ; il fit réflexion qu'ils ne lui parloient peut-être que pour découvrir ses véritables sentimens & pour savoir s'il aspirait à la première faveur, afin de le décrier dans l'esprit du roi, comme un ambitieux qui vouloit s'emparer du gouvernement ; qu'après s'être servi de lui pour satisfaire leur animosité particulière contre monsieur de Puisieux, ils chercheroient bien-tôt à le ruiner lui-même, & qu'ils ne seroient pas gens à le laisser tranquille dans la place de favori, s'il venoit jamais à bout de l'occuper : ainsi il rejetta leurs offres avec fermeté. Il leur dit, *qu'il n'avoit jamais oui parler d'aucun prince qui prît des favoris par arrêt de son conseil ; que le roi étoit maître de sa confiance, & que s'il jugeoit à propos d'en donner une particulière à monsieur de Puisieux, personne n'étoit en droit d'y trouver à redire.* Monsieur le prince voulut insister en lui disant, que quand, pour conserver l'amitié de monsieur de Puisieux, il auroit perdu la sienne & celle des autres ministres, il auroit tout le loisir de s'en re-

1622.

pentir, & qu'il n'y auroit plus moyen d'y revenir. Bassompierre répliqua qu'il ne voyoit dans l'affaire qu'on lui proposoit, ni raison, ni apparence; qu'il seroit extrêmement affligé de perdre l'honneur de ses bonnes grâces, & ensuite celles des ministres: mais qu'il lui resteroit la consolation de ne les avoir pas perdues par sa faute, & qu'il n'acheteroit l'amitié de qui que ce soit au préjudice de sa réputation.

Le roi étant à Moissac fit le partage de ses troupes, & leurs assigna leurs différens départemens. Le duc de Vendôme qui étoit à Clerac, eut ordre d'aller investir Saint-Antonin avec les régimens de Piémont, de Vibraye, & de Vaillac. Zamet fut envoyé dans le bas Languedoc avec un corps de cavalerie pour joindre le duc de Montmorenci; l'armée du roi avoit ordre de se rassembler dans la plaine de Saint-Maurice, auprès de Piquecos. Quelques-uns des principaux officiers ne connoissoient plus l'endroit où étoit cette plaine, quoiqu'ils y eussent campé l'année précédente. Le roi qui s'en souvenoit parfaitement, se fit apporter des plumes, de l'encre & du papier, & il traça lui-même une carte du pays avec autant de promptitude & de facilité, qu'auroit pu faire le plus habile ingénieur; les chemins, les bourgs, les villages, & même quelques maisons particulières, dont le nom & la situation ne lui étoient point sortis de la mémoire, y étoient marqués tres-distinctement & avec la plus grande exactitude.

Il montra ensuite à ces officiers le lieu où ils devoient camper; ils admirèrent son ouvrage, & quand il vit que l'on s'empressoit de le louer, il voulut le jeter au feu. Mais l'historien Bernard qui étoit présent le supplia de lui donner cette carte, dont il pourroit faire usage en écrivant son histoire. Il la lui donna, & Bernard nous apprend qu'il la conservoit comme une pièce curieuse.

T. 2.

Dupin, l. 5.
p. 91.

Siège de Negrepelisse.

Le roi s'étant rendu de Moissac à Villemade, prit d'abord la résolution de faire attaquer Albiac (a): mais on apprit que cette ville étoit déserte, & que les habitans avoient emporté leurs meilleurs effets dans les places voisines; c'est ce qui fit prendre le parti de marcher du côté de Negrepelisse.

La prise de cette petite ville est devenue remarquable par les cruautés que l'on y exerça contre les habitans, qui furent

(a). Nommée Albiac, dans le journal de Bassompierre.

tous passés au fil de l'épée, sans distinction d'âge ni de sexe. On arracha les enfans du sein de leurs meres pour les égorger à leurs yeux, les femmes & les filles furent abandonnées à la brutalité du soldat; tout fut pillé ou saccagé, & l'on finit par mettre le feu aux maisons, qui furent toutes réduites en cendres en une seule nuit.

1622.

Ces cruautés ont été reprochées à Louis XIII. comme ayant été faites par ses ordres, & le Vaffor le plus satirique & le plus envenimé de tous les écrivains protestans, en a parlé comme d'une barbarie capable de flétrir à jamais la mémoire de ce prince. Quelques historiens du temps, témoins oculaires de ce qu'ils racontent, ne se sont pas expliqués là-dessus avec tant d'aigreur. Tous conviennent des principaux faits: mais plusieurs n'attribuent ces cruautés qu'à l'emportement du soldat, qui agissoit sans ordre & contre la volonté du roi, & qui ne faisoit que suivre les mouvemens de sa propre fureur. Ils diminuent le nombre de ceux qui périrent; ils prétendent que l'on n'a jamais su, si ce furent les troupes du roi ou les protestans eux-mêmes, qui mirent le feu à la ville. Enfin, ils observent que les habitans de Negrepelisse, sans en excepter les femmes, avoient commis les premiers des violences & des attentats qui méritoient les plus sévères châtimens; on en jugera par le détail que l'on va faire, en rapportant les différens récits des historiens, & les opinions contraires qui les divisent.

L. 18.

Negrepelisse étoit une petite ville, située dans un pays fertile, dont les maisons bâties régulièrement, & les rues tirées au cordeau formoient un aspect fort agréable. Elle étoit si mal fortifiée, que pendant le siège de Montauban, les habitans malgré leur zele outré pour la religion protestante, ne purent empêcher que leur ville ne fût prise pour servir d'hôpital aux troupes du roi.

Puysegur raconte » que l'apothicaire de la ville avoit four-
» ni les drogues pour les blessés pendant qu'on y tenoit l'hô-
» pital durant le siège de Montauban, & qu'on l'accusoit d'a-
» voir empoisonné ses remedes, parce que ni malades ni blessés, ne guérissent point ». Il ne paroît pas que la vérité ou la fausseté de cette accusation ait été approfondie: mais un pareil soupçon répandu parmi les soldats de l'armée du roi,

1622,

suffisoit pour leur inspirer une extrême aversion contre les huguenots de Negrepelisse.

Bernard, l. 8.

Le régiment de Vaillac qui se trouvoit réduit à quatre cents hommes, y avoit été mis en garnison après le siège de Montauban. Cette petite garnison toute composée de soldats catholiques, déplut aux habitans qui étoient tous protestans. Ils résolurent de s'en débarrasser, les femmes mêmes entrèrent dans ce complot. En une nuit toute la garnison fut égorgée, chaque bourgeois massacra le soldat ou l'officier qui logeoit dans sa maison. Les uns périrent par les mains des hommes, & les autres par celles des femmes, lorsqu'elles étoient plus hardies & plus emportées que leurs maris. En même temps, pour faire croire que ces meurtres avoient été faits par des troupes ennemies qui s'étoient introduites dans Negrepelisse pendant la nuit, les habitans mirent le feu à un petard qu'ils avoient eu soin d'appliquer eux-mêmes à une des portes de la ville, qui se trouva brisée le lendemain matin : mais personne ne fut la dupe de cet artifice. On fut qu'aucun détachement ni de la garnison de Montauban, ni de celles des autres villes révoltées n'avoient marché vers Negrepelisse ; & les habitans de cette ville demeurèrent seuls chargés du crime qu'ils avoient commis. Ils s'attendoient bien à en être punis, & quand ils furent que le roi s'approchoit d'eux avec son armée, plusieurs se retirèrent à Montauban avec leurs meilleurs effets ; d'autres demeurèrent, parce qu'ils n'eurent pas le temps de les emporter ; d'autres enfin, saisis d'un esprit de vertige & de fureur prirent le parti de défendre une ville mal pourvue & mal fortifiée, contre une armée royale que le roi commandoit en personne, & à laquelle ils n'étoient nullement en état de résister.

On lit dans les mémoires de Pontis « qu'après la prise de » Sainte-Foy, l'armée alla droit à Saint-Antonin, où le roi » voulut se trouver en personne qu'ensuite le roi vint » avec toute son armée devant Negrepelisse, souhaitant de » puis près d'un an de se voir en état de pouvoir punir com- » me il le fit, la trahison barbare & inhumaine qu'avoit exer- » cé cette ville à l'égard de quatre cents hommes du régi- » ment de Vaillac, qu'on y avoit envoyés en garnison l'hy- » ver d'auparavant, & à qui les habitans couperent la gorge

» à tous en une nuit. Ce prince , ajoute l'auteur de ces mé-
 » moires , dès le moment qu'il en apprit la nouvelle , avoit
 » déclaré hautement qu'il les châtiroit tous de la même ma-
 » niere , *en ne pardonnant à qui que ce fût.*

Il raconte ensuite que tout étant disposé pour les deux at-
 taques ; » les généraux envoyèrent le sieur de Pontis vers le
 » roi sur le midi , pour recevoir le dernier ordre qu'il avoit
 » commandé que l'on vint prendre avant l'assaut ; qu'il trou-
 » va ce prince dans une méchante chaumière où l'on étouf-
 » foit de fumée , & où il étoit contraint de se renfermer à
 » cause qu'il se trouvoit indisposé ; que lui ayant dit que mes-
 » sieurs les lieutenans généraux l'avoient envoyé pour l'assu-
 » rer que toutes choses étoient en état , selon qu'il le leur
 » avoit commandé ; ils attendoient son dernier ordre. *Le voi-
 ci , dit le roi : C'est qu'on attaquera la ville comme j'ai dit par
 » les deux bouts , & que vous aurez tous quelque chose de blanc
 » attaché à vos chapeaux , de peur que vous joignant dans la
 » ville , vous ne vous tuassiez les uns les autres sans vous con-
 » noître ; car je vous commande de ne faire aucun quartier à au-
 » cun homme , parce qu'ils m'ont irrité , & qu'ils méritent d'é-
 » tre traités comme ils ont traité les autres.*

Le Vaffor n'a pas manqué d'insérer ce récit dans son his-
 toire , sans faire réflexion que les mémoires qui portent le nom
 de Pontis sont une espece de Roman , comme l'a fort bien
 prouvé l'auteur des mémoires chronologiques dans sa préfa-
 ce. Ce livre n'a jamais été écrit par le sieur de Pontis , mais
 par quelqu'un qui a jugé à propos de se servir de son nom
 pour former un suite d'aventures souvent imaginaires. On y
 remarque des fautes considérables contre la vérité de l'his-
 toire. L'auteur des mémoires chronologiques en rapporte
 plusieurs , & l'endroit que nous venons de citer en contient
 une des plus grossières qu'il n'a pas relevée ; c'est que l'on fait
 dire à Pontis , que le roi vint à Negrepelisse après avoir fait
 en personne le siège de Saint-Antonin ; quoiqu'il soit indu-
 bitable que ce prince n'assiégea Saint-Antonin qu'après s'être
 rendu maître de Negrepelisse. Ainsi , l'ordre si positif don-
 né par le roi au sieur de Pontis de ne faire *aucun quartier à
 aucun homme* peut être regardé comme une fable , ou du
 moins comme un fait qui n'est appuyé d'aucune autorité.

1622.

Le Vaffor prétend que *la place ne fut pas assiégée dans les formes ; parce qu'outre qu'elle n'étoit pas bien fortifiée , Louis vouloit l'emporter d'affaut , & faire passer tous les hommes au fil de l'épée.* Cependant si l'on en croit ceux qui étoient alors à la suite du roi & qui servoient dans son armée ; Louis comptoit si peu emporter cette ville d'affaut , qu'il y envoya ses maréchaux de logis & ses fourriers pour y marquer les logemens , comme dans une ville ouverte & qui n'étoit pas capable de faire la moindre résistance ; *chacun faisoit état d'aller coucher à Negrepelisse , dit l'historien Bernard , & l'on ne croyoit pas qu'il pût y avoir la moindre difficulté.* Bassompierre dit pareillement , qu'on étoit persuadé que cette ville étoit soumise au roi ; & Puysegur assure , que Negrepelisse *refusa le logement aux maréchaux des logis de sa majesté , & ne voulut pas ouvrir ses portes.* Bernard ajoute , que les fourriers du roi eurent à ce sujet *de très-grosses paroles avec les habitans , suivies du refus de les laisser entrer.* Le roi comptoit donc loger à Negrepelisse , & il ne l'assiégea que sur le refus que firent les habitans de lui ouvrir les portes ; il n'y vint donc pas avec un dessein formé *d'emporter cette ville d'affaut , & de faire passer tous les hommes au fil de l'épée.*

Cependant il est difficile de se persuader qu'il voulût laisser impuni le massacre de la garnison qu'ils avoient égorgée : mais il y a toute apparence que si les habitans l'avoient reçu dans leur ville , la punition qu'ils avoient si bien méritée se seroit faite avec plus de discernement & de modération.

Le roi ordonna à Bassompierre d'investir la place : Quoique ce prince fût alors attaqué d'un gros rhume , qui ne lui donnoit aucun repos ni jour ni nuit , Herouard son premier medecin eut peine à obtenir qu'il gardât le lit un jour ou deux , & qu'il ne se trouvât point aux attaques. Elles furent commandées en son absence par le prince de Condé , & par le maréchal de Praslain , qui fut déclaré lieutenant général de l'armée sous les ordres de monsieur le prince. Mais le roi se faisoit rendre compte de tout , il étoit logé dans une maison de payfan , où il n'y avoit qu'une chambre proche du toit qui se voyoit à découvert , à laquelle il falloit monter par une échelle ; au bas étoit un méchant cellier , dont on fit la salle des gardes.

Bernard, l. 8.

Les

Les batteries étant dressées eurent bientôt fait breche aux murailles de Negrepelisse, qui n'étoient pas des plus fortes. La ville étoit sans canon, & il n'y en avoit que dans le château. Lorsqu'on somma les habitans de se rendre, ils demanderent vingt-quatre heures pour délibérer, & sans attendre que ce terme fût expiré, ils tirèrent sur les troupes du roi, & se préparèrent à faire une vigoureuse défense. Les femmes même, plus opiniâtres & plus acharnées que les hommes, paroissoient sur les breches, & travailloient à les réparer avec un courage intrépide. L'auteur du mercure François prétend avoir vû des relations qui portoient que les assiégés, au premier bruit du canon, demanderent à capituler : mais qu'ils furent effrayés quand on leur répondit qu'il n'y avoit point de capitulation à esperer, & qu'on étoit résolu de les punir du massacre des quatre cents soldats du régiment de Vaillac qu'ils avoient égorgés. Ce fait est formellement contredit dans les mémoires de Bassompierre, où l'on lit que les habitans ne voulurent jamais se rendre, *non pas même parlementer*, quoiqu'on les y eût invités plus d'une fois, parce que l'on n'avoit pas envie de s'arrêter devant cette petite place.

Bernard assure que le cardinal de Retz conseilloit au roi de traiter ces malheureux avec douceur ; mais que le prince de Condé lui représentoit au contraire, que le crime qu'ils avoient commis méritoit un châtiment exemplaire ; & que pour appuyer son avis, il prit le breviaire du roi qui venoit d'entendre la Messe, & lui montra dans les leçons du jour, tirées de la Bible, que Samuel avoit ordonné à Saül de la part de Dieu d'exterminer tous les Amalécites, sans en épargner aucun, & que Saül fut puni pour avoir contrevenu à un ordre qui ne permettoit aucun délai, & qui ne souffroit aucune exception. Le roi convint qu'une rébellion si opiniâtre méritoit sans doute d'être punie avec la plus grande sévérité : mais, il ajouta, que la punition ne devoit tomber que sur les plus coupables. Il défendit sur-tout, s'il en faut croire l'historien Bernard, le viol & l'incendie : mais ses ordres furent mal exécutés, & il ne fut pas possible d'arrêter la fureur des soldats qui haïssoient extrêmement les habitans de Negrepelisse.

Cette ville fut emportée d'assaut le 10 Juin au soir, quoi-

Tome XIII.

Y y

1622.

que le canon du château tirât continuellement sur la breche. Le régiment des gardes y entra le premier, & tout ce qui se rencontra fut inhumainement massacré. On voyoit des meres qui tenant leurs enfans se fauvoient au travers de la riviere : mais elles trouvoient à l'autre bord des soldats furieux qui les massacroient sans misericorde. En une demi-heure tout fut exterminé dans la ville, & les rues étoient si pleines de morts & de sang, qu'on y marchoit avec peine.

Puysegur dit, que » tous les hommes furent tués à l'exception de dix ou douze qui avoient promis de payer rançon, » mais que le roi voulut avoir pour les faire punir ; que de » ce nombre étoit l'apothicaire, dont les remedes avoient si » mal opéré sur les malades & sur les blessés de l'armée du » roi pendant le siège de Montauban. » Que le roi leur dit, » qu'ils meritoient tous la corde : mais qu'au lieu de lui de- » mander pardon, ils prièrent pour toute grace qu'on les » pendît aux arbres de leurs jardins & dans leurs vignes, ce » qui leur fut accordé ; & qu'on les remit entre les mains du » grand prevôt, qui les fit pendre dans le lieu où ils sou- » haïtoient.

Bernard, l. 8.
Mercure Fran-
çois, t. 8.
Bassompierre,
t. 2.

Si l'on en croit les autres historiens, tous les hommes qui se trouverent dans la ville furent tués sans exception, & aucun ne fut épargné sur la promesse de payer une rançon : mais plusieurs se sauverent dans le château, qui se rendit le lendemain à discretion : & parmi ceux-là il y en eut dix ou douze de pendus, dont quelques-uns étoient des soldats qui avoient servi dans d'autres villes, & qui s'étoient engagés à ne plus porter les armes contre le roi. A l'égard de la demande qu'ils firent d'être pendus aux arbres de leurs jardins, Bernard ne l'attribue qu'à un seul homme, qui fut pris par les goujats de l'armée, au commencement du siège, proche d'une vigne qui lui appartenoit, & qui demanda qu'on le pendît à un noyer qu'il y avoit fait planter, ce qui fut exécuté sur le champ. On ne voulut pas détruire le château de Negrepelisse qui appartenoit au duc de Bouillon, le roi se contenta d'y mettre une garnison de cent hommes.

Siège de Saint-
Antonin.

Il partit ensuite pour aller joindre le duc de Vendôme qui assiégeoit Saint-Antonin. Cette petite ville qui sépare le Rouergue du Quercy étoit composée d'environ huit cents

maisons. Les montagnes qui l'environnoient de tous côtés en rendoient les approches très-difficiles. Le duc de Rohan l'avoit fait fortifier. Bernard assure que sans compter les habitans qui avoient tous pris les armes, il y avoit encore plus de quinze cents hommes de troupes réglées dans la ville. (a) Les huguenots avoient eu soin de rompre les chemins, qui n'étoient que des défilés fort étroits, & ils s'imaginoient qu'il feroit impossible d'y faire passer le canon; ils disoient que l'artillerie du roi avoit la goutte, & qu'elle ne se risqueroit pas à grimper sur les montagnes. Le comte de Schomberg qui la commandoit étoit fort sujet à cette maladie : il vint cependant à bout de surmonter tous les obstacles, & l'artillerie arriva par des chemins que l'on jugeoit impraticables.

Lorsque le duc de Vendôme accompagné du maréchal de Themines s'approcha de Saint-Antonin, les ennemis entreprirent de lui disputer le passage : mais les troupes du roi s'étant mises en bataille, il fut bientôt forcé. Ils firent des décharges redoublées qui tuèrent ou blessèrent quelques gentilshommes volontaires, & entre autres les sieurs de Lavardin freres, les sieurs de Saint-Simon, Berval, de Varicardville, de Bourdonné, de Leuville & de Bellebrune. Celui des deux Lavardin qu'on appelloit le sénéchal, fut le seul qui mourut de ses blessures.

Le roi arriva le 14 de Juin devant Saint-Antonin. Il alla lui-même reconnoître la place, à la portée du mousquet, & envoya un trompette sommer les habitans de se rendre. Ils répondirent qu'ils tenoient cette place pour le duc de Rohan & non pour le roi, & tirèrent sur le trompette, qui fut obligé de retourner au camp. L'auteur des mémoires de Pontis, dit que l'on attaqua la ville de Saint-Antonin, sans faire de tranchées, & *que l'on en vint tout d'un coup aux mains*. On lit au contraire dans les mémoires de Puysegur que *l'on ouvrit la tranchée*; & dans le mercure François, que *les tranchées furent ouvertes* par le régiment de Chappes. On voyoit sur les montagnes qui entouroient la ville, une infinité de gens qui y venoient pour considérer les travaux du siège. Bassompierre prétend qu'elle fut attaquée par l'endroit le

(a) Le mercure François réduit ce prenant les habitans.
nombre à mille deux cents en y com-

1622.

Lettres-mss. du
maréchal de
Saint-Géran.

plus difficile , malgré les raisons qu'il apporta au prince de Condé pour l'en dissuader. Monsieur de Marillac soutenoit que l'endroit le plus foible d'une ville étoit toujours celui où les ennemis faisoient le plus de fortifications. Bassompierre répondoit que cette maxime étoit vraie avant que la fortification fût faite : mais que cet endroit foible devenoit ordinairement le plus fort quand il étoit fortifié. Son avis ne fut point suivi & l'on eut tout lieu de s'en repentir. Le régiment de Normandie tenta vainement d'emporter un ouvrage extrêmement fort , il fut repoussé avec perte. Le lendemain le régiment des gardes attaqua le même retranchement avec aussi peu de succès. Le roi voulut être présent à cette seconde attaque , & il en approcha de si près que le duc de Retz qui l'accompagnait reçut une blessure au genou , dont il boita long-temps. Louis voyant avec chagrin ses troupes repoussées pour la seconde fois , consulta les principaux officiers de son armée sur les moyens de réparer cet affront. On convint qu'il falloit d'abord établir une mine sous le bastion , & l'attaquer ensuite avec plus d'ordre que l'on n'avoit fait jusques alors. La mine fit son effet , & aussi-tôt le sieur de Presse fils de monsieur de Nicolay premier président de la chambre des comptes de Paris , guidon de la compagnie des gendarmes du roi , monta le premier sur la brèche , dont il se rendit maître après un combat sanglant & opiniâtre , dans lequel les assiégés perdirent plus de deux cents hommes. Ils demanderent à capituler , & le premier consul nommé Martin vint trouver le prince de Condé , le duc de Vendôme & le comte de Schomberg , qui lui déclarerent qu'il falloit absolument se soumettre sans réserve à la justice & la clémence du roi , en se rendant à discrétion ; payer cent mille francs pour se racheter du pillage & recevoir une garnison de trois cents hommes , jusques à ce que leurs fortifications fussent entièrement démolies. On fit entendre au sieur Martin , que l'on étoit résolu de punir quelques-uns des plus séditieux , & qu'il y en auroit une quinzaine de pendus. Il craignit pour lui-même , & demanda en grace de n'être pas de ce nombre , ce qui lui fut promis. Il rentra dans la ville & assembla les principaux habitans dans le temple. Plusieurs étoient d'avis de ne point rendre la ville que le roi

ne leur eût fait donner une assurance par écrit d'avoir la vie sauve. Martin leur dit qu'il l'avoit demandée, mais qu'on ne lui avoit rien répondu, & que ce silence marquoit assez qu'il étoit impossible de l'obtenir; d'autres représenterent qu'il valoit encore mieux se soumettre à la clémence du roi, que d'exposer leurs femmes & leurs enfans à être passés au fil de l'épée, comme les habitans de Negrepelisse. Cet avis l'emporta. Ils se rendirent le 22 de Juin. Tous les soldats de la garnison qui n'étoient pas de la ville furent renvoyés sans armes. On arrêta parmi les habitans quinze des plus séditieux, & le lendemain il y en eut onze ou douze qui furent pendus sur le grand ravelin.

Le roi avoit reçu pendant le siège la nouvelle de l'arrivée de ses galeres à l'embouchure de la Garonne, & de la reddition de l'isle & du fort d'Argenton. Cette isle est située à une lieue de Blaye du côté de la mer. Les Rochelois s'en étoient emparés, & ils y avoient bâti un fort, d'où ils mettoient à contribution tous les navires qui passaient. L'argent qu'ils en tiroient étoit employé aux frais de la guerre.

*Prise du fort
de l'isle d'Argen-
ton.*

On en faisoit deux parts, dont l'une s'appelloit la part de monsieur de Soubise, & l'autre, la part de la cause & de la ville de la Rochelle. Ils tiroient encore d'autres avantages de la situation de ce fort, qui leur donnoit la facilité d'affamer la ville de Bourdeaux en arrêtant les bleds que l'on y conduisoit par mer, & d'interrompre le commerce de cette ville avec le Medoc & la Xaintonge.

On voit par là de quelle importance il étoit pour les Rochelois de se maintenir dans ce poste, & pour le roi de les en chasser.

Le comte de Joigny cadet de la maison de Retz, général des galeres, reçut ordre de se rendre avec dix galeres à l'embouchure de la Garonne pour enlever aux Rochelois l'isle & le fort d'Argenton. Il étoit parti de Marseille dès l'année précédente: mais les mauvais temps les avoient obligés de rester à Lisbonne pendant tout l'hyver. Il arriva enfin à la vue de ce fort avec ses galeres. Il fit sommer la Boësse, qui y commandoit en l'absence du sieur de Poyanne, de rendre la place, & de la remettre aux troupes du roi, sans quoi il étoit résolu de l'assiéger dans les formes. La Boësse demanda

1622.

deux jours pour répondre : mais pendant qu'il délibéroit , le duc de Luxembourg , nouvellement arrivé à Blaye dont il étoit gouverneur , somma de son côté le sieur de la Boësse de lui céder l'isle & le fort d'Argenton. L'on avoit amené à ce duc un des Gens du fort qui lui en avoit découvert les défauts , & lui avoit appris les moyens de s'en rendre maître. Les Rochelois avoient été si négligens ou si embarrassés des autres dépenses qu'ils étoient obligés de faire , que le fort d'Argenton étoit en très-mauvais état. On n'y avoit mis qu'une garnison de cinquante hommes. Le duc de Luxembourg avoit six vaisseaux Flamands qui portoient huit cents soldats , auxquels on donna de petites barques pour les mettre à bord.

La Boësse répondit à la sommation du duc de Luxembourg , qu'il étoit sur le point de conclurre son accommodement avec le roi , & qu'il demandoit dix ou douze jours pour en régler les conditions. Le duc ne lui donna que quatre heures , & la Boësse se voyant trop foible pour résister ne balança plus à se rendre.

Toutes ces conquêtes n'étoient pas à beaucoup près aussi difficiles que celles de Montpellier. Toute l'armée eut ordre d'y marcher , après qu'on eut détaché huit mille hommes , que le duc de Vendôme eut ordre de conduire aux environs de Montauban pour bloquer cette place , & pour arrêter les courses de la garnison.

Le roi partit en même temps de Saint-Antonin pour se rendre à Toulouse , où il arriva le 27 Juin , dans le dessein d'entrer dans le bas Languedoc. Il apprit à Carcassonne , que le maréchal de Lesdiguières avoit pris enfin la résolution de se faire catholique. C'étoit la seule qualité qui lui manquoit pour parvenir à la dignité de connétable. Le roi ne différa pas à la lui donner , & monsieur de la Ville-aux-Clercs eut ordre de lui en porter les provisions à Grenoble où il étoit alors , avec le collier de l'ordre du Saint-Esprit. On lui accorda même le privilège singulier de prendre le titre de connétable & d'en faire les fonctions , sans attendre qu'il en eût prêté le serment. Ce seigneur avoit la réputation d'être le plus grand homme de guerre qui eût été en France depuis plusieurs siècles. Sa conversion étoit regardée comme une perte consi-

*Le maréchal
Lesdiguières est
fait connétable.*

dérable pour les protestans , & une conquête précieuse pour la religion catholique.

1622.

On expédia dans la même ville des lettres datées du 15 Juillet , par lesquelles monsieur de Soubise étoit déclaré criminel de lèse-majesté au premier chef , avec ordre au parlement de lui faire son procès. Il avoit violé l'engagement qu'il avoit pris par la capitulation de Saint - Jean - d'Angeli , de ne plus porter les armes contre le roi , & il étoit allé en Angleterre pour implorer le secours de cette puissance étrangère. Cette démarche avoit irrité le roi , quoiqu'on n'eût pas lieu de craindre le roi d'Angleterre, dont on connoissoit l'humeur pacifique. Ce monarque avoit promis de garder une exacte neutralité entre le roi & ses sujets rebelles , & l'on comptoit d'autant plus sur ses promesses, qu'elles étoient conformes à ses inclinations ; ainsi les sollicitations de monsieur de Soubise auprès de Jacques I. avoient été sans effet. Il réussit mieux auprès de quelques seigneurs Anglois & Ecoissois , qui souffroient impatiemment le peu de zèle de leur roi pour les intérêts de la religion protestante. Ils lui fournirent des armes & des soldats dont il remplit jusqu'à neuf bâtimens qu'il prétendoit conduire à la Rochelle. D'autres disoient qu'avec cet armement , il avoit dessein de faire une descente dans la basse Normandie : mais une violente tempête qui s'éleva le 28 Juillet fit échouer tous ses projets. La plupart de ses navires furent brisés , & il revint à la Rochelle le premier Août , après avoir perdu presque tous ses équipages & sans avoir retiré beaucoup de fruit de son voyage d'Angleterre.

Le roi s'étant avancé jusqu'à Besiers le 14 Juillet , y attendit que les grandes chaleurs fussent passées avant que de se mettre en campagne ; cependant l'armée eut ordre de continuer sa marche du côté de Montpellier , dont le siège étoit résolu.

Le duc de Montmorenci tenoit déjà cette ville bloquée , & le 2 Juillet il avoit envoyé trois cents soldats moissonner les bleds des environs , qui appartenoient aux habitans. Son dessein étoit de les obliger à faire une sortie contre les moissonneurs , & de les attirer par - là dans une embuscade qu'il leur avoit préparée. Ils y furent trompés ; & lorsqu'ils apperçurent trois cents hommes épars dans la campagne , ils en firent sortir cinq cents pour les attaquer : mais ils tombèrent

1622.

dans le piège que le duc de Montmorenci leur avoit tendu. Ils se virent bien-tôt attaqués eux-mêmes par des forces supérieures, auxquelles il ne leur fut pas possible de résister. On en fit un grand carnage, & à peine en resta-t-il quelques-uns pour aller porter à Montpellier la nouvelle de leur défaite.

Monsieur Fenouillet évêque de cette ville étant venu saluer le roi à Besiers, prononça devant sa majesté un fort long discours pour l'engager à exterminer les huguenots, & à venger la religion des excès qu'ils avoient commis dans la ville de Montpellier. Ce discours fut imprimé & courut tout le royaume. Il est rapporté au huitieme tome du mercure François, & l'on y remarque de grands traits d'éloquence. Plusieurs trouverent à redire, de ce que ce prélat proposoit au roi d'entreprendre le siège d'une aussi grande ville que Montpellier pendant l'Automne, & ils alléguoient divers exemples de sièges commencés dans cette saison qui avoient ruiné des armées entières par les maladies, & qu'il avoit fallu lever. Mais quand la harangue fut prononcée, la résolution étoit déjà prise d'assiéger Montpellier; & ce n'est pas sur de pareils discours que les princes ont coutume de régler la marche & les opérations de leurs armées.

*L'armée de
Mansfeld entre
en Champagne.*

Le roi reçut à Besiers une nouvelle qui lui causa de grandes inquiétudes. Monsieur de Puisieux eut des avis certains que Christian de Brunswick administrateur de l'évêché d'Alberstat, & le comte Ernest de Mansfeld demandoient au duc de Lorraine, la permission de passer par ses états avec une armée formidable pour entrer en France. Tous deux s'étoient joints à Frederic électeur Palatin, contre la maison d'Autriche, pour lui aider à soutenir ses prétentions sur la couronne de Bohême: mais les victoires de Tilly les obligeoient à quitter l'Allemagne; & l'électeur qui avoit été contraint de se refugier en Hollande, désespérant de pouvoir enlever cette couronne à une maison si puissante, les avoit dispensés par un acte authentique, du serment de fidélité qu'ils lui avoient prêté. Christian de Brunswick, prince luthérien, étoit, de l'aveu de tous les historiens; un des plus méchans hommes de son siècle. Sans talent pour la guerre, il étoit plus redoutable par ses ravages que par ses belles actions. Il aimoit sur-tout à piller les églises, & il se

faisoit

faisoit appeller *l'ami de Dieu*, & *l'ennemi des prêtres*. Toujours battu quand il avoit affaire à des troupes réglées, il ne se trouvoit fort que contre ceux qui n'étoient pas en état de se défendre.

1622.

Ernest de Mansfeld passoit pour être fils naturel de Charles comte de Mansfeld, le défaut de sa naissance avoit servi de prétexte aux Espagnols pour lui refuser les grands biens que son pere possédoit dans le duché de Luxembourg; & ce fut pour se venger de ce refus, qu'il entreprit de soutenir les prétentions de l'électeur Palatin sur la couronne de Bohême. Il n'étoit ni catholique, ni protestant; & n'avoit pas un pouce de terre: mais par son courage & par son industrie, il étoit venu à bout de former un corps de troupes dont il dispoit à son gré.

L'armée de Mansfeld étoit jointe à celle de l'administrateur d'Alberstat, & ils paroissent se conduire par les mêmes vues, quoiqu'ils ne fussent pas toujours du même avis. Lorsqu'ils se virent dégagés du serment qu'ils avoient fait à l'électeur Palatin, ils pensèrent à se mettre au service de quelque autre prince. On prétend que Mansfeld s'offrit à l'empereur, qui refusa de se servir d'un homme aigri contre la maison d'Autriche, & dont la fidélité lui seroit toujours suspecte. Mansfeld fut donc obligé de quitter l'Allemagne avec Christian de Brunswick. Le maréchal de Bouillon qui étoit alors retiré à Sedan, s'imagina que le plus sûr moyen de sauver le parti protestant, prêt à succomber sous la puissance de Louis XIII. étoit d'attirer en France ces deux étrangers. Il fit part de ce projet au duc de Rohan, par un gentilhomme qu'il lui dépêcha secrètement. Le duc qui sentoît mieux que personne combien il lui seroit difficile, sans un secours étranger, de tenir plus long-temps contre les armes du roi, ne manqua pas d'agréer la proposition du maréchal de Bouillon, qui se chargea de traiter cette affaire avec les deux généraux que l'on vouloit gagner. Lorsqu'ils furent en Alsace, il leur envoya le sieur de Villeneuve-Cormont gouverneur de son fils aîné, qu'on appelloit le prince de Sedan, le capitaine Schmit & le ministre Durand, pour les engager à entrer en France, & à se déclarer en faveur des protestans.

Dupin, t. 21

Les députés du maréchal de Bouillon représentèrent à

1622.

Mansfeld & à l'administrateur d'Alberstat , que le meilleur usage qu'ils pussent faire de leurs troupes , c'étoit de les employer à secourir les protestans de France ; que le roi étoit à près de deux cents lieues de la frontiere de Champagne , occupé à faire la guerre dans le bas Languedoc , & que depuis le Rhin jusques aux Pyrénées , il n'y avoit aucune armée sur pié capable de les arrêter ; que l'on étoit dans une saison où toutes les rivières étoient guéables , & qu'il leur seroit facile de s'avancer jusques aux portes de Paris sans trouver aucun obstacle ; qu'ils ne seroient pas plutôt arrivés sur la frontiere qu'ils y trouveroient une armée protestante de dix mille hommes de pié , & de deux mille chevaux , qui ne manqueroient ni d'argent , ni de munitions , ni d'artillerie , & qui se joindroient à eux pour les seconder dans toutes leurs entreprises ; qu'ils obligeroient par-là le roi de France à faire la paix avec les protestans , & qu'une des premières conditions du traité seroit que ce monarque leur payeroit exactement toutes les sommes qui étoient dûes par lui & par ses prédécesseurs , à l'électeur Palatin , & dont cet électeur avoit été obligé de leur faire une cession. Qu'avec cet argent , joint au butin immense qu'ils auroient fait , ils pourroient revenir en Allemagne , & reprendre le Palatinat , que la maison d'Autriche avoit enlevé à son légitime souverain.

Ces raisonnemens étoient spécieux , & ils déterminèrent Mansfeld & Brunswick à entrer en France par la Lorraine. Ils demanderent au duc de Lorraine la permission de traverser ses états. Elle leur fut accordée , à condition qu'ils y passeroient comme amis : mais à peine y furent-ils arrivés , que leurs troupes mal payées & mal disciplinées y commirent des dégâts horribles , qu'elles auroient encore portés à de plus grands excès , si le comte de Vaudemont & le Prince de Phalsbourg n'avoient eu soin de rassembler avec une extrême diligence quatre mille hommes de pié , & mille cinq cents chevaux pour arrêter les ravages de ces brigands.

Dès que l'on fut qu'ils s'approchoient de la frontiere de Champagne , l'alarme qui se répandit dans cette province , parvint en peu de temps jusques à Paris. Le roi y avoit laissé la reine sa femme , avec le chancelier & une partie du conseil pour y commander en son absence. Elle dépêcha un

courrier au roi pour lui faire part de ses inquiétudes, & donna ordre au duc de Nevers qui étoit alors auprès d'elle, de se rendre promptement en Champagne, dont il étoit gouverneur, afin d'y donner les ordres nécessaires pour la sûreté de la province.

1622.

Le chancelier lui dit, qu'il alloit être chargé d'une des plus importantes affaires qui se fût jamais présentée en France; puisqu'il s'agissoit de sauver l'honneur de la couronne & d'empêcher la ruine entière de la province que le roi lui avoit confiée; que la reine manderoit à tous les gouverneurs des provinces voisines de rassembler toutes leurs forces, & de former le plus promptement qu'il seroit possible une armée capable de résister à celle de Mansfeld; qu'en attendant il pouvoit envoyer à ce général quelque homme de confiance, qui fût habile & intelligent pour reconnoître l'état de son armée, & pour savoir de lui quel étoit son dessein, & s'il vouloit déclarer la guerre au roi de France en prenant le parti de ses sujets rebelles, malgré les assurances qu'il lui avoit fait donner par un envoyé nommé Guichard, du desir sincere qu'il avoit d'entrer à son service & d'être son pensionnaire. Le chancelier ajouta, qu'il falloit tâcher d'entrer en négociation avec lui par diverses propositions, qui donnassent lieu de la prolonger, afin de ne rien omettre pour retarder autant qu'il seroit possible la marche de ces troupes étrangères, jusqu'à ce que l'armée que l'on alloit lever fût en état d'agir.

Le roi sur la premiere nouvelle qu'il reçut à Besiers, que les protestans imploroient le secours de Mansfeld, avoit fait expédier une déclaration, datée du 25 Juillet, par laquelle il étoit défendu à tous ses sujets protestans, de quitter leurs maisons pour se joindre à ceux de leur religion qui étoient actuellement en guerre avec sa majesté, ou aux troupes étrangères qui pourroient venir à leur secours.

Dès que le duc de Nevers fut arrivé en Champagne, il chargea le sieur de Montereau cornette de sa compagnie de chevaux-legers, d'aller trouver Mansfeld qui étoit encore au-delà de la Moselle & de la Seille. Montereau le trouva résolu d'entrer en France. Mansfeld lui en expliqua les raisons, & lui montra des lettres qu'il disoit être du duc de Bouillon, par lesquelles on le pressoit de venir en France, & de se

1622.

Mercure Fran-
çois, t. 2.

joindre aux huguenots , en lui promettant de grands avantages & un succès infailible. Montereau lui représenta que s'il prenoit ce parti , les troupes du roi viendroient l'attaquer de toutes parts & que son armée seroit bien-tôt détruite ; que pour peu qu'elle s'avancât dans le royaume , elle se trouveroit investie sans pouvoir retourner sur ses pas , & qu'elle auroit le même sort que les autres armées étrangères , que l'on avoit vû périr dans de pareilles expéditions ; que les protestans qui n'avoient point pris parti dans la guerre civile ne se détermineroient pas facilement à perdre la tranquillité dont ils jouissoient , & que ceux de cette secte qui étoient en guerre avec le roi étoient tellement affoiblis , qu'il n'avoit aucun secours à espérer des uns ni des autres ; que par cette démarche , il offenserait le plus grand roi de la chrétienté , qui trouveroit tôt ou tard le moyen de s'en venger ; qu'il lui seroit mille fois plus avantageux de mériter ses bonnes grâces en se mettant à son service , comme on lui avoit déjà proposé ; qu'ayant été élevé dans la religion catholique à laquelle il n'avoit pas encore expressément renoncé , il ne lui conviendrait pas de s'unir aux protestans de France , quoiqu'il eût fait la guerre avec ceux d'Allemagne pour se venger des Espagnols qui lui retenoient son bien. Mansfeld parut frappé de ces raisons. On prétend qu'il dit dans la suite à plusieurs personnes de qualité , qu'il n'avoit jamais eu dessein de faire la guerre à la France : mais comme il fut obligé d'en sortir , il est difficile de savoir si ce discours étoit conforme à ses véritables sentimens.

Il répondit à Montereau , qu'il étoit prêt d'entrer au service du roi de France , si sa majesté vouloit s'en tenir aux propositions dont on étoit convenu l'année précédente avec Guichard ; que si le roi vouloit prendre trois mille chevaux & six mille hommes de pié de son armée en lui laissant le surplus pour l'envoyer en Hollande ; il consentoit à les lui donner & à servir avec eux par-tout où l'on voudroit les employer , & sous tel général qu'il plairoit à sa majesté. Il demanda ensuite qu'on lui donnât deux cents mille écus d'argent comptant , le bâton de maréchal de France , & quelque terre auprès de Paris que l'on érigerait pour lui en comté ou en marquisat.

Montereau lui fit entendre, qu'il en demandoit trop. Mansfeld répliqua que l'archiduchesse lui faisoit des offres plus considérables; & Montereau pour ne pas rompre la négociation, lui fit espérer qu'il obtiendrait au moins une partie de ce qu'il demandoit par l'entremise du duc de Nevers: mais il falloit du temps pour faire part de ces propositions au duc de Nevers qui étoit à Châlons, à la reine & au chancelier qui étoient à Paris, & encore plus pour en donner avis au roi qui étoit à Besiers. Cependant le duc de Lorraine pressoit Mansfeld de sortir de ses états, & le sommoit de tenir la parole qu'il lui avoit donnée de ne s'y point arrêter. On convint qu'il en sortiroit, & qu'en marchant à petites journées il mettroit dix jours entiers à se rendre sur les bords de la Meuse, où il s'arrêteroit sans passer cette rivière jusqu'à ce que la réponse du roi fût arrivée; & que pendant ces dix jours de marche, on lui fourniroit une certaine quantité de pain de munition pour la subsistance de ses troupes.

Le duc de Nevers instruit de ces conventions, envoya le marquis de Trainel à Paris pour en faire part à la reine. Elle en témoigna beaucoup de satisfaction, & voyant que ce commencement de négociation lui donneroit du temps pour assembler des troupes, elle fit expédier des commissions pour de nouvelles levées. Elle écrivit aux gouverneurs de Bourgogne, de Picardie, & de Normandie, de réunir toutes leurs forces, & de lui faire savoir le nombre précis de soldats qu'ils étoient en état d'envoyer ou de conduire en Champagne. Le duc de Chaune gouverneur de Picardie, promit quatre mille hommes de pié & cinq cents chevaux, & il s'offrit d'avancer les frais nécessaires pour la levée de ces troupes. Le duc de Bellegarde gouverneur de Bourgogne manda, qu'il conduiroit en Champagne trois cents gentilshommes, & deux régimens d'infanterie. Le duc de Longueville gouverneur de Normandie, offrit pareillement ses deux compagnies de chevaux-légers, celle des gendarmes de monsieur de Matignon, & sept à huit cents gentilshommes volontaires. Il fut décidé que le rendez-vous de toutes ces troupes seroit à Château-Porcien; & le jour de la revue générale de cette nouvelle armée fut fixé au 26 d'Août. On régla que les ducs de Nevers & d'Angoulême en auroient le commandement; le pre-

1622.

mier devoit avoir de son côté , huit mille hommes de pié , huit cents gendarmes & chevaux-légers , avec deux cents carabins ; & le second , vingt mille hommes de pié , douze cents chevaux , & trois cents carabins.

Le duc de Bouillon fut bien-tôt averti des ordres donnés par la reine , pour la levée & pour le mouvement de ces troupes. Il fut aussi tous les articles du traité conclu entre Mansfeld & Montereau , & il comprit par-là , que tous ses grands desseins étoient sur le point de s'évanouir. Il envoya aussi-tôt Villeneuve-Cormont & Schmit à Mansfeld pour lui représenter , qu'il avoit eu tort d'écouter les propositions de Montereau , qui ne cherchoit qu'à le tromper & à gagner du temps jusqu'à ce que la cour de France eût mis une armée sur pié ; qu'au lieu d'employer dix jours à se rendre sur les bords de la Meuse , comme il en étoit convenu , il devoit plutôt précipiter sa marche & passer promptement cette rivière , afin de profiter de la consternation des peuples & du mauvais état où se trouvoient les places de Champagne ; que la cour de France étant bien résolue de ne rien tenir de ce qu'on lui avoit promis , comme il étoit aisé de le voir par les ordres qu'elle venoit de donner pour assembler des troupes , il n'étoit nullement obligé d'observer les conditions d'un traité frauduleux , qui n'avoit été fait que pour lui tendre un piège ; qu'il devoit plutôt s'avancer au plus vite pour assiéger Mouzon , & qu'il lui enverroit de Sedan les munitions nécessaires pour s'emparer de cette place , qui étoit presque sans défense.

Mansfeld gouta ces raisons ; ils donna ordre à son avant-garde de s'avancer jusques à une lieue de Mouzon , & de suivre les deux envoyés du duc Bouillon qui s'étoient offerts à lui servir de guides. Montereau ayant appris que Mansfeld s'avançoit avec beaucoup plus de diligence qu'on n'en étoit convenu , accourut aussi-tôt pour lui faire les reproches les plus vifs de ce qu'il manquoit à sa parole. Il le trouva en route , & il l'entretint à la portiere de son carrosse. Il lui représenta que l'on attendoit d'un moment à l'autre une réponse du roi dont il auroit lieu d'être satisfait ; que la reine & le conseil qui étoient à Paris faisoient espérer qu'il obtiendrait une partie de ce qu'il avoit demandé. Enfin il parla avec tant de

force , que Mansfeld fit revenir son avant-garde qui étoit déjà à quatre lieues de Mouzon , & qu'il ramena son armée au lieu d'où elle étoit partie. Montereau lui dit en le quittant qu'il alloit annoncer cette nouvelle au duc de Nevers. Mansfeld le pria de passer par Sedan , & de voir le duc de Bouillon. Montereau craignoit cette entrevûe , parce qu'il se doutoit bien que le duc de Bouillon n'approuveroit nullement ses négociations avec Mansfeld. Il s'excusa de passer par Sedan sous prétexte que ce seroit allonger son chemin , & que le duc de Nevers pourroit trouver mauvais qu'il eût fait une pareille démarche sans le consulter : mais Mansfeld le pressa si fort qu'il craignit de le mécontenter , & qu'il lui promit de voir le duc de Bouillon à Sedan , où il se fit conduire par le capitaine Schmit. Montereau s'attendoit à y être mal reçu , & il ne fut pas trompé dans ses conjectures ; dès que le maréchal de Bouillon l'aperçut , il lui demanda d'où il venoit & ce qu'il avoit négocié. Montereau voulut lui répondre : mais il l'interrompit , en lui disant qu'il étoit bien averti que monsieur de Nevers faisoit un traité sans pouvoir & sans permission du roi , & qu'il sauroit bien en empêcher l'effet. Il renvoya ensuite Montereau avec des paroles fort rudes , & lui ordonna de sortir promptement de la ville.

La relation citée dans le mercure François , ne dit point ce qui déterminâ Mansfeld à passer la Meuse. Il y a toute apparence qu'il le fit à la sollicitation du duc de Bouillon. Il paroît certain qu'il passa cette rivière le 8 d'Août. Il campa sa cavalerie aux environs de Mouzon , & se logea avec son infanterie au village de Lestange à une lieue de cette ville.

Comme il n'avoit aucune autorité légitime pour commander son armée , ses soldats n'étoient pas dociles. Il y en eut d'abord deux mille dans la cavalerie qui se mutinerent. Ils demandoient à quelle puissance ils appartenoient depuis qu'ils avoient cessé d'être au service de l'électeur Palatin ? où l'on vouloit les conduire ? à qui ils pourroient s'adresser pour être payés ? Cet esprit de révolte & de sédition se répandit jusques dans l'infanterie , & Mansfeld se vit sur le point d'être abandonné d'une grande partie de ses troupes ; il tâcha de les apaiser en leur promettant qu'elles seroient

1622.

payées fort exactement , & qu'il auroit soin de pourvoir à leur subsistance : mais il ne put empêcher que trois cents des plus mutins n'allassent trouver dom Gonfales de Cordoue dans le duché de Luxembourg.

Le duc de Bouillon avoit fait entendre à Mansfeld qu'il n'avoit qu'à se présenter devant Mouzon pour s'en rendre maître : mais il y trouva plus de résistance qu'il ne pensoit.

Le comte de Grand-Pré gouverneur de cette place se voyant menacé d'un siège , avoit fait travailler avec une extrême promptitude à réparer les fortifications qui étoient en fort mauvais état. Il avoit chargé le sieur de Cadenet , enseigne de sa compagnie , de lever en diligence un certain nombre de soldats , qui furent postés dans les ouvrages extérieurs.

Saint-Simon & Deformeaux capitaines de deux compagnies du régiment de Vaubecour qui étoient en garnison dans la ville , avoient eu ordre d'augmenter leur troupe & d'avoir jusques à deux cents hommes dans chaque compagnie. Le jeune marquis de Dampierre s'étoit jetté dans Mouzon. A peine la cavalerie de Mansfeld fut elle campée aux environs , que Dampierre sortit avec près de cent hommes suivi de Cadenet qui en avoit cinquante pour le soutenir. Il tomba sur un quartier des ennemis qui ne s'attendoient pas à être attaqués par une garnison si foible. On en tua soixante , plusieurs furent blessés , on leur enleva vingt chevaux & deux chariots que le marquis de Dampierre fit entrer dans la ville , où il revint sans avoir perdu que deux de ses soldats. Les capitaines qui commandoient dans les faubourgs firent , de leur côté , une sortie qui n'eut pas des suites moins heureuses ; ils tuèrent quarante hommes aux ennemis , & revinrent avec du bagage & des prisonniers.

Ces deux actions firent comprendre à Mansfeld , que les villes défendues par les François ne seroient pas faciles à prendre. Il manquoit d'argent ; il en avoit promis à ses troupes , qu'il avoit vû plus d'une fois sur le point de se débander , & il ne voyoit alors que le roi de France qui fût en état de lui en donner. Les réponses de Louis arrivèrent de Besiers. Il offroit à Mansfeld de prendre à son service deux mille chevaux & six mille hommes d'infanterie de son armée ,
de

de lui donner deux cents mille écus pour congédier le reste, & dix mille écus pour lui : mais on ne lui parloit ni de la dignité de maréchal de France qu'il avoit demandée, ni de la terre érigée en comté ou en marquisat qu'il vouloit avoir auprès de Paris. Mansfeld accepta cependant les propositions du roi, parce que dans les circonstances où il se trouvoit l'argent lui étoit absolument nécessaire : mais comme on avoit dessein de prolonger les négociations pour donner le temps à l'armée Françoisse de se former, on lui dit que le roi n'avoit besoin que de trois mille fantassins & de mille chevaux, & que ne donnant plus la même quantité de troupes dont on étoit convenu d'abord, il ne devoit pas s'attendre à recevoir la même somme ; il fut encore obligé d'y consentir. On proposa ensuite de réduire cette somme à soixante mille écus, en retenant les deux mille chevaux & les trois mille fantassins. La nécessité l'obligea malgré lui à se relâcher jusques-là, il demanda seulement que l'on payât à ses troupes le dernier mois de leur solde, sans toucher aux soixante mille écus, ce qui lui fut refusé ; & par là on gagnoit toujours du temps en prolongeant la négociation. Pendant que l'on traitoit ainsi avec Mansfeld, le duc de Nevers lui faisoit fournir du pain de munition pour ses troupes, mais en petite quantité ; & les soldats qui souffroient, cherchoient à vivre en pillant les villages, & désoloient toutes les campagnes.

Le onzième d'Août, Mansfeld eut une conférence avec le duc de Bouillon dans la prairie de Douzy. Ce duc lui montra les lettres de quelques seigneurs protestans, qui faisoient de grandes offres à Mansfeld, s'il vouloit se joindre à eux pour forcer le roi à leur accorder une paix générale à des conditions avantageuses pour leur parti : mais ces offres n'étoient pas suffisantes pour appaiser les murmures de ses soldats, qui manquoient de tout. Dès le lendemain deux mille cavaliers se séparèrent de leurs officiers, & vinrent en tumulte lui demander de l'argent. On prétend qu'en cas de refus, ils étoient résolus de se saisir de sa personne ou de son artillerie : mais il trouva moyen de prévenir leur mauvais dessein, & de mettre l'une & l'autre à l'abri de leurs insultes. Déchus de leur espérance, & ne pouvant obtenir ce qu'ils demandoient, ils abandonnerent l'armée pour passer dans le

1622.

Rhetelois, où ils brûlerent quelques villages qui appartenoint au duc de Nevers. Dans le même temps le prince de Brunswick se sépara de Mansfeld avec toutes ses troupes, qu'il conduisit à Sedan, après avoir pillé & brûlé vingt villages aux environs de Mouzon.

Mansfeld se trouva dans un grand embarras, il ne savoit quel parti prendre, & il n'osoit presque plus compter sur la fidélité de ses soldats.

Dom Gonfalez de Cordoue qui s'étoit avancé jusques à Yvoi, voulut l'attirer au service de la couronne d'Espagne, & il le vit plusieurs fois pour l'engager à y consentir : il fit même expédier une patente, par laquelle il offroit de recevoir favorablement ceux qui voudroient servir le roi d'Espagne, & promettoit d'obtenir une abolition pour ceux qui étant sujets de l'empereur, ou de la maison d'Autriche auroient encouru les peines portées par le ban de l'empire. Gonfalez montra cette patente au colonel Tournon, qui étoit un des principaux confidens de Mansfeld, en le priant d'engager son général à permettre qu'elle fût publiée dans son armée : mais Mansfeld rejetta cette proposition, & il aim mieux se mettre en quelque sorte sous la protection des François que de se livrer aux Espagnols. Il fit proposer une entrevue au comte de Grand-Pré, & lui demanda un asyle dans la ville de Mouzon, en lui offrant pour ôtage le duc de Saxe Weymar & huit pieces de canon. Le comte de Grand-Pré reçut les ôtages, & permit à Mansfeld de se loger dans le grand fauxbourg de Mouzon, persuadé qu'il étoit sur le point de conclure son traité avec le roi.

Cependant l'armée qui avoit ordre d'agir en Champagne commençoit à se former, & Mansfeld ne doutoit pas qu'aussitôt qu'elle seroit assemblée, la France ne rompît la négociation, pour employer contre lui toute la force de ses armes. Il ne jugea pas à propos d'attendre que cette armée fût prête pour l'attaquer ; elle devoit se rendre à château Porcien le 26 d'Août, il prit la résolution de sortir des terres de France le 23 ; & comme la négociation duroit toujours, il fit accroire au comte de Grand-Pré qu'il étoit enfin résolu de passer au service du roi, & que dans cette vue il vouloit aller à la Cassine. C'étoit un château situé à trois lieues de Mou-

zon qui appartenoit au duc de Nevers. Le comte de Grand-Pré le crut trop légèrement, & sans consulter le duc de Nevers qui seul pouvoit l'instruire du véritable état de la négociation, il lui rendit le duc de Saxe Veymar & ses huit canons, & le laissa sortir avec tout son équipage; mais Mansfeld, au lieu de prendre la route de la Cassine tourna du côté de Mezieres, & se rendit à Sedan. Il y joignit le prince administrateur d'Halberstat. Ils brûlerent leurs chariots, & prirent les chevaux qui les conduisoient pour monter une partie de leur infanterie; & le 25 d'Août ils partirent la nuit pour prendre le chemin de la Thierache. Ils firent une telle diligence que le 26 ils se trouverent sur la frontiere du Hainaut, où ils entrèrent le 27. Dom Gonzalez de Cordoue les y poursuivit avec six ou sept mille hommes d'infanterie & environ deux mille cinq cents chevaux: mais les avantages qu'il remporta sur eux n'appartiennent point à cette histoire.

Revenons à la guerre que le roi faisoit en personne aux huguenots dans le bas-Languedoc. Pendant qu'il étoit à Beziers, il chargea le prince de Condé, le comte de Schomberg & Bassompierre de prendre les devans avec l'armée, pour ôter aux habitans de Montpellier la communication qu'ils avoient avec ceux de Nîmes & des Cevennes. Il falloit pour cela s'emparer de Mauguio, de Lunel, de Maffillargues & de Sommieres. Mauguio fut assiégé par le duc de Montmorenci, & se rendit après deux jours de siège. Les huguenots voulurent y jeter quatre cents hommes: mais cette troupe fut attaquée & taillée en pièces par la cavalerie de l'armée du roi. Toutes les troupes du roi s'étant réunies eurent ordre de se rendre dans une plaine entre Lunel & Maffillargues. On assembla le conseil de guerre pour savoir laquelle de ces deux places on assiégeroit la premiere. Les avis furent partagés. Toiras capitaine au regiment des gardes qui étoit debout derriere monsieur de Bassompierre, voyant cette diversité d'opinions, lui dit à l'oreille: *Et pourquoi ne les pourroit-on pas assiéger toutes deux à la fois?* Bassompierre fut frappé de cette parole, & il proposa l'avis que Toiras venoit de lui suggerer. Il en fit sentir la possibilité & les avantages. On en revint à son sentiment, & il fut résolu que le maréchal de Praslain seroit

1622.

*Siège de Lunel
& de Massillargues,
& de Sommieres.*

Mem. de Bassomp. t. 2.

Mercure François, t. 8.

chargé d'assiéger Lunel, tandis que le duc de Montmorenci feroit le siège de Massillargues, qui ne se défendit que quatre jours. Lunel fut secouru, & reçut pendant la nuit un renfort de huit cents hommes : mais le canon ruina tellement les fortifications, que la ville se rendit le 8 d'Août. Le roi alla ensuite prendre possession d'Aigues-mortes qui lui fut remise par monsieur de Châtillon. Ce seigneur quoique petit-fils de l'amiral de Coligni, n'étoit pas regardé parmi les protestans comme un des zelés pour les intérêts de la secte, il inclinoit toujours pour le parti de la soumission. Cette opposition de sentimens l'avoit rendu suspect aux principaux chefs de la rébellion, & il étoit alors ouvertement brouillé avec le duc de Rohan. Sommieres ne capitula qu'après une vigoureuse défense.

Le roi revint à Lunel, où monsieur de Châtillon le suivit. Il y reçut le bâton de maréchal de France le 22 Août. C'étoit une des conditions de l'accommodement. Louis demeura encore à Lunel, jusques au 26, qu'il en partit pour se trouver au siège de Montpellier.

On a vû que pendant la marche du roi, le duc de Vendôme étoit demeuré aux environs de Montauban avec huit mille hommes de pié & cinq cents chevaux. Il avoit pour maréchaux de camp, messieurs du Hallier & de Biron. Il reçut ordre de s'emparer de plusieurs petites places occupées par les huguenots dans la haute Guienne & dans l'Albigeois, & il commença par assiéger Lombez, qui fut investie le 26 Juillet. Le 29 le canon battoit en breche, lorsque le marquis de Malauze parut avec deux mille hommes d'infanterie, & trois cents chevaux qu'il avoit dessein de jeter dans la place. Le duc de Vendôme sans dégarnir ses tranchées, marcha pour le combattre avec toute sa cavalerie, & une partie de son infanterie : mais il trouva que le marquis occupoit un poste où il n'étoit pas facile de le forcer. Il ne crut pas devoir engager une action générale, & il se contenta de fatiguer l'ennemi par des escarmouches. La premiere dura plus de cinq heures. Le lendemain il y en eut une seconde, où les ennemis perdirent leurs meilleurs soldats ; & désespérant de pouvoir secourir Lombez, ils se retirerent à la faveur de la nuit. Leur fuite déconcerta les assiégés, & leur ôta toute espérance d'être secourus. Le canon avoit déjà renversé une partie de

Siège de Lombez.

Mercure François, t. 8.

leurs murailles. Ils ne jugerent pas à propos d'attendre l'assaut : mais au lieu de demander à capituler, ils prirent le parti d'abandonner la ville pendant la nuit par une porte qui étoit demeurée libre. Tous les hommes en sortirent sans exception, & il n'y resta que les femmes & les enfans. Le lendemain 31 Juillet les troupes du roi s'étant avancées à la pointe du jour pour donner l'assaut, trouverent la breche abandonnée & les portes ouvertes. On craignit d'abord quelque surprise : mais on s'apperçut bientôt qu'il n'y avoit pas un seul homme dans la ville, & qu'il n'y restoit que des femmes & des enfans. Le duc de Vendôme défendit qu'on leur fît aucun mal : mais il permit aux soldats de piller les maisons. Ensuite il fit raser les fortifications & combler les fossés.

Le marquis de Montbrun voyant que le duc de Vendôme avoit abandonné les environs de Montauban, sortit de cette ville avec un détachement de la garnison, & se mit à faire des courses dans la campagne. Le duc de Vendôme ayant appris qu'il s'étoit emparé de quelques châteaux, marcha le 12 d'Août pour l'attaquer dans un village où il commençoit à se fortifier. Montbrun n'étoit pas en état de lui résister : il prit la fuite. On le poursuivit, & il perdit plusieurs de ses cavaliers dans sa retraite. Monsieur de Vendôme reprit en deux jours les châteaux dont Montbrun s'étoit rendu maître, & l'obligea de se renfermer dans Montauban. Le maréchal de Themines & le vicomte d'Arpajon s'avancerent jusques aux portes de cette ville ; ils ravagerent la campagne, & firent main-basse sur quelques escortes que l'on avoit données aux femmes & aux enfans qui étoient sortis pour les vendanges.

Le duc de Vendôme entreprit ensuite le siège de Briteste petite ville située à trois grandes lieues d'Alby. Elle fut investie le 18 Août : mais les assiégés se défendirent avec tant de courage & d'opiniâtreté que le siège tira en longueur. Le marquis de Malauze avoit mis dans cette place une garnison de cinq cents hommes commandée par un capitaine nommé Falcon ; & quoique la ville fût assez mal fortifiée, elle soutint plusieurs assauts, dont le dernier dura deux grandes heures. Les assiégeans firent jouer deux mines, qui ne produisirent pas l'effet qu'on en attendoit. Le marquis de Malauze trou-

Mem. de Rel-
han.
Mercure Fran-
çois, t. 8.

1622.

va moyen de jeter deux fois dans la place des secours & des munitions. Le 12 Septembre, il y fit entrer cent cinquante hommes. On accusa un sergent du régiment de Villeroi d'avoir reçu cent cinquante pistoles pour les laisser passer. On lui fit son procès, & il fut condamné à être pendu, & conduit par tout le camp avec cet écriteau : *Traître au roi*. Enfin, dit l'auteur du mercure, les incommodités de la saison, le nombre des malades, & les ordres réitérés que le roi donna au duc de Vendôme de le venir joindre avec son armée, obligèrent ce duc à lever le siège. Mais Bassompierre n'attribue le mauvais succès de ce siège ni aux maladies qui se mirent dans les troupes du roi, ni aux incommodités de la saison : Il dit simplement que *ceux de dedans se défendirent si bien, & que ceux de dehors les attaquèrent si mal, qu'après vingt jours de siège ils le leverent*.

Le roi qui étoit parti de Lunel le 21 d'Août, alla coucher le même jour à Mauguio où le connétable de Lesdiguières le vint trouver, pour lui rendre compte des conférences qu'il venoit d'avoir avec le duc de Rohan. Le roi malgré l'heureux succès de ses armes contre les rebelles, ne pouvoit s'empêcher d'appercevoir qu'en établissant son autorité par les avantages qu'il remportoit sur eux, il travailloit lui-même à la ruine de son royaume, & à la destruction de ses sujets. Le président Jeannin dont les avis étoient d'un grand poids, lui avoit écrit le 6 Mai, pour lui représenter qu'il seroit plus facile & plus avantageux d'affoiblir le parti huguenot par la paix, que de le détruire par la guerre, ainsi qu'Henri IV. l'avoit toujours pensé ; que le vrai moyen de réduire les sectaires, étoit d'engager les prélats à dissiper par de solides instructions les préjugés des peuples seduits par les discours des ministres, & de faire en même temps beaucoup de bien à ceux qui renonceroient à cette religion sans faire aucun mal aux autres qui voudroient y persévérer. Les conseils d'un ministre si respectable par son grand âge, son expérience & sa profonde capacité firent impression sur l'esprit de Louis. On étoit déjà venu à bout de conclure des traités particuliers avec quelques-uns des principaux seigneurs du parti : mais le duc de Rohan vouloit un traité général ; il ne pouvoit se résoudre à voir ses intérêts séparés de ceux de la

Lettre du pere
Jeannin, du 6
Mai 1622. prise
sur l'original mss.
de la bibliothèque
du séminaire de
Saint Sulpice.

cause commune. La plupart des villes huguenotes, & l'assemblée même de la Rochelle; quoiqu'elle ne se crût nullement obligée d'obéir à ses ordres, avoient mis en lui toute leur confiance, & il n'étoit pas homme à les abandonner; c'est ce qui rendoit son accommodement plus difficile. Car s'il ne se fût agi que de ses intérêts particuliers, ou de ceux de sa maison, la cour lui auroit accordé sans peine tout l'argent, toutes les dignités, tous les titres & tous les honneurs qu'il auroit demandés. Mais il falloit encore contenter tout le parti huguenot, dont le duc de Rohan ne vouloit pas perdre la confiance. Il y avoit déjà quelque temps que l'on étoit entré en négociation avec lui. Dès le commencement de l'année monsieur de Lefdiguieres lui avoit donné un rendez-vous au Pont Saint-Espirit. Le sieur de Bullion étoit venu ensuite lui faire différentes propositions de la part du roi. Mais alors le parti huguenot comptoit trop sur ses forces pour rien rabattre de ses demandes, & le roi étoit trop assuré de la supériorité des siennes pour rien relâcher de ses refus.

Quand on fut las de part & d'autre des malheurs de la guerre, il fut plus facile de se rapprocher. Le nouveau connétable alla conférer à Saint-Privat avec le duc de Rohan, & ils convinrent ensemble de la plupart des conditions du traité. Le roi étoit sur le point de faire le siège de Montpellier, & lorsqu'il fallut décider du sort de cette ville, ils y trouverent beaucoup de difficulté.

On y avoit répandu des billets pour avertir les habitans que s'ils laissoient entrer le roi dans Montpellier avec ses troupes, ils devoient s'attendre à la voir pillée & saccagée; & l'on prétendoit que le prince de Condé avoit dit publiquement, que s'il y entroit une fois, tous les ordres que l'on pourroit donner ne l'empêcheroient pas de livrer la ville à la fureur du soldat.

Le connétable vouloit que le roi y fût reçu, & que l'on démolît au moins une partie des nouvelles fortifications. Le duc de Rohan lui représenta que les habitans étoient tellement allarmés des menaces du prince de Condé, qu'ils ne consentiroient jamais à ces deux conditions. Le connétable répondit que ce seroit une chose honteuse & inouïe, qu'un grand roi fût venu jusques aux portes d'une ville de son

1622.

royaume, à la tête d'une armée victorieuse, sans avoir la liberté d'y entrer. Le duc de Rohan étoit trop éclairé pour ne pas sentir lui-même l'indécence d'une pareille proposition : mais comme il craignoit d'être désavoué par les habitans de Montpellier s'il se relâchoit sur ce point, il s'offrit de les aller trouver pour connoître par lui-même leurs véritables dispositions, & pour travailler à vaincre leur répugnance. Sa proposition fut acceptée, & quand on fut que le duc de Rohan avoit un sauf-conduit pour entrer dans Montpellier, on ne douta plus que la paix ne fût assurée.

Le roi se rendit à la Verune, où il fit expédier au duc d'Epéron les provisions du gouvernement de Guienne, vacant par la mort du dernier duc de Mayenne. D'Epéron avoit eu auparavant les gouvernemens de Xaintonge, d'Angoumois, du pays d'Aunis & de Limousin, dont il se démit, & qui furent partagés entre messieurs de Praslain & de Schomberg. Le premier eut celui de Xaintonge & d'Angoumois, & l'autre, celui du pays d'Aunis & du Limousin. Bassompierre eut aussi part aux faveurs du roi, qui lui promit le bâton de maréchal de France, vacant par la promotion de monsieur de Lesdiguières à la dignité de connétable.

Le duc de Rohan fit de vains efforts pour engager les habitans de Montpellier, à souffrir que le roi entrât dans leur ville avec son armée. Ils offroient seulement d'y recevoir le connétable, pourvu que le roi en fut éloigné de dix lieues. Ce qui les rendoit si fiers, c'est qu'ils voyoient que l'on ne pouvoit les assiéger que dans une saison à peu près pareille à celle où l'on avoit entrepris avec si peu de succès le siège de Montauban, & ils croyoient avoir assez de troupes & de munitions pour se défendre. *Puisque c'est là votre dernière résolution*, leur dit le duc de Rohan, *défendez-vous avec courage, je vais vous chercher du secours, & je ne vous manquerai pas au besoin*. Il sortit ensuite de Montpellier, & Bullion qui attendoit la réponse des habitans, retourna aussi-tôt à la Verune pour en informer le roi.

On assembla le conseil qui se trouva très-nombreux : le prince de Condé, le connétable, les maréchaux de Praslain & de Saint-Geran, messieurs de Crequi & de Bassompierre, les ducs de Montmorenci & d'Epéron y assisterent avec le
comte

comte de Schomberg, Marillac, Zamet, Valençay, de Portes, Mont-Real, le président Faure & Bullion. Celui-ci ayant fait son rapport, le roi lui commanda de dire son avis, ce qu'il fit à peu près en ces termes.

1622.

« Sire, j'ai toujours ouï dire qu'à la guerre, celui qui en
 » à le profit emporte l'honneur. C'est pourquoi je conseillerai
 » toujours votre majesté d'aller au solide, sans s'arrêter à de
 » petites formalités qui ne sont point essentielles. Si les ha-
 » bitans de Montpellier vous refusoient l'obéissance qui vous
 » est dûe, je dirois qu'il les faut exterminer : mais c'est un
 » peuple épouvanté des menaces qu'on lui a faites de piller
 » leur ville, & de la détruire, de brûler les maisons, de vio-
 » ler les femmes & les filles, qui vous supplie au nom de
 » Dieu que vous fassiez recevoir son obéissance par monsieur
 » votre connétable, lequel entrera lorsque vous en serez
 » éloigné avec autant de force qu'il lui plaira, pour y faire
 » valoir & reconnoître votre autorité, ce qui est la même cho-
 » se comme si votre majesté y entroit elle-même. Pourquoi
 » voulez-vous pour *une pointille de rien*, ne pas recevoir une
 » paix si utile & si honorable dans le fonds, pour entrepren-
 » dre une longue guerre dont l'événement est douteux, &
 » la dépense excessive, dans un pays où les chaleurs sont im-
 » modérées ; & exposer votre personne aux outrages de la
 » guerre & de la faison ? Dès à présent votre majesté peut re-
 » recevoir la paix, ou pour mieux dire, la donner à ses su-
 » jets rebelles.

« Ceux de Montpellier offriront & même supplieront très-
 » humblement votre majesté de venir honorer leur ville de
 » votre présence & d'y faire son entrée. Ils feront même les
 » préparatifs nécessaires pour vous y recevoir. Ils vous de-
 » manderont six jours pour licentier les troupes des Ceven-
 » nes qui sont dans leur ville ; ce que vous leur accorderez.
 » Vous témoignerez ensuite de l'impatience d'aller voir la rei-
 » ne votre épouse, que vous ferez descendre à Alais, de Lyon
 » où elle est présentement. Vous laisserez à monsieur le con-
 » nétable la charge de recevoir Montpellier ; il demeurera ici
 » avec une partie de votre armée ; vous irez avec l'autre fai-
 » re votre entrée à Nîmes & à Uzés, & ainsi vous ne per-
 » drez aucun temps pour vos affaires, ni pour votre retour ;

1622.

» & elles seront parfaitement accomplies à mon avis. Voilà
 » ce que je peux dire à votre majesté sur ce sujet.

Le prince de Condé qui n'avoit aucun penchant pour la paix, écouta cet avis avec une extrême impatience. Bullion n'eut pas plutôt cessé de parler, que le prince s'écria, que l'on avoit forgé cette paix à l'insu du conseil, & que l'on vouloit la conclurre à des conditions pleines d'infamie. Le roi lui dit qu'il falloit laisser à chacun la liberté d'opiner, & que quand son tour seroit venu, il pourroit dire tout ce qu'il jugeroit à propos : mais il ne cessa pas de témoigner par ses gestes à quel point il désapprouvoit, que l'on eût une pareille complaisance pour les habitans de Montpellier. Ses plaintes & ses murmures n'empêcherent pas le président Faure, & les sieurs de Montreal, de Portes, de Valençay, Zamet & Marillac d'opiner comme monsieur de Bullion. Le tour de monsieur de Bassompierre étant venu, le prince de Condé qui ne l'aimoit pas, après avoir murmuré entre ses dents, dit en élevant la voix : *Je sais déjà son sentiment.* Mais il y fut trompé, car Bassompierre adressant la parole au roi, lui dit :

» Sire, je suis d'avis que votre majesté se leve de son conseil, & que par un noble & généreux dédain, elle montre
 » combien elle se sent offensée des propositions de ceux de
 » Montpellier, & combien les avis que l'on lui donne en
 » conformité lui sont désagréables. Si votre majesté étoit devant Strasbourg, Anvers ou Milan, & qu'elle conclût
 » une paix avec les princes auxquels ces villes appartiennent, la condition de n'y pas entrer seroit tolérable : mais
 » qu'un roi de France victorieux avec une forte armée, au lieu de donner la paix à une partie de ses sujets rebelles,
 » qui sont sans ressource & réduits à l'extrémité, la reçoive
 » plutôt d'eux à des conditions honteuses qu'ils lui viennent
 » proposer & imposer, ce sont des injures qui ne se peuvent
 » souffrir, non pas même écouter. Quoi, les habitans de
 » Montpellier vous refuseront l'entrée de leur ville, ils vous
 » en fermeront les portes, & avant que vos sujets vous fassent serment de fidélité, vous leur obéirez vous même, en
 » vous éloignant de dix lieues suivant leur désir ? Un roi qui se
 » soumettroit à ces conditions doit se préparer à de terribles outrages de la part des autres villes huguenotes, qui

» deviendront plus audacieuses par cet exemple ; & par
 » l'impunité d'un pareil attentat. Mais, me dira-t-on, il pa-
 » roîtra par le traité qu'il n'a tenu qu'au roi d'entrer dans
 » Montpellier, & cette exception se fera par un article qui
 » ne sera su que de ceux de Montpellier, & de ceux qui ont
 » l'honneur d'assister à ce conseil, comme si un peuple en-
 » tier pouvoit tenir cachée une chose qui lui est si avanta-
 » geuse, & comme si on ne liroit pas sur notre visage ce que
 » notre bouche auroit honte de déclarer. » Il pria ensuite le
 roi de s'opiniâtrer à ruiner ce peuple rébelle & insolent, pour
 le réduire à une parfaite soumission. Il ajouta qu'étant sur le
 point d'être élevé à la dignité de maréchal de France que le
 roi lui avoit promise, il ne pouvoit gagner au siège de Mont-
 pellier que de la peine, de dangereux coups & peut-être la
 mort : mais qu'il supplioit le roi de différer sa promotion jus-
 ques à ce que cette ville criminelle fût rendue à son obéis-
 sance, & sa majesté vengée des outrages qu'elle en avoit
 reçus.

Le prince de Condé applaudit au discours de Bassompier-
 re, & se levant avec transport, il dit au roi : *» Sire, voilà un
 » homme de bien, grand serviteur de votre majesté, & jaloux
 » de votre honneur.* » Le roi en parut frappé, & sans donner
 aux autres le temps d'opiner, il se leva brusquement, & dit
 au sieur de Bullion : *Retournez à Montpellier, & dites à ceux
 de la ville, que je donne bien des capitulations à mes sujets,
 mais que je n'en reçois point d'eux ; qu'ils acceptent les condi-
 tions que je leur ai offertes, ou qu'il se préparent à y être for-
 cés.* Le connétable & monsieur de Bullion qui avoient me-
 nagé cette paix, ne furent pas les derniers à se conformer
 au goût du roi, & dès le soir la négociation fut rompue.

Le connétable accompagné d'un grand nombre des sei-
 gneurs, & d'une troupe de cavalerie, alla reconnoître la pla-
 ce, & il employa six heures à en faire le tour, & à considé-
 rer toutes les fortifications anciennes & nouvelles. Deux
 cents hommes sortirent de la ville pour le harceler ; ils ti-
 roient continuellement sur ceux qui l'accompagnoient, & ils
 en tuèrent plusieurs.

Au premier conseil qui se tint pour régler les attaques, le
 duc d'Épernon proposa de s'assurer d'abord du Tertre Saint-

1622.

Mem. de Bal-
somp. t. 2.Mem. de Bal-
somp. t. 2.Mercure Fran-
çois, t. 8.

Denys ; c'étoit une petite éminence d'où l'on voyoit à dé-
couvert une partie des fortifications extérieures de la ville.
C'est l'endroit où l'on a bâti depuis la citadelle de Montpel-
lier. Le duc soutenoit que si l'on établissoit une batterie dans
un poste si avantageux, la ville seroit prise en quinze ou sei-
ze jours : mais tout le monde ne fut pas de son avis. Il avoit
des ennemis dans le conseil qui se firent un plaisir de le con-
tredire, & l'on se servit d'un nommé Chabans, (a) qui avoit
eu quelque faveur à la cour, du temps du connétable de
de Luynes, pour persuader au roi que le duc d'Epernon
s'entêtoit d'une fausse idée, & que ce poste n'étoit ni aussi
important, ni aussi avantageux qu'il le prétendoit. Ainsi l'on
ne pensa point à s'en rendre maître, & l'on eut tout lieu de
s'en repentir. Calonge gouverneur de Montpellier, officier
d'un mérite & d'une capacité reconnue, comprit de quelle
importance il étoit pour les assiégés d'occuper le Terre-Saint-
Denys ; il y mit une garde, & l'on y fit quelques ouvrages
pour le fortifier. Cette garde attira l'attention des généraux
& des ingénieurs de l'armée du roi. Ils commencèrent à s'ap-
percevoir de la faute qu'on avoit faite de négliger l'avis du
duc d'Epernon. Le prince de Condé tint un conseil avec les
principaux officiers, auquel Gamorini, Mortieres & quel-
ques autres ingénieurs furent appelés. Tous furent d'avis
qu'il falloit s'emparer de ce poste sans différer un moment,
pour ne pas laisser aux assiégés le temps de s'y fortifier da-
vantage. On l'attaqua pendant la nuit avec des forces si supé-
rieures que les ennemis l'abandonnerent sans aucune résistan-
ce. La facilité de cette conquête fit négliger les précautions
nécessaires pour la conserver. On ne songea point à perfec-
tionner les ouvrages que les ennemis avoient commencés.
Le duc d'Epernon avoit représenté qu'il étoit absolument
nécessaire d'avoir auprès de ce fort une troupe de cavalerie,
prête à tomber sur l'infanterie de la ville, qui ne manqueroit
pas de faire une sortie pour le reprendre. On prétend que
l'ordre en fut donné ; mais qu'on en chargea un domestique
qui le perdit sans que l'on daignât y faire la moindre atten-
tion. L'on s'imaginoit que toute la garnison de la ville ne
viendroit pas à bout de reprendre ce poste, & l'on se laissa

(a) D'autres le nomment Chabaud.

tellement aveugler par cette confiance que l'on en vint jus-
ques à retirer les vieilles troupes qui le gardoient , pour n'y
laisser que des soldats peu aguerris de quelques nouveaux ré-
gimens. Pendant ce temps-là Calonge se préparoit à le faire
attaquer : mais avant que de l'entreprendre , il voulut savoir
au juste l'état des fortifications & le nombre des soldats qui
le gardoient. Pour y parvenir il y envoya un trompette sous
prétexte de demander quelques prisonniers , & lui ordonna
de bien examiner la situation des ennemis pour lui en rendre
compte. Quand ce trompette fut arrivé au premier corps de
garde , on lui banda les yeux selon l'usage : mais un moment
après on lui permit d'ôter son bandeau , & il s'aperçut que
le poste étoit très-mal gardé ; que la plupart des soldats étoient
descendus dans la plaine pour se rafraîchir le long d'un ruis-
seau , & qu'ils n'avoient point de cavalerie pour les soutenir.
Il alla faire son rapport à Calonge , qui sortit aussi-tôt en
plein midi avec cinq cents hommes d'infanterie , quarante ca-
valiers & deux trompettes. Il partagea sa troupe en deux
corps , & fit attaquer le Tertre Saint-Denys par deux en-
droits ; les troupes du roi voulurent d'abord se défendre ,
mais elles furent forcées , & la plupart des officiers qui les
commandoient ayant été tués dès le commencement de l'at-
taque , elles abandonnerent le poste & prirent la fuite.

Le duc de Montmorenci & quelques autres seigneurs
étoient alors au quartier du roi. Dès qu'ils entendirent les
premiers coups de fusil que l'on tiroit de part & d'autre , ils
monterent à cheval , la plupart sans bottes & sans autres ar-
mes que leur épée , & ils volèrent au secours de nos troupes.
Ils les trouverent en désordre. Le duc de Montmorenci se
jeta dans la mêlée , & tua d'un coup de pistolet un capitai-
ne de la garnison de Montpellier.

Bassompierre dit , que la confusion étoit si grande , que le
duc & ceux de sa suite ne purent jamais distinguer nos trou-
pes de celles des ennemis. Ceux-ci ayant environné de tou-
tes parts monsieur de Montmorenci , il alloit être tué lors-
qu'il fut reconnu par un gentilhomme protestant nommé Ar-
gencourt , qui avoit dirigé les nouvelles fortifications de la
ville. Cet officier lui cria : *Monsieur retirez-vous par là. Il*
ne se le fit pas dire deux fois , ajoute Bassompierre , & quoi-

1622.

Mercurie Fran-
çois , t. 8.

1622.

Bernard, l. 9.

qu'il se hâtât d'échapper au péril qui le menaçoit, il ne put éviter deux coups de piques dont il ne fut que légèrement blessé. Presque tous les seigneurs qui l'accompagnoient périrent en cette rencontre, & entre autres le duc de Fronzac fils du comte de Saint-Pol, cadet de la maison de Longueville, jeune prince d'une grande espérance qui n'avoit que dix-huit ans; le marquis de Beuvron, Luffan, Montbrun frere du vicomte de l'Estrange, & le marquis de Combalet neveu du connétable de Luynes. Celui-ci reçut d'abord quelques blessures qui le mirent hors de combat. (a) Il fut fait prisonnier, & ensuite tué de sang froid à cause de la haine que les huguenots portoient au feu connétable son oncle, qu'ils regardoient comme un des principaux auteurs de la ruine de leur parti. Combalet n'étoit encore que simple capitaine au régiment de Normandie. Il n'en fut pas demeuré là s'il eût vécu jusques au ministère du cardinal de Richelieu dont il avoit épousé la niece. Elle ne se remaria point, & l'on continua de l'appeller à la cour, *la marquise de Combalet*. Ceux qui n'aimoient pas le cardinal de Richelieu affectoient de la nommer *la Combalet*. Elle porta le nom de son mari jusques à ce qu'elle prît celui de duchesse d'Aiguillon.

Mercure François, t. 8.

Le Tertre Saint-Denys fut encore pris & repris plus d'une fois : mais enfin il demeura aux rebelles qui le conservèrent jusques à la fin du siège. Ils se défendoient avec une fermeté & un courage extraordinaire. Ils mirent un jour en fuite les soldats du quartier de monsieur de Montmorenci. Zamet maréchal de camp leur cria : *Soldats vous fuyez ?* Ils lui répondirent : *Monsieur, nous n'avons ni poudre ni plomb.* Quoi, leur dit-il, *n'avez-vous pas des épées & des ongles.* Cette parole les ranima, ils revinrent à la charge & repoussèrent l'ennemi. Mais Zamet s'étant arrêté pour parler au sieur de Coudron aide de camp, fut blessé d'un coup de fauconneau qui lui brisa la cuisse. Le même coup tua son laquais, son cheval, & celui de l'aide de camp, qui eut aussi la cuisse cassée. Zamet mourut de sa blessure quelques jours après. C'étoit un officier d'un mérite distingué. Les hugue-

(a) 1°. Bassompierre dans ses remarques sur l'histoire de Duplex, nie que le marquis de Combalet ait été tué de sang-

froid.

2°. Le mercure François dit qu'il étoit capitaine au régiment de Navarre.

nots le craignoient & l'appelloient *le grand Mahomet*.

Le 10 le roi fit attaquer par trois côtés un ouvrage qui fut emporté. Les assiégés qui étoient informés de tout ce qui se passoit dans le camp du roi, furent avertis des ordres donnés pour cette attaque : mais elle se fit plutôt qu'ils ne pensoient ; car selon les avis qu'ils avoient reçus, elle ne devoit commencer que le matin, & elle se fit à onze heures du soir. Les assiégeans avoient une chemise sur leurs habits pour se reconnoître dans l'obscurité. Les ennemis furent surpris : on en tua plus de deux cents cinquante, & l'on se logea sur l'ouvrage attaqué. Mais on ne retira pas à beaucoup près de cet avantage tout le fruit qu'on en esperoit. Argencourt qui avoit soin des fortifications de la ville, étoit plus habile dans l'art de défendre les places, que les ingénieurs du roi dans celui de les attaquer. Il savoit mieux placer ses batteries, & à chaque pas que faisoient les assiégeans ils trouvoient de nouveaux retranchemens à forcer. L'on commençoit à craindre que le roi ne reçût au siège de Montpellier le même affront qu'à celui de Montauban. Son armée s'affoiblissoit de jour en jour par les maladies & par les fatigues. On écrivit de toutes parts pour faire venir de nouvelles troupes. On envoya ordre au duc de Vendôme d'abandonner le siège de Brest, & de se rendre à l'armée du roi avec toutes les troupes qu'il commandoit ; au duc d'Angoulême d'y amener les six mille hommes destinés à défendre la Champagne contre Mansfeld ; aux sieurs de Bressieux & de Montespan, d'y venir avec leur régiment ; aux sieurs de Tremont & de Ragny, qui avoient levé chacun un régiment en Bourgogne, de les y conduire sans délai. Monsieur le prince en faisoit venir un de Berri, qui eut ordre de hâter sa marche. Pendant ce temps-là le duc de Rohan étoit à Nîmes, avec un corps de troupes qu'il avoit tirées des Cevennes & du Vivarais. On ne doutoit pas qu'il n'entreprît de secourir Montpellier, & l'on crut plus d'une fois qu'il étoit sur le point d'arriver. On envoya des détachemens dans tous les endroits par où le secours pouvoit passer, Mais le duc de Rohan n'étoit pas en état de former une telle entreprise. Il nous apprend lui-même dans ses mémoires, que la plupart de ceux qui s'engagoient dans ses

1622.

Bernard, l. 9.

1622.

troupes demandoient pour condition , qu'on ne les obligeât point de s'enfermer dans une ville assiégée.

Cependant le siège de Montpellier alloit fort lentement ; & la défense opiniâtre des ennemis faisoit craindre sa durée. Le connétable qui étoit parti au commencement du siège , revint à l'armée avec six régimens qu'il amenoit du Dauphiné. Il eut ordre de renouer la négociation de la paix avec le duc de Rohan , qui désiroit lui-même de la voir au plutôt conclue. Il ne comptoit plus sur aucun secours étranger depuis que l'armée de Mansfeld étoit partie pour la Hollande. Le roi d'Angleterre étoit trop embarrassé des affaires de l'électeur Palatin son gendre , pour songer à soutenir les protestans de France dans leur rébellion. Ce monarque conseilloit même au duc de Rohan de faire la paix , & de prendre confiance dans les promesses de son roi. Les peuples étoient las de la guerre , & plusieurs communautés parloient déjà de s'accommoder avec la cour par des traités particuliers , ce que le duc de Rohan regardoit comme la ruine de la cause commune. Celles des Cevennes en particulier , qui avoient paru les plus animées , lui faisoient dire qu'elles ne vouloient pas s'exposer à être ruinées sans ressource , par une guerre qu'on n'étoit plus en état de soutenir. D'ailleurs il n'avoit presque point de troupes à opposer à l'armée du roi , qui grossissoit tous les jours par l'arrivée des divers régimens qu'on avoit mandés : elle venoit d'être augmentée de sept à huit mille hommes conduits par le duc de Vendôme , & il savoit que le duc d'Angoulême en amenoit autant de Champagne. La ville de Nîmes qui lui avoit promis mille hommes pour le secours de Montpellier , n'en avoit pas fourni cinquante ; sa cavalerie étoit réduite à rien , & n'avoit pas de fourrages pour huit jours. Toutes ces raisons le déterminèrent à reprendre la négociation déjà commencée avec le connétable. Il eut de nouvelles conférences avec lui , dans lesquelles le duc de Rohan étoit accompagné des députés de Nîmes , de Castres , du Gevaudan & des Cevennes. Le roi consentoit à ne point entrer dans les villes de la Rochelle , & de Montauban , & à leur laisser leurs fortifications anciennes & nouvelles. Ceux de Montpellier prétendoient avoir les mêmes prérogatives , & c'est ce qui faisoit toute la difficulté.

Memoires de
Rohan.
*Discours sur la
paix de Mont-
pellier.*

Bernard , l. 9.

Le

Le duc de Chevreuse eut ordre d'aller aux conférences, & d'y déclarer que sa majesté ne consentiroit jamais à la paix qu'à condition qu'elle seroit reçue dans Montpellier, & que les nouvelles fortifications de cette ville seroient démolies.

1622.

Le duc de Rohan eut encore un sauf-conduit pour s'y rendre afin de déterminer les habitans à se soumettre à ces deux conditions. Il y arriva le 11 d'Octobre, menant avec lui les députés des autres villes protestantes qui avoient assisté aux conférences. Dès qu'il y fut entré, on suspendit les travaux du siège, & il y eut une treve entre la ville & l'armée. Ce ne fut pas sans beaucoup de peine, que le duc de Rohan vint à bout de vaincre l'opiniâtreté des habitans de Montpellier. La plupart se flattoient que le roi seroit obligé de lever le siège, & qu'il lui seroit impossible de les réduire jamais par la force, à des conditions si défavantageuses. Les plus séditieux crioient contre le duc de Rohan & l'appelloient *Scamberlat*, mot qu'ils avoient inventé pour designer ceux qu'ils regardoient comme des traîtres, parce qu'ils étoient soumis au roi. Il y en eut même qui proposèrent de l'assassiner : mais comme les troupes de la garnison lui étoient dévouées, il n'étoit pas facile de commettre sans péril un pareil attentat. On prétend que si les habitans s'étoient obstinés à refuser les conditions proposées, le duc de Rohan avoit assez de crédit pour faire sortir cette garnison de leur ville, & pour les laisser se défendre seuls contre l'armée du roi. Il ne fut pas obligé d'en venir à cette extrémité ; secondé par les députés des villes protestantes qui l'accompagnoient, & par les principaux officiers de la garnison, il vint à bout de ramener la plupart des esprits à son sentiment. Il fit espérer aux habitans de Montpellier : 1°. Qu'ils n'auroient ni citadelle, ni gouverneur, ni garnison établie par le roi, & que sa majesté leur feroit expédier un brevet dans lequel cette promesse seroit exprimée : 2°. Que le roi n'entreroit dans leur ville qu'avec quatre enseignes des gardes Françaises, & les Suisses : 3°. Qu'ils feroient eux-mêmes la démolition de leurs nouvelles fortifications, & qu'ils s'y engageroient en donnant au roi deux ôtages au choix de sa majesté.

Mercurie Française, t. 8.

Bernard, l. 9.

Après bien des difficultés & des murmures, les habitans de Montpellier acceptèrent ces conditions. Le 18 Octobre

1622.

Bernard, l. 9.

Mercure Fran-
çois, t. 8.

le duc de Rohan sortit de la ville sur le soir pour aller rendre ses respects au roi. Il se mit à genoux pour lui demander pardon. Le roi le fit lever & lui dit, qu'il lui pardonnoit le passé, à condition qu'il le serviroit mieux à l'avenir, & que selon qu'il se conduiroit, il éprouveroit sa rigueur ou sa clémence. Le duc entretint ensuite le roi en particulier, & se retira pour aller coucher au quartier du connétable.

Les conditions du traité général conclu avec le duc de Rohan en faveur des églises protestantes sont comprises dans la déclaration, donnée au camp devant Montpellier le 19 d'Octobre 1622. qui fut enregistrée au parlement de Paris le 21 Novembre de la même année. Elle portoit 1°. une nouvelle confirmation de l'édit de Nantes, & de toutes les déclarations, brevets, & articles secrets qui en avoient été la suite : 2°. Le rétablissement des deux religions dans les lieux où elles se professoient avant la guerre : 3°. La liberté de tous les prisonniers faits de part & d'autre, sans aucune rançon : 4°. Une amnistie générale pour tous les actes d'hostilité, en vertu de laquelle chacun rentreroit en possession de ses charges & de ses biens : 5°. Défense aux protestans de tenir aucune assemblée pour y traiter des affaires politiques, sans une permission particulière du roi, à peine de crime de lèse-majesté. On leur permettoit seulement de tenir leurs synodes & leurs consistoires, pour régler la police de leurs églises : 6°. Injonction de démolir toutes les fortifications nouvelles des villes protestantes, avec défense de les rétablir ; & pour assurer l'exécution de cet article, il étoit dit que quelques-uns des principaux habitans seroient mis en otage entre les mains de ceux que sa majesté commettrait pour faire raser ces fortifications.

Il y eut beaucoup d'autres articles qui ne se trouvent point exprimés dans l'édit. On convint, par exemple, que le roi donneroit un brevet particulier pour exempter la ville de Montpellier d'avoir une citadelle, un gouverneur, & une garnison ; qu'ainsi elle demeurerait à la garde des consuls, mais que toutes les fortifications nouvelles seroient démolies ; que le duc de Montmorenci nommeroit les consuls, dont deux seroient catholiques, & deux protestans : que par un autre brevet, les villes de la Rochelle & de Montauban seroient main-

tenues dans l'état où elles étoient, & resteroient aux protestans pour villes de sûreté. Qu'enfin par un troisième brevet, le roi déclareroit qu'il se contentoit que l'on démolît la moitié des fortifications de Nîmes, de Castres, d'Uzès & de Milhaud.

Il y eut aussi des articles particuliers qui concernoient le duc de Rohan. On lui promettoit; 1°. deux cents mille francs d'argent comptant, avec la continuation de sa pension & de celle de monsieur de Soubise son frere: 2°. Une autre somme de six cents mille livres; & en attendant que le roi fut en état de la payer, l'usufruit du duché de Valois qu'il posséderoit par engagement & qui devoit lui valoir dix mille écus de rente. Enfin, on accordeoit à la sollicitation du duc de Rohan, une pension de six mille livres au sieur de Calonge, pour le dédommager du gouvernement de Montpellier, qu'il ne tenoit que du choix & de la volonté des protestans rebelles.

Le jour même que la déclaration pour la paix fut expédiée, le duc de Rohan retourna à Montpellier pour y porter le brevet qui exemptoit cette ville d'avoir une citadelle, un gouverneur, & une garnison.

L'après-dînée, le connétable devoit entrer dans la ville, avec les gardes Françaises & les gardes Suisses. Le duc de Rohan avoit fait entendre aux habitans, qu'ils ne seroient obligés d'y recevoir que quatre enseignes des gardes Françaises: mais le roi ne voulut jamais ratifier cette condition. Sa majesté déclara qu'elle avoit toujours compté faire entrer dans Montpellier tout le régiment de ses gardes, & qu'on n'avoit point autorisé le duc de Rohan à prendre aucun engagement contraire à cette résolution. Cependant pour ne pas désavouer tout-à-fait la promesse du duc, on fit mettre tout le régiment des gardes Françaises sous quatre drapeaux, & il entra tout entier dans la ville avec les gardes Suisses. Calonge accompagné des députés de Nîmes, du Gevaudan & des Cévennes, vint se présenter au roi, qui reçut leurs soumissions dans la maison où il avoit logé pendant le siège. Ils demandèrent pardon à genoux, ainsi que les consuls qui arriverent enfin après s'être fait assez attendre pour impatienter le roi.

Bernard, l. 91

On publia la déclaration pour la paix dans tous les quartiers de l'armée, & dans toutes les places de la ville. La gar-

1622.

Bernard, l. 9.

nison composée de douze cents hommes, sortit le lendemain 20 d'Octobre, & prit la route des Cevennes. Le même jour le roi fit son entrée à Montpellier sur les quatre heures du soir au milieu des acclamations du peuple qui crioit : *Vive le roi & miséricorde*. Le 21 sa majesté alla visiter les fortifications, & l'on tint conseil sur les moyens d'exécuter la résolution qu'on avoit prise de les démolir. On ne jugea pas à propos de s'en rapporter là-dessus à la bonne foi des habitans qui auroient pû différer cette démolition tant qu'ils auroient voulu, ou ne la faire que très-imparfaitement. Dans toutes les négociations, on leur avoit demandé des ôtages pour assurer l'exécution de cet article; & la déclaration de la paix portoit expressément, que toutes les villes huguenotes en donneront : mais le nombre n'en étoit pas spécifié. Les habitans de Montpellier s'imaginoient que le roi se contenteroit d'en prendre deux à son choix, & le duc de Rohan s'étoit engagé à le demander : mais on fit réflexion qu'un si petit nombre d'ôtages ne seroit pas une caution suffisante de la fidélité des habitans; ainsi on leur déclara que le roi leur en demanderoit un bien plus grand nombre, & que sa majesté choisiroit par préférence les plus qualifiés & les plus mutins. Ce discours jeta l'épouvante dans la plupart des familles; chacun craignit de voir enlever son pere, son frere, son époux, ses enfans pour servir d'otage. Les habitans demanderent que l'on mît plutôt une garnison dans la ville jusqu'à ce qu'on eût rasé les fortifications, & c'est ce qui détermina le roi à y laisser les régimens de Picardie & de Normandie, sous les ordres du sieur de Valencé maréchal de camp.

Il y a lieu de croire que tous les articles de la déclaration de la paix avoient été concertés avec le duc de Rohan; car il ne se plaignit point que la cour lui eût manqué de parole, en demandant plus de deux ôtages à la ville de Montpellier: il parut au contraire très-satisfait des égards qu'on avoit eus pour lui; & lorsque le sieur d'Effiat partit pour aller porter au parlement la déclaration de la paix, il le chargea d'une lettre pour le duc de Montbason qui commençoit ainsi :

Monsieur, votre premier gendre (c'étoit le connétable de Luynes) nous a fait la guerre, & a pensé ruiner notre maison.
 Mercure François, t. 8. p. 845. *Le second, (c'étoit le duc de Chevreuse) nous a procuré la*

paix & l'a maintenue ; pour moi je suis si satisfait de lui, & me sens lui être si obligé, que je me déclare un ingrat si je suis jamais autre que son très-humble serviteur. De criminel je suis devenu favori, à quoi il ne m'a pas nui, &c.

1622.

Cette paix ne devoit pas plaire au prince de Condé, qui s'y étoit toujours opposé, mais il n'avoit plus la même autorité dans le conseil, depuis la mort du cardinal de Retz & du garde des sceaux de Vic.

Mort du cardinal de Retz & du garde des sceaux de Vic.

Le premier, qui se nommoit Henri de Gondy, étoit mort à Besiers le 13 d'Août 1622. quoique le mercure François assure qu'il mourut le 16. Il étoit âgé de cinquante ans, il avoit été fait cardinal en 1618. par le pape Paul V. & l'année suivante chef du conseil, & le premier des ministres d'état. Le second, nommé Mery de Vic seigneur d'Ermenonville, étoit mort à Pignan, entre Pezenas & Montpellier le 2 Septembre de la même année.

Hist. de la maison de Gondy, t. 2.

Tous deux vivoient dans une parfaite intelligence avec le prince de Condé, qui se voyant sans crédit demanda au roi la permission de faire un voyage en Italie, pour visiter Notre-Dame de Lorette, & pour obtenir du pape la sécularisation de quelques abbayes, détruites par les huguenots, que le roi lui avoit permis de réunir à quelques-unes de ses terres.

Après la mort du garde des sceaux de Vic, le roi chargea par un ordre verbal quatre conseillers d'état, & deux maîtres des requêtes de tenir les sceaux. Les quatre conseillers d'état, étoient les sieurs de Caumartin, Despreaux, Leon Brulart & d'Aligre ; les deux maîtres des requêtes Godart & Machaut. Quand il falloit sceller, ils se rendoient tous ensemble chez le roi, & le premier valet de chambre leur apportoit la cassette où les sceaux étoient renfermés, avec la clé, qu'il donnoit au sieur de Caumartin, comme au plus ancien ; c'étoit lui qui appliquoit les sceaux & qui signoit les lettres. Ruisieux tâcha inutilement d'engager le roi à les rendre au chancelier. On avoit persuadé à ce prince que le grand âge de Silleri le rendoit incapable de s'acquitter des fonctions de cette charge. Le prince de Condé fit pareillement de vains efforts avant son départ pour les faire donner au

sieur d'Aligre. Le roi à la sollicitation de Bassompierre, les donna au sieur de Caumartin.

La ville de la Rochelle fut comprise dans la paix de Montpellier. Il y avoit long-temps que cette ville étoit bloquée par terre & par mer. Le comte de Soissons étoit venu camper devant ses murailles, avec une armée d'environ dix mille hommes d'infanterie, & cinq ou six cents chevaux. Il se posta du côté de la Leu, parce que c'étoit l'endroit d'où l'on voyoit la place plus à découvert. Les Rochelois ayant fait une sortie pour l'empêcher de s'établir si près de leur ville, furent repoussés avec perte. Le maréchal de Themines en tua deux de sa propre main, & il laissa dans le corps du second une partie de son épée, qui se cassa lorsqu'il le perçoit. Le comte de Soissons fit ensuite travailler à la construction d'un fort entre Chef-de-Bois & la Ville, dont il ne devoit être éloigné que de quatre ou cinq cents toises. L'ingénieur Pompée-Targon en avoit tracé le plan. Les ennemis firent tous les efforts possibles pour interrompre ce travail ; on les força de rentrer dans leur ville, & le fort fut construit à leurs yeux sans qu'ils pussent y mettre obstacle. On le nomma le Fort-Louis. Il ne fut entierement achevé que le 24 Septembre. Pompée-Targon conçut aussi le dessein de barrer le canal par où les vaisseaux entroient dans le port de la Rochelle ; il prétendoit le fermer par une estacade flottante, mais ce projet ne fut point exécuté.

Les Rochelois avoient mis en mer une flotte commandée par Guiton, qui prenoit la qualité d'amiral de la Rochelle, & par Jacques Zauneau qui prenoit celle de vice-amiral ; elle étoit composée de cinquante-six vaisseaux qui infestoient les mers, & qui faisoient tous les jours des prises considérables. Le roi de son côté en assemblea une, dont il donna le commandement au duc de Guise. Les deux flottes s'étant rencontrées vers la fin de Septembre, se livrerent divers combats. On en compte jusqu'à quatre, dans lesquels la victoire parut souvent incertaine entre les deux partis : mais enfin elle se déclara pour l'armée du roi. La flotte Rocheloise fut obligée de se retirer dans la rade de Saint-Martin. Monsieur de Guise la poursuivit, & s'avança pour la canonner de plus près. Dès qu'il fut que la paix avoit été

signée à Montpellier, il envoya un tambour à l'amiral de la flotte ennemie avec un billet conçu en ces termes : *Ce tambour est envoyé exprès pour savoir, si les ennemis ne veulent pas obéir à la paix que le roi leur a donnée. Oui ou non.* Guiton ayant lû ce billet, répondit au tambour : *Mon ami, tu diras à monsieur de Guise, que je n'ai point encore reçu aucune nouvelle de cette paix.* Alors on se prépara de part & d'autre à se canonner sans beaucoup de succès : mais le lendemain Guiton reçut une lettre du maire de la Rochelle, qui l'avertissoit que la paix venoit d'être publiée dans la ville. Il envoya aussitôt le sieur de Saint-Germain au duc de Guise pour lui faire part de cette nouvelle, & savoir ce qu'il vouloit exiger d'eux dans cette circonstance. Il chargea en même-temps son député de demander au duc de Guise une suspension d'armes jusques au lendemain midi, pour leur laisser le temps de délibérer sur les propositions qu'il jugeroit à propos de leur faire.

1622.

Dupin, t. 9.

Plusieurs ont prétendu qu'avant que de commencer le dernier combat, le duc de Guise & Guiton étoient déjà informés de la conclusion de la paix. Il est en effet non-seulement possible, mais même fort vrai-semblable, que ni l'un ni l'autre n'ignoroit alors une nouvelle si publique & si importante, puisque ce combat se donna le 27 ou le 28 d'Octobre, & que la paix avoit été publiée à Montpellier dès le 19. *Mais on feignit de n'en rien savoir de part & d'autre, dit le Vassor, parceque le duc de Guise avoit envie de se signaler par la défaite des Rochelois, & que ceux-ci espéroient d'obtenir de meilleures conditions, ou du moins de faire mieux observer celles que le roi accordoit, s'ils pouvoient venir à bout d'affoiblir considérablement la puissance du roi sur la mer.*

Hist. mss. de Louis XIII.

Vassor, t. 4. part. 2.

On auroit tort d'attribuer cette conjecture à la malignité ordinaire de cet écrivain, puisque d'autres l'avoient fait avant lui : mais il faut remarquer que le duc de Guise & Guiton pouvoient savoir l'un & l'autre la nouvelle de la paix conclue à Montpellier, sans être encore assurés qu'elle seroit acceptée par les Rochelois ; & dans cette supposition Guiton auroit pu répondre au tambour, qu'il n'avoit encore reçu aucune nouvelle de cette paix, parce qu'il n'en étoit point encore informé par l'assemblée de la Rochelle, comme d'une paix qu'elle

Hist. mss. de Louis XIII. t. 1.

1622.

fût résolue d'accepter. Quoi qu'il en soit, le duc de Guise répondit au député des Rochelois, qu'il vouloit être reconnu seul général de la mer, & qu'ils eussent à mettre bas l'étendart & à le lui apporter le lendemain à huit heures du matin. Guiton ne fit aucune difficulté d'obéir, il fit ôter l'étendart qui étoit arboré sur son vaisseau, & le lendemain il monta dans une chaloupe & l'apporta lui-même au duc de Guise à l'heure qu'il lui avoit marquée. *Vous faites bien d'obéir*, lui dit le duc de Guise, *soyez toujours bons serviteurs du roi, qui vous témoigne son affection paternelle en vous donnant la paix, lorsque vous la deviez moins espérer. Je reçois votre étendart, ajoutez-t'il, en étendant la main dessus : mais je vous le rends, je ne l'ai point gagné au combat.* Le duc se leva ensuite, & embrassa l'amiral de la Rochelle en lui disant : *Vous êtes de braves gens d'avoir osé combattre si courageusement ; je ne m'y attendois pas & me flattois, que voyant une armée comme la nôtre, vous vous seriez retirés sans combattre.* Monseigneur, répondit Guiton : *Dieu m'a fait la grace de ne jamais tourner le dos au combat, & je me serois plutôt tué que de fuir.* Allez, reprit le duc de Guise, *je ferai rapport au roi de votre courage, soyez lui bons serviteurs ; venez me voir en particulier & m'envoyez tous vos capitaines, afin que je les reconnoisse.* Je puis dire que j'ai vu aujourd'hui une puissante armée. Guiton avant que de se séparer du duc de Guise, lui demanda l'ordre comme au seul général des deux flottes, & le 16 Novembre tous les vaisseaux des Rochelois rentrèrent dans le port. Le même jour le maire & les échevins de la Rochelle écrivirent une lettre fort respectueuse au comte de Soissons, & lui envoyèrent huit députés, quatre du corps de ville, & quatre bourgeois. Ce prince ayant fait publier la paix licentia son armée, & laissa dans le Fort-Louis le régiment de Champagne composé de vingt compagnies complètes, sous les ordres du sieur Arnaud qui en étoit mestre de camp.

Le roi, de son côté, après avoir séjourné six jours à Montpellier, en partit pour se rendre à Arles où il passa les fêtes de la Toussaint. Il comptoit arriver le 12 Novembre à Tarascon, & se trouver à l'ouverture des états de Languedoc convoqués à Beaucaire : mais il changea de dessein, & il permit au duc de Ventadour lieutenant général de la province,

de

de les assembler le 8. La reine mere qui revenoit des eaux de Pougues, s'étoit avancée jusques à Lyon pour y attendre le roi avec la reine sa belle-fille, dont la conduite avoit donné quelques ombrages à son époux pendant qu'il étoit en Languedoc. Il avoit permis à la duchesse de Chevreuse & à Mademoiselle de Verneuil de reparoître au Louvre; à condition qu'elles ne verroient jamais la reine sa femme, qu'en public & aux heures qu'elle recevoit les visites des princesses & des dames de la cour. On lui manda qu'elle les voyoit beaucoup plus souvent à des heures particulieres le matin & le soir. Il lui en écrivit aussi-tôt, & il chargea le président Jeannin de lui présenter sa lettre, avec ordre de lui expliquer ses intentions dans les termes les plus forts & les plus précis. Jeannin s'étant acquitté de cette commission en rendit compte au roi, par une lettre datée du 8 Juin 1622. où il lui marquoit, que la reine l'avoit assuré que le rapport qu'on avoit fait malicieusement à sa majesté pour lui faire perdre ses bonnes grâces, étoit une pure calomnie; puisqu'elle ne voyoit plus ces deux dames en particulier ni le matin ni le soir, depuis qu'elle leur avoit déclaré, quoique doucement & sans éclat, qu'elle ne vouloit les voir qu'en public; que peut-être, elles venoient encore trop souvent la voir aux heures où elle recevoit des visites; mais qu'au moins ne pouvoit-on pas l'accuser de leur avoir rien dit qui n'eût été entendu de tous ceux qui étoient présens; qu'elle n'ignoroit pas qu'on travailloit à la décrier dans l'esprit du roi, & que l'on employoit toutes sortes d'impostures pour y réussir; que l'on avoit pareillement essayé de lui faire trouver mauvais de ce qu'un bon vieux pere Capucin la venoit voir les matins, lorsqu'on la coëffoit & habilloit pour lui faire lecture de quelques petits livres de dévotion qu'elle écoutoit volontiers, pensant bien faire, & n'estimant pas pouvoir employer ses heures d'oïiveté à meilleur exercice qu'à celui là. Que l'on avoit encore voulu persuader au roi, qu'elle avoit envie de quitter son confesseur, & d'en prendre un autre qui étoit un religieux de saint Victor, à quoi elle n'avoit jamais pensé; qu'elle ne désiroit rien tant que d'être toujours auprès du roi, & de l'avoir pour témoin de toutes ses actions, afin que sa conduite fût si bien éclaircie, que la calomnie même ne pût y donner atteinte;

Pris sur l'original dans les mss. du séminaire de saint Sulpice.

1622.

qu'enfin, elle supplioit le roi son seigneur, lorsqu'il seroit absent, de lui prescrire les regles de sa conduite, & qu'elle ne manqueroit pas de les observer, avec la derniere exactitude.

Le président ajoûtoit dans sa lettre, qu'il n'avoit rien omis pour tâcher d'affermir la reine dans de si bons sentimens. Il assuroit le roi, qu'il la croyoit *innocente devant Dieu*, & sincerement pénétrée de respect & d'amour pour sa majesté. Il avouoit seulement, que la bonté & la douceur de son caractere ne lui laissoit pas assez de force pour éloigner elle-même les compagnies dont il se plaignoit, à moins qu'il ne l'aidât par un commandement absolu à lui en faire le sacrifice. Ce sage ministre osa même lui conseiller à la fin de sa lettre, de témoigner son affection à la reine sa femme en la menant toujours avec lui dans ses voyages, parce que c'étoit le meilleur moyen de s'assurer par lui-même de son obéissance, & de flatter l'espérance des peuples, en donnant des héritiers à la couronne.

L'évêque de Luçon qui faisoit alors les fonctions de surintendant de la maison de la reine mere, accompagna cette princesse jusques à Lyon. Il avoit déjà reçu avant que d'y arriver, l'agréable nouvelle de sa promotion à la dignité de cardinal qui s'étoit faite à Rome le 5 Septembre, & dont le roi fut informé pendant le siège de Montpellier. Le pape avoit nommé quatre cardinaux, Ridolfi, Florentin, le nonce de Pologne de la maison de Torrès, Alphonse marquis de Bedmar, fameux par son ambassade à Venise, qui prit le nom de cardinal de la Cueva, & l'évêque de Luçon.

Il y avoit long-temps que la reine mere sollicitoit le chapeau de cardinal pour monsieur de Richelieu; elle l'avoit engagé le roi à le demander au pape, & à donner là-dessus les ordres les plus précis au commandeur de Sillery son ambassadeur à Rome. Si l'on en croit un écrivain moderne, ces ordres n'étoient que simulés, & le roi avoit dit au comte Corfini, qu'il ne seroit pas fâché que le pape refusât le chapeau qu'il lui demandoit pour monsieur de Luçon, pourvu qu'on ne le donnât pas à un prélat ennemi de la France; qu'il continueroit cependant pour contenter sa mere, à le faire demander par son ambassadeur, qui ne sauroit rien de ses véritables intentions; & qu'aussi-tôt que le pape auroit fait sa promo-

Le Clerc, vie
de Richelieu, t. 1.
l. 1.

tion , sans y comprendre l'évêque de Luçon , l'ambassadeur auroit ordre de s'en plaindre pour la forme , quoiqu'au fond le roi n'en eût aucun ressentiment.

1622.

Le même auteur ajoute , que ce secret fut découvert à la reine mere par quelque domestique du cardinal Ludovisio , neveu de Gregoire XV. que cette princesse s'en plaignit , & que le roi pour l'appaiser chargea son ambassadeur par un courrier exprès de déclarer au pape , que tout ce que le nonce avoit mandé comme venant de sa part , au sujet de la promotion de monsieur de Luçon , étoit absolument faux , & que son intention étoit qu'il fût cardinal. Mais pour vérifier un fait de cette nature dans toutes ses circonstances , il faudroit avoir beaucoup de preuves littérales , que cet écrivain ne rapporte pas.

Aubery prétend que l'on surprit des lettres du nonce , par lesquelles il cherchoit à éloigner la promotion de l'évêque de Luçon , en faisant entendre qu'il étoit à propos de la différer encore quelque temps , parce que n'y ayant que quatre places vacantes à remplir dans le sacré collège , la sainteté ne devoit pas les abandonner aux princes étrangers , mais se les réserver à elle seule , & ne les donner qu'aux Italiens , du nombre desquels il espéroit être lui-même. La question est de savoir si le nonce de France , en parlant ainsi , n'avoit en vue que son propre intérêt , ou s'il agissoit par un ordre secret du roi.

L. I. ch. 8.

On voit une lettre de monsieur de Puisieux au commandeur de Sillery son oncle , écrite après la promotion , dans laquelle il se plaint de la conduite que le nonce avoit tenue dans cette affaire. *Quand je le verrai , dit-il , je pourrai bien lui faire sentir quelque chose de ce qui s'est passé ; car la trop grande dissimulation en semblables occurrences ; souvent donne audace d'entreprendre plus avant , sur-tout aux esprits malins.* Ce qui prouve , que monsieur de Puisieux qui avoit alors beaucoup de part à la confiance du roi , étoit persuadé que le nonce Cor sini en traversant la promotion de monsieur de Richelieu avoit agi contre la volonté de sa majesté.

Ibid.

Ce n'est pas que messieurs de Sillery eussent un grand empressement de voir ce prélat élevé à la dignité de cardinal ; ils craignoient au contraire qu'elle ne lui donnât entrée dans

1622.

le conseil : mais quand ils s'aperçurent que le roi le désiroit sincèrement, ils se firent un devoir de sacrifier leur intérêt particulier à la volonté du maître, ainsi que monsieur de Puisieux le dit expressément dans la même lettre.

Aubery.
Ibid.Recueil de Du.
pin, t. 2.Hist. mss. de
Louis XIII.

L'évêque de Luçon avoit travaillé de son côté à surmonter tous les obstacles qui s'opposoient à sa promotion. Il avoit eu soin d'envoyer à Rome l'abbé Bouthillier prieur de la Cochere, & depuis évêque d'Aire, qui y demeura deux ans pour presser la nomination de monsieur de Richelieu au cardinalat. Il n'eut pas plutôt reçu le courrier du pape avec la nouvelle de sa promotion, qu'il écrivit au roi une lettre de remerciement, datée de Lyon le 23 Septembre. Il laissa ensuite la reine mere à Lyon, & il s'avança jusques à Tarascon pour remercier de nouveau sa majesté, qu'il accompagna jusqu'à Avignon; d'autres disent qu'il alla droit à Avignon où le roi venoit d'arriver. Il y fit son remerciement à sa majesté, qui lui dit, que si le connétable de Luynes eût vécu, il n'auroit pas eu un pareil remerciement à lui faire. Sire, répondit Richelieu, *la pourpre qui me fût venue à la recommandation du connétable auroit beaucoup perdu de son lustre en passant par ses mains, & ne m'eût pas fait tant d'honneur que celle que je reçois par la grace de votre majesté.*

Le roi étoit arrivé à Avignon le 16 Novembre. Le pape avoit ordonné qu'on lui rendît tous les honneurs qui sont dûs au souverain. L'abbé d'Aumale natif de Nevers, qui en étoit vice-légat, & le général d'Avignon, vinrent au-devant de sa majesté. L'un & l'autre avoient été faits prisonniers par les huguenots de Nîmes pendant le siège de Montpellier, lorsqu'ils alloient trouver le roi pour lui offrir quelque secours de la part du pape : mais le roi en conséquence du traité de paix, leur avoit fait rendre la liberté, ainsi qu'au comte de Torgni & au sieur Desportes Baudouin intendant des finances, qui avoient eu le même sort.

Les consuls & le corps de ville d'Avignon vinrent présenter au roi le dais & les clés de la ville; ils le haranguerent à genoux, & ils prirent la qualité de *très-humbles, très-affectionnés, & très-fideles sujets.*

Charles-Emmanuel duc de Savoye, y envoya d'abord le cardinal de Savoye son fils pour saluer le roi de sa part; en-

suite il y vint lui-même. Le roi instruit par le cardinal de la prochaine arrivée du duc, sortit de la ville comme pour aller à la chasse. Le duc de Savoye le rencontra dans la campagne, & en l'abordant il mit un genou en terre, & parut vouloir embrasser ceux du roi qui s'empressa de le relever en lui donnant mille marques d'amitié. Quand il fallut entrer dans la ville, le roi le pressa de marcher à côté de lui : mais le duc refusa cet honneur, & affecta toujours d'être deux ou trois pas derrière sa majesté, à laquelle il donna la serviette chez le duc de Luxembourg dans un festin, où le roi & le duc se trouverent.

1622.

Bernard, l. 9.

Ces deux princes eurent ensemble de longues & secrètes conférences sur l'affaire de la Valteline. Le traité de Madrid étoit demeuré sans exécution, & la maison d'Autriche loin de restituer aux Grisons ce qu'elle avoit pris sur eux, avoit encore étendu sa domination par des usurpations nouvelles. L'archiduc Leopold comte de Tirol, s'étoit rendu maître d'une vallée qui leur appartenoit, & lorsqu'on lui avoit opposé le traité de Madrid, il avoit répondu qu'il ne pouvoit être lié par un traité conclu avec la couronne d'Espagne, dans lequel on n'avoit pris aucun engagement en son nom.

*Conférences
d'Avignon sur les
affaires de la Val-
teline.*

Le fort de Fuentes que les Espagnols avoient bâti à l'entrée de la Valteline dès le temps d'Henri IV. subsistoit encore. Ce grand prince s'en étoit plaint, & il avoit dit que par le moyen de ce fort ils seroient d'un même nœud la gorge à l'Italie & les piés aux Grisons. Ils en avoient encore bâti depuis ce temps-là quatre autres, & enfin ils s'étoient emparés de la Valteline à main armée, sous prétexte de maintenir la religion catholique dans les vallées, mais en effet pour avoir toujours une communication avec les états que la maison d'Autriche possédoit en Allemagne, qui les mit à portée de réunir quand ils voudroient toutes les forces de cette maison, pour donner seuls la loi dans l'Italie.

Le roi occupé à faire la guerre contre les huguenots, s'étoit contenté d'envoyer des ordres réitérés au sieur de Fargis comte de la Rochepot son ambassadeur à la cour d'Espagne, de demander avec les plus vives instances l'exécution du traité de Madrid. Le comte duc d'Olivarès, premier ministre & chef du conseil d'état d'Espagne, qui voyoit toutes les

1622.

forces du roi employées dans une guerre civile , trouvoit tous les jours de nouveaux prétextes pour différer cette exécution ; mais lorsqu'il fut persuadé que le roi de France viendrait aisément à bout de dompter ses sujets rebelles , & qu'il pourroit ensuite secourir les Grisons opprimés , il engagea l'ambassadeur de France à signer un nouveau traité , qui seroit comme une suite & une explication de celui de Madrid. Par ce traité qui fut signé à Aranjuez le 3 de Mai 1622. l'ambassadeur consentoit au nom du roi son maître que tous les forts bâtis ou occupés par les Espagnols dans la Valteline, fussent mis en dépôt entre les mains de quelque prince catholique , jusques à ce que l'on eût réglé toutes les contestations survenues entre les couronnes de France & d'Espagne, sur l'exécution du traité de Madrid. Le roi désavoua nettement son ambassadeur , & refusa de ratifier ce traité comme ayant été fait sans pouvoir & sans ordre. Les Espagnols ne l'avoient imaginé que pour tirer l'affaire en longueur & pour demeurer tranquilles possesseurs de la Valteline. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'on laissa le comte de Fargis dans son ambassade après une telle faute. Le gouvernement étoit alors si foible , que les grands n'étoient jamais punis ; & c'est ce qui enhardit cet ambassadeur à signer encore dans la suite un troisième traité sur les affaires de la Valteline, aussi désavantageux à la France que celui d'Aranjuez.

Le duc de Savoye & la république de Venise voyoient avec chagrin les Espagnols maîtres de la Valteline. Ce fut là le principal sujet des conférences que le roi eut avec le duc de Savoye, pendant son séjour à Avignon. Pesaro ambassadeur de la république de Venise y fut admis ; & l'on y forma le projet d'une ligue qui fut conclue au commencement de l'année suivante entre le roi , le duc de Savoye & les Venitiens , pour obliger la maison d'Autriche à rendre tout ce qu'elle avoit usurpé dans la Valteline & dans le pays des Grisons. Ces peuples étoient alors réduits aux dernières extrémités ; environnés de toutes parts des armes d'Autriche , ils s'étoient vus forcés de consentir eux-mêmes à leur oppression. L'archiduc Léopold d'un côté, & de l'autre le duc de Feria gouverneur de Milan , les avoient obligés de leur céder par des traités les villes & le pays qui se trouvoient à

leur bienfiance. Le connétable représenta au roi que ces traités forcés ne devoient point l'empêcher de secourir ses alliés, & de s'opposer aux usurpations d'une maison déjà trop puissante, & dont les vastes projets ne tendoient à rien moins qu'à opprimer la liberté de l'Europe. Les Espagnols toujours attentifs aux démarches de la cour de France, furent bientôt informés des conférences d'Avignon, & quand ils surent que l'ambassadeur de Venise y avoit assisté, ils comprirent aisément qu'on y avoit traité des affaires de la Valteline. Ils eurent recours au pape, & lui représenterent que la France ne cherchoit qu'à troubler le repos de la chrétienté. C'est ce qui déterminâ le chancelier de Sillery à écrire au commandeur son frere, » que ce qui s'étoit proposé dans l'entrevûe » d'Avignon, n'avoit point eu pour objet de *faire du bruit* » *mal à propos*; que l'on avoit écrit à Madrid & à Rome afin » d'exciter les Espagnols à se désister de leurs entreprises, » & à rendre ce qu'ils avoient usurpé dans la Valteline au » préjudice du roi & de ses alliés; que la cour d'Espagne avoit » toujours témoigné que c'étoit là son intention; qu'il étoit » avantageux aux uns & aux autres de sortir à l'amiable de » cette affaire, afin que la chrétienté ne fût pas troublée par » une nouvelle guerre; parce qu'enfin cette indignité ne se » pouvoit plus souffrir, & que l'on s'attendoit que le pape » procureroit un si grand bien par sa prudence & par son autorité. » Mais il n'étoit pas facile au pape de contenter les deux couronnes dans une pareille circonstance.

L'Espagne vouloit sincèrement la paix, pourvu qu'on lui laissât posséder tranquillement ce qu'elle avoit usurpé; & la France paroissoit résolue de ne demeurer tranquille qu'à condition que l'on rendît aux Grisons leurs biens & leur liberté, conformément au traité de Madrid.

Telle étoit la disposition des deux cours à l'égard des affaires de la Valteline, lorsque le roi se rendit à Lyon, où il arriva le 6 Decembre. Les deux reines qui l'attendoient avec impatience étoient allées au-devant de lui, & la reine mere eut la satisfaction de lui voir donner la barette au nouveau cardinal de Richelieu. La cérémonie se fit dans la chapelle de l'archevêché. Le cardinal remercia le roi par un discours qui fut regardé en ce temps-là comme une piece admirable.

Le roi vient à Lyon.

1622.

Quelques historiens l'ont rapporté, & l'on n'y voit rien que de fort commun. Il alla ensuite faire ses remerciemens à la reine mere, & mettant son bonnet rouge aux piés de cette princesse, il lui dit : *Madame, cette pourpre dont je suis redevable à la bienveillance de votre majesté, me fera toujours souvenir du vœu solennel que j'ai fait de répandre mon sang pour votre service.*

Le Vassor, l.

19.

Le Clerc, l. 1.
Dupin, t. 5.

La plupart des historiens remarquent en cet endroit, qu'il vint un temps où le cardinal parut avoir oublié ce vœu solennel. On verra dans la suite les raisons pour lesquelles il crut en être dispensé.

Les changemens qui se firent dans le conseil au commencement de l'année suivante, lui frayerent le chemin à la place de ministre, que la reine mere cherchoit depuis longtemps à lui procurer. Le roi ne fut pas plutôt de retour à Paris, qu'il ôta au comte de Schomberg, la charge de sur-intendant des finances pour la donner au marquis de la Vieuville. Castille fut renvoyé avec le sur-intendant, & sa place de contrôleur-général & d'intendant des finances, fut occupée par le sieur de Champigny. Ensuite monsieur de Caumartin étant mort le 21 Janvier, les sceaux furent rendus au chancelier de Sillery, qui se trouvant appuyé par le sieur de Puisieux son fils acquit par là une grande supériorité sur les autres ministres. Son premier soin fut de conclure le traité de ligue projeté dans les conférences d'Avignon entre la France, le duc de Savoye & la république de Venise, pour le recouvrement de la Valteline. Par ce traité les trois puissances s'engageoient à entretenir une armée de trente huit mille hommes d'infanterie & de six mille chevaux, pour obliger l'archiduc Léopold & le gouverneur de Milan à restituer aux Grisons ce qui leur appartenoit. Le roi de France devoit envoyer pour sa part dix-huit mille hommes de pié & deux mille chevaux; la république, douze mille hommes de pié & deux mille chevaux; & le duc de Savoye, huit mille hommes de pié & deux mille chevaux. La république & le duc s'obligeoient encore à fournir chacun sur leurs frontieres l'artillerie avec l'attirail nécessaire, à condition que le roi contribueroit à cette dépense par une somme d'argent proportionnée au nombre des troupes qu'il promettoit d'entretenir.

1623.

Ligue entre la France, le duc de Savoye & les Vénitiens.

Aubery vie de Richel. ch. l. 2.
ch. 2.

tretenir. La cour de Madrid fut fort alarmée de ce traité. Le marquis de Mirabel ambassadeur d'Espagne en France, vint offrir au roi l'entière exécution du traité de Madrid : mais comme on paroissoit déterminé à ne se plus fier aux promesses des Espagnols, ils eurent recours à un autre artifice pour détourner l'orage qui les menaçoit. Ce fut de remettre tous les forts de la Valteline en dépôt entre les mains du pape, en se réservant toujours le passage libre en Italie. Par là ils autorisoient en quelque sorte le traité d'Aranjuez, que le roi n'avoit pas voulu ratifier, & dont le principal article étoit que les forts de la Valteline seroient mis en séquestre ; ils évitoient la guerre, ils mettoient le pape dans leurs intérêts en lui persuadant de plus en plus qu'ils n'avoient en vûe que le maintien de la religion catholique dans les Vallées, & ils ne perdoient pas l'espérance de retirer ces forts des mains du pape quand la ligue seroit dissipée. L'ambassadeur de la république de Venise à la cour de Rome, se donna des mouvemens inutiles pour empêcher le Pape Gregoire XV. de se charger du dépôt qu'on lui offroit. La faction Espagnole étoit puissante en cette cour, & il ne fut pas difficile de persuader au pape, que rien ne lui seroit plus glorieux que de se voir l'arbitre des deux plus puissans rois de l'Europe, & le dépositaire de leurs intérêts. La cour de France eut d'abord quelque peine à consentir au dépôt auquel on s'étoit ouvertement opposé, en refusant de ratifier le traité d'Aranjuez : mais enfin le chancelier de Silleri & le sieur de Puisieux son fils, qui avoient alors la principale autorité dans le conseil engagèrent le roi à y donner son consentement, & les plaintes de l'ambassadeur de Venise ne se trouvant point appuyées à Rome du credit de la France, on n'y eut aucun égard. Le pape Gregoire XV. envoya dans la Valteline le duc de Fano son frere avec quinze cents hommes de pié & cinq cents chevaux, pour prendre les forts en dépôt au nom de sa sainteté. Les Espagnols les lui remirent, & le gouverneur de Milan eut soin de fournir aux troupes du pape des vivres & des munitions.

Quoique l'on eût fait la paix avec les huguenots, la cour tenoit avec eux une conduite qui n'étoit propre qu'à rallumer la guerre. On ne faisoit aucune difficulté de leur promettre tout ce qu'ils desiroient pour les appaiser, on leur

Affaires des huguenots.

1623.

Mémoires de
Rohan.

donnoit même par écrit des ordres conformes à leurs demandes, & l'on envoyoit ensuite des ordres contraires aux commandans & aux gouverneurs dont ils se plaignoient : par là on ne faisoit que gagner du temps sans aller à la source du mal. On leur montrait de la foiblesse d'un côté, & de la force de l'autre : mais une force qui leur paroissant toujours accompagnée de mauvaise foi aigrissoit les esprits sans les soumettre.

On avoit promis aux habitans de Montpellier, que les troupes commandées par le sieur de Valencé, que le roi avoit laissées dans leur ville, n'y feroient pas un long séjour. On différa leur sortie, d'abord jusques au voyage du roi en Provence, ensuite jusques à son arrivée à Avignon, enfin jusques à ce qu'il se fût rendu à Lyon. Le duc de Rohan le suivit dans sa route pour presser l'exécution des articles de la paix, & à Lyon il parla sur ce sujet à sa majesté *avec beaucoup de vigueur, & peut-être de hardiesse*, jusques à lui dire qu'il feroit cesser la démolition des fortifications de Montpellier, si l'on n'en retiroit pas les troupes, comme on s'y étoit engagé. Il obtint enfin une lettre du roi adressée au sieur de Valencé, qui lui ordonnoit expressément de sortir de cette ville avec les deux régimens qu'il commandoit : mais apparemment qu'on lui envoya en même temps par une autre voye des ordres tout différens, car malgré la lettre du roi, Valencé continua de rester à Montpellier.

D'un autre côté les députés de la Rochelle vinrent trouver le roi à Lyon, pour demander la démolition du fort Louis qui leur faisoit ombrage. On leur donna un ordre pour le sieur Arnaud, qui lui enjoignoit de faire démolir ce fort, huit jours après que les Rochelois auroient fait raser les nouvelles fortifications de leur ville qu'ils s'étoient engagés de détruire. Les députés étant retournés à la Rochelle envoyèrent au sieur Arnaud la copie de cet ordre : mais il répondit que cette copie suffisoit *pour l'obliger à détruire la copie du fort, mais non à faire démolir le fort même*. Huit jours après ils lui envoyèrent la lettre du roi en original : il répondit qu'il étoit tout prêt d'obéir, mais qu'auparavant il vouloit avoir les décharges nécessaires, qu'il ne pouvoit recevoir que de la cour. En attendant, il faisoit travailler jour & nuit, sans en excepter les fêtes & les dimanches, aux fortifications de sa place. Il fit venir de Marans deux mille

pieux dans une barque, qui fut saisie par les Rochelois. Arnaud les redemanda, & les Rochelois après avoir tenu conseil, répondirent : *qu'ils n'étoient point obligés de laisser fortifier une place subsistante contre les ordres du roi.* Arnaud leur déclara qu'il alloit user de représailles, & qu'ils eussent à se tenir sur leurs gardes. Aussi-tôt il fit sortir des détachemens de sa garnison, pour arrêter les vivres qui venoient à la Rochelle, & pour prendre les habitans de la ville qui se trouvoient dans la campagne; les Rochelois envoyèrent des députés à la cour. Arnaud y députa de son côté, & en attendant la réponse du roi, les hostilités continuerent entre les gens de la ville & ceux du fort Louis : mais cette petite guerre ne dura que six ou sept jours; on fit un accommodement qui fut menagé par les officiers du présidial. Les Rochelois sans attendre le retour de leurs députés firent porter jusques au fort tous les pieux qu'ils avoient pris, & Arnaud leur renvoya tous les prisonniers.

Le roi en passant par le Dauphiné avoit retiré les gouverneurs protestans de plusieurs places de la province, telles que Montelimar, Die, Livron, Nions & Serres, pour y mettre des gouverneurs catholiques. Le connétable demanda que les places qui lui appartenoient conservassent leurs gouverneurs quoique protestans; ils étoient de son choix, & il répondoit de leur fidélité. Cependant le roi eut beaucoup de peine à lui accorder cette grace, & sa majesté n'y consentit qu'après avoir fait promettre au maréchal de Crequi, d'ôter ces gouverneurs protestans après la mort du connétable. Le duc de Rohan se plaint dans ses mémoires de ces changemens de gouverneurs, comme d'autant d'infractions manifestes que la cour faisoit au traité de paix : mais il ne dit pas que les protestans y avoient donné occasion, en violant eux-mêmes les premiers la plus essentielle des conditions de la paix par des actes d'hostilité. Le mercure François nous apprend, que les huguenots de Livron ayant rencontré quelques soldats du régiment des gardes, en massacrèrent plusieurs. Le roi en fut tellement irrité, qu'il jugea à propos de s'assurer de toutes les villes de Dauphiné, en y mettant des gouverneurs catholiques, & il punit en particulier celle de Livron, dont toutes les fortifications furent rasées. On démolit les murailles jusques aux fondemens, &

1623.

l'on n'y laissa rien de fortifié que la citadelle , dont le gouvernement fut donné à un officier catholique.

Cependant les protestans se plaignoient de la conduite que l'on tenoit par-tout à leur égard depuis la conclusion de la paix , & ils faisoient tous les jours de nouvelles demandes. Ils adresserent à la cour un gros cahier de plaintes & de remontrances que le roi fit examiner. L'on répondit à tous les articles , & ces réponses furent signées le 4 Mars 1623, L'on envoya dans toutes les provinces des commissaires du conseil pour y faire exécuter la déclaration de la paix , & pour examiner sur les lieux les griefs des protestans. Les sieurs de Guzon & Briet conseillers d'état , par coururent la Xaintonge & le Poitou , & se rendirent à la Rochelle , où l'on leur présenta un mémoire contre le sieur Arnaud. Les deux commissaires le lui firent tenir , avec ordre d'y répondre sur le champ & par écrit. Il y répondit par une longue lettre qui fut rendue publique , & dans laquelle il se défend avec un air de confiance , qui montre bien qu'il ne craignoit pas beaucoup les reproches des commissaires. Il se plaint à son tour de ce que les Rochelois vouloient l'empêcher de mettre sa garnison à couvert , tandis qu'il y avoit dans la Rochelle vingt-deux canons en batterie qui plongoient dans le fort. Il représente qu'ils n'en demandoient la démolition que pour être plus à portée de recommencer la guerre , que depuis la publication de la paix ils avoient fait venir quantité de poudre , de munitions & d'artillerie de Hollande , & qu'ils en attendoient encore ; qu'ils amassoient tous les blés du Poitou , qu'ils remplissoient leur ville de toutes sortes de provisions , & qu'enfin toutes leurs démarches loin de tendre à la paix sembloient annoncer la guerre.

Cependant les députés que les protestans avoient à la cour , ne cessoient de solliciter avec les plus vives instances la démolition du fort Louis. Ils en avoient fait un article particulier dans le cahier de leurs demandes , & la cour y avoit répondu qu'elle y pourvoiroit après qu'on auroit entendu le rapport des commissaires que sa majesté avoit envoyés à la Rochelle. Les députés s'adresserent au connétable de Lesdiguières , qui leur répondit : *Messieurs , le fort Louis fera démolir les fortifications de la Rochelle , & la Rochelle fera démolir ensuite les fortifications du fort Louis : devinez-vous bien l'énigme ? Il faut que la*

Rochelle prenne le fort, ou que le fort prenne la Rochelle. Tout le monde s'appercevoit que malgré les paroles que l'on avoit données aux Rochelois de les délivrer de ce fort, on étoit résolu de le conserver.

1623.

Le duc de Rohan qui étoit en quelque sorte garant du traité conclu avec les protestans, quitta la cour à Lyon & retourna en Languedoc, pour y faire démolir dans les villes de son parti, toutes les nouvelles fortifications qui devoient être détruites en vertu du traité. Il se rendit à Montpellier, où il donna au sieur de Valencé la lettre du roi, qui lui ordonnoit de se retirer de la ville avec les troupes qu'il commandoit. Valencé promit d'obéir: mais l'ordre demeura sans exécution. Le duc de Rohan se rendit ensuite à Nîmes, à Montauban & dans plusieurs autres villes, pour y faire travailler conjointement avec les commissaires du roi aux démolitions dont on étoit convenu; l'exécution de cet article du traité devoit naturellement souffrir de grandes difficultés. On n'exigeoit pas par le traité la démolition de toutes les fortifications, mais seulement de celles qui avoient été nouvellement ajoutées aux anciennes, & c'est sur quoi il n'étoit pas toujours facile de convenir; il falloit pour cela remonter jusques à la date de leur construction que l'on avoit beaucoup de peine à vérifier. Les catholiques prétendoient que les protestans appelloient anciennes fortifications, celles qui étoient nouvelles; & ceux-ci se plaignoient qu'on en vouloit raser plusieurs dont l'antiquité étoit indubitable. C'est par là que le sieur de Valencé se défendoit d'évacuer la ville de Montpellier. On ne pouvoit l'y obliger qu'en supposant que toutes les nouvelles fortifications étoient détruites, & il soutenoit que les huguenots en conservoient plusieurs comme anciennes quoiqu'elles ne le fussent pas. Il survint encore d'autres disputes entre lui & les habitans qui appellerent le duc de Rohan pour les terminer. Il raconte dans ses mémoires qu'il revint à Montpellier, selon qu'il en étoit convenu avec Valencé, & qu'il lui en avoit écrit depuis peu; mais qu'il n'y fut pas plutôt arrivé qu'il se vit arrêté prisonnier & gardé avec beaucoup de sûreté.

Mem. de Rohan.

Le récit du mercure François ne s'accorde pas ici avec celui du duc de Rohan, on y voit que le sieur de Valencé écrivit à ce duc de ne point venir à Montpellier, parce que les esprits y étoient si échauffés, que la présence pourroit y

T. 9.

1623.

causer une sédition. Rohan ne laissa pas de s'y rendre, pour empêcher qu'aucun catholique ne fût élu consul contre la disposition expresse du traité. C'est ce qui détermina le sieur de Valencé à lui donner des gardes, & à l'arrêter prisonnier dans sa maison.

Mercure Fran-
çois, t. 9. p. 433.

Le duc de Rohan & les habitans de Montpellier se plaignirent de l'action hardie du sieur de Valencé, & de part & d'autre on envoya des courriers à la cour. La duchesse de Rohan y étoit alors avec monsieur de Soubise, elle devoit danser au ballet de la reine : mais elle refusa d'y paroître tant que son mari seroit en prison. Soubise déclara que si l'on ne rendoit pas au plutôt la liberté à son frere, on leveroit bientôt une armée nombreuse pour la demander. On assembla le conseil, & l'on manda au sieur de Valencé de délivrer le duc de Rohan ; mais en même temps on fit défenses à ce duc de reparoître à Montpellier sans un exprès commandement du roi. Il ne parle point de cette défense dans ses mémoires. Il se contente de dire que *sa délivrance fut ordonnée, & qu'on lui écrivit de la cour que pour éviter les ombrages que l'on prenoit de lui au bas Languedoc il alla dans le haut Languedoc pour y continuer sa commission.* Il se plaint ensuite de ce que Puisieux qui étoit beau-frere du sieur de Valencé, ayant fait rendre les sceaux au chancelier de Silleri son pere, étoit devenu le maître du gouvernement ; & il ajoute que ce ministre employoit tout son crédit à *faire valoir toutes les actions du sieur de Valencé, à traverser en tout le duc de Rohan, & à interpréter en mauvaise part tout ce qu'il faisoit.* Cependant malgré toutes les traverses qu'on lui suscitoit, il vint à bout de faire retirer les troupes du roi qui étoient à Nîmes & aux Cévennes, en écrivant à la cour qu'il n'en partiroit point qu'on ne lui eût donné cette satisfaction. Mais il trouva peu de reconnaissance dans le peuple de Nîmes, à qui l'on avoit persuadé qu'il étoit d'intelligence avec la cour pour toutes les infractions que l'on faisoit au traité de paix, & que sa prison de Montpellier *n'étoit qu'une feinte.* C'est, dit-il, » la récompense ordinaire des services qu'on rend au peuple.

Etat de la cour.

La cour en ce temps-là étoit pleine de brouilleries & de factions, les ministres ne cherchoient qu'à se supplanter mutuellement. La Vieuville souffroit impatiemment le crédit du chan-

celier & de son fils, il ne fut pas plutôt entré dans le conseil, qu'il voulut s'en rendre maître, & qu'il ne songea qu'à les perdre dans l'esprit du roi. Il s'aperçut que ces deux ministres n'aimoient pas la reine mere, & il eut soin de l'avertir de tous les rapports qu'ils ne cessioient de faire au roi pour la décréditer. On a déjà remarqué que ce prince étoit naturellement soupçonneux. On lui dit un jour que la reine sa mere tramait une conspiration avec tous les grands du royaume contre son service, il en fut allarmé, & il en parla au duc de Montmorenci qui le rassura, en lui disant que cette conspiration n'étoit qu'une chimere, & qu'il devoit mépriser tous ceux qui lui tenoient de pareils discours. Comme on connoissoit son humeur, chacun s'empressoit de flatter sa curiosité & sa défiance naturelle par de semblables rapports, sans ménager personne, afin de lui persuader qu'on ne vouloit être attaché qu'à lui. On tâcha même de lui rendre suspecte la conduite de la reine sa femme, en lui disant que son appartement étoit trop fréquenté, & que les courtisans y entroient trop aisément. Il en fut tellement frappé qu'il vint un matin dans la chambre de la reine mere qui dormoit encore, il l'éveilla lui-même, & lui fit part de ses inquiétudes. Elle tâcha de les dissiper. Il revint une seconde fois pour lui dire qu'il étoit résolu de faire avertir la reine par sa premiere femme de chambre, qu'elle devoit se conduire avec plus de retenue. La reine mere lui fit sentir les inconveniens d'un pareil éclat, elle parla ensuite à sa belle fille, & par ses sages conseils, elle engagea le roi à ne plus se livrer à de pareilles inquiétudes.

C'est ainsi que Marie de Medicis, instruite par le cardinal de Richelieu s'appliquoit à gagner la confiance de son fils ; les confidences qu'il lui avoit faites au sujet de la jeune reine, & le soin qu'elle avoit pris de dissiper ses soupçons, sembloient lui donner plus de facilité pour s'insinuer dans l'esprit de ce prince, qu'elle n'en avoit eu jusques alors : elle en profita pour lui parler des affaires d'état ; & comme son but étoit de l'engager à donner une place dans le conseil au cardinal de Richelieu, elle lui faisoit remarquer que ses ministres uniquement occupés à se traverser les uns les autres, & à se faire des liaisons & des appuis pour affermir leur fortune, sacrifioient tous les jours le bien de son servi-

1623.

Hist. mss. de
Louis XIII.

1623.

co à leurs intérêts particuliers ; que pourvû qu'ils fussent les maîtres dans le cabinet & dans le conseil, ils s'embarraffoient fort peu de savoir quelle puissance auroit la supériorité en Italie ou en Allemagne, & qui seroit le plus fort dans la Valteline & dans la Holande ; elle relevoit leurs fautes & leurs négligences. Le cardinal de Richelieu qui n'avoit pas moins d'envie d'entrer dans le conseil que la reine mere pouvoit en avoir de l'y introduire, prenoit soin d'éclairer cette princesse sur la conduite des ministres, & l'on peut croire qu'il y employoit tout ce qu'il avoit de lumieres & de pénétration. Les avis qu'elle donnoit au roi faisoient une grande impression sur son esprit, & le dispoisoient insensiblement à l'estime qu'elle vouloit lui inspirer pour monsieur de Richelieu.

Les ministres qui n'étoient pas assez aveugles pour ne pas s'appercevoir du manége & des vûes du cardinal, n'oublioient de leur côté rien pour décréditer la reine mere dans l'esprit du roi : mais ils employoient quelque fois pour y réussir des accusations si peu vrai-semblables & si mal fondées qu'elles ne servoient qu'à les décréditer eux-mêmes. Cette princesse devoit encore aller à Pougues pour y prendre les eaux : on fit entendre au roi que ce voyage cachoit quelque grand mystere ; que le prince de Condé n'étoit qu'à douze lieues de Pougues, où le comte de Soissons qui avoit demandé la permission d'aller dans son gouvernement de Dauphiné, ne manqueroit pas de se rendre, & que ces deux princes cabaleroient avec la reine mere contre le repos de l'état. Marie de Medicis avertie de ces mauvais discours déclara qu'elle n'iroit point à Pougues cette année, & qu'elle étoit résolue d'aller passer la belle saison à Monceaux. Le roi lui ayant demandé la raison de ce changement elle lui répondit qu'elle étoit instruite des calomnies que l'on lui avoit débitées au sujet de son voyage de Pougues, & qu'elle avoit mieux aimé le rompre que de causer la moindre inquiétude à sa majesté. Elle tâcha ensuite de lui faire sentir combien il devoit mépriser ceux qui cherchoient à lui donner de pareils ombrages. Le roi parut si satisfait de la conduite & des sentimens de sa mere, qu'il lui écrivoit souvent pendant qu'elle fut à Monceaux. Il alla même la visiter deux fois.

Ces voyages & les entretiens particuliers qu'il eut avec elle, inquiéterent les ministres. Ils dirent au roi que la confiance

fiance qu'il témoignoit à la reine mere pouvoit avoir des suites fâcheuses. Mais il se moqua de leurs remontrances, dont il n'eut pas de peine à découvrir l'artifice, & il dit un jour au duc de Bellegarde : *Je les trouve bien plaisans ; ils voudroient m'attacher à leur côté, & me marquer tous les pas que j'ai à faire ; ils me rompent continuellement la tête d'intrigues contre l'état ; ils veulent me faire entrer dans toutes leurs visions : mais s'ils m'imputent quelquefois à moi-même des desseins qui ne me sont jamais venus dans l'esprit, que dois-je penser des rapports qu'ils me font des autres ?*

La reine mere après avoir fait quelque séjour à Monceaux revint à Paris à la priere du roi, qui lui témoigna le désir qu'il avoit de l'avoir auprès lui ; elle trouva toute la cour divisée par la querelle de la maison de Lorraine avec celle de Montmorenci. Voici quel en fut le sujet.

La belle-mere du duc de Montmorenci troisième femme & veuve du dernier connétable de ce nom, avoit été nommée dame d'honneur de la reine régnante, lorsque l'on fit la maison de cette princesse. Monsieur de Luynes avoit eu le crédit de faire créer pour sa femme une charge de sur-intendante de la maison de la reine, qui la mettoit au-dessus de la connétable de Montmorenci. Celle-ci prétendoit qu'elle n'avoit accepté la charge de dame d'honneur qu'à condition que l'on ne nommeroit point de sur-intendante au-dessus d'elle : mais il ne lui fut pas possible de soutenir cette prétention pendant la faveur du connétable de Luynes. Anne d'Autriche ayant donné à la duchesse de Chevreuse sa veuve une confiance particulière, qui n'étoit pas agréable au roi, la connétable de Montmorenci crut avoir trouvé un temps favorable pour faire valoir ses prétentions. Le duc de Montmorenci vint prier sa majesté de faire examiner le droit de sa belle mere, & d'ordonner que cette affaire fût rapportée au conseil pour y être jugée. Le duc de Chevreuse qui ne devoit jamais mettre le droit de sa femme en compromis, consentir cependant que la cause fût plaidée, sur l'assurance que le sieur de Puisieux lui donna, que la décision du conseil seroit favorable à la sur-intendante. Les deux parties remirent leurs mémoires entre les mains de monsieur de Châteauneuf, que le roi avoit chargé de rapporter l'affaire au conseil. Elle

Procès entre la duchesse de Chevreuse & la connétable de Montmorenci.

Mem. de Bascomp. t. 2.

1623.

Mem. de Bassomp.
t. 1.

fut vivement sollicitée d'un côté par le duc de Guise, & de l'autre par le duc de Montmorenci. Toute la cour divisée par des considérations d'intérêts, d'alliance ou de faction, se rangea sous ces deux chefs. Le maréchal de Bassompierre s'abstint de prendre aucun parti pour ne pas déplaire aux princesses de Condé & de Conti, dont l'une étoit sœur du duc de Montmorenci, & l'autre du duc de Guise. Le procès fut jugé à Saint-Germain sur la fin de l'automne. On eut bien voulu contenter les deux parties : mais la chose étant impossible, on aima mieux les mécontenter également, que de donner à l'une aucun avantage sur l'autre. Ainsi l'on décida que les deux dames seroient privées de leurs charges. Ce jugement fut fort désapprouvé. Bassompierre dit à monsieur de Puisieux qui lui demanda ce qu'il en pensoit, que c'étoit le plus mauvais parti que l'on pût prendre, puisqu'il offensoit les deux plus puissantes maisons du royaume, dans un temps où la paix étoit mal affermie avec les huguenots, & particulièrement avec les Rochelois, qui demandoient *instamment* la démolition du *Fort-Louis*. Puisieux qui n'étoit pas lui-même fort satisfait d'un jugement si contraire à ce qu'il avoit promis au duc de Chevreuse, ne manqua pas de rapporter au roi ce que Bassompierre lui avoit dit ; le roi le redit à la Vieuville, qui voulant profiter de cette occasion pour perdre le maréchal, fit entendre au roi que de pareils propos méritoient la Bastille. Le roi se contenta de ne plus parler au maréchal de Bassompierre, & de le traiter avec beaucoup de froideur. Il eut recours au cardinal de la Rochefoucault qui avoit pris dans le conseil la place du feu cardinal de Retz, & au pere Seguiran confesseur du roi, pour les prier de le remettre dans les bonnes grâces de sa majesté, qui lui passa ensuite comme à l'ordinaire.

On accusa la reine mere d'avoir été cause du jugement rendu dans l'affaire de la duchesse de Chevreuse, & de la connétable de Montmorenci. Le duc de Guise, le prince de Joinville, & la princesse de Conti en firent de grandes plaintes, & il fallut que le roi leur imposât silence en donnant un démenti à son retour de la chasse, à tous ceux qui attribuoient ce jugement à la reine sa mere. Le roi qui n'approuvoit pas les liaisons de sa femme avec la duchesse de

Chevreuse , envoya ordre à cette duchesse de se retirer de la cour ; elle étoit amie de madame Puisieux , dont le mari regarda cette disgrâce comme le présage infaillible de la sienne. Le chancelier son pere s'appercevant que le roi prenoit ombrage de la grande autorité que lui donnoient ses charges remit lui-même les sceaux , pour détourner s'il étoit possible, l'orage qui le menaçoit ; ce qui a fait dire à Bassompierre , que le chancelier *se coucha dans la crainte d'être jetté par terre*. Il prit pour prétexte son âge & ses infirmités , qui ne lui permettoient pas d'accompagner le roi dans ses voyages , & le 2 Janvier 1624. il chargea le marquis de Puisieux son fils de rapporter les sceaux au roi , qui les ayant reçus , les remit entre les mains du sieur de Beringhen un de ses premiers valets de chambre , avec ordre de les tenir sous la clé jusqu'à ce qu'il y eût un garde des sceaux de nommé. Cette nomination se fit quatre jours apres.

1623.

1624.

Le 6 Fevrier le roi ordonna au sieur de la Ville-aux-Clercs secrétaire d'état , de faire expédier les provisions de garde des sceaux en laissant le nom en blanc , & de les lui apporter. Il les signa d'abord de sa propre main , & y fit ajouter le nom du sieur d'Aligre. Il est dit dans ces provisions , que le chancelier avoit remis les sceaux *pour la seconde fois* entre les mains du roi , à cause de son grand âge & indisposition , qui ne lui permettoient plus de *supporter le faix d'une si grande charge*.

Duchefne , hist.
des chanceliers.

La démarche du chancelier ne le mit pas à couvert des coups que l'on lui préparoit ; elle fit sentir à ses ennemis à quel point son crédit étoit diminué , & leur inspira une nouvelle hardiesse pour entreprendre de ruiner entierement sa fortune & celle de son fils. La reine mere persuadée que tant que le pere & le fils seroient dans le conseil , il ne seroit pas possible d'y faire entrer le cardinal de Richelieu , s'unit au marquis de la Vieuville pour achever de les perdre dans l'esprit du roi. On accusa le chancelier de s'être enrichi aux dépens du roi & du public. Puisieux fut accusé d'avoir souvent envoyé des ordres aux ministres de France dans les cours étrangères , sans les avoir communiqués au roi & au conseil. On fit parler les ambassadeurs de Venise & de Savoye , qui se plaignirent de ce qu'au lieu de forcer l'Espagne à exécuter le traité de Madrid , on avoit souffert qu'elle en éludât les dis-

1624.

Hist. mss. de
Louis XIII.

positions les plus essentielles, en mettant les forts de la Valteline entre les mains du pape, & en se réservant la liberté des passages. Leurs plaintes furent écoutées, & le roi prit enfin la résolution d'éloigner de la cour le chancelier & son fils. Le 4 Février, Tronçon secrétaire du cabinet, les alla trouver avec une lettre écrite de la propre main du roi, qui leur ordonnoit de se conformer à ce que Tronçon leur diroit de sa part. Celui-ci après avoir fait lire cette lettre au chancelier, lui dit, que sa majesté avoit reçu tant de plaintes de ses malversations & de celles de son fils, qu'après avoir longtemps combattu pour eux, il se croyoit enfin obligé de leur ordonner de se retirer au plutôt dans quelque-une de leurs maisons de campagne; que pour leur montrer cependant qu'elle aimoit encore mieux voir leur innocence reconnue que leurs crimes avérés, elle leur permettoit d'en poursuivre la justification devant le parlement, s'ils croyoient leur conduite assez nette pour être exposée aux regards de la justice.

Vallor, l. 20.

D'autres prétendent que le roi leur fit dire seulement, qu'ils pourroient lui envoyer à lui-même leur apologie de l'endroit où ils se seroient retirés.

Hist. mss. de
Louis XIII.

Le chancelier répondit qu'il n'avoit jamais manqué de fidélité à sa majesté; qu'il y avoit trop long-temps qu'il étoit à la cour pour n'avoir pas appris à se soumettre à ses volontés, & qu'il partiroit incessamment.

Tronçon lui parla encore de la liberté que le roi lui donnoit de se justifier, pour savoir apparemment s'il entreprendroit de prouver son innocence, soit par les formes de la justice, soit par une apologie adressée au roi: mais le chancelier ne lui fit aucune réponse. Tronçon tint à peu près le même discours au marquis de Puiseux, qui répondit que sa conscience ne lui reprochoit rien, & qu'il espéroit que le roi connoîtroit son innocence. Il sortit de Paris le jour même, & le chancelier son pere partit le lendemain au matin. Puiseux avoit en même-temps le département de la guerre & des affaires étrangères. Celui de la guerre fut donné au sieur de Beauclerc, qui de secrétaire des commandemens de la reine, devint secrétaire d'état. Celui des affaires étrangères fut en quelque sorte partagé entre les sieurs Phelippeaux d'Herbaut, Potier d'Oguerre, & de la Ville-aux-Clercs. Le

premier eut l'Espagne, l'Italie, les Suisses & les Grisons. Le second eut l'Allemagne, la Hollande, & les Pays-Bas Espagnols. Le troisieme eut l'Angleterre, la Suede, le Danemarck, la Pologne, & le Levant.

1624.

La reine mere voulut profiter de l'exil des deux Silleris, pour faire entrer le cardinal de Richelieu dans le conseil : mais elle y trouvoit encore de grands obstacles. Le roi étoit étrangement prevenu contre ce prélat ; tous ceux à qui Louis avoit donné sa confiance depuis la mort du maréchal d'Ancre, avoient travaillé à le décrier, dans la crainte qu'il ne devînt leur maître par la supériorité de son génie. Comme ils avoient eu tous le même intérêt de l'écarter, leur témoignage avoit été uniforme sur ce point ; ils l'avoient représenté au roi comme un esprit dangereux, qui ne feroit pas plutôt entré dans le conseil qu'il y voudroit dominer, qu'il s'attribueroit la gloire de tout, & qu'il ne laisseroit au roi qu'une ombre d'autorité. Ces discours avoient fait une si grande impression sur l'esprit de ce prince, que lorsque la reine mere parloit du cardinal, il lui répondoit : *Je le connois mieux que vous, madame, c'est un homme d'une ambition démesurée* ; & il ajoutoit ensuite tout ce qu'il avoit entendu dire en différentes occasions contre monsieur de Richelieu. La reine mere ne se rebutoit pas, elle ne cessoit de dire au roi, qu'il n'y avoit que le cardinal de Richelieu qui fût capable de lui aider à soutenir le poids des affaires. Elle lui faisoit remarquer la foiblesse & l'incapacité des autres ministres ; elle lui répondoit de sa fidélité, de son zele, & de sa soumission parfaite aux ordres & aux desirs de sa majesté : mais il falloit encore gagner le marquis de la Vieuville, qui depuis l'exil des Silleris, avoit un crédit absolu sur l'esprit du roi. Ce ministre étoit à la vérité dans une parfaite intelligence avec la reine mere, & il avoit agi de concert avec elle pour faire éloigner le chancelier & son fils : mais il s'en falloit beaucoup qu'il fût aussi disposé à seconder les vûes de cette princesse à l'égard du cardinal, dont il ne redoutoit pas moins le génie, que ceux qui l'avoient précédé dans le ministere. Il proposa même au roi de l'envoyer à Rome, & sur ce que Louis lui représenta, que ce seroit causer un trop grand déplaisir à la

1624.

reine mere ; il répondit que l'on pourroit l'appaiser en rappellant Barbin de son exil.

Le roi parut approuver cet expédient : mais la reine mere étoit fort éloignée de s'en contenter. Au commencement du printemps , Louis se rendit à Compiègne pour y prendre le divertissement de la chasse , & la reine mere qui avoit un soin extrême de sa santé , & à qui les medecins avoient prescrit quelques remedes , jugea à propos de rester à Paris. La Vieuville profita de son absence pour proposer au roi de nommer le cardinal de Richelieu ministre à la cour de Rome. Louis y consentit , mais le secret de cette résolution fut mal gardé. Deagent le fut & en fit avertir la reine mere qui vint aussi-tôt à Compiègne pour parer ce coup. Elle se plaignit au roi & à la Vieuville ; elle promit à celui-ci que le cardinal ne feroit rien que de concert avec lui , & le pressa tellement , qu'elle arracha plutôt qu'elle n'obtint son consentement pour que le cardinal fût admis dans le conseil. On prétend même que la Vieuville lui dit , qu'il ne pouvoit y faire entrer le cardinal sans se donner un rival dangereux qui l'en chasseroit bientôt lui-même : mais qu'il aimoit mieux risquer sa fortune , que de ne pas donner à sa majesté la satisfaction qu'elle désiroit. Quand la Vieuville fut une fois gagné , on ne trouva plus tant de difficulté à vaincre la résistance du roi. On convint seulement que le cardinal assisteroit simplement au conseil pour y proposer son avis ; mais que hors de-là il ne se mêleroit d'aucune affaire d'état , ni d'aucune négociation avec les cours étrangères , & qu'il ne donneroit point d'audience aux ambassadeurs. A ces conditions , le roi consentit qu'il entrât dans le conseil. Dès qu'il fut que la résolution étoit prise de l'y admettre ; au lieu de remercier le roi de cette grace , il fit quelque difficulté de l'accepter. Il savoit à quel point Louis XIII. étoit jaloux de son autorité , & il avoit appris par la reine mere l'idée que l'on avoit donnée à ce prince de son caractère. Il crut que le vrai moyen de la lui ôter étoit de ne faire paroître aucun empressement à se mêler du gouvernement , il représenta au roi que la délicatesse de sa santé ne lui permettoit pas de se charger du poids des affaires , & qu'elle le rendoit absolument incapable d'un travail assidu , & il se fit or-

donner de prendre une place qu'il désiroit avec passion.

Le 29 d'Avril le roi étant dans la chambre de la reine mere où il avoit coutume d'aller tous les matins, déclara publiquement la résolution qu'il avoit prise de donner une place dans son conseil au cardinal de Richelieu. Tous les courtisans s'empresserent d'aller chez le nouveau ministre pour le féliciter : mais il leur dit qu'il n'avoit accepté ce titre que pour obéir aux commandemens de sa majesté ; qu'il lui avoit même représenté que ses infirmités habituelles le mettoient hors d'état de travailler aux affaires avec assiduité ; que tout ce qu'il pourroit faire, ce seroit d'assister quelquefois au conseil, lorsque sa foible complexion le lui permettroit pour y dire son avis sur ce qui seroit proposé, & que sa majesté avoit eu la bonté de le dispenser de tout autre travail.

La premiere fois que le cardinal de Richelieu prit séance au conseil du roi, on lui fit une difficulté sur le rang qu'il y devoit occuper. Il prétendoit s'asseoir en qualité de cardinal à la seconde place vis-à-vis du cardinal de la Rochefoucault qui en étoit le chef, & se mettre par conséquent au-dessus du connétable ; celui-ci refusoit de lui ceder le pas, comme étant le premier officier de la couronne. Le cardinal presenta un mémoire, dans lequel il soutint que les cardinaux avoient toujours été en usage & en possession de précéder tous les officiers de la couronne, sans en excepter le connétable & le chancelier. Il en citoit plusieurs exemples : il ajoutoit qu'avant monsieur de Sillery, les chanceliers n'étoient jamais au conseil secret des affaires étrangères, ni à celui de la direction des finances, & qu'Henri IV. n'y avoit appelé messieurs de Chiverni & de Bellievre, que dans quelques occasions extraordinaires. Ce mémoire appuyé des sollicitations de la reine mere, eut tout l'effet que le cardinal pouvoit desirer. Le connétable se plaignit, & menaça de quitter la cour. On chargea messieurs de Crequy & de Bullion de chercher quelque moyen de le contenter ; ils n'en trouverent point d'autre que celui de faire expédier un acte qui portoit que le roi, sur la très-instante priere de la reine sa mere, avoit commandé au connétable de Lesdiguières de ceder la préséance au conseil à un seul des cardinaux, à condition que cela ne seroit

1624.

Recueil d'Ambry, t. 1.

Mem. de Brienne, t. 1.

Lettre de monsieur Phélyppeaux du 9 Mai 1624. dans les mss. de Beth. n°. 9164.

1624.

point tiré à conséquence à l'encontre de lui, ni de ses successeurs les connétables.

Cet acte fut signé le 9 Mai 1624. par les sieurs de Lomenie & Potier, secrétaires d'état. Il y est fait mention de deux témoins qui devoient signer après eux; savoir, les sieurs de la Vieuville sur-intendant des finances, & du Hallier capitaine des gardes. On étoit convenu que l'acte demeurerait secret: mais le cardinal de Richelieu en ayant entendu parler, obtint du roi qu'il seroit laceré, & le connétable fut obligé de lui céder la préséance sans aucune restriction. Le conseil du roi demeura comme interrompu pendant cette contestation.

Lettre de monsieur Phelypp.

Ibid.

Le commandeur de Sillery est rappelé de son ambassade de Rome.

Recueil d'Aubery, t. 1, p. 62.

La disgrâce du commandeur de Sillery ambassadeur à Rome, suivit de près celle du chancelier son frere, & du marquis de Puisieux son neveu. Le comte de Bethune fut nommé pour le remplacer, & en attendant qu'il pût arriver à Rome, monsieur de Marquemont fut chargé des affaires de France. Le roi en donna avis à ce prélat par une lettre datée du 23 Fevrier, dans laquelle sans faire aucune sorte de plainte du commandeur, sa majesté se contente de dire, qu'ayant considéré les embarras qui se rencontroient pour l'accommodement des affaires de la Valteline, elle avoit jugé à propos d'en entendre toutes les particularités de la bouche du sieur commandeur, & que pour cet effet, elle lui envoyoit ordre de revenir en France pour lui en rendre compte; ce qui paroissoit d'autant plus convenable, que le temps de son ambassade alloit bien-tôt expirer.

Lettre de monsieur de Marquemont au roi.

Le départ du commandeur fut cependant différé jusques après Pâques. Il négocioit depuis long-temps un accommodement avec le pape pour l'affaire de la Valteline. Les Espagnols demandoient la liberté des passages, & le pape proposa au commandeur de ne leur en laisser qu'une partie; il y consentit, & lui donna parole de signer les articles du traité d'accommodement avec cette restriction, qui fut pareillement acceptée par l'ambassadeur d'Espagne: mais les nouvelles que le commandeur reçut du changement arrivé à la cour de France, par l'exil de son frere & de son neveu le rendirent plus précautionné. Il pria le pape de différer la signature du traité à laquelle il s'étoit engagé, jusqu'à ce qu'il fût plus particulièrement

ticulierement informé des intentions du roi son maître , & il envoya en France un projet du traité par le sieur Gueffier.

1624.

C'est ce qu'on lit dans la dépêche de monsieur de Marquemont au roi , datée du 16 Mars 1624. ainsi il n'y eut point d'articles signés , quoiqu'en disent la plupart des historiens modernes , & ce fut à tort que *l'on soupçonna* , comme dit Aubery , le commandeur de Sillery de s'être *laissé surprendre volontairement , & d'avoir consulté sa passion plutôt que sa prudence , lorsqu'il falloit signer ces articles auxquels on tient qu'il ne consentit qu'après avoir su la disgrâce du chancelier de Sillery son frere , & de monsieur de Puisieux secrétaire d'état son neveu.*

Aubery, vie de Richelieu , l. 2. ch. 2.

Il est évident par la dépêche de monsieur de Marquemont , que le commandeur de Sillery ne savoit point encore la disgrâce de son frere & de son neveu , lorsqu'il consentit verbalement aux articles proposés par le pape , & que loin de les avoir signés pour se venger de la disgrâce de ses parens , ce fut au contraire la nouvelle de cette disgrâce qui l'empêcha de les signer.

Le roi n'en eut pas plutôt vû le projet , qu'il déclara au conseil que ce consentement accordé aux Espagnols pour les passages avoit été donné sans son ordre , qu'il étoit directement contraire à ses intentions , & qu'il ne pouvoit l'approuver.

Le commandeur de Sillery partit de Rome le 22 Avril , & monsieur de Bethune n'y arriva qu'au mois de Juin.

Le cardinal de la Valette le seul des cardinaux François qui eût assisté au conclave où le pape Urbain VIII. avoit été élu , se trouvoit alors à Rome : il apprit avec chagrin que monsieur de Marquemont seroit chargé seul des affaires de France jusques à l'arrivée du nouvel ambassadeur , sans qu'on eût daigné l'associer à son ministère. Il se crut maltraité , & il dit à monsieur de Marquemont , de ne lui parler d'aucune affaire qui pût intéresser le service du roi , parce qu'il étoit résolu de ne s'en point mêler. Monsieur de Marquemont fit part à la cour de France du mécontentement de ce cardinal , & le roi pour appaiser la Valette , manda à l'archevêque de Lyon de lui communiquer les affaires qu'il auroit à traiter , & d'aller avec lui à l'audience du pape ; on avertit en même-temps le cardinal de la Valette de se conduire avec

1624.

beaucoup de prudence & de circonspection, à l'égard de monsieur le cardinal de Savoye protecteur de France : mais loin de se prévaloir de la satisfaction que la cour lui donnoit, il dit à monsieur de Marquemont qu'il le laisseroit aller seul aux audiences publiques du pape, & qu'il se contenteroit de traiter avec sa sainteté dans les occasions que lui procuroit fréquemment sa dignité de cardinal; qu'à l'égard des audiences particulières, il y accompagneroit monsieur de Marquemont, lorsqu'on jugeroit que sa présence y pourroit être de quelque utilité, sans quoi il l'y laisseroit aller seul.

Lettre du 20
mars 1624.

Quoique monsieur de Marquemont n'ignorât point que toute la famille des Sillery étoit en disgrâce, lorsque le commandeur fut rappelé de Rome, il ne laissa pas de le défendre par ses lettres contre les accusations de ses ennemis, avec une droiture & une fermeté qui mérite d'être remarquée dans l'histoire. Il manda à monsieur d'Herbaut qu'il pouvoit rendre ce témoignage de la conduite de monsieur de Sillery, que dans tout ce qui étoit venu à sa connoissance, il l'avoit toujours trouvé plein de *fidelité, de soin & d'affection au service du roi, accompagné de beaucoup de circonspection & de prudence* : qu'il croyoit à la vérité, que le commandeur s'étoit trop avancé dans l'affaire des passages de la Valteline; mais que s'il y avoit engagé son sentiment & sa parole, il n'y avoit point engagé celle du roi, qui étoit toujours maître de prendre le parti qu'il jugeroit à propos; que le traité proposé par monsieur de Sillery n'avoit été qu'un simple projet, qu'il avoit différé de signer jusqu'à ce qu'il eût reçu ses ordres; qu'ainsi l'affaire demeurait en son entier & parfaitement indécise pour le temps où monsieur de Bethune devoit arriver; qu'il pouvoit même ajouter que s'il y avoit quelque chose à désirer de ce côté-là, il le falloit attribuer aux ordres pressans qu'on lui donnoit de terminer cette affaire le plus promptement qu'il seroit possible, & à la persuasion où il étoit qu'il rendroit par là un service agréable à sa majesté. » C'est ce que je dirois, » ajoute encore Marquemont, devant Dieu & ses anges, » quand je serois à l'article de la mort, non par obligation que j'aye audit ambassadeur; car ceux qui ont été ici » savent qu'en l'affaire de la Valteline & en d'autres, il y a » eu pour moi en son procédé autant d'épines que de roses;

• mais je le dis pour la vérité, que je dois au roi à qui je fais
• état d'écrire quand je vous écris.

1624.

Le marquis de la Vieuville qui avoit un crédit supérieur depuis la retraite des deux Sillery, fit encore chasser de la cour le colonel d'Ornano gouverneur de monsieur. Ce prince, ayant atteint l'âge de dix-sept ans demandoit à entrer dans les conseils, avec un empressement qui ne plut pas au roi. Gaston paroissoit encore trop jeune pour que l'on pût lui confier les secrets de l'état ; les premiers refus ne l'ayant pas rebuté, il fit de nouvelles instances. On soupçonna le colonel d'Ornano son gouverneur, de lui avoir inspiré ce desir prématuré de prendre part au gouvernement, & cette persévérance peu respectueuse à demander la grace qu'on lui refusoit. Monsieur de la Vieuville conseilla au roi de donner un autre gouverneur à Monsieur, & d'envoyer ordre à d'Ornano de se retirer au Pont-Saint-Esprit, dont il avoit le gouvernement. Aussi-tôt on fit venir Monsieur à Compiègne, & on lui ôta d'Ornano qui reçut ordre de se rendre au Pont-Saint-Esprit. Il revint à Paris, d'où il écrivit une grande lettre au roi, datée du 5 Juin, dans laquelle après s'être plaint des calomnies que ses ennemis ont inventées pour le perdre, il ajouta que ce seroit en quelque sorte s'avouer coupable que de s'en aller en exil dans une ville éloignée, où l'on trouveroit encore tous les jours de nouveaux prétextes pour le rendre suspect ; d'où il conclut qu'il aimoit mieux s'exposer à perdre sa liberté dans une prison, que d'obéir à l'ordre qu'il avoit reçu. Une lettre si audacieuse lui attira la prison, qu'il préféroit à l'exil. Il fut d'abord conduit à la Bastille, & ensuite transféré par le marquis de Mosny au château de Caën, où il demeura jusques à la disgrâce du marquis de la Vieuville. Sa place de gouverneur de Monsieur fut donnée au sieur de Préaux, qui avoit été sous-gouverneur du roi.

Disgrace du colonel d'Ornano.

Mercur François, t. 10.

Lorsque le cardinal de Richelieu fut entré dans le conseil, la première affaire considérable qu'on y proposa, fut le mariage de madame Henriette de France sœur du roi, avec le prince de Galles. Les comtes de Carlile & de Holland étoient venus en faire la demande au nom de Jacques I. roi d'Angleterre ; & l'on examina, 1°. s'il étoit à propos de con-

Mariage d'Henriette de France sœur du roi.

1624.

Hist. mss. de
Louis XIII.

sentir au mariage ; 2°. quelles conditions l'on devoit exiger pour le conclurre.

Le cardinal opina fortement en faveur du mariage, & comme il avoit été question de marier le prince de Galles avec l'infante d'Espagne, il fit sentir tous les avantages que les Espagnols auroient pû tirer de cette alliance, & combien il importoit à la France de les leur enlever. A l'égard des conditions, il représenta que si l'on n'avoit soin de mettre la religion & le salut de la princesse en sûreté, le roi ne pouvoit ni en conscience, ni en honneur consentir à un tel mariage, quelque utilité d'ailleurs qui pût en revenir à l'état : Qu'il seroit même à craindre, que si madame Henriette venoit à renoncer à la religion catholique pour prendre celle du prince de Galles, elle n'épousât en même-temps les intérêts des calvinistes de France, & qu'alors ce mariage ne seroit pas moins contraire à la raison d'état, qu'à celle de la conscience, d'où il conclut qu'il ne falloit accorder Madame au prince de Galles, qu'à des conditions capables de lui assurer pour le reste de ses jours, l'exercice le plus libre & le plus tranquille de la religion catholique. Il ajouta même, qu'il étoit à propos que les catholiques d'Angleterre retirassent des avantages considérables de cette alliance, & il soutint qu'il étoit de l'honneur du roi, que son zele pour les intérêts de la religion parût avec éclat dans une occasion si importante. Il alléguâ plusieurs exemples pour le prouver. Le premier fut celui du duc d'Alençon, qui répondit à ceux qui lui proposoient de changer de religion pour épouser la reine Elisabeth, qu'un si mauvais marché ne lui gagneroit pas les protestans, & lui feroit perdre les catholiques. Le second fut celui de l'envoyé du duc de Savoye, qui traitant du mariage de la princesse d'Angleterre avec le prince de Piémont, s'attira le mépris de tous les Anglois, parce qu'il s'étoit trop relâché sur l'article de la religion, au lieu que l'ambassadeur d'Espagne, lorsqu'il fut question de marier le prince de Galles avec l'Infante, disoit dans toutes les compagnies de Londres, que si le prince de Galles vouloit se faire catholique, le roi son maître lui enverroit sa sœur par un pont d'or qu'il lui feroit dresser exprès : mais que s'il persistoit dans l'hérésie, il n'y avoit point de si

malheureuse payfanne en Espagne qu'il pût se résoudre à lui faire épouser ; Rodomontade qui fût approuvée de ceux-mêmes qui devoient naturellement en être offensés.

1624.

Il fut résolu que l'on agiroit sur ces principes en traitant du mariage. Le cardinal de Richelieu, le sieur d'Aligre garde des sceaux, le marquis de la Vieuville, & le sieur de la Ville-aux-Clercs secrétaire d'état, furent nommés commissaires pour négocier avec les ambassadeurs d'Angleterre. Ceux-ci prétendirent que le cardinal de Richelieu devoit leur donner la main quand ils iroient chez lui. Le cardinal qui ne la donnoit pas aux ambassadeurs de l'empereur & du roi d'Espagne, se trouvoit dans l'impossibilité d'accorder cette distinction aux deux ministres d'Angleterre : cependant il souhaitoit extrêmement de conférer avec eux, & de ne pas abandonner une négociation si importante aux trois autres commissaires. Monsieur de la Ville-aux-Clercs qui ne doutoit pas que le cardinal ne devînt incessamment plus puissant auprès du roi, que tous les autres ministres, imagina un expédient pour le tirer d'embarras. Il lui proposa de feindre une indisposition & de se mettre au lit, quand il faudroit recevoir chez lui les ambassadeurs d'Angleterre. Il les engagea à écrire à leur maître pour lui représenter que les affaires dont il les avoit chargés, ne pouvoient réussir, s'il ne leur laissoit la liberté de suivre ce qui s'étoit toujours pratiqué par le nonce du pape & par les ambassadeurs de l'empereur & du roi d'Espagne. La réponse du roi d'Angleterre fut conforme à leurs desirs, & encore plus à ceux du cardinal, qui parut fort content quand monsieur de la Ville-aux-Clercs vint l'avertir qu'il pouvoit traiter chez lui avec les deux ambassadeurs d'Angleterre.

On commença par leur demander qu'ils représentassent les onze articles dont le roi leur maître étoit convenu avec l'Espagne, dans le temps que le prince de Galles recherchoit l'Infante. Ils le refuserent d'abord : mais enfin ils y consentirent, & ils déclarèrent que l'on accorderoit sans peine à la France les onze articles qui avoient été offerts à l'Espagne, à l'exception de trois, dont l'un regardoit la liberté de conscience pour les catholiques Anglois, l'autre une église publique pour les officiers de la maison de Madame ; & le troisième enfin portoit, que les enfans qui naîtroient de ce ma-

1624.

riage demeureroient jusqu'à l'âge de douze ans accomplis entre les mains de leur mere qui les éleveroit dans sa religion. Le cardinal de Richelieu insista pour la liberté de conscience en faveur des catholiques Anglois. Il dit , que si le roi de France accordoit cette liberté aux huguenots , dont la secte étoit toujours révoltée ou disposée à la révolte , le roi d'Angleterre pouvoit bien en considération du mariage , accorder la même grace à ses sujets catholiques , dont il n'avoit aucun sujet de se plaindre. Mais les ambassadeurs d'Angleterre répondirent que le roi leur maître ne pouvoit , sans violer toutes les loix de son royaume , & sans s'exposer aux reproches & peut-être à une révolte générale de tous ses sujets , accorder aux catholiques la liberté que l'on demandoit , & qu'ils romproient la négociation , si la France faisoit dépendre le mariage de cette condition.

Le cardinal & les autres commissaires furent donc obligés de se relâcher sur ce point , & l'on se restringnit à demander une liberté secrète & de pure tolérance pour les catholiques d'Angleterre : mais on vouloit avoir pour Madame & pour les officiers de sa maison une église publique , où les catholiques pourroient assister au service sans être inquiétés. Les ambassadeurs rejeterent encore cet article , comme contraire aux loix du pays. Ils offrirent seulement une promesse , par laquelle le roi d'Angleterre s'engageroit à traiter les catholiques de ses royaumes aussi favorablement qu'il seroit possible , à condition que cette promesse ne seroit point insérée dans le contrat , & que l'on se contenteroit d'une simple lettre par laquelle le roi d'Angleterre & le prince de Galles s'y obligeroient. Ce qu'il y a d'étonnant , c'est qu'ils ne faisoient pas tant de difficulté sur l'article qui regardoit l'éducation des enfans dans la religion catholique jusques à l'âge de douze ans , qui devoit ce semble leur paroître d'une toute autre importance. On disputa long-temps sur la forme de la promesse , qui ne pouvoit être assurée que par un acte solennel , tel qu'un traité en forme ou un contrat de mariage. Le cardinal de Richelieu représentoit que l'on désavoueroit une simple lettre quand on voudroit ; que la liberté accordée aux catholiques Anglois par les articles concertés avec la cour d'Espagne n'avoit point causé de soulèvement en Angleterre ;

re, & que le passé pouvoit leur servir à cet égard de caution pour l'avenir; qu'une promesse du roi d'Angleterre donnée par un acte authentique ne lui feroit pas plus d'affaire avec ses sujets, que celle qu'il auroit signée dans une simple lettre; que s'ils avoient à s'offenser ce seroit de la chose en elle-même plutôt que de la forme; qu'en un mot, l'acte que l'on demandoit étoit absolument nécessaire au roi de France pour lui servir de garant auprès du pape, sans l'aveu duquel il étoit absolument impossible de conclurre le mariage.

Cette seule difficulté pensa faire échouer la négociation. Tanneguy le Veneur comte de Tillieres, étoit alors ambassadeur en Angleterre. On lui envoyoit souvent des courriers pour lui faire part des difficultés que les deux ambassadeurs proposoient en France. Le marquis de la Vieuville haïssoit le comte de Tillieres, parce qu'il avoit épousé la sœur du maréchal de Bassompierre. Il persuada au roi que son ambassadeur à la cour d'Angleterre le servoit mal dans cette négociation, & que le marquis d'Effiat étoit beaucoup plus propre à la faire réussir. Le roi rappella le comte de Tillieres, & nomma le marquis d'Effiat pour lui succéder. Celui-ci étoit l'ami & le confident du sieur de la Vieuville, ce qui ne l'avoit pas empêché de paroître attaché aux intérêts du cardinal de Richelieu, dont tout le monde prévoyoit la fortune. D'Effiat étant arrivé en Angleterre, s'insinua dans l'esprit de Jacques I. & dans celui du prince de Galles. Il s'appliqua sur-tout à gagner le duc de Boukingham, favori du pere & du fils. Il avança beaucoup les affaires: mais il eut beau représenter que l'on n'obtiendrait jamais du pape la dispense nécessaire pour la conclusion du mariage, si l'avantage de la religion catholique ne se trouvoit assuré par un acte authentique, Jacques refusoit toujours de s'engager à cet égard autrement que par une simple lettre. Ce n'est pas qu'il eût aucune aversion pour les catholiques: mais il craignoit de s'attirer la haine de ses peuples, & les plaintes de ses parlemens.

Dans le même temps la France conclut un nouveau traité d'alliance avec les états généraux des Provinces-Unies, qui avoient envoyé au roi trois ambassadeurs extraordinaires pour le prier de les secourir, à l'exemple de son pere Henri le Grand, dans la guerre qu'ils avoient recommencée contre l'Es-

1624.

*Traité avec la
Hollande.
Mercure Fran-
çois, t. 10.
Mem. de Brien-
ne, t. 1.*

1624.

Mss. de Berhu-
ne, n°. 9175.

pagne. Le connétable de Lesdiguières, le marquis de la Vieuville, & les sieurs d'Oquerre & de Bullion furent chargés de conférer avec eux, & le traité fut signé à Compiègne le 20 Juillet 1624. Le roi s'engageoit à fournir aux Etats Généraux par forme de prêt, la somme de deux millions deux cents mille livres en trois ans; savoir, un million pour l'année 1624. & six cents mille francs chacune des deux années suivantes, à condition que toutes ces sommes seroient remboursées au roi ou à ses successeurs, deux ans après que les Etats seroient *en treve ou en paix*. Ceux-ci s'obligeoient en même temps à ne conclure aucun traité de treve ni de paix avec quelque puissance que ce fût, sans l'intervention & l'express consentement de sa majesté très-chrétienne; à lui prêter vingt vaisseaux de guerre; & par un autre article on stipuloit la liberté de conscience pour tous les sujets catholiques du roi qui étoient actuellement à leur service, ou qui pourroient y entrer dans la suite.

Le comte de Mansfeld offroit alors ses services aux cours de France & d'Angleterre pour le recouvrement du Palatinat. Il vint exprès à Compiègne, où sans se montrer publiquement, il eut des conférences particulières avec le marquis de la Vieuville. *On lui accorda, dit monsieur de Brienne, le pouvoir de faire des levées de soldats qui seroient payés par le roi, pourvu que sa majesté Britannique voulût joindre ses troupes à celles de France.* Ainsi le Vassor a eu tort de dire, que l'on ne conclut rien avec lui. Mansfeld leva en France un corps de deux mille chevaux qui eut ordre d'aller servir en Hollande, en attendant que le roi d'Angleterre se fût déclaré. Jean d'Harambure gentilhomme à qui Henri IV. avoit donné les gouvernemens de Vendôme & d'Aigues-Mortes, fut nommé lieutenant-général de cette cavalerie.

Le roi attendoit avec impatience la conclusion du traité, qui se négocioit entre la France & l'Angleterre pour le mariage de sa sœur. Le marquis de la Vieuville pour le contenter, entreprit de terminer promptement cette affaire; & sans avoir pris l'avis des trois autres commissaires, il dit aux ambassadeurs qu'il engageroit le roi à se contenter de la lettre qu'ils offroient pour assurer la promesse qui concernoit la religion catholique, pourvu que cette lettre fût écrite en termes

Mem. mss. du
sieur de Villars,
agent du comte
de Mansfeld.

mes forts & précis. Il fit plus; car il proposa au comte de Holland d'aller lui-même en Angleterre pour en donner des assurances positives à sa majesté Britannique, & afin qu'il ne fît aucune difficulté de se charger de cette commission, la Vieuville ajouta, qu'on lui donneroit une lettre de créance du roi pour l'autoriser. Ensuite le roi étant parti de Compiègne pour aller à Versailles, monsieur de la Vieuville le suivit, & il obtint un ordre adressé à monsieur de la Ville-aux-Clercs, par lequel le roi lui commandoit d'expédier une lettre de créance pour le comte de Holland. La Vieuville apporta lui-même cet ordre dont le secrétaire d'état sentit toutes les conséquences qui n'alloient à rien moins, qu'à remettre les intérêts de la France entre les mains d'un ministre étranger. Il promit d'expédier la lettre: mais au lieu de l'écrire dans le sens dont la Vieuville étoit convenu avec l'ambassadeur d'Angleterre, il n'y mit pas un seul mot qui pût autoriser l'ambassadeur, ni qui eût le moindre rapport aux affaires.

La lettre contenoit seulement des complimens généraux pour le roi d'Angleterre, à qui le roi faisoit le récit de différentes parties de chasse qui l'occupoient. Monsieur de la Ville-aux-Clercs donna lui-même cette lettre au comte de Holland; comme il n'entendoit pas la langue François, il ne fut pas difficile de lui persuader que c'étoit une lettre de créance. Il partit ensuite pour l'Angleterre, muni de cette piece, qui ne lui fut pas d'une grande utilité pour avancer la négociation. Monsieur de la Ville-aux-Clercs s'imaginant que le cardinal de Richelieu avoit sù que l'on étoit convenu de donner une lettre de créance à l'ambassadeur d'Angleterre, se plaignit à lui de ce qu'il lui en avoit fait un mystère: mais le cardinal qui l'avoit ignoré, approuva fort la supercherie dont il s'étoit servi pour faire échouer un si mauvais projet. Il lui ajouta, que la Vieuville qui en étoit le seul auteur ne tarderoit pas à s'en repentir.

Il y avoit déjà du temps que l'on travailloit à faire disgracier ce ministre. Il avoit pris une espece d'ascendant sur l'esprit du roi, & le cardinal de Richelieu sentoient bien que la Vieuville balanceroit toujours son crédit tant qu'il resteroit

*Disgrace de
monsieur de la
Vieuville.*

1624.

Mercure Fran-
çois, t. 10.Hist. mss. de
Louis XIII.

en place ; il le regardoit comme le seul obstacle capable de mettre des bornes à son pouvoir. Le cardinal de la Rochefoucault, content d'occuper la première place dans le conseil, n'aspiroit nullement à se rendre maître des affaires ; il étoit sans ambition, & aucun des autres ministres n'avoit un génie assez fort, ni un esprit assez ferme pour tenir tête au cardinal de Richelieu. D'ailleurs le sur-intendant donnoit prise par beaucoup d'endroits, & toute la cour étoit déchaînée contre lui. Il avoit fait retrancher les pensions, & quoiqu'il fît fort peu de dépense, on ne laissoit pas de crier contre ses malversations, & plus encore contre celles des financiers qu'il protégeoit. On répandit dans le public des libelles sanglans contre son administration ; il étoit accusé de répondre avec trop de dureté & de hauteur à ceux qui lui présentoient des requêtes, & d'insulter même par des railleries piquantes ceux qu'il refusoit. Le roi en recevoit tous les jours des plaintes dont il étoit importuné. Le cardinal de Richelieu qui étoit redevable au sieur de la Vieuville de son entrée dans le conseil, se crut obligé dans les commencemens de l'avertir des fautes qu'il remarquoit avec tout le public, dans son administration & dans sa conduite : mais le sur-intendant avoit négligé ses avis, & le cardinal de Richelieu engagea la reine mere à se joindre à ceux qui travailloient à sa ruine. Les derniers coups lui furent portés au mois d'Août dans un voyage que le roi fit à Ruel, pour rendre visite à la reine sa mere. La Vieuville qui prévoyoit sa chute, se douta bien qu'il ne seroit pas oublié dans les entretiens de Marie de Médicis avec son fils. Il résolut de prévenir la disgrâce qu'on lui préparoit, en offrant au roi la démission de sa charge. Il vint le trouver à Ruel, & lui demanda la permission de se retirer : mais le roi se contenta de lui répondre qu'il pouvoit demeurer tranquille, qu'il l'avertiroit lui-même quand ses services ne lui seroient plus agréables, & qu'il auroit la permission de prendre congé de lui.

La Vieuville retourna au château de Saint-Germain, où le roi se rendit pour tenir le conseil ; le sur-intendant s'y présenta, & il n'y fut pas plutôt entré que le roi lui dit fort sèchement, qu'il alloit s'acquitter de la promesse qu'il lui avoit

faite de l'avertir lui-même quand il ne voudroit plus se servir de lui; qu'il n'avoit qu'à se retirer, & qu'il pouvoit prendre congé.

1624.

La Vieuville se retira, persuadé qu'il en seroit quitte pour perdre sa charge, & pour ne plus paroître à la cour. Il fut fort étonné, dit l'auteur du mercure, quand il vit entrer dans son appartement un officier des gardes du corps, accompagné de plusieurs gardes qui vint l'arrêter de la part du roi. On le fit mettre dans un carosse qui étoit tout prêt, & on le mena prisonnier au château d'Amboise. Bassompierre dit, que ce fut monsieur de Thermes capitaine des gardes qui l'arrêta, & que les mousquetaires le conduisirent au château d'Amboise.

T. 1.

Beaumarchais beau-pere du marquis de la Vieuville, n'eut pas plutôt appris la disgrâce de son gendre, qu'il prit la fuite, & se retira d'abord dans le bas-Poitou, & ensuite dans l'isle de Noirmoutier avec Bardin son premier commis. Il y eut ordre de l'arrêter dans sa maison: mais quand on vint pour le prendre, on ne le trouva plus.

Mercure Français, t. 10.

Le roi donna avis au parlement de l'emprisonnement du marquis de la Vieuville, par une lettre de cachet, datée de Saint-Germain en Laye le 13 Août 1624. dans laquelle on l'accusa: 1°. D'avoir changé à l'insu du roi, les résolutions prises en sa présence: 2°. D'avoir traité contre l'ordre exprès de sa majesté, avec les ambassadeurs résidens auprès de sa personne: 3°. De lui avoir donné de faux avis, pour lui rendre suspects ses plus fideles serviteurs: 4°. D'avoir rejeté sur le roi la haine qu'il s'attiroit, en exerçant ses passions particulières.

Mercure Français, t. 10. p. 674 & 675.

L'éloignement du marquis de la Vieuville mit le cardinal de Richelieu en état de rappeler à lui seul toute l'autorité du ministère, quoiqu'il n'eût pas encore la qualité de premier ministre. Il proposa au roi de rendre au comte de Schomberg la charge de sur-intendant: mais ce monarque n'y parut pas disposé, il consentit seulement que Schomberg revint à la cour, & qu'il reprît la place qu'il avoit eue dans le conseil. On nomma trois directeurs pour administrer les Finances. Le premier fut le sieur de Marillac; le second, le sieur Bochart

Mem. de Bassompierre, t. 1.

1624.

Mercure Fran-
çois, t. 10.

de Champigni, & le troisieme le sieur (a) Molé procureur général au parlement de Paris.

On vouloit que Molé quittât la charge de procureur général, avant que d'entrer dans la direction des finances : mais il aima mieux garder sa charge & renoncer à celle de directeur. L'administration des finances fut donnée aux sieurs de Marillac & de Champigny, par lettres datées du 27 Août 1624. Le colonel d'Ornano profita de la disgrâce du marquis de la Vieuville son ennemi déclaré ; le marquis de Mosny eut ordre de l'aller prendre au château de Caen, & de le ramener à la cour, où l'on lui rendit sa place de gouverneur du duc d'Anjou.

La recherche des financiers fut le premier moyen que l'on employa pour remédier aux désordres des finances. Le roi érigea une chambre de justice par des lettres-patentes datées de Saint-Germain-en-Laye au mois d'Octobre, qui furent enregistrées au parlement le 23 du même mois, & le lendemain à la chambre des comptes.

Henri de Mesmes président au parlement de Paris en fut nommé président, avec le sieur du Thil président à la chambre des comptes de Paris, & le sieur Gayant président aux enquêtes, à qui le roi donna cette commission par des lettres particulieres datées du 29 Octobre. La chambre devoit être composée de cinq maîtres des requêtes, d'un conseiller de chaque parlement du royaume, de deux maîtres des comptes, & de deux conseillers de la cour des Aydes. René de Maupeou président de la cour des Aydes y fit les fonctions de procureur général. On assigna aux commissaires pour le lieu de leur assemblée, la chambre dite du conseil proche la chambre des comptes, & leur commission portoit qu'ils jugeroient des malversations commises par les financiers depuis le dernier jour de Septembre 1607.

Le marquis d'Effiat n'eut pas plutôt appris la disgrâce de monsieur de la Vieuville son intime ami, qu'il se crut perdu lui-même. Il eut l'imprudence d'écrire pour demander son rappel ; il craignoit que le cardinal de Richelieu n'agît dans

(a) Il est mal nommé Viole dans les mémoires de Bassompierre, dont la fau- te a été copiée par le Vassor.

l'affaire du mariage de madame, sur des principes tous différens de ceux qu'on avoit suivis jusques alors. Mais monsieur de la Ville-aux-Clercs le rassura, & lui manda de la part du cardinal qu'il devoit continuer la négociation qu'il avoit commencée, & que monsieur de Richelieu chercheroit en toute occasion à lui donner des marques de son amitié. Pour conclure le mariage, il falloit avoir une dispense du pape. Le pere de Berulle général de la congregation de l'Oratoire fut envoyé à Rome pour la demander. Le pape chargea une congregation des cardinaux d'examiner cette affaire, qui souffrit beaucoup de difficultés. On s'étoit attendu que la cour de Rome commenceroit par déclarer qu'elle ne consentiroit jamais à ce mariage, à moins que la France n'obtînt au moins en faveur des catholiques d'Angleterre les mêmes conditions qui avoient d'abord été offertes à l'Espagne; & comme on avoit été obligé de se relâcher sur quelques-unes de ces conditions, le pere de Berulle étoit chargé par ses instructions de représenter au pape, que les conditions dont il s'agissoit, étant absolument impraticables dans les circonstances où se trouvoit le roi d'Angleterre, il ne seroit pas raisonnable de les exiger; que supposé même que ce monarque les acceptât, on n'en seroit pas beaucoup plus avancé, puisqu'il ne seroit pas le maître de les exécuter; qu'enfin les Espagnols qui ne cherchoient qu'à gagner du temps, & à ne point rendre le Palatinat, offroient de donner l'infante au prince de Galles à des conditions bien moins avantageuses aux catholiques, que celles qu'ils avoient d'abord proposées. Le cardinal de Richelieu écrivit de son côté à monsieur de Marquemont, que le roi trouvoit fort étrange qu'on fît courir le bruit, que le pape ne donneroit la dispense qu'aux conditions accordées à l'Espagne. Il le chargea de représenter à sa sainteté, qu'il suffiroit que le roi fût assuré de tout ce qui étoit nécessaire au salut de madame & de ses domestiques, & qu'il y eût lieu d'espérer beaucoup pour le bien général des catholiques d'Angleterre; que l'affaire étoit en cet état, & même en des termes plus avantageux.

Les articles du mariage furent signés à Paris le 10 de Novembre par les deux ambassadeurs d'Angleterre, par les car-

H h h iij

1624.

Lettre du 22
Août.

1624.

dinaux de la Rochefoucaut & de Richelieu, & par messieurs d'Aligre, de Schomberg & de la Ville-aux-Clercs. On donna à la princesse huit cents mille écus de dot ; on lui assura le libre exercice de la religion catholique pour elle & pour toute sa maison ; & l'article qui regardoit les catholiques d'Angleterre, ne fut exprimé qu'en termes généraux, sans spécifier expressément qu'ils auroient la liberté de conscience.

Memoires de
Brienne, t. I.

Le pape exigea que sa majesté Britannique confirmât tous les articles du traité, par un acte scellé du grand sceau d'Angleterre, & particulièrement celui qui assuroit la tranquillité des catholiques Anglois, & la liberté que devoit avoir la princesse, de faire élever ses enfans dans la religion catholique jusques à l'âge de douze ans. Monsieur de la Ville-aux-Clercs fut envoyé en Angleterre pour demander cet acte, & pour mettre la dernière main au traité. Le roi d'Angleterre lui donna une audience secrète, pour le prier d'engager sa majesté très-chrétienne à nommer le marquis d'Effiat chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. Le secrétaire d'état en écrivit au roi, qui le refusa. d'Effiat avoit beaucoup d'ennemis à la cour, & entre autres le maréchal de Bassompierre, qui s'opposoit ouvertement à sa fortune. Monsieur de la Ville-aux-Clercs ne se rebuta pas, il écrivit encore jusques à importuner le roi, qui le menaça de son indignation, s'il persistoit à lui demander le cordon bleu pour d'Effiat. Il représenta que par le refus obstiné d'une grace que le roi d'Angleterre paroïssoit désirer, on courroit risque de se brouiller avec ce monarque, & que *pour ne pas vouloir donner une aune de ruban bleu, on perdrait peut-être le travail de plus d'une année.*

Cette raison fit impression, elle fut approuvée par le cardinal de Richelieu. Le roi changea de sentiment, & dit aux ennemis du marquis d'Effiat qu'il étoit résolu de le nommer chevalier de l'ordre, & que l'on ne lui feroit point plaisir de blâmer cette résolution. Mais d'Effiat ne reçut le cordon que l'année suivante des mains du duc de Chevreuse, dont la femme fut chargée de conduire madame Henriette en Angleterre.

Guerre de la
Valtelline.

La France ne perdoit pas de vue l'affaire de la Valteline. Le comte de Bethune ambassadeur de France à la cour de

Rome , pressoit vivement le pape de faire démolir les forts dont le dépôt lui avoit été confié , ou de les remettre entre les mains des Grisons. Le pape offroit de les rendre aux Espagnols & de se décharger de ce dépôt. Mais Bethune lui représentoit que par cette démarche il allumeroit infailliblement la guerre entre les deux couronnes. Urbain VIII. vouloit qu'avant que de rendre les forts , le saint siège fût remboursé de l'argent dépensé pour l'entretien des garnisons. Les Espagnols ne balancerent pas à offrir ce remboursement , pourvû que les forts leur fussent rendus. M. de Bethune offrit de son côté de dédommager le pape à condition que les Espagnols ne rentrassent point dans les forts. Urbain qui ne vouloit mécontenter ni la France ni l'Espagne , se trouvoit dans un extrême embarras , & il survenoit tous les jours de nouvelles difficultés. Les Espagnols offrirent de réunir la Valteline au domaine du saint siège : mais le pape n'eut garde d'accepter cette offre, qui l'auroit peut-être obligé d'entrer lui-même en guerre avec la France. Le cardinal de Richelieu fit sentir au roi la faute que l'on avoit faite d'employer des négociations inutiles pour terminer cette affaire, lorsqu'on pouvoit agir bien plus efficacement par la force des armes ; qu'au lieu de demander au pape & aux Espagnols la restitution des forts de la Valteline , il falloit s'en rendre maître. Il ne cacha point ses sentimens là-dessus au nonce du pape à qui il dit un jour que l'on avoit changé de maximes dans le conseil du roi , depuis qu'il n'y avoit plus de têtes légères ; que l'on enverroit une armée dans la Valteline pour mettre les Espagnols à la raison , & que bientôt on n'auroit plus besoin de la médiation du pape. On assure qu'il en écrivit dans les mêmes termes à monsieur de Marquemont.

Le comte de Bethune & monsieur de Marquemont eurent ordre de traiter sur ces principes avec la cour de Rome , & de déclarer à sa sainteté que si la négociation qui duroit depuis huit mois sans être plus avancée que le premier jour , n'étoit incessamment terminée à la satisfaction des alliés du roi , sa majesté prendroit d'autres mesures pour leur faire rendre justice. Les effets suivirent de près cette menace.

Dès le mois de juin le marquis de Cœuvres étoit parti

1624.

pour la Suisse avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire auprès des Treize-Cantons. Il avoit ordre de les engager à se joindre au roi pour garantir l'exécution du traité de Madrid ; & en cas que cette garantie ne fût pas suffisante , pour déterminer les Espagnols à restituer la Valteline , on lui ordonna par une instruction secrète de lever six mille Suisses & de s'emparer de la Valteline. On avoit fait partir avec lui la somme de six cents soixante mille livres , dont une partie devoit être employée à gagner les Suisses , & l'autre à fournir aux premières dépenses de la guerre , en cas qu'il fût obligé de la commencer.

A son arrivée en Suisse il trouva les cantons catholiques fort prevenus en faveur des Espagnols. Les Grisons qui réclamoient la souveraineté de la Valteline étoient protestans , & les habitans de cette vallée faisoient profession de la religion catholique. Quels que pussent être les motifs qui faisoient agir l'Espagne , on ne peut nier que sa conduite extérieure dans cette affaire ne parût beaucoup plus favorable à la religion que celle de la France. Aussi le marquis de Cœuvres n'eut-il aucune peine à obtenir des cantons protestans tous les secours qu'il leur demanda. Ceux de Berne & de Zurich lui permirent , sans aucune difficulté , de lever des troupes dans leurs états & d'y prendre toutes les munitions qui lui seroient nécessaires. Le marquis de Cœuvres ne trouva pas à beaucoup près la même facilité à faire entrer les cantons catholiques dans les vues de la France. Il représenta aux députés des treize cantons assemblés au mois d'Août dans la ville de Soleure , qu'il étoit d'une conséquence infinie pour la conservation de la liberté des Suisses en général , de ne pas laisser les Espagnols maîtres de la Valteline & des passages , dont ils pourroient abuser dans la suite pour les opprimer , sans qu'il fût possible aux ennemis de l'Espagne de les secourir ; que cette puissance déjà formidable par elle-même , cherchoit encore à s'aggrandir , & couvroit ses desseins ambitieux du prétexte de la religion. Cette raison appuyée de diverses sommes d'argent que le marquis de Cœuvres eut soin de répandre à propos , déterminâ enfin les catholiques même à garantir le traité de Madrid , à condition cependant qu'ils ne seroient pas obligés à reprendre par force

ce la Valteline. Quant à la permission de lever des troupes qu'il demandoit, elle lui fut accordée par tous les cantons, à l'exception de celui de Soleure, qui refusa constamment de fournir des soldats que l'on destinoit à faire la guerre à des peuples catholiques pour les soumettre à des protestans. Les autres cantons catholiques déclarerent à la vérité, qu'ils ne permettroient de lever des troupes que *pour le service de la France*. Ils prétendoient par-là exclurre tacitement les Grisons : mais le marquis de Cœuvres ne s'embarassa pas beaucoup de cette restriction, & il se hâta de faire des levées dans les cantons dont il avoit obtenu le consentement.

1624.

Le roi lui envoya trois mille hommes de pié & cinq cents chevaux, & dès qu'il eut rassemblé ses troupes, il suspendit ses fonctions d'ambassadeur pour prendre celles de général. Outre les trois mille hommes d'infanterie & les cinq cents chevaux dont on vient de parler, son armée étoit composée de six mille hommes d'infanterie, tant Suisses, que Grisons, ce qui faisoit en tout neuf mille cinq cents hommes. Il se faisoit d'abord du passage de Steigh qui est à l'entrée du pays des Grisons, & il y mit des troupes pour le garder. Il prit ensuite celui du Pont-du-Rhin qui n'étoit pas moins important, parce que c'étoit le seul par où l'on pût entrer du pays des Grisons dans la Valteline. Il jugea à propos d'y faire construire un fort, & il chargea le sieur d'Haraucourt de garder ces deux passages avec deux mille hommes de pié & cent chevaux, afin d'avoir toujours une communication libre pour recevoir des vivres & des munitions.

Mercurie Française, t. 10. pag. 819.

Le 25 Novembre, il entra dans la Valteline avec le reste de ses troupes. Il reçut une députation des habitans, & le 6 Decembre il signa un traité, par lequel il leur promit qu'ils seroient maintenus dans leurs anciens privilèges, & dans le libre exercice de la religion catholique à l'exclusion de toute autre. Il les assura qu'aucuns des forts que l'on reprendroit sur les Espagnols ne seroient remis entre les mains des Grisons, & que le roi leur accorderoit sa protection pour terminer à leur avantage le plutôt qu'il seroit possible, les différens qu'ils avoient avec leurs anciens maîtres. Il avoit mis le siège devant Tirano dès le troisieme Decembre, après s'être emparé d'un petit fort qui couvroit cette place ; le marquis

1624.

de Bagni qui commandoit les troupes du saint siège s'étoit enfermé dans Tirano, qu'il fut obligé d'abandonner le 7 pour se retirer dans le château, après avoir fait quelque résistance les deux jours précédens. Il sortit de ce château le 11, & le 19 celui de Sondrio fut emporté d'assaut. Les François y perdirent six soldats, & un capitaine du régiment de Vaubecourt. Les Vénitiens avoient envoyé six pieces de canon au marquis de Cœuvres, & les capitulations se faisoient au nom de sa majesté très-chrétienne, de la seigneurie de Venise & de son altesse de Savoye.

Le cardinal de Richelieu méditoit encore de plus grands desseins que la conquête de la Valteline. Il pensoit à renouveler les anciennes alliances, & à en former de nouvelles pour diminuer la puissance de la maison d'Autriche, & pour la faire attaquer par différens endroits.

Le roi d'Angleterre avoit fait son traité avec Mansfeld, qui demandoit trois cents soixante mille livres par mois, pour entretenir une armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie, & de sept mille chevaux. Il fut résolu que le roi en payeroit cent quatre-vingts mille, Venise six vingts mille, & la Savoye soixante mille : mais les Vénitiens qui étoient à la vérité très-ardens pour empêcher les Espagnols de garder les passages de la Valteline, n'avoient aucune envie d'entrer dans une guerre générale contre la maison d'Autriche ; ils refusèrent dans la suite de payer leur part de cette contribution, & ils furent cause que ce traité demeura sans exécution.

Pendant que le marquis de Cœuvres traitoit avec les Suisses, le connétable de Lesdiguières accompagné du maréchal de Crequi & du sieur de Bullion conseillers d'état, se rendit à Suze pour traiter avec le duc de Savoye. Ce prince qui ne songeoit qu'à s'aggrandir, eût bien voulu enlever le Milanez à la maison d'Autriche, pour le joindre à ses états : mais la révolte des huguenots qui arriva au commencement de l'année suivante fit comprendre au cardinal de Richelieu, qu'il falloit commencer par abattre ce parti, avant que d'attaquer de toutes parts une puissance aussi formidable que celle de la maison d'Autriche. Il crut devoir différer à un autre temps l'exécution de ces grands projets, & se borner à des entreprises moins difficiles & moins étendues. Le nonce du pape & l'ambassadeur d'Espagne voulurent faire au cardinal un

scrupule de conscience, de ce qu'il entreprenoit de remettre les habitans catholiques de la Valteline sous la domination des Grisons protestans, & il eut à ce sujet des contestations fort vives avec ces deux ministres. Mais il leur déclara qu'il savoit parfaitement la différence que l'on devoit faire d'une affaire d'état à une affaire de religion; que les Espagnols ne cherchoient qu'à se rendre les maîtres de l'Italie & à opprimer les alliés du roi, sous prétexte de soutenir les intérêts de la religion catholique; & qu'aucune loi ne pouvoit l'obliger à laisser le champ libre à leur ambition.

Richelieu commençoit à prendre un ton de maître; il n'avoit plus de concurrent dans le conseil, & il étoit attentif à écarter tous ceux qui auroient pû lui dérober la confiance du roi, ou la partager avec lui. Le sieur Arnaud officier de grande réputation étant mort le 14 Septembre à Fontenai-le-Comte, son gouvernement du Fort-Louis fut donné au sieur de Toiras capitaineau régiment des gardes, & gouverneur d'Amboise. Le Fort-Louis étoit regardé en ce temps-là, comme une place de la dernière importance, à cause du voisinage de la Rochelle, & l'on crut devoir le confier à Toiras, comme à un officier d'un mérite distingué: d'ailleurs, la reine mere & le cardinal de Richelieu faisoient volontiers cette occasion de l'éloigner de la personne du roi, qui paroïssoit avoir du goût pour lui, dans la crainte qu'il ne prît insensiblement un trop grand ascendant sur son esprit, & qu'il n'eût trop de part à sa confiance.

Nicolas Brulart chancelier de France, mourut le premier Octobre à sa terre de Sillery en Champagne. Sa famille étoit ancienne & illustre. Ses ancêtres avoient, dit-on, suivi la profession des armes jusques au regne de Louis-XI. qui nomma conseiller de son parlement le trisayeul du chancelier de Sillery, dont le pere étoit président aux enquêtes. Henri III. le chargea de diverses commissions importantes auprès du roi de Navarre, & de la reine Catherine de Medicis. Il le nomma son ambassadeur en Suisse; & Henri IV. étant monté sur le throne le continua dans cette ambassade; il y rendit de grands services à ce prince, & empêcha ces peuples de fournir des troupes à ceux qui lui dispuoient la couronne.

En 1595. Henri IV. s'étant rendu à Lyon après le voyage

*Mort du chancelier de Sillery.
Mercure François, t. I.*

1624.

de Bourgogne, ordonna au sieur de Sillery de le venir trouver. Il l'embrassa, & lui dit : *Si tous mes serviteurs m'avoient servi comme vous, je ne serois à la peine où je suis.* Il le nomma depuis plenipotentiaire à la paix qui fut traitée avec l'Espagne, après la reprise d'Amiens. Il fut ensuite envoyé à Rome en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour la conclusion du mariage de Marie de Medicis avec Henri IV. & il eut ordre de revenir incessamment pour traiter de la paix de Savoye avec le cardinal Aldobrandin.

De si importants services engagerent le roi à lui donner la charge de garde des sceaux au commencement de l'an 1605. & celle de chancelier après la mort de monsieur de Bellievre. Il fut obligé de rendre deux fois les sceaux sous le regne de Louis XIII. Trois jours après sa mort, le sieur d'Aligre garde des sceaux fut nommé chancelier de France.

1625.

Mercure Fran-
çois, t. 10.
Suite de la guer-
re de la Valteli-
ne.

Le marquis de Cœuvres acheva de se rendre maître de la Valteline pendant les trois premiers mois de l'année 1625. Le marquis de Bagni général des troupes du pape, avoit laissé dans le château de Morbegno un lieutenant avec six cents soldats qu'il envoya redemander au marquis de Cœuvres qui s'étoit emparé de ce château ; Cœuvres les lui envoya avec leurs drapeaux. Le 6 de Janvier, il fit attaquer le fort de Chiapino par un détachement de son armée. Il n'y avoit dans le fort qu'une garnison de quarante soldats commandés par un officier Italien, nommé Monaldini. Il se défendit avec tant de valeur, qu'il fallut faire avancer du canon pour le forcer : mais le colonel Canti qui commandoit à Bormio lui donna ordre d'abandonner le fort après y avoir mis le feu, & de se rendre incessamment à Bormio sans attendre que le canon des François fût arrivé.

Bormio fut investi le 7, & le 10 on invita les principaux officiers qui étoient dans la place à une conférence, qu'ils accepterent. L'officier François qui avoit eu ordre de commencer le siège, leur représenta qu'ils n'avoient point assez de troupes pour défendre Bormio, que l'on y manquoit d'eau, & qu'ils ne pouvoient avoir aucune espérance d'être secourus ; que le marquis de Cœuvres qui étoit parfaitement instruit de leur situation leur offroit une capitulation honorable, & qu'ils feroient mieux de l'accepter que d'entrepre-

dre inutilement la défense d'une place si foible & si mal pourvue. Ils répondirent que le marquis de Cœuvres étoit mal informé, que le courage de leurs soldats pouvoit suppléer au nombre, & qu'ils étoient tous résolus d'exposer leurs vies pour la défense de la place qu'on leur avoit confiée. Le lendemain, un colonel Grison demanda à parler au sergent-major de la place; il lui dit que le marquis de Cœuvres s'avançoit avec le reste de l'armée & son artillerie; que si les assiégés attendoient son arrivée, il n'y auroit plus de capitulation à espérer; qu'ils seroient bien-tôt forcés, & qu'on les passeroit tous au fil de l'épée. Le sergent-major répondit, qu'ils estimoient plus l'honneur que la vie. Le 12 le marquis de Cœuvres arriva au camp de Bormio avec le reste de l'armée. Il envoya aussi-tôt un tambour au gouverneur & au sergent-major de la place, pour les inviter à une conférence. Il tâcha de les engager à se rendre: mais ils firent toujours les mêmes réponses. Le marquis s'emporta contre eux, & leur dit, que son artillerie alloit arriver, & qu'il les feroit bien-tôt repentir de leur obstination: mais ils rentrèrent dans la place sans avoir paru fort effrayés de ses menaces.

Le canon étant arrivé le 14, lorsque les batteries furent dressées, le marquis de Cœuvres leur envoya demander s'ils n'étoient pas enfin résolus de se rendre. Ils parurent toujours déterminés à faire une vigoureuse défense. Le 15 & le 16, le canon tira continuellement, & ruina tellement les fortifications, que le 17 il y eut une breche suffisante pour donner l'assaut. On leur fit alors une nouvelle sommation, & ils envoyèrent des députés au marquis de Cœuvres pour convenir des articles de la capitulation. On leur permit de se retirer avec armes & bagages, à condition qu'ils ne serviroient de six mois contre le roi & les puissances liguées, ni dans la Valteline, ni dans le territoire de Chiavene & de Bormio. Il ne restoit plus au marquis de Cœuvres, que de prendre Chiavenne & le fort de Ripa. Il chargea le sieur d'Haraucourt de faire le siège de Chiavenne, dont le château se défendit vingt-neuf jours. Les Espagnols firent avancer des troupes pour empêcher le siège de Ripa. Le marquis de Cœuvres les attaqua le 17 Février à Campo. Le combat fut fort vif, & l'avantage à peu près égal de part & d'autre. Les Espagnols

1625.

mirent le feu à Campo, & se retirèrent à Ripa, qu'ils conservèrent jusqu'à la paix. Ce poste étoit d'un accès très-difficile, & l'armée François fut tellement affoiblie par les maladies, qu'elle se trouva hors d'état de rien entreprendre.

Le pape n'eut pas plutôt appris l'invasion du marquis de Cœuvres dans la Valteline, qu'il écrivit au nonce Spada d'en faire des plaintes, dont le cardinal de Richelieu ne parut pas fort touché. Le pape envoya en France le cavalier Bernardino Nari pour appuyer les sollicitations du nonce. Le cardinal de Richelieu leur accorda au mois de Février une suspension d'armes pour deux mois seulement : mais il ne se pressa pas d'en donner avis au marquis de Cœuvres pour lui donner le temps de soumettre toute la Valteline ; & Chiavenna étoit pris avant que le marquis en eût reçu la nouvelle.

Révolte des huguenots.

Les huguenots voyant le roi engagé dans une guerre étrangère qui pouvoit avoir de grandes suites, crurent le temps favorable pour se révolter. Le duc de Rohan & monsieur de Soubise son frere, étoient regardés comme l'ame & les deux principaux chefs de ce parti. Ils se croyoient obligés par honneur à demander l'entière exécution du traité de Montpellier, dont ils prétendoient être les garans, & ils méditoient depuis long-temps le dessein de contraindre le roi par la force des armes, à observer exactement tous les articles de ce traité. Ils étoient liés d'intérêts avec les Rochelois, mécontents de ce que la cour leur refusoit toujours la démolition du Fort-Louis. Cependant la ville de la Rochelle ne jugea pas à propos de lever d'abord l'étendard de la révolte. Elle pria même monsieur de Soubise de sortir de l'isle de Rhé, & c'est ce qui le détermina à se mettre en mer, & à s'approcher des côtes de Bretagne pour se rendre maître du fort de Blavet, qu'on appelloit dès ce temps-là *le Port-Louis*. Il savoit que cette place étoit mal pourvue d'hommes & de munitions, & qu'il ne lui seroit pas difficile d'en faire la conquête. Il arma une petite flotte composée de dix vaisseaux, de dix barques, & de quantité de chaloupes, sur laquelle il s'embarqua avec environ mille hommes.

/ Mercure François, t. 10.

- Les Rochelois favorisoient sous main son entreprise. Ils ne l'avoient prié de quitter l'isle de Rhé, que pour ne pas paroître complices de sa rébellion, & ils eurent soin de lui four-

nir des navires, des foldats, & des munitions. Le 17 de Janvier, il détacha deux de ses vaiffeaux qu'il envoya dans le Port-Louis, où ils entrèrent fans difficulté. Ceux qui les conduisoient dirent, qu'ils revenoient d'un voyage de long cours. Le lendemain monsieur de Soubife arriva lui-même avec le reste de sa flotte sur les neuf heures du soir, & à la faveur de la nuit il entra dans le port fans aucun obstacle. Il y trouva six grands vaiffeaux défarmés qui appartenoient au duc de Nevers, dont il se rendit maître. Ensuite il descendit à terre avec ses troupes, & s'empara de la ville : mais il ne prit point le fort, & c'est ce qui fit échouer son entreprise.

1625.

Le duc de Vendôme gouverneur de Bretagne étoit alors à Nantes, où il reçut la nouvelle de la prise du Port-Louis, la nuit du 20 au 21 Janvier. Il monta auffi-tôt à cheval & dépêcha des courriers de tous côtés, pour avertir la noblesse de prendre les armes & de marcher avec toute la diligence possible au secours de Blavet ; il y arriva lui-même le 23 à midi. Il apprit que l'on n'avoit pas attendu son arrivée pour secourir le fort. Le sieur de Querolet y étoit entré, la place étoit déjà pourvûe d'hommes & de munitions, & monsieur de Soubife avoit fait faire des retranchemens & des barricades, pour empêcher la garnison du fort d'attaquer les troupes qu'il avoit mises dans la ville.

Le duc de Vendôme se rendit à Hennebon, où le duc de Brissac venoit d'arriver avec vingt gentilshommes. Le lendemain 24, Vendôme accompagné des ducs de Brissac & de Retz, & d'une suite nombreuse de noblesse revint à Port-Louis. Il fut résolu que l'on placeroit une batterie de canon sur le bord de la mer, pour foudroyer les vaiffeaux de monsieur de Soubife qui étoient dans le port. Le 26 on étoit sur le point d'attaquer la ville par six endroits, lorsque l'on apprit que les huguenots l'avoient abandonnée pour se retirer dans leurs vaiffeaux. Ils y demurerent tranquilles en attendant un vent favorable pour sortir du port. La batterie de canon destinée à les foudroyer, se trouva prête le 29. Le canon les incommodoit fort ; on avoit tâché de fermer le port avec de gros cables pour les empêcher d'en sortir : mais il s'éleva pendant la nuit un vent de nord-ouest dont Soubife profita pour se retirer. Il fit rompre les cables que l'on avoit ten-

1625.

Lettre du cardinal de Richelieu du 27 Janv.

pour arrêter ses vaisseaux ; il emmena ceux qu'il avoit trouvés dans le port , excepté un qui coula à fonds , & quatre autres qui échouèrent. Il regagna l'île de Rhé , & s'empara de celle d'Oleron.

On regarda l'entreprise de monsieur de Soubise comme le signal d'une nouvelle guerre civile. Le roi fit lever six mille hommes en Bretagne , & six mille en Poitou. On renforça les armées de Champagne & de Picardie de douze mille hommes , & de deux mille chevaux ; de sorte que le roi entretenoit cette année soixante-six mille hommes de troupes réglées. Sa puissance parut tellement redoutable au parti protestant , qu'un grand nombre de villes & de communautés huguenotes désavouèrent par des actes publics , l'expédition de monsieur de Soubise : mais la cour ne comptoit pas beaucoup sur ces désaveux forcés & peu sinceres , qui marquoient seulement une résolution secrète d'attendre des temps plus favorables pour se révolter.

On attendoit de jour en jour la dispense du pape pour le mariage de madame , qui fut enfin apportée le 10 Février par le pere de Berulle. On apprit en même-temps que le pape avoit déclaré le cardinal Barberin son neveu , légat en France pour accommoder l'affaire de la Valteline.

Les Espagnols qui ne comptoient pas beaucoup sur la médiation du pape , travailloient à opposer une ligue de divers princes d'Italie à celle de la France , avec les Vénitiens & le duc de Savoye ; ils trouverent moyen d'engager dans leurs intérêts le grand duc de Toscane , les ducs de Parme & de Modene , & les républiques de Genes & de Luques. Toutes ces puissances convinrent ensemble de lever une armée de terre de vingt-quatre mille hommes de pié , & de six mille chevaux , qui devoit être commandée au nom de l'empereur par le duc de Feria gouverneur de Milan , & une armée navale de vingt mille hommes , & de quatre-vingts-dix galeres qui se rendroient dans le port de Genes , & dont le marquis de Sainte-Croix auroit le commandement avec le titre d'amiral.

Dans le même temps chacun des royaumes qui composent la monarchie d'Espagne , offrit au roi de fournir une certaine quantité de troupes ; quelques-uns devoient y joindre des
sommes

sommes d'argent, d'autres des vaisseaux ou des galeres. Le clergé d'Espagne s'offrit d'entretenir vingt mille hommes; & le nombre total des soldats, des vaisseaux, & des galeres que l'on devoit tirer de ces différens royaumes, montoit à cent quatre mille hommes d'infanterie, quatorze mille six cents chevaux, soixante-douze navires & dix galeres. Les grands d'Espagne offrirent de leur côté différentes sommes d'argent qui devoient monter à huit ou neuf cents mille ducats, sans parler des pierreries de la reine & de l'infante d'Espagne, que ces deux princesses remirent au comte d'Olivarez pour les présenter au roi, afin que ce monarque en disposât comme il jugeroit à propos pour subvenir aux dépenses de la guerre.

1625.

Les Espagnols ne manquerent pas de rendre ces offres publiques pour montrer les forces de leur roi, & pour faire craindre à la France & aux puissances liguées avec elle, les suites que pouvoit avoir l'invasion de la Valteline : mais on n'en fut pas fort alarmé, parce qu'on savoit que les armemens de l'Espagne n'étoient pas à beaucoup près aussi considérables sur terre & sur mer que sur le papier.

On a déjà observé que le cardinal de Richelieu étoit fort éloigné de vouloir s'engager dans une guerre générale contre la maison d'Autriche, jusqu'à ce que l'on eût mis le parti huguenot hors d'état de se révolter. Il vouloit seulement chasser les Espagnols de la Valteline, & les empêcher d'y rentrer; dans ce dessein il crut devoir les obliger par une puissante diversion, d'occuper ailleurs les forces qu'ils avoient en Italie, en donnant des troupes auxiliaires au duc de Savoye pour attaquer la république de Genes.

Ce duc prétendoit avoir des droits incontestables sur le marquisat de Zuccarello, situé sur les confins de l'état de Genes & du Piémont. L'empereur après avoir réuni ce marquisat à l'Empire par une sentence du 10 Decembre 1622. l'avoit ensuite rendu aux Genoïs, au préjudice du duc de Savoye qui l'avoit acheté de Scipion del Caretti en 1588. mais cette vente avoit été regardée comme nulle par la cour Impériale, & le duc de Savoye ne s'étant pas trouvé en état d'en soutenir la validité par la force des armes, les Genoïs étoient demeurés paisibles possesseurs de Zuccarello. Les

Le Clerc, vie
de Richelieu, l. 2.
Guerre de Ge-
nes.

1625.

vûes de ce prince ne se bornerent pas à une conquête si peu considérable , il vouloit s'emparer de tout l'état de Genes , à condition qu'une partie de cet état seroit réunie au Piémont , & que l'autre appartiendrait au roi de France , à moins que sa majesté très-chrétienne ne mit le duc de Savoye en possession de Milan , & de la meilleure partie du Milanais ; car dans ce cas , tout l'état de Genes devoit appartenir au roi de France. Les conditions de ce traité furent mises par écrit ; & on les tint si secretes , que les Vénitiens n'en eurent aucune connoissance.

Comme on vouloit attaquer les Genoïs par mer & par terre , on envoya demander des vaisseaux au roi d'Angleterre & aux Hollandois. On ne tira du roi d'Angleterre que des promesses vagues qui demurerent sans effet : mais les Hollandois s'engagerent à donner vingt vaisseaux bien armés & fournis de munitions pour six mois , qui devoient se mettre en mer à la fin de Mars. Le traité ne fut pas fait au nom du roi ; la France ne prétendoit pas déclarer la guerre aux Genoïs , elle n'entroit dans cette affaire que comme puissance auxiliaire du duc de Savoye son allié. On ne traitoit avec les Hollandois qu'au nom de ce prince & du connétable , qui engagerent solidairement tous leurs biens pour assurer aux Hollandois le remboursement de leurs frais.

Le connétable envoya au roi les articles de ces conventions par le maréchal de Crequi. On les lut au conseil , & l'on se contenta de faire quelques légers changemens au traité secret qui régloit le partage des conquêtes entre la France & la Savoye.

Le connétable se rendit à Turin le 2 Fevrier , avec dix mille hommes d'infanterie & deux mille chevaux. Le roi avoit réglé qu'il prendroit l'ordre du duc de Savoye , & que le maréchal de Crequi auroit la même déférence pour le prince de Piémont. Les troupes de France & de Savoye eurent ordre de s'assembler à Asti , où l'on en fit la revue le 4 de Mars. Elles formoient une armée de vingt-quatre mille hommes d'infanterie & de trois mille chevaux effectifs. L'artillerie étoit composée de vingt-quatre pieces de gros canons & de quatorze pieces de campagne.

On tint conseil pour savoir si l'on entreroit dans l'état de

Genes par le Mont-Ferrat, où si l'on marcheroit droit à Savonne. Le duc de Savoye vouloit que l'on passât par le Mont-Ferrat pour mortifier le duc de Mantoue. Le connétable prétendoit qu'il valoit mieux commencer par prendre Savonne : mais l'avis du duc de Savoye l'emporta malgré les remontrances du connétable, parce que ce prince avoit le commandement des troupes.

1625.

Le 9 Mars toute l'armée se mit en marche pour entrer dans le Mont-Ferrat. Le connétable conduisoit l'avant-garde ; il se faisoit d'Aqui & de plusieurs autres places qui appartenoient au duc de Mantoue.

L'envoyé de ce duc à la cour de France, vint trouver le cardinal de Richelieu pour lui demander quels étoient les desseins du roi, & s'il prétendoit faire la guerre au duc de Mantoue. Le cardinal de Richelieu lui répondit froidement, que le roi lui feroit connoître ses desseins quand il en seroit temps. L'envoyé se plaignit de ce que l'on prenoit des places qui appartenoient à son maître, quoiqu'on ne fût point en guerre avec lui. Le cardinal répliqua que monsieur le duc de Mantoue voyant les troubles d'Italie devoit commencer par armer de son côté, pour se mettre en état de défendre lui-même ses villes & ses châteaux, & que ce prince ayant négligé de prendre une précaution si nécessaire, le roi ne pouvoit s'empêcher d'occuper des passages importans, & de prévenir ses ennemis qui n'auroient pas manqué de s'en rendre maîtres.

Le 15 Mars les habitans de Nougny envoyèrent leurs clés au connétable, & leurs députés l'assurèrent que sept ou huit cents soldats Genoïs qui y étoient en garnison les avoient abandonnés pour se retirer à Genes. Le duc de Savoye fit attaquer le 17 trois forts situés sur la montagne de Ronciglione, que les Genoïs abandonnerent après un combat de deux heures. Il prit ensuite Campo dont le château ne fut point défendu, & le 19 il se rendit maître de Mazoné.

Mercur. François, t. 12.

Il battit le 8 Avril un corps de troupes Espagnoles que le duc de Feria gouverneur de Milan, envoyoit à la république de Genes. Le connétable faisoit alors le siège de Gavi. On raconte que lorsqu'il le commença, un officier de son armée vint lui représenter que du temps de François I. le fameux

1625.

corsaire Barberouffe étant entré dans la rivière de Genes ; n'avoit pû venir à bout de prendre Gavi. Le connétable qui avoit alors plus de quatre-vingts ans lui répondit : *Hé bien , Gavi n'a pû être pris par Barberouffe , mais Dieu aidant Barberouffe la prendra.*

La garnison de Gavi étoit de huit cents hommes. On en détacha trois cents pour faire une sortie ; mais ils furent si maltraités qu'il n'en rentra pas plus de soixante-dix dans la ville. Cette perte épouvanta tellement les habitans , qu'ils prirent la résolution de se rendre. Le gouverneur du château menaça de les foudroyer à coups de canon s'ils ne continuoient pas à se défendre ; il leur fit espérer un prompt secours que l'on leur envoyoit de Genes : mais malgré ses menaces & ses promesses , ils demanderent à capituler , & ils obtinrent des conditions avantageuses. Le château ne fut point compris dans la capitulation , il étoit situé sur un roc escarpé , & le gouverneur se flattoit que l'on ne viendrait jamais à bout de le forcer : mais le connétable trouva moyen de faire porter deux pieces de canon jusques au sommet d'une montagne voisine qui commandoit le château. Le gouverneur surpris & effrayé , capitula le dernier Avril. Les Espagnols l'accusèrent d'avoir reçu huit mille pistoles du connétable pour abandonner cette place , avec le canon & les munitions.

La cour d'Espagne , irritée de ce que la France accordoit de si puissans secours au duc de Savoye , ne tarda pas à en témoigner son ressentiment. Dès le 9 d'Avril , on saisit en Espagne tous les effets qui appartenoient aux François. On en fit la recherche , & il se trouva , dit l'auteur du mercure , qu'il y avoit dans la seule ville de Madrid environ dix-huit mille François qui y étoient venus pour trafiquer , ou qui s'y étoient établis , & que l'on en comptoit plus de deux cents mille dans toute l'étendue de l'Espagne.

Le roi de son côté défendit tout commerce avec les Espagnols par une déclaration datée du 23 Avril ; & par une autre du 22 de Mai , il ordonna la saisie de tous les effets appartenans aux sujets du roi d'Espagne & aux Genoïs , dans toute l'étendue de son royaume.

*Mariage de
Madame.*

La cour fut occupée pendant le mois de Mai du mariage & du départ de madame Henriette , & de la réception du

légal. Le duc de Chevreuse eut la procuration de Charles I. roi d'Angleterre, pour épouser la princesse en son nom. Jacques, pere de Charles, étoit mort le 6 Avril. Ainsi Henriette dont le mariage se négocioit depuis si long-temps, au lieu d'être princesse de Galles devint tout à coup reine d'Angleterre. Le cardinal de la Rochefoucault grand aumônier de France, lui donna le 11 la bénédiction nuptiale sur un théâtre dressé dans le parvis de Notre-Dame. L'archevêque de Paris prétendoit dire la Messe que la princesse devoit entendre dans la cathédrale : mais il fut décidé que cette fonction appartenoit à celui qui avoit fait la cérémonie du mariage, & l'archevêque fut obligé de céder au grand aumônier. Les deux ambassadeurs d'Angleterre se retirèrent à l'archevêché pendant la Messe, parce qu'ils étoient protestans ; & le duc de Chevreuse, quoique catholique, n'y assista pas non plus, parce qu'il représentoit un prince protestant.

La nouvelle reine partit de Paris le 2 de Juin, & le 22 elle s'embarqua sur l'amiral de la flotte Angloise, qui la conduisit à Douvres *en moins de sept heures, la mer n'ayant jamais été plus calme*, comme l'assure monsieur de Brienne qui étoit sur la flotte. Ainsi le Vaffor se trompe quand il dit qu'elle mit vingt-quatre heures à faire ce trajet. Elle étoit accompagnée du duc & de la duchesse de Chevreuse. Charles l'attendoit à Douvres, d'où ils se rendirent ensemble à Cantorbéry. Louis XIII. avoit suivi sa sœur jusques à Compiègne, & les deux reines jusques à Amiens ; le duc de Boukingham favori du roi d'Angleterre qui étoit venu à la cour de France pour hâter le départ d'Henriette, y avoit brillé par sa magnificence : mais il s'y étoit conduit avec peu de sagesse. Il avoit voulu plaire à la reine Anne d'Autriche. On accusa la marquise du Vernet, sa dame d'atour, Ribere son médecin, & quelques autres officiers de sa maison, d'avoir été trop favorables aux desseins du duc de Boukingham, & sur le soupçon qu'on en eut, ils furent chassés de la cour.

Le légat étoit entré à Paris le 21 de Mai par la porte Saint-Jacques, monté sur une mule blanche, & accompagné du duc d'Anjou qui étoit à cheval sous le même dais que lui. Après sa premiere audience de cérémonie, il en eut une seconde le 24, dans laquelle il demanda la restitution des forts

1625.

Mem. de Brienne, t. 2.
Le Vaffor, l. 21.

Mem. de Balzomp. t. 2.

1625.

de la Valteline , & une suspension d'armes pour l'état de Genes. Le roi lui déclara qu'il vouloit s'en tenir au traité de Madrid ; & qu'à l'égard de la guerre de Genes , il ne pouvoit se dispenser de fournir des troupes auxiliaires au duc de Savoye son allié. Le légat lui ayant représenté dans une troisieme audience , que le roi d'Espagne paroissoit résolu d'employer toutes ses forces à défendre les Genoïs si l'on continuoit à les attaquer : *J'ai pris soin jusques à présent* , lui répondit le roi , *d'éviter tout ce qui pourroit causer une guerre ouverte entre les deux couronnes ; si le roi d'Espagne prend le premier les armes contre moi , je serai le dernier à les quitter.*

Louis nomma ensuite trois commissaires pour traiter avec le légat , qui furent le cardinal de Richelieu , le comte de Schomberg , & le sieur Phelippeaux d'Herbaut secrétaire d'état. Le légat qui n'avoit que vingt-quatre ans , n'osa se risquer à négocier seul avec ces trois ministres , & lorsqu'ils s'assembloient chez lui , le nonce Spada & le sieur Azzolini assistoient toujours aux conférences. Les trois prélats Italiens y firent différentes propositions , qui tendoient à dépouiller en tout ou en partie les Grisons protestans de la souveraineté de la Valteline ; elles furent toutes rejetées , & l'on leur remit un projet de reglement qui contenoit plusieurs articles ; dont les uns concernoient la religion , & les autres l'état civil. Ils n'osèrent ni l'approuver , ni le rejeter sans avoir consulté le pape , qui parut toujours indécis. Cependant la suspension d'armes accordée pour la Valteline étoit finie dès le 18 de Mai , & le marquis de Cœuvres brûloit d'envie de chasser les Espagnols de Ripa : mais ils avoient reçu de nouveaux secours , & leurs troupes étoient considérablement augmentées : celles de la France au contraire diminuoient de jour en jour par les maladies ; les Espagnols qui n'en étoient pas exempts , avoient la facilité d'envoyer dans le Milanez les soldats malades , & d'en tirer de nouvelles recrues. Le marquis de Cœuvres en demandoit aux Suisses & aux Vénitiens , qui n'arrivoient que lentement & en petit nombre ; il fut donc obligé de suspendre l'exécution de ses projets.

Guerre des huguenots.

La France continuellement menacée d'une guerre civile par les mouvemens des huguenots , ne se pressoit pas d'envoyer de nouveaux renforts en Italie. Le duc de Rohan qui

demandoit l'entiere exécution du traité de Montpellier & la démolition du Fort-Louis , se préparoit à reprendre les armes. Le duc de Savoye & le connétable prévoyant que si la guerre recommençoit en France, celle de Genes seroit mal soutenue , conseillerent au roi de contenter les huguenots.

1625.

La cour fit des offres avantageuses au duc de Rohan & à monsieur de Soubise ; elle promit aux Rochelois la démolition du Fort-Louis , pourvû qu'ils fissent raser les nouvelles fortifications des isles de Rhé & d'Oleron , & que les édits du roi concernant les deux religions fussent exactement observés dans leur ville : mais le duc de Rohan & son frere se voyant recherchés à la sollicitation du duc de Savoye & du connétable , s'obstinerent à rejeter ces propositions. Ils s'imaginèrent que la cour , engagée dans une guerre étrangere, se trouvoit dans des circonstances qui ne lui permettoient pas de leur rien refuser ; ils furent trompés dans leurs conjectures. Ils comptoient sur la protection du roi d'Angleterre qui leur manqua , & sur celle des Hollandois , qui bien loin de les seconder , envoyerent au roi les vingt vaisseaux qu'ils s'étoient engagés de fournir par le traité de Compiègne , & qui servirent contre eux. Le duc de Rohan ne laissa pas de commencer la guerre en Languedoc ; il parcouroit toutes les villes huguenotes, accompagné d'un grand nombre de ministres & faisant porter une bible devant lui. Avant que de parler au peuple & aux magistrats , il alloit droit au temple où il demouroit long-temps en priere ; ensuite il haranguoit dans les places publiques , il exhortoit le peuple à mourir pour la défense de sa religion , & il prononçoit à haute voix de longues prieres , pour l'animer à la révolte & pour la lui faire regarder comme une œuvre agréable à Dieu. Ses harangues jointes à l'éloquence & à l'artifice de ses prieres , lui firent trouver des soldats. Sur la fin d'Avril , après avoir fait élire à Castres des consuls qui lui étoient dévoués ; il assembla deux mille hommes de pié & quatre cents chevaux , & avec cette petite armée il se rendit à Puy-Laurens , à Revel , & dans plusieurs autres villes huguenotes , pour faire prêter au conseil le serment de l'union des églises. Il voulut entrer dans Laval où il avoit quelques intelligences , & il s'avança jus-

Guerre en Languedoc.
Mercurie François , t. 11.
Memoires de Rohan.

1625.

ques sur le bord du fossé : mais il trouva les portes fermées ; & il se retira sans pouvoir exécuter son dessein. La cour envoya des ordres pour arrêter le cours de ses entreprises.

Le maréchal de Themines reçut une commission datée du 20 Mai , pour commander les troupes du roi dans le Languedoc , il étoit chargé de poursuivre les rebelles. Il se rendit à Toulouse le 7 de Juin , & il en partit le 18 avec quelques troupes & deux coulevrines qu'il conduisit à Lavaur. Le marquis de Ragny maréchal de camp , lui ayant amené les régimens de Normandie & de Crussol , avec une compagnie de chevaux-légers , il se mit en campagne le 22 , & il commença par faire attaquer le château de Bonnac qui fut pris d'assaut ; tous ceux qui se mirent en défense furent passés au fil de l'épée , & le reste fut pendu. L'armée du maréchal vint ensuite camper aux environs de Castres , & se mit à ravager la campagne. Le duc de Rohan qui étoit alors aux Cévennes avoit laissé dans Castres la duchesse de Rohan avec un conseil. Il raconte dans ses mémoires , que ce conseil voyant l'armée du roi aux portes de la ville , *s'étonna de telle sorte qu'il n'osa donner ordre à chose aucune , & qu'il en laissa tout le fardeau à la duchesse de Rohan , qui contre son naturel & au-dessus de ses forces , rassura tout le monde par ses soins & par son courage.* Elle fit faire des sorties contre les troupes du roi qui eurent presque toujours du désavantage dans les escarmouches , si l'on en croit le duc de Rohan : mais le maréchal de Themines avoit des forces si supérieures , que la garnison de Castres ne put jamais l'empêcher de ravager la campagne. Le duc de Rohan craignit même que la ville ne fût prise , & il y envoya un secours de huit cents hommes.

Le maréchal de Themines qui en fut averti partit le 30 Juin , avec toute sa cavalerie & une partie de son infanterie pour les attaquer. Il les trouva cantonnés à la Croisette , bourg , situé à deux grandes lieues de Castres ; ils s'y étoient retranchés , & il eût fallu du canon pour les forcer. Le maréchal ne laissa pas de faire attaquer leurs retranchemens. Les huguenots se défendirent avec valeur , & il y eut vingt-cinq ou trente hommes de tués de part & d'autre. La nuit fit cesser le combat , & le marquis de Lusignan arriva le lendemain

à Castres où il entra en plein jour. Le maréchal de Themines voyant que toute la campagne étoit entièrement ravagée aux environs de cette ville , & désespérant de s'en rendre maître depuis l'arrivée du secours , décampa le 8 Juillet & prit la route de Saint - Paul. Le duc de Rohan dit dans ses mémoires , que cette ville fut emportée *sans résistance en plein jour , sans batterie , & sans dessein formé , & que tous les gens de guerre se retirèrent à la Motte.* Le mercure François assure au contraire , que la ville de Saint-Paul fut investie le 11 Juillet ; qu'il y eut une batterie dressée qui commença à tirer le 14 ; que le 15 le maréchal de Themines fit porter son dîner auprès de cette batterie ; que les ennemis tirèrent plusieurs coups de mousquet , dont un cassa le verre qu'il tenoit à la main ; qu'ensuite il fit donner l'assaut , dans lequel on tua cinquante hommes aux assiégés , on en arrêta quatre qui furent pendus , & entre autres le ministre , qui avoit été Cordelier. Dès le lendemain 16 Juillet , la ville de Lamiatte sans attendre que l'on vînt l'attaquer demanda à capituler , ce qui fut accordé , à condition que tous les capitaines sortiroient à cheval , les soldats étrangers avec le bâton blanc , que les habitans seroient mis à rançon , & que tous les drapeaux seroient apportés au maréchal de Themines qui les envoya au roi. Saint-Paul & Lamiatte furent démantelées , & presque ruinées par le feu.

Pendant ce temps-là , le duc de Rohan cherchoit à faire des conquêtes dans le bas-Languedoc avec les troupes qu'il avoit levées dans les Cévennes. Il entra le 6 Juillet dans la ville de Sommieres avec quinze cents hommes d'infanterie , & deux cents chevaux. Les habitans presque tous protestans , loin de vouloir lui résister étoient d'intelligence avec lui : mais il ne trouva pas la même facilité à se rendre maître du château. Le sieur de Marsillac qui en étoit gouverneur , le défendit avec un courage intrépide , & il eut le temps d'envoyer un homme au sieur de Valencé gouverneur de Montpellier , pour lui demander du secours. Valencé lui envoya d'abord mille hommes de sa garnison , ensuite il fit prendre les armes à quelques habitans catholiques de Montpellier , dont il forma un corps de cinq cents hommes de pied

1625.

& de deux cents cavaliers, auxquels il donna ordre de marcher promptement au secours de Sommieres. Le duc de Rohan ne les attendit pas, il apprit que d'autres gouverneurs catholiques se préparoient à secourir le sieur de Marillac ; & craignant d'être investi de tous côtés par les troupes du roi, il prit le parti de se retirer la nuit du 7 au 8 Juillet avec tant de promptitude, qu'il laissa dans Sommieres une grande partie de ses équipages.

Le maréchal de Themines apprit que le duc de Rohan avoit manqué son entreprise sur Sommieres, & qu'il s'avançoit en grande diligence par les Cevennes vers Castres, avec trois mille hommes d'infanterie & mille chevaux ; il prit aussitôt la résolution d'aller au-devant de lui pour le combattre. Le duc de Rohan averti de sa marche fit une telle diligence pour le prevenir, qu'il gagna la ville de Vianes avant que l'armée du roi pût se rencontrer sur sa route. Le 29 Juillet le maréchal fit attaquer un faubourg de Vianes, qui fut forcé après un combat de trois heures. Le duc de Rohan étoit demeuré dans la ville pendant l'action, qu'il considéroit du haut d'un bastion tenant une canne à la main. Quand il vit ses soldats en déroute, il fit ouvrir les portes de la ville pour leur donner un asyle. Le maréchal de Themines demeura maître du faubourg, & y fit mettre le feu.

La duchesse de Rohan de son côté n'oublioit rien pour mettre son mari en état de résister aux troupes du roi. Elle assembla plusieurs garnisons qu'elle fit marcher à Brassac. Le duc de Rohan s'y rendit, & y trouva un corps de quinze cents hommes de pié & de près de deux cents cavaliers. Avec ce renfort, il résolut de donner bataille au maréchal qui s'étoit campé entre Brassac & Vianes : mais la veille du jour pris pour l'attaquer, le maréchal décampa & prit la route du comté de Foix, où il enleva plusieurs places aux rebelles. Le pays de Castres étoit tellement ruiné, qu'il lui étoit impossible d'y faire subsister son armée.

Dans le même-temps, le duc d'Epemon ravageoit toute la campagne aux environs de Montauban. Il avoit rassemblé pour cette expédition environ quatre mille hommes, outre six cents gentilshommes volontaires qui l'avoient suivi. Il se

rendit d'abord à Moissac, & il n'arriva auprès de Montauban qu'au commencement de Juillet. (a) La garnison de cette ville étoit nombreuse, & la plupart des habitans étoient soldats. Le duc de Rohan leur avoit envoyé le marquis de Montbrun pour les commander, ils firent plusieurs sorties pour attaquer les troupes du roi. Dans l'une ils eurent quelque avantage; mais dans l'autre, ils perdirent plus de deux cents hommes, sans compter les blessés & les prisonniers, & ils ne purent empêcher que toute la campagne ne fût ravagée.

Les forces navales des huguenots étoient commandées par monsieur de Soubise, qui prenoit la qualité d'amiral des églises protestantes. Depuis son entreprise sur Blavet, il étoit devenu le maître de la mer par le grand nombre de vaisseaux Rochelois qui étoient à ses ordres. Le roi fut obligé pour lui résister, d'emprunter des Hollandois les vingt vaisseaux de guerre qu'ils s'étoient engagés de lui fournir par le traité de Compiègne; & le cardinal de Richelieu qui craignoit que les officiers & les soldats Hollandois ne servissent pas avec fidélité contre des gens de la même religion qu'eux, fit proposer aux Etats Généraux par le sieur Despeffes ambassadeur du roi en Hollande, de souffrir que l'on mît dans leurs vaisseaux des capitaines & des soldats François. Cette proposition fut d'abord rejetée: mais le cardinal tint ferme, & les Etats Généraux après des refus opiniâtres, lui accorderent ce qu'il désiroit.

Leurs vingt vaisseaux s'étant rendus à Belle-Isle, y formèrent avec ceux du roi une flotte de trente navires, commandés par un amiral Hollandois, qui avoit sous lui deux vice-amiraux; l'un François, & l'autre Hollandois. L'amiral est nommé si différemment par les historiens, qu'il est fort difficile de dire quel étoit son véritable nom. Le Vassor qui a écrit en Hollande, où il étoit à portée de savoir au juste comment ce nom devoit être écrit & prononcé, le nomme Houtstein; quant aux deux vice-amiraux, le François se nommoit Manty, homme connu dans ce temps-là par les voyages de long cours qu'il avoit faits sur mer, & le Hollandois se nommoit, Drop ou Drup.

Dès que le roi fut que la flotte étoit rassemblée, il écrivit

(a) Le mercure François l'y fait arriver un mois plutôt.

1625.

Vie d'Epernon,

t. 3.

Lettre de monsieur Despeffes ambassadeur du roi en Hollande; mss. de Bethune, n°. 9179.

Bernard, l. 10.
Mémoires de Rohan.
Mercure François, t. 11.

à l'amiral de mettre au plutôt à la voile, & d'aller chercher l'ennemi : les Hollandois voulurent savoir auparavant quelles étoient les forces de monsieur de Soubise, & le nombre précis des vaisseaux qu'il commandoit. Il en avoit trente-neuf, & les Hollandois qui d'ailleurs ne faisoient pas volontiers la guerre contre les gens de même religion qu'eux, refusoient d'hafarder un combat, à moins que leur flotte ne fût considérablement augmentée. On leur dit que l'on équipoit encore vingt-deux vaisseaux François dans la rade d'Olonne qui rendroient la flotte du roi fort supérieure à celle des ennemis. L'amiral mit à la voile pour se rendre dans cette rade : mais n'ayant pas trouvé ces vingt-deux vaisseaux aussi prêts à partir qu'on le lui avoit fait entendre, il s'y arrêta quelque temps.

Pendant qu'il demeura dans l'inaction, les Rochelois lui envoyèrent un nommé Papin, avec deux marchands & deux ministres, qui se disoient Flamands : ils l'étoient en effet ; mais il y avoit long-temps qu'ils demeuroient à la Rochelle. Ces cinq émissaires ne prirent point la qualité de députés, ils se présentèrent à l'amiral Hollandois comme de simples particuliers qui avoient sujet de se plaindre de quelques-uns de ses officiers & de ses soldats, & qui venoient lui demander justice : mais on les avoit envoyés pour négocier secrètement avec lui au nom des Rochelois, & ils lui présentèrent des lettres du comte de Laval & des principaux magistrats de la Rochelle, qui le supplioient de suspendre les hostilités jusqu'à ce qu'ils eussent nouvelle du succès des négociations commencées à la cour par leurs députés. Les lettres dont ils étoient porteurs se bornoient à cette seule demande ; mais ils avoient ordre d'aller plus loin dans les entretiens particuliers qu'ils devoient avoir avec les Hollandois. On les avoit chargés de leur représenter, qu'ils ne pouvoient sans trahir leur conscience, & sans se deshonorar aux yeux de toute l'Europe, faire la guerre aux défenseurs de la religion qu'ils professoient eux-mêmes, & pour laquelle ils avoient secoué le joug de la domination Espagnole. Les deux ministres racontèrent tout ce que les huguenots avoient souffert en France pour la défense de leur religion, & ils furent si bien persuader les Hollandois, que la plupart déclarèrent haute-

ment qu'ils refuseroient le service plutôt que de combattre contre leurs freres, & d'agir contre leur conscience.

1625.

L'amiral crut devoir en avertir les officiers François qui étoient sur la flotte. Il leur déclara que les Rochelois lui faisoient demander une suspension d'armes, & qu'il ne croyoit pas pouvoir la leur refuser, parce qu'ils avoient envoyé des députés à la cour pour y faire des propositions d'accommodement, & qu'il lui paroissoit juste d'attendre avant que de les attaquer, que l'on eût nouvelle de la conclusion de la paix ou de la continuation de la guerre.

Les François répondirent, qu'ils avoient reçu des ordres précis & réitérés d'attaquer l'ennemi malgré les négociations de la paix, dont la cour étoit parfaitement instruite quand elle avoit envoyé ces ordres; qu'ils ne s'étoient point embarqués pour négocier avec les Rochelois, mais pour les combattre; qu'enfin, les Etats Généraux des Provinces-Unies blâmeroient infailliblement la conduite de leur amiral, s'il ne se conformoit pas aux intentions du roi qu'il étoit obligé de servir selon ses desirs.

L'amiral leur montra les ordres & les instructions qu'il avoit reçues de ses maîtres, par lesquelles il lui étoit ordonné de faire obéir monsieur de Soubise, *par raison ou par force*. Il s'autorisoit de cette alternative, en disant, que pour se conformer à ses ordres, il devoit employer la raison avant que d'agir par la force. Son avis prévalut, parce que la plus grande partie de la flotte étoit à sa disposition, & la suspension d'armes fut accordée. On donna des otages de part & d'autre; & les François obtinrent que l'on enverroit deux otages à la Rochelle, dont l'un seroit François, & l'autre Hollandois. Ils chargerent le François qui se nommoit le capitaine Lettier, de bien examiner la conduite des Rochelois pendant la treve.

Ils n'avoient point trompé l'amiral, en lui faisant dire qu'ils étoient actuellement en négociation avec la cour, ils y avoient envoyé des députés qui eurent audience du roi à Fontainebleau le 5 de Juillet. Ils prenoient la qualité de députés de monsieur de Rohan & de monsieur de Soubise son frere, & des quatre villes; c'est-à-dire, des villes de la Rochelle, de Castres, de Montauban & de Millaud, qui avoient formé

1625.

une espece de ligue ou d'association pour se soutenir mutuellement. Ces députés firent au roi une harangue respectueuse, dans laquelle ils se contenterent de demander en général l'entiere observation des édits de pacification.

Les sieurs Montmartin & Maniald, députés généraux des églises protestantes, présenterent un gros cahier de plaintes & de demandes qui contenoit vingt-un articles. La réponse de la cour ne se fit point attendre, & ils obtinrent presque tout ce qu'ils demandoient. Il n'y eut que deux articles sur lesquels on ne leur donna point de réponse précise & favorable; l'un regardoit la démolition du Fort-Louis, & l'autre celle de la citadelle de Montpellier. A l'égard du Fort-Louis, on se contenta de répondre en général qu'il n'y avoit que la seule ville de la Rochelle qui y fût intéressée, & que lorsque cette ville se comporteroit envers sa majesté comme elle devoit, elle en recevrait toute sorte de satisfaction. Quant à la citadelle de Montpellier, on répondit, que les catholiques & les protestans de cette ville en avoient demandé la construction pour leur sûreté commune par des députations séparées; qu'aucun d'eux ne s'en étoit plaint; & qu'ainsi l'on n'y feroit aucun changement.

On crut que les protestans se contenteroient de la réponse du roi aux vingt-un articles de leurs cahiers: mais les députés de messieurs de Rohan & des quatre villes répondirent, qu'ils ne pouvoient recevoir ni approuver ces réponses, sans savoir auparavant si ceux qui les avoient envoyés en seroient contens, & ils supplierent sa majesté de leur donner du temps pour les consulter. Le roi y consentit, à condition que ce délai seroit court, & que les protestans ne tarderoient pas à lui faire savoir leur dernière résolution.

Pendant ces négociations, les deux armées navales demouroient tranquilles conformément à la treve, dont on étoit convenu de part & d'autre. On ne laissoit pas de travailler sans cesse dans le port de la Rochelle à préparer des brulots qui furent envoyés à monsieur de Soubise. Il avoit dessein d'attaquer la flotte du roi, aussi-tôt qu'il auroit le vent & la marée favorable. La plupart de nos historiens prétendent, qu'il vint fondre sur cette flotte pendant que la treve subsistoit encore.

*Monsieur de
Soubise attaque
la flotte du roi.*

La lettre d'un témoin oculaire, citée dans le mercure François, porte que sur les onze heures du matin « contre la treve » & les otages donnés de part & d'autre ; l'on vit l'armée du sieur de Soubise s'appareiller & mettre à la voile ayant vent « & marée , tellement qu'elle fut en demi-heure aux vaisseaux Hollandois ». Bernard écrivain très-instruit assure cependant, que les Rochelois & monsieur de Soubise ayant achevé tous les préparatifs qu'ils avoient envie de faire pendant la suspension d'armes envoyèrent demander leurs otages, & que l'amiral Hollandois ne fit aucune difficulté de les rendre sous la condition néanmoins que la suspension ne finiroit point encore, jusqu'à ce qu'on eût reçu des nouvelles de la cour. Le même auteur ajoute, que la cessation d'armes avoit été demandée en fraude par les Rochelois, pour avoir le temps d'avancer leurs affaires. On ne peut nier que le récit de Bernard ne diminue l'infidélité des Rochelois, puisqu'enfin, selon cet auteur, ils ne commencèrent le combat qu'après avoir redemandé leurs otages & renvoyé ceux de la flotte du roi : mais il ne les lave pas entièrement, puisqu'il suppose que les otages n'avoient été rendus que sous la condition expresse que la suspension ne finiroit point encore. N'est-il pas étonnant que le Vassor après avoir rapporté lui-même cette condition, en citant l'historien Bernard, ose dire que par son récit, Soubise & les Rochelois sont pleinement justifiés. Bayle a été plus équitable que lui dans son dictionnaire, où il déclare qu'il n'a point encore vu d'auteur qui ait réfuté solidement le reproche qui a été fait (a) au duc de Soubise, d'avoir faussé sa parole à l'amiral Hollandois.

Le Vassor apporte une fort mauvaise raison pour le justifier. Il prétend que si ce seigneur avoit rompu la treve, le roi n'auroit pas manqué de s'en plaindre dans une lettre qu'il écrivit quelques mois après à l'assemblée du clergé, où parlant des victoires qu'il avoit remportées sur les huguenots, il reproche à monsieur de Soubise d'avoir violé par sa révolte

(a) Bayle n'est pas le seul qui donne le titre de duc à monsieur de Soubise. Le roi érigea en sa faveur la baronie de Frontenay en duché-pairie, par des lettres datées de Nantes au mois de Juil-

let 1626. qui ne furent jamais enregistrées, ce qui n'a pas empêché le duc de Rohan de lui donner la qualité de duc dans ses mémoires en racontant même des événements antérieurs à l'an. 1626.

1625.

• Mercure François, t. 12. pag. 5.

Bernard, l. 10.

Le Vassor, l. 22.

Dict. de Bayle, art. Soubise.

1625.

le serment de fidélité qu'il avoit prêté à son roi, sans faire aucune mention du violement de la treve, comme si ces sortes de lettres que le roi adresse aux évêques de son royaume, quand il a remporté quelques avantages sur ses ennemis, étoient de véritables manifestes, où l'on fût en usage d'expliquer en détail tous les sujets de plainte qu'ils peuvent avoir donnés par leur conduite. D'ailleurs, il est certain que le roi n'approuvoit nullement la treve que l'amiral Hollandois avoit accordée aux Rochelois, malgré les ordres précis qu'il avoit reçus de la cour, & contre l'avis de tous les officiers François qui étoient sur la flotte, & il n'étoit pas convenable que le roi se plaignît dans une lettre publique de la rupture d'une trêve qu'il étoit obligé de désapprouver. Le duc de Rohan rapporte cette affaire dans ses mémoires avec peu d'exactitude, & l'auteur des mémoires chronologiques a eu raison de dire, qu'il en parle plutôt *en frere qu'en historien.* Il prétend que Soubise ayant appris que Manty & l'amiral de Zelande nommé Haultin, venoient avec quarante bons vaisseaux pour le combattre; va au-devant d'eux, les combat & défait, met à fond ou prend cinq de leurs vaisseaux, dont le vice-amiral de Zelande étoit l'un, & leur tue plus de quinze cents hommes.

Le duc de Rohan suppose que la flotte du roi s'avançoit à pleines voiles pour combattre celle des Rochelois, quoique tous les historiens assurent au contraire qu'elle se tenoit fort tranquille en attendant des nouvelles de la cour, & qu'il y avoit une suspension d'armes entre les deux flottes qui étoit au moins présumée du côté du roi. On doit encore observer que nos historiens ne parlent point de ces cinq vaisseaux pris ou coulés à fond, ni de ces quinze cents hommes tués par les Rochelois; ils disent seulement, que monsieur de Soubise s'étant avancé avec quatre brûlots, en envoya deux contre l'amiral Hollandois, qui fut entièrement consummé, qu'il y périt environ cent hommes, & qu'il y en eut soixante qui se sauverent avec le commandant. Ils ajoutent que les deux autres brûlots destinés à mettre le feu au vaisseau du vice-amiral Manty ne purent jamais l'atteindre; qu'ensuite les deux flottes se canonèrent sans se faire beaucoup de mal, & qu'à l'exception

ception du vaisseau brûlé & des cent hommes qui y périrent, la perte ne fut pas considérable dans l'armée du roi (a).

1625.

La prospérité des armes du roi avoit paru jusques alors plus constante & moins équivoque dans la guerre d'Italie ; les conquêtes du duc de Savoye avoient été si rapides, qu'il ne lui restoit plus à prendre que Savonne & Genes, lorsque l'Espagne résolut efficacement de secourir la république de Genes qu'elle voyoit sur le penchant de sa ruine. Les Genoïs dans leur première consternation cherchoient de tous côtés de l'argent à emprunter : mais on étoit si persuadé que leur république alloit être la proie de ses ennemis, que tout le monde refusoit de leur en prêter. Ils reçurent cependant au mois d'Avril un million d'or qui leur vint par une galere de Barcelonne, & lorsqu'ils eurent cet argent, ils commencerent à pourvoir à la sûreté de leur ville.

Tous les Génoïs qui trafiquoient dans les différens états de l'Europe s'empresserent de secourir leur patrie dans une si pressante nécessité, & l'on prétend que la république reçut des terres d'Espagne jusqu'à sept millions d'or, qui faisoient vingt-un millions de livres. Des sommes si considérables distribuées à propos firent bien-tôt trouver aux Genoïs, des troupes & des vaisseaux.

Le marquis de Sainte-Croix entra dans le port de Genes avec un si grand nombre de galeres, que celles de France furent obligées de se retirer.

D'un autre côté, le duc de Feria gouverneur de Milan, vint au secours de la république avec une armée de vingt-cinq mille hommes, & quatorze pieces de canon. Le duc de Savoye & le connétable étant partis le 13 Juin pour aller faire le siège de Savonne ; le duc de Feria entra dans le Montferrat le 2 Juillet, il investit Aqui, dont la garnison étoit d'environ deux mille cinq cents hommes. A la premie-

(a) La lettre d'un témoin oculaire, rapportée dans le mercure François, suppose que l'amiral Houstein montoit le vaisseau Hollandois qui fut consumé par le feu ; d'autres disent, qu'il étoit sur un vaisseau François qui servoit d'amiral à la flotte combinée, & que c'étoit le vice-amiral Drop qui commandoit dans l'autre, qu'ils appellent cependant le

vaisseau d'Houstein ou le vaisseau Amiral, parce que c'étoit le principal vaisseau de la flotte Hollandoise. Ce fut le 16 Juillet, si l'on en croit la plupart des historiens, que la flotte du roi fut attaquée par monsieur de Soubise. Aubery date ce combat du 19, & l'auteur de la lettre insérée dans le mercure François, le place au même jour.

1625.

re sommation les assiégés demandèrent à capituler, & ils se rendirent, à condition que les officiers sortiroient avec armes & bagages, & les soldats avec l'épée.

Les Espagnols trouverent dans Aqui la plus grande partie des munitions de guerre & de bouche de l'armée de France & de Savoye. La prise de cette ville obligea le connétable de rappeler les troupes qui marchaient à Savonne; & lorsqu'elles furent assemblées, il entreprit de les conduire à Asti. Il fit cette retraite avec beaucoup d'habileté, toujours côtoyé par l'armée d'Espagne beaucoup plus forte que la sienne, qui auroit pû l'attaquer à tout moment si le duc de Feria eût su profiter de son avantage. Les Genoïs se voyant soutenus par les Espagnols reprirent courage.

Le prince de Piémont avoit laissé dans Albenga trois cents hommes, que les habitans égorgerent. Ceux de Novi ayant appris que les Espagnols s'étoient rendus maîtres d'Aqui, manderent à Genes qu'ils chasseroient la garnison qu'on leur avoit donnée, pourvû qu'on leur envoyât du secours. Etienne Spinola les vint trouver avec six cents hommes, il fut introduit dans la ville; les habitans prirent les armes, tous les soldats de la garnison qu'ils rencontrèrent furent massacrés. Elle étoit commandée par le sieur de la Grange; on attaqua son fils, il offrit de se rendre prisonnier: mais on en vouloit à sa vie, il se défendit long-temps & tua plus de trente hommes de sa main avant que d'expirer. Le pere se retira dans le château avec une partie de la garnison. On le força de le rendre, & il fut fait prisonnier de guerre.

Les garnisons de Ronciglione & de Campo ne firent aucune résistance; elles rendirent ces deux places, à condition qu'elles auroient la vie sauve. Celle de Gavi fit d'abord paroître quelque résolution de se défendre. Six mille Genoïs vinrent assiéger cette place avec quatorze pieces de canon. La garnison n'étoit que de huit cents hommes, & l'on prétend que le sieur Gouvernon gentilhomme de Dauphiné, qui la commandoit, se laissa gagner par l'argent des Genoïs. Il se rendit, à condition que lui & les siens seroient conduits par mer en toute sûreté, de Genes en Provence. Cette condition fut accomplie avec la plus grande exactitude; Gouvernon se rendit à Genes, & la république lui fournit un bâ-

timent qui le transporta en Provence avec ses troupes. La conduite des Genoïs à l'égard de ce gouverneur augmenta les soupçons qu'on avoit déjà de son infidélité.

1625.

Il descendit aux îles d'Yeres, & peu de jours après il alla mourir à Toulon, où il fut enterré dans l'Eglise des Minimes. Sa mort n'empêcha pas le procureur général du parlement d'Aix, de présenter sa plainte de la trahison commise dans la reddition du château de Gavi par le sieur de Gouvernon, par son fils, & par Jean Gerard sieur de Grangeres, tous trois de Dauphiné, & de requérir qu'il en fût informé. Le parlement nomma deux commissaires pour faire l'information, & ordonna que sa majesté en seroit avertie pour savoir sa volonté.

Le roi envoya ordre au parlement de poursuivre cette affaire. Le fils de Gouvernon & Jean Gerard furent arrêtés à Marseille: mais ils trouverent moyen de s'évader. Gouvernon prétendoit avoir reçu une lettre du connétable de Lesdiguières qui autorisoit sa capitulation, cette lettre fut produite au procès, & il se trouva qu'elle étoit fausse; le baron de Sancy & plusieurs autres témoins déposerent contre lui, & l'instruction étant achevée, le parlement déclara par un arrêt du 14 Novembre 1625. qu'Abraham Roux, dit Gouvernon, étoit mort coupable du crime de lèse-majesté, & après avoir condamné sa mémoire, il ordonna que ses ossements seroient déterrés par l'exécuteur de la haute-justice; & ensuite brûlés dans la place publique de Toulon. Jean Gerard, dit de Grangeres, & Pierre Roux, dit Chansaut, tous deux absens furent condamnés; l'un à être rompu vif, & l'autre à être pendu.

Lorsque le parlement d'Aix rendit cet arrêt, le duc de Savoye avoit non-seulement perdu toutes les conquêtes qu'il avoit faites sur les Genoïs; mais il se voyoit lui-même attaqué dans ses propres états. Ses querelles avec le connétable ne contribuerent pas peu à la décadence de ses affaires. Ils s'étoient brouillés dès le commencement de la campagne, & ils écrivoient sans cesse l'un contre l'autre à la cour de France. Le duc de Savoye qui avoit le commandement en chef de toutes les troupes, se plaignoit de ce que le connétable ne respectoit pas assez cette qualité, jointe à celle de prince

1625.

souverain. Le connétable de son côté qui entendoit mieux la guerre que le duc de Savoye , trouvoit qu'il ne déferoit pas assez à ses conseils ; tout devenoit entre eux une occasion de dispute & de brouillerie. Quand il falloit nommer des gouverneurs dans des places conquises , choisir les garnisons , décider de la marche des troupes , ils étoient presque toujours d'avis contraire.

Le connétable tomba malade d'une dyssenterie qui l'obligea de se faire transporter à Turin , & ensuite de repasser les monts pour se retirer à Chaumont en Dauphiné ; comme il avoit quatre-vingts ans , le duc de Savoye s'imagina que cette maladie l'emporteroit , & qu'il en seroit délivré pour toujours : mais sa santé se rétablit , & le duc eut le chagrin de lui voir reprendre quelques mois après le commandement des troupes Françoises.

Elles avoient été commandées pendant son absence par le maréchal de Crequi grand homme de guerre , qui en se tenant sur la défensive , rendit inutiles tous les desseins des Espagnols.

Le sieur Marini Genoïse , attaché au service de la France , étoit alors ambassadeur du roi très-chrétien à la cour de Savoye ; la république de Genes se voyant aidée de toute la puissance d'Espagne , jugea qu'il étoit temps de donner au sieur Marini des marques éclatantes de son ressentiment.

Elle fit publier le 30 d'Août une Sentence qui le déclaroit rébelle au premier chef , le condamnoit à mort , confisquoit tous ses biens , ordonnoit la démolition de ses maisons , & mettoit sa tête à prix pour la somme de dix-huit mille écus.

Le roi regarda cette Sentence comme un attentat manifeste contre le droit des gens , il prétendit que la qualité d'ambassadeur de France , rendoit inviolable la personne du sieur Marini , & pour user de représailles , il fit publier de son côté une ordonnance , datée de Fontainebleau le 4 Octobre , qui portoit , que tous les Genoïses qui étoient en France seroient mis en prison , que l'on saisiroit leurs effets , & que l'on donneroit vingt mille écus de récompense à celui qui tueroit un de ceux qui avoient assisté au jugement du sieur Marini. On arrêta en effet plusieurs banquiers & marchands Genoïses qui se trouverent en Provence , à Lyon , & à Paris.

La France ne paroïssoit pas cependant s'intéresser vivement à la guerre de Gènes. On n'envoyoit point au duc de Savoye les secours qu'il demandoit, le roi réservoit ses forces pour les employer contre les huguenots. Les Rochelois avoient refusé d'accepter les conditions de la paix proposées par la cour, l'avantage qu'ils avoient eu par surprise sur la flotte Hollandoise leur avoit enflé le courage. Le duc de Rohan eut beau leur envoyer Favas pour leur représenter que n'ayant aucun secours à espérer du roi d'Angleterre, ni du prince d'Orange, le meilleur parti qu'ils pussent prendre dans les circonstances présentes, étoit de se contenter de ce que la cour leur offroit : ils déclarèrent qu'ils ne pouvoient consentir à aucun accommodement, que le Fort-Louis ne fût entièrement démoli. Le duc de Rohan dit dans ses mémoires, qu'ils se montrèrent peu judicieux en cette occasion, & qu'ils suivirent l'humeur des peuples qui sont *insolens en leur prospérité, & lâches en adversité*.

Le roi n'eut pas plutôt appris l'obstination des Rochelois à refuser la paix, & l'insulte qu'ils avoient faite à la flotte Hollandoise, qu'il résolut de mettre tout en œuvre pour dompter ces rebelles, & pour se rendre maître de la mer. Il avoit obtenu sept vaisseaux du roi d'Angleterre pour augmenter sa flotte, & le duc de Montmorenci étoit parti pour en aller prendre le commandement. Il est surprenant que l'auteur de sa vie prétende que les ennemis qu'il avoit à la cour ne lui firent donner ordre de commander cette flotte que dans le dessein de le perdre, & que le *marquis d'Effiat sur-intendant des finances qui n'étoit pas de ses amis*, lui refusa les choses les plus essentielles pour son voyage & pour la subsistance de l'armée.

La cour avoit un desir sincere de forcer les Rochelois de recevoir les conditions de la paix; ainsi elle étoit fort éloignée de vouloir faire échouer l'entreprise du duc de Montmorency; d'ailleurs il est certain que c'étoit monsieur de Marillac qui avoit alors la charge de surintendant des finances, & qu'elle ne fut donnée que l'année suivante au marquis d'Effiat.

Le duc de Montmorenci étoit accompagné d'un grand nombre de seigneurs, & entr'autres du duc de Retz, du

Mmm ij

1625.

Hist. de Montmorenci, l. 2. ch. 9.

Hist. général. t. 8.

1625.

comte de Vauvert, frere cadet du duc de Ventadour son neveu, & du comte de Boutteville son parent. Il monta le vaisseau de l'amiral Houstein, & comme il étoit le plus riche & le plus magnifique seigneur de son temps, il gagna bientôt la confiance & l'affection des Hollandois par ses manieres engageantes, & encore plus par les presens qu'il fit aux officiers, & par les sommes d'argent qu'il eut soin de distribuer aux matelots avec profusion; il affectoit de vivre familièrement avec ces étrangers & de s'accommoder à leurs manieres. Ils étoient déjà dans l'habitude de prendre du tabac dont l'usage étoit à peine connu en France, & quoiqu'il ne le pût souffrir, il ne laissoit pas d'en prendre avec eux par complaisance. Il avoit ordre d'attaquer la flotte des Rochelois, & de favoriser en même-temps la descente que l'on avoit dessein de faire dans l'isle de Rhé.

Hist. du maré-
chal de Toiras,
L. 1. ch. 7.

Toiras gouverneur du Fort-Louis, avoit écrit au roi qu'il étoit à propos de se rendre maître de cette isle pour resserrer de plus en plus la ville de la Rochelle, & de choisir pour cette expédition le temps où les Rochelois seroient occupés à se défendre sur mer. Le roi goûta ce projet, & le baron de Saint-Gery fut envoyé au Fort-Louis pour s'informer plus particulièrement du dessein de monsieur de Toiras, & des mesures qu'il jugeoit nécessaires pour le faire réussir. Toiras lui exposa son plan, Saint-Gery le porta à la cour, où il fut examiné & approuvé. Le comte de la Rochefoucault gouverneur de Poitou, & monsieur de Saint-Luc eurent ordre de se joindre à monsieur de Toiras. On lui donna environ trois mille hommes d'infanterie avec cinq cents chevaux, & l'on tint des barques prêtes pour transporter ces troupes dans l'isle de Rhé, pendant que le duc de Montmorenci attaqueroit ou tiendrait en échec la flotte des Rochelois.

Combat naval.

Le 15 Septembre le duc de Montmorenci ayant un vent favorable, fit mettre à la voile pour combattre la flotte ennemie. Elle s'étoit retirée dans la fosse de l'Oye derriere un banc de sable qui la couvroit; ainsi l'on ne fit que se canonner de part & d'autre. Pendant ce temps-là le comte de la Rochefoucault, Saint-Luc & Toiras firent leur descente dans l'isle de Rhé. Le duc de Montmorenci détacha six vaisseaux de sa flotte pour les soutenir. Ils débarquerent leurs

Descente dans
l'isle de Rhé.

troupes malgré le feu d'environ huit cents hommes qui les attendoient sur le rivage , & qui furent obligés de se retirer. Le lendemain les Rochelois vinrent eux-mêmes attaquer la flotte du roi. Le combat fut très-vif , & la victoire se déclara pour le duc de Montmorenci. Les rebelles perdirent un grand nombre de vaisseaux, on leur en prit neuf, & entr'autres le Saint-Michel, commandé par Foran, que le duc de Rohan accuse de trahison, qui fut obligé d'échouer & de se rendre par composition.

1625.

La Vierge qui servoit d'amiral aux rebelles, & qui étoit le plus grand & le mieux équipé de leurs vaisseaux, fut abordé par quatre vaisseaux du roi.

Kergueser baron de Jussé, gentilhomme Breton; qui commandoit le Saint-Louis, s'y jetta avec cinquante hommes qui furent suivis de plusieurs autres. Les Rochelois se voyant attaqués avec tant de valeur, prirent la résolution désespérée de s'ensevelir eux-mêmes sous les ruines de leur amiral. Un nommé Durant mit le feu à deux cents trente-trois barils de poudre qui étoient sous l'escoutille. Le vaisseau fut mis en pieces, & le feu prit aussi-tôt aux quatre navires qui l'avoient abordé. Jussé sauta en l'air avec son laquais & ses troupes; il fut jetté dans la mer bien loin de l'endroit où se passoit cette scene tragique: mais il ne perdit pas courage, il fut assez heureux pour gagner une chaloupe à la nage; il étoit tout noir de poudre & de fumée, & malgré la secousse violente qu'il avoit éprouvée, & le péril extrême qu'il venoit d'éviter, il se fit conduire au Saint-Louis qu'il commandoit & qu'il voyoit sur le point d'être embrasé; il eut encore le temps d'en retirer son lieutenant, cinquante soldats, & six officiers; tout le reste périt, & l'amiral Rochelois entraîna dans sa ruine les quatre vaisseaux qui étoient venus l'aborder.

Le duc de Rohan dit dans ses mémoires, qu'il ne restoit plus que cinq hommes dans cet amiral lorsqu'il fut ataqué; qu'un gentilhomme de Poitou, nommé Chaligni étoit un des cinq, & que voulant se sauver à la nage avec son fils, il fut porté par l'effort de la poudre dans une chaloupe ennemie sans se faire aucun mal. Il y fut reçu comme prisonnier, & ensuite délivré en payant une rançon.

Les armes des rebelles n'eurent pas un succès plus heureux

1625.

dans l'isle de Rhé. Monsieur de Soubise y étoit accouru avec environ quinze cents hommes, il avoit quitté le vaisseau nommé la Vierge, dont il affoiblit considérablement l'équipage, qu'il réduisit à cent soldats pour voler au secours de l'isle de Rhé. Les troupes du roi qui y étoient descendues, s'étoient avancées jusques au bourg d'Ars. Soubise les fit attaquer par un corps de trois mille hommes : apres un combat sanglant & opiniâtre, les ennemis furent entierement défaits, il en demeura huit cents sur la place. On leur prit quatre canons & deux drapeaux. Plusieurs s'enfuirent dans des marais, où ils se noyèrent, les autres se retirerent dans le fort de Saint-Martin.

Le duc de Rohan dit, qu'il ne fut pas possible à son frere d'arrêter cette déroute, & que ce jour-là *il se porta en bon capitaine & vaillant soldat par la confession même de ses ennemis.* Il n'y a pas d'apparence que monsieur de Rohan en parlant ainsi ait voulu tromper ses lecteurs. Il est beaucoup plus naturel de penser qu'il avoit été trompé lui-même par ceux de son parti, qui lui rendoient compte de la conduite de son frere. Car, tous nos historiens conviennent, que monsieur de Soubise ne parut pas soutenir en cette occasion la réputation qu'il s'étoit acquise, & qu'il se tint toujours à l'écart avec cinq ou six chevaux derriere les combattans pour voir quelle seroit l'issue du combat. Dès qu'il vit ses troupes en déroute, il partit avec précipitation pour gagner une chaloupe qui l'attendoit. Ce n'est pas assurément qu'il ne fût très-brave, il en avoit donné tant de preuves en différentes rencontres que sa valeur n'étoit pas équivoque : mais si l'on en croit un auteur protestant, les principaux chefs du parti craignoient moins d'être tués dans les combats que d'y être faits prisonniers, & de périr ensuite sur un échaffaut, ce qui les obligeoit à se ménager & à laisser à des officiers moins considérables, le soin de se hasarder dans les actions décisives. Les troupes du roi après leur victoire entrèrent sans difficulté dans le bourg d'Ars : mais pour achever de soumettre entierement l'isle de Rhé, il falloit encore se rendre maître du fort Saint-Martin.

Le Clerc, vie
de Richel. l. 2.

Le sieur Duplessis d'Archiac y commandoit, il avoit une forte garnison, & toutes les munitions nécessaires pour soutenir un siège : mais il aimoit mieux capituler, & il écrivit au
comte

comte de la Rochefoucault pour lui offrir de se rendre , à condition qu'on lui accorderoit une capitulation honorable.

Le comte de la Rochefoucault fit part de cette lettre au duc de Montmorenci , qui prétendit que la capitulation devoit être faite en son nom , parce que sa qualité d'amiral lui donnoit le droit de commander en chef non-seulement sur la mer , mais encore dans les isles adjacentes. Il rendoit justice à la conduite & à la valeur des trois officiers généraux qui venoient de faire la conquête de l'isle de Rhé : mais il représentoit que leur entreprise n'auroit jamais réussi , sans les barques qu'il leur avoit fournies pour y faire leur descente , & sans le secours de sa flotte qu'il avoit portée dans la rade de Saint-Martin , pour tenir les ennemis en échec & pour les empêcher de secourir l'isle de Rhé.

Ces trois officiers soutenoient au contraire , qu'ils avoient droit de commander à terre sans être obligés de prendre les ordres de l'amiral , & que c'étoit à eux de décider du sort d'une place qu'ils assiégeoient. On prit un milieu pour accommoder ce différend. La capitulation fut dressée au nom du duc de Montmorenci , avec mention expresse des trois officiers qui commandoient les troupes de terre ; elle commençoit ainsi : *Nous Henri de Montmorenci amiral de France , &c. avons accordé aux gens de guerre & habitans de la Rochelle étant en l'isle de Rhé , »* tant par l'intercession de monsieur l'amiral Houstein , que par l'avis de messieurs les lieutenans généraux & de monsieur de Toiras maréchal de camp , &c.

Le duc de Montmorenci conduisit sa flotte victorieuse à l'isle d'Oleron.

Monsieur de Soubise qui s'y étoit réfugié ne jugea pas à propos de l'attendre , il s'embarqua promptement , & se retira en Angleterre. Huit ou dix vaisseaux Rochelois échappés du combat naval , qui étoient venus chercher un asyle dans le port d'Oleron , à la premiere nouvelle de l'arrivée de monsieur de Montmorenci , mirent à la voile & gagnèrent le large. Les troupes du roi firent leur descente dans l'isle , les huguenots y avoient un fort dont la garnison étoit de sept cents hommes , qui se rendirent le 20 Septembre.

La cour étoit à Fontainebleau , lorsque le roi reçut par le

1625.

sieur de Fontenai les dépêches de ses généraux, qui lui apportoient l'heureux succès de ses armes contre les rebelles, & il écrivit de sa propre main au duc de Montmorenci & à monsieur de Toiras, pour leur témoigner combien il étoit content de leurs services.

Toiras ne faisoit pas sa cour aux ministres, & quand il avoit quelque chose à demander ou à proposer, il s'adressoit directement au roi.

Le cardinal de Richelieu qui étoit déjà dans la plus grande faveur se tenoit offensé du silence de Toiras, & il crut pouvoir lui en faire une espece de reproche dans la lettre qu'il lui écrivit de Fleury le 24 Septembre: *Monsieur, lui dit-il, l'oubli que vous faites de vos amis n'empêchera pas que je ne vous témoigne la part que je prends à l'honneur que vous avez acquis, &c.*

Etat de la cour.

Mémoires de
Brienne, t. 1.

Tout commençoit à plier sous l'autorité de ce cardinal, qui s'étoit rendu maître des affaires, quoiqu'il n'eût pas encore acquis cet empire absolu qu'il eut dans la suite sur l'esprit du roi. Aucun historien n'a mieux représenté que monsieur de Brienne la situation où ce Prélat étoit alors à la cour.

» Non-seulement, dit-il, le cardinal avoit toute la confiance
» du roi & de la reine mere, mais il étoit encore le chef du
» conseil, & il y avoit une autorité si absolue qu'on lui portoit
» toutes les dépêches, il ne se faisoit rien que par ses avis:
» il ordonnoit toutes choses & ne gardoit aucune mesure en
» quoi que ce put être, si non en ce qui regardoit la volonté
» du roi, qu'il tâchoit de pénétrer en donnant dans le senti-
» ment de sa majesté, à laquelle il n'étoit point alors impor-
» tun par les graces qu'il lui demandoit. Car il ne lui propo-
» soit point encore aucun de ses proches pour être auprès
» de sa personne, parce qu'il avoit remarqué que l'esprit de
» ce monarque étoit si méfiant & si délicat sur cette matie-
» re, que ç'eût été rendre un très-mauvais office à ceux qu'il
» auroit présentés, quand même ils auroient été agréés.

» De plus, ce premier ministre changeoit volontiers de sé-
» jour par complaisance pour le roi, qui n'aimoit pas à rester
» long-temps dans un même endroit; il n'alloit point à la
» cour quand sa majesté n'y étoit pas, afin qu'on n'eût pas
» sujet de dire qu'il faisoit sa cour aux reines; & quoiqu'il

« eût obligation de sa fortune à la reine mere, il ne faisoit
 « gueres que sauver les apparences avec cette princesse. Il
 « avoit ensuite l'adresse de faire entendre au roi qu'il ne dé-
 « pendoit & ne vouloit dépendre que de lui seul.

1625.

Départ du légat.

Le légat du pape étoit encore à la cour, lorsqu'on y apprit la nouvelle de la défaite des Rochelois. Sa négociation ne faisoit aucun progrès, & il ne pouvoit rien gagner sur l'esprit inflexible du cardinal de Richelieu, qui avoit déjà formé le grand dessein qu'il exécuta dans la suite de mettre des bornes à la puissance excessive de la maison d'Autriche. Le nonce du pape tâchoit de se prévaloir de l'intérêt de la religion catholique, qui ne pouvoit manquer, disoit-il, de se perdre entierement dans la Valteline, si on la remettoit au pouvoir des Grisons protestans; & le cardinal lui oppo-
 soit toujours la justice & le droit des gens, qui défend de soustraire les sujets à l'autorité de leur légitime souverain, de quelque religion qu'il soit, & l'honneur de la couronne qui ne permettoit pas au roi d'abandonner ses alliés. On ne pou-
 voit convenir de rien, & après de longues disputes chacun revenoit toujours au point d'où il étoit parti. Le légat & le cardinal persistoient dans leur sentiment où se contentoient de proposer divers tempéramens qui ne changeoient rien au fond de l'affaire, & qui paroissoient insuffisans pour résoudre les difficultés.

Le légat se lassâ enfin de négocier inutilement, il prit congé du roi le 22 de Septembre, & il partit avec une précipitation qui marquoit assez son mécontentement. Le pere Joseph & monsieur de Berulle firent de vains efforts pour le retenir, en lui disant que le roi étoit sur le point de convoquer une assemblée des notables pour délibérer sur cette affaire, & qu'il devoit au moins attendre la résolution de cette assemblée. Le légat n'eut pas de peine à comprendre qu'on n'y décideroit rien de contraire aux sentimens du cardinal de Richelieu, & il se persuada que l'on ne cherchoit qu'à l'amuser.

Le cardinal n'ignoroit pas que les émissaires de Rome & d'Espagne, l'accusoient publiquement d'être l'unique auteur d'une guerre qui leur paroissoit tendre visiblement à la ruine de la religion; ils se plaignoient sans cesse de ce que les ar-

1625.

mes du roi très-chrétien étoient employées d'un côté à détruire l'hérésie dans son royaume , & de l'autre à la relever dans les pays étrangers.

*Assemblée des
notables.*

*Hist. du minist.
du cardinal de
Richelieu.*

Ces discours faisoient quelquefois impression sur l'esprit de la reine mere , qui haïssoit extrêmement les hérétiques : ainsi le cardinal de Richelieu qui vouloit la ménager , & qui d'ailleurs ne croyoit pas que son autorité fût encore assez affermie pour se charger seul de tout l'odieux que ces murmures pouvoient lui attirer , prit le parti de conseiller au roi d'assembler un certain nombre de prélats , de seigneurs & de magistrats pour prendre leur avis sur une affaire si importante & si délicate. L'assemblée se tint à Fontainebleau le 29 Septembre peu de jours après le départ du légat. Elle étoit composée des princes , des officiers de la couronne , des cardinaux , des archevêques & des évêques députés par l'assemblée du clergé qui se tenoit alors à Paris , des conseillers d'état & de quelques magistrats du parlement de Paris.

Le chancelier d'Aligre commença par rapporter tout ce qui s'étoit passé entre les cours de France , de Rome & de Madrid depuis que les Espagnols étoient entrés dans la Valteline ; il lut suivant l'ordre des dates les différens traités d'alliance conclus entre la France & les Grisons , & il n'oublia pas le traité de Madrid. Il exposa enfin les différentes propositions du légat , qu'il accusa de partialité pour l'Espagne.

Monsieur de Schomberg opina le premier , il étoit ministre d'état & intime ami du cardinal de Richelieu , qui venoit de lui procurer le bâton de maréchal de France vacant par la mort du maréchal de Roquelaure. (a) Il assura qu'en traitant avec le légat il s'étoit appesanti de son dévouement à la couronne d'Espagne. Il rendit compte de quelques-unes de ses propositions , dont il fit voir l'injustice , & il conclut qu'il valoit mieux continuer la guerre que d'accepter une paix , ou même une suspension d'armes également contraire à l'honneur de sa majesté & aux intérêts des ses alliés.

La reine mere n'entendit qu'avec peine ce que le maréchal de Schomberg disoit contre le légat , & sans entrepren-

(a) Mort à Lectoure le 29 Juin 1625. à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

dre de le justifier en détail , elle se contenta de dire , que ce prélat lui avoit paru bien intentionné pour la paix & attaché à la couronne de France. Cette contrariété entre l'avis de la reine mere , & celui du maréchal de Schomberg étonna toute l'assemblée , qui demeura dans un profond silence.

1625.

Le chancelier fut obligé de le rompre , pour dire que si quelqu'un avoit quelque bon conseil à donner , le roi l'écouterait volontiers , & que chacun pouvoit dire son sentiment avec une entière liberté.

Alors le cardinal de Sourdis se déclara pour la suspension d'armes , & il entreprit de justifier la conduite du pape.

Le cardinal de Richelieu s'étoit mis hors du cercle comme s'il n'eût pas voulu opiner , dans la crainte de gêner par son avis la liberté des suffrages. On s'aperçut qu'il écoutoit impatiemment celui du cardinal de Sourdis , qui n'eut pas plutôt fini , que Richelieu se leva & s'approchant du roi , il dit , que son sentiment seroit toujours de préférer la paix à la guerre ; lorsque l'on pourroit l'obtenir ou la conserver sans faire tort à la réputation du roi & au bien de son royaume , qui étoit inséparable de la protection qu'il devoit à ses alliés ; que les propositions du légat ne tendoient évidemment qu'à favoriser l'ambition des Espagnols , & le dessein qu'ils avoient formé de se rendre maîtres de l'Italie ; que s'ils réussissoient dans ce projet , la France investie de tous côtés par les forces prodigieuses de cette puissance ennemie , deviendrait semblable à une place dont les dehors sont pris , & servent à ceux qui l'assiègent pour se fortifier contre elle. Il ajouta , qu'il n'y avoit rien que l'on ne dût sacrifier pour soutenir la réputation du roi , parce que si elle étoit une fois perdue , la puissance , ses richesses & ses armes seroient également méprisées ; que si l'on voyoit la France abandonner lâchement ses alliés , elle ne trouveroit plus aucun appui parmi ses voisins , qui seroient obligés de s'attacher à l'Espagne. Il représenta que les finances du roi étoient en bon état ; qu'il y avoit dans l'épargne de quoi payer quatre montres , c'est-à-dire , la solde de huit mois aux troupes qui étoient sur pié , & même à celles que l'on étoit résolu de lever , sans toucher au courant , sans anticiper sur l'année suivante , & sans recourir aux moyens extraordinaires ; que le clergé de France actuel-

1625.

lement assemblé à Paris offroit six cents mille écus par an pour faire la guerre aux huguenots , & que le roi se trouvant déchargé par cette somme des dépenses qu'il falloit faire pour dompter les rebelles , seroit plus en état de fournir aux frais d'une guerre étrangere.

Il conclut qu'il étoit absolument nécessaire de continuer la guerre d'Italie , & de rejeter toutes les propositions d'accommodement qui avoient été proposées par le légat. Le cardinal de la Valette qui étoit tout dévoué au cardinal de Richelieu se déclara pareillement contre la suspension d'armes , & pour appuyer son sentiment il dit , que pendant qu'il étoit à Rome , le pape consulta des théologiens pour savoir jusques à quel point la religion lui permettoit de se relâcher dans l'affaire de la Valteline , & s'il pouvoit souffrir en conscience que les habitans de cette vallée fussent remis sous la domination des Grisons protestans. Ce cardinal , ajouta , que les théologiens de Rome répondirent au pape , que non-seulement il le pouvoit , mais encore qu'il le devoit , parce que la religion prescrivait l'obéissance aux légitimes souverains , & qu'elle condamnoit l'injustice. Le cardinal de la Valette conclut que l'intérêt de la religion catholique n'étoit qu'un prétexte dont les Espagnols se servoient pour couvrir leurs desseins ambitieux , & qu'il valoit mieux continuer de leur faire la guerre sans ménagement , que d'accepter la paix à des conditions deshonorantes.

Le maréchal de Bassompierre fut du même sentiment , c'étoit lui qui avoit négocié le traité de Madrid , & il dit qu'étant à la cour d'Espagne , il s'étoit aperçu que les Espagnols n'avoient en vûe que de se rendre maîtres de la Valteline. Nicolas de Verdun premier président du parlement de Paris opinant au nom de tous les officiers des cours supérieures , dit que le roi étoit si sage & ses ministres si éclairés qu'il se feroit toujours gloire de se conformer à leurs sentimens. Il affura sa majesté que le parlement de Paris lui donneroit en toutes occasions des marques de sa soumission & de son zele. Les autres n'opinerent point , & leur silence fut pris pour une approbation tacite de l'avis du maréchal de Schomberg , ou plutôt de celui du cardinal de Richelieu qui fut regardé comme la décision de toute l'assemblée.

Le roi termina la séance en disant, qu'il fetoit savoir à monsieur le légat ce qui venoit d'être décidé, & qu'il étoit résolu de s'y conformer.

1625.

Richelieu ne songeant plus qu'à continuer la guerre, envoya au connétable de Lesdiguières un renfort de six ou sept mille hommes, conduits par le marquis de Vignoles.

Il renforça pareillement l'armée de la Valteline, qui fut encore augmentée de deux régimens Suisses, levés dans les cantons d'Uri & d'Underval, malgré les oppositions du nonce Scapi & du marquis d'Ogliani ambassadeur d'Espagne.

Avec ce secours, le marquis de Cœuvres chassa les Espagnols de quelques postes importans, & il reprit la forteresse de Chaumont.

Le cardinal sentoit la nécessité d'appaiser les troubles du royaume, pour soutenir en Italie la réputation des armes du roi; c'est ce qui le détermina à écouter favorablement les députés de l'assemblée de Millaud, qui furent présentés au roi à Saint-Germain en Laye le 21 Novembre 1625. par les députés généraux des églises protestantes. Mainald porta la parole au nom de tous les calvinistes du royaume, & fit un discours très-respectueux. Le roi répondit, qu'il étoit disposé à donner la paix à ses sujets protestans du Languedoc & des autres provinces: mais qu'il n'étoit pas dans le même sentiment à l'égard de ceux de la Rochelle. Cette réponse obligea les députés de Millaud à présenter un mémoire aux ministres, sur la nécessité de comprendre dans le traité de paix monsieur de Soubise & la ville de la Rochelle. Le cardinal de Richelieu s'aperçut que l'on ne viendrait pas à bout de les engager à faire un traité séparé, & que la guerre civile recommenceroit infailliblement au printemps prochain, si l'on ne leur accordoit pas une paix générale; ainsi on prit le parti d'y comprendre ceux de la Rochelle qui avoient aussi envoyé des députés à la cour.

Ils eurent audience du roi le 26 Novembre, le sieur de la Goutte qui portoit la parole, implora la clémence de sa majesté pour la ville de la Rochelle. Le roi après avoir reproché à ces députés leur obstination & leur insolence, leur dit, qu'il vouloit bien leur pardonner & leur donner la paix, aux conditions que monsieur le chancelier leur feroit savoir:

1625.

ce magistrat leur donna par écrit, il y en avoit sept :
La première étoit, que le conseil & le gouvernement de la Rochelle seroient remis entre les mains du corps de ville, comme il l'étoit en 1610.

La seconde, qu'on y recevroit un intendant.

La troisième, que toutes les nouvelles fortifications seroient démolies & réduites à l'ancienne enceinte, telle qu'elle étoit en 1560.

La quatrième, que sa majesté seroit reçue avec le respect qui lui est dû, toutes les fois qu'elle feroit l'honneur aux Rochelois d'entrer dans leur ville.

La cinquième, qu'il n'y auroit dans le port aucun vaisseau armé en guerre; que ceux qui seroient destinés pour aller en course ou pour porter des marchandises, prendroient un passe-port de l'amiral, & qu'ils ne sortiroient point du port sans en avoir donné avis à l'intendant huit jours avant leur départ.

La sixième & la septième regardoient les biens ecclésiastiques, & divers effets enlevés à des marchands d'Orléans, que les Rochelois seroient obligés de restituer.

Les députés n'ayant pas les pouvoirs nécessaires pour signer le traité, furent obligés de porter ces articles à la Rochelle & à l'assemblée de Millaud, pour savoir si le parti vouloit accepter la paix à ces conditions. Les délibérations furent longues, & le traité ne put être conclu que l'année suivante.

Monsieur de Blainville est envoyé ambassadeur extraordinaire en Angleterre.

Le mariage de Henriette de France sœur de Louis XIII. avec Charles I. roi d'Angleterre, loin de cimenter l'union des deux couronnes, ne servoit qu'à les désunir. Le duc de Boukingham favori de Charles, comme il l'avoit été de son pere, s'étoit brouillé avec la princesse de France dès les premiers jours de son arrivée en Angleterre. Elle étoit fort zélée pour la religion catholique, & par conséquent très-sensible à l'état de persécution où elle la voyoit. Elle avoit espéré que les conditions stipulées en faveur des catholiques seroient exactement observées : mais le duc de Boukingham affectoit de n'y avoir aucun égard. Non-seulement on exécutoit à la rigueur les loix portées contre eux depuis le regne d'Elisabeth, mais on en établissoit de nouvelles ; le duc de
Boukingham

Boukingham arrêtoit par-là les plaintes & les murmures que les protestans firent éclatter , quand ils virent à quel point l'on s'étoit relâché en faveur des catholiques par le contrat de mariage.

1625.

Le comte de Carlile avoit même osé dire en plein parlement , que lorsqu'il étoit ambassadeur à la cour de France pour y traiter du mariage d'Henriette ; le roi & ses ministres l'avoient assuré que les instances qu'ils faisoient à la cour d'Angleterre en faveur des Anglois catholiques n'étoient que pour la forme , & que l'on ne cherchoit par-là qu'à sauver les apparences avec le pape.

Hist. mss. de Louis XIII.

Le roi averti de ces contradictions , & des chagrins domestiques de la reine sa sœur qui en étoient la suite , envoya en Angleterre le marquis de Blainville chevalier de ses ordres , & premier gentilhomme de sa chambre , avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire pour se plaindre de l'infraction du traité , & pour savoir si elle s'étoit attirée par quelque fausse démarche , la froideur du roi d'Angleterre & la haine de son favori.

Daniel du Plessis évêque de Mende , parent du cardinal de Richelieu , étoit grand aumônier de cette princesse. Elle avoit quatre aumôniers ordinaires , deux chapelains & deux clercs de chapelle. Le pere de Berulle fondateur de la congrégation de l'Oratoire étoit son confesseur , & il avoit avec lui douze prêtres de l'Oratoire. Ce grand nombre d'ecclésiastiques donnoit de l'ombrage aux Anglois , qui les regardoient comme autant d'ennemis de la religion protestante , qui n'étoient venus en Angleterre que pour y rétablir l'autorité du pape sous la protection de la reine. Le zèle de quelques-uns de ces ecclésiastiques , peu accoutumés aux mœurs du pays & au génie de la nation Angloise , n'étoit peut-être pas assez modéré. Les catholiques Anglois avoient recours à eux , & il pouvoit leur échapper des discours contre les protestans , qui les irritoient quand ils venoient à leur connoissance ; les dames , les filles d'honneur , les femmes de chambre , & jusques aux moindres officiers de la maison de la reine étoient nés en France , & faisoient profession de la religion catholique ; l'on étoit persuadé que tout ce qui environnoit cette princesse travailloit de concert à lui inspirer

Recueil de Dug
pin , t. 2.

1625.

du mépris & de l'aversion pour les usages de la cour d'Angleterre, & pour la religion dominante.

Le roi son mari en recevoit tous les jours des plaintes qui le chagrinoient, & il s'en prenoit à la reine ; ces dissensions domestiques occasionnerent des brouilleries entre les deux couronnes qui influèrent sur les affaires générales, comme on le verra dans la suite. Le marquis de Blainville parla au roi d'Angleterre avec une fermeté dont ce monarque se tint offensé, les audiences se passoient en contestations où chacun demeuroit ferme dans son sentiment, & l'on jugea même en France que monsieur de Blainville avoit quelquefois porté trop loin la fierté, en parlant à un roi qu'on avoit intérêt de ménager.

Le nouvel ambassadeur étoit encore chargé de se plaindre de l'asyle que l'on donnoit en Angleterre à monsieur de Soubise, & de poursuivre la restitution d'un grand nombre de prises qu'il avoit faites sur les négocians François qui n'étoient pas de son parti. Il est vrai que par ménagement pour le roi de France, on lui avoit défendu de paroître à la cour : mais il y travailloit continuellement par ses émissaires, & il y étoit protégé. Monsieur de Blainville ne reçut aucune réponse satisfaisante sur ces deux articles ; les vaisseaux qu'il demandoit ne furent point rendus, & monsieur de Soubise demeura toujours en Angleterre.

Les Anglois avoient trouvé mauvais que l'on eût prêté des vaisseaux au roi de France pour faire la guerre aux Rochelois. Ils disoient, que c'étoit agir évidemment contre l'intérêt de l'Angleterre, que d'aider le roi de France à ruiner le calvinisme dans son royaume, ce qui ne pouvoit avoir d'autre effet que de le rendre maître absolu chez lui, & que le conseil de Louis XIII. se conduisoit plus sagement en faisant tous ses efforts pour introduire le papisme chez les Anglois, afin d'ébranler par leurs divisions la puissance de l'Angleterre.

*Le maréchal de
Bassompierre nommé
ambassadeur
en Suisse.*

Cependant la cour de France ne perdoit pas de vue les affaires de la Valteline.

Miron ambassadeur du roi en Suisse, lui manda que les Espagnols travailloient efficacement à détacher les Suisses des intérêts de la France ; que ces peuples commençoient à

se tourner entièrement du côté de la maison d'Autriche; qu'ils avoient accordé le passage à plus de vingt-cinq mille Alle-mans qui marchaient en Italie, & que le seul moyen de regagner l'affection des Suisses étoit de nommer au plutôt ambassadeur extraordinaire auprès d'eux, le maréchal de Bassompierre leur colonel général en France, & que l'on fa-voit être fort agréable à cette nation. Les Vénitiens & le duc de Savoye qui sentoient de quelle conséquence il étoit pour eux de mettre la Suisse dans leurs intérêts, pressèrent eux-mêmes le roi d'y envoyer au plutôt le maréchal de Bassompierre. On ne balança pas à le nommer; il nous apprend lui-même qu'il n'avoit nul goût pour cette commission, & qu'il ne l'accepta que par obéissance. Sa fortune étoit faite; il aimoit le plaisir, & il avoit peine à quitter les délices de la cour de France pour aller en Suisse. Il partit cependant le 18 Novembre avec deux cents mille écus qu'on lui donna pour appuyer sa négociation; & parce que l'on ôtoit cette ambassade au marquis de Cœuvres, le roi lui donna pour le dédommager, la qualité de lieutenant général de son armée dans la Valteline.

Le maréchal de Bassompierre étoit chargé par son instruction; 1°. D'inviter les Cantons à entrer dans la ligue conclue entre le roi, le duc de Savoye & les Vénitiens pour obliger le roi d'Espagne à restituer la Valteline aux Grisons, ou du moins à employer leurs offices auprès du pape & du roi d'Espagne pour obtenir cette restitution. 2°. De les engager à refuser le passage aux troupes, que l'empereur & le roi d'Espagne voudroient envoyer dans le Milanais. 3°. De les faire consentir à se charger conjointement avec le roi, de la garde des forts de la Valteline, & dans ce cas la France promettoit de payer les Suisses que l'on y mettroit en garnison. Le maréchal de Bassompierre arriva le 12 Decembre à Soleure. Il apprit qu'après son départ, le roi avoit accordé au marquis de Cœuvres la qualité d'ambassadeur extraordinaire auprès des Grisons & des habitans de la Valteline. Le secrétaire du marquis étoit à la cour de France, & il avoit représenté que si l'on ôtoit entièrement à son maître la qualité d'ambassadeur, ce retranchement affoiblirait son crédit

Ooo ij

1625.

Mem. de Bassomp.
t. 2.

Mem. de Bassomp.
t. 2.

1625.

& ses revenus par la perte des appointemens qui y étoient attachés.

Mem. de Bassomp. t. 3.

Jusques alors, l'ambassade de Suisse n'avoit point été séparée de celle des Grisons & des peuples voisins qui étoient expressément nommés dans les provisions de monsieur de Bassompierre. Il se plaignit amèrement de la diminution de ses pouvoirs, jusques à menacer de tout quitter si l'on ne lui donnoit pas une entière satisfaction. Cependant le marquis de Cœuvres ayant reçu ses nouvelles provisions d'ambassadeur extraordinaire auprès des Grisons, se hâta de les faire assembler pour traiter avec eux en cette qualité; mais ils ne voulurent rien conclure avec lui, & ils déclarèrent que tant que le maréchal de Bassompierre seroit en Suisse, ils le regarderoient toujours comme leur colonel général, & le seul homme qui eût droit par préférence à tout autre de leur faire savoir les volontés du roi. Ils réglerent seulement dans leur assemblée, qu'ils enverroient un député au maréchal pour l'assurer qu'ils remettoient leurs intérêts dans ses mains, & qu'ils étoient résolus d'en passer par tout ce qu'il auroit décidé. Bassompierre apprit cette agréable nouvelle le 5 Janvier, & le même jour il reçut des lettres de la cour, qui, sans faire attention à ses premières plaintes, lui annonçoit la résolution qu'on avoit prise de séparer l'ambassade des Grisons, de celle des Suisses. Il en fut si piqué, qu'il pensa partir sur le champ pour retourner en France : mais, ayant fait réflexion que les Grisons lui rendoient en quelque sorte par leur confiance, ce que la cour lui vouloit ôter, & prévoyant par la disposition où il avoit trouvé les esprits, que sa négociation auroit un succès favorable, il résolut de dissimuler son chagrin.

Memoires de Bassomp. t. 3.

Mémoires de Bassomp. t. 3.

La diette générale des treize Cantons s'assembla le 12 Janvier à Soleure : le maréchal y fit un long discours dans lequel il ne demanda point que les Suisses entraissent dans la ligue de la France avec le duc de Savoye & la république de Venise, conformément à son instruction; il avoit prévu que cette proposition ne seroit pas bien reçue, & il en avoit prévenu le roi, il se borna donc à proposer les autres articles contenus dans son instruction. Le lendemain le nonce du pa-

pe eut audience de la Diette, & il entreprit de réfuter le discours du maréchal, qui de son côté revint à la diette pour répondre aux raisons du nonce; il eut ensuite des contestations fort vives avec ce prélat, auquel il se vante dans ses mémoires, d'avoir bien *lavé la tête*. La diette dura jusques au 20 Janvier. Le nonce étoit parti deux jours auparavant fort mécontent de ce que le maréchal l'avoit toujours emporté sur lui. Les députés s'assembloient à neuf heures du matin, & sortoient à midi. Ceux de l'une & de l'autre religion venoient tous les jours séparément conférer avec les deux ambassadeurs du roi; le président de l'assemblée venoit lui-même les consulter.

La diette envoya deux députations au maréchal, l'une pour offrir à la France jusques à seize mille hommes; & le maréchal écrivit au roi que ce secours seroit prêt dans trois semaines, si l'on lui donnoit ordre de l'accepter. La seconde députation regardoit les sommes dûes aux Suisses par la couronne de France, sur quoi le maréchal dit que *ses raisons appuyées de l'argent* qu'on lui avoit envoyé de France, leur parurent *une pertinente & agréable réponse*.

Quant à l'affaire de la Valteline, les Cantons déclarèrent unanimement, que la Valteline & les comtés de Chiavenna & de Bormio appartenoient aux Grisons leurs anciens seigneurs, & que l'on demanderoit que ces pays leur fussent restitués; que l'on refuseroit le passage par la Suisse à celui des détenteurs qui ne consentiroit pas à l'entière restitution; qu'enfin l'on chercheroit les moyens les plus convenables de rétablir les Grisons dans la souveraineté qui leur appartenoit.

Les Cantons se trouverent partagés sur la forme de cette restitution: les protestans vouloient qu'elle fût conforme au traité de Madrid, sans y rien changer; les catholiques au contraire demandoient que l'on y mît certaines conditions pour la sûreté de la religion catholique dans la Valteline: mais le maréchal manda au roi qu'il ne seroit pas difficile de faire accepter ces conditions aux Grisons, ou d'engager les cantons catholiques à les adoucir, selon que sa majesté le jugeroit à propos. Le 15 Janvier les députés en corps apportèrent au maréchal une copie authentique de leur résolution; il les en-

1626.

Lettre du maréchal de Balcon-pierre.

1626.

*Les huguenots
demandent la
paix & l'obtien-
nent.*

remercia, & leur donna acte de la restitution que le roi étoit prêt de faire de tout ce que les François occupoient dans la Valteline, & même de le remettre en leurs mains, s'ils vouloient s'en charger pour le rendre aux Grisons.

Dans le même temps monsieur de Soubise continuoit de négocier à la cour d'Angleterre en faveur des Rochelois; ils n'avoient point encore accepté la paix aux conditions qu'on leur avoit proposées, & monsieur de Soubise représentoit aux Anglois, qu'il n'étoit pas de leur intérêt de souffrir que le roi de France se rendît maître de la Rochelle.

Le roi d'Angleterre se détermina enfin à prendre cette ville sous sa protection; il avoit fait un traité de ligue offensive & défensive avec la république de Hollande, dans lequel le roi de France avoit refusé d'entrer. Il commença par engager les Etats Généraux à demander au roi les vaisseaux qu'ils lui avoient prêtés, & il demanda lui-même avec beaucoup de hauteur qu'on lui renvoyât les siens: il voulut même avoir, non-seulement ceux qui lui appartenoient, mais encore ceux que le roi de France avoit empruntés de quelques marchands Anglois; & sur ce qu'on les lui refusa, il fit saisir tous les navires François qui se trouvoient alors dans les ports d'Angleterre. La France n'ayant point une marine assez forte pour se les faire rendre, il fallut céder & restituer aux étrangers toutes les forces navales qu'on avoit reçues d'eux.

Les Rochelois envoyèrent des députés au roi d'Angleterre, qui s'engagea le 30 Janvier à mettre une flotte en mer pour les secourir, au cas que le roi de France entreprît le siège de la Rochelle: mais comme Charles I. s'étoit ligué avec la Hollande pour faire la guerre à l'Espagne, il aimoit encore mieux procurer la paix aux habitans de la Rochelle, que de se voir obligé de les défendre. Il envoya ordre au comte de Holland & au chevalier Carleton ses deux ambassadeurs à la cour de France, de solliciter la conclusion de cette paix; ils furent secondés par les ambassadeurs de Hollande, de Venise & de Savoye.

Toutes les puissances ennemies de l'Espagne, espéroient que la France tranquille au-dedans, ne manqueroit pas de porter toutes ses forces au-dehors contre la maison d'Autriche. Ce n'étoit pas-là le projet du cardinal de Richelieu, il

vouloit commencer par prendre la Rochelle, pour mettre le parti huguenot hors d'état de troubler le royaume : mais il falloit auparavant rétablir la marine, mettre l'ordre dans les finances, lever des troupes, & rendre la plûpart des grands plus souples & plus fideles qu'ils n'avoient été jusques alors. La paix lui étoit absolument nécessaire pour exécuter de si grands projets, & son dessein étoit de la conclurre au plutôt, non-seulement avec les huguenots, mais encore avec les Espagnols par rapport à la Valteline. Il avoit dit quelque temps auparavant au nonce Spada, qu'il étoit résolu d'abattre entièrement le parti calviniste : mais qu'avant que de l'entreprendre, il ne pourroit se dispenser de *scandaliser encore le monde une seconde fois* ; parce qu'il prévoyoit que les catholiques zelés, dont le nombre étoit alors très-grand dans le royaume, se scandaliseroient encore de voir un cardinal conclurre un second traité de paix avec les huguenots.

Ceux-ci se voyant appuyés de l'Angleterre y apportoit de grandes difficultés, & il fallut que les ambassadeurs d'Angleterre leur en garantissent l'exécution par écrit au nom de leur maître. On fit quelques changemens aux articles que la cour avoit proposés sur la fin de l'année précédente. La démolition des fortifications nouvellement construites par les Rochelois, fut réduite à l'obligation de raser le fort de Taddon. On ne parla plus de recevoir le roi dans la ville de la Rochelle, quand sa majesté jugeroit à propos d'y entrer. Il fut dit que les catholiques y auroient le libre exercice de leur religion, & qu'à l'égard du Fort-Louis, le roi ne pouvant en accorder la démolition malgré les instances de ceux de la Rochelle, mettroit un tel ordre dans les garnisons qui seroient dans ce fort, & dans les isles de Rhé & d'Oleron, que les Rochelois ne seroient troublés ni dans la liberté de leur commerce, ni dans la jouissance des biens qu'ils possédoient dans ces isles.

Lorsqu'il fallut signer ces nouveaux articles, les cardinaux de la Rochefoucault & de Richelieu sortirent du conseil, pour ne pas paroître donner un consentement positif à l'établissement de l'hérésie. Ce traité fut signé le 5 Février, & il attira de sanglans reproches au cardinal de Richelieu de la part des catholiques zelés, des émissaires d'Espagne, & de

1626.

Mem. de Rohan.

Le Clerc, vie de Richelieu, t. 2.

1626.

Libelles contre le cardinal de Richelieu.

tous ceux qui étoient jaloux de sa fortune. On publia contre lui des libelles injurieux dans lesquels on l'appelloit, *le cardinal de la Rochelle, le patriarche des athées, & le pontife des calvinistes*. Il étoit extrêmement sensible à ces sortes d'écrits, qui devoient en effet paroître plus dangereux dans des temps de troubles & de factions, que dans des temps tranquilles, par l'impression qu'ils étoient capables de faire sur des esprits déjà disposés à la sédition & à la révolte. Le cardinal fit dénoncer quelques-uns de ces libelles au parlement, qui les condamna à être brûlés par la main du bourreau.

L'édit qui confirmoit les articles de la paix conclue avec les huguenots fut enregistré le 6 Avril. On envoya dans toutes les provinces deux commissaires, dont l'un étoit catholique, & l'autre protestant, avec les ordres & les pouvoirs nécessaires pour y faire observer de part & d'autre, les conditions de la paix. Ceux qui eurent la Rochelle dans leur département firent signer au corps de ville, un défaveu des députés qu'ils avoient envoyés aux puissances étrangères. Cet acte fut porté au roi; tous les autres articles furent exécutés, & les Rochelois eux-mêmes travaillèrent à la démolition du fort de Taddon: mais on remarqua que ce travail alloit fort lentement.

La paix fut publiée en Languedoc dans l'armée du roi; commandée par le marquis de Ragny; mais le parlement de Toulouse différa l'enregistrement de l'édit de pacification qui accordoit aux rebelles une amnistie générale de tout le passé. Les puissans ennemis que les huguenots avoient dans cette compagnie, profitèrent de ce délai pour exercer un acte de sévérité qui ne fut pas généralement approuvé; ils firent trancher la tête à un malheureux officier, nommé Campredon, que le duc de Rohan avoit envoyé en Espagne, & qui étoit revenu en France, quant il fut que la paix avoit été publiée dans l'armée du roi.

Il ne restoit plus au cardinal de Richelieu, pour avoir la tranquillité qu'il désiroit, que de terminer par un accommodement l'affaire de la Valteline.

Dès le temps que le légat étoit parti de France, on avoit mandé au comte du Fargis, qu'il seroit plus à propos que les ministres des deux couronnes traitassent cette affaire entr'eux qu'avec

qu'avec le pape, parce que les scrupules qu'il lui convenoit d'avoir sur les intérêts de la religion catholique rendoient la négociation trop épineuse. Du Fargis en parla au ministre d'Espagne qui lui parut assez disposé à la paix. Cet ambassadeur ayant fait part à la cour de France des dispositions où il avoit trouvé celle d'Espagne, on lui écrivit que le roi ne consentiroit à aucun accommodement, à moins que l'Espagne ne se relâchât sur deux points, dont le premier étoit la restitution de la souveraineté de la Valteline aux Grisons; & le second, la liberté des passages: mais en lui découvrant ainsi les vûes de la cour de France, on ne lui donna aucun pouvoir ni aucune instruction pour commencer le traité, & beaucoup moins pour le conclurre; il ne laissa pas d'entrer en négociation avec le comte duc d'Olivarès sans attendre de nouveaux ordres de la cour. La reine mere le pressoit par ses lettres de travailler à la réunion des deux couronnes; elle lui faisoit encore écrire par sa femme qui étoit alors à Paris, & à qui cette princesse découvroit ses sentimens. Le pere de Berulle revenu d'Angleterre, où le pere de Sancy avoit pris sa place, écrivoit lui-même à l'ambassadeur de la part de la reine mere, qu'il falloit absolument faire la paix à quelque prix que ce fût.

Quelques auteurs ont écrit que cette intrigue n'étoit pas inconnue au cardinal de Richelieu; il le nie dans son testament & dans son journal, où il semble faire un crime au pere de Berulle des conseils qu'il donnoit alors au comte du Fargis. Quoi qu'il en soit, le roi parut fort surpris lorsqu'il reçut au mois de Juillet un traité d'accommodement entre la France & l'Espagne sur l'affaire de la Valteline, signé par son ambassadeur & par le ministre du roi d'Espagne. Il est vrai que les deux points sur lesquels la France avoit toujours insisté y étoient clairement stipulés: mais on y remarquoit plusieurs autres articles tout-à-fait contraires aux intentions du roi. On y lisoit, par exemple, que s'il survenoit dans la suite quelque difficulté de la part des Grisons protestans sur ce qui regardoit l'exercice de la religion catholique, le pape & le nonce y apporteroient les remedes qu'ils jugeroient les plus convenables; & qu'en un mot, tout ce qui concerne la reli-

Tome XIII.

Ppp

1626.

Le Vassor; 1:

22.
Journal de Richelieu.

Testament de Richel. 1. part. ch. 11.

Mercure François, t. 12. p. 24.

1626.

gion seroit laissé à l'entiere disposition du pape, du saint siège apostolique, & du sacré collège des cardinaux.

Le ministre d'Espagne beaucoup plus habile que le comte du Fargis n'avoit fait insérer cette clause dans le traité, que pour avoir occasion d'inquiéter les Grisons par le moyen de la cour de Rome, & d'envoyer encore des troupes dans la Valteline sous prétexte d'y défendre la religion & les jugemens du saint siège. On trouvoit dans le même traité plusieurs autres articles obscurs & captieux, dont les Espagnols auroient pû se prévaloir. Il avoit été signé le premier Janvier à Mouçon, ville du royaume d'Arragon, où le roi d'Espagne avoit fait un voyage. Lorsqu'il fut examiné dans le conseil de France, tout le monde blâma la hardiesse & l'imprudence de l'ambassadeur; on parla de le révoquer & de lui faire son procès. Le cardinal parut plus réservé, il représenta au roi, que les Espagnols étant convenus clairement & sans ambiguité des deux principaux articles, le traité étoit bon quant à la substance, & qu'il étoit d'avis de l'accepter, pourvû que l'on y fît les changemens nécessaires; c'est ce qui donna lieu de penser qu'il avoit eu connoissance des lettres que la reine mere avoit écrites, & de celles qu'elle avoit fait écrire au comte du Fargis par la comtesse du Fargis sa femme & par le pere de Berulle.

L'avis du cardinal de Richelieu fut suivi, & l'on renvoya le traité de Mouçon en Espagne avec de nouvelles instructions pour le réformer. La France tenoit cette négociation fort secrète, parce qu'elle traitoit à l'insû de tous ses alliés. Le prince de Piémont fils aîné du duc de Savoye, étoit arrivé à la cour au commencement de Fevrier pour demander de nouveaux secours qui missent le duc son pere en état de faire la conquête du Milanès, & pour le justifier des accusations que le maréchal de Crequi étoit venu faire contre lui. Le connétable de Lefdiguieres s'étoit retiré en Dauphiné dès le mois de Decembre après avoir mis les troupes Françaises en quartier d'hyver sous le commandement des marquis de Vignolles & d'Uxelles, & il avoit fait partir le maréchal de Crequi pour porter ses plaintes à la cour de France sur la conduite du duc de Savoye. Le prince & le maréchal

plaidèrent en quelque sorte l'un contre l'autre ; & l'on les obligea de mettre leurs raisons par écrit pour les examiner dans le conseil. Cependant on rendit de grands honneurs au prince de Piémont, & l'on parut même entrer dans ses vûes. Le roi lui donna la qualité de lieutenant général de son armée d'Italie. On lui promit un renfort de huit mille hommes d'infanterie Françoisse & de mille chevaux, auxquels on joindroit les troupes qui servoient dans la Valteline, que l'on prétendoit pouvoir aisément garder avec deux mille hommes par le moyen des forts que l'on y faisoit construire; d'un autre côté, le maréchal de Bassompierre devoit entrer dans le Milanez avec douze mille Suisses, & il ne restoit plus rien à desirer au prince de Piémont que le rappel du connétable & du maréchal son gendre qu'il ne put jamais obtenir.

On s'apperçut bientôt que tous ces grands projets n'avoient aucune réalité. La négociation du comte du Fargis, ne put être si secrete que l'ambassadeur de Venise à la cour d'Espagne n'en eût quelque connoissance. Il en écrivit à Contarini qui résidoit à celle de France, & qui en fut alarmé. Il fit part de ses inquiétudes au maréchal de Bassompierre qui s'en moqua, & qui lui répondit que cela ne pouvoit être : mais Contarini lui en donna des assurances si positives que le maréchal en fut frappé, & pour éclaircir le fait, il alla trouver le cardinal de Richelieu ; auquel il raconta la conversation qu'il venoit d'avoir avec l'ambassadeur de Venise. Le cardinal lui répondit en lui serrant la main, que cette nouvelle n'avoit pas le moindre fondement, qu'il pouvoit en assurer l'ambassadeur de Venise, & que ce n'étoit qu'un faux bruit que les Espagnols faisoient courir pour inspirer de la défiance à nos alliés. Lorsque le cardinal de Richelieu parloit ainsi, on venoit de recevoir le traité informe que le comte du Fargis avoit signé sans pouvoir.

Les nouvelles instructions que la cour lui envoya lui furent remises le 15 Fevrier : mais il étoit si léger ou si malhabile qu'il s'en écarta encore dans plusieurs articles, & il fallut que l'on lui envoyât le modele d'un troisieme traité, qui fut concerté en France avec le marquis de Mirabel ambassadeur d'Espagne. Comme on étoit d'accord sur les points essentiels, il ne fut pas difficile de s'accorder sur le reste.

Ppp ij

1626.

Mem. de Bas.
comp. t. 3.

1626.

L'affaire fut enfin terminée à Barcelone, où le roi d'Espagne étoit alors.

T. 2. p. 409.

T. 12. p. 204.

Le cardinal Barberin venoit d'y arriver avec la qualité de légat. Il étoit chargé de deux commissions, dont l'une regardoit la Valteline, & l'autre le baptême d'une infante d'Espagne qu'il devoit tenir sur les fonts au nom du saint pere. Il se trouva pleinement dispensé de la premiere par la conclusion de la paix, & comme on ne vouloit lui donner aucune connoissance du traité, dans la crainte qu'il ne fit naître de nouvelles difficultés, on prit le parti de le dater comme s'il eût été véritablement signé à Mouçon le 5 Mars 1626, & de l'appeller toujours le traité de Mouçon. Il est rapporté en entier dans le recueil de Dupin; & en le comparant aux premiers articles signés à Mouçon, tels que l'on les trouve dans le mercure François, il est aisé d'appercevoir les divers changemens que la France avoit exigés.

Les Venitiens & le duc de Savoye furent extrêmement mécontents de ce traité, qui faisoit évanouir toutes les espérances qu'on leur avoit données. On fit partir des ambassadeurs pour les appaiser. Bullion fut envoyé au duc de Savoye, & l'Aubespine aux Venitiens & aux Suisses. Le premier proposa au duc de Savoye pour le consoler la qualité de roi de Chypre, fondée sur la prétention que la maison de Savoye avoit sur ce royaume. Le duc de Savoye l'auroit prise volontiers, il donna même à l'ambassadeur de France un mémoire, où il tâchoit de justifier ses prétentions, que Bullion promit de faire valoir auprès du roi: mais pour assurer ce titre au duc de Savoye avec tous les honneurs qui y sont attachés, il eût fallu avoir le consentement de toutes les puissances de l'Europe, ce qui ne parut pas facile dans les circonstances; ainsi ce projet fut abandonné.

On avoit donné communication du traité au prince de Piémont avant qu'il fût signé; il en fit des plaintes ameres; il employa pour parer ce coup les prieres & les remontrances: mais on n'y eut aucun égard, & il prit le parti de se retirer pour retourner en Savoye.

Quoique le pape Urbain VIII. n'eût aucune part à l'accommodement, il ne fut pas fâché de voir la guerre terminée. La querelle des deux rois l'embarassoit extrêmement,

& il avouoit à monsieur de Marquemont qui fut fait cardinal au commencement de cette année, que l'affaire de la Valteline lui caufoit quelquefois des *convulsions mortelles*. Les Espagnols l'avoient obligé de lever six mille hommes qui devoient se joindre aux troupes d'Espagne ; elles se mirent en marche : mais elles alloient fort lentement, tant par la négligence des Espagnols qui s'étoient chargés de les entretenir, & qui s'acquitoient assez mal de leur promesse, que par les ordres secrets du pape, qui ne vouloit pas entrer en guerre avec la France, & qui fut ravi d'apprendre que les deux rois eussent travaillé de concert à le mettre dans la nécessité de les rappeler.

Le cardinal de Richelieu se voyant délivré presque en même temps des peines & des inquiétudes que lui caufoient les guerres civile & étrangere, ne songea plus qu'à se mettre en état d'exécuter les grands projets qu'il avoit formé dès le moment que le roi lui avoit fait l'honneur de l'appeller au ministere. » Lorsque votre majesté, dit-il au roi dans son tes-

• » tament politique, se resolut de me donner en même temps
» & l'entrée de ses conseils & grande part à sa confiance, je
» puis dire avec vérité que les huguenots partageoient l'état
» avec elle, que les grands se conduisoient comme s'ils n'eus-
» sent pas été ses sujets ; & les plus puissans gouverneurs des
» provinces, comme s'ils eussent été souverains en leurs
» charges . . . Je puis dire que chacun mesuroit son merite
» par son audace ; qu'au lieu d'estimer les bienfaits qu'ils re-
» cevoient de votre majesté par leur propre prix, ils n'en fai-
» soient cas qu'autant qu'ils étoient proportionnés au dére-
» glement de leur fantaisie ; & que les plus entreprenans
» étoient estimés le plus sages, & se trouvoient souvent les
» plus heureux.

» Je puis encore dire que les alliances étrangères étoient
» méprisées, les intérêts particuliers préférés aux publics,
» en un mot, la dignité de la majesté royale étoit tellement
» ravalée, & si différente de ce qu'elle devoit être . . . qu'il
» étoit presque impossible de la reconnoître.

Le cardinal s'étoit proposé de remédier efficacement à de si grands abus, & il avoit promis au roi d'employer toute son industrie & toute l'autorité qui lui étoit confiée, » pour

P p p iij

1626.

Le 19 Janvier
1626.

Testament du
duc de Richelieu,
part. 1. ch. 1.

1626.

» ruiner le parti huguenot , rabaisser l'orgueil des grands , ré-
 » duire ses sujets dans les bornes de leur devoir , & relever
 » son nom dans les nations étrangères , au point où il devoit
 » être .

Il ne perdit jamais de vûe ces différens objets pendant tout le cours de son ministère , & pour les exécuter , il lui fallut vaincre des difficultés qui auroient paru insurmontables à tout autre qu'à lui.

*Mariage du duc
 d'Anjou avec l'hé-
 ritière de Mont-
 pensier.*

Le mariage de Gaston de France frere du roi , avec l'héritière de Montpensier , offrit au cardinal une occasion naturelle de travailler à l'abaissement des grands. Henri IV. avoit destiné cette princesse au duc d'Orleans son second fils : mais ce jeune prince étant mort en 1611. on la destina au duc d'Anjou. Henriette-Catherine de Joyeuse, veuve du dernier duc de Montpensier , qui avoit épousé le duc de Guise en secondes nûces , voyant le duc d'Anjou en âge d'être marié , sollicita vivement la reine mere de lui faire épouser la fille de son premier mari , suivant la promesse qu'elle lui en avoit faite pendant sa régence. Elle n'eut pas de peine à l'y déterminer ; Marie de Medicis qui jugeoit ce parti fort avantageux pour son fils , ne fit aucune difficulté de demander au roi l'accomplissement de ce mariage. Toute la cour se trouva partagée sur cette affaire , par les divers intérêts de ceux qui s'empresserent , ou qui ne purent s'empêcher d'y prendre part.

Le roi n'avoit point d'enfans , & malgré sa jeunesse sa complexion paroissoit si foible , & sa maniere de vivre avec la reine si froide & si indifférente , que l'on n'osoit presque espérer qu'il en eût jamais : plusieurs même pensoient que cette princesse étoit devenue stérile par une fausse couche qu'elle avoit eue dans les premières années de son mariage : ainsi on ne croyoit pas pouvoir conserver la postérité d'Henri le Grand , qu'en mariant le duc d'Anjou.

*Mem. de Bal-
 lomp. t. 2 & 3.
 Mem. de Brien-
 ne , t. 2.*

Dès l'année précédente , il avoit été question de lui faire épouser la princesse de Montpensier , & ce prince y paroissoit disposé : mais on prétend que le roi qui aimoit naturellement à contrarier son frere , lui fit dire par son gouverneur de n'y plus penser.

Le cardinal de Richelieu qui prévoyoit tous les embarras

que pourroit lui causer la vivacité du duc d'Anjou, conseilla au roi de se l'attacher par ses bienfaits ; on le fit entrer dans le conseil , & d'Ornano son gouverneur eut (a) le bâton de maréchal de France , vacant par la mort du maréchal de Praslain. Il avoit élevé le duc d'Anjou avec beaucoup de soin dans le temps de sa première jeunesse : mais quand on le remit auprès de lui après sa disgrâce , voyant son élève plus avancé en âge & plus à portée de contribuer à sa fortune , il ne songea plus qu'à flatter ses passions , & il s'étoit acquis par là un empire absolu sur son esprit. Fier de son crédit auprès de Monsieur , il s'imagina que tout lui étoit dû , & que l'on ne pourroit plus lui rien refuser. Il demanda pour lui-même une place dans le conseil , ou du moins la permission d'y accompagner son élève , en s'y tenant debout *comme les secrétaires d'état* , ce qu'il ne put jamais obtenir : piqué de ce refus il prit la résolution de s'en venger en inspirant à Monsieur des sentimens contraires à ceux du roi.

1626.

Mem. de Bas-
comp. t. 3.

La proposition que fit la reine mere en 1626. de marier ce prince avec l'héritière de Montpensier , mit le maréchal d'Ornano à portée de satisfaire son ressentiment. Le comte de Soissons étoit un de ceux qui s'opposoient à ce mariage avec le plus d'apparence de raison & de justice ; le feu roi lui avoit promis sa dernière fille , que l'on avoit accordée au roi d'Angleterre , & il prétendoit que le moins que l'on pût faire pour le dédommager de la perte d'une fille de France , c'étoit de lui donner la princesse de Montpensier.

La princesse de Condé dont la postérité devoit monter sur le throne , lorsque elle d'Henri IV. seroit éteinte , n'étoit nullement d'avis que l'on se pressât tant de marier le duc d'Anjou ; elle esperoit d'ailleurs qu'en différant son mariage on pourroit donner le temps à mademoiselle de Bourbon sa fille d'atteindre l'âge nécessaire pour l'épouser. Messieurs de Vendôme qui vouloient lui donner leur sœur étoient du même sentiment. La reine régnante n'envisoit qu'avec peine le moment où sa belle-sœur donneroit un héritier à la couronne ; le roi lui-même suivant ses premières idées n'étoit pas fort

(a) Les auteurs de l'histoire généalogique des grands officiers de la couronne placent la promotion du maréchal d'Ornano au 7 Avril 1626. & Bassompierre au commencement de Janvier de la même année.

1626.

Memoires de
Brienne, t. 1.Hist. mss. de
Louis XIII.
T. 1.

empressé de marier son frere. On lui avoit fait entendre que si ce prince avoit des enfans, il seroit plus craint & plus respecté que lui ; lorsque la reine mere lui parloit de le marier, il paroissoit indecis & ne s'expliquoit pas. Quelques dames & seigneurs de la cour prenoient parti dans cette affaire, les unes pour plaire à leurs amans, les autres parce qu'ils étoient gagnés par leurs maîtresses. Le cardinal de Richelieu qui ne vouloit pas déplaire à la reine mere, & qui craignoit encore plus d'offenser le roi, dont il connoissoit la défiance & la délicatesse, n'osa d'abord se déclarer ouvertement pour ce mariage ; il se contentoit d'en exposer au roi les inconveniens & les avantages. Tantôt il paroissoit approuver ses inquiétudes, en avouant que si l'on faisoit ce mariage ; sa majesté s'exposoit à voir la cour de son frere devenir quelque jour plus nombreuse & plus considérable que la sienne ; tantôt il lui représentoit que ce mariage ôteroit à la reine régnante toute l'espérance dont on l'avoit flattée d'épouser le duc d'Anjou, en cas que le roi vint à mourir, & qu'il valoit beaucoup mieux que son frere épousât mademoiselle de Montpensier, qu'une princesse dont l'alliance lui procureroit des asyles & des appuis dans les cours étrangères. Le roi entraîné par les sollicitations de la reine sa mere, s'étant enfin déclaré pour le mariage de Gaston avec la princesse de Montpensier, le cardinal devint plus vif & plus ardent à presser la conclusion de cette affaire.

On y trouva un obstacle qui paroissoit insurmontable dans la résistance du duc d'Anjou. Le maréchal d'Ornano qui cherchoit à plaire à la princesse de Condé, avoit inspiré à ce jeune prince une extrême aversion pour ce mariage.

Les différentes cabales de la cour quoique divisées par d'autres intérêts se réunirent en cette occasion. La résistance ouverte & opiniâtre du duc d'Anjou sembloit leur promettre une protection assurée. On s'assemble, on délibère, l'aigreur & le mécontentement s'emparent des esprits. On ne se borne pas à vouloir empêcher le mariage du duc d'Anjou ; on s'aperçoit que le cardinal possède seul toute la faveur du roi, & qu'il a dessein de rendre l'autorité royale entierement libre & indépendante ; que les grands ne sont plus écoutés, & que l'on veut les réduire à une soumission qui leur est inconnue ;

nue, en les traitant comme sujets. On veut prendre des mesures pour s'y opposer; & pour secouer le joug d'un gouvernement qu'on appelle tyrannique, les uns proposent de faire chasser le cardinal, d'autres de l'assassiner. On parle même de déthroner le roi & de l'enfermer dans un couvent comme imbecille, de faire épouser la reine Anne d'Autriche au duc d'Anjou, & de l'élever sur le throne avec elle.

1626.

On agissoit à découvert contre son mariage avec la princesse de Montpensier : mais on cachoit avec soin les autres projets. Les premiers avis que le cardinal en eut, lui vinrent des pays étrangers. Il apprit par les lettres d'Angleterre, qu'un des confidens du duc de Boukingham avoit dit dans une conversation, qu'il se formoit en France un si puissant parti contre le roi qu'il n'y avoit plus rien à ménager avec la reine d'Angleterre, & que l'on pouvoit renvoyer sans inconviniens tous les officiers François & catholiques qui étoient auprès d'elle. Il fut par la même voie que le bruit couroit à Londres que le duc d'Anjou alloit se retirer de la cour, & qu'une grande conjuration étoit sur le point d'éclater en France. Il reçut encore des avis plus particuliers de la province de Bourbonnois; quelques-uns de ceux qui fa-
voient le secret des conjurés en avoient parlé avec si peu de retenue que le cardinal en fut averti. On envoya une commission au vice-sénéchal de Bourbonnois pour en informer, avec ordre d'envoyer son information à la cour. On comprit alors de quelle importance il étoit de dissiper au plutôt une faction si dangereuse. Le cardinal conseilla au roi de commencer par faire arrêter le maréchal d'Ornano qui en étoit l'ame & le chef : mais avant que d'en venir à cette extrémité, on résolut de faire encore un dernier effort pour le gagner. Le marquis de Fontenai-Mareuil qui étoit de ses amis, eut ordre de l'assurer que s'il vouloit porter Monsieur à consentir au mariage qu'on lui proposoit, le roi lui laisseroit la disposition de toutes les charges de la maison de Madame : mais il fut insensible à cet appas, & il se contenta de répondre, que le mariage étant celle de toute les actions de la vie qui devoit être la plus libre, & où il falloit le plus chercher à se satisfaire, il laisseroit à Monsieur la liberté de suivre son inclination sans lui donner aucun conseil. Cette réponse ôta

Auberi, vie de Richel. l. 2.

Mem. mss.

1626.

*Le maréchal
d'Ornano est ar-
rêté.
Mercure Fran-
çois, t. II. p. 265.*

toute espérance de lui faire changer de sentiment, & força enfin le roi à employer les remèdes extrêmes qu'on auroit voulu éviter.

Le 4 Mai la cour étant à Fontainebleau, le roi sur les dix heures du matin fit faire l'exercice en sa présence à dix ou douze compagnies du régiment des gardes dans la cour du cheval blanc. Il les mit lui-même en bataille, donnant ses ordres d'un air & d'un ton qui sembloient demander aux spectateurs, s'il étoit prince à se laisser déthrôner. Il étoit accompagné d'un grand nombre de seigneurs, & en particulier du maréchal d'Ornano, auquel il affecta de faire plus de caresses qu'à l'ordinaire. L'exercice fini, le roi alla courre le lievre, & à son retour, il donna ordre que l'on postât les gendarmes, les chevaux-légers & les mousquetaires qui l'avoient suivi à la chasse sur les routes de Fontainebleau à Paris, avec défense de laisser passer personne.

Sur les onze heures du soir un garçon de la chambre nommé la Riviere, vint dire au maréchal d'Ornano que le roi le demandoit : il quitta aussi-tôt son souper pour se rendre à l'appartement du roi ; & là du Hallier capitaine des gardes du corps lui déclara qu'il avoit ordre de l'arrêter. Il fut aussi-tôt conduit dans la même chambre où le maréchal de Biron avoit été mis du temps du feu roi. Au même instant un exempt des gardes arrêta chez madame de Rohan le sieur de Chaudebonne premier maréchal des logis de la maison de Monsieur, & le conduisit dans la chambre de monsieur du Hallier, avec lequel il coucha. Ensuite le roi chargea monsieur de Liancourt premier gentilhomme de sa chambre, d'aller dire de sa part à la reine mere, qu'il avoit fait arrêter le maréchal d'Ornano, parce qu'il vouloit le brouiller avec Monsieur son frere. La reine mere se contenta de répondre : *Puisque le roi l'a fait arrêter, je crois que c'est pour son service & pour le bien de ses affaires.* D'Armagnac un des premiers valets de chambre de quartier, porta la même nouvelle à la reine régnante. Le roi l'envoya dire pareillement au cardinal de Richelieu, & au maréchal de Schomberg qui étoient déjà couchés. Monsieur n'en fut pas plutôt instruit qu'il courut chez le roi, qui se doutant bien qu'il venoit se plaindre, commença par lui dire : « Mon frere, j'ai fait arrêter le ma-

« réchal d'Ornano d'autant qu'il nous vouloit brouiller , & » mettre mauvais ménage entre nous. » Monsieur répondit , que s'il avoit eu véritablement un pareil dessein , il seroit le premier à le poursuivre en justice : mais qu'il y avoit bien sujet de craindre qu'il ne fût la victime de la malice de ses ennemis : il s'emporta ensuite , & tint des discours qui marquoient son dépit & son chagrin. La reine mere qui en fut avertie l'envoya chercher , & tâcha inutilement de l'appaiser.

1626.

Un des pages du maréchal d'Ornano , voyant son maître arrêté , monta aussi-tôt à cheval pour porter cette nouvelle à la maréchale d'Ornano qui étoit à Paris. Un cavalier qu'on avoit mis en sentinelle à l'entrée de la forêt , ayant crié *qui va là* , le page ne daigna pas lui répondre , & voulut passer outre ; le cavalier lui tira un coup de carabine dans la tête , dont il tomba mort. Le lendemain le maréchal & Chaudebonne furent conduits au château de Vincennes , dont on donna le commandement au sieur de Hecourt avec quatre-vingts soldats du régiment des gardes pour la garde du château , & quarante autres soldats du même régiment pour celle du Donjon. On mit dans la chambre des deux prisonniers deux des fils du sieur de Hecourt & quatre mousquetaires , avec ordre de les garder à vûe , & de veiller sur eux nuit & jour.

Pendant qu'on les conduisoit à Vincennes , Testu chevalier du Guet reçut une lettre signée de la main du roi , qui lui ordonnoit d'arrêter les deux freres du maréchal , & de les faire conduire à la Bastille avec les sieurs de Modene & Deagent anciens confidens du connétable de Luynes , que l'on accusoit d'être entrés fort avant dans la cabale opposée au mariage du duc d'Anjou. Ils n'étoient pas agréables à la reine mere , & plusieurs crurent que l'on ne fut pas fâché d'avoir trouvé cette occasion de les punir de *leurs vieux péchés* , c'est-à-dire , des chagrins qu'ils avoient autrefois causés à cette princesse.

Memoires de
Rohan , t. 4.

La lettre du roi chargeoit encore le chevalier du Guet de saisir tous les papiers du maréchal d'Ornano & de ses deux freres , & d'y mettre le scellé , aussi bien que sur ceux qui se trouveroient chez Modene & chez Deagent.

La maréchale d'Ornano eut ordre de sortir de Paris. Elle obéit : mais elle ne s'en éloigna que le moins qu'il lui fut

Q q q ij

1626.

possible pour être toujours à portée de rendre quelques services à son mari & à ses beaux-freres. Elle se rendit à Gentilly qui n'en est qu'à une demi-lieue avec une escorte de six gardes du corps. De-là elle trouva moyen de faire tenir des lettres au duc d'Anjou, & de lui donner des conseils : mais leur commerce ayant été découvert par les espions du cardinal, le roi fit dire à la maréchale de se retirer dans une de ses terres de Provence ou de Dauphiné. Ces nouveaux ordres mirent le comble à son affliction, elle en tomba malade, & Monsieur obtint avec peine qu'elle ne se retireroit qu'à trente lieues de Paris.

Le duc de Luxembourg frere du connétable de Luynes avoit alors le gouvernement de la Bastille ; on ne jugea pas à propos de laisser à sa disposition le sort de deux hommes aussi entreprenans que Modene & Deagent. Ils avoient été dans la plus intime confiance du connétable de Luynes, qui leur étoit en partie redevable de sa fortune. La résolution fut prise d'ôter ce gouvernement au duc de Luxembourg, ainsi que Deagent l'avoit prévu : car dès qu'il se vit dans cette prison, il s'écria : *Luxembourg tu n'es plus gouverneur de la Bastille.* D'ailleurs le cardinal de Richelieu jugeant par la disposition des esprits, qu'il ne pourroit exécuter ses vastes projets sans mettre dans ce château un grand nombre de prisonniers d'état de la plus haute naissance, ne vouloit confier ce poste qu'à un homme qui lui fût dévoué ; & en attendant qu'il l'eût choisi, il commença par ôter la Bastille au duc de Luxembourg.

Le 7 de Mai, monsieur du Hallier accompagné de quelques gardes du corps & d'une vingtaine de soldats du régiment des gardes, vint à la porte de la Bastille ; il commença par demander à la sentinelle le nom de celui qui commandoit actuellement dans le château. La sentinelle lui répondit, que c'étoit le sergent. Du Hallier le fit appeller, & lui ordonna de la part du roi de lui ouvrir les portes, ajoutant que s'il faisoit la moindre difficulté, il l'enverroit lui-même au Fort-l'Evêque. A l'instant les portes lui furent ouvertes. Du Hallier y entre, fait sortir tous les soldats qui étoient aux ordres du duc de Luxembourg, & il laisse à leur place vingt soldats du régiment des gardes, avec le sieur de la Cotte

enseigne des gardes du corps pour les commander. Cet officier ne devoit exercer cet emploi que par commission , jusques à ce qu'il plût au roi de nommer un gouverneur. Le cardinal fit donner cette place au sieur du Tremblai frere du pere Joseph , ce fameux Capucin qui eut tant de part à sa confiance , & qui lui répondit de la fidélité du sieur du Tremblai.

1626.

Le maréchal d'Ornano étoit gouverneur de plusieurs places situées sur le Rhône & sur la Seine ; il avoit le gouvernement du Pont Saint-Esprit , de Tarascon , de Saint-André , de Honfleur & du Pont de l'Arche. On l'obligea d'écrire aux lieutenans qu'il avoit mis dans ces places , & même aux capitaines des châteaux qui appartenoient à sa femme , comme comtesse de Montlor , de les remettre entre les mains de ceux que le roi enverroit pour y commander.

Dès le 6 de Mai , le roi avoit écrit à tous les gouverneurs des provinces , pour les informer des raisons qui l'avoient déterminé à faire arrêter le maréchal d'Ornano ; & dans une seconde lettre dattée du 7 , il leur marqua » que cette affaire » n'auroit point de suite , & qu'il n'y avoit aucun complice » des mauvais desseins du maréchal , sinon quelques particuliers qui lui étoient affidés , comme Modene & Deagent , » qui vouloient être à l'avenir *artisans de division* , comme ils » *l'avoient été par le passé*. » Mais il y a lieu de croire que l'on n'affecta de publier cette seconde lettre , que pour rassurer les autres conjurés dont on avoit dessein de se saisir , & en particulier le duc de Vendôme , qui étoit alors retiré dans son gouvernement de Bretagne , & que l'on vouloit attirer à la cour. Cependant monsieur jettoit feu & flammes à Fontainebleau , & il s'emportoit sur-tout contre les ministres. Ayant rencontré le chancelier d'Aligre , il lui demanda s'il étoit de ceux qui avoient conseillé au roi de faire arrêter le maréchal d'Ornano ? Le chancelier s'excusa en protestant qu'il n'y avoit eu aucune part. Le cardinal de Richelieu trouva dans cette réponse une foiblesse impardonnable , & dès lors il dit au roi , qu'il falloit éloigner du conseil un homme qui n'avoit pas assez de courage pour en avouer les résolutions. On ne doit pas cependant dissimuler que dans un manifeste que Monsieur publia , ou plutôt que ses confidens publièrent sous

1626.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

son nom quelques années après, il nia formellement que jamais le chancelier d'Aligre lui eût tenu un pareil discours. Il cherchoit alors à rendre le cardinal odieux en faisant entendre qu'il avoit inventé cette calomnie pour perdre le chancelier dans l'esprit du roi : mais on fait le degré de créance que meritent ces fortes d'écrits. La réponse du chancelier est rapportée comme un fait constant dans la plupart des mémoires de ce temps-là, par des écrivains qui paroissent exempts de passion, & dont le témoignage ne peut être suspect.

Mem. du duc
d'Orléans, pag.
270.

Lorsque le duc d'Anjou vint faire au cardinal la même question qu'au chancelier, il en reçut une autre réponse. Richelieu ne lui cacha point ses véritables sentimens ; il lui répondit sans s'émouvoir : *Monseigneur, il est vrai que le roi m'a fait l'honneur de me consulter sur cette affaire, & que je la lui ai conseillée, non-seulement comme utile, mais même comme absolument nécessaire à la sûreté de sa personne, au repos de l'état, & au bien même de votre altesse.* On ne donnoit pas encore à ce prince le titre d'altesse royale qu'il n'eut qu'en 1634. Une conduite si ferme & si soutenue irrita les conjurés, dont la faction n'étoit pas encore éteinte. Les plus échauffés tinrent entre eux une espece de conseil, où il fut résolu de tuer le cardinal, ou du moins de se saisir de sa personne, afin qu'il répondît sur sa tête de celle du maréchal d'Ornano. Il avoit coutume de se retirer de temps en temps dans une maison de campagne située à Fleury ; c'étoit là que l'on comptoit pouvoir aisément se rendre maître de sa personne & de sa vie, d'autant plus que Monsieur devoit s'y trouver avec ses gardes, pour autoriser cette action par sa présence. Le comte de Chalais de la maison de Taleyran issue des anciens comtes de Perigord, jeune homme vif & emporté qui avoit été élevé avec le roi en qualité d'enfant d'honneur, fit part de ce projet au commandeur de Valençai. Celui-ci n'envisagea qu'avec horreur les suites d'une pareille entreprise, & il déclara nettement au comte de Chalais, que le secret qu'il venoit de lui confier lui paroissoit un trop pesant fardeau pour qu'il voulût en demeurer plus longtemps chargé, & qu'il alloit de ce pas le découvrir au cardinal, à moins qu'il ne consentît à y aller lui-même. Chalais

Hist. mss. de
Louis XIII.

effrayé du mauvais pas où l'avoit engagé son indiscretion, fut obligé de suivre le commandeur à Fleury où le cardinal étoit alors, & de lui faire part de ce qui se tramoit contre lui.

1626.

Le cardinal reçut avec beaucoup de satisfaction cette marque de confiance, & il les pria d'aller sur champ raconter au roi tout ce qu'ils venoient de lui dire. Le roi envoya aussitôt à Fleury trente gendarmes & trente chevaux-legers de sa garde, afin que le cardinal y fût en sûreté. La reine mere y envoya de son côté Marillac avec tous les gentilshommes qui étoient auprès d'elle. Chalais avoit dit que le lendemain les officiers de Monsieur viendroient à Fleury dès la pointe du jour sous prétexte de lui préparer à dîner. Ils y arriverent en effet sur les trois heures du matin; le cardinal qui les attendoit leur céda sa maison, & il vint à Fontainebleau. Il alla droit à la chambre de Monsieur qui se levoit, & qui fut fort surpris de le voir. Il se plaignit à ce prince de ce qu'il ne lui avoit pas fait l'honneur de lui demander à dîner, ajoutant qu'il auroit tâché de traiter son altesse de son mieux, & après lui avoir donné la chemise, il alla trouver le roi & la reine mere. Ensuite il se rendit à la maison rouge, où il demeura jusques à ce que le roi fût de retour à Paris. Il sembloit affecter en ce temps-là de s'éloigner de la cour pour laisser en apparence le roi & la reine mere plus maîtres de prendre les résolutions qu'ils jugeroient les plus convenables au milieu des orages dont on étoit menacé.

Mem. de Bassomp. t. 3.

La cour revint à Paris le 23 de Mai. On ne savoit point encore comment le cardinal avoit pu découvrir le complot formé pour l'assassiner à Fleury. La duchesse de Chevreuse étoit amie de Chalais; elle connoissoit la légèreté de son esprit, & l'avoit toujours soupçonné d'avoir trahi le secret de la conspiration; elle lui parla, lui fit part de ses soupçons, & enfin il lui avoua en présence de la reine régnante que c'étoit lui qui l'avoit découvert. Bassompierre assure positivement que la reine fut témoin de cet aveu; ce qui montre à quel point cette princesse qui avoit donné toute sa confiance à la duchesse de Chevreuse entroit dans ces intrigues. On ne manqua pas de reprocher au comte de Chalais son indiscretion & sa foiblesse, & l'on lui fit promettre qu'il ne cesseroit jamais de travailler à la ruine du cardinal. Mais on peut dire

Mercure François, t. 12.
Mem. de Bassomp. t. 3.

1626.

que la duchesse de Chevreuse en tirant de lui cette promesse causa la perte d'un homme qui lui étoit attaché ; sans rendre un fort grand service au parti qu'elle vouloit soutenir. Le cardinal avoit deux objets en vûe , le premier d'engager Monsieur à épouser l'héritière de Montpensier , & le second de le faire consentir à la perte de ses propres confidens qui s'opposoient à ce mariage. Ces deux points paroissoient difficiles à concilier , & il eut besoin de toute sa prudence & de toute sa capacité pour y parvenir.

Auberi , hist.
de Richel. l. 2.

Au retour de Fontainebleau, il obtint du roi la permission d'aller passer quelque tems à Limours pour y prendre l'air , & pour rétablir sa santé qui paroissoit altérée par les travaux du ministère. Là , faisant réflexion sur les dangers où sa vie étoit continuellement exposée au milieu d'une cabale ennemie , pleine de gens hardis , capables de tout entreprendre , & animés par des femmes à qui les conseils violens ne courent rien , parce qu'elles ne courent jamais les risques de l'exécution ; sur le péril extrême où il s'étoit trouvé à Fleury , & qu'il n'avoit évité que par un bonheur extraordinaire , sur lequel on ne peut pas toujours compter : il prit le parti d'écrire une grande lettre au roi pour le supplier de lui permettre de céder au temps & à l'orage en se retirant de la cour , & en renonçant pour toujours au maniement des affaires. Il envoya cette lettre à la reine mere , en la priant de la présenter elle-même au roi , & de l'appuyer de tout son pouvoir : mais le roi qui le regardoit déjà comme un homme nécessaire , étoit fort éloigné de lui accorder une pareille grace , & la reine mere étoit encore moins disposée à la demander pour lui. Ils lui répondirent tous deux que l'état ne pouvoit se passer de ses services , & le roi lui manda qu'il donneroit de si bons ordres pour la sûreté de sa personne , qu'il n'auroit rien à craindre de la fureur de ses ennemis. Dès-lors , il fut réglé que le cardinal auroit une garde ordinaire. Cette prérogative flattoit sans doute sa vanité : mais on ne peut nier que les conspirations tramées contre sa vie ne le missent dans une espece de nécessité de la desirer , & qu'elle ne devoit pas lui être moins agreable , par ce qu'elle avoit d'utile , que par ce qu'elle avoit de fastueux.

Personne n'avoit été plus ardent que le duc de Vendôme
à

à entrer dans la faction opposée au gouvernement. Avant que de partir pour la Bretagne, il avoit osé dire publiquement, *qu'il ne reverroit jamais le roi qu'en peinture.*

1626.

Hist. mss. de
Louis XIII. t. 1.

Le grand prieur qui étoit demeuré à la cour pour diriger sous main les mouvemens de la cabale, voyant que l'on prenoit des mesures pour la dissiper, & craignant pour son frere & pour lui-même, alla trouver le cardinal de Richelieu pour tâcher de pénétrer ses desseins. Il fit semblant de n'être venu que pour lui parler de la charge d'amiral qu'on lui avoit promise, & dont le duc de Montmorenci étoit sur le point de se démettre : mais il parloit à un homme aussi habile à cacher ce qu'il pensoit, qu'à découvrir les pensées des autres. Il n'en put rien tirer qui lui donnât le moindre soupçon : au contraire, le cardinal lui promit de nouveau la charge d'amiral, il l'assura qu'il en avoit déjà parlé au roi, & lui dit qu'il falloit absolument que le duc de Vendôme revînt à la cour pour lui voir prendre possession de cette charge. Le grand prieur plein de joie & d'espérance s'empressa d'aller voir le roi, qui lui parut plus froid & plus réservé. Lorsqu'il parla du retour de son frere, le roi lui répondit seulement, qu'il étoit fort surpris que le duc de Vendôme voulût revenir auprès de lui après avoir dit, qu'il ne le verroit plus qu'en peinture. Cette parole inquiéta le grand prieur, il en donna aussi-tôt avis à son frere, qui écrivit au roi une grande lettre de justification & d'excuse ; le grand prieur en remettant cette lettre à sa majesté, la supplia d'agréer que son frere revînt à la cour. Le roi lui répondit, que s'il se sentoit coupable, il feroit bien de rester en Bretagne, & que s'il étoit innocent, il pouvoit prendre le parti qu'il jugeroit à propos.

La résolution étoit déjà prise entre le roi & le cardinal de marcher en Bretagne, & d'en chasser le duc de Vendôme en cas qu'il s'obstinât à y rester. Cependant le duc d'Anjou se laissoit gagner insensiblement par les remontrances de la reine mere, & par les avis du (a) président le Coigneux son chancelier. Il consentit enfin à se soumettre aux volontés du roi, & à se réconcilier avec le cardinal. Le 30 Mai il alla lui rendre visite à Limours ; il ne voulut pas y dîner, mais il accepta une collation superbe que le cardinal lui présenta,

Le duc d'Anjou se réconcilie avec le roi & le cardinal.

Mercur. François, t. 12. pag. 284.

(a) Il étoit alors président à la chambre des comptes.

1626.

& le lendemain il signa un écrit par lequel après avoir reconnu les mauvais desseins de ceux qui, pour troubler le repos de l'état, avoient tâché d'introduire la discorde dans la maison royale, il promettoit au roi de mourir plutôt que de suivre leurs conseils, de renoncer à toute union contraire à son service, de l'avertir des intrigues qui viendroient à sa connoissance, & qui feroient contraires au bien & au repos de l'état, & d'affectionner sincèrement tous ceux que sa majesté honorerait de sa confiance. Il prioit ensuite la reine sa mere de répondre au roi de sa sincérité sur l'assurance qu'il lui donnoit de l'aimer toujours & de la respecter. A l'égard du maréchal d'Ornano, il remettoit à la bonté du roi de le traiter favorablement, selon la très-humble supplication qu'il lui en avoit faite.

Auberi, vie de
Richel. l. 2.

Le roi de son côté promettoit à son frere de le chérir, & de le traiter comme s'il eût été son propre fils, & de le considérer à l'avenir comme l'appui de son throne & de sa maison, & il finissoit par prier la reine sa mere de répondre de ses sentimens au duc d'Anjou. Cet écrit daté de Paris le 31 de Mai fut signé par le roi, par la reine mere & par le duc d'Anjou.

Disgrace du
chancelier.

Duchefne, hist.
des chanceliers.

Le lendemain monsieur de la Ville-aux-Clercs alla demander les sceaux au chancelier d'Aligre, & lui dit, qu'il pouvoit les lui remettre, ou les renvoyer au roi par son fils qui étoit secrétaire du cabinet. Le chancelier les lui remit, & ils furent donnés le même jour au sieur de Marillac. Il étoit dit dans ses provisions, que le chancelier ayant remis volontairement les sceaux de France entre les mains du roi, à cause de son grand âge & de ses indispositions, le roi érigeoit la place de garde des sceaux en titre d'office avec tous les droits attachés à la charge de chancelier de France, sans excepter celui de présider aux cours souveraines, & qu'à la mort du chancelier, sa charge seroit unie de plein droit à celle de garde des sceaux, qui ne seroit pas même obligé de prendre de nouvelles provisions.

Ceux qui connoissoient le caractère du cardinal ne durent pas être étonnés de la disgrace du chancelier d'Aligre. Richelieu le regardoit comme un homme timide, & peu propre à le seconder dans le dessein qu'il avoit formé d'abaisser

les grands du royaume. Ce magistrat eut ordre de se rendre à sa maison de la Riviere en Beauce, où il demeura jusques à sa mort.

1626.

Le roi ayant résolu d'aller à Blois, & ensuite à Nantes pour y tenir en personne les états de Bretagne, déclara d'abord le voyage de Blois sans parler de celui de Nantes. Quand il eut annoncé ce premier voyage, il dit au grand prieur, qu'il seroit fort aisé que le duc de Vendôme le vint voir à Blois; c'étoit-là que l'on devoit l'arrêter avec le grand prieur. Celui-ci partit aussi-tôt pour aller chercher son frere en Bretagne, & l'on raconte qu'il demanda auparavant au roi une assurance positive, qu'on ne feroit aucun mal au duc de Vendôme, & que le roi éluda cette demande par une équivoque, en lui répondant : *Je vous donne ma parole qu'on ne lui fera pas plus de mal qu'à vous.* Ce qui fit croire au grand prieur, que lui & son frere seroient tous deux également libres, quoique le roi eût dans l'esprit qu'ils seroient tous deux également prisonniers. On ne doit pas cependant dissimuler que, malgré le témoignage uniforme de la plupart des mémoires du temps qui rapportent ce fait, un auteur contemporain assure, que le roi ayant su que l'on l'accusoit d'avoir trompé le grand prieur & le duc de Vendôme par cette équivoque, avoit dit publiquement que ceux qui parloient ainsi étoient mal informés, puisque messieurs de Vendôme ayant toujours soutenu que leur conduite étoit irréprochable, ne lui avoient jamais demandé aucune assurance.

Le Vassor, l.
33.

Hist. du minist.
du cardinal de Ri-
cheliu, p. 198.

Le cardinal de Richelieu avoit affecté de ne point suivre la cour à Blois, afin que le coup d'autorité qui se préparoit ne parût venir que du roi seul. Il craignoit les murmures des grands, & l'inconstance du roi, dont il ne se croyoit pas encore assez sûr, & il n'osoit rien prendre sur lui. Il écrivit même au roi pour lui demander une seconde fois la permission de se décharger du maniement des affaires, alléguant pour prétexte qu'il avoit besoin de repos; qu'il étoit souvent obligé de s'absenter de la cour, que par ses absences il demeureroit exposé aux intrigues & aux calomnies des courtisans; & qu'enfin la multitude de visites qu'il ne pouvoit se dispenser de rendre dans la place qu'il occupoit, ne lui lais-

1626.

Mss. du maré-
chal de Richelieu,
pris sur l'original
écrit tout entier
de la main du roi.

soient presque pas de temps pour vaquer aux affaires. Soit qu'il fût véritablement effrayé des périls & des dangers qu'il prévoyoit, soit qu'il cherchât seulement à fonder les dispositions du monarque, il eut lieu d'être satisfait de sa réponse.

» Mon cousin, lui dit-il, j'ai vû toutes les raisons qui vous
» font desirer votre repos, que je desire avec votre santé plus
» que vous, pourvû que vous la trouviez dans le soin & la
» conduite principale de mes affaires. Tout, graces à Dieu,
» y a bien succédé depuis que vous y êtes. J'ai toute con-
» fiance en vous, & il est vrai que je n'ai jamais trouvé per-
» sonne qui me servît à mon gré comme vous. C'est ce qui
» me fait desirer & vous prier de ne point vous retirer, car
» mes affaires iroient mal. Je veux bien vous soulager en
» tout ce qui se pourra, & vous décharger de toutes visites,
» & je vous permets d'aller prendre du relâche de fois à au-
» tre, vous aimant autant absent que présent. Je fais bien que
» vous ne laissez pas de songer à mes affaires. Je vous prie de
» n'appréhender point les calomnies, l'on ne s'en sauroit ga-
» rantir en ma cour. Je connois bien les esprits, & je vous
» ai toujours averti de ceux qui vous portoient envie; & je
» ne connoîtrai jamais qu'aucun ait quelque pensée contre
» vous que je ne le vous die. Je vois bien que vous méprisez
» tout pour mon service.

» Monsieur & beaucoup de grands vous en veulent à mon
» occasion: mais assurez-vous que je vous protégerai contre
» qui que ce soit, & que je ne vous abandonnerai jamais. La
» reine ma mere vous en promet autant. Il y a long-temps
» que je vous ai dit, qu'il falloit fortifier mon conseil; c'est
» vous qui avez toujours reculé de peur des changemens,
» mais il n'est plus temps de s'amuser à tout ce que l'on en
» dira; c'est assez que c'est moi qui le veux. Au reste, si ceux
» que j'y mettrai n'ont habitude avec vous, ils ne suivront pas
» vos avis, principalement vous étant quelquefois absent, à
» cause de vos indispositions.

» Ne vous amusez point à tout ce que l'on en dira; je dis-
» siperaï toutes les calomnies que l'on sauroit dire contre vous,
» faisant connoître que c'est moi qui veux que ceux qui sont
» dans mon conseil, ayent habitude avec vous. Assurez-vous

» que je ne changerai jamais, & que quiconque vous atta-
 » quera, vous m'aurez pour secônd. A Blois, ce 9 Juin 1626.
 » Louis.

1626.

Cette lettre qui découvre parfaitement les sentimens de Louis à l'égard du cardinal, le rendit sans doute plus hardi à entreprendre, & plus ferme que jamais dans l'exécution de ses desseins.

Le duc de Vendôme & le grand prieur étant arrivés à Blois le 11 de Juin, allerent trouver le roi qui se promenoit dans le jardin. Le premier en l'abordant lui dit : *Sire, je suis venu au premier commandement de votre majesté, pour lui obéir & l'assurer, que je n'aurai jamais autre dessein ni volonté, que de lui rendre très-humble service.* Le roi se découvrit, & lui mettant la main sur l'épaule, lui dit : *Mon frere, j'étois en impatience de vous voir.* Il s'entretint quelque temps avec les deux freres ; & l'on remarqua que pendant son souper, il affecta de parler souvent au duc de Vendôme : *Mon frere, lui dit-il, voulez-vous venir demain chasser avec moi du côté d'Amboise ?* Sire, lui répondit le duc, *je ferai ce que votre majesté me commandera : mais je suis venu en poste & suis las.* Je vois bien, reprit le roi, *que vous voulez voir vos amis.* Je vous laisserai faire vos visites. Il les fit le lendemain pendant que le roi étoit à la chasse.

Le 13 sur les deux heures du matin, le roi fit appeller par son valet de chambre, du Hallier & le marquis de Mosny, capitaines de ses gardes ; il leur ordonna d'aller sur le champ arrêter le duc de Vendôme & le grand prieur, qui étoient couchés dans la même chambre. Ils s'y rendirent aussi-tôt accompagnés de quinze ou seize gardes du corps qui entrerent avec eux en présentant la pointe de leurs halebardes. Les deux princes étoient endormis ; on les éveilla. Du Hallier s'étant approché du lit de monsieur de Vendôme, & Mosny de celui du grand prieur, ils leur signifient les ordres du roi ; les deux freres parurent étonnés, & demeurèrent quelque temps dans le silence. Enfin, monsieur de Vendôme commença le premier à parler, & regardant fixement le grand prieur, il dit : *Hé bien, mon frere, ne vous avois-je pas bien dit en Bretagne, qu'on nous arrêteroit ?* Le grand prieur lui répondit : *Je voudrois être mort, & que vous y fussiez.* Je

1626.

vous avois bien dit, reprit le duc, *que le château de Blois étoit un lieu fatal pour les princes.* Du Hallier sortit ensuite pour aller chez le roi, le marquis de Mosny resta dans la chambre. Le duc de Vendôme lui dit: *Nous ne pensons point à nous sauver.* Il ajouta, qu'ils avoient reçu la veille une lettre non signée, par laquelle on leur mandoit qu'ils seroient arrêtés, & il nomma un de ses gens à qui il avoit remis cette lettre pour la garder. Un instant après arriva Fouquerolles enseigne de la compagnie du comte de Tresme capitaine des gardes qui étoit alors en quartier; ensuite quatre gentilshommes ordinaires. Fouquerolles prit la place du marquis de Mosny qui sortit pour aller recevoir les ordres du roi. Il revint dire aux deux princes, qu'il avoit ordre de les conduire au château d'Amboise, & que le roi leur permettoit d'emmenner avec eux celui de leurs valets de chambre qu'ils voudroient choisir. Ils partirent aussi-tôt, & au bas de l'escalier qui conduisoit à leur chambre, ils trouverent un carosse du roi qui les attendoit & qui les conduisit à la riviere. On les mit dans un bateau suivi de plusieurs autres, qui étoient pleins de soldats du régiment des gardes Françaises & de celui des gardes Suisses; sur les deux bords de la riviere marchaient d'un côté les gendarmes de la garde, & de l'autre, les chevaux-légers & les mousquetaires du roi.

Le marquis de Mosny remit à Amboise ses deux prisonniers entre les mains de Restincleres, frere de monsieur de Toiras.

Les domestiques des deux princes eurent ordre de sortir promptement de la ville & du château de Blois, & le roi envoya un gentilhomme en Bretagne où étoit la duchesse de Vendôme, pour lui commander de sa part de se rendre à sa maison d'Anet. Elle voulut venir à la cour, mais elle reçut à Tours de nouveaux ordres d'aller à Anet, auxquels il fallut obéir.

Le cardinal de Richelieu ne fut pas plutôt arrivé à Blois qu'il apprit que Chalais qui étoit logé dans le château proche l'appartement du duc d'Anjou, alloit voir ce prince la nuit en robe de chambre, & qu'après avoir conféré deux ou trois heures avec lui, il se retiroit en prenant toutes les précautions possibles pour n'être pas apperçu. Il comprit alors que Chalais étoit rentré dans la faction des mécontents, & qu'il

travailloit à détourner le duc d'Anjou de l'obéissance qu'il devoit au roi.

1626.

On avoit déjà proposé à Gaston de quitter la cour, pour se retirer dans quelque place de sûreté. Le grand prieur avoit sollicité madame de Villars, de le faire recevoir au Havre où son mari commandoit; elle s'y étoit engagée, mais le mari refusa de ratifier cette promesse, & il déclara que sa femme n'ayant aucune autorité dans la place, avoit eu tort de promettre plus qu'elle ne pouvoit tenir. On avoit fait quelques tentatives pour gagner Malortie qui commandoit dans la ville de Laon: mais il répondit qu'il ne recevrait personne dans la place, sans un ordre exprès du marquis de Cœuvres, dont il étoit lieutenant. Enfin, Chalais espérant mieux réussir auprès du duc de la Valette qui étoit alors à Metz, lui envoya un gentilhomme, nommé (a) la Loubiere, que messieurs de Grammont lui avoient donné. La Loubiere avant que de partir, alla prendre congé de monsieur de Louvigny fils cadet du comte de Grammont, & il ne fit nulle difficulté de lui dire le sujet de son voyage. Louvigny apprit par-là que Chalais vouloit engager Monsieur à quitter la cour, & qu'il cherchoit à lui procurer une retraite dans la ville de Metz. On verra bien-tôt l'usage qu'il fit de cette connoissance.

Pendant que la cour étoit à Blois, le marquis d'Effiat fut fait seul sur-intendant des finances à la place de monsieur de Marillac, & le président Marion eut la charge de contrôleur général, dont monsieur de Champigny donna sa démission. On ôta le gouvernement de Bretagne au duc de Vendôme; & lorsqu'on délibéra sur le choix que l'on feroit pour le gouvernement de cette province, le cardinal dit en plein conseil, qu'aucune considération particulière ne l'empêcheroit jamais de donner à sa majesté les avis qu'il jugeroit les plus convenables au bien de son service; qu'ainsi quoique le fils aîné du maréchal de Themines eût autrefois tué en duel le marquis de Richelieu, il ne feroit aucune difficulté d'avouer que ce maréchal étoit homme de mérite, & qu'il avoit toujours été très-fidèle serviteur du roi, & très-zélé pour le bien de l'état; il ajouta, que son avis étoit que sa majesté le rappellât de la Guienne & du Quercy, pour lui donner le

Lettre du roi à monsieur Despeses, du 13 juin 1626. dans les mss. de Bethune, n°. 9180.

(a) D'autres le nomment la Louviere.

1626.

gouvernement de Bretagne. Tout le conseil applaudit à l'opinion du cardinal, qui fut celle du roi. On expédia pour le maréchal les provisions de gouverneur de Bretagne ; elles sont datées de Blois le 23 Juin 1626. & le roi y déclare que les droits & fonctions de l'amirauté qui étoient réunis au gouvernement de cette province demeureroient supprimés, ainsi que les droits de l'amirauté de France ; ce qui semble supposer que le duc de Montmorenci avoit déjà remis au roi sa charge d'amiral de France.

On fit en ce temps-là une tentative pour délivrer les deux princes prisonniers au château d'Amboise. Deux des principaux officiers de la maison du grand prieur engagèrent un jeune homme de leurs parens, nommé Gaspar Boulenger, natif de Châtillon-sur-Seine en Bourgogne, qui n'avoit que dix-sept ans, à s'enrôler dans la compagnie du sieur de Restincleres. Il y fut admis sans difficulté, & se trouvant avec ses camarades dans un cabaret d'Amboise, il se mit à parler contre le gouvernement, & à dire que le grand prieur étoit arrêté injustement, & que s'il y avoit seulement six soldats dans la compagnie qui eussent le courage de se joindre à lui au lieu de garder les princes, ils viendroient aisément à bout de les sauver. Ce discours fut rapporté au sieur de Restincleres, il fit arrêter Boulenger, & l'envoya au quartier du régiment des gardes qui étoit auprès de Blois. Le coupable fut interrogé par le prévôt du régiment, & il ne chercha point à déguiser sa faute. On rapporta le fait au roi, qui ordonna aux officiers des gardes de juger le criminel au conseil de guerre ; ils le condamnerent à être pendu, & ils ordonnerent qu'après son supplice, sa tête seroit coupée & mise au bout d'une pique sur une des tours du château d'Amboise, ce qui fut exécuté.

Le comte de Soissons n'avoit point suivi la cour à Blois. Ce prince s'étoit ouvertement opposé au mariage du duc d'Anjou avec la princesse de Montpensier qu'il prétendoit épouser lui-même, & l'on ne doutoit pas qu'il ne fût favorable aux desseins des conjurés, dont quelques-uns passaient pour être de ses amis. Cependant le cardinal conseilla au roi de le ménager comme un prince plein de droiture & de probité, qui se laisseroit gagner par la confiance & par les bienfaits.

faits. On lui envoya une commission, pour commander dans Paris pendant l'absence du roi.

1626.

La cour partit de Blois le 27 Juin, & en passant par Amboise, le garde des sceaux & le sieur de Beauclerc monterent au château pour interroger les deux princes qui y étoient prisonniers. Le grand prieur refusa de répondre, disant qu'il ne reconnoissoit point d'autre juge que le parlement, & il récusa le garde des sceaux personnellement, comme ayant été ligueur sous le regne précédent. Les deux princes après l'interrogatoire furent mis dans des chambres séparées.

Mem. de Brienne, t. I.

Lorsqu'on fut arrivé à Saumur, Louvigny ayant pris querelle avec le comte de Candale, Chalais lui en fit des reproches assez vifs. Louvigny lui répondit : *Je vois bien que vous voulez rompre d'amitié avec moi, patience, je changerai d'ami & de parti.* Il lui tint parole, & dès le lendemain le roi étant arrivé à Ancenis, Louvigny lui déclara tout ce que la Loubiere lui avoit dit en partant pour Metz, & plusieurs autres choses, ajoute Bassompierre, qu'il savoit ou qu'il inventa. Le rapport de Louvigny donna des connoissances plus certaines & plus détaillées, que celles que l'on avoit eues jusques alors des entreprises & de la perfidie du comte de Chalais. Le cardinal conseilla au roi de le faire arrêter, & de le mettre en justice, pour intimider ceux qui seroient tentés à l'avenir d'abuser de la confiance de Monsieur.

Le roi arriva le 3 Juillet à Nantes, & le 8, le comte de Tremes envoya quatre gardes du corps dans la chambre du comte de Chalais, & leur ordonna d'y demeurer pour le garder. Ils le trouverent au lit, & lui déclarerent l'ordre qu'ils avoient reçu. Il en parut consterné, & il fut plus d'une heure dans un morne silence. Voyant entrer un exempt des gardes qui lui déclara qu'on l'avoit chargé de rester auprès de lui, il dit seulement : *Je crains plus une longue prison que la mort, n'étoit l'ignominie.* On le transféra ensuite dans une autre chambre du château qui étoit immédiatement au-dessus de celle où la reine régnaute étoit logée. Il y demeura jusques au premier d'Août qu'on le mit au bas d'une tour dans une véritable prison. Le jour même qu'il fut arrêté il y eut une commission adressée au garde des sceaux & au sieur de Beauclerc, pour informer de plusieurs menées & factions

Le comte de Chalais est arrêté à Nantes.

1626.

Lettre rapportée dans le *mercure*, t. 12. pag. 374.

Vie d'Epernon ;
L. 9.

très-importantes à la personne du roi, à la dignité de sa couronne & au repos de l'état, que l'on avoit pratiquées à la cour & ailleurs.

Monsieur affectoit toujours de paroître reconcilié avec le roi. On dit même qu'à Blois & à Nantes les deux freres mangeoient & couchoient ensemble, parce que l'on avoit dit au roi que le plancher de l'appartement destiné pour Monsieur n'étoit pas sûr. Mais tandis qu'il assuroit le roi d'une soumission parfaite à ses volontés, & qu'il s'offroit d'épouser la princesse de Montpensier, il disoit le contraire à ses confidens. Il attendoit la réponse du duc d'Epernon, à qui l'on avoit envoyé (a) l'abbé d'Aubasine pour le disposer à recevoir Monsieur dans son gouvernement de Guienne, & celle du duc de la Valette que la Loubiere étoit allé trouver à Metz pour le même sujet. Ces réponses arriverent & ne se trouverent pas favorables au dessein des conjurés. Le duc d'Epernon, grand oncle de la princesse de Montpensier étoit bien éloigné de vouloir traverser un mariage qui flattoit extrêmement sa vanité ; il fit entendre à l'abbé d'Aubasine qu'il ne pouvoit recevoir Monsieur dans son gouvernement sans le consentement du roi ; Bassompierre prétend même qu'il envoya au roi la lettre de Monsieur que l'abbé d'Aubasine lui avoit apportée. Monsieur de la Valette qui n'étoit pas moins flatté que son pere, de voir le frere du roi épouser une de ses proches parentes, répondit de son côté qu'il ne commandoit dans la ville de Metz que sous les ordres de son pere, & qu'il ne prendroit jamais aucun engagement par rapport à cette place qu'il ne fût instruit de ses intentions ; qu'ainsi c'étoit à monsieur d'Epernon qu'il falloit s'adresser plutôt qu'à lui. La réponse de ces deux seigneurs fit comprendre au duc d'Anjou qu'il ne lui seroit pas facile de trouver hors de la cour un asyle assuré ; & il alla voir le cardinal, qui s'étoit retiré pour quelques jours dans une maison de campagne à deux lieues de Nantes. Ce ministre lui représenta que ses faux amis, & ses mauvais serviteurs ne travailloient qu'à sa ruine, par les moyens qu'ils vouloient employer pour l'élever ; qu'il ne trouveroit jamais ni gloire, ni repos, ni hon-

(a) Il s'appelloit Roger de Buade, & Marolles.
il étoit attaché au duc d'Anjou. *Mem. de*

neur tant qu'il seroit dans la disgrâce de sa majesté ; que le roi son frere étoit proprement le seul dont il n'eût rien à craindre , & dont il eût tout à espérer ; & que la nature les avoit si étroitement liés l'un à l'autre qu'ils ne pouvoient se separer sans se détruire. Le duc d'Anjou ne manquoit pas de rapporter tout ce que lui disoit le cardinal à ses confidens, qui lui conseilloyent de ne pas s'y fier ; ils furent même assez hardis pour composer une espece de manifeste contre le cardinal : mais comme il y avoit bien moins de péril à l'écrire qu'à le publier , ceux qui l'écrivirent n'osèrent le rendre public.

1626.

Hist. mss. de
Louis XIII. t. 1.

Le moment étoit venu où il falloit que le duc d'Anjou se décidât, pour ou contre le mariage que l'on lui proposoit depuis si long-temps. La duchesse de Guise étoit arrivée à Nantes avec la princesse de Montpensier sa fille. La reine mere leur avoit mandé de s'y rendre , & le roi avoit chargé le duc de Bellegarde & le marquis d'Effiat de les accompagner avec un grand nombre de gentilshommes dans la crainte que le comte de Soissons dont on se défioit , ne fit enlever mademoiselle de Montpensier sur la route. Le duc d'Anjou paroissoit encore indécis : cependant il consentit le 12 Juillet à recevoir dans sa maison le duc de Bellegarde en qualité de sur-intendant & de chef de son conseil.

La veille le roi avoit assisté à l'ouverture des états de Bretagne, qui s'étoient d'abord assemblés à Guerrande; où ils avoient reçu ordre de se transporter à Nantes. Louis entra dans la salle de l'assemblée, accompagné de la reine mere, du duc d'Anjou & des principaux seigneurs de sa cour , auxquels il commanda de s'asseoir & de se couvrir. Ensuite adressant la parole aux états , il leur dit : *Messieurs , je vous suis venu voir pour tenir les états , & mettre ordre aux grands maux dont la province étoit menacée , comme vous dira monsieur le garde des sceaux de ma part.* Ce magistrat fit ensuite un long discours dans lequel il déclara , » que quelque issue que pussent avoir les » affaires de monsieur de Vendôme, il ne rentreroit jamais » dans le gouvernement de Bretagne, sa majesté ayant » assez de moyens de l'employer ailleurs , supposé que son » innocence fût avercée. On vouloit ôter toute espérance aux partisans qu'il avoit dans la province de l'y voir commander. On prétend qu'il dépensoit tous les ans jusques à cent

Mercure François, t. 12. pag.

374.
Ouverture des
états de Bretagne.

1626.

vingt mille livres pour faire des pensions à différentes personnes de toutes qualités qu'il vouloit attacher à son service; & le roi avoit défendu par des lettres adressées aux états, d'y admettre aucuns des officiers, domestiques, ou pensionnaires du duc de Vendôme, afin que les résolutions que l'on pourroit y prendre contre lui fussent entierement libres.

Les trois ordres demeurèrent assis & couverts, pendant le temps que monsieur le garde des sceaux leur parla. Le lendemain ils enregistrèrent les provisions de gouverneur de Bretagne accordées au maréchal de Themines, & ils firent une députation au roi pour le supplier de ne plus leur donner de gouverneur qui eût quelque prétention sur la Bretagne. On accusoit le duc de Vendôme d'y prétendre en vertu des droits de sa femme, qui étoit héritière de la maison de Penthièvre. Les états demanderent ensuite par une autre députation, que l'on démolît toutes les fortifications des places qui par leur situation n'étoient pas nécessaires à la défense du pays. Ils n'eurent pas de peine à l'obtenir; le roi donna une déclaration datée de Nantes le 23 Juillet, par laquelle il ordonnoit que l'on rasât les fortifications de ces fortes de places, non-seulement en Bretagne, mais dans toutes les provinces du royaume.

On ne pouvoit marier le duc d'Anjou sans régler son appanage, & ce fut le dernier piège qu'on lui tendit pour le déterminer à épouser la princesse de Montpensier, & à souffrir tranquillement la perte de tous ceux qui s'étoient opposés à son mariage. Ce prince qui sentoit le besoin qu'on avoit de son consentement, résolut de le mettre au plus haut prix; il alla trouver le cardinal pour lui dire qu'il se conformeroit en tout aux volontés du roi, pourvu qu'on lui donnât le même appanage qu'avoit eu le duc d'Alençon sous le regne de Charles IX. Le cardinal lui représenta que rien n'étoit plus contraire aux intentions du feu roi, qui avoit souvent déclaré que, pour ne pas partager la masse de son domaine, il ne donneroit à ses enfans leur appanage qu'en argent. Il ajouta, que le roi pour le contenter auroit plus d'égard aux desirs de son altesse, qu'au sentiment du feu roi, & aux véritables intérêts de sa couronne; qu'ainsi l'on lui donneroit en fonds de terre un appanage convenable à un fils de Fran-

ce, & tel qu'il le pourroit demander, pourvû qu'il voulût bien ne faire que des demandes raisonnables & moderées.

1626.

Quelques jours après le duc d'Anjou envoya dire au cardinal par le président le Coigneux, qu'il seroit content si on lui donnoit l'Orleanois, le pays Chartrain, le Blefois & la Touraine. Le cardinal trouva cette demande exorbitante, & il répondit qu'il croyoit que le duc d'Anjou n'auroit aucun sujet de se plaindre quand on lui donneroit l'Orleanois & le pays Chartrain : mais, ajouta-t-il, c'est au roi seul qu'il appartient d'en décider. On promit à Monsieur les duchés d'Orleans & de Chartres avec le comté de Blois, auxquels on ajouta une pension de cent mille livres à prendre sur la recette générale d'Orleans, & une autre pension de cinq cents soixante mille livres qui devoit lui être payée par le thresorier de l'épargne ; le brevet & les lettres qui lui en furent expédiées sont datées de Nantes le 31 Juillet 1626. Dès-lors son mariage fut regardé comme conclu, & il abandonna totalement ceux qui s'y étoient opposés. Le conseil s'étant assemblé, le roi dit à monsieur : *Mon frere, je desire que le mariage de vous & de mademoiselle de Montpensier sorte effet, parce qu'il y va de votre avancement & du bien de mon état.* Monsieur lui répondit : *Puisque votre majesté me dit que ce sera le bien de votre état, je le ferai.*

Hist. mss. de Louis XIII.

Mercur. François, t. 12. pag. 379.

Au sortir du conseil, Monsieur entra chez la reine sa mere, & lui déclara qu'il étoit résolu d'épouser mademoiselle de Montpensier. Il envoya le président le Coigneux le dire de sa part à la duchesse de Guise & à la princesse sa fille, & il sortit ensuite de Nantes pour aller passer cinq jours à la campagne, pendant que l'on étoit occupé à expédier les lettres de son appanage & le brevet de sa pension, à dresser les articles de son contrat de mariage, & à préparer la cérémonie des noces. Deux jours après son départ, Marsillac gouverneur de Sommieres, Tronçon secrétaire du cabinet, & Sauveterre valet de garde-robe & huissier du cabinet, que le connétable de Luynes avoit fait rappeler à la cour, eurent ordre d'en sortir. Le roi s'étoit accoutumé dès sa jeunesse à leur parler familièrement, & ils se mêloient souvent des plus importantes affaires ; ils avoient eu beaucoup de part à la confiance du connétable de Luynes, & par con-

1626.

féquent aux disgraces de la reine mere qui ne les aimoit pas. Ils faisoient tous leurs efforts pour engager le roi à ne point consentir au mariage de son frere avec l'héritiere de Montpensier. Marillac comme le plus coupable, parce qu'il conduisoit les deux autres, fût mis en prison au château d'Ancenis; Tronçon & Sauveterre perdirent leurs emplois & furent simplement renvoyés de la cour.

Le duc d'Anjou étant revenu à Nantes, son contrat de mariage y fut signé le 5 d'Août au matin, & l'après diné les fiançailles se firent dans la chambre du roi en présence du curé, par le cardinal de Richelieu, qui prononça un discours où il entreprit de montrer, 1°. que ce mariage faisoit la sûreté de la vie du roi, & le bonheur de l'état. 2°. Que l'appanage accordé à Monsieur, ne causoit aucun préjudice aux affaires du roi, ni aux intérêts de sa couronne. 3°. Que la reine mere se feroit toujours un devoir d'entretenir une étroite union entre le roi & son frere, parce qu'elle n'avoit en vûe que l'avantage personnel du roi & le bien de son royaume. On voit que ce discours tendoit évidemment à bannir de l'esprit du monarque les soupçons & les défiances que Marillac, Tronçon & Sauveterre avoient tâché de lui inspirer. Le soir selon l'usage de ce temps-là, on fit les épousailles dans la chapelle de la maison où la reine mere étoit logée. Le lendemain 6 d'Août le mariage fut célébré par le curé dans l'église des Minimes. Dès-lors Monsieur prit le nom de duc d'Orleans que nous lui donnerons dans la suite de cette histoire. Le 5 du même mois jour de la signature du contrat, le parlement de Rennes avoit enregistré des lettres-patentes par lesquelles le roi établissoit une chambre de justice, pour travailler à Nantes au procès du comte du Chalais & de ses complices, accusés du crime de lèse-majesté au premier chef. Elle devoit être composée de huit conseillers de ce parlement, & de trois maîtres des requêtes.

Le garde des sceaux & le sieur le Beauclerc, en vertu de la commission du 8 Juillet, avoient déjà commencé les informations dès le 9. Elles furent continuées le lendemain, & ensuite reprises le 27 Juillet, le 4 & le 10 du mois d'Août. L'exempt Lamont qui gardoit le comte de Chalais avoit soin d'examiner toutes ses paroles; & l'on prit plus d'une fois la

déposition de cet officier , parce que ce jeune homme vif & indiscret tenoit souvent des discours qui pouvoient servir de preuve contre lui. Il disoit que l'on auroit dû assassiner le cardinal , & ensuite tirer de prison le maréchal d'Ornano ; que c'étoit le plus beau projet du monde , & qu'il étoit bien fâché de ne l'avoir pas exécuté. Il entroit souvent dans des emportemens extraordinaires , & alors il ne ménageoit plus rien. Dans d'autres occasions , il parloit du cardinal avec respect parce qu'il le craignoit. Lorsqu'il fut que Monsieur avoit épousé la princesse de Montpensier , il dit à ses gardes qu'il n'y avoit que le roi & le cardinal capables de faire ce coup d'état. *O grand roi , s'écria-t-il , & trois fois heureux d'avoir un si grand ministre ! Monsieur le prince , ajouta-t-il , ne manquera pas de dire à tout le monde que monsieur le cardinal est un habile homme : mais au fond il sera très-fâché de ce mariage , & il en fera ses plaintes à ses confidens : monsieur le comte de Soissons en pleurera avec sa mere , mais ce prince n'est qu'un zero.*

Chalais se voyant arrêté avoit demandé à parler au marquis d'Effiat , au duc de Bellegarde & au cardinal de Richelieu. Il eut d'abord un entretien avec d'Effiat dont il parut fort content ; il vit ensuite le cardinal qui ne lui parla jamais qu'en présence du duc de Bellegarde , dans la crainte qu'on ne l'accusât de l'avoir séduit en lui promettant sa grace : mais on verra que la précaution qu'il prit d'avoir toujours un témoin en état de le justifier , ne le mit pas à couvert de cette accusation. Chalais s'efforça d'abord de persuader au cardinal qu'il étoit innocent , & qu'il ne l'avoit jamais trompé : mais il s'aperçut bientôt que ses intrigues étoient découvertes , & dans un second entretien , il avoua tout ce qu'il ne pouvoit cacher ou excuser.

Le 10 d'Août , le roi fit expédier une nouvelle commission adressée au garde des sceaux , au sieur Jean de Bourgneuf seigneur de Cussé , premier président au parlement de Rennes ; au sieur Isaac Loyfel seigneur de Brye , second président du même parlement ; aux sieurs Fouquet , de Mächaut & de Criqueville , maîtres des requêtes ; qui les commettoit pour juger avec huit conseillers de ce parlement le procès du comte de Chalais & de ses complices. Christophe Fou-

1626.

Mss. du maréchal de Richelieu.

Pris sur l'original des interrogatoires de Lamont.

Ibid.

1626.

quet procureur général du parlement de Rennes, étoit nommé procureur général de la commission. Elle devoit s'assembler dans une salle du couvent des Cordeliers de la ville de Nantes, & il étoit dit dans les lettres que si quelques-uns des commissaires étoient obligés de s'absenter, les autres ne pourroient rendre aucun arrêt qu'ils ne fussent au moins dix. Ils s'assemblerent d'abord chez monsieur le garde des sceaux, où il y eut quelque dispute sur le rang que prendroient les maîtres des requêtes. Ils prétendoient avoir les premières places des deux côtés : mais il fut décidé sur le champ que l'on suivroit à cet égard l'usage qui se pratiquoit dans les parlemens ; qu'ainsi les maîtres des Requêtes seroient assis à la droite de monsieur le garde des sceaux, & les conseillers vis-à-vis, du côté gauche ; que les deux présidens seroient sur la même ligne que le garde des sceaux, avec cette différence, que la chaise de ce magistrat seroit élevée sur une estrade d'environ six pouces de hauteur.

Le onzième d'Août, la chambre de justice tint sa première séance aux Cordeliers : elle commença par enregistrer les lettres de son établissement, & la commission donnée en conséquence ; ensuite on lut l'information déjà faite par le garde des sceaux, avec différentes pièces qui y avoient rapport. Et sur les conclusions de Christophe Fouquet procureur général de la commission, il fut ordonné que le procès seroit fait extraordinairement au comte de Chalais, & que les témoins entendus dans l'information seroient recollés & confrontés s'il étoit nécessaire.

Le même jour le duc d'Orléans découvrit lui-même tout ce qu'il savoit des intrigues de Chalais en présence du roi, de la reine mère, du cardinal, du garde des sceaux, du marquis d'Effiat, & du sieur de Beauclerc, qui signèrent comme lui sa déclaration.

Le lendemain, le procureur général conclut à un décret d'ajournement personnel contre le comte de Soissons, que le duc d'Orléans avoit chargé nommément dans sa déclaration contre le duc de Longueville & la duchesse de Chevreuse ; & à un décret de prise de corps contre les ducs d'Epernon & de la Valette, l'abbé d'Aubasine, la Loubière, (a) Boisdal-

Relat. du procès insérée dans le recueil d'Aubert.

(a) D'autres le nomment Boisdal-may. On le croit l'auteur d'un livre intitulé *nemets*

nemets, des Aunois, Puylaurens, Saint-Gery & quelques autres gentilshommes attachés au duc d'Orleans. Ses conclusions ne furent pas suivies à l'égard du décret d'ajournement personnel, & il fut arrêté que tous les complices du comte de Chalais seroient décrétés de prise de corps, à l'exception de ceux qui étoient déjà prisonniers, & qui ne furent point compris dans le procès : tels que le duc de Vendôme, le grand prieur, le maréchal d'Ornano, Modene, Deagent & Marsillac.

Les décrets portés contre les autres ne furent pas tous exécutés ; il fut dit que le duc d'Epéron ni aucun de ceux qui avoient découvert la conspiration au roi, ne seroient arrêtés ; qu'attendu la qualité des personnes on ne signeroit aucun décret contre le comte de Soissons, & la duchesse de Chevreuse, sans en avoir reçu l'ordre du roi, & que l'on en remettroit l'exécution à sa majesté. Le garde des sceaux déclara aux commissaires que l'intention du roi étoit que le décret porté contre le comte de Soissons ne fût point signé, & que l'on fursît à l'exécution de celui qui regardoit Boisdanemets, Puylaurens & des Aunois gentilshommes de la maison de Monsieur. Tous les autres décrets furent signés par le garde des sceaux.

Celui de la duchesse de Chevreuse fut remis entre les mains du roi, qui le montra au duc de Chevreuse dans un conseil qui se tint chez la reine mere : mais il n'eut point d'exécution, elle fut interrogée sans être confrontée, & le roi se contenta de l'exiler dans sa maison de Dampierre, avec défense d'en sortir.

Mem. de Brienne, t. 1.

Le 17 la dame de Chalais mere de l'accusé présentâ au

titulé : mémoires du duc d'Orleans, qui contiennent plusieurs particularités de la vie de Gaston. Il accuse le sieur Arnaud d'Andilly d'avoir trahi les secrets du maréchal d'Ornano, qui lui avoit procuré la place d'intendant de la maison de ce prince.

Il est nommé *Boisdalmay* dans une lettre de monsieur Desmaizeaux, insérée parmi les lettres de Bayle, t. 3. p. 836.

Mais monsieur Huet a marqué à la marge de son exemplaire, que le vrai nom de ce gentilhomme étoit *Boisdane-*

mets ; la lettre de monsieur Desmaizeaux est suivie dans le même volume d'une lettre de Bayle, dans laquelle il est nommé *Boisdanemets* : mais l'éditeur de ces lettres a eu soin de remarquer dans une note qu'on avoit mal écrit son nom, & qu'il s'appelloit *Boisdalmay*.

Il n'est pas facile dans cette diversité d'opinions de décider, s'il se nommoit *Boisdanemets* ou *Boisdalmay*. On a cru devoir suivre la correction de monsieur Huet, préférentiellement à celle de l'éditeur des lettres de Bayle.

1626.

garde des sceaux une requête de recufation contre le préfident de Cuffé, fondée fur ce qu'il étoit parent des enfans du maréchal de Schomberg, lequel en qualité de miniftre d'état avoit eu part aux ordres donnés avant le procès contre le comte de Chalais.

Monsieur le garde des fceaux donna cette requête au rapporteur qui la lut au bureau.

Le préfident de Cuffé après avoir expliqué en quoi confiftoit cette parenté, fe retira pour ne point affifter à la délibération; la recufation ne fut point admife, attendu que le maréchal de Schomberg n'étoit point partie au procès, mais le roi feul. On lut enfuite une autre requête présentée par cette dame, pour demander que l'on donnât un confeil à l'accufé, & que le fieur de Louvigny fon ennemi personnel fût regardé comme juftement reproché. On examina d'abord fi la mere étoit recevable à présenter requête pour fon fils, & il fut conclu qu'elle l'étoit, puifque dans le procès commencé fous le regne de François II. contre le prince de Condé, fa mere présenta une requête pour lui faire donner un confeil, & que cette requête avoit été reçue. On ne laiffa pas de mettre néant fur celle de madame de Chalais, par le principe que l'accufé devoit être entendu par fa bouche, & propofer lui-même les reproches contre les témoins fuivant l'ordonnance. Le fieur des Cartes fit enfuite le rapport du procès. On lut un grand nombre de pieces qui fervoient à la conviction de l'accufé, & entre autres la déclaration de Monsieur; les informations commencées par le garde des fceaux; celles du vice-fénéchal de Moulins en Bourbonnois; diverfes lettres de l'accufé écrites de fa main, dont trois étoient adreffées au roi, & une à la ducheffe de Chevreufe; des tablettes dans lesquelles Chalais avoit écrit en langue Bafque des discours injurieux au roi, & adreffés à madame de Chevreufe; des lettres d'un nommé Joannès, écrites à Martin fon frere, valet de chambre de l'accufé; celles de deux envoyés du roi dans les cours d'Allemagne qui donnoient avis d'une grande confpiration que l'on tramoit à la cour de France.

On lut enfin les confrontations, où l'on remarqua que l'accufé n'avoit fait aucun reproche contre les témoins, & il de-

meura pour constant qu'il s'étoit lui-même reconnu coupable d'avoir conseillé à Monsieur, de sortir de la cour, & de se joindre aux huguenots; d'avoir sollicité les commandans de quelques places importantes de les livrer à ce prince pour le mettre en état de résister au roi, & d'exciter des troubles dans le royaume; enfin, d'avoir assisté à un conseil où le grand prieur étoit avec ceux de sa faction, & d'y avoir proposé de poignarder monsieur le cardinal pour tirer de prison le maréchal d'Ornano. Chalais avoua qu'il avoit été dix-sept jours dans la faction, & il renouvela cet aveu sur la sellette: mais il disoit qu'il n'y étoit entré, que par ordre du roi & du cardinal, dans le dessein de rendre service à l'un & à l'autre.

1626.

Relat. du procès dans le recueil d'Auberi, t. 1.

Tels furent les principaux chefs d'accusation, dont on mit les preuves sous les yeux des juges, & qui parvinrent à la connoissance du public. Il paroît qu'il y eut encore d'autres dépositions, qui furent tenues plus secrètes; car on ajoute que Chalais, soit par la force de la vérité, soit par l'espérance d'arrêter les procédures, en nommant parmi ses complices une reine, que l'on ne pouvoit s'empêcher de ménager, avoit déposé, qu'il s'étoit agi parmi les conjurés de faire déclarer le roi impuissant & incapable de régner; de lui ôter la couronne; de faire casser son mariage avec Anne d'Autriche, qui auroit ensuite épousé Monsieur; & que cette princesse étroitement liée avec la duchesse de Chevreuse, & par elle avec la plupart des conjurés, ayant eu connoissance de ce projet y avoit donné les mains: mais cette déposition ne fut point rendue publique, & c'est ce que le cardinal de Richelieu paroît insinuer dans son testament politique, lorsque parlant de la conspiration de Chalais, il adresse ces paroles au roi.

« Etant contraint de dire, à mon grand regret, qu'une personne de la première considération s'y trouva insensiblement engagée avec plusieurs autres, qui fomentoient & suivoient ses passions, je ne puis omettre le mérite que vous acquitez devant Dieu & devant les hommes, en supprimant l'éclat qu'eût eu sa conduite imprudente, si vous n'eussiez sagement dissimulé ce que vous pouviez réprimer avec autant de sévérité que de raison ». Comme on n'a jamais su le détail de l'accusation qui fut intentée contre elle, & que l'on n'est point en état de juger du poids & de la force des preuves,

1626.

Mem. du duc
de la Rochefou-
cault.

il est impossible de dire au juste si elle fut reconnue coupable; il est certain que Louis XIII. conçut dès-lors une aversion pour elle qui dura jusqu'à sa mort, & que l'idée de cette accusation demeura si profondément gravée dans son esprit & dans son cœur, qu'étant au lit de la mort, lorsque la reine lui fit dire par monsieur de Chavigny, qu'elle n'avoit jamais pensé à ce qu'on lui avoit imputé dans l'affaire de Chalais; il répondit : *En l'état où je suis, je me crois obligé de lui pardonner, mais je ne suis pas obligé de la croire.*

Madame de Motteville raconte, que le roi la fit venir au conseil, qu'il lui reprocha en face qu'elle avoit conspiré contre sa ~~vie~~, pour avoir un autre mari; & que la reine, outrée de cette accusation, lui répondit avec fermeté, qu'elle auroit trop peu gagné au change, pour vouloir commettre un si grand crime pour un si petit intérêt. Elle conta elle-même cette particularité à madame de Motteville. Bassompierre dit, que l'entrée de la chambre & du cabinet d'Anne d'Autriche fut interdite aux hommes, à moins que le roi n'y fût présent : cette précaution, si le fait est vrai, supposeroit un peu moins d'attention à supprimer l'éclat, que le cardinal n'en attribue au roi dans son testament. Il y a encore un autre point dans le procès du comte de Chalais qui n'a jamais été bien éclairci, c'est celui qui regarde le projet d'assassiner le roi, dont on prétend qu'il fut accusé par le comte de Louvigny, qui soutint que Chalais lui en avoit fait confidence. Il paroît par la relation qu'on a déjà citée, que Chalais ne fut interrogé sur cet article, qu'après sa condamnation. Il se peut faire que dans un transport de dépit ou d'yvresse, il eût tenu quelques discours qui aient donné lieu à une accusation si atroce; peut-être avoit-il parlé de commettre un attentat sans avoir un véritable dessein de l'exécuter. Ce jeune homme étoit extrêmement léger & indiscret. On lit dans le mercure François, qu'il osoit quelquefois témoigner du mépris pour la personne du roi; que pendant qu'il l'habilloit en qualité de maître de la garde-robe, il faisoit des grimaces derrière lui, & qu'on lui avoit entendu dire, que *pour faire ses affaires & sa fortune, il lui falloit trouver un maître plus libéral que le roi.*

L'arrêt qui fut prononcé contre lui le 18 d'Août 1626. le déclare atteint & convaincu du crime de lèse-majesté, sans

spécifier en quoi son crime consistoit ; le condamne à être décapité dans la place du Bouffay de Nantes ; ordonne que sa tête sera mise au bout d'une pique sur la porte de Sauvetour, & son corps en quatre quartiers, qui seront attachés à des potences aux quatre principales avenues de la ville ; que sa postérité sera ignoble & roturiere, ses maisons rasées, & qu'il sera appliqué à la question pour plus ample révélation des complices : mais le roi (a) par ses lettres datées de Nantes le 19 d'Août, réduisit toutes ces peines au supplice ordinaire, d'avoir la tête coupée, & ordonna qu'il seroit seulement présenté à la question, & que son corps seroit livré à sa mere après l'exécution, pour être mis en terre sainte, suivant la très-humble supplication qu'elle en avoit faite à sa majesté. Les ennemis du cardinal faisoient déjà courir le bruit, que tout ce qu'il avoit dit dans ses dépositions lui avoit été suggéré par le cardinal même dans les entretiens qu'ils avoient eu ensemble, & que ce prélat lui avoit juré sa foi de prêtre, que malgré tous les aveus qu'il avoit faits, il ne lui arriveroit aucun mal, quelque arrêt que l'on prononçât contre lui. Le cardinal qui étoit infiniment jaloux de sa réputation voulut absolument que le fait fût éclairci : les deux conseillers commis pour faire prononcer l'arrêt au coupable eurent ordre de lui demander, s'il étoit vrai que quelqu'un lui eût suggéré ce qu'il avoit dit dans ses dépositions. Ils lui représenterent qu'étant sur le point de paroître devant Dieu, il devoit plus que jamais rendre témoignage à la vérité. Il leur répondit, qu'il n'avoit rien déposé qui ne fût très-véritable, à l'exception de quelques discours un peu exagérés qu'il avoit tenus par colere contre madame de Chevreuse, & qu'il n'étoit ni assez méchant, ni assez insensé pour calomnier des innocens, & pour s'avouer lui-même coupable, dans la seule vûe de flatter les passions d'autrui. Malgré un aveu si précis, dont tout le monde étoit instruit, le duc d'Orleans oubliant la déclaration qu'il avoit faite lui-même contre Chalais & qui jointe au procès, avoit servi de preuve contre l'accusé, ne laissa pas d'avancer dans un écrit public, que Chalais avoit eu dans sa prison plusieurs entretiens avec le cardinal, qui l'alloit voir en habit déguisé, pour l'empêcher de découvrir à

Lettre écrite au
roi par Monsieur.

(a) L'original de ces lettres se trouve dans les mss. du maréchal de Richelieu.

1626.

ses juges que c'étoit le cardinal lui-même qui le faisoit agir ; lorsqu'il proposoit à Monsieur de quitter la cour ; que ce prélat avoit employé toute sorte d'artifices pour tromper ce malheureux , en lui promettant non-seulement sa grace , mais de grandes récompenses , s'il vouloit accuser Monsieur d'avoir formé une grande cabale dans l'état ; & que le pauvre Chalais , voyant que sa grace ne venoit point , & qu'il étoit prêt à mourir , s'écria plusieurs fois : *Ah ! traître cardinal , ta méchanceté & ta perfidie m'ont mis où je suis.*

Dans le même écrit , le duc d'Orleans s'étend fort au long sur l'affaire du comte de Louvigny , & le récit qu'il en fait mérite d'être remarqué ; car quoiqu'il soit rempli de traits satyriques contre le cardinal de Richelieu , il nous apprend plusieurs circonstances qui ne se trouvent pas assez expliquées par les historiens. Suivant ce récit , le cardinal pour aiguër de plus en plus le roi contre le duc d'Orleans , engagea Louvigny à dire au duc de Retz , & à trois ou quatre autres seigneurs de la cour , que l'on ne devoit pas trouver étrange que le roi ne pardonnât point à Chalais , *puisque'il avoit été si scélerat que de vouloir l'assassiner de concert avec le duc d'Orleans*, qui devoit se trouver à la porte de la chambre du roi , pour soutenir & pour autoriser ce parricide. Ce discours fut aussi-tôt rapporté aux ministres , & l'on différa l'exécution de Chalais jusqu'à ce qu'il eût été confronté sur ce fait avec Louvigny ; Chalais le nia , & Louvigny ne put le prouver qu'en disant , qu'étant à la chasse derrière un buisson , il avoit entendu des gens vêtus de gris qu'il ne connoissoit point , qui s'entretenoient de ce projet. Le cardinal n'étoit point alors à Nantes.

Le duc d'Orleans avoit déjà demandé que l'on fît le procès à Louvigny comme complice , parce qu'il n'avoit averti de la conspiration que huit mois après l'avoir sùe , pour se venger d'une querelle particulière & survenue depuis : & l'on avoit donné ordre à Louvigny de ne point s'absenter & de rester à la suite du conseil , jusqu'à ce qu'il se fût justifié. Lorsque Monsieur apprit à Château-Briant , où il s'étoit retiré , la nouvelle accusation que Louvigny venoit d'intenter contre Chalais ; ses plaintes redoublèrent ; il demanda qu'on le poursuivît comme faux témoin. Louvigny fut arrêté &

Lettre écrite de
Nantes.
Recueil d'Au-
beri , p. 287.

conduit prisonnier au château d'Ancenis : mais on prit si peu de précaution pour le garder, qu'il s'échappa quelques mois après en plein jour, sans que la cour parût se mettre fort en peine de le faire chercher. Il fut cependant obligé de sortir du royaume, où il ne revint plus ; & il mourut à Bruxelles le 18 Mars 1628. d'un coup d'épée qu'il reçut dans un duel, où il servoit de second au comte de Villerval.

1626.

Il nous reste plusieurs relations de la mort du comte de Chalais qui se contredisent en divers points. Quand on lui eut prononcé son arrêt, il demanda si le roi étoit encore à Nantes ? On lui répondit, qu'il n'y étoit plus. Il demanda si Monsieur y étoit ? On lui répondit que non. *Il faut donc mourir*, dit-il ? Il pria les commissaires d'engager Monsieur le garde des sceaux à obtenir du roi, qu'il ne fût point exécuté en public ; mais le roi étoit déjà sorti de Nantes pour ne pas s'y trouver au moment de l'exécution. On lit dans une de ces relations, que lorsqu'on dit à Chalais que le roi avoit modéré la rigueur de son arrêt ; il répondit » que c'étoit une grâce particulière dont il lui étoit obligé, qu'il l'avoit servi » avec affection & reconnu le meilleur prince de la terre ; » mais que véritablement il avoit été dix-sept jours en volonte d'attenter à sa personne. Chalais a pu dire qu'il avoit été dix-sept jours engagé dans les intrigues de la faction, qui cherchoit les moyens de faire sortir Monsieur de la cour. Il avoit déjà fait cet aveu dans ses interrogatoires & sur la sellette : mais il n'y a nulle apparence qu'il se soit reconnu coupable d'avoir voulu pendant dix-sept jours *attenter à la personne du roi*. Les autres historiens assurent, qu'il persista toujours à nier qu'il eût jamais formé un pareil dessein.

Récueil d'Auberi, t. 1.
Mercure François, t. 12.

Ayant apperçu un archer des gardes du corps, nommé Sainte-Marie, il le pria d'aller trouver sa mere, & de lui dire qu'il la supplioit de se consoler, & de croire qu'il mouroit très-content, puisqu'il reconnoissoit avoir mérité un supplice plus grand que celui qu'il alloit souffrir ; qu'il étoit persuadé que s'il fût mort dans son lit, il eût été damné ; qu'il espéroit que Dieu lui feroit miséricorde ; qu'au reste, il ne doutoit pas qu'elle ne fît paroître en cette occasion, tous les sentimens de religion & de piété, dont elle avoit donné tant de marques depuis qu'elle étoit au monde. Sainte-Marie trouva

1628.

madame de Chalais dans l'église des religieuses de sainte-Claire, avec messieurs de Bellegarde & de la Rochefoucault; & lorsqu'il se fut acquitté de sa commission, elle lui demanda s'il pensoit trouver encore son fils en vie. Il répondit, qu'il en étoit persuadé. » Dites-lui donc, ajoûta-t-elle, que » je suis très-contente de l'assurance qu'il me donne de mourir en Dieu; que c'est la seule chose qui me peut donner » de la consolation, & que si je ne craignois que ma vûe ne » l'attendrît trop, & ne lui ôtât quelque chose de la générosité qu'il témoigne, je l'irois trouver, & ne l'abandonnerois point, que sa tête ne fut séparée de son corps: mais » que ne pouvant l'assister, je m'en vais prier Dieu pour lui ». Les amis du comte de Chalais voulant gagner du temps, prirent une précaution qui lui devint funeste. Ils trouverent moyen d'engager le bourreau de Nantes par promesses ou par menaces, à s'absenter ou à se cacher; on n'eut pas le temps d'aller chercher celui de Rennes, il falloit selon l'usage, que l'arrêt fût exécuté dans le jour; ainsi l'on tira des prisons deux criminels à qui l'on accorda leur grace, à condition que l'un feroit l'office d'exécuteur, & que l'autre l'assisteroit.

La relation du mercure dit seulement, que l'on tira des prisons de Nantes un compagnon cordonnier natif de Touraine, qui devoit être pendu trois jours après, & qui s'offrit de faire l'office de bourreau, à condition qu'il auroit sa grace. Sur les six heures du soir, on vit sortir de la prison le comte de Chalais accompagné de son confesseur; il marchoit à pié entre deux rangs de soldats, les mains liées & baissant de temps en temps la croix de son chapelet. Quand il fut sur l'échaffaut, il dit à l'exécuteur qui lui bandoit les yeux: *Ne me fais point languir.* Mais celui-ci ayant voulu lui trancher la tête avec une épée de Suisse, qui n'étoit pas affilée, le premier coup le fit tomber, il en reçut encore quelques autres qui le blessèrent sans le tuer. Le confesseur dit à l'exécuteur, qu'il falloit le relever & lui remettre le col sur le billot avant que de le frapper; il suivit ce conseil, & prenant une espece de hache dont se servent les tonnelliérs, que l'on nomme doloire, il lui en donna jusqu'à vingt-neuf coups avant que de lui trancher la tête; elle fut mise aussi-tôt avec son

son corps dans un cercueil qui étoit tout prêt, & ensuite dans un carosse qui attendoit au pié de l'échaffaut & qui conduisit ces tristes restes au couvent des Cordeliers. Le comte de Chalais fut enterré dans la nef de leur Eglise devant la chapelle des Espagnols, en présence de sa mere qui avoit eu soin de le faire ensevelir.

1626.

Le maréchal d'Ornano ne survécut pas long-temps à la ruine entiere du parti qu'il avoit formé à la cour. Il étoit prisonnier à Vincennes, où il n'avoit point d'autre compagnie que ses gardes, & un chanoine de la Sainte-Chapelle du château, qui venoit lui dire la Messe tous les jours, & qui avoit permission de le confesser.

Mort du maréchal d'Ornano.

Il fut d'abord servi par les officiers de la bouche du roi. On les lui ôta dans la suite, & le sieur de Hecourt eut ordre de le faire servir par ses gens. Ce changement étonna le maréchal, il craignit que Hecourt, qui le traitoit avec beaucoup de dureté, n'eût ordre de le faire empoisonner. Il refusa de manger ce qu'on lui présenta, & le sieur de Hecourt eut la cruauté de lui dire : *Vous avez peur qu'on ne vous empoisonne ? Guérissez-vous de cette crainte ; car quand le roi le voudra je vous poignarderai de ma propre main, sans m'amuser à vous donner du poison.*

Vie mss. du maréchal d'Ornano.

La nouvelle du mariage de Monsieur étant arrivée à Paris, on y fit des feux de joie. Le maréchal qui entendoit le bruit de ces réjouissances, demanda au sieur de Hecourt quel en étoit le sujet ; celui-ci lui répondit, que c'étoit le mariage de Monsieur avec mademoiselle de Montpensier. *Dieu soit loué*, reprit le maréchal, *vous ne me garderez pas long-temps ici.* Il s'imaginoit que Gaston n'auroit jamais consenti à ce mariage, sans s'assurer auparavant que l'on rendroit la liberté à son gouverneur. De Hecourt le détrompa, il lui dit que ce prince ne pensoit plus à lui, & qu'il avoit épousé la princesse de Montpensier sans avoir stipulé aucune condition en sa faveur ; ce dernier coup acheva de l'accabler. Il y avoit déjà quelque temps que sa santé paroissoit fort languissante. Il fut attaqué d'une suppression d'urine, accompagnée d'une dysenterie & d'une grosse fièvre, dont il mourut le (a) 2 Sep-

(a) L'auteur anonyme d'une vie mss. du maréchal d'Ornano, dit qu'il mou-

rut le 12 Septembre. C'est une faute manifeste, puisque sa mort se trouve annon-

Mercuré François, t. 11. page 412.

1626,

Hist. mss. de
Louis XIII.Lettre de mon-
sieur Phelippeaux
du 10 Sept. 1626.
mss. de Bethune,
n^o. 9164.

tembre à l'âge de quarante-cinq ans. Il avoit été traité pen-
dant sa maladie par trois des plus fameux medecins de Paris,
Brayer, Carré & le Tellier.

Le premier qui étoit médecin de l'hôtel de Soissons, ne
devoit pas lui être suspect. Son corps fut ouvert après sa mort
en présence des medecins, qui lui trouverent de l'eau dans la
tête, & les reins entierement gâtés.

Les ennemis du cardinal firent courir le bruit, qu'il étoit
mort empoisonné. Monsieur ne l'assure pas positivement dans
un écrit satyrique qu'il publia contre le cardinal de Riche-
lieu : il se contente de dire, qu'il en laisse le jugement à Dieu.

T. 8.

Le duc de Rohan qui ne cherchoit pas à justifier ce minis-
tre, dit au contraire que le maréchal d'Ornano mourut d'une
rétention d'urine, ainsi que monsieur Phelippeaux l'assure dans
une de ses lettres. Il est étonnant que les auteurs de l'histoire
généalogique des grands officiers de la couronne ayent avan-
cé sans aucune preuve, que le maréchal d'Ornano *mourut de
poison* ; ils auroient dû dire que l'on le crut, que l'on le soup-
çonna, que les amis du maréchal le publièrent. L'auteur ano-
nyme de sa vie observe, que l'on ne voulut pas permettre à
son maître d'hôtel d'assister à l'ouverture de son corps : mais
l'absence de ce domestique ne peut pas être regardée com-
me une preuve suffisante de l'empoisonnement. On se douta
peut-être qu'il ne venoit là que pour dire ensuite que son maî-
tre avoit été empoisonné ; & de quel poids pouvoit être un
pareil témoignage pour vérifier un fait de cette nature ?

Les ennemis du cardinal publièrent encore, qu'avant que de
recevoir le viatique, il avoit chargé son confesseur d'aller
trouver le roi lorsqu'il seroit de retour, & de l'assurer « que
« sur la part qu'il prétendoit en Paradis, il mouroit innocent
« de toutes les accusations qu'on avoit faites contre lui, sans
« s'être jamais départi de l'obéissance qu'il devoit à sa majesté.

L'auteur de sa vie ajoute, que le confesseur alla en effet à
Saint-Germain, où il eut l'honneur de parler au roi un Di-
manche au sortir de la Messe en présence des courtisans, qu'il
lui répéta les paroles qu'on vient de rapporter, & que le roi
se contenta de répondre par un signe de tête.

D'autres disent, que le maréchal déclara qu'à la vérité il
sée dans une lettre de monsieur Phelippeaux secrétaire d'état, datée du 10 Sept.

avoit tâché de détourner Monsieur du mariage qu'on lui avoit proposé avec mademoiselle de Montpensier ; mais qu'il n'étoit jamais entré dans aucune conspiration contre l'état , & qu'il n'avoit jamais eu la pensée comme on l'avoit dit, d'ôter la couronne au roi pour élever Monsieur sur le throne. D'autres enfin prétendent qu'il ne dit rien qui eût rapport à sa disgrâce.

1626.

Il évita par sa mort le supplice dont il étoit menacé. Le roi avoit envoyé ordre au parlement de Paris de lui faire son procès , & de suspendre toutes les autres affaires jusqu'à ce que celle-ci fût terminée. Il n'avoit pas encore été interrogé : mais on assure qu'il étoit convaincu par les dépositions de Chalais & par d'autres témoignages , d'avoir traité avec les puissances étrangères pour les engager à soutenir Monsieur dans sa révolte , & à lui fournir des troupes & des vaisseaux ; d'avoir envoyé le sieur Valin cousin de sa femme , négociant à la cour de Savoye. On dit même que Monsieur avoit avoué au roi & à la reine mere , qu'il mettoit souvent quelques lignes de sa main au bas des dépêches que le maréchal écrivoit dans les pays étrangers : mais le secret profond où les preuves de ces faits sont demeurées ensevelies, ne nous permet pas de les assurer avec certitude.

Hist. mss. de
Louis XIII.

Pour faire cesser les bruits que l'on affectoit de répandre sur l'empoisonnement & sur l'innocence du maréchal , le roi écrivit une lettre à tous les gouverneurs de province , dans laquelle il parloit de sa mort en ces termes :

» Vous saurez au surplus que je faisois état de faire le procès au maréchal d'Ornano , comme au principal auteur & conducteur de la conspiration faite contre mon autorité , & avois discontinué la séance de mon parlement de Paris pour y vaquer : mais il est arrivé que le maréchal a été saisi d'une maladie de dyssenterie & rétention d'urine , accompagnée d'une fièvre continue , qui au bout de quinze jours ou trois semaines l'a ôté de ce monde , & soustrait à la peine qu'il devoit attendre de ses crimes. Celui qui en avoit la garde l'a fait assister de tout ce qu'on pouvoit désirer, des remèdes & des conseils des medecins les plus expérimentés de Paris. Je pouvois apprendre par sa bouche des particularités importantes aux faits dont il étoit chargé , & dont

V u u ij

1626.

» je suis demeuré privé par sa mort. Il a lui-même reconnu sa faute, de quoi j'ai bien voulu vous informer. Cette lettre étoit datée de Paris, le 17 Septembre 1626.

C'étoit le jour de l'arrivée du roi dans cette capitale. Un de ses premiers soins fut d'envoyer le comte de Trêmes capitaine des gardes, prendre le duc de Vendôme & le grand prieur, pour les amener à Vincennes, où ils arriverent le 4 d'Octobre. Le maréchal de Bassompierre étoit parti quelques jours auparavant pour se rendre à Londres, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Il étoit survenu de nouvelles brouilleries entre le roi & la reine d'Angleterre. Charles toujours conduit par le duc de Boukingham, avoit donné ordre à tous les François qui étoient au service de la reine, de sortir d'Angleterre. On lui avoit ôté jusques à son confesseur, pour mettre auprès d'elle deux ecclésiastiques Anglois qui passioient pour ennemis déclarés du saint siège.

Ms. de Bethu-
ine, n°. 9164.

Le maréchal étant arrivé à Londres, fit tout son possible pour justifier la conduite de la reine d'Angleterre & des François qui l'avoient servi: mais il trouva le roi & son conseil tellement aigris, qu'il revint à Paris le 22 sans apporter d'autre fruit de sa négociation, qu'une simple promesse de rétablir quelques François dans la maison de la reine, & une permission d'amener avec lui en France soixante-dix prêtres catholiques que l'on retenoit prisonniers en Angleterre, & dont on ne fut pas fâché de se délivrer.

Le duc de Boukingham témoignoit depuis long-temps un desir extrême de repasser en France, moins pour y travailler à la réunion des deux couronnes, que pour examiner par lui-même la disposition des esprits, & pour rendre ses hommages à la reine Anne d'Autriche dont la beauté l'avoit frappé: mais le roi s'y étoit toujours opposé, & lorsque Bassompierre lui en fit la proposition à son retour de la part du duc de Boukingham, le roi lui ordonna d'écrire en Angleterre qu'il ne vouloit pas absolument que ce duc vînt en France, & qu'il feroit bien de renoncer au dessein qu'il avoit de s'y montrer.

Le maréchal de Bassompierre apprit en arrivant à la cour, la disgrâce de Barradas, qui après avoir été page du roi, étoit devenu son favori. Pendant le voyage de Nantes, ses liaisons avec Marillac, Tronçon & Sauveterre, avoient un peu

refroidi l'affection singulière que le roi lui témoignoit en toute occasion. Le cardinal étoit fort attentif à lui faire remarquer les défauts de son favori, qui acheva de se perdre lui-même par son insolence ; il ne mettoit point de bornes à son ambition, & il n'aspiroit à rien moins qu'à la faveur du connétable de Luynes, dont il croyoit occuper la place dans l'esprit & dans le cœur de son maître. Il n'étoit pas content de n'être que premier écuyer, premier gentilhomme de la chambre, lieutenant de roi en Champagne, grand bailli de Troyes, & gouverneur de Châlons ; il vouloit encore que tous ses parens fussent avancés, & il importunoit sans cesse le roi par de nouvelles demandes. Il se croyoit tout-puissant, & il avoit osé se vanter dans une lettre, qu'il tenoit le roi si bien lié, qu'il ne pourroit jamais lui échapper, & qu'il perdrait quand il voudroit la reine mere & le cardinal. Un jour il alla trouver la reine régnante pour l'animer contre ce ministre, & pour la porter à se venger de tous les chagrins qu'il lui attiroit.

Le cardinal s'en plaignit au roi, & il se joignit à la reine mere pour travailler à la ruine de Barradas. Il n'osa d'abord se déclarer ouvertement contre lui, pour ménager la délicatesse du roi ; il affectoit même quelquefois de prendre son parti, de rejeter ses fautes sur la légèreté naturelle de son âge & sur son peu d'expérience, & de paroître espérer qu'il s'en corrigeroit insensiblement par les sages conseils que sa majesté voudroit bien lui donner. D'autres fois il protestoit au roi qu'il avoit tant de respect pour ses inclinations, qu'il étoit tout prêt à céder sa place de ministre à Barradas, si sa majesté le jugeoit à propos, pourvu qu'il pût se flatter de conserver toujours l'honneur de ses bonnes grâces. Souvent il représentoit combien il étoit dangereux de confier à un jeune homme vif & sans expérience, le secret des plus importantes affaires de l'état, & qu'il falloit attendre qu'il eût acquis avec le temps la prudence & la maturité nécessaires pour en prendre connoissance.

Le roi prit enfin la résolution, non de chasser entièrement Barradas de sa cour ; mais de l'éloigner insensiblement de sa confiance & de sa familiarité. Le 2 Dec. il lui déclara, qu'il ne vouloit plus l'avoir toujours auprès de lui, & qu'il le dispensoit de cette assiduité ; qu'il viendrait dans la suite exer-

1626.

cer sa charge de premier gentilhomme de la chambre quand il seroit de quartier ; mais que son quartier fini, il iroit demeurer à la petite écurie , pour ne plus s'occuper que de celle de premier écuyer. Barradas outré de dépit & de douleur, répondit , qu'il n'avoit plus que faire de ses charges , puisqu'il avoit eu le malheur de perdre les bonnes grâces de sa majesté ; ensuite ayant apperçu parmi les courtisans que l'on avoit fait entrer dans la chambre du roi le commandeur de Souvray , qu'il regardoit comme son ennemi , il s'approcha de lui , & lui dit assez haut pour que le roi l'entendit , qu'il le vouloit voir l'épée à la main. Le roi outré de cette insolence , dit à Barradas : *Vous ne regardez pas au lieu où vous êtes. Si je faisois ce que je dois , je vous enverrois à la Bastille , & vous ferois pratiquer mon édit des duels. Sortez.* Barradas obéit , & le même jour il reçut ordre de ne plus paroître à la cour. Sa place de favori fut occupée par le jeune Saint-Simon qui se conduisit avec plus de sagesse , quoique Bassompierre qui ne l'aimoit pas , ait affecté dans ses mémoires d'en parler avec mépris.

*Synode national des protestans
assemblés à Castres.*

Mercure François , t. 12.

Les huguenots avoient obtenu du roi la permission de tenir un synode national à Castres , par un brevet daté de Nantes le 24 Juillet 1626. & quatre jours auparavant le roi avoit nommé le sieur Galand conseiller d'état qui étoit lui-même protestant , pour assister à cette assemblée. L'ouverture s'en fit le 15 de Septembre. Elle eut ordre de procéder à la nomination de six députés , parmi lesquels le roi devoit en choisir deux , selon l'usage , pour résider habituellement auprès de sa personne pendant l'espace de trois ans. L'assemblée ayant fait sa nomination , le choix du roi tomba sur le sieur de Clermont d'Amboise marquis de Gallerande , & sur le sieur Bazin avocat à Blois.

Tout s'étoit passé dans ce synode avec beaucoup de tranquillité & de soumission pour les volontés du roi. On y défavoua par un acte authentique , les négociations faites avec les Espagnols pendant la guerre civile. Le decret du synode de Charenton tenu au mois de Septembre 1623. qui excluait les ministres des assemblées politiques , y fut confirmé. On leur fit défense de sortir du royaume sans permission du roi , & aux synodes d'envoyer aucuns ministres aux puissances.

Étrangères sans le consentement de sa majesté, & l'on finit la lettre qui fut écrite au roi par une promesse de demander pour lui à Dieu *une longue vie avec heureuse & nombreuse lignée, une maison bien établie, un empire bien assuré, un peuple obéissant, un conseil fidele, & des armées victorieuses de tous les ennemis de son autorité* : mais il s'en falloit beaucoup que tout le parti protestant fit des vœux sinceres pour procurer au roi de si grands avantages.

1626.

Le sieur Amelot intendant de justice à Poitiers, découvrit des émissaires cachés d'Angleterre & de la Rochelle, qui parcouroient les provinces pour inspirer aux protestans un esprit de révolte, & pour les disposer à recommencer la guerre. Le cardinal de son côté, pensoit sérieusement à les mettre hors d'état de troubler le royaume. Le rétablissement de la marine & le bon ordre des finances étoient des moyens absolument nécessaires pour y parvenir; il regardoit la charge d'amiral & celle de connétable comme des obstacles à ses desseins, par l'autorité qu'elles donnoient à ceux qui les possédoient, & par les appointemens considérables qui y étoient attachés; il engagea le roi à les supprimer. On avoit obligé le duc de Montmorenci à se démettre de la première, moyennant un million qui lui fut assigné sur l'hôtel de ville de Paris. Charles de Montmorenci duc de Damville son oncle, s'en étoit démis en sa faveur en 1612. Celle de connétable étant devenue vacante le 28 Septembre 1626. par la mort de monsieur de Lesdiguières fut pareillement supprimée, & au mois de Janvier de l'année suivante le roi publia un édit, qui ordonnoit la suppression de ces deux charges, comme onéreuses à l'état.

Hist. de Montmorenci.

Hist. général.
t. 7.

Assemblée des notables.

Le cardinal méditoit encore de plus grands changements, qu'il ne voulut pas entreprendre sans y être autorisé par une assemblée de notables. Elle fut convoquée pour les derniers jours du mois de Novembre 1626. elle devoit s'ouvrir le premier Decembre : mais il survint une difficulté pour la préséance entre le premier président de Bourdeaux & celui de Grenoble, qui obligea le roi d'en différer l'ouverture jusqu'au lendemain. Cette difficulté fut d'abord proposée chez monsieur le garde des sceaux, où les premiers présidens & les procureurs généraux des parlemens s'étoient assemblés. Il en

1626.

fit le rapport au roi, qui nomma les premiers présidens & les procureurs généraux des autres parlemens pour la résoudre. Ils s'assemblerent chez le premier président du parlement de Paris, & après avoir entendu les raisons du sieur Frere premier président de Grenoble, & celles du sieur de Gourgues premier président de Bourdeaux, apres avoir examiné les pieces que l'on produisoit de part & d'autre; il fut décidé que par provision les deux contendans auroient alternativement la préséance, & que celui de Bourdeaux l'auroit à la premiere séance.

On s'assembla le lendemain à midi dans la grande salle du palais des Tuileries. Le roi étoit assis sous un dais de velours violet, soutenu par quatre colonnes; la reine mere à côté de lui à gauche; le duc d'Orleans étoit à sa droite, mais plus bas & hors du dais. Le duc de Chevreuse grand chambellan étoit derriere le roi, & autour le comte de Trêmes capitaine des gardes, avec un grand nombre de seigneurs & de courtisans. Un peu plus loin à droite étoient assis sur une banquette à dossier couverte de drap d'or, les cardinaux de la Rochefoucault, de Richelieu, de la Valette, vêtus de leurs grandes chapes d'écarlate fourrées d'hermine. Au-dessous d'eux sur un autre banc, le maréchal de Schomberg avec les conseillers d'état; du même côté les maréchaux de France, les sieurs d'Herbaut, d'Oquerre & de Beauclerc secrétaires d'état, toujours découverts; le controlleur général & les intendans des finances qui furent pareillement toujours découverts. Ensuite les premiers présidens & les procureurs généraux des parlemens & des cours des aides.

A gauche, monsieur le garde des sceaux proche de l'estrade où étoit le throne du roi; quatre archevêques, & huit évêques; ensuite les premiers présidens, & les procureurs généraux des chambres des comptes de Paris, de Rouen, & de quelques autres villes.

Le différend que les ducs de Guise & de Nemours, & celui que quelques autres ducs avoient entr'eux pour le rang furent cause, qu'aucun des pairs laïcs ne vint à l'assemblée.

Lorsque chacun eut pris la place qui lui étoit destinée, le roi ouvrit la séance en disant: *Messieurs, je vous ai assemblés dans le dessein de remédier par vos avis aux désordres de cet état.*

Monsieur

Monsieur le garde des sceaux vous fera entendre plus ample-ment ma volonté. Alors le garde des sceaux s'étant levé, fit trois profondes révérences au roi; ensuite il se rassit, & il prononça un discours qui dura plus d'une demi-heure. Il commença par faire l'éloge du roi, & des saintes inspirations que Dieu lui avoit mises dans l'esprit pour le rétablissement de la grandeur de son royaume, & le soulagement de ses sujets. Après le préambule, qui fut assez long, il entra dans le détail des différens désordres de l'état, & des moyens que l'on pouvoit prendre pour y remédier. Il dit que les trois années de la guerre de 1620, 21 & 22 avoient consommé des sommes immenses, qu'il y avoit telle de ces années où la dépense étoit allée à quarante millions, que les revenus ordinaires de l'état ne montoient pas à plus de seize millions, & que chaque année on en dépensoit trente-six ou quarante. Il ajouta que le seul moyen de remédier à cet abus étoit de proportionner la recette à la dépense, ce qui ne se pouvoit faire que par l'augmentation de l'une, & par la diminution de l'autre, que l'on ne pouvoit diminuer la dépense sans faire beaucoup de retranchemens; que le roi seroit le premier à se retrancher dans sa maison pour donner l'exemple, qu'il avoit supprimé les charges de connétable & d'amiral, dont les appointemens ne montoient pas à moins de quatre cents mille livres par an; que sa majesté pensoit encore à faire d'autres retranchemens par la démolition des fortifications d'un grand nombre de places qui obligeoient à entretenir des garnisons, & souvent même à lever des armées dans les provinces au premier soulèvement, pour chasser de ces places les rebelles à qui elles servoient de retraites. Il ajouta, que le roi vouloit que l'on examinât l'état des dettes pour voir celles qui étoient légitimes, & pour retrancher celles qui ne l'étoient pas. Il déclara que l'intention de sa majesté étoit d'augmenter la recette par les moyens les plus doux, pour ne pas surcharger son peuple. Il en proposa quelques-uns tels que le rachat des domaines engagés à vil prix, & des droits aliénés sur le sel & sur les gabelles. Il passa ensuite à l'établissement du commerce, comme au meilleur moyen d'enrichir le peuple, & de rétablir l'honneur de la France. Il représenta que c'étoit une chose digne de compassion ou

1626.

*Discours du garde
des sceaux*

1626.

d'indignation, de voir la létargie où l'on étoit à cet égard en France depuis plusieurs années ; qu'à nos voisins nous assujettissoient à toutes les rigueurs de leurs loix, qu'ils mettoient le prix à nos denrées, & qu'ils nous obligeoient de prendre les leurs aux conditions qu'ils jugeoient à propos de nous imposer ; que les pirates infestoient nos mers & venoient quelquefois ravager nos côtes, & qu'ils emmenoient les sujets du roi captifs en Barbarie ; que nous étions d'autant plus blâmables, que nous avions dans le royaume toutes les commodités nécessaires pour nous rendre forts sur la mer, & que c'étoit nous qui les fournissions à nos voisins, telles que les grands bois & le fer pour la construction des vaisseaux ; les toiles & les chanvres pour les cordages, le vin, le cidre, la bière, le biscuit pour la nourriture des équipages. Il s'étendit beaucoup sur cet article, & il assura l'assemblée que sa majesté recevroit volontiers ses avis. Il parla enfin contre le péculat & les déprédations des officiers des finances, contre les soulèvemens, les révoltes, les conspirations, & l'insupportable facilité que l'on avoit à s'y engager. Après que le garde des sceaux eut fini, le maréchal de Schomberg prit la parole, & s'étendit sur les affaires de la guerre & sur les moyens de mettre le roi en état de la soutenir avec gloire. Il ajouta, que le dessein de sa majesté étoit d'entretenir trente mille hommes de troupes bien payées, & qu'il communiqueroit divers mémoires à l'assemblée sur les différentes voies que l'on pouvoit prendre pour fournir à cette dépense. Le cardinal de Richelieu ne parla qu'après le maréchal de Schomberg, il adressa d'abord la parole au roi en ces termes :

Du maréchal de Schomberg.

Du maréchal de Richelieu.

» Il n'est pas besoin à mon avis, sire, de représenter à cette cé-
 » lebre compagnie les grandes actions que votre majesté a fai-
 » tes depuis un an, tant parce que monsieur le garde des sceaux
 » s'en est fort dignement acquitté, que parce qu'elles parlent
 » d'elles-mêmes, & qu'il n'y a personne qui ne voye que Dieu
 » a voulu se servir de la piété, de la prudence, & du coura-
 » ge qu'il a mis en votre majesté pour faire en peu de temps
 » à l'avantage de cet état, ce que beaucoup estimoient impos-
 » sible en des siècles. Il n'est pas non plus besoin de leur faire
 » voir les grandes dépenses qui ont été causées par ces signa-
 » lées actions, parce que chacun fait qu'en matière d'état, les

« grands effets ne se font pas à peu de frais..... Ensuite se tournant vers l'assemblée ; il dit , qu'ils favoient tous avec quelle attention ces dépenses avoient été ménagées, & combien elles étoient nécessaires. « Les affaires , ajouta-t-il , sont maintenant , graces à Dieu , en assez bon état : mais on n'o-
 » seroit se promettre qu'elles y demeurent toujours , & il faut
 » droit n'avoir point de jugement pour ne pas connoître qu'il
 » les faut pousser plus avant. Il faut par nécessité ou laisser ce
 » royaume exposé aux entreprises , & aux mauvais desseins
 » de ceux qui en méditent tous les jours l'abaissement & la
 » ruine , ou trouver des moyens assurés pour l'en garantir.

Il montra que pour y parvenir , il falloit de nécessité ou diminuer les dépenses ordinaires de l'épargne , ou en augmenter les recettes , ou faire tous les deux ensemble.

Quant à la dépense , il représenta qu'il étoit impossible de toucher aux dépenses nécessaires de l'état , & que ce seroit un crime d'y penser ; qu'à l'égard des autres dépenses le roi avoit commencé à y pourvoir , que nul n'auroit sujet de se plaindre quand on regleroit les dépenses sur le même pié qu'elles étoient du temps du feu roi , & quand le roi même, *qui en tel cas est au-dessus des regles, voudroit servir d'exemple.*

Il loua la reine mere fort délicatement en disant au roi , qu'elle le supplioit de trouver bon qu'elle fît d'elle-même en cette occasion , ce que sa pieté envers elle ne lui permettroit pas seulement de penser ; c'est - à - dire , qu'elle se réduisît à moins de revenus qu'elle n'en avoit du temps du feu roi , étant vrai qu'elle n'avoit point amélioré sa condition pendant la minorité , quoiqu'elle eût augmenté celle de beaucoup d'autres pour le bien du service. Il fit ensuite remarquer à l'assemblée que par les retranchemens , on pourroit diminuer les dépenses de plus de trois millions , somme considérable en elle-même ; mais qui n'avoit aucune proportion avec les fonds qu'il falloit trouver pour égaler la recette à la dépense.

« Reste donc , dit-il , à augmenter les recettes non par
 » nouvelles impositions que les peuples ne sauroient plus por-
 » ter ; mais par des moyens innocens qui donnent lieu au roi
 » de continuer ce qu'il a commencé à pratiquer cette année,
 » en déchargeant ses sujets par la diminution des tailles.
 » Pour cet effet , il faut venir au rachat des domaines , des

1626.

» greffes , & autres droits engagés qui montent à plus de
 » vingt millions, comme à chose non-seulement utile , mais
 » juste & nécessaire. Il n'est pas question de retirer par auto-
 » rité ce dont les particuliers sont en possession de bonne foi ;
 » le plus grand gain que puissent faire les rois & les états est
 » de garder la foi publique, qui contient en soi un fonds iné-
 » puisable , puisqu'elle en fait toujours trouver. Si l'on vient
 » à bout de ce dessein , quand il sera question de résister à
 » quelque entreprise étrangère , à quelque rébellion intesti-
 » ne (si Dieu en permet encore pour nos péchés) quand il
 » sera question d'exécuter quelque dessein utile & glorieux
 » pour l'état , on ne perdra point l'occasion faute d'argent. Il
 » ne faudra plus avoir recours à des moyens extraordinaires ;
 » il ne faudra plus courtiser des partisans pour avoir de bons
 » avis d'eux & mettre la main dans leurs bourses , bien que
 » souvent elle ne soit pleine que des deniers du roi. On dira
 » volontiers , ajouta-t'il , & peut-être le penserois-je moi-
 » même ; qu'il est aisé de se proposer de si bons desseins , que
 » c'est chose agréable d'en parler , mais que l'exécution en est
 » difficile. Et cependant après y avoir bien pensé , j'ose dire
 » en la présence du roi , qu'il se peut trouver des expédiens
 » par lesquels dans six ans , on verra la fin & la perfection de
 » cet ouvrage. Le roi , messieurs , vous a assemblés expres-
 » sément pour les chercher , les trouver , les examiner , &
 » les résoudre avec vous.

En finissant son discours , qui dura une demi-heure , il dit que l'état n'avoit pas tant besoin de beaucoup d'ordonnances que de réelles exécutions , & que peu de *paroles & beaucoup d'effets* feroient connoître , & les bonnes intentions , & le jugement de ceux qui composoient l'assemblée.

Lorsque le cardinal eut cessé de parler , Nicolas de Verdun premier président du parlement de Paris se leva , tous les autres magistrats se leverent en même temps & se tinrent comme lui debout & découverts. Il fit l'éloge du feu roi , dont il dit que le roi régnant imitoit les vertus. Il remercia sa majesté de l'honneur qu'elle faisoit à l'assemblée , de la consulter sur les plus importantes affaires de son royaume ; il la supplia d'avoir égard aux remontrances qui lui seroient adressées , & il finit par demander à Dieu qu'il bénît le maria-

ge du roi , en faisant naître des héritiers de sa couronne.

Le roi étant résolu de ne plus assister aux assemblées, nomma le duc d'Orleans pour y présider à sa place. Dans celle qui se tint le 7 Decembre ; le maréchal de Schomberg présenta un projet de reglement pour remédier aux désordres qui se commettoient dans la levée , dans les passages , & dans le payement des troupes. Il y eut une dispute pour savoir , si l'on opineroit par têtes ou par corps , & il fut arrêté que l'on donneroit à chacun des trois ordres une copie du reglement proposé par le maréchal de Schomberg , & que l'on iroit trouver le roi pour le prier de juger la dispute qui s'étoit élevée sur la maniere dont on devoit donner & recueillir les suffrages.

1626.

Le roi décida , que dans les délibérations où il n'y auroit aucune contradiction , l'on opineroit par têtes , & dans les autres par corps. On examina dans les séances du mois de Decembre le reglement proposé par monsieur de Schomberg , & le 23 on y mit la dernière main. On lut ensuite les états de recette & de dépense , & dans la séance du 29 il fut arrêté , que le roi seroit très-humblement supplié de vouloir bien réduire les pensions à deux millions , ou même à moins , s'il étoit possible , & d'ordonner qu'elles ne fussent payées qu'à la fin de chaque année après les autres charges acquittées ; on avoit trouvé qu'elles étoient montées jusques à cinq , six , ou sept millions sept cents mille livres. On délibéra dans les séances suivantes sur la démolition des places fortes situées dans l'intérieur du royaume. Le 7 Janvier on nomma trois commissaires de chaque ordre pour dresser avec le cardinal de la Valette , un état des places dont les fortifications devoient être démolies , à la charge d'en faire le rapport à l'assemblée , qui donneroit ensuite tel avis au roi qu'elle jugeroit à propos. Le lendemain il fut résolu que le roi seroit supplié de faire démolir le château de Loudun & quelques autres places en Poitou. On examina jusqu'au 19 celles qui devoient être rasées en Provence & en Dauphiné.

1627.

Le 11 le cardinal de Richelieu vint à l'assemblée , il se plaça auprès de monsieur le duc d'Orleans au-dessus du cardinal de la Valette , & il fit lire un mémoire contenant treize

articlés, sur lesquels le roi vouloit avoir l'avis de l'assemblée, il expliqua lui-même chacun de ces articles avec beaucoup de netteté. Ensuite le marquis d'Effiat sur-intendant des finances en fit lire un autre beaucoup plus étendu, sur les dettes de l'état & sur les moyens de les acquitter.

Le premier article du memoire présenté par le cardinal de Richelieu, contenoit la modération des peines établies contre les criminels d'état; on proposoit de les réduire à la seule privation des dignités & des charges, après la seconde désobéissance. Le cardinal qui passoit déjà pour un homme sanguinaire depuis le supplice du comte de Chalais, ne mit peut-être cet article à la tête de son mémoire, que pour persuader à toute la France qu'il n'avoit pas tenu à lui que les peines portées contre les criminels d'état ne fussent adoucies. Il ne lui étoit pas difficile de prévoir que les magistrats ne passeroient jamais un article si contraire aux loix & à la jurisprudence du royaume, & plusieurs crurent qu'il ne le proposa que pour le voir unanimement rejeté. Il le fut en effet, l'assemblée décida que le roi seroit supplié de faire observer les anciennes ordonnances, & qu'à l'égard de ceux qui prendroient les armes contre sa majesté, ils seroient privés de leurs charges sur la simple notoriété du fait, & que lorsqu'ils en auroient été convaincus par des preuves juridiques, ils seroient punis de mort, & leurs biens confisqués.

Le cardinal proposoit encore dans son mémoire, d'interdire toute communication avec les ambassadeurs & les envoyés des princes étrangers, sans une permission expresse du roi. Cet article qui avoit déjà été approuvé dans l'assemblée de Rouen, fut confirmé dans celle-ci avec cette clause, *sans distinction d'ambassadeurs de qui que ce soit*, contre ceux qui vouloient que le nonce du pape fût excepté. Les prélats prétendoient qu'il ne devoit pas être compris dans la défense, & pour témoigner leur mécontentement, ils s'absenterent de la séance du 22 Janvier; mais ils assistèrent à celle du 23.

Les opinions furent fort partagées sur l'article du rachat des domaines. Enfin après plusieurs contestations, il fut décidé que tous les domaines du roi seroient rachetés & réunis à la couronne, à condition que la rente en seroit constituée

aux acquéreurs au denier quatorze dans la Normandie, & au denier seize dans tout le reste du royaume, en attendant qu'ils fussent remboursés.

1627.

On fit divers reglemens contre les auteurs des libelles séditieux, contre les concussionnaires, contre ceux qui feroient des amas d'armes & de munitions de guerre sans permission du roi. On parla beaucoup contre les financiers; on proposa divers moyens de faire des recherches plus exactes de ceux qui se trouveroient coupables du crime de péculat: mais il fut résolu que l'on s'en tiendrait aux anciennes ordonnances. On trouva par l'examen des dettes de l'état, que le roi devoit cinquante-deux millions: mais il étoit plus facile de vérifier une dette si considérable, que de trouver les sommes nécessaires pour l'acquitter. On se flatta que le rachat du domaine, la suppression de divers offices; & d'une infinité de dépenses inutiles, pourroit mettre le roi en état de se libérer.

Le 6 de Fevrier, on approuva la résolution prise par le roi, d'avoir une marine qui le rendît assez fort sur la mer pour en disputer l'empire aux puissances voisines, de proportionner les impositions qu'il avoit droit de mettre sur les denrées & les marchandises qui sortiroient de France, à celles que les princes étrangers mettoient sur les leurs; enfin, d'établir une compagnie de commerce semblable à celle de Hollande. On régla qu'il y auroit deux mille hommes de cavalerie & dix-huit mille d'infanterie répandus dans les provinces, & que les deux tiers de la dépense nécessaire pour leur entretien seroient payés par le roi, & le tiers par les provinces; que les officiers qui dépendoient immédiatement des grands officiers de la couronne seroient nommés par le roi, & que leurs gages & leurs appointemens seroient arrêtés au conseil de sa majesté. L'assemblée finit le 24 Fevrier.

Le 10 du même mois, la noblesse avoit fait des demandes particulieres au roi par une requête que le maréchal de la Force lui présenta. Elle contenoit divers articles, & entre autres; 1°. que le tiers des bénéfices du royaume fût affecté aux seuls gentilshommes; qu'on abolit la venalité des gouvernemens, des emplois militaires & des charges considérables de la maison du roi, ainsi que les survivances qui les rendoient héréditaires, & que toutes ces places ne pussent

1627.

être occupées que par des gentilshommes ; 2°. que l'on retranchât le nombre excessif des collèges, & que l'on établit à leurs places dans les villes métropolitaines des écoles militaires, où les enfans des pauvres gentilshommes seroient élevés depuis l'âge de douze ans jusqu'à dix-sept. On ne demandoit que deux mille écus de rente pour l'entretien de chacune de ces écoles ; 3°. qu'il plût à sa majesté d'instituer un ordre nouveau de chevalerie, sous le nom & titre de saint Louis, auquel on attacherait des commanderies, dont la moindre seroit de cinq cents livres, & la plus haute de six mille livres de rente à prendre avec le consentement du pape sur les bénéfices vacans, à proportion de leurs revenus. Il paroît que cette requête ne fût présentée au roi qu'au nom de la noblesse, & qu'elle ne fut point appuyée du suffrage de l'assemblée.

La charge d'amiral ayant été supprimée, le roi créa en faveur du cardinal de Richelieu, la charge de *grand maître, chef, & sur-intendant général de la navigation & du commerce de France*, dont les pouvoirs énoncés dans ses provisions étoient beaucoup plus étendus que ceux de l'amiral, puisque le roi lui donnoit une autorité pleine & entière sur tout ce qui avoit rapport au commerce & à la navigation.

Le roi par d'autres lettres patentes datées du 15 Mars, & enregistrées le 18, avoit ordonné que » le cardinal de Richelieu, principal ministre de son conseil d'état auroit entrée, » voix & opinion délibérative dans le parlement aux assemblées des chambres aux jours de conseil & aux plaidoiries, » & qu'il prendroit séance du côté des pairs au même rang » qu'il avoit dans le conseil d'état. « Quatre jours après l'enregistrement de ces lettres, le cardinal se rendit au parlement, avec une suite nombreuse de prélats & de courtisans pour y prendre possession du rang qui lui étoit accordé. Il n'y fut pas reçu par le premier président de Verdun qui étoit mort le 16, & dont la place fut donnée environ six mois après au président d'Haqueville qui en prêta serment au mois de Septembre.

Mercurie François, t. 14. pag. 129.

Le cardinal commençoit à jouir des émolumens & des prérogatives que le roi avoit attachés à la charge de sur-intendant de la navigation, lorsque deux caravaques Portugaises qui venoient des Indes richement chargées firent naufrage dans la mer de Guienne. Le duc d'Epernon prétendit

tendit que les débris jetés par les flots sur la côte de Medoc lui appartenoient. Le cardinal de son côté les revendiquoit par le droit que lui donnoit sa charge de sur-intendant. Le sieur Fortia jeune maître des requêtes fut envoyé à Bourdeaux, pour représenter au duc d'Épernon le droit du cardinal : mais le duc résolu de soutenir le sien, produisit des titres de plus de trois cents ans, & il envoya le sieur du Plessis à la cour pour supplier le roi de faire juger l'affaire au parlement de Paris. Fortia voyant qu'il ne pouvoit réussir à le persuader, se dégoûta de sa commission, & pria le cardinal de le rappeler. Richelieu qui ne vouloit pas lâcher prise, envoya le sieur Servien maître des Requêtes à Bourdeaux, pour examiner de nouveau les titres du duc d'Épernon, & pour l'engager à se désister de ses prétentions. Servien fut plus habile ou plus heureux que son prédécesseur; il déterminâ le duc d'Épernon à céder au cardinal une partie de ces débris qui avoient été mis en sequestre chez un riche bourgeois de Bourdeaux, & il y a lieu de croire que le duc d'Épernon ne se seroit pas relâché avec tant de facilité, s'il eût cru pouvoir sortir avec honneur de cette affaire : mais Servien lui fit sentir que ses raisons seroient toujours trop foibles contre le crédit tout-puissant d'un ministre absolu.

Le cardinal cherchoit moins alors à s'enrichir par ces sortes de profits, qu'à s'en servir pour avoir une marine capable de résister à celle des Anglois. Il fit vendre les effets échappés au naufrage des deux carques Portugaises, & il en tira deux cents mille francs qu'il envoya au trésorier de l'épargne.

Dès l'année précédente, le roi d'Angleterre avoit armé une puissante flotte qui porta la terreur sur les côtes d'Espagne, elle étoit ensuite revenue dans les ports d'Angleterre sans avoir fait aucun exploit considérable : mais le cardinal ne doutoit pas qu'elle ne fût incessamment employée contre la France, & il prévint que les Anglois commenceroient par attaquer l'isle de Rhé, pour dégager la ville de la Rochelle qui étoit toujours d'intelligence avec eux.

Dès le 15 d'Octobre de l'année 1626. le roi avoit averti le sieur de Toiras de se tenir sur ses gardes, que la flotte d'Angleterre avoit levé l'ancre, qu'elle pourroit bien prendre sa rou-

1627.

Vie d'Épernon, t. 3.

Vie du maréchal de Toiras, l. 1. ch. 11.

Lettre du roi au sieur de Toiras du 15 Octobre.

1627.

Lettre du cardinal de Richelieu, datée de Pontreuve le 23 Octobre 1626.

Lettre du 2 Novembre.

te du côté de la Rochelle , & qu'il ne pouvoit apporter trop de soins & de diligence pour conserver l'isle de Rhé & le Fort-Louis, contre toutes les entreprises que les ennemis y pourroient tenter. Huit jours après , le cardinal lui écrivit une lettre conçue en ces termes :

» Monsieur, vous savez que les Anglois ont pris pour un million d'or de vaisseaux marchands Normans. Il y a apparence qu'après avoir fait cette extravagance , ils n'en demeureront pas là , s'ils peuvent , & les huguenots se préparent à les seconder. Je vous envoie un mémoire que j'en voye au roi , de ce que je juge qu'ils peuvent entreprendre , & des remèdes qu'il y faut apporter . On fut quelque temps après , que la flotte d'Angleterre étoit rentrée dans ses ports. Le roi l'écrivit à Toiras , & lui ordonna de renvoyer tous les gentilshommes qui étoient venus à son secours : mais quoique la guerre ne fût pas encore déclarée entre les deux couronnes , les Anglois ne laissoient pas de continuer leurs hostilités , & d'enlever tous les vaisseaux François qu'ils pouvoient rencontrer. Ils se proposoient de venir attaquer la France par trois endroits différens , & le fils de mylord Montaignu fut chargé de négocier avec le duc de Savoye , le duc de Lorraine & le duc de Rohan , pour les engager à faire de leur côté une puissante diversion , afin de mettre le roi dans la nécessité de diviser ses forces. Tous ces projets n'étoient pas inconnus au cardinal de Richelieu , qui travailloit sans cesse à se mettre en état de les faire échouer : mais comme il falloit créer pour ainsi dire une marine nouvelle , ses soins ne pouvoient avoir un effet aussi prompt qu'il le desiroit. Il rechercha l'alliance de l'Espagne , dont la marine étoit alors plus considérable que celle de France. Il conclut un traité avec cette couronne par lequel le roi catholique promettoit, d'attaquer l'Irlande & l'Angleterre avec une flotte de cinquante vaisseaux , & la France de son côté s'engageoit à en fournir vingt-cinq pour faire une diversion du côté de l'isle de Wigt , dès que celle d'Espagne seroit entrée dans la Manche : mais on s'aperçut dans la suite que les Espagnols ne traitoient pas sincèrement , & qu'ils ne souhaitoient pas moins que les Anglois le triomphe du parti huguenot , & l'abaissement de la puissance royale armée pour le détruire ; aussi le

cardinal ne prétendoit-il pas faire dépendre le succès de ses entreprises des secours que lui fourniroient les Espagnols, il vouloit que le roi ne cherchât de ressources que dans ses propres forces.

1627.

Les affaires de la guerre n'occupoient pas tellement ce ministre, qu'il ne donnât une grande partie de son attention au gouvernement intérieur du royaume. Il avoit dessein d'arrêter la fureur des duels, qui malgré les édits publics pour les défendre, devenoient tous les jours plus fréquens. François de Montmorenci comte de Bouteville, s'étoit rendu célèbre dans ces sortes de combats.

Duels du comte de Bouteville.

En 1624. il s'étoit battu le jour de Pâques contre le comte de Pontgibaut de la maison du Lude, neveu de monsieur de Schomberg. Bouteville avoit pour second, le baron de Chantal qui se battit contre des Salles second de Pontgibaut, leurs amis communs les séparèrent: mais le parlement ayant pris connoissance de cette affaire, les condamna tous quatre à être pendus en effigie par arrêt du 25 Avril 1624. leurs laquais soutenus de quelques cavaliers, vinrent briser pendant la nuit la potence plantée dans la place de greve, & enlevèrent le tableau qui y étoit attaché. Le parlement informé de cet attentat par la plainte du procureur général, ordonna par un second arrêt, que la potence seroit remise au même endroit avec un nouveau tableau, & que les deux arrêts seroient publiés à son de trompe dans les carrefours de Paris. Les coupables avoient disparu, & le comte de Bouteville étoit parti dans un carosse à six chevaux, accompagné de deux cents hommes armés pour écarter les officiers de la justice.

Mercurie François, t. 10. p. 384.

En 1626. Bouteville eut une autre querelle avec Torigny, qui fût vidée par un combat de trois contre trois, dans lequel Torigny & son écuyer demeurèrent sur la place. Il se battit encore au commencement de l'année suivante contre la Frette, entre Poissy & Saint-Germain, & sachant qu'on le poursuivoit, il prit le parti de se retirer en Flandre avec le comte des Chappelles, son parent & son ami; ils furent recommandés à l'Infante archiduchesse des Pays-bas par une demoiselle de Montmorenci qu'elle aimoit particulièrement, & cette princesse leur donna mille marques de bonté.

Mercurie François, t. 12.

Y y ij

1627.

Le marquis de Beuvron ayant appris que Bouteville étoit à Bruxelles, s'y rendit en poste avec son écuyer, nommé Buquet, pour venger la mort de Torigny. Ils y arrivèrent le dernier jour de Janvier de l'année suivante sur les huit heures du soir en habits déguisés; mais ils furent reconnus & arrêtés dans une hôtellerie où l'on leur donna des gardes.

Le roi ayant été informé de leur départ & de leur dessein, écrivit à l'archiduchesse pour la prier de les empêcher de se battre, & d'accommoder leur différend s'il étoit possible. L'archiduchesse parla d'abord au comte de Bouteville, & lui déclara qu'elle seroit extrêmement inquiète & affligée, si elle apprenoit qu'il se fût battu en duel dans son gouvernement; il lui protesta qu'après les bontés dont elle l'avoit honoré, il aimeroit mieux mourir que de lui causer le moindre déplaisir, & qu'il ne lui arriveroit jamais de se battre tant qu'il seroit sur les terres de son altesse. L'Infante ordonna au marquis de Spinola, de raccommode Bouteville avec Beuvron. Le 2 Fevrier le marquis invita Bouteville, des Chappelles & Beuvron à venir dîner chez lui, avec l'ambassadeur de France, & un grand nombre de seigneurs & de gentilshommes François, Espagnols & Flamands. Là ils s'embrassèrent, & promirent réciproquement de ne plus parler de la querelle qu'ils avoient entre eux; mais Beuvron s'étant approché de des Chappelles, lui dit tout bas, qu'il ne seroit jamais content qu'il n'eût vu Bouteville l'épée à la main, & il alla ensuite déclarer la même chose à Bouteville. Ainsi leur accommodement ne fut qu'une pure cérémonie par laquelle leur combat fut seulement différé: mais comme Bouteville avoit promis à l'Infante, qu'il ne se battrait jamais dans les terres de sa domination, il prit le parti de passer en Lorraine avec des Chappelles. Là ils reçurent jusques à huit lettres de Beuvron, qui leur mandoit, qu'il lui étoit impossible de sortir de Paris, parce qu'il y étoit trop veillé; & qu'ils lui feroient plaisir de s'en approcher; la proposition n'étoit pas raisonnable, parce que Bouteville & des Chappelles avoient lieu de croire, qu'ils seroient arrêtés aussi-tôt qu'ils auroient mis le pié sur les terres de France, & ils s'imaginèrent que Beuvron vouloit leur tendre un piège, & qu'il n'avoit aucune envie de se battre. Des Chappelles lui écrivit même qu'il ne

croioit pas qu'il eût aucun desir de mettre l'épée à la main, & qu'il ne commenceroit à le croire que quand il le verroit. Bouteville engagea l'archiduchesse à demander pour lui au roi des lettres d'abolition : mais le roi ayant pris l'avis de son conseil, répondit à cette princesse, que sa conscience ne lui permettoit pas d'accorder une pareille grace au comte de Bouteville, & que tout ce qu'il pouvoit promettre, c'étoit de ne le pas faire chercher fort exactement quand il seroit dans le royaume : mais qu'il se gardât bien de venir à la cour où à Paris. Bouteville fut vivement piqué de ce refus, & l'on prétend qu'ayant appris la réponse du roi, il ne put s'empêcher de dire ; puisque *l'on m'a refusé une abolition, j'irai me battre incessamment à Paris dans la place royale.* Il partit en effet avec des Chappelles, & ils arriverent à Paris le 10 de Mai. Le lendemain, ils firent avertir Beuvron de leur arrivée. Bouteville lui donna un rendez-vous à la place royale sur les neuf heures du soir, afin de convenir ensemble du lieu & de l'heure du combat. Beuvron s'y rendit, & il trouva Bouteville qui l'attendoit. Il lui proposa de vuidier leur querelle sur le champ sans y faire entrer leurs amis : *Non*, répondit Bouteville, *je veux que le soleil soit témoin de mes actions, & d'ailleurs je me suis engagé à deux de mes amis qui veulent être de la partie, & si je leur manquois de parole, il faudroit me battre contre eux ; l'un est le comte des Chappelles, & l'autre est la Berthe ; nous nous trouverons demain ici sur les deux ou trois heures après midi. Adieu, monsieur, ne manquez pas d'y amener deux de vos amis.* Ils se séparèrent, & Beuvron alla trouver Buffy-d'Amboise qui logeoit chez le président de Mesme, que sa mere avoit épousé en secondes nœces. Il étoit malade depuis dix ou douze jours, il avoit eu cinq accès de fièvre, on l'avoit saigné trois fois du bras, & le jour même il avoit été saigné du pié. Beuvron lui dit, qu'il devoit se battre le lendemain contre Bouteville, qui auroit pour seconds le comte des Chappelles & la Berthe, qu'il n'ignoroit pas le desir que Buffy-d'Amboise avoit depuis long-temps, de voir des Chappelles l'épée à la main, & qu'il étoit bien fâché que sa maladie ne lui permît pas de profiter de l'occasion qui se présentoit : *Pardonnez-moi, mon-*

1627.

sieur, reprit Buffy-d'Amboise, quand j'aurois la mort entre les dents, je veux être du combat.

Le 12 de Mai, veille de l'Ascension, ils se rendirent tous en carosse dans la place royale à deux heures après midi. Ils étoient convenus de se battre, à l'épée & au poignard. Bouteville & Beuvron, après s'être portés quelques coups sans se faire aucun mal, jetterent leur épée à terre, & se prirent l'un & l'autre au collet, en levant chacun leurs poignards en l'air, sans se frapper. On dit que Bouteville dit à Beuvron ; *allons séparer nos amis, notre combat est gaillard, & qu'ils se demanderent réciproquement la vie.* Pendant ce temps-là, des Chappelles tua Buffy-d'Amboise d'un coup d'épée, & la Berthe fut blessé dangereusement par Buquet écuyer de Beuvron. Le cocher de Buffy-d'Amboise voyant son maître étendu par terre, vint le relever, & l'ayant mis dans son carosse, il le conduisit chez le comte de Maugiron, où il expira entre les mains d'un Minime de la place royale, sans pouvoir dire une seule parole : mais avant que de rendre le dernier soupir, il levoit de temps en temps les yeux au ciel & joignoit les mains. Beuvron se retira dans une maison de la place royale pour attendre son carosse qui n'étoit pas éloigné, & il se sauva promptement en Angleterre avec Buquet son écuyer. Bouteville & des Chappelles monterent à cheval dans la maison du baron de Chantal. Ils allerent à l'hôtel de Mayenne pour voir panser la Berthe, & ils rencontrèrent Beuvron en chemin. Ils lui demanderent s'il avoit encore quelque chose à leur dire : il répondit, que non, & il continua sa route. Quelqu'un vint les avertir que le roi étoit à Paris, & qu'ils ne devoient pas différer d'en sortir, ce qui ne les empêcha pas d'entrer à l'hôtel de Mayenne ; ils n'y resterent que fort peu de temps, & ils coururent droit à Meaux où ils quitterent leurs chevaux pour prendre la poste, dans le dessein de se retirer en Lorraine : mais ils eurent l'imprudence de s'arrêter à Vitry-le-Brûlé pour y passer la nuit.

*Bouteville &
des Chappelles
sont arrêtés.*

La présidente de Mesme n'eut pas plutôt appris la mort de son fils, qu'elle fit partir en diligence deux gentilshommes pour aller en Champagne, afin d'empêcher que la comtesse de Vignory, tante de Buffy-d'Amboise, ne s'emparât des ter-

res & des châteaux qu'il avoit dans cette province. Ces deux gentilshommes étant arrivés à Château-Thierry, furent par un postillon, que le comte de Bouteville & le comte des Chappelles venoient de passer. Ils les suivirent jusqu'à Vitry-le-Brûlé, où l'on leur dit, qu'ils étoient dans l'auberge, & qu'ils venoient de se mettre au lit. Un de ces gentilshommes fut aussi-tôt avertir le prevôt de la maréchaussée de Vitry-le-François, que l'on nomme aussi Vitry en Partois, qui n'est qu'à une demi lieue de Vitry-le-Brûlé. Buffy-d'Amboise avoit eu le gouvernement de Vitry en Partois, ses terres étoient situées dans le voisinage, & tous les habitans du pays lui étoient fort attachés. Le prevôt & le peuple même faillirent avidement l'occasion qui se présentoit de venger sa mort.

1627.

Le prevôt monte à cheval avec ses archers, & il se rend à Vitry-le-Brûlé, accompagné de plusieurs gentilshommes & de quelques bourgeois. Le jour commençant à paroître, il oblige la servante de l'auberge d'ouvrir, sans faire de bruit, la chambre, où Bouteville & des Chappelles étoient couchés, & d'y entrer la première; le prevôt y entre après elle, & il commence par se saisir de leurs épées, ensuite il leur déclare qu'il les fait prisonniers de la part du roi, & qu'il a ordre de les conduire à Vitry-le-François: *Vous nous prenez pour d'autres*, dit le comte des Chappelles, *prenez garde à ce que vous faites, nous sommes des gens de qualité, qui passons notre chemin.* Allons, lui dit Bouteville, *il ne faut pas tant faire le doucet, nous en serons quittes pour un seul coup.* On les fit aller à pié jusqu'à Vitry-le-François, où ils furent mis tous deux en prison dans une même chambre.

Les deux gentilshommes de la présidente de Mesme ayant envoyé un courrier au roi & au cardinal, pour les avertir de la prise de ces deux seigneurs; le roi qui les avoit fait chercher inutilement au château de Precy, qui appartenoit au comte de Bouteville, ordonna au sieur de Gordes capitaine des gardes, de les aller prendre, & de les amener à Paris avec une nombreuse escorte. Ils y arrivèrent le 31 de Mai à deux heures du matin, & ils furent mis à la Bastille. Le même jour le parlement eut ordre de travailler à leur procès; ils furent interrogés le lendemain premier de Juin, par les sieurs Deslandes & Boucher conseillers de la grand'cham-

On leur fait leur procès.

1627.

bre; Bouteville avoua tous les faits sans difficulté. Des Chappelles nia tout jusqu'à dire, qu'il ne savoit où étoit la place royale, & qu'il ne connoissoit point le marquis de Buffy-d'Amboise. Le 2 Juin, le nommé Vincent le Roy fut créé curateur à la mémoire de messire Henri de Buffy-d'Amboise. On interrogea les témoins nommés dans l'information qui avoit été faite après le combat, par un commissaire du châtelet. Le 3 l'on permit à l'évêque de Nantes d'aller voir les deux prisonniers à la Bastille aussi souvent qu'il lui plairoit, pour les exhorter à penser à leur salut; c'étoit le jour de la fête-Dieu. Elisabeth de Vienne comtesse de Bouteville vint se jeter aux piés du roi, lorsqu'il sortoit de la Messe où il avoit communie; elle le conjura par tout ce que la religion a de plus sacré, d'épargner le sang de son mari; il la regarda sans lui répondre un seul mot, & continuant à marcher, il dit à ceux qui l'accompagnoient, *la femme me fait pitié: mais je veux & dois conserver mon autorité.*

Tous les parens & amis des accusés eurent permission de voir & de solliciter les juges. La comtesse de Vignory tante de Buffy-d'Amboise, présenta une requête au parlement pour être reçue à faire informer de l'assassinat commis en la personne de son neveu; il fut dit que la requête seroit jointe au procès. Le 5 de Juin on confronta au comte de Bouteville tous les témoins qui l'avoient chargé, & ceux même que l'on avoit fait venir de Poissy pour avoir des preuves du duel où il s'étoit battu contre le sieur de la Frette: mais lorsqu'on voulut confronter au comte des Chappelles les témoins qui le chargeoient, il dit aux commissaires, qu'il ne pouvoit répondre, & qu'il verroit un autre jour s'il leur répondroit. Le 9 les commissaires retournerent à la Bastille pour achever la confrontation, & lorsqu'on présentoit les témoins au comte des Chappelles, il leur disoit, qu'ils venoient déposer contre lui, parce que ses laquais leur avoient donné des coups de bâton. Le 14 la comtesse de Bouteville, assistée de la princesse de Condé, des duchesses de Montmorenci & d'Angoulême, du cardinal de la Valette & du comte d'Alais, présenterent une requête au parlement pour récuser une partie des juges, dans la seule vûe de gagner du temps; mais la requête fut rejetée. Les parens des deux accusés en présenterent une autre au conseil, pour demander que

que l'affaire y fut évoquée ; le conseil décida que la requête seroit rendue, n'y ayant lieu à l'évocation. Le prince de Condé & le duc de Montmorenci qui étoient alors dans leurs gouvernemens, écrivirent au roi les lettres les plus pressantes & les plus respectueuses, pour lui demander la grace de leur cousin de Bouteville : mais tout fut inutile, l'évêque de Nantes qui alloit voir tous les jours les deux prisonniers à la Bastille, leur apporta des plumes, de l'encre & du papier, & les engagea à écrire chacun au cardinal de Richelieu une lettre, qu'il se chargea de lui présenter. Le cardinal après avoir lû les deux lettres, demanda à l'évêque de Nantes ou ils avoient pris des plumes, de l'encre, & du papier pour écrire : *C'est moi, monsieur*, dit l'évêque, *qui leur en ai donné*. Alors le cardinal lui dit, qu'il ne pouvoit en conscience parler pour eux, parce qu'il avoit travaillé lui-même au dernier édit contre les duels.

Le 21 de Juin, les deux prisonniers furent transferés de la Bastille à la conciergerie. La princesse de Condé trouva moyen de parler un instant au comte de Bouteville dans la cour du palais : *Mon cousin*, lui dit-elle, *le roi est miséricordieux, ayez confiance en sa bonté*. Bouteville se contenta de la saluer, sans lui rien répondre. Le même jour ils furent interrogés sur la sellette. Bouteville répondit aux questions qu'on lui fit, en disant simplement, oui ou non, & à la fin il dit, que sa vie étant chargée de crimes, sa mort effaceroit tout ce qu'on pouvoit dire de lui. Des Chappelles fit une harangue pour prier les juges de le condamner à la mort, & de sauver la vie au comte de Bouteville, qu'il dit être beaucoup moins coupable que lui ; ensuite on alla aux opinions, & les juges ne sortirent de la chambre qu'à une heure après midi. L'arrêt qui fut prononcé, déclaroit François de Montmorenci comte de Bouteville, & François de Rosmadec comte des Chappelles, criminels de lèse-majesté, & les condamnoit à avoir la tête tranchée dans la place de greve. Par le même arrêt, Beuvron, la Frette & Buquet, tous trois absens & contumaces, devoient être décapités en effigie : mais il fut arrêté que l'exécution de l'arrêt seroit sursise jusques au lendemain. Le marquis de Fourilles capitaine d'une des compagnies du régiment des gardes, qui avoit conduit les deux prisonniers

1627.

à la conciergerie , fut chargé d'aller apprendre au roi l'arrêt qui venoit d'être prononcé , & de lui dire que la cour en avoit sursis l'exécution jusqu'au lendemain. Le roi en parut fâché , & demanda au marquis de Fourilles , si c'étoit la coutume ; Fourilles répondit , qu'il n'en savoit rien. Alors le roi lui commanda de retourner à la conciergerie pour y veiller à la garde des deux prisonniers , & de lui envoyer le chevalier du Guet , qui lui expliqua les raisons de cette surséance. On avoit dit à Bouteville , que l'on viendrait lui prononcer son arrêt à onze heures du matin ; quand il vit le jour entier s'écouler sans qu'on lui parlât de cet arrêt , il s'imagina que le roi avoit enfin accordé sa grace aux sollicitations de sa famille. Il parut assez tranquille pendant toute la soirée ; il s'amusa même à voir jouer les gardes qui étoient dans sa chambre , & à dire son avis sur le jeu. On remarqua ensuite , que s'étant couché d'assez bonne heure , il avoit dormi profondément pendant toute la nuit. Des Chappelles n'y fut pas trompé , & il ne songea qu'à se préparer à la mort. Le lendemain 22 de Juin sur les onze heures du matin , un guichetier vint dire au comte de Bouteville , qu'il falloit descendre à la Chapelle ; il se fâcha , & malgré son dépit , ce guichetier lui ayant demandé une petite bague qu'il avoit au doigt , il la lui donna. Le guichetier voulut encore avoir ses gands , Bouteville se mit en colere , & les jeta par la fenêtre. Des Chappelles parut plus tranquille , lorsqu'on le vint chercher. Ils se rendirent tous deux à la Chapelle , où ils entendirent la lecture de leur arrêt. Ils apperçurent l'évêque de Nantes qui les attendoit avec trois ecclésiastiques , chargés de les assister à la mort.

La comtesse de Bouteville résolue de faire un dernier effort pour sauver la vie à son mari , se rendit au Louvre , accompagnée de la princesse de Condé , & des duchesses de Montmorenci , d'Angoulême & de Ventadour. Le duc d'Angoulême dit au roi , que la princesse de Condé demandoit à lui parler , & le supplia de vouloir bien lui donner un moment d'audience. Le roi répondit , qu'elle n'avoit qu'à se rendre dans la chambre de la reine , où il alloit entrer dans l'instant. Il y vint , & la princesse de Condé se jettant à ses genoux , ainsi que les trois duchesses , & la comtesse de Bou-

teville, demanda grace pour les deux coupables qui avoient été condamnés la veille. La comtesse de Bouteville s'évanouit en ce moment, & l'on fut obligé d'aller chercher du vin pour la faire revenir. Le roi parut s'attendrir à ce spectacle : mais sa fermeté, ou si l'on veut sa sévérité naturelle, ne l'abandonna pas. Il dit à la princesse de Condé, *leur perte m'est aussi sensible qu'à vous : mais ma conscience me défend de leur pardonner.* Dès le matin, le Chevalier du guet étoit venu prendre ses ordres pour l'exécution, & il avoit nommé lui-même les compagnies du régiment des gardes qui devoient être autour de l'échaffaut, & celles qu'il vouloit que l'on plaçât à l'entrée des rues qui aboutissoient à la greve. Le Chevalier du guet lui demanda ce qu'il feroit en cas que l'on vint à crier grace : *Prenez, lui dit-il, & arrêtez ceux qui crieront grace, & les emprisonnés : mais si du Hallier ou de Gordes y vont, obéissez à leur commandement ; & si d'autres qu'eux vont crier grace, arrêtez-les prisonniers, & faites parachever l'exécution.* Ensuite il lui ordonna de rendre les corps & les têtes des deux criminels à ceux qui viendroient les demander pour les mettre dans un carosse, & de ne pas souffrir que l'on les dépouillât, avant ni après leur mort.

Au sortir du Louvre, la princesse de Condé & les dames qui l'accompagnoient, emmenerent la comtesse de Bouteville au château de Grosbois, qui appartenoit au duc d'Angoulême. La comtesse accoucha peu de temps après d'un fils posthume, qui fut dans la suite le fameux maréchal de Luxembourg.

Le 22 Juin, à cinq heures du soir, on vit arriver à la greve, les comtes de Bouteville & des Chappelles, tous deux sur la même charrette, les mains liées. L'évêque de Nantes étoit auprès d'eux avec trois ecclésiastiques, & tous gardoient un profond silence. Bouteville fut exécuté le premier, des Chappelles étoit resté sur la charrette, le dos tourné à l'échaffaut. Lorsqu'il entendit tomber la tête de son ami, il dit : *Mon cousin est mort, prions Dieu pour son ame.* Il monta ensuite sur l'échaffaut, & voyant le corps de Bouteville, il demanda à l'exécuteur si c'étoit-là le corps de son cousin. L'exécuteur lui ayant répondu ; *oui, monsieur,* il dit encore, *prions Dieu pour lui,* & il se mit à genoux pour faire une courte

1627.

prière, après laquelle il se releva, & se remit ensuite à genoux pour recevoir le coup de la mort. Ils moururent tous deux avec beaucoup de constance, sans vouloir qu'on leur bandât les yeux.

Mort de la duchesse d'Orléans.

Le 29 Mai, deux jours avant qu'on les mît à la Bastille; la duchesse d'Orléans étoit accouchée d'une fille, qui a été connue sous le nom de Mademoiselle; la naissance de cet enfant devint funeste à sa mere, qui mourut le 4 Juin à dix heures du matin.

Lettre du roi
du 25.
Mercure Fran-
çois t. 12. n. 122.

Le 25 du même mois, le roi envoya au duc de Montmorenci qui étoit en Languedoc, un gentilhomme nommé la Saludie, avec une lettre en réponse à celle que le duc lui avoit écrite, pour lui demander la grace du comte de Bouteville. Le roi protestoît dans sa lettre, « qu'il chérissoit la » personne du duc de Montmorenci, & qu'il considéroit sa » maison comme une des plus anciennes & des plus illustres » de son royaume, qu'il avoit été sensible au malheur de feu » Bouteville : mais qu'il s'étoit crû obligé de surmonter ses » propres sentimens pour ne point attirer le courroux de Dieu » sur sa tête, en violant les sermens qu'il avoit faits en sa pré- » sence sur le fait des duels, & pour ne point encourir le » blâme d'être la cause de l'infraction de ses édits, & du mé- » pris de son autorité.

Le duc de Montmorenci répondit au roi, « qu'au milieu » de ses déplaisirs, il recevoit avec une humilité respectueuse, » l'honneur que sa majesté lui faisoit de prendre soin de son » affliction, & qu'à la vûe d'une faveur si particuliere, sa » douleur étoit demeurée sans force ». Le cardinal de Richelieu s'applaudit dans son testament, d'avoir conseillé au roi d'abandonner le comte de Bouteville aux rigueurs de la justice : mais il assure en même-temps, qu'il fut obligé de se faire une extrême violence pour appuyer le parti de la sévérité.

I^e. part. ch. 11.

« J'avoue, dit-il, que mon esprit ne fut jamais plus com- » battu qu'en cette occasion, où à peine pûs-je m'empêcher » de céder à la compassion universelle, que le malheur & » la valeur de ces deux gentilshommes imprimoit au cœur » de tout le monde, aux prieres des personnes les plus qua- » lifiées de la cour, & aux importunités de mes plus proches

« parens ; les larmes de leurs femmes me touchoient très-
 « sensiblement : mais les ruisseaux de sang de votre noblesse
 « qui ne pouvoient être arrêtés que par l'effusion du leur, me
 « donnerent la force de résister à moi-même , & d'affermir
 « votre majesté à faire exécuter pour l'utilité de son état , ce
 « qui étoit quasi contre le sens de tout le monde , & contre
 « mes sentimens particuliers.

1627.

Dans un autre endroit du même ouvrage , il a mis un arti-
 cle exprès sur les moyens d'arrêter les duels , dans lequel il
 assure qu'il n'a rien oublié pour trouver quelque remede
 propre à la guérison de cette frénésie. Il dit même qu'il a
 souvent consulté pour savoir , si de même qu'il est permis aux
 rois de faire battre deux particuliers pour éviter une bataille,
 ils ne pourroient pas aussi accorder quelques combats pour
 éviter la multitude des duels. Il ajoute , qu'après avoir lû &
 relû ce que les auteurs les plus graves avoient écrit sur cette
 matiere , il avoit trouvé une très-grande différence entre fai-
 re battre deux particuliers pour éviter une bataille , & les
 faire battre dans la seule vûe de rendre les duels plus rares.
 « Le premier est permis , dit-il , parce que la nature nous en-
 « seigne que la partie doit s'exposer pour son tout , & que la
 « raison veut que le particulier se hasarde pour le général «.
 Il observe ensuite que ces principes ne pouvoient s'appliquer
 aux duels , & que d'ailleurs on se persuaderoit que celui qui
 demanderoit la permission de se battre , auroit toujours l'air
 de vouloir éviter le combat , & que la noblesse ne manque-
 roit pas de prendre un chemin plus court pour donner des
 preuves de son courage. Qu'en effet , Henri IV. en 1609.
 ayant eu recours à ce moyen avec toutes les circonstances
 qui pouvoient le faire valoir , éprouva bien-tôt qu'il n'étoit
 pas aussi efficace qu'on l'avoit crû ; car quoiqu'il eût déclaré
 que ceux qui se battoient sans sa permission seroient privés
 de leurs biens , de leurs charges , & même de la vie ; on con-
 tinua toujours à se battre sans jamais la demander. D'où le
 cardinal conclut qu'il vaut mieux défendre absolument les
 duels , & tenir ferme à l'exécution des édits.

Ch. 3. sect. 24

Il étoit d'autant plus jaloux de ménager le sang de la no-
 blesse qui se perdoit dans ces sortes de combats , qu'il se
 voyoit sur le point d'ayoir la guerre avec les Anglois & les

*Armement de
 la flotte Angloise.*

1627.

Mercure Fran-
çois, t. 13.
Bernard, l. 11.

huguenots. Monsieur de Soubise ne cessoit de solliciter la cour d'Angleterre, d'envoyer une flotte au secours de la Rochelle, & il avoit enfin obtenu ce qu'il demandoit depuis long-temps. Les Anglois employèrent les mois d'Avril, de Mai & de Juin à la préparer, & le roi sachant que ce grand armement étoit destiné à secourir les Rochelois, résolut d'aller prendre lui-même le commandement de ses troupes qui campoient aux environs de la Rochelle. Avant que de partir, il se rendit au parlement le 28 de Juin pour y faire enregistrer en sa présence quelques édits, que les circonstances rendoient absolument nécessaires. Le maréchal de Bassompierre qui assistoit à ce lit de justice, dit que le roi y vint pour dire adieu à cette compagnie, & pour faire enregistrer en même temps le code que monsieur de Marillac garde des sceaux avoit compilé, & que l'on nomma le *Code michaut* du nom de ce magistrat qui s'appelloit Michel. Mais cet illustre auteur se trompe (a) manifestement, pour avoir confondu ce lit de justice avec celui que le roi tint en 1629. où il fut véritablement question d'enregistrer le code *michaut*.

Pendant que le roi étoit au parlement, il se trouva mal, & il dit au maréchal de Bassompierre, qui lui donnoit la main lorsqu'il descendoit de son throne : *Maréchal, j'ai la fièvre, & n'ai fait que trembler, tant que j'ai été en mon lit de justice ; c'est néanmoins le lieu, répondit le maréchal, d'où vous faites trembler les autres.* Il lui conseilla ensuite de s'arrêter deux ou trois jours à Paris, pour rétablir sa santé. Le roi lui dit, que cette fièvre lui avoit été procurée par la foule de ceux qui étoient venus prendre congé de lui, mais qu'elle le quitteroit à la campagne quand il auroit pris l'air, & dès le soir il partit pour aller au château de Beaulieu près de Montlhery. Sa fièvre augmenta, ce qui ne l'empêcha pas de s'avancer jusques à Villeroi, où il fut obligé de s'arrêter. Cette fièvre qui étoit d'abord tierce, devint ensuite double tierce ; elle fut accompagnée de divers accidens qui firent craindre pour sa vie, & il n'en fut délivré que le 15 d'Août. Avant que de tomber malade, il avoit nommé de son propre mouvement le maréchal de Bassompierre pour son lieutenant général dans l'armée qu'il alloit commander. Le cardinal n'approu-

Mercure Fran-
çois, t. 13.
Bernard, l. 11.

Il nomme le duc
d'Angoulême pour
commander l'ar-
mée.

(a) Le Clerc & le Vassor ont copié la faute du maréchal de Bassompierre.

va pas un choix qui avoit été fait sans le consulter; d'ailleurs il étoit alors prévenu contre Bassompierre par les discours de l'évêque de Mende, qui prétendoit que le maréchal avoit blâmé la conduite que ce prélat avoit tenue en Angleterre. Le duc d'Angoulême vint dire au cardinal, que si l'on vouloit l'envoyer en Poitou avec une simple lettre de cachet pour commander en attendant l'arrivée du roi, il remettrait ensuite l'armée entre les mains de sa majesté, sans y prétendre aucun autre commandement. Le cardinal ne manqua pas de saisir cette occasion de mortifier le maréchal de Bassompierre, il fit part au roi de la proposition du duc d'Angoulême, & lui conseilla de lui accorder le commandement de cette armée : *Et Bassompierre, dit le roi, que fera-t-il, n'est-il pas mon lieutenant général? Oui, Sire, reprit le cardinal, mais comme il n'a jamais été dans l'opinion, que les Anglois eussent dessein de faire une descente sur les côtes de France, il ne sera pas aussi attentif & aussi diligent qu'il le faudroit pour mettre promptement votre armée sur pié, & pour s'opposer à leur entreprise. D'ailleurs, monsieur d'Angoulême ne prétend pas conserver aucun commandement dans cette armée; il ne veut y commander que pendant l'absence de votre majesté, pour la lui remettre en bon état à son arrivée, en cédant aux maréchaux de France, l'honneur qui leur appartient de commander sous vos ordres.* Le duc d'Angoulême arriva dans le moment, & pressa le roi de lui accorder la lettre de cachet qu'il demandoit. Le roi se laissa gagner, & l'on peut croire que la lettre fut promptement expédiée. Le duc d'Angoulême ayant rencontré le maréchal de Bassompierre, lui dit, qu'il alloit partir pour commander l'armée. Le maréchal surpris & mécontent, s'abstint quelques jours d'aller chez le roi, qui s'en étant apperçu, dit un jour à Monsieur de Guise, que le maréchal de Bassompierre ne le venoit pas voir, & qu'il lui faisoit la mine; mais qu'il avoit tort. Il ordonna ensuite à monsieur de Guise, de dire de sa part à Bassompierre, qu'il vouloit lui parler. Bassompierre y vint. Le roi lui dit, qu'il n'avoit point de raison d'être fâché contre lui, de ce qu'il avoit envoyé monsieur d'Angoulême en Poitou, qu'on ne lui avoit donné aucune commission, & qu'aussi-tôt qu'il seroit arrivé à l'armée, il en ôteroit le commandement

1627.

La flotte d'Angleterre parolt sur les côtes de France.

à monsieur d'Angoulême pour le lui donner. Le maréchal répondit, qu'il ne pensoit plus à ce commandement ; que pour le présent il ne songeoit qu'à la santé de sa majesté, pour laquelle il faisoit des vœux continuels à Dieu, & qu'étant sa créature, il approuvoit tout ce qu'il faisoit, même à son préjudice.

Lorsque le duc d'Angoulême arriva en Poitou, la flotte ennemie étoit déjà sortie des ports d'Angleterre pour s'approcher des côtes de France. Elle étoit composée de quatre-vingts-dix vaisseaux, sans compter les barques & les chaloupes. Elle portoit huit ou dix mille hommes de troupes réglées, avec toutes les munitions nécessaires pour faire des sièges.

Hist. du minist.

Le duc de Boukingham qui la commandoit, publia un manifeste daté de son bord le 21 Juillet 1627. dans lequel il exposoit les motifs de son entreprise. Un des principaux étoient les infractions du traité de paix conclu avec les protestans, dont il prétendoit, que le roi d'Angleterre étoit le garant. Il soutenoit qu'avant que de le conclurre, la cour de France avoit promis aux ambassadeurs d'Angleterre, la démolition du Fort-Louis qui subsistoit encore ; c'étoit une imposture manifeste, puisqu'on a vû qu'il étoit dit dans le traité même, que le roi ne pouvoit consentir à cette démolition. Il est vrai, que le chancelier d'Aligre avoit déclaré aux députés de la Rochelle, en présence des ambassadeurs d'Angleterre, *qu'encore que le roi ne pût se résoudre pour lors à leur accorder la démolition du Fort-Louis, néanmoins ils le devoient espérer avec le temps de sa bonté, s'ils vivoient dans tous les devoirs d'une vraie obéissance.* Paroles, que les Rochelois & le duc de Boukingham vouloient faire passer pour des promesses positives, & pour des conventions faites avec les ambassadeurs d'Angleterre. Ils se fondoient sur une déclaration qui fut donnée par écrit aux députés des huguenots, dans laquelle les deux ambassadeurs d'Angleterre avoient rapporté les paroles du chancelier d'Aligre autrement qu'il ne les avoit dites, pour leur donner la forme d'un engagement positif : mais cette déclaration faite par des étrangers, dans la vûe d'exciter de nouveaux troubles, ne pouvoit pas obliger la cour de France. Il étoit même absolument

ment faux, qu'elle eût jamais reconnu le roi d'Angleterre pour garant du traité, puisque le duc de Chevreuse, l'évêque de Mende & le cardinal de Richelieu, avoient déclaré plus d'une fois aux deux ambassadeurs de la cour de Londres, que l'intention du roi n'étoit pas qu'ils se mêlassent de la paix, en qualité de médiateurs & d'entremetteurs; que sa majesté agréoit seulement qu'ils employassent leurs bons offices pour persuader aux Rochelois, que s'ils n'obéissent au roi, le roi d'Angleterre l'assisteroit d'une puissante flotte pour les y contraindre. Les Rochelois eux-mêmes n'étoient pas d'accord entr'eux sur le projet de recommencer la guerre civile; les uns disoient, que si l'entreprise du duc de Boukingham ne réussissoit pas, le roi viendrait assiéger la Rochelle, & que s'il la prenoit une fois, il ne resteroit plus de ressource au parti protestant pour se soutenir; les autres moins sages & plus ardens, vouloient que l'on profitât du secours envoyé par le roi d'Angleterre, pour reprendre les isles de Rhé & d'Oleron, & pour écarter loin de la Rochelle les troupes dont elle étoit environnée. Par ces deux opinions, les habitans de la Rochelle étoient en quelque sorte partagés, entre la soumission & la révolte.

Monsieur de Soubise étoit venu d'Angleterre sur la flotte du duc de Boukingham avec Saint-Blancard, que le duc de Rohan son frere lui avoit envoyé pour l'aider dans ses négociations; ils se rendirent à la Rochelle, accompagnés du secrétaire du duc de Boukingham, nommé Beccher. On fit d'abord quelque difficulté de les y recevoir. Le maire Godfroy étoit à la tête du parti qui vouloit la paix, & l'on n'ignoroit pas qu'ils ne venoient que pour allumer le feu de la guerre: mais (a) la duchesse de Rohan qui s'étoit réfugiée à la Rochelle, obtint qu'on leur ouvrît les portes. Beccher harangua les habitans, & les exhorta vivement à ne pas rendre inutile, par leurs divisions, le puissant secours qui leur venoit d'Angleterre. Il fut appuyé par les sollicitations de Soubise & de Saint-Blancard; & par les prières de la duchesse de Rohan, on distribua dans la ville des copies de la harangue de Beccher; cependant les Rochelois n'osoient encore se déclarer. Ils convinrent seulement, qu'on enverroit

(a) Catherine Parthenai, mere du duc de Rohan & de monsieur de Soubise.

1627.

des députés au duc de Boukingham pour lui témoigner combien la Rochelle étoit sensible aux attentions du roi d'Angleterre, & pour lui dire en même-temps, que cette ville faisant partie du corps entier des églises protestantes du royaume de France, leur serment d'union les obligeoit à ne rien faire que de concert avec ces églises. Le duc de Boukingham à qui l'on avoit fait espérer, qu'aussi-tôt que la flotte Angloise paroîtroit sur les côtes de France, tous les huguenots seroient en armes, fut fort surpris de trouver les Rochelois si lents & si difficultueux. Monsieur de Soubise envoya Saint-Blancard à la flotte pour le rassurer & pour lui répondre, que vû le grand nombre de partisans qu'il avoit dans la ville, elle ne tarderoit pas à se déclarer.

*Descente des
Anglois dans l'is-
le de Rhé.*

Le duc étoit convenu avec monsieur de Soubise, que les troupes Angloises attaqueroient d'abord l'isle d'Oleron, où il n'y avoit que douze cents hommes : mais le général Anglois changea de dessein pendant son absence, & il résolut de commencer par se rendre maître de l'isle de Rhé. Le 21 Juillet, toute la flotte s'avança vers la pointe de cette isle. Toiras qui y commandoit, avoit environ trois mille hommes, qu'il partagea en trois corps; il mit l'un dans le fort de la Prée, l'autre dans la citadelle de Saint-Martin; & du troisieme, il forma un détachement d'environ sept cents hommes d'infanterie & trois cents cavaliers, qu'il conduisit sur les bords de la mer pour s'opposer à la descente des Anglois. Il avoit avec lui plusieurs braves gentilshommes qui étoient accourus dans l'isle de Rhé pour l'aider à la défendre. Le 22 les Anglois firent leur descente à la faveur de la marée, & ils avoient déjà mis à terre environ deux mille hommes, lorsque Toiras vint les attaquer. Après un combat très-vif & très-opiniâtre, les François furent obligés de se retirer, ils combattoient sous le feu des vaisseaux Anglois qui étoient fort près de la terre. Nous perdimes dans cette action environ soixante officiers ou gentilshommes volontaires, & entr'autres Rabutin baron de Chantal, Restincleres frere de Toiras, Navailles, Boissonniere, la Bauve & la Bastie.

Saint-Blancard fut le second qui mit pied à terre du côté des Anglois, il fut tué dans le combat. C'étoit l'ami & le confident du duc de Rohan, qui dit dans ses mémoires que

ce jeune homme étoit également recommandable *par sa piété, par son courage, & par la solidité de son esprit.*

1627.

Ce qu'il y a de certain, c'est que c'étoit un des plus déterminés calvinistes qu'il y eût dans le royaume. Il avoit vendu tout son bien pour passer dans les pays étrangers, afin, disoit-il, de n'avoir plus rien à perdre en France, & d'y revenir faire la guerre toutes les fois qu'il pourroit y vivre aux dépens du roi.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai-Mareuil.

Toiras en se retirant jeta six vingts hommes dans le fort de la Prée sous les ordres du capitaine Barriere, dont il avoit éprouvé la fidélité, quoiqu'il fût huguenot; il entra ensuite avec le reste des troupes dans le fort de Saint-Martin.

Le duc de Boukingham employa quatre jours à s'établir dans l'isle de Rhé, Toiras profita de ce temps pour mettre le fort de Saint Martin en état de défense. On y travailloit depuis long-temps *puissamment & sans interruption*, dit *Bassompierre*: cependant il y avoit encore divers ouvrages qui avoient besoin d'être perfectionnés. Un historien prétend que les fortifications étoient en mauvais état, parce que Toiras avoit employé l'argent du roi à faire les honneurs de son gouvernement, & à régaler avec magnificence les officiers & les gentilshommes qui l'alloient voir. L'auteur de sa vie le justifie de ce reproche, en citant un édit du roi daté du mois de Janvier 1631. & enregistré le mois suivant à la chambre des comptes, par lequel sa majesté constitue sur les aides de Paris cent mille livres au denier seize pour acquitter les dettes que le sieur de Toiras avoit contractées, tant pour la défense de l'isle de Rhé, que pour fortifier la citadelle de Saint-Martin; ce qui prouve selon lui, que Toiras au lieu de dépenser mal-à-propos l'argent du roi, y avoit mis du sien. La place même se trouva si bien fortifiée, que le duc de Boukingham n'osant l'attaquer à force ouverte, entreprit seulement de la prendre par famine.

Dupleix, hist.
de Louis XIII.

Le cardinal de Richelieu n'eut pas plutôt appris la descente des Anglois, qu'il envoya des ordres & de l'argent dans tous les ports de l'Océan, pour y faire préparer les bâtimens qu'il vouloit envoyer dans l'isle de Rhé. L'abbé de Marillac son maître de chambre se rendit aux sables d'Olonne, & l'évêque de Mende au Havre-de-Grace, d'où il

1627.

vint ensuite joindre l'abbé de Marillac. Ils étoient chargés de mettre tout en mouvement sur les côtes pour secourir l'isle de Rhé.

Le roi qui se trouvoit hors d'état de penser aux affaires ; avoit prié la reine mere & le cardinal de prendre soin du gouvernement. Ils ne jugerent pas à propos de lui apprendre la descente des Anglois dans la crainte d'aigrir son mal , & lorsqu'ils lui en parlerent , ils eurent grand soin de ne pas lui découvrir toute l'inquiétude que cette affaire leur cau-
soit. Il n'étoit pas facile de jeter des secours dans le fort de Saint-Martin , les Anglois l'avoient investi de tous côtés , & toute l'isle étoit environnée de leurs vaisseaux ; les François qui le défendoient furent plus d'un mois sans avoir aucune communication au-dehors , & sans pouvoir donner de leurs nouvelles. Ils se virent bien-tôt réduits à de grandes extrémités ; ils commençoient à manquer de vivres ; ils ne pou-
voient avoir d'eau douce que par un seul puits qui se trou-
voit hors de l'enceinte du fort & qu'ils furent obligés de gar-
der avec soin , après que les Anglois y eurent jetté des pier-
res , des charognes , & même du poison , si l'on en croit quel-
ques historiens : *S'il ne nous vient rien , disoit Toiras , & que la faim nous chasse d'ici , je suis résolu de sortir de nuit ou de jour en bataille , de passer à travers les tranchées des ennemis , & de nous faire jour pour arriver jusques au fort de la Prée , où nous attendrons que l'on vienne nous dégager.*

Mercure Fran-
çois , t. 13. pag.
571.

Il vouloit écrire à l'armée du roi , qu'il savoit être aux en-
virois de la Rochelle pour demander du secours : mais on ne voyoit aucun moyen d'y faire porter des lettres. Mont-
ferrier frere de Toiras , s'avisa de proposer à trois soldats du
régiment de Champagne , qui passaient pour être excellens
nageurs , de faire environ deux lieues à la nage pour traver-
ser le bras de mer qui sépare l'isle de Rhé du continent. Il
leur promit de grandes récompenses , & ils ne balancerent
pas à entreprendre un voyage si long & si périlleux. On leur
attacha au cou des billets en chiffres , renfermés dans une
charge de mousquet faite de fer blanc , & couverte de cire.
On leur mit des gourdes ou de petits barils vuides sous les
bras , & ils se jetterent à la mer. Le premier se noya , le se-
cond accablé de lassitude , se rendit aux Anglois , qui le mas-

facrerent. Le troisieme arriva heureusement à l'autre bord, & prit terre au moulin de Laleu à une demi lieue du Fort-Louis. Il avoit été poursuivi par une barque Angloise, & pour n'être pas pris, il se mit à nager entre deux eaux. Il montrait quelquefois la tête quand il avoit besoin de respirer, & la replongeait ensuite dans la mer. Les Anglois le voyant ainsi disparoître ne savoient, si c'étoit un homme ou un poisson qu'ils poursuivoient; quand il fût à terre il se trouva tellement fatigué, qu'il lui fut impossible de se tenir sur ses piés. Il fut donc obligé de se traîner le long du chemin. Un payfan le rencontra & le conduisit au Fort-Louis; il étoit tout en sang par les morsures des poissons, & il déclara que c'étoit ce qui l'avoit le plus inquiété dans sa route. Les lettres qu'il portoit à son cou furent données au duc d'Angoulême, qui les envoya au roi.

1627.

Puysegur qui suppose dans ses mémoires que le roi étoit alors à l'armée, dit que l'on vêtait ce soldat d'un habit de toile pour le présenter à sa majesté: mais tous les historiens conviennent que le roi n'étoit point encore arrivé au camp de la Rochelle, & que les lettres apportées par le soldat furent mises entre les mains du duc d'Angoulême, qui dépêcha un courrier exprès pour les envoyer à la cour. Le roi fit donner (a) au soldat, cent écus de pension sur les gabelles.

Mem. de Puysegur.

Le 27 d'Août le duc de Guise fut nommé commandant de l'armée navale, que l'on préparoit dans tous les ports pour attaquer celle des Anglois. Le duc d'Orleans demandoit avec instance la permission de se rendre au camp de la Rochelle, pour y prendre le commandement de l'armée de terre pendant l'absence du roi. Le cardinal s'y opposoit ouvertement, & il dit à monsieur, qu'il ne conseilloit pas au roi de l'y envoyer, parce qu'il ne convenoit pas d'exposer une vie aussi précieuse que la sienne dans le temps que celle du roi étoit encore en péril. Monsieur lui répondit avec beaucoup d'aigreur, & il obtint enfin ce qu'il desiroit: mais quand il fut à Saumur, il reçut ordre de revenir sur ses pas, si l'on en croit Bassompierre, qui attribue cet ordre à la seule

Mem. de Bassomp. t. 3.

Le duc d'Orleans part pour l'armée.

(a) Les historiens ont voulu transmettre son nom à la postérité. Le mercure François dit, qu'il s'appelloit la Pierre. Bernard le nomme Pierre Lolannier, & d'autres Pierre Lafnier. Il étoit né en Gascogne.

1627.

jalousie du roi. L'idée que le cardinal s'étoit formée du caractère de Monsieur y eut sans doute beaucoup de part ; quoi qu'il en soit , la reine mere prit en cette occasion le parti de ce prince avec tant de vivacité , qu'on le laissa continuer sa route.

*Secours envoyé
dans l'isle de Rhé.*

Le cardinal qui étoit continuellement occupé à chercher les moyens de faire passer un prompt secours dans l'isle de Rhé , se ressouvint d'avoir entendu dire à un gentilhomme qui revenoit d'Espagne , qu'il avoit vû à Bayonne & à Saint Jean de Luz des petits bâtimens appelés pinasses , qui alloient à la rame & à la voile , & que les gens du pays conduisoient avec une adresse merveilleuse. Il écrivit au comte de Grammont gouverneur de Bayonne , de faire équiper quinze de ces pinasses , & de les envoyer aux sables d'Olonne ; elles y arriverent sous la conduite du capitaine Balin ou Valin. L'abbé de Marillac y fit mettre quantité de provisions , & le 5 de Septembre douze de ces bâtimens à la faveur de la marée , aborderent heureusement au fort de Saint-Martin , où l'on les reçut avec toute la joie qu'on peut imaginer. Le secours n'étoit cependant pas fort considérable : toutes ces pinasses n'apportoient que la valeur de soixante-dix tonneaux , & depuis leur arrivée la nourriture ordinaire des soldats ne pût être augmentée que de quatre onces de pain par jour , & d'un plat de légumes. Ce foible soulagement ne laissa pas de relever le courage des assiégés. On mit sur ces pinasses les malades & les blessés qui étoient dans le fort avec plusieurs femmes , que les Anglois avoient obligées à coup de fusil de s'y renfermer , pour y augmenter la disette & pour l'affamer plus promptement.

Le duc d'Orleans arriva devant la Rochelle le 8 (a) Septembre ; dès le mois d'Août le duc d'Angoulême avoit mis quatre mille hommes dans l'isle d'Oleron pour la défendre contre les Anglois en cas qu'ils s'emparassent de l'isle de Rhé. L'on proposa d'envoyer à monsieur de Toiras un secours de six mille hommes : mais le duc d'Orleans représenta qu'un tel secours affoibliroit trop son armée. Le cardinal lui manda que s'il ne falloit que trouver des hommes , il en pouvoit prendre trois mille dans l'isle d'Oleron , n'y ayant aucune dif-

(a) Où le 15 selon le Journal du siège de la Rochelle , imprimé en 1680.

ficulté de hafarder la perte de cette ifle pour faver celle de Rhé: mais on remit à un autre temps l'exécution de ce projet.

1627.

Les Rochelois leverent enfin l'étendart de la révolte. Ils commencerent par chaffer le fleur le Doux qui réfidoit dans leur ville en qualité d'intendant de juftice , & ils publièrent un manifefte ; c'étoit l'effet des intrigues de monfieur de Soubiſe & de ſes partifans. Dans le temps qu'ils étoient encore indécis , le fleur de Cominges qui commandoit dans le Fort-Louis à la place de Toiras , s'étoit rendu à la Rochelle pour les détourner de cette réfolution : mais ils perfisterent toujours à exiger l'entiere exécution du traité de Montpellier , fans en excepter l'article qui regardoit la démolition du Fort-Louis. C'eſt ce qu'on étoit réfolu de ne leur pas accorder , & l'on ne penſa plus de part & d'autre qu'à recommencer la guerre. Les Rochelois tirerent quelques coups de canon contre le Fort-Louis , qui leur répondit par des décharges à boulets rouges. On commença dès-lors à ferrer la ville de plus près , & à la tenir comme aſſiégée du côté de la terre. Le duc d'Orleans qui ne perdoit pas de vûe le deſſein de ſecourir l'ifle de Rhé , écrivit au comte de Grammont de lui envoyer dix pinaffes pour porter encore des munitions au fort Saint-Martin. Elles arriverent le 29 Septembre aux ſables d'Olonne , conduites par un gentilhomme nommé d'Andouin , qui vint exprès trouver le duc d'Orleans pour lui repréſenter que Balin étoit venu à bout de paſſer au milieu de la flotte Angloiſe ſans être apperçu , par une eſpece de miracle , qu'il ne falloir pas eſpérer une ſeconde fois ; que les Anglois avoit pris depuis ce temps-là de nouvelles précautions pour fermer tous les paſſages ; qu'ils étoient ſur leurs gardes , & que ce ſeroit s'expoſer à une perte certaine , que de prétendre réuſſir encore par la ſurpriſe. D'où il conclut qu'il ne connoiſſoit plus d'autre moyen d'arriver à l'ifle de Rhé , que de forcer le paſſage avec des chaloupes armées qui ſerviroient d'eſcorte aux pinaffes. Cette propoſition ayant été approuvée par tout le conſeil de guerre , le comte de la Rochefoucault eut ordre de ſe rendre aux ſables d'Olonne pour faire armer les barques & les chaloupes que l'on devoit joindre aux pinaffes que d'Andouin avoit amenées de Bayonne. On équippa une petite flotte compoſée de trente-cinq bâti-

1627.

mens, sur lesquels il y avoit environ quatre cents matelots, trois cents soldats, & soixante gentilshommes. Elle mit à la voile le 6 d'Octobre, & le 8 elle se trouva fort près de l'isle de Rhé; elle s'avança en suivant la marée, malgré le feu des vaisseaux Anglois, qui firent de terribles décharges. Les chaloupes ennemies vinrent disputer le passage; les nôtres les attaquèrent avec tant de valeur, que la plupart furent obligées de se retirer: nous n'en perdîmes qu'une, qui étoit commandée par les sieurs de Beaulieu & de Razilly; elle fut enveloppée par douze chaloupes Angloises, & il fallut céder au nombre. Beaulieu & Razilly se rendirent prisonniers de guerre, à condition qu'ils pourroient racheter leur liberté & celle de leurs compagnons, moyennant dix mille écus.

Les Anglois ne vouloient point leur faire de quartier: mais ils menacerent de mettre le feu aux poudres, & l'on fut obligé de traiter avec eux. Tous les autres bâtimens passerent & vinrent échouer trois heures avant le jour près du Fort Saint-Martin, à l'exception de cinq qui s'étoient séparés des autres. On se hâta de transporter dans le fort les munitions de toute espece, dont la flotte étoit chargée. Le jour ayant paru, le Anglois apperçurent nos bâtimens échoués sur la côte. Ils les criblerent à coups de canon, & il ne resta que cinq pinasses en état de naviguer. D'Andouin quitta l'isle de Rhé le 18 d'Octobre au commencement de la nuit avec une grande quantité de lettres, de mémoires & d'instructions, que Toiras le chargea de faire tenir à l'armée du roi, & il fut encore assez habile ou assez heureux pour passer au milieu de la flotte Angloise, avec quatre pinasses qu'il conduisoit; il essuya seulement quelques coups de canon, dont aucun de ses bâtimens ne fut endommagé. Le sieur de la Richardiere ne partit que le lendemain avec la cinquieme pinasse; les Anglois l'ayant attaqué, il se défendit bravement: mais il fut tué dans le combat, & la pinasse leur resta.

*Départ du roi
pour l'armée.*

*Lettre du roi à
monseigneur de Toi-
ras du 6 Septem-
bre 1627.*

Le roi étoit alors entierement guéri de sa maladie. La fièvre l'avoit quitté dès le 15 d'Août, & il s'étoit fait transporter à Saint-Germain pour y prendre l'air. Il avoit une extrême impatience de se rendre à son armée: mais il étoit encore si foible, qu'il fût obligé de différer son départ jusqu'au 25 Septembre. Le 20 il donna un plein pouvoir à la reine mere
pour

pour gouverner en son absence les provinces en deçà de la Loire, & le sieur de Bullion eut ordre de rester auprès d'elle pour l'assister de ses conseils.

Louis avoit promis au maréchal de Bassompierre, qu'il seroit son lieutenant général dans l'armée qu'il alloit commander en personne. Il le fit appeller à Saint-Germain, & lui ordonna de se préparer à partir incessamment. Le maréchal lui demanda en quelle qualité. *Vous moquez-vous*, reprit le roi, *de me demander cela ? En qualité de mon lieutenant général.* Bassompierre lui représenta, que cette place étoit déjà occupée par le duc d'Angoulême ; que sa majesté n'ignoroit pas que l'armée où elle étoit présente ne pouvoit être commandée que par des maréchaux de France quand il y en avoit, & que pour lui il aimoit mieux rester à Paris, que d'aller à l'armée pour y recevoir un affront qui donneroit atteinte aux prérogatives de sa charge. Le roi se fâcha, & il dit au maréchal, qu'il n'avoit garde de donner aucun commandement au duc d'Angoulême, & qu'il lui enverroit ordre de se retirer. Le maréchal osa le supplier de lui faire donner la même assurance par le cardinal de Richelieu, le roi le lui promit ; & dès le jour même le cardinal dit à Bassompierre, que monsieur d'Angoulême n'auroit aucun commandement dans l'armée, quand le roi y seroit. Le maréchal de Schomberg qui y avoit le même intérêt lui confirma cette promesse, & il acheva de le persuader.

Quand le roi fut arrivé à l'armée, il fut question de savoir, si le duc d'Angoulême conserveroit la qualité de lieutenant général, ou s'il la céderoit aux maréchaux de Bassompierre & de Schomberg. Le duc d'Angoulême la vouloit conserver, & le conseil s'étant assemblé pour délibérer sur cette affaire ; il fut décidé, que le duc & les deux maréchaux viendroient expliquer eux-mêmes leurs raisons. Le duc d'Angoulême fut appelé le premier, & les deux maréchaux n'entrèrent qu'après qu'il fut sorti. Il avoua qu'il n'avoit, ni commission ni patente du roi, pour prendre la qualité de lieutenant général dans son armée, & qu'il étoit venu pour la commander, sur une simple lettre de cachet : mais il représenta que depuis l'arrivée de Monsieur, il avoit toujours été couché, comme lieutenant général, sur les états de l'armée que Mon-

Tome XIII.

Bbbb

1627.

Lettres patentes, datées du 20 Septembre, mercurie Franç. t. 14. pag. 117.

Le 12 Octobre.

Mem. de Basgomp. t. 30

1627.

sieur avoit signés , & qu'il en avoit touché les appointemens qui étoient de mille francs par mois ; que ce seroit lui faire un affront que de l'en priver ; que le maréchal de Bassompierre ne faisoit cette difficulté que par une animosité personnelle qu'il avoit conçue contre lui , au sujet de mademoiselle d'Enragues sœur utérine du duc , que le maréchal avoit aimée , & qu'il n'avoit pas voulu épouser , quoi qu'il s'y fût engagé par une promesse positive ; qu'étant prince légitimé de France , il se croyoit fort au-dessus des princes de la maison de Lorraine , à qui les maréchaux de France avoient toujours obéi ; que le maréchal de Matignon ne s'étoit fait aucune peine de reconnoître monsieur de Mayenne pour son supérieur ; ni messieurs de Brissac , de Bois-Dauphin , & de Termes , d'obéir à monsieur de Guise. Quand le duc d'Angoulême se fut retiré , l'on fit entrer les deux maréchaux qui étoient restés dans la chambre du roi. Le cardinal leur exposa les raisons , que le duc venoit d'alléguer pour autoriser sa prétention. Le maréchal de Bassompierre se mit à les réfuter , avec beaucoup de force & de vivacité. Il fit souvenir le roi de la promesse qu'on lui avoit faite à Paris , & renouvelée encore à Saumur , de révoquer monsieur d'Angoulême aussi-tôt que sa majesté seroit à l'armée. Il soutint que des états de dépense , dressés par le président le Coigneux , que le duc d'Orleans avoit signés sans les lire , ne suffisoient pas pour donner à un homme la qualité de lieutenant général ; que monsieur d'Angoulême s'étoit engagé à y renoncer , & que ce ne seroit pas lui faire un affront que de l'obliger à tenir sa parole. Il avoua qu'on avoit vû plusieurs maréchaux de France servir , comme lieutenans généraux , sous des princes de la maison de Lorraine , mais seulement dans les armées où le roi n'étoit pas ; & il prouva par plusieurs exemples , que par-tout où le roi commandoit en personne , les princes du sang même avoient toujours reçu l'ordre des maréchaux de France. Il fit remarquer que dans l'affaire dont il s'agissoit , monsieur d'Angoulême ne pouvoit tirer aucun avantage de sa qualité de prince légitimé de France , parce que les prérogatives des charges sont toujours indépendantes de la qualité des personnes : *Je pense , dit-il , être quelque chose de plus qu'un président du parlement ; cependant dans le palais,*

je ne suis pas seulement au-dessous d'eux ; mais tête nue devant eux , quoiqu'ils soient couverts , & soumis a leurs sentences & à leurs jugemens.

1627.

Il badina sur l'aventure de mademoiselle d'Entragues avec une liberté où l'on trouveroit aujourd'hui beaucoup d'indécence , & il conclut en disant , qu'il retourneroit volontiers à Paris pour y faire le bourgeois , plutôt que de servir dans une armée où l'on lui refusoit le rang qui étoit dû à sa dignité. Quand il eut fini , monsieur de Schomberg prit la parole. Il établit le droit des maréchaux de France avec beaucoup de force , & ils sortirent tous deux du conseil pour ne pas assister à la délibération. Ils allèrent ensemble visiter un fort nouvellement bâti pour bloquer la Rochelle , que l'on nommoit le Fort-d'Orleans ; c'étoit le seul ouvrage considérable que l'on eût fait depuis trois mois auprès de cette ville. Après l'avoir examiné , le maréchal de Bassompierre , impatient de savoir la décision du conseil , revint trouver le roi , qui lui demanda , ce qu'il pensoit du fort qu'il avoit vû. Bassompierre lui dit , que c'étoit un ouvrage de grande dépense & de peu de profit , mal placé , mal construit , & qui ne pouvoit être d'aucune utilité. Le roi lui répondit , qu'il en parloit par envie , & que si c'étoit lui qui l'eût fait , il trouveroit autant de raisons pour le louer , qu'il en avoit pour en médire. Le maréchal répliqua que sa majesté en penseroit comme lui , quand elle l'auroit vû ; qu'au reste il n'étoit pas capable de déguiser la vérité , pour nuire à monsieur d'Angoulême ; qu'il s'appercevoit bien que sa majesté vouloit le soutenir , & qu'elle avoit changé d'avis depuis le conseil ; mais que pour lui il n'avoit point changé de résolution , & qu'il ne reconnoîtroit dans l'armée aucun commandant après le roi , qui ne fût maréchal de France. Le roi dit alors , qu'il n'avoit point changé de sentiment , mais qu'il seroit bien aise , que le maréchal s'accommodât à ce qui seroit du bien de son service , & qu'au reste il lui laissoit la liberté de prendre le parti qu'il jugeroit à propos.

Le maréchal comprit alors , que la décision du conseil ne lui avoit pas été favorable. Messieurs de Vignoles & de Marillac travaillèrent pendant toute la soirée à gagner le maréchal de Schomberg , & ils y réussirent ; car le lendemain 13 ;

1627.

d'Octobre , ce maréchal vint dire au roi , qu'il étoit prêt à reconnoître monsieur d'Angoulême pour son collègue dans la lieutenance générale de l'armée ; que s'il eût été question de la lui donner cela seroit différent , mais qu'y étant une fois établi , le maréchal de Bassompierre avoit tort de la lui contester. Cette démarche acheva de persuader au roi , que la prétention du maréchal de Bassompierre étoit insoutenable. Schomberg conseilla lui-même à son collègue de *céder au temps comme bon courtisan* , & il lui déclara qu'étant du conseil étroit , il avoit trop à perdre pour risquer sa fortune par une plus longue résistance. Bassompierre se contenta de lui répondre , que son roi & son maître pouvoit l'abandonner , qu'il pouvoit être trahi par ses amis dans une affaire où ils avoient le même intérêt que lui , mais qu'il ne manqueroit jamais à ce qu'il se devoit à lui-même ; & dès le lendemain , il alla prendre congé du roi pour s'en retourner à Paris. Le roi fit tous ses efforts pour l'engager à rester. Il le pria de ne le pas abandonner. Il lui dit qu'il étoit opiniâtre , & que tout le monde lui donnoit le tort ; que le maréchal de Schomberg qui avoit le même intérêt que lui , le condamnoit : & voyant qu'il ne pouvoit rien gagner sur son esprit , il lui dit adieu , après lui avoir fait promettre qu'il iroit voir monsieur le cardinal. En même temps il donna ordre à un de ses gentilshommes ordinaires nommé Sanguin , d'aller dire au cardinal de sa part , qu'il lui ordonnoit de retenir le maréchal de Bassompierre à quelque prix que ce fût. Le cardinal y employa toute son éloquence ; il reçut Bassompierre à bras ouverts ; il lui fit mille caresses ; l'assura qu'il avoit toujours eu pour lui l'amitié la plus tendre & la plus parfaite ; qu'il étoit pénétré de douleur de le voir mécontent ; & pour l'en convaincre , il alla jusques à verser quelques larmes. La reine mere qui le connoissoit mieux que personne disoit , qu'il les avoit à commandement. Il finit par demander au maréchal ce qu'il vouloit qu'on lui accordât pour l'engager à ne point partir , ajoutant qu'il étoit le maître des conditions , qu'il n'avoit qu'à les dicter. Bassompierre lui dit que si l'on vouloit lui donner une armée à commander qui fût distincte & séparée de celle du roi , & qui eût ses vivres , son artillerie , ses munitions à part pour assiéger la Rochelle de l'autre côté du canal , il conti-

nuerait à servir. Le cardinal l'embrassa & lui dit, qu'il n'avoit qu'à mettre ses demandes par écrit, & qu'il lui promettoit que rien ne lui seroit refusé; il les écrivit aussi-tôt, & marqua le nombre & les noms des officiers qu'il vouloit avoir. On lui tint parole, & l'on lui donna tout ce qu'il desiroit. Il se fut bon gré de s'être obstiné à disputer au duc d'Angoulême sa qualité de lieutenant général; il ne s'appercevoit pas qu'il irritoit par-là un ministre absolu, qui ne songeoit qu'à mettre les grands hors d'état d'extorquer des graces par leur indocilité. La conduite de Bassompierre comparée à celle de Schomberg peut servir de leçon à ceux qui veulent s'avancer dans les cours des princes. Le premier par son caractère ferme, s'attira dans la suite une longue & fâcheuse disgrâce, l'autre plus souple & moins entier dans ses sentimens se maintint toujours dans un haut degré de faveur par sa complaisance.

1627.

Toiras avoit toujours représenté dans ses lettres, que les secours qui arrivoient directement au fort Saint-Martin n'étoient pas suffisans pour le mettre en état de forcer les Anglois à lever le siège & à quitter l'isle de Rhé; qu'il n'y avoit qu'un moyen d'y réussir, c'étoit d'y envoyer cinq ou six mille hommes de pié avec quelques troupes de cavalerie pour attaquer leur camp & leur livrer bataille; qu'il seroit facile de débarquer ces troupes au fort de la Prée dont les ennemis avoient négligé de s'emparer, & qui serviroit à couvrir & à faciliter la descente.

*Le roi envoie
six mille hommes
dans l'isle de Rhé.*

*Hist. de Toiras,
l. 1.*

Lorsqu'on examina ce projet dans le conseil, le garde des sceaux de Marillac dit qu'il y trouvoit quelque chose de grand, mais que l'exécution lui en paroissoit également inutile & périlleuse; que le dessein du roi étoit de prendre la Rochelle, & que de former deux entreprises à la fois, c'étoit s'exposer à ne réussir dans aucune; que la Rochelle étant une fois prise, les Anglois seroient obligés d'abandonner le fort de Saint-Martin, quand même ils s'en seroient rendus maîtres; que l'on pouvoit envoyer encore des vivres & des munitions aux assiégés pour en retarder la prise: mais qu'il ne falloit pas diviser les forces du roi, au risque d'en perdre une grande partie pour sauver une petite place, pendant que l'on étoit occupé à en assiéger une beaucoup plus considérable.

Bbbb iij

1627.

& plus importante. Le cardinal ne fut pas de cet avis, il soutint que le roi avoit assez de troupes pour chasser les Anglois de l'isle de Rhé, sans abandonner le siège de la Rochelle, & que lorsqu'on pouvoit réussir dans deux entreprises glorieuses, on ne devoit pas se borner à une seule, que si l'on laissoit les Anglois s'établir dans l'isle de Rhé, ils feroient bien-tôt maîtres de celle d'Oleron, & que ces deux conquêtes les mettroient en état de former encore de plus grands projets, pour empêcher la prise de la Rochelle. Il conclut qu'il étoit de la gloire du roi, d'envoyer au plutôt dans l'isle de Rhé, un corps de troupes assez nombreux pour les en chasser.

Toiras qui ne savoit rien de ce qui se passoit au camp du roi, étoit fort étonné que l'on ne fît aucun mouvement pour exécuter l'entreprise qu'il avoit proposée. Il résolut d'insister de nouveau pour en faire sentir la nécessité, & de choisir pour porter ses lettres, quelque officier habile & intelligent qui fût en état de faire valoir ses raisons, & de résoudre toutes les difficultés que l'on pourroit lui opposer. Saint-Preuil se chargea volontiers de cette commission, il sortit la nuit du fort de Saint-Martin, accompagné des sieurs de Langalerie & de Ruvigny; ils avoient pour guide un gentilhomme nommé Villechartre, qui connoissoit parfaitement les chemins de l'isle de Rhé; ils passerent au milieu du camp des ennemis courans à toute bride, le cheval de Langalerie s'abattit, & il fut fait prisonnier. Les autres arrivèrent heureusement par-terre au fort de la Prée, d'où ils se rendirent par mer au camp du roi. On leur dit que la résolution étoit prise, d'envoyer au plutôt cinq ou six mille hommes dans l'isle de Rhé, & on les chargea d'y retourner pour apprendre cette nouvelle à monsieur de Toiras. On rassembla de tous côtés des bâtimens de transport pour les y conduire. Le cardinal passa lui-même la mer pour se rendre à Brouage & à Oleron, afin de hâter par sa présence les préparatifs de l'embarquement. Le 30 d'Octobre, huit cents hommes du régiment des gardes & quatre cents du régiment de Beaumont, arrivèrent dans l'isle de Rhé avec trente cavaliers. Trois mille Anglois vinrent les attaquer, & ceux qui soutinrent le premier choc furent mis en déroute. Fourilles qui les commandoit les rallia. Monsieur de Canaples fils du

maréchal de Crequy , & mestre de camp du régiment des gardes étant venu à leur secours, les Anglois furent obligés de se retirer. Les Rochelois leur avoient envoyé cinq cents hommes , dont les principaux presserent le duc de Boukingham d'attaquer les François, avant que le reste de leurs troupes fût arrivé dans l'isle. Ils ne purent jamais l'y déterminer , & il consentit seulement à donner un assaut général au fort Saint-Martin, qu'il fit attaquer le six Novembre par cinq endroits différens. Après deux heures de combat , les Anglois furent repoussés avec perte.

Il paroît que le duc de Boukingham n'avoit cherché qu'à contenter les Rochelois en ordonnant cette attaque, dont il n'espéroit pas lui-même un heureux succès ; car avant quelle fut commencée , monsieur de Canaples lui ayant envoyé demander un passe-port pour faire passer la mer à trois gentilshommes qui avoient été blessés dans le dernier combat ; le duc répondit que les malades & les sains auroient bien-tôt le passage libre , parce qu'il étoit résolu de s'embarquer avant que le reste des troupes Françoises qui se dispoient à passer dans l'isle , y fussent arrivées. Le 7 Novembre , il envoya un gentilhomme dire adieu de sa part au sieur de Toiras , & l'avertir qu'il alloit s'embarquer pour ne laisser qu'à lui seul la gloire de l'avoir obligé de se retirer , & pour empêcher que les troupes Françoises qui étoient sur le point d'arriver ne vinssent la lui enlever. Mais les Rochelois le supplierent de différer encore son départ d'un jour , afin qu'ils eussent le temps d'envoyer à la Rochelle tout le blé qui restoit dans l'isle de Rhé. Le duc y consentit, ainsi le siège du fort Saint-Martin ne fut proprement levé que le 8 de Novembre. Il étoit temps que les Anglois prissent le parti de l'abandonner, car le même jour le maréchal de Schomberg arriva dans l'isle avec un corps d'environ six mille hommes d'infanterie , & cinq cents de cavalerie. Monsieur de Marillac lui servoit de maréchal de camp, avec pouvoir de prendre la qualité de général en cas qu'il arrivât quelque accident à monsieur de Schomberg. Tous les seigneurs avoient demandé à être de cette expédition pour avoir part à la gloire de chasser les Anglois des terres de France. Chacun disoit au roi : *Et moi , Sire , ne passerai-je point ? Et moi , répondoit-il , demurerai-je*

*Les Anglois le-
vent le siège du
fort Saint-Mar-
tin.*

*Journal du sié-
ge , imprimé en
1680.*

1627.

seul dans mon camp ? La permission de suivre le maréchal de Schomberg étoit regardée comme une grace que tout le monde n'obtenoit pas , & que l'on n'accordoit qu'à ceux qui étoient en faveur. La Forest frere de Toiras , impatient de le revoir & de contribuer à le délivrer , avoit sollicité cette grace avec beaucoup d'instance ; elle lui fut refusée d'une maniere si obligeante , qu'il ne dut pas s'en offenser ; car le roi lui répondit , que Restincleres & Monferrier ses deux freres , étant déjà morts dans l'isle de Rhé , il ne vouloit pas s'exposer à perdre toute une race , dont il connoissoit la valeur & la fidelité. Un grand nombre de seigneurs & de gentilshommes eurent permission d'accompagner monsieur de Schomberg en qualité de volontaires , & entre autres le comte de Harcourt frere cadet du duc d'Elbœuf , prince de la maison de Lorraine ; le prince de Guimené , de la maison de Rohan ; le duc de Retz , de la maison de Gondy , & le comte de Joigny son neveu général des galeres ; les sieurs de Tavannes , de Cypierre & de Mouy ; les commandeurs de Valencé & de Souvré , le marquis d'Uxelles , l'ainé Saint-Simon , le sieur de (a) Navailles & son fils , trois freres de la maison de Chappes ; le comte de Charrôt , les sieurs de Bourdeilles , de Barraut , & de Palaifeau , le comte de Carces , le marquis de Crofil fils du comte de Tonnerre ; les marquis de Rhodot , d'Esguilly , de Cuffigny , de Villequier , de Feuquieres , le vicomte de Melun , les sieurs de Beringhen & de Soupitre , premiers valets de chambre du roi , & la Chesnaye son premier valet de garde-robbe.

Toiras vint trouver le maréchal de Schomberg , & l'on tint un conseil pour savoir si l'on poursuivroit les Anglois dans leur retraite , ou si l'on les laisseroit s'embarquer sans les combattre. Toiras fut d'avis de les attaquer. Marillac représenta que ce seroit exposer l'élite des troupes du roi , & abandonner l'honneur de ses armes à la fortune de la guerre ; que les Anglois réduits au désespoir , deviendroient redoutables. Il rappella le souvenir de la bataille de Poitiers , & de la prison du roi Jean ; & pour s'autoriser d'un exemple plus récent , il dit que le feu roi que l'on regardoit avec raison ,

(a) L'historien Bernard le nomme Navailles.
Nouailles ; mais on a vérifié que c'étoit

comme

comme le plus grand capitaine de son siècle, s'étoit contenté au siège d'Amiens de reprendre la ville, sans hasarder une bataille contre les Espagnols, quoiqu'il fût assuré de la victoire; que le meilleur parti que l'on pût prendre étoit de s'en tenir au proverbe, *qui dit, qu'il faut faire un pont d'or à l'ennemi qui se retire*. L'avis du sieur de Marillac parut foible & timide à des François pleins d'ardeur, & qui ne cherchoient que l'occasion de se signaler. On le tourna en ridicule, & le proverbe qu'il avoit allégué lui fit donner le surnom de *Marillac pont d'or*.

L'avis de monsieur de Schomberg fut assez conforme à celui de Toiras. Il opina qu'il falloit d'abord s'avancer pour reconnoître l'ennemi & l'attaquer ensuite, supposé que l'on crût le pouvoir faire avec avantage; toute l'armée se mit en marche pendant que les Anglois passoient à l'isle de l'Oye, pour regagner leurs vaisseaux qui étoient dans la rade, & on ne put charger que leur arriere garde qui fut entièrement défaite; on leur tua beaucoup de monde, & l'on leur prit quantité de drapeaux. Immédiatement après le combat le maréchal de Schomberg écrivit au roi, que dans un même jour il avoit fait sa descente dans l'isle de Rhé, il avoit vû lever le siège & défaire de l'armée des Anglois, dont il ne seroit pas échappé un seul si la marée n'avoit pas favorisé leur retraite; que plusieurs s'étoient noyés en passant dans l'isle de l'Oye, que le comte de Joigny général des galeres avoit été blessé d'un coup de mousquet à l'épaule, & monsieur de Villequier d'une balle au travers du corps; que nous avions eu encore quelques soldats & officiers blessés, mais peu de morts.

Tous les Anglois s'embarquerent pendant la nuit, & le lendemain à deux heures après-midi il n'y en avoit pas un seul à terre. Monsieur de Toiras vint voir le roi à Surgeres, il le trouva à table qui achevoit de dîner; dès que le roi l'aperçut il se leva, & s'avança trois pas pour l'embrasser.

Quelques jours après, Toiras eut une contestation très-vive avec le garde des sceaux de Marillac. Il venoit lui recommander un gentilhomme qui s'étoit enfermé avec lui dans le fort Saint-Martin, & qui lui avoit aidé à le défendre. Le garde des sceaux, lui dit : *Monsieur de Toiras, vous en-*

1627.

treprenez bien-tôt de recommander tous ceux qui ont servi dans l'isle ; je ne veux pas nier que vous n'y ayez bien servi , mais aussi est-il vrai que vous n'y avez rien fait, que cinq cents gentils-hommes qui sont en France n'eussent fait aussi-bien que vous , s'ils eussent été à votre place. Toiras lui répondit : Monsieur, la France seroit bien malheureuse s'il n'y avoit pas plus de deux mille hommes qui fussent aussi-bien servir que moi ; & quoi qu'ils en soient très-capables , ils ne l'ont pas encore fait , & je l'ai fait par la grace de Dieu & par l'emploi qu'il a plu au roi de me donner : mais il y a aussi dans ce royaume plus de quatre mille hommes capables de tenir les sceaux aussi-bien que vous. On prétend que Toiras étoit piqué de ce que le garde des sceaux avoit publié une relation du siège de la citadelle de Saint-Martin, dans laquelle il louoit beaucoup le cardinal de Richelieu , & très-peu le sieur de Toiras. Il n'y avoit certainement qu'une basse flatterie & une souveraine injustice qui pût frustrer ce brave officier de la gloire qui lui étoit due ; car à quoi auroient abouti tous les soins que prit le cardinal pour secourir cette forteresse , si Toiras ne s'étoit obstiné à la défendre avec un courage, une patience, & une fermeté dont il y a peu d'exemples ?

La descente du duc de Boukingham dans l'isle de Rhé fit plus de tort aux Rochelois , qu'elle ne leur fut avantageuse. Ce général consuma pendant près de quatre mois qu'il demeura dans leur isle , toutes leurs munitions, qu'ils ne purent jamais remplacer dans la suite.

Plusieurs ont attribué le mauvais succès de son expédition à l'inaction, où il demeura pendant quatre ou cinq jours après sa descente dans l'isle de Rhé, & l'on a écrit que le cardinal avoit usé d'un stratagème fort singulier pour engager ce duc à perdre inutilement ces cinq jours , qu'il auroit dû employer à se rendre maître du fort de Saint-Martin. Voici ce qu'on lit là-dessus dans un livre intitulé : *Anecdotes du ministère du cardinal de Richelieu , recueillies & traduites de l'Italien de Mercurio Siri.*

T. I.

« Le duc de Boukingham attaqua d'abord avec tant de succès les François , qui voulurent s'opposer à son débarquement , qu'il les chassa de tous les postes où ils s'étoient retranchés le long du rivage , & les obligea de se renfer-

• mer entre les murailles du fort de Saint-Martin & de la
 • Prée, qui étoient les seuls lieux fortifiés de l'isle de Rhé;
 • de sorte que s'il eût su profiter de ce premier avantage, &
 • qu'il eût attaqué le fort Saint-Martin dans la consternation
 • où étoient les François pour ce premier échec qu'ils ve-
 • noient de recevoir, il est constant qu'il s'en seroit emparé
 • en peu de temps: mais ayant demeuré cinq ou six jours après
 • sa descente dans l'isle sans rien entreprendre, il donna le
 • temps à Toiras de rassurer les esprits de ceux de sa garni-
 • son, & de les encourager à faire une vigoureuse défense.
 • On attribue l'inaction où il demeura pendant ces cinq jours,
 • à un tour d'adresse que lui joua le cardinal de Richelieu,
 • lequel voyant ses projets renversés, si le duc de Bouking-
 • ham prenoit le fort de Saint-Martin, & ne voyant aucun
 • moyen de l'en empêcher, s'il n'en retardoit l'attaque, par-
 • ce qu'il n'y avoit encore rien de préparé pour y apporter
 • du secours, s'avisa de ce stratagème. Il s'en fut trouver la
 • reine régnante, & fut si bien lui persuader le grand service
 • qu'elle rendroit à l'état en cette occasion, si elle pouvoit
 • engager le général des Anglois à différer de quelques jours
 • le siège de la citadelle de l'isle de Rhé, qu'il engagea cette
 • princesse à lui écrire une lettre par laquelle elle lui mar-
 • quoit, que s'il étoit vrai qu'il eût jamais eu pour elle quel-
 • que considération, elle lui en demandoit des marques en
 • cette rencontre, en différant de quelques jours l'attaque
 • du fort de Saint-Martin; que cela ne pourroit pas empê-
 • cher la prise de cette place, puisque les François n'étoient
 • pas en état de la secourir: mais que cela donneroit le temps
 • au roi son mari d'arriver à son armée, & de voir de ses pro-
 • pres yeux les mauvais ordres que son ministre avoit donnés
 • pour s'opposer aux Anglois; que cela le décréditeroit dans
 • son esprit, & lui faciliteroit à elle les moyens, avec l'assis-
 • tance de ceux qui ne pouvoient souffrir son excessive au-
 • torité, de le ruiner entierement, & de se venger de leur
 • commun ennemi.

• Cette lettre fut rendue au duc de Boukingham d'une ma-
 • niere qui ne lui donna aucun lieu de douter que le cardi-
 • nal pût avoir la moindre part dans cette affaire; ainsi tout
 • glorieux d'être recherché par une si-belle princesse & une
 • si grande reine, dont il avoit la folie d'être amoureux, sans

1627.

• aucune espérance de satisfaire jamais ses desirs , & flatté
 • des marques de confiance qu'elle lui donnoit , il résolut ,
 • pour lui marquer son entier dévouement à ses volontés , de
 • faire ce qu'elle désiroit. *C'est*, ajoute l'auteur , *à cette com-*
 • *plaisance qu'il eut pour la reine , que l'on doit attribuer le*
 • *mauvais succès de son expédition & la prise de la Rochelle.*

Rien ne montre mieux que ce récit , combien on doit se défier de ceux qui écrivent des anecdotes si particulières sans en apporter aucune preuve ; car en premier lieu est-il certain que Boukingham eût emporté le fort de Saint-Martin , s'il l'avoit attaqué après le combat , où il avoit repoussé six cents François qui s'étoient opposés à sa descente ? N'y auroit-il pas trouvé plus de deux mille hommes commandés par Toiras ? Ce fort n'étoit point encore dégarni des munitions qui leur manquèrent dans la suite , & si les Anglois ne purent venir à bout de le prendre lorsqu'il n'en restoit presque plus ; pourquoi s'en seroient-ils rendus maîtres , lorsqu'elles n'étoient point encore entamées ? Si le duc de Rohan raisonne autrement dans ses mémoires , c'est qu'il étoit trompé par le récit infidèle des huguenots de son parti , qui lui représentoient la perte & le désordre des troupes de Toiras plus grands qu'ils n'étoient en effet , parce que l'on exagère toujours le malheur de son ennemi & la facilité de le vaincre. Secondement , si la reine avoit eu du foible pour le duc de Boukingham , & assez d'empire sur son esprit pour pouvoir exiger qu'il lui sacrifiât sa réputation & les intérêts de la couronne d'Angleterre , auroit-elle pû se résoudre à l'avouer au cardinal de Richelieu , à un ministre dont elle croyoit avoir tant de raisons de se défier , au confident d'un maître & d'un mari jaloux ? Troisièmement étoit-ce assez de cinq jours pour donner le temps au cardinal de secourir l'isle de Rhé ? s'il eût été le maître des volontés du duc de Boukingham par l'entremise de la reine régnante , se fût-il contenté d'un terme si court qui lui laissoit à peine le temps de se reconnoître ? Enfin , si les fautes du duc de Boukingham ne doivent être imputées qu'au foible qu'il avoit pour Anne d'Autriche , il faudroit donc dire encore que cette princesse lui écrivit pour le prier de ne point attaquer le fort de la Préc , de ne point prendre les précautions nécessaires pour arrêter les barques & les chaloupes , qui portèrent deux fois

des munitions au fort Saint-Martin, de se laisser repousser à l'assaut du 6 Novembre, & de faire battre son arriere-garde par le maréchal de Schomberg.

1627.

On va chercher bien loin les causes de ses mauvais succès, lorsqu'on en trouve une toute naturelle & toute simple dans sa négligence & dans son incapacité.

Après le départ des Anglois, le cardinal donna toute son attention au siège de la Rochelle. Il avoit fait équiper une flotte qui se rassembla au port de Morbihan sur les côtes de Bretagne, & dont le duc de Guise alla prendre le commandement. Par le traité conclu entre la France & l'Espagne, cette couronne s'étoit obligée d'y joindre la sienne. Le cardinal ne comptoit pas beaucoup sur l'exécution de ce traité, il n'ignoroit pas que les Espagnols ne souhaitoient nullement la prise de la Rochelle, ni en général la prospérité des armes du roi : mais il jugea que leur union avec la France, quoiqu'apparente & simulée, ne laisseroit pas de nous être avantageuse, par la défiance qu'elle donneroit aux Anglois, & par la crainte qu'elle ne manqueroit pas d'inspirer à cette foule de huguenots rebelles qui n'étoient pas tous également instruits de ce qui se passoit dans les cours étrangères.

Testament politique, 1. part. ch. 1.

La flotte d'Espagne commandée par Dom Frederic de Toledé, arriva au port de Morbihan sur la fin de Décembre. L'évêque de Mende vint saluer cet amiral de la part du roi, & lui apporta les présens que sa majesté lui envoyoit. Le duc de Guise se rendit le premier dans la rade de la Rochelle. L'amiral Espagnol y vint quelque temps après : mais il ne fut pas d'un grand secours au roi de France, ainsi que le cardinal l'avoit prévu. Ce ministre fut que les Espagnols agissoient très-fortement auprès du roi d'Angleterre pour l'engager à secourir les Rochelois, & que le cardinal de la Cueva avoit promis aux Anglois en termes exprès, que le roi son maître ne donneroit aucun secours au roi de France, & que s'il paroïssoit lui en donner, il auroit soin de le retirer avant qu'il pût leur nuire. L'Espagne leur tint parole ; car sur le premier bruit qui courut que le roi d'Angleterre envoyoit sa flotte au secours des Rochelois, Dom Frederic ne voulut jamais demeurer un seul jour dans la rade de la Rochelle ; aussi le cardinal étoit-il résolu de ne chercher que dans la France les forces nécessaires pour soumettre cette

1627.

Hist. mil. de
Louis XIII. t. 2.

ville rebelle. L'entreprise étoit sujette à de grandes difficultés. Le cardinal eut soin de les découvrir au roi ; il lui fit observer que la plupart des grands craignoient autant la réduction de la Rochelle, que les criminels craignent la ruine de leurs asyles, & les bêtes farouches celles de leurs forts ; parce qu'ils regardoient cette place comme le frein de l'autorité royale, & l'inébranlable soutien de leur impunité. Que cependant il étoit impossible de ne pas les employer dans un siège qu'ils tâcheroient peut-être de faire échouer par toute sorte d'artifice, en travaillant en apparence à le faire réussir ; que l'on seroit obligé d'avoir toujours l'œil sur leur conduite ; qu'il faudroit bloquer la ville par mer & se mettre en état de résister aux Anglois qui feroient les derniers efforts pour la secourir ; qu'il prévoyoit bien qu'on ne manqueroit pas de le rendre responsable des événemens, & que si sa majesté prêtoit une fois l'oreille aux discours de ses envieux, ce qu'il auroit entrepris pour le bien de l'état & pour la gloire de son maître, deviendroient la cause de sa perte. Le roi l'assura qu'après les preuves qu'il lui avoit déjà données de sa capacité & de son zèle, il n'avoit rien à craindre ni pour sa personne, ni pour sa fortune, qu'il vouloit prendre sur lui le soin de le protéger, & qu'il lui laisseroit seulement celui de continuer à se rendre digne de sa protection.

On proposoit d'assiéger la Rochelle comme une autre place, & de s'en rendre maître par le moyen des tranchées, des batteries & des breches. Le cardinal ne fut pas de cet avis : il représenta que la saison étoit trop avancée pour entreprendre de forcer ainsi une ville, défendue par autant de soldats intrépides qu'il y avoit d'habitans ; qu'il étoit trop difficile de s'assurer de la fidélité de la plupart des grands pour leur confier le sort des armes du roi dans une pareille occasion ; qu'il valoit mieux qu'ils n'eussent autre chose à faire qu'à se tenir dans leurs postes ; qu'à la vérité cette voie étoit beaucoup plus longue, mais qu'il falloit la préférer, parce qu'elle étoit la plus sûre. Il fut donc résolu que l'on prendroit la Rochelle par famine : il falloit pour cela ôter aux habitans toute communication au-dehors par mer & par terre. On fit une circonvallation qui embrassoit toute l'enceinte de la ville du côté de la terre. Le circuit étoit d'environ quatre lieues, elle étoit hors de la portée du canon, & l'on y bâtit treize forts

avec des redoutes. Il étoit plus difficile d'ôter absolument aux Rochelois tous les secours qui pouvoient leur venir du côté de la mer. En mesurant la largeur du canal qui communique au port de la Rochelle, on trouva qu'elle étoit de sept cents quarante toises. On entreprit de fermer le passage par une digue assez solide pour résister à la violence des flots, même dans le temps des tempêtes & des plus fortes marées.

1627.

Vie de Richel.
l. 2. ch. 16.

Auberi prétend que le cardinal de Richelieu fut le premier qui conçut ce dessein. Girard au contraire assure dans la vie du duc d'Epéron, qu'en 1621. ce duc étant campé devant la Rochelle, reçut *diverses propositions pour la clôture du Havre*. Il observa que les vaisseaux qui gardoient l'embouchure ne suffisoient pas pour empêcher les ennemis d'y entrer à la faveur de la nuit, & il conclut qu'il falloit tenter quelque autre voie pour leur ôter la commodité de ce passage. Pompée Targon ingénieur Italien, vint examiner la disposition des lieux pour chercher les moyens de rendre le port inutile. Il considéra long-temps le canal, & proposa d'y mettre une estacade flottante : mais le duc d'Epéron ne put jamais goûter cette proposition ; il soutint toujours qu'il falloit un corps solide pour fermer cette embouchure, & *il en donna les premiers avis*. D'un autre côté, feu monsieur le duc de Saint-Simon se plaint dans ses notes manuscrites sur les mémoires du marquis de Fontenai-Mareuil, de ce que cet illustre auteur ôte mal-à-propos à Louis XIII. la gloire de l'invention de la fameuse digue de la Rochelle ; c'est ainsi que chaque historien écrit pour la gloire de son héros. Il paroît que les véritables inventeurs de cet ouvrage furent, Me-
tezeau architecte du roi, & Jean Tiriot maître maçon de Paris, qui offrirent de fermer le canal par le moyen d'une digue faite de pierre sèche, assurant que la mer, quelque furieuse qu'elle fût, ne la renverseroit pas ; & que si on vouloit, ils en feroient l'épreuve à leurs dépens.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tenai Mareuil.

Le cardinal de Richelieu ayant fait assembler chez lui les principaux officiers de l'armée, on écouta leurs propositions qui furent généralement approuvées ; & ils répondirent si pertinemment à toutes les objections qu'on leur fit, qu'il n'y eût personne qui ne sentît la possibilité de l'exécution. On commença dès-lors à y travailler sur le plan qu'ils avoient donné, & l'on y trouva tant de facilité, que l'on ne crut pas

1627.

même avoir besoin d'eux pour conduire l'ouvrage à sa perfection. On leur fit beaucoup de complimens, & ils furent renvoyés à Paris avec chacun 3000 liv. Le travail se faisoit par les soldats de l'armée, qui étoient payés à proportion de la quantité de pierres qu'ils apportoit, & de la longueur du chemin qu'ils étoient obligés de faire. L'évêque de Mende en avoit la principale direction, & on ne parloit dans le camp que de la digue de monsieur de Mende. Monsieur de Marillac fut chargé de faire construire un fort à la pointe de Coreilles, & il conduisoit l'ouvrage de ce côté-là.

Comme on étoit persuadé que cette digue décideroit du sort de la Rochelle, on n'oublia rien pour la rendre solide. On enfonçoit dans la mer de longues poutres de douze en douze piés, liées ensemble par d'autres poutres mises en travers; on jettoit entre ces poutres des pierres sèches, sans aucun autre ciment que celui de la vase, que la mer portoit dans les intervalles. La digue avoit par le bas environ douze toises de largeur, & quatre seulement par le haut. Les deux côtés étoient en talus. Puysegur prétend que l'on voulut d'abord la faire droite, comme la plupart des chaussées; mais que la mer ayant ébranlé l'ouvrage, qui dans ses commencemens étoit encore trop foible pour lui résister, ne le renversa pas tout-à-fait, mais le mit seulement en glacié, & que par-là, l'on apprit la forme qu'il devoit avoir. Sa hauteur étoit telle, que les plus hautes marées n'y pouvoient atteindre, & que l'on y marchoit toujours à pié sec.

Sans être absolument hors de la portée du canon de la ville, elle en étoit assez éloignée pour que les boulets ne pussent y arriver, que lorsqu'ils avoient perdu toute leur force. On laissa au milieu une ouverture de quatre toises pour donner un cours libre à l'eau de la mer; & dans cet espace vuide, on fit couler à fond des navires remplis de pierres maçonnées, qui embarrassoient le passage & le rendoit impraticable: *Ce travail, dit Puysegur, a été estimé le plus beau & le plus hardi qu'on ait jamais vu.* Il fut commencé au mois de Décembre 1626. & il ne put être entièrement achevé, qu'au mois de Mai de l'année suivante.

Les Rochelois se moquerent d'abord de cet ouvrage; dans l'espérance qu'il ne tiendrait pas contre l'effort des tempêtes & des grandes marées; & pendant qu'on y travailloit,

le passage n'étant point encore fermé, ils recevoient de temps en temps quelques secours par des barques qui arrivoient au port à la faveur des ténèbres de la nuit, & qui leur appor-
toient des provisions : mais ces secours étoient rares, & les
barques qu'on leur envoyoit, étoient le plus souvent arrêtés
par les vaisseaux du roi qui bordoient l'entrée du canal.

1627.

Il étoit important de conserver l'isle de Rhé : le cardinal
y envoya des munitions pour six mois, & monsieur de Toi-
ras s'étant plaint de ce que ses soldats étoient mal payés, ce
prélat tira vingt-cinq mille francs de sa bourse pour les sa-
tisfaire.

Le 16 Décembre, les Rochelois demanderent des passe-
ports pour quantité de femmes & de bouches inutiles qui
vouloient quitter la ville. On les leur refusa; ils s'imagi-
nerent que la duchesse douairiere de Rohan auroit plus de cré-
dit qu'eux; ils engagerent cette princesse à demander au roi
un passe-port pour elle & pour deux cents femmes. Le roi
répondit, qu'il n'en accorderoit aucun, ni pour elle, ni pour
aucune femme de la Rochelle, & qu'elles sortiroient toutes
ensemble quand le siège seroit fini.

Le maréchal de Themines qui mourut cette année à Au-
ray en Basse-Bretagne, âgé de soixante-quatorze ans, avoit
eu ordre de lever quatre mille hommes, que l'on destinoit à
envoyer au secours de monsieur Toiras. Ces nouvelles trou-
pes commirent de si grands désordres dans la province de Bre-
tagne, pendant les mois de Septembre & d'Octobre, que le
parlement de Rennes s'en plaignit; ce qui causa un tel cha-
grin au maréchal, qu'il en tomba malade. Il espéroit con-
duire lui-même ces quatre mille hommes dans l'isle de Rhé,
& par conséquent avoir, comme plus ancien maréchal de
France, le commandement des autres troupes. On dit qu'il
eut du regret en mourant de ne pouvoir exécuter un si beau
dessein. (a) Son gouvernement de Bretagne fut donné au
duc de Brissac, qui étoit déjà lieutenant général de la pro-
vince.

*Mort du maré-
chal de Themines.*

*Mercuré Fran-
çois, t. 14. pag.
420.*

(a) Le mercure François marque po-
sitivement, que le maréchal de Them-
ines mourut le 7 Novembre 1627. & s'il
étoit mort dès le 23 Juin, comme on
le dit dans l'histoire généalogique des

grands officiers de la couronne, il n'au-
roit pas pu penser à secourir le fort de
Saint-Martin, qui ne fut assiégé qu'à la
fin du mois de Juillet 1627.

1628.

*Entreprise du
duc de Rohan sur
la citadelle de
Montpellier.*

Au commencement de l'année suivante, le duc de Rohan échoua dans une entreprise qu'il préparoit depuis plus de sept mois, pour surprendre la citadelle de Montpellier.

Le baron de Bretigny Davio, parent du duc de Rohan, & maréchal de camp de ses armées, étant allé à Montpellier pour solliciter un procès qu'il avoit à la cour des aides, proposa au baron de Messay, capitaine au régiment de Normandie, qui étoit en garnison dans cette ville, de livrer la citadelle & la ville au duc de Rohan. Messay, surpris de cette proposition, demanda du temps pour y penser. Il alla ensuite rapporter au marquis de Fossés gouverneur de Montpellier, ce que Bretigny lui avoit proposé. Le gouverneur lui dit, qu'il falloit le tromper en faisant semblant d'entrer dans ses vues, afin d'attirer le duc de Rohan dans la citadelle, où il seroit taillé en pièces avec ses troupes par des soldats qu'on mettroit en embuscade, & que par-là, il rendroit un grand service au roi & à l'état. Messay y consentit, & le marquis de Fossés chargea le sieur de Bellefond capitaine au régiment de Normandie, d'aller à Villeroy, où le roi étoit encore malade, pour lui faire part de ce projet. Le roi l'approuva, & dit au sieur de Bellefond, qu'il s'en rapporteroit pour l'exécution à la prudence du marquis de Fossés, & qu'il lui recommandoit de ne rien hasarder mal-à-propos. Depuis ce temps-là, Messay entretint toujours une secrète correspondance avec Bretigny. Le duc de Rohan, persuadé que Messay agissoit avec sincérité dans cette affaire, s'approcha de Montpellier le 19 Janvier sur les huit heures du soir, avec cinq ou six mille hommes. Bretigny conduisoit l'avant-garde, & il entra le premier dans la citadelle, dont il trouva le pont-levis baissé: mais un ingénieur, nommé Beins, ayant coupé un cable qui soutenoit le pont, tous ceux qui étoient dessus tombèrent dans le fossé, & ceux qui l'avoient déjà passés se trouverent enfermés. Aussi-tôt les soldats de la citadelle, dont les uns se tenoient cachés derrière des masures, les autres étoient couchés sur le ventre, firent leur décharge & en tuèrent un grand nombre, pendant que le canon de la citadelle tiroit à cartouche sur les troupes du duc de Rohan, qui s'étoient avancées & qui furent obligées de se retirer. Le baron de Bretigny, & le sieur de Courfillon son frere, ainsi

Mercurie François, t. 14.

que plusieurs officiers & gentilshommes huguenots, périrent dans cette malheureuse entreprise (a). Elle mit le comble au mécontentement qu'on avoit déjà de la conduite du duc de Rohan ; & lui attira un arrêt fulminant, qui fut prononcé contre lui au parlement de Toulouse. Cette compagnie avoit enregistré une déclaration, qui lui enjoignoit de faire le procès au duc de Rohan, nonobstant tous privilèges ; même celui de pairie dont il étoit déchû, attendu l'énormité du crime notoire de rébellion.

Cette déclaration, datée du 14 Octobre 1626, demeura sans exécution jusqu'au 29 Janvier 1628, que le duc de Rohan fut condamné à être traîné sur la claie avec ses armoiries, & tiré à quatre chevaux après avoir fait amende honorable. Il étoit dit dans l'arrêt, qu'après l'exécution, son corps avec ses armoiries seroient brûlés dans la place publique, & les cendres jetées au vent ; que sa tête seroit mise à prix pour la somme de cinquante mille écus, qui seroit délivrée aux héritiers de ceux qui l'auroient tué, en cas qu'ils ne fussent plus en état de la recevoir, & que l'on compteroit par mettre soixante-quatorze mille livres entre les mains de deux notables bourgeois pour assurer le paiement de cette récompense.

L'arrêt fut exécuté en effigie le 5 de Février ; mais on fit des exécutions plus réelles sur quelques émissaires du parti huguenot qui furent pris en divers endroits de la province, & qu'on trouva chargés de lettres & de billets, que le duc de Rohan & les Rochelois, écrivoient aux villes & aux communautés de leur parti pour les engager à prendre les armes. Pendant que le parlement de Toulouse fulminoit contre les rebelles de Languedoc, les députés des Rochelois à la cour de Londres signèrent le 29 Janvier un traité avec le roi d'Angleterte, qui s'engageoit à employer toutes ses forces pour secourir la Rochelle, à condition que cette ville ne feroit aucun accommodement particulier sans son consentement.

Monsieur de Soubise sollicitoit vivement le duc de Buckingham d'y envoyer du secours ; & le cardinal de son côté pressoit extrêmement les travaux du siège, qui n'alloient pas

(a) Le duc de Rohan la plaça dans le curé François au rs. Les mémoires du 19 Janvier, & le mes-...

1628.

*Le roi retourne
à Paris.*

cependant aussi vite que le roi l'eût désiré. Ce prince commençoit à s'y ennuyer, & l'ennui le rendoit plus difficile & plus soupçonneux. Il étoit environné de gens qui tâchoient de lui persuader, que l'air étant très-mauvais aux environs de la Rochelle, nuirait infailliblement à sa santé, & qu'il falloit que le cardinal eût peu d'égard & d'attachement pour sa personne, puisqu'il le retenoit si long-temps à un siège où sa présence n'étoit pas absolument nécessaire. Les seigneurs qui environnoient le roi, ne souhaitoient pas tous également la prise de la Rochelle, il y en avoit plusieurs, ainsi que le cardinal l'avoit dit au roi, qui pensoient ce que le maréchal de Bassompierre osa dire publiquement; *Nous serons peut-être assez fous pour prendre la Rochelle.* Ceux-là n'étoient pas fâchés que le roi partît, dans l'espérance que le cardinal ne manqueroit pas de le suivre, & que l'entreprise pourroit échouer par leur absence. Quoi qu'il en soit, Louis XIII. eut envie de retourner à Paris, & il le dit au cardinal, qui fit tous ses efforts pour l'en dissuader, en lui représentant que la prise de la Rochelle n'étoit pas l'ouvrage d'un jour, que son départ précipité ne pouvoit manquer de ralentir l'ardeur des troupes, de retarder les travaux du siège, de rendre les officiers moins attentifs & moins vigilans, & de faire échouer peut-être une entreprise si glorieuse & si nécessaire. Le roi fut peu touché de ces raisons, & il fut mauvais gré au cardinal de ce qu'il s'opposoit à ses volontés. Il commença dès-lors à lui donner en toute occasion des marques de son chagrin.

*Hist. mss. de
Louis XIII. t. 2.*

Le duc de Bellegarde sur-intendant de la maison de Monsieur, prétendoit conserver le crédit & l'autorité qu'il avoit eu dans l'armée, pendant que ce prince la commandoit. Les maréchaux de France s'en plaignirent, & le roi jugea qu'ils avoient raison. Le cardinal ayant voulu lui représenter qu'il feroit facile d'accommoder cette affaire, le roi se fâcha, & dit à quelques-uns de ses courtisans, *que le cardinal prenoit parti contre lui pour le duc de Bellegarde.* Richelieu jugea dès-lors, qu'il ne devoit plus s'opposer au départ du roi. Il lui écrivit, que s'il lui avoit conseillé de rester au siège, c'est qu'il croyoit sa majesté plus capable que personne de le conduire à une heureuse fin; mais qu'après tout, sa santé étant plus précieuse à la France, que toutes les conquêtes qu'il

pourroit faire , il valoit mieux qu'il s'éloignât , que de l'exposer plus long-temps à un air contagieux. Le cardinal s'offrit ensuite à demeurer au siège pour y tenir les affaires en état , jusqu'à ce que sa majesté revînt y mettre la dernière main.

1627.

Le roi après avoir lû le billet du cardinal , crut y appercevoir un tour de flatterie qui tendoit encore à l'empêcher de partir. Il ne fut détrompé que par un éclaircissement qu'il eut avec son ministre & dont il fut si content, qu'il résolut de lui confier toute son autorité pour la conduite du siège pendant son absence. Il lui donna une commission , par laquelle il le déclaroit son lieutenant général dans ses armées de Poitou , de Xaintonges , d'Angoumois & d'Aunis , avec ordre au duc d'Angoulême , aux maréchaux de Bassompierre & de Schomberg , & généralement à tous les officiers , de lui obéir comme à sa propre personne (a).

Mercur. François , 14.

Auberi , hist. de Richelieu.

Le roi partit ensuite le 10 Fevrier , le cardinal le conduisit jusqu'à deux lieues hors du camp , & lorsqu'il prit congé de sa majesté , ce prince lui donna les plus grandes marques d'affection & même de tendresse , jusqu'à verser quelques larmes en le quittant ; & quand ils se furent séparés , il dit au sieur de Guron qui devoit retourner au camp : *J'ai le cœur si serré , que je ne puis parler du regret que j'ai de quitter monsieur le cardinal , & de crainte qu'il ne lui arrive quelque accident ; dites lui de ma part , que s'il veut que je croye qu'il m'aime , qu'il ménage sa personne , & qu'il n'aïlle pas incessamment aux lieux périlleux , comme il fait tous les jours ; qu'il considère , si je l'avois perdu , en quel point seroient mes affaires. Je sais combien de gens se sont employés pour l'empêcher de se charger d'un si pesant fardeau : mais j'estime tellement ce service , que je ne l'oublierai jamais.* Il écrivit à peu-près les mêmes choses au cardinal , lorsqu'il fut arrivé à Surgeres. Ce prélat en arrivant au camp fut attaqué d'une fièvre , qui suspendit ses travaux pendant quelques jours. Il les reprit avec une nouvelle ardeur si-tôt qu'il fut guéri. Il présidoit au conseil de guerre qui se tenoit tous les jours , & les officiers ne pou-

(a) Cette commission rapportée dans le mercur. François , est datée du 4 Fevrier. Auberi dit , qu'elle fut expédiée la veille du départ du roi , c'est-à-dire le 9. peut-être entendoit-il par-là , le jour où elle fut publiée.

1627

Entreprises pour
surprendre la Ro-
chelle, manquées.

Mercure Fran-
çois, t. 14.
Mémoires de
Puysegur.

voient se laisser d'admirer sa pénétration & la justesse de son discernement. La grande autorité que le roi vous a mise en main, lui disoit le maréchal de Schomberg, fait que nous vous déférons beaucoup, mais nous déférons encore plus à vos raisons.

Quoique le cardinal fût résolu de prendre la Rochelle par famine, il eût bien voulu trouver quelque moyen d'y entrer par surprise, pour abrégier la durée d'un siège dont il prévoyoit toutes les difficultés. La nuit du 11 au 12 de Mars, on s'approcha fort près de la ville, dans le dessein d'appliquer le pétard à la fausse porte des salines, à la porte neuve, & à celle de saint Nicolas; on devoit escalader en même temps le bastion de Gabut & celui de l'Evangile; mais cette entreprise ne réussit pas. Les différens corps de troupes destinés à cette expédition s'égarèrent, & aucun n'arriva au lieu qui lui étoit marqué à l'heure dont on étoit convenu. Ceux qui s'y rendirent n'y trouverent point les fascines nécessaires pour remplir les fossés. Le jour parut, les Rochelois apperçurent les bataillons ennemis qui marchaient à découvert, & ils se mirent à les foudroyer à coups de canon; il fallut se retirer promptement, & les assiégeans perdirent beaucoup de monde dans leur retraite. Ils entreprirent le 14 d'escalader le fort de Tadon; la nuit étoit épaisse, & un vent impétueux qui souffloit alors, empêchoit que les gens du fort ne pussent entendre la marche de nos troupes; elles étoient déjà fort avancées, lorsqu'un sentinelle croyant voir ou entendre quelque chose d'extraordinaire, tira son coup de mousquet sans trop savoir s'il ne prenoit pas une fausse alarme: mais à la lueur de la meche & de la poudre enflammée, il apperçut distinctement les troupes du roi, aussi-tôt toute la garnison du fort prit les armes. Elle étoit composée de six compagnies, commandées par un gentilhomme de Xaintonge nommé, Pontlevin. Les assiégeans furent obligés d'abandonner leur entreprise. Le cardinal désespérant alors de prendre la Rochelle, autrement que par la famine, songea principalement à perfectionner la digue, & à mettre la flotte du roi en état de repousser celle des Anglois qui se préparoient à secourir les rebelles. Tous les jours l'on voyoit arriver de nouveaux bâtimens armés, dont les uns étoient destinés à combattre la flotte du roi d'Angleterre, &

les autres à défendre la digue, ou à en assurer la solidité. Les Rochelois avoient compté qu'elle seroit infailliblement renversée par la grande marée, qui arrive ordinairement à la pleine lune de l'équinoxe de Mars; mais la mer ne fut pas assez forte pour la détruire, elle en emporta seulement quelques toises qui furent bien-tôt réparées.

Le 22 Mars; trois barques venues d'Angleterre pour porter des vivres à la Rochelle entrèrent dans le canal, la plus grande étoit de vingt-cinq à trente tonneaux; la seconde de treize, & la troisième de dix. La première passa malgré le feu des batteries établies sur les deux bords du canal, & les efforts de trois vaisseaux de la flotte du roi qui la poursuivirent à coups de canon. La seconde fut prise, & tous deux qui la conduisoient furent tués ou noyés, à l'exception du capitaine & de huit des principaux; cette barque étoit chargée de quarante barrils de lard & de viande salée. La troisième ayant échoué pendant la nuit, Marillac envoya le matin Melleville avec quelques soldats pour s'en emparer: mais ils y trouverent beaucoup de résistance. Le premier qui voulut y monter fut tué, Melleville fut blessé à la main d'un coup de pique, & pendant le combat la barque enlevée par le retour de la marée & par la vivacité de la manœuvre, leur échappa & entra heureusement dans le port de la Rochelle.

Le cardinal s'appliquoit singulièrement à tenir les troupes dans la plus exacte discipline, & à leur procurer des vivres en abondance. On ne manquoit de rien dans le camp du roi. Les paysans y venoient tranquillement vendre leurs denrées. Le vol, le jurement & le blasphème en étoient bannis. On avoit obligé les principales villes du royaume de fournir des habits neufs aux soldats pour les mettre à l'abri des rigueurs de l'hiver, ils étoient payés tous les huit jours, & leur paye ne passoit pas par les mains de leurs capitaines; elle leur étoit distribuée par des commissaires établis exprès, qui avoient soin d'examiner si les compagnies étoient complètes.

Le cardinal ne parvint à établir une discipline si exacte, que par son attention à connoître ceux qui s'écartoient des règles, & par sa sévérité à les punir. Il étoit persuadé que, si les troupes Françoises vivoient sans discipline, c'étoit

1628.

Mercur. François, t. 14. pag. 600.

Testament politique, 2. part. ch. 9. sect. 4.

1628.

» moins leur faute que celle des chefs, qui se contentoient
 » pour l'ordinaire de publier de belles ordonnances sans
 » avoir soin de les faire observer ; que l'opinion qui s'étoit
 » répandue dans le monde que les François étoient incapa-
 » bles de discipline, n'avoit d'autre fondement que l'incapa-
 » cité des chefs. Que quand une fois on avoit fait com-
 » prendre, par la raison, la justice & la nécessité d'un re-
 » glement, il falloit être impitoyable & inflexible à faire
 » châtier ceux qui étoient assez audacieux pour le violer ;
 » que si un, deux, ou trois châtimens n'arrêtoient pas le
 » cours de la désobéissance, leur continuité venoit enfin à
 » bout de la dompter & de la détruire : mais que pour y réus-
 » sir, il étoit absolument nécessaire qu'un commandant n'eût
 » aucune acception de personne, & qu'il fût connu pour tel
 » en demeurant toujours inflexible dans la rigueur de la re-
 » gle, sans quoi l'on ne pouvoit espérer de contenir dans les
 » bornes de la raison une nation aussi bouillante & aussi im-
 » pétueuse que la nôtre ». Ce sont les maximes qu'il exposa
 au roi dans son testament politique. Il se fut bon gré de les
 avoir suivies au siège de la Rochelle ; car il ajoute, que l'on
 y vit *durant treize mois, une armée de vingt-cinq mille hommes*
obéir comme des Religieux qui auroient porté les armes.

Hist. mss. de
 Louis XIII. t. 2.

Les officiers de la garnison de la Rochelle venoient quel-
 quefois défier ceux de l'armée du roi à des combats singu-
 liers. Le cardinal fit publier une défense d'accepter de pa-
 reils défis. Peu de temps après le sieur de la Meilleraye, dont
 le régiment gardoit le fort de la Fond, ayant été défié par
 un gentilhomme Poitevin, nommé Cotentiere, qui servoit
 dans les troupes ennemies, se battit contre lui à l'épée & au
 pistolet, entre le fort & la ville, sans en avoir demandé la per-
 mission. Le cardinal, quoiqu'il fût son proche parent, vou-
 lut absolument que l'affaire fût portée au conseil de guerre,
 on condamna la Meilleraye au bannissement & à quitter sa
 charge. Le cardinal permit cependant au maréchal de Bas-
 sompierre d'écrire au roi en sa faveur : mais en attendant la
 Meilleraye fut obligé de s'absenter ; le roi lui pardonna,
 & environ un mois après son jugement, il eut la permission
 de revenir à l'armée & de reprendre ses fonctions.

Mem. de Bas-
 somp. t. 3.

Le roi étant arrivé à Paris le 24 de Février, alla le 26
 entendre

entendre la Messe à Notre-Dame, & l'on remarqua qu'il regardoit avec complaisance les drapeaux pris sur les Anglois dans l'isle de Rhé.

1628.

Pendant son absence, la reine mere avoit fait mettre à la Bastille Louis de Champagne comte de la Sufe, & le comte de Roussi, accusés d'avoir tenus des assemblées pour soulever les huguenots dans les provinces de Picardie, de Champagne & de Brie. Le maréchal de la Force vint dire au roi que ces deux seigneurs n'avoient jamais eu un pareil dessein; que l'on avoit eu tort de soupçonner leur fidélité, qui lui étoit parfaitement connue; qu'au reste s'ils étoient coupables, il supplioit sa majesté de faire instruire leur procès dans les regles, ou d'accepter les cautions qu'ils offroient de se représenter, au lieu de les tenir enfermés dans une étroite prison, sans leur laisser la liberté de se justifier. Ce discours déplut à Louis. *Brisons là-dessus, monsieur le maréchal*, lui-dit-il, *& ne m'en parlez plus, contentez vous de savoir que je ne vous veux point de mal, & continuez à me servir fidelement.*

Mercuré François, t. 14. p. 159.

On eut plus d'égard pour les sollicitations (a) du prince de Phalsbourg, qui avoit déjà fait trois ou quatre voyages à Paris pour demander l'élargissement du sieur Montaigu. C'étoit un agent secret d'Angleterre que l'on avoit arrêté sur les terres du duc de Lorraine, & qui avoit été mis à la Bastille. La reine d'Angleterre s'intéressoit pour lui, & lorsque le sieur de Razilly prisonnier de guerre à Londres en étoit parti pour retourner en France, elle l'avoit chargé de solliciter vivement le roi & le cardinal en faveur de cet Anglois. Mais on ne se pressoit pas de lui rendre la liberté. Le roi consulta là-dessus le cardinal de Richelieu, qui lui manda qu'en découvrant les secrets desseins des puissances ennemies de la France par les papiers de Montaigu, il lui sembloit que l'on avoit retiré de son emprisonnement tout l'avantage que l'on en pouvoit attendre, & qu'il ne voyoit aucun inconvénient à le délivrer. Il ne sortit cependant de la Bastille que le 14 Avril. Le roi étoit parti de Paris onze jours auparavant pour retourner au camp de la Rochelle, où il arriva le 17; huit jours après, il envoya un héraut sommer les Rochelois de se rendre: mais ils ne voulurent point l'écouter, &

Montaigu sort de la Bastille.

(a) Fils naturel d'Henri duc de Lorraine.

1628.

La flotte d'Angleterre vient au secours de la Rochelle.

lui déclarerent que s'il approchoit , on tireroit sur lui.

La flotte que le roi d'Angleterre envoyoit au secours des Rochelois les rendoit plus opiniâtres que jamais. Elle parut le 11 de Mai à la hauteur du fort Saint-Martin. Elle étoit composée de cinquante deux gros vaisseaux & de quarante autres plus petits, qui portoient des vivres & des munitions. Le comte de Dembigh beaufrere du duc de Buckingham, qui la commandoit, fut obligé de la tenir quelques jours à l'ancre pour attendre un vent favorable ; il étoit difficile d'attaquer la digue défendue par les batteries placées sur les bords du canal, couverte d'un côté par la flotte du roi , & de l'autre par trente-six galiotes armées , dont on avoit eu soin de renforcer les équipages.

Ces précautions n'empêcherent pas un capitaine Rochelois nommé Baignaut , accompagné de quatre hommes seulement de passer pendant la nuit au milieu des vaisseaux du roi : il fit semblant pour ne pas donner de soupçon de vouloir aller joindre une galiotte à laquelle il dit que sa chaloupe appartenoit. On le crut , & on lui montra la route qu'il devoit prendre. Il passa par l'ouverture de la digue , & entra dans le port de la Rochelle.

Le comte de Dembigh après avoir tenu plusieurs conseils, s'approcha de l'entrée du canal , comme s'il eût voulu attaquer la flotte du roi , qui se mit aussi-tôt en bataille pour le recevoir : mais après plusieurs décharges de son artillerie , il se retira tout à coup , & reprit la route d'Angleterre. Les Rochelois s'imaginèrent qu'ils étoient trahis , & que ce général avoit reçu des ordres secrets de ne point hasarder le combat & d'abandonner la Rochelle ; d'autres penserent qu'il ne pouvoit s'engager plus avant sans exposer sa flotte à une perte inévitable ; qu'il étoit arrivé trop tard pour entreprendre de forcer un passage si bien gardé , & de renverser une digue que l'on avoit eu le temps de rendre incbranlable.

Guerre en Languedoc & en Vivarais.

Il faut voir présentement ce qui se passoit en Languedoc pendant les mois de Mars , d'Avril & de Mai ; le prince de Condé ayant assisté à l'ouverture des Etats de la province qui s'étoit faite à Toulouse le 2 de Mars, en partit le 4 pour se mettre à la tête de son armée ; il avoit appris que Beaufort gentilhomme du pays des Cevennes , qui prenoit la qua-

tité de lieutenant du duc de Rohan dans le comté de Foix, avoit entrepris de bâtir une citadelle à Pamiers. On ne vouloit pas lui laisser le temps de s'y fortifier, & c'est ce qui obligea le prince de partir sans attendre la fin des états. Il assiégea Pamiers & fit battre la place par son artillerie. Quand on se fut logé sur la breche, les ennemis n'osèrent attendre un nouvel assaut. Ils envoyèrent un tambour pour offrir de se rendre, à condition qu'ils auroient la vie sauve. Beaufort & Auros gouverneur de Mazeres, avoient déjà pris la fuite. Le prince les fit chercher. Beaufort fut trouvé caché dans un bois par Renaudin maréchal des logis de l'armée : d'autres arrêterent Auros du côté de Saverdun. On prit, en les cherchant, plusieurs soldats de la garnison de Pamiers qui s'enfuyoient avec eux. On en pendit huit des plus séditeux, & entre autres le premier consul de la Ville, nommé Prat, qui en avoit ouvert les portes au duc de Rohan, malgré les assurances positives que les habitans avoient données au sieur Galland, d'être toujours fideles au Roi. Six vingts furent envoyés aux galeres. On fit grace aux autres à condition qu'ils feroient serment de ne porter de leur vie les armes contre le service du roi; que les officiers sortiroient avec l'épée, & les soldats le bâton à la main; qu'ils laisseroient dans la ville leurs armes & leurs drapeaux, & que tous les habitans auroient la vie sauve, à l'exception de tous ceux qui se trouveroient avoir favorisé l'entrée du sieur de Rohan dans la ville. On affectoit de ne plus donner le titre de duc à M. de Rohan depuis la condamnation prononcée contre lui au parlement de Toulouse en vertu des lettres-patentes du roi. La capitulation portoit encore, que tous les biens des habitans de Pamiers demeureroient à la discrétion du prince de Condé pour en disposer comme il jugeroit à propos. Tous ces articles & quelques autres moins importans furent signés le 10 de Mars. Le prince donna ordre que l'on conduisit Beaufort & Auros à Toulouse, & qu'on les mît entre les mains du parlement. Leur procès ne fut pas long, & ils furent tous deux condamnés à mort comme rebelles. Beaufort mourut obstiné dans son hérésie; Auros au contraire touché des exhortations de * l'évêque de Mirepoix, & de quelques religieux qui l'assistoient à la mort, abjura ses erreurs, & se repentit de sa rébellion.

* Pierre de Don-
naud.

1628.

Après la prise de Pamiers, le prince de Condé tourna ses armes contre Realmont, qui fut assiégé le 18 Avril, & qui se rendit le 30, à condition que toutes les fortifications seroient démolies & les fossés comblés, & que les soldats & les habitans feroient tous serment de ne jamais porter les armes contre le roi : il en sortit environ six cents hommes avec une escorte de deux cornettes de cavalerie. Le prince de Condé les conduisit lui-même à un quart de lieue. Quoiqu'il eût défendu de piller la ville, les soldats ne laisserent pas d'entrer dans les maisons, & d'y prendre tout ce qui s'y trouvoit sous leurs mains. Le prince en fut averti, entra dans la ville l'épée à la main, tua un vieux soldat qu'il trouva chargé de butin, en blessa plusieurs, & en fit pendre quelques autres. Le bruit qui se répandit alors dans le Languedoc, que le roi d'Angleterre envoyoit une puissante flotte au secours de la Rochelle, & que le roi de France seroit forcé incessamment de lever le siège de cette place, déterminâ les villes de Castres & de Montauban à se déclarer pour le duc de Rohan.

Le prince de Condé ne laissa pas de continuer à prendre des places. Les habitans de Saint-Sever désespérant de pouvoir défendre leur ville, y mirent le feu & se sauverent dans les montagnes. Brassac fut abandonné par le sieur de Chavagnac ; ceux de Castelnau demanderent à capituler, on leur dit qu'il falloit se rendre sans condition. Ils aimerent mieux attendre que les troupes du roi entraissent par la breche. Plusieurs s'étoient barricadés dans leurs maisons. Les soldats de l'armée ne voulant pas prendre la peine de rompre les barricades, mirent le feu aux maisons. Les uns prenoient le parti d'y rester & de s'ensevelir sous leurs ruines, plutôt que de s'exposer à être pendus en se livrant eux-mêmes aux vainqueurs, d'autres se jettant par les fenêtres étoient reçus par les soldats sur la pointe de leurs hallebardes ou de leurs piques. Le gouverneur ayant paru à une fenêtre pour demander la vie, on le tua d'un coup de mousquet. Dans ce tumulte affreux, on fit trente-six prisonniers, il y en eut vingt-neuf de pendus ; le lendemain on en pendit encore quatorze qui s'étoient cachés dans des caves, & que le feu avoit obligée d'en sortir. On n'épargna que quelques enfans dont le plus âgé n'avoit pas 18 ans.

Le prince alla ensuite assiéger Sainte-Afrique , petite ville du diocèse de Vabres située au milieu des montagnes , où le duc de Rohan avoit mis une garnison de quinze cents hommes. Le 6 de Juin le prince y fit donner un assaut qui ne réussit pas. Les ennemis le soutinrent avec valeur. Un capitaine du régiment de Normandie, nommé la Palfe , & un autre de celui de Picardie , nommé la Madelaine y furent tués. La place ne pouvoit être exactement investie à cause des hautes montagnes qui l'environnoient. Un des consuls de Castres y amena un secours de cinq cens hommes. Le prince reçut peu de temps après un ordre exprès du roi , d'aller faire le dégât aux environs de Castres pour punir cette ville de sa rébellion.

1628.

Il revint à Toulouse le 14 de Juin , & il dit au parlement & dans l'assemblée des états qui n'étoient pas encore séparés , que la perte qu'il avoit soufferte au siège de Sainte-Afrique , n'étoit pas à beaucoup près aussi considérable que les huguenots le publioient. Il ajouta que , sans l'ordre qu'il avoit reçu du roi d'aller faire le dégât aux environs de Castres , il auroit continué le siège , & qu'il seroit venu à bout de forcer les assiégés à se rendre. On lit en effet dans le mercure François , que le roi voulant priver les villes de Castres , de Nîmes & de Montauban des avantages de la récolte pour les mettre hors d'état de subsister dans leur rébellion , écrivit au prince de Condé de ravager la campagne aux environs de la première , au duc de Montmorency de désoler le territoire de Nîmes , & au duc d'Epernon de faire les mêmes ravages aux environs de Montauban. Le dégât fut commencé le 21 Juin dans le territoire de Castres , & dura douze jours. Les rebelles fortirent de cette ville pour charger les troupes du Roi : mais ils furent repoussés avec tant de vigueur qu'ils n'osèrent plus paroître dans la campagne.

T. 14. p. 108.

Le prince prit ensuite Mazamet & quelques autres petites places. D'un autre côté , le duc de Montmorency après avoir accompagné monsieur le prince au siège de Pamiers , le quitta pour aller prendre dans le bas Languedoc le commandement d'une armée de neuf à dix mille hommes , tirés du Languedoc & du Dauphiné. Il enleva aux huguenots la ville de Chaumerac , qui fut prise d'assaut , & fit pendre plus de six-

E e e iij

1628.

vingts rebelles qui avoient osé la défendre. Il entreprit ensuite le siège de Poussin, dont les fortifications détruites l'année précédente, avoient été rétablies par ordre du duc de Rohan. On plaça quelques pièces d'artillerie sur une hauteur qui commandoit cette forteresse, & quand on eut tiré plus de six cents coups de canon, les assiégés voyant leurs bastions ouverts de tous côtés, demanderent à capituler. On leur accorda la vie, & ils firent serment de ne jamais porter les armes contre le roi. La petite ville de Mirabel, quoique située sur un roc qui paroissoit inaccessible, fut prise en quatre jours. De là le duc de Montmorency conduisit son armée aux environs de Nîmes pour y faire le dégât ordonné par le roi. Une grande partie du mois de Juillet fut employée à cette cruelle expédition, les bleds & les vignobles furent entièrement détruits, & l'on brûla plus de cinquante bourgs ou villages habités par les huguenots. Le duc d'Epéron commandoit un corps de troupes qui fit les mêmes ravages aux environs de Montauban.

Il est temps de reprendre la suite des principaux événements du siège de la Rochelle. Toutes les issues en étoient fermées, & il étoit impossible d'y faire entrer aucune sorte de provisions. Le peu de vivres qui restoit dans la ville se consommoit insensiblement, & ne se distribuoit aux bourgeois & aux soldats qu'avec poids & mesure : les gens riches en trouvoient encore, mais le peuple souffroit une extrême disette. Le 24 Mai, on assembla une grande multitude de femmes, de vieillards, d'enfans & d'autres bouches inutiles, que l'on contraignit par force de sortir de la ville. Ils se présentèrent aux lignes & aux forts des assiégeans : mais le roi avoit fait défense que l'on en reçût aucun, & on leur tira des coups de mousquet pour les obliger à rentrer dans la ville. On arracha les herbes & les légumes qui croissoient entre les murailles & le camp, pour les empêcher de les venir cueillir pendant la nuit, & lorsque quelqu'un sortoit pour prendre quelque coquillage sur le bord de la mer, on lui crioit de se retirer, sans quoi il étoit tué sans miséricorde. Ces malheureux trouvoient la mort de quelque côté qu'ils se tournassent. Dans la ville ils périssoient par la faim, & au dehors par les armes des assiégeans. Les Rochelois touchés des cris & des

hurlemens de ceux qu'ils avoient chassés le 24 Mai, leur ouvrirent les portes, moins pour mettre leur vie en sûreté que pour les exposer à la perdre par une mort plus lente & plus cruelle. Au milieu de cette affreuse désolation, Jean Guiton maire, capitaine & gouverneur de la Rochelle, témoignoit une fermeté, ou plutôt une obstination & une insensibilité à l'épreuve de tout. C'étoit une homme de petite taille, mais grand par le cœur & par l'esprit. Il avoit été élu maire le 4 de Mars 1628. plus de six mois après le commencement du siège. Il fit d'abord quelque difficulté d'accepter cette charge : mais se voyant pressé par les instances de ses compatriotes, il prit un poignard & leur dit : » Je serai maire puisque » vous le voulez, à condition qu'il me sera permis d'enfoncer » ce poignard dans le sein du premier qui parlera de se rendre : je consens qu'on en use de même envers moi dès que » je proposerai de capituler, & je demande que ce poignard » demeure tout exprès sur la table de la chambre, où nous » nous assemblons dans la maison de ville.

1628.

Journal du siège
8^e.

Il soutint ce caractère jusques à la fin. Un jour un de ses amis lui montrant une personne de sa connoissance tellement extenuée par la faim, qu'elle n'avoit plus qu'un souffle de vie : » Etes-vous surpris de cela ? lui dit-il, il faudra bien que » nous en venions là vous & moi, si nous ne sommes point » seccurus. » Un autre lui disant que la faim faisoit périr tant de monde, que bientôt la mort acheveroit d'emporter tous les habitans. *Eh bien*, répondit froidement Guiton, *il suffit qu'il en reste un pour fermer les portes.*

Le 8 Juillet le cardinal lui écrivit qu'il étoit temps que les Rochelois eussent recours à la clemence du roi, & que, s'ils différoient de se rendre, on les traiteroit avec la dernière rigueur. La lettre fut portée par un tambour, que l'on ne voulut pas d'abord écouter. Il dit qu'il apportoit une lettre de monsieur le cardinal de Richelieu. On le fit savoir au maire, qui vint pour la recevoir, accompagné de huit conseillers ; il la lut en leur présence, & parlant assez haut pour être entendu par une foule de peuple qui l'environnoit, il répondit qu'il défavoit tous ceux qui voudroient traiter au nom de la ville ; qu'il s'en falloit beaucoup qu'elle fût réduite aux dernières nécessités ; qu'il y avoit encore assez de vivres pour

1628.

tenir long-temps, & que dans huit jours il comptoit recevoir un puissant secours d'Angleterre. Il dit ensuite au tambour, qu'on n'avoit point d'autre réponse à lui donner.

Requête des députés de la Rochelle au roi d'Angleterre.
Mercuré François, t. 14. pag. 626.

Les députés de la Rochelle à la cour de Londres y tenoient un langage bien différent. Le 23 du même mois ils présenterent une requête au roi d'Angleterre pour lui exposer les malheurs de la ville assiégée, & pour l'engager à y envoyer un prompt secours. » Pardonnez, sire, lui disoient-ils, » à des gens qui sont sur le seuil du tombeau, s'il leur échappe des gémissemens, c'est l'ordinaire de ceux qui sont proches de leur fin, d'achever leur vie par des soupirs ; or, » c'est-là où nous en sommes sans doute, si après les remises précédentes il suit le moindre délai. » Ils tâchoient ensuite de montrer qu'il n'étoit pas impossible de secourir la Rochelle ; ils offroient de se rendre cautions sur le peril de leurs têtes, que pour peu que l'on voulût user de diligence, le secours arriveroit encore assez tôt pour la sauver. Ils se plaignoient de la lenteur & des remises continuelles qui reculoient leurs espérances d'un jour & d'une semaine à l'autre. » Après le retour de la flotte, ajoutoient-ils, nous nous » consolions sur la promesse qu'on faisoit à votre majesté » qu'elle partiroit dans quinze jours, il s'en étoit écoulé » plus de vingt lorsqu'on y en a ajouté quatorze. Enfin voici ci le deuxième mois tout complet. Bon Dieu, sire, que ce » temps est long pour des gens qui n'ont point de pain. Ils lui représentoient que sa présence étoit absolument nécessaire à (a) Plimouth pour hâter le départ de la flotte, sans quoi l'on ne pouvoit pas esperer qu'elle partît assez-tôt pour secourir la Rochelle, & ils supplioient sa majesté de ne pas différer plus long-temps la résolution qu'elle avoit prise de s'y rendre en personne. Ils le conjuroient enfin » par les larmes & les cris pitoyables de mille pauvres languissans & » dévorés par la faim qui étoient tous prêts à périr, par l'interêt de plus d'un million d'autres qui seroient sans doute » écrasés sous leurs ruines, & qui auroient le couteau à la gorge dès le lendemain de leur destruction, par la gloire » de son sceptre, à l'abri duquel ils s'étoient mis, & qu'il avoit

(a) Le mercure François met Portsmouth de la flotte se faisoit à Plimouth ; mais il paroît certain que l'ar-

» bien

• bien voulu leur tendre pour les rassurer , de ne pas souffrir
• que leur sang innocent venant à rejaillir sur sa couronne en
• ternît à jamais l'éclat dans les siècles à venir , ni que dès
• à présent il criât vengeance devant Dieu & devant les
• hommes.

1628.

Quoiqu'ils se défiaient de la droiture & de la sincérité du duc de Boukingham , ils n'osèrent l'attaquer ouvertement dans leur requête , ils craignoient de déplaire au roi d'Angleterre , qui lui avoit donné toute sa confiance : au contraire , ils dirent qu'ils avoient des preuves très-certaines de la passion avec laquelle monseigneur le duc de Boukingham grand amiral & tous ceux du conseil s'employoient pour les secourir : mais ils ne purent s'empêcher d'ajouter que voyant les délais que l'on y apportoit , ils avoient tout lieu de craindre *que sa majesté ne fût pas bien servie , & que quelque main cachée n'arrêât clandestinement ce que le zèle des autres tâchoit d'avancer.* Ensuite pour ne pas aigrir ceux qui avoient part à la confiance du roi d'Angleterre , ou qui étoient chargés de l'exécution de ses ordres , ils eurent soin de corriger l'amertume de ce reproche , en disant : *C'est l'ordinaire de la misère d'être soupçonneuse , peut-être que nous le sommes ici à tort , & de fait , il n'y a aucun sur qui nous entendions déterminer notre défiance.*

L'exposition qu'ils faisoient dans leur requête de la triste situation des habitans de la Rochelle n'étoit point exagérée ; la disette y augmentoit tous les jours. Les pauvres murmuroient , on parloit déjà de se rendre , & il y eut des attroupe-
mens & des tumultes pour contraindre le maire à capituler. On arrêta quelques-uns de ces séditieux , on leur fit leur procès , & il y en eut douze dont les têtes furent exposées sur une des portes de la ville pour intimider les autres. Il étoit difficile de retenir long-temps par la crainte une multitude affamée , qui se voyoit tous les jours à deux doigts de la mort ; après avoir mangé les chevaux , les chiens , les rats , les souris , on se nourrissoit de cuirs & de parchemins bouillis avec du sucre.

Le marquis de Feuquieres qui avoit été pris par les Rochelois dès le mois de Janvier , fut quatre jours sans pain ; le maire lui en fit des excuses , & lui permit de se faire apporter

des vivres , que le sieur Arnaud mestre de camp des carabins de France son beau-frere se chargea de lui envoyer. On dit même que la duchesse de Rohan & sa fille ne vécurent pendant trois mois que de chair de cheval & de quatre ou cinq onces de pain par jour , & il falloit que leur maison fût bien mal pourvûe , puisque leur cuisinier se rendit le 9 d'Août dans le camp du roi , disant qu'il aimoit mieux être pendu que de retourner à la Rochelle pour y mourir de faim. Une si grande disette ne pouvoit manquer de causer du trouble & de la division dans la ville. Les uns disoient qu'il étoit temps de se rendre ; que le secours qu'on leur promettoit de la part des Anglois n'arriveroit jamais ; que le duc de Buckingham & le roi d'Angleterre ne songeoient qu'à les amuser , & qu'ils s'embarrassoient peu du sort de la Rochelle : d'autres mieux instruits ou plus obstinés assuroient , que la flotte d'Angleterre étoit sur le point de paroître ; qu'elle feroit les derniers efforts pour les délivrer , & que ceux qui ne pouvoient se résoudre à l'attendre n'étoient que des lâches ou des perfides.

Le 9 d'Août, le maire , les échevins , les pairs , & les principaux bourgeois de la Rochelle tinrent une grande assemblée , à laquelle on appella le présidial pour délibérer sur le parti que l'on prendroit. Un conseiller du présidial parlant au nom de toute sa compagnie , dit que son avis étoit de se rendre , pourvû que le roi voulût leur laisser leur religion & leurs murailles. Il représenta qu'on ne pouvoit plus compter sur le secours des Anglois , & que les assiégeans avoient si bien pris leurs mesures , que quand même ce secours arriveroit il seroit encore obligé de se retirer comme la première fois. A peine ce conseiller eut-il cessé de parler que le maire se leva & lui donna un soufflet. Un autre conseiller se jeta aussi-tôt sur le maire , & lui donna quelques coups de poing. Il alloit se battre contre les deux conseillers , lorsqu'on les sépara. Tout le présidial sortit indigné de l'insolence du maire , & pour venger l'affront qu'il venoit de recevoir , il le décréta de prise de corps. Mais ce maire avoit le commandement des troupes , il étoit craint & obéi dans la ville comme un général au milieu de son armée. Il envoya une troupe de soldats chez les deux conseillers avec ordre de les tuer

& d'abbattre leurs maisons. Les deux magistrats sachant bien qu'ils ne seroient pas les plus forts , étoient déjà sortis de la ville pour se rendre au camp du roi. Quand ils furent arrivés au premier corps de garde , ils demanderent à parler au cardinal de Richelieu. On les retint , & l'on fut aussi-tôt avertir ce ministre que deux conseillers de la Rochelle étoient venus jusques aux lignes , & qu'ils vouloient lui parler. Il répondit , qu'il étoit tous les jours importuné de ces sortes de gens qui sortoient de la ville par la crainte de mourir de faim , & il ordonna qu'on les renvoyât sans les écouter. On rapporta cette réponse aux deux conseillers qui en furent confternés. L'un d'eux avoit un frere huguenot comme lui , qui commandoit une compagnie de soldats dans l'armée du roi. Il pria un soldat de sa connoissance d'avertir son frere de lui venir parler. Il y vint , & il fut ensuite trouver le cardinal duquel il obtint une audience pour les deux conseillers. C'est par eux que l'on fut ce qui s'étoit passé à la Rochelle dans l'assemblée du 2 Août , & l'affreuse extrémité où elle étoit réduite.

Le 16 on fit faire une nouvelle sommation aux habitans de la Rochelle par le sieur le Breton roi d'armes de France, qui s'avança , précédé de deux trompettes , fort près de la ville. Lorsqu'il fut à six vingts pas des premieres sentinelles , il déclara qu'il vouloit parler au maire de la part du roi. On le pria d'attendre , & l'on envoya un soldat à la ville pour avertir le maire. Pendant qu'on le cherchoit , un jeune garçon d'environ dix-sept ans , qui paroissoit extrêmement pâle & défiguré , s'étant approché du roi d'armes , lui dit : *Monsieur, ayez pitié de moi , il y a deux mois que je n'ai mangé de pain , donnez-m'en si vous en avez , & m'emmenez avec vous ; ceux de là-dedans n'en ont point & sont bien empêchés.* Il tenoit un petit sac à la main qu'il dit être plein d'herbes , qu'il avoit ramassées pour les manger. Un autre vint ensuite lui faire la même priere : mais le roi d'armes les renvoya , en leur disant , que s'ils ne se retiroient , il alloit leur faire passer son cheval sur le ventre. Quelque temps après , le roi d'armes & les deux trompettes apperçurent une douzaine de bourgeois , dont quelques-uns avoient l'arquebuse sur l'épaule, qui affectoient de rire & de chanter , comme pour leur faire enten-

1628.

*Procès-verbal
du roi d'armes.
Mercure Fran-
çois, t. 14. pag.
652.*

1628.

dre, que les assiégés n'étoient pas aussi abattus qu'ils auroient pu se l'imaginer. Une autre troupe parut ensuite avec un officier qui leur cria, que l'on ne vouloit point leur parler, & qu'ils eussent à se retirer. Le roi d'armes faisant avancer son cheval, lui répondit d'un ton ferme, qu'il venoit de la part du roi, & que pour exécuter sa commission, il falloit absolument qu'il parlât au maire ou à quelque autre. L'officier lui répliqua, en jurant, que s'il avançoit encore un pas, il alloit faire tirer sur lui; en même temps il dit à ses soldats, de tenir leurs arquebuses prêtes. Le roi d'armes lui dit sans s'étonner, que s'il vouloit s'approcher de lui, il lui déclareroit les intentions de sa majesté, ou à celui de sa troupe qu'il voudroit lui envoyer. Il le pria ensuite de lui déclarer, si le maire avoit refusé de venir lui parler? *C'est trop discourir*, reprit l'officier avec emportement, *si vous ne partez sur le champ, je fais tirer sur vous*. Alors le roi d'armes jugea qu'il étoit temps de se retirer, & en s'en allant, il jeta près d'une mesure deux sommations qu'il avoit eu soin de mettre par écrit. Voici la première qui devoit être faite au maire, en cas qu'il fût venu à la portée de la ville.

» A toi Guiton, maire de la Rochelle, je te somme de la
 » part du roi mon maître, mon unique & souverain seigneur,
 » & le tien, de faire présentement une assemblée de ville, en
 » laquelle un chacun puisse entendre par ma bouche, ce que
 » j'ai à faire savoir de la part de sa majesté.

La seconde que le roi d'armes auroit prononcée, en cas qu'on eût obéi à la première, étoit conçue en ces termes:

» A toi Guiton, maire de la Rochelle, à tous les échevins,
 » pairs, & généralement à tous ceux qui ont part au gouvernement de cette ville.

» Je vous somme de la part du roi mon maître, mon unique
 » que souverain & seigneur, & le vôtre, de quitter votre rébellion, lui ouvrir vos portes, & lui rendre promptement
 » l'entière obéissance que vous lui devez, comme à votre
 » seul souverain & naturel seigneur. Je vous déclare qu'en
 » ce cas, il vous pardonnera votre félonie & rébellion. Au
 » contraire, si vous persistez en votre dureté, refusant les
 » effets de la bonté d'un si grand prince; je vous annonce de
 » sa part, que vous n'avez plus rien à espérer de sa miséri-

« corde, mais attendre de son autorité, de ses armes, & de
« sa justice, la punition que vos fautes ont méritées; bref, tou-
« tes les rigueurs qu'un si grand roi peut & doit exercer sur
« de si mauvais sujets.

1628.

L'armée qui assiégeoit la Rochelle n'étoit que de vingt-
cinq mille hommes, occupés à garder des lignes d'environ
quatre lieues de tour. Il étoit impossible que les Rochelois
ne reçussent de temps en temps quelques courriers du dehors,
qui trouvoient moyen d'échapper pendant la nuit à la vigi-
lance des sentinelles. D'ailleurs, les rebelles entretenoient
toujours de secrettes intelligences dans l'armée du roi, avec
ceux qui craignoient l'accroissement de la puissance royale
& la ruine entière de la religion protestante. Un gentilhom-
me de leur parti nommé la Grossetiere, qui avoit été page du
roi, & qu'ils avoient envoyé en Angleterre au mois de Juin,
fut arrêté à son retour dans une ville de Normandie; on lui
trouva une commission signée du maire de la Rochelle, qu'il
portoit cousue dans le poignet de la manche de son pour-
point, & qui lui donnoit le pouvoir de lever des troupes; il
étoit encore chargé de lettres du roi d'Angleterre & du duc
de Boukingham, par lesquelles on découvrit le dessein qu'a-
voient les Anglois, de débarquer en Normandie cinq mille
hommes d'infanterie, auxquels la Grossetiere devoit se join-
dre avec huit cents chevaux. Ce gentilhomme fut conduit
au camp du roi, où il arriva le 20 d'Août. Les Rochelois ne
tardèrent pas à être informés de son arrivée, ils surent que
l'on parloit de lui faire son procès, & ils écrivirent au cardi-
nal, que la Grossetiere ne pouvoit être regardé comme un
criminel & un homme sans aveu, parce qu'il n'avoit rien fait
que sur les commissions qui lui avoient été données & par
leur ordre; leur lettre étoit datée du 22 Août. Le cardinal
y fit réponse le lendemain en ces termes: « Messieurs, je
« suis fâché que vos actions ne demandent au roi plutôt que
« vos paroles, les graces que vous desirez de sa bonté: mais
« je m'étonne grandement, qu'empêchant toute la ville où
« vous êtes de recevoir des effets de la miséricorde de sa ma-
« jesté, vous en recherchez pour des sujets particuliers où
« le général de vos citoyens n'a aucun intérêt. Vous n'êtes
« ni de condition, ni en état de traiter avec votre maître, la

Journal du sié-
ge, t. 2.

Bernard, l. 12.

Journal du sié-
ge, t. 2.

1628.

» pensée en est criminelle ; partant je vous conseille de n'aug-
 » menter par cette voie le nombre de vos fautes. Je ne sai
 » quelle est la volonté du roi , dont la bonté est infinie , au su-
 » jet de la Grossetiere : mais je sais bien qu'il ne sauroit rece-
 » voir aucune peine qui ne soit moindre que ses démerites.
 » C'est à vous de contenir ceux qui sont dans la ville où vous
 » êtes , dans la ceinture de ses murailles , sa majesté étant ré-
 » solue de ne souffrir plus , ni que ses soldats passent les lignes
 » du côté de la Rochelle , ni que ceux de la Rochelle s'ap-
 » prochent des mêmes bornes , & les passent impunément. Je
 » vous en avertis , afin qu'aucun ne soit pris par inadver-
 » tance. Cependant je vous prie de croire que je desire avec
 » passion , que vous me donnassiez sujet de vous témoigner
 » mon affection , & que j'eusse été bien-aise de vous faire con-
 » noître que je suis , messieurs , votre bien affectionné servi-
 » viteur , *le cardinal de Richelieu.*

Quelque fiere que fût cette réponse , on eut cependant égard
 aux remontrances du maire de la Rochelle. La Grossetiere ne
 fut point mis en justice dans un temps où les Rochelois au-
 roient été en état d'user de représailles en faisant mourir le
 marquis de Feuquieres qui étoit entre leurs mains. On se con-
 tenta donc pour lors de tenir la Grossetiere en prison : mais
 quand le roi se fut rendu maître de la Rochelle , on abandon-
 na ce rébelle à toute la rigueur des loix. Le grand conseil eut
 ordre d'instruire son procès , & par arrêt du 24 Novemb. 1628.
 il fut condamné comme criminel de lèse-majesté , à être déca-
 pité. Il étoit dit dans l'arrêt , qu'après sa mort son corps seroit
 brûlé , ses cendres jettées au vent , & sa tête posée sur la tour
 de la lanterne de la ville de la Rochelle , ce qui fut exécuté.

Avant que de renvoyer le tambour qui avoit apporté la
 lettre des Rochelois ; le cardinal & le duc de Montbason
 lui demanderent , de quoi vivoient les habitans de la Ro-
 chelle. Il répondit , qu'ils avoient trouvé l'invention de
 faire bouillir avec du suif des peaux de bœufs & d'autres
 cuirs , dont ils se nourrissoient. Le cardinal dit au duc
 qu'il falloit en avoir , & les faire apprêter par ce tambour qui
 savoit les accommoder. Le duc lui répondit , qu'il n'étoit pas
 curieux d'en manger. Le cardinal répliqua , qu'il ne vouloit
 pas en manger plus que lui , mais qu'ils en feroient goûter à

leurs gens pour savoir ce que c'étoit. Les vivres étoient devenus si rares à la Rochelle, que les femmes, les enfans & les vieillards en sortoient par troupes, & s'approchoient des lignes pour demander du pain : mais ils étoient repoussés par les soldats à coups de fouet, à coups de hallebarde, & quelquefois même à coups de mousquet. Pour les empêcher de sortir dans la suite & d'approcher du camp, l'on fit dresser des potences, & l'on déclara que ceux qui seroient pris à quarante pas des lignes seroient pendus sur le champ. Ces menaces & les exécutions qui les suivirent, obligerent les habitans, quoique pressés par la faim, à rester dans la ville; le nombre de ceux qui sortoient devint plus rare, & par conséquent la misère des assiégés plus extrême. Cependant ils ne se rendoient pas encore, dans l'espérance que la flotte d'Angleterre arriveroit incessamment pour les délivrer. On la préparoit en effet à Plimouth, & le duc de Boukingham qui devoit la commander s'y étoit rendu exprès pour hâter les préparatifs, lorsqu'il fut assassiné par un officier Ecoissois, nommé Felton, le 23 d'Août (vieux style) qui repond au 2^e Septembre, selon notre maniere de compter. Quelques-uns prétendent que ce meurtre fut commis dans le château de Soutwich à quatre mille de Plimouth.

La relation des députés de la Rochelle qui étoient auprès du duc de Boukingham, & qui furent présens à l'assassinat, dit que ce duc étoit alors à Plimouth; ils le pressoient de faire partir la flotte, & pour les rassurer il leur montra des lettres qu'il venoit de recevoir, par lesquelles on lui mandoit que les Rochelois avoient reçu depuis quelques jours un convoi de vivres très-considérable, & qu'on avoit trouvé moyen de faire entrer cinquante ou soixante bœufs dans leur ville. Il est impossible de savoir si c'étoit le cardinal de Richelieu qui faisoit donner ce faux avis au duc de Boukingham pour retarder le départ de la flotte Angloise, ou si c'étoit le duc qui cherchoit lui-même à tromper les députés de la Rochelle. Ils lui répondirent que cette nouvelle étoit absolument fausse, & qu'à moins qu'on n'eût trouvé des bœufs qui eussent des ailes pour voler, il n'étoit pas possible qu'il en fût entré un seul dans la ville de la Rochelle. Monsieur de Sou- bise qui arriva dans le moment, appuya fortement la réponse

1628.

*Mort du duc de
Boukingham.
Mercure Fran-
çois, t. 14.
Auberi, l. 2.
ch. 19.*

1628.

des députés ; & il se joignit à eux pour supplier le duc de ne pas différer sur un si vain prétexte , le secours qu'il leur avoit promis. Il les assura qu'on y apporteroit toute la diligence possible , & qu'on n'y perdrait pas un instant : mais il soutint toujours que la nouvelle étoit vraie , ajoutant qu'il alloit partir pour la dire au roi qui étoit alors à quatre mille de Plimouth. Mais lorsqu'il s'avançoit vers la porte de sa chambre pour sortir , un officier vint lui présenter un plan qu'il considéra quelque temps avec beaucoup d'attention. Alors Felton haussant le bras par-dessus l'épaule de cet officier qui étoit fort petit , frappa le duc d'un coup de couteau qui lui entra fort avant dans l'estomach. Le duc eut encore la force d'arracher lui-même le couteau de sa blessure , de tirer son épée , & de faire quelques pas dans l'anti-chambre en criant après le meurtrier qui s'enfuyoit : *Ha , chien , tu m'as tué. Mais* à peine eut-il prononcé ces paroles , qu'il tomba mort. Le bruit se répandit aussi-tôt dans la chambre , que c'étoit un François qui avoit fait le coup. On savoit que les députés de la Rochelle étoient fort mécontents de la conduite du duc à leur égard , & la première idée qui vint à l'esprit des Anglois fut que la mort de ce favori étoit un effet de leur vengeance : on fut bien-tôt détrompé. Felton se découvrit lui-même , il fut arrêté sur le champ , & les millions que l'on offrit pour racheter sa vie firent connoître à quel point la mort du duc de Boukingham étoit agréable à toute l'Angleterre. Felton déclara qu'il avoit agi de son propre mouvement , & qu'il croyoit avoir rendu à sa patrie un service important , en la délivrant du pouvoir tyrannique d'un homme qui ne cherchoit qu'à l'opprimer.

Le roi d'Angleterre assura monsieur de Soubise , que la mort du duc de Boukingham ne changeroit rien à la résolution qu'il avoit prise de secourir la Rochelle , & ce prince vint lui-même à Plimouth , pour presser l'armement de sa flotte. On trouva que les préparatifs de cet armement n'étoient pas fort avancés. Les provisions & les munitions nécessaires à la flotte , dit le duc de Rohan , *n'étoient pas à demi chargées. Le duc de Boukingham y faisoit travailler si lentement , qu'elle n'auroit pas mis à la voile dans trois mois. On avança plus en dix ou douze jours par la présence & par les soins*

soins du roi, qu'on n'avoit fait auparavant en plusieurs semaines.

Cette flotte étoit la dernière ressource des Rochelois, qui l'attendoient de jour en jour avec une impatience inexprimable. Le 20 d'Août, ils avoient écrit aux sieurs David, Vincent, Baignaut, Guisse, (a) & Gobert, leurs députés à la cour d'Angleterre, pour les avertir que la faim les pressoit extrêmement, & pour leur donner divers avis sur la manière dont il falloit s'y prendre pour forcer la digue. Ces avis monroient à quel point ils étoient aveuglés par l'esprit de fureur & d'opiniâtreté qui les possédoit; car ils marquoient dans leur lettre qu'il étoit facile d'attaquer la digue par le milieu, que l'armée navale des assiégeans n'étoit composée que de treize grands vaisseaux & de quelques autres plus petits, qu'ils n'avoient qu'une galere & une trentaine de chaloupes mal équipées, qu'en tout il n'y avoit pas six cents matelots répandus dans tous les bâtimens; ils ajoutoient que les brûlots seroient propres à faciliter le passage, & qu'il falloit aussi avoir des gens avec des haches pour couper les cables des bâtimens qui défendoient la digue. Cette lettre fut interceptée, malgré les précautions que les Rochelois avoient prises pour la cacher. Elle étoit enfermée dans une petite boîte d'argent faite en forme d'amande, que l'on fit avaler à un homme qui sortit de la Rochelle avec l'orfevre qui avoit fait l'amande. Tous deux furent arrêtés & mis à la question; celui qui portoit la lettre avoua qu'elle étoit dans son corps, les lavemens qu'on lui donna la lui firent rendre au bout de quatre jours; ensuite il fut pendu, ainsi que l'orfevre qui l'accompagnoit.

Le 26 d'Août on pendit encore un horloger, qui fut trouvé chargé d'une commission du maire & d'un petit billet qu'il devoit porter en Angleterre, & qu'on trouva cousu dans la doublure de son habit: il étoit écrit en termes mystérieux qui signifioient, que pour peu qu'on différât encore l'arrivée du secours, la ville seroit obligée de se rendre. Le porteur de ce billet fut mis à la question, & il déclara que depuis six semaines, il n'avoit eu pour lui & pour toute sa famille, que trois livres de pain qui lui avoit coûté 42 sols la livre.

(a) Ce troisième député est toujours *sic*ge, imprimé en 1680. appelé Dehuisse, dans le Journal du

1628.

Le 29 on tint un conseil extraordinaire dans la ville de la Rochelle, pour délibérer sur les moyens d'appaîser le peuple, qui demandoit du pain ; il fut résolu que l'on lîroit aux habitans des lettres du roi d'Angleterre, qui assûroit que le 16 du mois prochain sans aucun délai, la ville seroit secourue. Après cette lecture, le maire ajouta, qu'il y en avoit parmi eux d'assez insensés pour croire qu'on leur feroit quartier s'ils se rendoient ; mais qu'ils s'abusoient étrangement, & qu'ils seroient bien plus malheureux qu'ils ne l'avoient été pendant le siège, parce qu'après les avoir amusés par de belles promesses, on les feroit tous périr par le fer ou par la corde, qu'on les livreroit à la fureur des soldats, qui violeroient leurs femmes & leurs filles, & que pour éviter de si grands malheurs, le conseil avoit décidé que tant qu'il y auroit dans la ville assez de monde pour tenir les portes fermées, on ne devoit jamais se rendre.

Le maire s'apercevant que cette résolution du conseil n'étoit pas fort applaudie par des gens qui mouroient de faim, alla jusqu'à leur dire, que si l'on vouloit le tuer pour se nourrir de sa chair, il y consentiroit plutôt que de se rendre à la discrétion de l'ennemi. Il ne laissa pas d'entamer quelques jours après une négociation avec le cardinal de Richelieu pour traiter de la reddition de la ville : mais il y a lieu de croire qu'il ne cherchoit par-là qu'à faire cesser les murmures du peuple, & à l'engager à souffrir plus patiemment la faim qui le dévorait. Il y avoit déjà long-temps que le cardinal avoit dessein d'échanger le sieur de Feuquieres, contre un jeune gentilhomme nommé Bonneval, que le maréchal de Bassompierre avoit fait prisonnier le 15 Février, en chargeant une vingtaine de cavaliers envoyés par les Rochelois pour attaquer ceux qui travailloient au fort Sainte-Marie.

Lettre originale
du cardinal de
Richelieu, du 16
Fev. 1628. mss.
de Berh. n^o. 9234.

Mémoires de
Bassomp. t. 3.
Journal du sié-
ge, t. 2.

Arnaud de Courbeville mestre de camp général des carabins de France, eut permission d'entrer dans la Rochelle pour proposer cet échange. Il fut invité par les Rochelois à venir conférer avec eux, le marquis de Feuquieres lui écrivit de leur part, & il ne balança pas à se rendre à cette invitation. Quand il fut dans la ville, les Rochelois lui firent quelques propositions d'accommodement, dont il rendit compte au cardinal, qui ne crut pas devoir les négliger. Ar-

naud eut ordre de retourner à la Rochelle, & d'assurer les habitans que le roi étoit disposé à leur pardonner, s'ils vouloient se soumettre. Il s'en falloit beaucoup qu'ils fussent tous du même avis; les uns fatigués de la longueur du siège, & ne pouvant plus supporter les horreurs de la famine, vouloient que l'on ouvrît au plutôt les portes au vainqueur. Les autres qui entroient dans les sentimens du maire Guiton, soutenoient au contraire, qu'il falloit encore souffrir jusqu'à l'arrivée des Anglois.

Cette division parut le 3 de Septembre, avec un éclat & un scandale qui donna de l'inquiétude au maire & à ceux de son parti. On s'étoit assemblé pour entendre le prêche, & lorsque le ministre eut fini son discours, il avertit les auditeurs, que monsieur le maire avoit quelque chose à leur proposer. Guiton se leva & dit, qu'ils ne pouvoient pas douter de la bonne volonté du roi d'Angleterre, dont ils avoient eu déjà tant de preuves; que si depuis la malheureuse expédition de la flotte qu'il avoit envoyée à leur secours, la seconde qui se préparoit à partir n'étoit pas encore arrivée; on ne devoit point imputer ce retardement à la négligence ou à l'insensibilité de ce grand prince; mais uniquement à la perfidie du duc de Boukingham son favori; que ce monarque s'en étoit aperçu, & qu'il étoit résolu de ne lui point confier le commandement de la nouvelle flotte qui seroit conduite par un seigneur Anglois, plus fidele & plus courageux, & qu'elle arriveroit infailliblement à la saint Michel, c'est-à-dire le 29 Septembre.

Ce discours ne plut pas également à toute l'assemblée, une femme se leva & dit au maire: « Quoi, monsieur le maire, » ne savez-vous pas qu'il y a quinze jours que je n'ai mangé » de pain, & que la nourrice de mon enfant meurt de faim » avec lui; il n'y a plus moyen d'attendre, il faut recourir à » la miséricorde du roi, ou avoir du pain ». D'autres femmes de ses parentes se joignirent à elle, & toutes ensemble se mirent à crier contre le maire: il ne lui étoit pas facile de leur imposer silence. Une autre femme de son parti vint à son secours, & s'approchant de celle qui avoit parlé la première, elle lui donna un soufflet. Ces deux femmes se prirent aux cheveux, & l'on eut beaucoup de peine à les sépa-

1628.

Mem. mss. du
marquis de Fon-
tain-Mareuil.

rer. Alors le capitaine d'un des quatre quartiers de la ville, allié de celle qui avoit reçu le soufflet, dit au maire : *Monsieur, ne nous flattons plus, je vous avertis que je ne saurois retenir davantage mes compagnons, qui sont tous armés, & que vous me verrez bien-tôt à leur tête pour vous forcer à capituler, si vous ne trouvez pas les moyens de nous donner du pain.* Ces paroles furent dites d'un ton qui déconcerta le maire malgré toute sa fermeté : il répondit avec douceur, que dans peu de temps on pourvoiroit à l'un ou à l'autre ; c'est-à-dire, qu'il capituleroit, ou qu'il viendrait à bout de faire entrer des vivres dans la ville. Il ne parloit pas sincèrement, car d'un côté il connoissoit l'impossibilité où il étoit d'avoir des vivres, & de l'autre il étoit très-résolu d'attendre l'arrivée des Anglois, & jusques-là, de rejeter tout accommodement : mais pour calmer les esprits, il fit semblant de suivre avec plus d'ardeur qu'auparavant, la négociation déjà commencée avec le sieur Arnaud.

Le 7 de Septembre, Arnaud sortit de la Rochelle avec deux députés, qu'il conduisit au cardinal, & qui eurent une longue conférence avec ce ministre. Ils s'offrirent à demander pardon au roi, & à ne point insister sur la démolition du Fort-Louis, & de ceux des isles de Rhé & d'Oleron, à condition qu'on les laisseroit jouir de leurs privilèges, & que messieurs de Rohan & de Soubise, ainsi que les villes de Languedoc seroient compris dans le traité. Le cardinal tâcha de leur faire comprendre l'injustice de leurs demandes, sans leur ôter l'espérance d'obtenir du roi un traitement favorable. Ils parurent contens, & promirent de revenir avec deux autres députés pour conclure le traité ; ils revinrent en effet, & ils furent présentés au roi, qui leur promit en général le pardon de leurs fautes : mais comme il restoit encore plusieurs articles à régler, on convint qu'ils reviendroient le 11. L'on crut alors dans toute l'armée que la Rochelle alloit se rendre, & l'on fut fort surpris le 11, lorsqu'au lieu de voir revenir les députés au camp, on entendit tirer le canon des Rochelois, & que l'on vit sortir de leur port un brûlot avec lequel ils prétendoient mettre le feu aux vaisseaux qui défendoient la digue, & aux poutres qui la soutenoient. Ils s'étoient flattés que les assiégeans, persuadés que la ville étoit

sur le point d'ouvrir ses portes , feroient moins attentifs & moins vigilans à se précautionner contre toute surprise: mais ils y furent trompés. L'on apperçut le brûlot , & l'on s'empres-
sa de le détourner de sa route. Il prit feu , & se consuma lui-même dans l'eau.

La Rochelle se trouvoit alors réduite à une telle extrémité par la famine , qu'il eût peut-être été facile de la prendre d'assaut : mais le cardinal de Richelieu s'y opposa toujours. Il représenta au roi que malgré l'obstination criminelle des Rochelois , il y auroit de l'inhumanité à livrer tout un peuple à la fureur du soldat , qui usant du droit de la guerre , mettroit tout à feu & à sang dans une ville , dont il falloit conserver ceux de ses habitans qui pourroient échapper aux ravages de la famine.

La négociation (a) frauduleuse du maire de la Rochelle étant rompue , l'on ne pensa plus dans l'armée du roi qu'à se tenir prêt à repousser les Anglois.

Leur flotte ayant mis à la voile le 17 Septembre , parut le 28 à la hauteur de l'isle de Rhé ; on y comptoit plus de cent quarante bâtimens. Le comte de (b) Lindsey en étoit amiral , & le comte de Morton vice-amiral. Le parlement d'Angleterre avoit accordé au roi cinq subsides , qui faisoient environ quatre millions , pour équiper cette flotte ; c'étoit la plus grande somme que la nation eût encore fournie à Charles I.

Le roi d'Angleterre avoit ordonné au comte de Lindsey d'agir de concert avec monsieur de Soubise , & de le regarder comme une espece d'adjoin-
t qui partageoit avec lui l'au-

(a) Auberi , & après lui le Clerc , parlent de cette négociation , comme d'une suite de la mort du duc de Boukingham ; parce que , disent ils , le cardinal se persuada que cet événement imprévu rendroit les Rochelois beaucoup plus traitables : mais cette idée ne s'accorde nullement avec les dates marquées dans le mercure François & dans les mémoires de Bassompierre ; l'un & l'autre assurent que la négociation commença au plus tard le 2 de Septembre , qui fut le jour de l'assassinat du duc de Boukingham. Il est évident que cette nouvelle ne pouvoit pas être arrivée ce jour-là dans le camp du roi , qui ne l'apprit que le 13 , ni dans

la ville où l'on la sut peut-être beaucoup plus tard.

(b) Quelques auteurs confondent le comte de Lindsey avec le comte de Denbigh , qui avoit commandé le premier secours. Le duc de Rohan suppose évidemment dans ses mémoires , que c'étoient deux hommes différens , puisq'après avoir nommé les deux commandans de la nouvelle flotte , Lindsey & Morton , il dit que l'on ne changea rien au reste. On peut encore ajouter , que l'on voit dans les manuscrits de Bethune une lettre du commandant de cette flotte , qui est signée Lindsey.

1628.

torité du commandement. Soubise voulut conduire l'avant-garde, dans laquelle il y avoit quelques vaisseaux Rochelois mêlés avec ceux des Anglois.

La vûe de cette flotte inspira une nouvelle ardeur aux troupes du roi. On détacha de l'armée de terre environ mille soldats qui furent répandus dans tous les bâtimens pour renforcer les équipages. Il y eut plusieurs gentilshommes qui se mêlerent parmi eux, chacun s'empressoit de donner des marques de sa valeur & de son zele, dans une occasion si importante & si décisive. Lorsque le roi parla d'envoyer un officier à Paris pour faire part à la reine sa mere de l'arrivée des Anglois, il ne s'en trouva pas un seul qui voulût se charger de cette commission; tous demanderent à rester pour contribuer à la défaite de l'ennemi, le roi fut obligé de faire partir un de ses aumoniers.

Le duc d'Orleans qui avoit quitté le siège dès le 15 Novembre de l'année précédente, ne fut pas plutôt informé de cette nouvelle, qu'il partit en poste de Paris pour se rendre à l'armée. Il fut suivi par un grand nombre de seigneurs, & entr'autres par les ducs de Chevreuse & de Bellegarde, par le cardinal de la Valette, par le maréchal d'Estrées, connu auparavant sous le nom de marquis de Cœuvres, qui avoit commandé dans la Valteline, & par une infinité d'autres. L'armée du roi se trouva pleine de volontaires de la plus haute naissance, qui furent partagés en trois brigades. La premiere étoit commandée par le comte d'Harcourt; la seconde, par le comte de la Rochefoucault; & la troisieme, par le marquis de Nesle.

La flotte du roi attendoit celle d'Angleterre à l'embouchure du canal. Les troupes de terre étoient rangées sur les deux bords, & sur la digue. Les vaisseaux Anglois s'étant avancés le 3 d'Octobre à la portée du canon, on se canonna de part & d'autre, sans en venir aux mains. Le combat ne dura que trois heures. *Il recommença le lendemain*, dit le duc de Rohan, *mais plus mollement & de plus loin*. Il ajoute, *que les Anglois ne perdirent pas un seul homme sur leurs vaisseaux pendant ces deux jours*.

Bassompierre dit au contraire, que les Anglois perdirent plus de deux cents hommes & trois chaloupes, dont deux

furent prises , & la troisieme coulée à fond. Ils envoyèrent neuf brûlots & quelques petards flottans pour endommager les vaisseaux du roi : mais toutes ces machines ne produisirent aucun effet. Il n'y eut dans notre armée que vingt-huit hommes de tués , & quatorze de blessés. Après ces deux combats , les ennemis commencerent à désespérer du salut de la Rochelle , & les Rochelois eux-mêmes qui avoient arboré leurs drapeaux sur les remparts , & sonné toutes leurs cloches à la vûe de la flotte Angloise , perdirent toute espérance. Monsieur de Soubise & le comte de Laval frere du duc de la Trémoille , brûloient d'envie d'en venir aux mains ; ils proposerent inutilement d'aborder les vaisseaux du roi , & de s'ouvrir un passage jusqu'à la digue. Les Anglois jugerent l'entreprise impraticable , comme elle l'étoit en effet , & le comte de Lindsey leur déclara , qu'ils feroient mieux de s'accommoder avec le roi de France , que de s'entêter d'un dessein chimérique , & impossible dans l'exécution.

1628.

Le 4 d'Octobre au soir , les Rochelois qui étoient sur la flotte Angloise demanderent à parler à nos généraux. Ils envoyèrent deux députés , qui débarquerent au quartier du maréchal de Bassompierre. Il les mena lui-même chez le cardinal ; ils vouloient qu'on leur permît d'entrer dans la Rochelle , pour connoître par eux-mêmes l'état où elle étoit , & venir ensuite en rendre compte à monsieur de Soubise & à l'amiral d'Angleterre , *ce qui étoit*, dit Bassompierre , *une demande incivile*. Le cardinal voyant qu'ils n'avoient rien de plus à lui dire , les renvoya sur le champ avec un refus qui ne souffroit point de réplique.

Montaigu , sorti de la Bastille depuis le 14 Avril , étoit sur la flotte ; l'on proposa de l'envoyer au cardinal , sous prétexte de l'échange de quelques prisonniers Anglois , mais en effet , pour voir si ce ministre voudroit consentir à un accommodement , & pour examiner en même-temps l'état de la digue. Monsieur de Soubise rejetta cette proposition , en disant , que la Rochelle étoit perdue , si l'on venoit à savoir dans l'armée Angloise , que l'on entroit en négociation ; parce que dès-lors , il seroit impossible , de déterminer aucun Anglois à se battre pour une cause désespérée. La réflexion étoit juste : mais pour agir autrement , il eût fallu avoir quel-

1628.

que espérance de forcer la digue, & les Anglois étoient résolus de renoncer à cette entreprise. Ainsi, on fit partir Montaigu avec un sauf-conduit, que le cardinal accorda sans difficulté.

Après avoir salué le roi, il entra en conférence avec le cardinal, qui lui parut disposé à traiter les Rochelois avec douceur. Il revint à la flotte, & il rendit compte à l'amiral Anglois du commencement de sa négociation. On le renvoya au camp avec un ingénieur Allemand, qui fut chargé d'examiner la digue. Elle étoit alors dans un état de consistance & de solidité, plus propre à désespérer les ennemis, qu'à leur faire trouver aucun moyen de la forcer; ainsi, le cardinal ordonna qu'on la leur laissât voir à loisir. Montaigu fit encore un troisième voyage au camp pour conférer avec le cardinal. Ce ministre mettant à part les intérêts des Rochelois, lui proposa de retourner en Angleterre pour négocier la paix entre les deux couronnes, dont il lui découvrit les principales conditions; c'étoit un objet plus intéressant pour les Anglois, que l'accommodement des Rochelois. Dès-lors, ils furent totalement abandonnés, & Montaigu partit pour l'Angleterre, en laissant aux députés de la Rochelle, qui étoient sur la flotte, le soin de démêler leurs propres affaires.

Pendant que Montaigu négocioit avec le cardinal, il y eut une suspension d'armes entre les deux flottes qui dura quinze jours; elle subsistoit encore, lorsqu'on apprit que quelques bâtimens qui paroissoient détachés de la flotte Angloise, ayant remonté la rivière de Charente, avoient débarqué des troupes sur la côte, qui avoient brûlé des magasins & des bateaux. On s'en plaignit à l'amiral Anglois: il répondit, que ces hostilités n'avoient point été commises par des Anglois, mais par des corsaires Rochelois, & qu'il n'y avoit qu'à les faire pendre si on les trouvoit. Le 18 on envoya de ce côté-là trois cents hommes du régiment de Piémont avec des Suisses, & trois pièces de canon, qui obligèrent ces corsaires à se retirer.

Les Rochelois qui étoient sur la flotte Angloise firent demander un sauf-conduit au maréchal de Bassompierre, pour des députés qu'ils vouloient envoyer à monsieur le cardinal;
ils

ils ne le reçurent que le 23 Octobre , & le soir ils se rendirent auprès du maréchal qui les fit conduire dans son carrosse à la Saussaye, où le cardinal étoit logé. Le premier de ces députés étoit un ministre, nommé Vincent, & l'autre se nommoit Gobert. On apprit presque en même-temps par le sieur Arnaud, qu'il y avoit six députés de la ville au fort de la Fond qui demandoient une conférence; le maréchal y courut aussitôt allant toujours au galop, & il fit avertir le cardinal, qui lui manda de les amener chez lui. Ils y arriverent fort peu de temps après ceux de la flotte, qui furent admis les premiers à l'audience du cardinal. Ils lui dirent, qu'ils étoient confus de paroître devant lui en sortant d'avec les ennemis de la France; mais que leur conscience leur rendoit témoignage, que malgré leur alliance avec les étrangers, ils avoient toujours eus le cœur François, qu'aussi-tôt qu'ils avoient vu quelque ouverture à traiter avec sa grandeur, ils s'étoient empressés d'en profiter. Ils le supplierent ensuite de vouloir bien leur procurer les bonnes grâces de sa majesté, en lui promettant, qu'ils agiroient toujours dans cette affaire avec la plus grande sincérité, & d'une manière qui seroit avantageuse au service du roi. Le cardinal leur répondit avec assez de douceur, que pour le présent il ne vouloit pas considérer leurs fautes, ni celles de leurs concitoyens, qu'elles étoient à la vérité très-grandes; mais que la bonté du roi étoit encore plus grande pour les oublier, & qu'il tâcheroit de leur en obtenir le pardon, pourvu que de leur côté, ils fussent résolus de rentrer sincèrement dans leur devoir.

Il eut ensuite une longue conversation avec eux, pour s'instruire par lui-même de leurs véritables dispositions, il lui parut qu'ils parloient avec assez de franchise. Ils se plainquirent de la conduite des Anglois, & ils avouèrent qu'ils avoient tout lieu de se repentir d'avoir compté sur eux. Le cardinal leur dit, que les Rochelois s'étoient vantés d'avoir encore des vivres pour trois mois, que si le fait étoit vrai, il leur donneroit carte blanche pour dresser eux-mêmes les articles de la capitulation: mais que s'il se trouvoit faux, ils seroient obligés de se rendre à discrétion. Ensuite, il proposa d'envoyer des commissaires à la Rochelle pour examiner l'état actuel des vivres qui restoient aux assiégés. Les députés

1628.

Mem. de Bas-
comp. t. 3.

1628.

le supplierent de les mettre à portée d'annoncer à leurs compatriotes des nouvelles plus favorables, & l'un d'eux prenant la parole, lui représenta qu'il étoit impossible de faire une recherche exacte des vivres que les Rochelois pouvoient avoir, parce que dans les temps de disette, chacun avoit soin de les cacher, comme ses plus précieux thrésors; qu'il y en auroit peut-être pour plus de trois mois, sans que les commissaires pussent jamais s'en assurer: qu'au mois de Mai dernier on avoit entrepris d'en examiner la quantité, & qu'il ne s'en étoit trouvé que pour un mois, quoiqu'il s'en fût écoulé plus de six depuis ce temps-là sans que la ville eût capitulé: que l'on n'iroit pas sans doute, compter les poissons & les coquillages que la mer amène, ni les herbes que la terre produit, ni les peaux, les cuirs, & les parchemins, ni enfin tout ce qui pouvoit avoir quelque suc, dont la faim savoit se faire des mets exquis dans le cas d'une extrême nécessité; que quand même tout cela ne suffiroit pas pour nourrir les assiégeans pendant trois mois, on pourroit laisser mourir les bouches inutiles, & ménager seulement de quoi soutenir ceux qui seroient en état de se défendre; qu'il y avoit assez de gens, qui pour le flatter, lui venoient dire que les assiégés devoient capituler au premier jour, & que cependant depuis plus de quatre mois ces avis s'étoient toujours trouvés faux; qu'il pouvoit bien juger lui-même qu'il n'y avoit pas d'apparence que les Rochelois fussent encore si fermes dans leur résolution, s'ils n'avoient aucun moyen de subsister. Il finit par supplier le cardinal de ne pas réduire au désespoir les habitans de la Rochelle, & de leur offrir des conditions moins dures. *Car enfin, lui dit-il, monseigneur, nous traitons ici pour des gens qui savent bien mourir, quand ils ne peuvent plus vivre.* Et en prononçant ces dernières paroles, il ne put s'empêcher de verser quelques larmes.

Le cardinal qui n'étoit pas fort touché de sa douleur, répondit que ces réflexions méritoient d'être bien pesées, qu'il en parleroit au roi, & qu'il espéroit que sa majesté trouveroit bon qu'ils allassent conférer avec les assiégés. Ils se retirèrent pour attendre la décision du roi. Le cardinal ordonna qu'ils fussent bien traités. Il leur avoit parlé dans son appartement. Il voulut que l'on mît les députés de la ville dans ce-

lui de l'archevêque de * Bourdeaux qui logeoit chez lui. Ces derniers ignoroient l'arrivée de ceux de la flotte & la conférence qu'ils avoient eue avec le cardinal. Richelieu leur parla en présence du garde des sceaux, du maréchal de Schomberg & des autres ministres. Ils lui présenterent un écrit par lequel ils demandoient que l'on fît un traité de paix général pour tous les protestans du royaume, dont les Anglois seroient les médiateurs & les garans; que ce traité fût regardé comme un véritable traité de paix, où il ne seroit point parlé de grâce ni de pardon; que l'on leur laissât leurs privilèges & leurs remparts; que leur maire fut maintenu dans tous les droits de sa charge; & enfin que la garnison de la Rochelle en sortît avec tous les honneurs de la guerre. Le cardinal se moqua de ces propositions, & il leur fit entendre qu'elles convenoient si peu à la situation où ils se trouvoient, qu'il étoit inutile de les discuter. Il ajouta qu'il ne leur restoit plus qu'un parti à prendre, c'étoit de recourir à la clémence du roi, & de se soumettre à toutes les conditions qu'il plairoit à sa majesté de leur imposer. Ils étoient fort embarrassés, parce qu'ils ne pouvoient se résoudre à une soumission si absolue, sans être assurés de leur sort par quelque espece de traité. Ils demanderent qu'il leur fût permis de conférer avec ceux de leurs compatriotes qui étoient sur la flotte Angloise. Le cardinal leur répondit, qu'il y avoit actuellement dans sa maison deux députés de cette flotte, & que s'ils vouloient lui promettre de ne leur point parler, ils auroient dans le moment la satisfaction de les voir. Ils le promirent, & le cardinal sortit aussitôt pour aller chercher les deux députés de la flotte qui étoient dans sa galerie, & qui s'engagerent pareillement à ne rien dire à ceux de la ville. Quelques-uns ont écrit, qu'il leur défendit de se parler sous peine de la vie. Il amena les deux députés dans sa chambre, & ils eurent tous la liberté de se voir de loin sans avoir celle de se dire une seule parole. Il seroit difficile de représenter les sentimens de joie, de tristesse & d'étonnement, qui parurent alors sur leur visage.

Auberi prétend, que le cardinal ne fit voir les députés de la flotte à ceux de la ville, que pour convaincre ces derniers que les autres étoient venus pour traiter avant eux, & qu'ainsi la Rochelle n'avoit plus rien à espérer de la flotte An-

H h h h ij

1628.

* Henri de Sourdis.

Mem. de Bassomp. t. 3.

1628.

gloise. Le même auteur assure , qu'ils eurent permission de s'embrasser , & que le cardinal dit à ceux de la ville , qu'ils avoient tout sujet de se louer du zele & de l'affection des deux autres députés ; qu'il avoit été témoin de l'ardeur avec laquelle ils avoient plaidé la cause des assiégés , & de la compassion qu'ils avoient témoignée pour eux jusqu'à répandre des larmes en parlant de l'état déplorable où ils étoient réduits.

Les députés de la ville supplierent encore le cardinal de parler au roi en leur faveur ; il répondit , que le roi étoit allé se promener pour huit jours , & qu'à son retour il lui parleroit. *Comment huit jours* , reprit un des députés , *il n'y a pas de quoi vivre pour trois dans la ville de la Rochelle.* Le cardinal ne laissa pas tomber cette parole , & il s'en servit pour faire sentir aux députés qu'ils n'avoient plus d'autre ressource à espérer que la clémence du roi ; on mit quelques articles par écrit que l'on leur donna pour porter à la Rochelle. On leur promettoit seulement la vie , la jouissance de leurs biens , l'abolition de leurs crimes passés , & l'exercice libre de leur religion. Ils furent obligés de s'en contenter , & ils déclarèrent qu'ils ne doutoient pas que ces articles ne fussent acceptés par les Rochelois. Jean de Berne & Pierre Viet échevins , Daniel de la Goutte & Jacques Rifaut pairs , Elie Moquet & Charles de la Coste bourgeois , les signerent le 28 d'Octobre au nom de tous les habitans de la Rochelle. Le roi ne jugea pas à propos de les signer , pour ne pas paroître traiter avec ses sujets , les maréchaux de France crurent pareillement , qu'il étoit au-dessous d'eux d'y mettre leur nom.

Ainsi du Hallier & Marillac maréchaux de camp , eurent ordre de les signer. Tous deux sont nommés dans le préambule : mais la copie inserée dans le mercure n'est signée que du sieur de Marillac.

Dans ce traité , les habitans de la Rochelle commencent par demander pardon au roi d'avoir résisté si long-temps à ses justes volontés , en refusant de lui ouvrir les portes de leur ville , ainsi qu'ils y étoient obligés , & d'avoir adhéré aux étrangers qui ont pris les armes contre l'état. Ils supplient sa majesté de recevoir pour satisfaction de leur crime , l'obéissance présente qu'ils désirent de lui rendre *en remettant leur*

ville entre ses mains pour en disposer , ainsi qu'il lui plaira , & leur prescrire telle façon de vivre qu'il estimera plus à propos pour l'avenir , sans autres conditions que celles qu'il plaira à sa majesté leur faire par sa bonté. Le roi déclare ensuite, qu'ayant égard à leur repentir , il leur pardonne leurs fautes à condition que dès le lendemain 29 , ils ouvriront les portes de la ville à sa majesté , *pour en disposer comme bon lui semblera ;* que les chefs , capitaines & gentilshommes François de la garnison sortiront l'épée au côté , & les soldats le bâton blanc à la main , après avoir fait serment de ne jamais porter les armes contre le roi ; & qu'à l'égard des Anglois , ils seront conduits en Angleterre , sans qu'il leur soit fait aucun déplaisir.

1628.

Le roi entre ensuite dans le détail des graces qu'il leur accorde. Il ne leur promet qu'une entiere abolition du passé , la restitution de leurs biens , à l'exception de ce qui étoit entierement détruit , & le libre exercice de leur religion.

Le 29 Octobre , les Rochelois envoyerent douze députés au roi qui sortirent par la porte neuve. Quand ils eurent marché quelque temps , ils se trouverent si las qu'ils s'arrêterent , en attendant qu'on leur amenât des carosses ou des chevaux. Les sieurs du Hallier & de Marillac qui s'étoient avancés pour les conduire au camp , leur prêterent des chevaux , & les conduisirent au maréchal de Bassompierre. Toiras prétendoit qu'en qualité de gouverneur du pays d'Aunis , c'étoit à lui à présenter ces députés au roi ; il en avoit parlé au maréchal de Bassompierre , qui lui dit que le pouvoir des gouverneurs cessoit par-tout où il y avoit des généraux d'armées ; qu'ainsi monsieur de Toiras ne pouvoit être considéré à cet égard , que comme un maréchal de camp , & qu'en cette qualité toutes ses fonctions se bornoient au pouvoir d'aller prendre ces députés au sortir de la ville , avec messieurs du Hallier & de Marillac , & de les amener à celui des généraux qui seroit chargé de les conduire chez le roi , à qui monsieur le cardinal devoit les présenter. Si-tôt que les députés apperçurent le maréchal , ils mirent pied à terre ; ce seigneur après les avoir salués , les fit remonter à cheval pour les conduire au quartier du roi. Lorsqu'ils furent à trois cents pas de Laleu , où le roi étoit logé , ils furent encore obligés de descendre de cheval , & de faire le reste du chemin à pié. Le

H h h h iij

1628.

cardinal vint les prendre à la porte de la chambre du roi, & les conduisit jusqu'au cabinet, où ce prince les attendoit. Le cardinal les lui présenta, & dès qu'ils furent entrés, ils se mirent tous à genoux. Le sieur de la Goutte, avocat du roi au présidial de la Rochelle, lui demanda pardon au nom de tous les habitans, par une harangue courte & respectueuse. Le roi répondit en ces termes : *Je prie Dieu que ce soit de cœur que vous me portiez honneur, & que ce ne soit pas la nécessité où vous êtes réduits qui vous fasse tenir ces paroles. Je suis bien que vous avez toujours été malicieux, pleins d'artifices, & que vous avez fait tout ce qui vous a été possible pour secouer le joug de mon obéissance, je vous pardonne vos rébellions ; si vous m'êtes bons & fideles sujets, je vous serai bon prince ; & si vos actions sont conformes aux protestations que vous me faites, je vous tiendrai ce que je vous ai promis.*

Le garde des sceaux expliqua plus au long les intentions de sa majesté, & quand il eut fini, monsieur d'Herbaut secrétaire d'état, fit la lecture des conditions qu'on leur accordoit ; le cardinal lut ensuite au roi un billet qui contenoit en peu de mots un précis des propositions qu'ils avoient faites, & qui se réduisoient à demander un traité général où tous les protestans du royaume fussent compris, la conservation de tous leurs privilèges, & principalement le droit de choisir leur gouverneur, leur maire & leurs échevins. Le roi rejetta toutes ces demandes, & il leur dit, qu'ils devoient se contenter de la grace qu'il leur avoit accordée. Le maire Guiton n'assista point à cette cérémonie. Les députés supplierent le roi de l'excuser, sur ce que sa charge l'obligeoit à rester dans la ville pour y recevoir sa majesté ou celui de ses généraux qu'elle jugeroit à propos d'y envoyer. Ils demandèrent ensuite, que l'on fit porter des vivres aux habitans qui souffroient depuis si long-temps toutes les horreurs de la plus affreuse disette. On leur répondit, que lorsque le régiment des gardes seroit entré dans la ville, le roi y enverroit les vivandiers de son armée.

Les deux députés venus de la flotte y étoient retournés ; avec les articles particuliers qu'ils avoient obtenus en faveur des Rochelois qui servoient dans l'armée Angloise, ou qui s'étoient réfugiés en Angleterre. Le roi leur accordoit l'abo-

lition du passé , la permission de revenir dans les ports de France , même avec les prises qu'ils pourroient avoir faites , le libre exercice de leur religion , la restitution de leurs biens , à la reserve des fruits déjà perçus & consommés , & un délai de trois mois pour revenir dans le royaume.

1628.

Lorsque les députés revinrent à la flotte , ils y trouverent Montaigu nouvellement arrivé d'Angleterre , avec de pleins pouvoirs pour signer un traité de paix entre le roi très-chrétien & les habitans de la Rochelle. Quoiqu'il eût abandonné les Rochelois , il affecta de paroître surpris que l'on eût conclu avec tant de promptitude un accommodement , dont il avoit fait la premiere ouverture , sans attendre son retour. Il s'en plaignit hautement ; il accusa les deux députés , & particulièrement le ministre Vincent , d'avoir trahi la cause commune , & leur reprocha leur ingratitude à l'égard du roi d'Angleterre. Ils tâcherent de se justifier , & après avoir pris l'avis de monsieur de Soubise & du comte de Laval , ils inviterent tous les François qui étoient sur la flotte à s'assembler dans le vaisseau du capitaine Baignaut , pour entendre la lecture des articles & le rapport de leur négociation. Les avis se trouverent partagés ; les uns vouloient que l'on acceptât sans difficulté les grâces que le roi leur offroit ; les autres disoient , que l'on ne devoit point se fier aux promesses de la cour. Vincent prit la parole , & après avoir dit que dans une si grande contrariété d'opinions , il ne croyoit pas pouvoir leur donner à tous une égale satisfaction ; il ajouta qu'à la vérité , ceux qui témoignoient de la défiance ne manquoient pas de raisons spécieuses : mais que celles du parti contraire lui paroissent plus solides & plus convaincantes ; que le cardinal avoit toujours fait profession d'être esclave de sa parole , & qu'il étoit trop jaloux de sa réputation pour ne la pas garder ; que la cour n'avoit aucun intérêt de violer les conditions de la paix ; que la Rochelle étant prise , ceux qui habiteroient dans ses ruines ne seroient plus considérés , que comme les autres particuliers de la religion qui habitoient le moindre village de la Brie ; que la cour en trompant les Rochelois inspireroit aux villes de Languedoc une défiance qui les empêcheroit de se soumettre , & que le cardinal étoit trop éclairé pour ne pas prévoir les suites d'une pareille infidélité.

1628.

Vincent dit encore, que quelque avantage que l'on pût lui offrir en Angleterre, il se croyoit obligé en honneur & en conscience de ne pas prétendre à une meilleure fortune que celle de ses compatriotes, en refusant de se soumettre à des conditions qu'ils avoient acceptées. Il déclara enfin, que chacun étoit libre de prendre le parti qu'il jugeroit le plus convenable & le plus avantageux; mais qu'il étoit persuadé que ceux qui renonceroient à leur patrie pour s'établir dans les pays étrangers ne seroient pas les plus sages. Plusieurs furent frappés de ces raisons, d'autres les méprisèrent; quelques-uns de ceux qui avoient pris la résolution de rester en France, voulurent se séparer de la flotte avec les vaisseaux Rochelois qui leur appartenoient: mais le comte de Lindsey les retint malgré eux, disant qu'il en avoit besoin pour assurer le retour de la flotte, & pour l'exécution des desseins qu'il avoit formés d'attaquer différentes places maritimes sur les côtes du Poitou & de la Xaintonge, & nommément celle de Brouage. Le cardinal de Richelieu n'oublia rien pour empêcher les Anglois d'exécuter aucun de ces projets, supposé qu'ils eussent quelque réalité. Il renvoya un renfort considérable de troupes dans l'isle de Rhé; il fit partir en diligence le sieur Mercier secrétaire du duc d'Angoulême, avec ordre de prendre sur la Garonne & sur la Dordogne les barques nécessaires pour le transport de la cavalerie, & il eut soin d'augmenter en même-temps la garnison de Brouage, dont il étoit gouverneur.

Le 30 d'Octobre, le duc d'Angoulême, le maréchal de Schomberg, les sieurs de Vignoles, du Hallier, de Saint-Chaumont & de Marillac entrèrent à six heures du matin dans la ville de la Rochelle, avec quatorze compagnies du régiment des gardes Françoises, & six de celui des Suisses. Le roi avoit défendu au reste des troupes d'y entrer jusqu'à nouvel ordre. Il vit défiler lui-même les compagnies qui devoient y arriver les premières, & que le maréchal de Bassompierre faisoit passer devant lui l'une après l'autre. Comme il connoissoit jusques aux moindres soldats de son armée, il en aperçut un qui marchoit avec une compagnie dont il n'étoit pas; il ordonna au maréchal de Bassompierre de le faire arrêter, en disant qu'il le connoissoit, & qu'il étoit de
la

la compagnie de Sourdis, qui n'étoit pas de celles qu'il avoit nommées pour entrer dans la ville. Pendant que les troupes défiloi-ent devant lui, cinq femmes que l'on avoit chassées de la Rochelle, quelque temps auparavant, vinrent lui demander du pain; il leur en fit donner sur le champ; elles se jetterent dessus avec avidité, & le dévorèrent en sa présence. Le marquis de Nesle adressant la parole à une de ces femmes qui menoit avec elle un enfant de quatre ans, lui demanda depuis combien de temps elle & son enfant n'avoient mangé de pain; elle répondit qu'il y avoit plus de cinq mois qu'elle n'en avoit vû.

Les troupes du roi entrèrent dans la Rochelle par la porte de Cognes. Les officiers généraux y trouverent le maire Guiton, qui les harangua en peu de mots en leur présentant les clés de la ville. Quand il eut fini son discours, le maréchal de Schomberg lui déclara qu'il n'étoit plus maire, que sa charge & tous les privilèges de la ville étoient abolis, qu'il n'avoit qu'à leur remettre les clés & à se retirer ensuite dans sa maison. Il obéit, & lorsque les troupes furent entrées, le maréchal de Schomberg fit publier une défense sous peine de la vie d'entrer dans aucune maison sans un ordre exprès. On craignoit que les soldats ne courussent au pillage, & le dernier article de la capitulation portoit, que sa majesté *promettoit par sa bonté de faire apporter un tel ordre à l'entrée, & logement des gens de guerre dans la ville, qu'aucun des habitants, femmes ou enfans n'en reçussent aucun déplaisir, soit en leurs personnes, soit en leurs biens.*

Le cardinal avoit recommandé au maréchal de Schomberg de veiller particulièrement à l'observation la plus littérale de cet article; l'on mit des corps de gardes dans tous les postes de la ville & des fortifications, & l'on en fit sortir la garnison Françoisé, qui se trouvoit réduite à soixante & quatre hommes, tous si foibles & si décharnés qu'à peine avoient-ils la force de se soutenir. La garnison Angloise qui n'étoit plus que de quatre-vingts dix (a) hommes demeura jusques au

(a) Dupleix réduit ce nombre à soixante-deux, & le maréchal de Bassompierre dans la critique qu'il a faite de cet historien, assure qu'il n'y avoit point de

garnison Angloise: mais il se trompe, puisqu'il est fait mention expresse des Anglois de la garnison dans les articles accordés aux Rochelois.

1628.

lendemain , en attendant qu'elle pût être embarquée.

Le roi ayant vu ses troupes entrer dans la ville, dit au chevalier de St Simon, frere de son favori: *Montez à cheval, il est temps de partir pour aller assurer les reines de ce que vous avez vu.* Ensuite il fit le tour des murailles de la ville , & lorsqu'il passa devant la porte de Cognes , le peuple cria , *vive le roi.* Il visita le fort de Tadon , dont la garnison Rocheloise venoit d'être remplacée par les régimens de Piémont & de Rambures. De là le roi revint à Laleu , où il passa le reste de la journée. Il falloit attendre que la ville de la Rochelle fût en état de le recevoir avant qu'il y pût faire son entrée. L'air y étoit infecté par une multitude de cadavres qui étoient demeurés sans sépulture , parce qu'il ne restoit plus aux vivans assez de force pour enterrer les morts. Les cimetières en étoient couverts ; plusieurs n'ayant plus aucune espérance de vivre s'y étoient traînés eux-mêmes pour y rendre les derniers soupirs. On les voyoit étendus sur la terre , où ils avoient choisi la place de leurs tombeaux ; d'autres étoient restés dans les maisons, où des familles entières avoient péri. On prétend qu'il y eut plus de quinze mille personnes qui moururent de faim & de misere pendant le siège. Ceux qui vivoient encore ressembloient plutôt à des squeletes animés qu'à des hommes. Sur la fin du siège le boisseau de bled coutoit huit cents francs , une vache fut vendue sept cents écus & le prix de sa chair fut mis à cent sols la livre par ordonnance de la police. Le pain monta dans la suite jusques à douze francs la livre ; la chair de chien , d'âne , de cheval se vendoit pareillement à la livre , quatre ou six francs. Une livre de peau de bœuf apprêtée avec du sucre valoit un écu , un mouton en valoit cent. Le roi fit faire un mémoire où le prix de toutes ces denrées étoit marqué , & il l'envoya aux reines à Paris. Le peuple affamé se jettoit sur les soldats pour leur arracher le pain qu'il voyoit attaché à leurs bandoulières. Les soldats émus d'un si triste spectacle ne se défendoient pas , ils aimoient mieux le laisser prendre ou le donner eux-mêmes. Le cardinal arriva sur les deux heures après midi , & il fit apporter une grande quantité de pain, qui fut distribué gratuitement. Il ordonna même que l'on battît le tambour pour inviter les habitans à en venir prendre chez lui. Il y eut en-

viron cent personnes qui moururent d'avoir trop mangé.

Le maire Guiton osa se présenter au cardinal à son entrée dans la ville. Il avoit fait si peu de cas de ce que le maréchal de Schomberg lui avoit dit, qu'il marchoit encore précédé de six haliebardiens revêtus de ses livrées, suivant le privilège de sa charge. Le cardinal lui ordonna de les renvoyer, & lui fit défense, sous peine de la vie, de prendre la qualité de maire.

Deux historiens protestans prétendent que le cardinal en le traitant avec tant de hauteur, manquoit à la parole qu'on lui avoit donnée, qu'il seroit maintenu dans l'exercice & dans tous les droits de sa charge. Ils ont suivi les mémoires de Pontis, où l'on lit qu'un des articles de la capitulation, fut que le maire Guiton seroit conservé dans tous les honneurs & dans tous les privilèges de sa dignité. Il n'y a qu'à lire les articles rapportés dans le mercure François, pour se convaincre du contraire. On a déjà dit que les mémoires de Pontis n'étoient qu'une espèce de roman, & l'endroit que l'on vient de citer en fournit une nouvelle preuve. On y voit encore que Guiton fit une très-belle réponse au cardinal de Richelieu un jour qu'il alla lui rendre ses civilités. Car le cardinal lui ayant parlé du roi de France & du roi d'Angleterre, il répondit, qu'il valoit mieux se rendre à un roi qui avoit su prendre la ville de la Rochelle, qu'à celui qui n'avoit pas su la secourir. Guiton aura pu parler ainsi à ceux qui lui reprochoient d'avoir rendu la ville de la Rochelle sans la participation du roi d'Angleterre : mais qu'il ait tenu ce discours au cardinal même en lui rendant une visite de civilité, c'est ce qu'on ne peut raisonnablement assurer sur un témoignage aussi foible que celui des mémoires de Pontis. On suppose dans ces mémoires que le roi étoit déjà entré dans la Rochelle, lorsque le cardinal envoya dire à Guiton, qu'il étoit contre les règles qu'il gardât encore ces marques d'une dignité qu'il n'avoit plus, puisque le roi étoit alors seul maire & maître de la Rochelle ; que cet ordre nouveau piqua extrêmement Guiton, qui se vit ainsi trompé & déchu de ses honneurs contre l'assurance qu'il en avoit eue. Et que dans son dépit, il dit à Pontis : Que s'il avoit cru que l'on eût dû lui manquer ainsi de parole, le roi n'auroit

1628.

Auberi, l. 2.
ch. 21.
Mercure François, t. 14.
Le Clerc, l. 2.
Le Vallor, l. 25.
Mem. de Pontis, l. 7.

1628.

pas trouvé un seul homme en entrant dans la ville de la Rochelle, parce qu'il auroit tenu jusques à la fin.

Mais comment le Clerc & Vassor ont-ils pu faire la moindre attention à un récit plein de faussetés & de chimeres? Premièrement, il est constant par le témoignage d'Auberi & par celui du mercure François & du journal, qui marquent exactement toutes les dates, que le roi n'étoit point encore entré dans la Rochelle, quand le cardinal ordonna au maire Guiton de renvoyer ses gardes. Secondement, que cet ordre n'étoit pas nouveau, puisqu'il lui avoit déjà été signifié par le maréchal de Schomberg. Troisièmement enfin, il y a lieu de douter si Pontis n'est pas un personnage imaginaire; & en supposant qu'il fût réel, peut-être n'avoit-il jamais parlé de sa vie au maire de la Rochelle. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le Clerc & le Vassor osent dire que l'on avoit manqué de parole au maire; après avoir assuré eux-mêmes que le cardinal fit entendre clairement aux députés de la Rochelle que l'on leur ôteroit tous leurs privilèges.

Le dernier jour d'Octobre fut employé à enterrer les morts, & à faire entrer dans la ville plus de trois mille chariots chargés de toutes sortes de provisions, que l'on vendoit au même prix que dans le camp.

Le lendemain jour de la Toussaint, le cardinal de Richelieu dit la messe dans l'église de Sainte Marguerite qui avoit été rebénite dès le grand matin par l'archevêque de Bordeaux. Le garde des sceaux & le maréchal de Schomberg y reçurent la communion de la main du cardinal.

Sur les trois heures après midi, le roi entra dans la ville par la porte de Cognes à cheval & armé de toutes pièces, précédé de ses gardes & accompagné d'un grand nombre de seigneurs. Le cardinal de Richelieu marchoit seul devant lui. Les officiers du présidial, au nombre de quinze ou seize, voyant arriver le roi se mirent à genoux au milieu de la rue; & comme on leur avoit défendu de prononcer aucune harangue, ils se contenterent de crier avec le peuple, *vive le roi*. Le maire Guiton n'osa se présenter, on lui avoit fait dire que le roi ne le vouloit pas voir.

La duchesse douairière de Rohan & sa fille ayant refusé

d'être comprises dans la capitulation de la Rochelle demeurèrent prisonnières de guerre, & en conséquence un lieutenant des gardes du corps accompagné de cinquante chevaux-légers, alla prendre le 2 Novembre la mere & la fille, qu'il conduisit au château de Niort, où elles furent renfermées dans une étroite prison. *Rigueur sans exemple*, s'écrit le duc de Rohan dans ses mémoires, *qu'une personne de cette qualité, à l'âge de quatre-vingts dix (a) ans, fut enfermée dans une dure prison sans lui donner un seul domestique pour la servir, & sans lui permettre l'exercice de sa religion.*

1628.

Le duc de Rohan parloit ainsi dans un temps (b) où il étoit extrêmement aigri de la ruine de son parti. On a déjà vû que son récit n'est pas toujours exact, & il y a lieu de douter que le cardinal qui permit à ses plus cruels ennemis, à ceux mêmes qui furent condamnés comme des criminels à périr sur des échaffauts, d'avoir dans leurs prisons des domestiques pour les servir, en ait refusé un seul à la duchesse de Rohan & à sa fille. Il seroit plus naturel de penser que l'on leur refusa ceux qu'elles demandoient, pour leur en donner d'autres qu'elles ne voulurent pas accepter. Elles étoient si entêtées de leur calvinisme, qu'il n'y avoit que les plus zélés partisans de cette secte qui pussent leur convenir. Elles regardoient tous les autres comme des espions & des traîtres, & il ne seroit pas étonnant que le cardinal eût voulu se réserver le choix des domestiques qui devoient être auprès d'elles. Quant à l'exercice de leur religion, il est certain que l'on ne leur permit pas de garder leur ministre Sallebert, homme séditeux, s'il en fut jamais, qui avoit contribué plus que personne à soutenir, par son éloquence, le parti du maire Guiton, & à opiniâtrer les Rochelois dans leur révolte. Sallebert fut

(a) On lit dans les mémoires de Rohan âgée de soixante dix ans : mais il paroît que c'est une faute d'impression. S'il est vrai qu'elle mourut en 1631. à l'âge de quatre-vingts quatorze ans, comme on le voit dans l'histoire généalogique de la maison de Rohan, elle en avoit quatre-vingts-dix dans le temps de la prise de la Rochelle ; & soixante quatorze si l'on s'en rapporte aux auteurs de l'histoire gé-

néalogique des grands officiers de la couronne qui la font mourir en 1631. à l'âge de soixante-dix sept ans. On peut voir dans le dictionnaire de Bayle à l'article de *Parthenai*, combien il est difficile de fixer la véritable époque de sa naissance, & l'âge qu'elle avoit à sa mort.

(b) Le duc de Rohan composa ses mémoires à Venise, où il se retira lorsqu'il fut obligé de sortir du royaume.

1628.

Journal du sié-
ge, t. 2.

chassé de la Rochelle ainsi que (a) Godefroy, Deserbiers & Guiton. Ce dernier, dont la mémoire est si chère aux historiens protestans, se retira en Angleterre, où il mourut dans le repos & dans l'oubli.

Le roi fit publier une déclaration pour régler l'ordre & la police qu'il vouloit établir dans la ville de la Rochelle & dans le pays d'Aunis. Elle contenoit vingt-six articles, dont les principaux sont : » Que le maire, l'échevinage, le corps » de ville, l'ordre des pairs & celui des bourgeois seroient » supprimés & abolis pour jamais ; & que la cloche, qui ser- » voit à convoquer les assemblées de ville, seroit ôtée & fon- » due ; que les murs, les remparts, les bastions & généra- » lement toutes les fortifications anciennes & nouvelles ex- » cepté les tours de Saint-Nicolas, de la Chaîne, de la Lan- » terne & les murs du côté de la mer que l'on jugeoit néces- » saires pour garantir les habitans des incursions des pirates, » seroient entierement rasés, les fondemens démolis, les » fossés comblés, en sorte que la charrue y put passer comme » dans les terres labourables, avec défense de les rétablir, ni » de bâtir à leur place aucune sorte de muraille du côté de » la terre, fussent-elles aussi petites que celles qui servent » de clôture à un jardin ; que la ville seroit taillable, mais » qu'en faveur du commerce, l'imposition de la taille ne se- » roit pas au-dessus de la somme de quatre mille livres que la » ville payoit auparavant sous le titre de subvention ; qu'elle » seroit gouvernée par un intendant de justice, dont la ju- » risdiction s'étendrait dans les provinces d'Aunis, de Poi- » tou & de Xaintonge. » Les autres articles concernoient le rétablissement de la religion catholique.

Voilà, dit le duc de Rohan, comment cette pauvre ville, autrefois la retraite & les délices d'Henri IV, fut depuis l'objet de la colère & le sujet des triomphes de son fils. Attaquée par les François, abandonnée par les Anglois, la Rochelle se vit comme ensevelie dans une âpre & impitoyable famine ; mais elle a mérité par sa constance une plus longue vie dans la mémoire des siècles à venir, que les plus florissantes villes d'aujourd'hui.

(a) Godefroy avoit été maire de la Rochelle avant Guiton, le journal dit qu'ils eurent ordre de sortir de la ville pour six mois.

Ainsi parloient en ce temps-là les huguenots rebelles & les grands qui souffroient impatiemment le joug de l'autorité royale. Tous ceux au contraire qui désiroient la conservation de la foi catholique & le repos de l'état tenoient un autre langage. Voilà, disoient-ils, quelle a été la fin de cette ville orgueilleuse, l'asyle de tous les mécontents, le rempart de l'hérésie & de la révolte, qui formoit dans le royaume une espece de république indépendante & toujours prête à prendre les armes contre le souverain; qui se vançoit dans des écrits publics d'avoir vû un roi * de France à genoux devant un de ses maires, pour lui faire serment de ne jamais donner aucune atteinte à ses privilèges; qui appelloit à son secours les étrangers, & qui favorisoit leurs entreprises, en choisissant, pour se révolter contre nos rois, le temps où ils étoient en guerre avec eux ou avec leurs sujets; comme elle fit sous Louis XI. pendant ses querelles avec le duc de Guienne son frere, sous Charles VIII. & sous Louis XII. pendant les guerres d'Italie, sous François I. lorsqu'il étoit aux prises avec Charles V. sous François II. Charles IX. & Henri III. pendant les guerres de la religion, sous Henri IV. même pendant qu'il faisoit la guerre au duc de Savoye; enfin sous Louis XIII. contre qui elle s'étoit révoltée jusques à trois fois.

1628.

* Louis XI.

Il y avoit long-temps que le cardinal de Richelieu rouloit dans son esprit le projet de soumettre cette ville rebelle, il nous apprend lui-même, dans son traité de la méthode pour convertir les hérétiques, « qu'étant attaché aux fonctions de » l'épiscopat dans le diocèse de Luçon près de la Rochelle, » il pensoit souvent dans une profonde paix aux moyens de » ranger cette place à l'obéissance du roi. *Ces pensées, dit-il, passaient alors dans mon esprit pour des songes & de vaines imaginations : mais Dieu ayant voulu depuis que l'on entreprît ce qui ne me sembloit autrefois que des chimères, & que l'on attaquât cette place pour la réduire à son devoir; je pensois durant ce siège à retirer de l'hérésie par la raison, ceux que le roi retiroit de la rébellion par la force.*

Il convertit en effet le duc de la Tremoille, qui fit abjuration le 18 Juillet, & quatre jours après, ce duc obtint la charge de mestre de camp de la cavalerie légère, vacante par la démission du sieur de la Curée.

1628.

Le 8 Novembre, le cardinal se rendit à Brouage pour examiner par lui-même si cette place étoit en état de défense, en cas que les Anglois la voulussent attaquer : mais il ne paroît pas qu'ils eussent un pareil dessein ; ils mirent à la voile la nuit du 10 au 11 de Novembre, & ils prirent en chemin un vaisseau François, dont ils laisserent le capitaine, nommé Caperon, tout nud sur un esquif sans voile & sans rame à la merci des ondes.

Quand la flotte fut arrivée en Angleterre, on y fit des grandes plaintes de ce que la Rochelle avoit été si mal secourue. On reprocha aux comtes de Dembigh & de Lindsey le mauvais succès de leurs expéditions. On ne pouvoit comprendre comment la marine de France, qui ne faisoit, pour ainsi dire, que de naître, s'étoit trouvée assez forte pour repousser deux des plus puissantes flottes que les Anglois eussent mises en mer depuis le regne d'Elizabeth. On soupçonna de la perfidie dans les chefs. Les comtes de Dembigh & de Lindsey présentèrent divers mémoires pour se justifier, & il y eut des commissaires nommés pour les examiner. On arrêta quelques capitaines qui eurent leur maison pour prison : mais cette affaire n'eut pas de suite. Les officiers qu'on accusoit, usèrent de récriminations contre les deux comtes. Il étoit difficile & même assez inutile de vérifier les faits, puisque les recherches les plus exactes & les punitions les plus sévères n'eussent pas empêché le roi de France d'être maître de la Rochelle, & ce n'est pas la seule fois que les mauvais succès ont donné occasion à de semblables procédures qui se sont rallenties avec le temps, soit parce que l'on craignoit de trouver trop de coupables, soit parce que l'on regardoit leur punition comme un remède inutile à des maux irréparables.

Le cardinal ne se contenta pas de faire raser les fortifications de la Rochelle, il voulut encore que celles du Fort-Louis, & la citadelle de Saint-Martin dans l'isle de Rhé fussent entièrement démolies. Il représenta au roi que depuis la réduction de la Rochelle, l'abolition de ses privilèges & la ruine de ses fortifications, le Fort Louis devenoit absolument inutile ; qu'à l'égard de la citadelle de Saint-Martin, elle étoit tellement forte, que si les Espagnols ou les Anglois venoient une fois à s'y établir, il seroit presque impossible de

les

*Démolition du
Fort-Louis & du
fort Saint Mar-
tin.*

*Mem. de Bas-
comp. t. 2.*

les en chasser ; que les rebelles pourroient être tentés d'y chercher un asyle , qu'il seroit peut-être aussi difficile de leur ôter que la Rochelle même , & qu'il suffisoit pour défendre l'isle de Rhé d'y conserver le fort de la Prée.

On résolut en même temps de détruire les fortifications de Xaintes ; de Fontenai , de Niort & de quelques autres places. Monsieur de Toiras n'étoit pas seulement gouverneur général du pays d'Aunis , il avoit encore le gouvernement particulier de la ville de la Rochelle , du Fort-Louis , & des deux forteresses de l'isle de Rhé. La Rochelle n'étoit plus qu'une ville ouverte. En détruisant encore le Fort-Louis & la citadelle de Saint-Martin , on rendoit son gouvernement beaucoup moins considérable & moins important. Le cardinal ne voulant pas lui annoncer une résolution qui ne pouvoit manquer de lui déplaire , conseilla au roi de charger de cette commission le maréchal de Bassompierre qui passoit pour être ami de Toiras. Le roi fit appeler le maréchal au conseil étroit , & après lui avoir déclaré la résolution qu'il avoit prise par rapport à la démolition des places , il le pria de la faire agréer au sieur de Toiras , en lui promettant de sa part un dédommagement dont il auroit lieu d'être content. Le maréchal approuva la démolition : mais il dit au roi que Toiras ne devoit apprendre une nouvelle si désagréable que de la propre bouche de sa majesté , ajoutant que si elle le faisoit venir pour lui déclarer elle-même ses intentions ; il ne doutoit pas que Toiras ne se soumit sans murmure , & qu'il ne reçût avec reconnoissance les graces qu'elle lui offriroit pour le dédommager. Le roi suivit ce conseil , & il promit à Toiras deux cents mille livres de dédommagement , le paiement de tout ce qui lui étoit dû , une autre somme pour le prix des armes & des munitions qui se trouvoient dans le fort Saint-Martin , & pour celui d'un vaisseau qui lui appartenoit , & qu'il avoit perdu. L'auteur de sa vie réduit toutes ces sommes à un don de cent mille écus , que Toiras alla lui-même faire enregistrer à la chambre des comptes de Paris.

Le siège de la Rochelle avoit coûté quarante millions (a).

(a) La seule dépense ordinaire de l'armée navale montoit à deux cents vingt-six mille trois cents quarante livres par mois. Ce calcul est prouvé par la liste

1628.

Registre de la
chambre des
comptes, créan-
ces de l'an 1628.

Pour trouver cet argent, il avoit fallut recourir à des moyens extraordinaires. Le clergé fournit trois millions : on créa de nouveaux offices, & l'on emprunta le fond de trois cents mille livres de rente qui furent constituées sur l'hôtel-de-ville de Paris. On proposa encore d'établir une chambre des comptes dans la ville de Bourdeaux, qui auroit dans son ressort les provinces de Guienne & de Limousin. Le marquis d'Effiat sur-intendant des finances, comptoit tirer des sommes considérables de ce nouvel établissement. L'édit en fut dressé : mais la chambre des comptes de Paris ne fut pas plutôt informée de ce projet, qu'elle résolut de faire tous ses efforts pour en empêcher l'exécution. Elle s'assembla le 11 Juillet, & chargea le premier président de Nicolai, le président de Flechelle, le procureur général, & huit autres députés de se rendre au camp de la Rochelle, pour supplier sa majesté de conserver à la chambre des comptes de Paris, toute l'étendue de son ressort, & le 14 elle fit partir un huissier en poste avec des lettres adressées au cardinal de Richelieu, au garde des sceaux de Marillac, & au marquis d'Effiat pour les prier de suspendre la publication de l'édit, jusqu'à ce que les députés qu'elle venoit de nommer eussent fait entendre leurs raisons au roi.

Ces députés allerent d'abord trouver la reine mere au Bois-le-Vicomte pour lui demander sa protection ; elle leur répondit, que c'étoit sans doute la très-grande nécessité des affaires du roi son fils qui lui avoit fait prendre la résolution dont ils se plaignoient, qu'elle en étoit fâchée, qu'elle feroit son possible pour y remédier, & qu'elle en écriroit au roi & au cardinal de Richelieu ; elle leur tint parole, & ils partirent le 21 Juillet avec deux lettres de la reine mere, l'une pour le roi, & l'autre pour le cardinal. Ils arriverent le 29 à Poitiers, & le lendemain ils reçurent par l'huissier qu'ils avoient envoyé à la cour, une copie de l'édit de création de la chambre des comptes de Bourdeaux, & du traité qui avoit été fait pour la vente des offices de cette chambre. L'édit étoit daté

des navires qui composoient la flotte du roi devant la Rochelle, que de Serres a rapporté dans son inventaire, pag. 1075. & suivantes, où l'on voit le nom de chaque bâtiment, celui de l'officier qui le com-

mandoit, sa grandeur, le nombre d'hommes qu'il portoit, & la somme qu'il en coûtoit chaque mois au roi pour leur entretien.

du mois de Juin, le traité montoit à trois millions trois cents mille livres. Cependant l'huissier les assura que le cardinal, le garde des sceaux & le sur-intendant avoient promis de faire tout leur possible pour engager le roi à différer l'établissement de la nouvelle chambre, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés & qu'ils eussent fait entendre leurs raisons à sa majesté. Ils comprirent par-là qu'il n'y avoit pas de temps à perdre, & ils arriverent au camp le 3 d'Août. (a) Ils furent d'abord trouver le cardinal à qui le premier président présenta la lettre de la reine mere. Après l'avoir lûe, il promit de leur rendre auprès du roi tous les services qui dépendroient de lui. Il ajouta ensuite qu'il ne s'étoit point mêlé de l'affaire dont il s'agissoit, & qu'il n'en savoit aucune particularité, sinon que le roi devoit tirer un secours de trois à quatre millions de livres de la création de la chambre de Guienne, & qu'en l'état où étoient ses affaires, ce secours étoit d'un très-grand prix & d'une très-grande considération.

Ils quitterent le cardinal pour aller chez le garde des sceaux qui leur fit beaucoup de politesses: il leur dit que malgré les instances du roi, il avoit différé jusqu'à leur arrivée de faire publier au sceau l'édit de création de la chambre de Guienne, & que ce n'étoit pas sans peine qu'il avoit engagé sa majesté à souffrir ce retardement; qu'il n'ignoroit pas que ces créations nouvelles étoient rudes & fâcheuses; mais que l'état présent des affaires du roi & les excessives dépenses du siège de la Rochelle, étoient cause que tout ce qui devoit apporter de l'argent dans les coffres de sa majesté paroissoit légitime; qu'il étoit juste en effet que chacun, tant en général qu'en particulier, portât sa part de la nécessité publique, & que les magistrats plus que tous les autres avoient intérêt

(a) Le maréchal de Bassompierre par le du séjour qu'ils firent à l'armée du roi, sans dire un seul mot du motif de leur voyage qui étoit connu de tout le monde dans le temps qu'il écrivoit. Le samedi 5 d'Août, dit-il, je fus, bien accompagné saluer messieurs de la chambre des comptes de Paris, qui étoient logés à Angoulains. Le jeudi 17. je fus au fort de Beaulieu recevoir messieurs des comptes, qui venoient dîner chez moi. Je fis pren-

dre les armes par-tout où ils passèrent, les menai à la digue; puis leur fis un beau festin. Après je les menai à Chef-de-Bois, fis faire un salut de tous les canons, qui fut répondu par la flotte, puis je les menai au fort neuf & dans le fort, où mes carrosses les attendoient pour les ramener, je leur fis une belle collation.... le dimanche 20 je passai à la Saussayé, puis vins dîner chez Schomberg qui festina la chambre des comptes.

Kkkk ij.

1628.

à la prise de la Rochelle , parce que le roi étant maître absolu dans son royaume , ses officiers qui prenoient leur autorité de la sienne en seroient plus considérés , qu'il tâcheroit cependant de rendre service à leur compagnie , & qu'il leur feroit savoir le jour & l'heure , où sa majesté qui devoit arriver ce jour-là de Surgeres pourroit leur donner audience.

Le lendemain 4 d'Août , ils allèrent chez le marquis d'Effiat , qui leur protesta , qu'étant revenu à la cour le 26 Juin , il avoit appris que la création de la chambre de Guienne étoit résolue , & que les conditions du traité étoient arrêtées , & qu'il ne restoit plus que la cérémonie d'y mettre sa signature , qui étoit nécessaire , à cause de la place qu'il occupoit ; que toute la France connoissoit le besoin extrême qui avoit porté sa majesté à faire ce nouvel établissement , dont on tireroit certainement un million d'or , secours si considérable & si nécessaire , qu'il ne croyoit pas que l'on pût le rejeter ni le refuser , & qu'il ne parloit pas ainsi pour s'excuser de leur rendre service , mais pour leur faire comprendre combien il trouvoit de difficulté dans cette affaire. Le même jour on leur fit savoir , que le lendemain 5 d'Août ils auroient audience du roi. Ils se rendirent auprès de sa majesté , qu'ils trouverent environnée de ses ministres & des principaux conseillers d'état. Le premier président fit un long discours , & il commença par réfuter avec beaucoup de force & de solidité , les différens motifs énoncés dans le préambule de l'édit qui érigeoit la nouvelle chambre de Guienne. Le premier étoit fondé sur ce que la nécessité de venir rendre les comptes à Paris , étoit également pénible & ruineuse pour les comptables des généralités de Bourdeaux & de Limoge. Le premier président fit observer au roi , qu'aucun d'eux ne s'en plaignoit , & qu'au contraire la plus grande partie de ces comptables s'opposoient ouvertement à la création de la nouvelle chambre.

Le second , sur le risque qu'ils couroient de perdre leurs acquis dans un si grand éloignement. Le premier président représenta , que depuis près de trois cents ans que la Guienne & le Limousin étoient soumis à la puissance de nos rois , & conséquemment que les comptables de ces provinces comptoient à la chambre de Paris ; il étoit inoui que l'on eût entendu dire qu'il y eût eu un seul acquit de

perdu; que ceux de Rouergue avoient même obtenu des lettres du roi pour n'être pas obligés de compter à la chambre des comptes de Montpellier, & pour être maintenus dans l'usage où ils étoient de rendre leurs comptes à celle de Paris, quoique beaucoup plus éloignée; ce qui faisoit bien voir que les inconvéniens de cet éloignement étoient imaginaires.

Le troisieme, sur ce que Bourdeaux étoit une des plus riches & des plus grandes ville du royaume. Le premier président dit qu'elle cesseroit de l'être, si elle abandonnoit le commerce, & que le vrai moyen d'engager les bourgeois les plus opulens à y renoncer, c'étoit de leur procurer la facilité d'entrer dans les charges de judicature, ce qu'il confirma par l'exemple de la ville de Rouen, dont il dit que l'opulence étoit considérablement diminuée depuis l'an 1590. parce que l'on y établit alors une chambre des comptes, & que le désir d'y être admis fit abandonner le commerce à ceux qui étoient le plus en état de le rendre florissant.

Le dernier motif de l'édit étoit fondé sur le besoin de recouvrer une grande & notable somme d'argent pour subvenir à la nécessité des affaires du roi, & supporter les dépenses du siège de la Rochelle; c'étoit le plus solide & le plus difficile à réfuter. Le premier président convint que la nécessité étoit très-grande, & que le siège de la Rochelle étoit un objet si important, que tous les fideles sujets du roi ne devoient rien épargner pour contribuer au succès de cette entreprise. Il dit ensuite que sans établir une chambre des comptes à Bourdeaux, le roi pouvoit prendre d'autres moyens pour trouver l'argent dont il avoit besoin, & que si les officiers de la chambre des comptes de Paris voyoient sa majesté demander une contribution générale à toutes les cours de son royaume, ils ne seroient pas des derniers à lui temoigner leur zele en lui offrant leurs biens, & même leurs vies; que les efforts qu'ils avoient faits au siège d'Amiens du temps du feu roi, étoient des preuves très-claires de leur affection & de leur fidélité. Il ajouta que la plupart des chambres des comptes établies dans les provinces n'y avoient point été mises par nos rois, mais par les ducs ou les comtes qui gouvernoient ces provinces avant qu'elles fussent réunies à la couronne. Que lorsqu'en 1540. François I. voulut en établir une en Norman-

1628.

die, les états du pays en demandèrent la suppression, qu'ils obtinrent moyennant une levée de deux cents quarante mille livres ou environ, qui fut faite en trois années sur les taillables de la province; qu'à la vérité cette chambre avoit été rétablie dans la suite par Henri III. à la sollicitation du duc de Joyeuse son favori, qui étoit gouverneur de Normandie; mais que ce roi s'en étoit repenti, que ces chambres provinciales étoient ordinairement plus attachées aux intérêts de leur province qu'à ceux du roi, & qu'Henri IV. avoit eu dessein de les réunir toutes à celle de Paris; qu'il avoit même révoqué celle que son prédécesseur avoit voulu mettre à Bourdeaux en 1589. Ce magistrat parloit avec beaucoup de grace & de dignité, & l'on s'aperçut que le roi prenoit plaisir à l'entendre. Quand il eut fini son discours, il s'approcha de sa majesté pour lui présenter la lettre de la reine mere. Le roi l'ayant pris répondit aux députés en ces termes : *Messieurs, j'ai oui vos remontrances : mais à cause de la multitude de mes affaires, je ne puis me départir de mon édit de création de la chambre des comptes de Bourdeaux.* Le cardinal & le garde des sceaux vinrent lui dire quelques mots à l'oreille pour lui suggérer sans doute, ce que l'on étoit convenu d'ajouter à cette réponse, & qu'il avoit oublié. Il reprit aussitôt la parole, & il leur dit : *Toutefois, messieurs, si vous avez quelque moyen de remplacement, communiquez-en avec mon conseil, & après j'y aviserai.* Ce qui prouve que l'on vouloit les amener à offrir eux-mêmes une somme d'argent au roi, pour remplacer celle que l'on devoit tirer de la nouvelle chambre de Guienne. Quand ils se furent retirés, le roi qui avoit admiré l'éloquence du premier président, dit à ses courtisans ; *la force du discours de cet homme est telle, que d'une mauvaise cause il seroit capable d'en faire une bonne.*

Bernard, l. 9.

Le lendemain, le garde des sceaux fit appeller les députés pour leur demander, s'ils avoient quelques propositions à faire en conséquence de ce que le roi leur avoit dit. Ils répondirent que la chambre en les députant, ne leur avoit donné aucun pouvoir de faire des propositions, ni de prendre des engagements. Le garde des sceaux répliqua que s'ils n'avoient plus rien à dire, il alloit faire publier au sceau l'édit de création de la chambre de Guienne; ils se rendirent chez le car-

dinal qu'ils trouverent avec le marquis d'Effiat. Le cardinal commença par les assurer de l'affection particuliere qu'il portoit à la chambre des comptes de Paris , qui l'avoit toujours traité favorablement dans les affaires qu'il y avoit eues, puis se tournant vers le marquis d'Effiat , il lui dit » qu'il falloit » accommoder cette affaire ; mais que la nécessité où étoit le » roi & l'importance du siège de la Rochelle , dont la prise » feroit le repos de l'état , demandoit un prompt secours ; que » les dépenses de ce siège montoient pour le moins tous les » mois à deux millions de livres, sans parler de l'entretien des » autres armées du roi ; & qu'ainsi un million de raisons ne » valoient pas tant pour le présent, qu'un million d'écus.

1628.

Ils lui représenterent, qu'il étoit difficile qu'on n'eût proposé à monsieur d'Effiat d'autres projets pour avoir de l'argent , que celui de la création d'une chambre des comptes à Bourdeaux. Le cardinal répliqua que tous ces moyens seroient inutiles, s'il n'y avoit des personnes qui s'offrissent à en traiter & à faire les avances dont on avoit besoin. Il dit ensuite au marquis d'Effiat de visiter ses papiers, pour voir s'il n'y trouveroit pas différens projets que l'on pourroit prendre pour avoir, par une autre voie, le million d'or que l'on devoit tirer de la création de la chambre de Guienne, & d'examiner au premier jour avec ces messieurs, auquel de ces projets il seroit plus à propos de s'arrêter. Le marquis d'Effiat leur en montra plusieurs : mais il leur dit que les sommes que l'on en tireroit ne suffiroient pas pour remplacer les trois millions que l'on perdrait en supprimant la chambre de Guienne, à moins que celle de Paris ne fit les avances d'un fond de cent vingt mille livres de rente , à prendre sur les aides par les mains du fermier général, ou du receveur des aides de Paris. Cette demande les étonna, ils firent beaucoup de difficultés, & le marquis d'Effiat leur dit qu'il verroit le roi, & qu'il tâcheroit d'engager sa majesté à se contenter d'un fond de quatre-vingts mille livres de rente. *S'il le fait, ajouta-t-il, vous n'aurez pas sujet de vous plaindre.* Ils ne voulurent pas tomber dans la même faute que leurs prédécesseurs, qui avoient souffert du temps d'Henri III. la création d'une chambre des comptes à Rouen, pour n'avoir pas voulu donner environ trois cents mille livres que l'on espéroit tirer de ce nou-

1628.

vel établissement ; ils consentirent à fournir en divers payemens la somme qu'on leur demandoit, sur laquelle ils obtinrent encore quelque diminution : mais comme ils n'avoient aucun pouvoir pour engager la chambre ; il fut résolu qu'ils partiroyent avec les édits de création de divers offices qui devoient produire une grande partie du remplacement des trois millions que l'on vouloit avoir ; & qu'à l'égard de l'édit de révocation de la chambre de Guienne, il leur seroit remis à Paris à l'instant que la chambre auroit obéi à la volonté du roi. Ils partirent le 5 Septembre après avoir salué le roi à Taillebourg. La chambre approuva la conduite des députés, elle donna les assurances nécessaires pour la somme qu'on lui demandoit ; & l'édit de la création d'une chambre des comptes à Bourdeaux fut révoqué.

Il se passa encore pendant le siège de la Rochelle quelques autres faits particuliers qui méritent d'être rapportés. Le cardinal qui ne perdoit pas de vue le bien général du royaume, établit une compagnie pour le commerce de la nouvelle France, à laquelle le roi accorda divers privilèges par des lettres patentes, datées du camp de la Rochelle le 16 Mai 1628.

Servien intendant de justice en Guienne, ayant eu quelque démêlé avec le parlement de Bourdeaux, porta ses plaintes au conseil du roi contre le sieur de Gourgues premier président, qui fut interdit des fonctions de sa charge avec ordre de venir rendre compte de sa conduite. Il vint au camp devant la Rochelle, accompagné de quelques-uns des principaux officiers du parlement, qui avoient été interdits par le même arrêt. Lorsqu'il se présenta pour justifier sa conduite & celle de ses confrères, le roi lui ordonna de parler à genoux. Il répondit que ce cérémonial étoit nouveau & inutile. Le roi se leva en colere, & le prit par sa robe pour le forcer à obéir. Le premier président en fut si outré, qu'il mourut de chagrin quelques heures après ; c'étoit un homme d'un mérite rare, qui malgré le trouble & le dépit que lui causa cette humiliation, n'avoit pas laissé de se justifier avec une force & une éloquence, qui fut admirée de toute la cour.

Quoique la Rochelle fût soumise, les huguenots du Languedoc avoient encore les armes à la main. Le duc de Rohan s'étant rendu à Millau le 30 Août, avec quatre mille hom-

mes d'infanterie & trois cents chevaux, en fortit le 31 pour mettre le siège devant Cresselz. Il y fit donner un assaut le 5 Septembre, dans lequel ses troupes furent repoussées jusqu'à cinq fois. Ensuite le prince de Condé s'étant avancé pour secourir les assiégés avec une armée beaucoup plus forte que celle du duc de Rohan; celui-ci fut obligé de lever le siège. Il retourna dans le bas Languedoc & surprit Aimargues, ville située à quatre lieues de Nîmes, où il mit une forte garnison. Le duc de Montmorenci assiégea de son côté la ville de Gallargues, dont la garnison composée des milices de Cevennes étoit d'environ huit cents hommes. Le duc de Rohan en fit avancer cinq cents pendant la nuit fort près de la ville, & se tenant lui-même à un quart de lieue avec deux mille hommes, il proposa aux assiégés de sortir l'épée à la main, & de joindre d'abord les cinq cents hommes qui seroient bien-tôt soutenus par toutes ses troupes; mais un des capitaines *qui avoit*, dit le duc, *mauvaises jambes ou peu de courage*, jugea l'entreprise trop périlleuse; *sept cents hommes aimèrent mieux se mettre à la discrétion de leurs ennemis, que de passer trois ou quatre cents pas l'épée à la main au bout desquels cinq cents hommes les attendoient, & deux mille à un quart de lieue de-là.*

Ils capitulerent le 11, & par le premier article de la capitulation, ils se rendirent entierement à la discrétion de monsieur le duc de Montmorenci, à condition néanmoins que si dans dix jours pour tout délai, ils trouvoient moyen de faire remettre au duc la ville & le château d'Aimargues, on leur accorderoit la vie & la liberté avec leurs équipages, que l'on laisseroit l'épée & le pistolet aux officiers, & que le duc ne retiendroit que les tambours, les drapeaux & le reste des armes: que pendant ces dix jours monsieur de Montmorenci pourroit prendre toutes les précautions qu'il lui plairoit pour retenir la garnison en son pouvoir, & que trois d'entr'eux seulement auroient la liberté d'aller où ils voudroient pendant ce temps-là, pour engager la ville d'Aimargues à se rendre; qu'après le dixieme jour si elle n'étoit pas rendue, les trois qui auroient été libres seroient engagés d'honneur à se remettre entre les mains du duc, qui useroit *de leurs personnes & de leurs vies, comme de celles de tous les autres à sa vo-*

1628.

Memoires de
Rohan, l. 4.

1628.

lonté. Le lendemain, le duc de Montmorenci s'étant rendu maître de la garnison & de la ville, permit à trois officiers de sortir pour engager ceux d'Aimargues à ouvrir leurs portes aux troupes du roi. Ils allèrent trouver le duc de Rohan & lui portèrent les articles de la capitulation, dont il fut si mécontent, qu'il fit arrêter sur le champ l'officier qui la lui présenta. Cet officier nommé Valescure, trouva moyen de s'échapper, & il alla crier dans les Cévennes contre le procédé du duc de Rohan qui ne rougissoit pas, disoit-il, d'abandonner sept ou huit cents hommes à la discrétion du vainqueur pour garder une seule ville, & qui prétendoit lui faire un crime d'une capitulation à laquelle une garnison si nombreuse avoit consentie.

Le duc de Rohan assembla dans la ville d'Anduze les députés du bas Languedoc & des Cévennes, avec ceux des villes de Nîmes & d'Uzès, pour les consulter sur le parti qu'on prendroit dans une circonstance si délicate. Il soutenoit que la capitulation de Gallargues devoit être rejetée, comme évidemment nulle & contraire à toutes les loix de la guerre, qui ne permettoient pas à une ville assiégée, d'envelopper dans sa capitulation une autre ville que personne n'assiégeoit; qu'autrement, il suffiroit d'en prendre une pour obliger toutes les autres à se soumettre. L'assemblée décida conformément à ses vûes, que l'on ne rendroit point la ville d'Aimargues, & que les prisonniers déjà faits, ou que l'on feroit à l'avenir, seroient traités avec la même rigueur que ceux de Gallargues.

Le duc de Rohan qui vouloit avoir beaucoup de prisonniers pour user de représailles, attaqua vivement la forteresse de Monts qui fut obligée de se rendre, & dont la garnison étoit de cent cinquante homme. Avec cette prise, il crut avoir un moyen sûr pour soustraire celle de Gallargues à la colère du vainqueur.

Le dixième jour marqué dans la capitulation étant expiré, les royalistes se crurent suffisamment autorisés à faire subir à la garnison de Gallargues, toutes les peines qu'ils jugeroient à propos de lui imposer. Ils prétendirent que la capitulation étoit simple & conforme à toutes les règles, qu'il étoit faux que les assiégés eussent compris la ville d'Aimargues

Dans leur capitulation, qu'ils s'étoient seulement engagés à faire tous leurs efforts pour déterminer cette ville à se rendre, & à remettre leurs vies & leurs biens qui dépendoient d'eux à la discrétion du duc de Montmorenci, en cas que dans dix jours elle ne fût point rendue, & que chacun étoit libre de se rendre aux conditions qu'il vouloit. Cette contestation produisit beaucoup d'aigreur entre les deux partis, & l'on se menaça réciproquement de pousser le droit de représailles jusques où il pouvoit aller.

1628.

Le duc de Rohan écrivit au sieur de (a) Nesmond, maître des requêtes & intendant de l'armée du prince de Condé, pour lui faire part des résolutions prises dans l'assemblée d'Anduze. Le prince de Condé lui écrivit de son côté une lettre datée de Besiers le 4 Novembre, dans laquelle il lui représentoit d'abord l'injustice de sa révolte, qui étoit désavouée par les plus sages d'entre les protestans. Il lui parloit ensuite des folles résolutions prises dans l'assemblée d'Anduze, il lui faisoit sentir que si les prisonniers de Gallargues étoient pendus, il seroit la seule cause de leur mort, puisqu'il préféreroit la ville d'Aimargues à leur vie, qu'il ne tenoit qu'à lui de sauver en remettant cette place au roi. Il ajoutoit, que la querelle étoit ici, *du valet au maître*, & du sujet à son souverain. Il l'avertissoit ensuite qu'il disposeroit des prisonniers de Gallargues comme il jugeroit à propos, & que Savignac député de la Rochelle, & trente autres rebelles que l'on tenoit dans les prisons de Toulouse & de Montpellier, les ministres & les huguenots qui étoient dans les villes soumises au roi, éprouveroient toutes les rigueurs que le duc de Rohan feroit souffrir aux prisonniers qu'il avoit entre ses mains. Il finissoit par lui reprocher d'avoir attiré les étrangers dans le royaume & de s'en être vanté par écrit; d'avoir créé des officiers de justice de sa propre autorité; & d'avoir fait battre monnoie.

Le duc de Rohan lui répondit par une lettre pleine d'aigreur & de malignité, dans laquelle il mêla divers reproches personnels & insultans.

« Monseigneur, lui dit-il, comme votre qualité de prince du sang vous donne le privilège de m'écrire ce qu'il vous

(a) Il est mal nommé d'Edmond dans l'histoire de la Vallée, l. 19. p. 873.

1628.

« plaît, aussi elle m'empêche de vous répondre avec liberté
 « mon sentiment ; me contentant de me justifier de vos prin-
 « cipales accusations.

« J'avoue d'avoir pris une seule fois les armes mal à pro-
 « pos, pour ce que ce n'étoit pour les affaires de notre reli-
 « gion, mais pour celles de votre personne, qui nous pro-
 « mettoit de faire réparer les infractions de nos édits, & n'en
 « faites rien, ayant songé à la paix avant qu'avoir nouvelles de
 « l'assemblée générale.

« Depuis ce temps-là, chacun sait que je n'ai eu les armes
 « à la main que par pure nécessité, pour défendre nos biens,
 « nos vies & la liberté de nos consciences. Si les Anglois sont
 « venus à notre assistance, ils y étoient plus obligés que les
 « Allemands que vous faites entrer en France, parce que par
 « le consentement du roi, ces Anglois étoient médiateurs de
 « la paix & s'en rendirent les garans. Si on a battu monnaie
 « parmi nous, ça été au coin du roi, ainsi qu'il s'est pratiqué
 « en toutes nos guerres civiles.

On accusoit le prince de Condé d'avoir consulté des fai-
 seurs d'horoscopes pour savoir s'il seroit roi de France. Le
 duc de Rohan le raille malignement là-dessus en disant ; *je*
me connois assez pour ne prétendre à être souverain, aussi n'ai-
je pas fait tirer mon horoscope pour savoir si je le deviendrois.

On accusoit encore le prince d'aimer l'argent, & d'être ex-
 trêmement intéressé, le duc de Rohan n'oublia pas de lui
 reprocher son avarice en ces termes : « On dit que vous n'a-
 « vez pas mal fait vos affaires en cette guerre, » *c'est ce qui*
me donne quelque assurance que vous laisserez en repos nos pau-
vres Cévennes, vu qu'il y a plus de coups à recevoir que de
pistoles. Il lui déclare enfin qu'il ne peut se dispenser de trai-
 ter les prisonniers ennemis comme on traitera ceux de son
 parti, & qu'il penseroit être cruel à ses soldats s'il ne leur
 immoloit des victimes.

Le prince ordonna qu'une partie des prisonniers arrêtés à
 Gallargues seroient conduits à Montpellier attachés deux à
 deux, & il envoya dans cette ville le sieur de Machaut inten-
 dant de justice en Languedoc, qui en fit pendre six-vingts, si
 l'on en croit l'historien Dupleix. L'auteur de l'histoire du duc
 de Montmorenci réduit ce nombre à cinquante. Dupleix dit

que ces malheureux périrent par la cruauté du duc de Montmorenci. L'auteur de son histoire le justifie, & il rejette cette cruauté sur le prince de Condé auquel le duc étoit obligé d'obéir, il prétend même que le prince avoit consulté le roi, qui lui envoya ordre de les faire mourir, & que le duc de Montmorenci fit tout son possible pour leur sauver la vie jusques à dire qu'il y employeroit une partie de son bien.

Bernard de son côté assure que le roi en passant l'année suivante par le Languedoc, blâma hautement cette violence, comme injuste & périlleuse: ainsi à les entendre on ne devroit l'imputer ni au roi, ni au prince de Condé, ni au duc de Montmorenci. Il falloit bien cependant qu'elle vînt d'un des trois: mais ceux qui n'écrivent que pour honorer la mémoire de leur heros, ont grand soin de les décharger de tout ce qui peut la flétrir, pour ne leur attribuer que ce qui tourne à leur gloire.

Le duc de Rohan ne manqua pas de venger la mort de ses soldats, en faisant pendre un pareil nombre de ceux qu'il avoit pris à Monts, & ces cruelles exécutions se seroient multipliées à l'infini, si chacun de son côté n'avoit eu intérêt d'y mettre des bornes.

Le prince de Condé ayant obtenu la confiscation de tous les biens du duc de Rohan, le roi fit expédier deux commissions au sieur de Moricq maître des requêtes, dont l'une l'autorisoit à prendre possession des biens que le duc de Rohan avoit en Bretagne au nom du prince de Condé, & l'autre le chargeoit de faire démolir les fortifications, & les tours de ses châteaux de Blaing & de Joffelin, & particulièrement la grosse tour de Joffelin. Moricq se transporta en Bretagne, & après avoir pris possession des terres du duc de Rohan au nom du prince, il fit travailler à la démolition des fortifications du château de Blaing: mais sur les requêtes présentées au parlement de Rennes par Catherine de Partenai, duchesse douairière de Rohan & mere du duc de Rohan, par Marguerite de Bethune sa femme & par le duc de Sulli qui s'opposoient également & à la confiscation & à la démolition ordonnée par l'Arrêt du parlement de Toulouse, celui de Rennes en rendit un daté du 16 Novembre, par lequel il étoit défendu à tous juges d'exécuter aucunes commissions

LIII ij

1628.

Hist. de Montmorenci, l. 2. ch. 14.

1628.

dans la province de Bretagne, sans l'avoir auparavant communiqué au parlement à peine de nullité. Le même Arrêt faisoit défense à tous les sujets du roi de leur obéir. Il fut signifié à ceux qui travailloient à la démolition sous les ordres & en vertu des commissions du sieur Moricq, & il arrêta tous les travaux. Moricq revint à Paris après avoir dressé un procès-verbal des empêchemens que l'on avoit apportés à l'exécution de ses commissions.

Le conseil du roi par un Arrêt du 27 Décembre 1628. cassa celui du parlement de Rennes, & ordonna que les commissions adressées au sieur de Moricq seroient exécutées; que ce magistrat retourneroit en Bretagne pour continuer la démolition commencée, en ne laissant aux châteaux de Blaing & de Joffelin que les corps de logis sans aucune défense. L'arrêt l'autorisoit à contraindre les habitans des paroisses voisines de travailler à la démolition selon l'ordre qu'il avoit déjà établi, avec défense au parlement de Rennes de le troubler, & injonction au procureur général d'y tenir la main, à peine d'en répondre en son propre & privé nom, & de suspension de sa charge.

Ce coup d'autorité fut un des premiers effets de la prise de la Rochelle. Le cardinal qui avoit paru jusques alors moins ferme & plus circonspect dans l'exécution de ses projets, ne ménageoit plus rien, & il ne cherchoit plus à éviter les obstacles qui s'opposoient à ses volontés, parce qu'il se croyoit assez fort pour les renverser. Le prince de Condé quitta le Languedoc en ce temps-là pour faire un voyage dans son gouvernement de Berry, d'où il se rendit en Bretagne: mais il ne jouit pas long-temps de la confiscation qu'il avoit obtenue, car le duc de Rohan ayant fait sa paix avec le roi l'année suivante, rentra dans la possession de ses biens.

Les grands qui ne voyoient qu'avec chagrin la puissance du cardinal affermie par l'heureux succès du siège de la Rochelle, faisoient tous les jours de nouveaux efforts pour le perdre dans l'esprit du roi. Ce prince infiniment jaloux de son autorité & qui croyoit n'être pas gouverné, quand il souffroit qu'on lui dît du mal de ceux qui le gouvernoient, écoutoit volontiers tout ce qu'on lui disoit contre son ministre. Le cardinal qui en fut averti, résolut de mettre ses enne-

mis dans l'impossibilité de lui nuire , en s'assurant de plus en plus de la confiance du roi , & en lui faisant connoître les inconvéniens de sa facilité à écouter de semblables discours. Dans ce dessein il pria le roi de lui donner une audience particulière en présence de la reine mere & du pere Suffren : il n'eut pas de peine à l'obtenir , & il employa tout le temps de cette audience à lire un long mémoire qu'il avoit composé à loisir , dans lequel après avoir exposé au roi différens projets qu'il avoit formés pour la gloire & pour le bonheur de la France , il tâchoit de lui faire comprendre combien les intrigues & les artifices des courtisans étoient capables de mettre d'obstacles à leur exécution. Ses projets tendoient principalement à ruiner entierement la rébellion & l'hérésie qui désoloient depuis si long-temps le royaume par les guerres civiles , à raser toutes les places fortes situées dans l'intérieur de la France , qui servoient de ressource & d'asyle aux ennemis du dedans , & à en établir de nouvelles sur les frontieres pour écarter ceux du dehors ; à augmenter les revenus de l'état par le rachat du Domaine ; à supprimer la paulette & à diminuer toute autorité capable de résister à celle du roi ; enfin à établir dans toutes les parties de l'état cette espece d'harmonie qu'il faisoit consister dans la soumission des sujets , & dans l'usage légitime de la puissance souveraine. Il représentoit ensuite au roi que le dessein fixe & perpétuel de l'Espagne étant de s'aggrandir , celui de la France devoit être de s'opposer à son accroissement. Il expliquoit les différens moyens qu'il falloit prendre pour mettre des bornes à sa puissance.

Mais comme l'objet principal de son mémoire étoit de faire sentir au roi combien les cabales de la cour pouvoient nuire à l'exécution de ces différens projets , pour peu que le roi , au lieu de les étouffer , parût leur être favorable , il insistoit particulièrement sur cet article. Après un grand éloge de la piété du roi , de sa bonté , de son courage , de sa discrétion , de son zele pour la religion & de sa capacité dans l'art militaire , il prenoit la liberté de l'avertir qu'il devoit sur-tout éviter de se laisser aller à aucun mouvement de jalousie contre le duc d'Orleans son frere , parce qu'envain auroit-il soumis la Rochelle & dompté le parti huguenot , si la discorde

1628.

Hist. miss. de
Louis XIII.

1628.

entroit par là dans sa maison , & de sa maison dans le royaume. Il ajoutoit qu'il y avoit deux regles principales à observer à l'égard de ce prince ; l'une de lui accorder libéralement tout ce qui pouvoit le contenter sans nuire à l'état ; l'autre de lui résister avec vigueur dans tout ce qui seroit contraire au bien du royaume , & qu'il importoit extrêmement que sa majesté souffrit sans chagrin , & sans ombrage que ceux qu'elle honoroit de sa confiance lui proposassent d'accorder à son frere tout ce qui pourroit contribuer à le rendre aussi content que soumis , parce que les moindres fautes que l'on commettrait en ce point auroient des suites très-dangereuses. De-là il passoit à la jalousie & à la défiance que le roi pouvoit prendre contre ses propres ministres , & il n'oublioit rien pour lui en faire sentir les inconvéniens. C'étoit le point qui intéressoit le plus le cardinal , & c'est sur quoi il insistoit avec le plus de force. Il établissoit pour principe qu'il n'y avoit aucun défaut plus capable de ruiner les affaires du roi , parce qu'il n'alloit à rien moins qu'à inspirer à ses serviteurs la crainte de réussir , & que s'il écoutoit une fois les faux rapports qu'on lui faisoit contre eux , il les mettroit dans l'impossibilité de rien entreprendre de grand & d'avantageux pour son service. Il supplioit le roi de prendre garde surtout à ne rien laisser échapper qui pût les chagriner & faire le moindre tort à leur réputation , parce qu'une parole du maître portoit un coup qui causoit un mal irréparable. Il avouoit que ses ministres n'étoient pas sans défaut , & que lui en particulier en avoit peut-être plus qu'un autre : mais que malheureusement ils ne lui étoient pas à beaucoup près aussi connus que ses devoirs. Il disoit que loin de vouloir ôter au roi la liberté de les apercevoir , il prioit au contraire sa majesté de les lui faire connoître afin qu'il se corrigeât , mais toujours en secret pour ne pas avilir & décréditer son ministere ; qu'à la vérité la délicatesse de sa complexion & ses infirmités habituelles , jointes aux fatigues & aux chagrins continuels dont il étoit accablé , ne lui permettoient pas d'espérer qu'il pût encore le servir long-temps , mais que rien ne lui rendoit plus insupportable le travail immense dont il étoit chargé , que le désagrément de travailler toujours & de ne plaire jamais ; que jusques alors il n'avoit rendu aucun service important qui ne lui eût fait
des

des ennemis de la plupart des courtisans, qui par des malignes interprétations avoient cherché à en corrompre le mérite pour lui ôter l'estime & l'affection de sa majesté; qu'il la supplioit de considérer qu'un honnête-homme est toujours plus jaloux de sa réputation que de sa fortune, plus sensible à l'estime que l'on fait de sa personne & de ses services, qu'à l'autorité de ses charges & au revenu de ses pensions, & que les dons & les brevets suivis ou accompagnés de paroles désagréables ne pouvoient le rendre heureux.

Il étoit échappé au roi en donnant la charge de capitaine des gardes au marquis de Brezé, de dire que le cardinal étoit fort intéressé pour sa famille. Pour lui ôter cette idée, il le faisoit souvenir qu'il ne lui avoit jamais demandé cette place pour le marquis de Brezé, à qui sa majesté l'avoit accordée de son propre mouvement. Il lui rappelloit toutes les sommes qu'il lui avoit offertes à lui-même & qu'il avoit refusées pour ne pas épuiser son épargne, & toutes celles qu'il avoit tirées de sa bourse pour ne pas entamer celle du roi; que s'il avoit accepté le gouvernement de Brouage, la prise de la Rochelle & quatre millions ajoutés aux revenus de sa majesté, faisoient assez voir si le conseil qu'il avoit donné d'ôter ce gouvernement au sieur de Saint-Luc, étoit un conseil fondé sur son intérêt.

Il ne dissimuloit pas au roi que plusieurs se plaignoient du peu de goût que sa majesté paroïssoit avoir pour les affaires, & particulièrement pour celles qui demandoient de la suite & de la constance, il l'exhortoit à ne point suivre à cet égard la promptitude de son naturel, à ne point quitter par dégoût & par lassitude les entreprises de ses serviteurs, quand elles avoient besoin d'être soutenues, parce qu'autrement aucun d'eux n'auroit jamais le courage de former aucune entreprise considérable, au risque de se voir abandonné dans le fort de leur travail, & de répondre ensuite de l'événement. Il finissoit par demander au roi, que sans l'éloigner de sa personne, il lui permit de se décharger du poids des affaires, qui devenoit au-dessus de ses forces par la délicatesse de sa complexion, & par les chagrins continuels que lui causoient les intrigues de ses ennemis.

Le roi ayant écouté la lecture de ce mémoire avec beau-

Tome XIII.

Mmm

1628.

coup d'attention, répondit en peu de mots, qu'il se souvenoit droit de tout ce qu'il venoit d'entendre, & qu'il tâcheroit d'en profiter, mais qu'il l'exhortoit de son côté à quitter toutes ces pensées de retraite, & à prendre un nouveau courage pour lui continuer ses services avec la même fidélité. Il croyoit avoir plus besoin que jamais des conseils du cardinal pour soutenir le duc de Mantoue, prince allié de la France contre les Espagnols & le duc de Savoye, qui avoient entrepris de le dépouiller de ses états. Cette affaire avoit commencé long-temps avant la prise de la Rochelle. Voici qu'elle en fut l'origine.

Guerre de Mantoue.

En 1627. Vincent II. duc de Mantoue & marquis de Montferrat, se trouva réduit à un état de langueur & d'infirmité qui fit craindre pour sa vie, & qui attira l'attention de tous ceux qui pouvoient espérer de recueillir sa succession. Elle regardoit nécessairement des collatéraux, parce qu'il ne laissoit point d'enfans. Il avoit une niece dont les droits souffroient beaucoup de difficulté à cause de son sexe. Le duc de Nevers étoit parent du duc de Mantoue au troisieme degré, le duc de Guastalle n'en étoit parent qu'au huitieme, & par conséquent le premier étoit son plus proche héritier, en cas que sa succession ne pût venir qu'aux mâles : mais le second comptoit sur l'appui des Espagnols, dont le pouvoir étoit grand dans l'Italie, & qui avoient intérêt d'empêcher que l'héritage du duc de Mantoue ne tombât à un prince dévoué à la couronne de France. Le duc de Savoye qui ne laissoit échapper aucune occasion d'aggrandir ses états, prétendoit que le Montferrat devoit lui revenir en vertu du mariage de la fille de Theodoric I. marquis de Montferrat avec Amédée V. comte de Savoye. Il faut encore remarquer que le duché de Mantoue étant un fief de l'empire, l'empereur prétendoit que l'on ne pouvoit en prendre possession sans avoir son investiture. Le cardinal de Richelieu qui prévoyoit que la mort du duc de Mantoue, allumeroit infailliblement la guerre en Italie, s'il mourroit sans avoir réglé lui-même sa succession, lui envoya le marquis de Saint-Chamond pour l'engager à entrer dans les vûes de la France, qui souhaitoit que ce prince déclarât, avant que de mourir, le duc de Nevers seul & légitime héritier de tous ses états. Mais comme

il paroïssoit dur d'en dépouiller entierement sa niece ; l'ambassadeur étoit chargé de lui proposer le mariage de cette princesse avec le duc de Rhetelois fils aîné du duc de Nevers, afin que ses droits quels qu'ils fussent se trouvant confondus avec ceux de son mari, elle eût au moins l'esperance de se voir un jour duchesse de Mantoue. Le marquis réussit parfaitement dans sa négociation. Strigio premier ministre du duc de Mantoue étoit ennemi des Espagnols & entierement dévoué aux intérêts de l'héritier légitime. L'affaire de la succession fut réglée conformément aux désirs de la France, & le duc prit la résolution de marier sa niece avec le duc de Rhetelois, qui se rendit à sa cour. On demanda au pape la dispense nécessaire pour le mariage : elle étoit arrivée lorsqu'on apprit à la cour de France que le duc de Mantoue dépérissoit à vûe d'œil, & qu'il n'avoit plus que quelques jours à vivre. Le marquis de Saint-Chamond reçut ordre de retourner à Mantoue pour presser la conclusion du mariage de la princesse de Mantoue avec le duc de Rhetelois. Il y arriva le 21 Decembre 1627. cinq jours avant la mort du duc de Mantoue. Le duc de Guastalle s'y étoit déjà rendu, & il n'attendoit que le moment de la mort du duc Vincent pour s'emparer de ses états, & pour enlever la princesse de Mantoue ; dans ce dessein il avoit fait entrer dans la ville des gens de main dont il étoit sûr, avec des petards pour forcer tous les postes où l'on entreprendroit de lui résister. Le marquis de Saint Chamond ayant découvert ce projet, fit saisir tous les petards, qui furent portés en plein jour, à la vûe de tout le peuple, au palais du duc Vincent. Il fut facile de lui persuader que le duc de Guastalle avoit entrepris de le dépouiller avant sa mort, & peut-être même d'avancer ses jours pour jouir au plutôt de sa dépouille. Il en fut tellement irrité qu'il se hâta de déclarer, non-seulement dans son testament, mais encore par des lettres-patentes, qu'il fit publier, que le duc de Nevers seroit son seul & unique héritier ; que le duc de Rhetelois seroit reconnu pour son lieutenant général en l'absence de son pere, & qu'il épouserait incessamment la princesse de Mantoue. On obligea en même temps tous les gouverneurs de places de faire serment entre les mains du duc de Rhetelois, qu'ils ne reconnoîtroient point d'autre souve-

1628.

rain que le duc de Nevers son pere. Pendant ce temps-là Jean Serbellon envoyé du gouverneur de Milan vint se présenter aux portes de Mantoue dans le dessein de soutenir les intérêts du duc de Guastalle. On différa un jour entier de lui ouvrir les portes, & il ne put y entrer que le 24 Decembre, lorsque les lettres-patentes du duc Vincent étoient déjà publiées, & qu'il ne restoit plus rien à faire au duc de Rhetelois qu'à recevoir le serment des nouveaux sujets de son pere, & à épouser la princesse de Mantoue. Le duc Vincent expira quelques heures après le mariage, qui se fit la nuit du 25 au 26 Decembre 1627. Le lendemain le duc de Nevers fut proclamé duc de Mantoue, & son fils reconnu lieutenant Général de l'état pendant son absence.

Strigio qui avoit conduit cette affaire, conjointement avec le marquis de Saint-Chamond, vint trouver le comte Serbellon qui étoit logé dans le palais, pour lui dire que le prince & la princesse de Mantoue attendoient qu'il vint leur faire compliment sur la mort du duc Vincent. Le comte surpris de cette nouvelle, répondit qu'il n'avoit de pouvoir que pour traiter avec le duc Vincent, & qu'il s'étonnoit que l'on eût osé lui nommer un successeur, sans avoir auparavant consulté l'empereur, de qui son duché dépendoit comme fief de l'empire, & que le duc de Rhetelois eût poussé l'audace jusques à épouser la niece du roi d'Espagne & la petite niece de l'empereur sans leur consentement.

Strigio lui dit que le sort du prince de Mantoue ne dépendoit plus que de Dieu & de son épée, & que si la maison d'Autriche se déclaroit contre lui, la France le soutiendrait. Serbellon se retira, & l'évêque de Mondovi ambassadeur de Savoye partit en même temps sans prendre congé.

Le duc de Nevers arriva le 17 Janvier dans la capitale de ses états, qui le reconnurent pour leur légitime souverain sans aucune contradiction. Mais s'il n'eut aucune peine à en prendre possession, il en eut beaucoup à s'y maintenir. Il commença par envoyer l'évêque de Mantoue à l'empereur pour lui en demander l'investiture. Ce prélat fut mal reçu à la cour de Vienne. On refusa d'abord de le reconnoître en qualité d'envoyé d'un prince souverain d'Italie, & il n'obtint qu'avec peine la permission de rester à Vienne comme un

évêque particulier. Le nouveau duc de Mantoue eut beau écrire à l'empereur pour lui rappeler le souvenir des blessures qu'il avoit reçues en Hongrie au service de la maison d'Autriche : la résolution étoit prise de lui refuser l'investiture. Les lettres qu'il écrivit en Espagne pour faire souvenir la Cour de Madrid des anciennes liaisons de la maison de Gonzague avec l'empereur Charles-quin^t n'y furent pas mieux reçues. Le traité de l'Espagne avec le duc de Savoye par lequel ils partageoient entre eux le Montferrat étoit déjà signé. Le premier devoit avoir Casal , Nice-de-la-Paille , Moncalvo , Pondesture , Aqui & quelques autres places. Le duc se reservoit Albe , Trino , Saint-Damien & la partie du Montferrat qui se trouvoit enclavée dans le Piémont.

On ne laissa pas d'écouter à la cour de Vienne les raisons que l'évêque de Mantoue étoit chargé d'exposer pour soutenir les droits du duc de Nevers. L'empereur vouloit se rendre juge de cette affaire, pour donner aux Espagnols & au duc de Savoye le temps de conquérir le Montferrat, pendant que l'on feroit semblant à la cour de Vienne d'examiner les droits des parties. En attendant , Jean comte de Nassau , fut envoyé en Italie en qualité de commissaire impérial, pour y faire exécuter le jugement de l'empereur.

Le cardinal de Richelieu qui étoit alors occupé au siège de la Rochelle, n'oublia rien pour éteindre le feu de la guerre qu'il voyoit prêt de s'allumer en Italie. Il engagea le duc de Mantoue à offrir au duc de Savoye, d'abord huit & ensuite douze mille écus de rente en terres souveraines, pourvu qu'il renonçât à ses prétentions sur le Montferrat : mais le duc de Savoye soutenu de la puissance d'Espagne ne fit aucun cas de ces offres.

Le cardinal qui ne cherchoit qu'à gagner du temps jusques à la prise de la Rochelle, fit proposer au duc de Savoye, outre les douze mille écus de rente, de lui céder encore la ville de Trino, & de lui aider à obtenir le titre de roi que ce prince ambitionnoit depuis long-temps. En même temps le comte de Fargis négocioit à la cour de Madrid pour tâcher d'amuser les Espagnols jusques à ce que le roi fût en état de marcher en personne au secours du duc de Mantoue , mais

M m m m iij

Hist. mss. de
Louis XIII. t. 2.

1628.

ni le duc de Savoie ni les Espagnols ne furent la dupe de cet artifice.

Mercuré Fran-
çois, t. 15.
Bernard, l. 12.

Le 25 Fevrier 1628. ces deux puissances mirent leurs troupes en campagne. Dom Gonzalès de Cordoue assiégea Cazal, mais avec tant de négligence ou d'incapacité, que la place ne fut jamais parfaitement investie. Il avoit d'abord compté s'en rendre maître par la trahison du sergent major de Cazal, nommé Spadino. Cette intrigue fut découverte, & Spadino craignant d'être puni, se précipita du haut de la muraille sans avoir pû exécuter son dessein. Le duc de Mantoue avoit mis dans Cazal une garnison de quatre mille hommes, plusieurs gentilshommes François s'y étoient jettés pour la défendre, & entre autres le marquis de Beuvron qui n'osoit revenir en France depuis son duel avec le comte de Bouteville. Il acquit beaucoup d'honneur à ce siège, où il fut tué le premier Novembre d'un coup de carabine qui lui perça la gorge. D'autres disent, qu'ayant été fait prisonnier dans une sortie, les Espagnols le massacrèrent de sang-froid. Le sieur de Guron, qui du siège de la Rochelle, avoit été envoyé à Turin, eut ordre de se rendre à Cazal pour y prendre le commandement des troupes. Tous les officiers François qui se trouvoient en Italie y accoururent, & la place recevoit continuellement de nouveaux secours d'hommes & de munitions. En attendant que le roi put y marcher en personne pour la secourir, on permit au duc de Mantoue de lever une armée dans le royaume, à laquelle on promettoit de fournir les étapes sans exiger aucun payement. Ce prince leva jusques à douze mille hommes de pié & quinze cents chevaux, qui eurent ordre de se rendre à Ambrun, & qui devoient être commandés par le marquis d'Uxelles : mais cette armée levée à la hâte ne lui fut d'aucune utilité. Elle traversa toute la France pendant le mois de Juin de l'année 1628, & quand elle fut arrivée à Ambrun, elle y perdit trente-six jours à se reposer, ou à se former ; ce long séjour donna le temps aux ennemis de connoître la route qu'elle vouloit prendre, & ils l'employèrent à fortifier les passages. Les troupes Françaises ne se mirent en marche que le 2 Août 1628, pour pénétrer en Italie par le Val Saint-Pierre. Mais à peine furent-elles en campagne que les vivres

& les munitions de guerre leur ayant manqué, elles se dissipèrent à la vue du fort Saint-Pierre sans avoir osé l'attaquer.

1628.

Pendant que dom Gonzalès de Cordoue mettoit le siège devant Cazal, le duc de Savoye entroit par un autre côté dans le Montferrat. Il prit d'abord la ville d'Albe, dont le siège ne dura que quatre jours. Celle de Turin se défendit plus long-temps, & ne se rendit qu'après seize jours de tranchée ouverte. Montcalvo fut pris par le prince de Piémont, & la garnison passée au fil de l'épée, à l'exception du commandant & de cinquante soldats qui demeurèrent prisonniers. Le duc de Savoye chargea dom Carlo son fils naturel de se rendre maître de Pont d'Esture, qui fut remis entre les mains des Espagnols. Le comte de Guiche accompagné du sieur de Montereau & du baron de Jussé s'étoit jetté dans Nicede la-Paille, qu'il défendit quelque temps avec beaucoup de succès contre un détachement de l'armée d'Espagne; mais il fut obligé de capituler le premier de Juin.

L'empereur avoit déjà ordonné que l'on mît en sequestre les états du duc de Mantoue entre les mains du comte Jean de Nassau jusques à la décision du procès, & le duc de Mantoue avoit appelé de cette procédure à l'empereur même & aux électeurs de l'empire. Dom Gonzalès de Cordoue ne songeoit de son côté qu'à s'emparer de Cazal dont le siège continuoit toujours avec la même lenteur: mais celui de la Rochelle étant fini, le cardinal ne tarda pas à prendre les mesures nécessaires pour secourir efficacement le duc de Mantoue.

La reine mere se souvenoit encore des chagrins que ce prince n'étant que duc de Nevers lui avoit causés dans le temps de sa régence, & surtout de quelques discours qui l'avoient piquée personnellement, & dont le sujet est rapporté différemment par les historiens. Les uns disent qu'on lui avoit proposé dans sa jeunesse d'épouser Marie de Medicis, & qu'en refusant ce mariage il avoit dit, que la maison de Medicis n'étoit pas faite pour s'allier avec celle de Gonzague. D'autres assurent que pendant les troubles de la régence, la reine mere s'étant emportée contre le duc de Nevers, avoit parlé de sa race & de sa naissance avec beaucoup de mépris, & que ses discours ayant été rapportés au duc de Nevers, il

Auberi, hist.
du card. de Ri-
cheliou, l. 3. ch.
3.

Mem. de Mont-
glat, t. 1.

1628.

avoit dit qu'il savoit le respect qu'il devoit à la mere de son roi, mais que hors de là, *personne n'igneroit que ceux de Gonzague étoient princes, avant que les Medicis fussent gentilshommes.* La reine mere ne put jamais se résoudre à lui pardonner une parole si piquante quoi qu'il l'eût désavouée, & lorsqu'il se porta héritier du duc de Mantoue, elle ne vit qu'avec chagrin le roi & le cardinal disposés à soutenir les intérêts d'un homme qu'elle ne pouvoit souffrir.

Jusques alors elle avoit paru vivre avec le cardinal dans la plus parfaite intelligence. Richelieu qui lui devoit toute sa fortune, faisoit profession de lui être entièrement dévoué. Il n'étoit pas toujours de son avis, parce qu'elle se conduisoit souvent par humeur ou par caprice, & qu'elle n'avoit pas à beaucoup près des lumieres aussi justes & aussi étendues que celles du cardinal : mais il tâchoit de l'amener à son sentiment, ou de la contenter par d'autres endroits, & surtout par l'avancement de tous ceux qu'elle lui recommandoit. La reine mere de son côté avoit donné aux parens du cardinal les principales charges de sa maison. La marquise de Combalet étoit sa dame d'atour, le marquis de la Meilleraye étoit capitaine de ses gardes, lorsque l'affaire de la succession de Mantoue vint rompre malheureusement l'union qui régnoit depuis si long-tems entre Richelieu & Marie de Medicis. Elle s'imagina que le cardinal qui lui devoit tout, ne pouvoit sans ingratitude travailler à l'élevation d'un homme qu'elle haïssoit pour quelques discours qui devoient assurément être comptés pour rien dans une affaire si considérable. Il s'agissoit de soutenir un prince ami de la France, où il possédoit de grandes terres, & où ses ancêtres avoient long-temps servi avec fidélité & avec gloire ; un prince qui étoit incontestablement héritier légitime du duc de Mantoue : il s'agissoit de s'opposer à l'agrandissement du duc de Savoye, & à l'augmentation de la puissance d'Espagne, qui n'étoit déjà que trop grande en Italie. Le cardinal étoit persuadé que des haines particulières ne devoient jamais balancer des considérations de cette importance, sur-tout dans l'esprit d'une grande reine élevée à un rang, où les traits de la malignité d'un sujet mécontent ne pouvoient atteindre. Il se flatta même que la reine mere se rendroit à la force de ses raisons. Elle s'y rendit en
effet,

effet , ou du moins elle parut s'y rendre pendant quelque temps ; mais la contradiction qu'elle éprouva de la part du cardinal en cette occasion , lui laissa dans le cœur une impression de mécontentement qu'elle ne put pas toujours dissimuler. Les ennemis du cardinal qui s'en apperçurent ne manquèrent pas d'en profiter pour indisposer la reine mere contre lui. Ils réussirent à les brouiller ensemble , & par là ils précipiterent cette princesse dans un abîme de chagrins & de disgraces.

1628.

La reine mere avoit toujours de l'inclination pour la cour d'Espagne , le cardinal de Richelieu nous apprend lui-même , que lorsque le nonce Bagni vint en France , le pape lui avoit dit avant son départ : *Vous verrez la reine mere , toutes ses inclinations sont pour l'Espagne ; elle n'aime son fils qu'autant que son intérêt le demande : c'est une des plus opiniâtres personnes du monde.*

Journal , édit
d'Hollande , t. p.
p. 17.

Le pere de Berulle étoit un de ses principaux confidens. Depuis son voyage de Rome , il avoit toujours paru favorable aux intérêts de l'Espagne , soit qu'il suivît à cet égard ses propres sentimens , soit qu'il cherchât seulement à flatter ceux de la reine mere. On a vû que le cardinal de Richelieu n'avoit pas été content de sa conduite dans l'affaire de la Valteline. Pendant que le cardinal étoit d'avis de continuer la guerre , ce pere disoit à la reine mere , qu'il falloit absolument faire la paix , puisque le pape & toute l'Italie l'attendoient d'elle ; qu'il ne suffisoit pas d'y engager monsieur de Richelieu par raison ; qu'elle devoit l'y contraindre par autorité , & lui commander absolument de la conclurre au plutôt , & d'en chercher les moyens ; qu'il convenoit de lui montrer en cette occasion qu'elle étoit la maîtresse , & qu'il étoit fait pour lui obéir. Lorsqu'il n'étoit pas du même avis que le cardinal , il parloit à la reine mere en particulier , & il vouloit toujours que son opinion fût suivie par préférence à toute autre.

Ibid , p. 17.

Le roi ne laissa pas d'écrire au pape le 19 Janvier 1626 , pour le prier de donner au pere de Berulle un chapeau de cardinal , qui lui fut accordé le 30 Août de l'année suivante. Richelieu y donna les mains pour plaire à la reine mere , & lorsque le roi étoit occupé au siège de la Rochelle , le cardi-

1628.

dinal de Berulle présidoit au conseil qui se tenoit à Paris.

Le duc de Savoye connoissant les dispositions de Marie de Medicis à l'égard du nouveau duc de Mantoue, n'oublia rien pour en tirer avantage. Il lui fit représenter que la France n'avoit aucun intérêt à se mêler de cette affaire; qu'elle ne pouvoit prendre le parti de ce prince sans rompre avec les cours d'Espagne & de Savoye; que la reine mere ne devoit pas regarder comme étrangers des pays où ses deux filles étoient établies. Il chargea son envoyé » de conférer en particulier avec monsieur le cardinal de Berulle en l'absence » de monsieur le cardinal de Richelieu, & de lui remontrer » combien il convenoit au service de Dieu, à la foi catholique & au bien de la France, de maintenir l'union des » couronnes de France & d'Espagne, pour conduire à une » heureuse fin les entreprises commencées avec tant de profit & de gloire. » Il vouloit parler de la destruction de l'hérésie. Il fit même imprimer à Turin un écrit qu'il eut soin d'envoyer en France, dans lequel on exposoit les raisons qui devoient empêcher le roi de France de soutenir le duc de Mantoue. Il étoit intitulé : *Avis d'un bon & fidele François au roi sur les troubles d'Italie*. On prétend que le duc de Savoye avoit pris la peine de le composer lui-même, & on lit dans la réponse, que le cardinal de Richelieu fit publier pour le réfuter, que le comte Aglié, ambassadeur de Savoye à la cour de Rome, en étoit convenu.

On exagéroit dans ce libelle l'extrême difficulté qu'il y avoit à forcer les passages des Alpes, dont on faisoit une affreuse description, & les sommes immenses qu'il en coûteroit au roi pour soutenir un prince dont les intérêts devoient lui être indifférens. Quand le roi fut de retour à Paris, on tint un grand conseil pour savoir s'il étoit à propos de faire marcher promptement en Italie l'armée qui venoit d'assiéger la Rochelle pour attaquer le duc de Savoye, & pour secourir le duc de Mantoue. Cette armée avoit eu ordre de se rendre dans l'Auvergne, où elle fut cantonnée en attendant la décision du conseil. Les avis se trouverent partagés. Le cardinal de Berulle représenta qu'après les fatigues d'un siège aussi long que celui de la Rochelle, l'armée avoit besoin de repos, qu'en la traînant d'une extrémité du royaume à l'autre,

Mercure François, t. 15. pag. 504.

Auberi, hist. de Richel. l. 3. ch. 3.

sans lui laisser le temps de se reposer, 'on couroit risque de la voir s'anéantir par les désertions, qu'après une telle marche elle ne seroit pas en état de passer les monts dans un temps où les neiges dont ils étoient couverts, rendoient les chemins impraticables sur-tout pour l'artillerie; que cette armée y périroit faute de vivres comme du temps de François I. qu'il étoit bien plus raisonnable d'attendre le printemps; que les Venitiens étant plus intéressés que nous à empêcher la couronne d'Espagne d'augmenter sa puissance en Italie, il falloit leur laisser le soin de secourir le duc de Mantoue, & que s'ils voyoient ce prince sur le point d'être entièrement opprimé, ils ne manqueroient pas de faire les derniers efforts pour le soutenir; qu'en tenant une autre conduite l'on allumeroit infailliblement la guerre entre la France & l'Espagne, ce qui nous seroit beaucoup plus préjudiciable que la conservation de Casal & de Mantoue ne pouvoit nous être avantageuse.

1628.

Auberi, hist.
du card. l. 3. ch.
3.

Le garde des sceaux de Marillac qui cherchoit toujours à plaire à la reine mere, ne manqua pas d'appuyer cet avis. Cette princesse elle-même soutint avec chaleur l'opinion de ses deux confidens. Elle dit que le parti huguenot n'étoit pas encore abbatu, & qu'il reprendroit de nouvelles forces pendant la guerre d'Italie; que si au contraire on le poussoit vivement après le coup qu'il venoit de recevoir par la prise de la Rochelle, il seroit bientôt détruit; qu'il valoit mieux mettre ordre aux affaires du dedans, qu'à celles du dehors, où la France n'avoit aucun intérêt; qu'il falloit éviter de rompre avec l'Espagne, & de donner atteinte à une paix établie par le feu roi, qu'elle avoit eu soin d'affermir avec tant de peine pendant sa régence par un double mariage.

Mem. de Mont
glat, t. 1.

Le desir de contenter la reine mere n'empêcha pas le cardinal de Richelieu de combattre cette opinion avec beaucoup de force. Il dit que l'on ne pouvoit abandonner le duc de Mantoue sans flétrir la réputation du roi, qui étoit montée au plus haut point par la réduction de la Rochelle; que la maison d'Autriche ne cherchoit à dépouiller le duc de Mantoue d'une souveraineté qui lui appartenoit, que parce qu'il étoit François; qu'il ne seroit pas juste que son attachement pour le royaume où il étoit né, pût être regardé com-

1628.

me un motif d'exclusion à l'égard d'une succession de cette importance, ni qu'un prince cadet de sa maison lui enlevât son héritage sans avoir d'autre titre que son attachement à la maison d'Autriche ; qu'il seroit honteux pour le roi de le souffrir ; que si les Espagnols nous voyoient abandonner le duc de Mantoue, ils se persuaderoient que nous n'oserions rompre avec eux par la crainte de leurs armes, & que cette pensée leur donneroit l'audace de former tous les jours contre nous de nouvelles entreprises. Que l'on ne devoit point s'arrêter à l'impossibilité chimérique de forcer le passage des Alpes ; que la prise de la Rochelle avoit fait voir que rien n'étoit impossible aux armes de sa majesté, & qu'un prince qui avoit su arrêter par une digue les flots de l'Océan, pourroit bien traverser les Alpes malgré les neiges & les glaçons dont ces montagnes étoient couvertes ; que par-tout où les couriers passoient, une armée entière pouvoit trouver un passage ; que le siège de la Rochelle', quoique long & pénible, n'avoit pas tellement fatigué les troupes qu'elles ne fussent en état de recommencer la guerre, qu'elles avoient toujours été abondamment pourvues de vivres, bien payées, bien vêtues, & qu'on les auroit pris plutôt pour une garnison logée dans une ville, que pour une armée exposée dans un camp aux injures de l'air & aux périls de la guerre ; qu'à l'égard des huguenots rébelles, ils étoient présentement si bas que leur parti n'étoit pas fort à craindre : » Je ne suis point prophète, ajouta-t-il, en » adressant la parole au roi : mais je crois pouvoir assurer votre majesté, qu'en ne perdant point de temps dans l'exécution de ce dessein, vous aurez fait lever le siège de Casal, & donné la paix à l'Italie dans le mois de Mai ; qu'en revenant ensuite avec votre armée dans le Languedoc, » vous aurez achevé de soumettre le parti huguenot dans le » mois de Juillet, & que vous pourrez revenir victorieux à » Paris dans le mois d'Août.

L'avis du cardinal entraîna celui du roi & des autres ministres ; la guerre fut résolue, & l'on ne pensa plus qu'à prendre les mesures nécessaires pour secourir promptement le duc de Mantoue. Le 26 Décembre le roi écrivit au sieur de Guron qui commandoit dans Casal, pour l'exhorter à défendre cette place jusqu'à la dernière extrémité, & pour l'assu-

rer qu'il ne tarderoit pas à être secouru. L'armée qui étoit en Auvergne eut ordre de s'avancer sur les frontieres de Savoye. Le roi devoit la commander en personne : mais les deux reines employèrent tant de prieres & de larmes pour le détourner de ce dessein, qu'il consentit, quoique avec beaucoup de peine, à en donner le commandement au duc d'Orleans. La conduite de ce prince avoit donné beaucoup d'inquiétude & d'embarras à la reine mere pendant le siège de la Rochelle. Il menoit une vie fort déréglée depuis la mort de sa premiere femme, & quand on lui en faisoit des reproches, il répondoit que pour la faire cesser, l'on n'avoit qu'à le remarier. La reine mere eût bien voulu qu'il épousât une des filles du grand duc, dont la premiere nommée Marguerite étoit promise au duc de Parme, qui refusoit de la céder au duc d'Orléans; & l'autre nommée Anne, étoit si laide, que Gaston déclara qu'il ne l'épouserait jamais. Il rechercha la princesse Marie de Gonzague fille du duc de Mantoue, que son pere avoit laissée en France, & qui n'avoit alors que dix-sept ans. La reine mere haïssoit trop le duc de Mantoue & toute sa maison pour consentir à un pareil mariage. Elle tâcha d'en détourner le duc d'Orleans, qui ne paroissoit pas s'embarrasser beaucoup de ses remontrances. Celles du roi & du cardinal eurent plus d'effet. Au retour de la Rochelle, on fit entendre à ce prince que son obstination à vouloir épouser la princesse de Gonzague n'étoit pas agréable à sa majesté, & il promit de renoncer à ce mariage pourvû qu'on lui donnât quelques moyens de s'en désister avec honneur. Il demandoit pour prix de sa complaisance le commandement de l'armée d'Italie & (a) cinquante mille écus pour son équipage, à condition qu'il consentiroit que le duc de Mantoue rappellât sa fille auprès de lui, & qu'elle partiroit quinze jours après qu'il seroit parti lui-même, pour aller prendre le commandement de l'armée. On ne sait si ce marché se fit de concert avec le cardinal : ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne tint pas, & que le roi se repentit d'avoir confié à son frere une expédition aussi difficile que celle d'Italie. Bassompierre n'attribue ce changement qu'à la seule jalousie du roi. Les remontrances du cardinal y contribuerent sans doute. Ce ministre n'étoit pas homme à

Mem. de Bas-
comp. t. 3.

(a) D'autres disent cent mille.

1629.

compter sur le duc d'Orléans pour le succès d'une telle entreprise. Quoi qu'il en soit, le 3 Janvier 1629. le roi vint trouver le cardinal à Chaillot, où il s'étoit retiré pour quelques jours. Il lui dit qu'il ne pouvoit souffrir que son frere eût le commandement de l'armée au-delà des monts, & qu'il le prioit de chercher quelque moyen pour le lui ôter : *Je n'en fai qu'un*, répondit le cardinal, *c'est que votre majesté y aille en personne : mais si elle prend cette résolution, il faut qu'elle parte dans huit jours au plus tard, car le temps presse extrêmement.* Le roi lui déclara qu'il aimoit mieux y aller, & qu'il partiroit sans délai. Ensuite ayant apperçu le maréchal de Bassompierre qui se trouvoit là par hasard, il dit au cardinal assez haut pour que le maréchal l'entendit : *Voici un homme qui viendra avec moi, & qui m'y servira bien.* Le maréchal demanda où il falloit aller. *En Italie*, reprit le roi, *où je vais dans huit jours pour faire lever le siège de Cazal ; apprêtez-vous à m'y servir de lieutenant général sous mon frere, s'il y veut venir. Je prendrai avec vous le maréchal de Crequi, qui connoît ce pays-là, & nous ferons parler de nous.*

Le roi tient un
lit de justice.

Le roi ne partit de Paris que le 15 (a) Janvier, & le jour même de son départ il alla tenir son lit de justice au parlement, pour y faire enregistrer deux déclarations : par l'une, il donnoit à la reine sa mere une autorité entiere pendant son absence, dans toutes les provinces situées en deçà de la Loire : le préambule de cette ordonnance semble prouver le désir sincere qu'avoit alors le cardinal de Richelieu de se reconcilier avec cette princesse. On y faisoit l'éloge de son heureux gouvernement pendant sa regence, & on y disoit que sa sage conduite avoit fait voir à la France qu'elle étoit la mere du roi & de l'état. Par l'autre déclaration le roi offroit une amnistie générale à ceux de ses sujets protestans qui voudroient poser les armes. Ces deux déclarations étoient datées du 15 Janvier ; c'est-à-dire, du jour même qu'elles furent enregistrées au lit de justice. Le garde des sceaux de Marillac y prononça un long discours, dans lequel il s'étendit beaucoup sur les prérogatives de la puissance royale.

Mercure François, t. 15. pag. 19,

» Nous sommes tous d'accord, dit-il, que le roi ne doit

(a) Bassompierre dit qu'il partit le date du lit de justice est prouvée par les registres du parlement.
4, c'est une faute manifeste, puisque la

« rien faire que justement : il le fait & le croit lui-même, &
 « quoiqu'il soit au-dessus de la loi, il veut bien néanmoins être
 « au-dessous de la raison. Mais le point de la question est, qui
 « sera juge des actions du roi pour dire qu'elles sont justes ou
 « non ? Si nous en rendons les sujets ou les officiers du roi
 « juges ; si c'est à eux à qualifier les actions du roi & à les dé-
 « clarer justes ou injustes, le roi n'est plus roi, il est sous la
 « tutelle des ses officiers, & la souveraineté est dépendante
 « d'eux. C'est ouvrir la porte aux factions dans un état, &
 « donner moyen aux amateurs du changement, que de blâ-
 « mer tous les jours les actions du roi, & de mettre son au-
 « torité en compromis. Il est donc vrai que le roi seul est le
 « juge de la justice de ses actions, il en rend compte à Dieu
 « seul ; & autant que chacun de nous aime l'état & la paix
 « publique, autant doit-il tenir ferme en cette résolution. Si
 « les princes abusent de leur pouvoir, s'ils suivent l'injustice,
 « Dieu qui est leur juge, ne manquera pas d'y pourvoir par
 « les moyens qu'il fait pratiquer en tel cas, dont nous n'avons
 « que trop d'exemples.

1629.

Le dessein de ce magistrat étoit de faire enregistrer dans ce lit de justice, la compilation de loix & d'ordonnances dont il étoit l'auteur, & qui est si connue sous le nom de *Code Michau*. C'étoit un recueil des anciennes ordonnances auxquelles on avoit ajouté divers reglemens proposés par les derniers états généraux, & par les assemblées des notables, tenues à Rouen en 1617, & à Paris en 1626. Il fut présenté au parlement en forme d'édit. La compagnie demanda du temps pour l'examiner : mais le garde des sceaux déclara que le roi vouloit que l'on procédât à l'enregistrement sans aucun délai : il ajouta cependant que si l'on y trouvoit quelque article qui parût avoir besoin d'être retouché, sa majesté recevrait volontiers là-dessus les avis de son parlement. L'édit fut donc enregistré : mais dès le lendemain les chambres s'assemblerent pour se plaindre de cet enregistrement précipité, & pour déclarer qu'il seroit regardé comme nul jusques à ce que l'on eût examiné en détail les différentes loix comprises dans l'édit, & que le roi eût écouté les remontrances de son parlement, sur les changemens & les modifications que l'on jugeroit nécessaires.

1629.

Testament de
Richel. 1. part.
ch. 1.

Hist. mss. de
Louis XIII. t. 2.

Lettre du roi à
la reine mere, da-
tée de Grenoble
le 16 Fev. 1629.
Mss. de Berhu-
ne, n^o. 9320.

Le garde des sceaux qui étoit *tellement rempli de l'opinion qu'il avoit de lui-même, qu'il n'estimoit rien de bien fait s'il ne l'étoit par son ordre*, fut vivement piqué de la résistance du parlement : il s'en plaignit au roi qui étoit déjà parti, & lui manda qu'il étoit important de soutenir en cette occasion son autorité, en obligeant le parlement de se soumettre à sa volonté. Le premier président de Haqueville étoit mort le 15 Mai de l'année précédente, & sa place étoit encore vacante. Le président le Jay se trouvoit à la tête du parlement, la reine mere le manda avec quelques autres députés, & leur ordonna de faire cesser les assemblées des chambres. Elles ne laisserent pas de continuer. Elle écrivit au président le Jay une lettre qui contenoit des ordres plus précis. Les chambres du parlement cessèrent de s'assembler sans avoir lû la lettre de la reine mere, & sans que le nouveau code y eût été reçu ; l'affaire en demeura là pendant quelque temps. Le roi ayant envoyé au parlement des lettres-patentes qui ordonnoient l'enregistrement ; le feu qui sembloit assoupi, se ralluma tout à coup, les enquêtes redemanderent l'assemblée des chambres, qui fut indiquée. La reine mere manda les présidens le Jay & de Bellievre, avec quatre conseillers & les gens du roi, pour défendre que l'on fit aucune nouvelle délibération sur cette affaire. Quand ils furent arrivés au Louvre, il y eut en sa présence une contestation fort vive entre le président le Jay & le garde des sceaux. Le premier insistoit beaucoup sur l'autorité du parlement, dont la puissance est toujours la même sans interruption, & qui avoit droit, disoit-il, de faire le procès aux chanceliers, aux connétables & même aux princes du sang. Le garde sceaux répondit qu'il n'avoit aucun sujet de craindre le parlement, & qu'il vivoit de façon à n'avoir pas besoin de *lettres d'abolition*. Ces dernieres paroles étoient piquantes pour le président le Jay, qui avoit été obligé d'en demander pendant les troubles de la régence. Enfin après beaucoup de difficultés & de répliques, on accorda deux mois au parlement pour travailler à ses remontrances sur le nouvel édit, & l'on lui promit qu'en attendant il ne seroit point envoyé dans les provinces, à condition cependant qu'il seroit toujours regardé comme loi du royaume, & que le parlement s'y conformeroit dans ses jugemens : mais cette condition ne fut

Fut point exécutée. Un historien assure que le terme accordé au parlement pour faire ses remontrances fut prolongé jusques à six mois.

1629.

Hist. du minist.
du cardinal de
Richelieu.

Le garde des sceaux naturellement vif & ardent souffroit impatiemment les lenteurs du parlement, & sa constance à ne pas reconnoître l'autorité de son code. Il engagea la reine mère à solliciter de nouveaux ordres pour le faire enregistrer. Le roi lui répondit par une lettre écrite de sa main, & datée de la Ferté-Alais le 24 d'Août 1629. elle étoit conçue en ces termes : « Voyant les longueurs de ma cour de parlement à mesprendre l'acte d'obéissance qu'ils me doivent au fait de mes ordonnances, j'ai estimé plus à propos de commander au greffier du Tillet de faire sa charge, & mettre sur l'édit concernant lesdites ordonnances l'acte qui a coutume d'être mis en semblable cas. J'écris pour cela à monsieur Deslandes de vous apporter ledit édit qu'il a entre ses mains, & au greffier d'y mettre l'acte, ce que je vous prie de faire faire, & leur commander, & à tous autres que besoin sera, tout ce que vous jugerez nécessaire, à quoi je veux qu'ils obéissent.

Mss. de Bethun
nº. 91234

Malgré des ordres si précis, le parlement demeura ferme dans son opposition. Il survint d'autres affaires qui firent oublier celle-là. Le cardinal de Richelieu qui commençoit à s'apercevoir que le garde des sceaux travailloit à le supplanter, ne chercha point à lui procurer la satisfaction qu'il désiroit. Ce magistrat affecta dans la suite de citer son code dans les lettres-patentes qui accorderoient au cardinal de Richelieu la qualité de *principal ministre*, ce qui n'empêcha pas le parlement de les enregistrer : mais le code n'en eut pas plus d'autorité. Les avocats n'osèrent le citer, & le nom de *code Michau* lui donna même une espece de ridicule que bien des gens versés dans la jurisprudence prétendent qu'il ne méritoit pas.

Leroi étant arrivé à Châlons-sur-Saone, y reçut la visite du duc de Lorraine, qui vint lui offrir des chiens de chasse : mais Louis qui ne pensoit alors qu'à la guerre, lui dit qu'il avoit renoncé à la chasse, dont il ne s'occupoit que lorsqu'il n'avoit rien de mieux à faire ; que pour le présent il ne songeoit qu'à montrer avec combien de zele & d'affection il assistoit ses amis dans le besoin ; qu'après qu'il auroit secouru le duc

1629.

de Mantoue, & soumis les rebelles du Languedoc, il pourroit revenir à ses plaisirs jusqu'à ce que quelque autre prince de ses amis eût besoin du secours de ses armes.

Il se rendit le 14 Février à Grenoble. L'armée conduite par monsieur de Toiras étoit déjà dans le Dauphiné; on y comptoit près de vingt-quatre mille hommes d'infanterie, & deux mille cinq cents chevaux. Pierre Scarron évêque de Grenoble, fit une harangue au roi, dans laquelle il s'attacha moins à louer les vertus du prince, qu'à lui représenter la misère de son peuple. « Votre majesté, lui dit-il, ne peut ignorer que la grandeur d'un prince ne consiste pas à remplir la terre du bruit de ses armes, & à faire couler des rivières de sang, mais à faire justice aux pauvres orphelins, à essuyer les larmes d'une misérable veuve, & à tremper dans l'huile, comme parle le texte sacré, le joug d'un peuple qui ne se nourrit que de fiel & d'absinte.

Le duc d'Orleans qui étoit parti de Paris cinq jours après le roi, n'alla pas jusqu'à Grenoble. Il dit au maréchal de Bassompierre qu'il n'auroit aucun emploi dans l'armée, puisque monsieur le cardinal y feroit non-seulement sa charge, mais encore celle du roi; que le maréchal avoit vu lui-même comment on l'avoit traité au siège de la Rochelle, & qu'il ne vouloit pas essuyer deux fois un pareil affront. Il se plaignit de ce qu'en faisant marcher le roi en Italie contre son gré, on n'avoit cherché qu'à lui ôter le commandement de l'armée que son frere lui avoit donné. Il ajouta, qu'au lieu de suivre la route de Grenoble, il alloit se retirer dans la principauté de Dombes, qui faisoit partie des biens de sa femme, & qu'il y attendroit les ordres du roi. Dès-lors il ne se contraignit plus sur le desir qu'il avoit témoigné d'épouser la princesse Marie de Gonzague; il ne fut pas plutôt que la résolution étoit prise de la renvoyer à son pere, qu'il écrivit au roi pour s'en plaindre. Sa lettre fut remise au cardinal, qui exhorta le duc d'Orleans à venir à l'armée: mais ce prince aveuglé par sa passion, ou entraîné par le conseil de ses favoris, prit la route de Paris.

Le dessein du roi étoit de pénétrer par le Piémont jusques dans le Montferrat, pour attaquer l'armée Espagnole qui faisoit le siège de Casal. On ne savoit pas encore si le duc de

Savoie accorderoit le passage par ses états, ou s'il entreprendroit de le défendre, & de s'opposer à la marche du roi.

1629.

Le cardinal avoit fait sonder les dispositions de ce prince, qui ne parut pas éloigné d'accorder le passage qu'on lui demandoit. Il prioit seulement le roi de lui fournir quelque moyen de rompre avec honneur les engagements qu'il avoit pris avec les Espagnols. Il en proposoit lui-même plusieurs qu'il savoit bien qu'on n'accepteroit pas, pour prolonger la négociation & pour donner aux Espagnols le temps de prendre Casal. Dès que le roi fut arrivé à Grenoble, le commandeur de Valencé eut ordre d'aller trouver le duc de Savoie, pour lui demander la liberté des passages & des vivres pour la subsistance de l'armée, lorsqu'elle passeroit par ses états, avec promesse de les payer fort exactement; il étoit chargé en même-temps d'offrir à ce prince la ville de Trino en propriété avec des terres dans le Montferrat, qui lui rendroient par an douze mille écus d'or. Le duc de Savoie s'étoit imaginé que le roi n'entreprendroit jamais de forcer le passage des Alpes au fort de l'hyver. Il fut obligé de changer de sentiment, quand il sut que l'armée de France étoit déjà dans le Dauphiné, & le roi à Grenoble. Il écouta les propositions du commandeur qui lui représenta, que l'amitié du roi de France lui seroit toujours plus avantageuse que l'alliance d'Espagne; qu'en accordant le passage & les vivres qu'on lui demandoit, il engageroit le roi à oublier les liguees où il étoit entré contre son service; qu'il seroit fort mal conseillé de hasarder ses états pour garder la foi à des gens qui ne lui avoient jamais donné que des exemples d'infidélité; que le roi y entrant en ami, auroit soin de faire garder aux troupes la plus exacte discipline; mais que s'il l'obligeoit à y entrer en ennemi, il auroit le chagrin de voir son pays abandonné à l'avidité du soldat, & ruiné sans ressource. Le duc fit semblant d'être frappé de ces raisons: il ne répondit cependant qu'en termes ambigus, afin que l'on lui envoyât demander de nouveaux éclaircissmens qui lui donnassent le temps de fermer les passages à l'armée du roi, par de nouvelles barricades qu'il faisoit construire. Il chargea même le comte de Verrue d'aller faire au roi différentes propositions,

O o o o ij

1629.

qui ne tendoient toutes qu'à gagner du temps & à retarder la marche des troupes.

Le cardinal qui s'aperçut aisément de cet artifice, fit donner ordre à l'armée de passer le Mont-Genèvre. On avoit inventé des (a) machines pour faciliter le transport du canon sur la montagne. On portoit les boulets dans des hottes, & l'on se servit de mulets pour voiturier la poudre & le plomb, six jours furent employés à ce transport. Le cardinal s'avança jusqu'à Chaumont avec l'avant-garde. Le roi conduisit en personne le reste des troupes jusqu'à Oux, qui n'en est qu'à quatre lieues.

Mem. de Bas-
fomp. t. 3.

Le 3 de Mars, le commandeur de Valencé eut ordre de retourner à Turin pour presser le duc de Savoye d'accorder le passage. On se flattoit que l'approche de l'armée du roi donneroit un nouveau poids aux raisons de cet ambassadeur. Le prince de Piémont vint trouver le cardinal à Chaumont où ils eurent ensemble une longue conférence, après laquelle on crut que le passage seroit libre, & que l'affaire étoit entièrement terminée. Le prince en sortant d'avec le cardinal dit tout haut, en présence des maréchaux de France & des principaux officiers, que le cardinal lui avoit fait des propositions si raisonnables, qu'il étoit prêt de se soumettre à la volonté du roi, & d'en donner une parole positive sous le bon plaisir du duc son pere, dont il alloit savoir les intentions. Il ajouta, que le lendemain avant midi, il reviendrait chez le cardinal pour conclurre le traité, & qu'ensuite il iroit faire la révérence au roi : mais le duc de Savoye & le prince son fils étoient alors fort éloignés de vouloir accorder le passage; ils ne cherchoient l'un & l'autre qu'à gagner encore quelques jours pour achever de fortifier leurs barricades. Le lendemain 5 de Mars, on attendit inutilement le prince de Piémont. Il envoya un courrier au cardinal pour s'excuser, & pour lui apprendre que le comte de Verrue viendrait à sa place : celui-ci n'arriva qu'à cinq heures du soir. Il commença par dire au

Mercurie Fran-
çois, t. 19. pag.
122.

(a) Puysegur les décrit d'une manière qui n'est pas fort intelligible. C'étoit, dit-il, certains moulinets que l'on attroit avec des cordes aux affûts, & que

l'on tournoit à force d'hommes pendant que les autres tiroient le canon avec des cables.

cardinal que le duc de Savoye étant incommodé , avoit pris la résolution de venir rendre ses respects à sa majesté, en chaise à porteur ; il choisissoit exprès la plus lente de toutes les voitures. Le cardinal répondit au comte de Verrue , qu'après tant de voyages & de négociations inutiles , il étoit temps de conclurre , & qu'il eût à lui déclarer nettement & sans ambiguïté les intentions de son maître. Le comte assura que le duc étoit résolu de laisser le passage libre à l'armée du roi : mais il représenta qu'il n'étoit pas raisonnable qu'on l'obligeât de renoncer à l'alliance des Espagnols & de s'exposer à leurs reproches , sans lui faire au moins d'aussi grands avantages que ceux qui lui étoient assurés par l'Espagne , & que si l'on vouloit le laisser en possession des villes de Trino , de Montcalvo , du Saint-Damien , & généralement de tout ce qu'il occupoit dans le Montferrat ; dès le lendemain le passage des Alpes seroit libre ; mais qu'autrement il lui étoit impossible de sacrifier son honneur & son intérêt au desir de plaire au roi de France. Le cardinal se récria contre cette proposition , & lui dit que le roi ne vouloit point être libéral du bien d'autrui , qu'il étoit venu pour faire rendre au duc de Mantoue un bien qui lui appartenoit légitimement , & non pour le donner à d'autres ; que la possession du duc de Savoye étant fondée sur une usurpation manifeste , ce ne seroit pas y remédier que d'imiter la conduite des Espagnols qui donnoient ce qui ne leur appartenoit pas. La conversation dura près de trois heures. Le cardinal la finit en disant que le duc de Savoye sauroit bien-tôt à qui il avoit affaire , & que s'il avoit oublié la différence qu'il y avoit entre lui & un roi de France , il s'en souviendrait avant qu'il fût deux jours.

Le comte de Verrue fut renvoyé avec cette réponse. Richelieu dépêcha aussi-tôt un courrier au roi pour lui faire part du résultat de cette conférence , & pour lui mander qu'il n'y avoit plus d'autre parti à prendre que celui d'attaquer dès le lendemain les barricades qui fermoient le passage des Alpes. Le roi partit à dix heures du soir pour se rendre à Chaumont. La nuit étoit si obscure & la terre tellement couverte de neiges , que ce prince fut obligé de faire une grande partie du chemin à pié. Il ne laissa pas d'arriver à Chaumont trois heures avant le jour ; il alla droit à la chambre du cardinal, qu'il trou-

Oooo ij

1629.

va occupé à régler l'ordre de l'attaque avec les maréchaux de Crequi, de Bassompierre & de Schomberg. Le roi après l'avoir examiné, y ajouta seulement, que ses mousquetaires à cheval marcheroient avec les enfans perdus.

On vouloit pénétrer dans le Piémont par un défilé qu'on nomme le Pas de Suse, situé entre deux roches escarpées, dont l'une s'appelle le *Crest de Montabon*, & l'autre le *Crest de Montmoron*. Ce passage étoit défendu par trois barricades ou retranchemens, de vingt piés de hauteur & de douze d'épaisseur avecun fossé, dont la largeur & la profondeur étoient d'environ huit piés. On rencontroit la premiere barricade à un quart de lieue de Chaumont; la seconde, à un quart de lieue plus bas au-dessous du fort de Gelasse; & la troisieme à cent pas de la seconde. Tout l'espace étoit rempli de redoutes, & garni d'environ deux mille sept cents hommes postés si avantageusement, que ce petit nombre paroissoit suffisant pour arrêter une armée entiere.

Celle du roi se mit en marche le 6 de Mars à six heures du matin. Avant que de commencer l'attaque, Comminges eut ordre d'aller avec un trompette demander le passage au comte de Verrue qui gardoit la premiere barricade. Les historiens rapportent différemment la réponse du comte: mais tous conviennent qu'il refusa le passage qu'on lui demandoit, & qu'il parut très-résolu de le défendre.

Comminges s'étant retiré, l'attaque commença; le roi marchoit derriere les enfans perdus, dont il n'étoit éloigné que de cent pas.

On attaqua l'ennemi par le front & par les côtés. Le commandeur de Valencé chargea par la gauche, & les maréchaux de Schomberg & de Bassompierre par la droite.

Le comte de Sault, fils aîné du maréchal de Crequi, ayant pris un détour pour gagner les derrieres, rencontra un régiment Piémontois qu'il défit entierement, il emmena vingt officiers prisonniers, & prit neuf drapeaux. Nos troupes grimperent sur des éminences qui commandoient les barricades, & que les Piémontois croyoient inaccessibles: ils furent si épouvantés qu'ils abandonnerent leurs retranchemens & leurs redoutes, sans se donner le tems de faire une seconde décharge. Le maréchal de Schomberg fut blessé d'un coup de mousquet

dans les reins, & le commandeur de Valencé reçut une blessure au genou qui ne l'empêcha pas de continuer à donner ses ordres. Le duc de Savoye & le prince de Piémont penserent être pris. Le premier fut poursuivi par Treville, lieutenant des Mousquetaires, qui étoit sur le point de l'atteindre, lorsqu'un officier Espagnol se jeta entre le duc & lui. Treville attaque cet officier, le renverse, lui passe sur le corps, & court après le duc de Savoye qui fuyoit à toute bride : mais il ne put jamais le joindre; il revint à l'officier Espagnol qu'il fit prisonnier. La princesse de Piémont obtint la liberté de cet officier, & pour ne pas frustrer le sieur de Treville de la rançon qui lui étoit due, elle lui envoya un nœud de diamans. Le duc de Savoye ayant rencontré en fuyant quelques François qui étoient à son service, leur dit froidement : *Messieurs, laissez moi passer, vos gens sont en colere.* La ville de Suze se rendit le lendemain, elle offrit d'ouvrir ses portes le jour même du combat : mais on se contenta de prendre des otages, & l'on différa d'y entrer, parce qu'on craignoit qu'elle ne fût pillée par les troupes Françoises sans qu'il fût possible de les retenir, si on les y conduisoit lorsqu'elles se ressentoient encore du trouble & de la chaleur de l'action. Le roi envoya d'abord l'abbé de Beauveau & ensuite son écuyer de quartier pour témoigner de sa part aux maréchaux de Crequi & de Bassompierre la satisfaction qu'il avoit de leurs services, & pour les assurer qu'il en auroit une éternelle reconnaissance. Il leur fit dire en même temps qu'ils n'auroient pas dû charger eux-mêmes à la tête des enfans perdus, & qu'ils ne les enverroit plus ensemble à aucune action, parce que leur émulation réciproque les portoit à donner des marques de valeur qui pouvoient devenir préjudiciables à son service; que s'ils eussent été tués tous les deux, le désordre se seroit mis dans ses troupes faute de chefs pour les commander. Ils répondirent qu'il y avoit des choses qui devoient être faites avec retenue, & d'autres avec précipitation; que l'attaque des barricades étoit une affaire, où il ne falloit point marchander, parce que si les troupes eussent été repoussées à la première charge, elles l'eussent été pareillement à toutes les autres, & que les soldats qui voyent de tels

1629.

de Richelieu & du roi à la reine mere.

Mss. de Bethune, n°. 9319.

Hist. de Toulras, l. 2.

Mem. de Bassomp. t. 3.

1629.

« chefs à leur tête, y vont avec bien plus de courage & de
« résolution.

Le 7 de Mars, des députés de Suze vinrent apporter les clés de la ville, & monsieur Toiras eut ordre d'en aller prendre possession.

Traité de Suze.
Mercurie Fran-
çois, t. 15. pag.
132.

Le duc de Savoye voyant le roi prêt à entrer plus avant dans ses états avec une armée victorieuse, résolut enfin d'accepter les conditions qu'on lui propoisoit. Le prince de Piémont vint à Suze, où il signa le 11 de Mars, conjointement avec le cardinal de Richelieu, un traité par lequel le duc s'engageoit à donner dès-à-présent passage aux troupes du roi pour entrer dans le Montferrat; à leur fournir les étapes avec toutes les munitions nécessaires pour ravitailler Cazal au prix des trois derniers marches, & à remettre entre les mains du roi la citadelle de Suze & le château de Saint-François, à condition que ces places lui seroient rendues après l'exécution entière du traité.

Le roi de son côté promettoit d'engager le duc de Mantoue à céder au duc de Savoye, pour toutes ses prétentions sur le Montferrat, la ville de Trino à perpétuité avec quinze mille écus d'or de rente en fonds de terre.

La ville de Cazal étoit alors ferrée de fort près par les Espagnols, ils avoient eu le temps de perfectionner leurs lignes & d'y bâtir des forts & des redoutes. La place étoit exactement investie, & l'on n'y recevoit plus aucune espece de munitions du dehors. Celles qui se trouvoient dans les magasins étant consumées, on fut réduit à se nourrir de la chair des chevaux & des autres animaux domestiques. Depuis le mois de Janvier on ne donnoit plus au soldat pour sa nourriture que douze onces de pain noir par jour. Les Espagnols se flattoient que la famine forceroit bientôt la garnison à se rendre: mais la nouvelle du traité de Suze leur ôta cette espérance, & le gouverneur de Milan se voyant abandonné par le duc de Savoye, & menacé par les Venitiens, par le duc de Mantoue & par le roi de France, prit le parti de lever le siège de Cazal la nuit du 15 au 16 de Mars. Le roi reçut le même jour à Suze la visite du prince & de la princesse de Piémont sa sœur, qui lui dit en l'abordant, qu'il étoit si rempli de gloire, qu'elle

qu'elle ne savoit si elle oseroit le regarder. *Vous êtes, ajouta-t-elle, le plus heureux prince du monde.* Il lui répondit, que son plus grand bonheur étoit de la voir. Quelques jours après le duc de Savoye vint lui-même à Suze pour saluer le roi, qui lui dit qu'il n'avoit pas trouvé le passage des Alpes aussi difficile qu'on lui avoit dit. Il se mit ensuite à lui expliquer les moyens dont on s'étoit servi pour y transporter le canon. Le duc parut prendre plaisir à cette conversation, qui ne devoit pas lui être fort agréable. Il se retira le soir pour aller coucher à Veillanne.

1629.

Memoires de
Puylegur, p. 70

Cependant le gouverneur de Milan ne se pressoit pas d'évacuer les places qu'il occupoit dans le Montferrat, & il fallut que le duc de Savoye se rendit garant par un écrit signé de sa main, qu'au quatre du mois d'Avril les Espagnols auroient entierement abandonné le Montferrat, sans quoi il joindroit ses forces à celles de la France pour les y contraindre. Tel fut le succès de l'expédition d'Italie. *Le roi alla, vit & vainquit, dit le duc de Rohan : forcer le pas des montagnes, prendre Suze, secourir Casal, faire la paix avec le roi d'Espagne & le duc de Savoye, tout cela ne fut qu'une même chose.*

Mem. de Rohan, l. 4.

Toiras eut ordre de se rendre dans le Montferrat avec trois mille hommes de pié & environ quatre cents chevaux. Le sieur de Guron qui avoit commandé à Casal revint auprès du roi, & le gouvernement de cette importante place fut donné à Toiras.

La conduite du duc d'Orleans qui étoit demeuré à Paris pendant l'expédition d'Italie, causa beaucoup d'inquiétude & d'embarras à la reine mere; elle fut que ce prince vouloit enlever la princesse Marie de Gonzague, & elle se crut obligée de la faire enfermer dans le château de Vincennes avec la duchesse douairiere de Longueville, chez qui elle demeueroit.

Monsieur le cardinal, dit Bassompierre, *n'approuva pas trop cette capture.* Voici cependant les propres termes de la lettre que le cardinal écrivit sur cette affaire à la reine mere pour la rassurer.

• Le roi plaint fort la peine où vous êtes. Il a approuvé
Tome XIII. P p p p

1629.

Mss. de Bethu-
me, n^o. 9322.

» tout ce que votre majesté a fait, & la première chose qu'il
 » demanda lorsqu'il apprit cette nouvelle par monsieur de
 » Bouthillier, qui la lui porta sur l'avis qu'en donna monsieur
 » de Longueville, fut s'il étoit bien certain que les dames
 » dont il est question fussent au bois de Vincennes. Sur quoi
 » lui ayant répondu qu'oui, il dit; *maintenant je suis content*
 » *puisque ce que l'on veut faire contre notre gré (parlant de vous*
 » *& de lui) ne peut arriver*; il a bien jugé, sans que personne
 » lui en parlât, que vous ne pouviez prendre ses avis & ses
 » ordres dans une affaire si précipitée, & a dit plusieurs fois
 » sur ce sujet qu'il approuvoit tout ce que votre majesté feroit.

Le duc d'Orleans parut fort sensible à l'affront cruel fait à une princesse qu'il demandoit en mariage. Il écrivit au roi pour s'en plaindre, avec beaucoup d'aigreur, & pour l'assurer que la reine mere avoit pris une fausse alarme, en lui attribuant mal à propos un dessein qu'il n'avoit jamais eu.

Liv. 25, 26 &
27.

Le Vassor prétend que le duc d'Orleans n'avoit qu'une passion feinte pour la princesse Marie, & qu'il faisoit semblant de la vouloir épouser, quoiqu'il n'en eût aucune envie, qu'il agissoit ainsi de concert avec Marie de Medicis, pour faire accroire au cardinal qu'il étoit brouillé avec sa mere, & que par conséquent elle n'avoit aucune part aux démarches qu'il étoit résolu de faire pour chagriner ce ministre, qui fut long-temps la duppe de cette comédie. Cet écrivain a suivi sur ce point l'Auteur anonime des mémoires du duc d'Orleans, qui paroît à la vérité fort instruit de ce qui se passoit dans la maison de ce prince. Mais ce sont là de véritables mysteres de Cour, qui ne peuvent être connus que par ceux qui sont dans la confidence; & la plupart des courtisans qui se flattent de pénétrer dans les plus secrètes intentions des princes, nous donnent souvent de vaines conjectures pour des faits certains. Le cardinal de Richelieu dans son testament politique, paroît convaincu que le duc d'Orleans avoit, du moins en ce temps-là, un désir sincere d'épouser la princesse Marie.

Le Vassor employe pour prouver le contraire, une raison qui ne paroît pas fort concluante: *La maniere*, dit-il, *dont Gaston oublie sa prétendue maîtresse à Nancy, & les démar-*

ches faites pour épouser la princesse Marguerite , sont des preuves de l'indifférence de Gaston & de sa collusion avec Marie de Medicis.

1629.

Mais ne fait-on pas que les hommes sont naturellement inconstans ; que les princes le sont souvent plus que les autres hommes , & que Gaston l'étoit encore plus que tous les autres princes. Parce qu'un objet présent lui fit oublier celui qu'il ne voyoit plus , s'ensuit-il que la passion qu'il avoit fait paroître pour la princesse Marie étoit feinte & simulée ?

Le duc d'Orleans étoit alors à Fontainebleau , d'où il se rendit à Orleans. Il y reçut une lettre du roi, que Beautru lui apporta , par laquelle on l'exhortoit à renoncer pour toujours au dessein d'épouser la princesse Marie , & à ne pas envier au duc de Mantoue, dans un tems où il étoit accablé de fatigues & d'inquiétudes, la satisfaction de revoir sa fille auprès de lui. Beautru étoit chargé de lui dire , que s'il l'envoyoit prier la reine mere de rendre la liberté aux deux princesses , elle ne lui refuseroit pas cette grace.

Le roi écrivit en même temps à la reine mere , pour la remercier de la précaution qu'elle avoit prise , afin d'empêcher le duc d'Orleans de manquer à la parole qu'il avoit donnée plusieurs fois de ne point épouser la princesse de Gonzague. Sa lettre étoit dattée de Suze le dernier jour de Mars. Les deux princesses ne furent délivrées que le 4 de Mai, à la sollicitation du cardinal de Berulle , & sur les assurances positives que le duc de Bellegarde , Puylaurens, le Cogneux & le pere Gondren, confesseur du duc d'Orleans, donnerent à la reine mere , que monsieur n'avoit eu aucun dessein d'enlever la princesse Marie.

Le 19 Avril, le roi étant encore à Suze ratifia le traité de ligue , signé à Venise par monsieur le comte d'Avaux son ambassadeur , entre la France , la république de Venise , le pape, le duc de Savoye & le duc de Mantoue , pour maintenir ce dernier dans la possession de ses états. Toutes ces puissances réunies s'engageoient à mettre sur pié une armée de plus de quarante mille hommes, qui ne devoit agir qu'en cas que l'Espagne attaquât les états de quelqu'un des princes ligüés.

Le traité de paix entre la France & l'Angleterre , fut si-

1629.

Recueil de Dupin, t. 2.
Mét. ouie François, t. 15. pag. 147.

gné le 24 par la médiation des ambassadeurs de Venise. Dans ce traité les deux rois après avoir renouvelé leurs anciennes alliances, déclaroient que l'on n'exigeroit aucune restitution des prises qui s'étoient faites de part & d'autre, & à l'égard de la maison de la reine d'Angleterre, que *les articles & contrats* de son mariage seroient confirmés de bonne foi, & que si l'on jugeoit à propos de faire quelque changement dans sa maison, il se feroit de concert & de gré à gré selon ce qui seroit trouvé plus convenable pour le service de la reine.

Siège de Privas.

Le traité de Suze & l'heureux succès de l'expédition d'Italie, mettoit le roi en état d'aller soumettre les rebelles dans le Languedoc. Il partit le dernier jour d'Avril avec sa maison; & les troupes qui l'attendoient dans la province s'étant rassemblées, il se mit à leur tête, & s'avança jusques à Privas, pour en faire le siège. Le duc de Rohan qui prévoyoit que cette ville seroit la première attaquée, y avoit jetté une garnison de mille ou douze cents hommes, commandée par Saint-André-Montbrun gentilhomme d'une valeur éprouvée. Le marquis d'Uxelles s'étant approché de la place pour la reconnoître, reçut un coup de mousquet dans l'épaule, dont il mourut quatre ou cinq jours après.

Dès le commencement du siège, le roi fit publier solennellement dans son armée le traité de paix qu'il venoit de conclurre avec l'Angleterre, pour faire entendre aux huguenots qu'ils n'avoient plus aucun secours à espérer de cette couronne. Le lendemain un héraut somma les habitans de se rendre. Il fut renvoyé avec mépris.

Le 26 de Mai les troupes du roi se logerent sur la contrescarpe, après une attaque qui dura depuis huit jusqu'à dix heures du soir, la perte des assiégés avoit été si considérable qu'ils demanderent à capituler.

Le cardinal de Richelieu étoit arrivé au camp avec neuf mille hommes, & il n'étoit pas possible à Saint-André-Montbrun de se défendre plus long-temps contre une armée si nombreuse; il fit faire des propositions à monsieur de Gordes qui lui déclara, qu'il falloit absolument se rendre à discrétion. Cette négociation donna de l'ombrage à la garnison & aux habitans, on fema des billets dans la ville pour leur persuader que le gouverneur ne songeoit qu'à faire un accommodement.

ment particulier pour lui & pour quelques-uns de ses amis. Ils furent saisis de crainte, & ils abandonnerent leurs postes, leurs armes & leurs provisions pour se renfermer dans le château de Toulon où le gouverneur fut obligé de les suivre. Nos troupes entrèrent dans la ville, qui fut pillée & sacquée. On investit le château; messieurs d'Effiat & de Gordes demanderent à parler à Saint-André Montbrun, qui offrit de le rendre, à condition que lui & ses compagnons auroient la vie sauve; on lui répondit que le roi ne prétendoit pas capituler avec ses sujets. Il vint lui-même au camp du roi, où il fut arrêté. On le conduisit avec une escorte fort près du château, & on l'obligea d'exhorter ceux qui le gardoient à se rendre sans condition.

» Ils ouvrirent leurs portes, dit le duc de Rohan; & ceux de l'armée du roi qui entrèrent dans le fort mirent le feu à quelques barriques de poudre, afin d'avoir un prétexte de faire main-basse, comme on le leur ordonna. Bassompierre dit simplement que *le feu* fut mis au fort, sans décider s'il y fut mis par les soldats de l'armée du roi ou par les rebelles. L'historien Bernard s'exprime sur ce fait avec la même incertitude: mais on trouve un détail plus positif & plus circonstancié de cet événement dans une lettre que le cardinal de Richelieu écrivit à la reine mere, & qui se conserve en original dans la bibliothèque du roi parmi les manuscrits de Be-

» Lorsque les gardes entrèrent dans le fort « dit ce cardinal » pour empêcher qu'il n'y arrivât du désordre, quelques huguenots des plus désespérés, & entr'autres un nommé Chambellan de Privas qui s'étoit opposé, tant qu'il avoit pû à se rendre à discrétion, ayant une meche à la main, dit tout haut, *d'ordinaire quand on se rend à discrétion on est pendu, il vaut mieux périr par le feu, que par la corde; je vais mettre le feu aux poudres* » & fit en même-temps ce qu'il disoit. Ce récit est directement contraire à celui du duc de Rohan, qui accuse les troupes du roi d'avoir mis le feu aux poudres, pour avoir occasion de massacrer ces malheureux qui s'étoient rendus à discrétion.

Le cardinal de Richelieu étoit au siège de Privas, & le duc de Rohan ne s'y trouva pas. Peut-on s'imaginer que ce

1629.

Mémoires de Rohan, l. 4.

Recueil d'Angeri, t. 1.

Nº. 9323.

1629.

cardinal ait mandé à la reine mere un fait dont il étoit à portée d'être mieux instruit que personne, sans en être bien informé ? Le feu brûla quelques soldats huguenots : d'autres pour l'éviter, se jetterent du haut des remparts, & tomberent entre les mains de nos soldats, qui les massacrèrent, s'imaginant qu'ils avoient mis le feu aux poudres pour faire périr les quatre compagnies du régiment des gardes qui étoient entrés dans le château : mais elles avoient pris possession d'un donjon qui les mit à couvert, & qui soutint l'effort de la poudre. Il y eut plus de deux cents rebelles de tués en se précipitant du haut des remparts ; le reste se sauva dans la campagne, & fut massacré par les Suisses. Dans le trouble que causa cet accident, quelques soldats de l'armée qui furent pris pour des huguenots de la garnison, périrent par la main des royalistes. Le désordre fut si grand, que quelques-uns des principaux officiers penserent avoir le même sort. Le docteur Mullot confesseur du cardinal de Richelieu, qui se trouva là par hasard, fut pris pour un ministre, & il eut peine à échapper à la fureur du soldat. *Il est maintenant plus fâché, dit le cardinal dans sa lettre, de la qualité qu'on lui a donnée que du péril qu'il a couru.*

Richelieu ne fut pas témoin de ce massacre, parce qu'il gardoit le lit ce jour là pour quelque incommodité. On perdit environ cent soldats de la garnison de Privas : plusieurs se convertirent, & ils attribuoient leur malheur aux prédications séditieuses des ministres qui ne cessoient de les animer à la révolte.

Le roi & le cardinal étoient fort irrités de la violence commise au commencement du siège contre le gardien des capucins, que le marquis d'Effiat avoit fait venir de Valence, pour confesser les malades & les blessés. Ce religieux ayant été pris par une troupe de rebelles répandus dans la campagne, on fit courir après ceux qui l'avoient enlevé, & le roi déclara qu'il vouloit le ravoir, à quelque prix que ce fût ; on étoit même résolu de l'échanger avec quelques gentilshommes huguenots qui étoient prisonniers : mais les rebelles se hâterent de lui ôter la vie, après lui avoir fait souffrir toutes les cruautés imaginables. Ils lui couperent le nez, lui arracherent les yeux, & le jetterent dans un bois, où l'on trouva

son corps percé de mille coups , six jours après sa mort.

Le siège de Privas ne dura que dix jours. Le marquis de Portes, proche parent du duc de Montmorenci, en allant reconnoître un retranchement y reçut un coup de mousquet dans la tête, dont il mourut le 27 de Mai, dernier jour du siège. *Ce fut une grande perte*, dit Bassompierre, il étoit généralement estimé, & il alloit le grand chemin pour être maréchal de France au plutôt.

La ville de Privas fut entièrement consumée par le feu, on en rasa les fortifications; & le roi fit publier une déclaration, par laquelle il étoit défendu de s'y établir sans une permission expresse de sa majesté; c'étoit un poste avantageux par sa situation, & l'on vouloit ôter aux huguenots toute espérance de rebâtir la ville & d'en relever les remparts.

Ce fut au siège de cette place que monsieur de Marillac fut fait maréchal de France, à la sollicitation de la reine mere. Il avoit épousé une demoiselle Italienne que la reine mere avoit amenée en France, & qui se nommoit Catherine de Medicis; elle étoit issue d'une branche de la maison de Medicis, séparée de celle du grand duc, avant que ses ancêtres fussent parvenus à la souveraineté. Marillac appuyé du crédit de la reine mere, ne prévoyoit pas qu'une alliance qui le faisoit élever au comble des honneurs de la guerre, seroit un jour la cause de sa perte.

La prise & la ruine de Privas effraya tellement le parti huguenot, que la Bastide, Vagnac, la Tour de Salvas, & quantité d'autres petites places se rendirent sans aucune résistance.

On avoit gagné un gentilhomme du parti, nommé Chabrilie, qui se donnoit de grands mouvemens pour traverser les projets du duc de Rohan, & pour engager les rebelles à se soumettre.

Le roi s'étant avancé vers les Cevennes, s'empara d'abord de la ville de Saint-Ambrois. Beauvoir, gagné par la cour, persuada aux habitans d'ouvrir leurs portes au vainqueur. On avoit eu lieu d'espérer qu'Alais se soumettroit avec la même promptitude. Elle avoit pour gouverneur un jeune homme âgé de vingt-deux ans, fils de la baronne d'Alais. Cette dame qui faisoit profession de la religion catholique, alla le trouver pour l'engager à remettre la place au roi sans lui donner

 1629.

Lettre originale du cardinal de Richelieu, à la reine mere.
Mss. de Bethune, n°. 9323.

Siège d'Alais.

1629.

la peine de l'assiéger. Il le promit : mais le duc de Rohan instruit de cette négociation, se rendit promptement à Alais pour en arrêter l'effet. Il commença par se saisir de la personne du jeune baron d'Alais ; ensuite ayant assemblé les habitans , il leur représenta que leur ville étoit la dernière ressource de la religion protestante, qui ne pouvoit manquer de tomber avec elle ; qu'on ne devoit plus rien ménager quand il s'agissoit de sauver sa religion & de suivre les mouvemens de sa conscience , qu'il n'avoit plus aucun fond à faire sur la clémence du roi , puisqu'on avoit fait pendre le ministre & les consuls de Saint-Ambrois , quoiqu'ils se fussent soumis ; que dans la nécessité où ils se trouvoient de périr avec honneur ou avec honte , il valoit encore mieux mourir sur la breche en combattant pour sa religion & sa patrie , que par la main d'un bourreau ; qu'ils n'en étoient pas même réduits à cette alternative , puisque de la ville d'Anduze où il se tiendrait pendant le siège , il leur enverroit du secours , & que pour peu qu'ils fussent en garde contre l'impatience , & les alarmes ordinaires aux assiégés , il ne resteroit à leurs ennemis que la honte de les avoir attaqués sans succès.

Ce qu'il disoit de la mort ignominieuse du ministre & des consuls de Saint-Ambrois n'avoit aucun fondement , & l'on ne fait s'il en parla , parce qu'il en étoit persuadé lui-même sur le rapport infidèle des huguenots, ou parce qu'il crut pouvoir user de cet artifice pour faire comprendre aux habitans d'Alais , qu'ils ne devoient plus chercher de ressource que dans leur désespoir.

Son discours eut tout l'effet qu'il pouvoit désirer. Ils lui promirent tous de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Il prit avec lui le jeune baron d'Alais, qu'il conduisit à Anduze , & il mit à sa place un officier nommé Mirabel , dont il étoit sûr. Le 9 de Juin , le roi fit sommer la garnison & les habitans d'Alais de lui rendre la ville. Ils répondirent qu'on avoit trompé le ministre & les consuls de Saint-Ambrois, dont la mort funeste les avertissoit de se tenir sur leurs gardes & de défendre leur vie. Les trompettes chargés de faire la sommation, étoient accompagnés d'un bourgeois catholique d'Alais , que les huguenots avoient chassé ; il leur cria qu'on les avoit trompés, que le ministre & les consuls de Saint-Ambrois vivoient

vivoient encore, & qu'on ne leur feroit aucun mal. Il ne fut pas cru, l'on dit aux trompettes qu'ils eussent à se retirer au plus vite, & l'on leur tira quelques coups de mousquet sans les blesser.

1629.

La ville fut donc assiégée, mais elle ne tint pas long-temps. Le duc de Rohan entreprit d'y jeter du secours, & ses troupes s'étant avancées à la faveur des ténèbres, tuèrent d'abord la première sentinelle : mais la seconde ayant eu le temps de tirer & de donner l'alarme, le cardinal qui se tenoit prêt à monter à cheval, fit charger les rebelles par deux cents cavaliers qui les mirent en désordre. On prit trois soldats, qui furent pendus proche des murs de la ville, pour faire comprendre aux habitans qu'ils n'avoient plus de secours à espérer, & qu'ils avoient le même sort à craindre. Un jeune officier qui servoit d'enseigne fut blessé dans le combat d'un coup de pique au visage. Il demeura prisonnier. C'étoit la première fois de sa vie qu'il avoit porté les armes contre le service du roi. Il témoigna une extrême indifférence pour la vie ou pour la mort, & il demanda pour toute grace qu'on ne lui fit point souffrir un supplice ignominieux. Le roi eut pitié de sa jeunesse, & lui fit grace de la vie. La ville se rendit le 17 ; on permit à la garnison de sortir avec armes & bagages, mais la meche éteinte, les enseignes ployées, & sans battre le tambour, à condition que les soldats & les habitans feroient serment de ne jamais porter les armes contre le roi.

Après la prise d'Alais les villes de Sauve & d'Anduze étoient presque les seules places fortes qui restassent au duc de Rohan dans les Cévennes. Il se trouvoit alors dans un grand embarras. Il voyoit six armées royales dans le Languedoc qui faisoient en tout plus de cinquante mille hommes, avec cinquante pieces de canon, & assez de poudre pour tirer plus de cinquante mille coups.

Mem. de Rohan, l. 4.

Le maréchal d'Etrées avoit ordre de ravager le territoire de Nîmes ; ce prince de Condé & le duc d'Epéron celui de Montauban, le duc de Ventadour celui de Castres, & le comte de Noailles celui de Milhaud. Aucune de ces villes n'étoit en état de les en empêcher. Les principales communautés qui ne pouvoient défendre leurs biens, pressoient le duc de Rohan de marcher à leur secours avec une armée,

Les huguenots demandent la paix.

1629.

& le menaçoient de s'accommoder avec la cour, s'il les abandonnoit. Il n'y eut que les villes de Nîmes & de Montauban qui s'abstinrent de lui faire une pareille menace. Il avoit eu peine à trouver un homme qui voulût se charger de défendre les villes d'Alais & d'Anduze à moins qu'il ne s'y enfermât lui-même. La plupart des villes rebelles étoient mal pourvues & mal fortifiées, les habitans étoient divisés entre eux, & chacun ne songeoit qu'à se sauver du naufrage sans vouloir faire la moindre avance pour soutenir la cause commune. Le duc de Rohan réduit à de si grandes extrémités résolut de céder à la nécessité. Il mit dans Sauve un renfort de troupes, & se jeta dans Anduze, en'apparence pour la défendre, mais en effet pour y traiter d'un accommodement avec la cour. Il chargea de cette négociation un conseiller de la chambre mi-partie du Languedoc, nommé Candiac, qui eut ordre de dire au cardinal que si l'on vouloit accorder seulement quatre jours de délai, le duc de Rohan se faisoit fort d'engager les huguenots à consentir à l'entière démolition de toutes les fortifications qu'ils avoient dans le royaume. C'étoit le point que le cardinal avoit le plus à cœur, parce qu'il le regardoit comme le seul moyen de mettre fin aux guerres civiles, qui désoloient la France depuis près d'un siècle. D'ailleurs les nouvelles qu'il recevoit d'Italie commençoient à lui donner beaucoup d'inquiétudes. Il savoit que la maison d'Autriche se préparoit à faire les derniers efforts pour dépouiller le duc de Mantoue de ses états; que l'empereur faisoit marcher des troupes en Italie; que le gouverneur de Milan menaçoit Casal, & ce ministre connoissoit trop les dispositions du duc de Savoye, pour compter sur la fidélité de ce prince à garder ses engagements. Dans des circonstances si critiques, il crut devoir écouter favorablement l'envoyé du duc de Rohan. Quelques huguenots qui vouloient se détacher de son parti pour faire une paix particulière s'étoient assemblés à Nîmes sans sa permission. Quand il fut convenu avec le cardinal des principaux articles du traité, il convoqua une autre assemblée à Anduze à laquelle ceux de Nîmes furent obligés de se rendre.

Le 25 de Juin l'on fit part à l'assemblée d'Anduze des conditions de la paix, & le même jour le roi partit d'Alais avec

son armée pour camper à Ledignan, comme s'il eût voulu faire le siège d'Uzès. Le maréchal d'Etrées eut ordre de le venir joindre, & d'amener le corps de troupes qu'il commandoit aux environs de Nîmes, où il étoit occupé depuis quinze jours à faire le dégât.

1629.

Le traité fut signé le 27 de Juin, il étoit intitulé : *Articles de la grace que le roi a voulu faire au duc de Rohan & au sieur de Soubise, aux habitans des villes d'Anduze, Sauve, &c.* On leur accordoit une entière abolition pour le passé, & il étoit stipulé que toutes les fortifications anciennes & nouvelles des places nommées dans le traité seroient démolies, les biens restitués aux ecclésiastiques & le libre exercice de la religion catholique rétabli par-tout. Les députés de Nîmes & d'Uzès vouloient absolument conserver leurs fortifications: mais ils furent obligés de céder au torrent, & il n'y eut que la seule ville de Montauban qui refusa nettement d'accepter les conditions de la paix. On donna cent mille écus au duc de Rohan, qui en devoit plus de quatre-vingts mille: mais le roi déclara qu'il ne vouloit pas le voir, & l'on convint qu'il fortiroit du royaume, & qu'il iroit demeurer à Venise jusques à ce qu'il plût à sa majesté de le rappeler. Le roi lui donna monsieur de la Valette pour le conduire en sûreté jusques à Marseille, & de là une galere pour le mener à Livourne. L'édit d'abolition qui contenoit les principales conditions du traité de paix, mis en forme d'Ordonnances & de Réglemens, fut ensuite publié à Nîmes.

Lettre écrite de la main du cardinal, datée du 1^{er} Juillet 1629.

Les chaleurs étoient alors excessives en Languedoc, & les maladies contagieuses infectoient quelques endroits de la province. Le cardinal conseilla au roi de retourner à Paris, & quoique il fût attaqué lui-même d'une fièvre tierce, il ne suivit point le roi, qui partit de Nîmes le 15 de Juillet, & il se chargea d'obliger les habitans de Montauban à recevoir les conditions de la paix. Il leur envoya le sieur de Guron pour les y engager, & lorsqu'ils eurent écouté ses propositions, ils nommerent douze députés qui vinrent trouver le cardinal à la Grange-des-Prés, maison du duc de Montmorenci, où il avoit été obligé de s'arrêter. Ils consentoient à la démolition d'une partie de leurs fortifications: mais ils vouloient conserver celles de la ville nouvelle & du fauxbourg

Le cardinal négocie avec les députés de Montauban.

1629.

de Ville-Bourbon. Le cardinal leur répondit, qu'il étoit fort étonné qu'étant instruits des intentions du roi qui leur avoient été clairement expliquées par le sieur de Guron, ils prétendissent encore traiter d'égal à égal avec leur souverain, & s'exempter de la condition des autres villes de leur parti; qu'ils se trompoient fort s'ils esperoient un sort plus favorable en différant de se soumettre, & qu'ils devoient s'attendre que leurs délais & leur résistance ne serviroient qu'à le rendre plus rigoureux; que l'armée du roi seroit bientôt à leurs portes, & qu'alors ils viendroient demander la paix aux mêmes conditions qu'ils refusoient d'accepter; mais qu'il ne seroit plus temps, & qu'on ne leur accorderoit aucune grace. Ils lui représentèrent qu'ils avoient affaire à un peuple mutin & séditieux, que leur vie seroit en péril si l'on ne le ménageoit pas, & ils supplièrent le cardinal de leur permettre de retourner à Montauban avec le sieur de Guron, pour disposer les habitans à la soumission. Le cardinal y consentit à condition que Guron demeureroit auprès de la ville sans y entrer.

Mem. de Bassompierre.
t. 3.

Le même jour le cardinal dit au maréchal de Bassompierre, que c'étoit à lui à faire obéir ceux de Montauban ou à les assiéger: le maréchal se mit en marche avec l'armée, & il n'étoit qu'à trois lieues de Montauban, lorsque les habitans prièrent le sieur de Guron de lui faire quelques propositions, qu'il rejetta, parce qu'on ne lui donnoit que de belles paroles, & qu'il vouloit des effets. Il déclara qu'il alloit investir la ville, & que dans deux jours elle seroit assiégée. Alors les habitans se soumirent, & le maréchal leur ordonna d'envoyer une députation au cardinal, dont la santé commençoit à se rétablir, & qui s'étoit fait transporter à Albi. Ils nommèrent vingt députés pour traiter avec Richelieu, qui leur donna audience le 13 Août. Ils le supplièrent de venir en personne prendre possession de leur ville, en l'assurant que sa présence seroit une grande impression sur l'esprit du peuple, qui mettoit en lui toute sa confiance. Il leur dit qu'il n'y pouvoit entrer qu'avec les troupes du roi qu'il commandoit; qu'il craignoit d'augmenter les alarmes & les soupçons du peuple, & qu'il valoit mieux lui donner le temps de s'accoutumer peu à peu à l'autorité du roi. Ils répondirent qu'il pouvoit faire entrer dans la ville autant de troupes qu'il

jugeroit à propos, & que sa seule présence suffiroit pour rassurer les habitans. Il leur promit qu'il s'y rendroit incessamment. Le sieur de Guron qui les accompagnoit, eut ordre de s'en retourner avec eux à Montauban, où il fit toutes les fonctions de commandant jusques à l'arrivée du maréchal de Bassompierre.

L'édit d'abolition publié à Nîmes n'étoit pas encore enregistré au parlement de Toulouse, & ceux de Montauban craignoient que cette compagnie ne mît dans l'arrêt d'enregistrement quelque modification désavantageuse. Le cardinal pour lever cette difficulté, écrivit au parlement de Toulouse, qu'il étoit d'une extrême importance que l'édit fût enregistré purement & simplement sans aucun délai. Le courrier du cardinal ne put arriver que le 17 d'Août, & dès le lendemain, les chambres s'étant assemblées à la pointe du jour, l'édit fut vérifié sans aucune modification.

Le cardinal n'en eut pas plutôt reçu la nouvelle, qu'il entra dans la ville de Montauban au milieu d'une foule immense de peuple, qui accouroit de tous côtés pour le voir. L'on crioit par tout sur son passage, *vive le roi & le grand cardinal*. Le ministre Luillier vint le haranguer à la tête des autres ministres & du consistoire : il leur répondit que ce n'étoit point la coutume en France de les regarder comme faisant un corps ecclésiastique, dans quelque lieu & dans quelque occasion que ce fût ; que par conséquent il ne pouvoit les recevoir que comme un corps de gens de lettres ; qu'en cette qualité ils seroient toujours bien venus chez lui, & que leur religion ne l'empêcheroit jamais de leur rendre service ; qu'il ne faisoit de différence entre les sujets du roi que par la fidélité, laquelle se trouvant désormais égale dans les catholiques & dans les protestans, il les assisteroit tous également & avec la même affection. Que sa majesté ne déliroit rien tant que de voir tous ses sujets réunis dans une même créance, & qu'il se croiroit heureux d'y contribuer non-seulement par son travail, mais s'il le falloit aux dépens même de sa vie, & qu'en attendant qu'il plût à Dieu de les éclairer, il les assuroit de sa bonne volonté, & les prioit d'y compter pour le présent & pour l'avenir. Il s'entretint ensuite familiè-

1629.

*Le cardinal re-
çoit la visite du
duc d'Epéron.
Vie d'Epéron,
l. 3.
Mem. de Bas-
comp. t. 3.*

rement avec eux, & ils se retirèrent charmés de sa conversation.

Le duc d'Epéron étoit fort mécontent de ce que le cardinal ne l'avoit pas chargé de soumettre la ville de Montauban, & de ce qu'il s'étoit réservé à lui seul la gloire de cette conquête. Les amis de ce duc lui conseillèrent de surmonter son ressentiment, & de ne pas laisser partir ce ministre pour la cour sans lui rendre une visite. Il eut beaucoup de peine à s'y résoudre : mais enfin pressé par les remontrances du sieur du Plessis qui avoit beaucoup d'ascendant sur son esprit, il envoya le comte de Maillé à Montauban prier de sa part le maréchal de Bassompierre, de savoir du cardinal en quel endroit il vouloit que le duc vint le trouver sur sa route pour le saluer.

Le roi avoit laissé au cardinal des pouvoirs fort étendus, qui le mettoient en droit de commander dans toute la Guienne. Lorsque le maréchal de Bassompierre lui vint demander en quel endroit monsieur d'Epéron pourroit avoir l'honneur de le saluer sur sa route, il s'imagina que ce duc qui affectoit une grande indépendance dans son gouvernement, prétendoit attendre qu'il en fût sorti pour venir lui rendre ses devoirs. Il répondit d'un ton aigre, qu'il ne vouloit point voir le duc hors de la Guienne; qu'il prendroit exprès sa route par Bordeaux, pour s'y faire reconnoître & obéir suivant le pouvoir que le roi lui avoit donné, & qu'il y établiroit un tel ordre que l'autorité du gouverneur en seroit considérablement diminuée. Le maréchal de Bassompierre adoucit un peu l'aigreur de cette réponse en écrivant au duc d'Epéron, & il lui conseilla de venir voir le cardinal à Montauban. Il arriva le lendemain, & il dîna chez le cardinal qui affecta de le combler de politesses. Il lui demanda son amitié, & lui dit, qu'il le prioit de le regarder comme son quatrième fils, & qu'il disputeroit avec les trois autres à qui l'honoreroit d'avantage; & comme il savoit à quel point le duc d'Epéron aimoit les distinctions, il le fit mettre à la première place, quoique le duc de Montmorenci fût du nombre des conviés. D'Epéron reçut toutes les politesses du cardinal avec assez de froideur, & après le repas il s'approcha

d'une fenêtre pour s'entretenir en particulier avec le duc de Montmorenci. Le cardinal qui considéroit beaucoup (a) l'archevêque de Bourdeaux, saisit ce moment pour tâcher de le reconcilier avec le duc d'Epéron, qui étoit ouvertement brouillé avec lui : *Monsieur*, dit-il, en adressant la parole au duc d'Epéron, *voici monsieur de Bourdeaux que je vous présente, il veut être votre serviteur, & je vous prie d'être son ami pour l'amour de moi.* Le duc d'Epéron se contenta de lui répondre en ne se tournant qu'à demi : *Monsieur, nous nous connoissons, monsieur de Bourdeaux & moi ; & sans rien dire de plus, il se remit à parler au duc de Montmorenci.* Le cardinal dissimula son mécontentement, & se retira dans sa chambre sans que l'on apperçût la moindre altération sur son visage. Il continua toujours d'avoir les mêmes égards pour le duc d'Epéron, qui ne cessa point d'y répondre avec la même indifférence.

Richelieu ne demeura que deux jours à Montauban, il en sortit à cheval accompagné du duc de Montmorenci, du maréchal de Bassompierre, du maréchal de Marillac & du duc d'Epéron, avec lequel il affecta de s'entretenir jusques à une lieue & demie de la ville, sans vouloir monter dans sa litière en sa présence. Il y entra dès qu'ils se furent séparés, & il prit la route de l'Auvergne pour se rendre à Fontainebleau où le roi l'attendoit.

On retira toutes les troupes qui étoient à Montauban, & le cardinal n'y laissa que le sieur de Calvères, président au parlement de Toulouse, & le sieur Biscarat, lieutenant de roi à Verdun, pour veiller à la démolition des fortifications, à laquelle les habitans avoient consenti comme à une des principales conditions de la paix. On leur accorda le produit d'une imposition sur quelques bateaux qui portoient des fruits pour subvenir aux frais de cette démolition. Elle se fit avec tant d'exactitude & de fidélité qu'il ne resta pas à Montauban une seule fortification qui pût donner le moindre ombrage à la cour.

Le cardinal pendant le séjour qu'il fit en Languedoc, y termina deux autres affaires, qui ne regardoient que la police intérieure de la province. La première fut la

(a) Henri de Sourdis.

1629.

*Etablissement
des élus en Lan-
guedoc.*

la réunion de la chambre des comptes & de la cour des aides de Montpellier, que le maréchal de Bassompierre date du 21 Juillet. La seconde fut l'établissement d'une élection dans chaque diocèse, que le roi avoit ordonné par un édit daté de Nîmes au mois de Juillet 1629. Henri IV. en avoit publié un semblable daté du 8 Mars 1597, & confirmé ensuite par un arrêt du conseil du 6 Mars 1608 : mais les états de la province s'étoient toujours opposés à cet établissement qui leur ôtoit toutes leurs fonctions, & qui rendoit leurs assemblées inutiles.

*Mercurie Fran-
çois, t. 15.*

Le cardinal de Richelieu se voyant à la tête d'une armée victorieuse, se crut en état de tout entreprendre. Il fit proposer aux états assemblés à Pezenas l'établissement des élus, comme le seul moyen de faire une répartition juste & exacte des taxes imposées sur chaque diocèse. Il se transporta lui-même à Pezenas pour les y déterminer. Le duc de Montmorenci le reçut avec beaucoup de magnificence dans sa maison de la Grange-des-Prés, & pour lui donner des preuves encore plus fortes du désir qu'il avoit alors de lui plaire, il n'oublia rien pour engager les états de Languedoc à consentir à ce nouvel établissement. Ce fut à cette occasion qu'un gentilhomme attaché au comte de Clermont-Lodeve, que le duc sollicitoit vivement de donner sa voix pour l'enregistrement de l'édit, lui répondit : « Monsieur, si nous étions » tous criminels de lèse-majesté, le roi se contenteroit de » nous punir sans exiger de nous de signer nous-mêmes l'arrêt » de notre condamnation, & vous voulez que nous laissions » cette mauvaise opinion de nous à nos successeurs, de n'avoir » pas voulu conserver ce que nos peres nous ont laissé de plus » cher, & d'avoir été nous-mêmes nos juges & nos témoins » pour nous détruire.

*Hist. de Mont-
mor, l. 2. chap.
16.*

Le cardinal qui avoit déjà fait enregistrer l'édit dont il s'agissoit, à la chambre des comptes de Montpellier, fut fort irrité de voir que les états s'obstinoient à le rejeter ; il leur envoya un ordre de se séparer, qui leur fut signifié le 2 d'Août par le sieur Vignier, conseiller d'état, assisté de deux trésoriers de France.

*Hist. de Langue-
doc. t. 5. l. 43.*

Le cardinal arriva le 13 Septembre à Fontainebleau. Il étoit vrai de dire que dans l'espace de vingt mois, on avoit chassé

chassé les Anglois de l'isle de Rhé, repoussé leur flotte jusqu'à deux fois, pris la Rochelle, forcé le pas de Suze, sauvé la ville de Cazal & abattu dans le Languedoc tout ce qui restoit de puissance au parti huguenot ; & l'on ne pouvoit nier que le cardinal n'eût contribué plus que personne à des succès si rapides & si éclatans, par la sagesse & par la fermeté de ses conseils. Cependant au lieu de trouver à la cour le repos & la satisfaction qui devoit être la juste récompense de ses travaux, le mécontentement de la reine mere & la conduite du duc d'Orleans lui causerent mille chagrins.

1629.

Les cardinaux de la Valette & de Berulle, les ducs de Longueville, de Chevreuse & de Montbason, les comtes de Saint-Pol & de la Rochefoucault ; en un mot, presque toute la cour étoit venue au-devant de lui jusques à Nemours. Dès qu'il fut arrivé à Fontainebleau, il se rendit d'abord chez la reine mere avec les maréchaux de Bassompierre, de Schomberg & de Marillac qui l'avoient accompagné dans son voyage. Elle le reçut avec une froideur qui fut remarquée de tout le monde. Il s'en apperçut lui-même, & lorsqu'elle lui demanda comment il se portoit, il répondit : *Je me porte mieux que beaucoup de gens qui sont ici ne voudroient.* La reine mere rougit, & jettant les yeux sur le cardinal de Berulle qui étoit en habit court & en bottines blanches, elle se mit à sourire. Richelieu s'approcha & dit à la reine mere : *Je voudrois être aussi avant dans vos bonnes grâces, que celui dont vous vous moquez.* Elle lui répondit qu'elle ne pouvoit s'empêcher de rire, en voyant l'habillement extraordinaire de monsieur de Berulle ; & qu'au surplus l'estime qu'elle faisoit de ce prélat, ne diminuoit en rien les sentimens avantageux qu'elle avoit pour lui.

Recueil de Mathieu de Morgues.

Richelieu lui ayant présenté les maréchaux de Bassompierre, de Schomberg & de Marillac ; elle ne dit pas un seul mot aux deux premiers, & affecta de ne parler qu'au dernier.

Mem. de Bassomp. t. 3.

Le roi étant arrivé dans le moment, tira le cardinal d'un grand embarras ; car après lui avoir donné toutes les marques possibles de son affection, il s'enferma avec lui dans le cabinet de la reine mere. Là, le cardinal se plaignit de la manière dont elle l'avoit reçu, & il demanda la permission de se retirer. Le roi répondit qu'il vouloit les raccommo-
der en-

1629.

semble, & la reine mere étant venue se plaindre de son côté, il lui dit que si le cardinal lui avoit manqué de respect, il seroit le premier à le condamner ; mais qu'il la supplioit de lui pardonner.

Hist. mss. de
Louis XIII. t. 2.

Le cardinal ne laissa pas d'avertir la marquise de Combalet sa niece, dame d'atour de la reine mere, le sieur de la Meilleraye capitaine de ses gardes, & quelques autres officiers qu'il avoit placés dans la maison de cette princesse, de se tenir prêts à en sortir, en leur déclarant qu'il étoit lui-même résolu de quitter la cour. Il écrivit le même jour à la reine mere, la lettre la plus soumise & la plus respectueuse, dans laquelle il s'offroit de renoncer au ministère dont le roi l'avoit honoré, si elle le jugeoit à propos, l'assurant qu'il ne trouveroit la vie supportable, que dans le lieu & dans l'état où il seroit sûr de ne lui pas déplaire. Il vouloit charger le pere Suffren de présenter cette lettre : mais ce pere s'étant trouvé malade, il la porta lui-même, & en la donnant il employa les prieres & les larmes pour engager la reine mere à lui rendre ses bonnes grâces ; elle se laissa fléchir, & leur brouillerie ne dura que deux jours à en juger par les apparences : dès le 15 Septembre ils parurent réconciliés, *ce qui causa*, dit Basompierre, *une joie universelle à toute la cour*. Il auroit dû, ce semble, en excepter les ennemis du cardinal, qui n'étoient pas en petit nombre.

Auberi, hist. du
card. de Richel.
l. 4. ch. 4.

Sept ou huit jours après, Richelieu vint faire des reproches assez vifs à la reine mere sur ce qu'elle avoit donné une abbaye à Vautier son premier médecin, sans lui en parler, quoique jusqu'alors elle lui eût toujours fait l'honneur de le consulter avant que d'accorder de pareilles grâces. Il en avoit été d'autant plus piqué, qu'il savoit que Vautier ne l'aimoit pas, & qu'il travailloit de concert avec la comtesse du Fargis à indisposer la reine mere contre lui. Elle lui répondit avec beaucoup de hauteur & d'emportement, qu'elle trouvoit fort étrange qu'il voulût l'assujettir à n'accorder aucune grace sans son consentement, qu'elle lui avoit demandé conseil quand il lui avoit plû ; mais qu'il se trompoit fort, s'il s'imaginait qu'elle voulût être son esclave, & se priver de la liberté de faire du bien à ses serviteurs. A peine le cardinal fut-il retourné chez lui, qu'elle lui envoya un valet de cham-

bre avec un billet, par lequel elle lui ôtoit la sur-intendance de sa maison. Il porta ce billet au roi, & dit qu'il ne pouvoit abandonner la charge de sur-intendant de la maison de la reine sa mere, sans quitter en même-temps la cour, où il ne feroit plus regardé que comme un serviteur ingrat & perfide. Le roi fut obligé de parler encore à la reine mere en faveur du cardinal, & il le fit avec tant de persévérance & de vivacité, qu'elle consentit à le garder dans sa maison.

Richelieu délivré pour un temps des peines que lui cau-
soit le mécontentement de Marie de Medicis, songea sé-
rieusement à prévenir les inconvéniens que devoit naturel-
lement produire la sortie de Monsieur hors du royaume. Ce
prince s'étoit retiré en Lorraine au commencement de Sep-
tembre, sans avoir vû le roi à son retour de Languedoc pour
témoigner son chagrin de ce qu'on lui refusoit un gouverne-
ment de province. Il demandoit celui de Bourgogne ou de
Champagne. Il y avoit long-temps que cette affaire se négo-
cioit par les soins du cardinal de Berulle, qui avoit écrit plu-
sieurs lettres au cardinal de Richelieu pour l'engager à con-
tenter le duc d'Orleans. Richelieu lui avoit répondu, qu'il se-
roit infiniment dangereux pour l'état de rendre le duc d'Or-
leans maître de la Champagne ou de la Bourgogne, & qu'il
mépriseroit toujours les plaintes que les favoris de ce prince
ne manqueroient pas de faire contre lui, quand ils n'auroient
d'autre crime à lui reprocher, que celui d'avoir fait échouer
un projet si contraire au bien de l'état. Le cardinal de Be-
rulle se réduisit à demander une augmentation d'appanage
pour le duc d'Orleans; il en fit même la proposition au roi
à son arrivée, pendant l'absence du cardinal, s'imaginant peut-
être que Louis ne recevant plus les conseils de monsieur de
Richelieu se rendroit plus facile à contenter son frere: mais
le roi rejetta cette proposition en des termes qui firent com-
prendre au cardinal de Berulle, que l'on faisoit fort peu de
cas de ses avis. Il en fut si mortifié, qu'il ne put s'empêcher
de se plaindre au cardinal de Richelieu, de la maniere dont
le roi l'avoit traité. Le cardinal de Richelieu, qui au fond n'é-
toit pas trop fâché que le roi eût donné quelques marques
de mépris au cardinal de Berulle, lui manda pour le conso-
ler qu'il recevoit tous les jours de pareilles mortifications, &

1629.

qu'il se trouvoit fort heureux quand on vouloit bien suivre la moitié des avis qu'il donnoit.

Le duc de Bellegarde proposa au cardinal de Richelieu différens moyens pour contenter le duc d'Orleans, & pour l'engager à revenir à la cour : mais le cardinal fut toujours inflexible sur l'article du gouvernement. On envoya le maréchal de Marillac en Lorraine pour traiter avec Gaston, ou plutôt avec ses confidens. Le maréchal leur fit plusieurs propositions, qui furent rejetées. Ils demandoient les villes de Tours, de Saumur, d'Amboise & d'Angers, & cent mille livres de rente établis en titre d'appanage sur l'Anjou & sur la Touraine. Marillac qui favorisoit intérieurement le duc d'Orleans, écrivit au cardinal que ces demandes lui paroissent raisonnables : mais on n'eut point d'égard à l'opinion d'un homme dont on commençoit à se défier. Le cardinal chargea le duc de Bellegarde & le sieur Bouthillier secrétaire d'état, de continuer la négociation, & d'offrir au duc d'Orleans le gouvernement d'Amboise, cent mille écus d'argent comptant, & cent mille livres de rente sur les recettes générales de Tours ou d'Orleans. Le président le Coigneux déclara, qu'il falloit absolument que les cent mille livres de rente fussent en titre d'appanage ; il proposa de les mettre sur le duché de Valois, qui n'étoit capable de donner aucun ombrage, & il ajouta qu'il avoit ordre de ne jamais se relâcher sur ce point, & de rompre les conférences si l'on s'obstinoit à refuser au duc d'Orleans une grace si légère.

Le duc de Lorraine de son côté, s'imaginant que la présence du duc d'Orleans dans ses états obligeroit la cour de France à le ménager, demandoit que le roi se désistât de l'opposition qu'il avoit faite à l'établissement d'un évêché à Nancy, & que l'on cassât un jugement rendu par le sieur le Bret pour la restitution de quelques terres usurpées par les ducs de Lorraine. Le duc d'Orleans favorisoit ouvertement les demandes du duc de Lorraine, tandis que ce prince appuyoit les siennes, ils prétendoient y être autorisés par la reconnaissance mutuelle qu'ils se devoient l'un à l'autre.

Le roi ne fit au duc de Lorraine que des réponses générales qui ne l'engageoient à rien. A l'égard du duc d'Orleans, il envoya au sieur Bouthillier un mémoire écrit de sa main,

par lequel il offroit à son frere les gouvernemens des châteaux d'Orleans & d'Amboise, cent mille livres de rente à prendre sur le domaine de Valois, & cinquante mille écus d'argent comptant payables en deux termes. Il étoit dit à la fin du mémoire, que si ces offres n'étoient point acceptées, ses députés partiroient le lendemain, & qu'ils auroient soin de pourvoir à la sûreté de Saint-Dizier. L'accordement ne fut conclu que le 2 Janvier de l'année suivante : mais le duc d'Orleans ne voulut point s'engager à voir le roi, ni à promettre son amitié au cardinal de Richelieu. On avoit jetté dans l'appartement de ce prince des billets anonymes, où l'on lisoit qu'il y avoit une chambre préparée à la Bastille pour le président le Coigneux en cas qu'il fût assez hardi pour se montrer à la cour, & ce président détournoit le duc d'Orleans de s'y rendre, parce qu'il n'osoit l'y accompagner. Sa crainte ne l'empêcha pas de proposer encore au sieur Bouthillier d'ajouter le comté de Senlis au duché de Valois, & de lui alléguer l'exemple de la reine Marguerite à qui l'on avoit donné l'un & l'autre ensemble : mais Bouthillier lui représenta que le duc d'Orleans & la reine Marguerite se trouvoient dans des cas tous différens, & qu'il ne convenoit pas d'étendre l'appanage du duc d'Orleans jusques aux portes de Paris & au chemin de Compiègne, où le roi passoit une partie de l'année. Le Coigneux fut obligé de se rendre à ces raisons, & l'on s'en tint aux conditions proposées dans le mémoire du roi.

Les nouvelles que le cardinal recevoit tous les jours d'Italie lui donnoient encore plus d'inquiétude, que la conduite du duc d'Orleans & les demandes intéressées de ses favoris. Les affaires y avoient changé de face depuis que le roi étoit entré dans le Languedoc. On apprit que l'empereur envoyoit deux armées en Italie, dont l'une commandée par le comte de Merode devoit s'emparer des passages des Grisons ; l'autre commandée par le comte de Collalte, étoit destinée à faire le siège de Mantoue. Le marquis Ambroise Spinola nouveau gouverneur de Milan, en assembloit une troisième pour entrer dans le Montferrat. Merode arriva le premier dans le pays des Grisons. Le 26 Mai la ville de Coire fut obligée de lui ouvrir ses portes ; il y mit une garnison ; il fit arrêter dans

Guerre d'Italie.

1629.

sa maison le sieur Mesmin ambassadeur de France auprès des Lignes-Grises , & il se rendit maître des passages de Steick & du pont du Rhin pour faciliter l'entrée de l'Italie à l'armée du comte de Collalte.

Sabran gentilhomme ordinaire du roi , fut envoyé à la cour de Vienne pour se plaindre de cette invasion , & pour presser l'empereur d'accorder au duc de Mantoue l'investiture de ses états ; on lui répondit qu'il falloit commencer par exécuter les decrets de sa majesté impériale , en mettant en sequestre les duchés de Mantoue & de Montferrat , jusqu'à ce que l'empereur eût pris connoissance du droit des parties. Sabran s'étant plaint de l'emprisonnement du sieur Mesmin & de la saisie de ses papiers , malgré sa qualité d'ambassadeur , on lui promit que l'empereur écrirait incessamment pour ordonner qu'on le mît en liberté & qu'on lui rendît ses papiers : mais on ne put jamais obtenir d'autre satisfaction , & la cour de Vienne demeura inflexible sur l'affaire de Mantoue.

Le maréchal de Crequi eut ordre en même-temps de sommer le duc de Savoye de joindre ses troupes à celles de France pour repousser les Impériaux & les Espagnols , comme il s'y étoit engagé par le traité de Suze ; il éluda cette demande par des réponses ambiguës , & il déclara enfin qu'il étoit résolu de demeurer neutre dans cette guerre , & qu'il prendroit seulement la qualité de médiateur. Ces négociations donnerent le temps aux Impériaux d'entrer dans le Mantouan. Ils s'emparèrent d'abord de plusieurs places qui ne firent aucune résistance , soit par la lâcheté des gouverneurs ou leur ignorance dans le métier de la guerre , soit par la terreur qu'inspiroit aux milices Italiennes la seule vue des Allemands. Angelo Cornaro noble Vénitien , qui commandoit à Canetto , crut avoir montré de la résolution & du courage , parce qu'il avoit attendu pour se rendre , que l'armée impériale se fut approchée de cette place. La garnison de Gazzuolo menaça le gouverneur de l'assassiner , pour peu qu'il différât d'obéir à la première sommation. Les troupes impériales y entrèrent le 28 Octobre. Deux jours après , Governolo fut pris par escalade. Le comte de Collalte qui étoit tombé malade à Cremona , envoya ordre à ses troupes de s'avancer jusqu'à Mantoue & d'en faire le siège , sous la conduite d'Aldringen &

de Galas ses deux sergens de bataille. Le duc de Mantoue s'y étoit renfermé avec ses meilleures troupes, & les Allemans firent de vains efforts pour s'en rendre maîtres.

1629.

Spinola de son côté s'établit dans le Montferrat, avec six mille hommes d'infanterie & trois mille chevaux. Dom Philippe Spinola son fils commandoit la cavalerie Espagnole, & le duc de Nocera étoit à la tête de celle de Naples. Tioiras qui commandoit à Casal n'avoit que trois ou quatre mille hommes de troupes Françaises à leur opposer. Les villes d'Aqui, de Ponzone, de Nice de la paille, ouvrirent leurs portes à Dom Philippe. Pont-d'Esture lui résista, & il n'osa entreprendre le siège de Casal, parce que son pere s'étoit réservé la gloire de cette conquête.

Le cardinal de Richelieu qui sentoît la nécessité de faire un grand effort en Italie pour secourir le duc de Mantoue, résolut d'y envoyer une armée considérable, & d'en prendre lui-même le commandement. Il représenta au roi, que la tranquillité du royaume ne seroit pas assurée si sa majesté partoît pour l'Italie, pendant que Monsieur étoit encore entre les mains des ennemis de l'état, & que si elle demouroit à Paris, il n'y avoit que son premier ministre qui fût en état de la remplacer en Italie. » Je ne doute pas, lui dit-il, que beaucoup » d'autres n'ayent autant d'affection que moi de servir en ces » occasions & peut-être plus de capacité : mais la considéra- » tion en laquelle m'ont mis la bienveillance de votre ma- » jesté, & les succès que les affaires ont eus depuis que je sers » en ses conseils & en ses armées, fait que nul autre ne peut, » à mon avis, entreprendre cette affaire. Tous les chefs & offi- » ciers de l'armée iront à leurs charges s'ils me voyent par- » tir, l'argent ne demeurera pas en arriere, il sera fourni à » temps : enfin portant l'ombre du roi, tout ira avec toute la » célérité possible.

» Au contraire, si d'autres ont la charge de cette armée, » elle ne sera pas fournie de ce qui lui est nécessaire. Le mal- » heur des temps étant tel, qu'après le soleil on ne regarde » en chaque siècle que le principal astre, auquel il départ ses » lumières.

» Je sai, ajouta-t-il, que les plus raffinés courtisans ont » pour maxime d'être, le moins qu'ils peuvent, absens de leur

Extrait d'un mé-
moire, écrit ou
dicté par le cardina-
l.

Recueil d'Ambro-
beri, t. 2. pag.
775.

1629.

» maître, & jugent que les grands sont esprits d'habitude au-
 » près desquels la présence fait beaucoup. Ils croiront qu'ayant
 » été mal avec la reine, je puis retomber aisément en pareil
 » malheur, ce qui enfin pourroit m'attirer la disgrâce de vo-
 » tre majesté. Je sai enfin, que je m'expose à plusieurs acci-
 » dens, dont les moindres sont ceux que l'on considere d'or-
 » dinaire à la guerre : mais puisqu'un serviteur n'est pas tel
 » qu'il doit être, s'il ne sacrifie tous ses intérêts à ceux de son
 » maître, lorsque l'occasion le requiert, toutes ces considé-
 » rations ne m'empêcheront pas de marcher.

Le roi qui lui avoit déjà donné la qualité de principal mi-
 nistre par des lettres patentes, datées du 21 Novembre, le
 nomma le 24 *son lieutenant général représentant sa personne*
dans l'armée d'Italie, avec des pouvoirs si étendus, que les
 courtisans dirent que ce monarque ne s'étoit réservé que ce-
 lui de *guerir les écrouelles*.

Richelieu partit de Paris le 29 Décembre, accompagné
 du cardinal de la Valette, du duc de Montmorenci, & du
 maréchal de Schomberg qui étoient dans son carosse. Il y
 eut une centaine de seigneurs qui le suivirent à cheval jusqu'à
 une demi lieue de Paris, où ses gardes & ses équipages l'at-
 tendoient avec dix compagnies du régiment des gardes de
 trois cents hommes chacune.

1630.

Il étoit sur la route de Lyon, lorsqu'Alphonse de Riche-
 lieu son frere aîné, qui avoit été Chartreux, & qui venoit d'être
 nommé cardinal, reçut la barette de la main du roi dans la
 chappelle du Louvre le 7 Janvier de l'année suivante; on
 l'appella le cardinal de Lyon du nom de son archevêché. Le
 nonce Bagni reçut la barrette le même jour, & il eut l'hon-
 neur de dîner avec le roi.

Le cardinal de Richelieu étant arrivé à Lyon, fit avertir
 le duc de Savoye par le sieur Servien, que l'armée du roi
 s'approchoit de la frontiere pour secourir le duc de Man-
 toue, & que l'on comptoit qu'il lui donneroit passage par ses
 états, & qu'il joindroit même ses troupes à celles de France,
 conformément au traité de Suze & à une nouvelle assurance
 de l'observer inviolablement, que le président de Montfal-
 con son ambassadeur avoit donnée de sa part. Le duc nia qu'il
 eût chargé ce président de prendre un pareil engagement, &
 il

1630.

Il envoya le prince de Piémont son fils au pont de Beauvoisin, pour y attendre le cardinal & pour entrer en conférence avec lui. Le prince n'y fut pas plutôt arrivé, qu'il dépêcha le comte de Maurienne à Lyon pour proposer une entrevue à ce prélat. Richelieu ayant tenu conseil dans le jardin de l'abbaye d'Ainay avec le marquis d'Alincourt, le duc de Montmorenci, & les maréchaux de la Force, de Bassompierre & de Schomberg, conclut à prier le prince de Piémont de vouloir bien se trouver à Chamberry ou dans quelque autre ville de Savoye, où il auroit l'honneur de voir son altesse. Il partit ensuite de Lyon le 28 Janvier, & les maréchaux d'Estrées & de Bassompierre prirent le même jour, l'un la route de Venise; & l'autre celle de Suisse, où ils alloient en qualité d'ambassadeurs pour maintenir ces deux républiques dans les intérêts de la France.

Le cardinal eut plusieurs conférences avec le prince de Piémont à Bossolano près de Suze, & s'étant apperçu que la cour de Savoye ne cherchoit qu'à multiplier les difficultés, pour donner le temps aux Impériaux & aux Espagnols de prendre Mantoue & Casal, il prit le parti de rompre la négociation & d'agir par la force.

La nuit du 17 au 18 de Mars, l'armée du roi passa la Douere, quoique le duc de Savoye fût campé à l'autre bord avec son armée. On marcha jusqu'à Rivoli, par un temps de pluie le plus affreux qu'on eût jamais vu. » *Le soldat*, dit Puysegur, étoit mouillé d'une façon si extraordinaire, qu'il donnoit tout haut le cardinal & tous ses gens au diable.. Richelieu voyant passer Puysegur qui faisoit alors les fonctions de major dans le régiment des gardes, l'appella & lui dit, que les soldats des gardes étoient fort insolens. Il lui demanda s'il n'entendoit pas ce qu'ils disoient de lui. Puysegur lui répondit, qu'il l'entendoit très-bien; mais que pour l'ordinaire quand les soldats souffroient, *ils ne manquoient jamais de donner au diable tous ceux qu'ils croyoient en être la cause*, » & que quand ils étoient à leur aise, ils disoient toujours du bien du général de l'armée, & s'enivroient souvent en buvant à sa santé. *Il faudroit pourtant*, reprit le cardinal, *leur défendre de dire tant de sottises*. Puysegur répondit qu'il le

Testament politique, ch. 1.
Mem. de Puysegur.

1630

feroit, & qu'il ne manqueroit pas de leur commander d'être plus sages en leur donnant l'ordre. Quand l'armée fut logée dans le bourg de Rivoli, le cardinal entendit les soldats qui se réjouissoient & qui buvoient à sa santé. Le soir, Puysegur alla prendre l'ordre de lui, parce que les gardes ce temps-là ne le prenoient que du seul général de l'armée ou du roi, quand il commandoit en personne, & jamais des lieutenans généraux, quoiqu'ils fussent maréchaux de France. Le cardinal lui dit que les soldats avoient bien changé de discours, & lui demanda si ce changement venoit de ce qu'il les avoit avertis. Puysegur lui avoua qu'il ne leur avoit encore rien dit, & qu'il attendoit, pour leur défendre de mal parler de sa grandeur, que le temps fût venu de leur donner l'ordre. Le cardinal répliqua qu'il valoit mieux supprimer cet avis, & qu'il eût soin de les avertir seulement de se tenir prêts à partir le lendemain de très-grand matin.

Le duc de Savoye ignoroit encore quel étoit le dessein du cardinal, & si l'armée marcheroit à Turin ou à Pignerol; dans cette incertitude, il crut devoir envoyer mille hommes à Pignerol pour renforcer la garnison: mais il apprit bien-tôt que l'armée Françoisse prenoit la route de Turin. Alors il rappella les mille hommes qu'il envoyoit à Pignerol, & par-là cette place se trouva dégarnie. Le cardinal qui ne fut pas fâché de sa méprise, donna ordre aux troupes de tourner du côté de Pignerol que le maréchal de Crequi alla investir, avec six mille hommes de pié & mille chevaux. Le cardinal accompagné des maréchaux de la Force & de Schomberg, y arriva le 21 de Mars sur les quatre heures du matin. Sa présence fit hâter les travaux, & le 22 on battit en breche. Les habitans demanderent aussi-tôt à capituler, & ils obtinrent des conditions honorables. Le comte Urbain de Lescaugue gouverneur de la ville s'étoit retiré dans la citadelle, avec six ou sept cents hommes. Cette place étoit très-forte, & le gouverneur auroit pû se défendre long-temps: mais il étoit si lâche ou si mal-habile, qu'il se rendit le 29 Mars. Le cardinal, impatient de voir finir le siège, lui accorda tous les honneurs de la guerre.

Siège de Pignerol.

Le duc de Savoye qui s'étoit mis en marche pour secou-

rir Pignerol, ayant rencontré la garnison de cette place à deux lieues de Turin, (a) ordonna que l'on fit main-basse sur les officiers & sur les soldats, qui furent taillés en pieces. Le gouverneur qui les suivoit de loin ayant été informé de ce massacre, se retira promptement dans une vallée qui appartenoit au roi.

Le séjour de Monsieur à la cour de Lorraine, étoit la seule raison qui avoit empêché le roi de partir pour l'Italie. Elle cessa par le retour de ce prince qui ne fit plus aucune difficulté de rentrer dans le royaume, lorsqu'il eut reçu les lettres patentes pour l'augmentation de ses revenus, & les brevets des deux gouvernemens qu'on lui avoit promis. Le roi ne le fut pas plutôt arrivé sur les terres de France, qu'il prit la route de Lyon avec les deux reines. Il vit son frere à Troyes, & après lui avoir donné mille marques d'affection, il lui fit expédier des lettres patentes datées du 8 Mars, pour commander l'armée de Champagne destinée à empêcher que les troupes de l'empereur n'entraissent dans cette province, & à tenir en respect le duc de Lorraine.

(a) L'auteur de l'histoire du duc de Montmorenci, prétend que ce gouverneur eut la tête tranchée, après avoir été convaincu d'avoir pris de l'argent pour rendre Pignerol.

1630.

Mem. de Puy-segur.

Retour de Monsieur.

Départ du roi.
Hist. mss. de Louis XIII.

Fin du premier Volume de Louis XIII.











